

# SÉNAT

## TABLE NOMINATIVE

### SESSIONS DE 1981

#### A

**ABADIE (François)**, secrétaire d'Etat auprès du ministre du temps libre, chargé du tourisme (nommé le 22 mai 1981 dans le Gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 23 mai 1981, p. 1631].

Nommé de nouveau secrétaire d'Etat auprès du ministre du temps libre, chargé du tourisme, le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy [JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1787]

#### INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat : développement des activités touristiques** - (6 octobre 1981) - (p. 1873) : refus, évoqué par M. *Pierre Vallon*, de la direction du tourisme de transmettre sa note de conjoncture, dans l'attente de la communication qu'il doit faire, le 7 octobre, devant le conseil des ministres - (p. 1876) : question posée par M. *Pierre Vallon* sur la politique du tourisme et objectifs définis par le Président de la République : égalité dans l'exercice du droit aux vacances : subvention pour la modernisation d'hébergements sociaux ; vie associative - Création du chèque vacances - Primes à l'hôtellerie et au camping - Rôle du tourisme dans l'économie des départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM) - Représentation de la France à l'étranger : bureaux français du tourisme à travers le monde - Rapport demandé par le Gouvernement sur le rôle des nombreux organismes créés autour de la direction du tourisme - Réforme du Conseil supérieur du tourisme - (p. 1877) : développement touristique à la Réunion, évoqué par M. *Louis Virapoullé* : capacités d'hébergement ; aide à la petite et moyenne hôtellerie ; primes et prêts du Fonds de développement économique et social (FDES) ; opération de promotion cofinancée par le département de la Réunion et le secrétariat d'Etat chargé du tourisme ; Maison de la Réunion poursuite du plan triennal ; village vacances familles (VVF), terrains de camping ; études du Service d'étude et d'aménagement touristique de l'espace rural (SEATER) et du Service d'étude et d'aménagement touristique de la montagne (SEATM) - Projet de loi de finances pour 1982 et augmentation des crédits du loisir social - Chèque vacances - Avenir du tourisme social, évoqué par M. *Marc Boeuf* et réforme des comités régionaux de tourisme - Situation du tourisme en Polynésie, abordée par M. *Daniel Millaud* :

remplacement du délégué prêté par UTA par un fonctionnaire de la direction du tourisme.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Temps libre** - (6 décembre 1981) - (p. 3713) : importance économique du tourisme ; réorientation de son activité dans l'espace - Institution du chèque-vacances ; aide à la personne négociée entre les partenaires sociaux ; liberté de choix pour le type de vacances - Développement de l'investissement touristique et tourisme étranger ; rétablissement des primes hôtelières - Forte augmentation des subventions aux villages de vacances - Camping et meilleure répartition géographique ; fonds interministériel pour la qualité de la vie et reconduction de l'opération « camping-informations » - Promotion touristique à l'étranger ; ouverture de bureaux à Stockholm et au Brésil ; intervention de l'Etat ou des collectivités locales en fonction du pays concerné - Croissance des crédits des bureaux du tourisme français à l'étranger - Association française d'actions touristiques (AFAT) et du groupement d'intérêt économique (GIE) Bienvenue-France - Tourisme étranger et amélioration de la balance commerciale et de l'activité des entreprises touristiques - Augmentation des départs en vacances pour les Français ; information et orientation ou développement des flux touristiques - France Information Loisirs - (p. 3714) : caractère paritaire du nouveau conseil d'administration et décentralisation de l'information touristique - Type de vacances et adaptation au goût des Français ; encouragement aux efforts des associations et des collectivités locales - Associations ; développement et répartition sur le territoire national ; exemple du Grand Sud-Ouest - Action spécifique ; convention avec la Fédération thermale - Reconduction des crédits des services d'études et d'aménagement du territoire ; coopération entre l'Etat, les professionnels et les collectivités locales - Réforme des comités régionaux du tourisme ; création d'emplois - Modifications structurelles de la direction du tourisme ; abandon du système des cellules de réflexion *ad hoc* ; regroupement des bureaux ou des départements de la direction - Liens entre tourisme et activité nationale ; promotion touristique et des productions régionales Tourisme et balance des paiements - Tourisme et création d'emplois - (p. 3738) : commission interministérielle du littoral, de l'espace rural et de la montagne - Aménagement du territoire et rôle du Comité interministériel pour l'aménagement du territoire (CIAT) et du Comité interministériel pour le développement et l'aménagement rural (CIDAR) ; rôle de conseil des services d'études et d'aménagement touristique ; contrôle par la Conférence permanente des directeurs du tourisme, de l'urbanisme, des

paysages et des aménagements ruraux - Nouvelle politique de la montagne et rôle du service d'études et d'aménagement de la montagne - Réforme des unités touristiques nouvelles (UTN) - Remplacement de France Information loisirs par une agence d'informations à caractère d'établissement public - Caractère différencié des activités du GIE « Bienvenue-France » et de l'AFAT - (p. 3739) : collaboration entre l'AFAT et le GIE « Bienvenue-France » - Mesures fiscales à l'encontre de la profession hôtelière ; prochaine réunion avec les représentants professionnels et le ministre de l'économie ; contrats de modération et blocage des prix - Taxation des hôtels quatre étoiles ; conséquences économiques - Tourisme français et importance du bénévolat ; syndicats d'initiative, offices de tourisme, comités départementaux et régionaux - Renforcement des comités régionaux de tourisme - Convention entre l'Etat et les collectivités locales - Rôle de coordination et d'impulsion du secrétariat d'Etat - Caractère interministériel de l'action touristique - Remplacement de France Information loisirs par une structure plus légère - Tourisme et effort de promotion des collectivités locales et des professionnels ; part modeste de l'Etat - Départements et territoires d'outre-mer et concertation interministérielle ; rupture avec la politique précédente - Examen des crédits - *Etat B* (p. 3747) : tourisme martiniquais et concertation interministérielle ; tourisme social et transports - (p. 3748) : maintien des opérations de qualité antérieurement décidées ; cas de l'opération « janvier-plein ski » - Réforme du Conseil supérieur du tourisme.

**AILLIERES (Michel d')**, sénateur de la Sarthe (UREI)

#### NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires étrangères.

#### DÉPÔTS

*Rapport* fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi [n° 253 (80-81)] autorisant le Gouvernement à approuver l'accord international de 1979 sur le caoutchouc naturel [n° 296 (80-81)] (2 juillet 1981) - **Traités et conventions.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)] - (28 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 2251) : oeuvre de la Ve République en matière de décentralisation - Consultation des élus locaux préalable au dépôt du projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales - Insuffisance, en revanche, de la démarche suivie par le présent gouvernement et lacunes du projet en examen - Suppression de la tutelle administrative et inquiétude des élus locaux quant à leur responsabilité devant les tribunaux administratifs et les chambres régionales des comptes ; risque de tutelle politique - Lenteur des tribunaux administratifs - Lacunes du projet sur la tutelle technique et la tutelle financière - Répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ; interventionnisme accru en matière économique ; risque de conflits de compétences - Transfert de l'exécutif départemental aux présidents de conseils généraux : imprécision quant aux moyens financiers correspondants ; répartition des services départementaux de l'Etat - (p. 2252) : superposition d'échelons administratifs et évolution nécessaire ; avenir du département - Caractère politique du projet en examen.

**Suite de la discussion** - (10 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 8** (p. 2564) : son amendement n° I-20, soutenu par

M. Guy de la Verpillière : inscription des dépenses obligatoires et suppression de la saisine d'office de la chambre régionale des comptes ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (12 novembre 1981) - **Titre II - Art. 17** (p. 2605) : ses amendements, soutenus par M. Guy de La Verpillière, n° II-16 : détermination du nombre des vice-présidents en fonction de l'effectif des membres du conseil général ; retiré ; et n° II-14 : incompatibilité du mandat de président de conseil général avec la fonction de maire de la commune, chef-lieu du département ; retiré - **Art. 18** (p. 2609) : son amendement n° II-12, soutenu par M. Guy de La Verpillière : approbation par décret en Conseil d'Etat d'une convention type entre le représentant de l'Etat et le conseil général pour la répartition des services de la préfecture ; retiré - (p. 2610) : son amendement n° II-11, soutenu par M. Guy de La Verpillière : application automatique de la convention type après un délai de quatre mois ; retiré - **Art. 18 sexies** (p. 2613) : son amendement n° II-19, soutenu par M. Guy de La Verpillière : limitation des délégations de compétences du président du conseil général aux seuls vice-présidents ; retiré - **Art. 21** (p. 2618) : son amendement n° II-21, soutenu par M. Philippe de Bourgoing et identique à l'amendement n° II-101 de M. Marcel Lucotte : mention de la compétence du président du conseil général sur les services extérieurs de l'Etat dans le département ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (13 novembre 1981) - **Titre I - Art. 14 (suite)** (p. 2650) : sur l'amendement n° I-211, précédemment réservé, de M. Gaston Defferre, ministre (abrogation des dispositions du code des communes concernant les pouvoirs de tutelle sur les actes des autorités communales, la démission d'office d'un conseiller municipal ; cas particulier de Paris), son sous-amendement n° I-22, précédemment réservé, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : nullité de plein droit des délibérations du conseil municipal portant sur un objet étranger à ses attributions ou prises hors de ses réunions légales, ainsi que des délibérations prises en violation d'une loi ou d'un règlement d'administration publique ; retiré - **Titre II (suite) - Art. 22 bis** (p. 2656) : son amendement n° II-18, soutenu par M. André Bettencourt : audition du représentant de l'Etat dans le département par le conseil général à la demande du Premier ministre ou du président du conseil général ; devenu sans objet - **Art. 23** (p. 2657) : son amendement n° II-17, soutenu par M. André Bettencourt : réunion du conseil général à la demande des deux tiers de ses membres ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - **Titre III - Après l'art. 45** (p. 2755) : son amendement n° III-19, soutenu par M. Guy de La Verpillière : compétence régionale en matière d'équipement collectif ; retiré - **Art. 47** (p. 2757) : sur l'amendement n° III-57 de M. Michel Giraud, rapporteur (principe du transfert au président du conseil régional de l'exécutif ; rôle du comité économique et social), son sous-amendement n° III-21 soutenu par M. Guy de La Verpillière : affaires régionales et pouvoirs du commissaire de la République ; retiré - **Art. 48** (p. 2762) : son amendement n° III-24, soutenu par M. Guy de La Verpillière : fixation à 20 % des dépenses d'investissement de la participation aux dépenses de fonctionnement des équipements régionaux ; devenu sans objet - (p. 2763) : son amendement n° III-26 soutenu par M. Guy de La Verpillière : absence de création de services régionaux propres pour représenter les intérêts généraux, commerciaux et industriels ; devenu sans objet - Son amendement n° III-25 ; soutenu par M. Guy de La Verpillière : attributions économiques et sociales de la région et transformation en collectivité territoriale ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (18 novembre 1981) - **Titre II - Art. 34 (suite)** (p. 2789) : son amendement n° II-15 : interventions économiques des départements ; retiré - **Titre III (suite) - Art. 48 ter** (p. 2805) : son amendement n° III-27 : rôle du comité des prêts : détermination des orienta-

tions ; absence de consultation sur les décisions d'attribution ; devenu sans objet - **Art. 51** (p. 2812) : son amendement n° III-29 : élaboration, par décret en Conseil d'Etat, d'une convention type sur les services transférés à la collectivité régionale ; retiré - Harmonisation souhaitable, entre les régions, des services transférés : exemple de la direction de l'équipement - **Art. 52** (p. 2815) : son amendement n° III-30 : impossibilité pour le représentant de l'Etat, dans la région, d'être en même temps représentant de l'Etat dans le département chef-lieu de la région ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Discussion des articles de la première partie :*

(24 novembre 1981) - **Art. 2** (p. 3059) : disparition d'une partie de la propriété française : propriété foncière et immobilière - Idéologie socialo-communiste et suppression de tout ou partie de la propriété - Nombreux aspects inquiétants de cet impôt - Taxation de l'usufruitier ; inconvénients pour les petites et moyennes entreprises ; situation des exploitants et des propriétaires bailleurs et conséquences de l'impôt sur la fortune pour l'agriculture - Nécessité d'une déduction de la taxe foncière, d'une révision de la position gouvernementale sur les usufruitiers et d'une augmentation de la valeur de l'outil de travail.

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1981) - **Art. 3** (p. 3100) : soutient l'amendement n° 282 de M. Jacques Larché (exclusion des stocks agricoles de l'assiette de l'impôt sur le capital) - **Art. 4** (p. 3119) : soutient l'amendement n° 407 de M. Jacques Larché (élargissement de la base familiale à partir de laquelle serait calculée l'assiette des biens professionnels) - (p. 3123) : se déclare favorable à l'amendement n° 81 de M. Roland du Luart (prise en compte comme biens professionnels des parts de groupements fonciers agricoles, GFA).

**ALLONCLE (Michel)**, sénateur de la Charente (RPR)

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des affaires étrangères.

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (18 novembre 1981) - **Titre III (suite)** - **Art. 50** (p. 2810) : son amendement n° III-200, soutenu par M. Marc Bécarn : élection des membres du bureau du conseil régional au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle ; devenu sans objet.

**AMELIN (Jean)**, sénateur de la Marne (RPR) - *Secrétaire du Sénat*

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (18 décembre 1981) (p. 4384).

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi portant abolition de la peine de mort [n° 385 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (29 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1700) : débat au Sénat sur la peine de mort en octobre 1979 - Victoire de la gauche aux élections présidentielles et législatives de 1981 et projet de loi sur l'abolition de la peine de mort - Caractère dissuasif de cette peine - (p. 1707) : absence d'urgence du projet ; principe de la grâce présidentielle - Caractère prématuré de l'abolition de la peine de mort - Sécurité des Français et sondages d'opinion - Votera contre le projet.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1981) - **Discussion générale** (p. 2375) : projet de loi et oubli des petites communes - Petites communes et diminution des pouvoirs du sous-préfet - Tutelle préfectorale - (p. 2376) : remplacement de la tutelle *a priori* par le tutelle *a posteriori* ; accroissement et lourdeur du nouveau contrôle - Qualité du projet de loi sur le développement des responsabilités des collectivités locales de 1980 - Caractère bureaucratique du texte - Absence de dispositions sur les compétences et les ressources des collectivités locales.

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - **Titre III - Art. 45** (p. 2753) : son amendement n° III-183 : compétence régionale dans le domaine commercial et artisanal ; devenu sans objet - **Titre I - Art. 4 (suite)** (p. 2768) : soutient l'amendement n° I-308 de M. Jean Chérioux (mesures financières et intervention économique communale) - Soutient l'amendement n° I-43 de M. Maurice Lombard (prises de participation communale dans les sociétés d'économie mixte, et satisfaction des besoins communaux ou réalisation d'activités d'intérêt général) - (p. 2769) : soutient l'amendement n° I-45 de M. Maurice Lombard (répartition des compétences et régime juridique des sociétés d'économie mixte) - (p. 2770) : soutient l'amendement n° I-399 de M. Jean Chérioux (interventions économiques communales et respect des orientations du plan et de la politique économique nationale) - Soutient l'amendement n° I-44 de M. René Tomasini (intervention économique communale et respect de la liberté du commerce et de l'industrie).

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Discussion des articles de la première partie :*

(25 novembre 1981) - **Art. 4** (p. 3124) : son amendement n° 437 : impôt sur le patrimoine : prise en compte comme biens professionnels des vignobles d'appellation contrôlée ; retiré.

**ANDIGNE (Hubert d')**, sénateur de l'Orne (RPR)

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des affaires sociales.

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (12 novembre 1981) - **Titre II - Art. 21** (p. 2619) : son amendement n° II-302, soutenu par M. Charles Pasqua ; mention des compétences du président du conseil général sur les services extérieurs de l'Etat dans le département ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (13 novembre 1981) - **Titre II (suite)** - Art. 22 (p. 2654) : son amendement n° II-307, soutenu par M. Paul Malassagne : réunion de 4 sessions ordinaires du conseil général ; fixation de la date d'ouverture des sessions par le président du conseil général en l'absence de décision du conseil général ; fixation de la première réunion de plein droit lors du renouvellement triennal des conseils généraux ; retiré - Art. 24 (p. 2659) : son amendement de coordination n° II-313, soutenu par M. Paul Malassagne ; retiré.

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - **Titre I** - Art. 4 (suite) (p. 2771) : son amendement n° I-314, soutenu par M. Marc Bécam : interventions économiques communales et avis d'une commission économique départementale dont la composition sera fixée par décret en Conseil d'Etat ; retiré le 18 novembre 1981.

**Suite de la discussion** - (18 novembre 1981) - **Titre III bis (nouveau)** après l'art. 55 (p. 2820) : sur l'amendement n° III bis-5 de M. Michel Giraud, rapporteur (transfert au département des services de la préfecture nécessaires à la préparation et à l'exécution des délibérations du conseil général), son sous-amendement n° III bis-50, soutenu par M. Marc Bécam : établissement par décret de manière exhaustive de la liste des services extérieurs de l'Etat dans le département mis à la disposition du président du conseil général ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Deuxième partie :*

**Prestations sociales agricoles** - (7 décembre 1981) - (p. 3780) : augmentation du budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) et inclusion des prestations supplémentaires du Fonds national de solidarité (FNS) - Subvention du budget de l'Etat et comparaison avec la Société nationale des chemins de fer français (SNCF) - Evolution des cotisations professionnelles et des taxes de solidarité - Evolution du revenu agricole - Importance des dépenses vieillesse et dette contractée par la nation ; compensation démographique - Budget de l'Etat pour 1982 et politique d'austérité réservée à l'agriculture.

**Agriculture** - (7 décembre 1981) - (p. 3816) : regret de devoir examiner le budget de l'agriculture avant la réunion de la conférence annuelle - Diminution du revenu agricole ; cas du département de l'Orne : difficulté de récolte du maïs - Excédent de la balance commerciale des échanges agro-alimentaires de la France - Augmentation des coûts de production - Politique agricole commune - Installation des jeunes agriculteurs ; taux des prêts bonifiés et durée de remboursement - Imposition au bénéfice réel - Proposition du comité d'études sur la fiscalité agricole - (p. 3817) : baisse du revenu agricole et difficultés d'encaissement des cotisations par les caisses de mutualité sociale agricole - Réforme annoncée de la répartition des cotisations et régression de la part réservée à l'agriculture dans le budget de l'Etat - Aide sociale ou aides économiques - Problème de l'enseignement agricole : simple reconduction des subventions de fonctionnement à l'enseignement agricole privé - Aide aux zones défavorisées et de montagne - Insuffisance des moyens consentis au Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) - Faiblesse du budget d'équipement et de modernisation des exploitations : hydraulique ; remembrement ; subvention aux bâtiments d'élevage - Incidence sur l'agriculture de l'impôt sur la fortune ; faible rentabilité du capital foncier - Réduction des abattements sur le revenu foncier - Projets en matière de sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) et d'offices fonciers - Nécessité pour le Gouvernement de prêter attention aux préoccupations du Sénat.

**ANDRIEUX (Antoine)**, sénateur des Bouches-du-Rhône (S)

**NOMINATIONS**

- Vice-président de la commission des affaires étrangères.

**DÉPÔTS**

*Rapport* fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi [n° 13 (80-81)] autorisant l'approbation de la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires telle que modifiée par le Protocole de 1978 [n° 263 (80-81)] (2 avril 1981) - **Traités et conventions.**

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires telle que modifiée par le protocole de 1978** [n° 13 (80-81)] - (7 avril 1981) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 529) : commission sénatoriale d'enquête sur le naufrage de l'*Amoco Cadiz* - Mesures internationales de lutte contre la pollution - Lacunes du texte élaboré : pavillons de complaisance - Dispositions de la convention soumise à approbation - Juridiction des états riverains et zone des deux cents milles - Réglementation des rejets d'hydrocarbures - Normes techniques - Zones spéciales - (p. 530) : sécurité des navires - Poursuites contre les auteurs des infractions - Arraînement - Richesses naturelles de la mer et protection nécessaire - (p. 531) : problème des pavillons de complaisance et responsabilité partielle des états - Droit de la mer - Part de responsabilité du commandant de l'*Amoco Cadiz*.

**ARZEL (Alphonse)**, sénateur du Finistère (UCDP)

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des lois.

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1981) - **Discussion générale** (p. 2382) : suppression des tutelles administratives et financières - Qualité de la tutelle du corps électoral - Importance de la question des moyens financiers - Coopération intercommunale - Possibilité pour l'ordonnateur de réquisitionner le comptable public en cas de difficulté pour le mandatement de certains travaux - Acceptation du contrôle de la chambre régionale des comptes et opposition à celui de la Cour de discipline budgétaire - Intervention économique des collectivités locales et aide aux entreprises en difficulté - Risque pour les petites et moyennes communes - Présidents de conseils généraux et exécutif du département - Modération nécessaire de la fiscalité départementale - Aménagement du territoire et rôle des régions ; avis du Conseil économique et social du 14 octobre 1981 - Création d'emplois et régions ; plan national et compatibilité des plans régionaux - (p. 2383) : planification et rôle des assemblées régionales - Délégation des crédits régionalisés - Loi de 1972 et possibilité de fixer librement le taux de pression fiscale régionale - Développement et soutien à l'industrialisation ; suppression des obstacles administratifs ou financiers ; contrats de pays - Développement et diversification du tissu industriel ; concours du secteur bancaire ; liaison université, industrie, région et réforme des méthodes et des modes de financement ; primes de développement régional - Procédure des aides et décentralisation régionale - Renforcement des comités départementaux de financement et création d'unités décentralisées des comités interministériels d'adaptation des structures industrielles - Institutions régionales et développement industriel - Maintien des équilibres régionaux et arbitrage national - Loi de 1972 et qualité de la composition

des conseils régionaux - Compatibilité du mandat parlementaire et de celui de conseiller régional.

**Suite de la discussion** - (13 novembre 1981) - **Titre I - Art. 14** (*suite*) (p. 2651) : son amendement n° I-392, soutenu par M. Pierre Schiélé : suspension des maires et adjoints après avis du conseil d'Etat ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Discussion des articles de la première partie :*

(25 novembre 1981) - **Art. 4** (p. 3115) : son amendement n° 139, soutenu par M. Jacques Mossion : impôt sur le patrimoine : considération comme biens professionnels des biens nécessaires à l'exercice d'une profession industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale ; retiré.

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Art. 13** (p. 3209) : son amendement n° 174, soutenu par M. Adolphe Chauvin : réduction de 20 à 15 % du taux de la déduction forfaitaire applicable aux revenus fonciers prévue à l'article 31 du code général des impôts ; rejeté - **Après l'art. 18** (p. 3236) : son amendement n° 192, soutenu par M. Adolphe Chauvin : aide aux carburants pour les marins pêcheurs ; retiré.

*Deuxième partie :*

**Agriculture** - (7 décembre 1981) - (p. 3819) : inquiétude des agriculteurs à la veille de la conférence annuelle - Diminution des revenus agricoles et politique de fixation des prix à Bruxelles - Rôle de l'agriculture française dans la lutte contre le chômage - Installation des jeunes agriculteurs : prêts : taux d'intérêt et durée de remboursement ; prêts de modernisation et prêts spéciaux d'élevage, et délai d'attente - Augmentation des charges sociales et critères de répartition des cotisations - Formation des jeunes agriculteurs et difficultés des établissements d'enseignement privé agricoles - Développement agricole et animation socio-culturelle ; création d'emplois - Création annoncée d'offices par produit et d'offices fonciers cantonaux et départementaux - (p. 3820) : crédits des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) et lutte contre la spéculation foncière : rôle des groupements fonciers agricoles (GFA) et notamment des GFA mutuels - Aménagement rural : participation du Fonds d'amortissement des charges d'électrification (FACE) ; adduction d'eau et assainissement ; hydraulique ; remembrement.

**Culture** - (8 décembre 1981) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3892) : rôle des directions régionales des affaires culturelles : autorité du commissaire de la République ou contrôle hiérarchique du ministère de la culture - Attente des élus locaux d'une transformation des musées nationaux en établissements publics véritablement déconcentrés et décentralisés.

**AUROUX (Jean)**, ministre du travail (nommé le 22 mai 1981 dans le gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 23 mai 1981, p. 1630].

Nommé de nouveau *ministre du travail* le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy [JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1787]

## RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 19 de M. Jean Cauchon : **emploi** (amélioration du fonctionnement des marchés du travail) (9 juillet 1981) (p. 864, 865).

## INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat : formation professionnelle des adultes** - (27 octobre 1981) - (p. 2198) : activités de

l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) ; exemple de l'activité du centre de Lyon-Crépieux - Modernisation pédagogique des ateliers et ouverture d'une section d'agents de maintenance en installation automatisée, option électronique - Création d'une section de monteurs-dépanneurs frigoristes - Création de postes à la délégation régionale AFPA des régions Rhône-Alpes, Bourgogne et Auvergne - Usure intensive du matériel d'usinage - Crédit pour l'amélioration de l'accueil des stagiaires - Préparation d'un plan de développement pour le centre de Lyon-Crépieux - Nécessité de la promotion de l'AFPA ; inscription de crédits supplémentaires et création d'emplois nouveaux ; mobilisation des remboursements du Fonds social européen - Loi de finances pour 1982 et renforcement de la dotation à l'AFPA. (p. 2199) : octroi de moyens suffisants à un grand organisme public.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Deuxième partie :*

**Solidarité nationale (suite) - I - Section commune - III - Travail** - (11 décembre 1981) - (p. 4097) : lutte contre le chômage - (p. 4098) : volonté politique du Gouvernement et crédits inscrits au budget du travail - Budget de solidarité - Crédits d'indemnisation du chômage - Contribution conventionnelle de l'Etat au financement de l'Union nationale interprofessionnelle pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) : subvention habituelle et crédit supplémentaire exceptionnel - Participation de l'Etat au fonctionnement de l'indemnisation du chômage dans les départements d'outre-mer (DOM) - Chantiers de développement local dans les départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM) - Application de la deuxième convention sociale de la sidérurgie : dispense d'activité et cessation anticipée d'activité - Aide de secours exceptionnelle aux chômeurs en fin de droits - Remerciements officiels du Gouvernement aux partenaires sociaux de l'UNEDIC : contrats de solidarité : pré-retraite totale ou partielle - Réforme de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) et coordination avec l'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) ; augmentation des moyens de l'ANPE et de l'AFPA ; créations d'emplois ; déconcentration - (p. 4099) : statut des personnels de l'ANPE et de l'AFPA ; décentralisation - Souci de limiter les licenciements économiques : indemnisation du chômage partiel ; mécanisme d'audit auprès de l'inspection du travail - Entreprises en difficulté : textes en projet ; création dans chaque région d'économistes d'entreprise ; créations d'emplois d'initiative locale - Rôle du Fonds national de l'emploi (FNE) dans la mise en oeuvre des contrats de solidarité - Emploi des jeunes : contrats emploi formation ; plan avenir jeunes - Insertion des travailleurs handicapés : garantie de ressources ; subventions de fonctionnement et d'équipement aux ateliers protégés - Fonctionnement social des entreprises : accroissement du rôle des institutions représentatives ; formation sociale et économique des représentants syndicaux - Conseils de prud'hommes : projet de loi en préparation - Conditions du travail : hygiène, sécurité, risques professionnels ; création d'emplois d'ingénieur régional de sécurité - (p. 4100) : médecine du travail ; groupe de travail du président Laroque - Services extérieurs du ministère et inspection du travail ; créations d'emplois - Crédits de l'Institut national du travail (INT) - Hommage aux personnels dépendant du ministère - Prochain dépôt des projets de loi relatifs à la réduction du temps de travail et à la réforme du code du travail - (p. 4108) : qualité des rapports de MM. André Fosset, rapporteur spécial, et Jean Béranger, rapporteur pour avis - Problème du chômage : derniers chiffres connus ; analogie avec le délai de redressement de la situation des entreprises en difficulté - Financement de l'UNEDIC : redressement jusqu'en juin 1982 et mesures à prendre dans ce délai : élargissement de l'assiette des cotisations et solidarité nationale - (p. 4109) : reconquête de l'emploi - Indépendance de gestion de l'UNEDIC - Problème des chômeurs en fin de droits et allocation de secours exceptionnelle - Service public de

l'emploi : décentralisation et coordination entre le service de placement (ANPE) et le service de formation (AFPA) ; augmentation des moyens de ces institutions et modernisation : création de formations en informatique - Possibilité pour l'AFPA de signer des conventions de formation : souplesse de gestion ; concertation - Formation syndicale, évoquée par M. André Fosset : contrôle par le Parlement de ces crédits - Partage du travail et compétitivité des entreprises - Relance économique - Importance de l'amélioration des relations du travail : politique contractuelle et droit conventionnel - (p. 4110) : inquiétude suscitée par les nouvelles relations du travail, évoquée par M. Michel Moreigne : droit à l'expression directe des salariés ; absence de remise en cause des syndicats - Représentativité des syndicats : veto pour l'extension de conventions collectives - Représentation des salariés dans les entreprises nationalisées : désignation des représentants au conseil d'administration - Réduction du temps de travail : projet de loi d'orientation sociale ; reconquête de l'emploi et partage du travail - Projet de loi relatif aux droits des travailleurs - Travail temporaire - Travail clandestin ; rôle de l'inspection du travail ; sanctions - Responsabilité à l'égard de la main-d'oeuvre étrangère ; suppression de l'aide au retour - Comités locaux de l'emploi : composition tripartite : organisations syndicales, organisations professionnelles, élus locaux ; bassins d'emplois - Progrès social et progrès économique - Union des Français.

- **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social [n° 115 (81-82)]** - (21 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4474) : recours à la procédure d'habilitation et souci d'efficacité du Gouvernement - (p. 4475) : aspirations des Français et urgence des mesures attendues - Prise en compte de la négociation intervenue entre les partenaires sociaux - Réduction du temps de travail - Cinquième semaine de congés payés - Institution de la cinquième équipe pour le travail posté en continu - Réduction de la durée hebdomadaire : objectif des trente - cinq heures pour 1985 - Réduction des heures supplémentaires - Contrats de solidarité - Travail à temps partiel : liberté de choix des salariés, hommes ou femmes ; rémunération au prorata ; garanties sociales et syndicales - Travail précaire : emplois intérimaires et contrats à durée déterminée - Rôle de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) et du service public de l'emploi - Problème du cumul entre emploi et retraite - Abaissement de l'âge de la retraite et système actuel de la garantie de ressources à soixante ans - (p. 4476) : regret de constater les réticences de la majorité du Sénat à s'associer au progrès social.

**AUTAIN (François), secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat chargé de la solidarité nationale, chargé de la sécurité sociale** (nommé le 22 mai 1981 dans le gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 23 mai 1981, p. 1631].

Puis **secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé des immigrés** (nommé le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1787]

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [n° 366 (80-81)]** - (22 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1572) : droit de vote aux étrangers pour les élections municipales : cohérence avec la plateforme présidentielle de M. François Mitterrand - Non application de cette réforme pour 1983 - Instauration d'autres droits tels que le droit d'association avant ce droit politique.

- **Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d'association en ce qui concerne les associations dirigées en droit ou en fait par des étrangers [n° 365 (80-**

**81)]** - (22 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1592) : législation en vigueur : décret loi du 12 avril 1939 ; autorisation administrative préalable et régime de l'annulation et de la dissolution pour les associations étrangères ; contexte historique - Rôle des associations internationales - Contradictions de la législation française avec les textes de droit international, la déclaration universelle et la convention européenne des droits de l'homme - Loi de juillet 1972 contre le racisme - Droit d'association pour tous les citoyens - Abrogation du titre IV de la loi de 1901 : nouvelle politique en faveur de la population immigrée ; suppression de l'autorisation administrative préalable - Possibilité de dissolution en cas d'atteinte aux intérêts diplomatiques de la France - Aide apportée par les associations à la vie des immigrés et des étrangers - **Art. 1** (p. 1596) : accepte l'amendement rédactionnel n° 5 de M. Charles Lederman - **Après l'art. 1** (p. 1597) : accepte l'amendement n° 1 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (déclaration préalable d'une association ayant son siège social à l'étranger à la préfecture du département où se trouve le siège de son principal établissement) - **Après l'art. 2** : accepte l'amendement n° 2 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (application de la loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte) - (p. 1598) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (conditions de jouissance pour les associations de la capacité juridique attachée à l'autorisation).

- **Projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière [n° 367 (80-81)]** - (23 septembre 1981)

- **Discussion générale** (p. 1606) : texte important et limité - Lutte contre l'immigration clandestine et travail clandestin - Responsabilité des employeurs clandestins - Renforcement nécessaire des sanctions contre les employeurs - Contraventions de 5<sup>e</sup> classe - Contribution spéciale au bénéfice de l'Office national d'immigration - Affichage du jugement - Insuffisante sévérité des sanctions pénales - Transformation en délit de l'emploi irrégulier d'un travailleur étranger - (p. 1607) : aide au rapatriement volontaire des immigrés clandestins grâce à l'Office national d'immigration, financée par la contribution spéciale - Egalité devant les charges salariales de tous les employeurs - Versement de l'intégralité du salaire et de la totalité des accessoires - Versement d'une indemnité forfaitaire égale à un mois de salaire - Indemnisation « plancher » et dissuasion des employeurs - Prise en considération des effets de la relation de travail et paiement des cotisations et charges sociales - Assurance chômage et non bénéfice de l'indemnisation des travailleurs privés d'emploi - Protection des travailleurs étrangers en situation irrégulière et maîtrise du flux migratoire - Nécessité de renforcer les services de contrôle du trafic de travailleurs étrangers - Créations d'emplois prévues au budget 1982 : fonction publique, gendarmerie - Secrétariat d'Etat chargé des immigrés - Garantie d'une volonté politique - (p. 1608) : solution non définitive à l'immigration clandestine - Influence des parlementaires pour informer et persuader l'opinion publique - (p. 1611) : comblement d'une lacune - Premier texte instituant une protection pour les travailleurs étrangers - Attachement à une publicité des nouvelles dispositions auprès des services de contrôle, auprès des employeurs - Nécessité d'une capacité de contrôle suffisante - Nombreuses créations prévues d'emplois d'inspecteur du travail - (p. 1612) : importance de l'opération de régularisation ; résultats actuellement insuffisants : solution du licenciement adoptée par un grand nombre d'employeurs - Lutte contre le travail clandestin et effets espérés de réduction de l'immigration clandestine - **Art. 1** (p. 1612) : s'oppose à l'amendement n° 6 de MM. Pierre Vallon et Jacques Mossion (atténuation des peines applicables aux employeurs de bonne foi) - **Art. 3** (p. 1615) : estime sans objet l'amendement n° 7 de MM. Pierre Vallon et Jacques Mossion (suppression de l'indemnité forfaitaire pour le salarié qui a fourni de faux renseignements) - Accepte l'amendement n° 2 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur pour avis (paiement des arriérés de salaire après déduction des sommes antérieurement perçues) et les amendements de MM. Gérard Roujas, rapporteur, n° 4

(possibilité pour le conseil de prud'hommes d'ordonner par provision le versement de l'indemnité forfaitaire) et n° 5 (possibilité pour le salarié de demander une indemnité supplémentaire pour tout préjudice) - (p. 1616) : s'oppose à l'amendement n° 1 de MM. Louis Souvet et Henri Belcour (paiement de l'indemnité forfaitaire subordonné à une condition d'ancienneté minimale) ; s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 3 de M. Gérard Roujas, rapporteur (limitation des indemnités du code de travail auxquelles se substitue l'indemnité forfaitaire).

*Deuxième lecture* [n° 399 (80-81)] - (30 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1774) : amélioration et adoption à l'unanimité du texte par l'Assemblée nationale - Arme efficace dans la lutte contre l'emploi de travailleurs clandestins en situation irrégulière - Dispense d'autorisation pour travailler en France pour les étrangers bénéficiant du statut de réfugié - Récidive et possibilité de fermeture de l'entreprise en contravention ou confiscation de tout ou partie du matériel de l'entreprise - Sanctions pénales - Demande le vote du projet modifié par l'Assemblée nationale - **Art. 1 A** (p. 1775) : qualité de réfugié : article 17 de la convention de Genève publiée par le décret du 14 octobre 1954 - Statut de réfugié : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) - Son amendement rédactionnel n° 6 ; adopté - **Art. 1** (p. 1776) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Gérard Roujas, rapporteur (suppression de la possibilité offerte au tribunal de prononcer la fermeture de l'entreprise en cas de récidive) - (p. 1777) : sur cet amendement, son sous-amendement n° 7 : infractions punies d'un emprisonnement et d'une amende ou de l'une de ces deux peines ; adopté - **Art. 2** (p. 1778) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Marcel Daunay (confiscation de tout ou partie du matériel de l'entreprise exclusivement en cas de récidive) - **Art. 3** : son amendement n° 5 : suppression de la référence L.122-3-2 sur la rupture abusive du contrat de travail à durée déterminée, l'octroi de dommages et intérêts entraînant souvent le recours au juge ; adopté - **Art. 3 ter** : accepte l'amendement n° 2 de M. Gérard Roujas, rapporteur (suppression de cet article visant à élargir devant les juridictions pénales le droit pour les associations de se constituer partie civile) - **Art. 4** (p. 1780) : accepte l'amendement n° 3 de M. Gérard Roujas, rapporteur (entrée en vigueur des articles 1 et 2 de la loi à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1982).

- **Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d'association en ce qui concerne les associations dirigées en droit ou en fait par des étrangers** - *Deuxième lecture* [n° 400 (80-81)] - (30 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1780) : dissolution par voie judiciaire de toute association étrangère pouvant compromettre la situation diplomatique de la France ; difficulté d'appréciation de l'atteinte à la situation diplomatique de la France : risque de pressions gouvernementales sur le juge et risque de pressions de chefs d'Etat étrangers sur le gouvernement français - Demande l'adoption sans modification du texte transmis par l'Assemblée nationale.

- **Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France** - *Deuxième lecture* [n° 405 (80-81)] - (6 octobre 1981) - **Art. 3** (p. 1864) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (possibilité pour le ministre d'abroger l'arrêté d'expulsion et fixation à 10 ans au lieu de 5 du délai au-delà duquel la consultation de la commission est obligatoire) - S'oppose à l'amendement n° 9 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (énumération des catégories d'étrangers qui ne peuvent être ni reconduits à la frontière, ni expulsés, et justification obligatoire de la durée de résidence en France) - (p. 1866) : accepte l'amendement n° 10 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (catégories d'étrangers « non expulsables » : étranger marié à un conjoint français et durée du mariage ; étranger parent d'enfant français) - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 15 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (possibilité d'expulsion d'un étranger parent d'enfant français dans le seul cas de déchéance de l'autorité

parentale) et s'oppose au sous-amendement n° 16 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (rétablissement à 6 mois de la durée minimale du mariage avec un conjoint français) - (p. 1867) ; accepte l'amendement n° 11 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (possibilité d'expulsion pour des étrangers condamnés à certaines peines mêmes inférieures à un an : addition du cas de proxénétisme aggravé) - S'oppose à l'amendement n° 12 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (suppression de la référence à la sûreté de l'Etat, dans l'alinéa relatif à la possibilité, en cas d'urgence absolue, d'expulser un étranger appartenant à une catégorie normalement non expulsable) - **Art. 5** (p. 1868) : s'oppose à l'amendement n° 13 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (compétence du préfet pour décider du maintien administratif de l'étranger expulsé ou refoulé) - **Art. 6** (p. 1870) : son amendement n° 20 : fixation par décret des conditions dans lesquelles le ministre de l'intérieur pourra à titre transitoire, pour une durée de 5 ans, décider la conduite à la frontière pour entrée ou séjour irrégulier ; devenu sans objet - (p. 1871) : sur l'amendement n° 14 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (énumération des motifs administratifs pour lequel le ministre de l'intérieur pourra, à titre transitoire, pendant une durée de 5 ans, dans les départements d'outre-mer, décider la conduite à la frontière pour entrée ou séjour irrégulier), s'oppose au sous-amendement n° 23 de M. Edmond Valcin (suppression de la mention de durée maximale de 5 ans de cette mesure).

- **Projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 7 (81-82)] - (6 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 1881) : problème posé par la rédaction adoptée par la commission mixte paritaire à l'article 3 : restriction importante au texte : responsabilité solidaire du donneur d'ouvrage avec son sous-traitant subordonnée à la preuve qu'il savait que le travail serait effectué irrégulièrement ; travaux de la mission interministérielle de lutte contre le trafic de main d'oeuvre et expérience de l'impossibilité d'apporter cette preuve - Cas du donneur d'ouvrage de bonne foi - **Action solidaire** - (p. 1882) : lutte du Gouvernement contre les « sociétés écran » - **Nécessité de l'amendement du Gouvernement** - **Art. 3** (p. 1883) : son amendement n° 1 : suppression de la restriction introduite par la commission mixte paritaire, subordonnant la responsabilité solidaire du donneur d'ouvrage à la preuve qu'il savait que le travail serait effectué par un entrepreneur clandestin ; adopté.

- **Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 23 (81-82)] - (15 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 2010) : action du travailleur étranger en situation irrégulière contre son employeur devant la juridiction prud'homale et maintien en France jusqu'à la fin de l'instance ; régularisation définitive de la situation de l'étranger dans les douze mois - Catégories d'étrangers non expulsables ; établissement par l'administration de la preuve de la non résidence en France de l'étranger ; apport de la preuve par tous les moyens sur l'ancienneté du séjour ; attitude coopérative de l'administration - Position favorable du Gouvernement au texte proposé par la commission mixte paritaire - Hommage rendu au travail accompli par les deux assemblées.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Deuxième partie :*

**Solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale** - (10 décembre 1981) - (p. 4004) : politique de l'immigration et caractère extra-budgétaire de la plupart des actions ; Fonds d'action sociale (FAS) - FAS et priorité aux actions de formation et de pré-formation professionnelle ; immigrés de la « deuxième génération » et prise en compte du rapport Schwartz - Contrats d'agglomération et problème de cohabitation dans les banlieues et certaines villes ; coordination avec les programmes locaux de développement social du plan intérimaire ; caractère interministériel des program-

mes d'agglomération - Suppression de l'aide au retour et développement d'une politique de coopération avec les pays d'origine ; cas de l'Algérie et du Sénégal - Opération de régularisation des « sans papiers » ; fixation de la date limite au 31 décembre ; conditions de l'entrée en France avant le 1<sup>er</sup> janvier 1981 - Application de la loi du 17 octobre 1981 relative à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière - Sanctions contre les employeurs licenciant des salariés immigrés sans papiers - Rôle des commissions départementales de régularisation pour les immigrés sans papiers dont le dossier est insuffisant ; autorisation provisoire de séjour - Modification des règles de fonctionnement du FAS ; rapport de la Cour des comptes - Politique du logement des immigrés ; grève de 1975 dans les foyers ; concertation et table ronde sous la présidence de M. *Michel Dreyfus-Schmidt* ; statut de locataire - (p. 4005) : Information et expression culturelle des immigrés ; mission confiée à Mme Françoise Gaspard.

**AUTHIE (Germain), sénateur de l'Ariège (S)**

### NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie (30 juillet 1981) (p. 1268).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modération des loyers (15 décembre 1981) (p. 4254).

### INTERVENTIONS

- **Questions orales avec débat jointes : difficultés de l'industrie textile** - (20 octobre 1981) - (p. 2056) : industrie textile et diversité dans l'organisation, la structuration, et la modernisation de l'outil de production - Nécessité d'une diversification des mesures de relance ; exemple de la région Midi-Pyrénées et du bassin d'emploi de l'Ariège ; fabrication du tissu cardé - (p. 2057) : qualité de ce centre textile et concurrence des importations, nécessité de contrôle des compositions - Longueur des circuits financiers et importance de l'escompte bancaire du papier commercial - Inadaptation de l'outil de travail ; investissements et ressources insuffisantes ; parcimonie de l'aide publique - Relance du textile dans la région Midi-Pyrénées ; compétitivité, freinage des importations et aide financière de l'Etat - Respect des quotas de pénétration et des règles communautaires - Fraude et analyse des compositions par prélèvement d'échantillons - Etablissement d'une déclaration d'importation préalable et versement d'un cautionnement ; exemple italien - Mauvais fonctionnement de l'assurance crédit - Rôle de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) - Relance et diminution des frais financiers ; avances de trésorerie - Reconstitution des fonds propres ; prêts bonifiés et baisse des taux d'intérêt - Hausse du plafond de l'escompte - Augmentation du prix des matières premières - Petites et moyennes entreprises et regroupement du service commercial - Cas des artisans tisserands ; suppression de l'abattement de 50 q du forfait pour frais professionnels - (p. 2058) : maintien d'une industrie textile dynamique, compétitive et créatrice d'emplois.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Education nationale** - (5 décembre 1981) - (p. 3685) : éducation et formation des hommes, impératif prioritaire

du progrès économique, social et humain - Décloisonnement des formations, exigence fondamentale - Nécessité d'une définition des priorités budgétaires : enseignement technique ; formation des jeunes et des adultes - Formation professionnelle élément déterminant pour une stratégie de plein emploi - Manque de places dans les lycées d'enseignement professionnel (LEP) - Revalorisation des crédits de fonctionnement et d'équipement - Insuffisance des investissements pour l'enseignement technique - Nécessité de la mise en place d'un programme quinquennal d'équipement et de construction - Souhait de la mise en application d'une révision d'ensemble de la politique d'aide sociale en faveur des élèves de l'enseignement technique - Instauration d'une politique active de la formation professionnelle - Au nom du groupe socialiste, vote favorable sur le budget de l'éducation nationale.

**Temps libre** - (6 décembre 1981) - (p. 3738) : tourisme en montagne et promotion « la neige pour tous » ; département de l'Ariège - Tourisme de montagne et revitalisation rurale - Caractère complémentaire avec les projets locaux agricoles, artisanaux ou de petite industrie - Equipements sportifs et infrastructure, et réponse aux besoins locaux - Prise en compte de cycles d'activités en liaison avec le climat ; cas des stations thermales et modernisation de ces installations - Durée d'utilisation des infrastructures - Temps libre ; relance économique, protection du patrimoine et réanimation des montagnes - Prêts bonifiés et aide substantielle pour les petites communes ou les syndicats à vocation multiple - Assistance architecturale à la réhabilitation de l'habitat - Nécessité d'une concertation.

**Agriculture** - (7 décembre 1981) - (p. 3822) : diminution du revenu agricole au cours des dernières années - Augmentation des consommations intermédiaires et des charges d'exploitation - Aléas climatiques - Concurrence mondiale - (p. 3823) : projet de budget de l'agriculture pour 1982 : crédits d'intervention des offices : offices fonciers - Dotation d'installation des jeunes agriculteurs - Action en faveur de l'élevage ; prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes ; collecte du lait en montagne ; indemnité d'abattage - Mesures nécessaires en faveur des départements des zones défavorisées : remboursement supplémentaire de la TVA pour compenser les hausses du coût des consommations intermédiaires ; désendettement ; extension de la procédure « agriculteurs en difficulté » - Sélectivité des aides : connaissance nécessaire des revenus agricoles - Rôle de l'agriculture dans la lutte contre le chômage - Organisation des marchés agricoles par la création des offices ; politique des structures : offices fonciers ; réforme de la fiscalité agricole ; installation des jeunes agriculteurs - Soutien du groupe socialiste à l'action du Gouvernement.

**AVICE (Edwige), ministre délégué auprès du ministre du temps libre, chargé de la jeunesse et des sports** (nommée le 22 mai dans le gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 23 mai 1981, p. 1630].

Nommée de nouveau **ministre délégué auprès du ministre du temps libre, chargé de la jeunesse et des sports**, le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy [JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1787]

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Temps libre** - (6 décembre 1981) - (p. 3710) : définition et application de la politique du sport ; rôle interministériel pour la jeunesse - Transfert à l'éducation nationale des personnels enseignants de l'éducation physique et sportive - Crédit du Fonds national pour le développement du sport (FNDS) - Création d'un véritable ministère de la jeunesse



et développement de la politique sportive ; articulation sport de masse et sport de haut niveau - Anciennes structures administratives et absence de prise en compte de la jeunesse - Chômage et déqualification de la jeunesse ; jeunesse et crise urbaine ; augmentation des temps non scolaires - Participation du ministère à la lutte contre le chômage et la déqualification ; emplois d'initiative locale et associations - Rapport Schwartz et gestion du programme « jeunes volontaires » ; jeunes et tâches d'intérêt général ; contrat de « jeunes volontaires » - Prise en compte des jeunes de 16 à 18 ans ayant quitté la filière de l'école - Développement de l'esprit d'initiative de la jeunesse ; échanges internationaux ; offices franco-québécois et franco-allemand pour la jeunesse ; bourses aventure, jeunesse, initiative, responsabilités (AJIR) - (p. 3711) : centres d'information jeunesse ; création de quatre nouveaux centres, de bureaux d'informations et d'un bus itinérant ; information à l'emploi, au travail et à la contraception - Bilan négatif de la « semaine de la jeunesse » - Promotion des loisirs, notamment quotidiens ; programme « loisirs quotidiens » ; abondement des crédits des centres de vacances ; intégration des handicapés - Rénovation des auberges de jeunesse - Développement des « points d'accueil jeunes » - Places dans les centres de vacances et programme Antiope - Aide accrue au mouvement associatif ; rénovation du patrimoine des centres d'information, des « points d'accueil jeunes » et accroissement des chantiers de jeunes - Création de postes et renforcement des services extérieurs - Développement harmonieux du sport de haut niveau et du sport de masse - Sport de haut niveau et absence d'organisation globale ; conciliation travail-études-entraînement - Sport de masse ; inadaptation des espaces urbains publics et difficulté d'utilisation des équipements sportifs - Exportation de matériel et d'équipements sportifs - Transfert de l'éducation physique et sportive à l'éducation nationale et conciliation corps et culture - Concertation avec les fédérations, associations et clubs sportifs - Préparation des athlètes aux grandes compétitions ; sections « sports-études » ; mission Bellot et conciliation de l'entraînement, la scolarité et la vie professionnelle ; plans de carrière - (p. 3712) : entreprises publiques ou privées et débouchés aux athlètes ; exemple de l'accord avec les PTT et négociations avec l'EDF, l'Institut français de gestion et la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS) - Augmentation de l'aide aux fédérations sportives - Programme de rattrapage du retard en équipement sportif - Encouragement aux grandes compétitions ; subvention aux jeux olympiques et grandes manifestations sportives - Rénovation de stades de football - Construction d'un stade à Nantes - Travaux de modernisation à l'École nationale de voile et à l'Institut national des sports et d'éducation physique (INSEP) - Démocratisation du sport et aide de l'État aux clubs sportifs ; déplacements et équipements ; opérations « 1 000 terrains de grands jeux » et « 5 000 courts de tennis » - Aide aux collectivités locales et subvention du FNDS - Effort d'équipement et pratique sportive scolaire ; concertation avec le ministère de l'éducation ; mini-tennis à l'école primaire - Augmentation des heures de sport dès l'école primaire - Sport en entreprises ; cas des PTT - Crédit pour l'animation sportive - Augmentation des dotations relations internationales - Signature de contrats de conseillers techniques et pédagogiques - Fédération et formation initiale des cadres techniques sportifs - Régularisation du régime indemnitaire des conseillers techniques et sportifs - Amélioration de la rémunération des éducateurs sportifs - Progression du budget d'investissement - Coordination interministérielle et financement de l'opération dite « grands

stades » et d'un programme de gymnases - Politique sportive et de la jeunesse et coopération interministérielle ; planification à long terme des actions et déconcentration des moyens - (p. 3713) ; importance des questions de personnel - Qualité des personnels administratifs et techniques du ministère et des services extérieurs - (p. 3739) : attributions ministérielles en faveur de la jeunesse et du sport ; interventions nouvelles en faveur de la jeunesse ; vocation interministérielle ; participation à la mise en oeuvre du rapport Schwartz - Réorganisation du ministère et comparaison entre les documents budgétaires de 1981 et 1982 - (p. 3740) : progression des crédits consacrés au sport, comparée à ceux attribués depuis 1980 - Progression des crédits attribués aux fédérations - Critiques du mouvement sportif sur le fonctionnement du FNDS - Problème de la budgétisation du FNDS ; origines des fonds et attribution des ressources en dehors du mouvement sportif - Dépenses d'équipement du FNDS ; différence entre les autorisations de programmes et les crédits de paiement et prévision de dépenses pour 1983 et 1984 - Départementalisation des centres d'information jeunesse - Déconcentration et globalisation des crédits accordés aux loisirs quotidiens ou aux AJIR - Centres de loisirs sans hébergement ; absence de subvention systématique du fonctionnement ; programmation d'aide à la rénovation - Echec du placement des objecteurs de conscience à l'Office national des forêts et intégration dans les associations ou organismes d'intérêt général, comme les associations d'éducation populaire de jeunesse ou d'handicapés ; généralisation de ce système - Organisation des Jeux olympiques en France - (p. 3741) : préparation pour les prochains Jeux olympiques - Politique de sport de haut niveau ; recensement, formation et entraînement des athlètes ; besoins des fédérations ; élaboration d'une carte de sport-études ; contrôle des sections sport-études - Statut de l'athlète de haut niveau ; création de bourses ; réinsertion professionnelle ou scolaire ; rencontres avec les fédérations sportives organisées par M. Jean-Michel Bellot, athlète de haut niveau - Crédit supplémentaire pour la construction de stades et de gymnases - Liens entre sport de haut niveau et sport de masse - Ecole primaire et unicité du maître et de sa formation - Sport de masse et action de l'éducation nationale ; conseillers pédagogiques de circonscription, de fédération, services extérieurs du ministère de la jeunesse et des sports et opérations de mini-tennis - Sport et entreprises ; cas des PTT et de l'EDF - Fin de l'opération « 1 000 piscines » ; coût de fonctionnement de ces équipements - Programmation pluriannuelle des équipements - Création du Haut comité à la jeunesse et au sport - Sport professionnel ; mode de financement et décentralisation - Sport à Wallis et Futuna - Gestion des clubs de football et concertation avec le président de la fédération française - Opposition aux concours de pronostics - (p. 3742) : absence de ségrégation entre la jeunesse et les sports ; crédits pour la jeunesse et rattrapage du retard accumulé depuis dix ans - Décentralisation et importance des services extérieurs des ministères ; rôle des dotations globales de fonctionnement ou d'équipement - Examen des crédits - *Etat B* (p. 3747) : dégradation des auberges de jeunesse et des centres de vacances - Importance et justification de l'effort en matière de jeunesse - Aide aux collectivités locales pour les grands et petits équipements - (p. 3749) : s'oppose à l'amendement n° 527 de M. Jean Francou (augmentation du plafond de déduction fiscale sur le chiffre d'affaires pour versement au FNDS ; compensation de recette par majoration du prélèvement effectué par l'Etat sur le loto).

## B

**BADINTER (Robert)**, garde des sceaux, ministre de la justice (nommé le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy) [ JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1786 ]

## DÉPÔTS

*Projet de loi portant amnistie [n° 304 (80-81)]* (8 juillet 1981).

*Projet de loi relatif à la mise en harmonie du droit des sociétés commerciales avec la deuxième directive adoptée par le Conseil des Communautés européennes, le 13 décembre 1976 [n° 352 (80-81)]* (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 31 juillet 1981, JO Débats du 8 septembre 1981).

*Projet de loi relatif au droit d'action du ministère public dans les procédures collectives d'apurement du passif des entreprises [n° 357 (80-81)]* (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 31 juillet 1981, JO Débats du 8 septembre 1981).

*Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945 sur le Conseil d'Etat [n° 372 (80-81)]* (15 septembre 1981).

## RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 7 de M. Edouard Bonnefous : crimes et délits (attitude à adopter à propos de l'assassin anthropophage) (9 juillet 1981) (p. 858 et suivantes).

n° 98 de M. René Chazelle : justice (organisation de la) (bilan de l'action des conciliateurs) (16 octobre 1981) (p. 2034, 2035).

## INTERVENTIONS

- Conférence des présidents - (2 juillet 1981) - (p. 780) : souhait exprimé par M. Adolphe Chauvin d'un débat de politique générale au Sénat - Ordre du jour et projet de loi d'amnistie.

- *Projet de loi portant amnistie [n° 304 (80-81)]* - (21 juillet 1981) - Discussion générale - (p. 940) : rôle du Sénat en faveur de la justice et des libertés - Dispositions du projet en examen : tradition de l'amnistie ; générosité et anticipation des réformes à venir : peines d'emprisonnement de courte durée et peines de substitution ; suppression imminente de la Cour de sûreté de l'Etat ; service national ; atteintes au monopole de la radiodiffusion - Volonté de réconciliation nationale : aspirations régionales légitimes et nécessité de la communauté nationale - Solidarité - (p. 941) : amnistie d'infractions politiques et exclusion des cas les plus graves - Français rapatriés d'outre-mer - Délits par voie de presse ou de radio et délits d'opinion - Atteintes au monopole de la radiodiffusion ; discrédit jeté sur l'institution judiciaire - Délit d'avortement - Infractions d'ordre militaire ; délits d'insoumission et de désertion - Amnistie au quantum : élévation du seuil de 3 à 6 mois d'emprisonnement ferme ; surpopulation des prisons - Amnistie et grâce présidentielle du 14 juillet - Réinsertion des détenus - Amnistie des sanctions disciplinaires et professionnelles ; suspensions du permis de conduire - Infractions exclues du bénéfice de l'amnistie en raison de leur gravité - Amnistie individuelle : loi de 1974 et article 34 de la Constitution - Champ d'application du projet et circulaires des ministres de tutelle relatives aux sanctions disciplinaires prononcées dans les entreprises privées et le secteur public et nationalisé - (p. 942) : simplicité et

généralité du projet - Indépendance de l'autorité judiciaire - Refus du laxisme et de la démagogie : inquiétudes exprimées quant à l'amnistie des peines d'emprisonnement de courte durée et caractère limité de ces dispositions - Exclusions - Maintien de l'exercice des actions civiles en réparation de préjudices - Sanctions pécuniaires - Exclusion des délits les plus graves - Art. 2 (p. 953) : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Guy Petit (suppression de cet article énumérant les délits et infractions amnistiés) - (p. 954) : s'oppose à l'amendement n° 68 de M. Charles Lederman (extension de l'amnistie aux activités syndicales et revendicatives) - (p. 955) : demande le rejet de l'amendement n° 15 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (suppression de l'exclusion relative aux délits de fraude et de corruption électorale) - S'oppose à l'amendement n° 38 de M. Jean Colin (extension aux infractions commises à l'occasion des élections législatives des 14 et 21 juin 1981) - Tradition de l'amnistie et date de l'avènement du nouveau président de la République - (p. 956) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Félix Ciccolini (extension à tous les délits commis par voie de presse) - Accepte l'amendement n° 5 de M. Félix Ciccolini (report au chapitre V de l'exclusion des délits d'apologie des crimes de guerre et des crimes et délits de collaboration avec l'ennemi) - Accepte l'amendement n° 16 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (extension du champ d'application aux atteintes au monopole de la radio-diffusion) - (p. 957) : accepte l'amendement n° 67 de Mme Cécile Goldet (extension de l'amnistie aux délits relatifs aux actes d'homosexualité), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 92 : extension de l'amnistie aux délits relatifs aux actes d'homosexualité : limitation aux attentats à la pudeur sans violence ; rejeté - Intention du Gouvernement de proposer au Parlement la suppression des textes discriminatoires en matière d'homosexualité - Accepte l'amendement n° 6 de M. Félix Ciccolini (exclusion du bénéfice de l'amnistie, de l'amnistie des délits en matière de police des étrangers) - (p. 958) : s'oppose à l'amendement n° 88 de M. Pierre Vallon (extension de l'amnistie aux infractions formelles en matière de droit des sociétés) - Après l'art. 2 (p. 959) : demande le retrait de l'amendement n° 56 de M. Francis Palmero (extension du bénéfice de l'amnistie aux personnes condamnées ou sanctionnées à l'occasion des événements d'Algérie ; reconstitution de carrière des fonctionnaires civils et militaires) - Dispositions de l'article 40 de la Constitution - Art. 3 (p. 960) : s'oppose à l'amendement n° 48 de M. François Collet (exclusion du bénéfice de l'amnistie des délits de désertion les plus graves) - Art. 4 (p. 961) : s'oppose à l'amendement n° 59 de M. Henri Caillavet (statut des objecteurs de conscience et régularisation de leur situation) - Art. 6 (p. 962) : accepte la réserve de son amendement n° 80 et de l'amendement n° 7 de M. Félix Ciccolini (amnistie et jugements par défaut) pour discussion commune avec son amendement n° 82 - Sur l'amnistie au quantum, s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 41 de M. Guy Petit et n° 17 de M. Marcel Rudloff, rapporteur, tendant à en élever le seuil de 1 an à 18 mois ou 15 mois - (p. 963) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 18 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (élévation du seuil de l'amnistie de 1 an à 15 mois pour les condamnations avec application du sursis avec mise à l'épreuve) - S'en remet également à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 19 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (élévation du seuil de 1 an à 15 mois pour les condamnations partiellement assorties du sursis simple ou avec mise à l'épreuve) - (p. 964) : s'oppose à l'amendement n° 49 de M. François Collet (suspension des effets de l'amnistie pendant une période probatoire pour les condamnés à des peines de trois à six mois) - Après l'art. 6 (p. 965) : demande le rejet des amendements n° 69 de M. Charles Lederman et n° 20 de M. Marcel Rudloff, rapporteur, tendant à instituer un sursis à l'amnistie - Peine d'emprisonnement ferme et sursis simple ou avec mise à l'épreuve - Juge de l'application des peines - (p. 968) : inconvéniens du sursis à l'amnistie : inégalité entre le condamné à une peine ferme et le condamné bénéficiant d'un sursis - Art. 7 : son amendement n° 81 :

amnistie et jugements par défaut ; réservé - **Art. 9** (p. 969) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (extension de l'amnistie aux mesures éducatives en faveur des mineurs) - Caractère de sanction de l'admonestation ; différence de nature avec les mesures de remise aux parents, au service de l'aide sociale à l'enfance ou de placement dans une institution - **Après l'art. 9** : son amendement n° 82 : extension du champ d'application de l'amnistie aux jugements par défaut, par itératif défaut et aux jugements réputés contradictoires, sans nécessité de signification ; adopté - Assignation et réception ; point de départ des délais d'opposition, d'appel ou de pourvoi en cassation, évoqué par M. Charles Lederman - Autorité de la chose jugée - Son amendement de coordination n° 80 : amnistie et jugements par défaut ; adopté - **Art. 7 (suite)** : son amendement de coordination n° 81, précédemment réservé : amnistie et jugements par défaut ; adopté - **Art. 11** (p. 971) : s'oppose à l'amendement n° 60 de M. Henri Caillavet (possibilité d'amnistie du Président de la République pour des personnes âgées de moins de 23 ans) - (p. 972) : s'oppose à l'amendement n° 42 de M. Guy Petit (possibilité d'amnistie du Président de la République pour des personnes qui se sont distinguées d'une manière exceptionnelle, dans quelque domaine que ce soit) - (p. 973) : pouvoirs exceptionnels ainsi conférés au Président de la République et restrictions nécessaires - **Art. 13** (p. 975) : s'oppose à l'amendement n° 70 de M. Charles Lederman (amnistie pour les élèves et étudiants et réintégration dans les établissements universitaires et scolaires) - Principe de l'amnistie : suppression de l'infraction pénale, mais absence de régularisation de la situation administrative ; exceptions prévues en cas de nécessité - **Après l'art. 13** : estime sans objet l'amendement n° 71 de M. Charles Lederman (amnistie pour les personnels de la navigation aérienne) - Dispositions de l'article 12 du projet - **Art. 14** (p. 976) : sur l'amendement n° 23 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (amnistie des sanctions disciplinaires : suspension de l'exécution de la sanction pendant la durée du règlement de la contestation, relative à l'amnistie, sauf exception), son sous-amendement n° 85 : absence de caractère suspensif du recours contentieux ; modification des conditions de l'exception ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 24 - (p. 977) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Félix Ciccolini (bénéfice de l'amnistie si l'autorité n'a pas statué définitivement dans un délai de trois mois) - S'oppose finalement à l'amendement n° 23 de M. Marcel Rudloff, rapporteur - (p. 978) : demande la réserve de l'article 14 et des amendements qui s'y rattachent, jusqu'après l'article 24 - **Art. 15** : accepte l'amendement rédactionnel n° 24 de M. Marcel Rudloff, rapporteur - (p. 979) : sur les exceptions du bénéfice de l'amnistie pour les mesures administratives concernant le permis de conduire (conduite en état d'ivresse et homicide ou blessures involontaires), accepte l'amendement n° 9 de M. Félix Ciccolini, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt, et s'oppose à l'amendement n° 50 de M. François Collet - **Après l'art. 15** (p. 980) : s'oppose à l'amendement n° 79 de M. Louis de La Forest (cessation des poursuites engagées par certaines caisses d'assurance maladie et d'assurance vieillesse à l'égard de commerçants et artisans pour retard dans le paiement des cotisations) - **Art. 16** (p. 981) : sur l'énumération des cas où l'amnistie est subordonnée au paiement préalable de l'amende, accepte l'amendement n° 10 de M. Félix Ciccolini et s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Marcel Rudloff, rapporteur - **Art. 17** (p. 982) : accepte l'amendement de forme n° 26 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (rectification d'une erreur matérielle) - **Art. 19** : accepte l'amendement n° 27 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (possibilité de reconstitution de carrière) - S'oppose à l'amendement n° 72 de M. Charles Lederman (réintégration de droit et reconstitution de carrière pour les personnes licenciées ou révoquées pour des faits commis à l'occasion de conflits du travail, d'activités syndicales et revendicatives) - Rapports de droit privé - (p. 983) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Jacques Thyraud (modification des règles de liquidation des pensions pour les fonctionnaires réintégré) - **Art. 20** : estime sans objet

l'amendement n° 58 de M. Jacques Thyraud (non application de l'amnistie aux jugements ordonnant réparation du dommage causé) - **Art. 22** (p. 984) : accepte l'amendement n° 43 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (sanction en cas de référence à une condamnation à une sanction amnistiée ; expédition de jugements amnistiés et mention de l'amnistie, amnistie et publication de jugements et matière de diffamation ou de dénonciation calomnieuse) - **Art. 23** : accepte l'amendement n° 28 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (absence d'effet de l'amnistie sur les mesures de déchéance paternelle et d'autorité parentale).

**Suite de la discussion** - (22 juillet 1981) - **Après l'art. 23** (p. 1002) : demande la réserve de l'amendement n° 73 de M. Charles Lederman jusqu'après l'examen de l'article 24 - (conditions d'exclusion de l'armée pour les faits relatifs à la guerre d'Indochine) - (p. 1003) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 91 de M. Francis Palmero (dépenses découlant de la réinsertion sociale et prise en charge par l'Etat) - **Art. 24** (p. 1005) : s'oppose aux amendements identiques n° 44 et 57 de MM. Guy Petit et Jean-Marie Girault (suppression de cet article concernant les exclusions du bénéfice de la loi d'amnistie) - Lois d'amnistie et principe d'exclusion - (p. 1008) : suppression de toutes les exclusions de la loi d'amnistie ou discussion cas par cas - Comparaison avec la discussion de la loi d'amnistie de 1974 - Problème de l'amnistie en matière d'infractions fiscale, douanière et de change - **Après l'art. 23 (suite)** (p. 1009) : accepte l'amendement n° 73, précédemment réservé, de M. Charles Lederman (exclusion de l'armée pour des faits relatifs à la guerre d'Indochine) - Sur cet amendement, son sous-amendement n° 93 : exclusions et suppression des notions de restriction et d'exclusion par loi ou décret ; adopté - **Art. 14 (suite)** : sur l'amendement n° 23, précédemment réservé, de M. Marcel Rudloff, rapporteur (amnistie des sanctions disciplinaires : suspension de l'exécution de la sanction pendant la durée du règlement de la contestation relative à l'amnistie, sauf exception), son sous-amendement, précédemment réservé, n° 85 : absence de caractère suspensif du recours contentieux ; modification des conditions de l'exception ; adopté - **Intitulé du chapitre VI** (p. 1010) : son amendement n° 83 : de forme ; « dispositions particulières relatives à la réhabilitation et au casier judiciaire » ; réservé - **Avant l'art. 25** : son amendement n° 84 : réhabilitation de droit pour les décisions de faillite faites en application de la loi du 1<sup>er</sup> janvier 1968 ; adopté - **Art. 26** : accepte l'amendement n° 35 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (retrait du sommier de police technique des fiches relatives aux questions d'amnistie) - **Après l'art. 26** (p. 1010) : demande le rejet de l'amendement n° 64 de M. Henri Caillavet (retrait de tous les fichiers des infractions à la circulation amnistiées par la présente loi) - (p. 1012) : interdictions bancaires et rapports de droit privé ; exclusion de la loi d'amnistie - S'oppose à l'amendement n° 65 de M. Henri Caillavet (chèques émis avant le 22 mai 1981 et retrait du fichier central des chèques des interdictions bancaires) - **Intitulé du chapitre VI (suite)** : son amendement n° 84, précédemment réservé : de forme, « dispositions particulières relatives à la réhabilitation et casier judiciaire », adopté - Sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 94 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (référence à tous fichiers portant mention de condamnations pénales) - **Après l'art. 26** (p. 1013) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 37 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (événements d'Algérie et amnistie avec possibilité de reconstitution de carrière) - **Sur l'ensemble** (p. 1015) : importance des considérations d'ordre juridique et d'intérêt général.

- **Projet de loi relatif à la Cour de cassation [n° 315 (80-81)]** - (24 juillet 1981) - **Discussion générale** (p. 1124) : aggravation de l'encombrement de la Cour de cassation ; pourvois et contentieux prud'homal - (p. 1125) : recours dilatoires et perte de la fonction régulatrice du droit - Diminution du nombre de magistrats requis à l'audience ; comparaisons européennes et multiplication des formations de jugement - Pratique des juridictions aux formations

restreintes - Légalisation du renvoi automatique en formation plénière - Lien entre quorum d'audience et plénitude de juridiction des formations restreintes - Informatisation de la Cour de cassation; séparation entre affaires de principe et d'ordre disciplinaire - Collaboration nécessaire entre magistrats et avocats au conseil - Consultation avec l'ensemble des personnels de la Cour de cassation - Caractère partiel et urgent de la réforme - **Art. 1** (p. 1128) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Jacques Thyraud, rapporteur (suppression des dispositions de cet article concernant le renvoi d'affaires devant la chambre en formation plénière) - **Art. 2** (p. 1129) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Jacques Thyraud, rapporteur (suppression de cet article concernant le renvoi devant la formation restreinte de l'affaire par le premier président ou le président de la chambre concernée) - **Après l'art. 2** (p. 1131) : sur l'amendement n° 3 de M. Jacques Thyraud, rapporteur (pouvoir en cassation et suppression de l'obligation de conciliation), son sous-amendement d'harmonisation n° 4; adopté - **Sur l'ensemble** (p. 1132) : fonctionnement de la Cour de cassation et avenir des institutions judiciaires - Accroissement des moyens matériels - Concertation avec le personnel de la Cour de cassation.

- **Projet de loi portant suppression de la Cour de sûreté de l'Etat** [n° 312 (80-81)] - (28 juillet 1981) - **Discussion générale** (p. 1166) : rappelle les débats sur l'amnistie et la réforme de la Cour de cassation - Suppression de la Cour de sûreté et abandon de la justice d'un parti - Rappelle les événements politiques, juridiques et législatifs ayant précédé la création de la Cour de sûreté de l'Etat - (p. 1167) : création d'une juridiction exceptionnelle au-delà du cadre de circonstances exceptionnelles - Juridiction d'exception et juridiction spécialisée - Définition large de sa compétence exceptionnelle - Composition de la cour et absence d'inamovibilité des magistrats du siège - Europe occidentale et caractère exceptionnel de l'existence de la cour - Procédures exceptionnelles : garde à vue : perquisitions et saisies, constitution de partie civile ouverture de poursuites - Saisine de la juridiction par décret - Activité de la cour : répression de l'OAS jusqu'en 1968 et de l'extrême-gauche à partir de 1969 - (p. 1168) : dévoiement de l'institution : répression politique et absence de justifications par la raison d'Etat; comités de soldats, groupe Gari et affaire Delpy - Suppression de la Cour de sûreté et *capitis diminutio* des pouvoirs de l'Etat - Refus de son remplacement par une juridiction politique spécialisée - Affaires soumises à la Cour de sûreté et capacité de la cour d'assises à les juger; rôle des jurés - Caractère expressif et répressif de la justice pénale - (p. 1169) : maintien de la largeur des incriminations et substitution d'une juridiction de droit commun à une juridiction politique spécialisée - Atteinte à la sûreté de l'Etat et secrets de défense nationale; renvoi de l'affaire aux juridictions militaires par la chambre criminelle de la Cour de cassation - Tribunaux permanents des forces armées et réforme des juridictions militaires - Sûreté de l'Etat et adaptation des règles de procédure pénale de droit commun; comparaison avec les organisations criminelles; principe du dessaisissement juge à juge - Jurisdiction de jugement et dispositions de l'article 662 du code de procédure pénale; renvoi du jugement à une autre juridiction - Problème de la criminalité organisée en vue d'une terrorisme politique ou de droit commun - (p. 1170) : composition spéciale de la cour d'assises - Atteinte à la sûreté de l'Etat et développement d'une idéologie d'insécurité - Suppression de la cour de sûreté de l'Etat et confiance dans l'institution judiciaire - Justice et démocratie : indépendance des juges et garantie des libertés individuelles - (p. 1179) : procédure pénale et problèmes du pouvoir du préfet en matière de police judiciaire; mise en route de la réforme régionale - Cour de sûreté et atteinte aux libertés - (p. 1180) : « mépris des lois » et arrêt Canal du Conseil d'Etat - Circonstances exceptionnelles et juridictions exceptionnelles - Cour de sûreté et violation des principes fondamentaux du droit et des libertés - Attente vaine depuis des années d'une réforme de la Cour de sûreté; programme de Blois - Sûreté de l'Etat et problème d'une juridiction politique spécialisée; différence entre compétence

technique et affaire politique - Spécialisation et répression politique - Appréciation des mobiles par les jurés - Juridictions spéciales ou de droit commun et lutte contre le terrorisme - (p. 1181) : terrorisme et suppression des causes du terrorisme; crise anarchiste de 1890 à 1905 et rôle des jurys d'assises - Opinion publique et importance des verdicts des jurys d'assises comparés à ceux de la Cour de sûreté - Citoyenneté et défense de la République - Dispositions subsidiaires du remplacement des jurés par des magistrats civils - (p. 1182) : code de procédure pénale et possibilité de déplacement sur le territoire national pour le juge d'instruction; commission rogatoire - **Art. 1** : accepte l'amendement n° 2 de M. Michel Dreyfus-Schmidt rapporteur, soutenu par M. Lionel de Tinguy (divulgarion de secrets de la défense nationale et dessaisissement de la juridiction d'instruction ou de jugement par la chambre criminelle à la demande du procureur général de la Cour de cassation) - Relations entre le procureur général près la Cour de cassation et le Garde des sceaux - (p. 1185) : « Devoir judiciaire » des citoyens français et participation aux jurys d'assises par voie du tirage au sort - Suppression de la Cour de sûreté de l'Etat et maintien des moyens de procédure pénale de lutte contre le terrorisme - Retour à des principes fondamentaux des libertés - Disparition des circonstances exceptionnelles créatrices de la Cour de sûreté de l'Etat.

- **Projet de loi relatif à la Cour de cassation - Deuxième lecture** [n° 335 (80-81)] - (31 juillet 1981) - **Discussion générale** (p. 1291) : amélioration formelle adoptée par l'Assemblée nationale - Problème du désistement constaté par voie d'arrêt - Mise en état dans le cadre de la loi du 29 juillet 1881 - Proposition d'adoption.

- **Projet de loi portant amnistie - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 343 (80-81)] - (31 juillet 1981) - **Discussion générale** (p. 1294) : amnistie et choix difficiles - Exclusion de l'amnistie des infractions d'apologie de crimes de guerre ou d'incitation à la haine raciale - Réintégration des travailleurs licenciés à l'occasion de l'exercice de leur mandat ou de leur fonction - Adoption du texte de la commission mixte paritaire - **Art. 12 bis** (p. 1301) : article 12 et exclusion de l'amnistie des faits contraires à la probité, à l'honneur et aux bonnes moeurs, et à ceux punis par des condamnations non amnistiées - Sanctions pour des faits commis à l'occasion de l'exercice d'un mandat par un salarié protégé; distinction de la faute de service et de la faute détachable - Amnistie des sanctions contre les salariés protégés et propositions parlementaires - (p. 1302) : caractère limité et peu novateur de cette disposition - **Sur l'ensemble** (p. 1305) : amnistie du délit d'ingérence - Principe de la remise de toutes les peines principales, accessoires et complémentaires, des incapacités ou des déchéances subséquentes - Amnistie et disparition de l'incapacité d'exercice d'une fonction publique; jurisprudence de la Cour de cassation.

- **Projet de loi relatif au droit d'action du ministère public dans les procédures collectives d'apurement du passif des entreprises** [n° 357 (80-81)] - (8 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1378) : efficacité nécessaire des institutions judiciaires - Présence du ministère public au sein du tribunal de commerce - Moyens d'information : modalités; rôle du syndicat - Insuffisance en revanche, des moyens d'action - (p. 1379) : action comme partie jointe et non comme partie principale - Elaboration du projet de loi et concertation - Dispositions du projet : demande d'ouverture de règlement judiciaire et de liquidation de biens : droit d'appel; cession de l'actif et droit d'appel - Nécessité pour le parquet de pouvoir agir comme partie principale aux divers stades de la procédure - Caractère limité du projet - **Art. 1** (p. 1380, 1381) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Jacques Thyraud, rapporteur (saisine du tribunal par le procureur de la République et convocation préalable du débiteur) - Egalité nécessaire des droits des parties dans la procédure judiciaire - (p. 1382) : sur l'amendement n° 1, s'oppose également au sous-amendement n° 16 de M. Lionel de Tinguy (saisine du tribunal par le procureur de la

République et « audition » préalable du débiteur) - Art. 2 (p. 1383) : accepte l'amendement n° 2 de M. Jacques Thyraud, rapporteur (convocation des seuls héritiers « connus ») - Art. 3 (p. 1384) : accepte l'amendement n° 3 de M. Jacques Thyraud, rapporteur (conditions de désignation par le tribunal d'un administrateur provisoire ; possibilité ou non pour cet administrateur de déposer des offres de concordat) - Art. 4 : accepte l'amendement n° 4 de M. Jacques Thyraud, rapporteur (possibilité pour le débiteur, les créanciers, ou le procureur de la République de demander le remplacement d'un ou plusieurs syndics, et procédure unique de saisine du juge commissaire) - Art. 5 (p. 1385) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Jacques Thyraud, rapporteur (suppression de cet article relatif à la possibilité pour le tribunal, dans la procédure de règlement judiciaire, de subordonner l'homologation du concordat à certaines conditions : remplacement de dirigeants sociaux ou cession de leurs parts, privation du droit de vote) - (p. 1387) : accepte l'amendement n° 10 de M. Paul Girod (nouvelle rédaction de cet article : exercice par le tribunal de la possibilité de subordonner à l'avance l'homologation du concordat au remplacement d'un ou plusieurs dirigeants sociaux ou à la cession de leurs parts, dans le seul cas où la survie de l'entreprise le requiert), et, sur cet amendement, le sous-amendement n° 17 de M. Jacques Thyraud, rapporteur (application de cette possibilité de remplacement aux seuls dirigeants sociaux, à l'exclusion des débiteurs) - Art. 12 : accepte l'amendement n° 9 de M. Jacques Thyraud, rapporteur (suspension provisoire des poursuites et conditions dans lesquelles le tribunal peut subordonner l'admission du plan à certaines conditions : remplacement de dirigeants sociaux ou cession de leurs parts ; privation du droit de vote), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 15 : possibilité pour le tribunal d'exercer cette faculté dans le seul cas où la survie de l'entreprise le requiert ; possibilité de caducité du plan en cas d'inexécution ; adopté - Après l'art. 5 (p. 1389) : s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Paul Girod (pratique des ventes à forfait en matière de procédure collective et possibilité pour le procureur de la République de présenter au tribunal un recours, mais non de faire appel) - Avant l'art. 6 : demande le retrait de l'amendement n° 12 de M. Paul Girod (audition du procureur de la République et du débiteur préalable à la décision du tribunal autorisant le syndic à traiter à forfait) - Engagement du Gouvernement de fixer cette disposition par voie réglementaire - Art. 6 (p. 1390) : s'oppose aux amendements identiques n° 6 de M. Jacques Thyraud, rapporteur, et n° 13 de M. Paul Girod (suppression de la faculté d'appel des jugements autorisant le syndic à traiter à forfait des actifs du débiteur) - Cessions forfaitaires d'actifs et intérêts des salariés et des créanciers - Réduction du délai d'appel et recours à la procédure abrégée de l'article 915 du code de procédure civile - Accepte l'amendement n° 7 de M. Jacques Thyraud, rapporteur (droit d'appel du ministère public limité à la décision d'« ouverture » du règlement judiciaire ou de la liquidation des biens).

- **Projet de loi portant abolition de la peine de mort [n° 385 (80-81)]** - (28 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1662) : peine de mort et question de conscience - Choix du système de l'abolition pure et simple - Abolition et comblement d'un retard international ; abolition de l'esclavage et de la torture en France - Maintien de la peine de mort et isolement européen de la France - Acceptation du recours individuel de la convention européenne des droits de l'homme - (p. 1663) : absence de corrélation entre évolution de la criminalité sanglante et peine de mort ; études du Conseil de l'Europe, de l'ONU, du Parlement européen et de la commission royale du Royaume-Uni - Maintien de la peine de mort et frein à la lutte contre la criminalité internationale de droit commun - Diminution de l'application effective de la peine de mort - Développement du sentiment d'insécurité et verdicts de mort - Peine de mort et Cour de cassation - Régression de la grande criminalité sanglante de droit commun - Usages du droit de grâce par les Présidents de la République ; exemple de la fin du siècle dernier et du début du XXe siècle -

Abolition de fait de la peine de mort pour les femmes - Peine de mort et conception de la justice et de la morale - (p. 1664) : abolition et refus de toute violence mortelle - Abolitionnisme et prise en compte des victimes ; progrès de la justice et dépassement de la vengeance privée - Antinomie entre peine de mort et liberté - Etat du droit en temps de guerre et de paix ; danger de l'assimilation entre guerre et lutte contre le crime - Maintien de la peine de mort dans certains états américains et augmentation de la criminalité sanglante ; rareté de son application - Dictature et maintien de la peine de mort - Rôle du jury d'assises ; culpabilité et condamnation à mort - Conception totalitaire du droit de grâce - Terrorisme politique et inutilité de la peine de mort - (p. 1665) : exécution des terroristes et dimension héroïque - Opposition des autorités religieuses, de la Ligue des droits de l'homme, de la Fédération internationale des droits de l'homme et d'*Amnesty international* à la peine de mort - Peine de mort : notions de culpabilité absolue et d'infailibilité de la justice ; affaire Ranucci et abolition de la peine de mort en Grande-Bretagne - Erreur judiciaire absolue et relativisme des sanctions - Caractère hasardeux de la décision d'appliquer la peine de mort - Peine de mort et tentation de l'élimination ; problème du verdict psychiatrique - Peine de mort et racisme ; cas des Etats-Unis et statistiques françaises - Peine de mort et hypothèque sur la lutte inter-étatique contre la criminalité internationale de droit commun ; cas de l'extradition - (p. 1666) : obstacles à la réalisation de l'espace judiciaire européen - Exécutions capitales et importance des réclusionnaires à perpétuité - Longueur du débat sur la peine de mort et absence de réflexion sur la criminalité sanglante - Abolition pure et simple et rejet des restrictions du champ d'application du projet ; atrocité des crimes, qualité des victimes - Problème des policiers et du personnel pénitentiaire - Réserve le débat sur l'application de la peine de mort en temps de guerre - Vote sur l'abolition et non sur une peine de remplacement - Elaboration d'un nouveau code pénal - (p. 1667) : études sur l'efficacité des peines réclusionnaires à perpétuité ou de très longue durée - Présentation au plus tard à l'automne 1982 d'un projet de nouveau code pénal - Favorable à la création d'un groupe de recherches et d'études - Possibilité d'une modification de la peine de sûreté et respect du principe de l'application immédiate de la loi pénale plus douce - Difficultés du choix à opérer - Problème du recours au référendum - (p. 1671) : présentation du projet de loi au nom du gouvernement de la République et non à titre personnel.

**Suite de la discussion** - (29 septembre 1981) - (p. 1722) : respect de toutes les opinions - Caractère discutable de certaines interventions - Rappel de sa qualité d'avocat et oubli de celle de professeur de droit - Responsabilité collective du Gouvernement dans le dépôt du projet - (p. 1723) : problème de conscience ou problème politique - Question de la sécurité des Français, abordée par de nombreux orateurs - Controverse sur le caractère dissuasif de la peine de mort et exemples cités de pays étrangers - Cite divers documents et études sur la peine capitale : étude des Nations unies de 1962 ; ouvrage du professeur Imbert ; rapport du VIe congrès des Nations unies en matière de justice criminelle pour la prévention des crimes et le traitement des délinquants, tenu à Caracas en 1980 - Protection contre la récidive - Valeur scientifique discutable de l'argument génétique invoqué par M. *Edouard Bonnefous* - Prend acte de la restriction apportée par M. *Edouard Bonnefous* à son intervention sur les individus génétiquement marqués - Etude menée par la Chancellerie en 1978 sur la récidive - (p. 1724) : risque de récidive et précautions prises avant toute libération d'un condamné - Période de sûreté - Travaux des commissions de réforme du code pénal - Rôle du tribunal de l'exécution des peines - Distinction entre le problème de l'abolition de la peine de mort et celui de l'exécution des peines perpétuelles - Argument du risque du développement de l'autodéfense, cité par plusieurs orateurs - Blocage du système d'extradition au sein de la Communauté européenne du fait de l'existence de la peine de mort en France - (p. 1725) : refus de l'extradition

pratiqué par les pays abolitionnistes à l'égard de la France, même en matière de droit commun - Souhait d'un espace judiciaire européen pour la lutte contre la criminalité internationale - Comité Peyrefitte d'étude sur les moyens de lutte contre la violence et conclusion de ce comité en faveur de l'abolition de la peine de mort - Sécurité des Français et responsabilité gouvernementale dans ce domaine ; projet de réforme de la procédure pénale - Appel à la conscience de chacun - Question préalable (p. 1729) : s'oppose à la motion n° 1 de M. Max Lejeune tendant à opposer la question préalable (décision du Sénat de ne pas poursuivre la délibération sur le texte en discussion) - Dispositions de l'article 11 de la Constitution et domaine délimité du référendum - Répartition des pouvoirs voulue par les constituants - Domaine législatif défini par l'article 34 de la Constitution - Danger pour le Parlement de renoncer à ses prérogatives - Argument des sondages d'opinion et appartenance des abolitionnistes à toutes les couches de la société et à toutes les formations politiques - Demande le rejet de la motion.

Suite de la discussion - (30 septembre 1981) - Art. 1 (p. 1742) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Edgar Faure (maintien de la peine de port pour les crimes prévus par l'ancien article 233 et l'article 355 du code pénal) - Art. 8 (p. 1748) : principe fondamental de la non rétroactivité des lois pénales - S'oppose à l'amendement n° 18 de MM. Etienne Dailly et Jacques Larché (suppression de l'article 8 tendant à convertir la condamnation à la peine de mort en réclusion ou condamnation criminelle à perpétuité).

- **Projet de loi relatif au droit d'action du ministère public dans les procédures collectives d'apurement du passif des entreprises - Deuxième lecture [n° 386 (80-81)]** - (30 septembre 1981) - Discussion générale (p. 1749) : apports de la commission des lois du Sénat : problème spécifique du recours éventuel du procureur de la République contre une décision autorisant la cession à forfait d'actifs dans une procédure de règlement collectif de passif - Nécessité d'éviter les recours dilatoires et sauvegarde de l'intérêt général contre une cession qui pourrait compromettre les droits de tous - Nécessité d'une ouverture de la voie du recours au Parquet ; délai d'appel de 3 jours - Nécessité de prévoir l'absence de décision de la cour d'appel, délai de 40 jours au bout desquels la décision autorisant la cession à forfait devient définitive - (p. 1750) : possibilité du contrôle et de la censure par la cour d'appel dans un délai bref - Nécessité de prévoir techniquement que ce délai sera respecté - Absence de vacances judiciaires - Art. 6 (p. 1750) : accepte l'amendement n° 1 de M. Jacques Thyraud, rapporteur (force de chose jugée de la décision autorisant le syndic à traiter à forfait les actifs du débiteur lorsque la cour d'appel n'a pas statué au fond dans les 40 jours après le jugement).

- **Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945 sur le Conseil d'Etat [n° 372 (80-81)]** - (14 octobre 1981) - Discussion générale (p. 1974) : mission du Conseil d'Etat - Section du contentieux - Explosion du nombre des affaires et causes de ce phénomène - Allongement des délais de jugement et risque de déni de justice - Création souhaitable d'une nouvelle catégorie de membres de la section du contentieux : les référendaires au Conseil d'Etat ; analogie avec la Cour de cassation - Efficacité immédiate attendue du projet en examen : créations d'emplois ; stabilisation, puis résorption de l'arriéré des pourvois - Garantie de qualité du recrutement : magistrats ; membres des corps recrutés par l'Ecole nationale d'administration (ENA) - (p. 1975) : respect de l'indépendance du Conseil d'Etat : contrôle du recrutement et de la fin du détachement des référendaires - Art. unique (p. 1977) : accepte l'amendement de forme n° 2 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, rapporteur - (p. 1978) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Paul Girod (extension de la possibilité de recrutement à tous les fonctionnaires âgés de 35 ans au moins et justifiant de dix ans de service public) - Accepte l'amendement n° 4 de M. Michel Dreyfus-

Schmidt, rapporteur (extension de la possibilité de recrutement aux administrateurs des assemblées parlementaires après accord du bureau de l'Assemblée nationale ou du bureau du Sénat) - (p. 1979) : accepte l'amendement n° 3 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, rapporteur (composition de la commission chargée d'établir des propositions pour la nomination de référendaires et majorité de membres du Conseil d'Etat) - (p. 1981) : accepte l'amendement n° 5 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, rapporteur (compétence exclusive du vice-président du Conseil d'Etat délibérant avec les présidents de section pour demander qu'il soit mis fin au détachement) ; sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 1 de M. Charles Lederman (possibilité du vice-président du Conseil d'Etat de demander qu'il soit mis fin au détachement, dans le seul cas d'inaptitude du référendaire à ses fonctions) - Apporte à M. Pierre Salvi les précisions demandées quant aux modalités de rémunération des référendaires pendant la durée de leur détachement et quant à la prise en compte de l'indice de détachement pour leur retraite.

- **Projet de loi relatif à la mise en harmonie du droit des sociétés commerciales avec la deuxième directive adoptée par le conseil des Communautés européennes le 13 décembre 1976 [n° 352 (80-81)]** - (14 octobre 1981) - Discussion générale (p. 1981) : disposition de l'article 53 du Traité de Rome relative à la coordination des législations nationales sur les sociétés en ce qui concerne les garanties accordées aux associés et aux tiers - Autres directives prises en ce domaine - (p. 1982) : problèmes techniques posés par la deuxième directive et retard d'introduction dans le droit français - Procédure entamée devant la Cour de justice par la commission des Communautés et urgence du projet - Dispositions du projet en examen, relatives notamment aux procédures de régularisation et de vérification des apports en nature, aux règles de vote dans les assemblées générales, à l'augmentation du capital minimal, aux règles de distribution des dividendes - Premier projet de décembre 1980, rendu caduc par la dissolution de l'Assemblée nationale, et possibilité d'amélioration et d'adjonction - Art. 1 (p. 1983) : accepte l'amendement n° 1 de M. Etienne Dailly, rapporteur (délai de régularisation) - Art. 3 : accepte l'amendement de coordination n° 2 de M. Etienne Dailly, rapporteur - **Intitulé du chapitre II** : accepte l'amendement n° 3 de M. Etienne Dailly, rapporteur (« Dispositions relatives à l'évaluation des biens ») - Art. 4 (p. 1984) : accepte l'amendement n° 4 de M. Etienne Dailly, rapporteur (transformation d'une société en société anonyme et vérification de la valeur des actifs par un ou plusieurs commissaires, soumise à l'approbation des associés, à peine de nullité de la transformation) ; sur cet amendement, son sous-amendement n° 44 : interdiction de l'opération de transformation substituée à la nullité de l'opération comme sanction de toute violation éventuelle des règles ; retiré - Art. 5 (p. 1985) : accepte l'amendement n° 5 de M. Etienne Dailly, rapporteur (acquisition par la société d'un bien appartenant à un actionnaire et procédure spéciale de vérification de la valeur de ce bien) - Art. 6 : accepte l'amendement n° 6 de M. Etienne Dailly, rapporteur (suppression de cet article énumérant les dispositions non applicables aux sociétés qui ne font pas publiquement appel à l'épargne) - Art. 7 (p. 1986) : accepte l'amendement rédactionnel n° 7 de M. Etienne Dailly, rapporteur - Art. 8 : accepte l'amendement rédactionnel n° 8 de M. Etienne Dailly, rapporteur - **Après l'art. 8** (p. 1987) : sur l'amendement n° 40 de M. Etienne Dailly, rapporteur (pouvoirs en blanc : possibilité d'utilisation par le conseil d'administration pour adopter ou rejeter une résolution présentée à l'assemblée générale), son sous-amendement n° 45 : suppression de la disposition de l'amendement relative à la présentation des formules de procuration ; mention du directoire substituée à celle du conseil de surveillance ; rejeté - (p. 1988) : pouvoirs respectifs du conseil de surveillance et du directoire - Art. 9 (p. 1989) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Etienne Dailly, rapporteur (montant du capital minimal des sociétés ne faisant pas publiquement appel à l'épargne porté de 250 000 à 300 000 F) - Accepte l'amendement n° 10 de M. Etienne

Dailly, rapporteur (suppression dans cet article de la référence à la transformation de la société anonyme en société d'une autre forme) - **Après l'art. 9** (p. 1990) : accepte l'amendement n° 11 de M. Etienne Dailly, rapporteur (impossibilité pour les actions de représenter des apports en industrie) - Accepte l'amendement n° 12 de M. Etienne Dailly, rapporteur (conditions dans lesquelles le conseil d'administration pourra décider de limiter l'augmentation du capital au montant des souscriptions) - Accepte l'amendement n° 13 de M. Etienne Dailly, rapporteur (règles concernant l'amortissement du capital social) - **Art. 10** (p. 1991) : accepte l'amendement n° 14 de M. Etienne Dailly, rapporteur (déroulement des opérations de réduction du capital et opposition des créanciers) - **Après l'art. 10** : accepte l'amendement n° 15 de M. Etienne Dailly, rapporteur (convocation et information des actionnaires si l'actif net de la société devient inférieur à la moitié du capital social ; délai de régularisation) - Question posée par M. *Jean Geoffroy*, sur les dispositions pénales de la loi du 24 juillet 1966 et la dispense des dirigeants sociaux d'engager la procédure de reconstitution des fonds propres lorsque la société est en état de règlement judiciaire ou soumise à une procédure de suspension provisoire des poursuites, et nécessité d'une réponse écrite - **Intitulé du chapitre V** (p. 1992) : accepte l'amendement n° 16 de M. Etienne Dailly, rapporteur (« Souscription, achat ou prise en gage par les sociétés de leurs propres actions ») - **Avant l'art. 11** : accepte l'amendement de coordination n° 17 de M. Etienne Dailly, rapporteur (intitulé de paragraphe) - **Art. 11** (p. 1993) : accepte l'amendement n° 18 de M. Etienne Dailly, rapporteur (prohibition de la souscription et de l'achat par la société de ses propres actions et disjonction avec le cas de la prise en gage qui sera traité dans un article distinct ; modification de la formulation visant la pratique du prête-nom) - **Art. 12** : accepte l'amendement n° 19 de M. Etienne Dailly, rapporteur (principe général de la prohibition de l'achat par la société de ses propres actions et dérogation en faveur des sociétés cotées qui souhaitent développer l'actionnariat salarié) - **Art. 13** (p. 1994) : accepte l'amendement n° 20 de M. Etienne Dailly, rapporteur (possibilité d'achat en bourse de leurs propres actions pour régulariser leur marché étendue aux sociétés inscrites au compartiment spécial du hors-cote) - Accepte les amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 21 (durée du délai de l'autorisation accordée par l'assemblée générale aux dirigeants sociaux ; dispense d'autorisation préalable en cas d'urgence), et n° 22 (dispositions relatives à la vente en bourse des actions acquises par la société) - (p. 1995) : accepte les amendements de M. Etienne Dailly, rapporteur, n° 23 (montant maximum global de ses propres actions que la société pourra posséder ; dispositions relatives aux réserves de la société et au droit aux dividendes), et n° 24, de coordination et rédactionnel - **Art. 14** (p. 1996) : s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Etienne Dailly, rapporteur (suppression du pouvoir de suspension de la commission des opérations de bourse) - Mission de la commission des opérations de bourse (COB) - **Après l'art. 14** (p. 1998) : accepte l'amendement n° 26 de M. Etienne Dailly, rapporteur (non application des dispositions générales aux actions acquises à la suite d'une transmission de patrimoine à titre universel ou d'une décision de justice) - **Art. 15** (p. 1998) : accepte l'amendement de coordination n° 27 de M. Etienne Dailly, rapporteur - **Après l'art. 15** : accepte l'amendement n° 28 de M. Etienne Dailly, rapporteur (prohibition de la prise en gage par la société de ses propres actions directement ou par l'intermédiaire d'un prête-nom) - **Art. 16** : accepte l'amendement n° 29 de M. Etienne Dailly, rapporteur (possibilité de prêt par une société pour l'acquisition de ses propres actions, dans le cas d'opérations courantes des entreprises de crédit et d'opérations effectuées en vue de l'acquisition par les salariés d'actions de la société ou de l'une de ses filiales) ; sur cet amendement, son sous-amendement n° 46 : interdiction des opérations de prêt consenties par des entreprises de crédit ou par toute société à ses salariés lorsque l'actif net deviendrait de ce fait inférieur au montant du capital augmenté des réserves légales ou statutaires ; retiré - **Après**

**l'art. 16** (p. 1999) : accepte l'amendement n° 30 de M. Etienne Dailly, rapporteur (impossibilité pour la société de voter avec des actions par elle souscrites, acquises ou prises en gage) - **Art. 17** : accepte l'amendement n° 31 de M. Etienne Dailly, rapporteur (coordination des dispositions pénales) - (p. 2000) : sur cet amendement, son sous-amendement rédactionnel n° 47 ; adopté - **Intitulé du chapitre VI** : accepte l'amendement n° 32, de rectification d'une erreur matérielle, de M. Etienne Dailly, rapporteur - **Art. 18** : accepte l'amendement n° 33 de M. Etienne Dailly, rapporteur (autorisation du rachat d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote, préalable à l'émission de ces actions) - **Art. 19** : accepte l'amendement n° 34 de M. Etienne Dailly, rapporteur (définition du bénéfice distribuable et dispositions le concernant) - **Art. 20** (p. 2001) : accepte l'amendement n° 39 de M. Etienne Dailly, rapporteur (conditions d'attribution des acomptes sur dividendes) - **Art. 22** : encouragement aux transformations de sociétés d'intérêt collectif agricole (SICA) en coopératives - S'oppose à l'amendement n° 35 de M. Etienne Dailly, rapporteur (suppression dans cet article relatif aux variations de capital, de la mention des sociétés d'intérêt collectif agricole, SICA, et des sociétés d'investissement à capital variable, SICAV) - **Art. 23** (p. 2002) : accepte l'amendement n° 36 de M. Etienne Dailly, rapporteur (fixation par les statuts des limites minimale et maximale du capital social, et prise en compte pour l'émission ou le rachat d'actions) - **Après l'art. 23** (p. 2003) : accepte l'amendement n° 37 de M. Etienne Dailly, rapporteur (suppression de la variabilité du capital et possibilité de cession des actions à un fonds commun de placement) - Référence à l'article 52 de la loi de 1867 sur les sociétés ; retrait volontaire et retrait forcé - **Art. 24** : accepte l'amendement n° 38 de M. Etienne Dailly, rapporteur (délais d'applicabilité de la loi et harmonisation des statuts des sociétés) - **Sur l'ensemble** : collaboration entre la commission des lois et le Gouvernement ; améliorations apportées au texte.

- **Projet de loi de nationalisation [n° 36 (81-82)]** - (20 novembre 1981) - **Discussion générale** (p. 2930) : problème de la conformité de ce texte à la Constitution - Deux textes évoqués par M. *Etienne Dailly*, le préambule de la Constitution de 1946 et l'article 17 de la Déclaration des droits de l'homme de 1789 - Champ des nationalisations possibles au-delà du domaine obligatoire - Evolution depuis deux siècles du droit de propriété - Droit de préemption reconnu à des collectivités publiques, à des groupements, à des particuliers - Interdiction de construire ou de bâtir - Droit des propriétaires et pouvoir du législateur - (p. 2931) : constat de nécessité publique ou d'utilité publique pour nationaliser ou pour exproprier - Compétence du Parlement pour apprécier l'utilité publique dans le cas des nationalisations - Nécessité économique du transfert à la puissance publique des propriétés privées - Cas de souveraineté prononcé souverainement par le Parlement - Rôle du Conseil constitutionnel - Modalités de la nationalisation et conformité à la Constitution - Points de discussion concernant les modalités de nationalisation - Rupture d'égalité devant la loi - (p. 2932) : admission d'une disparité en fonction de la diversité des situations - Divers cas de rupture du principe d'égalité dans le secteur bancaire - Choix d'un critère fondé sur le montant des dépôts - Instauration d'un contrôle plus soutenu dans le secteur du crédit - Exclusion des banques dites « étrangères » du champ de la nationalisation - Caractère juste et préalable de l'indemnisation - Fixation de l'indemnisation en considération du seul cours de bourse - (p. 2933) : mécanisme juridique fondamental : expropriation pour cause d'intérêt public - Précisions concernant les modalités de calcul et de versement de l'indemnité dans le code d'expropriation pour cause d'utilité publique - Titre obligatoire remis en échange de chaque action - Obligations négociables et inscrites à la cote officielle bénéficiant de la garantie de l'Etat - Problème de droit international - Droit international et indemnité « prompte, adéquate et effective » - Respect des engagements internationaux - Priorité d'un traité international sur une loi interne - Non compétence

du Conseil constitutionnel pour contrôler la conformité d'une loi à des conventions internationales - (p. 2934) : problème du respect des souverainetés étrangères - Evoque le cas d'une entreprise nationalisée qui dispose de succursales à l'étranger - Articles 4, 16 et 30 du projet - Impossibilité de toute revendication d'extra-territorialité possible à l'encontre des souverainetés étrangères - Nationalisations limitées au territoire national - Effet des nationalisations au regard des filiales ou des participations des sociétés nationalisées dans des sociétés étrangères - Possibilité éventuelle de cession prévue à l'article 4 en fonction de la coutume, des pratiques ou de la jurisprudence étrangère - Conditions déterminées au cours des négociations ou éventuellement au cours d'un procès - (p. 2935) : question fondamentale de la constitutionnalité - Nationalisation proposée soumise par deux fois au suffrage universel - Définition des conditions et des modalités de nationalisation par le Parlement - Rôle du Conseil constitutionnel de contrôle de la conformité à la Constitution - Exigences constitutionnelles respectées par ce texte - (p. 2937) : problème de la nationalisation des holdings et non des sociétés filiales.

**- Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Légion d'honneur et ordre de la Libération** - (8 décembre 1981) - (p. 3849) : présence du général Biard, grand chancelier de l'ordre de la Légion d'honneur et du général Simon, chancelier de l'ordre de la Libération - Augmentation du budget annexe de la Légion d'honneur ; crédits de la Grande Chancellerie ; crédits supplémentaires ; création d'un emploi de professeur certifié ; rémunérations et crédits de matériel ; subventions de fonctionnement au musée national de la Légion d'honneur et des ordres de chevalerie ; maison d'éducation de la Légion d'honneur et qualité du travail pédagogique - Insuffisance des secours pour les membres de la Légion d'honneur, les médaillés de guerre, leurs veuves ou leurs orphelins - Revalorisation des traitements des membres de la Légion d'honneur et des médaillés militaires - Construction d'un nouvel ensemble scolaire à la maison d'éducation de Saint-Denis et nécessité de l'obtention d'un accord de la municipalité - Augmentation du contingent triennal des croix de chevaliers destinées aux anciens combattants de la première guerre mondiale - Elargissement de la représentativité des conseils - Nomination ou promotion dans les ordres nationaux des agents de l'Etat ou des particuliers tués ou blessés dans l'accomplissement de leur devoir - Hommage rendu à la mémoire d'un magistrat assassiné, le juge Michel - Accession à la Légion d'honneur des personnes exerçant des fonctions modestes - Progression du budget de l'ordre de la Libération - Création de deux emplois - Réfection de la toiture du bâtiment de la Grande Chancellerie - **Examen des crédits** - Art. 47 (p. 3851) : date de parution des décrets portant nomination ou promotion dans l'ordre de la Légion d'honneur à titre militaire et nécessité d'une information préalable des futurs bénéficiaires.

**Justice** - (8 décembre 1981) - (p. 3851) : progression des crédits du ministère de la justice et part du budget de la justice dans les dépenses de l'Etat - Institution judiciaire et démocratie ; suppression des juridictions d'exception ; Cour de sûreté de l'Etat ; projet de suppression des tribunaux militaires ; suppression des lois d'exception « sécurité et liberté » et loi « anti-casseurs » - (p. 3852) : élaboration de dispositions de procédure pénale et droits des citoyens ; nouveau code pénal ; réforme du statut de la magistrature et révision de la Constitution - Libertés des citoyens : service public de l'institution judiciaire ; réforme de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat ; fonctionnement des services publics et créations d'emplois ; situation des effectifs dans la magistrature et plan de recrutement ; recrutement latéral et recrutement temporaire ; rémunération des fonctionnaires des cours et tribunaux ; revendications des secrétaires-greffiers ; budgétisation de l'indemnité de copie de pièces ; crédits d'équipement et construction du nouveau palais de

justice de Bobigny ; progression des crédits de fonctionnement et accroissement de l'aide judiciaire ; accroissement de l'indemnité envers les avocats ; transformation du régime de l'aide judiciaire et travaux de la commission sur les problèmes du statut des avocats et de l'aide judiciaire ; crédits de matériel et informatisation du service central du casier judiciaire ; utilisation des techniques informatiques au service de la justice - (p. 3853) : développement des droits des victimes ; majoration du plafond d'indemnisation du fonds de garantie des victimes ; accueil des victimes dans les palais de justice et les locaux de la police judiciaire ; participation des victimes à tous les stades du processus pénal ; modification des conditions de versement du pourcentage du pécule du condamné réservé aux victimes - Réforme du système de réparation des dommages corporels en matière d'accidents de la circulation - Réforme du droit de la responsabilité - Fonctionnement des juridictions commerciales et gestion des juridictions de tous ordres - Contribution de la justice à la sécurité des Français : rôle des ministères de l'intérieur et de la défense ; lutte contre la criminalité et mise en cause de la société ; régression de la grande criminalité sanglante et progression de la petite délinquance ; stratégie d'ensemble de ré déploiement des moyens judiciaires - Politique antérieure : répression et surpopulation pénale ; charges du personnel de surveillance - (p. 3854) : taux des incidents dans les établissements pénitentiaires ; réalité criminogène et taux de récidive - Spirale : infraction, condamnation à la prison et récidive - Loi d'amnistie et mesures d'assistance ; naissance d'une politique judiciaire et prévention - Education surveillée et délinquance juvénile ; éducation et prévention ; accroissement des moyens ; amélioration de l'administration pénitentiaire - Conditions des surveillants : revalorisation de leurs statuts ; amélioration du régime indemnitaire ; accroissement de la formation professionnelle - Conditions des détenus : réinsertion ; encadrement du travail pénal ; formation professionnelle ; amélioration des conditions de vie - Equipements et construction de nouveaux bâtiments ; rénovation des bâtiments existants - Extension des comités de probation - Subventions pour les associations facilitant le contrôle judiciaire et les associations d'aide aux détenus - (p. 3855) : budget de continuité, de progrès et de changement - (p. 3865) : consensus sur la justice et les choix budgétaires - Défense des libertés - Justice civile et juridictions d'exception ; échevinage et travaux d'une commission sur les problèmes des juridictions consulaires - Difficultés des juridictions prud'homales et recherche de solutions ; opposition à un renouvellement proche des conseillers prud'homaux - Effectifs des magistrats et besoins de la justice - Qualité des magistrats recrutés : mode de recrutement ; résorption des vacances d'emplois et création de nouveaux postes ; possibilité de recours à un concours exceptionnel - Mouvements et sécurité des magistrats - (p. 3866) : présentation d'un projet de mouvement à tous les magistrats ; indépendance de la magistrature ; sécurité des magistrats et protection policière ; dépôt d'une « enveloppe fermée à n'ouvrir qu'en cas de décès » et indications sur des menaces - Recherche des assassins des juges Renaud et Michel - Hommage rendu aux fonctionnaires de justice ; problème des rémunérations des greffiers - Education surveillée ; statut des personnels de l'éducation surveillée ; intégration des personnels des catégories C et D ; statut des psychologues et intégration des psychologues contractuels ; statut des éducateurs ; frais de déplacement - Equipement de base des tribunaux pour enfants - Administration pénitentiaire et programmes de construction ou d'équipement - Politique pénale et hostilité à la détention provisoire systématique - Indépendance des juges du siège et recommandations de l'exécutif envers le Parquet - (p. 3867) : lutte contre la délinquance économique et financière - Différence entre l'organisation de la délinquance, la pratique professionnelle de la délinquance et la petite délinquance d'occasion - Inclusion dans le bénéfice de la loi d'amnistie des banqueroutes simples ou des infractions économiques mineures - Sentiment d'insécurité des Français et manipulation - Inflation de la délinquance ; prévention et nouvelles peines de substitution - (p. 3868) :



racines de la délinquance et état de la société ; nécessité d'une mobilisation collective - Hommage rendu aux éducateurs en milieu libre, aux membres des comités de probation et aux personnels pénitentiaires - Demande de vote du budget - Examen des crédits - *Etat B* (p. 3868) : oppose l'article 42 de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances à l'amendement n° 528 de M. Pierre Carous (réduction des crédits du titre III : intégration de la prime de risques dans le traitement des gardiens de prison) - (p. 3869) : applicabilité de la loi pénale métropolitaine aux territoires d'outre-mer et apport d'une base légale et sûre à la juridiction criminelle qui fonctionne en Polynésie - Soumission de projets de lois aux assemblées territoriales des territoires d'outre-mer (TOM) et au Parlement lors de la session de printemps de 1982 - (p. 3870) : effort envers les victimes faits par le gouvernement précédent : taux du pécule des détenus réservé à l'indemnisation des victimes ; indemnisation des victimes de dommages corporels dont l'auteur est inconnu ou insolvable ; extension du fonds de garantie aux trois ordres de victimes économiques : abus de confiance, escroqueries et vols - Changement et participation de la victime au procès pénal ; accueil de la victime ; garantie des droits de la victime et certitude d'indemnisation - Cas particulier des victimes des accidents de la circulation - (p. 3871) : intérêt pour ce problème fondamental.

- **Proposition de loi tendant à modifier l'article 108 du code pénal et à abroger les articles 184, alinéa 3, et 314 du même code [n° 75 (81-82)]** - (15 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4223) : abrogation de la « loi anti-casseurs » et loi de circonstance - Circonstances politiques ayant amené à son adoption - Sûreté de l'Etat et efficacité des incriminations existant à l'époque ; dispositions du code pénal relatives aux manifestations armées, à la lutte contre les bandes armées, les groupes de combat, la rébellion, les sanctions des violences contre les personnes et les biens - « Loi anti-casseurs » et absence de forme nouvelle de délinquance - Innovation juridique dangereuse : création d'une responsabilité collective et transfert de responsabilités pénale et civile de l'auteur des violences aux organisateurs de la manifestation ou aux simples manifestants - Peines encourues par les manifestants ou les organisateurs et atteinte à la liberté de réunion sur la voie publique - (p. 4224) : combinaison dangereuse de l'application de la « loi anti-casseurs » et de la procédure de flagrant délit ; voie ouverte aux provocateurs, non-application de l'excuse absolutoire de provocation prévue dans le texte - Abandon du principe fondamental relatif à la responsabilité pénale de ses actes - Motifs politiques invoqués : arrêter les « casseurs » et « les casseurs seront les payeurs » ; pratique judiciaire et oubli de ces motifs - Adoption de la loi de 1970 et réticences du Sénat ; rejet par celui-ci des dispositions principales du projet ; élaboration d'un compromis en commission mixte paritaire - Application de la loi et confirmation des réticences du Sénat - Application stricte pour les manifestations agricoles et estudiantines ; historique judiciaire - Manifestation du 23 mars 1979<sup>t</sup> attaques contre le syndicalisme - « Loi anti-casseurs » et interdiction de l'expression pacifique de revendication - Abrogation pure et simple des textes d'exception ; impossibilité d'attendre la révision du code pénal - (p. 4225) : « loi anti-casseurs » et non-application à la quotidienneté de la délinquance - Importance de notre arsenal répressif - (p. 4230) : inscription de propositions de loi à l'ordre du jour des assemblées - Loi « anti-casseurs » et atteintes aux principes fondamentaux du droit pénal et du droit civil en matière de responsabilité - Circonstances exceptionnelles et vote de lois d'exception ; disparition des circonstances et abrogation des textes - Application de la loi par les magistrats - Législation française et refus de tout texte d'exception.

- **Projet de loi de nationalisation - Nouvelle lecture [n° 93 (81-82)]** - (16 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4284) : argument de l'inconstitutionnalité, invoqué par M. Etienne Dailly, rapporteur, et examen du projet article par article - Hésitation du Sénat entre le vote de la question préalable en première lecture et l'exception d'inconstitution-

nalité en nouvelle lecture - Souveraineté du Parlement et pouvoir d'appréciation de la notion de nécessité publique - Nationalisation de sociétés de holding et appropriation par l'Etat par contrecoup d'entreprises de toutes natures (casseroles, aérosols) - (p. 4285) : nationalisation de groupes industriels et appréciation globale nécessaire - Question, posée par M. Jacques Larché, sur l'absence de prise en compte des comptes consolidés pour l'indemnisation des actionnaires - Appréciation de la nécessité publique au niveau du groupe et non au niveau de chacune des filiales - Nationalisation de groupes industriels et éventualité, envisagée par M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur, de la cession de certains éléments de ces groupes - Caractère erroné de l'argument d'inconstitutionnalité évoqué par M. Etienne Dailly, rapporteur - (p. 4286) : mobilité des grands groupes industriels : prises de contrôle ou de participation, fusions, cessions ou acquisitions partielles d'actifs - Diversification des activités de ces groupes - Examen du texte, article par article, en réponse à l'argumentation de M. Etienne Dailly : articles 2, 3, 4 - Article 5 : caractère préalable de l'indemnisation : substitution des obligations aux actions - Délai de remise des titres et prise en compte de la date de prise de possession - (p. 4287) : absence de prise en compte des comptes consolidés, évoquée par M. Jacques Larché : indemnisation de l'actionnaire exproprié et valeur du cours de bourse - Disposition constante du droit des sociétés - Notion de spoliation, utilisée par M. Etienne Dailly et rappel du choix de la méthode d'indemnisation par le Conseil d'Etat - Audition de M. Bernard Tricot, président de la Commission des opérations de bourse (COB) devant la commission spéciale du Sénat le 9 novembre 1981 - (p. 4288) : choix par le Gouvernement de la méthode d'indemnisation préconisée par le Conseil d'Etat et respect de la constitutionnalité - (p. 4289) : article 12 : loi organique et loi ordinaire - Article 13 : problème des banques : argument de la rupture du principe de l'égalité devant la loi : critère retenu du montant des dépôts - Banques françaises et banques étrangères - Filiales et prises de participation - Respect de la Constitution par le Gouvernement - Déclaration des droits de l'homme en 1789 et souveraineté du Parlement - Choix par le Gouvernement des solutions retenues par le Conseil d'Etat pour l'indemnisation - (p. 4290) : argument invoqué de l'inconstitutionnalité du texte, et démarche politique.

- **Projet de loi relatif à la mise en harmonie du droit des sociétés commerciales avec la deuxième directive adoptée par le Conseil des Communautés européennes le 13 décembre 1976 - Deuxième lecture [n° 86 (81-82)]** - (18 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4364) : mise en harmonie de la législation française avec la 2<sup>e</sup> directive des Communautés européennes en matière de droit des sociétés - Trois modifications apportées par l'Assemblée nationale : relèvement du plafond du capital des sociétés à directeur général unique - (p. 4365) : articles 13 et 14 du projet relatifs à l'acquisition d'actions propres - Pouvoir d'intervention de la Commission des opérations de bourse (COB) - Suppression de la possibilité souhaitée par le Sénat de donner aux sociétés cotées une dispense de l'autorisation de l'assemblée générale pour agir en bourse sur leurs actions - Souhait du Gouvernement d'une adoption et d'une promulgation rapide de la loi - **Art. 9** : accepte l'amendement n° 1 de M. Etienne Dailly, rapporteur (condition posée pour la décision d'opération de réduction du capital social) - **Art. 13** (p. 4367) : nécessité pour l'assemblée générale des actionnaires de demeurer maîtresse de la décision et ralliement du Gouvernement à la position de suppression prise par l'Assemblée nationale - Adjonction de l'intervention du commissaire aux comptes, protection insuffisante - **Art. 14** (p. 4370) : accepte l'amendement n° 3 de M. Etienne Dailly, rapporteur (suppression de l'injonction aux sociétés par la Commission des opérations de bourse, COB, de suspendre toute opération sur leurs propres titres et demande par la COB à la chambre syndicale des agents de change de prendre toutes mesures pour empêcher l'exécution des ordres des sociétés transmis directement ou indirectement) - **Art. 15** (p. 4371) : accepte l'amendement n° 4 de M. Etienne Dailly, rapporteur (restitution d'actions

prises en gage) - Art. 24 (p. 4372) : accepte l'amendement rédactionnel n° 5 de M. Etienne Dailly, rapporteur.

**BAJEUX (Octave)**, sénateur du Nord (UCDP)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.
- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (11 décembre 1981) (p. 4072).

**BALLAYER (René)**, sénateur de la Mayenne (UCDP)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.
- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés (19 décembre 1981) (p. 4428).

#### DÉPÔTS

*Rapport spécial* fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Commerce et artisanat [n° 58, annexe 4 (81-82)] (23 novembre 1981).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Deuxième partie :*

**Commerce et artisanat** - (2 décembre 1981) - Rapporteur spécial (p. 3485) : ralentissement de la progression des crédits et reconduction pour un semestre seulement de la prime à l'embauche du premier salarié - Redéfinition du régime des aides - Progression satisfaisante des crédits par rapport à l'ensemble du budget et à celle des crédits des années précédentes - Continuité et poursuite des objectifs de la charte de l'artisanat - Croissance des dotations de la formation continue; aides directes aux chambres des métiers et aides spécifiques - Augmentation des crédits des primes d'installation - S'en remet à la sagesse du Sénat sur ce projet de budget - Inquiétudes quant à la concurrence des grandes surfaces et aux obstacles administratifs, fiscaux et sociaux - Loi de finances de 1970 et création d'un régime simplifié d'imposition; absence d'actualisation des plafonds de chiffres d'affaires délimitant l'application de ce régime - Hausse des taux d'intérêt et encadrement du crédit; sort réservé aux prêts bonifiés - Réforme de la sécurité sociale et régime des travailleurs non salariés non agricoles - Augmentation des cotisations et pénalisation des commerçants et artisans employant des salariés - Blocage des prix et des services et du commerce de détail - Loi d'orientation du commerce et de l'artisanat et installation de grandes surfaces - Statut du conjoint commerçant ou artisan - (p. 3486) : décret du 4 juin 1980 et inscription comme « conjointe collaboratrice »; absence d'un véritable statut - Conjoint collaborateur et abrogation de l'article 154 du code général des impôts relatif à la retraite de l'épouse de l'exploitant - Artisans et commerçants et

animation du secteur rural - Charges financières et sociales et licenciement des salariés par les petites entreprises - Gravité de la situation des artisans du bâtiment - Difficultés du commerce indépendant, notamment à la campagne et dans le cœur des villes.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 141 (81-82)] - (21 décembre 1981) - Discussion générale (p. 4443) : réunion de la conférence annuelle agricole et inquiétude des agriculteurs - Représentativité des organisations agricoles - Méconnaissance des problèmes - Présentation fallacieuse de ce collectif - Prélèvement sur les excédents de gestion de la Caisse nationale de crédit agricole; exemple précédent du prélèvement sur le budget des PTT - Augmentation des cotisations sociales des exploitants agricoles et désengagement de l'Etat - Place de l'agriculture dans la commission du bilan présidée par M. François Bloch-Lainé - Endettement des agriculteurs - Prêts d'installation: récente hausse d'intérêt des prêts bonifiés - Coût des consommations intermédiaires - Insuffisance des investissements productifs - Calcul de l'aide et insuffisance du critère du chiffre d'affaires - (p. 4444) : nombre des travailleurs sur l'exploitation - Fiscalisation des résultats du Crédit agricole: assujettissement à l'impôt sur les sociétés - Aide aux agriculteurs en difficulté; assujettissement à la TVA - Décentralisation et transfert de compétences - Responsabilité du Gouvernement en matière agricole - Art. 10 (p. 4486) : intervient sur cet article relatif au régime fiscal des sociétés de courses: fonctionnement du pari mutuel urbain (PMU) et progression des charges de fonctionnement - Votera l'article 10.

**BARBIER (Bernard)**, sénateur de la Côte-d'Or (UREI)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles; en démissionne (8 juillet 1981) (p. 814).

Est nommé membre de la commission des affaires économiques (8 juillet 1981) (p. 836).

Vice-président de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi approuvant le Plan intérimaire pour 1982 et 1983 (22 décembre 1981) (p. 4544).

#### DÉPÔTS

*Participation au rapport d'information* fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur les activités des institutions des Communautés européennes entre le 1<sup>er</sup> novembre 1980 et le 30 avril 1981 en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les Communautés européennes [n° 286 (80-81)] (2 juillet 1981).

*Avi*s présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Plan [n° 60, tome XI (81-82)] (23 novembre 1981).

*Participation au rapport d'information* fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur les activités des institutions des Communautés européennes entre le 1<sup>er</sup> mai 1981 et le 31 octobre 1981 en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les Communautés européennes [n° 89 (81-82)] (2 décembre 1981).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]***Deuxième partie :*

**Plan et aménagement du territoire** - (2 décembre 1981) - Rapporteur pour avis (Plan) (p. 3503) : clôture du VIIe Plan et absence de plan de développement économique et social - Création d'un ministère d'Etat et cohérence de la politique gouvernementale - Planification et projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions - Intervention économique des collectivités locales et aménagement du territoire ; plans régionaux - Accroissement des moyens du Commissariat général du plan et des organismes rattachés et création d'une mission de contrôle - Faiblesse de la subvention du Centre de recherche et de documentation sur la consommation (CREDOC) - Accroissement des effectifs du Commissariat général du plan ; augmentation considérable des crédits destinés aux autres rémunérations - (p. 3504) : importance des crédits destinés à la réalisation et à la diffusion des travaux du commissariat et des commissions - Augmentation des crédits destinés aux travaux et enquêtes - Renforcement des moyens en personnels du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) ; rôle croissant du CEPII et planification - Evolution moins favorable des moyens du Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) - Planification et transformation de la société ; objectifs économiques du plan intermédiaire de 2 ans - Stabilisation du nombre de chômeurs et création annuelle de 500.000 emplois - Mesures structurelles et objectif d'un taux de croissance de 3 % en 1982 - Planification décentralisée et contractuelle ; plans régionaux et responsabilité des équipements collectifs aux collectivités locales - Soviétisation de la planification - Compatibilité plans régionaux et plan national ; fausse décentralisation - Limitation des rôles des comités économiques et sociaux - Economie française et environnement international - Inquiétudes sur les méthodes de financement du déficit budgétaire - Hausse des taux d'intérêt et distorsion dans les politiques conjoncturelles européennes - Budget 1982 et risques inflationnistes - Fragilité de nos échanges extérieurs - Maintien du rythme de l'inflation ; prix à la consommation et réalisme des prévisions gouvernementales - Chômage et réduction du temps de travail - (p. 3505) : budget du plan et conjoncture économique difficile - Vote favorable sur ce projet de budget.

**BARRE (Raymond), Premier ministre** (nommé le 3 avril 1978) (JO Lois et décrets 3 et 4 avril 1978, p. 1483).

## DÉPÔTS

*En première lecture devant le Sénat.*

**Projet de loi** autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal sur la formation en vue du retour et de l'insertion dans l'économie sénégalaise des travailleurs ayant émigré temporairement en France [n° 249 (80-81)] (2 avril 1981) - **Traités et conventions.**

**Projet de loi** autorisant la ratification d'une Convention entre la République française et la République populaire hongroise relative à l'entraide judiciaire en matière civile et familiale, à la reconnaissance et à l'exécution des décisions ainsi qu'à l'entraide judiciaire en matière pénale et à l'extradition [n° 250 (80-81)] (2 avril 1981) - **Traités et conventions.**

**Projet de loi** autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine sur l'établisse-

ment de postes consulaires [n° 251 (80-81)] (2 avril 1981) - **Traités et conventions.**

**Projet de loi** autorisant la ratification de quatre protocoles portant modification de la convention de Varsovie du 12 octobre 1929 pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international [n° 252 (80-81)] (2 avril 1981) - **Traités et conventions.**

**Projet de loi** autorisant le Gouvernement à approuver l'accord international de 1979 sur le caoutchouc naturel [n° 253 (80-81)] (2 avril 1981) - **Traités et conventions.**

**Projet de loi** autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique socialiste de Sri Lanka sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 254 (80-81)] (2 avril 1981) - **Traités et conventions.**

**Projet de loi** autorisant l'adhésion au Protocole à la Convention du 19 mai 1956 relative au contrat de transport international de marchandises par route (CMR) [n° 255 (80-81)] (2 avril 1981) - **Traités et conventions.**

**Projet de loi** autorisant l'approbation d'une Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire hongroise tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 256 (80-81)] (2 avril 1981) - **Traités et conventions.**

**Projet de loi** autorisant l'approbation de l'Accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse concernant le traitement fiscal des libéralités faites dans des buts désintéressés [n° 257 (80-81)] (2 avril 1981) - **Traités et conventions.**

**Projet de loi** autorisant l'approbation d'un accord de coopération culturelle, scientifique et technique et d'un protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire révolutionnaire de Guinée [n° 258 (80-81)] (2 avril 1981) - **Traités et conventions.**

**BARROUX (André), sénateur du Puy-de-Dôme (S)**

## NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires économiques.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]***Deuxième partie :*

**Agriculture** - (7 décembre 1981) - (p. 3826) : retard pris par les travaux d'électrification rurale ; résultats du septième inventaire réalisé en 1980 - Subvention de l'Etat et participation du Fonds d'amortissement des charges d'électrification (FACE) - Reconduction nécessaire pour une période de cinq ans des textes législatifs relatifs au FACE.

**BASTIE (Pierre), sénateur de l'Aude (S).**

Devient sénateur le 24 juillet 1981 en remplacement de M. Raymond Courrière, nommé membre du Gouvernement (24 juillet 1981) (p. 1105)

## NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des lois (28 juillet 1981) (p. 1195) ; en démissionne (29 juillet 1981) (p. 1215).

Est nommé membre de la commission des affaires sociales (29 juillet 1981) (p. 1230).

**BAUMET (Gilbert)**, sénateur du Gard (S)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.
- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (1 octobre 1981) (p. 1799).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980, modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 14 et 15 de ladite loi (1<sup>er</sup> octobre 1981) (p. 1805).

**BEAUDEAU (Marie-Claude)**, sénateur du Val d'Oise (C)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.
- Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.
- Est nommée membre du conseil d'administration de l'établissement national des convalescents de Saint-Maurice (21 décembre 1981) (p. 4489).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à assurer l'égalité effective de rémunération entre les hommes et les femmes et à définir les moyens d'y parvenir [n° 227 (80-81)] (rattachée pour ordre à la séance du 20 décembre 1980, JO Débats 2 avril 1981).

*Rapport* fait au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de loi [n° 354 (80-81)] portant modification de la loi du 18 août 1936 ayant pour objet l'assimilation des enfants adultes handicapés bénéficiant de l'allocation aux adultes handicapés aux autres enfants à charge pour le bénéfice des dispositions ouvrant droit au recul de la limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat [n° 363 (80-81)] (8 septembre 1981).

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'un fonds des pensions alimentaires [n° 390 (80-81)] (23 septembre 1981) - Divorce.

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à améliorer la législation de l'interruption volontaire de grossesse [n° 391 (80-81)] (23 septembre 1981) - Avortement.

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à encourager et à accélérer l'évolution vers l'égalité des sexes à travers les manuels scolaires [n° 392 (80-81)] (23 septembre 1981) - Enseignement.

*Rapport* fait, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 387 (80-81)] modifié par l'Assemblée Nationale, portant modification de la loi du 18 août 1936 ayant pour objet l'assimilation des enfants adultes handicapés, bénéficiant de l'allocation aux adultes handi-

capés, aux autres enfants à charge pour le bénéfice des dispositions ouvrant droit au recul de la limite d'âge des fonctionnaires [n° 393 (80-81)] (24 septembre 1981).

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à l'extension et à la revalorisation des allocations familiales en particulier dès le premier enfant et tant qu'un enfant reste à charge [n° 100 (81-82)] (7 décembre 1981) - Prestations familiales.

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, pour le congé maternité à six mois, pour l'extension des droits à la maternité [n° 102 (81-82)] (7 décembre 1981) - Femmes.

*Proposition de loi*, présentée avec plusieurs de ses collègues, sur le respect de l'application du principe de l'égalité des sexes [n° 117 (81-82)] (11 décembre 1981) - Femmes.

#### QUESTIONS

##### Questions orales sans débat :

n° 140 (JO Débats 29 octobre 1981) (p. 2259) à Mme le ministre de la solidarité nationale : handicapés (prestations et ressources) (amélioration de l'aide aux handicapés).

n° 160 (JO Débats 27 novembre 1981) (p. 3198) à Mme le ministre des droits de la femme : taxis (revendications des femmes chauffeurs de taxis).

##### Questions orales avec débat :

n° 77 (28 octobre 1981) (p. 2243) à Mme le ministre de la solidarité nationale : garderies d'enfants (problèmes posés par l'accueil des jeunes enfants).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 310 (80-81)]**

Suite de la discussion - (23 juillet 1981) - Discussion générale (p. 1061) : enseignement supérieur et recherche - Choix du gouvernement précédent : autoritarisme, inégalités sociales, élitisme, missions, spécificité économique et culturelle des régions, blocage des carrières, menaces sur les personnels et les formations - Mesures : organisations syndicales et orientation politique nouvelle - Créations de postes inférieures aux besoins - Titularisation des non titulaires ; licenciements ; qualification des vacataires - Abrogation des décrets sur les carrières ; exemple du décret du 20 septembre - Statut général des enseignants du supérieur - Politique de formation et de recrutement - Abrogation de la loi Sauvage - Rétablissement des habilitations ; conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche - Modification de la carte universitaire de Mme Saunier-Séité - Etudiants : places et droits d'inscription - Etudiants étrangers ; mesures Bonnet-Stoléru-Imbert - Nouveaux rapports entre la recherche, la formation et la production - Mesures financières ; place de l'enseignement supérieur et de la recherche dans le système éducatif et le potentiel économique.

- **Projet de loi portant modification de la loi du 18 août 1936 ayant pour objet l'assimilation des enfants adultes handicapés, bénéficiant de l'allocation aux adultes handicapés, aux autres enfants à charge pour le bénéfice des dispositions ouvrant droit au recul de la limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat [n° 354 (80-81)]** - (10 septembre 1981) - Rapporteur - Discussion générale (p. 1431) : loi du 18 août 1936, décret du 9 août 1953, loi du 30 décembre 1975 : régime général des limites d'âge dans la fonction publique - Exemples de prorogation de limite d'âge - Bénéfice du recul de la limite d'âge pour cessation d'activité pour les fonctionnaires ayant un enfant adulte handicapé à charge ; limite de trois ans au total - Prolongation d'activité

pour les parents d'enfants handicapés à charge - bénéficiant de l'allocation pour adultes handicapés - Prorogation de la limite d'âge et chômage - Amélioration pour les handicapés et leur famille - (p. 1432): solidarité et insertion professionnelle des handicapés 68.

*Deuxième lecture* [n° 387 (80-81)] - (24 septembre 1981) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1635): absence de justification de l'amendement adopté par l'Assemblée nationale: droit au recul de la limite d'âge dès le premier enfant à charge - Demande l'adoption du projet de loi modifié par l'Assemblée nationale.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (13 novembre 1981) - **Titre II (suite)** - **Art. 30** (p. 2669): soutient l'amendement n° II-192 de M. Jacques Eberhard (délégation de vote en cas d'empêchement pour une réunion du conseil général à un autre conseiller).

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Discussion des articles de la première partie:*

**Suite de la discussion** - (26 novembre 1981) - **Art. 11** (p. 3173): quotient familial et injustice fiscale et sociale; plafonnement du quotient à 7500 F - Nécessité de prévoir, à long terme, la fixation d'un plancher au quotient familial - Barème de l'impôt sur le revenu et tranche supplémentaire à 65% - (p. 3177): son amendement n° 29: extension du bénéfice de la déduction pour frais de garde à tous les couples exerçant une activité professionnelle; retiré.

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Avant l'art. 18** (p. 3230): son amendement n° 37: institution d'une taxe sur la valeur ajoutée des entreprises de plus de cent salariés; retiré - **Droit au travail des femmes et participation des employeurs aux dépenses des crèches municipales et départementales** - **Avant l'art. 22** (p. 3245): son amendement n° 459, soutenu par M. Pierre Gamboa: augmentation du plafond de récupération des allocations du Fonds national de solidarité sur la succession de l'allocataire; retiré.

*Deuxième partie:*

**Services du Premier ministre (suite)** - **I. Services généraux (suite)**: **Services divers rattachés** - **Fonction publique - Formation professionnelle** - **Droits de la femme** - (3 décembre 1981) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3546): à propos des crédits du titre III, intervient sur le budget du ministère des droits de la femme - **Décuplement des crédits** - **Nouvelles possibilités offertes aux femmes: emploi et formation professionnelle; contraception; interruption volontaire de grossesse (IVG)** - **Discriminations pratiquées à l'égard des femmes dans le travail: cas du personnel féminin de l'Institut national de l'audiovisuel (INA)** - **Conciliation du travail et de la maternité** - **Hausse des prix et enquête réalisée par l'Union des femmes françaises** - **Volonté des femmes de participer au changement.**

**Solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale** - (10 décembre 1981) - (p. 4026): crise économique et accroissement des inégalités; création du ministère de la solidarité nationale - **Justice sociale et partage des richesses** - (p. 4027): justice sociale: emploi, prélèvements sur le capital et augmentation du pouvoir d'achat - **Augmentation des crédits visant à développer les activités sociales** - **Importance de la sécurité sociale; politique précédente de répression des besoins et de police des revenus** - **Culpabilisation des assurés et des médecins** - **Crise économique et déficit de la sécurité sociale** - **Rôle économique positif de la dépense sociale** - **Critique contre la cotisation exceptionnelle supplémentaire de 1%; progression plus rapide des cotisations des salariés comparées à celles du patronat; Comparaison européenne et faiblesse des charges sociales françaises** - **Déplafonnement des cotisations patronales** - **Abrogation des ordonnances de**

1967 et démocratisation de la sécurité sociale; composition des conseils d'administration et démocratisation des organismes sociaux - **Relèvement des prestations familiales; revalorisation des allocations familiales et demande d'un versement dès le premier enfant** - **Création de 10.000 places pour l'accueil de la petite enfance; critères de répartition et d'attribution** - **Politique en faveur des handicapés, démocratisation des commissions départementales de l'éducation spéciale (CDES) et des commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP); prise en charge totale des dépenses de maladie, d'hospitalisation, de prothèse et d'appareillage, ainsi que des frais de voyage** - **Politique de prévention du handicap** - **Garantie de ressources des personnes âgées; harmonisation des régimes de retraite; amélioration de la législation des pensions de reversion; maintien à domicile et services d'aide ménagère** - **Humanisation des hôpitaux et des hospices; création de nouveaux lits longs séjours** - **Immigration et lutte contre le racisme; meilleure répartition entre les communes; problème de la deuxième génération; développement du droit des travailleurs immigrés** - (p. 4028): vote favorable du groupe communiste.

- **Projet de loi modifiant l'article 7 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires** [n° 24 (81-82)] - (15 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4260): modification de l'article 7 du statut des fonctionnaires prévoyant le principe d'égalité entre les hommes et les femmes ainsi que des dérogations - (p. 4261): recrutements exclusifs et recrutements distincts; exemple des postes de commandant ou d'officier de paix ou d'éducateur dans les maisons d'éducation de la Légion d'honneur - **Projet de loi et suppression de certains interdits juridiques; caractère exceptionnel des recrutements et des quotations distinctes en fonction du sexe** - **Maintien de certaines discriminations et évolution progressive** - **Emploi des femmes et importance du rôle de l'Etat** - **Proposition d'adoption du projet de loi.**

- **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale** [n° 124 (81-82)] - (18 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4374): mise en place de la sécurité sociale à la Libération - **Dégradation de la sécurité sociale après l'éviction des ministres communistes** - **Institution d'un ticket modérateur en 1979 et absence de couverture pour les chômeurs ne percevant plus d'indemnités** - **Initiative du Gouvernement dans le sens d'une meilleure justice sociale** - **Budget 1982 et mesures sociales** - **Couverture sociale des chômeurs non indemnisés** - **Abrogation du ticket modérateur d'ordre public en réponse à l'attente de l'ensemble des assurés sociaux** - **Augmentation des crédits du Fonds national de solidarité en faveur des personnes âgées vivant seules** - **Dispositions en faveur des auteurs et des artistes** - **Déplafonnement partiel de la cotisation patronale** - **Désaccord concernant le relèvement de 1% de la cotisation des salariés, des chômeurs et des personnes âgées dont les revenus sont supérieurs au SMIC** - **Nécessité de faire payer par les patrons la solidarité nationale** - **Importance de la préparation d'une réforme fondamentale des structures de la sécurité sociale** - **Nécessité de confier aux salariés le soin de gérer la sécurité sociale** - **Au nom du groupe communiste, se déclare favorable au texte de ce projet** - **Art. 4** (p. 4379): prise en compte du problème des couples vivant en concubinage lors de la réforme de la loi sur l'assurance veuvage.

- **Projet de loi de finances pour 1982 - Nouvelle lecture** [n° 138 (81-82)] - (18 décembre 1981) - **Art. 5** (p. 4391): Se déclare opposée à l'amendement n° 1 de MM. Léon Jozeau-Marigné et Jacques Descours Desacres (adjonction de l'article 1904-1 du code civil relatif aux donations entre époux dans le calcul du patrimoine de l'usufruitier concernant l'impôt sur les grandes fortunes).

BEAUPETIT (Charles), sénateur du Loir-et-Cher (GD)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques ; en démissionne (14 octobre 1981) (p. 1981).

Est nommé membre de la commission des finances (14 octobre 1981) (p. 2004).

## DÉPÔTS

*Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Urbanisme et logement [n° 58, annexe 35 (81-82)] (23 novembre 1981).*

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

Suite de la discussion - (10 novembre 1981) - Titre I (suite) - Art. 6 (p. 2555) : soutient l'amendement n° I-230 de M. Georges Berchet, identique à l'amendement n° I-71 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis (déficit égal ou supérieur à 10 % des ressources et intervention de la chambre régionale des comptes).

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Discussion des articles de la première partie :*

Suite de la discussion - (27 novembre 1981) - Après l'art. 18 (p. 3236) : soutient l'amendement n° 244 de M. Jacques Moutet (contingent annuel de carburant détaxé en faveur des voyageurs de commerce, représentants et placiers ; compensation à due concurrence par une taxe sur le chiffre d'affaires des compagnies pétrolières) - Art. 18 bis (p. 3239) : soutient l'amendement n° 12 de M. Henri Caillavet (réduction de 50 % du taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers pour les utilisateurs de tracteurs et engins agricoles) - Après l'art. 26 (p. 3260, 3261) : son amendement n° 246 : institution en faveur des communes d'une imposition forfaitaire annuelle sur les gazoducs et oléoducs ; adopté - Assujettissement de ces installations à la fiscalité directe locale concernant les pylônes supportant des lignes électriques.

*Deuxième partie :*

Urbanisme et logement - (6 décembre 1981) - Rapporteur spécial (p. 3750) : importance du logement - Logements neufs et réhabilitation des logements anciens des centres villes ou des parcs de HLM - Marasme de l'industrie du bâtiment - Problème de la qualité, surtout dans le logement social - Recensement des logements sociaux vides et comparaison avec les possibilités des bassins d'emplois - Importance des progressions des crédits et relance de l'industrie du bâtiment - Loi de décentralisation et participation des collectivités locales - Loi sur la modération des loyers et avenir des organismes constructeurs - Importance économique du logement - Absence de réalisation des objectifs du VIIe plan et baisse de la construction - Grandes entreprises et débouchés étrangers ou dans la rénovation ; difficultés des entreprises moyennes de bâtiment - Financement et faiblesse du montant global des prêts accordés au logement ; taux d'intérêt dissuasif - Dégradation du système des prêts locatifs et du prêt à l'accession à la propriété - Augmentation forte des crédits pour l'aide à la pierre et à la personne - Revalorisation de l'allocation logement et de l'aide personnalisée au logement (APL) - Elaboration du budget et rapprochement du coût unitaire et du coût effectif - Augmentation du nombre des logements aidés, notamment locatifs - Progression des crédits pour l'amélioration des logements existants ; primes

à l'amélioration de logements à usage locatif et à occupation de sociale (PALULOS) - (p. 3751) : développement nécessaire du secteur locatif - Barèmes de l'allocation logement et relèvement des seuils d'attribution - Insuffisance de l'APL et accession à la propriété ; maîtrise des coûts et hausse des taux d'intérêt ; problème du blocage des loyers - Organismes constructeurs et suppression de l'accès aux prêts aidés pour les constructions de bâtiments publics - Urbanisme et paysage ; progression des crédits de l'urbanisme et respect des documents d'urbanisme - Augmentation du nombre des plans d'occupation des sols (POS) et des schémas directeurs d'aménagement urbain (SDAU) ; importance en zone rurale - Aide aux collectivités pour la création de réserves foncières de protection contre les enrichissements sans cause ; confusion faite entre terrains à bâtir et terrains destinés à être bâtis - Réforme de l'impôt foncier déclaratif sur le patrimoine - Baisse des crédits et des espaces verts ; transfert aux collectivités locales - Villes nouvelles et progression des crédits d'études et de planification urbaine - Urbanisme et rapprochement des usagers de l'administration ; complexité des textes et prise de responsabilité progressive des collectivités locales - Oeuvre pédagogique des conseils d'architecture décentralisés et des conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (CAUE) - Conditions de fonctionnement du CAUE - Augmentation des crédits de fonctionnement des services ministériels ; création de poste ou titularisation - Personnel des directions départementales de l'équipement - Loi de décentralisation et avenir des services extérieurs du ministère - (p. 3752) : décentralisation et avenir des relations contractuelles et des prestations de services - Approbation de ce projet de budget concernant les moyens des services, l'aide de l'Etat en vue de la construction, de l'acquisition et de l'amélioration du logement et l'accession des sociétés d'économie mixte de constructions des départements d'outre-mer au financement du régime des organismes d'HLM.

BECAM (Marc), sénateur du Finistère (rattaché administrativement au groupe RPR)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modération des loyers (15 décembre 1981) (p. 4254).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires telle que modifiée par le protocole de 1978 [n° 13 (80-81)] - (7 avril 1981) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 533) : progrès constitué par la convention - Votera le projet.**

- **Projet de loi portant amnistie [n° 304 (80-81)] - (21 juillet 1981) - Après l'art. 15 (p. 980) : à propos de l'amendement n° 79 de M. Louis de la Forest (cessation des poursuites engagées par certaines caisses d'assurance maladie et d'assurance vieillesse à l'égard de commerçants et artisans pour retard dans le paiement des cotisations), intervient sur l'urgence de régler certaines situations individuelles.**

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)] - (28 octobre 1981) - Discussion générale (p. 2253) ; qualité du débat au Sénat en 1979 et 1980 sur le projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales - Attachement du Sénat à l'unité nationale - (p. 2254) :**

danger de l'affaiblissement de l'autorité de l'Etat - Inquiétudes suscitées par le projet en examen - Contradiction de fond : transformation des régions en collectivités territoriales à part entière et danger d'amplification des inégalités entre les régions - Confusion des compétences ; lourdeur des procédures - Superposition des échelons d'administration et de gestion - Clarification nécessaire de la répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales - Eventualité envisagée par un orateur de la suppression de l'échelon du département - Autonomie financière et danger d'insolvabilité des communes ; responsabilité des élus locaux et menace de sanctions - Aggravation des charges financières des collectivités locales - Dotation globale de fonctionnement (DGF) et dotation globale d'équipement (DGE) - (p. 2255) : allègement des tutelles et globalisation des aides - Lacunes du projet : absence de réforme globale ; renvoi à des textes ultérieurs - Finances communales - Lacunes du projet et référence nécessaire au précédent débat sur le projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales.

**Suite de la discussion** - (4 novembre 1981) - **Titre I** - **Intitulé** (p. 2417) : son amendement n° I-199 : « Titre I - Des droits, des libertés et des responsabilités des communes » ; déclaré recevable, puis adopté.

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1981) - **Titre I** - **Après l'art. 2 (suite)** - (p. 2451) : se déclare défavorable à l'amendement n° I-260 de M. Bernard-Michel Hugo, soutenu par M. Jean Ooghe (droit d'audience par le conseil municipal des représentants d'une association locale ou des habitants de la commune) - (p. 2453) : sur l'amendement n° I-261 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Jacques Eberhard (désignation par le conseil municipal de son président et éventuellement de son vice-président), délégation de pouvoirs et responsabilités du maire - **Art. 3** (p. 2464) : son amendement n° I-203 : information du maire par le commissaire de la République vingt jours avant la saisine du tribunal administratif ; devenu sans objet - (p. 2467) : délai d'information du maire par le représentant de l'Etat de dix à vingt jours après notification et éloignement de la tutelle - Son amendement n° I-204 : suppression des dispositions de cet article relatives à la possibilité d'information du maire par le représentant de l'Etat sur son intention de ne pas déférer au tribunal administratif un acte des autorités municipales ; rejeté - (p. 2471) : se déclare défavorable à l'amendement n° I-298 de M. Roger Romani (suspension à exécution lors de la saisine du tribunal administratif) - Sur l'amendement n° I-140 de M. Louis Perrein (présentation au Parlement d'un rapport du ministre de l'intérieur sur l'exercice du contrôle *a posteriori* des actes des autorités communales par les représentants de l'Etat), son sous-amendement n° I-414 : présentation d'un rapport par le Gouvernement ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (10 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 7** (p. 2560) : se déclare favorable à l'amendement n° I-106 de M. Michel Giraud, rapporteur (difficultés financières exceptionnelles et principe de l'octroi de subventions exceptionnelles par le représentant de l'Etat) - (p. 2561) : analogie avec les prêts accordés par le comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles (CIASI) - **Art. 8** (p. 2564) : soutient l'amendement n° I-320 de M. François Collet (non recours à la chambre régionale des comptes pour la constatation de la non inscription des dépenses obligatoires) - (p. 2565) : se déclare favorable à l'amendement n° I-107 de M. Michel Giraud, rapporteur (caractère de dépense obligatoire pour les seules dépenses légales et correspondant à des dettes certaines, liquides et exigibles).

**Suite de la discussion** - (12 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 10** (p. 2582) : sur l'amendement n° I-75 de la commission des finances (rôle d'arbitre de la chambre régionale des comptes ; fixation par décret des pièces justificatives que le comptable peut exiger), se déclare opposé au sous-amendement n° I-183 de M. Marcel Lucotte (1° caractère d'arrêté de l'ordre de réquisition ; notification

au comptable ; 2° affichage en mairie et notification à la chambre régionale des comptes) - **Art. 11** (p. 2586) : se déclare favorable à l'amendement n° I-116 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression des dispositions de cet article relatives à la répartition des contingents d'aide sociale ; extension des dispositions de la loi aux communautés urbaines) - **Coopération intercommunale** ; cas des communautés urbaines - **Titre II** (p. 2601) : son amendement de coordination n° II-110 : « Titre II - Des droits, des libertés et des responsabilités des départements » ; adopté - **Art. 16** (p. 2602) : soutient l'amendement n° II-274 de M. Louis Souvet (répartition des fonctions administratives à l'échelon départemental, entre le représentant de l'Etat et le conseil général) - (p. 2603) : soutient l'amendement n° II-275 de M. Marc Jacquet, identique à l'amendement n° II-97 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (exercice par le conseil général de ses pouvoirs de décision dans le cadre des lois de la République) - **Art. 17** (p. 2604) : soutient l'amendement n° II-276 de M. Geoffroy de Montalembert, identique à l'amendement n° II-98 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (élection par le conseil général, en son sein, d'une commission départementale exécutive) - **Art. 18** (p. 2609) : soutient l'amendement n° II-284 de M. Christian Poncelet (fixation par décret en Conseil d'Etat de la liste des services de la préfecture transférés à la collectivité départementale) - (p. 2611) : avec le groupe RPR, votera l'amendement n° II-47 de M. Michel Giraud, rapporteur (rôle du président du conseil général comme organe exécutif du département) - **Chapitre II** (p. 2617) : se déclare favorable à l'amendement n° II-56 de M. Michel Giraud, rapporteur (« Chapitre II - Du représentant de l'Etat dans le département »).

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - **Titre II bis (nouveau) après l'art. 44 (suite)** (p. 2730) : nécessité d'une définition claire de la répartition des compétences des charges financières entre les collectivités locales - Application de l'article 40 de la Constitution et absence de discussion sur les amendements de la commission des lois - (p. 2731) : se déclare favorable à l'amendement n° II bis-18 de M. Michel Giraud, rapporteur (caractère obligatoire et répartition des dépenses d'aide sociale entre la commune et le département ; création d'un budget annexe départemental) - (p. 2747) : se déclare favorable à l'amendement n° II bis-44 de M. Michel Giraud, rapporteur (instruction des demandes de permis de construire et mise à la disposition des maires des services départementaux et étatiques ; absence de rémunération) - **Titre III** (p. 2749) : son amendement n° III-93 : intitulé ; « Des droits, des libertés et des responsabilités des régions » ; adopté - **Art. 45** (p. 2752) : soutient l'amendement n° III-176 de M. Michel Maurice-Bokanowski (caractère et mission de la région ; composition et modalités d'élection du conseil régional) - Soutient l'amendement n° III-181 de M. Roger Romani (administration de la région dans le cadre des lois républicaines) - Soutient l'amendement n° III-180 de M. Marcel Fortier (élection au suffrage universel direct du conseil régional pour six ans) - (p. 2754) : soutient l'amendement n° III-185 de M. Henri Belcour (possibilité de coopération interrégionale) - **Après l'art. 45** (p. 2756) : soutient l'amendement n° III-186 de M. Christian Poncelet (fixation par la loi de 1972 des limites et des dénominations régionales ; possibilité de modification à l'initiative du Gouvernement ou des régions) - **Art. 47 bis** (p. 2759) : soutient l'amendement n° III-189 de M. François Collet (représentation des corps sociaux et composition du comité économique et social) - Se déclare favorable à l'amendement n° III-58 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression de cet article concernant la mise en place des nouveaux comités économiques et sociaux) - **Art. 48** (p. 2763) : soutient l'amendement n° III-192 de M. Jacques Valade (intervention économique régionale et accord préalable du département et de la commune) - Soutient l'amendement n° III-191 de M. Bernard-Charles Hugo (attributions économiques et sociales de la région et transformation en collectivité territoriale) - Soutient l'amendement n° III-193 de M. Michel Chauty (possibilité d'intervention de la

région dans les échanges extérieurs avec l'étranger) - **Titre I - Art. 4 (suite)** (p. 2768) : soutient l'amendement n° I-309 de M. Adrien Gouteyron identique à l'amendement n° I-170 de M. Marcel Lucotte soutenu par M. Michel Miroudot (intervention économique communale et protection et développement des intérêts économiques et sociaux) - Son amendement n° I-206 : interventions économiques et menaces graves et durables sur les intérêts économiques et sociaux communaux ; retiré le 18 novembre 1981 - (p. 2769) : soutient l'amendement n° I-310 de M. Michel Caldaguès identique à l'amendement n° I-171 de M. Marcel Lucotte soutenu par M. Michel Miroudot (interventions économiques communales à l'exclusion de services propres destinés à représenter ou à intervenir dans la promotion, l'organisation ou l'animation d'entreprises à but lucratif) - (p. 2770) : son amendement n° I-207 : suppression des dispositions de cet article relatives à la concordance entre interventions économiques communales et plan national ; retiré le 18 novembre 1981 - (p. 2771) : soutient l'amendement n° I-314 de M. Hubert d'Andigné (interventions économiques communales et avis d'une commission économique départementale dont la composition sera fixée par décret en Conseil d'Etat).

**Suite de la discussion** - (18 novembre 1981) - **Titre II - Art. 34 (suite)** (p. 2789) : soutient les amendements n° II-320 de M. Adrien Gouteyron et n° II-321 de M. Christian Poncelet (interventions économiques des départements) - (p. 2790) : son amendement n° II-219 : suppression de cet article relatif aux interventions économiques des départements ; retiré au profit de l'amendement identique n° II-69 de M. Michel Giraud, rapporteur - **Titre III (suite) - Art. 49** (p. 2807) : soutient l'amendement n° III-222 de M. René Tomasini (caractère exécutoire de plein droit des délibérations et arrêtés des autorités régionales et clarification des modalités de saisine du tribunal administratif) - (p. 2808) : soutient les amendements n° III-196 de M. Paul Kauss (notification, dans un délai de 8 jours, des délibérations des autorités régionales au représentant de l'Etat dans la région), n° III-197 de M. Christian de La Malène (rapport annuel au Parlement sur l'exercice du contrôle *a posteriori* des représentants de l'Etat dans les régions) et n° III-198 de M. Christian Poncelet (saisine du tribunal administratif et sursis à exécution de la délibération) - **Art. 50** (p. 2810, 2811) : soutient les amendements n° III-200 de M. Michel Alloncle (élection des membres du bureau du conseil régional au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle) et n° III-202 de M. Roger Romani (délégation du conseil régional à son bureau sur un ordre du jour et pour une durée déterminée) - **Art. 51** (p. 2812) : soutient l'amendement n° III-207 de M. Adrien Gouteyron (rappel des attributions du comité économique et social) - **Titre III bis (nouveau) après l'art. 55** (p. 2820) : sur l'amendement n° III bis-5 de M. Michel Giraud, rapporteur (transfert au département des services de la préfecture nécessaires à la préparation et à l'exécution des délibérations du conseil général), soutient le sous-amendement n° III bis-50 de M. Hubert d'Andigné (établissement par décret de manière exhaustive de la liste des services extérieurs de l'Etat dans le département mis à la disposition du président du conseil général).

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (26 novembre 1981) - **Art. 7** (p. 3152) : soutient l'amendement n° 439 de M. Christian Poncelet (prise en compte des sommes de formation du personnel pour déduction du montant des impôts), ainsi que l'amendement n° 440 de M. René Tomasini (prise en compte des travaux d'amélioration de la forêt comme excédent des dépenses d'investissement) - Soutient les amendements de M. Christian Poncelet n° 398 (déduction fiscale et calcul de l'excédent d'investissements sur la valeur moyenne des deux ou trois derniers exercices) et n° 399 (dirigeants des sociétés mères et prise en compte de l'excédent d'investissements par consolidation des éléments

servant de base au calcul) - (p. 3153) : soutient l'amendement n° 441 de M. René Tomasini (déduction de l'impôt sur les immeubles locatifs des sommes investies dans l'acquisition et la construction de logements) - (p. 3155) : nécessité d'encourager l'investissement industriel - Vote favorable sur l'article 7.

*Deuxième partie :*

**Urbanisme et logement** - (6 décembre 1981) - (p. 3759) : fondation de la charte des villes moyennes historiques ; contrats de pays, aide du fonds d'aménagement urbain (FAU) - Réhabilitation et reconquête du coeur des villes - FAU : aménagement des centres et quartiers existants ; recentrage depuis l'été de son action sur les opérations d'habitations sociales des centres-villes - Poursuite des réalisations entreprises selon les anciennes procédures et maintien des contrats entre l'Etat et les collectivités locales - Accession à la propriété et priorité au secteur locatif - Accession à la propriété ; augmentation des taux d'intérêt et croissance des mensualités - Importance pour l'emploi du secteur du bâtiment - Mesures pour atténuer les effets de la conjoncture ; aménagement des caractéristiques financières des prêts et abaissement de l'annuité initiale - (p. 3760) : réaffectation des masses financières existantes ; 1 % patronal, prêts des caisses d'allocations familiales et des collectivités locales à leurs agents - Réduction des échéances et solvabilité des bénéficiaires - Caractère réglementaire de la réaffectation des masses financières existantes - Possibilité de libération par anticipation des dernières années de remboursement.

**Mer** - (11 décembre 1981) - (p. 4063) : potentialités de la France dans la conquête de la mer et l'exploitation de ses ressources - Projet de loi de finances pour 1982 et création d'une redevance sur les produits extraits des grands fonds marins ; compte d'affectation spéciale ; nodules polymétalliques - Création du Fonds d'intervention et d'action maritime (FIAM) et précisions nécessaires - (p. 4064) : crédits accordés au FIAM - Protection du littoral face à la pollution marine : catastrophe de l'*Amoco Cadiz* ; coordination des moyens de prévention - Intervient au nom de M. Jacques Valade sur les difficultés financières des ports autonomes français ; plan d'équipement des ports pour la réception du charbon et plan de rénovation des équipements portuaires pour le trafic pétrolier ; cas du port autonome de Bordeaux - Avenir de la pêche maritime : formation des pêcheurs ; rôle des comités locaux des pêches - Droits de pêche et quotas - Politique européenne - Renouvellement de la flottille de pêche : plan Icart - Aide du Fonds de développement économique et social (FDES) pour les constructions navales ; aide au bateau d'occasion - Relations entre les pêcheurs professionnels et les plaisanciers.

**BECK (Bernard)**, Premier président de la Cour des comptes

**INTERVENTIONS**

- Dépose sur le bureau du Sénat le rapport annuel de la Cour des comptes (9 juillet 1981) (p. 854).

**BELCOUR (Henri)**, sénateur de la Corrèze (RPR)

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des affaires sociales.

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier la loi n° 73-1193 d'orientation du



commerce et de l'artisanat du 27 décembre 1973 [n° 403 (80-81)] (30 septembre 1981).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière** [n° 367 (80-81)] - (23 septembre 1981) - Art. 3 (p. 1614) : son amendement n° 1 déposé avec M. Louis Souvet : paiement de l'indemnité forfaitaire subordonnée à une condition d'ancienneté minimale ; rejeté - (p. 1616) : importance de la condition minimale d'ancienneté.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

Suite de la discussion - (29 octobre 1981) - Discussion générale (p. 2310) : bouleversement d'une organisation centenaire ; qualité de l'administration locale - Avantages accordés aux élus des grandes villes ; oubli des communes rurales - (p. 2311) : adoption par le Sénat en 1980 du projet de loi sur le développement des responsabilités locales - Suppression d'une tutelle administrative *a priori* fortement allégée - Absence de précisions sur le rôle du sous-préfet - Préférence pour la tutelle *a priori* et contrôle juridictionnel *a posteriori* - Menaces de sanctions de la Cour de discipline budgétaire - Définition précise des compétences et clarification des rapports avec l'Etat - Répartition des services entre le département et l'Etat - Responsabilités nouvelles et moyens financiers ; transferts de ressources et absence de dispositions dans le projet - Budgets communaux et charge de l'indemnité de logement des instituteurs - Communes forestières et exonération de la taxe foncière des propriétés non bâties ayant fait l'objet de boisement récent ; dotation compensatrice.

Suite de la discussion - (5 novembre 1981) - Titre I (suite) - Art. 3 (p. 2465) : soutient l'amendement n° I-297 de M. Amédée Bouquerel (octroi d'un délai de deux mois par le représentant de l'Etat pour la légalisation des actes incriminés) - (p. 2466) : son amendement n° 1-34 : fixation d'un délai de quinze jours pour modification des actes par le maire ; retiré.

Suite de la discussion - (17 novembre 1981) - Titre III - Art. 45 (p. 2754) : son amendement n° III-185 soutenu par M. Marc Bécam : possibilité de coopération interrégionale ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

### Deuxième partie :

**Solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale** - (10 décembre 1981) - (p. 4020) : accroissement important des personnels hospitaliers ; rationalisation préalable des tâches ; difficulté et lenteur des nominations ; problème des médecins et chirurgiens attachés aux hôpitaux - Suppression du secteur privé hospitalier et répercussions sur le fonctionnement des hôpitaux publics - (p. 4021) : existence d'avantages statutaires pour d'autres catégories d'agents publics ou para-publics ; problème des pensions de retraite des médecins hospitaliers - Suppression du secteur privé et fin du versement de la taxe professionnelle et du pourcentage réglementaire aux hôpitaux - Risque d'une baisse dans la qualité des recrutements - Secteur privé hospitalier et regroupement de toutes les catégories sociales au sein de l'hôpital - Menace sur les cliniques privées ; cas de l'attribution des scanographes - Désapprobation des médecins hospitaliers à temps plein - Difficultés d'établissement d'un budget hospitalier ; expériences de budget global ou de prix de journée éclaté ; avenir des centres hospitaliers locaux et des hôpitaux ruraux - Avenir de la médecine libérale ; études de médecine et importance du *numerus clausus* ; démographie médicale et qualité de la médecine - Qualités des cabinets de groupe et du centre de santé agréé - Importance de la prévention, notamment pour la

petite enfance ; centre de protection maternelle et infantile - Médecine scolaire ; renforcement des effectifs et des prérogatives - (p. 4022) : médecine scolaire et compétence du généraliste ; carnet de santé - Rôle important du médecin du travail ; bilan annuel et lutte contre les nuisances dues au travail - Rôle particulier dans la lutte contre l'alcoolisme - Caractère incomplet et superficiel de la politique de santé du Gouvernement - « Tour de France de la santé » du ministre et mise en lumière des seules lacunes du système français.

**BELIN (Gilbert), sénateur du Puy-de-Dôme (S)**

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

Membre suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant abolition de la peine de mort** [n° 385 (80-81)]

Suite de la discussion - (29 septembre 1981) - Discussion générale (p. 1701) : abolition de la peine de mort, déjà décidée par les 20 autres Etats membres du Conseil de l'Europe - Engagement pris par le Président de la République lors de la campagne électorale - Valeur de la vie humaine - Caractère non dissuasif de la peine de mort - Injustice et inégalité dans l'application de la peine de mort au cours des dernières années - (p. 1702) : confiance en l'homme - Avec le groupe socialiste, votera l'abolition de la peine de mort.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

### Deuxième partie :

**Education nationale** - (5 décembre 1981) - (p. 3686) : place importante de l'enseignement technique - Mesures favorables du Gouvernement - Révision des contenus de formation - Développement des tronc communs - Efforts pour la rénovation du matériel et des ateliers - Mise en place de certificats d'aptitude professionnelle (CAP) - Revalorisation des bourses - Association au souhait exprimé par M. Pierret à l'Assemblée nationale pour l'obtention d'une dotation supplémentaire en faveur de l'enseignement technique dans le domaine des bourses - Insuffisance des créations de postes dans l'enseignement technique - (p. 3687) : progression des crédits de l'enseignement technique supérieure à la progression moyenne du budget de l'éducation nationale et volonté du Gouvernement de rattraper le retard de l'enseignement technique - Intervention au nom de M. Georges Dagonia, représentant le département de la Guadeloupe sur le problème des effectifs au lycée de Bimbridge et travaux de construction du lycée de Morne-à-l'eau et de la transformation du collège d'enseignement secondaire (CES) du Lamentin en lycée.

**Départements et territoires d'outre-mer** - (9 décembre 1981) - (p. 3931) : régions d'outre-mer, partie intégrante de la nation française - (p. 3932) : volonté du Gouvernement de rompre avec la politique fondée sur l'assistance et la centralisation - Nouvelle politique d'outre-mer fondée sur le respect de l'identité de chacun, la concertation et la responsabilité - Prise en compte des spécificités de chacun des départements d'outre-mer et territoires d'outre-mer - Loi de décentralisation et responsabilités nouvelles aux élus - Promotion du développement économique et formation professionnelle des jeunes - Mission de M. Aimé Césaire sur les problèmes culturels de l'outre-mer - Intervention au nom de M. Marc Plantegenest concernant les îles de

Saint-Pierre et Miquelon - Question cruciale concernant les transports aériens entre Saint-Pierre et le Canada - Retrait des crédits d'Etat au titre de liaisons aériennes internationales du budget départemental par le conseil général au cours de sa session budgétaire - Projet d'achat par Air Saint-Pierre d'un appareil « Bandeirante » basé à Saint-Pierre pouvant assurer toute l'année le service international et le service intérieur, projet soutenu par le conseil général - Remise en cause des conclusions de la dernière mission menée à Saint-Pierre - Nécessité d'un réexamen de ce dossier - Prix exorbitant du billet d'avion entré la France et Saint-Pierre et Miquelon.

**BENARD MOUSSEAU (Jean)**, sénateur de l'Indre (UREI)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

**BERANGER (Jean)**, sénateur des Yvelines (GD-SRG) -  
*Secrétaire du Sénat*

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière (2 octobre 1981) (p. 1814).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (11 décembre 1981) (p. 4072).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (18 décembre 1981) (p. 4384).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* déposée avec M. André Jouany et les membres de la formation des sénateurs radicaux de gauche tendant à modifier la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974, donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1<sup>er</sup> janvier 1952 et le 2 juillet 1962 [n° 248 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès verbal de la séance du 20 décembre 1980, JO Débats 2 avril 1981) - Anciens combattants.

*Avis* présenté, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Travail [n° 62, tome IV (81-82)] (23 novembre 1981).

#### QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 172 (JO Débats 19 décembre 1981) (p. 4399) à M. le ministre chargé de la fonction publique : **fonction publique**

(politique du gouvernement à l'égard des contractuels de la fonction publique).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 310 (80-81)]**

Suite de la discussion - (23 juillet 1981) - Discussion générale (p. 1061) : emploi - Chômage ; déséquilibre et désordres - (p. 1062) : relance mesurée de l'activité et croissance ; SMIC ; emplois publics ; emploi des jeunes ; logements sociaux ; crédits du fonds de développement économique et social ; rapport constant - Recettes nouvelles et solidarité nationale - Insuffisance des créations d'emplois dans certains domaines : surveillants et personnels d'entretien des établissements secondaires, hôpitaux, aide à domicile, centres sociaux - Emploi des femmes - Inadaptation de la formation professionnelle - Mission de M. Bertrand Schwartz - Association pour la formation professionnelle des adultes - Stages professionnels et collectivités locales - Décentralisation - Retraite - Licenciements - Contrats à durée déterminée - Travail temporaire - Horaires de travail - Europe sociale - Proposition de loi sur la participation de l'encadrement et des autres salariés au conseil d'administration et de surveillance des entreprises - Collectif budgétaire et justice sociale - Hausse du coût du crédit et stratégie économique et financière - Relance de la consommation, de la production, de l'emploi et exportations - Valeur du franc et dévaluation - (p. 1063) : relance économique et solidarité.

- **Projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion [n° 368 (80-81)] - (16 septembre 1981) - Discussion générale (p. 1491) : réponse aux besoins de communication - Accord pour le cadre légal de ce projet de loi - Etablissement d'un minimum de normes juridiques et techniques - Satisfaction concernant le rayon de diffusion - Recettes publicitaires nécessaires à l'existence des radios libres locales - Publicité limitée en temps - Dérogations délivrées après avis de commissions régionales présidées par un membre du tribunal administratif - Moyens modernes de communication - Atout pour réaliser la décentralisation - Position favorable de la formation des radicaux de gauche à ce projet.**

Suite de la discussion - (17 septembre 1981) - Art. 1 (suite) : *Après l'art. 3-2 de la loi du 3 juillet 1972 (p. 1531) : sur l'amendement n° 4 de M. Charles Pasqua, rapporteur (insertion d'un article additionnel 3-2 bis : autorité compétente pour la délivrance des dérogations et composition de la commission consultative), son sous-amendement n° 10, déposé avec M. Félix Ciccolini : création de commissions régionales consultatives comprenant notamment des élus régionaux ; retiré - (p. 1532) : élaboration en cours de la loi sur l'audiovisuel et création prévue d'instances régionales, évoquées par le ministre ; retrait de son sous-amendement n° 10 - Après l'art. 3-6 de la loi du 3 juillet 1972 (p. 1537) : son amendement n° 11 : insertion d'un article additionnel visant à autoriser la publicité dans la limite de 5 minutes par heure d'émission ; modifié (p. 1538) : insertion, dans la loi du 3 juillet 1972, d'un article additionnel visant à autoriser la publicité dans une limite devant être fixée par le cahier des charges après avis de la commission consultative ; réservé ; puis retiré (p. 1545).*

- **Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d'association en ce qui concerne les associations dirigées en droit ou en fait par des étrangers [n° 365 (80-81)] - (22 septembre 1981) - Discussion générale (p. 1594, 1595) : renforcement des libertés, de la participation et du droit d'association - Abrogation du titre-IV de la loi du 1<sup>er</sup> janvier 1901 créé par un décret loi de 1939 - Amélioration du statut des personnes étrangères ; droit d'association et de participation - Inaction de la majorité précédente - Soutien des radicaux de gauche au projet de loi - Richesse**

des échanges culturels et solidarité - Référence à une question écrite posée en octobre 1979. au ministre de l'intérieur.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion - (29 octobre 1981) - Discussion générale (p. 2306, 2307) :** principe de la liberté d'administration des communes et remise en cause par la centralisation - **Projet de loi et redéfinition des pouvoirs de l'Etat et des collectivités locales ;** préparation d'une redistribution des compétences - **Nécessité du cadre communal - Regroupement de communes - Proposition de suppression du contrôle a priori ;** absence de caractère révolutionnaire du projet - **Rôle de conseil des commissaires adjoints de la République - Tutelle exercée par les services techniques et uniformisation des réalisations locales ;** nécessité d'un statut et d'une formation des élus locaux ; **redéfinition du statut des personnels communaux - Décentralisation : choix entre une loi-cadre et une loi relative à la répartition des compétences et des moyens financiers - (p. 2308) :** choix gouvernemental de définir les pouvoirs respectifs des autorités locales et étatiques ; étude ultérieure des statuts et des problèmes financiers - **Intervention économique communale et finances locales ;** collaboration avec le département et la région - **Décentralisation et rôle des citoyens ; associations - Responsabilité locale, départementale, régionale et nationale du maire ;** coordination entre les collectivités - **Projet de loi et concertation avec les élus locaux.**

**Suite de la discussion - (5 novembre 1981) - Titre I (suite) - Art. 3 (p. 2461) :** son amendement n° I-192 soutenu par M. Michel Rigou : réduction du délai de notification des décisions des autorités municipales et du délai de saisine du tribunal administratif ; **rejeté - (p. 2469) :** son amendement n° I-193, déposé avec M. André Jouany et soutenu par M. Michel Rigou : fixation du délai de saisine du tribunal administratif à deux mois ; **devenu sans objet.**

**Suite de la discussion - (12 novembre 1981) - Titre I (suite) - Art. 13 (p. 2593) :** se déclare favorable à l'amendement n° I-119 de M. Michel Giraud, rapporteur (rétablissement de cet article dans une rédaction rendant applicables les dispositions du titre I à la ville de Paris sous réserve des dispositions du code des communes relatives aux attributions du préfet de police) - **Nécessité de donner à Paris un statut de droit commun.**

**Suite de la discussion - (13 novembre 1981) - Titre II (suite) - Art. 22 bis (p. 2656) :** soutient l'amendement n° II-272 de M. France Léchenault (audition du représentant de l'Etat par le conseil général à la demande du président du conseil général) - **Art. 23 (p. 2657) :** soutient l'amendement n° II-273 de M. France Léchenault (réunion du conseil général à la demande de la majorité du bureau ou du tiers du conseil général ; mention de l'ordre du jour sur la convocation et réunion par décret en cas de circonstances exceptionnelles).

**Suite de la discussion - (17 novembre 1981) - Titre III - Art. 45 bis (p. 2756) :** son amendement n° III-215 soutenu par M. Michel Rigou, identique aux amendements n° III-55 de M. Michel Giraud, rapporteur et n° III-216 de M. Paul Girod : suppression de cet article concernant l'application de la loi à la région Corse ; **adopté - Titre I - Art. 4 (suite) (p. 2769) :** son amendement n° I-195, soutenu par M. Michel Rigou : interventions économiques communales et limitation à 10 % des ressources fiscales directes des subventions concernées et à 25 % de la dette pour les garanties d'emprunts ; **retiré le 18 novembre 1981.**

**Suite de la discussion - (19 novembre 1981) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 2888) :** clarté du projet gouvernemental et satisfaction des élus communaux, départementaux ou régionaux - **Liberté des collectivités locales, renforcement du statut des élus et définition des compétences et des moyens financiers - Autonomie des collectivités locales et**

**territoriales - Modification du texte et abstention des radicaux de gauche sur le projet amendé - Défense de la dotation globale d'équipement.**

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Radiodiffusion télévision française - (30 novembre 1981) (p. 3323) :** communication et importance du budget - **Pluralisme de l'information - Héritage : contrôle étatique sur l'audiovisuel et concentration de capitaux érodant le pluralisme d'opinion dans la presse écrite - Encouragement à la création et ouverture sur le monde extérieur - Décentralisation des programmes radiophoniques et télévisés et création de nouveaux centres - Position favorable des radicaux de gauche à l'idée de décentralisation - Radios locales ; utilisation de la publicité - (p. 3324) :** moyens d'expression des jeunes et limitation des dérogations au monopole ; **exemple de Radio Vallée de la Seine (RVS) - Problème de la presse écrite ; aides à la presse d'opinion et défense d'un vecteur de culture - Concurrence presse écrite audiovisuel - Réforme de l'audiovisuel et budget de transition ; confiance du mouvement des radicaux de gauche envers le Gouvernement - Examen des crédits - Art. 65 (p. 3334, 3335) :** se déclare défavorable à l'amendement n° 496 de M. Jean Cluzel, rapporteur spécial (affectation de la moitié des crédits aux sociétés de télévision).

**Relations extérieures - (3 décembre 1981) - (p. 3571) :** satisfaction des sénateurs radicaux de gauche devant la nouvelle politique extérieure de la France - **Création d'un ministère de la coopération et du développement - Nécessité pour la France du développement des relations économiques avec le tiers monde - Budget de la coopération et du développement et objectif de 0,7 % du PNB en 1988 - Aide technique - Moyens de la coopération en matière de formation : bourses, stages - Diversité des formations : recherche dans le domaine agro-alimentaire ; formation d'entrepreneurs - Crédits en faveur des organisations non gouvernementales - Rôle des diplomates français à l'étranger - (p. 3572) :** action de M. Louis Delamare au Liban - **Vote des radicaux de gauche favorable à ce budget.**

**Postes et télécommunications - (4 décembre 1981) - (p. 3635, 3636) :** excédent financier et bénéfices - **Secteur public et dynamique dans la vie économique ; transmission de l'information - Complémentarité des télécommunications et de la poste - Poste : augmentation du trafic du courrier ; encombrements ; conditions de travail des agents ; dégradation du service - Créations d'emplois ; prélèvement exceptionnel et solidarité nationale - Conseil supérieur des PTT - Statut de certaines catégories de personnel : agents des PTT ; situation des auxiliaires ; receveurs-distributeurs ; remplacement des personnels absents - Modernisation des moyens de la poste - Dialogue et concertation avec les personnels et les usagers - Service traditionnel de la poste en milieu rural et modernisme - Développement de l'industrie des télécommunications : extension du réseau téléphonique ; diminution des délais de raccordement ; qualité du service ; facturation individuelle - Techniques nouvelles : fibres optiques ; satellite ; télématique ; système Télétel - Information de l'opinion publique - Vote favorable des sénateurs radicaux de gauche - Examen des crédits - Art. 48 (p. 3645) :** investissements et maintien de l'économie nationale.

**Prestations sociales agricoles - (7 décembre 1981) - (p. 3784) :** progression des crédits du budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) et problème de financement : cotisations et taxe professionnelle de solidarité ; compensation démographique ; concours de l'Etat - **Faiblesse relative de la contribution des agriculteurs comparée à celle des autres régimes sociaux - Exemple de la part des cotisations professionnelles dans le régime de retraite des industriels et commerçants ou dans celui des artisans - (p. 3785) :** accroissement nécessaire de la participation des professionnels au financement du BAPSA : réforme de l'assiette des cotisations - **Revenu cadastral et**

résultat brut d'exploitation (RBE); élevage hors sol et culture spécialisée; barème de cotisation - Déplafonnement et progressivité des cotisations - Connaissance nécessaire des revenus agricoles et réforme de la fiscalité - Compensation démographique du régime général - Etude du Centre de l'agriculture d'entreprise (CENAG) - Rapport du comité d'études sur la fiscalité agricole de juillet 1981 - Vote de la formation des sénateurs radicaux de gauche favorable à l'adoption des crédits du BAPSA.

**Solidarité nationale (suite) - I - Section commune - III - Travail** - (11 décembre 1981) - Rapporteur pour avis - (p. 4102): volonté politique du Gouvernement de lutte contre le chômage - Budget de solidarité et d'action - Dégradation de la situation de l'emploi attestée par les plus récentes statistiques - Catégories de travailleurs frappées par le chômage - (p. 4103): motifs d'inscription à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) - Comparaison du taux de chômage de la France avec celui de ses partenaires européens - Conséquences financières de l'aggravation du chômage: coût du régime d'indemnisation - Fonds national de chômage; subvention de l'Etat à l'Union nationale interprofessionnelle pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) - Situation des chômeurs en fin de droits - Indemnisation du chômage partiel - Politique du Gouvernement en matière d'emploi: augmentation des crédits de l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA); actions de formation du Fonds national de l'emploi (FNE); contrats emploi formation et plan avenir jeunes; rapport Schwartz - Aide à la création d'emplois d'initiative locale; contrats de solidarité et comités locaux pour l'emploi - Réforme de l'ANPE et coordination avec l'action de l'AFPA - Réduction de la durée du travail - Renforcement des droits des salariés - (p. 4104): rapport Auroux sur les droits nouveaux des salariés - Amélioration des relations sociales dans l'entreprise - Observations et propositions de la commission des affaires sociales: chômeurs en fin de droits; chômage partiel; AFPA; formation initiale des jeunes; emploi précaire - Avis favorable à l'adoption des crédits du ministère du travail.

**Vote sur l'ensemble** - (12 décembre 1981) - (p. 4193): approbation de la politique sociale et économique du Gouvernement - Budget: progression du budget de l'éducation nationale; politique culturelle: décentralisation et création; justice; recherche; plan et aménagement du territoire - Opposition au projet modifié par le Sénat - Stimulation de l'économie et déficit - (p. 4194): rôle du Sénat - Justice fiscale et solidarité nationale.

- **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale** [n° 124 (81-82)] - (18 décembre 1981) - **Art. 4** (p. 4377): sur l'amendement n° 1 de M. Louis Boyer, rapporteur (fixation par décret et à intervalles non inférieurs au semestre de la périodicité du plafond applicable aux cotisations d'assurance vieillesse), son sous-amendement n° 15: première année d'application de la modification de la périodicité de la revalorisation du plafond de la sécurité sociale; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution.

**BERCHET (Georges)**, sénateur de la Haute-Marne (GD)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

#### DÉPÔTS

Avis présenté, au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Trans-

ports terrestres [n° 60, tome XVIII (81-82)] (23 novembre 1981).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)] - (28 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 2242): décentralisation - Suppression des tutelles - Rôle de la tutelle comme assistance administrative pour les communes rurales - Tutelle financière et pouvoir des banques - Tutelle technique - Problème de la responsabilité des maires et atténuation nécessaire du projet sur ce point: solitude des maires des communes rurales; excès des sanctions financières prévues - Limitation nécessaire du pouvoir d'intervention des communes en matière économique - Transfert du pouvoir exécutif du préfet au président du conseil général - Clarification et répartition des compétences entre les régions, les départements et les communes; décentralisation régionale et affectation de fonctionnaires dans les régions - Réforme nécessaire de la fiscalité locale.

**Suite de la discussion** - (6 novembre 1981) - **Titre I (suite) - Art. 5** (p. 2530): son amendement n° I-226, soutenu par M. Jacques Pelletier: modification de la définition de la notion d'équilibre réel du budget communal; retiré - (p. 2534): son amendement n° I-228, soutenu par M. Jacques Pelletier: audition du maire ou de son représentant; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (10 novembre 1981) - **Titre I (suite) - Art. 6** (p. 2555): son amendement n° I-230 identique à l'amendement n° I-71 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis: déficit égal ou supérieur à 10 % des ressources et intervention de la chambre régionale des comptes; devenu sans objet.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

#### Deuxième partie:

**Transports** - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - Rapporteur pour avis (Transports terrestres) (p. 3391): problème des transports terrestres - Importance des voitures particulières dans le domaine des voyageurs et des camions dans le domaine du trafic marchandises - Recherche nécessaire d'une complémentarité entre les différents modes de transport - Importance des subventions et compensations versées à la Société nationale des chemins de fer français (SNCF) et à la Régie autonome des transports parisiens (RATP) - Succès du train à grande vitesse (TGV) et projet d'extension vers l'ouest et le nord de la France - Interrogation sur l'incidence de cet équipement sur l'équilibre financier des lignes aériennes intérieures - Importance des charges particulières de retraite à la SNCF - Expiration du contrat d'entreprise de la SNCF et souhait d'une définition de nouveaux axes - Problème de la sécurité des voyageurs de la RATP - Etude sur la prise en charge par les entreprises des dépenses domicile travail - Croissance des crédits affectés aux transports collectifs urbains et cas des villes moyennes - (p. 3392): cas de l'extrémité de l'A 27 - Budget de transition - Problème de l'égalité de traitement des différents modes de transport - Avis favorable au nom de la commission des affaires économiques sur les crédits concernant les transports terrestres.

**BERRIER (Noël)**, sénateur de la Nièvre (S)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Membre suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

## INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 310 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (24 juillet 1981) - **Art. 25** (p. 1149) : rapport constant et chiffrage du retard pris dans les pensions d'anciens combattants - Règlement du contentieux relatif au rapport constant.

– **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Deuxième partie :*

**Anciens combattants** - (30 novembre 1981) - (p. 3354) : son intervention lue par M. *André Méric*.

**BETTENCOURT (André)**, sénateur de la Seine-Maritime (UREI)

## NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à favoriser l'hébergement des personnes âgées dans le milieu familial [n° 349 (80-81)] (rattachée pour ordre à la séance du 31 juillet 1981, JO Débats du 8 septembre 1981).

## INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (10 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 8** (p. 2563) soutient l'amendement n° I-19 de M. Jean-François Pintat (limitation du rôle de la chambre régionale des comptes au constat de la non inscription d'une dépense obligatoire).

**Suite de la discussion** - (13 novembre 1981) - **Titre II (suite)** - **Art. 22 bis** (p. 2655) : sur le droit d'audience du représentant de l'Etat dans le département au conseil général, soutient les amendements n° II-3 de M. Jean-François Pintat et n° II-103 de M. Marcel Lucotte (p. 2656) : soutient l'amendement n° II-18 de M. Michel d'Aillières (audition du représentant de l'Etat dans le département par le conseil général à la demande du Premier ministre ou du président du conseil général) - **Art. 23** (p. 2657) : sur la réunion du conseil général à la demande des deux tiers de ses membres, soutient les amendements n° II-17 de M. Michel d'Aillières et n° II-104 de M. Marcel Lucotte.

– **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Deuxième partie :*

**Relations extérieures** - (3 décembre 1981) - (p. 3566) : convergence et continuité de certains objectifs du nouveau gouvernement avec la politique antérieure : nomination de M. Claude Cheysson comme ministre ; maintien pour l'essentiel de la politique de défense antérieure - Relations Est Ouest : missiles nucléaires SS 20 de l'Union soviétique et projet de fusée américaine - Expansionnisme soviétique en Afghanistan - Vague de pacifisme en Europe et maintien nécessaire de l'équilibre des forces - (p. 3567) : « esprit de Munich » - Fermeté déclarée du nouveau gouvernement et participation des ministres communistes - Construction européenne : déficit budgétaire de la France et politique de rigueur de ses partenaires européens ; dévaluation du franc et taux d'inflation - Problèmes du tiers monde ; aide au

développement - Dialogue Nord Sud : conférence de Cancun - Solidarité internationale - Maintien du privilège en faveur de l'Afrique - Affrontement des grandes puissances dans le tiers monde, en Afrique et en Amérique centrale - (p. 3568) : motifs de crainte et de vigilance.

**BEULLAC (Christian)**, *ministre de l'éducation* (nommé le 5 avril 1978 dans le gouvernement Barre) (JO Lois et décrets 6 avril 1978, p. 1539)

## RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 95 de M. Maurice Janetti : **enseignement secondaire** (situation du lycée Raynaud à Brignolles, Var) (3 avril 1981) (p. 507, 508).

n° 107 de Mme Hélène Luc : **enseignement** (situation de l'enseignement) (3 avril 1981) (p. 508 et suivantes).

**BIALSKI (Jacques)**, sénateur du Nord (S)

## NOMINATIONS

– Secrétaire de la commission des affaires sociales.

– Est nommé membre du conseil supérieur de la mutualité (2 avril 1981) (p. 420).

Est nommé membre du conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine (21 juillet 1981) (p. 950).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (11 décembre 1981) (p. 4072).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur des dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (21 décembre 1981) (p. 4480).

## INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Deuxième partie :*

**Mer** - (11 décembre 1981) - (p. 4066) : création du ministère de la mer - Concurrence des ports étrangers et besoins des ports français - Détournements de trafic ; exemple de Dunkerque et Anvers - Construction navale : chantiers de France Dunkerque ; rôle des régions ; décentralisation - Difficultés de la réparation navale : effort de restructuration ; remboursement des investissements ; incitations nécessaires - (p. 4067) : trafic Trans Manche : développement nécessaire de l'armement français naval SNCF ; importance de la politique commerciale et des investissements en faveur des installations portuaires : modernisation des terminaux - Projet de tunnel sous la Manche - Amélioration nécessaire de la position des ports français par rapport à leurs concurrents étrangers.

– **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale** [n° 124 (81-82)] - (18 décembre 1981) - **Après l'art. 8** (p. 4383) : son amendement n° 10, soutenu par M. Charles Bonifay : réduction des formalités administratives pour l'attribution des prestations familiales ; retiré.

**BIDARD (Danielle)**, sénateur de la Seine-Saint-Denis (C)

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des affaires culturelles.
- Est nommée membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980, modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 14 et 15 de ladite loi (1<sup>er</sup> octobre 1981) (p. 1805).

**DÉPÔTS**

*Rapport* fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 84 (81-82)] adopté par l'Assemblée Nationale, supprimant le caractère obligatoire de la consultation des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement [n° 105 (81-82)] (9 décembre 1981).

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 14 et 15 de ladite loi** [n° 379 (80-81)] - (30 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1762) : loi Sauvage et négation de l'esprit de 1968 : autonomie des universités - Mandarinat - Nécessaire abrogation de la loi Sauvage - (p. 1763) : absence de participation et inexistence de l'autonomie - Election de François Mitterrand et nouvelle cohérence politique - Principales orientations d'une nouvelle politique universitaire - Attente d'un rapport sur la situation des enseignements supérieurs en octobre 1982 - Démocratie et abrogation de la loi Sauvage - Composition et élection des conseils ; rôle des présidents et directeurs et loi de 1968 - Reconnaissance de l'importance des professeurs et nécessité d'une solidarité entre les membres de l'université - Suppression du quorum et responsabilisation des étudiants - Abaissement de l'âge de la majorité légale - Apprentissage de la démocratie par les jeunes citoyens - Information et expression pluraliste - (p. 1764) : instauration d'une juste représentation de tous - Nécessité d'une information sur les élections étudiantes ; vote et problèmes des étudiants salariés - Attente d'explications de la part du Gouvernement sur la mise en place de nouveaux conseils - Formation initiale et formation permanente - Démocratisation de l'instruction ; systèmes d'allocations d'études - Présence et vote de personnels non enseignant au sein des conseils - Problèmes des non titulaires : ingénieurs, techniciens administratifs (ITA), assistants - Transformation en profondeur de l'enseignement supérieur français - Approbation du groupe communiste à la volonté du Gouvernement - **Art. 2** (p. 1769) : se déclare défavorable à l'amendement n° 2 de M. Jacques Habert, rapporteur (interdiction des inscriptions électorales multiples, rétablissement du quorum prévu dans la loi de 1968 pour toutes les catégories d'électeurs dans le cadre des conseils d'université et d'UER) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1774) : vote contre le texte dénaturé par les amendements.

*Deuxième lecture* [n° 406 (80-81)] - (1<sup>er</sup> octobre 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1804) : position du groupe communiste favorable au projet gouvernemental - Texte actuel, première étape d'une loi proposée fin 1982 - Vote défavorable du groupe communiste contre ce projet de loi dénaturé par les amendements adoptés.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (26 novembre 1981) - **Après l'art. 11** (p. 3188) : son amendement n° 32, soutenu par M. Gérard Ehlers : abrogation des dispositions concernant l'avoir fiscal ; retiré.

*Deuxième partie :*

**Recherche et technologie** - (2 décembre 1981) - (p. 3477) : budget 1982 et rupture avec les orientations passées ; sclérose générale et inquiétante de la recherche française - Recherche et développement - Unification et regroupement des différents secteurs de recherche ; objectifs des 2,5 % du produit intérieur brut (PIB) pour l'effort de recherche - Politique de l'emploi scientifique - Préparation d'une loi de programmation pour 1982-1985 - (p. 3478) : assises régionales et concertation avec le monde scientifique - Recherche et amélioration de la vie quotidienne - Equilibre entre recherche fondamentale, recherche appliquée, sciences exactes et sciences humaines et sociales - Faiblesse des crédits de paiement - Importance des liaisons avec l'université - Collaboration avec les pays du Tiers monde - Vote favorable du groupe communiste - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3483) : dégradation de la situation des chercheurs ; chômage et précarité de l'emploi - Collectif budgétaire, budget 1982 et créations de postes - Suppression du statut des ingénieurs, techniciens, administratifs (ITA) - Ouverture des structures du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) - Valorisation des métiers de la recherche - Objectif de chercheurs de haut niveau intégrés dans des équipes de qualité - Inutilisation de certains matériels - Titularisation et mobilité.

**Education nationale** - (5 décembre 1981) - **Examen des crédits - Art. 87 bis** (p. 3696) : son amendement n° 523, soutenu par M. James Marson : réservation à l'intégration des vacataires et autres enseignants exerçant sans emploi budgétaire, d'une partie des emplois créés par la présente loi ; retiré.

**Commerce extérieur** - (10 décembre 1981) - **Examen des crédits** (p. 3997) : lutte contre le déficit commercial - Reconquête du marché intérieur et diversification et accroissement de nos échanges - Vote favorable du groupe communiste-

- **Projet de loi supprimant le caractère obligatoire de la consultation des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement** [n° 84 (81-82)] - (14 décembre 1981) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4214) : suppression du caractère obligatoire de la consultation des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) - (p. 4215) : création des CAUE par la loi du 3 janvier 1977 - Obligation dès 1977 de consultation des CAUE : report et inapplication de ces dispositions - Suppression de l'obligation de consulter et élargissement du rôle pédagogique des CAUE sans recours à l'obligation - Engagement du Gouvernement de renforcer les moyens financiers - Au nom de la commission des affaires culturelles, se déclare favorable à l'adoption du texte de ce projet - **Après l'art. 1** (p. 4216) : accepte l'amendement n° 1 de M. Lucien Delmas, soutenu par M. Félix Ciccolini (extension du bénéfice de l'exemption du recours à un architecte, aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics).

**BILLERES (René)**, sénateur des Hautes-Pyrénées (GD-SRG)

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des affaires culturelles.

**QUESTIONS**

*Questions orales sans débat :*

**n° 120** (JO Débats 15 octobre 1981) (p. 2005) à M. le ministre de l'industrie : **emploi** (problèmes de l'emploi à Ceraver, Usines de Borderès et Bazet - Hautes Pyrénées).

**BLANC (Jean-Pierre)**, sénateur de la Savoie (UCDP)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à accorder aux personnes employant du personnel à des tâches familiales ou ménagères un abattement pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques [n° 78 (81-82)] (26 novembre 1981).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Discussion des articles de la première partie :*

Suite de la discussion - (26 novembre 1981) - **Après l'art. 11** (p. 3191) : son amendement n° 169 soutenu par M. Paul Pillet : revenus inférieurs au plafond de la huitième tranche du barème de l'impôt et déduction des dépenses consacrées au personnel de maison ; retiré.

*Deuxième partie :*

Articles non rattachés à l'examen des crédits - (12 décembre 1981) - **Art. 71** (p. 4160) : soutient l'amendement n° 545 de M. Charles Bosson (protection des logements touristiques banalisés, mis à la disposition d'un organisme de gestion hôtelière ou para-hôtelière) - **Après l'art. 84** (p. 4175) : son amendement n° 540 : dépenses d'investissements engagées par l'Etat et remboursement de la TVA aux collectivités locales ; retiré.

**BLIN (Maurice)**, sénateur des Ardennes (UCDP)

#### NOMINATIONS

- Rapporteur général de la commission des finances.

Membre de droit de la délégation parlementaire pour la Radiodiffusion télévision française.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1981 (24 juillet 1981) (p. 1157).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du deuxième projet de loi de finances rectificative pour 1981 (27 octobre 1981) (p. 2202).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1982 (14 décembre 1981) (p. 4214).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du troisième projet de loi de finances rectificative pour 1981 (17 décembre 1981) (p. 4353).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés (19 décembre 1981) (p. 4428).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions

restant en discussion du quatrième projet de loi de finances rectificative pour 1981 (21 décembre 1981) (p. 4488).

#### DÉPÔTS

*Rapport* fait au nom de la commission des finances sur le projet de **loi de finances rectificative** pour 1981 [n° 310 (80-81)] adopté par l'Assemblée nationale [n° 311 (80-81)] (21 juillet 1981).

*Rapport* fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de **loi de finances rectificative** pour 1981 [n° 327 (80-81)] (28 juillet 1981).

*Rapport général* fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances** pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale [n° 58 (81-82)] (23 novembre 1981).

*Rapport* fait, au nom de la commission des finances, sur le troisième projet de **loi de finances rectificative** pour 1981 [n° 104 (81-82)] [n° 121 (81-82)] (14 décembre 1981).

*Rapport* fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de **loi de finances** pour 1982 [n° 125 (81-82)] (15 décembre 1981).

*Rapport* fait, au nom de la commission des finances sur le projet de **loi de finances** pour 1982 [n° 138 (81-82)] adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture [n° 140 (81-82)] (18 décembre 1981).

*Rapport* fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de **loi de finances rectificative** pour 1981 [n° 146 (81-82)] (18 décembre 1981).

*Rapport* fait au nom de la commission des finances sur le projet de **loi de finances rectificative** pour 1981 [n° 148 (81-82)] adopté pour l'Assemblée nationale en nouvelle lecture [n° 159 (81-82)] (23 décembre 1981).

#### QUESTIONS

*Questions orales avec débat :*

n° 43 (31 juillet 1981) (p. 1318) à M. le ministre chargé de l'énergie : **centrales nucléaires** (arrêt de la construction de la centrale nucléaire de Chooz, Ardennes).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 310 (80-81)] - (22 juillet 1981) - Rapporteur général - **Discussion générale** (p. 1019) : changement politique et projet de loi de finances rectificative ; maintien des dépendances économiques de la France - Aggravation de la situation économique entre mai 1980 et mai 1981 - (p. 1020) : détérioration des indicateurs économiques ; recyclage des pétrodollars et endettement des pays du tiers-monde - Taux d'intérêt américains - Difficultés économiques de la République fédérale d'Allemagne et de la Grande-Bretagne et dynamisme du Japon - Stagnation du produit intérieur brut Français et du pouvoir d'achat - Fléchissement de l'investissement productif - Inflation ; prix alimentaires et services - Aggravation du sous-emploi et comparaison européenne - Ralentissement du déficit extérieur ; taux de pénétration sur le marché intérieur de produits étrangers ; hausse du pétrole et caractère aléatoire des exportations - Bonne tenue du franc et conséquences de l'élection présidentielle - Faiblesse de l'endettement extérieur - Mesures de solidarité nationale : famille, logement, vieillesse, handicapés et anciens combattants - (p. 1021) : déblocage du fonds d'action conjoncturelle - Création d'emplois publics - Accentuation du IIIe pacte

pour l'emploi - Evaluation du déficit budgétaire pour 1981 ; mauvaise appréciation de l'évolution de la dette publique et du montant de l'indemnisation du chômage - Augmentation des crédits au fonds de développement économique et social (FDES) et concours aux entreprises publiques - Taxation exceptionnelle sur les particuliers, les hôtels de luxe ; augmentation des droits de francisation et des taxes sur les frais généraux, le chiffre d'affaires hors taxe des sociétés pétrolières, les dépôts détenus par les banques et la taxe intérieure sur les produits pétroliers - Suppression de la vignette sur les motocyclettes - Suppression du régime fiscal particulier des donations-partages - Relèvement du plafond de l'abattement de l'impôt sur les successions en ligne directe - Déficit global et produit intérieur brut ; comparaison européenne - Collectif budgétaire et absence d'incidences sur l'activité économique et l'emploi ; caractère politique du collectif - (p. 1022) : mesures sociales et inflation - Financement de dépenses durables par des recettes exceptionnelles - Menaces sur l'équilibre des dépenses publiques et comparaison avec le dernier collectif budgétaire - Couverture du déficit et menace sur les prix et le franc - Mesures sociales et efficacité économique ; augmentation des importations - Investissement productif et facteur financier psychologique ; menaces de l'extension du secteur public - Abolition du régime des donations-partages et nécessité d'une réforme globale ; maintien du principe de la donation-partage et problème de l'entreprise industrielle ou agricole - Déficit des entreprises publiques et utilité des créations d'emplois ; cas de la santé et des services sociaux ; conséquences sur l'équilibre des finances publiques et locales et la qualité du recrutement - (p. 1023) : politique de relance économique par la consommation ; échecs étrangers ; conjoncture internationale et faiblesse de l'investissement productif - Accentuation des prélèvements obligatoires - Anticipation dangereuse sur la relance économique - Caractère politique du collectif budgétaire - Modifications proposées par la commission des finances et approbation du projet de loi.

**Suite de la discussion** - (23 juillet 1981) - Rapporteur général - **Avant l'art. 1** (p. 1072) : estime sans objet l'amendement n° 32 de M. Raymond Bourguine (rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur l'état des dettes et créances de la France à l'égard de l'étranger) - Rapport annuel de la commission des finances sur les comptes spéciaux du Trésor - **Art. 1** (p. 1074) : position réservée de la commission des finances sur cet article relatif à la majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu - (p. 1075) : demande le retrait de l'amendement n° 78 de M. Jacques Descours-Desacres (exception la surtaxation de l'impôt sur le revenu pour des recettes de caractère exceptionnel provenant d'une cessation d'activités ou de la réalisation d'aménagements d'utilité publique) - Problème également posé de la taxation des revenus des inventeurs - Son amendement n° 90 : exonération de la surtaxation pour les revenus exceptionnels définis à l'article 163 du code général des impôts et pour les revenus liés à une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique ; adopté - (p. 1076) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de M. Auguste Chupin, soutenus par M. Pierre Vallon, n° 43 (rétablissement de la déduction de l'impôt sur le revenu pour les chefs d'entreprises individuelles, et non à la part des bénéfices réinvestis dans l'entreprise) - Demande le retrait, au profit de son amendement n° 90, des amendements n° 44 de M. Auguste Chupin soutenu par M. Pierre Vallon (non application de la majoration lorsque le seuil est dépassé, en raison de l'imposition d'une plus-value mobilière provenant de l'aliénation du fonds de commerce ou de l'entreprise qui constituait l'instrument de travail) et n° 88 de M. Etienne Dailly (effet de la majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu par référence aux dispositions des articles 150 et 163 du code général des impôts relatives à la possibilité d'étalement de l'imposition des plus-values ou revenus exceptionnels) (p. 1079) : accepte l'amendement n° 57 de M. Jacques Descours-Desacres (allongement du délai accordé pour le paiement de la majoration) - **Après l'art. 1** (p. 1080) : déclare l'article 40

de la Constitution applicable à l'amendement n° 33 de M. Raymond Bourguine (extension aux salariés qui détiennent plus de 35 % des droits sociaux dans l'entreprise, des abattements de l'impôt sur le revenu dont bénéficient tous les autres salariés) - Accepte l'amendement n° 54 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard (augmentation de la déduction fiscale en faveur des assistantes maternelles de la direction des affaires sanitaires et sociales) - **Art. 1 bis** : son amendement n° 18 : suppression de cet article relatif à un prélèvement exceptionnel de 10 % de l'impôt dû pour 1980 sur les entreprises de travail temporaire ; rejeté - **Art. 1 ter** (p. 1082) : intervient sur cet article tendant à supprimer les avantages fiscaux des donations-partages - Caractère contestable de la rétroactivité - Distinction nécessaire entre biens inertes et biens productifs - (p. 1084) : son amendement n° 91 : maintien des avantages fiscaux pour les donations-partages pour la part correspondant à des biens productifs ; adopté - (p. 1086) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 89 de M. Etienne Dailly (maintien des avantages fiscaux pour les donations-partages comportant transmission de la pleine propriété) - Demande le retrait des amendements n° 74 de M. Jean Mercier (maintien des avantages fiscaux pour les donations-partages portant transmission d'une exploitation ou de droits sociaux d'une société) et n° 68 de M. Christian Poncelet (maintien d'un avantage fiscal de 10 % pour les donations-partages portant sur des biens affectés à un usage productif) - Sur son amendement n° 91, accepte le sous-amendement n° 103 de M. Jacques Descours-Desacres (exploitation par le donateur ou par le donataire) (p. 1090) : son amendement n° 92 : fixation de la date d'application de ces dispositions au 25 juillet 1981 au lieu du 9 juillet 1981 ; devenu sans objet - Examen nécessaire par les deux assemblées.

**Suite de la discussion** - (24 juillet 1981) - Rapporteur général - **Art. 2** (p. 1106) : son amendement n° 93 : non application du prélèvement exceptionnel sur les frais généraux aux entreprises de moins de 50 salariés ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 46 de M. Auguste Chupin soutenu par M. Adolphe Chauvin (prélèvement exceptionnel sur les frais généraux et application aux personnes morales) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 45 de M. Auguste Chupin, soutenu par M. Adolphe Chauvin (prélèvement exceptionnel sur les frais généraux « déductibles » du résultat imposable) - (p. 1107) : son amendement n° 94 : non application du prélèvement exceptionnel sur les frais généraux en cas de suspension provisoire de poursuites ; adopté - Son amendement n° 95 : entreprises exportatrices et diminution en proportion du chiffre d'affaires à l'exportation du prélèvement exceptionnel ; adopté - (p. 1108) : demande le retrait de l'amendement n° 47 de M. Auguste Chupin soutenu par M. Adolphe Chauvin (prélèvement exceptionnel sur les frais généraux et relèvement du seuil de recouvrement) - Son amendement n° 96 : suppression des dispositions de cet article prévoyant l'exclusion des charges déductibles du prélèvement exceptionnel sur les frais généraux ; adopté - **Art. 3** (p. 1109) : son amendement n° 97 : suppression des dispositions de cet article excluant des charges déductibles le prélèvement assis sur les dépôts des banques ; adopté - **Art. 4** (p. 1110) : en ce qui concerne la déductibilité du bénéfice imposable du prélèvement exceptionnel sur les entreprises d'hydrocarbures, accepte les amendements identiques n° 36 de M. Jean-François Pintat et n° 50 de M. Michel Chauty, rapporteur pour avis - **Art. 5** (p. 1113) : accepte les amendements identiques n° 11 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Daniel Millaud, et n° 17 de M. Paul Girod (application au taux intermédiaire de la TVA sur les hôtels de luxe) - (p. 1114) : son amendement n° 98 : application au 1<sup>er</sup> octobre 1981, sauf pour les réservations faites avant le 25 juillet, du taux intermédiaire de la TVA sur les hôtels de luxe ; adopté - (p. 1115) : s'oppose à l'amendement n° 29 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Daniel Millaud (application au 1<sup>er</sup> janvier 1982 du taux intermédiaire de la TVA sur les hôtels de luxe) - Accepte, en ce qui concerne l'application au 1<sup>er</sup> janvier 1982 du taux intermédiaire de la TVA sur les hôtels de luxe, les amendements n° 52 de M. Michel Chauty, rapporteur pour avis et n° 69 de M.



Christian Poncelet soutenu par M. Jean Chérioux - (p. 1116) : s'oppose à l'amendement n° 30 de MM. Pierre Vallon et Daniel Millaud (application aux étrangers du taux réduit de TVA) - (p. 1118) : recettes nouvelles et non application de l'article 40 de la Constitution - **Art. 6** (p. 1120) : s'oppose aux amendements identiques n° 37 de M. Jean-François Pintat et n° 76 de M. Bernard Legrand (suppression de cet article prévoyant l'abrogation de la vignette sur les motocyclettes de grosse cylindrée) - **Art. 7** (p. 1123) : son amendement n° 21 identique aux amendements n° 53 de M. Michel Chauty, rapporteur pour avis, n° 77 de M. Bernard Legrand, n° 84 de M. Jean Mercier : suppression de cet article prévoyant une majoration de la taxe de francisation des navires de plaisance ; adopté - **Art. 8** (p. 1135) : s'oppose à l'amendement n° 71 de M. Christian Poncelet soutenu par M. Louis Souvet (suppression de cet article prévoyant le relèvement du taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers) - (p. 1136) : s'oppose à l'amendement n° 73 de M. Jean-François Pintat (pourcentage de majoration de la taxe intérieure sur le mélange butane-propane) - **Art. 10** (p. 1139) : son amendement n° 22 déposé avec M. Henri Goetschy : diminution des crédits de l'Etat B concernant le ministère de la coopération ; retiré - (p. 1140) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 87 de M. Paul Seramy (réduction des crédits du titre III concernant l'éducation) (p. 1141) : son amendement n° 23 déposé avec M. André Fosset qui le soutient : diminution des crédits correspondant à la création d'emplois dans l'administration centrale du travail ; adopté - **Art. 11** (p. 1144) : son amendement n° 24 : suppression de cet article concernant les dotations en capital attribuées à certaines entreprises nationalisées ; retiré - Importance des dotations attribuées - (p. 1145) : amputation des crédits du fonds spécial d'investissement routier (FSIR) - Accepte l'amendement n° 64 de M. Jacques Descours Desacres (réduction des autorisations de programme du titre V, intérieur) - **Art. 22** (p. 1148) : déclare applicable l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 66 de M. Jacques Descours Desacres (embauche par les collectivités locales et bénéfice de la loi de 1979 sur la prise en charge des cotisations patronales) - **Après l'art. 24** (p. 1148) : son amendement n° 99 : modification de la réglementation concernant l'utilisation des dommages de guerre ; abandon du principe de la reconstruction à l'identique ; adopté - **Art. 25** (p. 1150) : accepte l'amendement n° 101 de M. Laurent Fabius, ministre (relèvement de 9 points de la référence indiciaire des pensions militaires d'invalidité) - **Art. 26** : son amendement n° 100 identique à l'amendement n° 67 de M. Jacques Descours Desacres ; rédactionnel ; adopté - Accepte l'amendement n° 79 de M. Jacques Descours Desacres (limitation du montant des emprunts garantis par la France) - **Deuxième délibération** (p. 1151) : accepte la demande de seconde délibération sur l'article 9 et l'état A annexé - **Art. 9** (p. 1153) : accepte l'amendement de coordination n° 105 de M. Laurent Fabius, ministre.

*Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 327 (80-81)] - (29 juillet 1981) - Rapporteur général. - Discussion générale* (p. 1230) : modifications introduites par le Sénat - Allègement des charges des entreprises et effort de solidarité - (p. 1231) : absence de prise en compte presque totale des amendements sénatoriaux - Modalités de la surimposition exceptionnelle sur le revenu - Bénéfice pour les assistantes maternelles d'une réduction sur le revenu perçu depuis janvier 1980 - Prélèvement exceptionnel sur les bénéfices des entreprises de travail temporaire - Suppression de l'incitation fiscale au régime des donations partages ; transmission en pleine propriété des biens industriels, agricoles, artisanaux ou commerciaux - Donations-partages et définition de l'instrument de travail - Taxation exceptionnelle sur les frais généraux de l'entreprise - Prélèvements sur les banques et établissements de crédits - Hausse du taux de la TVA sur les hôtels quatre étoiles luxe - Maintien de la suppression de la vignette moto - Taxation spéciale des aéronefs et des navires de plaisance - Crédit pour la création de postes d'élèves PEGC et d'emplois dans l'administration centrale de la santé - (p.

1232) : suppression de l'obligation d'utilisation à l'identique des crédits pour dommages de guerre - Réaménagement des pensions militaires d'invalidité des victimes de guerre - **Art. 1** (p. 1233) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Laurent Fabius, ministre (non application, à la demande du contribuable, du prélèvement exceptionnel fait sur des revenus du fait d'une expropriation) - **Art. 1 ter** (p. 1234) : accepte l'amendement n° 2 de Laurent Fabius, ministre (imposition des successions et relèvement du seuil d'abattement) - **Art. 9** (p. 1235) : accepte l'amendement d'harmonisation n° 3 de M. Laurent Fabius, ministre - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1236) : dispositions de la commission mixte paritaire éloignées de celles du Sénat - Deux options, adoption texte de la Commission mixte paritaire ou refus afin de faire entendre le sentiment du Sénat.

*Nouvelle lecture [n° 340 (80-81)] - (30 juillet 1981) - Rapporteur général - Discussion générale* (p. 1268) : premier texte fiscal et financier de la nouvelle législature - Rejet de l'ensemble des amendements sénatoriaux - (p. 1269) : disparition de la dotation au profit du fonds spécial d'investissement routier (FSIR), de la non-déductibilité de certaines taxes sur le bénéfice des entreprises - Exclusion des revenus exceptionnels pour la surimposition des hauts revenus - Protection de l'outil de travail et donations-partages - Aggravation de la taxation des frais généraux des grandes entreprises - Coût réel pour le Trésor de l'exonération des revenus exceptionnels - Distinction pour l'imposition des donations-partages entre les biens inertes et les biens productifs - Situation et protection des petites et moyennes entreprises - Relations entre Gouvernement, Assemblée nationale et Sénat - **Art. 1** (p. 1269) : son amendement n° 1 : exclusion des revenus exceptionnels pour la surimposition des hauts revenus ; adopté - **Art. 1 bis A** (p. 1270) : favorable à l'abattement supplémentaire en faveur des assistantes maternelles - **Art. 1 bis** (p. 1270) : favorable au prélèvement exceptionnel sur les entreprises de travail temporaire - **Art. 1 ter** (p. 1271) : son amendement n° 2 : donations-partages et maintien des privilèges fiscaux pour les biens productifs ; adopté - **Art. 2** (p. 1271) : son amendement n° 3 : non application aux entreprises de moins de 50 salariés de la taxation des frais généraux ; adopté - **Art. 9** (p. 1274) : accepte l'amendement de coordination n° 4 de M. André Labarrère, ministre.

- **Questions orales avec débat jointes : politique énergétique** - (2 octobre 1981) (p. 1819) : contradiction entre croissance économique et arrêt du développement électronucléaire français - Absence d'un choix gouvernemental clair - (p. 1820) : département des Ardennes et succès de l'implantation de la centrale franco-belge construite par Euratom - Projet de centrale de Chooz et risques économiques pour le département en cas d'abandon - Situation économique du canton de Givet, lieu d'implantation prévu - Répercussions sur les secteurs du bâtiment et des travaux publics et tertiaire - Implantation d'une centrale et tarifs électriques préférentiels - Centrale de Chooz et maîtrise des conditions d'alimentation en eau de la Meuse - Prolifération nucléaire et qualité des techniques françaises - Fermeture prochaine de la centrale nucléaire franco-belge SENA - Centrale de Chooz et expiration du délai laissé pour la déclaration d'utilité publique - (p. 1821) : situation économique des Ardennes et nécessité de la reprise des travaux à Chooz.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 - Nouvelle lecture [n° 47 (81-82)] - (6 novembre 1981) - Rapporteur général, en remplacement de M. René Tomasini, rapporteur - Discussion générale** (p. 2536) : conclusions de la commission mixte paritaire repoussées par le Sénat le 4 novembre - Rétablissement par l'Assemblée nationale des quatre articles du projet - Maintien de l'opposition de la commission des finances à l'adoption du projet de loi de finances rectificative adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture - **Art. 1** (p. 2537) : soutient l'amendement n° 1 de M. René Tomasini, rapporteur (suppression de cet article relatif à la conversion

des prêts consentis par le Fonds de développement économique et social, FDES, aux sociétés Usinor et Sacilor en actions de ces sociétés).

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (16 novembre 1981) - Rapporteur général - **Titre II bis (nouveau) après l'art. 44** (p. 2707) : clarification des compétences et problème d'application de l'article 40 de la Constitution et de l'article 45 du règlement du Sénat - **Après l'art. 44** (p. 2710) : au nom de la commission des finances, déclare l'article 40 de la Constitution applicable aux amendements n°II bis-3, II bis-4, II bis-5 et II bis-6 de M. Michel Giraud, rapporteur.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

**Discussion générale** - (23 novembre 1981) - Rapporteur général - (p. 3015) : volonté de rupture du Gouvernement exprimée par le projet de budget - Tentative de relance de la croissance - Interrogations sur la valeur des systèmes d'économie libérale et exemples de la République fédérale d'Allemagne et du Japon - Fragilité de l'économie française : chute de la production industrielle ; chômage ; difficultés du commerce extérieur - Diminution des gains de productivité causée par la chute de l'investissement productif - Investissements publics - (p. 3016) : poids des charges sociales - Faiblesse des marges des entreprises - **Projet de loi de finances pour 1982** et optimisme des prévisions économiques sur lesquelles il est fondé - Risque d'inflation - Niveau des taux d'intérêt - Montant de la dette publique - Equipements publics civils - Aide générale à l'industrie et soutien des investissements des entreprises nationalisées - Crédits de l'agriculture - Ministère des PTT - (p. 3017) : concours de l'Etat aux collectivités locales - Fonds spécial d'investissement routier (FSIR) - Créations d'emplois dans le secteur public et alourdissement des dépenses de fonctionnement - Ventilation par ministère : éducation nationale ; recherche ; statut des chercheurs - Créations d'emplois et gonflement du secteur tertiaire ; régionalisation et bureaucratie - Augmentation de la charge des entreprises - Pression fiscale : impôts directs et impôts indirects - (p. 3018) : financement du déficit budgétaire : emprunts ; impôts ; création monétaire - Risque d'inflation - Dépenses inutiles : création de l'office des vins - Aggravation des prélèvements obligatoires et évolution vers une société d'assistance : impôt chômage, non payé par les fonctionnaires ; impôt sur le patrimoine : rapport de la commission Blot Méraud Ventejol ; exonération pour les oeuvres d'art, les biens agricoles et les forêts ; taxation de l'outil de travail et définition des biens professionnels - Foyer fiscal - Nocivité économique de l'impôt sur la propriété - Impôt sur les sociétés : taxation des frais généraux ; taxe professionnelle ; dé plafonnement de la cotisation de sécurité sociale - (p. 3019) : dotation pour investissements - Problème des nationalisations et bilan précis de la situation financière des sociétés nationalisables, entrepris par la commission sénatoriale des finances - Augmentation de la mainmise de l'Etat : politique du crédit ; plan ; grands groupes industriels ; transferts sociaux ; emplois publics - Inquiétude du pays - Décision de la commission de ne pas adopter le projet de loi de finances.

*Discussion des articles de la première partie :*

(24 novembre 1981) - Rapporteur général - **Avant l'art. 2** (p. 3057) son amendement n° 284 : intitulé ; « I - Impôt sur le patrimoine » ; adopté - **Art. 2** (p. 3059) : son amendement n° 286, déposé avec M. Edouard Bonnefous, qui le soutient : fixation pour 1982 du seuil d'assujettissement à l'impôt sur la fortune ; adopté - (p. 3061) : son amendement de coordination n° 285 ; adopté - (p. 3062) : s'oppose à l'amendement n° 382 de M. Christian Poncelet (substitution de la taxe sur la transmission du patrimoine et de la surtaxe sur la fortune de l'héritier ou du donataire aux droits de mutation par décès et aux droits de donation) - S'oppose aux amendements de M. Louis Virapoullé n° 371 (fixation d'un seuil d'exonération en cas de mutation ou de

succession) et n° 372 (possibilité d'imposition séparée pour les personnes mariées, quel que soit leur régime matrimonial) - S'oppose à l'amendement n° 112 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Jacques Mossion (report au 1<sup>er</sup> janvier 1983 de la mise en application de l'impôt sur la fortune) - Sur l'exclusion du champ d'application de l'impôt sur la fortune des biens professionnels s'oppose aux amendements de M. Pierre Ceccaldi-Pavard n° 113, n° 114 et n° 115 - S'oppose à l'amendement n° 322 de M. Louis Virapoullé (exclusion du champ d'application de l'impôt sur la fortune de la valeur de la résidence principale) - (p. 3064) : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 327 de M. Raymond Bourguine (révision annuelle du montant de l'impôt dans le cadre du projet de loi de finances) - (p. 3065) : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 341 de M. Frédéric Wirth, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (actualisation des conventions fiscales) - Son amendement n° 478 : appréciation des conditions d'assujettissement au 1<sup>er</sup> janvier 1982 ; adopté - Accepte l'amendement n° 410 de MM. Paul Girod et Jacques Moutet (prise en compte des conditions les plus favorables en 1982 pour calculer la situation de la famille lors de la déclaration) - **Art. 3** (p. 3066) : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 237 de M. Josy Moinet, soutenu par M. Michel Rigou (déductions fiscales pour les handicapés) - **Après l'art. 2** (p. 3067) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 116 de M. Francis Palmero (indemnisation des français rapatriés d'outre-mer) - **Art. 3** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 120 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Francis Palmero (exclusion du calcul de l'assiette de l'impôt de l'indemnisation des français rapatriés d'outre-mer) - **Après l'art. 2** : son amendement n° 287 : fixation du plafond d'imposition ; rejeté - (p. 3069) : sur la fixation du plafond d'imposition, s'en remet à la sagesse du Sénat sur les amendements n° 328 de M. Raymond Bourguine, n° 117 de M. Francis Palmero, n° 226 de M. Jean-François Pintat, n° 267 de M. Jean-Pierre Cantegrit, n° 57 de M. Maurice Schumann, soutenu par M. Michel Caldaguès - **Art. 6** : sur la fixation du plafond d'imposition, s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 87 de M. Roland du Luart - **Art. 3 (suite)** (p. 3073) : accepte l'amendement n° 60 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (réduction de la valeur de l'habitation principale lors du calcul de l'assiette de l'impôt) - Son amendement n° 288 : assimilation des cas de concubinage notoire aux couples légitimes pour le calcul de l'assiette de l'impôt ; adopté - **Art. 2 (suite)** (p. 3075) : sur la protection des couples légitimes au regard de la déclaration, s'oppose aux amendements n° 327 précédemment réservé de M. Raymond Bourguine, n° 372, précédemment réservé de M. Louis Virapoullé - **Art. 3 (suite)** : sur la taxation des couples mariés, s'oppose aux amendements n° 58 de M. Pierre Sallenave, n° 247 de M. Jacques Descours Desacres, n° 413 de M. Paul Girod, n° 385 de M. Christian Poncelet, n° 275 et n° 276 de M. Michel Giraud, soutenus par M. Louis Souvet.

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1981) - Rapporteur général - **Art. 3** (p. 3095) : s'oppose à l'amendement n° 414 de M. Paul Girod (prise en compte des situations de famille pour le calcul de l'assiette de l'impôt) - Son amendement n° 291 déposé avec M. Christian Poncelet : élévation du seuil concernant les biens industriels et professionnels susceptibles d'être imposés au titre de l'impôt sur le patrimoine ; adopté - (p. 3097) : demande le retrait de l'amendement n° 121 de M. Auguste Chupin, soutenu par M. Marcel Rudloff (exclusion des biens professionnels définis à l'article 4 pour le calcul de l'impôt) - S'oppose à l'amendement n° 76 de M. Roland du Luart (exonération fiscale des biens professionnels pour le calcul de l'impôt sur le patrimoine portée à cinq millions de francs) - Demande le retrait de l'amendement n° 234 de M. Paul Robert, soutenu par M. Jacques Moutet (prévision annuelle des montants dans le cadre du projet de loi de finances) - S'oppose à l'amendement n° 356 de M. Louis Virapoullé, soutenu par M. Marcel Rudloff (prise en compte d'un abattement proportionnel au pourcentage du chiffre d'affaires

fares réalisé à l'exportation pour le calcul de l'impôt concernant les biens professionnels) - Son amendement n° 289, déposé avec M. Geoffroy de Montalembert : justification du passif et article 109 du code de commerce ; adopté - (p. 3099) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 59 de M. Jean-François Pintat (exonération en faveur d'immeubles réservés par un plan d'occupation des sols au profit d'une collectivité publique) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 128 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard (abattement de 50 % sur la valeur des immeubles entrant dans le champ d'application de la loi n° 48-360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948) - (p. 3100) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 282 de M. Jacques Larché, soutenu par M. Michel d'Aillières (exclusion des stocks agricoles de l'assiette de l'impôt sur le capital), n° 77 de M. Roland du Luart (exclusion des stocks nécessaires à l'exercice d'une profession industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale pour le calcul de l'impôt sur le capital), n° 119 de M. Paul Séramy (prise en compte à leur valeur comptable des stocks de vin et d'alcool pour le calcul de l'impôt sur le capital) et n° 384 de M. René Tomasini, soutenu par M. Christian Poncelet (extension aux restaurateurs des dispositions prévues en faveur des propriétaires et négociants concernant les stocks) - Son amendement de coordination n° 290 ; adopté - (p. 3101) : son amendement n° 293 : 1° exonération totale de l'impôt sur le patrimoine des immeubles classés monuments historiques ouverts au public ; 2° exonération à 50 % des mêmes immeubles dans le cas où seuls les parcs et jardins sont ouverts au public ; adopté - - (p. 3104) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 61 de M. Jules Roujon, soutenu par M. Pierre Sallenave (exonération à 50 % des immeubles classés monuments historiques et à 100 % lorsqu'ils sont accessibles au public), n° 248 de M. Jacques Descours Desacres (abattement à 50 % sur les immeubles classés monuments historiques pour le calcul de l'impôt sur le patrimoine), n° 236 de M. Paul Robert (exonération à 50 % des immeubles classés monuments historiques ouverts au public pour le calcul de l'impôt sur le patrimoine), n° 75 de M. Michel Miroudot, au nom de la commission des affaires culturelles (exonération totale de l'impôt sur le patrimoine des immeubles classés monuments historiques ouverts au public, y compris les abords et parcs ; exonération à 50 % des mêmes immeubles non ouverts au public) et n° 125 de M. Pierre Salvi (exonération des immeubles classés monuments historiques ou faisant partie du patrimoine national) - (p. 3108) : son amendement n° 292 : suppression de la restriction en cas de vente pour l'exportation pour le calcul des bases de l'imposition ; adopté - (p. 3109) : s'oppose à l'amendement n° 326 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Michel Miroudot (exonération applicable à la bijouterie et à l'orfèvrerie) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 359 de M. Henri Duffaut (possibilité d'exonération pour les artistes vivants dans le cas d'exportation d'oeuvres d'art) - Demande le retrait de l'amendement n° 9 de M. Henri Caillavet (non prise en compte dans les bases d'imposition à l'impôt sur le patrimoine des oeuvres d'art ou de collection pour les artistes créateurs et producteurs d'oeuvres contemporaines) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 8 de M. Henri Caillavet (non prise en compte des bijoux, objets d'antiquité, d'art ou de collection, pour le calcul de l'impôt sur le patrimoine, sauf dans le cas de vente à l'exportation) - (p. 3110) : s'oppose à l'amendement n° 373 de M. Louis Virapoullé, soutenu par M. Marcel Rudloff (estimation des meubles meublants pour le calcul de l'impôt sur le patrimoine) - (p. 3111) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 412 de M. Paul Girod (non prise en compte de la valeur de capitalisation des droits à retraite de base et de la valeur de capitalisation des rentes viagères), n° 123 de M. Francis Palmero (exonération de l'impôt pour les plans et comptes d'épargne à long terme), n° 374 de M. Louis Virapoullé, soutenu par M. Marcel Rudloff (exclusion de l'assiette de l'impôt des intérêts des dépôts dans les caisses d'épargne dans la limite des sommes exonérées d'impôt sur le revenu), n° 375 de M. Louis

Virapoullé, soutenu par M. Marcel Rudloff (non prise en compte des titres d'emprunts et des obligations de l'Etat et des collectivités locales pour le calcul de l'impôt) et n° 406 de M. Louis Virapoullé, soutenu par M. Marcel Rudloff (prise en compte à la moitié de leur valeur des titres d'emprunts des obligations de l'Etat et des collectivités locales pour le calcul de l'impôt) - (p. 3114) : s'oppose aux amendements n° 79 de M. Roland du Luart (évaluation des terres plantées en vignes, en mûriers et en arbres fruitiers selon les modalités de l'article 1509-II du code général des impôts) et n° 126 de M. Paul Séramy (exclusion du calcul de la valeur du patrimoine des biens à usage des sports équestres) - (p. 3115) : son amendement de coordination n° 480 ; adopté - Art. 4 (p. 3116) : son amendement n° 294 déposé avec M. Jacques Descours Desacres qui le soutient : prise en compte comme biens professionnels des biens nécessaires à l'exercice d'une activité principale tant par leur propriétaire que par le conjoint de celui-ci ; adopté - S'oppose aux amendements n° 80 de M. Roland du Luart (définition des biens professionnels étendue aux biens nécessaires à l'exercice d'une profession industrielle, commerciale, artisanale ou agricole destinés à la location), n° 139 de M. Alphonse Arzel, soutenu par M. Jacques Mossion (considération comme biens professionnels des biens nécessaires à l'exercice d'une profession industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale) et n° 136 de M. Auguste Chupin, soutenu par M. Francis Palmero (modification de la définition des biens professionnels) - (p. 3117) : s'oppose à l'amendement n° 131 de M. Jacques Mossion (prise en compte comme biens professionnels des parts de sociétés de personnes dont les bénéficiaires sont soumis à l'impôt sur le revenu dans la catégorie des bénéficiaires agricoles, des bénéficiaires industriels ou commerciaux ou des bénéficiaires non commerciaux) - (p. 3118) : s'oppose à l'amendement n° 257 de MM. Charles de Cuttoli et Paul Girod (prise en compte comme biens professionnels des parts de sociétés civiles constituées entre époux, parents ou alliés dans la même ligne, pour la fraction de leur valeur correspondant aux biens loués en vue de l'exercice d'une profession libérale à titre principal par l'un des conjoints) - S'oppose à l'amendement n° 274 de M. Michel Giraud, soutenu par M. Michel Chauty (prise en compte comme biens professionnels des parts du gérant minoritaire et du principal actionnaire) - Son amendement n° 295 : prise en compte comme biens professionnels des actions des sociétés représentant plus de 75 % des autres biens soumis à l'imposition ; adopté - (p. 3121) : son amendement n° 479 : prise en compte comme biens professionnels des sociétés holdings ; adopté - S'oppose aux amendements n° 133 de M. Francis Palmero (prise en compte comme biens professionnels des actions détenues indirectement), n° 407 de M. Jacques Larché, soutenu par M. Michel d'Aillières et n° 135 de M. Pierre Lacour (élargissement de la base familiale à partir de laquelle serait calculée l'assiette des biens professionnels), n° 24 de M. Pierre Gamboa, soutenu par M. Camille Vallin (rétablissement du critère de participation majoritaire dans une société pour bénéficiaire de la franchise relative aux biens professionnels) et n° 388 de M. Christian Poncelet (remplacement du critère de nécessité par celui d'affectation pour l'appréciation de la qualité des biens professionnels) - Accepte les amendements n° 132 de M. Francis Palmero et n° 51 de M. Yves Durand (extension de la prise en compte comme biens professionnels pour le propriétaire qui exerce ses fonctions à titre principal dans une ou plusieurs sociétés ayant la même nature d'activité) - (p. 3123) : s'oppose à l'amendement n° 134 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Paul Pillet (prise en compte comme biens professionnels des actions détenues par les salariés au sein de leur entreprise) - (p. 3124) : s'oppose aux amendements identiques n° 62 de M. Philippe de Bourgoing, soutenu par M. Jacques Descours Desacres, et n° 129 de M. René Tinant, soutenu par M. Francis Palmero (extension du régime prévu pour les biens professionnels à l'ensemble des biens ruraux loués par un bail écrit, enregistré, sous réserve de conformité au statut du fermage) - - Accepte les amendements n° 81 de M. Roland du Luart (prise en compte comme biens profession-

nels des parts de groupements fonciers agricoles, GFA) et n° 225 de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. Michel Miroudot (prise en compte comme biens professionnels des apports en numéraire) - S'oppose à l'amendement n° 437 de M. Jean Amelin (prise en compte comme biens professionnels des vignobles d'appellation contrôlée) - (p. 3127) : s'oppose à l'amendement n° 82 de M. Roland du Luart (prise en compte comme biens professionnels des biens personnels ayant fait l'objet d'une sûreté réelle en vue de l'achat de biens professionnels) - (p. 3128) : s'oppose à l'amendement n° 84 de M. Roland du Luart (prise en compte comme biens professionnels de la « maison de maître » qui donne son nom à un vignoble) - Son amendement n° 296 déposé avec M. Christian Poncelet, qui le soutient : prise en compte comme biens professionnels des parts détenues dans un groupement forestier ; adopté - **Après l'art. 4** (p. 3130) : accepte l'amendement n° 150 de M. Pierre Croze (prise en compte comme biens professionnels des biens agricoles des invalides et handicapés qui ne peuvent les exploiter eux-mêmes) - Accepte l'amendement n° 141 de M. Raymond Poirier, soutenu par M. Marcel Rudloff (non prise en compte de l'indemnisation d'un préjudice moral ou corporel pour le calcul de l'impôt sur le patrimoine) - **Art. 5** (p. 3131) : son amendement n° 297 déposé avec M. Yves Durand, qui le soutient : prise en compte des biens grevés d'un usufruit dans le patrimoine du nu-propriétaire pour le calcul de l'impôt sur le patrimoine ; adopté - (p. 3135) : son amendement n° 298 déposé avec M. Christian Poncelet : non prise en compte dans le patrimoine de l'usufruitier pour le calcul de l'impôt sur la fortune des biens ayant fait l'objet d'un don ou legs à l'Etat, aux départements, aux communes et aux établissements publics nationaux à caractère administratif ; adopté - (p. 3136) : s'oppose à l'amendement n° 332 de M. Raymond Bourguin (exemption de l'impôt pour les placements financiers situés en France) - **Art. 6** (p. 3137) : son amendement n° 300 déposé avec M. Jacques Descours Desacres : prise en compte dans le calcul du bien imposable de la situation de famille du contribuable ; adopté - Son amendement de coordination n° 299 ; adopté - Son amendement de coordination n° 301 ; adopté - (p. 3138) : demande le retrait de l'amendement n° 54 de M. Georges Lombard (indexation des tranches du barème de l'impôt sur le patrimoine) - S'oppose à l'amendement n° 25 de M. Pierre Gamboa (adjonction d'une tranche supplémentaire dans le barème d'imposition sur le patrimoine) - Accepte l'amendement n° 397 de M. René Tomasini, soutenu par M. Christian Poncelet (non mise en recouvrement des impôts inférieurs à 1000 F) - (p. 3140) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 447 de M. Geoffroy de Montalembert (application pour le calcul de l'imposition sur le patrimoine des abattements prévus pour le calcul de l'impôt sur le revenu concernant le conjoint et les enfants).

**Suite de la discussion** - (26 novembre 1981) - Rapporteur général - **Art. 7** (p. 3153) : s'oppose aux amendements n° 89 de M. Roland du Luart (possibilité de déduction du montant des impôts d'une somme égale au montant des investissements en biens professionnels), n° 417 de M. Paul Girod (montant de l'impôt et possibilité de déduction des investissements nets en biens vivants) et n° 26 de M. Pierre Gamboa (déduction fiscale pour excédent d'investissements et conditions de l'accroissement des effectifs) - S'oppose aux amendements de M. René Tomasini, soutenus par M. Marc Bécam, n° 440 (prise en compte des travaux d'amélioration de la forêt comme excédent des dépenses d'investissement) et n° 441 (déduction de l'impôt sur les immeubles locatifs des sommes investies dans l'acquisition et la construction de logements) - S'oppose à l'amendement n° 153 de M. Marcel Daunay (déduction fiscale liée aux investissements et extension à l'accroissement du cheptel vif) - Accepte l'amendement n° 399 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. Marc Bécam (dirigeants des sociétés mères et prise en compte de l'excédent d'investissements par consolidation des éléments servant de base au calcul) - Accepte les amendements identiques n° 152 de M. Francis Palmero, soutenu par M. Marcel Rudloff, n° 221 de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. Jacques

Descours Desacres et n° 268 de M. Pierre Cantegrit, soutenu par M. René Touzet (montant de l'impôt et déduction du montant de l'investissement net en biens professionnels amortissables réalisés par l'entreprise et ses filiales) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de M. Christian Poncelet, soutenus par M. Marc Bécam, n° 398 (déduction fiscale et calcul de l'excédent d'investissements sur la valeur moyenne des deux ou trois derniers exercices) et n° 439 (prise en compte des sommes de formation du personnel pour déduction du montant des impôts) - (p. 3154) : s'oppose à l'amendement n° 428 de M. Paul Girod (déduction fiscale pour excédent d'investissements supérieure au montant de l'impôt ; déductibilité des crédits d'impôt obtenus) - **Après l'art. 7** (p. 3156) : s'oppose aux amendements n° 90 de M. Roland du Luart (impôt sur les sociétés et déduction du montant de l'impôt sur les grandes fortunes dû sur des biens affectés à une profession) et n° 230 de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. Jacques Descours Desacres (déductibilité de l'impôt sur la fortune des investissements affectés à des fonds ruraux donnés à bail) - S'oppose à l'amendement n° 442 de M. Christian Poncelet (déductibilité de l'impôt sur la fortune des taxes payées sur le patrimoine) - (p. 3157) : s'oppose à l'amendement n° 451 de M. Paul Séramy, soutenu par M. Marcel Rudloff (monuments classés ou inscrits et déduction du montant des biens ou sommes consacrés à l'entretien et à la rénovation) - **Art. 8** (p. 3158) : accepte les amendements identiques n° 252 de M. Jacques Descours Desacres et n° 418 de MM. Paul Girod et Jacques Moutet (suppression des dispositions de cet article concernant les pénalités applicables pour défaut de déclaration relative à l'impôt sur la fortune) - S'oppose à l'amendement n° 445 de M. Christian Poncelet (décès du contribuable et déduction des droits de succession des sommes versées au titre de l'impôt sur le patrimoine) - S'oppose à l'amendement n° 446 de M. René Tomasini (évaluation du patrimoine et calcul de l'impôt ; déduction des frais nécessités pour recours à des conseils juridiques ou fiscaux) - **Art. 9** (p. 3160) : son amendement de coordination n° 302 ; adopté (p. 3161) : accepte l'amendement n° 409 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. Roland du Luart (impôt sur le patrimoine et abattement pour les parts des groupements forestiers et des groupements fonciers agricoles) - S'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 419 de M. Paul Girod (loi du marché et établissement de la valeur vénale des biens ; litiges et charge de la preuve à l'administration) - **Art. 10** (p. 3164) : quant à l'application de l'impôt sur la fortune aux bons émis à compter de la date d'entrée en vigueur de la loi de finances, son amendement n° 303 ; retiré et reprend l'amendement n° 231 de M. Jean-François Pintat ; adopté - Son amendement de coordination n° 304 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 233 de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. Jacques Descours Desacres (impôt sur la fortune et diminution du taux de prélèvement sur les bons anonymes) - **Art. 10 bis** (p. 3165) : son amendement de coordination n° 305 ; adopté - **Après l'art. 10** (p. 3171) : s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Camille Vallin, soutenu par M. Paul Jargot (établissement d'une étude gouvernementale pour la création d'un impôt sur le capital des sociétés en fonction de leur actif net réévalué) - S'oppose à l'amendement n° 255 de M. Paul Jargot (imposition des revenus de placements effectués au titre d'un contrat d'assurance-vie) - **Art. 11** (p. 3174) : s'oppose à l'amendement n° 28 de M. Camille Vallin, soutenu par M. Paul Jargot (barème de l'impôt sur le revenu et établissement d'une tranche d'imposition à 65 %) - (p. 3176) : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 357 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard (enfants de moins de 25 ans inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi et prise en compte comme personne à charge au titre de l'impôt sur le revenu) - S'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 104 de M. Jacques Mossion (impôt sur le revenu et augmentation des déductions fiscales des personnes âgées de moins de 65 ans et des invalides aux revenus modestes) - (p. 3177) : s'oppose à l'amendement n° 29 de Mme Marie-Claude Beaudeau (extension du bénéfice de la déduction pour frais de garde

à tous les couples exerçant une activité professionnelle) - (p. 3180) : accepte les amendements de M. Paul Girod n° 421 (suppression des dispositions de cet article concernant le plafonnement de la demi-part de réduction d'impôt sur le revenu), n° 422 (réduction d'impôt d'une part pour les foyers fiscaux d'une seule personne et de deux parts pour les foyers fiscaux d'au moins deux personnes) et n° 240 (absence de plafonnement pour la demi-part supplémentaire pour le 3<sup>e</sup> enfant) - Accepte les amendements identiques n° 449 de M. René Tomasini, soutenu par M. Michel Chauty et n° 98 de M. Jean Cauchon, soutenu par M. Marcel Rudloff (non application du plafonnement de la réduction d'une demi-part d'impôt aux demi-parts additionnelles attribuées aux enfants invalides) - Accepte l'amendement n° 109 de M. Jean Cauchon, soutenu par M. Marcel Rudloff (hausse du plafonnement de la demi-part de réduction d'impôt sur le revenu) - S'oppose aux amendements n° 108 de M. André Rabineau, soutenu par M. Paul Pillet (indexation sur la hausse des prix du plafonnement de la demi-part de réduction d'impôt sur le revenu) et n° 163 de M. François Collet (indexation sur la 7<sup>e</sup> tranche du barème de l'impôt sur le revenu du plafonnement de la demi-part de réduction d'impôt) - (p. 3181) : accepte l'amendement n° 99 de M. Jean Cauchon, soutenu par M. Paul Pillet (rattachement d'enfants majeurs au foyer fiscal et augmentation de l'avantage fiscal accordé) et s'oppose à l'amendement n° 107 de M. Jean Cauchon, soutenu par M. Paul Pillet (demi-part supplémentaire de quotient familial pour au moins deux enfants à charge ; compensation de recettes) - (p. 3182) : s'oppose à l'amendement n° 31 de Mme Monique Midy (conjoint marié invalide et augmentation d'une demi-part du quotient familial ; compensation de recettes) - Son amendement n° 306 : suppression des dispositions de cet article prévoyant une augmentation du taux de la TVA sur la nourriture pour les animaux familiers ; réservé puis non retenu dans le vote demandé par le Gouvernement en application de l'article 42 du règlement du Sénat - (p. 3183) : accepte l'amendement n° 476 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. François Collet (suppression des dispositions de cet article augmentant le taux de la TVA sur la nourriture pour les animaux familiers ; création d'une taxe à l'importation sur les automobiles provenant de pays autres que ceux de la CEE) - S'oppose aux amendements n° 376 de MM. Jacques Pelletier et Paul Girod (augmentation du taux de la TVA sur les achats de perles et de pierres précieuses) et n° 13 de M. Robert Schmitt, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (majoration de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance) - (p. 3184) : s'oppose à l'amendement n° 66 de M. Paul Guillard, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (déduction fiscale pour dépenses engagées par l'emploi de personnel de maison ; compensation de recettes) - (p. 3185) : déclare applicable l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 158 de M. Charles Ferrant, soutenu par M. Paul Pillet (impôt sur le revenu et augmentation des déductions du plafond pour les intérêts des emprunts contractés pour la construction de l'immeuble) - S'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 164 de M. Pierre Salvi, soutenu par M. Paul Pillet (application aux pensions de retraite et d'invalidité des déductions fiscales relatives aux frais inhérents à la fonction ou à l'emploi) - S'oppose à l'amendement n° 165 de M. Pierre Salvi, soutenu par M. Paul Pillet (suppression des dispositions du code général des impôts instituant un abattement de 10 % pour l'imposition des pensions et retraites ; compensation de recettes) - (p. 3186) : déclare applicable l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 241 de M. Jacques Moutet, soutenu par M. Paul Girod (réévaluation du plafond de la déduction forfaitaire supplémentaire applicable aux voyageurs-représentants et placiers de commerce ou d'industrie ; compensation de recettes) - Après l'art. 11 (p. 3188) : s'oppose à l'amendement n° 32 de Mme Danièle Bidard, soutenu par M. Gérard Ehlers (abrogation des dispositions concernant l'avoir fiscal) - (p. 3189) : s'oppose à l'amendement n° 33 de M. Hector Viron, soutenu par M. Pierre Gamboa (demandeurs d'emploi et possibilité du

report du paiement de leur impôt jusqu'à la reprise d'activités ; compensation de recettes) - (p. 3191) : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 171 de M. Marcel Rudloff, soutenu par M. Pierre Ceccaldi-Pavard (réévaluation de l'abattement octroyé aux adhérents des associations agréées des professions libérales) - (p. 3192) : s'oppose à l'amendement n° 424 de M. Paul Girod (conjoint percevant un revenu et déduction des dépenses de frais de garde pour les enfants à charge de moins de trois ans ; création d'une taxe différentielle sur les motocyclettes) - Art. 11 bis (p. 3194) : son amendement n° 307 : suppression de cet article relatif à l'obligation de déclaration annuelle à l'administration fiscale pour toute personne versant des traitements ou salaires ; adopté - Circulaire du 11 mai 1950 et possibilité d'abrogation sans texte législatif - Art. 12 (p. 3195) : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 67 de M. Michel Miroudot, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu en 1981 inférieure à 50000 F et bénéfice d'une décote sur cette majoration) - S'oppose à l'amendement n° 465 de M. René Tomasini, soutenu par M. François Collet (non application de la majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu de 1981 aux retraités et veuves de retraités).

Suite de la discussion - (27 novembre 1981) - Rapporteur général - Art. 13 (p. 3209) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 173 de M. Paul Séramy, soutenu par M. Daniel Millaud (suppression de cet article relatif à la diminution des taux des déductions forfaitaires applicables aux revenus fonciers) et pour les amendements n° 174 de M. Alphonse Arzel et n° 175 de M. Henri Le Breton, soutenus par M. Adolphe Chauvin (modification du taux de la déduction forfaitaire applicable aux revenus fonciers) - Art. 13 bis : son amendement n° 308 : suppression de cet article, introduit par l'Assemblée nationale, qui institue une taxation exceptionnelle des bénéfices réalisés en 1981 par les syndicats et administrateurs judiciaires ; adopté - (p. 3210) : s'oppose à l'amendement n° 324 de M. Daniel Millaud (taxation des ouvrages écrits par des personnalités exerçant leurs activités à la télévision française) - Après l'art. 13 bis : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 176 de M. Dominique Pado, soutenu par M. Adolphe Chauvin (exonération de la taxe d'habitation pour les emplacements de stationnement non couverts) - Art. 14 (p. 3212) : dispositions de l'article 14 relatives à la taxation des frais généraux - Son amendement n° 309 : exonération de la taxation des frais généraux engagés pour l'exportation ; adopté - Son amendement n° 310 : exonération de la taxation des frais généraux pour les petites et moyennes entreprises nouvelles ; adopté - (p. 3213) : s'oppose à l'amendement n° 261 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard (suppression de la taxation des frais généraux pour les assujettis à l'impôt sur les bénéfices non commerciaux) et demande le retrait de l'amendement n° 178 de M. Auguste Chupin, soutenu par M. Adolphe Chauvin (limitation de la taxation des frais généraux aux entreprises de plus de cinquante salariés) - (p. 3214) : s'oppose aux amendements n° 473 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. Michel Chauty (estimation des frais généraux en fonction du chiffre d'affaires des entreprises et notamment de la part du chiffre d'affaires réalisée à l'exportation) et n° 181 de M. Paul Séramy (suppression de la taxation des frais généraux des entreprises en ce qu'elle concerne les frais de restaurant) - (p. 3215) : accepte l'amendement n° 362 de M. Henri Duffaut (taxation des frais généraux et substitution de la notion de dirigeants ou cadres de direction à la notion de personnes les mieux rémunérées) - (p. 3216) : son amendement n° 311 : taxation des frais généraux : suppression de la taxation des frais de congrès et manifestations assimilées ; retiré au profit de l'amendement n° 5 déposé par M. Paul Malassagne, au nom de la commission des affaires économiques, et soutenu par M. Michel Chauty, président de cette commission (taxation des frais généraux : suppression de la taxation des frais de congrès et manifestations assimilées et limitation de la taxation des frais de croisière et de voyage) - (p. 3219) : s'en remet à la sagesse du Sénat

pour l'amendement n° 364 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, soutenu par M. Henri Duffaut (taxation des frais généraux : déduction des frais se rapportant à l'exercice d'une fonction représentative syndicale ou professionnelle et des frais d'inscription et de participation à des congrès ou manifestations d'intérêt général professionnel ou ayant pour objet la formation ou le perfectionnement des participants) - (p. 3220) : s'oppose à l'amendement n° 263 de M. Marcel Rudloff, soutenu par M. Adolphe Chauvin (taxation des frais généraux : multiplication des seuils d'imposition dans le cas de sociétés civiles professionnelles ou d'associations agréées) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 472 de M. René Tomasini, soutenu par M. Michel Chauty (taxation des frais généraux : exonération des entreprises qui réalisent plus de 25 % de leur chiffre d'affaires à l'exportation) - (p. 3221) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 466 de M. René Tomasini, soutenu par M. Michel Chauty (taxation des frais généraux : modulation du taux de la taxe selon le montant des dépenses engagées) - S'oppose à l'amendement n° 183 de M. François Dubanchet, soutenu par M. Adolphe Chauvin (réduction de 30 à 10 % du taux de la taxation des frais généraux) - S'oppose à l'amendement n° 180 de M. André Rabineau, soutenu par M. Adolphe Chauvin (déductibilité pour le calcul de l'assiette de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés) - (p. 3222) : s'oppose à l'amendement n° 468 de M. René Tomasini, soutenu par M. Michel Chauty (rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur l'application de la taxation de certains frais généraux et sur ses conséquences) - Après l'art. 14 (p. 3223) : s'oppose à l'amendement n° 35 de M. Pierre Gamboa (taux réduit de la TVA sur les véhicules automobiles des personnes handicapées ; contrepartie dans le plafonnement des sommes admises en déduction de l'impôt sur les sociétés) - Art. 14, bis (p. 3224) : son amendement n° 312 : suppression de cet article instituant un prélèvement sur les bénéfices des entreprises de travail temporaire ; adopté - Art. 16 bis (p. 3225) : son amendement de coordination n° 313 ; adopté - Son amendement n° 314 : suppression de l'indexation de la redevance communale et départementale sur les hydrocarbures ; retiré - Après l'art. 16 bis (p. 3227) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 347 de M. André Bohl (taux des redevances communales des mines pour le charbon) - Art. 17 (p. 3229) : son amendement n° 315 : fiscalité des sociétés de promotion immobilière : suppression du caractère rétro-actif de la définition des entreprises redevables du prélèvement sur les profits réalisés à l'occasion d'opérations de construction-vente ; adopté - Loi du 29 juin 1971 et interprétation de l'administration ; jurisprudence du Conseil d'Etat - Après l'art. 17 (p. 3230) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 368 de M. Henri Duffaut (redevance sur les éditions de livres au profit du Centre national des lettres : relèvement du seuil d'exonération des petits éditeurs) - Avant l'art. 18 (p. 3231) : s'oppose à l'amendement n° 453 de M. René Tomasini, soutenu par M. Michel Chauty (suppression de la TVA sur les produits alimentaires de première nécessité ; compensation par la taxation à due concurrence de l'importation de motocycles des pays autres que ceux de la CEE) - Art. 18 (p. 3232) : s'oppose à l'amendement n° 190 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Marcel Lemaire (suppression de cet article relatif au montant et à l'indexation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers) - (p. 3233) : son amendement n° 316 : augmentation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers, sans indexation ; adopté - Après l'art. 18 (p. 3237) : intérêt de la commission des finances pour les amendements n° 243 et n° 245 de MM. Josy Moinet et Michel Rigou (non application de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers aux carburants utilisés par les services de transports scolaires) - Art. 19 (p. 3239) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 265 de M. Paul Séramy (exonération de la TVA pour les soins dispensés par les vétérinaires aux gros animaux domestiques et pour les sociétés de protection animale) - Art. 20 (p. 3242) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 197 de M. Pierre Schiélé

(liberté d'option pour les publications non quotidiennes entre l'assujettissement à la TVA sur les ventes au taux de 4 % et l'exonération de cette taxe avec maintien de la taxe sur les salaires) et n° 337 de MM. Christian Poncelet et Paul Séramy (liberté d'option pour les publications non quotidiennes entre l'assujettissement à la TVA sur les ventes au taux de 4 % et l'exonération de cette taxe avec maintien de la taxe sur les salaires ; contrepartie financière dans le relèvement de la taxe sur les films pornographiques) - Déclare l'article 40 de la Constitution applicable à l'amendement n° 197 - Après l'art. 20 (p. 3243) : intérêt de la commission des finances pour l'amendement n° 198 de M. Daniel Millaud (taux réduit de la TVA pour les hôtels de luxe quatre étoiles) ; opposition au gage proposé (augmentation des droits sur les alcools) - Art. 22 (p. 3247) : déclare l'article 40 de la Constitution applicable à l'amendement n° 200 de M. Jacques Mossion (taxe différentielle sur les véhicules à moteur : suppression de la taxe pour les véhicules de moins de six CV) - S'oppose à l'amendement n° 460 de M. René Tomasini, soutenu par M. Jean Chérioux (suppression de la taxe pour les véhicules d'une puissance inférieure ou égale à 4CV ; contrepartie financière dans une taxe à l'importation sur le matériel photo en provenance des pays autres que ceux de la CEE) - (p. 3248) : demande le retrait de l'amendement n° 461 de M. René Tomasini, soutenu par M. Jean Chérioux (taxe différentielle sur les véhicules à moteur : atténuation du prix pour les familles nombreuses) - (p. 3249) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 405 de M. Jacques Habert (taxe spéciale sur les véhicules de plus de 16 CV : atténuation du tarif, notamment pour les véhicules ayant plus de six ans d'âge) - Accepte l'amendement n° 201 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Francis Palmero (taxe différentielle sur les véhicules à moteur : rétablissement de la taxation des motocyclettes) - Art. 23 (p. 3251) : s'oppose à l'amendement n° 203 de M. Charles Ferrant, soutenu par M. Francis Palmero (suppression de cet article relatif à la taxation des navires de plaisance) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 204 de M. Francis Palmero (droits d'escale : tarif dégressif pour les bateaux étrangers) - Art. 23 bis (p. 3252) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 462 de M. Jean Chérioux (taxe sur les avions privés : extension aux triplaces de l'exonération accordée aux monoplaces et aux biplaces) - Art. 24 (p. 3253) : accepte l'amendement n° 369 de M. Henri Duffaut (taxe sur les appareils automatiques : modulation par catégorie d'appareils) - (p. 3254) : son amendement n° 205 : taxe sur les appareils automatiques : possibilité de majoration au profit des communes ; adopté - Après l'art. 25 (p. 3256) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 48 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Pierre Gamboa, et n° 208 de M. Marcel Daunay, soutenu par M. René Tinant (rétablissement du privilège fiscal des bouilleurs de cru) ; déclare l'article 40 de la Constitution applicable à ces amendements - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 370 de M. Henri Duffaut (circulation des vins : couleurs des titres d'acquits et des capsules-congés) - Art. 25 ter (p. 3259) : s'oppose à l'amendement n° 380 de M. Michel Rigou (taxation des alcools : diminution des droits pour les petits producteurs et augmentation de la surface admise pour les producteurs qui utilisent de la main d'oeuvre permanente ; contrepartie financière dans l'augmentation du droit de timbre sur les chèques non barrés) - (p. 3260) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 378 de M. Michel Rigou (rappel des avantages consentis aux groupements agricoles d'exploitation en commun, GAEC) - Après l'art. 26 (p. 3261) : accepte l'amendement n° 246 de M. Charles Beaupetit (institution en faveur des communes d'une imposition forfaitaire annuelle sur les gazoducs et oléoducs) - Art. 27 (p. 3262) : son amendement n° 317 : rétablissement d'un paragraphe supprimé par l'Assemblée nationale, visant à la reconduction pour un an de la déduction forfaitaire que les sociétés immobilières d'investissements et de gestion sont autorisées à opérer sur les dividendes distribués ; adopté - (p. 3263) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour le vote sur la deuxième partie de l'article 27, relative à la

réduction du délai d'exonération d'impôt pour les sociétés ayant des activités industrielles dans les départements d'outre-mer - **Après l'art. 27** (p. 3264) : déclare l'article 40 de la Constitution applicable aux amendements de M. Jacques Carat, soutenus par M. Pierre-Christian Taittinger, au nom de la commission des affaires culturelles, n° 338 (extension aux spectacles de cirque ou de revues de l'abattement de base d'imposition de la TVA assise sur les recettes réalisées aux entrées des premières représentations des spectacles dramatiques, lyriques, musicaux ou chorégraphiques) et n° 340 (exonération de TVA pour certains spectacles de bienfaisance et non assujettissement à la taxe sur les salaires) - **Art. 27 bis** (p. 3265) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 366 de M. Henri Duffaut (suppression du contenu de cet article qui tend à réduire la durée des exonérations de l'impôt foncier de 25 à 20 ans et de 15 à 10 ans ; suppression du prélèvement pour frais de dégrèvement et de non valeur en matière de taxe d'habitation ; contrepartie financière dans la majoration du taux de la TVA sur les pierres précieuses, l'augmentation du droit de timbre et des droits de mutation à titre gratuit) - (p. 3267) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 217 de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. Jean-Pierre Fourcade, identique à l'amendement n° 367 de M. Henri Duffaut (suppression de cet article qui tend à réduire les durées d'exonération de l'impôt foncier de 25 à 20 ans et de 15 à 10 ans) - **Art. 29** (p. 3268) : s'oppose à l'amendement n° 211 de M. Jacques Mossion, soutenu par M. Adolphe Chauvin (suppression de cet article qui vise à différer la mise en application des dispositions financières prévues par la loi du 12 juillet 1980, relative aux formations professionnelles alternées et à reconduire la taxe additionnelle à la taxe d'apprentissage, instituée pour le financement des pactes pour l'emploi) - Accepte l'amendement n° 4 de M. Raymond Brun, soutenu par M. Daniel Millaud, au nom de la commission des affaires économiques (reconduction pour un an de l'application de l'article 2 de la loi du 3 janvier 1979 relative à l'apprentissage, excluant du calcul de l'effectif d'une entreprise les apprentis titulaires d'un contrat conclu entre 1979 et 1981) ; déclare l'article 42 de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances applicable à cet amendement - **Art. 31** : son amendement n° 318 : rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale, dans une rédaction fixant le montant d'un contingent de carburant détaxé pour les travaux agricoles et les travaux d'irrigation ; adopté - **Après l'art. 31** (p. 3270) : s'oppose à l'amendement n° 46 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Pierre Gamboa (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations reconnues d'utilité publique, employant moins de trois salariés ; contrepartie financière dans la réduction à due concurrence du crédit d'impôts relatif à l'avoir fiscal) - S'oppose également à l'amendement n° 47 de M. Camille Vallin, soutenu par M. Pierre Gamboa (exonération de la taxe sur les salaires pour les hôpitaux, hospices et maisons de retraites ; remboursement de la TVA sur les dépenses d'investissements des établissements hospitaliers publics ; contrepartie financière dans l'abrogation des dispositions fiscales relatives à la provision pour risques) - **Avant l'art. 36** (p. 3272) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 50 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Pierre Gamboa (taux annuel de progression de la dotation globale de fonctionnement au moins égal au taux d'accroissement des recettes de l'Etat ou du traitement annuel des fonctionnaires) - **Art. 36** (p. 3273) : s'oppose à l'amendement n° 212 de M. Pierre Schiélé, soutenu par M. Adolphe Chauvin (création d'un prélèvement exceptionnel supplémentaire au profit des collectivités locales pour assurer à la dotation globale de fonctionnement une augmentation équivalente à celle des recettes de l'Etat) - **Après l'art. 37** (p. 3274) : demande le retrait de l'amendement n° 213 de M. Pierre Lacour (reconduction jusqu'en 1985 des participations du Fonds d'amortissement des charges d'électrification, FACE) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 381 de M. Georges Lombard, soutenu par M. Adolphe Chauvin (réédition et mise à la disposition du public du code général des impôts

et de ses annexes) - **Art. 39** (p. 3275) : s'oppose à l'amendement n° 214 de M. Francis Palmero, soutenu par M. Adolphe Chauvin (suppression de cet article fixant les taux de majoration applicables aux rentes viagères) - **Seconde délibération - Art. 25 ter** (p. 3288) : accepte l'amendement n° 498 de M. Laurent Fabius, ministre (suppression des dispositions adoptées à cet article relatives à la définition des petits producteurs susceptibles de bénéficier de taux réduits des droits sur les alcools).

#### *Deuxième partie :*

**Articles non rattachés à l'examen des crédits** - (12 décembre 1981) - Rapporteur général - **Après l'art. 58** (p. 4136) : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 492 de M. Bernard Legrand (fixation du taux de la taxe d'espaces verts par les conseils généraux) - **Après l'art. 65** (p. 4141) : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 548 de M. Jacques Carat (augmentation du taux de la taxe sur les panneaux publicitaires perçue par les communes) - S'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 558 de M. Jacques Carat (fixation de taux intermédiaires pour l'abattement facultatif à la base de la taxe d'habitation ; création d'un abattement à la base en faveur des personnes ne payant pas d'impôt sur le revenu) - (p. 4142) : s'oppose à l'amendement n° 549 de M. Jacques Carat (institution au profit des communes d'une taxe sur les plus-values réalisées lors de la cession des terrains à bâtir) - **Avant l'art. 66** (p. 4143) : s'oppose à l'amendement n° 566 de M. Stéphane Bonduel, soutenu par M. Emile Didier (aide fiscale à l'investissement pour les entreprises agricoles soumises au bénéfice réel et ne bénéficiant pas des aides à la modernisation) - **Art. 66** (p. 4145) : s'oppose à l'amendement n° 546 de M. Pierre-Christian Taittinger (suppression de cet article relatif à la subordination de l'aide fiscale à l'investissement à l'augmentation des effectifs de l'entreprise) - Son amendement n° 554 : aide fiscale à l'investissement en cas de non diminution du nombre moyen de salariés de l'entreprise ; adopté - (p. 4148) : s'oppose à l'amendement n° 567 de M. Stéphane Bonduel, soutenu par M. Emile Didier (bénéfice de l'aide fiscale, dans le cas d'entreprises coopératives de transports, envers les investissements réalisés par la coopérative ou les coopérateurs) - **Après l'art. 67** (p. 4154) : son amendement n° 553, soutenu par M. Henri Duffaut : augmentation des limites du chiffre d'affaires qui définissent le champ d'application du régime simplifié d'imposition ; retiré - Demande le retrait de l'amendement n° 533 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard (augmentation des limites du chiffre d'affaires qui définissent le champ d'application du régime simplifié d'imposition) - S'oppose à l'amendement n° 493, précédemment réservé, de MM. André Jouany et Jacques Moutet (modification du régime simplifié et actualisation des plafonds de chiffres d'affaires) - **Art. 70** (p. 4159) : accepte l'amendement n° 550 de M. Jacques Carat, soutenu par M. Henri Duffaut (déduction des dépenses destinées à économiser l'énergie et report de la date limite de construction ou de modification des logements) - **Art. 71** (p. 4160) : s'oppose à l'amendement n° 536 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Adolphe Chauvin (suppression de cet article sur la fiscalité frappant les locations d'immeubles meublés non professionnels) - (p. 4161) : sur la protection du développement des logements touristiques banalisés, mis à la disposition d'un organisme de gestion hôtelière ou para-hôtelière, s'en remet à la sagesse du Sénat sur les amendements n° 513 de M. Roger Rinchet et n° 545 de M. Charles Bosson, soutenu par M. Jean-Pierre Blanc - S'en remet à la sagesse du Sénat sur les amendements n° 568 de M. Stéphane Bonduel, soutenu par M. Emile Didier (exclusion des logements touristiques gérés sous forme quasi-hôtelière des dispositions de cet article) et n° 575 de M. Laurent Fabius, ministre (applicabilité des dispositions de cet article à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1983) - **Art 74 bis** (p. 4162) : accepte l'amendement n° 551 de M. Robert Schmitt, soutenu par M. Jacques Descours Desacres (publicité par panneaux, affiches et déclaration du nom des bénéficiaires, en cas de versement supérieur à 3000 F) - **Art. 75** (p. 4166) : s'en remet à la

sagesse du Sénat sur les amendements n°565 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (mise obligatoire des actions sous forme nominative pour les sociétés par actions; modification des statuts; rôle des gérants et présomption de propriété des titres sans forme nominative non vendus) et n° 511 de M. Jean Francou (présomption de propriété par le président du conseil d'administration ou du directoire de certains titres et obligation de diligence) - **Art. 77** (p. 4172) : accepte les amendements n° 559 de M. Albert Voilquin (suppression de cet article sur l'obligation de paiement par chèque des achats de bijoux, d'objets d'art ou d'antiquité de plus de 5000 F et l'établissement par les sociétés d'assurances d'une liste annuelle des personnes ayant assuré de tels objets pour un montant supérieur ou égal à 100-000 F), n° 538 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Paul Pillet (relèvement du seuil à partir duquel s'applique l'obligation de paiement par chèque pour les achats d'oeuvres d'art ou de bijoux) - S'en remet à la sagesse du Sénat sur les amendements n° 539 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, identique au n° 556 de M. François Collet (suppression de l'obligation pour les sociétés d'assurances d'établir une liste annuelle des souscripteurs de contrats couvrant des objets précieux ou objets d'art d'un montant supérieur à 100 000 F) et n° 557 de M. François Collet (établissement par les sociétés d'assurances d'une liste de souscripteurs résidents français; seuil supérieur à 100 000 F et évolutif) - **Art. 83** (p. 4174) : accepte l'amendement n° 522 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. Raymond Brun (composition de la commission départementale de conciliation et remplacement des titulaires désignés par la chambre de commerce par un expert appartenant à la profession) - (p. 4175) : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 547 de MM. Paul Girod et Jacques Moutet (commission de conciliation et information préalable du contribuable) - **Après l'art. 87** (p. 4177) : accepte l'amendement n° 552 de M. Louis Perrein (dotation logement de l'Etat envers les instituteurs et calcul de la moyenne des dépenses des communes au niveau départemental) - (p. 4178) : déclare applicable l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 486 de M. Charles de Cuttoli (réduction de l'âge d'entrée en jouissance immédiate des pensions civiles et militaires, en faveur des fonctionnaires ayant servi hors d'Europe) - **Après l'art. 92** (p. 4179) : accepte l'amendement n° 563 de M. Guy Petit, soutenu par M. Jacques Moutet (réactualisation des taux de la taxe de séjour; possibilité de perception de la taxe de séjour pour les communes touristiques bénéficiant des concours particuliers de la dotation globale de fonctionnement) - **In fine** (p. 4181) : son amendement n° 573 : réduction du montant des crédits de paiement ouverts aux ministres pour 1982 et économies budgétaires nécessaires; intitulé: « Titre III.- Economies budgétaires »; adopté - **Art. 40** (p. 4185) : accepte l'amendement de coordination n° 576 de M. Laurent Fabius, ministre.

**Vote sur l'ensemble** - (12 décembre 1981) - Rapporteur général - (p. 4193) : valeur du franc français et négociation avec les partenaires européens - (p. 4194) : négociations de la France et gel de 15 milliards de francs de crédits de paiement - (p. 4197, 4198) : insertion des jeunes et opposition à l'inscription de ces crédits dans le budget primitif - Inflation.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 104 (81-82)] - (17 décembre 1981) - Rapporteur général - **Discussion générale** (p. 4326) : équilibre général des finances publiques; ajustement des recettes et des dépenses effectuées en fin d'année; augmentation du déficit budgétaire - Etape dans le processus de nationalisation - Participation majoritaire de l'Etat dans le capital de la société Matra; offre publique d'échange - Annulation de crédits: dépenses civiles et militaires; remise en cause par le ministère de la défense de la programmation établie pour l'armée de terre et la marine; transfert de crédits d'équipement vers les crédits de fonctionnement - Dépenses nouvelles - Conjoncture et évolution des prix; indemnisation du chômage et subvention de l'Etat à l'Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC);

offices d'intervention agricole et fonds de garantie; Houillères de France; concours aux entreprises publiques: SNCF et RATP; dotations en capital pour Usinor, Sacilor et Air France; financement de la prise de participation de l'Etat dans la société Matra - Forte augmentation des subventions de fonctionnement et des dotations en capital - (p. 4327) : augmentation des recettes brutes et diminution des prévisions de recettes; rendement de la TVA; mode de calcul de la dotation globale de fonctionnement aux communes; augmentation de l'impôt sur les sociétés - Inquiétudes de la commission des finances et responsabilité du déficit - Prise de contrôle par l'Etat des secteurs armement et espace de la société Matra; retrait du secteur média: « multimédias Beaujon »; échange des titres des actionnaires contre des obligations; augmentation du capital de la société; établissement de nouveaux rapports entre Matra et l'Etat - Proposition de rejet de l'article 14 - Risques de ce projet de loi et absence de maîtrise du déficit des finances publiques - Accroissement du soutien de l'Etat aux sociétés nationalisées - Incertitudes sur les modalités de prise de participation de l'Etat dans la société Matra - (p. 4330) : augmentation des prix français et comparaison avec les partenaires européens - **Art. 8** (p. 4340) : son amendement n° 4 : suppression de cet article sur l'extension des privilèges du Trésor à l'ensemble des pénalités fiscales et l'application de la procédure d'avis à tiers détenteur pour l'ensemble des impôts et des pénalités d'assiette et de recouvrement; adopté - **Art. 9** (p. 4344) : son amendement n° 5 : suppression de cet article sur la limitation de l'automatisme du bénéfice du sursis à paiement pour le contribuable de bonne foi et la détermination de la bonne ou de la mauvaise foi du contribuable par l'administration; adopté - Accepte l'amendement n° 11 de M. Paul Girod, soutenu par M. Bernard Legrand (demande de sursis de paiement et rôle du tribunal pour prouver la bonne ou la mauvaise foi du contribuable; taux de cette amende) - **Art. 10** (p. 4345) : son amendement n° 6 : dépassement par l'administration des délais de réponse à la réclamation contentieuse ou au mémoire du contribuable et diminution des dépassements constatés de la période de calcul des intérêts; adopté - Accepte l'amendement n° 12 de M. Paul Girod, soutenu par M. Bernard Legrand (non prise en compte pour le calcul des intérêts des dépassements de délai par l'administration pour instruire une réclamation ou produire ses mémoires) - **Art. 12** (p. 4348) : accepte l'amendement n° 9 de M. Jacques Descours Desacres (modification annuelle de la valeur locative du logement et application des coefficients à la valeur locative moyenne de l'année précédente) - **Après l'art. 12** (p. 4350) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 8 de M. Henri Duffaut, soutenu par M. Robert Laucournet (mode de financement des dépenses des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement, CAUE) - **Art. 14** (p. 4351) : son amendement n° 7 : suppression de cet article sur les modalités de prise de participation de l'Etat chez Matra; adopté - **Art. 20** (p. 4352) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 3 de M. Michel Sordel (limitation de la rémunération des parts des coopératives agricoles et de leurs unions au niveau de celles des dépôts sur les livrets de caisse d'épargne).

- **Projet de loi de finances pour 1982 - Nouvelle lecture** [n° 138 (81-82)] - (18 décembre 1981) - Rapporteur général - **Discussion générale** (p. 4388) : commission mixte paritaire (CMP) et 58 articles restant en discussion - Positions éloignées des deux assemblées et impossibilité d'élaborer un texte commun - Dispositions concernant l'impôt sur la fortune adoptées par le Sénat et retenues par la CMP - Position du Sénat en matière d'usufruit adoptée par la CMP et repoussée par l'Assemblée nationale; souhait d'un retour au texte voté par la CMP - Positions de principe différentes maintenues sur les questions les plus fondamentales posées par le projet de loi de finances pour 1982 - Taxation du patrimoine pour le Sénat et impôt sur les grandes fortunes pour le Gouvernement - Cas du déplacement du plafond d'imposition globale de 100 % des revenus - Absence de révision annuelle du barème de l'impôt sur les grandes fortunes par le Parlement -



Opposition de l'Assemblée nationale à l'exonération des demeures historiques ouvertes régulièrement au public - Désaccord en matière de taxation des frais généraux - (p. 4389) : article 66 et dispositions concernant l'aide aux investissements adoptées par l'Assemblée nationale : inacceptables - Désaccord sur la dématérialisation des titres non cotés - Suppression par l'Assemblée nationale de deux articles adoptés en CMP concernant la taxation des oléoducs et des gazoducs et les modalités de calcul de l'indemnité de logement des instituteurs - Interrogation sur le rôle des travaux de la CMP - Au nom de la commission des finances, demande le rejet de l'ensemble du texte de ce projet de loi - **Art. 5** (p. 4391) : accepte l'amendement n° 1 de MM. Léon Jozeau-Marigné et Jacques Descours Desacres (adjonction de l'article 1904-1 du code civil relatif aux donations entre époux dans le calcul du patrimoine de l'usufruitier concernant l'impôt sur les grandes fortunes) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4397) : respect des principes de la démocratie - Discussion en commission mixte paritaire sur les travaux de la dernière assemblée délibérante - Absence de reconnaissance du rôle démocratique joué par la Haute Assemblée.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 - Nouvelle lecture** [n° 148 (81-82)] - (23 décembre 1981) - Rapporteur général - **Discussion générale** (p. 4552) : rejet du projet de loi en première lecture par le Sénat - Absence d'accord de la commission mixte paritaire - Rétablissement du texte initial par l'Assemblée nationale, à l'exception de la limitation de la rémunération des parts sociales des coopératives agricoles et de leurs unions au taux de rémunération nette des sommes inscrites au premier livret de la Caisse nationale d'épargne (CNE) - **Art. 1** (p. 4555) : demande le rejet des dispositions du projet jusqu'à l'article 12 - **Art. 12 bis-A** (p. 4559) : accepte cet article sur le financement des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) - **Art. 12 bis** : accepte les articles 12 bis et 12 ter sur l'institution d'un tarif progressif pour les villes de moins de cent mille habitants et le montant de l'augmentation annuelle des ressources fiscales des établissements publics régionaux - **Art. 14** : s'oppose à cet article sur les modalités de prise de participation de l'Etat chez Matra - **Art. 15** (p. 4560) : se déclare favorable aux articles 15 à 23 du projet.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 - Nouvelle lecture** [n° 158 (81-82)] - (23 décembre 1981) - Rapporteur général - **Discussion générale** (p. 4560, 4561) : suppression par le Sénat en première lecture des articles 1, 2 et 3 du projet ; refus de la fiscalisation totale du Crédit agricole et des caisses locales du Crédit mutuel ; retour au texte initial du Gouvernement en matière d'assujettissement des exploitants agricoles à la TVA - Absence d'accord par la commission mixte paritaire - Demande de rejet de ce quatrième projet de loi de finances rectificative pour 1981 en seconde lecture - **Art. 1** : se déclare défavorable à tous les articles de ce projet de loi.

**BOEUF (Marc)**, sénateur de la Gironde (S)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (1<sup>er</sup> octobre 1981) (p. 1799).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980, modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur

du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 14 et 15 de ladite loi (1<sup>er</sup> octobre 1981) (p. 1805).

Est nommé membre titulaire du conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (29 octobre 1981) (p. 2288).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* visant à instituer un permis pour les utilisateurs de détecteurs de métaux [n° 94 (81-82)] (4 décembre 1981).

## QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 151 (JO Débats 13 novembre 1981) (p. 2622) à M. le ministre de l'éducation nationale : **aménagement du territoire** (Bordeaux : construction de la Maison des Pays ibériques).

n° 163 (JO Débats 5 décembre 1981) (p. 3647) à M. le ministre de l'éducation nationale : **handicapés (établissements spécialisés et soins)** (situation du personnel du centre de soins de l'école pour handicapés d'Eysines).

*Questions orales avec débat :*

n° 52 (16 septembre 1981) (p. 1478) à M. le ministre du temps libre : **vacances** (instauration du chèque-vacances).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 14 et 15 de ladite loi** [n° 379 (80-81)] - (30 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1764) : non application de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur de 1968 - Remise en cause par la loi Sauvage des principes d'autonomie, de participation et de pluridisciplinarité de la loi de 1968 ; poids des enseignements de rang magistral et composition des conseils d'université ; participation de personnalités extérieures - (p. 1765) : suppression du quorum d'étudiants et responsabilisation des jeunes - Intentions du Gouvernement : refonte complète du système universitaire ; volonté de changement - Dénaturation du projet gouvernemental par la commission des affaires culturelles - Droit de vote et éligibilité des étudiants étrangers - Dissolution des conseils d'établissement et des conseils d'université avant le 31 janvier 1982 - Proposition d'élection par ces nouveaux conseils de nouveaux présidents - Attente du nouveau projet gouvernemental et demande de concertation - **Avant Art. 1** (p. 1767) : se déclare défavorable à l'amendement n° 16 de M. Pierre Vallon soutenu par M. Jean Sauvage (participation de droit des professeurs membres de l'institut et des académies nationales aux conseils de l'établissement public et de l'unité d'enseignement et de recherche) - **Art. 1** (p. 1768) : se déclare défavorable à l'amendement n° 1 de M. Jacques Habert, rapporteur (composition des conseils d'université et participation des personnes extérieures, détermination des programmes et des crédits de recherche, composition des collèges électoraux d'enseignants, de chercheurs et d'étudiants) - **Art. 2** (p. 1769) : se déclare défavorable de l'amendement n° 2 de M. Jacques Habert, rapporteur (interdiction des inscriptions électorales multiples, rétablissement du quorum prévu dans la loi de 1968 pour toutes les catégories d'électeurs dans le cadre des conseils d'université et d'UER) - (p. 1770) : se déclare défavorable à l'amendement n° 5 de M. Jacques Habert, rapporteur (éligibilité des étudiants étrangers ressortissants de pays avec lesquels existent des accords de réciprocité) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1774) : vote du

groupe socialiste contre ce texte et altération du texte par les amendements.

- **Question orale avec débat : développement des activités touristiques** - (6 octobre 1981) - (p. 1875) : réforme nécessaire des comités régionaux de tourisme et nécessité d'un projet de loi - Promotion du tourisme français auprès des pays étrangers - Rôle du tourisme dans le commerce extérieur - (p. 1876) : tourisme social : villages de vacances ; terrains de camping - Création et développement nécessaire des chèques vacances.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Education nationale** - (5 décembre 1981) - (p. 3684) : satisfaction devant les mesures prises lors de la dernière rentrée scolaire par le nouveau ministère de l'éducation nationale - Budget en augmentation - Nécessité d'accorder la priorité à la sécurité des transports scolaires - Insuffisance des créations de postes dans l'enseignement technique - Intégration des personnels du service social et de santé scolaire au sein de l'éducation nationale - Adaptation du système éducatif au futur homme du XXI<sup>e</sup> siècle - Nécessité d'une définition des nouvelles relations entre l'Etat et l'enseignement privé au sein d'un grand service public unifié et laïc de l'éducation nationale - Nécessité d'une abrogation des lois d'aide à l'enseignement privé, confessionnel ou patronal - (p. 3685) : continuation de l'oeuvre de Jules Ferry et création d'une école ouverte à la vie dans une société plus juste et plus humaine.

**Temps libre** - (6 décembre 1981) - (p. 3735) : importance de la création du ministère du temps libre - Création du chèque-vacances ; prise en compte des petits employés de l'Etat ou des petites et moyennes entreprises - Villages de vacances - Associations et animateurs - Nécessité d'une concertation entre les associations et le ministère - Financement des postes et du fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) ; centres de loisirs sans hébergement et participation de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) - Réforme des centres d'information jeunesse - Révision du système de taxation des associations ; taxes sur les salaires et taxes d'habitation ; exemple du foyer bordelais de Dupaty - Aménagement du temps de la vie ; loisirs urbains et périurbains, création de salles polyvalentes et d'aires de loisirs rurale - Base départementale de sports et de loisirs de Bonbannes en Gironde - (p. 3736) : travail de la mission interministérielle de l'aménagement de la côte d'Aquitaine (MIACA) - Régionalisation de la MIACA - Promotion touristique à l'étranger ; augmentation des crédits et réforme de France Information loisirs - Transfert de la délégation française en Suisse de Zurich à Genève - Taxation des frais généraux notamment des opérations de congrès - Tourisme à la campagne et importance de Voyages-conseil - Promotion et comités régionaux du tourisme ; nécessité d'une réforme et décentralisation - Dispersion des compétences gouvernementales pour le tourisme ; nécessité d'une meilleure centralisation - Vote favorable sur ce projet de budget.

**Culture** - (8 décembre 1981) - (p. 3887) : changement : démocratisation de l'accès à la culture ; progression du budget vers les 1 % - Aides à la décentralisation culturelle : Paris, capitale culturelle ; développement culturel de la province ; prise en compte des besoins des villes moyennes et des petites communes - Lecture publique : bibliothèques de prêts et bibliothèques municipales - Valorisation des maisons de la culture, des centres d'action culturelle et des institutions culturelles décentralisées - Dotations culturelles régionales - Développement et création d'emplois : notion du « temps libre » ; réduction du temps de travail ; abaissement de l'âge de la retraite - (p. 3888) : prise de conscience de la réalité régionale : politique de contrat Etat collectivités locales, exemple de la Gironde - Protection du patrimoine : exemple du phare de Cordouan, en Gironde ;

plan de sauvegarde et demande de subventions des ministères de la mer et de la culture - Vote favorable.

- **Projet de loi approuvant le Plan intérimaire pour 1982 et 1983 [n° 118 (81-82)]** - (22 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4518) : planification et assainissement de la situation - Recherche et formation professionnelle - Environnement ; information et dialogue - Education et culture - Prise en compte d'une conception élargie du développement culturel ; réduction des inégalités dans l'accès à la culture ; moyens et développement de la culture ; coopération avec l'étranger et exportation de produits culturels ; insuffisance de l'effort sur le développement des enseignements artistiques - Création et conservation du patrimoine - Education nationale : conditions d'accueil à l'école maternelle ; zones éducatives prioritaires ; scolarisation des enfants de 2 à 3 ans ; pré-scolarisation et enseignement primaire en milieu rural ; transports scolaires ; absence de prise en compte du vieillissement du parc scolaire - Alphabétisation et scolarisation des immigrés - Notion de temps libre - Humanisme - Approbation du projet de plan.

**BOHL (André)**, sénateur de la Moselle (UCDP)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

#### QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 108 (JO Débats 24 septembre 1981) (p. 1619) à M. le ministre du travail : **chômage** (équilibre financier de l'UNEDIC).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - **Titre II bis (nouveau)** après l'art. 44 (*suite*) (p. 2729) : sur l'amendement n° II bis-16 de M. Michel Giraud, rapporteur (bloc étatique de compétences d'action sociale et sanitaire), soutient le sous-amendement n° II bis-55 de M. Jean Madelain (prise en charge par l'Etat des dépenses relatives aux maladies mentales, l'alcoolisme, la toxicomanie, l'usage et le trafic de substances vénéneuses et la lutte contre le cancer).

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Art. 14** (p. 3211) : intervient au nom du groupe UCDP sur cet article relatif à la taxation des frais généraux : conséquences économiques sur les professions du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration - **Après l'art. 16 bis** (p. 3227) : son amendement n° 347 : taux des redevances communales des mines pour le charbon ; adopté - Taxe professionnelle non applicable à la profession minière - Répartition du produit de la redevance - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 495 de M. Laurent Fabius, ministre (réduction de l'augmentation proposée pour la redevance communale des mines pour le charbon).

**BOILEAU (Roger)**, sénateur de la Meurthe-et-Moselle (UCDP)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à rétablir le rapport constant entre le montant des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et le traitement des fonctionnaires [n° 267 (80-81)] (2 avril 1981) - Anciens combattants.

## QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 125 (JO Débats 16 avril 1981) (p. 555) à M. le ministre de la santé : **handicapés** (bilan de l'application de la loi d'orientation en faveur des handicapés) - Caducité le 21 mai 1981.

n° 15 (JO Débats 20 juin 1981) (p. 755) à M. le ministre de la solidarité nationale : **handicapés** (bilan de l'application de la loi d'orientation en faveur des handicapés) - Réponse de Mme Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale (9 octobre 1981) (p. 1928, 1929).

n° 16 (JO Débats 20 juin 1981) (p. 755) à M. le ministre de la solidarité nationale : **pensions de retraite** (montant des retraites au cours des prochaines décennies) - Réponse de Mme Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale (9 octobre 1981) (p. 1930, 1931).

n° 91 (JO Débats 20 août 1981) (p. 1327) à M. le ministre des transports : **routes** (aménagement de la RN4).

*Questions orales avec débat :*

n° 18 (2 juillet 1981) (p. 779) à M. le ministre de l'intérieur : **police** (sécurité des personnes et des biens : moyens en personnel et en matériel).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (29 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 2266) : intérêt et attention du Sénat envers la vie et l'avenir des collectivités locales - Décentralisation des attributions des administrations ; réduction du pouvoir de l'Etat au profit des communes, des départements et des régions - Absence d'équilibre entre les responsabilités accordées, les pouvoirs définis et les ressources affectées - Examen par le Sénat en 1979 et 1980 du projet de loi sur les collectivités locales - Absence de réforme fiscale ; cas de la dotation globale d'équipement - Autonomie des communes et répartition des compétences - Précipitation du Gouvernement et non consultation des élus locaux - Echec des plans de regroupement de 1971 et 1972 - (p. 2267) : remplacement du préfet par le commissaire de la République ; transfert de l'exécutif du département au président du conseil général - Aspect positif de la tutelle - Point de vue des élus locaux sur la décentralisation et la région - Autonomie et sécurité matérielle des élus locaux - Statut du conseiller général - Fonctions du maire : rôle représentatif, gestion communale, problème de la rémunération, cumul des mandats - Augmentation des charges et des responsabilités des élus et évolution des fonctions du maire - Egalité de tous les Français pour l'accession à une responsabilité municipale ; crédit d'heures, compensation financière, sécurité - Inquiétude face à la transformation de la région en collectivité territoriale - (p. 2268) : augmentation de la fiscalité régionale et réduction de la fiscalité étatique - Réforme au détriment des départements - Rôle du conseil général - Action positive de M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme en matière de décentralisation réaliste et efficace - Lacunes du projet de loi - Regret de la part du Sénat que le projet n'ait pas été déposé en premier lieu au Sénat - Proposition de nombreux

amendements et réserve du vote final selon le nombre de modifications adoptées.

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 3** (p. 2469) : son amendement n° I-350 déposé avec M. Raymond Bouvier et soutenu par M. Pierre Schielé : fixation du délai de saisine du tribunal administratif à deux mois ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (18 novembre 1981) - **Titre III (suite)** - **Art. 49** (p. 2808) : son amendement n° III-146 : réduction de trois à deux mois du délai laissé au tribunal administratif pour statuer sur les délibérations du conseil régional relatives aux marchés ; devenu sans objet - **Art. 51 quater** (p. 2814) : soutient l'amendement n° III-148 de M. Raymond Bouvier (clarification des responsabilités respectives du président du conseil régional et du représentant de l'Etat dans la région sur les services régionaux et les services de l'Etat).

**Suite de la discussion** - (19 novembre 1981) - **Titre III bis (nouveau) après l'art. 55 (suite)** (p. 2846) : sur l'amendement n° III bis-30 de M. Michel Giraud, rapporteur (versement d'une aux indemnité de fonction maires, adjoints et élus), son sous-amendement n° III bis-53 : prise en charge par l'Etat de la moitié de cette indemnité de fonction ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Art. 18 bis** (p. 3237) : son amendement n° 195, soutenu par M. Adolphe Chauvin : extension aux ambulanciers privés du bénéfice du contingent annuel de carburant détaxé institué au profit des chauffeurs de taxis ; retiré - **Après l'art. 19** (p. 3240) : son amendement n° 266, soutenu par M. Francis Palmero : taux de la TVA sur l'acquisition de véhicules destinés à l'enseignement de la conduite automobile ; retiré.

*Deuxième partie :*

**Environnement** - (30 novembre 1981) - (p. 3373) : ratification des accords de Bonn et développement des salines de la vallée de la Meurthe en Lorraine - Crise de la sidérurgie et problème de la dépollution du Rhin - Situation du marché du sel cristallisé et saturation du marché français - Epuisement des mines de potasse d'Alsace - Enquêtes en Lorraine sur les conditions d'exploitation des salines - Développement et survie de l'industrie chimique - Comité de défense des salines de Meurthe-et-Moselle - (p. 3374) : risques de récession profonde des salines et des industries chimiques de la vallée de la Meurthe et perte d'emplois - Nécessité de concertation et recherche d'une solution juste, équitable et adaptée.

**Transports** - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - (p. 3411) : retard dans la réalisation à quatre voies de la nationale 4 - Bilan catastrophique de l'autoroute de l'Est, établi sans tenir compte des nécessités économiques de la Lorraine - Efforts modestes en faveur des transports fluviaux - Crise de la batellerie française - Faiblesse du transport fluvial - Nécessité de la réalisation de la canalisation de la Meurthe à gabarit international entre Frouard et Dombasle - Crise de la sidérurgie lorraine - Richesse du bassin salin de la vallée de la Meurthe - Industrie chimique de pointe - Déclaration d'utilité publique de la canalisation de la Meurthe à grand gabarit et inscription au VI<sup>e</sup> Plan en 1971 - (p. 3412) : urgence de la réalisation de cette canalisation.

**Intérieur et décentralisation** - (9 décembre 1981) - (p. 3956) : importance de la sécurité en France devant la recrudescence du banditisme - Rôle de l'Etat de prévention et de lutte contre la délinquance - Forte proportion de jeunes dans la petite délinquance - Répression insuffisante et justice trop laxiste - Effort du Gouvernement concernant les effectifs et la formation des personnels de police - Ilôtage et action préventive plus efficace - Retard pris dans la police nationale pour le renouvellement des équipements,

des matériels et des locaux - (p. 3957) : souhait d'une discussion au Parlement d'une loi-cadre concernant tous les problèmes de la police après une large consultation avec les intéressés - Augmentation de 15,2 % de la dotation globale de fonctionnement (DGF) au lieu de 18,6 % l'an dernier - Augmentation des subventions de fonctionnement et des subventions d'équipements plus favorables aux grosses agglomérations qu'aux communes rurales et petites villes - Communes rurales dépendantes du ministère de l'agriculture et petites villes dépendantes du ministère de l'intérieur - Réforme du système d'attribution de subventions globales d'équipement ; augmentation du travail des élus : révision de leur statut et indemnité compensatrice nécessaire ; vote récent d'un amendement demandant la participation de l'Etat au financement des indemnités des élus locaux - Urgence de régler le problème du cumul des mandats.

**BONDUEL (Stéphane)**, sénateur de la Charente-Maritime (GD-SRG)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1982 (14 décembre 1981) (p. 4214).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés (19 décembre 1981) (p. 4428).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du quatrième projet de loi de finances rectificative pour 1981 (21 décembre 1981) (p. 4488).

#### DÉPÔTS

*Rapport spécial* fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Temps libre - I. Section commune - II. Loisir social, éducation populaire et activités de pleine nature [n° 58, annexe 30 (81-82)] (23 novembre 1981).

#### QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 149 (JO Débats 7 novembre 1981) (p. 2541) à M. le ministre du commerce et de l'artisanat : artisans (contrôle des entreprises de distribution de l'acier).

n° 152 (JO Débats 14 novembre 1981) (p. 2671) à M. le ministre du commerce extérieur : commerce extérieur (Hong-Kong : conséquences du contingentement d'importations).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 310 (80-81)]

Suite de la discussion - (23 juillet 1981) - Discussion générale (p. 1057) : projet politique nouveau et loi de finances rectificative pour 1981 - Sous-évaluation des dépenses publiques et déficit budgétaire prévisionnel - Gestion économique et contrainte internationale - Mesures sociales ; allocations, prestations, mesures sociales agricoles,

SMIC, pensions militaires - Relance de la consommation intérieure - Production intérieure brute - Equilibre des recettes et des dépenses prévues - Développement économique et social - Approbation par les sénateurs radicaux de gauche des articles 1, 1<sup>er</sup>, 2, 3 et 4 : majoration de l'impôt 1981 sur les revenus de plus de 100 000 F, donations-partages, prélèvements des comptes ordinaires sur livret à la charge des banques - Réticences pour les articles 5, 6, 7 et 8 : TVA et hôtellerie de luxe, suppression de la vignette sur les motos, taxe pour les bateaux de plaisance et les avions d'affaires et de tourisme - (p. 1058) : position favorable à l'article 10 : création de 55 000 emplois ; éducation nationale et problème du monde rural, éducation physique, gendarmerie, postes et télécommunications, services publics et hôpitaux - Annulations budgétaires en autorisations de programme et crédits de paiement pour les collectivités locales - Approbation des articles 20, 21, 22 et 25 : emprunts et logement social, emploi, pensions militaires d'invalidité - Mesures sociales immédiates et mesures économiques urgentes mais partielles - Attente d'un projet politique et financier - Plan intérimaire de deux ans - Projet de loi de finances pour 1982 - Malgré certaines réserves, expression par le collectif budgétaire d'une volonté de justice sociale, de relance économique et de création d'emplois.

- **Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 14 et 15 de ladite loi [n° 379 (80-81)]** - (30 septembre 1981) - Discussion générale (p. 1758) : position des sénateurs radicaux de gauche - Composition des conseils d'université et d'UER : rigidité des dispositions de la loi Sauvage ; mandarinat ; retour à une nécessaire autonomie et réforme de notre système éducatif - Approbation de la suppression du quorum pour les élections des étudiants - Ouverture de l'école et de l'université vers une société démocratique solidaire et responsable - Statut des enseignants - Affirmation du rôle de l'université et action socio-culturelle - Maintien dans leurs fonctions de tous les présidents élus quelle que soit la date de leur élection - Modification des structures, du fonctionnement et du contenu de l'éducation - Vote par les sénateurs radicaux de gauche du projet de loi - Réaménagement indispensable de notre système éducatif - Art. 5 (p. 1772) : se déclare favorable à l'amendement n° 11 de M. Jacques Habert, rapporteur (maintien en fonctions des présidents d'université élus avant et après le 1<sup>er</sup> juillet 1980).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 19 (81-82)] - (22 octobre 1981) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 2105) : nationalisation des deux sociétés Usinor et Sacilor et mise en conformité du droit avec le fait - Montant cumulé des dettes de la sidérurgie à l'égard de l'Etat - Mesures d'accompagnement nécessaires : politique industrielle et de développement régional ; création d'une filière acier ; plan social - Vote des sénateurs radicaux de gauche favorable au projet.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

Suite de la discussion - (12 novembre 1981) - Titre II - Art. 18 (p. 2608) : soutient l'amendement n° II-270 de M. France Léchenault (rôle d'un directeur général des services départementaux pour assister le président du conseil général dans sa mission de chef des services départementaux).

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Deuxième partie :*

**Plan et aménagement du territoire** - (2 décembre 1981) (p. 3510) : échec de la planification et de l'aménagement du territoire et retard dans l'élaboration du VIII<sup>e</sup> Plan ; rôle réduit du Parlement - Multiplication des mini-plans et absence de prévisions et de cohérence - Echec dans la poursuite des objectifs de la politique d'aménagement du

territoire ; maintien des déséquilibres régionaux entre Paris et la province - Rôle réduit de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) - Complémentarité de la planification et de l'aménagement du territoire - Importance de la décentralisation - (p. 3511) : conditions de la décentralisation : réforme des finances locales, fin du cumul des mandats et moyens matériels et humains - Décentralisation et cohérence ; conclusion de contrats entre l'Etat, les régions et les entreprises - Rapport sur l'état d'exécution du plan annexé à la loi de finances - Association du Parlement à l'élaboration du plan quinquennal - Souplesse de la planification et caractère pluriannuel des contrats de plan - Rapidité de l'élaboration du plan intérimaire de 2 ans - Politique régionale européenne - Abondement nécessaire des crédits du Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) - Economie sociale et relance du mouvement mutualiste et coopératif ; problème de la réduction de la taxe sur les salaires, de l'amélioration du régime fiscal des dons et cotisations et du régime fiscal et postal de la presse associative - Volonté politique nouvelle et augmentation des crédits - Vote favorable de la formation des sénateurs radicaux de gauche.

**Services du Premier ministre (suite) - II - Secrétariat général de la défense nationale - (5 décembre 1981) - En remplacement de M. Christian Poncelet, rapporteur spécial (p. 3653) :** rôle de la politique de défense aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre, affaire de la Nation toute entière - Nécessité d'une connexion des moyens importants et permanents de coordination et d'une mise en oeuvre d'un programme de défense à composantes militaires et civiles - Augmentation des crédits affectés aux programmes civils de défense en réponse au voeu de la commission des finances - Priorité accordée aux mesures de protection des populations - Désapprobation de la procédure consistant à inscrire au fascicule budgétaire de la défense des crédits correspondants à des dépenses effectuées par les ministères civils - (p. 3654) : lente prise de conscience des pouvoirs publics de la nécessité de mettre en oeuvre une politique de défense civile efficace - Absence de dotation destinée à l'équipement hospitalier enterré, à la recherche d'abris antiradiations et à la constitution de stocks alimentaires permanents et protégés - Nécessité d'une adhésion et d'une information préventive de la population - Renforcement de la crédibilité de notre force de dissuasion - Au nom de la commission des finances, se déclare favorable à l'adoption du budget du Secrétariat général de la défense nationale (SGDN) pour 1982.

**Services du Premier ministre (suite) - III - Conseil économique et social - (5 décembre 1981) - (p. 3655) :** qualité des rapports du Conseil économique et social (CES) - Conditions difficiles de travail des fonctionnaires et des rapporteurs du CES - Palais d'Iéna inadapté au fonctionnement d'une assemblée délibérante - Aménagement du bâtiment des phares et balises, palliatif au manque de place - Création du CES en 1936 par le gouvernement Léon Blum et confirmation par les constitutions de 1946 et de 1958 - Nécessité de donner aux fonctionnaires et aux conseillers les moyens de travailler dans des conditions convenables - Souhait d'un dégagement de crédits prochain par le Gouvernement en faveur du CES.

**Education nationale - (5 décembre 1981) - (p. 3680) :** ministre de l'éducation nationale, premier employeur national - Apparition d'un certain nombre de tendances positives - Poussée démographique et difficultés des précédents gouvernements - Confusion entre démocratisation et augmentation des effectifs - Suppression de la sélection et instauration de la ségrégation par l'échec - Effort de recrutement en faveur du personnel de l'enseignement technique et technologique - Insuffisance des dotations en capital concernant les subventions aux collèges - Effondrement des crédits alloués aux écoles primaires - Nombre de projets de constructions scolaires en attente - Besoin de regroupements scolaires et d'ouverture de maternelles dans le milieu rural - Expérience du service

actif à mi-temps des élèves maîtres - Nécessité d'une revalorisation indiciaire des instituteurs - Manque d'effectifs du personnel d'intendance et des services généraux et techniques - Poursuite de l'effort en faveur de la création de postes de professeurs d'éducation physique - Insuffisance des crédits d'enseignement et de fonctionnement inscrits au budget : le « franc-élève » - Nécessité de situer l'éducation physique au même niveau que les disciplines intellectuelles - Insuffisance de l'éducation physique à l'école primaire - Création éventuelle d'un corps spécialisé d'instituteurs orienté vers l'éducation physique - Effort budgétaire en faveur de l'enseignement technique et technologique - Reconstruction de l'école à partir d'une loi cadre - Projet d'école expérimentale pour les exclus du système scolaire à Saint-Nazaire - Vote favorable sur ce budget au nom de la formation des sénateurs radicaux de gauche.

**Temps libre - (6 décembre 1981) - Rapporteur spécial (Jeunesse et sports) (p. 3714) :** temps libre et problème de société ; emploi et réduction du temps de travail - Elargissement du temps libre et de la politique de la jeunesse et politique à long terme - Structures du ministère du temps libre - Transfert à l'éducation nationale de l'éducation physique et sportive - (p. 3715) : progression de l'ensemble des crédits du temps libre, ainsi que des autorisations de programmes - Abondement des ressources du Fonds national pour le développement du sport (FNDS) - Modification des structures gouvernementales et répartition des crédits d'équipement entre les sections ; contrôle parlementaire - Section commune et regroupement des services administratifs ; importance de l'augmentation des crédits de l'administration centrale comparée aux services extérieurs ; problème des déplacements des animateurs et des conseillers - Crédits de la section loisir social éducation populaire et activités de pleine nature - Rémunération des postes du Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) ; importance des charges restant aux associations - Education populaire et contrats avec les associations - Hausse des crédits de la section jeunesse et sports ; augmentation des actions en faveur de la jeunesse - Section loisir social, éducation populaire ; départementalisation des centres d'information jeunesse - Insertion des jeunes et rapport Schwartz ; création de missions locales et bourses aventure, jeunesse, initiative et responsabilités (AJIR) - Absence de dotations pour l'article « actions nouvelles en faveur de la jeunesse » - Crédits pour le sport et transfert à l'éducation nationale des dotations pour le sport optionnel en milieu scolaire - Abondement des crédits de l'action « sports scolaires et universitaires » - Sport de haut niveau et système d'accueil de l'athlète ; inadéquation des plans de carrière - Sport et conventions avec les grandes administrations ; poursuite de cette politique avec les grandes entreprises - Augmentation des moyens pour le sport de masse ; recrutement de cadres techniques - Mise au point du brevet d'Etat d'éducateur sportif ; progression des crédits de « la formation des cadres d'éducation physique » - Abondement des crédits des sections sports-études et des services d'animation sportive - Ouverture plus large des équipements sportifs privés ou publics - Recettes du FNDS ; sport de haut niveau et sport de masse - (p. 3716) : mauvais fonctionnement de ce fonds et nécessité de décentralisation des moyens ; accroissement des dotations collectivités locales - FNDS et comptes d'affectation spéciale du Trésor pour 1982 ; destination des sommes inscrites en charge nette - Equipements sportifs et socio-éducatifs et absence de répartition entre les sections - Augmentation rapide des investissements de l'Etat et relative des engagements pour les collectivités locales ; qualité du concours de salles polyvalentes - Problème du financement de l'opération des six grands stades et championnat d'Europe de football en 1984 ; origine des financements ; risque d'un désengagement vers les collectivités locales ou utilisation de la charge nette du FNDS - Formation d'animateurs sociaux et augmentation des crédits de la section « loisir social éducation populaire » - Création de conseillers techniques - Fonctionnement des directions départementales et crédits de fonctionnement - Proposition d'adoption de ces crédits - Examen des crédits

- **Après l'art. 90** (p. 3749) : s'oppose à l'amendement n° 527 de M. Jean Francou (augmentation du plafond de déduction fiscale sur le chiffre d'affaires pour versement au FNDS ; compensation de recette par majoration du prélèvement effectué par l'Etat sur le lot).

**Articles non rattachés à l'examen des crédits** - (12 décembre 1981) - **Avant l'art. 66** (p. 4143) : son amendement n° 566, soutenu par M. Emile Didier : aide fiscale à l'investissement pour les entreprises agricoles soumises au bénéfice réel et ne bénéficiant pas des aides à la modernisation ; retiré - **Art. 66** (p. 4148) : son amendement n° 567, soutenu par M. Emile Didier : bénéfice de l'aide fiscale, dans le cas d'entreprises coopératives de transports, envers les investissements réalisés par la coopérative ou les coopérateurs ; adopté - **Art. 71** (p. 4160) : son amendement n° 568, soutenu par M. Emile Didier : exclusion des logements touristiques gérés sous forme quasi-hôtelière des dispositions de cet article ; devenu sans objet - **Après l'art. 92** (p. 4184) : se déclare défavorable à l'amendement n° 573 de M. Maurice Blin, rapporteur général (réduction du montant des crédits de paiement ouverts aux ministres pour 1982 et économies budgétaires nécessaires ; intitulé : « Titre III - Economies budgétaires »).

- **Projet de loi approuvant le Plan intérimaire pour 1982 et 1983** [n° 118 (81-82)] - (22 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4527) : planification et appréhension de la réalité économique - Abandon progressif par les gouvernements précédents de la planification et rupture de méthodes présentée par le plan intérimaire - Créations d'emplois et décentralisation - Economies d'énergie et recherche - Nationalisation du crédit et relance économique - Coût d'arrêt à la croissance éclatée - Relance des potentialités nationales - Caractère sommaire et rapidité d'élaboration du plan intérimaire ; simple mise en cohérence de la conduite de l'économie - Lien entre plan intérimaire et projet de décentralisation ; programme d'assainissement du littoral des régions de l'ouest - Augmentation du budget de la recherche et du secteur des énergies de remplacement - Relance de secteurs économiques délaissés et reconquête du marché intérieur et international - Plan intérimaire et intégration de secteurs considérés comme non planifiables : chères vacances, associations et développement des bases de loisirs - (p. 4528) : politique de solidarité et prise en compte des coûts économiques externes - Coopération avec le Tiers monde - Objectifs de relance économique du plan intérimaire et mise en place de dispositifs d'action - Importance de tout projet économique, social ou politique - Dépôt d'une question préalable et rejet de toute discussion - Accord des sénateurs radicaux de gauche sur le texte en discussion.

**BONIFAY (Charles)**, sénateur des Bouches-du-Rhône (S)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière (2 octobre 1981) (p. 1814).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (11 décembre 1981) (p. 4072).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation autorisant

le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (21 décembre 1981) (p. 4480).

## DÉPÔTS

*Avis* déposé au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de loi [n° 177 (80-81)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention internationale du travail n° 111 concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession [n° 261 (80-81)] (2 avril 1981) - **Traités et conventions.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention internationale du travail n° 111 concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession** [n° 177 (80-81)] - (7 avril 1981) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 538) : aspects sociaux de cette convention - Conformité du droit français aux principes de non discrimination - Mesures récentes prises pour la fonction publique, la magistrature et les professions médicales - Egalité entre les hommes et les femmes - Rapport de la commission Baudoin - (p. 539) : anomalie du délai de ratification - Attachement traditionnel de la France à l'Organisation internationale du travail (OIT) - Avis favorable de la commission des affaires sociales.

- **Projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière** [n° 367 (80-81)] - (23 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1610) : politique de l'immigration : générosité, respect de la dignité humaine - Lutte contre l'emploi clandestin - Accroissement de la sévérité pour l'employeur - Renforcement des droits pour le salarié étranger - Création d'un chômeur supplémentaire pour chaque emploi illégal - Concurrence déloyale à l'égard des autres entreprises - Transformation de l'infraction en délit - Application de la loi différée au 1<sup>er</sup> janvier 1982, incitation à la régularisation - Grande bienveillance du texte - Nécessité d'une large information auprès des employeurs - Contrôle de l'inspection du travail pour l'application des textes - Vote favorable du groupe socialiste sur ce texte.

*Deuxième lecture* [n° 399 (80-81)] - (30 septembre 1981) - **Art. 1** (p. 1777) : sur l'amendement n° 1 de M. Gérard Roujas, rapporteur (suppression de la possibilité offerte au tribunal de prononcer la fermeture de l'entreprise en cas de récidive), se déclare favorable au sous-amendement n° 7 de M. François Autain, secrétaire d'Etat (infractions punies d'un emprisonnement et d'une amende ou de l'une de ces deux peines).

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Deuxième partie :*

**Solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale** - (10 décembre 1981) - (p. 4013) : vote favorable du groupe socialiste - Tutelle du ministère de la solidarité sur les organismes sociaux - Rentabilité de ces organismes et effectifs - Question essentielle de la réforme du système de protection sociale - Avenir de la sécurité sociale et adaptation aux évolutions - (p. 4014) : réforme de 1967 - Palliatifs financiers et réforme nécessaire de la sécurité sociale - Complexité du système de protection sociale et inadaptation de la procédure de réforme par ordonnances ; importance de la concertation - Inanité d'un simple renflouement financier ou d'une simple modification des conseils d'administration - Importance de la consultation du Parlement - Lien entre les réformes fiscales et de la sécurité sociale ; complémentarité des prélèvements fiscaux et sociaux - Réforme du financement social et priorité à l'emploi - Couverture sociale et inclusion du chômage - Composition des conseils d'administration ; gestion par les

intéressés ou par les bénéficiaires ; respect du principe de l'autonomie - Maintien du pouvoir hiérarchique des caisses nationales - Ordonnances de 1967 ; maintien du pouvoir de tutelle et création d'une structure hiérarchique - Collectivités locales et gestion des caisses ; risque d'une nouvelle tutelle.

- **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale [n° 124 (81-82)]** - (18 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4374) : vote favorable du groupe socialiste sur ce projet répondant à ses souhaits - Décisions arrêtées par le Gouvernement en conseil des ministres le 10 novembre tendant à améliorer la protection sociale - Orientation générale nouvelle et prologue à la prochaine réforme de la sécurité sociale - Réforme portant sur l'organisation et le financement - (p. 4375) : six mesures positives et expression d'une meilleure solidarité nationale - Loi du 28 décembre 1979 privant de protection sociale une partie des chômeurs non indemnisés et rétablissement des droits sociaux des chômeurs non indemnisés répondant à un souci élémentaire de protection sociale - Transfert de charges de l'aide sociale vers la sécurité sociale - Mesures sociales indispensables et urgentes, étape avant l'adoption par le Parlement de la réforme d'ensemble en préparation - **Art. 4** (p. 4377) : sur l'amendement n° 1 de M. Louis Boyer, rapporteur (fixation par décret et à intervalles non inférieurs au semestre de la périodicité du plafond applicable aux cotisations d'assurance vieillesse), son sous-amendement n° 14 : fixation de la périodicité du plafond applicable aux cotisations d'assurance vieillesse non supérieure à l'année ; adopté - **Après l'art. 8** (p. 4383) : soutient l'amendement n° 10 de M. Jacques Bialski (réduction des formalités administratives pour l'attribution des prestations familiales).

- **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social [n° 115 (81-82)]** - (21 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4461) : objectifs du projet de loi et recours aux ordonnances ; réforme de la sécurité sociale laissée hors du champ d'application du projet - Observations sur quelques points particuliers : cinquième semaine de congés payés - Introduction de la cinquième équipe - Régime de retraite et d'assurance vieillesse : double condition de durée d'assurance et d'activité - Financement d'un système contractuel de cessation anticipée d'activité des agents des collectivités locales ; fonds de compensation - Conditions d'exercice du temps partiel des fonctionnaires : retenue d'un vingtième ou d'un trentième ; analogie avec le cas de grève - Caractère exceptionnel de la procédure - Vote du groupe socialiste favorable au projet.

BONNEFOUS (Edouard), sénateur des Yvelines (GD)

## NOMINATIONS

- Président de la commission des finances.

- Est nommé membre de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations (7 avril 1981) (p. 540).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1981 (24 juillet 1981) (p. 1157).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du deuxième projet de loi de finances rectificative pour 1981 (27 octobre 1981) (p. 2202).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1982 (14 décembre 1981) (p. 4214).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du troisième projet de loi de finances rectificative pour 1981 (17 décembre 1981) (p. 4353).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés (19 décembre 1981) (p. 4428).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du quatrième projet de loi de finances rectificative pour 1981 (21 décembre 1981) (p. 4488).

## QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 94 (JO Débats 12 février 1981) (p. 189) à M. le ministre de l'économie : commerce extérieur (conséquences financières de la reprise des relations avec l'Iran) - Caducité le 21 mai 1981.

n° 7 (JO Débats 20 juin 1981) (p. 754) à M. le ministre de la justice : crimes et délits (attitude à adopter à propos de l'assassin anthropophage) - Réponse de M. Robert Badinter, ministre de la justice (9 juillet 1981) (p. 858 et suivantes).

n° 146 (JO Débats 6 novembre 1981) (p. 2495) à M. le ministre de l'environnement : eau (intoxications provoquées par l'eau potable dans les Yvelines).

## INTERVENTIONS

- **Conférence des Présidents** - (2 avril 1981) - Président de la commission des finances - (p. 421) : élections présidentielles des 26 avril et 10 mai prochains et interruption des travaux du Sénat. Retards apportés dans la préparation du prochain budget. Raccourcissement de la session et importance des projets à examiner ; impossibilité de report au mois d'octobre des travaux envisagés ; précédent de l'élection présidentielle de 1974 et nécessité de revoir la durée des sessions actuelles.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires telle que modifiée par le protocole de 1978 [n° 13 (80-81)]** - (7 avril 1981) - **Discussion générale** (p. 530) : insuffisance des dispositions de la convention ; problème des pavillons de complaisance - (p. 531) : intervention nécessaire du Gouvernement contre l'usage des pavillons de complaisance - Plafond de garanties des compagnies d'assurance - (p. 532) : charge financière de l'indemnisation.

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes** - (9 juillet 1981) - Président de la commission des finances - (p. 854) : gestion des fonds publics et rôle de la Cour des comptes comme auxiliaire du Parlement - Rapport sénatorial annuel sur les suites données aux observations de la Cour - Exemples de fautes de gestion : jeunesse et sports ; interventions sociales en faveur des travailleurs migrants ; versement de transport dans la région parisienne ; recouvrement des cotisations de sécurité sociale - Rapport sur la gestion des entreprises publiques et perspective de nouvelles nationalisations - Effectifs de magistrats de la Cour des comptes - (p. 855) : projet de loi sur la décentralisation et création d'une Cour des comptes régionalisée - Accroissement nécessaire des effectifs.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 310 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (23 juillet 1981) - Président de la commission des finances - **Art. 1<sup>er</sup>** (p. 1091) : amendement adopté à l'Assemblée Nationale sur les donations-partage et caractère inacceptable de la date retenue pour

l'application de ces dispositions, initialement fixée au jour du vote par la commission des finances de l'Assemblée nationale.

– **Projet de loi portant abolition de la peine de mort** [n° 385 (80-81)] - (28 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1673) : refus de consulter les Français par référendum et de tenir compte de leur volonté de maintenir la peine de mort - Recours au référendum et Constitution - Augmentation de la violence et inopportunité du projet - Abolition et nécessité d'une peine de substitution - Proposition d'une grâce systématique en l'attente d'un projet de réforme du code pénal - Peine perpétuelle et adaptation des établissements pénitentiaires - (p. 1674) : modes d'exécution ; proposition d'injection de produits toxiques dans le corps et exemple des Etats-Unis - Abolition et notion de progrès - Peine de mort et crimes contre l'humanité - Exemplarité de la peine de mort et exercice du droit de grâce - Abolition de la peine de mort en Europe et pressions pour son rétablissement - Abolition et peine perpétuelle ; problème de son application - Récidive - Anomalies génétiques et cyto-génétiques des grands criminels - Suppression des quartiers de haute sécurité - Risques encourus par le personnel pénitentiaire - Importance de la criminalité des étrangers - (p. 1675) : droit d'asile et lutte contre le terrorisme ; laxisme de la France - Suppression de la peine de mort et inadéquation de notre système pénitentiaire - Cite des cas de récidive - Développement de l'auto-défense et oubli des victimes - Délinquance et causes sociales - Remise en liberté des criminels chefs de gang ou trafiquants de drogues - Précipitation et oubli de la protection des victimes ; cas de la protection des enfants martyrisés.

**Suite de la discussion** - (29 septembre 1981) - (p. 1723) : à la suite de l'intervention de M. Robert Badinter, garde des sceaux, proteste qu'il n'a jamais suggéré d'éliminer, mais seulement d'isoler les individus génétiquement marqués.

– **Projet de loi de nationalisation** [n° 36 (81-82)]

**Suite de la discussion** - (23 novembre 1981) - **Discussion générale** (p. 2994) : coût des nationalisations pour les finances publiques : indemnisation des porteurs d'actions privées - Dépenses futures : dotations en capital ; contrats de plans - Choix opéré en faveur de la nationalisation au détriment d'une prise de contrôle majoritaire dans le capital des sociétés visées - Son rapport sur les filiales des entreprises publiques publié en 1977 au nom de la commission des finances - Contrôle de la Cour des comptes instauré par la loi de finances rectificative du 22 juin 1976 ; insuffisance des effectifs de magistrats de la Cour - Contrôle de l'utilisation des fonds publics par le Parlement - Précédent toujours invoqué de la Régie Renault et absence d'un contrôleur d'Etat dans cette entreprise - (p. 2995) : nécessité du contrôle de la Cour des comptes sur la gestion et l'activité des entreprises nationalisées - Responsabilité des dirigeants - Nationalisations silencieuses - Insuffisance des précisions sur les modalités du contrôle de l'Etat sur les entreprises publiques - Eclaircissements nécessaires - (p. 3007) : rapidité des négociations menées avec Dassault et Matra.

– **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Discussion des articles de la première partie :*

(24 novembre 1981) - Président de la commission des finances - **Art. 2** (p. 3059) : son amendement n° 286, déposé avec M. Maurice Blin, rapporteur général : fixation pour 1982 du seuil d'assujettissement à l'impôt sur la fortune ; adopté

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1981) - **Art. 3** (p. 3105) : nécessité du maintien de l'ouverture au public des demeures historiques ; exonération de l'impôt et incitation pour les propriétaires à ouvrir leur domaine historique au public - Problème du manque d'espaces verts et ouverture des parcs et jardins - Faiblesse du rendement

de l'impôt sur les monuments historiques, les parcs et les jardins - **Art. 5** (p. 3135) : se déclare favorable à l'amendement n° 298 de MM. Maurice Blin, rapporteur général, et Christian Poncelet (non prise en compte dans le patrimoine de l'usufruitier pour le calcul de l'impôt sur la fortune des biens ayant fait l'objet d'un don ou legs à l'Etat, aux départements, aux communes et aux établissements publics nationaux à caractère administratif).

*Deuxième partie :*

**Radiodiffusion télévision française** - (30 novembre 1981) (p. 3328) : télévision et violence - Publicité compensée et réelle à la télévision - Programmation à la radio et oubli de la musique française - Vide des programmes à la télévision - (p. 3329) : rôle du ministre de la communication et confection des programmes.

**Industrie** - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - Président de la commission des finances - (p. 3430) : autonomie de gestion des entreprises publiques et absence de confiance dans l'avenir - Pénétration des capitaux publics dans des affaires privées et « nationalisations silencieuses » - Pourcentage élevé de la part des entreprises nationalisées dans différents secteurs - Absence de contrôleurs d'Etat et maintien du contrôle juridictionnel de la Cour des comptes sur les entreprises - Loi du 22 juin 1976 et possibilité de contrôle par la commission des finances des organismes financés par des entreprises publiques - Difficulté pour la Cour des comptes d'exercer son pouvoir de contrôle - (p. 3431) : cumul inadmissible pour les nouvelles nationalisations des avantages du secteur privé d'une totale liberté de gestion avec ceux du secteur public et une plus grande facilité de financement grâce à la fiscalité - Devoir du Parlement de contrôler attentivement le fonctionnement des entreprises publiques : cas de la Caisse des dépôts et consignations créée en 1816 et contrôlée par une commission de surveillance où siègent quatre parlementaires - Proposition de création de deux rapports spéciaux, l'un sur les entreprises publiques industrielles, l'autre sur les banques et les compagnies financières appartenant à l'Etat - Exemple du rapport spécial sur les observations de la Cour des comptes - Réponse donnant satisfaction au souci d'un renforcement du contrôle parlementaire sur les entreprises publiques - Renforcement de l'utilité sociale des nationalisations et amélioration du droit à l'information des représentants de la nation.

**Défense** - (4 décembre 1981) - Président de la commission des finances - **Examen des crédits** - **Art. 44** (p. 3628) : approbation par la commission des finances de la politique gouvernementale de défense.

**Education nationale** - (5 décembre 1981) - (p. 3663) : situation de délabrement du Muséum d'histoire naturelle et transformation grâce à la ténacité de M. René Chazelle.

**Intérieur et décentralisation** - (9 décembre 1981) - Président de la commission des finances (p. 3943) : étude attentive du budget de l'intérieur par la commission des finances - Satisfaction concernant le renforcement de la sécurité des citoyens - Importance du recrutement de la police nationale et lutte contre la petite criminalité responsable du développement de l'inquiétude actuelle - Souhait de la commission des finances d'un vote favorable du Sénat des crédits du ministère de l'intérieur.

**Economie et finances (suite) - III - Budget** - (11 décembre 1981) - Président de la commission des finances - (p. 4076) : chiffres cités par le ministre quant aux effectifs de personnels employés pour la taxe d'habitation et éventualité d'une réforme ou d'une suppression de cette taxe.

**Economie et finances (suite) - I - Charges communes** - (11 décembre 1981) - Président de la commission des finances - (p. 4086) : effectifs budgétaires de la Cour des comptes et mesures d'urgence nécessaires - Contrôle des entreprises nationalisées et renforcement des effectifs de magistrats - (p. 4087) : exemple de postes d'auditeurs non pourvus.



**Comptes spéciaux du Trésor** - (11 décembre 1981) - Président de la commission des finances - (p. 4093) : autonomie des entreprises nationales et risque de nationalisations silencieuses ; filiales et sous-filiales - Contrôle nécessaire de la Cour des comptes sur l'utilisation des fonds publics - Proposition de la commission des finances de créer un contrôle permanent des entreprises nationalisées.

**Monnaies et médailles** - (11 décembre 1981) - Président de la commission des finances - (p. 4096) : s'associe au rapport présenté par M. *Jean-Pierre Fourcade*, rapporteur spécial : difficultés de l'administration des monnaies et médailles : déficit d'exploitation et mesures de redressement nécessaires - Hommage aux efforts de la direction de cet organisme.

**Solidarité nationale (suite) - I - Section commune - III - Travail** - (11 décembre 1981) - Président de la commission des finances - (p. 4104) : importance du travail clandestin et chiffres fournis dans le rapport de M. *Maurice Blin*, rapporteur général - Abaissement de l'âge de la retraite et travail « au noir » - Mesures fiscales de rétorsion - Moyens de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) - Problème de la main-d'oeuvre étrangère en France : augmentation des effectifs ; chômage des jeunes ; suppression de l'aide au retour en faveur des immigrés - (p. 4105) : politique de l'aide à l'artisanat : projet de loi sur la répression du travail clandestin ; rôle du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) dans le recyclage de la formation professionnelle ; insuffisance des crédits du CNAM - Danger d'inefficacité des mesures envisagées de lutte contre le chômage - (p. 4107) : abaissement de l'âge de la retraite et développement du travail clandestin.

**Articles non rattachés à l'examen des crédits** - (12 décembre 1981) - Président de la commission des finances - Après l'art. 92 (p. 4179, 4180) : mission d'examen de la commission des finances ; conditions d'un travail parlementaire sérieux - Efforts du rapporteur général - Insuffisance du temps d'examen du budget du Gouvernement - Discussion d'une importante réforme fiscale comme l'impôt sur la fortune dans le cadre de la loi de finances - Désordre et précipitation - Impossibilité d'exercice correct du contrôle parlementaire - Volonté de dialogue du Sénat - Analyse des différents fascicules budgétaires - Déception et étroitesse du cadre de la session budgétaire - Réforme de la Constitution et de la loi organique.

**BONNET (Christian)**, ministre de l'intérieur (nommé le 5 avril 1978 dans le gouvernement Barre) (JO Lois et décrets 6 avril 1978, p. 1539)

#### RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 50 de M. *Raymond Dumont* : police (personnel de) (port d'insignes nazis) (3 avril 1981) (p. 501, 502).

**BORDENEUVE (Jacques)**, sénateur du Lot-et-Garonne (GD) - Décédé le 3 janvier 1981 (2 avril 1981) (p. 417) - Eloge funèbre (7 avril 1981) (p. 526)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

**BOSSON (Charles)**, sénateur de la Haute-Savoie (UCDP)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

#### DÉPÔTS

*Rapport* fait, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 81 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'une Convention d'assistance administrative mutuelle en matière de douane entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République d'Autriche [n° 128 (81-82)] (15 décembre 1981) - **Traités et conventions.**

*Rapport* fait, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 82 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse, concernant la pêche dans le Lac Léman [n° 129 (81-82)] (15 décembre 1981) - **Traités et conventions.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Deuxième partie :*

**Articles non rattachés à l'examen des crédits** - (12 décembre 1981) - Art. 71 (p. 4160) : son amendement n° 545, soutenu par M. *Jean-Pierre Blanc* : protection des logements touristiques banalisés, mis à la disposition d'un organisme de gestion hôtelière ou para-hôtelière ; adopté.

**BOUCHENY (Serge)**, sénateur de Paris (C)

#### NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires étrangères.

Membre titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec Mme *Rolande Perlican* et les membres du groupe communiste et apparenté, tendant à étendre au personnel porteur du service municipal des pompes funèbres de Paris le bénéfice des dispositions de la loi n° 50-328 du 17 mars 1950 accordant aux agents des réseaux souterrains des égouts des avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension [n° 230 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès verbal de la séance du 20 décembre 1980, JO Débats 2 avril 1981) - **Agents communaux.**

*Rapport* fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi [n° 250 (80-81)] autorisant la ratification d'une Convention entre la République française et la République populaire hongroise relative à l'entraide judiciaire en matière civile et familiale, à la reconnaissance et à l'exécution des décisions ainsi qu'à l'entraide judiciaire en matière pénale et à l'extradition [n° 294 (80-81)] (2 juillet 1981) - **Traités et conventions.**

#### QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 119 (JO Débats 3 avril 1981) (p. 442) à M. le secrétaire d'Etat au travail et à la participation (travailleurs manuels et immigrés) : travailleurs étrangers (expulsion de leur logement de travailleurs immigrés) - Caducité le 21 mai 1981.

n° 106 (JO Débats 23 septembre 1981) (p. 1599) à M. le ministre de l'industrie : entreprises (situation d'une entreprise de Paris) - Réponse de M. *Georges Lemoine*,

secrétaire d'Etat à la défense (19 décembre 1981) (p. 4404, 4405).

n° 134 (JO Débats 23 octobre 1981) (p. 2110) à M. le ministre de la défense : **entreprises** (situation de l'emploi dans une société fabriquant des munitions) - Réponse de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat à la défense (19 décembre 1981) (p. 4405, 4406).

n° 143 (JO Débats 31 octobre 1981) (p. 2358) à M. le ministre des relations extérieures : **politique extérieure** (politique de la France vis-à-vis de certains pays d'Afrique).

n° 156 (JO Débats 20 novembre 1981) (p. 2895) à M. le ministre des relations extérieures : **libertés publiques** (situation à Berlin-Ouest).

#### Questions orales avec débat :

n° 49 (15 septembre 1981) (p. 1439) à M. le ministre des relations extérieures : **politique extérieure** (désarmement : initiatives françaises à l'ONU et en Europe) - Discutée le 27 octobre 1981 (p. 2199 et suivantes).

n° 81 (5 décembre 1981) (p. 3698) à M. le ministre des transports : **aéronautique (industrie)** (situation de l'industrie de l'aviation légère et sportive).

- **Question orale avec débat : industrie aérospatiale** - (13 octobre 1981) - (p. 1945) : avenir de l'aviation française et extension du secteur civil - Luttés pour le développement de Caravelle, Concorde et Airbus - Défense des droits syndicaux - Réalisation de l'Airbus A 320 - Puissance des monopoles américains et Aérospatiale - Marché potentiel de l'A 320 et négociations avec la Grande-Bretagne et la RFA - Absence de commandes passées par Lufthansa ; avenir de la coopération aéronautique avec la RFA - (p. 1946) : concurrence de Boeing, Fokker-Hollande et Douglas USA ; lancement d'un biracteur MDF 100 et association américano-néerlandaise - Coopération Mac Donnell Douglas Fokker - Moteurs des avions moyen-courrier ; CFM 56 et coopération entre General Electric et la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'avion (SNECMA) - Boeing 757, concurrence de l'A 320 ; moteurs et coopération entre Pratt et Whitney et Rolls Royce - Développement de l'Airbus A 320 et renforcement technologique et industriel de la France - Réussite technique de Concorde ; effets commercial et politique - Problème de son atterrissage aux Etats-Unis - Coefficient de remplissage et majoration du prix des billets - Attitude de la British Airways et rentabilité de la ligne Londres-New York - Aviation civile supersonique et importance de la deuxième génération.

- **Question orale avec débat : semaine mondiale pour le désarmement** - (27 octobre 1981) - (p. 2199) : session spéciale de l'ONU pour le désarmement et projet d'une semaine pour le désarmement - Nécessité d'une campagne pour le désarmement et la paix - Absence de promotion de cette semaine à la télévision, à la radio et dans les écoles - Caractère dangereux, injuste, inhumain et nuisible de la course aux armements ; importance des moyens financiers concernés ; comparaison avec les besoins éducatifs et de santé publique - Importance de la recherche militaire - Déclarations dangereuses des dirigeants américains - Actions en faveur de la paix à New Delhi, Bonn et Hiroshima - Nucléarisation dangereuse de l'Europe ; protestations en Italie, Belgique, République fédérale d'Allemagne et République démocratique allemande - Manifestation à Paris le 25 octobre 1981 et dénaturation par les moyens d'information - (p. 2200) : sous-estimation du nombre des manifestants - Implantation des fusées *Pershing* en Europe - Décision de la fabrication de la bombe à neutrons et importance du budget militaire américain - Politique américaine de mise en cause de l'équilibre militaire - Obstacles à la politique militariste américaine - Protestation des peuples contre la politique du Président Reagan - Prise de conscience des populations concernées - Caractère politique hétérogène du mouvement pacifiste - Opposition de la conférence épiscopale à la course aux armements - Pétition du Mouvement de la Paix en faveur du désarmement - Déclaration conjointe du parti socialiste et du parti communiste sur l'action en faveur de la paix et du désarmement - Appel de Paris pour le désarmement - Responsabilité de la France - (p. 2201) : proposition positive d'une conférence pour le désarmement faite par le Président de la République - Conférence de Madrid ; importance de la « première corbeille » sur la détente - Succès nécessaire des négociations sur les missiles nucléaires basés en Europe.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

#### Deuxième partie :

**Transports** - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - (p. 3408) : attachement du Gouvernement au développement de l'industrie aéronautique et augmentation des crédits - Nouvelles fabrications : A 320, ATR 42, et importante retombée technologique sur l'ensemble de l'industrie française - Utilisation du moteur CFM 56-2000 pour équiper l'A 320 - (p. 3409) : souhait d'une action importante contre l'emprise des grandes compagnies visant au dérèglement des tarifications - Souhait d'une aide en faveur de l'activité et du développement de l'aviation légère et sportive - Vote favorable au nom du groupe communiste du budget de l'aviation civile.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires telle que modifiée par le protocole de 1978** [n° 13 (80-81)] - (7 avril 1981) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 532) : vote favorable du groupe communiste sur le projet - Responsabilité des compagnies pétrolières internationales dans la pollution par les hydrocarbures - Inexistence, dans les ports de chargement en Méditerranée, des installations de traitement des eaux polluées - Responsabilité du Gouvernement.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière économique, monétaire et financière, de l'accord de coopération monétaire et de la Convention relative aux conditions du concours militaire technique français, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale islamique des Comores** [n° 155 (80-81)] - (7 avril 1981) - Discussion générale (commune avec le projet n° 153) (p. 535) : mainmise coloniale de la France sur les Comores - Convention de coopération militaire et accord de défense - Vote intervenu aux Nations Unies réaffirmant la souveraineté des Comores sur Mayotte - Vote du groupe communiste contre ces accords de coopération.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la Convention relative au concours en personnel apporté par la République française au fonctionnement des services publics de la République fédérale islamique des Comores, ensemble quatre Annexes et deux protocoles signée à Paris le 10 novembre 1978** [n° 153 (80-81)] - (7 avril 1981) - Discussion générale (commune avec le projet n° 155) (p. 535).

- **Projet de loi autorisant la ratification d'une convention entre la République française et la République populaire hongroise relative à l'entraide judiciaire en matière civile et familiale, à la reconnaissance et à l'exécution des décisions ainsi qu'à l'entraide judiciaire en matière pénale et à l'extradition** [n° 250 (80-81)] - (8 juillet 1981) - Rapporteur - Discussion générale (p. 827) : caractère novateur de l'accord conclu avec la Hongrie - Clause de non extradition pour délit politique - Développement de rapports nouveaux avec les pays socialistes ; suite positive à la rencontre de Madrid - Problème des accidents de la route et des dommages matériels et physiques aux personnes - (p. 828) : échange de techniciens français et hongrois - Souveraineté nationale et entraide judiciaire en matière pénale.

**Défense** - (4 décembre 1981) - (p. 3618, 3619) : aspirations économiques, sociales et politiques des Français ; défense indépendante ; paix ; désarmement et coopération avec tous les pays - Positions du parti communiste et nécessité d'une défense efficace - Opposition à l'idée de désarmement unilatéral - Souveraineté nationale et réduction générale et simultanée des armements - Stratégie de la dissuasion et équilibre des forces armées dans le monde - Droits des citoyens ; exemple du droit au travail - Conscription : devoir et formation - Capital privé et industrie nationale d'armement ; relations avec l'information ; exemple de Matra, acheteur d'Hachette - Situation de l'industrie d'armement : absence de création d'emplois ; privatisation des fabrications militaires ; soumission des besoins nationaux de défense aux besoins des clients étrangers ; financement d'études et de recherches par le budget de l'Etat ; ventes d'armes et prêts des banques nationalisées ; nécessité de nationaliser l'industrie d'armement - (p. 3620) : nationalisations : défense ; réduction des coûts ; meilleur équilibre du budget - Conditions des appelés : augmentation du prêt du soldat ; gratuité des transports pour l'ensemble du réseau métropolitain ; osmose entre la nation et son armée ; opposition à la politique de professionnalisme - Réforme de la sécurité militaire et suppression des tribunaux militaires - Situation des retraités : amélioration des retraites des militaires de carrière de grade inférieur - Indépendance de la défense nationale et changement des conditions de vie des soldats du contingent et des sous-officiers - Vote favorable du groupe communiste.

**Imprimerie nationale** - (11 décembre 1981) - (p. 4075) : conséquences sensibles à l'Imprimerie nationale du « plan Lecat » de liquidation de l'entreprise : réduction des effectifs - Récente exposition organisée au Sénat et qualité des productions de l'Imprimerie nationale - Principe du privilège d'impression et difficultés d'application du décret du 4 décembre 1961 - Mission culturelle de l'entreprise : livres d'art - Grève des travailleurs de l'Imprimerie nationale et défense de l'industrie française - Volonté de changement - Perspectives du développement de l'Imprimerie nationale : organisme de concertation nécessaire ; propositions de la commission ouvrière : mensualisation, âge de la retraite, durée du travail - Photocomposition - Vote favorable du groupe communiste.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 104 (81-82)] - (17 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4332) : nationalisation de l'entreprise Matra et nationalisation de l'industrie d'armement - Mise à la disposition d'un potentiel industriel et technique au profit exclusif de la nation - Capitalisme privé et importance des profits - Diversification du groupe Matra et rentabilité du secteur militaire - Participations de Matra ; Manurhin, Matra Electronique - Exportations - Attitude du groupe Floirat Chassagny et rôle de son directeur général, M. Lagardère - Volonté de la nation et souhaits du personnel ; maintien du statut social ; participation des salariés ; demandes du syndicat des techniciens et cadres (UGICT-CGT) et mise en place de structures d'intervention démocratiques ; association des travailleurs aux négociations ; démocratisation des entreprises - Accaparement par le capital privé de l'industrie nationale d'armement et influence sur les médias ; manipulation de l'opinion publique - Nationalisation de Matra et désarmement - Réduction des ventes d'armes à l'étranger - Morale et indépendance nationale - Défense - (p. 4333) ; nationalisation de Matra et réorganisation de l'ensemble de l'industrie d'armement - Absence de création d'emplois - Place des exportations d'armes dans la balance commerciale - Equilibre de la production civile et de la production militaire - Réglementation des ventes d'armes et contrôle du Gouvernement et du Parlement - Fin de la course aux armements - Poursuite du processus de nationalisation des industries d'armement - Vote favorable du groupe communiste - **Art. 14** (p. 4351) : se déclare défavorable à l'amendement n° 7 de M. Maurice Blin, rapporteur général (suppression de cet article sur les modalités de prise de participation de l'Etat chez Matra).

**BOULOUX (Jean-Marie)**, sénateur de la Vienne (UCDP)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 310 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (24 juillet 1981) - **Art. 25** (p. 1150) : son amendement n° 14, soutenu par M. Jean Cluzel : échéances de majoration des pensions militaires d'invalidité au 1<sup>er</sup> janvier et au 1<sup>er</sup> juillet 1982 ; retiré.

**BOUNEAU (Pierre)**, sénateur des Landes (NI)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1<sup>er</sup> janvier 1952 et le 2 juillet 1962 [n° 259 (80-81)] (2 avril 1981) - **Anciens combattants**.

**BOUQUEREL (Amédée)**, sénateur de l'Oise (RPR)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

#### DÉPÔTS

*Participation au rapport d'information* fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur les activités des institutions des Communautés européennes entre le 1<sup>er</sup> novembre 1980 et le 30 avril 1981 en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les Communautés européennes [n° 286 (80-81)] (2 juillet 1981).

*Participation au rapport d'information* fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur les activités des institutions des Communautés européennes entre le 1<sup>er</sup> mai 1981 et le 31 octobre 1981 en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les Communautés européennes [n° 89 (81-82)] (2 décembre 1981).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 3** (p. 2465) : son amendement n° I-297 soutenu par M. Henri Belcour : octroi d'un délai de deux mois par le

représentant de l'Etat pour la légalisation des actes incriminés ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Urbanisme et logement** - (6 décembre 1981) - (p. 3756) : développement rapide du secteur HLM et détérioration de sa situation financière ; vieillissement du parc locatif et forte croissance des dépenses de gestion ; charges financières - (p. 3757) : réforme de l'instruction comptable pour les offices d'HLM et les offices publics d'aménagement et de construction (OPAC) ; augmentation des provisions pour réparations - Désengagement de l'Etat et politique de blocage des loyers - Augmentation du coût du chauffage - Importance des arriérés de loyers et crise économique - Aide à la trésorerie des organismes d'HLM ; révision des taux de l'allocation logement et de l'aide personnalisée au logement (APL) et suppression de la contribution au profit du Fonds national de l'habitat (FNH) sur les loyers conventionnés - Parcs HLM et faiblesse des logements conventionnés - Révision des règles du conventionnement - Subvention aux travaux d'économies d'énergies - Trésorerie des offices d'HLM et nécessité d'une politique à moyen et court terme ; inquiétude sur le projet de loi relatif aux droits respectifs des locataires et des bailleurs et à la modération des loyers - Concertation et déclaration du président de l'Union nationale des fédérations d'HLM - Limitation des loyers et gestion des HLM ; création de subventions d'équilibre et budget des organismes d'HLM - Difficulté d'établissement du budget des organismes pour 1982 - Menaces sur les organismes d'HLM et les OPAC - Réserves sur le projet de budget.

**BOURGES (Yvon)**, sénateur de l'Ille-et-Vilaine (apparenté au groupe RPR)

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des affaires étrangères.

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à compléter la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972, relative au statut général des militaires [n° 136 (81-82)] (17 décembre 1981).

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Défense** - (4 décembre 1981) - (p. 3611) : absence de continuité du budget de la défense - Ralentissement de l'effort financier depuis 1968 - Loi de programmation militaire de 1976 ; progression de la part de la défense dans le produit intérieur brut marchand (PIBM) - Armement des forces - Objectifs et retard ; amoindrissement des dépenses d'équipement et pause dans l'équipement des forces - Incertitudes de la politique de défense - Armement nucléaire et progression continue des forces nucléaires stratégiques ; mise en chantier des armes M4 ; capacité de frappe du sixième sous-marin nucléaire lanceur d'engin (SNLE) et transformation de quatre SNLE - (p. 3612) : nombre de SNLE en patrouille permanente et date de mise en service de l'*Inflexible* - Construction d'un septième SNLE de nouvelle génération - Renforcement de la force océanique stratégique (Fost) ; nécessité de lancement d'un huitième SNLE - Progrès de la détection sous-marine et vulnérabilité des sous-marins - Composante sol-sol mobile

- Nécessité du développement du missile air-sol moyenne portée (ASMP) - Crédibilité de la politique de dissuasion - Politique militaire hors d'Europe et organisation de la marine - Appellation des forces d'actions extérieures : « forces d'assistance » - (p. 3613) : construction de nouveaux porte-avions - Réforme du service national ; efficacité ; durée de l'instruction des recrues ; moyens nécessaires à la permanence des unités ; inconvénients d'un service à durée variable - Diminution de la capacité des armées - Armée, institution de l'Etat ; obligations et servitudes de l'armée ; neutralité ; code de justice militaire et existence de juridictions spécifiques : tribunaux des forces armées - Défense de la sécurité nationale et rôle de la sécurité militaire ; suppression de la direction de la sécurité militaire - (p. 3614) : politique de défense et recul du Gouvernement - Abstention de la majorité sénatoriale sur le budget - Indépendance et liberté de la France - (p. 3623) : décision, prise en tant que ministre de la défense, de construction d'une école militaire de santé à Lyon et de maintien de l'école de santé de Bordeaux - **Examen des crédits - Art. 44** (p. 3627) : sur une réduction indicative des crédits relatifs à l'intégration de l'indemnité de sujétion dans les bases de calcul des pensions d'officiers et de sous-officiers de gendarmerie, ses amendements n° 518 et 519 ; retirés.

**BOURGINE (Raymond)**, sénateur de Paris (NI)

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des affaires étrangères.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (14 octobre 1981) (p. 1973).

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (28 octobre 1981) (p. 2230).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de nationalisation (25 novembre 1981) (p. 3117).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (11 décembre 1981) (p. 4072).

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, complétant la loi n° 79-18 du 3 janvier 1979 relative aux fonds d'archives [n° 163 (81-82)] (23 décembre 1981).

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi portant amnistie [n° 304 (80-81)]** - (21 juillet 1981) - **Après l'art. 6** (p. 967) : se déclare favorable à l'amendement n° 69 de M. Charles Lederman (sursis à l'amnistie pour les peines assorties d'une période probatoire) - **Art. 11** (p. 973) : maintien souhaitable de la possibilité d'amnistie du Président de la République pour les personnes qui se sont distinguées de manière exceptionnelle - **Art. 14** (p. 978) : se déclare favorable à l'amendement n° 8 de M. Félix Ciccolini (bénéfice de l'amnistie si l'autorité n'a pas statué définitivement dans un délai de trois mois) - Rapidité nécessaire de la justice.

**Suite de la discussion** - (22 juillet 1981) - **Art. 24** (p. 1006) : importance de la fraude fiscale - Se déclare défavorable

aux amendements identiques n° 44 et 57 de MM. Guy Petit et Jean-Marie Girault (suppression de cet article concernant les exclusions du bénéfice de la loi d'amnistie).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 310 (80-81)] - (22 juillet 1981) - **Discussion générale** (p. 1034) : chômage et création d'emplois ; investissements - (p. 1035) : budget 1981 et mauvaise évaluation des données financières - Dépenses nouvelles et pari de la relance économique par la reconquête du marché intérieur ; automobile - Déficit grandissant vis à vis des Etats-Unis et de la République fédérale d'Allemagne - Coût financier du chômage - Relance de la production et taux de change - Défense du franc et inflation - Bilan économique et santé du franc - Rapport franc-dollar ; compétitivité de l'industrie aéronautique - Concurrence entre l'industrie française et européenne - Baisse des ventes d'automobiles à l'étranger - (p. 1036) : défense du franc et politique de taux d'intérêt élevés ; situation de l'industrie automobile - Industrie américaine et politique des taux d'intérêt élevés ; lutte contre l'inflation - Forte demande sur le dollar et hausse des taux d'intérêt américains - Politique monétaire américaine et intégration dans l'ensemble de leur politique économique - Taux d'intérêt et capitaux flottants - Taux d'intérêt élevés et impossibilité de lancer un emprunt d'Etat - (p. 1037) : augmentation des dépôts de bilans - Taxation exceptionnelle sur les hauts revenus, limite de taxation et risque d'une fuite des cerveaux ; caractère anti-social de cette mesure - (p. 1038) : réforme fiscale de la donation-partage et transmission de l'outil de travail - Modification des taux de change et courants d'exportation ou d'importation - Création d'emplois et importance de l'industrie.

**Suite de la discussion** - (23 juillet 1981) - **Avant l'art. 1** (p. 1072) : son amendement n° 32 : rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur l'état des dettes et créances de la France à l'égard de l'étranger ; retiré - **Art. 1** (p. 1079) : votera cet article, relatif à la majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu - Rôle des chefs d'entreprises, créateurs d'emplois - **Après l'art. 1** (p. 1079, 1080) : son amendement n° 33 : extension aux salariés qui détiennent plus de 35 % des droits sociaux dans l'entreprise, des abattements de l'impôt sur le revenu dont bénéficient tous les autres salariés ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - **Art. 1 ter** (p. 1083) : son amendement n° 34 : suppression du paragraphe 1 de cet article relatif à la suppression des avantages fiscaux des donations-partages ; retiré au profit de l'amendement n° 91 de M. Maurice Blin, rapporteur général - Problème d'ensemble des droits de succession ; réévaluation de l'abattement à la base - (p. 1084) : problème de transmission des entreprises moyennes.

- **Projet de loi portant suppression de la Cour de sûreté de l'Etat** [n° 312 (80-81)] - (28 juillet 1981) - **Discussion générale** (p. 1172) : esprit de justice et suppression de la Cour de sûreté de l'Etat - Maintien de la Cour de sûreté et confiance dans la nouvelle politique du Gouvernement - Notions de droit commun et d'exceptions - Délits civil et pénal et compétence des tribunaux civils ou des tribunaux correctionnels et des cours d'assises - (p. 1173) : crimes et délits politiques et existence d'une justice politique « qui défend la cité » - Nécessité de la Cour de sûreté et aménagement de ses règles de fonctionnement - Atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat et saisine des tribunaux militaires par la chambre criminelle de la Cour de cassation - Terrorisme politique et banditisme organisé - Cour de sûreté : suppression des juges militaires, désignation des magistrats et règles de la défense - Jurés et substitution par les magistrats en cas d'intimidation - Cour de sûreté et « tribunal d'opinion » - Amnistie et complément naturel d'une cour de sûreté - (p. 1175) : qualité d'une juridiction exceptionnelle instituée dans des circonstances ordinaires et non dans la précipitation - Attentat contre la sûreté de l'Etat et incompétence d'un jury populaire - Vote défavorable sur le projet de loi - **Art. 1** (p. 1184) : suppression de la Cour de sûreté et vote défavorable sur l'article 1 - Mobiles des délits criminels - Terrorisme

politique et rôle du jury d'assises - Distinction entre mobiles de droit commun et politiques ; exemple de l'extradition - « Devoir judiciaire » de chaque citoyen français, évoqué par le garde des sceaux - Cas de l'anarchisme des années 1880-1905 - Utilité d'une Cour de sûreté en période calme ; crainte d'une juridiction exceptionnelle créée à la hâte.

- **Projet de loi relatif au prix du livre** [n° 318 (80-81)] - (29 juillet 1981) - **Art. 1** (p. 1216) : son amendement n° 11 : modes de vente et prix différenciés ; retiré - (p. 1218) : égalité des consommateurs et différence des prix selon les modes de vente - **Art. 2** (p. 1225) : son amendement n° 12 ; suppression de cet article concernant l'inapplicabilité à l'Etat et aux collectivités du système du prix unique ; rejeté - **Art. 8** (p. 1249) : son amendement n° 16 : suppression de cet article concernant l'application de l'ordonnance du 30 juin 1945 relative aux prix ; rejeté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 327 (80-81)] - (29 juillet 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1240) : vote défavorable de la majorité des sénateurs non inscrits - Conception de l'économie : économie de marché, liberté, propriété - Favorable à la surtaxe des hauts revenus - Volonté de justice sociale du Sénat - Majorité du Sénat et droit d'expression.

- **Projet de loi portant amnistie - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 343 (80-81)] - (31 juillet 1981) - **Art. 12 bis** (p. 1298) : droit privé et absence de notion de sanctions ; primauté à la notion de contrat - Mandat des travailleurs et protection publique - Rupture du contrat de travail et absence de faute pénale - Intervention de l'Etat dans les rapports de droit privé et méfiance dans les milieux économiques - Conception du rôle de chef d'entreprise - Vote défavorable sur cet article et sur l'ensemble du projet - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1303) : notion d'actes commis en relation avec la fonction - Loi et jurisprudence de la Cour de cassation - Vote défavorable sur le texte.

- **Projet de loi relatif au prix du livre - Deuxième lecture** [n° 344 (80-81)] - (31 juillet 1981) - **Deuxième délibération - Art. 2** (p. 1315) : se déclare défavorable à l'amendement n° 23 de M. Jack Lang, ministre (exclusion du système du prix unique des bibliothèques publiques régies par la loi de 1901 sur les associations) - Acquisition par les comités d'entreprises de livres et affectation à une bibliothèque.

- **Projet de loi relatif au droit d'action du ministère public dans les procédures collectives d'apurement du passif des entreprises** [n° 357 (80-81)] - (8 septembre 1981) - **Art. 1** (p. 1381) : intervient sur l'amendement n° 1 de M. Jacques Thyraud, rapporteur (saisine du tribunal par le procureur de la République et convocation préalable du débiteur) - **Art. 5** (p. 1385) : se déclare favorable à l'amendement n° 5 de M. Jacques Thyraud, rapporteur (suppression de cet article relatif à la possibilité pour le tribunal, dans la procédure de règlement judiciaire, de subordonner l'homologation du concordat à certaines conditions : remplacement de dirigeants sociaux ou cession de leurs parts, privation du droit de vote).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 19 (81-82)] - (22 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 2100) : qualité des réalisations de la sidérurgie française : progrès de productivité - Cas de la régie Renault ; comparaison avec la société Peugeot évoquée par M. Jacques Larché - Cite le livre publié par M. Pierre Dreyfus sur son expérience à la tête de la régie Renault « La liberté de réussir » - Nécessité de nommer à la tête des grandes entreprises, non des fonctionnaires choisis pour leurs options politiques, mais des hommes de métier - Exemple de M. Pierre Dreyfus chez Renault - (p. 2101) : exemple de la nomination en 1961, de Marcel Wiriath à la tête du Crédit lyonnais - Nécessité d'un engagement du Gouvernement à cet égard - Situation de la sidérurgie française - Traité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) de 1951 et conséquences du blocage des prix en

France - Pertes de la sidérurgie et dettes à l'égard de l'Etat - Risque de confusion entre la nécessité économique de la nationalisation et l'aspect social - Cite le rapport de M. René Drouin, député, sur ce même projet - Maintien d'une entreprise déficitaire pour des raisons sociales et prise en compte nécessaire de ce coût - Cas de Rhône-Poulenc - Nomination des dirigeants des nouvelles entreprises nationales - Dispositions annoncées sur la consultation des syndicats sur les décisions économiques ; notion de gestion démocratique - (p. 2102) : risque de déficit supplémentaire financé par la collectivité - Créations d'emplois et nécessité de la compétitivité - Souci d'éviter la paralysie des dirigeants - Abstention sur le projet en examen - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2106) : nécessité de la nationalisation de la sidérurgie comme clarification de la situation de fait - Voter finalement en faveur de la nationalisation.

*Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 42 (81-82)] - (4 novembre 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2406) : nécessité de la nationalisation : mise en harmonie de la situation de droit et de la situation de fait - Vote favorable au projet.

- **Projet de loi de nationalisation** [n° 36 (81-82)]

**Suite de la discussion** - (21 novembre 1981) - **Discussion générale** (p. 2961) : logiques économiques antinomiques du capitalisme et du socialisme ; propriété privée et appropriation par la collectivité publique - Etat et économie libérale indépendante ; exemple des Etats-Unis ; privatisation de leur industrie de caoutchouc synthétique - (p. 2962) : libéralisme économique français et intervention étatique ; exemple de la réalisation de Fos - Croissance économique et bienfaits de l'initiative privée - Production industrielle et extension fatale des nationalisations ; cas d'Elf-Aquitaine et des Charbonnages de France - Politique à l'égard des petites et moyennes entreprises ; liberté des prix industriels ; profits et autofinancement - Accord sur les finalités économiques et maîtrise nécessaire du capitalisme - Caractère inéluctable des lois du marché économique - Réalisme dans le choix des moyens et la détermination des buts - Absence de modèle socialiste ; exemple de l'URSS - Logique du goulag - Nationalisation et internationalisation des grandes entreprises ; reconstitution de l'épargne et droit de vote aux actionnaires nationaux - Nationalisation et expérimentation sociale ; conseils d'atelier - Entreprises et proscription de la politique ; cas de Renault - (p. 2963) : importance et qualité de notre industrie et de nos exportations - Maintien nécessaire de notre réputation économique à l'étranger et auprès des Français - Injustice de l'indemnisation prévue ; respect du principe d'égalité entre étrangers et Français - Inflation et prise en compte du facteur « cours de bourse » - Dividendes de 1981 et maintien au propriétaire actuel - Mécanismes d'indexation des titres indemnitaires ; protection contre une hausse des taux, mais absence de mesures conservatoires pour le nominal - Poursuite du phénomène inflationniste - Importance financière des groupes et faiblesse de la somme totale d'indemnisation - Sociétés nationalisables et réalisation des profits à l'étranger ; faiblesse des dividendes distribués par rapport à la masse salariale et au chiffre d'affaires - Investissements étrangers en France - (p. 2964) : contrat Honeywell-Bull ; importance de l'accès du marché américain et association avec Honeywell - Prise en compte des observations faites par le président de la Commission des opérations de bourse ; création d'une commission administrative d'appréciation des indemnités - Largeur de la nationalisation de la sidérurgie ; risque de politisation et de fonctionnarisation ; problème du choix des directeurs - Cas particulier de l'entreprise Dassault - Participation majoritaire à Matra - Comparaison entre le chiffre de fonds de concours de l'Etat et du montant total de l'indemnisation ; risque d'accroissement du déficit budgétaire ; exemple de la SNCF - Projet de loi sur l'adaptation de notre législation commerciale au droit administratif - (p. 2965) : incompatibilité de notre droit administratif avec le droit commercial mondial ; cas de l'acquisition par la Cogema d'une société d'uranium américaine - Représentation des syndicats dans

les conseils d'administration ; citoyenneté d'entreprise ; caractère international des groupes nationalisables - Vote défavorable sur le projet - Qualité du système des sociétés d'investissement à capital variable (SICAV) Monory et reconstitution de l'épargne populaire ; absence d'indexation.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Discussion des articles de la première partie :*

(24 novembre 1981) - **Art. 2** (p. 3064) : son amendement n° 327 : calcul du seuil d'imposition par personne fiscale et non par foyer fiscal ; réservé jusqu'à l'art 3 - **Après l'art. 2** (p. 3067) : se déclare favorable à l'amendement n° 116 de M. Francis Palmero (indemnisation des français rapatriés d'outre-mer) - **Art. 3** : se déclare favorable à l'amendement n° 120 de M. Pierre Vallon soutenu par M. Francis Palmero (exclusion du calcul de l'assiette de l'impôt de l'indemnisation des français rapatriés d'outre-mer) - **Après l'art. 2** (p. 3068) : son amendement n° 328 : fixation du plafond d'imposition ; devenu sans objet - (p. 3071) : se déclare défavorable à l'amendement n° 57 de M. Maurice Schumann, soutenu par M. Michel Caldauguès (fixation du plafond d'imposition) - **Art. 2 (suite)** (p. 3073) : son amendement n° 327, précédemment réservé : calcul du seuil d'imposition par personne fiscale et non par foyer fiscal ; retiré profit de l'amendement n° 372 de M. Louis Virapoullé - **Art. 3** (p. 3077) : se déclare défavorable à l'amendement n° 288 de M. Maurice Blin, rapporteur général (assimilation des cas de concubinage notoire aux couples légitimes pour le calcul de l'assiette de l'impôt)

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1981) - **Art. 5** (p. 3133) : se déclare favorable à l'amendement n° 297 de MM. Maurice Blin, rapporteur général, et Yves Durand (prise en compte des biens grevés d'un usufruit dans le patrimoine du nu-propriétaire pour le calcul de l'impôt sur le patrimoine) - (p. 3135) : son amendement n° 332 : exemption de l'impôt pour les placements financiers situés en France ; rejeté.

**Suite de la discussion** - (26 novembre 1981) - **Art. 2 (suite)** (p. 3170) : vote défavorable sur l'article 2 et dénaturation du projet gouvernemental - Taxation de la fortune improductive et nécessité d'une exonération totale de l'outil de travail - Absence d'encouragement aux placements financiers - Risque d'un exode des capitaux - **Art. 11** (p. 3173) : vote favorable sur la majoration de 10 % de l'impôt sur le revenu - Opposition au plafonnement du quotient familial - (p. 3174) : égalité fiscale et prise en compte à l'intérieur de la même catégorie de revenus - Quotient familial et réduction de l'impôt sur les couples avec enfants - Encouragements à la natalité et retraites - Quotient familial et caractère régulateur pour la même catégorie de revenus - Choix à faire entre la création d'une tranche supplémentaire de l'impôt sur le revenu et le déplafonnement du quotient familial.

*Deuxième partie :*

**Articles non rattachés à l'examen des crédits** - (12 décembre 1981) - **Après l'art. 92** (p. 4183) : se déclare défavorable à l'amendement n° 573 de M. Maurice Blin, rapporteur général (réduction du montant des crédits de paiement ouverts aux ministres pour 1982 et économies budgétaires nécessaires ; intitulé ; « Titre III - Economies budgétaires »).

**Vote sur l'ensemble** - (12 décembre 1981) - (p. 4194) : redressement de l'économie - Maintien du franc dans le système monétaire européen - Taxe proportionnelle - Allocations familiales et fiscalisation - (p. 4195) : autofinancement de l'industrie privée ou publique - Endettement extérieur et inflation - Accaparement par l'Etat des sommes nécessaires à la production - Relance par la consommation et relance des investissements - Opposition au budget.

- **Projet de loi de nationalisation - Nouvelle lecture** [n° 93 (81-82)] - (16 décembre 1981) - **Discussion générale**

(p. 4292) : refus de l'économie étatique - Liberté et propriété privée - Environnement international - Exemple de la pénétration sur le marché américain de sociétés appartenant à des Etats étrangers : acquisition par Elf Aquitaine de la société américaine Texas-Gulf ; montant de la transaction et comparaison avec la valeur globale d'indemnisation des cinq grands groupes industriels français nationalisés - Nécessité de lois antitrust - Rôle de la commission de la concurrence, rappelé par M. Guy Petit, et insuffisance des dispositions législatives françaises sur la concurrence - Projet de loi de nationalisation et incompatibilité avec l'article 34 de la Constitution : inaliénabilité des biens du domaine public, sauf par une loi - Achat par la Cogema d'une société américaine d'uranium et problème de l'extension du secteur public français au territoire d'un Etat étranger - (p. 4293) : argument invoqué de la nécessité des nationalisations pour empêcher l'acquisition des sociétés françaises par les capitaux internationaux et dispositions à cet égard de la loi suisse : possibilité de lutte contre l'internationalisation, dans le cadre du système capitaliste et de la propriété privée - Votera la motion d'irrecevabilité.

**BOURGOING (Philippe dé)**, sénateur du Calvados (président du groupe UREI)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales ; en démissionne (20 octobre 1981) (p. 2042).

Est nommé membre de la commission des lois (20 octobre 1981) (p. 2061).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière (2 octobre 1981) (p. 1814).

#### QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 48 (JO Débats 9 juillet 1981) (p. 836) à Mme le ministre de l'agriculture : **lait et produits laitiers** (prix du lait).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant amnistie [n° 304 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (22 juillet 1981) - **Art. 24** (p. 1006) : déclare le groupe UREI favorable aux amendements identiques n° 44 et 57 de MM. Guy Petit et Jean-Marie Girault (suppression de cet article concernant les exclusions du bénéfice de la loi d'amnistie).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 310 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (24 juillet 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1155) : amendements adoptés par le Sénat et vote favorable de la majorité du groupe UREI - Résultats des élections présidentielles et rôle du Sénat.

- **Projet de loi relatif au prix du livre [n° 318 (80-81)]** - (29 juillet 1981) - **Art. 2** (p. 1226) : se déclare favorable à l'amendement n° 20 de M. Jacques Carat, rapporteur (non application du système de prix unique aux associations scolaires à but éducatif ou culturel).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire*

[n° 327 (80-81)] - (29 juillet 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1237) : opposition au texte de la commission mixte paritaire - **Vote défavorable du groupe UREI** - (p. 1238) : procédure des commissions mixtes paritaires - Conciliation entre les deux assemblées.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 19 (81-82)]** - (22 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 2098) : Dispositions du projet : conversion en actions des sociétés Usinor et Sacilor des prêts à caractéristiques spéciales consentis par le Fonds de développement économique et social (FDES) : nationalisation de fait - Inadaptation de cette solution au problème posé par la crise de l'industrie sidérurgique française - Concurrence des pays en voie de développement - Réduction de la consommation d'acier dans les pays industrialisés - Restructuration industrielle nécessaire et limitation des capacités de production - Plans de redressement mis en oeuvre en France en 1978 et 1979 ; plans d'accompagnement à caractère social - Effondrement des prix - Absence de politique industrielle du Gouvernement - (p. 2099) : précédent de la *British Steel Corporation* - Nécessité du maintien de deux sociétés d'exploitation autonomes - Compétitivité et suppressions d'emplois - Concertation européenne nécessaire en matière de politique industrielle - Inquiétude des populations lorraines - Cas des mines de fer : intégration souhaitable aux sociétés sidérurgiques - Situation dans le département du Calvados : cas de la Société métallurgique de Normandie - Problème de la rentabilisation des sous-produits - Récession de l'industrie sidérurgique britannique depuis la nationalisation - Danger de la bureaucratisation - Opposition des groupes de la majorité du Sénat au projet en examen.

*Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 42 (81-82)]* - (4 novembre 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2405) : opposition de la majorité du Sénat au projet en première lecture - (p. 2406) : décision politique - **Vote des groupes de la majorité du Sénat** contre le projet.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 3** (p. 2470) : soutient l'amendement n° I-243 de M. Louis de la Forest (demande de suspension par un citoyen dans un délai de quinze jours de l'exécution d'un acte des autorités communales au représentant de l'Etat).

- **Procès-verbal** (10 novembre 1981) - (p. 2552) : fait part du vote négatif de M. *Hubert Martin* sur le projet de loi de finances rectificative pour 1981

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (12 novembre 1981) - **Titre II - Art. 16** (p. 2603) : soutient l'amendement n° II-97 de M. Marcel Lucotte, identique à l'amendement n° II-275 de M. Marc Jacquet, soutenu par M. Marc Bécam (exercice par le conseil général de ses pouvoirs de décision dans le cadre des lois de la République) - **Art. 17** (p. 2604) : soutient l'amendement n° II-98 de M. Marcel Lucotte (élection par le conseil général en son sein d'une commission départementale exécutive) - **Art. 21** (p. 2618) : soutient les amendements identiques n° II-21 de M. Michel d'Aillières et n° II-101 de M. Marcel Lucotte (mention de la compétence du président du conseil général sur les services extérieurs de l'Etat dans le département).

**Suite de la discussion** - (18 novembre 1981) - **Titre II - Art. 34 (suite)**, (p. 2789) : soutient l'amendement de coordination n° II-4 de M. Richard Pouille (interventions économiques des départements).

**Suite de la discussion** - (19 novembre 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** - (p. 2887) : hommage rendu à M. Lionel de Tinguy - Respect des prérogatives du Parlement - Compétence du rapporteur de la commission des lois, M. *Michel Giraud* - (p. 2888) : lutte contre l'isolement des

petites communes - Amélioration de l'ensemble des dispositions relatives au pouvoir d'intervention économique des communes, des départements et des régions - Vote de ces textes complétés et amendés - Décentralisation rigoureuse et efficace et allègement des tutelles.

**- Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Discussion des articles de la première partie :*

(24 novembre 1981) - **Art. 2** (p. 3061) : soutient l'amendement n° 341 de M. Frédéric Wirth (actualisation des conventions fiscales) - **Art. 3** (p. 3072) : soutient l'amendement n° 60 de M. Pierre-Christian Taittinger (réduction de la valeur de l'habitation principale lors du calcul de l'assiette de l'impôt).

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1981) - **Art. 4** (p. 3123) : son amendement n° 62, soutenu par M. Jacques Descours Desacres, identique à l'amendement n° 129 de M. René Tinant, soutenu par M. Francis Palmero : impôt sur le patrimoine : extension du régime prévu pour les biens professionnels à l'ensemble des biens ruraux loués par un bail écrit, enregistré, sous réserve de conformité au statut du fermage ; retiré.

**Suite de la discussion** - (26 novembre 1981) - **Art. 11** (p. 3183) : soutient l'amendement n° 13 de M. Robert Schmitt (majoration de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance) - (p. 3184) : soutient l'amendement n° 66 de M. Paul Guillard (déduction fiscale pour dépenses engagées par l'emploi de personnel de maison ; compensation de recettes) - **Art. 12** (p. 3194) : soutient l'amendement n° 67 de M. Michel Miroudot (majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu en 1981 inférieure à 50000 F et bénéficiant d'une décote sur cette majoration).

*Deuxième partie :*

**Anciens combattants** - (30 novembre 1981) - (p. 3350) : programme de François Mitterrand, candidat à la présidence de la République : théorie et réalité -- Premier rattrapage des pensions en juillet 1981 - Stabilité du budget en francs constants - Absence de mesures envers les veuves de guerre, les orphelins, les ascendants et les personnes percevant une pension d'invalidité - Attribution de la carte d'ancien combattant pour les anciens d'Afrique du Nord - Augmentation des crédits pour les fêtes et cérémonies ; fête du 8 mai - Relèvement du plafond de la retraite mutualiste et actualisation annuelle - Distribution de distinctions pour les anciens combattants ; rétablissement du Mérite combattant et avis de la commission départementale - (p. 3351) : respect de la mémoire des anciens combattants et profanation de monuments - Transfert des archives en Algérie et braderie d'une partie du patrimoine national - Voté par le groupe de l'union des républicains et des indépendants d'un budget ne faisant que reconduire l'exercice antérieur.

**Urbanisme et logement** - (6 décembre 1981) - **Examen des crédits** - Après l'art. 92 (p. 3767) : son amendement n° 524, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : garantie d'emprunt et dispense pour l'établissement public foncier de la métropole lorraine par référence aux règles s'appliquant à l'établissement public de la Basse-Seine ; adopté.

**Agriculture** - (7 décembre 1981) - (p. 3820) : inquiétude des agriculteurs à la veille de la conférence annuelle - Diminution des revenus agricoles : coût croissant des consommations intermédiaires : engrais, carburant, alimentation du bétail - Situation de la Basse Normandie : diminution de la production des céréales ; abattage du bétail ; diminution de la collecte de lait - Décision d'accorder des aides exceptionnelles au revenu des agriculteurs ; montant calculé sur les travaux de la commission des comptes de l'agriculture et prise en compte de crédits de 1980 ; insuffisance de l'aide annoncée - Modalités d'attribution des aides : discrimination à l'intérieur de la profession au détriment des agriculteurs les plus

dynamiques - Annonce d'une politique de prix différenciés et de la création d'offices par produit ; inconvénients de ce système - (p. 3821) : problème de l'enseignement agricole privé - Incertitudes trop nombreuses - Réserves du groupe UREI quant à son vote sur ce budget.

**Mer** - (11 décembre 1981) - (p. 4061) : inquiétude des pêcheurs : aggravation des coûts de production : matériel d'exploitation, carburant - Aides à la construction navale et difficultés du chantier de Port-en-Bessin - (p. 4062) : maintien nécessaire des crédits d'intervention du Fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche maritime et de la conchyliculture (FIOM) ; actualisation nécessaire des prix d'objectif et augmentation des prix de retrait - Taux de participation du FIOM aux organisations de producteurs - Contrôle nécessaire ; importations sauvages - Problème de la pesée - Inquiétude des pêcheurs de Basse Normandie.

**Articles non rattachés à l'examen des crédits** - (12 décembre 1981) - **Art. 75** (p. 4169) : traitement des titres et emploi ; centre de Bayeux.

**Vote sur l'ensemble** - (12 décembre 1981) - (p. 4191) : budget de relance : croissance des dépenses ; déficit budgétaire - Situation de l'emploi - Situation internationale - Fonctionnement du marché financier et création monétaire - Taux de hausse des prix - Attente d'une indexation de l'épargne populaire - Chômage - Relance et impôts supplémentaires - Planification excessive et autoritaire - Nationalisations et bouleversement des règles d'une économie de marché - Charges sociales - Mesures fiscales et impôt sur la fortune - Fiscalité des entreprises - (p. 4192) : hausse des prix - Elaboration d'une politique conjoncturelle et isolement au sein de l'Europe - Vote du budget modifié par le Sénat.

**- Projet de loi relatif à la modération des loyers [n° 83 (81-82)]** - (15 décembre 1981) - **Art. 6** (p. 4251) : office public d'aménagement et de construction (OPAC) de son département et fixation par décret de la liste des charges récupérables sur les locataires - Problème des frais de nettoyage des immeubles.

**- Projet de loi de finances pour 1982 - Nouvelle lecture [n° 138 (81-82)]** - (18 décembre 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4396) : budget dangereux pour la France - Partisan d'une croissance la plus élevée possible compatible avec le respect de nos équilibres extérieurs - Budget de facilité et formidable augmentation des dépenses publiques - Augmentation des recettes fiscales de 19 % - Priorité aux dépenses de fonctionnement des services par rapport aux investissements - Plafonnement du quotient familial - Augmentation du pourcentage des tranches d'impôt sur le revenu et renforcement des prélèvements de la fiscalité indirecte - Absence du monopole du souci de l'emploi et de la solidarité - Non aboutissement de nos tentatives d'amendements ; se déclare opposé à l'adoption du texte de ce projet.

**- Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 141 (81-82)]** - (21 décembre 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4486) : inquiétude du monde agricole - (p. 4487) : importance de la production agricole pour l'économie française ; balance commerciale - Montant des crédits inscrits au collectif et insuffisance pour le maintien du revenu agricole - Critique des modalités de répartition de l'aide : exclusion de son bénéfice des agriculteurs les plus dynamiques - Aides accordées en complément de revenu en 1980 : plafonnement ; aspect social et aspect économique - Politique agricole commune - Vote négatif sur les différents articles.

**BOUVIER (Raymond)**, sénateur de la Haute-Savoie (UCDP)

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des lois.



## QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 17 (JO Débats 20 juin 1981) (p. 755) à Mme le ministre de l'agriculture : **exploitants agricoles** (établissement d'un statut professionnel en faveur des épouses d'agriculteurs).

n° 18 (JO Débats 20 juin 1981) (p. 755) à M. le ministre de la culture : **architectes** (conditions d'obtention du titre d'agréé en architecture) - Réponse de M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement (27 octobre 1981) (p. 2180).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

Suite de la discussion - (5 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - Art. 3 (p. 2462) : soutient l'amendement n° I-164 de M. Alfred Gérin (notification dans un délai de quinze jours des délibérations, arrêtés et conventions relatifs aux marchés des autorités communales aux représentants de l'Etat dans le département) - (p. 2469) : son amendement n° I-350 déposé avec M. Roger Boileau et soutenu par M. Pierre Schiélé : fixation du délai de saisine du tribunal administratif à deux mois ; devenu sans objet.

Suite de la discussion - (10 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - Art. 6 (p. 2557) : son amendement n° I-379, soutenu par M. Pierre Schiélé : redressement d'un budget communal et information motivée aux assemblées départementale et régionale ; retiré.

Suite de la discussion - (18 novembre 1981) - **Titre III (suite)** - Art. 51 *quater* (p. 2814) : son amendement n° III-148, soutenu par M. Roger Boileau : clarification des responsabilités respectives du président du conseil régional et du représentant de l'Etat dans la région sur les services régionaux et les services de l'Etat ; retiré.

BOYER (Louis), sénateur du Loiret (UREI)

## NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires sociales.

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (11 décembre 1981) (p. 4072).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (18 décembre 1981) (p. 4384).

## DÉPÔTS

Avis présenté, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Solidarité nationale - Sécurité sociale** [n° 62, tome III (81-82)] (23 novembre 1981).

Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 124 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale [n° 126 (81-82)].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en

discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale [n° 147 (81-82)] (19 décembre 1981).

## QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 47 (JO Débats 9 juillet 1981) (p. 836) à Mme le ministre chargé de la jeunesse et des sports : **éducation physique et sportive** (indemnité versée à des enseignants d'éducation physique animateurs).

n° 165 (JO Débats 9 décembre 1981) (p. 3897) à M. le ministre de l'éducation nationale : **enseignement privé** (obligation des communes concernant les dépenses de fonctionnement des écoles privées).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 310 (80-81)]

Suite de la discussion - (23 juillet 1981) - Art. 1 (p. 1078) : se déclare favorable à l'amendement n° 90 de M. Maurice Blin, rapporteur général (exonération de la surtaxation pour les revenus exceptionnels définis à l'article 163 du code général des impôts et pour les revenus liés à une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique) - Exemple des professions libérales.

- **Projet de loi portant abolition de la peine de mort** [n° 385 (80-81)]

Suite de la discussion - (29 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1719) : précipitation du Gouvernement dans le dépôt du projet explicable par la personnalité de l'actuel ministre de la justice - (p. 1720) : nombre des victimes d'accidents de la route ou de l'avortement - Rôle de la crainte dans le respect des institutions - Décalage souligné par le ministre de la justice à l'Assemblée nationale entre les condamnations de délinquants français et étrangers ; politique électoraliste du Gouvernement à l'égard des étrangers - Libération de criminels et risque de récidive - Désir de vengeance personnelle des familles des victimes - Votera contre le projet.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Deuxième partie :*

**Solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale** - (10 décembre 1981) - Rapporteur pour avis (Solidarité nationale et sécurité sociale) - (p. 4012) : sécurité sociale et mesures gouvernementales de redressement ; incidence de la revalorisation des prestations - Rétablissement de la cotisation exceptionnelle de 1 % - Assiette de cotisation et réintégration des cotisations au régime complémentaire - Recouvrement contentieux des dettes patronales - Absence de suppression de la cotisation assurance maladie sur les retraites - Action sur les dépenses de santé ; incidence des créations d'emplois et préparation de la « charte de la santé » - Réforme financière de la sécurité sociale ; choix entre l'adaptation de l'assiette, la fiscalisation et le transfert des charges indues ; préférence du Gouvernement pour l'adaptation de l'assiette et volonté d'accélérer le processus d'harmonisation des régimes ; principe de la cotisation d'assurance maladie des chômeurs et exclusion de la contribution des fonctionnaires - Inégalité des charges et protection de certaines catégories ; cas des agriculteurs - Amélioration du contrôle parlementaire ; rôle de la commission des comptes de la sécurité sociale - Structures et remise en cause des ordonnances de 1967 ; inconvénients d'une démocratisation horizontale des conseils et d'une démocratisation verticale de la gestion par décentralisation - Rapports Etat, sécurité sociale et professions de santé ; négociation d'une nouvelle convention ; liberté de prescription et maîtrise des dépenses - Unification des prestations

familiales et revalorisation des allocations familiales - (p. 4013) : inflation et revalorisation des prestations - Plafonnement du quotient familial et appréciation de son rôle correcteur - Revalorisation des prestations vieillesse et relèvement du seuil de récupération sur succession applicable à l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité - Assurance maladie et rétablissement des droits des chômeurs non indemnisés - Suppression du ticket modérateur et de la franchise pour la vingt-sixième maladie - Amélioration du remboursement de certains produits ; lunettes et frais dentaires - Aménagement de l'âge du droit à la retraite et des règles de cumul - Politique de relance par la consommation ; inflation et chômage - Plan d'amélioration et de financement de la sécurité sociale et prolongement de la politique antérieure - Opposition au projet de réforme de la gestion des caisses et des rapports avec les professions de santé - Contrôle parlementaire et attitude négative du Gouvernement - Imprécision et contradiction de la politique gouvernementale - Sous-information du public - S'en remet à la sagesse du Sénat pour ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4037) : achat de matériel français par les hôpitaux ; pouvoirs des conseils d'administration - Scanner et carte des implantations actuelles ; modification de cette carte en fonction des nouvelles normes ; exemple des appareils de radiation ionisante.

- **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale [n° 124 (81-82)]** - (18 décembre 1981) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4373) : projet de loi et prolongement législatif du plan de financement et d'amélioration de la sécurité sociale arrêté le 10 novembre par le Gouvernement - Rétablissement des droits à la couverture gratuite illimitée de leurs soins aux chômeurs en fin d'indemnisation - Modification de la périodicité du relèvement du plafond des cotisations d'assurance vieillesse ; déplafonnement de la cotisation d'assurance veuvage - Institution d'une cotisation d'assurance maladie assise sur les indemnités de chômage - Modulation du montant de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité attribuée à une personne seule ou à un couple - Conséquences législatives de l'abrogation du ticket modérateur d'ordre public - Régime de sécurité sociale des artistes auteurs - **Art. 1** (p. 4375) : application de ce texte aux chômeurs cessant d'être indemnisés après la date de publication du texte et aux chômeurs non indemnisés actuellement qui tombent sous le coup des dispositions en vigueur de la loi du 28 décembre 1979 - Maintien de la couverture des assurés au titre de la maladie, de la maternité, de l'invalidité et du décès - Cas des chômeurs non indemnisés bénéficiant d'une prestation d'invalidité - **Après l'art. 1** (p. 4376) : accepte l'amendement n° 7 de M. Pierre Louvot (couverture sociale des chômeurs non indemnisés et des travailleurs indépendants privés d'emploi) - **Art. 3** (p. 4377) : non application du décret relatif au ticket modérateur d'ordre public par le précédent gouvernement - amendement ancien de la commission tendant à supprimer l'article 20 de l'ordonnance de 1967 relative au ticket modérateur - **Art. 4** : son amendement n° 1 : fixation par décret et à intervalles non inférieurs au semestre de la périodicité du plafond applicable aux cotisations d'assurance vieillesse ; adopté - (p. 4378) : sur son amendement n° 1, accepte le sous-amendement n° 14 de M. Charles Bonifay (fixation de la périodicité du plafond applicable aux cotisations d'assurance vieillesse non supérieure à l'année) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 15 de M. Jean Béranger (première année d'application de la modification de la périodicité de la revalorisation du plafond de la sécurité sociale) - Son amendement n° 2 : suppression des deux derniers alinéas de l'article relatif au déplafonnement des cotisations d'assurance veuvage ; retiré - (p. 4379) ; accepte l'amendement n° 9 de M. André Rabineau (bénéfice de l'allocation de veuvage pour certains conjoints survivants d'adultes handicapés) - (p. 4380) ; accepte l'amendement n° 11 de M. André Rabineau (entrée en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1982 de l'assurance veuvage en faveur des conjoints survivants du régime des non salariés agricoles) - **Art. 5** :

son amendement n° 3 : couverture des dépenses de maladie, de maternité, d'invalidité et de décès ; adopté - Son amendement n° 4 : exclusion du principe de la double cotisation pour les allocataires de la garantie de ressources démission ; rejeté - (p. 4381) ; son amendement n° 5 : unicité des seuils d'exonération des cotisations d'assurance maladie des chômeurs et des retraités ; adopté - **Art. 7** : son amendement n° 6 suppression de l'article relatif à la variation de l'allocation supplémentaire en fonction de la situation matrimoniale des intéressés ; rejeté - **Après l'art. 8** (p. 4382) : intervient sur l'amendement n° 8 de M. Louis Virapoullé (suppression de la condition d'activité pour l'attribution des prestations familiales dans les départements d'outre-mer) - (p. 4383) : accepte l'amendement n° 10 de M. Jacques Bialski, soutenu par M. Charles Bonifay (réduction des formalités administratives pour l'attribution des prestations familiales) - Son amendement n° 12 : prise en charge par l'assurance maladie des exploitants agricoles des suites d'accidents survenus à un ancien assuré d'un régime obligatoire d'assurance maladie devenu exploitant agricole ; adopté - (p. 4384) : son amendement n° 13 : bénéfice de la couverture de leurs soins pour tous les pensionnés cotisant à l'assurance maladie ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution.

**BRACONNIER (Jacques)**, sénateur de l'Aisne (RPR)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (22 décembre 1981) (p. 4544).

#### DÉPÔTS

*Avis* présenté, au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Routes et voies navigables** [n° 60, tome XII (81-82)] (23 novembre 1981).

*Rapport* fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 118 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, approuvant le plan intérimaire [n° 130(81-82)] (16 décembre 1981).

*Rapport* fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 [n° 161 (81-82)] (23 décembre 1981).

#### QUESTIONS

##### *Questions orales sans débat :*

n° 98 (JO Débats 19 février 1981) (p. 230) à M. le Premier ministre : testaments (enregistrement des testaments) - Caducité le 21 mai 1981.

##### *Questions orales avec débat :*

n° 36 (24 juillet 1981) (p. 1124) à M. le ministre de l'industrie textiles (politique du Gouvernement à l'égard de l'industrie textile et du groupe Boussac-Saint-Frères) - Discutée le 20 octobre 1981 (débat commun) (p. 2042 et suivantes).

## INTERVENTIONS

- **Questions orales avec débat jointes : difficultés de l'industrie textile** - (20 octobre 1981) - (p. 2046) : menaces sur des milliers d'emplois - (p. 2047) : importance des pertes d'emplois dans l'industrie textile - Augmentation de la pénétration étrangère - Elaboration d'un plan textile - Nécessité de diminuer le poids des importations - Exemple du coton peigné, norme 60 ; limitation des importations grecques - Politique sociale et compétitivité industrielle ; cautions financières, importation et renforcement de la lutte contre les fraudes ; articles 115 du Traité de Rome et 19 du GATT - Troisième accord multifibres - Allègement des coûts sociaux et financiers - Insuffisance des fonds propres aux entreprises ; encadrement du crédit et taux d'intérêts - Développement de la recherche et de l'innovation - Affaire Boussac Saint-Frères et situation du bassin d'emploi de Saint-Quentin - (p. 2060) : importance du nombre des interventions sur le problème du textile - Problème de la limitation des importations de coton peigné - Etude sur l'avenir du groupe Boussac Saint Frères - (p. 2061) : attribution d'un prêt participatif et fin du délai laissé aux experts économiques chargés d'examiner la situation - Cas particulier de la filiale de Saint-Quentin.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - Après l'art. 4 (p. 2482) : son amendement n° I-315, soutenu par M. Roger Romani : constitution de commissions extra-municipales par les conseils municipaux ; retiré.

**Suite de la discussion** - (10 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 6** (p. 2556) : sur l'amendement n° I-105 de M. Michel Giraud, rapporteur (maintien du déficit et exécution des mesures de la chambre régionale des comptes par le représentant de l'Etat ; inclusion dans le contrôle du budget exécuté des dépenses obligatoires), soutient le sous-amendement n° I-319 de M. Jacques Delong (nécessité d'une mise en demeure par le représentant de l'Etat) - **Art. 7** (p. 2561) : se déclare favorable, ainsi que son groupe, à l'amendement n° I-106 de M. Michel Giraud, rapporteur (difficultés financières exceptionnelles et principe de l'octroi de subventions exceptionnelles par le représentant de l'Etat) - **Art. 8** (p. 2562) : son amendement n° I-48 : suppression de cet article concernant l'inscription, après avis de la chambre régionale des comptes, par le représentant de l'Etat, des dépenses obligatoires aux budgets communaux ; retiré.

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - **Titre III - Art. 45** (p. 2753) : son amendement n° III-179 identique à l'amendement n° III-85 de M. Marcel Lucotte : comité économique et social et vocation d'avis ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Transports** - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - Rapporteur pour avis (Routes et voies navigables) (p. 3396) : diminution prévue du volume des travaux réalisés en 1982 par rapport à 1981 ; aggravation de la situation des entreprises de travaux publics - (p. 3397) : politique d'entretien des routes existantes au détriment des nouvelles infrastructures - Baisse du programme autoroutier - Prise en compte par le plan intérimaire de deux ans et par le VIII<sup>e</sup> plan des priorités liées à l'aménagement du territoire - Rééquilibrage du réseau autoroutier français par un maillage de transversales assurant le désenclavement de la façade atlantique - Aspect sécurisant des autoroutes - Nécessité d'une initiation précoce aux règles de la sécurité routière dispensées dans les écoles - Mauvais résultat de la politique de répression *a posteriori* de la France - (p. 3398) : maintien du nombre d'accidents malgré les suspensions provisoires du permis de conduire et l'obligation d'allumer les codes en ville - Faiblesse des liaisons à grand gabarit de notre réseau de voies navigables - Diminution du trafic fluvial et faible pourcentage d'utilisation de ce mode de transport en France

- Diminution constante des personnels de la batellerie - Doute sur les intentions réelles du Gouvernement en matière de voies navigables - Elaboration d'un schéma directeur actuellement en cours - Budget insuffisant pour doter notre pays des infrastructures de transport indispensables à son essor économique - Propose le rejet de ce budget au nom de la commission des affaires économiques.

**Commerce et artisanat** - (2 décembre 1981) - En remplacement de M. Paul Kauss (p. 3490) : faible augmentation des crédits - Modicité du budget du commerce et de l'artisanat et absence d'aide directe aux commerçants et aux artisans - Poids économique de ce secteur et lutte contre le chômage - Révision des règles relatives aux liquidations des stocks - Retouches à apporter à la loi Royer ; rentes de situation pour les grandes surfaces - Révision des compétences des commissions départementales d'urbanisme commercial ; procédures d'autorisation et établissement d'une carte départementale des implantations commerciales - Possibilité d'appel à une commission nationale - Réanimation du commerce rural ; grandes surfaces et désertification rurale - Installation de petits commerces et aide fiscale à l'investissement - Locaux commerciaux et réhabilitation de l'habitat ancien ; maîtrise d'ouvrage des chambres de commerce - Suppression de l'aide spéciale compensatrice ; nécessité de la dissociation avec la disparition du fonds de commerce - Structures consulaires - (p. 3491) : annonce d'une réforme des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers - Importance économique du commerce et de l'artisanat.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 141 (81-82)]** - (21 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4447) : exclusion de près d'un agriculteur sur deux du bénéfice de l'aide de solidarité à l'agriculture - Critère retenu du chiffre d'affaires et sacrifice des entreprises les plus dynamiques - Importance de la balance commerciale agro-alimentaire - Exemple des éleveurs - Politique d'assistance sélective - Méconnaissance de la réalité agricole - Politique de fixation des prix européens et hausse des coûts de production - Refus d'un contingent détaxé de carburant ; hausse des taux des prêts du Crédit agricole et réduction de leur durée ; augmentation des cotisations sociales - Prélèvement sur les excédents du Crédit agricole : procédure identique au détriment du budget des PTT : abus de procédure et détournement de fonds - Compensation de revenus - Négociations de Bruxelles sur la fixation des prix agricoles pour la campagne 1981-1982 - Effort de productivité des agriculteurs et souci de l'intérêt national - Absence d'approbation du groupe RPR à ce collectif.

- **Projet de loi approuvant le Plan intérimaire pour 1982 et 1983 [n° 118 (81-82)]** - (22 décembre 1981) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4502) : économie et progrès social - Rôle du plan et durée optimale d'application ; vide interstitiel entre le VII<sup>e</sup> et le VIII<sup>e</sup> plans - Rôle du Parlement - Stratégie du plan : croissance ; diminution de la dépendance énergétique ; reconquête du marché intérieur ; développement des exportations ; solidarité nationale et temps de travail - Extension du secteur nationalisé - Utilisation des finances publiques - Epargne - Négociation sociale et décentralisation - Soumission au Parlement d'un texte législatif sur les objectifs et les méthodes de la planification ; difficultés de réalisation d'un rapport d'exécution - Politique énergétique du gouvernement précédent - (p. 4503) : lutte contre le chômage et créations d'emplois - Légère reprise de la consommation des ménages et importations - Robotique, informatique et emploi - Taux de croissance des pays étrangers - Volonté de relance rapide des investissements et des exportations et baisse du volume de la production mondiale - Baisse de l'épargne brute des entreprises - Développement des frais généraux de la nation - Taxation des frais généraux des entreprises et de leur outil de travail - Insuffisance des aides publiques en faveur de l'investissement privé - Coût des nationalisations - Augmentation des fonds propres des entreprises ; réforme des circuits financiers - Aides à l'investissement et obligation

de créations d'emplois - Extension des droits des travailleurs - Partage du temps de travail et notion de partage de la pénurie de travail - Coûts de production - Coût de la cinquième semaine de congés payés - Progrès de la productivité - Réduction du temps de travail et difficultés des petites et moyennes entreprises (PME) et des petites et moyennes industries (PMI) - Reconquête du marché intérieur et concertation - (p. 4504) : développement des exportations - Accroissement du déficit budgétaire ; inflation et spéculation à la baisse du franc - Financement du déficit : marché obligataire français ; emprunts extérieurs ; création monétaire - Déséquilibre de la balance des comptes - Déficit des finances publiques et de la sécurité sociale ; prélèvements - Inflation - Réduction du programme nucléaire ; économies d'énergie ; accroissement de la production charbonnière et développement des énergies nouvelles - Recherche - Agriculture ; politique agricole commune ; garantie dégressive en fonction des quantités livrées ; rôle des offices par produit ; réduction des charges d'exploitation ; exemple du département de l'Aisne ; politique des prix et des revenus - Modernisation de l'appareil industriel - Rôle et place du secteur public - Avenir des contrats de plans pluriannuels - (p. 4505) ; contrôle de l'appareil bancaire ; directives d'attribution de crédits aux entreprises de presse par les banques nationalisées - Réforme des aides en faveur des PME et des PMI - Actions prioritaires en faveur du secteur du bâtiment et des travaux publics - Attente d'un schéma directeur pour les voies navigables et d'une définition de la politique autoroutière - Commerce et artisanat ; modernisation de la distribution ; bilan de la loi Royer ; absence d'actions en faveur de l'artisanat ; apprentissage et non prise en compte du rôle des chambres de commerce et des chambres de métiers ; régime social des commerçants et des artisans - Interventions sélectives sectorielles ; filière bois ; secteur maritime - Oubli des ports et de la construction navale - Réforme des aides au développement régional et décentralisation ; primes régionales à l'emploi ; primes d'aménagement du territoire ; pouvoirs des collectivités locales ; fiscalité locale - (p. 4506) : objectifs de la Confédération française démocratique du travail (CFDT) ; ressemblance du plan à la notion de synthèse du parti socialiste - Absence d'objectifs prioritaires ou de prévisions chiffrées - Pauvreté de la pensée économique - Demande de rejet du plan et opposition de la question préalable - **Question préalable** (p. 4540) : sa motion n° 1 : décision du Sénat de ne pas poursuivre la délibération sur le texte en discussion ; adoptée - (p. 4541) : refus du bilan du gouvernement précédent fait par le plan intérimaire - Système d'aide aux entreprises et nationalisation du système bancaire - Difficultés de communication entre le Gouvernement et le Sénat - Réduction du temps de travail - Maintien des capacités de production - Opposition aux 4 articles du projet de loi - Taux de croissance - Relance de la consommation intérieure - Relance des investissements, des exportations - Régression des taux d'intérêt et aspect flou du plan.

*Nouvelle lecture* [n° 165 (81-82)] - (23 décembre 1981) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4566) : divergences entre le Sénat et le Gouvernement et politique économique - **Question préalable** avant la discussion des articles - Demande le rejet de chacun des articles du projet de loi - **Art. 1** (p. 4567) : son amendement n° 1 : suppression de cet article sur l'approbation du plan intérimaire pour les années 1982 et 1983 ; adopté - **Art. 2** (p. 4568) : son amendement n° 2 : suppression de cet article sur la signature de contrats de plan entre l'Etat et les régions ou les entreprises ; adopté - **Art. 3** : son amendement n° 3 : suppression de cet article sur la présentation d'un rapport relatif à l'articulation entre les options du plan intérimaire et les moyens budgétaires et à la surveillance de l'exécution du plan intérimaire par une commission ; adopté - **Art. 4** : son amendement n° 4 : suppression de cet article sur l'apport d'aides directes ou indirectes à des entreprises par des collectivités territoriales et leurs groupements ou les régions ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4569) : vote favorable sur le projet modifié par le Sénat.

**BRIVES (Louis)**, sénateur du Tarn (GD-SRG)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

**BRUN (Raymond)**, sénateur de la Gironde (apparenté au groupe RPR)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

#### DÉPÔTS

*Avis* présenté, au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Commerce et artisanat** [n° 60, tome VII (81-82)] (23 novembre 1981).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires telle que modifiée par le protocole de 1978** [n° 13 (80-81)] - (7 avril 1981) - **Discussion générale** (p. 531) : travaux de la commission sénatoriale d'enquête sur l'*Amoco Cadiz* et absence de responsabilité du commandant du bâtiment.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Art. 29** (p. 3268) : son amendement n° 4, déposé au nom de la commission des affaires économiques et soutenu par M. Daniel Millaud : reconduction pour un an de l'application de l'article 2 de la loi du 3 janvier 1979 relative à l'apprentissage, excluant du calcul de l'effectif d'une entreprise les apprentis titulaires d'un contrat conclu entre 1979 et 1981 ; irrecevable aux termes de l'article 42 de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances.

*Deuxième partie :*

**Commerce et artisanat** - (2 décembre 1981) - Rapporteur pour avis (p. 3486) : affectation des crédits dans leur quasi-totalité au secteur de l'artisanat ; nécessité d'un rééquilibrage en faveur du commerce - Mesures nouvelles proposées par le projet de budget - Alignement des droits sociaux et maintien de différences - Nécessité du caractère provisoire du blocage des prix, notamment des services ; sanctions contre les abus - Investissements ; octroi d'une aide et accroissement des effectifs - Harmonisation des régimes fixaux ; adhésion aux centres de gestion et chiffre d'affaires - Avenir du projet de loi voté par l'Assemblée nationale relatif aux sociétés à responsabilité limitée (SARL) dites « familiales » - Evolution du salaire déductible du conjoint pour 1982 - Départements et absence de centres de gestion agréés - Problème de la réévaluation des plafonds pour le régime du bénéficiaire forfaitaire et pour le régime du réel simplifié - Politique vis à vis des grandes surfaces ; loi Royer et révision des seuils - Avenir de l'aide spéciale compensatrice - (p. 3487) : mécanismes d'attribution de cette aide - Remplacement des primes au premier emploi et à l'installation artisanale - Apprentissage et création de structures d'accueil pour les jeunes de 16 à 18 ans - Projet de budget et reprise de mesures antérieures -

Suppression de la patente - Proposition d'adoption de ce projet de budget.

Articles non rattachés à l'examen des crédits - (12 décembre 1981) - *Etat E* - Art. 58 (p. 4136) : augmentation de la taxe en faveur des organes viti-vinicoles et charges de

ces organismes ; requête des comités interprofessionnels du vin - Art 83 (p. 4174) : soutient l'amendement n° 522 de M. Christian Poncelet (composition de la commission départementale de conciliation et remplacement des titulaires désignés par la chambre de commerce par un expert appartenant à la profession).

C

CAILLAVET (Henri), sénateur du Lot-et-Garonne (NI)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

Membre du Parlement européen, élu au suffrage universel.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à réformer l'article 738 du code de procédure pénale et supprimer le sursis aux condamnations à l'emprisonnement prononcées contre les proxénètes [n° 180 (79-80)] (25 février 1980) - Retirée le 13 octobre 1981.

*Proposition de loi* tendant à compléter l'article 15 de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 pour associer la presse écrite au commentaire de l'information et plus particulièrement celle des journaux télévisés de 20 heures [n° 189 (79-80)] (rattachée pour ordre au procès verbal de la séance du 12 mars 1980, JO Débats 3 avril 1980) - Radiodiffusion et télévision - Retirée le 2 octobre 1981.

*Proposition de loi* tendant à compléter la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 et reconnaître la profession de concepteur en bâtiment [n° 318 (79-80)] (18 juin 1980) - Architecture - Retirée le 13 octobre 1981.

*Proposition de loi* tendant à compléter, d'une part, l'article 2272 du code civil et substituer d'autre part, la prescription de deux ans à la prescription trentenaire pour les actions contre les commissaires priseurs et les experts qui les assistent dans la vente d'objets mobiliers en enchère publique [n° 239 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980, JO Débats 2 avril 1981) - Ventes aux enchères.

*Proposition de loi* tendant à compléter la loi n° 75-625 du 11 juillet 1975 instituant la lutte contre la discrimination fondée sur le sexe, en l'étendant à la discrimination fondée sur l'homosexualité masculine et féminine et à la transsexualité [n° 279 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 avril 1981, JO Débats 2 juillet 1981) - Libertés individuelles.

*Proposition de loi* tendant à modifier les articles 372, 373-2, premier alinéa, et 374, second alinéa, du Code civil en reconnaissant l'extension de la notion d'autorité parentale exercée conjointement par les père et mère vivant en cohabitation hors mariage, les droits de surveillance et d'éducation exercés conjointement par les père et mère divorcés ou séparés de corps, l'autorité parentale conjointe pour les enfants naturels reconnus par le père et la mère [n° 280 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 avril 1981, JO Débats 2 juillet 1981).

*Proposition de loi* tendant à modifier le code électoral et le code des communes en vue d'instituer le scrutin proportionnel plurinominal à un tour pour l'élection des conseillers municipaux dans les villes de plus de 30 000 habitants [n° 330 (80-81)] (28 juillet 1981) - Elections municipales.

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à modifier l'article 65 de la Constitution, relatif au Conseil supérieur de la magistrature [n° 331 (80-81)] (28 juillet 1981).

*Proposition de loi* tendant à modifier les conditions de mode de placement dans les établissements de soins prévues par la loi du 30 juin 1838 relative à la lutte contre les maladies mentales [n° 332(80-81)] (28 juillet 1981).

*Proposition de loi* d'orientation sur la presse [n° 333 (80-81)](28 juillet 1981).

*Proposition de loi* tendant à organiser un régime minimum d'assurance obligatoire contre les calamités agricoles [n° 341 (80-81)] (29 juillet 1981).

*Proposition de loi* tendant à égaliser au travers des annonces publiées par les conseils en recrutement les chances dans l'accès aux emplois et accroître l'information au bénéfice du service public et des candidats [n° 361 (80-81)] (8 septembre 1981).

*Proposition de loi* tendant à modifier les lois n° 75-17 du 17 janvier 1975 et 79-1204 du 31 décembre 1979 relatives à l'interruption volontaire de grossesse [n° 362 (80-81)] (8 septembre 1981) - Avortement.

*Proposition de loi* tendant à modifier la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes [n° 369 (80-81)] (10 septembre 1981).

*Proposition de loi* tendant à abroger l'alinéa 2 de l'article 331 du Code pénal [n° 22 (81-82)] (13 octobre 1981) - Attentats aux moeurs.

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à modifier l'article 11 de la Constitution et élargir le domaine d'application du référendum aux problèmes de société et au choix du régime électoral [n° 52 (81-82)] (16 novembre 1981).

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à modifier l'article 28 de la Constitution et réunir le Parlement en deux sessions ordinaires l'une de quatre-vingt-quinze jours, l'autre de cent jours [n° 53 (81-82)] (16 novembre 1981).

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à modifier les articles 23 et 25 de la Constitution et permettre aux ministres antérieurement parlementaires de retrouver leurs mandats d'élus nationaux [n° 54 (81-82)] (16 novembre 1981) - Parlement.

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à modifier l'article 48 de la Constitution et promouvoir dans l'ordre du jour des Assemblées les initiatives parlementaires et le vote des textes en instance [n° 55 (81-82)] (16 novembre 1981) - Parlement.

*Rapport spécial* fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Transports - III. Transports intérieurs : routes et voies navigables [n° 58, annexe 34 (81-82)] (23 novembre 1981).

*Proposition de loi* tendant à modifier l'article L. 18 du code de la route et à limiter les pouvoirs de la commission spéciale en matière de suspension des permis de conduire [n° 65 (81-82)] (24 novembre 1981) - Circulation routière.

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à modifier l'alinéa 3 de l'article 49 de la Constitution et limiter l'usage par le Gouvernement au cours d'une même session ordinaire d'engager sa responsabilité [n° 67 (81-82)] (25 novembre 1981) - Parlement.

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à modifier l'article 18 de la Constitution et esquisser le dialogue entre le Président de la République et le Parlement en aménageant la pratique constitutionnelle du message [n° 68 (81-82)] (25 novembre 1981).

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à modifier le dernier alinéa de l'article 26 de la Constitution et permettre pour un parlementaire la suspension de détention ou de poursuite jusqu'à la fin de son mandat [n° 69 (81-82)] (25 novembre 1981) - Parlement.

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à modifier l'article 29 de la Constitution et déterminer les conditions

de délibération du **Parlement** lorsqu'il est appelé à siéger hors session [n° 70 (81-82)] (25 novembre 1981).

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à modifier l'article 41 de la Constitution et permettre la consultation du **Conseil constitutionnel** en cours de procédure législative [n° 71 (81-82)] (25 novembre 1981).

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à modifier l'article 43 de la Constitution et augmenter le nombre des commissions permanentes en créant une commission des libertés [n° 72 (81-82)] (25 novembre 1981) - **Parlement**.

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à modifier l'alinéa 2 de l'article 45 de la Constitution et garantir que la navette des textes législatifs reste la règle et la commission mixte paritaire l'exception [n° 73 (81-82)] (25 novembre 1981) - **Parlement**.

*Proposition de loi* tendant à modifier l'article 340-1 du Code civil et à abandonner la notion d'inconduite notoire en cas d'action en recherche de paternité [n° 97 (81-82)] (7 décembre 1981) - **Filiation**.

*Proposition de loi* tendant à modifier les articles 230 et 231 du Code civil et à permettre en cas de divorce par consentement mutuel sur demande conjointe des époux la personnalisation du projet de convention accompagné du contre-seing d'un ou plusieurs avocats [n° 98 (81-82)] (7 décembre 1981).

*Proposition de loi* tendant à modifier l'article L. 14 du Code des pensions civiles et militaires de retraite [n° 103 (81-82)] (7 décembre 1981).

## QUESTIONS

### *Questions orales sans débat :*

n° 14 (*JO Débats* 10 octobre 1980) (p. 3850) à M. le Premier ministre : **parlementaires** (problèmes posés par la suppléance des parlementaires nommés ministres) - Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement (3 avril 1981) (p. 506, 507).

n° 15 (*JO Débats* 10 octobre 1980) (p. 3850) à M. le Premier ministre : **parlementaires** (suppléance d'un parlementaire nommé ministre : cas particulier) - Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement (3 avril 1981) (p. 506, 507).

n° 86 (*JO Débats* 8 janvier 1981) (p. 1) à M. le ministre de la culture : **télécommunications** (politique du Gouvernement concernant le 3<sup>e</sup> canal du futur satellite de télévision) - Caducité le 21 mai 1981.

n° 91 (*JO Débats* 29 janvier 1981) (p. 113) à M. le Premier ministre : **centrales nucléaires** (projet d'implantation d'une nouvelle centrale nucléaire sur le cours de la moyenne Garonne) - Caducité le 21 mai 1981.

n° 97 (*JO Débats* 19 février 1981) (p. 230) à M. le ministre des affaires étrangères : **politique extérieure** (politique de la France vis-à-vis du Vanuatu) - Caducité le 21 mai 1981.

n° 101 (*JO Débats* 26 février 1981) (p. 244) à M. le Premier ministre : **élection du Président de la République** (vote des Français de l'étranger) - Réponse de M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères (3 avril 1981) (p. 512, 513).

n° 113 (*JO Débats* 3 avril 1981) (p. 441) à M. le Premier ministre : **ministres et secrétaires d'Etat** (séparation des fonctions ministérielles et des missions électorales) - Caducité le 21 mai 1981.

n° 6 (*JO Débats* 20 juin 1981) (p. 754) à M. le Premier ministre : **Parlement** (inscription de propositions de loi à l'ordre du jour du Sénat).

n° 129 (*JO Débats* 21 octobre 1981) (p. 2064) à M. le Premier ministre : **service d'exploitation industrielle des**

**tabacs et allumettes (SEITA)** (situation du personnel de la SEITA).

n° 139 (*JO Débats* 28 octobre 1981) (p. 2203) à M. le ministre des relations extérieures : **archives** (rétrocession au gouvernement algérien d'archives).

### *Questions orales avec débat :*

n° 13 (*JO Débats* 20 juin 1981) (p. 753) à M. le Premier ministre : **Constitution** (révision de l'article 11 de la Constitution) - Caducité le 22 juin 1981 - Reprise le 2 juillet 1981 (p. 778).

n° 47 (8 septembre 1981) (p. 1375) à M. le ministre de la justice : **peine de mort** (report du débat parlementaire relatif à la suppression de la peine de mort).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant amnistie** [n° 304 (80-81)] - (21 juillet 1981) - **Art. 4** (p. 961) : son amendement n° 59 : statut des objecteurs de conscience et régularisation de leur situation ; retiré - **Art. 11** (p. 971) : son amendement n° 60 : possibilité d'amnistie du Président de la République pour les personnes âgées de moins de 23 ans ; retiré - **Projet initial** de M. Maurice Faure, précédent garde des sceaux.

**Suite de la discussion** - (22 juillet 1981) - **Intitulé du chapitre VI** (p. 1010) : son amendement n° 63 : de forme ; « dispositions particulières relatives au casier judiciaire, au fichier des infractions à la circulation et au fichier central des chèques » ; réservé - **Après l'art. 26** (p. 1010) : son amendement n° 64 : retrait de tous les fichiers des infractions à la circulation amnistiées par la présente loi ; retiré - (p. 1011) : importance du nombre de fichiers existant en France ; mise à jour après les lois d'amnistie - Son amendement n° 65 : chèques émis avant le 22 mai 1981 et retrait du fichier central des chèques des interdictions bancaires ; retiré - **Intitulé du chapitre VI (suite)** (p. 1012) : son amendement n° 63 précédemment réservé : de forme ; « disposition particulières relatives au casier judiciaire, au fichier des infractions, à la circulation et au fichier central des chèques » ; retiré - Sur l'amendement n° 83 précédemment réservé, de M. Robert Badinter, ministre (de forme : « dispositions particulières relatives à la réhabilitation et au casier judiciaire ») se déclare favorable au sous-amendement n° 94 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (référence à tous fichiers portant mention de condamnations pénales) - **Après l'art. 26** (p. 1013) : déclare applicable l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 37 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (événements d'Algérie et amnistie avec possibilité de reconstitution de carrière).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 310 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (23 juillet 1981) - **Discussion générale** (p. 1066) : solidarité et justice sociale - Surtaxe exceptionnelle et provisoire pour les hauts revenus : danger pour les « entreprises personnelles ».

- **Projet de loi portant abolition de la peine de mort** [n° 385 (80-81)] - (28 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1669) : caractère personnel et législatif du débat - Rappelle ses débats de conscience autour du problème de l'abolition - (p. 1670) : se déclare favorable à la peine de mort - Responsabilité de l'homme - Décision judiciaire et application de la peine de mort - Peine de mort et crime exceptionnel - Equilibre entre coeur et raison - Caractère peu probant des statistiques et des exemples étrangers - Loi et reflet des moeurs - Exemplarité et peine de mort - Protection de la société et notamment des forces de sécurité ou des agents pénitentiaires - Abolition de la peine de mort et peines de sûreté - Risque des prises d'otages - Récidivistes - Développement des ligues d'autodéfense - Problème de la peine de mort en temps de guerre -

(p. 1671) : caractère anormal de l'exclusivité du droit de grâce confié au Président de la République - Suggestion d'un référendum ou d'une révision constitutionnelle - Caractère difficile du choix proposé - Infortune de la victime et risque d'une récidive.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Discussion des articles de la première partie :*

(25 novembre 1981) - **Art. 3 (p. 3109)** : son amendement n° 8 : non prise en compte des bijoux, objets d'antiquité, d'art ou de collection, pour le calcul de l'impôt sur le patrimoine, sauf dans le cas de vente à l'exportation ; rejeté - Son amendement n° 9 : non prise en compte dans les bases d'imposition à l'impôt sur le patrimoine des oeuvres d'art ou de collection pour les artistes créateurs et producteurs d'oeuvres contemporaines ; retiré.

**Suite de la discussion - (27 novembre 1981) - Art. 18 bis (p. 3239)** : son amendement n° 12, soutenu par M. Charles Beaupetit : réduction de 50 % du taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers pour les utilisateurs de tracteurs et engins agricoles ; retiré.

*Deuxième partie :*

**Transports - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - Rapporteur spécial (Routes et voies navigables)(p. 3395)** : faiblesse de la dotation concernant les routes - Effort en faveur de l'entretien au détriment du réseau national en rase campagne - Modeste progression du développement des infrastructures - Problème des autoroutes, faible rentabilité des nouveaux tronçons, nécessité de subventionner certains budgets des autoroutes - Solution plus économique du doublement des voies nationales - Effort supplémentaire au plan de la sécurité routière - (p. 3396) : inutilité de la ceinture de sécurité en cas de choc latéral - Utilisation des codes en ville et décret du 12 septembre 1979 - Hostilité du Sénat, des maires des grandes villes et de l'opinion générale à l'application de la règle des codes en ville - Renouvellement de la demande de suppression de ce décret au nom de la commission des finances - Souhait des précédents gouvernements de réaliser une grande liaison des voies navigables de l'Europe du Nord et de la Méditerranée - Préparation d'un schéma directeur et souhait d'y voir figurer l'aménagement de la Garonne - Insuffisance des crédits affectés à la restauration des tronçons des canaux - Au nom de la commission des finances, propose l'adoption des crédits relatifs aux transports intérieurs (Routes et voies navigables) après amputation des crédits de 800 000 francs pour imposer la suppression des codes en ville obligatoire - **Examen des crédits - Etat B (p. 3418)** : son amendement n° 502 : réduction des crédits du titre III : utilisation des codes en ville ; adopté.

**Départements et territoires d'outre-mer - (9 décembre 1981) - (p. 3920)** : particularités de la Nouvelle-Calédonie : indigènes majoritaires dans le territoire ; pays francophone dans un environnement anglophone ; indépendance des pays environnants depuis peu - Nécessité pour le Gouvernement de reconnaître le principe du droit à l'indépendance des peuples de Nouvelle-Calédonie - Débat politique et détermination de l'attribution du droit de vote - Organisation d'un référendum sur le principe de l'indépendance à terme - Nécessité d'organiser le référendum avant les réformes - France, pays de liberté - Réforme foncière indispensable - Nécessité d'une introduction de la sécurité sociale - (p. 3921) : modification du code du travail - Nécessité d'une réforme fiscale ; modification des structures de l'éducation nationale - Révision du code minier - Nouvelle consultation populaire dans quelques années après les réformes - Accord avec la charte constitutionnelle française - Satisfaction concernant la nomination de M. Charbonniaud, responsable politique de sensibilité socialiste - Nécessité pour le Gouvernement d'affirmer une volonté politique.

**CAIVEAU (Louis), sénateur de la Vendée (UCDP).**

**Devient sénateur le 9 septembre 1981 en remplacement de M. Lionel de Tinguy, décédé (16 septembre 1981) (p. 1439).**

**NOMINATIONS**

- Est nommé membre de la commission des affaires sociales (8 octobre 1981) (p. 1913).

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Economie et finances (suite) - I - Charges communes - (11 décembre 1981) - (p. 4085)** : hommage à son prédécesseur, *Lionel de Tinguy* - Diversité des crédits inscrits au budget des charges communes - Application de la loi de nationalisation et sous-estimation des crédits nécessaires : obligations de la caisse nationale de l'industrie et de la caisse nationale des banques ; coût du paiement des rompus - Crédits en faveur des créations d'emplois : créations d'emplois d'initiative locale ; emploi des jeunes - Dotations en capital des entreprises publiques et charges pour la collectivité nationale - Déséquilibre avec les crédits d'aide aux entreprises privées - Financement du déficit budgétaire prévu pour 1982 - (p. 4086) : sous-évaluation des estimations et nécessité d'un nouveau collectif budgétaire - Abstention du groupe UCDP sur ce budget.

**CALDAGUES (Michel), sénateur de Paris (RPR)**

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des affaires étrangères.

Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi portant abolition de la peine de mort [n° 385 (80-81)] - (28 septembre 1981) - Discussion générale (p. 1675)** : respect scrupuleux de l'opinion d'autrui - (p. 1676) : dénonce le caractère de manifeste politique des arguments du Gouvernement - Absence d'éléments objectifs de criminologie comparée et d'historique du combat d'idées - Manichéisme excessif - Déformation de la volonté des électeurs - Respect de la personne humaine et abolitionnisme - Politisation du débat - Défense de la société contre les agressions individuelles ; cite son expérience personnelle lors d'un procès d'un écrivain condamné à mort en 1944 - Respect de la personne humaine et guerre nucléaire - (p. 1677) : agressions collectives et acceptation de la notion de dissuasion - Corrélation entre criminalité sanglante et peine de mort ; exemplarité - Système pénal et notion de sanction ; réinsertion sociale - Exemplarité et développement de la sécurité - Abolition de la peine de mort et référendum ; démagogie - Refus du pardon et conception exigeante de la dignité humaine - Abolition et abaissement nécessaire de toute l'échelle des peines - (p. 1678) : refus de l'idée du droit de disposer d'une vie humaine.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 - Nouvelle lecture [n° 47 (81-82)] - (6 novembre 1981) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 2539)** : texte consacrant un état de fait et accomplissant un acte de solidarité en faveur des travailleurs de Lorraine - Inconvénients de la nationalisation : opium du peuple - Vote défavorable des groupes de la majorité du Sénat.



**- Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (12 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 13** (p. 2592) : rôle du Sénat de grand conseil des communes de France et mesures spécifiques pour Paris demandées par Mme *Cécile Goldet* - Election au suffrage universel du Conseil de Paris et volonté manifestée par le corps électoral - Commissions d'arrondissement élues et dotées d'un budget propre, suggérées par Mme *Cécile Goldet* - **Titre II** - **Art. 21** (p. 2618) : son amendement n° II-296, soutenu par M. Roger Romani : relations entre le délégué du Gouvernement et le conseil général ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - **Titre I** - **Art. 4 (suite)** (p. 2769) : son amendement n° I-310 soutenu par M. Marc Bécam identique à l'amendement n° I-171 de M. Marcel Lucotte soutenu par M. Michel Miroudot : interventions économiques communales à l'exclusion de services propres destinés à représenter ou à intervenir dans la promotion, l'organisation ou l'animation d'entreprises à but lucratif ; retiré le 18 novembre 1981.

**- Projet de loi de nationalisation [n° 36 (81-82)]**

**Suite de la discussion** - (21 novembre 1981) - **Discussion générale** (p. 2971) : opposition de deux conceptions radicalement différentes de l'intérêt général - Référence à la construction et au développement de la puissance industrielle française malgré les aléas de la crise économique mondiale - Volonté de nationalisation massive de l'économie ; risques et exemple anglais ; attentisme délibéré des chefs d'entreprises - Faux amalgame de l'intérêt général avec les nationalisations ; exemple des difficultés de délimitation du champ des nationalisations - Motivations des nationalisations et déclarations gouvernementales contradictoires - Critique les propos du ministre de l'industrie sur l'absence de progrès technologique et l'insuffisance d'adaptation de l'appareil productif à la concurrence internationale - (p. 2972) : importance du chiffre d'affaires des groupes nationalisables réalisé à l'étranger - Contradiction entre la volonté de nationaliser les grands monopoles et celle de la reconquête du marché intérieur - Nationalisation et risque de démantèlement des multinationales françaises - Gestion des grands groupes et prise en compte des intérêts des épargnants ; réalisation des objectifs industriels - Relation entre les sociétés nationalisées et les sous-traitants ; cite l'exemple de la politique menée par la Régie Renault en faveur des sous-traitants étrangers - Nationalisations bancaires et encadrement du crédit - Système bancaire nationalisé et sécurité sociale des entreprises - Nationalisation du crédit et dénaturation de l'économie ; maintien de l'économie de marché et distribution du crédit en fonction d'autres critères - Nationalisation et absence de justification économique - Nécessité d'une information sur les nationalisations ; exemple de la Régie Renault et référence aux obligations légales d'information des sociétés cotées en bourse - Nature différente des nationalisations réalisées à la Libération - (p. 2973) : programme de nationalisation et effondrement des cours de la Bourse - Nationalisation et panacée à la crise économique - Nationalisation et « nouvel opium du peuple » - Programme de nationalisation et gel de notre économie ; risque d'un échec pour la France.

**- Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Discussion des articles de la première partie :*

(24 novembre 1981) - **Après l'art. 2** (p. 3069) : soutient l'amendement n° 57 de M. Maurice Schumann (fixation du plafond d'imposition).

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 3288) : changement politique et traduction budgétaire - (p. 3289) : scepticisme à l'égard des hypothèses économiques retenus par le Gouvernement - Problème du financement du déficit

budgétaire et caractère inévitable de l'inflation - Atteinte à la confiance - Impôt sur les grandes fortunes et taxation de l'outil de travail - Modifications apportées par le Sénat au projet du Gouvernement et utile contribution du groupe RPR - Vote du groupe RPR favorable à la première partie de la loi de finances ainsi modifiée.

**CANTEGRIT (Jean-Pierre)**, sénateur des Français établis hors de France (GD)

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (11 décembre 1981) (p. 4072).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (18 décembre 1981) (p. 4384).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (21 décembre 1981) (p. 4480).

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi, autorisant l'approbation d'une convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali sur la sécurité sociale [n° 320 (80-81)]** - (28 juillet 1981) - **Discussion générale** (p. 1191, 1192) : actualisation de la convention de 1965 - Coordination entre les régimes français et maliens de sécurité sociale : maladie, vieillesse, pensions, prestations familiales et accidents du travail - Détachement et maintien au régime du pays d'origine - Facilité à l'exercice d'une profession pour les français expatriés - Coordination entre les régimes de vieillesse et nécessité d'application aux pays d'Afrique - Conventions de sécurité sociale et protocoles financiers.

**- Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Discussion des articles de la première partie :*

(24 novembre 1981) - **Après l'art. 2** (p. 3069) : son amendement n° 267 : fixation du plafond d'imposition ; devenu sans objet

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1981) - **Art. 4** (p. 3120) : se déclare favorable à l'amendement n° 132 de M. Francis Palmero (impôt sur le patrimoine : extension de la prise en compte comme biens professionnels pour le propriétaire qui exerce ses fonctions à titre principal dans une ou plusieurs sociétés ayant la même nature d'activité).

**Suite de la discussion** - (26 novembre 1981) - **Art. 7** (p. 3152) : son amendement n° 268 soutenu par M. René Touzet identique aux amendements n° 152 de M. Francis Palmero soutenu par M. Marcel Rudloff et n° 221 de M. Jean-François Pintat soutenu par M. Jacques Descours Desacres : montant de l'impôt et déduction du montant de l'investissement net en biens professionnels amortissables réalisé par l'entreprise et ses filiales ; adopté.

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Art. 17** (p. 3228) : son amendement n° 269 : fiscalité des sociétés de

promotion immobilière : définition des entreprises redevables du prélèvement sur les profits réalisés à l'occasion d'opérations de construction-vente ; devenu sans objet - Loi du 29 juin 1971 - Interprétation de l'administration et jurisprudence des tribunaux administratifs.

#### Deuxième partie :

**Solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale** - (10 décembre 1981) - (p. 4014) : protection sociale des Français à l'étranger - Rappelle le système de l'affiliation volontaire à l'assurance vieillesse et la loi Armengaud du 10 juillet 1965 - Loi du 31 décembre 1976 et assurance volontaire contre les risques « maladie, maternité, invalidité » et « accidents du travail, maladies professionnelles » - (p. 4015) : caisse primaire d'assurance maladie de Seine-et-Marne et organisme de rattachement ; création en 1978 d'une caisse des expatriés - Projet d'un Fonds d'assistance destiné à l'action sociale en 1977 - Personnes âgées françaises nécessiteuses à l'étranger et allocation de solidarité - Allocation aux handicapés français résidant à l'étranger - Loi du 27 juin 1980 et couverture contre les risques de maladie et de maternité pour les travailleurs non salariés français et les pensionnés français d'un régime de retraite français résidant à l'étranger hors de la CEE ; caisse des expatriés de Rubelles comme organe de gestion et principe de solidarité entre actifs et inactifs ; taux de cotisation - Loi du 17 juillet 1980 et assurance veuvage ; conjoint survivant ne bénéficiant pas d'une pension de reversion et ayant élevé au moins un enfant ; décret de décembre 1981 et application de la loi ; extension de l'allocation au conjoint de travailleur non salarié-décédé - Loi de 1965 et réouverture des délais de rachat des cotisations d'assurance vieillesse jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1982 - Construction d'un système de protection sociale cohérent ; rôle des sénateurs représentant les Français de l'étranger, des délégués au Conseil supérieur des Français de l'étranger et de l'Union des Français de l'étranger - Aménagements à apporter au système d'assurance volontaire ; démocratisation, généralisation et autonomie juridique à la caisse des expatriés - Revenus des Français de l'étranger et importance de la part des charges sociales ; caractère dissuasif du montant de l'assurance « maladie, maternité, invalidité » - (p. 4016) : menace sur le flux d'adhésions auprès de la caisse des expatriés - Urgence de la baisse du taux de cotisation pour les travailleurs salariés et non salariés français expatriés - Bilan cumulé de la caisse des expatriés et importance de l'excédent - Risque d'une concurrence d'assurance privée - Assurance maladie et obligation d'un cumul de cotisations pour les retraités français expatriés ; suppression des cotisations prélevées au titre du régime obligatoire - Sa proposition de loi de décembre 1980 ; création d'une caisse primaire d'assurance-maladie et d'un Fonds d'action sanitaire et sociale autonome - Suppression de la dualité des organismes entraînant une double identification des assurés - Généralisation du bénéfice de l'assurance maladie à tous les Français expatriés : cas des étudiants, des travailleurs salariés et non salariés au chômage, des pensionnés à titre étranger, et des personnes en pré-retraite, des titulaires de pension d'invalidité et des personnes âgées nécessiteuses - Français expatriés et mise à parité avec l'évolution de la législation sociale française ; conventions internationales - (p. 4017) : maladies professionnelles et reconnaissance comme telles des maladies tropicales ; avis favorable du Conseil supérieur des Français de l'étranger et du Conseil supérieur de la prévention des risques professionnels - Pays à climat pénible et bénéfice de la retraite anticipée à taux plein ; mise en place d'un système de bonification - Evolution des crédits du Fonds d'assistance du ministère des relations extérieures ; faiblesse des ressources et versement de l'équivalent du minimum vieillesse.

**Vote sur l'ensemble** - (12 décembre 1981) - (p. 4195) : lutte contre le chômage : augmentation des dépenses de l'Etat ; déficit budgétaire - Prix du pétrole et taux du dollar - Taux de croissance et dégradation de l'emploi industriel - Financement des dépenses : impôt sur le capital ; quotient

familial ; majoration du barème de l'impôt sur le revenu ; taxation des banques et des compagnies pétrolières - Economie bloquée - Impôts indirects - Charges des entreprises et rôle marginal de l'initiative individuelle - Vote du budget amendé par le Sénat.

- **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social [n° 115 (81-82)]** - (21 décembre 1981) - Président de la commission spéciale - **Discussion générale** (p. 4450) : précipitation du Gouvernement et conditions d'examen par le Sénat de ce projet - Déroulement des travaux de la commission spéciale ; récapitulation des auditions - (p. 4461) : création d'une commission spéciale, évoquée par M. Robert Schwint, et décision de la majorité du Sénat.

**Nouvelle lecture [n° 155 (81-82)]** - (22 décembre 1981) - Président de la commission spéciale - **Question préalable** (p. 4530) : réunion de la commission spéciale après la réunion de la commission mixte paritaire et décision d'opposer à nouveau la question préalable - Demande de scrutin public.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 153 (81-82)]** - (22 décembre 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4534) : sérieux des travaux de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement à prendre des mesures d'ordre social ; décision d'opposition de la question préalable.

CARAT (Jacques), sénateur du Val-de-Marne (S)

#### NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (1<sup>er</sup> octobre 1981) (p. 1799).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980, modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 14 et 15 de ladite loi (1<sup>er</sup> octobre 1981) (p. 1805).

#### DÉPÔTS

**Rapport fait**, au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 318 (80-81)] relatif au prix du livre [n° 328 (80-81)] (28 juillet 1981).

**Rapport fait** au nom de la commission des affaires culturelles sur le projet de loi [n° 344 (80-81)] modifié par l'Assemblée nationale, relatif au prix du livre [n° 346 (80-81)] (31 juillet 1981).

**Avis présenté**, au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Cinéma, théâtre dramatique [n° 59, tome II (81-82)] (23 novembre 1981).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au prix du livre [n° 318 (80-81)]** - (29 juillet 1981) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1207) : produit économique et produit culturel ; action de l'Etat -

Caractère hétérogène du marché du livre; érudition et best-sellers - (p. 1208): promotion des livres d'érudition et librairies spécialisées - Compensation avec les ventes de best-sellers - Apparition du discount; cas de la FNAC - Vente à « prix d'appel » par les grandes surfaces - Arrêté Monory et libération des prix; suppression de la pratique du prix conseillé - Prix unique; préservation de la création littéraire et des librairies spécialisées - Principe du prix unique et fourchette de variation de plus ou moins 5% - Problème des remises de l'éditeur au détaillant - Inflation et prix unique; remises qualitatives et quantitatives - Concentration croissante de la distribution et menace sur la culture; exemple du cinéma - (p. 1209): politique commerciale des diffuseurs et menaces sur la création littéraire - Maintien du rôle des grandes surfaces et place des librairies traditionnelles - Mal du livre de qualité et problème de la lecture; écoles, bibliothèques publiques - Subvention à l'édition - Commission d'études et politique du livre et de la lecture publique - Conditions du débat - Proposition d'adoption du texte - **Art. 1** (p. 1217): accepte l'amendement rédactionnel n° 28 de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis et s'oppose aux amendements n° 25 de M. Jean-Pierre Fourcade (création d'un système de prix imposé pendant les deux premières années de commercialisation) et n° 11 de M. Raymond Bourguine (modes de vente et prix différenciés) - Préférence pour un système de soldes au lieu d'une liberté des prix au bout de deux ans; exemple des guides - (p. 1218): son amendement n° 17: obligations concernant les mentions permettant l'identification du livre et le calcul des délais légaux; adopté - (p. 1219): accepte l'amendement n° 1 de M. Michel Miroudot (prix facturé au détaillant et application d'un barème d'écart sur le prix de vente public hors taxes; inclusion possible du prix du transport) - (p. 1220): accepte l'amendement n° 2 de M. Michel Miroudot (principe de l'unicité du prix sans aucune modulation possible) - et s'oppose aux amendements de M. Jean Cluzel n° 45 (limitation dans le temps du principe de l'unicité du prix du livre) n° 46 (prix de vente et élargissement de la marge de modulation reconnue aux détaillants) et n° 47 (éditeurs et distributeurs et accord de limitation de la marge bénéficiaire) - S'oppose également à l'amendement n° 30 de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis (prix effectif de vente au public et possibilité de modulation par rapport au prix fixé par l'éditeur ou l'importateur) - ainsi que sur cet amendement au sous-amendement n° 53 de M. Jacques Habert (abaissement du niveau inférieur de la fourchette tolérée) - **Après l'art. 1** (p. 1223): son amendement n° 18: efforts en faveur de la diffusion des livres et régime des rabais consentis par les éditeurs aux détaillants sans prise en compte des quantités vendues; retiré au profit de l'amendement n° 32 de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis - (p. 1224): accepte l'amendement n° 32 de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis (efforts en faveur de la diffusion des livres et régime des rabais consentis par les éditeurs aux détaillants sans prise en compte des quantités acquises) et s'oppose à l'amendement n° 51 de M. Jack Lang, ministre (efforts en faveur de la diffusion du livre et remise qualitative; obligation de dépassement par rapport aux remises quantitatives) - **Art. 2** (p. 1225): s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Raymond Bourguine (suppression de cet article concernant l'inapplicabilité à l'Etat et aux collectivités du système du prix unique) - (p. 1226): accepte l'amendement n° 33 de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis (dérogations en faveur de l'Etat et des collectivités et exclusion de toute revente des livres acquis) et s'oppose à son amendement n° 34 (non application du système du prix unique aux établissements de recherche ou à vocation culturelle) - Ses amendements n° 19: non application du système du prix unique aux établissements de recherche; adopté et n° 20: non application du système de prix unique aux associations scolaires à but éducatif ou culturel; adopté - (p. 1228): s'oppose à l'amendement n° 6 de M. James Marson (non application du système du prix unique aux comités d'entreprises) - Accepte l'amendement n° 35 de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis (non application du système du prix unique aux bibliothèques de

lecture ou de prêt) - Son amendement n° 21: non application du système du prix unique aux établissements ou organismes culturels à l'étranger; retiré - **Art. 3** (p. 1243): s'oppose aux amendements identiques n° 8 de MM. Pierre Vallon et Charles Zwickert, et n° 26 de M. Jean-Pierre Fourcade (suppression de cet article concernant la non application au bout de neuf mois du système du prix unique du livre diffusé par courtage, abonnement ou correspondance) - Ainsi qu'à l'amendement n° 7 de M. Paul Pillet (vente par courtage, abonnement ou correspondance et non application du prix unique du livre après un délai d'un an) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 52 de M. Jack Lang, ministre, (application limitée à neuf mois du système du prix unique du livre aux personnes publiant un livre en vue de sa diffusion par courtage) et accepte l'amendement n° 36 de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis - (ventes par courtage, abonnement ou correspondance et point de départ du délai d'application du prix unique; dépôt légal ou date d'importation) - **Art. 4** (p. 1246): s'oppose à l'amendement n° 43 de M. Jean-Pierre Fourcade (suppression de cet article concernant les rabais et les conditions de délai d'édition et de réapprovisionnement) - Son amendement n° 22: rabais et suppression de la condition de délai de réapprovisionnement; devenu sans objet - (p. 1247): accepte l'amendement n° 37 de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis (rabais sur les livres; délais concernant le dépôt légal ou l'importation et le dernier approvisionnement) - **Art. 5** (p. 1248): en ce qui concerne le principe de la simultanéité par tous les détaillants de ventes à primes, accepte les amendements n° 38 de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis, et n° 4 de M. Michel Miroudot - **Art. 6**: son amendement n° 23, identique à l'amendement n° 27 de M. Jean-Pierre Fourcade: suppression de cet article concernant les rabais sur les prix de vente au public; adopté - **Art. 7**: accepte les amendements de M. Roland Grimaldi rapporteur pour avis, n° 39 (infractions à la loi et possibilité d'intenter des actions en cessation de toutes les opérations concernées) et n° 40 (ouverture du droit à l'action à tous les syndicats de professionnels) - **Après l'art. 7** (p. 1249): s'oppose à l'amendement n° 49 de M. Jean Cluzel (infractions à la loi et amende pénale) - **Art. 8**: s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Raymond Bourguine (suppression de cet article concernant l'application de l'ordonnance du 30 juin 1945 relative aux prix) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 41 de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis (maintien de la possibilité d'application de l'ordonnance du 30 juin 1945 relative aux prix) - **Après l'art. 8** (p. 1250): accepte l'amendement n° 42 de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis (application de la loi exclusivement aux livres neufs) - **Art. 9**: son amendement n° 24: présentation au 1<sup>er</sup> novembre 1983 d'un rapport d'application sur la présente loi; adopté - **Nécessité d'une politique du livre et de la lecture - Deuxième délibération - Art. 1** (p. 1252): son amendement n° 56 de forme; adopté - **Art. 1 bis (nouveau)**: son amendement n° 57: de forme; adopté - **Art. 2**: son amendement de forme n° 58; adopté.

*Deuxième lecture* [n° 344 (80-81)] - (31 juillet 1981) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1305): créations littéraires et librairies spécialisées - Système du prix unique et vente des livres à succès par les librairies spécialisées et les grandes surfaces - Services rendus par les libraires - Concurrence par les services et non plus par les prix - Livre et effet destructeur des lois du marché - (p. 1306): caractère probatoire des mesures adoptées - Proposition d'adoption du projet - **Art. 1** (p. 1306): son amendement n° 1: décret et publication du prix unique et des obligations incombant à l'éditeur ou à l'importateur; retiré - Indication du prix du livre et importance du stock - (p. 1307): son amendement n° 2: suppression des dispositions de cet article concernant le service gratuit de commande à l'unité; adopté - Gratuité de l'acte de commande; paiement des frais de transport pour une commande à l'unité - (p. 1309): son amendement n° 3: prix unique et possibilité d'ajout du coût du transport; rejeté - S'oppose à l'amendement n° 20 de M. Jacques Habert (prix unique et rétablissement de la

fourchette de variation de 10 %) - **Art. 2** : son amendement de coordination n° 4 ; adopté - (p. 1310) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Jack Lang, ministre (suppression des dispositions de cet article concernant la non application du prix unique aux établissements et centres culturels reconnus, établis hors de France) - Son amendement n° 5 : suppression des dispositions de cet article concernant l'exclusion du système du prix unique des associations à but non lucratif ; adopté - **Art. 3** : son amendement n° 6 : vente par courtage, abonnement ou correspondance et fixation du point de départ des délais légaux ; retiré - **Art. 4** (p. 1311) : son amendement n° 15 : suppression des dispositions de cet article faisant référence à la loi de 1906 sur les soldes ; adopté - Son amendement rédactionnel n° 17 ; adopté - Accepte l'amendement rédactionnel n° 12 de M. Jack Lang, ministre - **Après l'art. 4** : son amendement n° 13 : publicité sans limitation de lieu pour les soldes et limitation pour la remise de 5 % ; adopté - (p. 1312) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 21 de M. Jack Lang, ministre (interdiction de la publicité hors des lieux de vente en cas de soldes) - **Art. 8** (p. 1313) : accepte l'amendement n° 10 de M. Jack Lang, ministre (maintien de l'application de l'ordonnance de juin 1945 relative aux prix) - **Art. 9** : son amendement n° 14, identique à l'amendement n° 11 de M. Jack Lang, ministre : suppression des dispositions de cet article prévoyant un décret sur les règles relatives au calcul des marges bénéficiaires ; adopté - Son amendement rédactionnel n° 18 ; adopté - **Avant l'art. 9** (p. 1314) : son amendement n° 19 : décret et application de la loi dans les départements d'outre-mer ; adopté - **Deuxième délibération - Art. 1** : accepte les amendements de M. Jack Lang, ministre n° 22 (principe du service gratuit de commande à l'unité ; service exceptionnel et possibilité de surcoût) et n° 24 (prix unique et limitation à 15 % de la fourchette de variation en dessous du prix fixé) - (p. 1315) : accepte l'amendement n° 23 de M. Jack Lang, ministre (exclusion du système du prix unique des bibliothèques publiques régies par la loi de 1901 sur les associations) - **Après l'art. 5** : accepte l'amendement n° 25 de M. Jack Lang, ministre (interdiction hors des lieux de vente de toute publicité de rabais sur les prix de vente au public) - Nécessité de la publicité pour les libraires spécialisés.

- **Projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion [n° 368 (80-81)]** - (16 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1484) : fixation des règles d'une liberté nouvelle - **Projet tardif** - Avertissements du Sénat - **Attachement à la notion de service public** - Abandon du principe de monopole - Favoriser la communication et non la perturber - (p. 1485) : dépendance à l'égard du Gouvernement institutionnalisée par la loi de 1974 - Premières radios libres en signe de protestation contre le système - Réintégration de journalistes de l'audiovisuel - Attente d'une grande loi sur l'audiovisuel - Sociétés de programmes sous le contrôle de la nation - Besoin d'un type d'information tenant compte de la notion de « pays » - Création de radios locales et association avec les collectivités locales - Bons résultats des expériences des radios décentralisées actuelles - Radios privées, expression de groupes minoritaires et de particularismes - Importance du besoin de parler - Spontanéité et décontraction des petites radios privées - Danger d'une radio commerciale ou d'une radio politique - Obligation d'un programme propre et d'une durée minimale de diffusion pour chaque station - (p. 1486) : limitation de portée des émetteurs - Contrôle de la diffusion des émissions par Télédiffusion de France (TDF) - Problème des ressources de la publicité - Possibilité de subvention par les collectivités locales - Possibilité pour les collectivités locales de créer leur propre radio - Existence de radios municipales sous le paravent d'associations privées - Radios municipales, danger pour la démocratie locale - Problème du contenu et du contrôle des programmes - Mécanismes d'octroi des dérogations : avis d'une commission ; composition de cette commission et représentation indispensable du Parlement - Dérogation délivrée par le Premier ministre ou le ministre délégué - Création dans la grande réforme de l'audiovisuel d'un organisme d'arbitrage

représentatif, pluraliste et indépendant de l'Etat - Caractère transitoire du projet - **Création d'un nouvel espace de liberté - Art. 1** : *Art. 3-1 de la loi du 3 juillet 1972* (p. 1496) : sur l'amendement n° 3 de M. Charles Pasqua, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article : caractère précaire et révoquant des dérogations ; autorisation des radios municipales), son sous-amendement n° 21 : suppression de la possibilité d'octroi de dérogations au profit de collectivités territoriales ; rejeté - (p. 1497) : nécessité du pluralisme ; risque de monopole des municipalités - (p. 1502) : distinction nécessaire entre les bulletins municipaux d'information, évoqués par M. Jean Francou, et la possibilité de radios municipales.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (13 novembre 1981) - **Titre II (suite) - Art. 29** (p. 2667) : règles de dissolution du conseil municipal et référence à celles du conseil général - **Art. 30** (p. 2670) : se déclare défavorable à l'amendement n° II-65 de M. Michel Giraud, rapporteur (délégation de droit de vote des membres du conseil général en cas de maladie, d'accident, d'événement familial grave ou en cas de participation aux travaux d'une assemblée parlementaire, de l'assemblée des Communautés européennes ou d'un conseil régional et impossibilité d'être porteur de plus d'un mandat).

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Après l'art. 27** (p. 3264) : ses amendements déposés au nom de la commission des affaires culturelles et soutenus par M. Pierre-Christian Taittinger, n° 338 : extension aux spectacles de cirque ou de revues de l'abattement de base d'imposition de la TVA assise sur les recettes réalisées aux entrées des premières représentations des spectacles dramatiques, lyriques, musicaux ou chorégraphiques ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution ; n° 339 : possibilité pour les communautés urbaines et les collectivités locales d'exonérer de la taxe professionnelle, dans la limite de 50 %, les entreprises de spectacles présentant un intérêt culturel ; retiré ; et n° 340 : exonération de la TVA pour certains spectacles de bienfaisance et non assujettissement à la taxe sur les salaires ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution.

*Deuxième partie :*

**Culture** - (8 décembre 1981) - Rapporteur pour avis (Cinéma, théâtre dramatique) (p. 3879) : décentralisation et défense des centres dramatiques régionaux ; création et implantation locale ; aides aux compagnies indépendantes et aux compagnies « hors commission » - Création de postes d'inspecteurs du théâtre et de chargés de mission de théâtre et de l'action culturelle dans les directions régionales - Décentralisation de la commission d'aide aux compagnies - Réforme de l'enseignement dramatique ; rôle des conservatoires de région et importance du théâtre amateur - Implantation du théâtre à l'école - Réforme des rapports du théâtre et de la télévision - Dotations nouvelles : création dans les théâtres nationaux, les compagnies et les théâtres privés - (p. 3880) : créations d'emplois - Crédits pour les théâtres nationaux ; mission de la Comédie française ; travaux du Théâtre national de Chaillot ; Théâtre de l'est parisien ; installation définitive de la compagnie Renaud-Barrault au Rond-Point des Champs Elysées - Aides au théâtre privé ; situation des petites compagnies théâtrales ; réforme de la fiscalité - Création et quête de spectateurs - Aménagement ou création de salles municipales - Cinéma : fréquentation et diminution de capacité des salles ; production de films français et mauvaise exportation ; profil du spectateur ; diminution des investissements ; subventions au Centre de la cinématographie et développement de la cinémathèque française ; exploitation du patrimoine ; moyens pour l'Institut des hautes études cinématographi-

ques (IDHEC) ; festival de Cannes et promotion du festival du cinéma national ; promotion du court métrage ; avances sur recettes ; fonds de création audiovisuelle - (p. 3881) : rapport Bredin - Commission de contrôle du film ; charte du libéralisme cinématographique ; problème de la pornographie française ; suppression de l'interdiction totale de films et escalade de la violence ; abaissement du niveau d'âge pour l'interdiction aux mineurs et santé morale des enfants et des adolescents - Avis favorable de la commission des affaires culturelles.

**Articles non rattachés à l'examen des crédits** - (12 décembre 1981) - **Après l'art. 65** (p. 4141) : son amendement n° 548 : augmentation du taux de la taxe sur les panneaux publicitaires perçue par les communes ; adopté - Son amendement n° 558 : fixation de taux intermédiaires pour l'abattement facultatif à la base de la taxe d'habitation ; création d'un abattement à la base en faveur des personnes ne payant pas d'impôt sur le revenu ; adopté - (p. 4142) : son amendement n° 549 : institution au profit des communes d'une taxe sur les plus values réalisées lors de la cession des terrains à bâtir ; retiré - **Art. 70** (p. 4159) : son amendement n° 550, soutenu par M. Henri Duffaut : déduction des dépenses destinées à économiser l'énergie et report de la date limite de construction ou de modification des logements ; adopté.

- **Projet de loi relatif à la modération des loyers** [n° 83 (81-82)] - (15 décembre 1981) - **Art. 7** (p. 4252) : son amendement n° 38 : régime des charges récupérables dans le secteur HLM et application aux logements des sociétés d'économie mixte conventionnés dans le cadre de la loi du 3 janvier 1977 ; retiré - **Après l'art. 7** (p. 4253) : soutient l'amendement n° 12 de M. Michel Charasse (non-application de la présente loi aux immeubles donnés en location à l'Etat par les collectivités locales).

CAROUS (Pierre), sénateur du Nord (RPR)

## NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des lois.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers (13 octobre 1981) (p. 1943).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant amnistie** [n° 304 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (22 juillet 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1014) : élections présidentielles et amnistie ; problème du quantum - Procédure d'urgence et absence de deuxième lecture devant le Sénat - Condamnations amnistiées et fichiers - Vote favorable de la majorité du groupe RPR.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 310 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (24 juillet 1981) - **Art. 6** (p. 1121) : Se déclare défavorable aux amendements identiques n° 37 de M. Jean-François Pintat et n° 76 de M. Bernard Legrand (suppression de cet article prévoyant l'abrogation de la vignette sur les motocyclettes de grosse cylindrée) - Solution intermédiaire à rechercher entre la taxation pure et simple et la suppression de cette taxe sur les motocyclettes de grosse cylindrée - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1153) : amendement du texte et vote favorable du groupe RPR - Rôle du Sénat - (p. 1154) : loi de finances rectificative et politique gouvernementale.

- **Projet de loi portant suppression de la Cour de sûreté de l'Etat** [n° 312 (80-81)] - (28 juillet 1981) - **Discussion générale** (p. 1178) : création par le Parlement en 1963 de la Cour de sûreté de l'Etat ; caractère souverain de l'Assemblée nationale et du Sénat - Circonstances exceptionnelles et création de la Cour de sûreté ; retour à des conditions normales ; exemple de l'affaire Delpy - (p. 1179) : suppression de la Cour de sûreté et compétence des juridictions de droit commun ; incrimination criminelle et compétence des cours d'assises ; problème du rôle des jurés - Dessaisissement de la cour d'assises compétente *ratione loci* - Proposition du Gouvernement d'exclure dans certains cas les jurés des cours d'assises ; remplacement par des magistrats - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1188) : vote défavorable du groupe RPR.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** - **Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 327 (80-81)] - (29 juillet 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1236) : tentative d'apporter des aménagements - Vote défavorable du groupe RPR - (p. 1237) : place du Sénat dans les institutions.

- **Projet de loi portant abolition de la peine de mort** [n° 385 (80-81)] - (28 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1672) : problème de conscience et exclusivement personnel - Se déclare favorable au maintien de la peine de mort - Modes d'exécution - Refuse la comparaison avec les pays étrangers - Montée du sentiment d'insécurité dans la conscience collective ; passage de la petite à la grande délinquance - Faux problème de la peine de substitution ; échelle des peines et application de la condamnation à perpétuité - (p. 1673) : adaptation nécessaire des règles d'exécution des peines - Identité des condamnations quel que soit le nombre d'assassinats commis - Suppression « d'une justice qui tue » et risque « d'une justice qui laissera des innocents ».

**Suite de la discussion** - (30 septembre 1981) - **Art. 1** (p. 1744) : se déclare favorable à l'amendement n° 3 de M. Edgar Faure (maintien de la peine de mort pour les crimes prévus par l'ancien article 233 et l'article 355 du code pénal).

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (19 novembre 1981) - **Titre III bis (nouveau) après l'art. 55 (suite)** (p. 2846, 2847) : sur l'amendement n° III bis-30 de M. Michel Giraud, rapporteur (versement d'une indemnité de fonction aux maires, adjoints et élus), se déclare défavorable au sous-amendement n° III bis-53 de M. Roger Boileau (prise en charge par l'Etat de la moitié de cette indemnité de fonction) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2887) : attachement du Sénat aux collectivités locales et à l'autonomie des communes ; moyens matériels - Hommage rendu au rapporteur de la commission des lois, M. Michel Giraud, et au travail accompli par la commission des lois - Unicité dans la réglementation propre aux communes - Rôle des associations - Prise en compte par l'Assemblée nationale de ce texte amendé - Vote du projet par le groupe RPR.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

### Deuxième partie :

**Justice** - (8 décembre 1981) - (p. 3861) : réserves sur le budget - Modération de M. le Gardé des Sceaux à l'égard de ses prédécesseurs - Importance des juridictions civiles et rapidité de la justice - Suppression des juges de paix et abandon de la fonction de conciliation ; juges d'instance - (p. 3862) : droit pénal : détention préventive et instruction, non sanction - Abrogation du projet « sécurité et liberté » - Délinquance économique involontaire et dérapage de la justice - Abolition de la peine de mort - Dépendance des juges du siège à l'égard du Gouvernement - Incarcération et dissuasion - Sentiment d'insécurité de la population - Budget de transition ; amélioration des conditions matériel-

les ; augmentation des effectifs - Opposition à la politique judiciaire du Gouvernement - Justice et respect de la personne - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 3868) : son amendement n° 528 : réduction des crédits du titre III : intégration de la prime de risques dans le traitement des gardiens de prison ; retiré - (p. 3869, 3870) : règles de la vie en commun et défense de la morale.

- **Proposition de loi tendant à modifier l'article 108 du code pénal et à abroger les articles 184, alinéa 3, et 314 du même code [n° 75 (81-82)]** - (15 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4228) : principe de la responsabilité individuelle et réticences devant la création d'une responsabilité pénale collective - Manifestations et volonté de punir les auteurs de violences - Application de la loi « anti-casseurs » et absence d'excès - Abrogation de cette loi et inscription à l'ordre du jour prioritaire d'une proposition de loi - Opportunité politique de l'abrogation de la loi « anti-casseurs » - Règlement des conflits et des occupations de locaux ; importance de la concertation ; refus de laisser s'installer la violence et le désordre - Manifestations et risques croissants de provocation ; caractère non urgent de l'abrogation de la loi « anti-casseurs » - (p. 4229) : vote défavorable du groupe RPR - **Débat sur la loi « sécurité et liberté »** et rejet par la commission des lois de tous les amendements portant sur des sujets divers tels la peine de mort et la loi « anti-casseurs ».

**CASTEX (Marc)**, sénateur du Gers (UREI)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière (2 octobre 1981) (p. 1814).

**CAUCHON (Jean)**, sénateur de l'Eure-et-Loir (UCDP) - *Questeur du Sénat*

#### NOMINATIONS

- Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à ouvrir l'accès au Crédit agricole en tant que secrétaire, aux négociants en grains agréés, adhérents d'une société coopérative de caution mutuelle [n° 246 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980, *JO Débats* 2 avril 1981) - **Marchés agricoles**.

*Proposition de loi*, déposée avec M. Georges Treille, tendant à modifier l'article L. 121-4 du Code des assurances [n° 277 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 avril 1981, *JO Débats* 2 juillet 1981).

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à étendre aux bénéficiaires de la loi n° 50-1027 du 22 août 1950 et de la loi n° 51-538 du 14 mars 1951 les dispositions applicables aux anciens prisonniers de guerre en matière de pensions de retraite [n° 287 (80-81)] (2 juillet 1981) - **Déportés et internés**.

#### QUESTIONS

##### *Questions orales sans débat :*

n° 88 (*JO Débats* 22 janvier 1981) (p. 84) à M. le ministre de la santé : **handicapés** (procédure en vigueur concernant l'appareillage des handicapés) - Caducité le 21 mai 1981.

n° 89 (*JO Débats* 22 janvier 1981) (p. 84) à M. le ministre de la santé : **consommation** (protection et information des consommateurs) - Caducité le 21 mai 1981.

n° 19 (*JO Débats* 20 juin 1981) (p. 755) à M. le ministre du travail : **emploi** (amélioration du fonctionnement des marchés du travail) - Réponse de M. Jean Auroux, ministre du travail (9 juillet 1981) (p. 864, 865).

n° 20 (*JO Débats* 20 juin 1981) (p. 755) à M. le ministre du logement : **énergie solaire** (utilisation de l'énergie solaire) - Réponse de M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement (9 juillet 1981) (p. 862 et suiv.).

n° 21 (*JO Débats* 20 juin 1981) (p. 755) à M. le ministre de l'économie : **consommation** (protection et information des consommateurs) - Réponse de Mme Catherine Lalumière, ministre de la consommation (9 juillet 1981) (p. 868, 869).

n° 22 (*JO Débats* 20 juin 1981) (p. 755) à Mme le ministre de la solidarité nationale : **handicapés** (procédure en vigueur concernant l'appareillage des handicapés) - Réponse de Mme Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale (9 juillet 1981) (p. 866, 867).

n° 6 (*JO Débats* 10 juillet 1981) (p. 873) à M. le ministre de l'industrie : **électricité** (situation des régies autonomes de distribution d'électricité) - Réponse de M. Edmond Hervé, ministre chargé de l'énergie (23 octobre 1981) (p. 2143).

n° 85 (*JO Débats* 24 juillet 1981) (p. 1095) à M. le ministre de l'urbanisme et du logement : **fonctionnaires** (accession à la propriété de fonctionnaires occupant un logement de fonction) - Réponse de M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement (27 octobre 1981) (p. 2185).

n° 92 (*JO Débats* 20 août 1981) (p. 1327) à M. le ministre de l'économie : **taxe professionnelle** (réforme de la taxe professionnelle).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

##### *Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (26 novembre 1981) - **Art. 11** (p. 3178) : son amendement n° 166 soutenu par M. Marcel Rudloff : centres de gestion agréés et relèvement des limites du chiffre d'affaires pour l'octroi d'abattements fiscaux ; retiré - (p. 3180) : ses amendements, soutenus par M. Marcel Rudloff n° 109 : hausse du plafonnement de la demi-part de réduction d'impôt sur le revenu ; adopté, et n° 98, identique à l'amendement n° 449 de M. René Tomasini, soutenu par M. Michel Chauty : non application du plafonnement de la réduction d'une demi-part d'impôt aux demi-parts additionnelles attribuées aux enfants invalides ; adopté - (p. 3181) : ses amendements soutenus par M. Paul Pillet n° 99 : rattachement d'enfants majeurs au foyer fiscal et augmentation de l'avantage fiscal accordé ; adopté ; et n° 107 : demi-part supplémentaire de quotient familial pour au moins deux enfants à charge ; compensation de recettes ; retiré - (p. 3184) : son amendement n° 101, soutenu par M. Paul Pillet : revalorisation du plafond des déductions forfaitaires pour frais professionnels ; retiré.

CECCALDI-PAVARD (Pierre), sénateur de l'Essonne (UCDP)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (28 octobre 1981) (p. 2230).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de nationalisation (25 novembre 1981) (p. 3117).

## DÉPÔTS

*Avis* présenté, au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Urbanisme [n° 60, tome XV (81-82)] (23 novembre 1981).

## QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 63 (JO Débats 10 juillet 1981) (p. 873) à M. le ministre du travail : travailleurs étrangers (subventions accordées aux foyers de travailleurs migrants).

n° 159 (JO Débats 26 novembre 1981) (p. 3142) à M. le ministre du commerce et de l'artisanat : artisans (malaise dans la profession de coiffeurs).

*Questions orales avec débat :*

n° 4 (JO Débats 12 juin 1981) (p. 737) à M. le ministre de l'urbanisme et du logement : logement (politique gouvernementale en matière d'urbanisme et de logement) - Caducité le 22 juin 1981 - Reprise le 2 juillet 1981 (p. 778) - Discutée le 27 octobre 1981 (débat commun) (p. 2187 et suivantes).

## INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 310 (80-81)]

Suite de la discussion - (23 juillet 1981) - Après l'art. 1 (p. 1080) : son amendement n° 54 : augmentation de la déduction fiscale en faveur des assistantes maternelles de la direction des affaires sanitaires et sociales ; adopté - Vote par le Sénat de cet amendement dans le dernier projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (DDOF) - Art. 1 *ter* (p. 1084) : son amendement n° 55 : maintien de la réduction de 20 % des droits de mutation à titre gratuit pour les donations-partages en cas de transmission de l'outil de travail ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 91 de M. Maurice Blin, rapporteur général - (p. 1088) : seuil d'exonération des droits de succession.

- Projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion [n° 368 (80-81)] - (16 septembre 1981) - Art. 1 : Art. 3-1 de la loi du 3 juillet 1972 (p. 1501) : hostilité du Gouvernement aux dérogations au monopole en faveur des collectivités territoriales et possibilité ou non pour ces collectivités de participer à des associations régies par la loi de 1901.

- Questions orales avec débat jointes : politique du Gouvernement en matière d'urbanisme et de logement - (27 octobre 1981) - (p. 2187) : absence d'une politique gouvernementale claire - Difficultés de l'industrie du bâtiment - Déclarations du ministre et sa présence au

congrès des organismes d'HLM - Importance économique du bâtiment - Qualité et superficie du logement - Connaissance des besoins réels en logement - (p. 2188) : objectif annuel de construction de 450.000 logements - Budget de 1982 et consommation des crédits inscrits ; cas des crédits pour la réhabilitation des HLM - Logement et importance pour l'emploi - Coût du terrain et blocage du processus de construction - Politique en matière de documents d'urbanisme ; avenir des plans d'occupation des sols (POS) et des schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) - Accélération de la procédure de délivrance du permis de construire - Décentralisation et pouvoirs des maires en matière de permis de construire ; avenir des directions départementales de l'équipement - Terrains constructibles et politique foncière d'acquisition - Proposition d'un impôt foncier déclaratif assis sur la valeur vénale des sols et constructions - Impôt déclaratif et municipalisation des sols ; lien avec l'impôt sur la fortune - Impôt sur la fortune et biens fonciers - Hausse du coût des terrains et loi sur les plus-values foncières - Hausse supérieure au coût de la vie du prix de la construction ; augmentation des intérêts intercalaires et obligation d'une assurance dommages-ouvrages - Rapport Consigny - Financement de cette assurance : régime de capitalisation ou de répartition - Coût du logement et accession à la propriété ; choix entre la maison individuelle ou l'appartement - Aide à la pierre et aide à la personne - (p. 2189) : financement de prêts bancaires par l'émission de bons sur le marché hypothécaire - Logement et incitation à l'épargne - Régime fiscal des profits de la construction et risque de désinvestissement - Blocage des loyers et effondrement de la construction privée - Politique en matière de prêts d'accession à la propriété (PAP) et d'aide personnalisée au logement (APL) - Financement des PAP et révision du barème de l'APL - Déduction fiscale et accession à la propriété - Accession à la propriété et flambée des mensualités de remboursement ; taux d'intérêt et importance des frais financiers ; augmentation de la part du revenu consacrée au remboursement - Facilité de remboursement et étalement dans le temps des aides à la pierre - Utilisation des prêts sociaux en tant que prêts compensateurs et non complémentaires - Logement des fonctionnaires et redéfinition de la notion de « première propriété » - Blocage des loyers à 80 % de l'augmentation « INSEE » ; pénalisation des propriétaires qui se sont montrés raisonnables - Projet de loi sur les rapports entre bailleurs et locataires ; exemples de l'obligation de congé motivé ou de la transmissibilité du droit des locataires - Qualité des conclusions de la commission Delmon - (p. 2190) : congrès des organismes d'HLM et clarté des rapports bailleurs-locataires - Secteur locatif privé et public ; budget et réduction des déductions forfaitaires applicables aux revenus fonciers - Avenir des offices d'HLM ; fixation des loyers ; coût des charges - Chauffage au gaz domestique et application par le Gaz de France des critères des chaufferies industrielles et non du tarif domestique - Réhabilitation des logements HLM et suppression de l'obligation de conventionnement préalable ; équilibre financier du Fonds national de l'habitat - Logement et caractère de priorité nationale - Politique nouvelle de l'habitat et aménagement de la fiscalité foncière - Situation économique et consommation des crédits inscrits au budget - Importance sociale et économique du bâtiment.

- Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]

*Discussion des articles de la première partie :*

(24 novembre 1981) - Art. 2 (p. 3061) : sur l'exclusion du champ d'application de l'impôt sur la fortune des biens professionnels, ses amendements n° 113 ; rejeté, n° 114 ; devenu sans objet et n° 115 ; devenu sans objet

Suite de la discussion - (25 novembre 1981) - Art. 3 (p. 3098) : son amendement n° 122, identique à l'amendement n° 224 de M. Jean-François Pintat : impôt sur le patrimoine : déductibilité des dettes de l'actif imposable ; retiré - (p. 3099) : son amendement n° 128 : abattement de

50 % sur la valeur des immeubles entrant dans le champ d'application de la loi n° 48-360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 ; adopté.

**Suite de la discussion** - (26 novembre 1981) - **Art. 11** (p. 3175) : son amendement n° 357 : enfants de moins de 25 ans inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi et prise en compte comme personne à charge au titre de l'impôt sur le revenu ; retiré - (p. 3182) : se déclare favorable à l'amendement n° 306 de Mme Monique Midy (suppression des dispositions de cet article prévoyant une augmentation du taux de la TVA sur la nourriture pour les animaux familiers) - **Après l'art. 11** (p. 3191) : soutient l'amendement n° 171 de M. Marcel Rudloff (réévaluation de l'abattement octroyé aux adhérents des associations agréées des professions libérales) - **Art. 12** (p. 3195) : ses amendements n° 344 : suppression des dispositions de cet article prévoyant une taxation exceptionnelle du montant des provisions techniques des entreprises d'assurance ; adopté et n° 351 : application de la taxation exceptionnelle sur les provisions techniques aux organismes d'assurance ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Art. 14** (p. 3213) : son amendement n° 261 : suppression de la taxation des frais généraux pour les assujettis à l'impôt sur les bénéfices non commerciaux ; rejeté - (p. 3221) : son amendement n° 185, soutenu par M. Adolphe Chauvin : modalités d'application des dispositions de l'article 39-4 du code général des impôts interdisant la déduction de certaines charges en cas d'opération de crédit-bail ou de location de voitures particulières ; retiré.

#### *Deuxième partie :*

**Educational nationale** - (5 décembre 1981) - (p. 3682) : restructuration du ministère de l'éducation nationale et rattachement de l'enseignement supérieur et de l'éducation physique et sportive - Progression du budget de l'éducation nationale sous le septennat écoulé, supérieure à celle du budget général - Augmentation de 17 % dans le budget 1982 et de 27 % du budget général - Création massive d'emplois dans ce budget - Absence à ce jour de formation professionnelle dans la formation générale de base - Stagnation des crédits d'action sociale - Insuffisance de l'aide aux familles - Souhait d'une diminution de la part des collectivités locales dans la prise en charge des dépenses directement liées au système éducatif - Souhait d'une augmentation de la participation de l'Etat aux transports scolaires - Faiblesse des crédits en faveur des constructions scolaires - (p. 3683) : budget déséquilibré et ne correspondant pas à l'attente des familles et d'une partie des enseignants.

**Urbanisme et logement** - (6 décembre 1981) - Rapporteur pour avis (Urbanisme) (p. 3753) : régression des crédits de l'urbanisme et des paysages - Ralentissement de la croissance et permanence des mouvements de population et du développement des agglomérations ; protection et organisation de l'espace - Développement nécessaire de la protection des sites et réforme des moyens des architectes des Bâtiments de France - Protection spécifique de la montagne et du littoral - Aménagement rural - Périmètres sensibles et protections spéciales - Documents d'urbanisme et mutations urbaines ; schémas directeurs d'aménagement urbain (SDAU) et plan d'occupation des sols (POS) - Insuffisance des crédits pour l'élaboration des documents d'urbanisme - SDAU et options à moyen terme ; procédure de révision et promotion - Révision des règles d'élaboration des POS - Statut juridique des cartes communales ; loi sur la décentralisation et légalisation de ces pratiques - Procédure d'urbanisme et décentralisation - (p. 3754) : décentralisation et transferts de compétences ; permis de construire et compétences des directions départementales d'équipement - Réforme et prise en compte de l'acquis urbanistique - Collectivités locales et maîtrise du marché foncier ; zone d'aménagement différé (ZAD), zone d'intervention foncière (ZIF) - Réserves foncières et ressources financières - SDAU et POS ; élaboration de programmes d'action foncière (PAF) - Valeur vénale déclarative et

nouvel impôt foncier ; mécanismes d'application ; problème des terres agricoles - Urbanisme opérationnel et zone d'aménagement concerté (ZAC) ; rôle des plans d'aménagement de zones (PAZ) - Opérations urbaines et participation des propriétaires - Aménagement du milieu urbain existant et Fonds d'aménagement urbain (FAU) - Règles d'urbanisme et information et compréhension de l'usager - D'un urbanisme d'encadrement de la croissance à un urbanisme de mise en valeur - Avis favorable pour l'adoption de ces crédits - (p. 3758) : relance de la construction et situation économique du bâtiment ; décalage entre les décisions et les effets économiques - Politique du logement et accession à la propriété - Logement HLM et logement de transit - Politique précédente et surendettement des ménages ; aide aux logements neufs et coût de ce logement - Utilisation du 1 % patronal aux aides à la constitution de l'apport personnel (ACAP) - Taux d'intérêt des prêts conventionnés et progressivité des mensualités - Conseil économique et social et formules intermédiaires entre la location et l'accession à la propriété - Choix entre location et accession à la propriété ; coûts globaux comparés - (p. 3759) : substitution d'une aide à la première accession au système d'aide à la construction neuve ; formules de location-accession, vente, attribution et coopérative - Unification des procédures financières et création d'un prêt unique « prêt aidé au logement » - Projets de loi sur les bailleurs locataires et les modérations de loyers et frein à l'investissement ; droit au maintien dans les lieux - Secteur locatif social et prêt locatif aidé (PLA) ; majoration du taux des PLA et hausse des loyers - Aide fiscale au logement et familles nombreuses ; remplacement par un système de crédit d'impôt - Menaces sur le programme de construction envisagé.

**Articles non rattachés à l'examen des crédits** - (12 décembre 1981) - **Après l'art. 67** (p. 4154) : son amendement n° 533 : augmentation des limites du chiffre d'affaires qui définissent le champ d'application du régime simplifié d'imposition ; retiré - **Art. 77** (p. 4170) : obligation pour les particuliers non commerçants de paiement par chèque d'achat de bijoux, de pierreries, d'objets d'art, de collection ou d'antiquité de plus de 5000 F ; atteinte aux libertés individuelles - Contrats d'assurances et intérêt de s'assurer à l'étranger ; risques pour le marché français - Moyens des services fiscaux - Opposition à cet article - (p. 4172) : son amendement n° 539, identique à l'amendement n° 556 de M. François Collet : suppression des dispositions de cet article sur l'obligation pour les sociétés d'assurances d'établir une liste annuelle des souscripteurs de contrats couvrant des objets précieux ou objets d'art d'un montant supérieur à 100 000 F ; adopté.

**CELLARD (André)**, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture (nommé le 22 mai 1981 dans le gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 23 mai 1981, p. 1631].

Nommé de nouveau secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy [JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1787]

#### RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 78 de M. Roland du Luart : **élevage** (situation des sociétés de commercialisation du bétail) (6 novembre 1981) (p. 2506, 2507).

n° 112 de M. Roland du Luart : **exploitants agricoles** (taux des prêts d'installation des jeunes agriculteurs) (6 novembre 1981) (p. 2507, 2508).

n° 121 de M. Adrien Gouteyron : **exploitants agricoles** (limitation de la hausse des cotisations sociales des agriculteurs) (6 novembre 1981) (p. 2513).

n° 124 de M. Louis Minetti : **fruits et légumes** (situation du centre technique interprofessionnel des fruits et légumes) (6 novembre 1981) (p. 2513, 2514).



## INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat : situation des jeunes agriculteurs** - (6 novembre 1981) - (p. 2510) : taux des prêts, sujet de la question orale avec débat - Problème ancien de l'exode rural et du retour à la terre - Volonté du Gouvernement d'une réforme de la politique agricole commune - Politique de l'allègement de la charge foncière - (p. 2511) : doublement d'ici à fin 1982 de la dotation d'installation aux jeunes agriculteurs - Prêts spéciaux d'installation : exclusivité française - Création d'offices fonciers à l'étude - Orientation des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) dans le domaine locatif - Politique du Gouvernement du maintien des jeunes dans les exploitations - Renforcement des aides à l'installation - Caractère régionalisé et personnalisé de cette aide - Aménagement des conditions financières des prêts spécifiques consentis aux jeunes agriculteurs - Prochain projet de loi autorisant les SAFER à louer des terres et facilitant l'accès des jeunes au foncier - Caractère symbolique de l'aide aux SAFER dans le prochain budget 1982 : budget de transition marqué par certaines orientations - (p. 2512) : importance du marché français et problème du financement - Problème des terres sans preneurs et des jeunes qui ne peuvent s'installer malgré l'action favorable de certains propriétaires - Vote du statut du fermage nécessaire - Projets du Gouvernement non attentatoires à la propriété privée.

- **Questions orales avec débat jointes : enseignement et formation agricoles, politique forestière, politique vitivinicole** - (6 novembre 1981) - (p. 2517) : question déjà posée en commission à l'Assemblée nationale lors des débats budgétaires - Décision prise par le précédent gouvernement concernant le « détournement de fonds » - Orientation du Gouvernement quant à l'avenir de l'enseignement agricole inscrite dans le cadre de la politique définie en matière d'éducation - Intégration mais pas absorption - Enseignement agricole, potentiel important et original - (p. 2518) : pluralisme de l'enseignement agricole, témoignage de sa vitalité - Etablissements d'enseignement agricole, pôles d'animation socio-économique du monde rural - Qualité identique des enseignants à celle de l'éducation nationale - Double orientation de l'enseignement agricole : intégration dans l'appareil éducatif et rapprochement avec les structures de l'éducation nationale, ancrage dans le milieu agricole - Intégration, mais maintien des relations privilégiées avec le monde agricole - Evolution des structures en fonction des objectifs retenus et après consultation de toutes les parties intéressées - Harmonisation prochaine des dispositions concernant les maisons familiales avec celles qui régissent les relations entre l'Etat et l'enseignement général privé - Reconnaissance du rôle joué depuis leur création par les maisons familiales - Nécessité de leur adaptation aux nouvelles exigences - Utilisation des crédits précédents, non détournement de fonds, mais réservation des crédits en 1980 - (p. 2523) : problème de la taxation des alcools - Participation du gouvernement français à la discussion d'un compromis sur l'harmonisation des accises dans la Communauté - Problème important et incidences sur les exportations de nos vins - (p. 2524) : titre alcoométrique, base du compromis - Thèse d'une taxation différenciée malgré des degrés comparables - Jurisprudence de la cour de justice des Communautés - Problème des accises entre la bière et le vin - Rupture du compromis par la Grande-Bretagne - Voie de l'aide aux petits producteurs, acceptée sur le plan européen - Aide sous forme de détaxation - Influence de l'action du Gouvernement sur l'amélioration des prix à la suite de la crise de cet été - Débat du conseil des ministres de l'agriculture le 28 septembre sur la vérification du document d'accompagnement et l'application du règlement communautaire - Politique du Gouvernement d'assurer la protection du revenu des viticulteurs - Dépassement des contingents habituels par les négociants - Importations en provenance d'Italie durant la période électorale - Application des règlements communautaires, élément important de la défense des intérêts de nos viticulteurs - Modification de

la politique de distillation - Distillation préventive et distillation obligatoire - Prix garanti assuré par le règlement communautaire - (p. 2525) : article 15 bis du règlement communautaire et obtention d'un prix minimum - Organisation d'un marché tenant compte de l'Italie - Rapport inaltéré avec l'Italie et accord en cours d'application - Bilan de nos exportations en hausse - Création de l'office du vin : groupes de travail comprenant des producteurs, le négoce et les salariés - Missions de l'office du vin : organisation du marché et assurance d'un revenu décent pour les producteurs - Poursuite de la politique de qualité du Gouvernement - Mise en place au niveau communautaire d'un système de distillation prévisionnelle - Problème des appellations d'origine et création des inter-professions - - Maintien des inter-professions et de l'institut national des appellations d'origine - Prise en compte à leur valeur comptable des stocks de vin pour le calcul de l'impôt sur le capital - Non utilisation en 1981 de tous les crédits de la Société pour l'expansion des ventes des produits agricoles et alimentaires (SOPEXA), évoquée par M. *Serge Mathieu* - Politique de qualité à l'échelon communautaire - Nécessité de poursuivre l'utilisation des moûts concentrés, évoquée par M. *Roland Courteau* - Aide de la communauté à l'utilisation des moûts concentrés maintenue - (p. 2526) : mesures à l'étude concernant l'étiquetage - Problèmes forestiers évoqués par M. *René Chazelle* - Attente du rapport de M. *Durore* sur la forêt - Aménagement des dispositions générales de l'impôt sur les grandes fortunes s'appliquant à la forêt - Evolution de la politique forestière - Valorisation de notre patrimoine forestier : amélioration qualitative : développement de la recherche - Protection de l'environnement et amélioration du cadre de vie - Création d'emplois en zone rurale : développement de la filière « bois » - Reconquête du marché intérieur - Attachement à la modernisation des entreprises d'exploitation forestière et de scieries - Questions posées par M. *René Tinant* au nom de M. *Rémi Herment* soumises à l'étude du chargé de mission M. *Durore*.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (10 novembre 1981) - Titre I (suite) - Art. 6 (p. 2557) : accepte l'amendement n° I-378 de M. *Paul Pilet*, soutenu par M. *Marcel Daunay* (divergences entre la chambre régionale des comptes et le représentant de l'Etat ; publication des propositions de ce représentant) - S'oppose à l'amendement n° I-379 de M. *Raymond Bouvier*, soutenu par M. *Pierre Schiélé* (redressement d'un budget communal et information motivée aux assemblées départementale et régionale) - Son amendement n° I-420 : déficit égal ou supérieur à 10 % des ressources pour les communes de moins de 20000 habitants et à 5 % pour les autres et saisine de la chambre régionale des comptes ; adopté - Après l'art. 6 (p. 2559) : demande le retrait de l'amendement n° I-270 de M. *James Marson*, soutenu par M. *Camille Vallin* (suppression des dispositions du code des communes portant obligation au maire de se retirer au moment de la discussion et du vote du compte administratif le concernant) - Art. 7 : demande le rejet de l'amendement n° I-106 de M. *Michel Giraud*, rapporteur (difficultés financières exceptionnelles et principe de l'octroi de subventions exceptionnelles par le représentant de l'Etat) - (p. 2561) : aide aux communes en difficulté et circonstances exceptionnelles.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Deuxième partie :*

**Agriculture** - (7 décembre 1981) - (p. 3832) : politique viticole : création annoncée de l'office des vins ; avenir des appellations contrôlées, évoqué par MM. *Roland du Luart* et *Charles Zwickert* - Prochaine réunion d'une table ronde avec la participation des parlementaires - Nécessité de l'organisation des marchés - Prochain dépôt du projet de loi relatif à l'organisation des offices - Budget d'équipement rural, évoqué par plusieurs orateurs - Aide à l'agriculture de montagne évoquée par MM. *Fernand Tardy* et *Christian*

*Poncelet* : indemnité spéciale de montagne et modulation en faveur des petits troupeaux ; aide à la mécanisation en montagne - Régime de l'électrification rurale, évoqué notamment par MM. *Louis de la Forest* et *Charles-Edmond Lenglet* : reconduction du régime de financement du Fonds d'amortissement des charges d'électrification (FACE) et prolongation pour les années ultérieures - Situation du Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE) évoquée notamment par MM. *Jules Roujon* et *Fernand Tardy* : alimentation en eau potable ; assainissement ; dotation budgétaire et incidence de la décentralisation - (p. 3833) : aide aux collectivités pour la mise en oeuvre des plans d'aménagement rural - Programmes locaux de développement - Equipement hydraulique et remboursement, évoqués par plusieurs orateurs : plan du grand Sud-Ouest ; financement complémentaire grâce aux excédents du Crédit agricole - Installation des jeunes agriculteurs dans les montagnes sèches - Extension de la compétence des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) dans le domaine de la location et le développement du fermage ; charge du foncier ; absence de remise en cause du droit de propriété - Evolution démographique de l'agriculture ; cas des agriculteurs de plus de cinquante ans et aide forfaitaire dans l'attente de l'indemnité viagère de départ : contrats de solidarité installation - Rôle des groupements fonciers agricoles (GFA), notamment des GFA mutuels - Sociétés civiles de placement immobilier (SCPI) - Réforme de la politique de structures et mise en place d'offices fonciers.

- Evénements de Pologne (14 décembre 1981) - (p. 4210) : association du Gouvernement à l'émotion du Sénat.

- **Projet de loi relatif à la durée du mandat des membres des chambres d'agriculture [n° 77 (81-82)]** - (14 décembre 1981) - Discussion générale (p. 4210) : organisation du monde agricole - Création des chambres d'agriculture en 1924 - Rôle de concertation et de service - Assimilation à des organisations de type syndical - Etablissement public et représentation de l'ensemble des intérêts du monde agricole ; représentation de six collèges différents - (p. 4211) : agriculture élément important de la société actuelle - Insuffisance de la représentation des minorités - Prorogation d'un an de la durée des mandats venant à expiration en février 1982 - Réforme comprenant essentiellement des dispositions d'ordre réglementaire - Désir du Gouvernement d'instituer un mode de scrutin proportionnel et renforcement des possibilités d'une libre expression du syndicalisme - Rééquilibrage des finances publiques et parapubliques au profit des actions d'intérêt collectif - Réforme et nécessité d'une large concertation avec tous les partenaires sociaux intéressés - Amendement proposant la création d'une commission consultative - Renouvellement du collège des exploitants par moitié tous les trois ans - Renouvellement des autres collèges en totalité tous les six ans - (p. 4213) : concertation avec les élus et réception des propositions avant la définition des objectifs du Gouvernement - Régime électoral actuel relevant, à l'exception de la durée du mandat, du domaine réglementaire - Consultation du Parlement sur le problème des élections et acceptation par le Gouvernement de l'amendement de la commission sous réserve des modifications d'un sous-amendement.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 141 (81-82)]** - (21 décembre 1981) - Discussion générale (p. 4480) : montant des crédits inscrits au collectif ; chiffrage de la perte de revenu des agriculteurs - Critique du montant de cette aide par les partenaires européens de la France - Aide forfaitaire de solidarité aux agriculteurs les plus défavorisés, et aides économiques - (p. 4481) : critère du chiffre d'affaires et pondération par des coefficients correcteurs ; exemple de l'élevage ; prise en compte, souhaitée par plusieurs orateurs, du nombre des travailleurs actifs par exploitation - Aides aux investissements : prise en charge d'intérêts de prêt ; aide aux agriculteurs en difficulté - Mesures structurelles : baux de carrière par l'intermédiaire de groupements fonciers agricoles (GFA), notamment GFA mutuels - Crédits pour l'installation des jeunes agriculteurs :

prêts bonifiés supplémentaires - Financement du collectif : solidarité et prélèvement sur les excédents du Crédit agricole - Recours antérieurs au prélèvement sur les excédents du Crédit agricole - Caractère mutualiste de cette institution ; Caisse nationale et caisses régionales du Crédit agricole - Budget de l'agriculture pour 1982 et collectif en cours d'examen - Réunion de la conférence annuelle agricole et concertation - Difficultés des agriculteurs français, et mesures prises par le Gouvernement ; effort d'information nécessaire - Art. 1 (p. 4482) : appréciation de l'évolution du revenu et question posée par M. *Jacques Descours Desacres* sur l'année de prise en compte des aides compensatoires pour 1980 et 1981 - Absence de prise en compte de ces reliquats pour l'appréciation de l'évolution du revenu agricole - Question de M. *Paul Jargot* sur la prise en compte du nombre d'actifs travaillant sur l'exploitation et le cas des aides familiaux - (p. 4483) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. René Monory, rapporteur (suppression de cet article relatif à la fixation du supplément de charges du budget de l'Etat pour 1981) - Art. 2 : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. René Monory, rapporteur (suppression, pour coordination, de cet article relatif à la ventilation des crédits : dépenses ordinaires) - Art. 3 : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. René Monory, rapporteur (suppression, pour coordination, de cet article relatif à la ventilation des crédits : dépenses en capital) - Art. 4 (p. 4484) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. René Monory, rapporteur (suppression de cet article relatif au régime fiscal du Crédit agricole) - Normalisation de la fiscalité du Crédit agricole, condition de l'élargissement de ses compétences et de ses possibilités d'intervention - Art. 5 : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. René Monory, rapporteur (suppression de cet article relatif au régime fiscal du Crédit mutuel) - Consultation et concertation avec M. *Théo Braun* - Statut fiscal et élargissement des compétences - Art. 6 (p. 4485) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 6 de M. René Monory, rapporteur (relèvement du niveau fixé pour le chiffre d'affaires entraînant l'assujettissement obligatoire des exploitations agricoles à la TVA) - Après l'art. 7 (p. 4486) : demande le retrait de l'amendement n° 8 de MM. *Paul Jargot* et *Louis Minetti* (diminution du taux de la TVA sur les machines agricoles, les engrais et les produits phytosanitaires ; compensation par une taxe sur les importations).

**CHAMANT (Jean)**, sénateur de l'Yonne (UREI)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1981 (24 juillet 1981) (p. 1157).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du quatrième projet de loi de finances rectificative pour 1981 (21 décembre 1981) (p. 4488).

## DÉPÔTS

*Rapport spécial* fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Agriculture [n° 58, annexe 1 (81-82)] (23 novembre 1981).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Agriculture** - (7 décembre 1981) - Rapporteur spécial - (p. 3792, 3793) : évolution des crédits du ministère de l'agriculture par rapport à 1981 - Points positifs : prime pour le maintien du troupeau de vaches allaitantes ; dotation d'installation des jeunes agriculteurs ; dotations pour la forêt, pour l'établissement de la carte départementale des terres agricoles, pour l'Office national interprofessionnel des céréales (ONIC) - Stagnation ou régression des dotations du Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (FORMA) et des crédits de l'indemnité viagère de départ - Enseignement agricole - Crédits d'équipements ruraux : préparation d'un projet de loi tendant à l'extension de la compétence des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) : interrogation de la commission des finances sur le bien fondé de cette extension - Crédits de l'Office national interprofessionnel des vins de table (ONIVIT) : création d'un office des vins - Politique du revenu des agriculteurs et insuffisance de la hausse des prix agricoles décidée à Bruxelles - Organisation des marchés et création des offices par produit - (p. 3794) : inconvénients de la garantie des prix dans la limite d'un quantum prévue pour ces offices par produit - Performance de l'agriculture française : solde net positif de la balance commerciale pour les échanges agro-alimentaires - Soins laissés par la commission des finances au Sénat d'apprécier les crédits et la politique du Gouvernement en matière d'agriculture - Examen des crédits - *Etat B* (p. 3838) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 512 de M. Christian Poncelet (réduction des crédits du titre IV : suppression des crédits afférents à la mise en place de l'office des vins ; rétablissement à due concurrence de crédits pour l'enseignement agricole privé).

**CHANDERNAGOR (André)**, *ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes* (nommé le 22 mai 1981 dans le gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 23 mai 1981, p. 1630].

Nommé de nouveau *ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes*, le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy [JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1786].

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant la ratification de quatre protocoles portant modification de la convention de Varsovie du 12 octobre 1929, pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international** [n° 252 (80-81)] - (15 juillet 1981) - Discussion générale (p. 884) : excuse M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures - Convention de Varsovie sur la responsabilité contractuelle des transporteurs aériens - Protocole de La Haye - Protocoles de Montréal de 1975 : substitution du droit de tirage spécial au franc Poincaré comme unité de compte - Plafonds de responsabilité - Voyageurs et marchandises - Simplification de la documentation : ordinateurs.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République démocratique socialiste de Sri Lanka sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements** [n° 254 (80-81)] - (15 juillet 1981) - Discussion générale (p. 885) : dispositions de la convention : clause de la nation la plus favorisée ; indemnité en cas de nationalisation ou de dépossession ; transfert des revenus et bénéfices ; arbitrage du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) - Relations commerciales entre la France et Sri Lanka - Banque française à Colombo.

- **Projet de loi autorisant l'adhésion au protocole à la convention du 19 mai 1956 relative au contrat de transport international de marchandises par route (CMR)** [n° 255 (80-81)] - (15 juillet 1981) - Discussion générale (p. 886) :

transport routier international et indemnité en cas de perte ou d'avarie des marchandises transportées - Plafonds de responsabilité - Réforme du système monétaire international et substitution du droit de tirage spécial au franc or comme unité de compte.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume de Norvège en vue d'éviter les doubles impositions, de prévenir l'évasion fiscale et d'établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune** [n° 299 (80-81)] - (15 juillet 1981) - Discussion générale (p. 887) : relations fiscales entre la France et la Norvège et convention de 1953 - Evolution des législations internes et de la pratique fiscale internationale - Modèle de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) - Pétrole en mer du Nord - Extension territoriale du champ d'application : plateau continental - Partage de l'imposition des dividendes : retenue à la source ; crédit d'impôt - Investissement d'une filiale d'Elf Aquitaine en Norvège.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant modifiant la convention du 27 novembre 1964 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Japon tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu** [n° 298 (80-81)] - (15 juillet 1981) - Discussion générale (p. 888) : convention fiscale franco japonaise de 1964 et évolution des législations internes et de la pratique internationale ; modèle de l'OCDE - Extension du champ d'application territorial à Saint-Pierre-et-Miquelon - Imposition des dividendes : transfert de l'impôt fiscal français aux résidents du Japon - Imposition des intérêts : exonération des intérêts des crédits et prêts à l'exportation - Imposition des artistes et sportifs - Echange des renseignements administratifs - Echanges commerciaux entre la France et le Japon - Entrée en vigueur de l'accord.

- **Question orale avec débat : Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme** - (13 octobre 1981) - (p. 1951) : réputation de la France comme patrie des droits de l'homme et reconnaissance du droit de recours individuel - (p. 1952) : reconnaissance à la Cour de Strasbourg du pouvoir d'interprétation de la convention et de ses protocoles - Ratification de la convention par le Parlement et autorisation donnée au Gouvernement de faire une déclaration sur l'application de l'article 25 concernant le recours individuel - Caractère provisoire d'une autorisation législative de ratification ; maintien du pouvoir de formuler des réserves - Déclaration d'acceptation du droit de recours individuel et compétence de la commission pour les faits et décisions intervenus entre l'entrée en vigueur et la déclaration d'acceptation - Déclaration interprétative concernant le monopole de la radiodiffusion - Réserves concernant l'application de l'article 16 de la Constitution et les règles de discipline militaire - (p. 1953) : monopole de la radiodiffusion et extension des dérogations - Préparation d'un texte sur le tribunal permanent des forces armées - Groupe de travail sur la discipline dans les armées.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

### Deuxième partie :

**Relations extérieures** - (3 décembre 1981) - (p. 3551) : avenir de la Communauté européenne : discussion du mandat du 30 mai 1980 : effort de réduction des dépenses de la politique agricole commune ; fixation de la compensation britannique - Opposition du gouvernement français au principe du « juste retour » - Nécessaire relance des politiques communautaires - Mémoire présenté par le gouvernement français : priorité à l'emploi - (p. 3552) : reconquête du marché intérieur européen et dynamisme sur les marchés internationaux - Accord réalisé au sommet de Londres sur les problèmes de l'emploi, la stratégie industrielle européenne et la politique régionale - Révision de la politique agricole commune : démantèlement des montants compensatoires ; exigence d'un niveau de revenu équitable pour la population agricole ; élimination des

rentes de situation - Négociations sur les produits : céréales ; produits laitiers ; produits méditerranéens - Conditions préalables à l'élargissement de la Communauté européenne : exemple de l'introduction de la TVA en Espagne - Portugal - Apport de la Communauté européenne à la paix et à l'équilibre mondial - (p. 3583) : divergences dans les politiques économiques européennes, relevées par certains orateurs - Prétendue rupture avec l'économie de marché - Liberté de choix des électeurs - Convergences sur la relance - Eventualité du relèvement du plafond des dépenses communautaires ; conditions d'emprunt - Ressources propres de la Communauté ; plafond de 1% de la TVA - Mémoire français - Aspects régionaux de la relance : crédits du Fonds européen de développement régional (FEDER) - (p. 3584) : transparence des aides communautaires aux régions - Politique agricole commune : céréales ; productions animales - Institutions de la Communauté européenne : mémorandum français : votes plus fréquents - Equilibre entre les institutions : Parlement et Conseil ; conflits budgétaires - Projet d'une commission tripartite composée de représentants du Conseil, de la Commission et du Parlement - Utilisation des moyens déjà existants.

**CHARASSE (Michel)**, sénateur du Puy-de-Dôme (S).

Devient sénateur le 28 octobre 1981 en remplacement de M. Roger Quilliot, nommé membre du Gouvernement (28 octobre 1981) (p. 2224).

#### NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires économiques (29 octobre 1981) (p. 2288) ; en démissionne (20 novembre 1981) (p. 2900).

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles (20 novembre 1981) (p. 2907).

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (11 décembre 1981) (p. 4072).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la modération des loyers** [n° 83 (81-82)] - (15 décembre 1981) - Après l'art. 7 (p. 4253) : son amendement n° 12, soutenu par M. Jacques Carat : non-application de la présente loi aux immeubles donnés en location à l'Etat par les collectivités locales ; retiré.

- **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social** [n° 115 (81-82)] - (21 décembre 1981) - Discussion générale (p. 4462) : fréquence du recours à la procédure des ordonnances depuis 1958 et mauvaise querelle faite au Gouvernement - Conformité du projet à la Constitution - Lourdeur de la procédure parlementaire et urgence des mesures attendues ; possibilité de délégation prévue par l'article 38 de la Constitution et respect des conditions fixées - Attente des Français et urgence des mesures : retraite anticipée ; contrats de solidarité ; limitation des cumuls entre retraite et emploi ; formation professionnelle des jeunes ; création d'emplois - Session extraordinaire de janvier et préparation en février et mars des élections cantonales - Différence avec la situation de 1967 : insuffisance de majorité du gouvernement en 1967 et vote par défaut - Problème posé par le financement des contrats de solidarité et provision inscrite dans la loi de finances de 1982 ; ouverture éventuelle de crédits complémentaires par décret d'avance - (p. 4463) : autonomie des collectivités locales dans le cadre de la loi - Critiques relatives à la capacité des entreprises et mesures économi-

ques du Gouvernement - Caractère contradictoire des arguments invoqués contre le projet de loi d'habilitation - Adoption éventuelle de la question préalable et dessaisissement par le Sénat de son rôle législatif - Exemple des assemblées du Premier Empire - Acceptation par le Sénat en 1936 des grandes réformes sociales du gouvernement Léon Blum ; refus, en revanche, d'une loi de pleins pouvoirs contre la spéculation et démission du gouvernement en juin 1937 - Efforts du Sénat sous la 4<sup>e</sup> et la 5<sup>e</sup> Républiques pour retrouver la confiance de la nation - (p. 4464) : dispositions de l'article 38 de la Constitution et rôle du Parlement dans la ratification des ordonnances - Soutien souhaitable du Sénat à la politique du changement.

**CHAUMONT (Jacques)**, sénateur de la Sarthe (RPR).

Chargé d'une mission temporaire auprès du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Recherche), le 21 janvier 1981 (2 avril 1981) (p. 418).

Fin de mission le 20 mai 1981 (2 juillet 1981) (p. 778).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

- Est nommé membre du conseil permanent du service militaire (2 juillet 1981) (p. 782).

#### DÉPÔTS

*Rapport* fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi [n° 177 (80-81)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la Convention internationale du travail n° 111 concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession [n° 265 (80-81)] (2 avril 1981) - **Traités et conventions.**

*Avis* présenté, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Défense - Section forces terrestres** [n° 61, tome VI (81-82)] (23 novembre 1981).

#### QUESTIONS

*Questions orales avec débat :*

n° 82 (8 décembre 1981) (p. 3872) à M. le ministre de la défense : **enseignement technique et professionnel** (avenir du collège militaire préparatoire technique du Mans).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant le Gouvernement à approuver l'accord international de 1979 sur le caoutchouc naturel** [n° 253 (80-81)] - (8 juillet 1981) - Rapporteur en remplacement de M. Michel d'Aillières - **Discussion générale** (p. 829) : accord international sur le caoutchouc, le cacao et l'étain - Partage des responsabilités financières entre producteurs et consommateurs - Financement du stock régulateur par des contributions budgétaires - Hauteur de l'engagement financier de la France - Dialogue Nord-Sud.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1981) - **Discussion générale** (p. 2380) : congrès annuel des maires de son département - Décentralisation et absence de dispositions sur les ressources et les compétences des collectivités locales - Absence de concertation et inquiétudes notamment de

l'association des maires de France - Réforme précédente et large consultation des élus locaux - Centralisation et utilité pour la France de la décentralisation - Reprise de dispositions du texte voté par le Sénat en avril 1980 - Nécessité d'un exécutif départemental - Importance de la responsabilité des maires - Interventionnisme économique des collectivités locales - Moyens financiers et maintien de la tutelle de la Caisse des dépôts et consignations - Qualité du système de la dotation globale de fonctionnement et d'équipement - Avantages de la globalisation des prêts - (p. 2381) : création d'une collectivité locale supplémentaire : la région ; impossibilité de coexistence de quatre niveaux d'administration - Choix à faire entre le département et la région - Qualité du cadre départemental.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Défense** - (4 décembre 1981) - Rapporteur pour avis (Section forces terrestres) (p. 3606) : budget des forces terrestres et insuffisance des autorisations de programme ; retard par rapport à la loi de programmation militaire ; lutte contre le chômage ; diminution des commandes ; modernisation des équipements de l'armée de terre - Service national : mesures pour les appelés servant en Allemagne ; hiérarchisation des soldes et des prêts ; maintien de la discipline et du respect de la hiérarchie ; problème des objecteurs de conscience - Annonce de la suppression de tribunal permanent des forces armées - Arrêt de l'extension du camp du Larzac - (p. 3607) : décision de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) : déploiement en Europe de missiles de croisière et de *Pershing* - Indépendance de la force de dissuasion - Plan de paix soviétique de M. Brejnev - Armes chimiques et protection des véhicules de commandement de transmission et de transport ; délivrance de charges chimiques par les SS 20 - Riposte au niveau nucléaire stratégique ou au niveau nucléaire tactique - Inutilité d'une négociation Est-Ouest - Avis favorable de la commission sur le budget des forces terrestres pour 1982.

CHAUTY (Michel), sénateur de la Loire-Atlantique (RPR)

## NOMINATIONS

- Président de la commission des affaires économiques.

- Est nommé membre du Conseil supérieur de la sûreté nucléaire (3 avril 1981) (p. 517).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (11 décembre 1981) (p. 4072).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du quatrième projet de loi de finances rectificative pour 1981 (21 décembre 1981) (p. 4488).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (22 décembre 1981) (p. 4544).

## DÉPÔTS

*Rapport d'information*, fait avec plusieurs de ses collègues, au nom de la commission des affaires économiques, à la suite de la mission effectuée du 9 au 26 juillet 1980 au Japon par une délégation de cette commission chargée d'étudier le redéploiement industriel de ce pays et ses

relations commerciales avec la France [n° 262 (80-81)] (2 avril 1981).

*Avis* présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 141 (81-82)], adopté par l'Assemblée nationale [n° 144 (81-82)] (18 décembre 1981).

## QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 102 (JO Débats 5 mars 1981) (p. 281) à M. le ministre des transports : **transports maritimes** (non respect du monopole d'importation par l'Etat des produits pétroliers) - Caducité le 21 mai 1981.

n° 103 (JO Débats 5 mars 1981) (p. 281) à M. le ministre de l'économie : **transports maritimes** (pertes de devises dues au non respect du monopole d'importation des produits pétroliers) - Caducité le 21 mai 1981.

*Questions orales avec débat :*

n° 61 (28 septembre 1981) (p. 1662) à M. le ministre de l'industrie : **énergie** (options énergétiques de la France).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 310 (80-81)]** - (22 juillet 1981) - Président et rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 1026) : dépression économique prolongée des économies occidentales - (p. 1027) : faiblesse de la croissance française et détérioration du solde des échanges extérieurs - Contraction des importations et solde des échanges industriels - Aggravation du chômage ; pacte pour l'emploi - Rythme élevé de la hausse des prix - Encouragement à l'investissement et à l'emploi des jeunes - Opportunité des créations d'emplois publics et poids sur les dépenses publiques - Majoration de la dotation « jeunes agriculteurs » - Modalités d'intervention du fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles - Maintien du revenu des exploitants agricoles - Augmentation des crédits aux pensions d'invalidité et aux retraites - Indemnisation des dégâts causés par les cyclones dans les départements d'outre-mer - Suppression du secrétariat d'Etat aux industries agricoles et alimentaires - Modalités de l'aide de l'Etat au secteur de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles et alimentaires - Moyens du commissariat général du plan - Crédits du fonds spécial d'adaptation industrielle et aménagement du territoire - Création d'un fonds de roulement pour le fonds européen de développement régional - Ministère de la mer et situation de la marine marchande - (p. 1028) : pêche et sécurité maritime - Majoration des crédits d'aide à la construction navale - Relèvement de la subvention à l'établissement national des invalides de la marine - Création d'emplois dans le secteur de l'environnement ; conservatoire du littoral - Efforts en faveur des parcs nationaux et régionaux - Aide supplémentaire de l'industrie ; structures et actions de politique industrielle - Abondement des crédits du fonds de développement économique et social (FDES) - Fonds de la sidérurgie et fonds spécial d'adaptation industrielle - Réforme du dispositif global d'aide à l'industrie - Budget de la recherche et augmentation des crédits de personnel ; problème de l'avenir des personnels engagés ; agence nationale pour la valorisation de la recherche - Revalorisation des aides personnelles au logement et lancement de programmes de construction - Déblocage des crédits du fonds d'action conjoncturelle - Nouveau programme de logements locatifs (PLA) et de logements d'accession à la propriété (PAP) - Amélioration de l'aide de l'Etat et obligation du conventionnement - Difficultés immédiates des entreprises de construction - Création d'emplois dans les PTT et la télédiffusion -

Rémunération des livrets de caisse d'épargne - Politique en matière de postes et télécommunications ; télécommunications et informatique - (p. 1029) : avis favorable au projet de loi de finances rectificative.

**Suite de la discussion** - (23 juillet 1981) - Président et rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques - **Art. 1** (p. 1073) : intervient sur cet article relatif à la majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu - Impôt de solidarité et distinction entre revenus comptables et revenus disponibles - (p. 1074) : difficultés de trésorerie des entreprises individuelles.

**Suite de la discussion** - (24 juillet 1981) - Président et rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques - **Art. 4** (p. 1110) : son amendement n° 50 identique à l'amendement n° 36 de M. Jean-François Pintat : déductibilité du bénéfice imposable du prélèvement exceptionnel sur les entreprises d'hydrocarbures ; rejeté - **Art. 5** (p. 1114) : son amendement n° 51 : application du 1<sup>er</sup> janvier 1982 du taux intermédiaire de la TVA sur les hôtels de luxe ; rejeté - Son amendement n° 52 : application du taux intermédiaire de la TVA aux seuls hôtels quatre étoiles luxe ; adopté - Modification des taxes et répercussions par les vendeurs de voyages - **Art. 6** (p. 1119) : jeunes et suppression de la vignette sur les motocyclettes de grosse cylindrée - Prix de ces cylindrées ; comparaison avec l'automobile - Véhicules de petite cylindrée et utilisation par des jeunes ou des personnes à revenus modestes - Achat à l'étranger de motos et sorties de devises - **Art. 7** (p. 1123) : son amendement n° 53 identique aux amendements n° 21 de M. Maurice Blin, rapporteur général, n° 77 de M. Bernard Legrand, n° 84 de M. Jean Mercier : suppression de cet article prévoyant une majoration de la taxe de francisation des navires de plaisance ; adopté - **Art. 8** (p. 1133) : situation exacte de l'industrie pétrolière. (p. 1134) : hausse du carburant et absence de flambée du dollar ou d'augmentation de prix par les pays producteurs - Affaiblissement de notre position vis-à-vis des producteurs - Relèvement du prix de reprise des raffineries - Déficit des sociétés de raffinage et couverture par la vente des stocks excédentaires - Raffinage ; inadéquation de la capacité de raffinage face à la consommation décroissante et changement des structures de consommation - Recours croissant au *cracking* et « coupes lourdes » - Vérité des prix et compétitivité du raffinage - **Art. 10** (p. 1139) : efforts en faveur des pêches maritimes - Doublement de l'aide au carburant - Comparaison avec le fuel domestique agricole - Prix du gaz - Pêche sous douane en Europe.

- **Questions orales avec débat jointes : politique énergétique** - (2 octobre 1981) - (p. 1828) : débat au Sénat et absence de sanction politique pour le Gouvernement - Caractère électoraliste du programme énergétique gouvernemental - Conditions d'élaboration du rapport Hugon - Travaux des commissions du plan pour l'énergie - (p. 1829) : fiabilité des objectifs du plan Giraud - Réalisme des mesures envisagées : développement des économies d'énergie et gel de la construction de certaines centrales - Politique énergétique et emploi - Croissance économique et compétitivité internationale ; techniques nucléaires - Paradoxe entre croissance économique et diminution de la consommation énergétique - Faible coût du kilowatt nucléaire et compétitivité - Sécurité énergétique nucléaire - Nécessité d'un projet de loi d'orientation énergétique ou d'un débat avec amendements sur le paragraphe énergétique du plan - Débat sur l'énergie et mise à l'écart du Sénat - Caractère utopique des paris gouvernementaux - (p. 1837, 1838) : composition de la commission Hugon - Changement politique et permanence des problèmes économiques - Débat au Sénat et absence de conséquences réelles - Réconciliation de la population avec le nucléaire ; problèmes d'information ; cas de la centrale du Pellerin.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (12 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 10** (p. 2576) : son amendement n° I-321, soutenu par

M. Paul Malassagne : suppression du premier alinéa de cet article relatif à l'interdiction pour le comptable communal d'apprécier l'opportunité ou la légalité des actes de l'ordonnateur ; devenu sans objet - **Titre II - Art. 18** (p. 2609) : son amendement n° II-283, soutenu par M. François Collet : fixation par décret, après le vote de la loi sur la répartition des compétences, de la liste des services extérieurs de l'Etat dans le département, que pourra utiliser le président du conseil général ; retiré.

**Suite de la discussion** - (13 novembre 1981) - **Titre II (suite)** - **Art. 23** (p. 2657) : son amendement n° II-310, soutenu par M. Roger Romani : réunion du conseil général à la demande de la majorité des membres du bureau ; retiré - Son amendement n° II-311, soutenu par M. Roger Romani : réunion du conseil général à la demande de la moitié de ses membres ; retiré.

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - **Titre III - Art. 48** (p. 2763) : son amendement n° III-193, soutenu par M. Marc Bécam : possibilité d'intervention de la région dans les échanges extérieurs avec l'étranger ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Discussion des articles de la première partie :*

(25 novembre 1981) - **Art. 4** (p. 3118) : soutient l'amendement n° 274 de M. Michel Giraud (impôt sur le patrimoine : prise en compte comme biens professionnels des parts du gérant minoritaire et du principal actionnaire).

**Suite de la discussion** - (26 novembre 1981) - **Art. 11** (p. 3180) : soutient l'amendement n° 449 de M. René Tomasini identique à l'amendement n° 98 de M. Jean Cauchon, soutenu par M. Marcel Rudloff (non application du plafonnement de la réduction d'une demi-part d'impôt aux demi-parts additionnelles attribuées aux enfants invalides).

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Art. 14** : (p. 3214) : soutient les amendements de M. Christian Poncelet n° 474 (exonération de la taxation des frais généraux pour les entreprises déficitaires), n° 469 (diminution du montant du prélèvement exceptionnel pour les entreprises exportatrices) et n° 473 (estimation des frais généraux en fonction du chiffre d'affaires des entreprises et notamment de la part du chiffre d'affaires réalisée à l'exportation) - (p. 3216) : soutient l'amendement n° 5 déposé par M. Paul Malassagne, au nom de la commission des affaires économiques (taxation des frais généraux : suppression de la taxation des frais de congrès et manifestations assimilées et limitation de la taxation des frais de croisière et de voyage) - (p. 3220) : remerciements à M. Laurent Fabius, ministre, pour les précisions apportées sur la taxation des frais généraux des sociétés civiles professionnelles - Soutient l'amendement n° 472 de M. René Tomasini (taxation des frais généraux : exonération des entreprises qui réalisent plus de 25 % de leur chiffre d'affaires à l'exportation) - (p. 3221) : soutient l'amendement n° 466 de M. René Tomasini (taxation des frais généraux : modulation du taux de la taxe selon le montant des dépenses engagées) - (p. 3222) : soutient l'amendement n° 468 de M. René Tomasini (rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur l'application de la taxation de certains frais généraux et sur ses conséquences) - **Art. 18** (p. 3231) : soutient l'amendement n° 453 de M. René Tomasini (suppression de la TVA sur les produits alimentaires de première nécessité ; compensation par la taxation à due concurrence de l'importation de motocycles des pays autres que ceux de la CEE) - **Art. 18** (p. 3232) : soutient l'amendement n° 3, déposé par M. Marcel Lucotte, au nom de la commission des affaires économiques, identique à l'amendement n° 39 de M. Raymond Dumont (suppression du paragraphe II de cet article relatif à l'indexation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers, d'après l'évolution du barème de l'impôt sur le revenu) - Pratique commerciale des compagnies pétrolières à l'égard

des grandes surfaces et des petits distributeurs - Augmentation du prix des carburants depuis l'arrivée au pouvoir de la majorité socialiste - Facteur d'inflation - (p. 3233) : taxation des produits pétroliers et difficultés des deux grandes compagnies françaises ; fermeture de raffineries ; forages effectués au large de la Bretagne - Art. 18 bis (p. 3237) : son amendement n° 1 : extension du contingent annuel de carburant détaxé pour les chauffeurs de taxis aux voyageurs, représentants et placiers (VRP) titulaires de la carte professionnelle ; retiré - (p. 3238) : soutient les amendements n° 455 de M. René Tomasini (extension aux agriculteurs du bénéfice du contingent annuel de carburant détaxé, institué au profit des chauffeurs de taxis) et n° 456 de M. Christian Poncet (extension aux entreprises de transport du bénéfice du contingent annuel de carburant détaxé, institué au profit des chauffeurs de taxis) - Soutient l'amendement n° 454 de M. René Tomasini (augmentation du contingent annuel de carburant détaxé institué au profit des chauffeurs de taxis) - Son amendement n° 2 : franchise de taxe pour une quantité équivalente de gazole accordée aux véhicules de transports urbains ou de transports scolaires ; retiré.

#### Deuxième partie :

**Mer** - (11 décembre 1981) - Président de la commission des affaires économiques et rapporteur pour avis en remplacement de M. Daniel Millaud (ports maritimes) (p. 4058) ; création du ministère de la mer - (p. 4059) : crédits de paiement pour les ports métropolitains et continuité des investissements programmés : Dunkerque, Le Havre, Antifer, Rouen, Nantes Saint-Nazaire, Bordeaux, Marseille - Ports des départements d'outre-mer : port de la baie de la Possession à l'île de la Réunion ; port de Longoni à Mayotte - Trafic des ports métropolitains et diminution des importations de produits pétroliers - Trafic des ports européens étrangers - Difficultés financières des ports autonomes français - Augmentation tarifaire - Chômage des dockers et réforme nécessaire de la loi de 1947 : formation professionnelle ; mensualisation - Composition des conseils d'administration des ports - Détournements de trafics et cas des ports frontaliers ; exemple de Dunkerque - Concurrence entre les ports français et coordination nécessaire des projets d'équipement dans le plan quinquennal - Avis favorable de la commission des affaires économiques.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 141 (81-82)] - (21 décembre 1981) - Président de la commission des affaires économiques et rapporteur pour avis - Discussion générale (p. 4441,4442) : diminution du revenu agricole - Réunion de la conférence annuelle - Condamnation par la commission européenne des aides directes et financement partiel par les excédents du Crédit agricole - Harmonisation du régime fiscal du Crédit agricole : impôt sur les sociétés - Insuffisance du projet de budget de l'agriculture pour 1982 - Conférence annuelle et concertation - Controverse sur l'ampleur de la diminution du revenu agricole pour 1981 - Prise en compte des aides accordées pour 1980 - Aide aux agriculteurs en difficulté - Aide sélective et montant du chiffre d'affaires retenu comme seuil ; pondération par des coefficients de correction - Aide aux revenus et notion d'assistance - Prise en compte nécessaire du nombre des travailleurs sur l'exploitation - Inquiétude agricole ; exemple des manifestations organisées dans son département par la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles et par la chambre d'agriculture - Hausse des coûts de production : consommations intermédiaires - Aides à l'investissement et récente augmentation des taux d'intérêt des prêts du Crédit agricole ; vote du projet de budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) pour 1982 et augmentation des cotisations sociales - Prêts à annuités progressives ; aides à la gestion ; organisation des producteurs et développement des interprofessions ; aide aux exportations ; rôle de la Société pour l'expansion des ventes de produits agricoles et alimentaires (SOPEXA) - (p. 4443) : problème de l'emploi en agriculture : installation des jeunes agriculteurs ; dimi-

nution de la durée du travail des salariés : contrats de solidarité - Actions régionales : montagnes sèches ; Corse - Aide aux agriculteurs de l'Ouest et du Sud-Ouest - Collectif et projet de budget de l'agriculture pour 1982 - Inadaptation des modalités de calcul et d'attribution de l'aide aux revenus - Avis défavorable de la commission - Art. 9 (p. 4486) : observations de la commission des affaires économiques sur cet article visant à autoriser les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) à gérer des immeubles du domaine public : souhait de voir reporter cette disposition dans le projet de loi portant réforme des SAFER.

- **Evénements de Pologne** - (22 décembre 1981) - (p. 4519) : rappelle les événements polonais de 1939 - Leçon de courage donnée par les Polonais.

**CHAUVIN (Adolphe)**, sénateur du Val d'Oise (Président du groupe UCDP)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (1<sup>er</sup> octobre 1981) (p. 1799).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980, modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 14 et 15 de ladite loi (1<sup>er</sup> octobre 1981) (p. 1805).

#### QUESTIONS

##### Questions orales sans débat :

n° 115 (JO Débats 3 avril 1981) (p. 441) à M. le ministre de la santé : assistantes sociales (formation d'assistants sociaux pour des pays du tiers monde) - Caducité le 21 mai 1981.

n° 23 (JO Débats 20 juin 1981) (p. 755) à Mme le ministre de la solidarité nationale : assistantes sociales (formation d'assistants sociaux pour des pays du tiers monde).

#### INTERVENTIONS

- **Conférence des présidents** - (2 juillet 1981) - (p. 780) : déclaration du Gouvernement et souhait d'un débat de politique générale.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 310 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (24 juillet 1981) - Art. 2 (p. 1106) : soutient de l'amendement n° 46 de M. Auguste Chupin (prélèvement exceptionnel sur les frais généraux et application aux personnes morales) - Soutient l'amendement n° 45 de M. Auguste Chupin (prélèvement exceptionnel sur les frais généraux « déductibles » du résultat imposable) - (p. 1108) : soutient l'amendement n° 47 de M. Auguste Chupin (prélèvement exceptionnel sur les frais généraux et relèvement du seuil de recouvrement) - Art. 5 (p. 1118) : qualité des travaux de la commission des finances et déplacement du clivage opposition-majorité en séance - Art. 6 (p. 1121) : se déclare favorable aux amendements identiques n° 37 de M. Jean-François Pintat et n° 76 de M. Bernard Legrand (suppression de cet article prévoyant

l'abrogation de la vignette sur les motocyclettes de grosse cylindrée) - **Art. 21** (p. 1147) : modalités d'application de la réduction du taux des cotisations de la sécurité sociale.

- **Ordre du jour** - (28 juillet 1981) - (p. 1188) : examen du projet de loi relatif au prix du livre ; modification de l'ordre du jour - Conditions de travail imposées au Sénat et aux commissions.

- **Projet de loi portant amnistie - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 343 (80-81)] - (31 juillet 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1303) : relations patron-ouvrier - Vote favorable du groupe UCDP - Qualité du travail de la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi relatif au prix du livre - Deuxième lecture** [n° 344 (80-81)] - (31 juillet 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1316) : vote favorable de la quasi-unanimité du groupe UCDP lors de la première lecture - Politique de libération des prix ; regrette les propos du ministre sur l'absence de M. René Monory lors du débat au Sénat.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 374 (80-81)] - (15 septembre 1981) - (p. 1447) : intervention du ministre de l'intérieur et de la décentralisation en tant que chef de parti - Au nom des groupes qui composent la majorité du Sénat, critique l'absence de propositions cohérentes face au chômage et à la hausse des prix - Aggravation de la crise et division des Français.

- **Projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière - Deuxième lecture** [n° 399 (80-81)] - (30 septembre 1981) - **Art. 1** (p. 1777) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de M. Gérard Roujas, rapporteur (suppression de la possibilité offerte au tribunal de prononcer la fermeture de l'entreprise en cas de récidive) - (p. 1778) : sur cet amendement, se déclare défavorable au sous-amendement n° 7 de M. François Autain, secrétaire d'Etat (infractions punies d'un emprisonnement et d'une amende ou de l'une de ces deux peines) - **Art. 2** : se déclare favorable à l'amendement n° 4 de M. Marcel Daunay (confiscation de tout ou partie du matériel de l'entreprise exclusivement en cas de récidive).

- **Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 14 et 15 de ladite loi - Deuxième lecture** [n° 406 (80-81)] - (1<sup>er</sup> octobre 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1805) : difficulté du climat politique au Sénat, évoquée par M. Robert Laucournet. Respect de la répartition proportionnelle et attribution des rapports - Projet en examen : discrimination envers les présidents d'universités légalement élus - Ordre dans les universités - Nécessité de revoir la loi de 1968 et souhait d'un dépôt rapide du prochain projet - Danger de l'amendement communiste adopté à l'Assemblée nationale relatif aux campagnes d'information politique dans les universités.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1981) - **Titre I - Après l'art. 2 (suite)** (p. 2454) : sur l'amendement n° I-262 de M. Paul Jargot, soutenu par M. James Marson (exercice collégial des responsabilités publiques au sein de la municipalité), demande de scrutin public.

**Suite de la discussion** - (6 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 5** (p. 2530) : soutient l'amendement n° I-371 de M. Claude Mont (modification de la définition de la notion d'équilibre réel du budget communal).

**Suite de la discussion** - (13 novembre 1981) - **Titre I - Art. 14 (suite)** (p. 2650) : sur l'amendement n° I-211, précédemment réservé, de M. Gaston Defferre, ministre (abrogation des dispositions du code des communes concernant les pouvoirs de tutelle sur les actes des autorités

communales, la démission d'office d'un conseiller municipal ; cas particulier de Paris), soutient le sous-amendement n° I-422 de M. Pierre Vallon (fixation par décret en Conseil d'Etat des dispositions applicables au modèle de cahier des charges) - **Titre II (suite) - Art. 23** (p. 2658) : se déclare favorable à l'amendement n° II-60 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression de cet article portant sur les conditions de réunion du conseil général) - **Art. 24** (p. 2659) : soutient les amendements n° II-248 de M. Jean Francou (élection du président à la majorité absolue des votants pour une durée de trois ans) et n° II-250 de M. Paul Pillet (élection des autres membres du bureau à la représentation proportionnelle pour la même durée que le président) - **Art. 27** (p. 2661) : soutient l'amendement n° II-252 de M. Alfred Gérin (représentation de la majorité absolue des membres en exercice par des mandataires d'un membre du conseil général) - **Art. 28** (p. 2663) : soutient l'amendement n° II-254 de M. Claude Mont (rapport annuel de l'activité du conseil général et des organismes placés sous sa dépendance) - **Art. 29** (p. 2664) : soutient les amendements n° II-255 de M. Paul Pillet (dissolution du conseil général par le Gouvernement et information du Parlement dans un délai de 10 jours) et n° II-256 de M. Pierre Salvi (information du Parlement en cas de dissolution du conseil général par une communication motivée) - **Art. 30** (p. 2669) : se déclare favorable à l'amendement n° II-65 de M. Michel Giraud, rapporteur (délégation de droit de vote des membres du conseil général en cas de maladie, d'accident, d'événement familial grave ou en cas de participation aux travaux d'une assemblée parlementaire, de l'assemblée des Communautés européennes ou d'un conseil régional et impossibilité d'être porteur de plus d'un mandat).

**Suite de la discussion** - (16 novembre 1981) - **Titre II bis (nouveau) après l'art. 44** (p. 2708) : intervient contre le recours à la procédure de l'article 40.

- **Procès-verbal** - (17 novembre 1981) - (p. 2727) : utilisations de l'article 40 de la Constitution, puis de la procédure du vote bloqué ; absence de mise en cause du président *André Méric* - Défense de l'institution sénatoriale par le groupe socialiste.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - **Titre II bis (nouveau) après l'art. 44 (suite)** (p. 2735) : se déclare favorable à l'amendement n° II bis-23 de M. Michel Giraud, rapporteur (intitulé ; « Chapitre IV nouveau - Education ») - Utilisation rapide et abusive de l'article 40 de la Constitution par le Gouvernement.

**Suite de la discussion** - (19 novembre 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2886) : intérêt du Sénat pour les collectivités locales - Absence de concertation du Gouvernement avec les parties intéressées - Envoi par les ministres de circulaires d'application avant le vote de la loi - Recours aux ordonnances - Statut de droit commun de Paris - Interventions économiques ; compétences - Cas des départements et territoires d'outre-mer - Travaux parlementaires et perfectionnement du texte - Hommage rendu au rapporteur, au président et aux commissaires de la commission des lois ainsi qu'aux rapporteurs pour avis - Décentralisation : dispositions financières ; liberté et autonomie des petites communes ; bon fonctionnement des pouvoirs publics - Défense des libertés des collectivités locales et des citoyens.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Art. 13** (p. 3209) : soutient les amendements n° 174 de M. Alphonse Arzel et n° 175 de M. Henri Le Breton (taux de la déduction forfaitaire applicable aux revenus fonciers) - **Après l'art. 13 bis** (p. 3210) : soutient l'amendement n° 176



de M. Dominique Pado (exonération de la taxe d'habitation pour les emplacements de stationnement non couverts) - (p. 3211) : à propos de l'amendement n° 403 de M. Jacques Habert (généralisation de l'abattement sur la part de chaque frère ou soeur pour la perception des droits de mutation par décès), intervient sur la nécessité de revoir le problème des droits de succession à la suite de l'introduction de l'impôt sur la fortune - **Art. 14** (p. 3213) : soutient l'amendement n° 178 de M. Auguste Chupin (limitation de la taxation des frais généraux aux entreprises de plus de cinquante salariés) - (p. 3214) : se déclare favorable aux amendements n° 473 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. Michel Chauty (estimation des frais généraux en fonction du chiffre d'affaires des entreprises et notamment de la part du chiffre d'affaires réalisée à l'exportation) et n° 181 de M. Paul Séramy (suppression de la taxation des frais généraux des entreprises en ce qu'elle concerne les frais de restaurant) - (p. 3217) : reprend l'amendement n° 363 de M. Henri Duffaut, que celui-ci a retiré : taxation des frais généraux : suppression de la taxation des frais de congrès et manifestations assimilées ; retiré - Se déclare opposé à l'amendement n° 488 de M. Laurent Fabius, ministre (relèvement du seuil de taxation des frais de congrès et manifestations assimilées) - (p. 3219) : reprend l'amendement n° 364 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, soutenu puis retiré par M. Henri Duffaut : taxation des frais généraux : déduction des frais se rapportant à l'exercice d'une fonction représentative syndicale ou professionnelle et des frais d'inscription et de participation à des congrès ou manifestations d'intérêt général professionnel ou ayant pour objet la formation ou le perfectionnement des participants ; adopté - (p. 3220) : soutient l'amendement n° 263 de M. Marcel Rudloff (taxation des frais généraux : multiplication des seuils d'imposition dans le cas de sociétés civiles professionnelles ou d'associations agréées) - Précisions données par M. Laurent Fabius, ministre, sur la taxation des frais généraux dans le cas des sociétés civiles professionnelles - (p. 3221) : soutient l'amendement n° 183 de M. François Dubanchet (réduction de 30 % à 10 % du taux de la taxation des frais généraux) et l'amendement n° 180 de M. André Rabineau (déductibilité pour le calcul de l'assiette de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés) - Soutient l'amendement n° 185 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard (modalités d'application des dispositions de l'article 39-4 du code général des impôts interdisant la déduction de certaines charges en cas d'opération de crédit-bail ou de location de voitures particulières) - (p. 3222) : soutient l'amendement n° 345 de M. Louis Virapoullé (diminution du taux de l'impôt sur les sociétés) - **Art. 15** (p. 3224) : soutient l'amendement n° 188 de M. Louis Jung (abaissement à 1 pour 1000, pour les caisses de crédit mutuel, du taux du prélèvement exceptionnel sur les banques et établissements de crédit) - **Art. 18** (p. 3234) : soutient l'amendement n° 193 de M. Jacques Mossion (exonération de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers pour les agriculteurs ; déductibilité de la TVA sur les carburants) - Prix du pétrole pour les agriculteurs et exemple du Canada - Mesures prises à l'égard des chauffeurs de taxis - Cas des voyageurs de commerce - **Après l'art. 18** (p. 3236) : soutient puis retire l'amendement n° 192 de M. Alphonse Arzel (aide aux carburants pour les marins pêcheurs) - **Art. 18 bis** (p. 3237) : soutient l'amendement n° 195 de M. Roger Boileau (extension aux ambulanciers privés du bénéfice du contingent annuel de carburant détaxé institué au profit des chauffeurs de taxis) - **Art. 20** (p. 3241) : intervient sur cet article visant à assujettir à la TVA les publications non quotidiennes - Difficultés de la presse écrite ; adaptation aux techniques les plus modernes ; importance du pluralisme ; liberté de la presse - **Art. 27** (p. 3263) : se prononce contre la deuxième partie de l'article 27 relative à la réduction du délai d'exonération de l'impôt pour les sociétés ayant des activités industrielles dans les départements d'outre-mer - **Art. 27 bis** (p. 3266) : se déclare opposé à l'amendement n° 366 de M. Henri Duffaut (suppression du contenu de cet article qui tend à réduire la durée des exonérations de l'impôt foncier de 25 à 20 ans et de 15 à

10 ans ; suppression du prélèvement pour frais de dégrèvement et de non valeur en matière de taxe d'habitation ; contrepartie financière dans la majoration du taux de la TVA sur les pierres précieuses, l'augmentation du droit de timbre et des droits de mutation à titre gratuit) - **Art. 29** (p. 3269) : soutient l'amendement n° 211 de M. Jacques Mossion (suppression de cet article qui vise à différer la mise en application des dispositions financières prévues par la loi du 12 juillet 1980, relative aux formations professionnelles alternées et à reconduire la taxe additionnelle à la taxe d'apprentissage, instituée pour le financement des pactes pour l'emploi) - **Art. 36** (p. 3273) : soutient l'amendement n° 212 de M. Pierre Schiélé (création d'un prélèvement exceptionnel supplémentaire au profit des collectivités locales pour assurer à la dotation globale de fonctionnement une augmentation équivalente à celle des recettes de l'Etat) - **Après l'art. 37** (p. 3274) : soutient l'amendement n° 381 de M. Georges Lombard (réédition et mise à la disposition du public du code général des impôts et de ses annexes) - **Art. 39** (p. 3275) : soutient l'amendement n° 214 de M. Francis Palmero (suppression de cet article fixant les taux de majoration applicables aux rentes viagères) - **Art. 40** (p. 3286) : soutient l'amendement n° 215 de M. Jean-Marie Rausch (suppression du prélèvement sur l'excédent d'exploitation du budget annexe des postes et télécommunications) - Protestation contre une décision sans précédent.

#### *Deuxième partie :*

**Anciens combattants** - (30 novembre 1981) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3361) : intervient sur le titre IV ; triplement des crédits pour les interventions politiques et administratives et actions pédagogiques en faveur de la paix ; compétence du ministère de l'éducation nationale pour l'action culturelle et éducative - Rapport constant et rattrapage - Rétablissement du 8 mai comme jour férié - Opposition à une commémoration de la guerre d'Algérie le 19 mars - Politique économique et financière : non amélioration à terme des conditions de vie des anciens combattants, des veuves et des ascendants - Abstention de l'ensemble de la majorité sénatoriale.

**Temps libre** - (6 décembre 1981) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3746) : qualité du débat sénatorial - Résultats de la politique précédente - (p. 3747) : réhabilitation voulue, par le ministère, de l'éducation populaire ; démocratie - Conception ministérielle en matière de temps libre - Poste d'animateur et aide à toutes les associations ; pluralisme.

**Intérieur et décentralisation** - (9 décembre 1981) - **Examen des crédits - Art. 64** (p. 3963) : insuffisance du montant de la subvention affectée aux collectivités locales pour la prise en charge du réseau routier déclassé.

**Articles non rattachés à l'examen des crédits** - (12 décembre 1981) - **Art. 66** (p. 4146) : sur l'amendement n° 554 de M. Maurice Blin, rapporteur général (aide fiscale à l'investissement en cas de non diminution du nombre moyen de salariés de l'entreprise), soutient le sous-amendement n° 564 de M. Jacques Mossion (déduction fiscale sans clauses restrictives pour les entreprises du secteur des transports routiers) - (p. 4147) : soutient l'amendement n° 532 de M. Rémi Herment (extension aux entreprises agricoles des dispositions de la déduction pour investissements) - **Art. 71** (p. 4160) : soutient l'amendement n° 536 de M. Pierre Vallon (suppression de cet article sur la fiscalité frappant les locations d'immeubles meublés non professionnels).

**Vote sur l'ensemble** - (12 décembre 1981) - (p. 4189) : déficit du budget - Hommage au président de la commission des finances - Limitation de l'accroissement de la charge fiscale ; retour à un déficit raisonnable - (p. 4190) : croissance de la charge de la dette publique et accroissement des dépenses publiques ; déficit ; inflation ; récession de l'économie ; augmentation des charges sociales - Position de la Communauté économique européenne (CEE) et économie de marché - Réserves des chefs d'entreprises sur

l'accroissement de la fiscalité ; impôts directs ; impôts sur la consommation - Projet de budget pour 1983 et décentralisation - Vote du projet de budget modifié par le Sénat.

- **Evénements de Pologne** (14 décembre 1981) - (p. 4210) : manifestations de soutien et suspension éventuelle des travaux du Sénat.

- **Projet de loi relatif à la durée du mandat des membres des chambres d'agriculture** [n° 77 (81-82)] - (14 décembre 1981) - **Art. unique** (p. 4214) : satisfaction de la prolongation d'un an de la vie des chambres d'agriculture actuelles - Nombreuses réalisations et initiatives des chambres d'agriculture - Importance de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) - Nécessité de ne pas accroître le malaise agricole.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 104 (81-82)] - (17 décembre 1981) - **Art. 8** (p. 4342) : se déclare favorable à l'amendement n° 4 de M. Maurice Blin, rapporteur général (suppression de cet article sur l'extension des privilèges du Trésor à l'ensemble des pénalités fiscales et l'application de la procédure d'avis à tiers détenteur pour l'ensemble des impôts et des pénalités d'assiette et de recouvrement) - **Art. 12** (p. 4347) : dotation globale de fonctionnement et difficultés des communes - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4352) : opposition au projet de loi malgré les modifications du Sénat.

- **Projet de loi de finances pour 1982 - Nouvelle lecture** [n° 138 (81-82)] - (18 décembre 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4396) : intervention au nom du groupe RPR en remplacement de M. Michel Caldaguès, et au nom du groupe UCDP - Vices majeurs du projet de loi initial : déficit budgétaire dangereux pour les finances publiques et surcharge fiscale accrue en raison de la montée des dépenses - Tentatives d'amélioration du texte en première lecture - Constat de désaccord de la commission mixte paritaire (CMP) - Divorce absolu entre les conceptions de la majorité de l'Assemblée nationale et celles de la majorité sénatoriale - Rôle essentiel de la CMP dans les institutions de la Ve République et rapprochement des points de vue exprimés - Fixation des dépenses et des recettes de l'Etat : prérogatives du Parlement - Budget de l'Etat pour 1982 dangereusement déficitaire et fiscalement dangereux - Refus systématique de prendre en considération le point de vue du Sénat - Au nom du groupe RPR et du groupe UCDP, s'oppose au texte du projet de loi de finances pour 1982.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés** [n° 91 (81-82)] - (19 décembre 1981) - **Art. 11** (p. 4422) : soutient l'amendement n° 3 de M. Francis Palmero (principe de la limitation de l'octroi de l'indemnisation pour les meubles meublants sur la base de la perception d'une indemnité générale inférieure à 200.000 francs) - **Après l'art. 4** (p. 4423) : soutient les amendements de M. Francis Palmero n° 5 (principe et modalités d'application de l'indexation et du remboursement des titres d'indemnisation) et n° 6 (décès du bénéficiaire de l'indemnisation et octroi aux héritiers de nouveaux titres prioritaires ou de titres ne tenant pas compte des droits de succession) - **Seconde délibération - Art. 14 ter (nouveau)** (p. 4427) : vote défavorable sur l'amendement n° 29 de M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat (représentation ou assistance devant l'instance arbitrale par un avocat, un membre de la famille du rapatrié ou une association reconnue) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4428) : caractère social du projet de loi et vote favorable - Dépôt d'un nouveau projet de loi et promesses du Président de la République - Nécessité de régler le problème des rapatriés au cours de l'année 1982.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 141 (81-82)] - (21 décembre 1981) - **Art. 4** (p. 4484) : demande un scrutin public sur l'amendement n° 4 de M. René Monory, rapporteur (suppression de cet article relatif au régime fiscal du Crédit agricole) - **Art. 5** : à propos de cet article relatif au régime fiscal du Crédit mutuel, proteste contre la mise en cause de M. Théo Braun.

**CHAZELLE (René)**, sénateur de la Haute-Loire (S)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi constitutionnelle*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à abroger l'article 17 et à modifier l'article 65 de la Constitution [n° 244 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980, JO Débats 2 avril 1981).

*Rapport spécial* fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Education nationale - II. Enseignement universitaire** [n° 58, annexe 12 (81-82)] (23 novembre 1981).

*Rapport spécial* fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Légion d'honneur et ordre de la libération** [n° 58, annexe 38 (81-82)] (23 novembre 1981).

## QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 64 (JO Débats 10 juillet 1981) (p. 873) à M. le ministre de l'intérieur : **communes** (difficulté de gestion des biens appartenant à des sections de communes).

n° 98 (JO Débats 20 août 1981) (p. 1328) à M. le ministre de la justice : **justice (organisation de la)** (bilan de l'action des conciliateurs) - Réponse de M. Robert Badinter, ministre de la justice (16 octobre 1981) (p. 2034, 2035).

n° 101 (JO Débats 3 septembre 1981) (p. 1360) à M. le ministre de l'économie. **crédit** (conséquences sur l'économie du taux d'intérêt élevé).

n° 102 (JO Débats 3 septembre 1981) (p. 1360) à M. le ministre de l'économie : **crédit** (allègement de la politique d'encadrement du crédit).

n° 103 (JO Débats 3 septembre 1981) (p. 1360) à Mme le ministre de l'agriculture : **forêts** (politique forestière du Gouvernement).

*Questions orales avec débat :*

n° 24 (15 juillet 1981) (p. 884) à Mme le ministre de l'agriculture : **forêts** (politique forestière envisagée par le Gouvernement) - Discutée le 6 novembre 1981 (Débat commun) (p. 2515 et suivantes).

n° 79 (26 novembre 1981) (p. 3197) à M. le ministre des relations extérieures : **droits de l'homme** (violation des droits de l'homme dans un nombre croissant de pays).

## INTERVENTIONS

- **Questions orales avec débat jointes : enseignement et formation agricoles, politique forestière, politique vitivinicole** - (6 novembre 1981) - (p. 2519) : crise pétrolière et importance du secteur de la forêt et du bois - France, premier pays forestier d'Europe occidentale et importance des importations de bois - Nombreux rapports élaborés sur ce sujet au cours des dernières années - Trois causes de sous-exploitation de la forêt française - Morcellement à l'excès ; qualité inégale ; exploitation irrationnelle - Aménagement de l'impôt sur les grandes fortunes en faveur des propriétaires forestiers - Problème de l'augmentation des

volumes commercialisables : distinction entre forêt publique et forêt privée - Importance des innombrables boisements de surface réduite sans aménagement ni équipement - Nécessité d'un effort d'organisation, d'animation et d'équipement des pouvoirs publics les concernant - Orientation de l'action des pouvoirs publics dans trois domaines : regroupement, desserte, formation - (p. 2520) : situation du marché très calme dans les scieries de la Haute-Loire face aux importations de bois en provenance du Canada et du Portugal - Promotion d'une sylviculture plus intensive - Création d'un véritable statut pour les agriculteurs chargés de l'entretien des forêts - Le développement d'une grande industrie du bois doit être une ambition nationale - Petites entreprises françaises de sciage impuissantes à satisfaire la demande de lots importants et homogènes - Utilisation d'un établissement public expérimenté comme le Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (FORMA) pour la constitution d'une véritable interprofession - Propos tenus par le Président de la République dans sa conférence de presse du 24 septembre 1981 sur la nécessité de créer en France une véritable industrie du bois - L'industrie forestière française doit tendre à l'indépendance - Renforcement nécessaire de l'industrie papetière française - Nécessité d'organiser une grande industrie nationale du meuble - Achat par les consommateurs français de meubles étrangers fabriqués avec du bois français - Nécessité d'un effort de recherche dans le domaine forestier - (p. 2521) : inquiétude face au développement des maladies des arbres - Contrainte du facteur temps dans le domaine de l'exploitation forestière - Nécessité de nouvelles ressources budgétaires - Aides du fonds forestier national en matière de conversion de taillis en futaies - Nécessité d'une politique volontariste de l'ensemble forêts et filières bois - Nécessité de la mise en oeuvre d'une concertation interprofessionnelle - Place de l'Office nationale des forêts - La forêt, atout de la France - Espoir d'une véritable politique forestière.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Commerce et artisanat** - (2 décembre 1981) - (p. 3492) : importance économique - Dépopulation inquiétante des zones rurales et importance de l'artisanat - Promotion des activités groupées d'artisans ; accès plus large au crédit et meilleure connaissance statistique - Installation des jeunes artisans ; apprentissage et prime à l'installation - Situation fiscale des artisans ; remplacement de la taxe professionnelle et simplification de la réglementation fiscale ; recours aux centres de gestion agréés ; passage du régime du forfait au régime réel - Contrôles et lutte contre le travail au noir - Cessation d'activités et suppression de l'aide spéciale compensatrice - Modestie des pensions de retraite servies aux artisans-âgés ; parité avec le régime général.

**Education nationale** - (5 décembre 1981) - Rapporteur spécial (Enseignement universitaire) (p. 3662) : détérioration du climat entre les universités et leur ministre de tutelle - Réunification du ministère de l'éducation nationale et continuité entre la formation secondaire et supérieure - Nécessité d'ouvrir les universités au monde extérieur - Rôle de production et de transmission des connaissances de l'université - Préparation insuffisante à l'exercice direct d'une profession - Nécessité d'une adaptation du contenu de la formation avec la demande extérieure - Hausse importante des crédits de fonctionnement en matériel des établissements universitaires - Maintien de nombreuses petites et moyennes universités - Recrutement de 1.813 enseignants et régulation de l'accès au corps universitaire et des carrières - Inquiétudes face au transfert budgétaire du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) - Nécessité d'un rattrapage des bourses élément indispensable à la démocratisation de l'enseignement supérieur - Problèmes du Collège de France : diminution des crédits, installations vétustes - Problèmes du Muséum d'histoire naturelle, banque de données mondiale pour les sciences naturelles - Importance de ses collections vivantes -

(p. 3663) : dégradation du patrimoine propre du Muséum et diminution des recettes - Problème de l'Ecole moderne d'archéologie d'Athènes - Coût des travaux - Absence de postes dans l'enseignement supérieur de spécialistes de haut niveau formés par l'école - Nécessité de la création d'une mission d'études en vue d'établir un bilan et de poser les principes d'une politique adaptée à ces organismes indispensables au rayonnement de la culture et de la recherche française - Au nom de la commission des finances, propose l'adoption, sous réserve des observations précédentes, du budget de l'enseignement universitaire pour 1982 - (p. 3687) : satisfaction devant l'augmentation spectaculaire des crédits - Souhait d'un assouplissement des règles pour bénéficier des subventions du ministère en matière de transport scolaire - Forte augmentation des dotations affectées à la subvention de fonctionnement des collèges nationalisés et reconsidération de la part résiduelle de ces dépenses demeurant à la charge des petites communes rurales - Insuffisance des crédits consacrés aux bourses et aux secours d'études - Soutien indispensable à la démocratisation de l'enseignement - Restituer à l'histoire son enseignement de discipline autonome ; importance de cet enseignement : apprentissage de la méthode et de la critique ; connaissance du passé nécessaire à la compréhension du présent et rôle de formation de la personnalité de l'individu - Nécessité de relier l'enseignement de l'histoire à l'impérieuse nécessité d'une instruction civique et morale à l'école ; préoccupation principale de l'inter-groupe sénatorial de défense des droits de l'homme - France, rare pays où subsiste encore le respect de l'homme - Faire des jeunes Français les défenseurs et les propagateurs du respect de l'individu.

**Légion d'honneur et ordre de la Libération** - (8 décembre 1981) - Rapporteur spécial (p. 3849, 3850) : présence du général d'armée André Biard, grand chancelier de la Légion d'honneur - Effectifs des membres de la Légion d'honneur, de l'ordre national du Mérite et des médaillés militaires - Ouverture des conseils des deux ordres aux titulaires de tous grades ou dignités - Nomination ou promotion dans les ordres nationaux des agents de l'Etat ou des particuliers tués ou blessés dans l'accomplissement de leur devoir civique ou national - Reconnaissance des services rendus à la patrie par les anciens combattants de 1914-1918 et attribution d'un contingent spécial de croix de la Légion d'honneur - Reconnaissance de la nation envers les anciens combattants de la guerre de 1939-1945 - Formation : ordre de la Légion d'honneur, Saint-Denis et Les Loges - Révision des traitements des chanceliers, des officiers et de tous ceux qui ont obtenu un grade à titre militaire - Insuffisance des secours accordés aux membres de la Légion d'honneur, aux médaillés militaires, à leurs veuves ou à leurs orphelins - Opération de construction d'un nouvel ensemble scolaire à la maison d'éducation de Saint-Denis - Attribution de l'ordre national de la Légion d'honneur aux militaires - Nomination dans l'ordre de la Légion d'honneur de personnes exerçant des fonctions modestes - (p. 3851) : entretien des locaux de la Chancellerie - Demande l'adoption du budget de la Légion d'honneur pour 1982.

**CHERIOUX (Jean), sénateur de Paris (RPR)**

**NOMINATIONS**

- Vice-président de la commission des affaires sociales.

- Est nommé membre de la commission supérieure de la caisse nationale de prévoyance (9 juillet 1981) (p. 869).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de

travailleurs étrangers en situation irrégulière (2 octobre 1981) (p. 1814).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (28 octobre 1981) (p. 2230).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de nationalisation (25 novembre 1981) (p. 3117).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (11 décembre 1981) (p. 4072).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (18 décembre 1981) (p. 4384).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (21 décembre 1981) (p. 4480).

## DÉPÔTS

*Rapport* fait, avec MM. Jean-Pierre Fourcade et Etienne Dailly, au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi [n° 36 (81-82)] de nationalisation, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence [n° 56 (81-82)] (16 novembre 1981).

*Avis* présenté, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Solidarité nationale - Santé [n° 62, tome II (81-82)] (23 novembre 1981).

*Rapport* fait avec MM. Jean-Pierre Fourcade et Etienne Dailly au nom de la commission spéciale sur le projet de loi [n° 93 (81-82)] de nationalisation, adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture après déclaration d'urgence [n° 122 (81-82)] (14 décembre 1981).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 310 (80-81)]

*Suite de la discussion* - (24 juillet 1981) - Art. 5 (p. 1115) : soutient l'amendement n° 69 de M. Christian Poncelet (application du taux intermédiaire de la TVA aux seuls hôtels quatre étoiles luxe).

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

*Suite de la discussion* - (12 novembre 1981) - Titre I (*suite*) - Art. 13 (p. 2590) : statut particulier de Paris - Consultation des commissions d'arrondissements par la mairie de Paris ; concertation locale - Titre II - Art. 21 (p. 2619) : son amendement n° II-298, soutenu par M. Roger Romani ; appellation de délégué du Gouvernement substituée à celle de commissaire de la République ; devenu sans objet.

*Suite de la discussion* - (17 novembre 1981) - Titre I - Art. 4 (*suite*) (p. 2768) : son amendement n° I-308, soutenu par M. Jean Amelin : mesures financières et intervention économique communale ; retiré le 18 novembre 1981 - (p. 2770) : son amendement n° I-399 soutenu par M. Jean Amelin : interventions économiques communales et respect

des orientations du plan et de la politique économique nationale ; retiré le 18 novembre 1981.

- **Projet de loi de nationalisation** [n° 36 (81-82)] - (20 novembre 1981) - Rapporteur (aspects sociaux) - **Discussion générale** (p. 2912) : préoccupations d'ordre social, élément déterminant du projet de loi de nationalisation - Transformation en profondeur du système économique et social par la suppression de l'appropriation privée de tout un secteur de l'économie - Véritable choix de société proposé - Absence d'avis du Conseil économique et social - Regret de l'absence de consultation des comités d'entreprises des sociétés nationalisables - Caractère provisoire des dispositions proposées - (p. 2913) : nationalisation et illusion de garantie de l'emploi - Suppression de tout actionnariat privé et de tout actionnariat salarié - Mesures contradictoires avec la volonté du Gouvernement de faire accéder le travailleur à la citoyenneté dans l'entreprise - Acquisition au rabais par le Gouvernement d'actions reçues par les travailleurs de certaines entreprises ; exemple d'indemnisation des actionnaires salariés du Crédit commercial de France et de la Société générale - (p. 2914) : représentation tripartite au sein du conseil d'administration : représentants de l'Etat, du personnel et personnalités choisies en raison de leurs compétences - Mode de désignation des représentants du personnel - observations sur les conditions exigées pour la désignation des représentants du personnel au conseil d'administration - Inquiétude des personnels devant l'absence de statut et l'absence de garantie d'emploi - Différence fondamentale entre les nationalisations de 1945, 1946 créant un véritable monopole d'Etat et celles de 1981 se proposant de maintenir les entreprises nationalisées dans une économie de marché - Restructurations prévues dans le domaine industriel - (p. 2915) : risque du développement de certaines activités au détriment de la sous-traitance - Répercussions pour les petites et moyennes entreprises - Problème de compression d'effectifs dans le secteur bancaire dû aux progrès de l'informatique et de la bureautique - Sort des différents réseaux bancaires - Nombreuses créations d'emplois dans les banques ces dernières années - Non remise en cause des conventions collectives - Niveau moyen des salaires bancaires supérieur aux autres catégories de salariés - Champ d'application effective de la future loi de démocratisation - Extension possible de la réforme envisagée aux filiales et sous-filiales des 5 groupes industriels et des 2 compagnies financières - Nécessité de modifier l'équilibre au sein des conseils d'administration au profit des représentants des salariés - Possibilité d'élection au scrutin proportionnel des représentants du personnel - (p. 2916) : scrutin par collègues afin de garantir la représentation équitable de toutes les catégories de personnel - Application par priorité des dispositions du rapport Auroux dans le secteur nationalisé - Création de conseils d'atelier ou de service, pièce maîtresse de ce dispositif - Extension des droits des comités d'entreprise - Droit de veto en cas d'embauche ou de licenciement - Instauration d'un nouveau droit du travail : formation, santé, action syndicale, information - Reconnaissance des droits à l'expression des travailleurs dans l'entreprise - Risque d'un véritable détournement de pouvoir au détriment du Parlement - Développement d'avantages sociaux nouveaux - Aide financière de l'Etat aux entreprises nationalisées dans la mesure de leurs efforts sociaux - Compatibilité entre le développement de l'expérimentation sociale au sein du secteur public et le souci de faire de ce secteur la force de frappe de notre économie - Examen du texte sans possession de tous les éléments d'appréciation - Texte incomplet et provisoire - Méthode inacceptable pour le Parlement - Étape décisive dans le bouleversement des structures sociales - Contradiction flagrante avec l'esprit des institutions - Caractère inviolable et sacré du droit de propriété - (p. 2917) : référence au précédent des grandes nationalisations de 1945-1946 - Situation équivoque - Objectifs différents - Nécessité de donner à la nation les moyens de renaître de ses ruines - Alibi de l'outil économique et volonté d'une transformation radicale de la société - Au nom de la commission spéciale, propose de rejeter l'ensemble de ce projet de loi.

**Suite de la discussion** - (21 novembre 1981). - Rapporteur (aspects sociaux) - **Discussion générale** (p. 2970) : indemnisation des salariés actionnaires.

**Suite de la discussion** - (23 novembre 1981) - Rapporteur (aspects sociaux) - **Discussion générale** (p. 2986) : souci du maintien des droits acquis par les travailleurs, exprimé par M. Charles Lederman, et préoccupation identique de la commission spéciale - (p. 2997) : audition des organisations syndicales par la commission spéciale : éventualité d'une représentation majoritaire du personnel au sein des conseils d'administration - (p. 2999) : absence de représentation spécifique des cadres au conseil d'administration - (p. 3007) : participation, évoquée par M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat - (p. 3008) : lutte des classes ou association du capital et du travail - **Question préalable** (p. 3009) : sa motion n° 4, déposée avec M. Jean-Pierre Fourcade, qui la soutient, et M. Etienne Dailly, également rapporteurs de la commission spéciale, tendant à opposer la question préalable ; adoptée.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

**Suite de la discussion générale** - (24 novembre 1981) - (p. 3050) : soumission à l'impôt sur les grandes fortunes de 200.000 familles aux patrimoines beaucoup plus modestes - Taxation de la partie visible des grandes fortunes ; secret bancaire helvétique ; or thésaurisé ; oeuvres d'art. - Suppression de l'anonymat du marché de l'or - Pénalisation des Français ayant réalisé des investissements productifs - (p. 3051) : insuffisance des mesures de protection de l'outil de travail et instauration de nouvelles injustices - Imposition de l'usufruitier et exonération du nu-proprétaire sur sa nue-propriété - Démembrement de propriétés et donations-partages - Taxation des vendeurs en viager - Conception élitiste de la société et opposition du groupe RPR à cet impôt sur le patrimoine.

*Discussion des articles de la première partie :*

(24 novembre 1981) - **Avant l'art. 2** (p. 3057) : son amendement n° 435 : intitulé ; paragraphe I : « Impôt sur certains éléments du patrimoine » ; retiré

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1981) - **Art. 5** (p. 3134) : se déclare favorable à l'amendement n° 297 de MM. Maurice Blin, rapporteur général, et Christian Poncelet (prise en compte des biens grevés d'un usufruit dans le patrimoine du nu-proprétaire pour le calcul de l'impôt sur le patrimoine) - **Art. 6** (p. 3139) : se déclare favorable à l'amendement n° 300 de MM. Maurice Blin, rapporteur général, et Jacques Descours Desacres (prise en compte dans le calcul du bien imposable de la situation de famille du contribuable).

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Après l'art. 18** (p. 3236) : se déclare opposé, en ce qui concerne le gage choisi, à l'amendement n° 5 de M. Raymond Dumont (contingent annuel de carburant détaxé en faveur des voyageurs de commerce, représentants et placiers ; compensation dans le régime fiscal des compagnies pétrolières) - Action des élus du groupe RPR en faveur de la détaxe de carburant pour les chauffeurs de taxis - **Après l'art. 20** (p. 3243) : son amendement n° 457 : taux réduit de la TVA pour les instruments permettant aux aveugles les fonctions ordinaires de la vie : lecture, écriture ou marche ; contrepartie financière par une taxe à l'importation des voitures en provenance des pays autres que ceux de la CEE ; retiré - **Après l'art. 21** (p. 3244) : son amendement n° 458 : taxe sur les salaires ; exonération des associations reconnues d'utilité publique ; contrepartie financière dans une taxe à l'importation des voitures en provenance de pays autres que ceux de la CEE ; retiré - **Art. 22** (p. 3246) : soutient l'amendement n° 460 de M. René Tomasini (taxe différentielle sur les véhicules à moteur : suppression de la taxe pour les véhicules d'une puissance inférieure ou égale à 4 CV ; contrepartie financière dans une taxe à l'importation sur le matériel photo en provenance des pays autres que ceux de la CEE) - (p. 3248) : soutient

l'amendement n° 461 de M. René Tomasini (taxe différentielle sur les véhicules à moteur : atténuation du prix pour les familles nombreuses) - **Art. 23 bis** (p. 3252) : son amendement n° 462 : taxe sur les avions privés : extension aux triplaces de l'exonération accordée aux monoplaces et aux biplaces ; adopté.

*Deuxième partie :*

**Solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale** - (10 décembre 1981) - Rapporteur pour avis (Solidarité nationale, santé) - (p. 4009) : crédits et compétences de deux ministères et de trois secrétariats d'Etat - Budget de continuité ; progression des crédits et part dans le budget de l'Etat - Part importante des dépenses ordinaires, notamment des dépenses obligatoires d'aide sociale et médicale ; minceur des crédits d'action volontariste - Développement de la protection et de la prévention sanitaires ; santé scolaire et enfance - Solidarité nationale et financement du programme d'action sociale ; création d'emplois - Augmentation sensible des dépenses en capital ; équipement social ; transformation des hospices et modernisation des établissements pour personnes âgées - Remise en cause des principes de la politique sanitaire et sociale ; réserves de la commission - (p. 4010) : santé et lutte contre les inégalités ; pluralisme des formes de soins et respect de la médecine privée - Nécessité d'une concertation avec la profession médicale ; cas de la réforme des études médicales - Centres de santé intégrés - Bases du système conventionnel : liberté d'accès, exercice libéral, libre choix du malade et liberté des médecins - Gestion budgétaire des hôpitaux ; maîtrise des dépenses ; financement de la sécurité sociale - Rétablissement du budget supplémentaire et laxisme de gestion - Tarification et solution du budget global ; préférence pour un système du prix de journée éclaté - Suppression du secteur privé dans les hôpitaux publics ; respect des droits acquis des médecins hospitaliers - Hospitalisation privée et complémentarité avec l'hospitalisation publique ; attribution des nouveaux scanners et méconnaissance de l'avis de la commission nationale de l'hospitalisation - Administration des hôpitaux ; rôle et composition des conseils et autorités des directions ; circulaire du 4 août 1981 et exercice du droit de grève - (p. 4011) : domaine social et augmentation des prestations sociales au 1<sup>er</sup> juillet 1981 - Décentralisation : maintien du principe d'un minimum uniforme de prestations ; cohérence sociale et maintien de l'unité des directions départementales des affaires sanitaires et sociales ; péréquation entre collectivités riches et pauvres - Priorité à l'aide aux personnes âgées ; effort de la Ve République et rapport de la commission du bilan ; progression du minimum vieillesse ; développement de l'aide ménagère et des services de soins à domicile - Transformation des hospices et création de sections de cure médicale - Programme d'action prioritaire (PAP) n° 15 ; maintien à domicile des personnes âgées et démedicalisation des capacités d'hébergement - Hébergement des personnes âgées semi-valides ou invalides - Développement des moyens de garde des jeunes enfants ; création d'une prestation familiale spéciale pour les enfants des personnes élevant des enfants en sus des leurs à domicile - Diversification des modes de garde - Inquiétude sur l'orientation de la politique sanitaire - Politique sociale et capacité de l'économie française - Qualité de l'appareil sanitaire et social français - Demande le rejet de ce projet de budget - (p. 4036) : personnes âgées : augmentation nominale et progression du pouvoir d'achat - **Examen des crédits** - **Art. 90** (p. 4038) : son amendement n° 514 : fermeture d'un établissement d'éducation spéciale pour handicapés et maintien du versement de l'allocation d'éducation spéciale et de ses compléments éventuels ; adopté.

- **Evénements de Pologne** (14 décembre 1981) - (p. 4210) : manifestations de soutien et suspension éventuelle des travaux du Sénat

- **Projet de loi de nationalisation - Nouvelle lecture** [n° 93 (81-82)] - (16 décembre 1981) - Rapporteur (aspects sociaux) - **Discussion générale** (p. 4275) : reprise par

l'Assemblée nationale en nouvelle lecture de son texte de première lecture - Rejet des propositions de la commission spéciale du Sénat - Suppression de l'actionnariat salarié ; exemple de la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS) ; régie Renault - Désignation des représentants des salariés dans les conseils d'administration : critères de représentativité des organisations syndicales - Représentation spécifique des cadres dans les conseils d'administration - (p. 4276) : projet de loi d'organisation et de démocratisation du secteur public - Elaboration d'un nouveau droit du travail en dehors du Parlement par le jeu des conventions collectives : instauration d'un système autogestionnaire - Transformation du système social - En tant que rapporteur pour les aspects sociaux du projet, se rallie à l'exception d'irrecevabilité proposée par M. Etienne Dailly, rapporteur pour les aspects constitutionnels et juridiques - (p. 4300) : difficultés du dialogue au Sénat, évoquées par M. Louis Perrein, et déclarations de MM. Robert Badinter, ministre de la justice, et Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat, sur la qualité du débat - Exception d'irrecevabilité (p. 4302) : sa motion n° 4, déposée avec MM. Jean-Pierre Fourcade et Etienne Dailly, également rapporteurs, tendant à déclarer le projet irrecevable pour inconstitutionnalité ; adoptée.

- **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social [n° 115 (81-82)]** - (21 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4471) : critiques adressées à la procédure des ordonnances en 1967 par le parti socialiste et recours à cette même procédure en 1981 - Absence de dialogue entre la majorité et l'opposition - (p. 4472) : urgence invoquée et volonté du Gouvernement de transformer les structures de la société - Problème du chômage et réponse inadaptée de la réduction du temps de travail et de l'abaissement de l'âge de la retraite - Financement de ces mesures - Exemple de la retraite à soixante ans : régime actuel de la garantie de ressources et surcroît de dépenses prévisible - Problème du financement des régimes complémentaires - Réduction de la durée du travail : augmentation des charges des entreprises et risque de conséquences néfastes pour l'emploi - Augmentation des contraintes des entreprises : limitation des contrats à durée déterminée et du recours au travail temporaire ; garanties données aux travailleurs à temps partiel - Cas particulier des emplois pénibles - Affirmation nécessaire de la liberté de choix du salarié : droit au travail ; cas des agents de la fonction publique - (p. 4473) : critère d'âge et nombre d'annuités - Réglementation des cumuls entre retraite et emploi ; charges de famille ; cas des militaires - Changement de structures voulu par le Gouvernement et pari sur l'avenir ; caractère discuté des hypothèses économiques ; réalité du chômage et de l'inflation ; déficit budgétaire - Vote de la majorité sénatoriale contre le projet de loi - **Question préalable** (p. 4477) : prétendue opposition systématique du Sénat, évoquée par M. Robert Schwint, et absence de prise en compte par l'Assemblée nationale et par le Gouvernement des positions prises par le Sénat ; exemple de la première lecture de la loi de finances.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 153 (81-82)]** - (22 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4531) : accord de la commission mixte paritaire et absence de prise en compte par l'Assemblée nationale des propositions du Sénat dans la plupart des cas.

**CHERRIER (Lionel)**, sénateur de la Nouvelle-Calédonie (UREI)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

#### DÉPÔTS

Avis présenté, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)], adopté par l'Assemblée nationale - **Territoires d'outre-mer** [n° 63, tome IV (81-82)] (23 novembre 1981).

#### QUESTIONS

*Questions orales avec débat :*

n° 64 (30 septembre 1981) (p. 1774) à M. le secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer : **territoires d'outre-mer (TOM)** (situation politique en Nouvelle-Calédonie) - Retirée le 20 octobre 1981 (p. 2042).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (12 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - Art. 13 bis (p. 2597) : se déclare favorable à l'amendement n° I-120 de M. Michel Giraud, rapporteur (conditions d'extension des dispositions du présent titre aux communes des territoires d'outre-mer : détermination par une loi, pour chaque territoire, dans le délai d'un an, des adaptations nécessaires après consultation des assemblées territoriales) - Consultation des assemblées territoriales ; cas de la Nouvelle-Calédonie.

**Suite de la discussion** - (18 novembre 1981) - **Titre III (suite)** - **Après l'art. 55** (p. 2818) : son amendement n° III-50, déposé avec M. Daniel Millaud : insertion d'un nouvel intitulé de titre : « Titre additionnel nouveau - Des droits et libertés des territoires d'outre-mer » ; retiré - Son amendement n° III-51, déposé avec M. Daniel Millaud : extension par des lois ultérieures, après consultation des assemblées territoriales intéressées, des droits et libertés de chaque territoire d'outre-mer au sein de la République française ; adopté.

**Suite de la discussion** - (19 novembre 1981) - **Titre V (nouveau) après l'art. 65** (p. 2880) : son amendement n° V-20 déposé avec M. Daniel Millaud ; applicabilité de ces dispositions aux communes des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte ; adopté - **Intitulé** (p. 2885) : son amendement n° IV-1 : intitulé : « Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer » ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Départements et territoires d'outre-mer** - (9 décembre 1981) - Rapporteur pour avis (Territoires d'outre-mer) (p. 3918) : diminution en francs constants des autorisations de programmes - Importance du Fonds d'investissements et de développement économique et social (FIDES) dans les territoires d'outre-mer (TOM) - Importance des interventions des ministères techniques dans l'attribution des crédits aux TOM - Baisse importante de la dotation globale de fonctionnement (DGF) en 1982 - Statut de la Polynésie française et loi du 13 juillet 1977 ; création d'un exécutif territorial - Demande par des élus territoriaux représentant la majorité politique locale d'une plus grande autonomie du territoire - Statut des îles Wallis et Futuna et loi du 29 juillet 1961 - (p. 3919) : statut de la Nouvelle-Calédonie et loi du 28 décembre 1976 - Conseil de Gouvernement, véritable exécutif du territoire de la Polynésie - Souhait de la majorité des électeurs calédoniens de rester rattachés à la France - Minorité favorable à une indépendance canaque socialiste réservée à la seule ethnie mélanésienne - Indépendantistes favorables à M. François Mitterrand aux élections présidentielles et demande d'indépendance immé-

diète aux seuls Mélanésiens - Assassinat en septembre dernier de M. Pierre Declercq - Durcissement des positions des indépendantistes - Découragement de la population calédonienne pro-française à 65 % - Nécessité de mesures d'apaisement de la part du Gouvernement - Reconnaissance expresse du droit à la décentralisation pour les TOM par un amendement de M. Daniel Millaud lors de la discussion du projet de loi relatif aux droits et libertés des collectivités locales, au Sénat - Succès considérable en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie de la mise en application de la politique « dite de conventions » - Etude d'une refonte du code du travail des TOM par M. Mangin, conseiller à la Cour de cassation - Nécessité d'une coordination des régimes de sécurité sociale de la métropole et des TOM - Texte en préparation concernant l'extension aux territoires d'outre-mer du code de procédure pénale métropolitain - Papeete devenue « cour d'appel » par le décret du 12 mai 1981 - Examen en cours des projets de loi relatifs aux régimes communaux de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française - Extension du projet de loi portant décentralisation aux communes des TOM et adaptation spécifique à chaque territoire - Extension du bénéfice de la DGF aux communes des TOM et de Mayotte - Absence de position du Gouvernement concernant l'évolution du statut des TOM - (p. 3920) : absence de réponse concernant les grandes orientations du projet de loi sur la Nouvelle-Calédonie déposé à l'Assemblée nationale par le ministre délégué chargé des relations avec le Parlement - Absence de la connaissance des réformes envisagées par le Gouvernement ; au nom de la commission des lois, s'en remet à la sagesse du Sénat sur le budget des TOM - (p. 3925) : campagne de presse diffamante vis-à-vis des Calédoniens et offensante à l'égard de la France - Dépôt d'un projet de loi sur la Nouvelle-Calédonie durant la session extraordinaire de janvier 1982 - Nouvelle-Calédonie victime de la politique centralisatrice imposée depuis la dernière guerre - (p. 3926) : loi-cadre dite « loi Defferre » en 1956 dans le domaine institutionnel - Nouveaux statuts en 1963 - Définition du statut actuel en décembre 1976 - Loi de 1979 et institution de l'élection du Conseil de Gouvernement selon le mode de scrutin majoritaire - Création du front indépendantiste regroupant les autonomistes réclamant l'indépendance du territoire - Absence de responsabilité des Calédoniens subissant les conséquences d'une politique inadaptée - Mise en place en 1979 des institutions et programmation des grandes réformes - Etat responsable de la situation économique du territoire - Refus du Gouvernement en 1960 d'accepter l'implantation dans le territoire d'une usine métallurgique par la société américaine Inco et privation d'investissements extrêmement importants - Loi du 3 janvier 1969 dite « loi Billotte » enlevant au territoire la quasi-totalité de ses compétences minières et métallurgiques, jamais acceptée par les Calédoniens - Réclamation de l'abrogation de cette loi depuis sept ans - Excès de centralisme et paralysie définitive des projets - Meilleure réserve qualitative de nickel du monde et deuxième quantitativement - Nombreux projets de développement de l'industrie du nickel des précédents gouvernements depuis 1970 - Totalité de l'approvisionnement en nickel du Japon et abandon par celui-ci devant le risque d'interdiction des exportations de minerai de nickel de la moitié de ses importations - Cessation d'activités de nombreuses exploitations - (p. 3927) : production de 35.000 tonnes par an de la seule société productrice - Equilibre budgétaire de la Nouvelle-Calédonie jusqu'en 1971 - Grave déséquilibre budgétaire et chômage sans précédent depuis 1972 en raison du blocage des investissements minières et métallurgiques depuis 1960 - Aide de l'Etat et participation des ministères techniques décidée lors du conseil interministériel du 10 juillet 1975 et politique conventionnelle mise en oeuvre récemment - Nécessité de faire confiance aux élus locaux et de leur accorder les moyens nécessaires pour assurer le redressement économique et social du territoire - Absence de perception du changement en Nouvelle-Calédonie - Projet important remis en cause : cas de la pêcherie à Thio ; du complexe touristique implanté à Tiaré - Restriction des

quotas de devises accordées aux importateurs - Arrêté d'interdiction pris par le Haut commissaire le 23 septembre 1981 interdisant le transport et la vente des armes en Nouvelle-Calédonie - Absence de justification du prolongement de cette mesure - Importance de la pêche et de la chasse pour l'alimentation des Calédoniens - Nécessité de l'abrogation de cet arrêté contraignant - (p. 3928) : croyance aux vertus du dialogue et de la concertation, de la bonne volonté et de la fraternité - Nouvelle-Calédonie et peuple multi-racial composé de deux ethnies principales : les Mélanésiens et les Européens - Niveau de vie inférieur des Mélanésiens - Mise en place progressive d'une fiscalité directe se rapprochant de l'impôt sur le revenu métropolitain - Souhait de connaître les grandes orientations du projet de réforme concernant la Nouvelle-Calédonie déposé au cours de la session extraordinaire de janvier 1982 - Risque d'échec en cas de restriction des compétences territoriales - Problème calédonien essentiellement d'ordre politique - Deux tiers de la population désirent rester française et un tiers souhaite l'indépendance - Souhait que le Gouvernement prenne l'initiative d'organiser un référendum - Rigueur des chiffres du budget dérisoire face à l'importance des solutions nécessaires pour résoudre la crise calédonienne - Se déclare réservé sur l'adoption du budget des DOM-TOM dans l'attente de la réponse du Gouvernement aux questions posées.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés [n° 91 (81-82)]** - (19 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4412) : rapatriés de l'ancien condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides et accession à l'indépendance du Vanuatu - Loi du 22 décembre 1979 sur l'accession à l'indépendance des Nouvelles-Hébrides et principe d'une juste indemnisation ; ordonnance du 5 septembre 1980 concernant les conditions de maintien de la nationalité française, l'application de la loi de 1961 sur la réinstallation des rapatriés et les conditions de réintégration des personnels français de l'ancien condominium - Ordonnance du 17 décembre 1980 et statut juridique de la Société française des Nouvelles-Hébrides - Sort des Français ayant choisi de demeurer dans le nouvel Etat - Accueil en Nouvelle-Calédonie des réfugiés du Vanuatu - Mesures d'urgence prises grâce à la loi de 1961 - Situation politique du Vanuatu - (p. 4413) : extension aux -1 298 réfugiés du Vanuatu des dispositions des lois de 1970 et de 1978, ainsi que du réfugiés du Vanuatu des dispositions des lois de 1970 et de 1978, ainsi que du décret du 7 septembre 1977 - Application de la loi de novembre 1969 sur la suspension provisoire du recouvrement des créances dans l'attente des mesures d'indemnisation - Amendements au projet gouvernemental et prise en compte des Français des Nouvelles-Hébrides.

**CHERVY (William)**, sénateur de la Creuse (S).

Elu sénateur le 27 septembre 1981 en remplacement de M. André Lejeune, élu député (28 septembre 1981) (p. 1662)

#### NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires économiques (8 octobre 1981) (p. 1913).

**CHEVENEMENT (Jean-Pierre)**, ministre d'Etat, ministre de la recherche et de la technologie (nommé le 22 mai 1981 dans le gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 23 mai 1981, p. 1630].

Nommé de nouveau ministre d'Etat, ministre de la recherche et de la technologie le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy [JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1786]

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Recherche et technologie** - (2 décembre 1981) - (p. 3466) : objectif de l'effort national en faveur de la recherche porté à 2,5 % du produit intérieur brut (PIB) en 1985 - Budget 1982 et effort sans précédent ; rappelle les propos du Président de la République sur l'importance de la recherche - Structures gouvernementales et mise en place du ministère de la recherche et de la technologie ; direction de la politique générale ; direction du développement scientifique et technologique d'innovation ; mission scientifique et technique - Création d'un service des affaires internationales et d'un centre de prospective et d'évaluation ; mission interministérielle pour l'information scientifique et technique (MIDIST) - Gouvernements précédents et diminution des responsabilités politiques en matière de recherche ; séparation entre recherche fondamentale et programmes de développement technologique - Stagnation de notre effort de recherche et absence de cohérence - Caractère opérationnel de la nouvelle structure gouvernementale ; installation dans les anciens locaux de l'Ecole polytechnique - (p. 3467) : tutelle du ministère sur le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et l'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) - Partage de tutelle pour l'Agence de l'informatique (ADI), l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (INRIA), le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), le Centre national d'études spatiales (CNES), le Centre national pour l'exploitation des océans (CNEXO), l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), le Groupement d'études et de recherches pour le développement de l'agronomie tropicale (GERDAT) et l'Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer (ORSTOM) - Dotations de recherche inscrites à d'autres budgets et renforcement de la coordination interministérielle - Préparation des réformes d'organisation et de statut des personnels - Consultation sur les programmes de recherche et de développement technologique des entreprises nationales ; recherche industrielle - Progression des crédits et redressement de l'effort de recherche ; réalisation de l'objectif de 2 % du PIB - Poursuite des programmes électro-nucléaires, spatial, aéronautique ou informatique en cours - Définition de programmes mobilisateurs ; colloque national et loi d'orientation et de programmation - Dégradation progressive des statuts du personnel ; cas des ingénieurs, techniciens et administratifs (ITA) - Politique de créations d'emplois de chercheur et d'ITA ; triplement du rythme des créations et prolongement jusqu'en 1985 - Taux de création et rajeunissement de l'âge moyen des chercheurs - Crédits et octroi des promotions nécessaires ; amélioration de la situation des ITA et abrogation des décrets du 6 mai 1981 - Formation des jeunes et relèvement du taux mensuel des allocations de recherche de la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (DGRST) - (p. 3468) : nouvelle politique de la formation à la recherche et par la recherche - Mesures pour le personnel sans statut en situation précaire ; intégrations - Refonte nécessaire des statuts du personnel de la recherche publique ; qualité, dynamisme et ouverture - Loi sur les statuts des ITA - Reconstitution de l'appareil national de recherche et augmentation des moyens en fonctionnement, équipement ou en mission ; équipements scientifiques et évaluation des crédits de mission - Montants des crédits attribués au CNRS, à l'INSERM, à l'INRA, au CEA, au CNES, au CNEXO, à l'ADI, à l'INRIA, à l'ORSTOM, au GERDAT et à l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes (ISTPM), ainsi qu'au Commissariat à l'énergie solaire (COMES) - Gestion rigoureuse des crédits de paiement - Définition des priorités : biotechnologie, utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies nouvelles, électronique, robotique, conditions de travail et coopération scientifique et technique avec le Tiers monde ; caractère non exclusif de ces missions - Innovations industrielles ; Fonds de la recherche ; procédures de l'ANVAR ; primes à l'innovation et régionalisation de l'ANVAR - Information scientifique et technique ; banques de données et défense du français comme langue scientifique - Continuité de la politique gouvernementale et loi d'orientation - (p. 3469) :

assises régionales de la recherche et concertation ; colloque national - Succès des assises régionales ; expression de besoins régionaux ; consensus sur le renforcement quantitatif de l'effort de recherche, la démocratisation des procédures de décision, une politique cohérente de l'emploi et l'insertion de la science dans la société - Recherche régionale et dialogue entre Etat. et régions - Loi d'orientation ; définition des statuts de personnels et du développement de la recherche industrielle - Rôle des entreprises dans la recherche ; comparaison avec l'Allemagne - Programmes mobilisateurs de recherche et financement public ; mécanique, agro-alimentaire, habillement - Entreprises nationales et filières d'avenir - Petites et moyennes industries et innovation ; études sur des mesures fiscales incitatives - Innovation et politique du financement ; recherche et réseau bancaire ; industrialisation de produits nouveaux - (p. 3478) : « état-major de la recherche » au ministère et absence de tutelles tracassières - Absence de paradoxe entre la création d'un ministère et la décentralisation de la recherche - Recherche régionale et recherche internationale - Complémentarité entre impulsions centrales et initiatives régionales - Qualité des initiatives régionales : photonique de Strasbourg, génie biomédical de Besançon et océanologie du Calvados - Changements au CNRS et absence d'incidences financières - Orientation de la politique de recherche et expression des besoins sociaux et industriels - Relance de la recherche sociale ; exemple des bassins d'emploi et de l'organisation du travail - Connaissance de la société - (p. 3479) : introduction de la robotique et sciences sociales - Dépôts de brevets - Relations entre l'université et le CNRS ; accroissement des fonds de la mission de la recherche du ministère de l'éducation nationale ; comité de coordination - Chercheurs et pyramide des âges ; faiblesse des départs à la retraite ; nécessité d'une politique dynamique de recrutement et de création de postes - Collaboration secteur public-secteur privé - Inspection de la recherche et amélioration des procédures d'évaluation ; création d'un Centre de prospective scientifique et d'évaluation de la recherche - Recherche et utilisation des sigles - Loi de programmation après la tenue du colloque national - Progression des crédits de paiement et prise en compte de ceux inscrits au budget du ministère de l'industrie ; correction par la loi de finances rectificative - Respect de la liberté des chercheurs et nécessité d'une intervention du Gouvernement et du Parlement ; cas des nominations faites par le Gouvernement - (p. 3480) : recherche industrielle et importance pour la croissance économique ; comparaison avec le Japon et l'Allemagne fédérale - Impulsion des marchés publics ; exemple de la télématique, du téléphone - Collaboration secteur public-secteur privé et exemple de la politique avec CII-Honeywell-Bull - Complexité des aides publiques ; aides et primes à l'innovation ; attribution des primes aux laboratoires - Rupture avec la politique précédente ; rappelle l'effort de recherche développé par le général de Gaulle - Arrêt des travaux de l'anneau de stockage des particules (LEP) construit par le Centre européen de recherche nucléaire (CERN) à Genève ; annulation des décrets d'occupation provisoire des sols pour la galerie exploratoire et déclaration d'utilité publique pour l'anneau de stockage - Commission sur le cyclotron médical et critères retenus par celle-ci - Lien recherche militaire et recherche civile - (p. 3481) : historique de la recherche institutionnelle française ; stagnation depuis 13 ans de l'effort de recherche - Recherche et développement technologique ; enjeux politiques - Qualité des travaux des assises régionales de la recherche - Evaluation des crédits de paiement - Valorisation de la recherche et valorisation du rôle des chercheurs ; politique de recrutement - Applications culturelles de la recherche ; problème de l'information scientifique et technique - Savoir et pouvoir ; nécessité de diffusion du savoir ; rôle de la MIDIST - Sociétés financières d'innovation : SOFINNOVA, SOGINOVE, IDIANOVA et FINOVELEC - Création de sociétés d'innovation par les entreprises nationales - Recherche et rôle des entreprises nationales - Programmes mobilisateurs et plan « composants » - Recherche et découverte - Mobilité des chercheurs



publics - Chercheurs et vocation de diffusion du savoir - Installation du ministère à l'École polytechnique - Interdépendance de différentes politiques économiques - Loi de programmation et plan intérimaire de 2 ans; groupes de travail avec le ministère du plan - (p. 3482): régions et financement des grands équipements publics nationaux; cas du cyclotron pour isotopes et de l'accélérateur européen de particules; rôle correcteur et incitateur de la région - Création de comités consultatifs de la recherche dans les régions - Régions et effort de recherche - Régions et développement de pôles de développement technologique; photonique à Strasbourg et mécanique avancée à Mulhouse - Lourdeur de l'investissement pour l'accélérateur européen de particules synchrotron (ESRF); candidature de la ville de Strasbourg - Applications différentes pour les accélérateurs d'Orsay et de Grenoble - Rupture avec la politique précédente - Nouvelle politique gouvernementale et résistance de certaines entreprises privées - Recherche et vie quotidienne ou environnement; rôle des collectivités locales et des associations - Augmentation des crédits pour les sciences humaines et sociales - Recherche et avenir de la France; relations avec le Tiers monde et rôle de l'ORSTOM et du GERDAT - Faiblesse de la coopération avec les laboratoires allemands et britanniques; renforcement du pôle scientifique européen - Coopération avec les pays de l'est - (p. 3483): transfert de charges et financement croisé; participation des régions à l'effort de recherche; cas du plateau technique de l'hôpital de Belfort - Vulgarisation en direction de la jeunesse de l'information scientifique et action de la MIDIST - Examen des crédits - *Etat B* (p. 3484): élimination des blocages administratifs et financiers - Statut des établissements de recherche; contrôle *a posteriori*.

**CHEYSSON (Claude)**, *ministre des relations extérieures* (nommé le 22 mai 1981 dans le gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 23 mai 1981, p. 1630].

Nommé de nouveau *ministre des relations extérieures* le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy [JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1786].

#### DÉPÔTS

*Projet de loi autorisant l'approbation d'un Avenant modifiant la Convention du 27 novembre 1964 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Japon tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu* [n° 298 (80-81)] (8 juillet 1981) - *Traités et conventions*.

*Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Norvège en vue d'éviter les doubles impositions, de prévenir l'évasion fiscale et d'établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune* [n° 299 (80-81)] (8 juillet 1981) - *Traités et conventions*.

#### RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 36 de M. Pierre Salvi: *politique extérieure* (représentation de la France aux obsèques du Cardinal Wyszyński, primat de Pologne) (9 juillet 1981) (p. 856, 857).

n° 32 de M. Francis Palmero: *radiodiffusion et télévision* (réalisation de Radio-France International) (9 juillet 1981) (p. 857, 858).

#### INTERVENTIONS

- *Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le gouvernement de la République française et le*

*gouvernement de la République populaire hongroise tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune* [n° 256 (80-81)] - (8 juillet 1981) - *Discussion générale* (p. 824): extension du réseau d'accords de doubles impositions conclus avec les pays de l'Europe de l'Est - Reprise de la convention-type élaborée par l'OCDE - Caractère satisfaisant des relations France-Hongrie.

- *Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse concernant le traitement fiscal des libéralités faites dans des buts désintéressés* [n° 257 (80-81)] - (8 juillet 1981) - *Discussion générale* (p. 825, 826): exonération des droits de mutation pour les donations et successions en faveur de l'Etat, des collectivités publiques et d'organismes à but désintéressé; extension aux donations et successions en faveur ou faites par la Confédération helvétique.

- *Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Sénégal sur la formation en vue du retour et de l'insertion dans l'économie sénégalaise des travailleurs ayant émigré temporairement en France* [n° 249 (80-81)] - (8 juillet 1981) - *Discussion générale* (p. 826): réinsertion des travailleurs sénégalais ayant émigré en France; prise en charge de leur formation par la France - Caractère général et limité de l'accord; comparaison avec celui passé avec l'Algérie en 1980.

- *Projet de loi autorisant la ratification d'une convention entre la République française et la République populaire hongroise relative à l'entraide judiciaire en matière civile et familiale, à la reconnaissance et à l'exécution des décisions ainsi qu'à l'entraide judiciaire en matière pénale et à l'extradition* [n° 250 (80-81)] - (8 juillet 1981) - *Discussion générale* (p. 827): substitution aux accords antérieurs conclus en la matière - Coopération pour le droit de garde des mineurs, les crimes et délits et l'extradition - Restriction apportée à l'entraide judiciaire: atteinte à l'ordre public et infractions politiques.

- *Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République populaire de Chine sur l'établissement de postes consulaires* [n° 251 (80-81)] - (8 juillet 1981) - *Discussion générale* (p. 828): textes régissant les relations consulaires franco-chinoises - Délimitation des circonscriptions des postes consulaires de Shanghai et de Marseille - Statut et modalité d'exercice des fonctions de membres des postes consulaires - Règle de l'inviolabilité des locaux consulaires; résidence du chef de poste.

- *Projet de loi autorisant le Gouvernement à approuver l'accord international de 1979 sur le caoutchouc naturel* [n° 253 (80-81)] - (8 juillet 1981) - *Discussion générale* (p. 828): « programme intégré pour les produits de base » de la conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED) et accord sur le caoutchouc naturel en 1979 - (p. 829): création d'un conseil - Mécanisme économique de l'accord - Matières premières et dialogue Nord-Sud.

- *Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération culturelle, scientifique et technique et d'un protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire révolutionnaire de Guinée* [n° 258 (80-81)] - (8 juillet 1981) - *Discussion générale* (p. 829): normalisation des relations avec la Guinée - Abrogation des accords culturels et techniques de 1961 et 1963; conclusion d'un accord analogue à ceux conclus avec des pays du tiers monde - (p. 830): création d'une commission mixte - Scolarisation des Français résidant en Guinée - Statut du personnel français travaillant en Guinée.

- *Question orale avec débat: semaine mondiale pour le désarmement* - (27 octobre 1981) - (p. 2201): semaine du désarmement et recommandations de la Xe session spéciale

de l'ONU en 1978 - Création de l'Institut de recherche pour le désarmement à Genève - Participation du Gouvernement aux travaux de l'UNESCO - Réunion de la commission Palme à Paris - Préparation de la deuxième session de l'assemblée générale de l'ONU sur le désarmement - Agence internationale de satellites de contrôle - Soutien de la France à toute initiative concernant la paix et le désarmement - Résultats de la Conférence de Madrid ; souhait de la réunion de la Conférence sur le désarmement en Europe - Définition du champ d'action et du mandat de la première phase de cette conférence sur le désarmement - Préparation d'une nouvelle session de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) - Compétences de la conférence sur les armements conventionnels - Croissance exponentielle des armements - (p. 2202) : effort d'armement de l'Union soviétique ; exemple des SS 20 - Refus parallèle de l'installation des Pershing et des SS 20 - Nécessité d'un équilibre global des forces - Mobilisation de l'opinion sur le désarmement.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Relations extérieures** - (3 décembre 1981) - (p. 3547) : nouvelle dénomination du ministère - **Projet de loi de finances pour 1982** et moyens prévus pour le ministère des relations extérieures : caractère transitoire de ce budget : évolution des structures ; changement de gouvernement intervenu en cours d'année - Montant des crédits et comparaison avec 1981 ; évolution du taux des changes - (p. 3548) : priorités dégagées dans ce budget : plan quinquennal de redressement ; augmentation des effectifs à l'administration centrale et à l'étranger ; renforcement des postes consulaires - Contributions internationales bénévoles - Action en faveur des Français de l'étranger : scolarisation des enfants français de l'étranger ; système des bourses - Réforme du mode d'élection des membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger - Situation des étrangers en France : aide aux réfugiés ; service social d'accueil aux migrants - Faible croissance des crédits des relations culturelles - Redressement nécessaire en matière d'information audiovisuelle vers l'étranger : mise en chantier d'un centre-relai ondes courtes en Guyane ; Asie du Sud-Est - Orientations de la politique extérieure de la France : communauté d'héritage avec les Etats-Unis ; participation de la France à l'Alliance atlantique - (p. 3549) : condamnation de l'intervention soviétique en Afghanistan - Inquiétude face à la course aux armements entre l'Est et l'Ouest - Aggravation du déséquilibre des forces conventionnelles ; fusées nucléaires à moyenne portée ; décision de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) de décembre 1979 sur les euromissiles - Grande commission franco-soviétique - Relations avec la Yougoslavie et rapprochement entre ce pays et la Communauté européenne - Conférence de Madrid pour le désarmement - Suite du processus d'Helsinki et session extraordinaire des Nations-Unies sur le désarmement prévue pour l'été 1982 - Difficultés du tiers monde - (p. 3550) : réunion de 22 chefs d'Etat à Cancun - Organisation des marchés mondiaux des matières premières - Effort de la France en matière d'aide publique au développement - Prestige de la France dans le monde - Groupe de contact des Nations-Unies sur l'indépendance de la Namibie - Engagement de la France aux côtés du Liban ; positions prises en Asie du Sud-Est, en Amérique centrale - Voyages à l'étranger du ministre des relations extérieures depuis le 10 mai - Coopération avec les pays industrialisés : sommet occidental d'Ottawa - Problèmes de la Communauté européenne : valeur de la politique agricole commune ; préférence communautaire - (p. 3551) : politique de relance européenne et lutte contre le chômage - Prestige de la France dans le monde - (p. 3584) : accueil de réfugiés d'Asie du Sud-Est en France, évoqué par M. *Philippe Machefer* - Mode de désignation des délégués au Conseil supérieur des Français de l'étranger, évoqué par MM. *Paul d'Ornano* et *Charles de Cuttoli* ; découpage des circonscriptions - Rapport d'activité de la Direction générale des relations culturelles et orientations

du rapport Rigaud - Défense de la langue française - (p. 3585) : établissements français à l'étranger, évoqués par M. *Jacques Habert* ; personnel enseignant et cas des personnels recrutés localement - Relation entre les instituts culturels et l'Alliance française - Emissions radiophoniques françaises à l'étranger ; Société monégasque d'exploitation et d'études de radiodiffusion (SOMERA) ; missions archéologiques - Discours de Mexico du Président de la République et action de la France en faveur des droits de l'homme ; engagement de la France en Amérique centrale et au Proche Orient ; intérêt de la France pour le Liban ; conflit du Proche Orient ; plan Fahd - Ventes d'armes de la France - Position de la France sur l'Alliance atlantique - Prétendues contradictions de la politique extérieure de la France - Condamnation de la politique des blocs - Dialogue Nord Sud - Pacifisme - Construction européenne - (p. 3586) : union de la majorité pour le soutien de la politique extérieure du Gouvernement - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3587) : intervention de M. *Francis Palmero* : centres culturels français en Algérie ; entretien des cimetières ; transfert des archives ; problème des harkis et des transferts des biens des français installés en Algérie - S'oppose à l'amendement n° 516 de M. *Francis Palmero*, rapporteur pour avis (réduction des crédits du titre III : Office universitaire et culturel français pour l'Algérie) - (p. 3588) : s'oppose à l'amendement n° 517 de M. *Francis Palmero*, rapporteur pour avis (réduction des crédits du titre IV : crédits destinés au Vanuatu, anciennes Nouvelles-Hébrides) - Maintien nécessaire de la présence française au Vanuatu.

**CHOCHOY (Bernard)**, sénateur du Pas-de-Calais (S).

Décédé le 23 avril 1981 (2 juillet 1981) - Eloge funèbre (2 juillet 1981) (p. 776)

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des affaires culturelles.

**CHUPIN (Auguste)**, sénateur du Maine-et-Loire (UCDP)

**NOMINATIONS**

- Vice-président de la commission des affaires économiques.

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (28 octobre 1981) (p. 2230).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (22 décembre 1981) (p. 4544).

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à réduire la dépendance énergétique de la France [n° 4 (81-82)] (2 octobre 1981) - **Energie nucléaire.**

*Avis* présenté au nom de la commission des affaires économiques sur le projet de loi [n° 371 (80-81)] adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 35 (81-82)] (22 octobre 1981) - **Collectivités locales.**

*Proposition de loi* déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à favoriser la participation des salariés privés d'emploi à la reprise d'entreprises en difficulté ou à la

création d'entreprises nouvelles [n° 51 (81-82)] (16 novembre 1981).

## QUESTIONS

### Questions orales sans débat :

n° 24 (JO Débats 20 juin 1981) (p. 755) à M. le ministre du logement : **logement** (aide à l'accès à la propriété) - Réponse de M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement (27 octobre 1981) (p. 2182).

n° 25 (JO Débats 20 juin 1981) (p. 755) à M. le ministre de la justice : **accidents du travail** (responsabilité des chefs d'entreprise en cas d'accident du travail).

### Questions orales avec débat :

n° 45 (31 juillet 1981) (p. 1318) à M. le ministre chargé de l'énergie : **énergie nucléaire** (ralentissement du programme électronucléaire).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 310 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (23 juillet 1981) - **Art. 1** (p. 1075) : son amendement n° 43, soutenu par M. Pierre Vallon : rétablissement de la déduction de l'impôt fiscal ; retiré - (p. 1077) : son amendement n° 42, soutenu par M. Pierre Vallon : application de la majoration aux revenus personnels des chefs d'entreprises individuelles et non à la part des bénéfices réinvestis dans l'entreprise ; retiré - Son amendement n° 44, soutenu par M. Pierre Vallon : non application de la majoration lorsque le seuil est dépassé, en raison de l'imposition d'une plus-value mobilière provenant de l'aliénation du fonds de commerce ou de l'entreprise qui constituait l'instrument de travail ; retiré.

**Suite de la discussion** - (24 juillet 1981) - **Art. 2** (p. 1106) : son amendement n° 46 soutenu par M. Adolphe Chauvin : prélèvement exceptionnel sur les frais généraux et application aux personnes morales ; retiré - Son amendement n° 45 soutenu par M. Adolphe Chauvin : prélèvement exceptionnel sur les frais généraux « déductibles » du résultat imposable ; retiré - (p. 1108) : son amendement n° 47 soutenu par M. Adolphe Chauvin : prélèvement exceptionnel sur les frais généraux et relèvement du seuil de recouvrement ; retiré.

- **Questions orales avec débat jointes : politique énergétique** - (2 octobre 1981) - (p. 1821) : suspension de la construction de tranches nucléaires et mécontentement des régions concernées - Risques sur l'emploi et les entreprises sous-traitantes - Absence d'un plan de substitution ; rapport Hugon - Consommation énergétique et part importante du nucléaire - Hausse du prix du pétrole depuis 1973 - Réduction de la dépendance énergétique : diminution de la consommation, réduction de la part du pétrole, utilisation accrue du charbon, du gaz et de l'énergie nucléaire - Réduction de la production pétrolière et maintien du niveau des prix - Augmentation des prix de l'énergie et croissance économique - Importance du programme de production de source énergétique alternative - Energie nucléaire et réduction de la dépendance énergétique - Importance des réserves françaises d'uranium et diversification des sources d'approvisionnement - Maîtrise des techniques de la filière nucléaire - Nucléaire et impact sur l'économie et l'emploi ; effets induits - (p. 1822) : nucléaire et aménagement du territoire - Equilibre régional entre production et consommation - Situation des pays de Loire et de la Région Bretagne ; nucléaire et résorption du chômage - Centrale et industrialisation induite - Risques graves encourus à la suite du gel du programme électro-nucléaire - Rappelle sa proposition de loi tendant à réduire la dépendance

énergétique de la France - (p. 1823) : demande son inscription à l'ordre du jour du Parlement.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 19 (81-82)]** - (22 octobre 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2104) : dispositions du projet ; nationalisation des deux grandes sociétés sidérurgiques Usinor et Sacilor - Importance de l'autonomie des deux groupes - Précédent de la nationalisation de l'industrie sidérurgique britannique et situation désastreuse de la *British Steel Corporation* - Inadaptation de la nationalisation au problème posé à l'industrie sidérurgique française - Compétitivité nécessaire et déclaration faite par le Gouvernement sur la prise en compte des aspirations des travailleurs de cette profession ; risque de socialisation des pertes - Exemple de la société nationalisée italienne Italsider - Choix idéologique - Vote du groupe UCDP contre le projet de loi.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]** - (28 octobre 1981) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 2231) : dispositions du projet relatives au principe des interventions économiques des communes, des départements et des régions - Historique du développement de cette tendance - « Socialisme municipal » - (p. 2232) : jurisprudence du Conseil d'Etat : notion d'intérêt public communal - Limitation actuelle des interventions directes des collectivités locales - Cas des sociétés coopératives ouvrières de production (SCOP) et des sociétés d'économie mixte - Groupements d'intérêt économique - Prime régionale à la création d'entreprises industrielles ; économies d'énergie et recherche scientifique - Rôle des sociétés de développement régional (SDR) ; instituts régionaux de participation - Dispositions du projet en examen : problème de la répartition des compétences dans le domaine économique : Etat, régions, départements et communes - Limitation nécessaire de la liberté d'intervention économique des collectivités territoriales - Pouvoirs d'intervention et composition des comités économiques et sociaux - (p. 2233) : dispositions du projet en matière de planification et tendance à la régionalisation du plan - Coordination entre plan national et plans régionaux - Force contraignante conférée au plan et problème de la discussion au Parlement ; droit d'amendement - Amendements et sous-amendements déposés par la commission des affaires économiques.

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - Rapporteur pour avis - **Titre II bis (nouveau) après l'art. 44 (suite)** (p. 2744) : sur l'amendement n° II bis-41 de M. Michel Giraud, rapporteur (principe et modalités d'application de l'établissement et de la publication d'une carte communale des zones inconstructibles), son sous-amendement n° II bis-53 : obligation d'établissement d'un plan d'occupation des sols et exclusion du recours à la procédure de la carte communale ; adopté - (p. 2745) : son amendement n° II bis-54 : plan d'occupation des sols et compétence du maire pour l'instruction et la délivrance des permis de construire ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - **Titre I - Art. 4 (suite)** (p. 2767) : son amendement n° I-400 : intervention économique communale et limitation au domaine immobilier ou foncier ; retiré le 18 novembre 1981.

**Suite de la discussion** - (18 novembre 1981) - Rapporteur pour avis - **Titre II - Art. 34 (suite)** (p. 2788) : son amendement n° II-268 : interventions économiques des départements : limitation des modalités des interventions concourant à la création ou au redressement d'entreprises ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

### Discussion des articles de la première partie :

(25 novembre 1981) - **Art. 3** (p. 3096) : son amendement n° 121 soutenu par M. Marcel Rudloff : impôt sur le patrimoine : exclusion des biens professionnels définis à l'article 4 pour le calcul de l'impôt - **Art. 4** (p. 3116) : son amendement n° 136, soutenu par M. Francis Palmero :

modification de la définition des biens professionnels ; devenu sans objet.

Suite de la discussion - (27 novembre 1981) - Art. 14 (p. 3213) : son amendement n° 178, soutenu par M. Adolphe Chauvin : limitation de la taxation des frais généraux aux entreprises de plus de cinquante salariés ; retiré.

CICCOLINI (Félix), sénateur des Bouches-du-Rhône (S)

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

Membre nommé de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion-télévision française.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie (30 juillet 1981) (p. 1268).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (28 octobre 1981) (p. 2230).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modération des loyers (15 décembre 1981) (p. 4254).

DÉPÔTS

*Proposition de loi* déposée avec M. Robert Schwint et des membres du groupe socialiste et apparentés, ouvrant droit à pension de réversion du régime d'assurance vieillesse aux personnes ayant vécu maritalement avec un assuré social [n° 215 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980, JO Débats 2 avril 1981).

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat : politique du Gouvernement en matière de communication** - (16 juillet 1981) - (p. 922) : nouvelle politique de la communication - Critiques contre la radio et la télévision : gouvernement et monopole - Loi de 1964 et création de l'ORTF - Réforme de 1974 : politique de censure et d'auto-censure - (p. 923) : qualité de la programmation et insuffisance de la création ; cas significatif des programmes régionaux et main-mise sur le service public - Presse : menaces contre le pluralisme de la presse et concentration ; cas de M. Hersant - Télématique, presse écrite et imprimerie - Nouvelles techniques audiovisuelles ; traitement de l'information : télétextes, banques de données, satellites - Information et phénomène culturel ; préservation de la culture française ; Etat et industrie française - Communication et main-mise des groupes financiers - Besoins de la population ; service public de qualité et impartialité de l'information ; indépendance des journalistes ; pluralisme - Séparation du Gouvernement et des médias - Gestion par le conseil national de la radio-télévision - Qualité de la programmation ; création ; rôle pédagogique de la radio-télévision pour l'enfant - Démocratisation de l'audiovisuel et régionalisation - Modifications structurelles ; projet de loi sur la décentralisation ; création de conseils régionaux de la radio-télévision et expression des particularismes et des courants culturels - Aménagement de l'espace socio-culturel ; radios locales ; radios libres - Réglementation du fonctionnement de ces réseaux - Réforme, service public et démocratie.

- **Projet de loi portant amnistie** [n° 304 (80-81)] - (21 juillet 1981) - Discussion générale (p. 945) : tradition de

l'amnistie et participation du Parlement à l'acte de clémence - Amnistie au quantum et élévation du seuil à 6 mois d'emprisonnement ferme - Surpopulation des prisons - Délinquance et crise économique - Détention préventive - Actes commis à l'occasion de conflits sociaux - Infractions politiques : Bretagne, Corse ; réformes structurelles nécessaires ; régionalisation - Amnistie personnelle : jeunes ; déportés et résistants - Exclusions : délits financiers et économiques ; racisme - Délits en matière de pollution - Ordonnance du 26 août 1944 sur la presse et atteintes à la démocratie - Améliorations possibles - (p. 946) : individualisation des peines - Justice et clémence - Art. 2 (p. 956) : son amendement n° 4 : extension à tous les délits commis par voie de presse ; retiré - Son amendement n° 5 : report au chapitre V de l'exclusion des délits d'apologie des crimes de guerre et des crimes et délits de collaboration avec l'ennemi ; adopté - (p. 957) : son amendement n° 6 : exclusion du bénéfice de l'amnistie des délits en matière de police des étrangers ; adopté - Art. 6 (p. 962) : son amendement n° 7 : amnistie et jugements par défaut ; réservé - **Après l'art. 6** (p. 966) : se déclare défavorable aux amendements n° 69 de M. Charles Lederman et n° 20 de M. Marcel Rudloff, rapporteur, tendant à instituer un sursis à l'amnistie - Peine d'emprisonnement ferme et sursis simple ou avec mise à l'épreuve - Juge de l'application des peines - Gravité des conséquences de l'inscription sur le casier judiciaire - **Après l'art. 9** (p. 969) : son amendement n° 7 précédemment réservé, et soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : extension de l'amnistie aux jugements par défaut ou par itératif défaut ; devenu sans objet après l'adoption de l'amendement n° 82 de M. Robert Badinter, ministre - Art. 14 (p. 977) : son amendement n° 8 : bénéfice de l'amnistie si l'autorité n'a pas statué définitivement dans un délai de trois mois ; réservé jusqu'à l'examen de l'article 24 - Art. 15 : (p. 978) : son amendement n° 9, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de l'exception du bénéfice de l'amnistie pour les mesures administratives concernant le permis de conduire : conduite en état d'ivresse et homicide ou blessures involontaires ; rejeté - Art. 16 (p. 981) : son amendement n° 10 : suppression de la référence à l'article 1<sup>er</sup>, relatif aux contraventions de police, dans l'alinéa traitant du paiement préalable de l'amende ; adopté.

Suite de la discussion - (22 juillet 1981) - Art. 24 (p. 1004) : loi d'amnistie et nécessité de certaines exclusions - (p. 1005) : exclusions prévues en 1981 et comparaison avec la loi de 1974 - Art. 14 (*suite*) (p. 1009) : son amendement n° 8 précédemment réservé : bénéfice de l'amnistie si l'autorité n'a pas statué définitivement dans un délai de trois mois ; retiré - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1014) : suppression des exclusions de l'amnistie et imperfections du texte - Vote favorable du groupe socialiste - Plainte du syndicat des journalistes de 1977 contre M. Hersant.

- **Projet de loi relatif à la Cour de cassation** [n° 315 (80-81)] - (24 juillet 1981) - Discussion générale (p. 1126) : « texte de circonstance » et réforme des juridictions - Diminution du quorum d'audience - Rôle régulateur de la Cour de cassation - Unification et progrès du droit - Liberté du juge de premier degré - Rôle hiérarchique de la Cour de cassation.

- **Projet de loi portant suppression de la Cour de sûreté de l'Etat** [n° 312 (80-81)] - (28 juillet 1981) - Discussion générale (p. 1175) : caractère injuste de la création et de l'existence d'une Cour de sûreté de l'Etat - Injustice et pouvoir ; atteinte à la sûreté de l'Etat et respect de l'indépendance de la justice - Code pénal et qualification des faits ; principe du contrôle de la cour de cassation ; non intervention du pouvoir politique ; exemple de l'affaire de la rue Copernic - (p. 1176) : composition de la Cour et critique contre l'échevinage des civils et des militaires, même en l'absence de tout problème militaire - Caractère unique et autonome de la Cour de sûreté - Arguments fallacieux de la complexité des affaires - Qualité des jurés - Problème des atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat -

Désignation par le Gouvernement des juges de la Cour de sûreté - Equilibre à maintenir entre répression et indulgence ; cas des activités de l'OAS et des autonomistes - Suppression des restrictions aux droits de la défense ; garde à vue et choix de l'avocat - Absence de plaidoirie devant la chambre de contrôle de l'instruction - Caractère superficiel et dangereux des peines trop sévères - « Atteinte à la sûreté de l'Etat » et justice politique par institutionnalisation de la raison d'Etat, exemple des condamnations de de Gaulle, Blum, Daladier et Paul Reynaud - (p. 1177) : affaires politiques et verdict par un juge choisi pour présomption de sévérité - Défense de l'Etat et confiance au peuple.

- **Projet de loi portant amnistie - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 343 (80-81)]** - (31 juillet 1981) - Art. 12 bis (p. 1299) : adoption de cet article par l'ensemble des membres de la commission mixte paritaire - Jurisprudence de la Cour de cassation et reconnaissance d'un pouvoir de sanction au chef d'entreprise - Oubli permanent par les lois d'amnistie des sanctions infligées aux ouvriers et aux employés, contrairement à celles des fonctionnaires et des professions libérales - Problème de la réintégration ; compétence de la juridiction prud'homale.

- **Projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion [n° 368 (80-81)]** - (16 septembre 1981) - Discussion générale (p. 1495) : ouverture proposée par le texte dans le mécanisme d'octroi des dérogations - Art. 1 : Art. 3-1 de la loi du 3 juillet 1972 (p. 1498) : son amendement n° 29 : extension aux radios locales des dispositions applicables en matière de presse relatives à la pratique du « prête-nom » ; devenu sans objet - Dispositions de l'ordonnance du 26 août 1944 sur l'organisation de la presse - Nécessité du pluralisme - (p. 1502) : sur l'amendement n° 3 de M. Charles Pasqua, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article : caractère précaire et révocable des dérogations ; autorisation des radios municipales), se déclare favorable au sous-amendement n° 21 de M. Jacques Carat (suppression de la possibilité d'octroi de dérogations au profit de collectivités territoriales) - Nécessité d'un droit d'intervention des collectivités locales, dans le cadre du service public.

Suite de la discussion - (17 septembre 1981) - Art. 1 (suite) : Après l'art. 3-2 de la loi du 3 juillet 1972 (p. 1531) : sur l'amendement n° 10 de M. Jean Béranger (création de commissions régionales consultatives), son sous-amendement n° 28 : présence, au sein de ces commissions, d'élus choisis parmi les conseillers régionaux ; retiré - Sur l'amendement n° 4 de M. Charles Pasqua, rapporteur (insertion d'un article additionnel 3-2 bis : autorité compétente pour la délivrance des dérogations et composition de la commission consultative), son sous-amendement n° 10 rectifié, déposé avec M. Jean Béranger : création de commissions régionales consultatives comprenant notamment des élus régionaux ; retiré - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1546, 1547) : déception devant les modifications sensibles apportées par le Sénat au projet initial ; risque de mainmise des collectivités territoriales sur les radios locales - Abstention du groupe socialiste sur le projet ainsi modifié.

- **Projet de loi portant abolition de la peine de mort [n° 385 (80-81)]** - (28 septembre 1981) - Discussion générale (p. 1681) : rappelle les débats de 1906 et de 1791 au Parlement sur ce sujet - Abolition et progrès des sociétés - Science pénitentiaire et réduction des sanctions - Suppression de la torture et progrès dans l'exécution des peines au XIXe siècle - Peine de mort et loi du talion ; système de la vendetta - Travaux de Beccaria sur la peine de mort - (p. 1682) : abolition et respect de la déclaration des droits de l'homme et de la résolution 727 du Conseil de l'Europe - Campagnes de la Ligue des droits de l'homme et d'Amnesty international - Abolition et lutte contre le terrorisme international ; extraditions - Abolition et absence d'incidence sur le fonctionnement des prisons - Refus de donner à la société des pouvoirs sur la vie de ses membres

- Respect de la victime et refus de la vengeance - Peine de mort et stabilité des crimes de sang ; exemplarité - Difficultés à saisir la personnalité des grands criminels - Récidive et irréalisme des peines incompressibles - Prise en compte des notions d'amendement et de rédemption - Caractère alléatoire de l'instruction et du procès - Grâce et droit régalien - (p. 1683) : propos de Bergson sur l'attribution sociale des récompenses et des peines - Barbarie de l'exécution - Nécessité d'une abolition absolue - Débat exemplaire devant l'opinion internationale - Criminalité et responsabilité collective - Lien entre liberté et droit à la vie ; opinions des autorités religieuses - Position abolitionniste de Victor Hugo.

- **Projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion - Deuxième lecture [n° 396 (80-81)]** - (28 septembre 1981) - Discussion générale (p. 1688) : dérogations au monopole de 1974 - Nécessité de sortir de l'illégalité - Impératifs techniques et nécessité de certaines règles - Radios territoriales - Attente de la loi sur l'audiovisuel - Radios privées et pluralisme d'expression - Refus de la mainmise des organismes privés sur les radios ; cas de la presse - Radios privés et priorité à la vie associative - Refus de la publicité et problème des ressources des associations émettrices ; aide des collectivités territoriales - Recettes publicitaires et fonds de péréquation en faveur des associations - Vote favorable du groupe socialiste.

- **Projet de loi de nationalisation [n° 36 (81-82)]**

Suite de la discussion générale - (21 novembre 1981) - (p. 2973) : domination des pouvoirs constitués par les groupes financiers - Rôle des groupes financiers dans la crise économique - Situation catastrophique de branches industrielles et de régions entières - Nationalisation et jeu de l'intérêt général - Nationalisations et respect des dispositions constitutionnelles et des principes fondamentaux ; article 9 du préambule de la Constitution de 1946 - (p. 2974) : absence de lien entre nationalisations et service ou monopole de fait - Constitution de 1946 : nationalisations obligatoires et nationalisations possibles - Détermination par le droit de la notion de service public ; opinions de René Capitant et des professeurs Rivero et Vedel ; respect de l'article 9 du préambule - Article 17 de la Déclaration des droits de l'homme et expropriations ; évolution de la notion de nécessité publique - Expropriations et nationalisations ; différence de nature des biens concernés - Appréciation par le Parlement de la « nécessité publique » - Conseil constitutionnel et article 51 de la Constitution ; conformité des lois à la Constitution - Opposition au principe de la nationalisation et de l'expropriation ; caractère insuffisant de l'indemnité proposée - Critères retenus pour l'indemnisation : cours moyen des actions en 1980, situation nette de la société à la fin de l'exercice 1980 et bénéfice net moyen des exercices 1978, 1979 et 1980 - Estimation « multicritères » et montant plus élevé de l'indemnité résultant d'une évaluation « juste » - Attribution d'obligations négociables, amortissables et productrices d'un intérêt variable égal au taux de rendement des emprunts d'Etat non indexés - Caractère préalable de l'indemnisation - (p. 2975) : nationalisation et choix de secteurs clés : ressources du sous-sol, armement, industrie spatiale et aéronautique, industrie nucléaire et partie de l'industrie électronique et chimique - Nationalisation et souveraineté du législateur - Maintien du caractère privé des banques étrangères et intérêts de la France ; rôle économique spécifique ; comparaison avec la législation fiscale préférentielle faite aux étrangers - Absence de discrimination entre petits et gros actionnaires - Nationalisations et article 34 de la Constitution ; souveraineté du Parlement pour la nationalisation et la dénationalisation - Article 4, 16 et 30 de la Constitution et possibilité de nationalisation partielle - Respect du droit international public ; conformité d'une loi à un accord international et incompétence du Conseil constitutionnel - Droit étatique à la nationalisation : article 222 du Traité de Rome, charte de l'ONU et protocole du 20 mars 1952 sur la Convention de sauvegarde des droits

de l'homme et des libertés fondamentales - Indemnités et convention franco-américaine - Echec de la politique menée entre 1973 et 1980 et approbation de la politique gouvernementale actuelle - (p. 2976) : caractère exemplaire et bénéfices sociaux et économiques des nationalisations.

**Suite de la discussion** - (23 novembre 1981) - **Question préalable** (p. 3011) : intervient contre la motion n° 4 de MM. Jean Pierre Fourcade, Jean Chérioux et Etienne Dailly, rapporteurs de la commission spéciale, tendant à opposer la question préalable - Intérêt de la discussion générale - Rôle particulier du Sénat : chambre d'infériorité - Précédents des nationalisations depuis 1919 en Angleterre et en France - Nationalisations de 1945 décidées par l'Assemblée constituante - (p. 3012) : nationalisations de la Libération - Guerre économique actuelle - Néo-capitalisme : pouvoir des grands groupes industriels ; pouvoir économique et pouvoir politique - Crise de l'emploi - Rôle du plan dans l'expansion économique du pays - Projet de loi de nationalisation et critères retenus ; autonomie de gestion laissée aux nouvelles entreprises nationalisées ; rôle des banques nationalisées - Compagnies financières - (p. 3013) : coût des nationalisations - Progrès social et argument du changement de la société - Dynamique industrielle - Possibilités données aux petites et moyennes entreprises (PME) et aux petites et moyennes industries (PMI) - Investissements publics - Démocratie sociale : conseils d'administration tripartites ; décentralisation ; participation et intéressement - Négociations pour les conventions collectives - Rôle des comités d'entreprises - Contrat de septennat du Président de la République.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Deuxième partie :*

**Radiodiffusion télévision française** - (30 novembre 1981) (p. 3326) : fonctionnement du service public ; héritage des gouvernements précédents - Démocratisation et pluralisme - Création et problème des importations américaines - Rôle d'éducation civique de la radio-télévision - Décentralisation - Information, communication et échanges culturels - Problème des personnels hors statut ; épurations et réintégrations - Radios libres locales et droit d'expression des conseillers municipaux et des assemblées départementales - (p. 3327) : rôle des associations et communication locale - Audiovisuel et solidarité des citoyens.

**Services du Premier ministre - I - Services généraux - Information** - (30 novembre 1981) - (p. 3339, 3340) : budget et reconduction de la situation antérieure - Nécessité d'un statut de la presse écrite - Dangers de la presse écrite : progrès ; canalisation de la publicité ; naissance d'autres équipements d'information - Evolution de la presse écrite : tendance au monopole - Pluralisme de la presse écrite ; aide aux journaux favorables au pluralisme d'expression ; protection de la presse hebdomadaire - Rôle culturel, historique et fonction démocratique de la presse écrite.

**Justice** - (8 décembre 1981) - (p. 3862) : avis favorable du groupe socialiste - Prise en charge par le ministère de la justice des dépenses effectuées par les collectivités locales au titre de la justice - Education surveillée ; augmentation des effectifs ; création de centres d'orientation et de centres d'activités professionnelles - Administration pénitentiaire - (p. 3863) : nouvelle politique pénale ; prévention au bénéfice des jeunes ; opposition aux courtes peines de prison et peines de substitution ; détention provisoire ; réinsertion des mineurs ; emploi ; qualification professionnelle ; rôle des comités de probation, des centres d'hébergement et d'adaptation ; équipements des prisons ; nécessité de la construction d'une prison à Aix-en-Provence ; lutte contre la délinquance économique et financière - Fonctionnement des juridictions : problème des indemnités et des effectifs des greffiers ; effectifs des magistrats et création de nouveaux postes - Opposition aux systèmes d'arbitrage et à la justice privée - Projet de loi sur les accidents d'automobile ; absence de forfaitisation pour les victimes -

Fonctionnement des juridictions locales et lenteur de la procédure ; nombre et qualité des magistrats - Indépendance de la magistrature et réforme du Conseil supérieur de la magistrature - Organisation par l'assemblée générale des magistrats du travail des tribunaux - Accès à la justice et aide judiciaire - Continuité, progrès et changement - Liaison entre la justice et le peuple.

- **Projet de loi supprimant le caractère obligatoire de la consultation des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement** [n° 84 (81-82)] - (14 décembre 1981) - **Après l'art. 1** (p. 4216) : soutient l'amendement n° 1 de M. Lucien Delmas (extension du bénéfice de l'exemption du recours à un architecte, aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics).

- **Projet de loi de nationalisation - Nouvelle lecture** [n° 93 (81-82)] - (16 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4290) : stricte conformité du projet avec les règles constitutionnelles, démontrée par M. Robert Badinter, ministre de la justice - Expropriation et intérêt public - Argument de l'inconstitutionnalité et prise de position politique - Système retenu d'indemnisation - Justification des nationalisations pour cause d'intérêt public - Nécessité reconnue par tous de l'intervention de l'Etat en matière économique - (p. 4291) : crise économique et problème de l'emploi - Situation de guerre économique - Erreurs de l'ancienne majorité : spécialisation internationale du travail et abandon des petites et moyennes entreprises ; perte du marché intérieur - Négligence en matière de recherches - Election de François Mitterrand à la présidence de la République le 10 mai et approbation en juin du programme des candidats socialistes - Défi industriel de la concurrence internationale - Rôle d'entraînement du secteur public élargi - Planification - Démocratie économique - Intérêt économique et progrès social - Décentralisation - Reconquête du marché intérieur - (p. 4292) : choix d'un système d'économie mixte et politique de relance.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés** [n° 91 (81-82)] - (19 décembre 1981) - **Art. 11** (p. 4422) : son amendement n° 22, soutenu par M. Roland Courteau ; exclusion du bénéfice de l'indemnité pour meubles meublants pour les rapatriés ayant perçu une indemnité au titre de la loi de 1970, sauf pour le cas d'une indemnité différentielle ; devenu sans objet - **Après l'art. 14** (p. 4424) : ses amendements soutenus par M. Roland Courteau, n° 24 : composition de l'instance arbitrale et évaluation de l'exploitation différente de l'application des barèmes ; possibilité de recours devant la cour d'appel ; adopté ; n° 25 : évaluation forfaitaire de l'entreprise par l'instance arbitrale ; possibilité de recours devant la cour d'appel ; adopté - Son amendement n° 23, précédemment réservé, soutenu par M. Louis Perrein : intitulé : « De la procédure devant l'instance arbitrale » ; adopté.

**CLUZEL (Jean)**, sénateur de l'Allier (UCDP)

#### NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des finances.

Membre de droit de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion télévision française.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1981 (24 juillet 1981) (p. 1157).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du deuxième projet de loi de finances rectificative pour 1981 (27 octobre 1981) (p. 2202).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1982 (14 décembre 1981) (p. 4214).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du quatrième projet de loi de finances rectificative pour 1981 (21 décembre 1981) (p. 4488).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à déclarer le 8 mai jour férié [n° 338 (80-81)] (29 juillet 1981) - Cérémonies publiques et fêtes légales.

*Proposition de loi constitutionnelle* déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier les articles 11 et 60 de la Constitution pour favoriser le recours au référendum [n° 358 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 31 juillet 1981).

*Rapport spécial* fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Radiodiffusion et télévision (organismes créés par la loi n° 74-696 du 7 août 1974) [n° 58, annexe 46 (81-82)] (23 novembre 1981).

*Proposition de loi* tendant à favoriser la création audiovisuelle [n° 151 (81-82)] (21 décembre 1981) - Radiodiffusion et télévision.

## QUESTIONS

### Questions orales sans débat :

n° 96 (JO Débats 19 février 1981) (p. 230) à M. le ministre de l'environnement : logement (construction de logements, pendant les quatre dernières années du VIII<sup>e</sup> Plan) - Réponse de M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement, chargé des fonctions de ministre de la culture (3 avril 1981) (p. 516, 517).

n° 108 (JO Débats 19 mars 1981) (p. 370) à M. le ministre de l'économie : édition (libération des prix de l'édition) - Caducité le 21 mai 1981.

n° 26 (JO Débats 20 juin 1981) (p. 755) à M. le ministre de l'économie : édition (libération des prix de l'édition : enseignement).

n° 43 (JO Débats 3 juillet 1981) (p. 786) à M. le ministre des anciens combattants : pensions de retraite (indexation des pensions).

### Questions orales avec débat :

n° 6 (JO Débats 12 juin 1981) (p. 738) à M. le ministre de l'urbanisme et du logement : logement (politique de l'habitat et du bâtiment) - Caducité le 22 juin 1981 - Reprise le 2 juillet 1981 (p. 778) - Retirée le 22 octobre 1981 (p. 2097).

n° 7 (JO Débats 12 juin 1981) (p. 738) à M. le ministre de la communication : information (politique de la communication) - Caducité le 22 juin 1981 - Reprise le 2 juillet 1981 (p. 778).

n° 8 (JO Débats 12 juin 1981) (p. 738) à Mme le ministre de l'agriculture : élevage (développement des productions ovine, bovine et porcine) - Caducité le 22 juin 1981 - Reprise le 2 juillet 1981 (p. 778).

n° 35 (23 juillet 1981) (p. 1056) à M. le ministre de l'éducation nationale : enseignement (rôle de l'audio-visuel dans l'éducation).

## INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat : politique du Gouvernement en matière de communication** - (16 juillet 1981) - (p. 916) : communication - Statut de la radio-télévision et démocratie de l'information : principe de la séparation des pouvoirs et garantie du pluralisme d'opinion - Service public national de l'audiovisuel - (p. 917) : commission sénatoriale d'enquête sur la télévision de juin 1979 - Pluralisme d'expression ; cas de la presse écrite : aides de l'Etat, concentrations - Préservation de la liberté et de la culture françaises : indépendance rédactionnelle, aménagement du régime fiscal - Constitution de groupes multi-médias - Coordination des secteurs privé et public de communication - Pluralisme d'expression sur les ondes - Régime juridique de la radiodiffusion ; respect de la loi du 28 juillet 1978 et multiplication des émissions « pirates » ; télédiffusion de France - Nécessité de la concertation avec la délégation parlementaire : TDF et tutelle du ministère de la communication - Développement des stations régionales - Radios dépendant d'associations agréées ; cahier des charges ; publicité ; autorisation d'émettre - *Citizen band* - Problème des radios périphériques - Loi de 1974 et service public national de l'audiovisuel : avenir ; inutilité d'une nouvelle réforme - (p. 918) : adaptations et aménagements préconisés par le Parlement - Commission de l'audiovisuel - Budget de la télévision - Mesures pour une indépendance institutionnelle et financière ; rapports entre la SFP et les sociétés de programmes ; structures des sociétés de programmes et modes de gestion ; développement des co-productions ; relations cinéma télévision ; institut national de l'audiovisuel - Création audiovisuelle ; fiction française - Copie privée sonore - Auteurs et artistes interprètes - Invasion des productions américaines - Fonds de la qualité et versement d'une partie du produit de la redevance - Fonds de soutien aux auteurs et redevance forfaitaire sur les cassettes sonores vierges - Technologie et industrie française de la communication : produits audiovisuels - Perspectives offertes par la télématique ; coordination européenne contre l'invasion japonaise - Production audiovisuelle - Péri-informatique ; expériences en cours - Concertation entre le Parlement, la presse et les professionnels - Attente d'une décision du gouvernement sur les choix industriels - Statut du journaliste et de l'information dans les secteurs privé et public ; réglementation et indépendance des journalistes - Place du débat politique dans l'information radio-télévisée ; exemple européen - Information politique ; conformisme et risques de dépendance - Journalisme ; pluralisme politique et syndical - Service public - Etat et véritable couverture en matière d'information - (p. 929) : résultats des élections et réaction des équipes de journalistes en place - Choix des techniques et débat national - Radios libres et pouvoir d'information ; qualité d'émission - Développement de la communication et formation des auditeurs - (p. 930) : concertation et délégation parlementaire de la radio-télévision française - Radio-télévision, culture et démocratie.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 310 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (23 juillet 1981) - Art. 1 (p. 1073) : intervient sur cet article relatif à la majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu - Imposition des chefs d'entreprises et sommes soustraites à l'investissement ; conséquences pour l'emploi - Art. 1<sup>er</sup> (p. 1082) : intervient sur cet article tendant à supprimer les avantages fiscaux des donations-partages - Distinction nécessaire entre biens productifs et biens improductifs - Transmission d'exploitations agricoles ; création de groupements fonciers agricoles (GFA) familiaux - Installations de jeunes agriculteurs - Dévolutions des entreprises industrielles et commerciales - Demande de scrutin public du groupe UCDP sur l'amendement de la commission des finances.

**Suite de la discussion** - (24 juillet 1981) - Art. 20 (p. 1146) : relèvement du plafond du montant des emprunts aidés par l'Etat et accélération des programmes de

construction sociale - Situation de l'industrie du bâtiment - Lenteurs administratives et mise à disposition des crédits - (p. 1147) : nécessité d'un plan d'urgence - Art. 25 (p. 1150) : soutient l'amendement n° 14 de M. Jean Marie Bouloux (échéances de majoration des pensions militaires d'invalidité au 1<sup>er</sup> janvier et au 1<sup>er</sup> juillet 1982).

- **Projet de loi relatif au prix du livre [n° 318 (80-81)]** - (29 juillet 1981) - Art. 1 (p. 1220) ses amendements n° 45 : limitation dans le temps du principe de l'unicité du prix du livre ; retiré, n° 46 : prix de vente et élargissement de la marge de population reconnue aux détaillants ; retiré et n° 47 : éditeurs et distributeurs et accord de limitation de la marge bénéficiaire ; retiré - **Après l'art. 7** (p. 1249) : son amendement n° 49 : infractions à la loi et amende pénale ; retiré - Art. 9 (p. 1250) : son amendement n° 50 : application pour deux ans de la présente loi et dépôt d'un rapport sur la lecture en France ; retiré - (p. 1251) : se déclare favorable à l'amendement n° 24 de M. Jacques Carat, rapporteur (présentation au 1<sup>er</sup> novembre 1983 d'un rapport d'application sur la présente loi) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1253) : importance économique et culturelle du livre - Abandon du système de liberté des prix - Vote favorable dans sa grande majorité du groupe de l'UCDP - Politique du livre et contrôle du Sénat.

- **Projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion [n° 368 (80-81)]** - (16 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1487) : examen par le Sénat en première lecture - Urgence de la libération des ondes - Examen par la Délégation parlementaire pour la radiodiffusion télévision française - Problème de l'utilisation de la publicité - Développement des radios libres - Revendications anciennes - Définition d'un nouveau cadre juridique - Sénat, gardien de la liberté - Défense de la liberté et de l'indépendance à l'égard du pouvoir - Droit à la liberté et article 11 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 4 août 1789 et article 10 de la convention européenne des droits de l'homme - Réponse à un besoin depuis 1977 - Création de nombreuses radios locales privées - (p. 1488) : absence totale de réglementation et « anarchie des ondes » en Italie - Nécessité de définir un cadre juridique adapté - Monopole devenu une fiction juridique - Pas de liberté sans moyens pour les exercer - Moyens juridiques - Institution d'une commission spéciale pour l'attribution des dérogations et leurs retraits - Problème de sa composition - Moyens techniques - Distance maximum de couverture - Coexistence entre radios décentralisées du service public et radios privées locales - Moyens financiers - Ressources nécessaires pour l'existence des radios locales privées - Publicité indispensable pour l'expression radiophonique locale - Elargissement du champ des libertés publiques par ce projet - (p. 1494) : héritage actuel et héritage futur - (p. 1495) : attachement à l'impartialité des différentes sociétés lors de leur compte rendu des délibérations du Sénat - Art. 1 : **Art. 3-1 de la loi du 3 juillet 1972** (p. 1496) : sur l'amendement n° 3 de M. Charles Pasqua, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article : caractère précaire et révocable des dérogations ; autorisation des radios municipales), son sous-amendement n° 19 : octroi des dérogations pour une durée de un an renouvelable ; adopté ; sur le même amendement, son sous-amendement n° 13 : suppression de la possibilité de dérogation au profit de collectivités territoriales ; possibilité en revanche pour des associations régies par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 ; retiré - (p. 1497) : sur le même amendement n° 3, son sous-amendement n° 14 : extension aux radios locales des dispositions applicables en matière de presse relatives aux opérations de « prête-nom » ; adopté.

**Suite de la discussion** - (17 septembre 1981) - Art. 1 (*suite*) : **Après l'art. 3-2 de la loi du 3 juillet 1972** (p. 1530) : sur l'amendement n° 4 de M. Charles Pasqua, rapporteur (insertion d'un article additionnel 3-2 *bis* : autorité compétente pour la délivrance des dérogations et composition de la commission consultative), son sous-amendement n° 15 : possibilité de désigner pour siéger à la commission des personnes choisies en raison de leur compétence

juridique ; adopté - **Après l'art. 3-3 de la loi du 3 juillet 1972** (p. 1535) : sur l'amendement n° 5 de M. Charles Pasqua, rapporteur (insertion d'un article additionnel 3-3 *bis* relatif au respect du pluralisme d'expression et à la transparence des comptes des titulaires de dérogations), son sous-amendement n° 16 : procédure contradictoire pour l'octroi des dérogations ; adopté - Problème de la coexistence entre les radios décentralisées de service public et les radios privées locales - (p. 1536) : engagement pris par le ministre de la priorité du service public dans l'attribution des fréquences ; risque de contentieux - (p. 1538) : délibérations de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion télévision française, le mardi 8 septembre 1981, sur une première version du projet prévoyant la possibilité de publicité pour les radios privées locales et consensus dégagé au sein de la délégation ; modification du projet et impossibilité pour la délégation de se déjuger : se déclare opposé à l'amendement n° 33 de M. James Marson (interdiction du financement publicitaire pour les radios privées locales) - **Art. 3-4 de la loi du 3 juillet 1972** (p. 1541) : sur l'amendement n° 6 de M. Charles Pasqua, rapporteur (énumération des dispositions devant figurer dans le cahier des charges), son sous-amendement n° 17 : 1<sup>o</sup> consultation de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion télévision française sur les cahiers des charges types ; retiré ; 2<sup>o</sup> autorisation de la publicité dans la limite de 5 minutes par heure d'émission ; adopté - **Art. 3-5 de la loi du 3 juillet 1972** (p. 1542, 1543) : son amendement n° 18 : 1<sup>o</sup> diffusion des émissions sous le contrôle technique de l'établissement public de diffusion et information de la commission consultative ; adopté ; 2<sup>o</sup> seuil de puissance de l'émetteur entraînant la diffusion par l'établissement public de diffusion ; rejeté - Art. 2 (p. 1545) : son amendement de coordination n° 20 : extension de la protection de des émissions du service public de la radiodiffusion télévision aux émissions autorisées en dérogation au monopole ; retiré - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1546) : souci du pluralisme et caractère positif du texte adopté par le Sénat - Ouverture du Gouvernement aux amendements du Sénat ; publicité réglementée - Vote favorable du groupe UCDP sur le projet.

- **Question orale avec débat : rôle de l'audiovisuel dans le système éducatif** - (6 octobre 1981) - (p. 1877) : rôle de la télévision comme « école parallèle » - Prise en compte souhaitable de cette complémentarité par le système éducatif - (p. 1878) : utilisation de la télévision dans l'enseignement : apport de la télévision scolaire, mais présence irremplaçable de l'enseignant : réflexion et analyse critique - Formation nécessaire des maîtres à cette technique - Exemple de l'effort accompli par la BBC - Formation des élèves au bon usage de la télévision : tentation de la passivité ; apprentissage d'une attitude active et raisonnée ; « démythification » de la télévision - (p. 1879) : rôle de la télévision dans la diffusion de la culture auprès des jeunes - Modification nécessaire des méthodes pédagogiques et retard de la France dans ce domaine - Etude publiée en 1975 par l'Institut national de l'audiovisuel (INA) : « Neuf expériences de télévision éducative dans le monde » - Violence à la télévision, dénoncée par le Sénat depuis plusieurs années : démarches du président *Edouard Bonnefous* et rapport de la commission d'enquête de juin 1979 - Responsabilités des pouvoirs publics dans la prise de conscience du rôle de l'audiovisuel dans le système éducatif français - (p. 1881) : préparation annoncée par le ministre d'une charte de l'audiovisuel et rappel souhaitable de l'article 1 de la loi d'août 1974 sur les missions d'information, d'éducation et de distraction de la radiodiffusion télévision - Responsabilité éducative des journalistes de l'audiovisuel - Respect de la langue française - Concertation, nécessaire avec le Parlement pour la préparation du plan audiovisuel.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion générale** - (29 octobre 1981) - (p. 2277) : manichéisme de l'opposition gauche droite -



Débat parlementaire et démocratie - Relations entre l'Etat et les collectivités territoriales - Projet de réforme des collectivités locales - Présentation des réflexions de M. Lionel de Tinguy avant sa mort : aspect incomplet du texte : substitution d'une tutelle à une autre ; interférence des niveaux de décision régionale, départementale et communale ; développement de nouvelles tutelles : comptable, banque, agence technique départementale - (p. 2278) : complexité de mise en oeuvre d'un tel projet ; pouvoir de contrôle du juge ; responsabilité des élus devant la Cour de discipline budgétaire et droit de réquisition formel - Réflexions personnelles : équilibre institutionnel et approche contestable du rôle de la région ; modes d'élection aux assemblées territoriales ; instauration de circonscriptions électorales identiques pour les conseils général et régional - Pratique du cumul des mandats et cohérence du système - Augmentation importante de la fiscalité régionale, départementale et municipale - Réduction globalement équivalente de la fiscalité d'Etat - Importance de la charge totale des dépenses collectives et sociales - Exercice des responsabilités des citoyens et des élus au sein de collectivités - Développement des libertés pour les communes, les départements et les régions et avenir de la France.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Radiodiffusion télévision française** - (30 novembre 1981) - Rapporteur spécial - (p. 3318) : position de la commission des finances : perception de la redevance de télévision et répartition de la moitié du produit de cette taxe - Forte progression du taux de la redevance et nécessité d'une meilleure gestion des deniers publics - (p. 3319) : évolution du parc des récepteurs - Volonté de contrôle du Parlement sur le financement du futur système audiovisuel ; nombreuses réformes de la radiotélévision et mainmise du Gouvernement - Objectifs : qualité et indépendance réelle du service public ; référence au rapport des chercheurs de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) - Détournement des procédures de répartition du produit de la redevance et de calcul du montant des recettes publicitaires télévisées ; répartition du produit de cette taxe en fonction d'indices d'audience de qualité et de satisfaction des téléspectateurs et opposition de la commission des finances au procédé des préciputs - (p. 3320) : concurrence déloyale de la télévision au détriment de la presse sur la marché de la publicité - Recherche de garanties sur l'utilisation des deniers publics ; exemple de la création ; conception de l'information ; moyens destinés à l'amélioration des programmes et à la création et travaux de la commission sénatoriale d'enquête de juin 1979 - Répartition du budget d'une société de programme ; importation de séries étrangères ; bureaucratie et mauvaise affectation des moyens financiers - Nécessité de changement dans les méthodes de gestion du service public et dans la programmation - Défense de la langue et de la culture françaises - (p. 3321) : nécessité d'un changement dans l'information radiotélévisée - Référence aux rapports Paye, Long, et à ceux des commissions d'enquête repris par la commission Moinot - Prise en compte par le Gouvernement des analyses et des propositions du Sénat ; cohérence et qualité de l'audiovisuel : insertion régionale des sociétés, conservation patrimoniale et recherche - Communication et rôle de la France - (p. 3329) : problème des sondages et télévision - Programmation et prise en compte du goût des Français - **Examen des crédits** - Art. 65 (p. 3333) : son amendement n° 496 : affectation de la moitié des crédits aux sociétés de télévision ; adopté.

**Transports** - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - (p. 3412) : estimation du budget en volume constant de travaux - Diminution de ce volume en 1982 - (p. 3413) : problèmes des liaisons routières du département de l'Allier, du centre Europe Atlantique - Problème de l'électrification de la ligne de la Société nationale des chemins de fer français (SNCF) Paris Clermont-Ferrand - Part des crédits du plan routier Massif Central affectée au département de l'Allier - **Examen des**

**crédits** - *Etat B* (p. 3418) : son amendement n° 500 : réduction des crédits du titre III : utilisation des codes en ville ; retiré en faveur de l'amendement analogue n° 502 de M. Henri Caillavet, rapporteur spécial.

**Industrie** - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - (p. 3442) : problème de l'exploitation du gisement polymétallique d'Echassières - Cas de la relance du bassin charbonnier d'Aumance - Conséquences économiques et sociales de la fermeture de la mine d'uranium de Laprugne - Problème de la fermeture envisagée dans les secteurs ruraux de stations-service de carburant tenues par des gérants libres.

**Commerce et artisanat** - (2 décembre 1981) - **Examen des crédits** - Avant l'art. 85 (p. 3496) : son amendement n° 482 : implantation des grandes surfaces et renforcement du pouvoir des commissions départementales d'urbanisme commercial ; retiré.

**Solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale** - (10 décembre 1981) - (p. 4017) : concentration du thermalisme dans le Massif Central et le département de l'Allier - Compagnie fermière de Vichy : thermalisme et exportation - Diminution de la fréquentation des stations thermales - Richesse de notre capital thermal et situation de sous-exploitation ; comparaison européenne - Clientèle et important pourcentage d'assurés sociaux - Thermalisme et médecine naturelle - Enseignement de l'hydrologie au sein des unités d'enseignement et de recherche médicales - Promotion publicitaire du thermalisme - Domaine thermal de Vichy et concession en fermage par l'Etat ; incidence de la loi sur la décentralisation - Diminution de la fréquentation et investissements de la commune de Vichy - Bail entre l'Etat et la compagnie fermière et absence de consultation du Parlement ; rapport de la Cour des comptes - Transfert de charges à la commune de Vichy - (p. 4018) : relance de l'activité à Vichy et conclusions de l'inspection générale et de la commission interministérielle constituée à cet effet - Enfance inadaptée et loi d'orientation du 30 juin 1975 ; égalité des chances - Adaptation des handicapés à la société ; simplification et allègement des procédures ; éducation et réadaptation : responsabilité des familles - Renforcement à tous les niveaux des structures intermédiaires : famille, association et collectivités locales - Difficulté des associations d'aide ménagère regroupées au sein de l'Union nationale des associations d'aide ménagère (UNASAD) ; faiblesse des tarifs de remboursement.

**COLIN (Jean)**, sénateur de l'Essonne (UCDP)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

## QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 106 (*JO Débats* 12 mars 1981) (p. 313) à M. le ministre de l'intérieur : **étrangers** (présence indésirable d'un agitateur étranger) - Caducité le 21 mai 1981.

n° 27 (*JO Débats* 20 juin 1981) (p. 756) à M. le ministre des transports : **circulation routière** (résultats de l'expérience « *Matin Ile-de-France* ») - Réponse de M. Charles Fiterman, ministre des transports (9 juillet 1981) (p. 865, 866).

n° 28 (*JO Débats* 20 juin 1981) (p. 756) à M. le ministre de l'intérieur : **expulsions** (présence indésirable d'un agitateur étranger) - Réponse de M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur (9 juillet 1981) (p. 860, 861).

n° 105 (*JO Débats* 16 septembre 1981) à M. le ministre de la santé : **médecine** (conséquences de la création de centres

de santé dans l'Essonne) - Réponse de M. Jack Ralite, ministre de la santé (13 novembre 1981) (p. 2632 à 2634).

n° 137 (JO Débats 24 octobre 1981) (p. 2159) à M. le ministre des anciens combattants : pensions militaires d'invalidité (pensions d'invalidité des anciens combattants de 1914-1918).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant amnistie [n° 304 (80-81)]** - (21 juillet 1981) - Art. 2 (p. 955, 956) : son amendement n° 38 : extension aux infractions commises à l'occasion des élections législatives des 14 et 21 juin 1981 ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

### Deuxième partie :

**Transports** - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - (p. 3409) : diminution des crédits du Fonds spécial d'investissement routier (FSIR) - Crainte des conséquences de la faiblesse des crédits pour l'ensemble du réseau routier - (p. 3410) : difficulté d'accès dans Paris-sud par les autoroutes A 6 et B 6 - Diminution des crédits concernant les voies navigables et les ports fluviaux - Majoration des subventions accordées à Air France et à Air Inter - Doublement des subventions d'exploitation aux aéroports - Problème du transfert d'Orly à Roissy d'un certain nombre de compagnies et conséquences sur le plan économique - Utilisation d'Orly comme plate-forme pour les charters.

**Intérieur et décentralisation** - (9 décembre 1981) - (p. 3953) : sécurité des citoyens, première exigence de la vie en collectivité - Absence de garantie de la sécurité et augmentation des emplois de police - (p. 3954) : nécessité d'une réforme de la mentalité publique à l'égard de la police - Libéralisme à l'égard des délinquants et augmentation des risques encourus par les citoyens - Problème de la situation financière des communes et insuffisance des crédits concernant la voirie locale ; cas particulier des communes en expansion et absence de recensement général depuis sept ans - Prise en compte pour la répartition de la dotation globale de fonctionnement des seules majorations de population supérieures à 20 % - Situation du personnel du cadre A des préfectures et mise en place de la loi de décentralisation - Maintien du statut actuel les assimilant à des agents d'Etat.

**COLLARD (Henri)**, sénateur de l'Eure (GD).

Devient sénateur le 29 septembre 1981 en remplacement de M. Gustave Héon, décédé (29 septembre 1981) (p. 1700)

## NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires économiques (16 octobre 1981) (p. 2036).

**COLLET (François)**, sénateur de Paris (RPR)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie (30 juillet 1981) (p. 1268).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions

restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers (13 octobre 1981) (p. 1943).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (11 décembre 1981) (p. 4072).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modération des loyers (15 décembre 1981) (p. 4254).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (21 décembre 1981) (p. 4480).

## DÉPÔTS

*Rapport* fait, au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi d'orientation [n° 115 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social [n° 131 (81-82)] (16 décembre 1981) - **Politique économique et sociale.**

*Rapport* fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social [n° 152 (81-82)] (22 décembre 1981) - **Politique économique et sociale.**

*Rapport* fait, au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi d'orientation [n° 155 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, autorisant le Gouvernement par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social [n° 156 (81-81)] (22 décembre 1981) - **Politique économique et sociale.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant amnistie [n° 304 (80-81)]** - (21 juillet 1981) - **Discussion générale** (p. 946) : tradition de l'amnistie et précédent de 1974 ; suppression des séquelles de la guerre d'Algérie - Thème de la réconciliation nationale ; autonomismes corse et breton et terrorisme - Infractions nées des conflits du travail - Amnistie au quantum et élévation du seuil à 6 mois d'emprisonnement ferme - Surpopulation des prisons - Indépendance de l'autorité judiciaire et immixtion du législatif par la loi d'amnistie - Individualisation des peines, évoquée par M. Félix Ciccolini - Détention préventive - Contraventions des automobilistes en matière de circulation et de stationnement : problème de la garantie d'impunité et souhait d'une solution, au nom du groupe RPR - Art. 2 (p. 956) : se déclare défavorable à l'amendement n° 38 de M. Jean Colin (extension aux infractions commises à l'occasion des élections législatives des 14 et 21 juin 1981) - (p. 957) : son amendement n° 47 : exclusion du bénéfice de l'amnistie de l'amnistie des délits en matière de police des étrangers ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 6 de M. Félix Ciccolini - (p. 958) : amnistie prévue pour les délits d'avortement commis par des professionnels ; danger des avortements clandestins - S'abstiendra lors du vote sur l'article 2 - Art. 3 (p. 960) : son amendement n° 48 : exclusion du bénéfice de l'amnistie des délits de désertion les plus graves ; adopté - Art. 6 (p. 963) : son amendement n° 49 : suspension des effets de l'amnistie pendant une période probatoire pour les condamnés à des peines de trois

à six mois ; rejeté - Art. 15 (p. 979) : son amendement n° 50 : exception au bénéfice de l'amnistie pour les mesures administratives concernant le permis de conduire, en cas de conduite en état d'ivresse ou d'homicide ou blessures involontaires ; rejeté.

Suite de la discussion - (22 juillet 1981) - Art. 24 (p. 1007) : déclare le groupe RPR favorable aux amendements identiques n° 44 et 57 de MM. Guy Petit et Jean-Marie Girault (suppression de cet article concernant les exclusions du bénéfice de la loi d'amnistie) - Après l'art. 26 (p. 1012) : ignorance sur le nombre de fichiers existant en France et nécessité d'une mesure d'ordre général concernant l'exclusion de ces fichiers des infractions amnistiées.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 310 (80-81)]**

Suite de la discussion - (23 juillet 1981) - Art. 1 *ter* (p. 1088) : justification de l'avantage fiscal lié aux donations-partages - Relèvement supérieur nécessaire du seuil d'exonération.

Suite de la discussion - (24 juillet 1981) - Art. 8 (p. 1136) : abstention du groupe RPR dans le vote de l'amendement n° 71 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. Louis Souvet (suppression de cet article prévoyant le relèvement du taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers).

- **Projet de loi relatif à la Cour de cassation [n° 315 (80-81)] - (24 juillet 1981) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 1132) :** vote favorable du groupe RPR - Rejet de la disposition concernant l'amende pour recours abusif - Encombrement analogue des juridictions administratives - (p. 1133) : demande un texte sur le fonctionnement des juridictions administratives.

- **Projet de loi portant suppression de la Cour de sûreté de l'Etat [n° 312 (80-81)] - (28 juillet 1981) - Art. 1 (p. 1184) :** suppression de la Cour de sûreté de l'Etat et invocation de la liberté et de la justice - Evoque la contribution de René Capitant à la création de la Cour de sûreté de l'Etat - Rappelle l'acquiescement par la cour d'assises des auteurs de l'attentat de Pont-Saint-Esprit contre le général de Gaulle - Augmentation de l'insécurité et utilité de la Cour de sûreté de l'Etat pour l'avenir - Cour de sûreté de l'Etat et opinion publique - (p. 1185) : vote défavorable du groupe RPR sur l'article 1 et l'ensemble du texte.

- **Projet de loi relatif au prix du livre [n° 318 (80-81)] - (29 juillet 1981) - Art. 4 (p. 1246) :** demande la substitution du mot « vente au rabais » au mot « soldes » - Art. 9 (p. 1251) : se déclare défavorable à l'amendement n° 24 de M. Jacques Carat, rapporteur (présentation au 1<sup>er</sup> novembre 1983 d'un rapport d'application sur la présente loi) - Sur cet amendement, son sous-amendement n° 55 : application de la présente loi jusqu'au 31 décembre 1984 ; rejeté.

- **Projet de loi portant amnistie - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 343 (80-81)] - (31 juillet 1981) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 1304) :** absence d'imagination du texte - Regrette l'abandon du principe d'un quantum sans exclusion pour l'amnistie - Intervention du législateur dans le domaine judiciaire et de l'Etat dans le domaine des relations privées - Problème de la réintégration des travailleurs protégés ; action des délégués syndicaux - Importance du nombre des petites et moyennes entreprises concernées par le texte - Justice de classe et exclusion de la loi d'amnistie ; législation du travail et associations de consommateurs - Abstention de la majorité du groupe RPR.

- **Projet de loi relatif au droit d'action du ministère public dans les procédures collectives d'apurement du passif des entreprises [n° 357 (80-81)] - (8 septembre 1981) - Art. 1 (p. 1381) :** se déclare favorable à l'amendement n° 1 de M. Jacques Thyraud, rapporteur (saisine du tribunal par le procureur de la République et convocation préalable du débiteur) - Art. 5 (p. 1385) : vote du groupe RPR favorable à l'amendement n° 5 de M. Jacques Thyraud, rapporteur

(suppression de cet article relatif à la possibilité pour le tribunal, dans la procédure de règlement judiciaire, de subordonner l'homologation du concordat à certaines conditions : remplacement de dirigeants sociaux ou cession de leurs parts, privation du droit de vote) - Art. 6 (p. 1391) : vote du groupe RPR favorable à l'amendement n° 6 de M. Jacques Thyraud, rapporteur (suppression de la faculté d'appel des jugements autorisant le syndic à traiter à forfait des actifs du débiteur).

- **Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [n° 366 (80-81)] - (22 septembre 1981) - Art. 1 (p. 1574) :** se déclare favorable à l'amendement n° 41 de M. Jacques Larché (refus de l'accès du territoire français à tout étranger constituant une menace pour l'ordre public) - Art. 2 (p. 1576) : se déclare favorable à l'amendement n° 3 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (augmentation de l'amende pour immigration clandestine) - Art. 3 (p. 1582) : se déclare favorable à l'amendement n° 10 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (possibilité de huis clos lors des débats de la commission en cas de danger pour l'ordre public ou les moeurs) - Art. 5 (p. 1587) : intervient sur l'amendement n° 38 de M. Charles Lederman (intervention d'un interprète pour informer un étranger de ses droits) - **Explication de vote sur l'ensemble (p. 1590, 1591) :** accueil et générosité envers les étrangers et les travailleurs immigrés ; insertion des immigrés ; sécurité - Dessaisissement par le gouvernement de ses moyens d'action - Non publication de la circulaire ministérielle du 11 août 1981 - Abstention du groupe RPR sur le projet.

*Deuxième lecture [n° 405 (80-81)] - (6 octobre 1981) - Art. 2 (p. 1859) :* nécessité de la lutte contre l'immigration irrégulière - Se déclare favorable à l'amendement n° 6 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (délai laissé à l'étranger pour la régularisation de sa situation et suppression de l'injonction faite à l'administration par la juridiction saisie) - Art. 3 (p. 1864) : se déclare favorable à l'amendement n° 8 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (possibilité pour le ministre d'abroger l'arrêté d'expulsion et fixation à 10 ans au lieu de 5 du délai au-delà duquel la consultation de la commission est obligatoire) - Retour au délai prévu dans le projet initial du Gouvernement - (p. 1867) : sur l'amendement n° 10 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (catégories d'étrangers « non expulsables » : étranger marié à un conjoint français et durée du mariage ; étranger parent d'enfant français), se déclare opposé au sous-amendement n° 15 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (possibilité d'expulsion d'un étranger parent d'enfant français dans le seul cas de déchéance de l'autorité parentale) - **Explication de vote sur l'ensemble (p. 1872) :** abstention du groupe RPR en première lecture de ce projet - Modifications apportées en deuxième lecture et nouvelle abstention de la très grande majorité du groupe RPR ; quelques votes contre.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

Suite de la discussion générale - (30 octobre 1981) - (p. 2354) : intervient au nom de M. Paul Kauss, sénateur du Bas-Rhin - Sa position favorable au principe d'une décentralisation - Report à plus tard d'un certain nombre de textes fondamentaux indissociables d'une véritable décentralisation - Droit local différent dans les départements de l'Est - Possibilité nouvelle donnée aux collectivités territoriales et risque de contradiction avec les objectifs du plan - Problème des ressources des communes, des départements et des régions - Décentralisation des différents fonds d'intervention de l'Etat - Responsabilité des élus dans la répartition des fonds décentralisés - Problème du statut du personnel des collectivités locales - Nécessité de mettre à égalité l'ensemble des communes face aux charges publiques : police d'Etat, police municipale - Disparition de la dotation globale d'équipement - (p. 2355) : demande, au nom de l'opposition nationale au ministre d'Etat, de définir la politique exacte du Gouvernement concernant la Martinique - Le peuple de France peut seul se prononcer en dernier ressort sur un nouveau statut d'un département d'outre-mer - Indivisibilité de la République.

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1981) - **Titre I - Après l'art. 2 (suite)** (p. 2452) : sur l'amendement n° I-261 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Jacques Eberhard (désignation par le conseil municipal de son président et éventuellement de son vice-président) - Présidence des commissions et responsabilités du maire - **Art. 3** (p. 2474) : se déclare favorable à l'amendement n° I-91 de M. Michel Giraud, rapporteur (maintien du principe de la procédure de référé ne donnant pas lieu au sursis à exécution) - **Après l'art. 3** (p. 2476) : se déclare favorable à l'amendement n° I-93 de M. Michel Giraud, rapporteur (demande par un citoyen au représentant de l'Etat dans le département de mise en oeuvre de la procédure prévue à l'article 3) - (p. 2479) : soutient l'amendement n° I-302 de M. Christian Poncelet (délivrance par le délégué du Gouvernement d'un certificat de conformité à la loi des actes du conseil) - (p. 2483) : se déclare favorable à l'amendement n° I-95 de M. Michel Giraud, rapporteur (intitulé. « Chapitre II : Suppression de la tutelle financière ») - **Art. 5 A** (p. 2493) : se déclare favorable à l'amendement n° I-98 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression des dispositions de cet article sur la possibilité de mise en application du budget par les représentants de l'Etat dans les départements sur avis public de la chambre régionale des comptes pour une nouvelle commune).

**Suite de la discussion** - (6 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 5** (p. 2535) : son amendement n° I-318, soutenu par M. Georges Repiquet : ouverture du recours aux citoyens ; retiré.

**Suite de la discussion** - (10 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 7** (p. 2560) : se déclare favorable à l'amendement n° I-106 de M. Michel Giraud, rapporteur (difficultés financières exceptionnelles et principe de l'octroi de subventions exceptionnelles par le représentant de l'Etat) - **Art. 8** (p. 2564) : son amendement n° I-320 soutenu par M. Marc Bécam ; non recours à la chambre régionale des comptes pour la constatation de la non inscription des dépenses obligatoires ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (12 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 10** (p. 2579) : vote du groupe RPR favorable à l'amendement n° I-110 de M. Michel Giraud, rapporteur (cas de refus du comptable : suppression du contrôle du caractère libérateur du règlement) - **Art. 13** (p. 2591) : évolution de Paris vers un statut de droit commun ; loi du 31 décembre 1975 - Sous-administration de Paris, évoquée par Mme Cécile Goldet - Fonctionnement des commissions d'arrondissement ; exemple du 6<sup>e</sup> arrondissement - Mairies annexes - Election au suffrage universel et budget autonome des commissions d'arrondissements, demandés par Mme Cécile Goldet - Cas de Lyon, Marseille et Toulouse - (p. 2593, 2594) : vote personnel et vote du groupe RPR favorables à l'amendement n° I-119 de M. Michel Giraud, rapporteur (rétablissement de cet article dans une rédaction rendant applicables les dispositions du titre I à la ville de Paris sous réserve des dispositions du code des communes relatives aux attributions du préfet de police) - **Titre II - Art. 18** (p. 2609) : soutient l'amendement n° II-283 de M. Michel Chauty (fixation par décret, après le vote de la loi sur la répartition des compétences, de la liste des services extérieurs de l'Etat dans le département, que pourra utiliser le président du conseil général) - **Art. 21** (p. 2618) : son amendement n° II-303, soutenu par M. Roger Romani : détermination ultérieure des compétences du commissaire de la République ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (13 novembre 1981) - **Titre II (suite)** - **Art. 29** (p. 2667) : exercice du pouvoir exécutif du président du conseil général dissous dans le département et convocation par le président du conseil général le second lundi suivant le premier tour.

**Suite de la discussion** - (16 novembre 1981) - **Titre II bis (nouveau)** après l'art. 44 (p. 2714) : se déclare favorable à l'amendement n° II bis-10 de M. Michel Giraud, rapporteur (précisions concernant les responsabilités de l'Etat et les pouvoirs du maire en matière de police) - (p. 2720) : se

déclare favorable à l'amendement n° II bis-12 de M. Michel Giraud, rapporteur (Intitulé de chapitre : « Chapitre III nouveau - Action sociale et santé »).

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - **Titre III - Art. 47 bis** (p. 2759) : son amendement n° III-189 soutenu par M. Marc Bécam : représentation des corps sociaux et composition du comité économique et social ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (18 novembre 1981) - **Titre II - Art. 18 quater (suite)** (p. 2824) : soutient l'amendement n° II-291 de M. Roger Romani, identique à l'amendement n° II-50 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression de cet article relatif à la coordination des services dans le département).

#### - **Projet de loi de nationalisation [n° 36 (81-82)]**

**Suite de la discussion générale** - (23 novembre 1981) - (p. 2992) : excuses de M. Christian Poncelet, sénateur des Vosges, retenu par la session du conseil général - Problèmes juridiques posés par le projet en examen - Portée idéologique du projet - Problème de l'indemnisation des actionnaires : distribution d'obligations dévaluées dès leur émission - Critère d'évaluation : cours de la Bourse, et période retenue ; calcul de l'actif net et du bénéfice net moyen - Autres critères d'évaluation retenus par les services de l'enregistrement - Pouvoir d'achat des obligations - (p. 2993) : précédent des nationalisations de la Libération et valeur des obligations de la Caisse nationale de l'énergie - Coût des nationalisations - Exemple toujours invoqué de la Régie Renault et prise en compte constante de l'intérêt de l'entreprise ; choix des dirigeants des grandes sociétés nationalisées - Risque de tutelle des syndicats - Projet de conseils d'ateliers - Participation des travailleurs au conseil d'administration et projet Poncelet rejeté en 1972 - Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT) - Problème de la compatibilité du projet avec le droit international : inquiétude des milieux bancaires européens - Crédibilité de la France - Collectivisation et transformation marxiste de la société.

#### - **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

##### *Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (26 novembre 1981) - **Art. 11** (p. 3173) : fiscalité et politique familiale ; plafonnement du quotient familial et problème de son indexation sur la hausse des prix ou sur la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu - Augmentation du nombre des foyers fiscaux et nécessité du relèvement de la première tranche du barème de l'impôt - Proposition de l'indexation du quotient familial sur la 7<sup>e</sup> tranche de l'impôt - Réforme fiscale sur les donations-partages et majoration du seuil d'exonération des successions - (p. 3175) : nécessité d'une remise en ordre d'ensemble du système fiscal français - Création d'un impôt sur la fortune et modifications de l'impôt sur le revenu ; politique globale et cohérente - (p. 3178) : soutient l'amendement n° 448 de M. René Tomasini (centres de gestion agréés et relèvement de la limite de la déduction fiscale attachée au salaire du conjoint) - (p. 3180) : son amendement n° 163 : indexation sur la 7<sup>e</sup> tranche du barème de l'impôt sur le revenu du plafonnement de la demi-part de réduction d'impôt ; adopté - (p. 3183) : soutient l'amendement n° 476 de M. Christian Poncelet (suppression des dispositions de cet article augmentant le taux de la TVA sur la nourriture pour les animaux familiaux ; création d'une taxe à l'importation sur les automobiles provenant de pays autres que ceux de la CEE) - (p. 3187) : se déclare défavorable à l'amendement n° 13 de M. Robert Schmitt, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (majoration de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance) - **Après l'art. 11** (p. 3193) : se déclare défavorable à l'amendement n° 424 de M. Paul Girod (conjoint perçant un revenu et déduction des dépenses de frais de garde pour les enfants à charge de moins de trois ans ; création d'une taxe différentielle sur les

motocyclettes) - Insuffisance des places dans les crèches et avantages pour les familles ayant obtenu une place - Insuffisance de la rentabilité de la vignette moto - Art. 12 (p. 3195) : soutient l'amendement n° 465 de M. René Tomasini (non application de la majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu de 1981 aux retraités et veuves de retraités) - (p. 3196) : perception des primes par les compagnies d'assurance ; règlement des sinistres et règlement des litiges ; système des provisions techniques - Se déclare favorable à l'amendement n° 67 de M. Michel Miroudot, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu en 1981 inférieure à 50000 F et bénéfice d'une décote sur cette majoration) - Se déclare défavorable à l'amendement n° 344 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard (suppression des dispositions de cet article prévoyant une taxation exceptionnelle du montant des provisions techniques des entreprises d'assurance).

Suite de la discussion - (27 novembre 1981) - Art. 27 bis (p. 3267) : se déclare favorable à l'amendement n° 217 de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. Jean-Pierre Fourcade (suppression de cet article qui tend à réduire les durées d'exonération de l'impôt foncier de 25 à 20 ans et de 15 à 10 ans) - Après l'art. 29 (p. 3269) : soutient l'amendement n° 464 de M. Louis Souvet (report au 1<sup>er</sup> janvier 1983 de l'assujettissement à la TVA des établissements de formation professionnelle) - Après l'art. 31 (p. 3270) : se déclare opposé à l'amendement n° 46 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Pierre Gamboa (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations reconnues d'utilité publique, employant moins de trois salariés ; contrepartie financière dans la réduction à due concurrence du crédit d'impôt relatif à l'avoir fiscal).

#### Deuxième partie :

Postes et télécommunications - (4 décembre 1981) - Examen des crédits - Art. 47 (p. 3644) : opposition au prélèvement des excédents des télécommunications en faveur de la lutte pour l'emploi ; participation par l'Etat aux frais d'acheminement de la presse - Transfert de l'impôt sur l'usager du téléphone - Opposition de la majorité sénatoriale aux crédits du budget des PTT.

Culture - (8 décembre 1981) - (p. 3886, 3887) : discussion au Parlement de la politique culturelle du Gouvernement - Formation et recrutement des personnels - Contrôle des organismes à vocation culturelle - Compétence du ministère sur les abords des monuments historiques et tutelle de la direction de l'architecture - Moyens des maisons de la culture - Rôle des musées : centres d'animation et foyers d'éveil ; référence au Centre Georges Pompidou - Défense du patrimoine rural non protégé - Politique culturelle de la région Ile de France : patrimoine ; création ; animation - Fonds d'action culturelle et critères de répartition - Relations avec les autres ministères : réforme de l'enseignement - Développement des cultures régionales et défense de la langue française.

Intérieur et décentralisation - (9 décembre 1981) - Examen des crédits - Etat B (p. 3962) : son amendement n° 529, soutenu par M. Adrien Gouteyron : réduction des crédits du titre III : intégration progressive des primes de risques dans le traitement soumis à retenue pour la pension des policiers ; retiré.

Articles non rattachés à l'examen des crédits - (12 décembre 1981) - Art. 77 (p. 4171) : établissement par les sociétés d'assurances de la liste des souscripteurs de contrats couvrant des objets précieux ou des objets d'art ; cas des non résidents et des résidents étrangers ; disparition du marché français ; fixation du montant de la garantie à 100 000 F - (p. 4172) : son amendement n° 556, identique à l'amendement n° 539 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard : suppression des dispositions de cet article sur l'obligation pour les sociétés d'assurances d'établir une liste annuelle des souscripteurs de contrats couvrant des objets précieux ou objets d'art d'un montant supérieur à 100 000 F ; adopté

- Son amendement n° 557 : établissement par les sociétés d'assurances d'une liste des souscripteurs résidents français ; seuil supérieur à 100 000 F et évolutif ; devenu sans objet.

- Evénements de Pologne (14 décembre 1981) - (p. 4210) : manifestations de soutien et suspension éventuelle des travaux du Sénat

- Projet de loi relatif à la mise en harmonie du droit des sociétés commerciales avec la deuxième directive adoptée par le Conseil des Communautés européennes le 13 décembre 1976 - Deuxième lecture [n° 86 (81-82)] - (18 décembre 1981) - Art. 13 (suite) (p. 4371) : actions détenues par l'intermédiaire d'une filiale donnant droit aux dividendes.

- Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social [n° 115 (81-82)] - (21 décembre 1981) - Rapporteur - Discussion générale (p. 4451) : conditions d'examen de ce projet - Dispositions de l'article 38 de la Constitution et principe de l'habilitation - Précédents recours aux ordonnances et critiques de la majorité actuelle - Cas des ordonnances de 1960 et 1967 - Urgence invoquée et projets de loi soumis au Parlement depuis six mois - Autre projet de loi d'habilitation tendant à modifier le statut de la Nouvelle Calédonie - Pratique insuffisante de la concertation par la nouvelle majorité : exemple du projet de loi de décentralisation - Objectif d'un changement de société - (p. 4452) : récapitulation des progrès sociaux intervenus depuis vingt ans : progression des salaires ; politique de l'emploi ; protection sociale ; situation des personnes âgées - Mesures proposées par le projet de loi d'habilitation : réduction du temps de travail et généralisation de la cinquième semaine de congés payés ; dispositions spécifiques relatives aux emplois pénibles ; cas de la cinquième équipe - Coût de la cinquième semaine de congés payés - Création d'emplois à la RATP et à la SNCF - Réduction du temps de travail et utilisation des équipements - Mesures prévues pour les départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM) - Travail à temps partiel - (p. 4453) : travail précaire : travail temporaire et contrats à durée déterminée - Rôle éventuel de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) et danger d'une exclusivité du placement des travailleurs qui lui serait conférée - Abaissement de l'âge de la retraite : problème de la double condition de durée d'assurance et d'activité ; danger d'une éventuelle obligation légale - Coût de l'abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans, comparé à celui du maintien du régime de garantie de ressources - Régime de base et régimes de retraite complémentaire - Statut des fonctionnaires de l'Etat et problème de l'âge de la retraite dans le secteur public ; cas des grands corps de l'Etat ; exemple de la Cour des comptes - (p. 4454) : abaissement éventuel de la limite d'âge des magistrats de la Cour des comptes et risque de désorganisation ; nominations éventuelles au tour extérieur - Limitation des cumuls entre retraite et emploi : projet de limitation des cumuls et cas des militaires ; pension de retraite des militaires comme élément constitutif de leur statut ; point particulier de la situation des officiers généraux - Lettre adressée le 8 avril 1981 au président de la confédération nationale des retraités civils et militaires par M. François Mitterrand, candidat à la présidence de la République - Signature de contrats de solidarité par les collectivités locales et mise en place éventuelle d'un système contractuel de cessation anticipée d'activité pour leurs agents : fonds de compensation intercommunale - (p. 4455) : refus par les collectivités territoriales de dépenses obligatoires supplémentaires - Financement du fonds de compensation : prélèvement sur la masse de la dotation globale de fonctionnement (DGF) ou accroissement spécifique de la participation de l'Etat - Contribution de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales - Formation professionnelle des jeunes - Chèque vacances : déductibilité de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés ; risque d'encadrement des loisirs ; insuffisance de la concertation - Création de dépenses supplémentaires et pari sur le développement économique ; bureaucratie de l'Etat et pénalisation des

entreprises les plus dynamiques ; diminution nécessaire du prélèvement fiscal et des charges sociales - Climat de confiance nécessaire aux entreprises - (p. 4456) : décision de la majorité de la commission spéciale d'opposer la question préalable au projet en examen - **Question préalable** (p. 4476) : sa motion n° 1, tendant à opposer la question préalable ; adoptée - Précédent toujours invoqué de 1936 et échec du Front populaire - Coût des mesures proposées : charges nouvelles pour les entreprises, les caisses de retraite, les collectivités locales et l'Etat - Aspiration des travailleurs au maintien du pouvoir d'achat et à la sécurité de l'emploi - Scepticisme quant aux résultats de la politique économique du Gouvernement et refus de la confiance - (p. 4478) : regrets exprimés par M. *Robert Schwint* quant à l'absence de débat au Sénat et confiance dans la prise en compte par le Gouvernement des observations du Sénat exprimées dans la discussion générale.

*Nouvelle lecture* [n° 155 (81-82)] - (22 décembre 1981) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4530) : réunion de la commission mixte paritaire - Interventions sur les grands corps de l'Etat et éventualité de l'abaissement de l'âge de la retraite des magistrats qui les composent - Indépendance de la magistrature - Opposition de la question préalable - **Question préalable** ; sa motion n° 1 : décision du Sénat de ne pas poursuivre la délibération sur le texte en discussion ; adoptée.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 153 (81-82)] - (22 décembre 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4533) : vote du texte de la commission mixte paritaire par le groupe RPR - Délégation de pouvoirs du Parlement au Gouvernement et inefficacité des amendements - Réserves sur la capacité du Gouvernement à soutenir le programme social - **Question préalable** et travail législatif.

**COLLETTE (Henri)**, sénateur du Pas-de-Calais (RPR) - Devient sénateur le 10 octobre 1981 en remplacement de M. Baudouin de Hauteclocque, décédé (13 octobre 1981) (p. 1943)

#### NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires sociales (27 octobre 1981) (p. 2202).

**COLLOMB (Francisque)**, sénateur du Rhône (NI)

#### NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires économiques.  
Membre du Parlement européen, élu au suffrage universel.

#### DÉPÔTS

*Avis* présenté, au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Industrie** [n° 60, tome IV (81-82)] (23 novembre 1981) :

#### QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 99 (*JO Débats* 26 février 1981) (p. 244) à M. le ministre du budget : **entreprises (petites et moyennes)** (fiscalité des petites et moyennes entreprises) - Caducité le 21 mai 1981.

n° 8 (*JO Débats* 20 juin 1981) (p. 754) à M. le ministre de l'économie : **entreprises (petites et moyennes)** (fiscalité des PME).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)] - (28 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 2249) : tradition historique de la France : jacobins et girondins - Danger pour l'unité nationale d'une excessive centralisation : tensions ; tentation de la violence - Rôle de la décentralisation comme facteur d'efficacité - Evolution des mentalités : nouveaux rapports entre le pouvoir et le citoyen : culture régionale ; vie associative ; radios locales - Inquiétudes suscitées par le projet en examen : caractère hâtif du débat - Insuffisance de la concertation - Tutelles du président du conseil général et du président du conseil régional substituées à celle du préfet - Tutelle budgétaire - (p. 2250) : contrôle juridictionnel : tribunaux administratifs ; chambres régionales des comptes ; retard des décisions de justice - Extension des compétences de la Cour de discipline budgétaire et financière : responsabilité des élus locaux et menacé de sanctions - Répartition des compétences entre les diverses collectivités locales ; problème de coordination ; risque de conflit de compétence - Transformation de la région en collectivité territoriale - Risque d'arbitraire politique - Relations entre les collectivités territoriales et l'Etat - Répartition des compétences renvoyée à un texte ultérieur et dispositions de l'article 34 de la Constitution - Débats au Sénat en 1979 et 1980 sur le projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales - Lacunes du projet : fonction publique locale ; statut des élus locaux - Risque de désordre - Opposition au projet.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Deuxième partie :*

**Industrie** - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - Rapporteur pour avis (p. 3426) : importance de la politique industrielle dans la conjoncture actuelle - Augmentation du nombre des faillites - Dégradation de la situation de l'emploi - Nécessité d'une politique industrielle vigoureuse - Démantèlement des pouvoirs du ministère de l'industrie - Absence de précision et priorité de la politique industrielle - Importance du futur secteur public - Conciliation entre la relance des investissements et la hausse des charges des entreprises - Inquiétude des petites et moyennes entreprises (PME) devant l'extension du secteur public - Situation difficile de l'industrie automobile - (p. 3427) : dégradation de l'industrie textile - Crise sérieuse de l'industrie de la machine-outil - Apparition sur le marché de nouveaux producteurs mondiaux - Nécessité d'une reconquête du marché intérieur, face au taux de pénétration étrangère - Inquiétude face à l'aggravation du déficit de la balance commerciale concernant l'industrie du meuble - Adoption au nom de la commission des dispositions budgétaires relatives à l'industrie.

**CONSTANT (Georges)**, sénateur du Lot (GD)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

**COT (Jean-Pierre)**, *ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement* (nommé le 22 mai 1981 dans le gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 23 mai 1981, p. 1630 - Erratum JO Lois et décrets 24 mai 1981, p. 1638].

Nommé de nouveau *ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement*, le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy [JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1786]

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi, autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Libéria sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements** [n° 319 (80-81)] - (28 juillet 1981) - **Discussion générale** (p. 1189) : diversification des relations économiques - Première convention de ce type passée avec un état non francophone de l'Afrique de l'Ouest - Caractère classique de cette convention - Définition particulière du terme « société » ; exclusion des sociétés de transport maritime battant pavillon de complaisance - Investissement français dans l'exploitation forestière - (p. 1190) : place à prendre dans le secteur des mines et des cultures industrielles - Non respect des droits de l'homme au Libéria - Non ratification de la convention et maintien du problème du pavillon de complaisance - (p. 1191) : renversement de l'ancien président et « refuge » troublé par son fils à l'ambassade de France - Protection des Français vivant au Libéria.

- **Projet de loi, autorisant l'approbation d'une convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali sur la sécurité sociale** [n° 320 (80-81)] - (28 juillet 1981) - **Discussion générale** (p. 1191) : reprise et adaptation de la convention signée en 1965 - Couverture des droits acquis - Assimilation des nationaux des deux pays sans condition de résidence - Bénéfice de l'assurance volontaire, maladie, maternité, invalidité - Détachement et transfert - Nombre de ressortissants intéressés.

- **Projet de loi autorisant la ratification d'une convention consulaire entre la République française et la République démocratique allemande** [n° 322 (80-81)] - (28 juillet 1981) - **Discussion générale** (p. 1192) : non adhésion de la République démocratique allemande (RDA) à la convention de Vienne et nécessité d'une convention bilatérale sur le statut du personnel consulaire - Problème particulier soulevé par la question de la nationalité allemande ; référence à la loi fondamentale de la RFA - (p. 1193) : maintien de la position française sur la nationalité allemande et principe du droit souverain de détermination de sa propre nationalité - Elections à Berlin-Est en 1981 et protestation du gouvernement français.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique allemande relatif au statut et aux modalités de fonctionnement des centres culturels institués par l'accord de coopération culturelle conclu entre eux** [n° 321 (80-81)] - (28 juillet 1981) - **Discussion générale** (p. 1193) : centres culturels français en République démocratique allemande (RDA) et est-allemands en France - (p. 1194) : premier accord de coopération culturelle conclu entre la RDA et une puissance occidentale - Construction d'un centre culturel à Berlin - Projet d'un centre-est-allemand à Paris - Accord de coopération culturelle franco-est-allemand de 1980 et article 53 de la Constitution ; non ratification et absence d'engagement financier de l'Etat.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Deuxième partie :*

**Relations extérieures** - (3 décembre 1981) - (p. 3553) : élaboration des propositions budgétaires et changement de gouvernement en cours d'année ; inflexion des orientations budgétaires - Progression des concours financiers - Budget de la coopération et montant global de l'aide publique française au développement : objectif de doublement de cet effort en pourcentage du produit national brut (PNB) au cours du septennat - Conférence de Paris sur les pays les moins avancés (PMA) - Importance du développement des relations Nord Sud pour l'intérêt de la France : balance commerciale ; création d'emplois en France ; taux de retour de la coopération bilatérale et de la coopération multilatérale - Contrôle de l'utilisation des fonds publics - Nécessité des contributions financières à l'équilibre des budgets de certains partenaires de la France - Plan de redressement économique et financier - (p. 3554) : suggestion de la commission des finances d'une commission mixte chargée de contrôler l'emploi des deniers publics en matière d'aide au développement : incompatibilité avec l'article 43 de la Constitution - Réforme des structures : réunification entre les départements ministériels chargés de la coopération et de l'aide au développement - Création d'un poste de délégué interministériel au développement - (p. 3582) : interventions des parlementaires sur le budget de la coopération et du développement - Information nécessaire de l'opinion publique - Extension de la compétence géographique et extension nécessaire des moyens - Afrique - Problème du personnel de la coopération - Restructuration du ministère - Création d'emplois de coopérants et coût évoqué de la création de huit emplois de catégorie A et B - Problème de logement des coopérants et de réintégration à l'expiration du contrat - Coordination de l'action des divers ministères - Protection sociale des jeunes travaillant avec des organisations non gouvernementales - Cas de l'Association pour la recherche et l'information sur l'aide au développement (ARIAD), évoqué par M. *Jean Francou* - (p. 3583) : continuité et changement - Déclaration franco-mexicaine sur le Salvador - Fonctionnement du système de stabilisation des exportations des pays du tiers monde (STABEX) - Effets concrets de la solidarité.

**COURRIERE (Raymond)**, sénateur de l'Aude (S) - Puis *secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des rapatriés* (nommé le 22 mai 1981 dans le gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 23 mai 1981, p. 1631].

Nommé de nouveau *secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des rapatriés*, le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy [JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1787] - Cessation de son mandat sénatorial le 23 juillet 1981 (24 juillet 1981) (p. 1105)

**En tant que sénateur**

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

**En tant que secrétaire d'Etat aux rapatriés**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - **Titre II bis (nouveau) après l'art. 44 (suite)** (p. 2728) : oppose sans succès l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° II bis-13 de M. Michel Giraud, rapporteur (principe de la répartition, par blocs, des compétences d'action sociale et de santé entre la commune, le département et l'Etat) - (p. 2729) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° II bis-14 de M. Michel Giraud, rapporteur

(bloc départemental de compétences d'action sociale et de santé) - Oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° II bis-15 de M. Michel Giraud, rapporteur (compétence communale pour les services de désinfection et les bureaux d'hygiène) et n° II bis-16 (bloc étatique de compétences d'action sociale et sanitaire) - (p. 2730) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° II bis-17 de M. Michel Giraud, rapporteur (prise en charge de l'aide sociale et de la santé par les collectivités locales et application de règles de caractère général et public ; rôle coordinateur du conseil général) - (p. 2731) : oppose sans succès l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° II bis-18 de M. Michel Giraud, rapporteur (caractère obligatoire et répartition des dépenses d'aide sociale entre la commune et le département ; création d'un budget annexe départemental) - (p. 2733) : s'oppose aux amendements de M. Michel Giraud, rapporteur n° II bis-19 (élaboration d'un état prévisionnel de l'action sanitaire et sociale de l'Etat dans le département) et n° II bis-20 (convention entre le département et la commune sur la prise en charge, par la commune, de dépenses départementales) - (p. 2734) : s'oppose à l'amendement n° II bis-21 de M. Michel Giraud, rapporteur (fixation par une loi ultérieure des règles régissant l'exercice des compétences sociales reconnues à l'Etat et aux collectivités locales) - S'oppose à l'amendement de coordination n° II bis-22 de M. Michel Giraud, rapporteur - (p. 2735) : s'oppose à l'amendement n° II bis-23 de M. Michel Giraud, rapporteur (intitulé ; « Chapitre IV nouveau - Education ») - (p. 2737) : s'oppose à l'amendement n° II bis-24 de M. Michel Giraud, rapporteur (compétence communale pour les écoles maternelles et élémentaires, à l'exception des dépenses de personnel) - Oppose sans succès l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° II bis-25 de M. Michel Giraud, rapporteur (prise en charge par l'Etat des indemnités de logement des instituteurs) - Oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements de M. Michel Giraud, rapporteur n° II bis-26 (prise en charge par l'Etat des indemnités de logement des maîtres) et n° II bis-27 (compétence étatique pour les lycées et départementale pour les collèges, à l'exception des dépenses de personnel ; passation de conventions pour le transfert des charges - (p. 2738) : oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements de M. Michel Giraud, rapporteur n° II bis-28 (principe et modalités d'application du transfert aux départements de la compétence d'attribution des bourses aux élèves d'établissements publics et privés sous contrats d'association) et n° II bis-29 (principe et modalités d'application du transfert de la responsabilité des transports scolaires aux départements) - (p. 2739) : s'oppose à l'amendement n° II bis-30 de M. Michel Giraud, rapporteur (intitulé ; « Chapitre V nouveau - Culture ») - (p. 2740) : s'oppose à l'amendement n° II bis-31 de M. Michel Giraud, rapporteur (culture et compétence communale, départementale et régionale ; création d'un fonds d'intervention culturelle) - Oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements de M. Michel Giraud, rapporteur n° II bis-32 (compétence communale pour la construction et la gestion des écoles conservatoires de musique et des bibliothèques municipales) et n° II bis-33 (compétence étatique pour l'équipement et le fonctionnement des musées et des bibliothèques classées) - S'oppose à l'amendement n° II bis-34 de M. Michel Giraud, rapporteur (intitulé ; « chapitre VI nouveau - Aménagement du territoire ») - (p. 2741) : s'oppose aux amendements de M. Michel Giraud, rapporteur, n° II bis-35 (caractère légal des règles d'aménagement du territoire ; consultation des régions) et n° II bis-36 (établissement par l'Etat en concertation avec les régions et les départements des schémas des grands équipements publics) - (p. 2742) : s'oppose aux amendements n° II bis-37 de M. Michel Giraud, rapporteur (intitulé ; « Chapitre VII - Urbanisme et environnement »), n° II bis-38, (caractère légal des règles générales d'urbanisme) et n° II bis-39 (élaboration des schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme par le président du conseil général ; opposition du conseil général et transfert de la compétence à l'Etat).

## - Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]

### Deuxième partie :

**Economie et finances (suite) - I - Charges communes - (11 décembre 1981) - (p. 4080, 4081) :** engagements pris par M. François Mitterrand lors de la campagne pour l'élection à la présidence de la République - Renforcement des moyens structurels du secrétariat d'Etat chargé des rapatriés ; rattachement du service central des rapatriés, et du bureau et de la mission interministérielle pour les Français musulmans - Renforcement des moyens financiers : crédits d'indemnisation des rapatriés : moratoire et aménagement des prêts ; coût de l'indemnisation proprement dite - Crédits de report - Projets de loi sur l'aménagement des prêts de réinstallation et l'indemnisation des meubles meublants - Retraite des anciens agents d'outre-mer - Autres crédits du secrétariat d'Etat : moyens demandés à divers ministères en faveur des Français musulmans ; Fonds d'action sociale pour les travailleurs migrants ; culture et formation professionnelle ; crédits du ministère de l'intérieur pour le pèlerinage à La Mecque et l'émission « Trait d'union » - Accueil et réinsertion des rapatriés - (p. 4082) : volonté politique du Gouvernement et demande d'approbation de ce budget - (p. 4088) : respect des engagements pris, souligné par MM. Henri Duffaut et Jules Faigt ; projets en cours : loi d'indemnisation ; loi relative à la retraite des rapatriés ; loi d'amnistie - Effort de solidarité en faveur des Français musulmans ; effort pour l'égalité des chances dans la scolarité - Récent voyage à Alger du Président de la République française.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés [n° 91 (81-82)] - (19 décembre 1981) - Discussion générale (p. 4408) :** voyage historique du Président de la République à Alger et oubli des traumatismes nés de la décolonisation - Réinstallation couraçaise des rapatriés en métropole - Article 4 de la loi du 26 décembre 1961 sur le principe de l'indemnisation et préférence du gouvernement de l'époque pour la réinstallation - Rapatriés non salariés et endettement - Projet de loi : aménagement des prêts de réinstallation et indemnité forfaitaire des meubles meublants - Situation des familles et imperfection ou vide du droit positif - Risque d'une seconde spoliation des rapatriés réinstallés - Projet de loi et prise en compte des situations et des observations des associations de rapatriés - Aide aux rapatriés réinstallés dont l'exploitation est en difficulté ; application du principe constitutionnel de solidarité nationale et garantie de stabilisation définitive ; aménagement ou remise des prêts accordés au titre de la loi du 15 juillet 1970 ou des prêts complémentaires des établissements conventionnés ; commission d'aménagement et octroi d'un prêt à long terme pour consolidation des dettes à l'exclusion des dettes fiscales - Commissions d'aménagement et prise en compte globale des problèmes - Modification structurelle des commissions d'aménagement ; caractère juridictionnel et compétence géographique similaire à celle des cours d'appel ; possibilité d'un recours devant la cour d'appel - Composition des commissions - (p. 4409) : exercice des fonctions de rapporteur conjointement attribuées à l'Etat et à un représentant des rapatriés ; possibilité de rapports contradictoires - Indemnisation des meubles meublants et oubli par les lois de contribution nationale de 1970 et de 1978 ; aide financière aux familles les plus démunies - Rapatriés bénéficiaires et critères de revenus - Dette de la nation envers les rapatriés ; propos de M. François Mitterrand, candidat à la présidence de la République - Modification de la loi de 1970 - Création d'une commission nationale consultative permanente - Solution du problème de l'amnistie des retraites - Levée des forclusions dans certains cas - (p. 4414, 4415) : qualité du travail accompli pour l'élaboration du texte - Prêts de réinstallation ; conditions financières et octroi quasi automatique de la garantie de l'Etat ; taux de bonification d'intérêts - Pouvoir de suspension des poursuites - Caractère juridictionnel des commissions d'aménagement - Composition des commissions d'aménagement - Voies de recours devant les cours



d'appel; assimilation aux tribunaux paritaires des baux ruraux et, en général, aux affaires préalablement jugées en parité - Application des lois d'indemnisation aux rapatriés du Vanuatu - Préparation d'une loi d'ensemble pour l'indemnisation des rapatriés - Commission d'aménagement et caractère juridictionnel de droit commun - Impossibilité pratique d'appliquer les principes de l'expropriation - Procédure de l'instance arbitrale - Caractère social et humain du problème des rapatriés - Situation particulière des personnes âgées, de souche européenne, maghrébine ou autre - Cas de Français musulmans et des Français de religion islamique; désignation d'un chargé de mission - **Art. 1** (p. 4416): oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 19 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur pour avis (extension du bénéfice des dispositions du projet aux Français ayant dû ou estimé devoir quitter, à la suite d'événements politiques, un territoire non placé antérieurement sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France) - **Art. 2** (p. 4417): accepte l'amendement n° 7 de M. Georges Spénale, soutenu par M. Louis Perrein (bénéfice de l'aménagement ou de la remise des prêts aux rapatriés ayant cédé leur exploitation et ne disposant pas de ressources suffisantes) - **Art. 3**: s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Jean Francou, rapporteur (participation d'un représentant du secrétariat d'Etat au tourisme à la commission de l'aménagement des prêts) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 9 de M. Jean Francou, rapporteur - (p. 4418): s'oppose à l'amendement n° 10 de M. Jean Francou, rapporteur (maintien du paritarisme dans la commission d'aménagement des prêts et désignation de deux délégués supplémentaires des rapatriés) - Accepte l'amendement n° 11 de M. Jean Francou, rapporteur (nomination des délégués des rapatriés par le Premier ministre, sur proposition des associations) - Accepte l'amendement n° 20 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur pour avis (réexamen des demandes d'aménagement ou de remises de prêts et caractère juridictionnel de la décision prise) - (p. 4419): accepte l'amendement n° 1 de M. Roland Courteau (décisions de la commission d'aménagement et recours devant la cour d'appel) - S'oppose à l'amendement n° 12 de M. Jean Francou, rapporteur (possibilité d'assistance ou d'une représentation par une personne choisie par le rapatrié) - **Art. 4**: accepte l'amendement rédactionnel n° 13 de M. Jean Francou, rapporteur - **Art. 5** (p. 4420): accepte l'amendement rédactionnel n° 14 de M. Jean Francou, rapporteur - Demande le rejet de l'amendement n° 15 de M. Jean Francou, rapporteur (événements nouveaux, notamment pour départ à la retraite, et réexamen des mesures d'aménagement) - **Art. 8**: accepte l'amendement rédactionnel n° 16 de M. Jean Francou, rapporteur - **Art. 10** (p. 4421): s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 17 de M. Jean Francou, rapporteur (bénéfice de l'indemnité pour la perte de meubles meublants aux mineurs orphelins de père ou de mère à la date du rapatriement) - **Art. 11** (p. 4422): accepte l'amendement n° 21 de M. Roland Courteau (indemnité pour perte de meubles meublants et exclusion des bénéficiaires de la loi de 1970 sur le droit à indemnisation pour la perte des meubles meublants d'usage courant et familial) - Au sujet du principe de la limitation de l'octroi de l'indemnisation pour les meubles meublants sur la base de la perception d'une indemnité générale inférieure à 200.000 francs, s'oppose aux amendements n° 3 de M. Francis Palmero, soutenu par M. Adolphe Chauvin et n° 18 de M. René Tomasini, soutenu par M. Roger Romani - Accepte l'amendement n° 22 de M. Félix Ciccolini, soutenu par M. Roland Courteau (exclusion du bénéfice de l'indemnité pour meubles meublants pour les rapatriés ayant perçu une indemnité au titre de la loi de 1970, sauf pour le cas d'une indemnité différentielle) - **Après l'art. 4** (p. 4423): protection contre l'inflation pour les titres d'indemnisation: taux annuel d'intérêt exonéré d'impôts et mécanisme de garantie pour un taux dépassant 10% - Demande le retrait de l'amendement n° 5 de M. Francis Palmero, soutenu par M. Adolphe Chauvin (principe et modalités d'application de l'indexation et du remboursement des titres d'indemnisa-

tion) - Demande le retrait de l'amendement n° 6 de M. Francis Palmero, soutenu par M. Adolphe Chauvin (décès du bénéficiaire de l'indemnisation et octroi aux héritiers de nouveaux titres prioritaires ou de titres ne tenant pas compte des droits de succession) - **Après l'art. 14** (p. 4424): accepte les amendements de M. Félix Ciccolini, soutenu par M. Roland Courteau n° 24 (composition de l'instance arbitrale et évaluation de l'exploitation différente de l'application des barèmes; possibilité de recours devant la cour d'appel) et n° 25 (évaluation forfaitaire de l'entreprise par l'instance arbitrale; possibilité de recours devant la cour d'appel) - Accepte l'amendement n° 23 de M. Félix Ciccolini, soutenu par M. Louis Perrein (intitulé: « De la procédure devant l'instance arbitrale ») - **Seconde délibération** (p. 4425): dépôt en séance de sous-amendements du Gouvernement et vote sur les amendements concernés - **Art. 14 bis (nouveau)** (p. 4426): son amendement n° 27: recours contre les décisions de l'instance arbitrale devant la cour d'appel; adopté - **Art. 14 ter (nouveau)**: son amendement n° 28: recours contre les décisions de l'instance arbitrale devant la cour d'appel; adopté - Son amendement n° 29: représentation ou assistance devant l'instance arbitrale par un avocat, un membre de la famille du rapatrié ou d'une association reconnue; rejeté - **Sur l'ensemble** (p. 4427): caractère social de l'indemnité pour perte de meubles meublants - Indemnisation et concertation - Nouvelle loi sur l'indemnisation et non prise en compte de la notion de limitation des revenus.

- **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 147 (81-82)] - (19 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4429): en remplacement de Mme Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale, propose l'adoption des conclusions de la commission mixte paritaire.

COURTEAU (Roland), sénateur de l'Aude (S)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles; en démissionne (20 novembre 1981) (p. 2900).

Est nommé membre de la commission des affaires économiques (20 novembre 1981) (p. 2907).

#### INTERVENTIONS

- **Questions orales avec débat jointes: enseignement et formation agricoles, politique forestière, politique vitivinicole** - (6 novembre 1981) - (p. 2523): ensemble de la profession du Languedoc Roussillon favorable à l'utilisation de moûts concentrés - Enrichissement permettant de garantir d'une année à l'autre un produit égal - Elimination des risques de chaptalisation clandestine à partir de saccharose - Aide à l'utilisation des moûts concentrés indispensable.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (19 novembre 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2888): décentralisation et transfert des pouvoirs; répartition des compétences; organisation des régions; refonte de la fiscalité locale; statut des élus locaux, des agents des collectivités locales; cas particulier de Paris, de la Corse, des départements et territoires d'outre-mer, de l'Alsace - Opposition du groupe socialiste aux propositions de la commission des lois et vote du groupe socialiste contre le texte amendé.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Deuxième partie:*

**Agriculture** - (7 décembre 1981) - (p. 3829) : dégradation constante de la situation des agriculteurs vivant de productions méditerranéennes ; cas du Languedoc Roussillon ; désertification, vieillissement de la population, exode rural, chômage - Crise de la viticulture - (p. 3830) : gravité des manifestations des viticulteurs dans l'Aude au cours des dernières années - Concurrence du vin italien et arrêt nécessaire des importations massives à bas prix - Aides internes aux viticulteurs italiens ; primes et aides de la CEE - Modification nécessaire de la politique de distillation ; politique de la qualité ; moralisation des marchés - Politique d'aide aux mouls concentrés et institution de la garantie de bonne fin - Droit de replantation - Nécessité d'une nouvelle politique viticole axée sur la création d'un office des vins ; représentation majoritaire des producteurs au conseil de direction de l'office ; rôle futur de cet office - Campagne anti-alcoolique - Rôle des offices par produit - Installation des jeunes agriculteurs - Location des terres par les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) - Confiance des départements du Midi dans l'action du Gouvernement - Examen des crédits - *Etat B* (p. 3838) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement n° 512 de M. Christian Poncelet (réduction des crédits du titre IV : suppression des crédits afférents à la mise en place de l'office des vins ; rétablissement à due concurrence de crédits pour l'enseignement agricole privé) - Urgente nécessité de la création de l'office des vins.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés** [n° 91 (81-82)] - (19 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4413) : réinstallation des Français d'Afrique du Nord, refus d'appliquer la loi sur les dommages de guerre et naissance d'un contentieux - Qualité de l'action du secrétaire d'Etat chargé des rapatriés - Indemnisation des meubles meublants et rapatriés les plus démunis - Situation dramatique des Français musulmans - (p. 4414) : refus des précédents gouvernements d'octroyer la pleine amnistie - Mise à l'étude d'une nouvelle loi d'indemnisation - **Projet de loi actuel et mesures d'urgence** - **Art. 3** (p. 4419) : son amendement n° 1 : décisions de la commission d'aménagement et recours devant la cour d'appel ; adopté - **Art. 11** (p. 4421) : son amendement n° 21 : indemnité pour perte de meubles meublants et exclusion des bénéficiaires de la loi de 1970 sur le droit à indemnisation pour la perte des meubles meublants d'usage courant et familial ; adopté - **Soutient l'amendement n° 22** de M. Félix Ciccolini (exclusion du bénéfice de l'indemnité pour meubles meublants pour les rapatriés ayant perçu une indemnité au titre de la loi de 1970, sauf pour le cas d'une indemnité différentielle) - **Après l'art. 14** (p. 4424) : soutient les amendements de M. Félix Ciccolini, n° 25 (évaluation forfaitaire de l'entreprise par l'instance arbitrale ; possibilité de recours devant la cour d'appel) et n° 24 (composition de l'instance arbitrale et évaluation de l'exploitation différente de l'application des barèmes ; possibilité de recours devant la cour d'appel).

**COUSIN (Auguste)**, sénateur de la Manche (UREI)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

**CREPEAU (Michel)**, *ministre de l'environnement* (nommé le 22 mai dans le gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 23 mai 1981, p. 1631].

Nommé de nouveau *ministre de l'environnement* le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy [JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1787]

#### DÉPÔTS

*Projet de loi* modifiant la loi n° 77-771 du 12 juillet 1977 sur le contrôle des produits chimiques [n° 85 (81-82)] (30 novembre 1981).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

##### *Deuxième partie :*

**Environnement** - (30 novembre 1981) - (p. 3362) : revendications des Français ; environnement de qualité ; respect des grands équilibres naturels ; lutte contre les pouvoirs ; besoin de sécurité face aux risques technologiques majeurs - Politique de l'environnement et changement - Environnement et démocratie ; réduction des injustices ; ouverture du dialogue ; décentralisation de l'exercice du pouvoir - Nouvelle croissance et utilisation des ressources naturelles - Environnement et développement économique - Dégradation des milieux naturels - Politique de l'emploi - Coopération entre les peuples et développement des solidarités - Recherche - (p. 3363) : augmentation du budget de l'environnement ; taxes fiscales ou parafiscales - Actions du ministère : politique de l'eau ; protection et entretien des ressources : nappes souterraines ; grands fleuves et rivières ; multiplication des micro-centrales, pollution des nappes phréatiques et granulats ; distribution aux utilisateurs ; programmes d'assainissement de l'eau ; égalisation du prix de l'eau - Politique de l'air ; pollution atmosphérique et mise en place de l'Agence de l'air - (p. 3364) : lutte contre le bruit ; cas des deux roues - Poursuites judiciaires - Sécurité et risques majeurs : création de postes d'inspecteurs des mines et études de sûreté - Politique des espaces naturels - Enseignement sur l'environnement dans les écoles normales d'instituteurs et les lycées agricoles - Clarification de la réglementation : codification des directives concernant le littoral, la montagne et l'espace rural - Renforcement de l'appareil législatif en matière d'environnement - Politique des parcs : situation financière des parcs nationaux et rôle de l'Etat envers les parcs naturels régionaux - Chasse et pêche : attente d'une loi sur la pêche ; chasse et décentralisation : gestion du gibier sédentaire au niveau local - (p. 3365) : responsabilité de l'Etat envers les migrateurs et les grands migrateurs - Protection des sites et des paysages et exercice des prérogatives de l'Etat - Politique de valorisation des déchets et développement de techniques moins polluantes ; recyclage du papier - Aides aux associations - Enquêtes publiques et instauration d'un nouveau dialogue - (p. 3374) : dépollution du Rhin - Pollution du Rhin et accords du Marché commun agricole - Angoisse des Alsaciens face aux procédés d'injection et construction d'une saline alsacienne - Concertation avec les élus lorrains - Situation des parcs naturels régionaux et établissement de contrats entre l'Etat et trois régions - Décentralisation et subvention globale en faveur de la politique d'environnement - Politique de contrat globale - Refus d'une nomination de « monsieur bruit » - Référence à l'accident de Seveso - Pollution marine ; ostréiculture et situation du bassin et des marennes d'Oléron, du centre-ouest et du bassin d'Arcachon - Rapport de l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes (ISTPM) - Rôle des antifouling et reproduction des coquillages - (p. 3375) : recherche - Potasse et injections ; situation du sous-sol de l'Alsace - Problème des lignes Electricité de France (EDF) et nécessité d'un dialogue - Rôle du Parlement - Situation des zones périphériques au parc des Pyrénées - Interventions du Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) - Assainissement et raccordement de l'eau - Rôle des comités de bassin - Politique de décentralisation - Maîtrise de l'eau par la collectivité nationale - - Problème de la nationalisation des sociétés distributrices - Disparité entre les crédits propres à l'environnement et les crédits des autres budgets et caractère interministériel du ministère de l'environnement - Agence de l'air - (p. 3376) : budget de programme - Critères d'octroi des subventions aux associations - Actions du Fonds d'intervention pour la qualité de la vie (FIQV) - Demande de vote du budget.

**CRESSON (Edith)**, *ministre de l'agriculture* (nommée le 22 mai 1981 dans le gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 23 mai 1981, p.1630].

Nommée de nouveau *ministre de l'agriculture* le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy [JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1786]

## DÉPÔTS

*Projet de loi* relatif à l'exercice des activités de vétérinaire [n° 96 (81-82)] (7 décembre 1981).

## RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 67 de M. Léon Jozeau-Marigné : **exploitants agricoles** (maintien du revenu des agriculteurs) (9 octobre 1981) (p. 1922, 1923).

n° 11 de M. Pierre Vallon : **céréales** (importations de produits de substitution des céréales dans la CEE) (9 octobre 1981) (p. 1923, 1924, 1925).

n° 31 de M. Yves Le Cozannet : **agriculture** (application de la loi d'orientation agricole) (9 octobre 1981) (p. 1926, 1927).

n° 97 de M. Francis Palmero : **horticulteurs** (mesures en faveur de l'horticulture française) (9 octobre 1981) (p. 1927, 1928).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant ou complétant diverses dispositions du code rural relatives à la lutte contre les maladies des animaux et à leur protection** [n° 158 (80-81)] - (8 juillet 1981) - **Discussion générale** (p. 830) : existence du corps des techniciens des services vétérinaires et lutte contre les maladies des animaux - (p. 831) : moyens donnés aux fonctionnaires pour les mesures de production animale - Codes rural et pénal et protection des animaux ; loi de 1976 et qualification d'être sensible pour l'animal - Loi de 1972 et nécessité de la protection du bien être des animaux et du contrôle des mesures réglementaires - Contrôle dans les habitations privées, les voitures particulières - Elevages clandestins d'animaux de compagnie - Art. 1 bis (p. 832) : demande le rejet de l'amendement n° 1 de M. Michel Sordel, rapporteur (contrôle vétérinaire et présence d'un officier ou d'un agent de police judiciaire en uniforme) - (p. 833) : demande le retrait de l'amendement n° 4 de M. Marcel Daunay (contrôle vétérinaire et respect de la réglementation à l'entrée dans les établissements d'élevage) - Art. 3 : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Michel Sordel, rapporteur (contrôle vétérinaire sur les véhicules « à usage professionnel »).

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

### Deuxième partie :

**Prestations sociales agricoles** - (7 décembre 1981) - (p. 3775) : progression des dépenses du budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) - Dépenses d'assurance maladie ; prestations familiales ; assurance vieillesse - Situation démographique - Revalorisation des prestations - (p. 3776) : augmentation du minimum vieillesse et des retraites proportionnelles - Politique familiale : prestations familiales - Assurance maladie : couverture de l'invalidité des conjoints ; congés de maternité - Statut du conjoint d'exploitant agricole - Harmonisation progressive des régimes de retraite - Droit propre des femmes - Aide ménagère à domicile : Fonds additionnel d'action sociale (FAAS) ; Fonds congé maternité (FOCOMA) - Problème de financement du régime agricole : répartition des ressources du BAPSA entre les cotisations ou taxes de solidarité et la contribution de la collectivité : compensation

démographique et contribution de l'Etat - (p. 3777) : loi de finances rectificative de juillet 1981 et crédits destinés à la protection sociale des agriculteurs - Difficultés financières du régime général et problème de la compensation démographique - Augmentation nécessaire du financement assuré par la part professionnelle et inadaptation de l'assiette actuelle des cotisations sociales : solidarité nécessaire à l'intérieur de la profession - Connaissance souhaitable des revenus individuels - Prise en compte du revenu cadastral ou du résultat brut d'exploitation (RBE) - Déplafonnement progressif des cotisations d'assurance maladie ; simulations effectuées - Rôle des caisses dans cet effort d'équité - (p. 3785) : allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité (FNS) et mesures spécifiques au régime agricole - Absence de désengagement de l'Etat - Subvention budgétaire - Compensation démographique - (p. 3786) : amélioration des prestations : retraite ; prestations familiales ; assurance maladie - Justification des transferts au profit des agriculteurs fondée sur la situation de leurs revenus - Problème de la répartition des cotisations : cas du département du Cantal, évoqué par M. *Paul Robert* : réévaluation du revenu cadastral ; plafonnement ; aménagement du barème de cotisations ; péréquation des cotisations de gestion - Résultat brut d'exploitation - Solidarité professionnelle - Réforme de l'assiette des cotisations, évoquée par M. *Jean Gravier* - Augmentation de la contribution de l'Etat, demandée par M. *Edgar Faure* - Problème de l'équilibre financier des divers régimes de sécurité sociale - Spécificité du régime social agricole - Originalité des caisses de mutualité sociale agricole - Absence d'indemnités journalières soulignée par M. *Paul Jargot* ; travaux de la conférence annuelle - Rapport du comité d'études sur la fiscalité agricole, évoqué par M. *Jean Béranger* ; transparence des revenus en agriculture - Volonté du Gouvernement de solidarité nationale à l'égard des agriculteurs.

**Agriculture** - (7 décembre 1981) - (p. 3787) : mutation de l'agriculture française depuis trente ans - Augmentation de la productivité - Exportation de produits agro-alimentaires - Difficultés des producteurs agricoles : baisse des revenus - Politique agricole commune ; montants compensatoires monétaires - Distorsions de concurrence - Spéculation foncière - Difficultés des jeunes agriculteurs - Nouvelle procédure d'aide - Organisation des marchés - Projet de budget de l'agriculture pour 1982 : conséquences de mesures antérieures ; nouvelles actions - Progrès du budget d'équipement - (p. 3788) : hydraulique agricole - Electrification rurale : reconduction des interventions du Fonds d'amortissement des charges d'électrification (FACE) pour la durée du plan intérimaire ; programme complémentaire du FACE - Forêt et filière « bois » - Contribution française au budget de la politique agricole commune - Freinage de l'exode rural - Politique d'installation des jeunes agriculteurs - Maintien des exploitations familiales - Maintien de l'emploi dans le monde rural : services publics et privés ; commerces ; coopératives ; industries de transformation - (p. 3789) : importance de l'enseignement agricole : créations d'emplois ; titularisations ; formation féminine ; animation socio-culturelle - Enseignement agricole privé : reconduction du montant des subventions de 1981 - Maisons familiales - Application des dispositions législatives en vigueur - Enseignement supérieur agronomique et vétérinaire : Institut national de la recherche agronomique (INRA) ; Centre national du machinisme agricole, du génie rural et des eaux et forêts (CEMAGREF) - Association de coordination technique agricole (ACTA) - Développement agricole : diffusion des connaissances techniques, économiques et sociales - Abaissement des coûts de production - Aide à l'installation des jeunes agriculteurs : dotation d'installation ; prêts bonifiés du Crédit agricole : prêts spéciaux d'installation ou de modernisation ; mise en place de prêts à annuités progressives - Agriculture de montagne et zones défavorisées - (p. 3790) : problème foncier et réforme de la politique des structures : législation sur les cumuls et respect de l'obligation du bail ; relance nécessaire de l'installation des jeunes agriculteurs pour maintenir des exploitations viables - Mise en place d'offices fonciers

cantonaux et départementaux ; rôle des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) : projet de loi visant à la location des terres - Etude d'un projet de loi d'aménagement de l'espace - Politique agricole dans les départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM) : maintien des cultures d'exportation traditionnelles ; diversification des productions ; contribution du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) - Politique des revenus agricoles : amélioration de la connaissance des revenus et réforme de la fiscalité : forfait collectif ou régime du bénéfice réel ; comptabilité - Organisation des marchés agricoles - (p. 3791) : organisation des marchés agricoles : création d'offices par produit ; réforme de la politique agricole commune - Développement de l'appareil agro-industriel français : industrie de transformation ; filières par produit - Regroupement des interventions de l'Etat dans le domaine agro-alimentaire au sein du ministère de l'agriculture ; exportation de ces industries : conquête du marché américain - Importance des petites et moyennes entreprises (PME) et des coopératives - Aide à l'investissement des industries agro-alimentaires : augmentation des aides de l'Etat ; développement de l'emploi - Effort de compétitivité ; solde positif du commerce extérieur attendu pour 1981 - (p. 3792) : exportations agro-alimentaires : cas du vin ; importance de la politique commerciale - Réforme de la politique agricole commune : memorandum français sur la relance de la construction européenne ; sommet européen de Londres - Déception à l'égard des propositions récentes de la Commission des Communautés européennes : limitation de la production et définition de quotas - Refus par la France d'une politique malthusienne - Volonté de la France d'obtenir un accord global - Revendication budgétaire de la Grande-Bretagne ; principe de la préférence communautaire ; démantèlement des montants compensatoires monétaires ; modulation de la taxe de co-responsabilité sur le lait - Organisation des marchés pour les produits méditerranéens préalable à tout nouvel élargissement de la CEE - (p. 3833) : observations de plusieurs orateurs quant à l'examen du budget avant la réunion de la conférence annuelle ; modification souhaitable de la procédure et réflexion d'ensemble - Avenir de la politique agricole commune - (p. 3834) : réforme nécessaire de la politique agricole commune ; garantie de prix différenciés - Conclusions de M. Marcel Daunay dans son rapport consacré aux orientations pour l'agriculture européenne : exemption des taxes de co-responsabilité pour les petites et moyennes exploitations ; pénalisation des exploitations industrielles - Proposition de la commission européenne en matière de co-responsabilité laitière - Récent sommet européen de Londres - Fixation des prix agricoles pour la campagne 1982-1983 - Démantèlement des montants compensatoires monétaires - Dépendance de la CEE dans le domaine de l'alimentation animale et développement nécessaire des cultures protéagineuses ; alimentation du bétail - Atteintes au principe de la préférence communautaire : importation de beurre de Nouvelle-Zélande - Importations de vins italiens et crise viticole, évoquées par MM. Michel Sordet et Louis Minetti - Evolution des crédits de l'enseignement agricole : sévérité du rapport de M. René Tinant ; calcul de l'augmentation des crédits par rapport à 1981 et prise en compte de diverses mesures budgétaires négatives : Institut Auguste Comte ; régime de dégrèvement de taxe foncière - Enseignement agricole privé : poursuite de l'application de la législation en vigueur - (p. 3835) : report du reliquat de 1981 - Subventions aux établissements reconnus et aux établissements agréés ; engagement d'examiner les situations particulières de certains établissements - Progression des crédits de la recherche agronomique - Aide aux industries agro-alimentaires - Crédits du Fonds d'intervention stratégique (FIS) - Valorisation des produits de la mer - Reconquête du marché intérieur et développement des exportations ; mise en place du Fonds de promotion parallèlement à l'installation des offices - Société pour l'expansion des ventes des produits agricoles et alimentaires (SOPEXA) - Procédure des conventions de développement - Aide versée aux planteurs de cannes à sucre, évoquée par M. Henri Goetschy - Aide pour les agriculteurs des

départements d'outre-mer ; prix garanti aux producteurs de canne à sucre de la Réunion - (p. 3836) : producteurs de canne à sucre de la Réunion - Fiscalité agricole : problème des stocks et notamment du vin - Imposition sur les bénéfices agricoles et élargissement souhaitable de l'imposition au bénéfice réel ; régime de réel simplifié ; rapport du Comité d'études fiscales - Questions relatives à la création d'offices ; prochain dépôt du projet de loi d'organisation des marchés - Diminution du revenu agricole depuis huit ans ; exemple de l'effondrement brutal des cours des fruits et légumes au cours de l'été 1981 - Rôle de l'organisation des marchés et des offices par produit dans la reconquête du marché intérieur : exemple des conserves de fruits - Exportations : cas du vin - Problèmes des horticulteurs : importations massives - Situation des producteurs de lin, évoquée par M. Jacques Eberhard, et des producteurs de tabac, évoquée par M. Paul Jargot ; revalorisation de la prime communautaire ; aide à la culture de tabac blond ; politique commerciale de la Société d'exploitation industrielle des tabacs et des allumettes (SEITA) et statut de cette société - Question de M. Louis Virapoullé sur les problèmes de l'agriculture réunionnaise : protection sanitaire de l'élevage avicole ; production d'oeufs - Aménagement des Hauts de la Réunion et programme de voirie rurale ; représentation des agriculteurs de la Réunion à la conférence annuelle par les organisations syndicales et professionnelles - Absence de démantèlement du ministère de l'agriculture - Rattachement des crédits de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) au budget de la recherche, mais conservation de la maîtrise de ses orientations - Action particulière nécessaire en faveur de la forêt - (p. 3837) : filière bois - Prochaine réunion de la conférence annuelle agricole - Création des offices - Revenu des agriculteurs - Abaissement nécessaire des coûts de production : traitement par phytosanitaires ; accroissement du nombre des laboratoires de contrôle des terres et économie en matière d'engrais ; alimentation du bétail et développement du plan protéines - Demande l'adoption de ce budget - Examen des crédits - Etat B (p. 3838) : s'oppose à l'amendement n° 512 de M. Christian Poncelet (réduction des crédits du titre IV : suppression des crédits afférents à la mise en place de l'office des vins ; rétablissement à due concurrence de crédits pour l'enseignement agricole privé) - Après l'art. 86 (p. 3839) : demande le retrait de l'amendement n° 483 de MM. Daniel Hoeffel et Charles Zwickert (abrogation d'un article du code forestier : rôle de l'office national des forêts).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 141 (81-82)]** - (21 décembre 1981) - Discussion générale (p. 4436) : diminution du revenu agricole - Travaux de la commission des comptes de l'agriculture et résultats obtenus comparés à ceux de la profession - Modulation de l'aide : maintien des petites et moyennes exploitations - Diminution des récoltes végétales et hausse du prix des consommations intermédiaires ; progression de l'élevage - (p. 4437) : aide sélective - Montant global du déficit - Exclusion du bénéfice des aides des exploitations les plus importantes ; possibilité d'autofinancement - Anomalie dans l'attribution des aides directes en 1981 - Allocation exceptionnelle de solidarité et financement par les excédents de la Caisse nationale de crédit agricole ; prise en compte du chiffre d'affaires et pondération par des coefficients correcteurs - Anomalie du système d'aide antérieur : aide moyenne par exploitation comparée au chiffre d'affaires - Aides à caractère économique ; aide aux agriculteurs en difficulté ; prêts d'installation des jeunes agriculteurs et prêts spéciaux de modernisation ou d'élevage - (p. 4438) : aide aux agriculteurs de l'Ouest : déficit en alimentation fourragère - Aide aux investissements - Enveloppe supplémentaire pour les prêts bonifiés - Actions à caractère structurel : renforcement de l'organisation des producteurs et des marchés : fruits et légumes ; vin ; élevage ; semences ; horticulture ; plantes à parfum ; riz ; production régionale : contrats de filières - Modernisation de la gestion des exploitations agricoles : comptabilité - Prêts à annuités progressives pour les jeunes agriculteurs - Politique foncière : installation des jeunes : aménagement foncier ;

aide aux sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER); fermage - Développement de l'emploi: contrats emploi formation installation; contrats de solidarité agricole et départ des agriculteurs de 55 ans; services de remplacement; gîtes ruraux - Augmentation des crédits de la Société pour l'expansion des ventes des produits agricoles et alimentaires (SOPEXA) - Fonds de promotion - (p. 4439): Fonds d'intervention pour les industries agricoles et alimentaires - Crédits de la Caisse nationale de crédit agricole en faveur des petites et moyennes entreprises - Programme de réduction des consommations intermédiaires - Zones de montagne et Corse - Condamnation par la commission de Bruxelles des systèmes d'aides directes des gouvernements précédents - Choix d'une politique d'aide sélective - Concertation avec la profession: conférence annuelle - Répartition des excédents de la Caisse nationale de crédit agricole - Soutien nécessaire du Sénat au projet du Gouvernement.

**CROZE (Pierre)**, sénateur des Français établis hors de France (UREI)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à permettre aux établissements d'enseignement français situés hors de France, de dispenser une formation permanente [n° 157 (81-82)] (22 décembre 1981).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Discussion des articles de la première partie:*

(25 novembre 1981) - **Après l'art. 4** (p. 3129): son amendement n° 150: impôt sur le patrimoine: prise en compte comme biens professionnels des biens agricoles des invalides et handicapés qui ne peuvent les exploiter eux-mêmes; adopté.

*Deuxième partie:*

**Relations extérieures** - (3 décembre 1981) - (p. 3579): pauvreté absolue de huit cents millions d'hommes - Participation de la France aux conférences internationales et nécessité de réalisations concrètes - Orientations annoncées par le Gouvernement en matière de coopération et nécessité de reconnaître l'héritage des gouvernements précédents - Continuité de l'action - Souhait du ministère de la coopération d'élargir sa compétence géographique et fonctionnelle: objectif d'autosuffisance alimentaire - (p. 3580): crédits du Fonds d'aide et de coopération (FAC) - Actions d'enseignement et de formation - Bourses et stages - Organisations non gouvernementales et statut de leurs personnels - Protection sanitaire des Français de l'étranger: centres médico-sociaux; accès des français non coopérants aux centres de soins français à l'étranger - Problèmes des coopérants: rémunération; protection de carrière; réinsertion; logement - Nécessité d'adapter localement les accords de coopération.

**CRUCIS (Michel)**, sénateur de la Vendée (UREI)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

#### QUESTIONS

*Questions orales sans débat:*

n° 80 (JO Débats 23 juillet 1981) (p. 1050) à M. le ministre du commerce et de l'artisanat: **commerçants-artistes** (protection sociale des commerçants et artisans).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière** - *Deuxième lecture* [n° 399 (80-81)] - (30 septembre 1981) - **Art. 1** (p. 1777): se déclare favorable à l'amendement n° 1 de M. Gérard Roujas, rapporteur (suppression de la possibilité offerte au tribunal de prononcer la fermeture de l'entreprise en cas de récidive).

**CUTTOLI (Charles de)**, sénateur des Français établis hors de France (GD)

#### NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des lois.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie (30 juillet 1981) (p. 1268).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière (2 octobre 1981) (p. 1814).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers (13 octobre 1981) (p. 1943).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés (19 décembre 1981) (p. 4428).

#### DÉPÔTS

*Rapport* fait, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 365 (80-81)] modifiant la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d'association en ce qui concerne les associations dirigées en droit ou en fait par des étrangers [n° 370 (80-81)] (15 septembre 1981).

*Avis* présenté au nom de la commission des lois sur le projet de loi [n° 367 (80-81)] modifiant diverses propositions du code du travail, relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière [n° 377 (80-81)] (17 septembre 1981).

*Rapport* fait, au nom de la commission des lois sur le projet de loi [n° 366 (80-81)] relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [n° 382 (80-81)] (22 septembre 1981).

*Rapport* fait au nom de la commission des lois sur le projet de loi [n° 400 (80-81)] modifié par l'Assemblée nationale, modifiant la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d'association en ce qui concerne les associations dirigées en

droit ou en fait par des étrangers [n° 401 (80-81)] (30 septembre 1981).

*Rapport* fait au nom de la commission des lois sur le projet de loi [n° 405 (80-81)] modifié par l'Assemblée nationale, relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [n° 408 (80-81)] (1<sup>er</sup> octobre 1981).

*Rapport* fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [n° 23 (81-82)].

*Rapport* fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 75 (81-82)] adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 108 du Code pénal et à abroger les articles 184, alinéa 3, et 314 du même Code [n° 112 (81-82)] (10 décembre 1981) - **Libertés publiques.**

*Avis* présenté au nom de la commission des lois sur le projet de loi [n° 91 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés [n° 135 (81-82)] (17 décembre 1981).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 310 (80-81)]

Suite de la discussion - (24 juillet 1981) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 1155) : vote favorable sur l'ensemble du projet - Approbation sur les crédits concernant la rémunération des personnels et l'action internationale au titre du ministère de la coopération - Investissements pour les immeubles diplomatiques et consulaires - Relations culturelles avec l'étranger ; écoles françaises à Hong Kong et centre émetteur de Kourou en Guyane - Taux de change du dollar et augmentation de la prévision des dépenses.

- **Projet de loi relatif à la Cour de cassation - Deuxième lecture** [n° 335 (80-81)] - (31 juillet 1981) - Rapporteur, en remplacement de M. Jacques Thyraud - Discussion générale (p. 1291) : amélioration de forme adoptée par l'Assemblée nationale - Réduction du quorum de jugement - Pleine compétence à la formation restreinte - Suppression par le Sénat du cautionnement de 100 F - Adaptation au code de justice militaire et à la loi sur la liberté de la presse.

- **Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France** [n° 366 (80-81)] - (22 septembre 1981) - Rapporteur - Discussion générale (p. 1565) : position du Sénat envers les projets gouvernementaux en matière d'immigration : projet de 1979, loi du 10 janvier 1980 ; projet « sécurité et liberté » - Projet actuel : tradition d'accueil de la France - Suspension de l'immigration depuis 1974 - France, pays d'immigration et d'émigration : réciprocité et droits des nationaux vivant à l'étranger - (p. 1566) : maintien de l'ordre public par le gouvernement et protection des garanties individuelles des travailleurs étrangers - Pouvoirs accrus de l'autorité judiciaire - Maintien de possibilités administratives de refoulement et d'expulsion - Renforcement de la rigueur des contrôles d'entrée et défense de la sécurité juridique de l'étranger - Réglementation de l'entrée des étrangers en France : comparaison avec les dispositions de la loi du 10 janvier 1980 - Exigence d'un décret en Conseil d'Etat pour fixer la liste des documents exigibles à l'entrée du territoire - Droit à l'étranger refoulé de prévenir la personne chez qui il pensait se rendre - Sanctions de l'entrée ou du séjour irréguliers : compétence de la juridiction pénale - Expulsions : mesures de police administrative ; expulsion pour des motifs d'ordre public : emprisonnement d'une année ferme ; menaces graves pour l'ordre public - Décision d'expulsion prise par le ministre de l'intérieur - (p. 1567) : procédure d'expulsion et composition de la commission d'expulsion - Aide judiciaire pour l'étranger comparaissant devant la commission d'expulsion - Exclusion d'expulsion pour les

mineurs de 18 ans titulaires d'un titre de séjour, les mineurs de 16 ans séjournant auprès d'une personne de leur famille résidant en situation régulière, les étrangers résidant en France depuis l'âge de 10 ans ou depuis plus de 20 ans - Maintien administratif hors des locaux relevant de l'administration pénitentiaire ou des prisons - Garanties judiciaires : intervention du juge au bout de 24 heures ; entente de l'intéressé par le juge ; possibilité d'appel ; liaison avec le consulat - Suppression d'autorisation préalable au mariage des étrangers en séjour temporaire - Position favorable de la commission des lois - Art. 1 (p. 1573) : son amendement n° 1 : non présentation systématique par un étranger de garanties de rapatriement ; adopté - (p. 1574) : s'oppose à l'amendement n° 41 de M. Jacques Larché (refus de l'accès du territoire français à tout étranger constituant une menace pour l'ordre public) - Accepte l'amendement n° 25 rédactionnel de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt - (p. 1575) : s'oppose à l'amendement n° 28 de M. Charles Lederman (possibilité pour un étranger après un refus d'entrée de s'adresser à un conseil de son choix) - Après l'art. 1 : son amendement n° 2 : problème du regroupement familial ; adopté - Art. 2 : son amendement n° 3 : augmentation de l'amende pour immigration clandestine ; rejeté - (p. 1576) : son amendement n° 4 : prise en compte de la situation familiale des détenus et de tous éléments utiles sur les conditions du séjour lors du refoulement à la frontière ; adopté - Son amendement n° 5 : récidive à défaut de régularisation de la situation en cas d'immigration clandestine ; adopté - (p. 1577) : sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 29 de M. Charles Lederman (suppression de la notion de récidive) - Son amendement rédactionnel n° 6 ; adopté - (p. 1578) : sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 27 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression de l'interdiction de territoire obligatoire en cas de récidive) - Art. 3 (p. 1579) : son amendement n° 7 : possibilité d'expulsion d'un étranger condamné à six mois d'emprisonnement ferme ; adopté - (p. 1580) : s'oppose à l'amendement n° 30 de M. Charles Lederman (possibilité d'expulsion en cas de condamnation à deux ans d'emprisonnement ferme) - (p. 1581) : son amendement rédactionnel n° 8 ; adopté - Son amendement n° 9 : plus grande indépendance de la commission d'expulsion vis-à-vis du préfet ; adopté - Accepte l'amendement n° 31 de M. Charles Lederman (adjonction d'un conseiller général et d'un conseiller municipal au sein de la commission) - (p. 1582) : son amendement n° 10 : possibilité de huis clos lors des débats de la commission en cas de danger pour l'ordre public ou les moeurs ; rejeté - (p. 1583) : accepte l'amendement n° 32 de M. Charles Lederman (élargissement des possibilités d'avis donnés par la commission) - Accepte l'amendement n° 33 de M. Charles Lederman (exclusion de l'expulsion des mineurs de 18 ans et moins) - Son amendement n° 11 : justification de leur résidence pour les étrangers résidant en France depuis l'âge de 10 ans ; adopté - (p. 1584) : son amendement n° 12 : justification de la résidence habituelle en France d'un étranger ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 34 de M. Charles Lederman (exclusion de l'expulsion des étrangers résidant en France depuis plus de 10 ans) - Accepte l'amendement n° 26 de M. Edgar Tailhades soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (exclusion de l'expulsion quand le conjoint est de nationalité française et qu'il est père ou mère d'enfant français mineurs). (p. 1585) : accepte l'amendement n° 35 de M. Charles Lederman (exclusion de l'expulsion d'un étranger titulaire d'une rente accident de travail - Art. 5 (p. 1586) : son amendement n° 13 : possibilité de maintien administratif par décision écrite motivée du préfet ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 37 de M. Charles Lederman (maintien administratif en cas de nécessité absolue) - Son amendement rédactionnel n° 14 ; adopté - (p. 1587) : accepte l'amendement n° 38 de M. Charles Lederman (intervention d'un interprète pour informer un étranger de ses droits) - (p. 1588) : son amendement n° 15 : obligation pour le président du tribunal de statuer par ordonnance après audition de l'intéressé ; adopté - Sur cet

amendement, accepte le sous-amendement n° 39 de M. Charles Lederman (audition de l'intéressé en présence de son conseil ou après avoir averti le conseil) - Son amendement n° 16 : durée du maintien administratif maximum de 6 jours à compter de l'ordonnance du président du tribunal ; adopté - Son amendement rédactionnel n° 17 ; adopté - (p. 1589) ; son amendement n° 18 : tenue d'un registre des étrangers étant ou ayant été en état de maintien administratif ; adopté - Son amendement n° 19 : pouvoirs du procureur de la République ; adopté - Son amendement rédactionnel n° 20 ; adopté - Son amendement n° 21 : mentions du registre de maintien administratif ; adopté - Art. 6 : son amendement n° 22 : cas des départements d'outre-mer ; adopté - Art. 7 (p. 1590) : amendement n° 23 : abrogation de la loi du 10 janvier 1980 à l'exception des articles 2, 4 et 10 ; adopté - Après l'art. 7 : son amendement n° 24 : non incarcération des étrangers en instance d'expulsion dans des établissements pénitentiaires ; adopté.

- **Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d'association en ce qui concerne les associations dirigées en droit ou en fait par des étrangers** [n° 365 (80-81)] - (22 septembre 1981) - Rapporteur - Discussion générale (p. 1592, 1593) : méfiance et accroissement des contrôles envers les étrangers à l'époque moderne - Libéralisation récente : droits politiques, juridiques et syndicaux des étrangers - Limitation de l'immigration - Loi sur les associations du 1<sup>er</sup> juillet 1901 : possibilité de dissolution des associations étrangères par décret en conseil des ministres, signé du Président de la République - Décret loi du 12 avril 1939 : autorisation pour les associations étrangères et pour une durée limitée - Décision du Conseil constitutionnel du 16 juillet 1971 et liberté d'association : saisine du Conseil constitutionnel par le Président du Sénat - Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations unies du 10 décembre 1948 - Accueil et insertion sociale des travailleurs immigrés ; caractère familial de l'immigration - Encouragement des amicales culturelles ou sociales - (p. 1594) : cas des Français à l'étranger et nécessité d'une vie associative - Regroupement des communautés étrangères - Références à la législation de 1939 - Organisations internationales - Abrogation du titre IV de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 et suppression de l'autorisation préalable - Volonté du gouvernement précédent de faire évoluer la législation des associations étrangères - Références à la législation de 1939 - Organisations internationales - Abrogation du titre IV de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 et suppression de l'autorisation préalable - Volonté du Gouvernement précédent de faire évoluer la législation des associations étrangères - Mission du sénateur *Marcel Rudloff* de janvier 1981 sur l'adaptation de la vie associative et l'évolution des associations étrangères - Possibilité de dissolution judiciaire des associations étrangères portant atteinte à la situation diplomatique de la France - Dissolution administrative par décret : loi du 10 janvier 1936 - Avis favorable de la commission des lois, mais apport d'aménagements techniques - Réciprocité de la coopération - Art. 1 (p. 1596) : s'oppose à l'amendement rédactionnel n° 5 de M. Charles Lederman - Après l'art. 1 (p. 1597) : son amendement n° 1 : déclaration préalable d'une association ayant son siège social à l'étranger à la préfecture du département où se trouve le siège de son principal établissement ; adopté - Après l'art. 2 : son amendement n° 2 : application de la loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte ; adopté - Son amendement n° 3 : conditions de jouissance pour les associations de la capacité juridique attachée à l'autorisation ; rejeté.

- **Projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière** [n° 367 (80-81)] - (23 septembre 1981) - Rapporteur pour avis - Discussion générale (p. 1609) : lutte contre l'immigration clandestine - Accroissement des droits individuels et de la sécurité juridique des travailleurs étrangers - Régularisation des travailleurs en situation irrégulière - Octroi d'un contrat de travail d'une durée d'une année - Régularisation possible jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier

prochain - Transformation des peines en peines délictuelles - Aggravation de l'amende acquittée pour chaque employé irrégulier - Affichage du jugement - Dispositions relatives à la relation de travail entre le travailleur clandestin et son employeur - Contrat affecté d'une nullité d'ordre public par référence aux principes généraux du droit des contrats - Situation inacceptable du point de vue social - Aménagement de la jurisprudence nécessaire - Extension de la protection aux travailleurs étrangers clandestins - Assimilation à des travailleurs régulièrement engagés - Indemnité forfaitaire de rupture égale à un mois de salaire - Position favorable de la commission - Souhait de la commission d'un renforcement des contrôles destiné à faire échec au trafic de main d'oeuvre - Art. 3 (p. 1614) : son amendement n° 2 : paiement des arriérés de salaire après déduction des sommes antérieurement perçues ; adopté.

- **Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d'association en ce qui concerne les associations dirigées en droit ou en fait par des étrangers** - *Deuxième lecture* [n° 400 (80-81)] - (30 septembre 1981) - Rapporteur - Discussion générale (p. 1780) : unification du droit des associations sans prise en considération de leur nationalité - Conditions de nullité pour les associations étrangères : compromission par leur activité de la situation diplomatique de la France - Demande l'adoption sans modification du texte transmis par l'Assemblée nationale.

- **Rectification de vote** (2 octobre 1981) - (p. 1839) : vote défavorable sur le projet de loi modifiant la loi d'orientation de l'enseignement supérieur

- **Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France** - *Deuxième lecture* [n° 405 (80-81)] - (6 octobre 1981) - Rapporteur - Discussion générale (p. 1854, 1855) : abrogation de la loi du 10 janvier 1980 - Innovations du projet en examen : refoulement et expulsion, et droits de la défense - Droit d'entrée et de séjour et regroupement familial - Catégories d'étrangers ne pouvant faire l'objet d'un arrêté d'expulsion - Amendements du Sénat en première lecture : délai de régularisation ; limitations à l'expulsion ; justification de la durée de résidence - Modifications apportées par l'Assemblée nationale : refus d'entrée pour motifs d'ordre public ; droit du tribunal d'enjoindre à l'administration de régulariser la situation d'un étranger ; limitations à l'expulsion - Position de la commission des lois : séparation des pouvoirs entre le juge et l'administration ; garanties des travailleurs immigrés sans papiers ; justification de la durée de résidence à la charge de l'étranger - Art. 1 : son amendement n° 1 : suppression de la réserve relative aux conventions internationales ; rejeté - (p. 1856) : son amendement n° 2 : précisions sur les motifs de refus d'accès au territoire français ; adopté - Son amendement n° 3 : décret en Conseil d'Etat pour la fixation des autorités administratives pouvant opposer un refus d'entrée ; adopté - Son amendement n° 4 : maintien administratif et application des garanties prévues à l'article 35 *bis* ; adopté - Art. 1 *ter* : demande une suspension de séance pour permettre à la commission d'examiner les amendements déposés en séance par le Gouvernement - Art. 2 (p. 1857) : accepte l'amendement n° 21 de Mme Nicole Questiaux, ministre (sanctions en cas de violation d'une interdiction du territoire) - Accepte l'amendement n° 17 de Mme Nicole Questiaux, ministre (conduite à la frontière et modification des références à l'article 25 énumérant les catégories non expulsables) - Son amendement n° 5 : conduite à la frontière et suppression de la référence à l'interdiction du territoire ; adopté - (p. 1858) : son amendement n° 6 : délai laissé à l'étranger pour la régularisation de sa situation et suppression de l'injonction faite à l'administration par la juridiction saisie ; rejeté - Séparation des pouvoirs administratif et judiciaire - Anomalie de l'injonction judiciaire : régularisation de fait - (p. 1859) : son amendement n° 7 : action en justice intentée par l'étranger contre son employeur en vertu des dispositions du code du travail et sursis à statuer de la juridiction saisie pour le délit d'entrée ou de séjour irrégulier sur le territoire ; devenu sans objet - Protection

de l'étranger pendant la durée de l'action intentée devant la juridiction prud'homale ou la cour d'appel - Accepte l'amendement n° 18 de Mme Nicole Questiaux, ministre (cas de l'étranger en situation irrégulière qui allègue une relation de travail et consultation de l'inspection du travail), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 22 : cas de l'étranger en situation irrégulière qui allègue une relation de travail et sursis à statuer de la juridiction compétente après consultation de l'inspection du travail ; adopté - (p. 1860) : accepte l'amendement n° 19 de Mme Nicole Questiaux, ministre (possibilité, et non obligation, pour la juridiction, en cas de récidive, de prononcer l'interdiction du territoire français pour une durée maximale d'un an) - Art. 3 (p. 1863) : son amendement n° 8 : possibilité pour le ministre d'abroger l'arrêté d'expulsion et fixation à 10 ans au lieu de 5 du délai au-delà duquel la consultation de la commission est obligatoire ; adopté - Son amendement n° 9 : énumération des catégories d'étrangers qui ne peuvent être ni reconduits à la frontière, ni expulsés, et justification obligatoire de la durée de résidence en France ; adopté - Son amendement n° 10 : catégories d'étrangers « non expulsables » : étranger marié à un conjoint français et durée du mariage ; étranger parent d'enfant français ; adopté - (p. 1866) : sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 15 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (possibilité d'expulsion d'un étranger parent d'enfant français dans le seul cas de déchéance de l'autorité parentale) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 16 du même auteur (rétablissement à 6 mois de la durée minimale du mariage avec un conjoint français) - (p. 1867) : son amendement n° 11 : possibilité d'expulsion pour des étrangers condamnés à certaines peines mêmes inférieures à un an : addition du cas de proxénétisme aggravé ; adopté - Son amendement n° 12 : suppression de la référence à la sûreté de l'Etat, dans l'alinéa relatif à la possibilité, en cas d'urgence absolue, d'expulser un étranger appartenant à une catégorie normalement non expulsable ; adopté - Art. 5 (p. 1868) : son amendement n° 13 : compétence du préfet pour décider du maintien administratif de l'étranger expulsé ou refoulé ; adopté - Art. 6 (p. 1869) : son amendement n° 14 : énumération des motifs administratifs pour lesquels le ministre de l'intérieur pourra, pendant 5 ans, dans les départements d'outre mer, décider la conduite à la frontière pour entrée ou séjour irrégulier ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 23 de M. Edmond Valcin (suppression de la mention de durée maximale de 5 ans de cette mesure).

- **Question orale avec débat : Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme** - (13 octobre 1981) - (p. 1950) : ratification tardive par le Parlement français de la convention européenne ; action du Président *Alain Poher* - Rôle respectif de la commission européenne des droits de l'homme et de la Cour européenne des droits de l'homme - Saisine de la Cour par le Gouvernement français pour violation de la convention à l'endroit d'un Français résidant à l'étranger - Incorporation des conventions internationales dans l'ordre juridique interne des Etats - Recours individuel devant la commission, exclusivement contre des Etats ayant reconnu sa compétence - Réticence de la France contre l'application de l'article 25 sur le recours individuel - (p. 1951) : bilan satisfaisant de la commission des droits de l'homme concernant les recours individuels - Bénéfice de l'article 25 pour un Français résidant hors d'Europe ; exemple du monopole de radiodiffusion, des règles de discipline militaire et de la neutralité politique et religieuse - Recours individuel des Français résidant dans un pays contractant contre des décisions prises par ce pays - Reconnaissance sans limitation de temps par la France du droit de recours individuel ; extension aux autres Etats contractants - Problème de la rétroactivité du recours individuel - Conférence d'Helsinki et libre circulation des personnes et des idées ; réalisation de ce principe et convention européenne.

- **Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 23 (81-82)] - (15 octobre

1981) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2010) : collaboration entre la commission des lois du Sénat et le Gouvernement - Poursuites pénales contre un travailleur étranger clandestin ; consultation de l'inspection du travail par la juridiction répressive avant de statuer - Etablissement d'une relation de travail et ajournement du prononcé de la peine pour une durée de dix mois ; délivrance par l'administration d'une autorisation provisoire de séjour de six mois - Abrogation de l'arrêté d'expulsion et bénéfice de la procédure contradictoire de la commission d'expulsion après un délai de cinq ans - Etablissement de la preuve de la résidence en France de l'étranger, depuis l'âge de 10 ans, ou depuis 15 ans, par l'administration, à l'aide de tous moyens - (p. 2011) : collaboration entre l'étranger, l'administration et la commission d'expulsion ou la juridiction répressive - Exclusion de l'expulsion des étrangers mariés depuis plus de 6 mois à un conjoint possédant la nationalité française - Expulsion en cas de nécessité impérieuse pour la sûreté de l'Etat - Décision de maintien en France pour des raisons administratives de l'étranger ayant fait l'objet d'une condamnation pénale de reconduite à la frontière ou d'un arrêté d'expulsion du ministre de l'intérieur, prise par le préfet ou un fonctionnaire ayant la qualité d'officier de police judiciaire - Applicabilité de la loi aux départements d'outre-mer.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Discussion des articles de la première partie :*

(25 novembre 1981) - Art. 4 (p. 3118) : son amendement n° 257 déposé avec M. Paul Girod : impôt sur le patrimoine : prise en compte comme biens professionnels des parts de sociétés civiles constituées entre époux, parents ou alliés dans la même ligne, pour la fraction de leur valeur correspondant aux biens loués en vue de l'exercice d'une profession libérale à titre principal par l'un des conjoints ; rejeté.

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - Art. 14 (p. 3221) : ses amendements n° 259 et 260, soutenus par M. Frédéric Wirth : taxation des frais généraux : exonération ou diminution de la taxe pour les entreprises exportatrices ; retirés.

*Deuxième partie :*

**Relations extérieures** - (3 décembre 1981) - (p. 3577) : historique et composition du Conseil supérieur des Français de l'étranger ; projet de réforme du mode d'élection, de l'organisation et du fonctionnement de ce conseil et prorogation provisoire du mandat de ses membres - Informations officielles sur le contenu de la réforme et inquiétude suscitée : système choisi du scrutin de liste avec représentation proportionnelle ; inadéquation de ce système dans les circonscriptions à deux sièges - (p. 3578) : danger d'un éventuel « charcutage » électoral et nécessité d'un démenti - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3587) : se déclare opposé à l'amendement n° 516 de M. Francis Palmero, rapporteur pour avis (réduction des crédits du titre III : Office universitaire et culturel français pour l'Algérie) - Centres culturels français en Algérie ; transfert des archives - Absence de relations avec la scolarisation des enfants français en Algérie - (p. 3588) : en sa qualité d'ancien rapporteur du projet qui autorisait le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures nécessaires lors de l'indépendance du Vanuatu, se déclare favorable à l'amendement n° 517 de M. Francis Palmero, rapporteur pour avis (réduction des crédits du titre IV : crédits destinés au Vanuatu, anciennes Nouvelles-Hébrides) - Apaisements donnés à l'époque et non tenus par le Gouvernement.

**Articles non rattachés à l'examen des crédits** - (12 décembre 1981) - **Après l'art. 87** (p. 4178) : son amendement n° 486 : réduction de l'âge d'entrée en jouissance immédiate des pensions civiles et militaires, en faveur des fonctionnaires ayant servi hors d'Europe ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution..



**Vote sur l'ensemble - (12 décembre 1981) - (p. 4196) :** défense des Français de l'étranger - Déception face au budget : absence de création du fonds d'aide sociale et taux excessif des cotisations ; absence d'aide personnalisée au logement ; taux des intérêts d'emprunts contractés pour l'amélioration ou l'acquisition d'une résidence ; impôts locaux concernant les résidences des Français de l'étranger ; refus d'abattement pour les fonctionnaires français à l'étranger et leur famille ; radios et création d'un émetteur puissant en Guyane française ; réduction des crédits de Radio France internationale - Indemnisation des rapatriés ; compatriotes du Tchad ; Français dépossédés après 1970 - Fonctionnaires servant à l'étranger et titularisation des contractuels ; minoration pour les couples de coopérants - Gratuité de l'enseignement et augmentation des bourses - Vote du budget amendé par le Sénat.

**- Proposition de loi tendant à modifier l'article 108 du code pénal et à abroger les articles 184, alinéa 3, et 314 du même code [n° 75 (81-82)] - (15 décembre 1981) - Rapporteur - Discussion générale (p. 4225) :** proposition de loi communiste relative à l'abrogation de la loi « anti-casseurs » et à l'amnistie de toutes les condamnations - Proposition socialiste d'abrogation partielle et adoption par l'Assemblée nationale - « Loi anti-casseurs » et texte de circonstance ; création d'une responsabilité pénale collective contraire à tous les principes généraux du droit pénal - Vote du texte et importance des protestations syndicales, professionnelles et universitaires - Débat et opposition du Sénat sur le texte voté - Articulations des dispositions de l'article 314 du code pénal : violences organisées et définition des responsables et du caractère de violence concernée ; dommages matériels à l'occasion de simples manifestations sur la voie publique et responsabilité des organisateurs - (p. 4226) : violences et absence d'ordre de dislocation ; responsabilité des organisateurs et des participants au rassemblement - Limites de l'excuse absolutoire et provocation ; absence de condamnation mais maintien de l'infraction - Responsabilité civile des auteurs de violences, des organisateurs et des participants au rassemblement - Principe pénal de la solidarité pour les auteurs d'une infraction ; article 314 et dispense de solidarité ; impossibilité de connaître les véritables auteurs de l'infraction - Principe de l'indivisibilité de la solidarité et possibilité pour le juge d'attribuer des parts de responsabilité civile entre les condamnés - Responsabilité communale et présence d'une police municipale - Vote de la « loi anti-casseurs » et existence d'un arsenal répressif ; exemple du décret-loi du 23 octobre 1935 et des dispositions du code pénal - Suppression des dispositions de l'article 184 du code pénal concernant le domicile à caractère administratif, scientifique et culturel des services publics ; création par la « loi anti-casseurs » d'un délit d'accès - (p. 4227) : exercice du droit syndical, notamment agricole, visé particulièrement par l'article 184 - Proposition d'adoption du texte en discussion.

**- Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés [n° 91 (81-82)] - (19 décembre 1981) - Rapporteur pour avis - Discussion générale (p. 4410) :** aspect juridique du projet et nécessité de la saisine de la commission des lois - (p. 4411) : loi du 26 décembre 1961 et principe, dans son article 4, du droit à indemnisation - Insuffisance de la loi du 15 juillet 1970 et refus du Sénat de la voter - Textes adoptés ou proposés par le Sénat en faveur des rapatriés : propositions de loi de M. *Francis Palmero*, de Mme *Brigitte Gros*, et de M. *Jacques Habert* - Problème des spoliations intervenues au Vanuatu - Loi du 2 janvier 1978 et amélioration de la loi de 1970 - Aménagement des prêts et application aux prêts principaux et complémentaires ; longueur des délais de réponses sur les demandes d'aménagement de prêts - Création de prêts de consolidation en cas de déficit de l'exploitation ; pouvoir de décision de l'organisme prêteur et pouvoir de simple recommandation de la commission d'aménagement - Prêt consolidé et garantie de l'Etat - Possibilité d'une suspension des poursuites liées aux dettes de l'exploitation - Création de nouvelles commissions d'aménagement ; référence à la cour d'appel ; concentration de rapatriés et création de commissions départementales - Composition des commissions et déséquilibre en faveur des rapatriés ; existence d'un rapporteur conjoint Etat-rapatriés - Commission d'aménagement et assistance par un avocat ou des membres de la famille - Commission d'aménagement et caractère administratif et judiciaire - (p. 4412) : décision administrative de l'octroi des prêts à long terme - Aménagement des prêts et caractère juridictionnel - Loi du 2 janvier 1978 et création de l'instance arbitrale - Voie de recours contre les décisions de la commission ; saisine longue et coûteuse de la Cour de cassation - Décision d'aménagement ou de refus d'aménagement des prêts et impossibilité de recourir aux voies d'appel ordinaires ; création d'une juridiction spécifique et nécessité d'un nouveau projet de loi - Président de la commission d'aménagement et pouvoir de suspension des poursuites ; juridiction de renvoi - Indemnisation des meubles meubles ; critère de revenus et date du rapatriement - Adoption du projet - Art. 1 (p. 4416) : son amendement n° 19 : extension du bénéfice des dispositions du projet aux Français ayant dû ou estimé devoir quitter, à la suite d'événements politiques, un territoire non placé antérieurement sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - Art. 3 (p. 4418) : son amendement n° 20 : réexamen des demandes d'aménagement ou de remise de prêts et caractère juridictionnel de la décision prise ; adopté - **Seconde délibération - Art. 14 ter (nouveau) (p. 4427) :** procédure de représentation devant la juridiction prud'homale, la cour d'appel, le tribunal paritaire des baux ruraux, le tribunal d'instance et de grande instance et le tribunal de commerce.

## D

**DAGONIA (Georges)**, sénateur de la Guadeloupe (S) -  
*Secrétaire du Sénat*

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.
- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (18 décembre 1981) (p. 4384).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 310 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (23 juillet 1981) - **Discussion générale** (p. 1066) : histoire des départements français d'Amérique - François Mitterand et Victor Schoelcher - Rapport Hexagone-Outre-mer - Extension des mesures sociales - Nationalité française et spécificité - Difficultés des populations outre-mer ; exemple de la Guadeloupe ; SMIC et coût de la vie ; allocations post-natales ; emploi ; crise de l'industrie sucrière ; compensation de l'écart entre le prix local et le prix fixé par le règlement communautaire - Culture de la banane : rôle des cyclones - Subventions et collectif budgétaire - Adaptation de l'agriculture à la région et au climat ; diversification des cultures ; réforme foncière ; formation des jeunes agriculteurs ; indemnité viagère de départ pour les agriculteurs âgés - Retard de l'habitat et logements sociaux.

- **Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France** - *Deuxième lecture* [n° 405 (80-81)] - (6 octobre 1981) - **Art. 6** (p. 1870, 1871) ; sur les conditions dans lesquelles le ministre de l'intérieur pourrait, à titre transitoire, pendant une durée de 5 ans, décider la conduite à la frontière pour entrée ou séjour irrégulier, se déclare opposé à l'amendement n° 20 de M. François Autain, secrétaire d'Etat (fixation par décret des conditions d'application de cette mesure) et favorable à l'amendement n° 14 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (énumération des motifs administratifs permettant cette mesure).

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (29 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 2305) : qualité du débat engagé entre le ministre et les parlementaires - Elaboration ultérieure d'un statut particulier pour les départements d'outre-mer (DOM) - Rappelle le décret de février 1848 assimilant les antillais aux citoyens métropolitains - Action de Félix Eboué comme gouverneur en 1936 - Départementalisation des Antilles en 1946 ; volonté de décentralisation exprimée par le socialiste Paul Valentino - Importance des pouvoirs accordés aux conseils généraux antillais ; décrets des 2 et 26 avril 1960 - Rôle des préfets - Importance de la section locale et centrale du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) - Avis des conseils généraux sur l'adaptation aux DOM de la législation métropolitaine - Pouvoir de saisine du Gouvernement par les conseils généraux pour toute mesure spécifique - (p. 2306) : principe d'un exécutif départemental responsable - Caractère particulier de la décolonisation aux Antilles ; disparition des séquelles du colonialisme - Croissance du niveau de vie supérieure aux voisins des Caraïbes ; maintien d'une disparité importante entre les groupes sociaux - Conseillers généraux et contrôle des fonds publics - Exaspération

sociale et terrorisme ; importance du taux d'abstention - Rajeunissement de la population et sclérose de l'administration - Européanisation des cadres administratifs et autorité de l'administration - Loi de régionalisation en 1972 et statuts particuliers ; exemple corse - Spécificité de chaque île antillaise - Préservation de l'identité antillaise et menaces du continent nord-américain - Rappelle les écrits de Gaston Monnerville sur l'oeuvre de Victor Schoelcher.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Art. 20** (p. 3242) : soutient l'amendement n° 325 de M. Robert Schwint, au nom de la commission des affaires sociales (taux de la TVA de 2,10 % pour les publications syndicales ou corporatives et assimilées) - Assimilation des publications éditées par les sociétés mutualistes, mouvements coopératifs et les associations familiales - **Art. 27** (p. 3263) : vote par division et accord unanime contre la deuxième partie de l'article 27, relative à la réduction du délai d'exonération de l'impôt pour les sociétés ayant des activités industrielles dans les départements d'outre-mer.

*Deuxième partie :*

**Postes et télécommunications** - (4 décembre 1981) - (p. 3634, 3635) : déficit d'exploitation ; problème des entreprises de presse - Développement de la télématique : rôle de la presse ; expérience Télétel - Situation des services financiers : taux des fonds des PTT mis à la disposition du Trésor ; taux versé aux épargnants de la caisse nationale d'épargne (CNE) ; régionalisation des services de la CNE et des chèques postaux - Situation difficile des PTT dans les départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM) : bureaux de poste ; téléphone ; création d'emplois ; promotion des cadres originaires d'outre-mer ; produits nouveaux - Recrutement : concours, examens ; réduction de la durée du travail ; diminution du recours à la sous-traitance - Référence à l'incendie du central Sévigné à Lyon et vulnérabilité du réseau téléphonique - Vote favorable du groupe socialiste.

**Agriculture** - (7 décembre 1981) - (p. 3835) : aide versée aux planteurs de cannes à sucre, évoquée par Mme Edith Cresson, ministre, et difficultés de l'industrie sucrière de la Guadeloupe - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 3837) : formation des agriculteurs dans les départements d'outre-mer : formation initiale ; formation continue - Cas de la Guadeloupe - Transformation du lycée d'enseignement professionnel agricole en lycée départemental et régional - Diminution des crédits de la formation continue ; situation des stagiaires - Développement de l'élevage - Nécessité de la réforme agricole.

**Départements et territoires d'outre-mer** - (9 décembre 1981) - (p. 3923) : période difficile pour les départements d'outre-mer (DOM) et particulièrement pour la Guadeloupe - Nécessité d'une politique hardie de décentralisation dans le cadre de la République - Tendances des précédents gouvernements à la préservation d'un certain nombre de privilèges et de rentes de situation - Devoir du Gouvernement de réparer les anomalies et instaurer plus de justice - Nécessité de moyens financiers pour atteindre cet objectif - Nombreuses actions financées par différents ministères techniques et rôle du secrétariat d'Etat en matière de coordination entre les différents ministères - Problème des aides communautaires accordées aux collectivités des DOM - Exclusion du Fonds européen de développement (FED) - Coût prohibitif des transports routiers - Absence de diminution de la vignette, comme en Corse - Absence de contrôle démocratique de l'augmentation effrénée des tarifs aériens - Prise en charge par les autorités portuaires locales de la construction des terminaux à conteneurs et modicité des subventions - Utilisation de ports étrangers par les exportateurs français - (p. 3924) : octroi de tarifs avantageux par la Compagnie maritime nationale aux exportateurs métropolitains - Danger de disparition de l'industrie sucrière

- Insuffisance du prix de la tonne de canne à sucre - Prix de revient de la tonne de canne à sucre supérieur à son prix de vente - Un des plus forts taux de chômage du monde - Problème de conteneurisation de la banane à Pointe-à-Pitre et plan de restructuration et de relance de la Côte-sous-le-Vent - Problème de l'irrigation de Grande-Terre - Problème de la réforme foncière - Effort nécessaire en direction de la formation professionnelle - Option choisie en fonction des besoins réels - Instauration de la justice dans notre société et assurance de notre solidarité au Gouvernement pour accomplir cette tâche, face à l'importance de la crise économique, constitution par les Etats-Unis avec les autres îles des Caraïbes d'une zone de libre-échange - Souhait de mesures de simplification douanières par le Gouvernement - Première place des Petites Antilles sur le plan économique, culturel et social.

DAILLY (Etienne), sénateur de la Seine-et-Marne (GD) -  
Vice-président du Sénat

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie (30 juillet 1981) (p. 1268).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (28 octobre 1981) (p. 2230).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de nationalisation (25 novembre 1981) (p. 3117).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (11 décembre 1981) (p. 4072).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (21 décembre 1981) (p. 4480).

#### DÉPÔTS

Rapport fait au nom de la commission des lois sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à améliorer le fonctionnement des sociétés commerciales, l'information et la protection des actionnaires et à défendre l'épargne [n° 243 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980, JO Débats 2 avril 1981) - Entreprises.

Rapport fait au nom de la commission des lois sur le projet de loi [n° 352 (80-81)] relatif à la mise en harmonie du droit des sociétés commerciales avec la deuxième directive adoptée par le Conseil des Communautés européennes, le 13 décembre 1976 [n° 20 (81-82)] (13 octobre 1981).

Rapport fait, avec MM. Jean-Pierre Fourcade et Jean Chérioux, au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi [n° 36 (81-82)] de nationalisation, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence [n° 56 (81-82)] (16 novembre 1981).

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi [n° 36

(81-82)] de nationalisation [n° 74 (81-82)] (25 novembre 1981).

Rapport fait avec MM. Jean-Pierre Fourcade et Jean Chérioux, au nom de la commission spéciale sur le projet de loi [n° 93 (81-82)] de nationalisation, adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture après déclaration d'urgence [n° 122 (81-82)] (14 décembre 1981).

Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 86 (81-82)] modifié par l'Assemblée nationale, relatif à la mise en harmonie du droit des sociétés commerciales avec la deuxième directive adoptée par le Conseil des Communautés européennes, le 13 décembre 1976 [n° 134 (81-82)] (17 décembre 1981) - Sociétés civiles et commerciales.

#### INTERVENTIONS

##### En tant que président de séance

- **Projet de loi portant amnistie [n° 304 (80-81)]** - (21 juillet 1981) - (p. 952) : organisation des débats : stricte interprétation de l'article 49 alinéa 6 du règlement du Sénat et limitation des interventions dans la discussion des amendements - **Art. 2** (p. 957) : décision du Bureau du Sénat du 13 mai 1981 quant à l'interprétation du règlement et soutien des amendements par un de leurs signataires.

- **Ordre du jour** - (28 juillet 1981) - (p. 1188) : article 48 de la Constitution et pouvoirs du Gouvernement sur l'ordre du jour ; pouvoirs du Sénat quant à son horaire.

- **Projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion [n° 368 (80-81)]** - (16 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1478) : déroulement du débat sur ce projet et brèves du délai imparti, évoqués par MM. *Léon Eeckhoutte*, président de la commission des affaires culturelles, et *James Marson*.

- **Bienvenue à une délégation parlementaire autrichienne de la Chambre Haute** (1<sup>er</sup> octobre 1981) (p. 1799).

- **Clôture de la session extraordinaire** (1<sup>er</sup> octobre 1981) (p. 1807).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 19 (81-82)]** - (22 octobre 1981) - **Sur l'ensemble** (p. 2106) : rejet successif par le Sénat des quatre articles du projet voté par l'Assemblée nationale ; signification du scrutin sur le projet ainsi modifié.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

##### Deuxième partie :

**Rappel au règlement** - (9 décembre 1981) - (p. 3944) : lettre de M. *Michel Miroudot* adressée à M. le Président du Sénat - Procès verbal de la réunion de 27 octobre de la commission des affaires culturelles - Article 16 du règlement du Sénat concernant les procès verbaux des commissions.

##### En tant que sénateur

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 310 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (23 juillet 1981) - **Art. 1** (p. 1075) : son amendement n° 88 : effet de la majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu par référence aux dispositions des articles 150 et 163 du code général des impôts relatives à la possibilité d'étalement de l'imposition des plus-values ou revenus exceptionnels ; retiré - (p. 1077) : se déclare favorable à l'amendement n° 90 de M. Maurice Blin, rapporteur général (exonération de la surtaxation pour les revenus exceptionnels définis à l'article 163 du code général des impôts et pour les revenus liés à une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique) - Etalement

de l'imposition des plus-values - (p. 1078, 1079) : possibilité de demande d'étalement de l'imposition des plus-values - Dispositions de l'article 1932-1 du code général des impôts - Art. 1 bis (p. 1081) : se déclare favorable à l'amendement n° 18 de M. Maurice Blin, rapporteur général (suppression de cet article relatif à un prélèvement exceptionnel de 10 % de l'impôt dû pour 1980, sur les entreprises de travail temporaire) - Causes du recours des employeurs aux entreprises de travail temporaire : impossibilité de suppressions d'emplois ; problème des seuils - Art. 1 ter (p. 1082, 1083) : intervient sur cet article tendant à supprimer les avantages fiscaux des donations-partages - Impôt sur la fortune et droits de succession - Cas des exploitations agricoles et de l'outil de travail - Distinction nécessaire entre donations-partages avec réserve d'usufruit et donations en pleine propriété - (p. 1084) : son amendement n° 89 : maintien des avantages fiscaux pour les donations-partages comportant transmission de la pleine propriété ; adopté - (p. 1087) : distinction nécessaire des donations-partages sans réserve d'usufruit - (p. 1092) : se déclare favorable à l'amendement n° 75 de M. Paul Girod (suppression de l'alinéa fixant la date d'application de cette disposition au 9 juillet 1981).

Suite de la discussion - (24 juillet 1981) - Art. 5 (p. 1117) : droit d'amendement détenu par le Sénat ; bicaméralisme - Opposition du Sénat à la surtaxation des hauts revenus, à la modification du régime fiscal des donations-partages - Art. 8 (p. 1135) : se déclare défavorable à l'amendement n° 71 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. Louis Souvet (suppression de cet article prévoyant le relèvement du taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers).

- **Projet de loi relatif à la Cour de cassation** [n° 315 (80-81)] - (24 juillet 1981) - Art. 2 (p. 1130) : se déclare favorable à l'amendement n° 2 de M. Jacques Thyraud, rapporteur (suppression de cet article concernant le renvoi devant la formation restreinte de l'affaire par le premier président ou le président de la chambre concernée) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1131) : projet de loi et fin de l'encombrement progressif de la Cour de cassation - Nécessité d'une informatique de gestion - Problème des locaux, du personnel de secrétariat - Renforcement des effectifs des juges - (p. 1132) : recrutement temporaire de conseillers et d'avocats.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 327 (80-81)] - (29 juillet 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1237) : Adoption du texte de la commission mixte paritaire sauf l'amendement qui concerne les handicapés - Emploi de la procédure d'urgence et lecture unique devant le Sénat - Vote défavorable.

- **Projet de loi portant amnistie** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 343 (80-81)] - (31 juillet 1981) - Art. 12 bis (p. 1300) : qualité des travaux de la commission - (p. 1301) : problème de la réintégration des salariés protégés sanctionnés ; décision finale à l'employeur ou à la justice - Caractère politique d'une loi d'amnistie - Maintien des principes généraux du droit et des structures économiques - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1304) : amnistie des délits d'ingérence - (p. 1305) : suppression de toute incapacité et de déchéance pour les élus municipaux et départementaux.

- **Projet de loi portant abolition de la peine de mort** [n° 385 (80-81)]

Suite de la discussion - (30 septembre 1981) - Art. 1 (p. 1739, 1740) : insensibilité du criminel à toute forme de châtement - Position personnelle d'abolitionniste conditionnel - Récidive et sécurité des citoyens - Peine de mort et avortement - Institution d'une peine de remplacement - Détention perpétuelle incompressible, construction d'un pénitencier - Défense de la société - Action du Gouvernement : modification de l'échelle des peines dans un an - Procédure référendaire : cas de l'Espagne - (p. 1741) : processus référendaire : articles 11 et 89 de la Constitution

- Vote de la question préalable et demande de garantie de sécurité - Consultation du peuple souhaitable sur cette question - (p. 1742) : son amendement n° 10, déposé avec M. Jacques Larché : abrogation de la peine de mort en temps de paix ; retiré - (p. 1746) : se déclare favorable à l'amendement n° 3 de M. Edgar Faure (maintien de la peine de mort pour les crimes prévus par l'ancien article 233 et l'article 355 du code pénal) - Art. 8 (p. 1747) : son amendement n° 18, déposé avec M. Jacques Larché : suppression de l'article 8 tendant à convertir la condamnation de la peine de mort en réclusion ou condamnation criminelle à perpétuité ; retiré.

- **Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945 sur le Conseil d'Etat** [n° 372 (80-81)] - (14 octobre 1981) - Art. unique (p. 1979) : intervient sur l'amendement n° 4 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, rapporteur (extension de la possibilité de recrutement aux administrateurs des assemblées parlementaires après accord du bureau de l'Assemblée nationale ou du bureau du Sénat).

- **Projet de loi relatif à la mise en harmonie du droit des sociétés commerciales avec la deuxième directive adoptée par le conseil des Communautés européennes le 13 décembre 1976** [n° 352 (80-81)] - (14 octobre 1981) - Rapporteur - Discussion générale (p. 1982) : mise en harmonie avec la deuxième directive du conseil des Communautés européennes et retard d'introduction dans le droit français - Procédure entamée par la commission des Communautés européennes devant la Cour de justice - Améliorations nécessaires du texte et amendements de la commission des lois : procédure de reconstitution des fonds propres ; dispense des dirigeants sociaux de solliciter l'autorisation de l'assemblée générale préalable à l'acquisition d'actions ; augmentation du capital minimal des sociétés - Prévention des difficultés des entreprises - (p. 1983) : délai de régularisation - Art. 1 : son amendement n° 1 : délai de régularisation ; adopté - Art. 3 : son amendement de coordination n° 2 ; adopté - **Intitulé du chapitre II** : son amendement n° 3 : « Dispositions relatives à l'évaluation des biens » ; adopté - Inadaptation de la notion de vérification des apports - Art. 4 (p. 1984) : son amendement n° 4 : transformation d'une société en société anonyme et vérification de la valeur des actifs par un ou plusieurs commissaires, soumise à l'approbation des associés, à peine de nullité de la transformation ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 44 de M. Robert Badinter, ministre (interdiction de l'opération de transformation substituée à la nullité de l'opération comme sanction de toute violation éventuelle des règles) - Art. 5 (p. 1985) : son amendement n° 5 : acquisition par la société d'un bien appartenant à un actionnaire et procédure spéciale de vérification de la valeur de ce bien ; adopté - Art. 6 : son amendement n° 6 : suppression de cet article énumérant les dispositions non applicables aux sociétés qui ne font pas publiquement appel à l'épargne ; adopté - Evaluation des apports en nature ; rapport du commissaire annexé aux statuts - Art. 7 (p. 1986) : son amendement rédactionnel n° 7 ; adopté - Art. 8 : son amendement rédactionnel n° 8 ; adopté - **Après l'art. 8** : son amendement n° 40 : pouvoirs en blanc : possibilité d'utilisation par le conseil d'administration pour adopter ou rejeter une résolution présentée à l'assemblée générale ; rejeté - (p. 1987) : sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 45 de M. Robert Badinter, ministre (suppression de la disposition de l'amendement relative à la présentation des formules de procuration ; mention du directoire substituée à celle du conseil de surveillance) - (p. 1988) : pouvoirs respectifs du conseil de surveillance et du directoire - Art. 9 (p. 1989) : son amendement n° 9 : montant du capital minimal des sociétés ne faisant pas publiquement appel à l'épargne porté de 250 000 à 300 000 F ; rejeté - Son amendement n° 10 : suppression dans cet article de la référence à la transformation de la société anonyme en société d'une autre forme ; adopté - **Après l'art. 9** : son amendement n° 11 : impossibilité pour les actions de représenter des apports en industrie ; adopté - Protection

des créanciers et réalité du capital social: apports en numéraire et apports en nature - (p. 1990): son amendement n° 12: conditions dans lesquelles le conseil d'administration pourra décider de limiter l'augmentation du capital au montant des souscriptions; adopté - Son amendement n° 13: règles concernant l'amortissement du capital social; adopté - **Art. 10**: son amendement n° 14: déroulement des opérations de réduction du capital et opposition des créanciers; adopté - **Après l'art. 10** (p. 1991): son amendement n° 15: convocation et information des actionnaires si l'actif net de la société devient inférieur à la moitié du capital social; délai de régularisation; adopté - Question, posée en commission par M. *Jean Geoffroy*, concernant l'interprétation des dispositions pénales de la loi du 24 juillet 1966; coordination avec les dispositions dispensant les dirigeants sociaux d'engager la procédure de reconstitution des fonds propres lorsque la société est en état de règlement judiciaire ou soumise à une procédure de suspension provisoire des poursuites - **Intitulé du chapitre V**: son amendement n° 16: «Souscription, achat ou prise en gage par les sociétés de leurs propres actions»; adopté - **Avant l'art. 11** (p. 1992): son amendement de coordination n° 17: intitulé de paragraphe; adopté - **Art. 11**: son amendement n° 18: prohibition de la souscription et de l'achat par la société de ses propres actions et disjonction avec le cas de la prise en gage qui sera traité dans un article distinct; modification de la formulation visant la pratique du prête-nom; adopté - **Art. 12** (p. 1993): son amendement n° 19: principe général de la prohibition de l'achat par la société de ses propres actions et dérogation en faveur des sociétés cotées qui souhaitent développer l'actionariat salarié; adopté - **Art. 13** (p. 1994): son amendement n° 20: possibilité d'achat en bourse de leurs propres actions pour régulariser leur marché, étendue aux sociétés inscrites au compartiment spécial du hors-cote; adopté - Son amendement n° 21: durée du délai de l'autorisation accordée par l'assemblée générale aux dirigeants sociaux; dispense d'autorisation préalable en cas d'urgence; adopté - Son amendement n° 22: dispositions relatives à la vente en bourse des actions acquises par la société; adopté - (p. 1995): son amendement n° 23: montant maximum global de ses propres actions que la société pourra posséder; dispositions relatives aux réserves de la société et au droit aux dividendes; adopté - Son amendement de coordination et rédactionnel n° 24; adopté - **Art. 14**: son amendement n° 25: suppression du pouvoir de suspension de la commission des opérations de bourse; adopté - (p. 1996): mission de la commission des opérations de bourse (COB) - **Après l'art. 14** (p. 1997): son amendement n° 26: non application des dispositions générales aux actions acquises à la suite d'une transmission de patrimoine à titre universel ou d'une décision de justice; adopté - **Art. 15** (p. 1998): son amendement de coordination n° 27; adopté - **Après l'art. 15**: son amendement n° 28: prohibition de la prise en gage par la société de ses propres actions directement ou par l'intermédiaire d'un prête-nom; adopté - **Art. 16**: son amendement n° 29: possibilité de prêt par une société pour l'acquisition de ses propres actions, dans le cas d'opérations courantes des entreprises de crédit et d'opérations effectuées en vue de l'acquisition par les salariés d'actions de la société ou de l'une de ses filiales; adopté - (p. 1999): sur cet amendement, suggère le retrait du sous-amendement n° 46 de M. Robert Badinter, ministre (interdiction des opérations de prêt consenties par des entreprises de crédit ou par toute société à ses salariés lorsque l'actif net deviendrait de ce fait inférieur au montant du capital augmenté des réserves légales ou statutaires) - **Après l'art. 16** (p. 1999): son amendement n° 30: impossibilité pour la société de voter avec des actions par elle souscrites, acquises ou prises en gage; adopté - **Art. 17**: son amendement n° 31: coordination des dispositions pénales; adopté - Sanctions à l'égard des dirigeants sociaux; acquisition, souscription, ou prise en gage d'actions propres, participation des salariés - (p. 2000): sur cet amendement, accepte le sous-amendement rédactionnel n° 47 de M. Robert Badinter, ministre - **Intitulé du chapitre VI**: son amendement n° 32, de rectification d'une erreur

matérielle; adopté - **Art. 18**: son amendement n° 33: autorisation du rachat d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote, préalable à l'émission de ces actions; adopté - **Art. 19**: son amendement n° 34: définition du bénéfice distribuable et dispositions le concernant; adopté - **Art. 20** (p. 2001): son amendement n° 39: conditions d'attribution des acomptes sur dividendes; adopté - **Art. 22**: son amendement n° 35: suppression dans cet article relatif aux variations de capital, de la mention des sociétés d'intérêt collectif agricole (SICA) et des sociétés d'investissement à capital variable (SICAV); adopté - Distinction entre les sociétés coopératives et les types de sociétés visés par l'amendement - **Art. 23** (p. 2002): son amendement n° 36: fixation par les statuts des limites minimale et maximale du capital social, et prise en compte pour l'émission ou le rachat d'actions; adopté - **Après l'art. 23**: son amendement n° 37: suppression de la variabilité du capital et possibilité de cession des actions à un fonds commun de placement; adopté - **Art. 24** (p. 2003): son amendement n° 38: délais d'applicabilité de la loi et harmonisation des statuts des sociétés; adopté - **Sur l'ensemble**: collaboration entre la commission des lois et le Gouvernement, soulignée par le garde des sceaux.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

Suite de la discussion - (4 novembre 1981) - **Titre I.** - **Intitulé** (p. 2418): erreur d'interprétation du ministre de l'intérieur sur l'article 49, paragraphe 5, du règlement du Sénat quant au délai de recevabilité des amendements - Dispositions de l'article 44 de la Constitution et délai de recevabilité des amendements.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 - Nouvelle lecture [n° 47 (81-82)]** - (6 novembre 1981) - **Art. 4** (p. 2537): se déclare favorable à l'amendement n° 4 de M. René Tomasini, rapporteur (suppression de l'article 4 relatif à la fixation par les lois de finances des conditions d'exécution des opérations budgétaires découlant de la loi de nationalisation) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2539): consolidation d'avances et non nationalisation - Article 17 de la déclaration des droits de l'homme: propriété, droit inviolable et sacré - Industrie sidérurgique non viable dans notre pays en temps de paix - Vote contre ce texte en raison de l'article 4.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

Suite de la discussion - (13 novembre 1981) - **Titre II (suite)** - **Art. 29** (p. 2667): pouvoirs du président du conseil général après dissolution du conseil et convocation du nouveau conseil général - **Art. 30** (p. 2669): se déclare favorable à l'amendement n° II-65 de M. Michel Giraud, rapporteur (délégation de droit de vote des membres du conseil général en cas de maladie, d'accident, d'événement familial grave ou en cas de participation aux travaux d'une assemblée parlementaire, de l'assemblée des Communautés européennes ou d'un conseil régional et impossibilité d'être porteur de plus d'un mandat).

Suite de la discussion - (16 novembre 1981) - **Titre II bis (nouveau) après l'art. 44** (p. 2715): s'interroge sur la responsabilité du maire dans le maintien de l'ordre dans sa commune lorsque les grands rassemblements de personnes sont réguliers.

- **Projet de loi de nationalisation [n° 36 (81-82)]** - (20 novembre 1981) - Rapporteur (aspects constitutionnels et juridiques) - **Discussion générale** (p. 2917): recherche du parrainage du général de Gaulle - Nationalisation des fabrications de guerre en 1936-1937: expropriation partielle - Nationalisation des réseaux de chemins de fer: rachat de concessions convenu à l'amiable - Deux séries de nationalisations à la Libération en 1945-1946 - Renault et Gnome-et-Rhône: «nationalisations sanctions» - Nationalisations de la Constituante: les quatre grandes banques, l'électricité et le gaz, les assurances, le charbon, les

combustibles minéraux - Critères d'indemnisation très variables - (p. 2918) : lois constitutionnelles de 1875 et absence de partage de compétence entre la loi et le règlement - Nationalisation des charbonnages en 1946 antérieure à la proclamation de la Constitution de la IV<sup>e</sup> République - Adjonction d'un préambule et confirmation de la Déclaration des droits de l'homme - Confirmation à nouveau par le Général de Gaulle dans la Constitution de 1958 - Article 34 de la Constitution de 1958 et limitation du domaine de la loi - Article 37 et domaine du règlement - Institution d'un contrôle de constitutionnalité : Conseil constitutionnel - Composition, rôle et travaux du Conseil constitutionnel depuis 1959 - (p. 2919) : limitation du droit de nationalisation par le Parlement dans le préambule de la Constitution de 1958 - Rappel des débats importants de la Constituante de 1946 - Définition de la nécessité publique visée à l'article 17 de la Déclaration des droits de l'homme : nationalisation des entreprises qui ont ou ont acquis les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait - Absence de caractère d'un monopole de fait ou d'un service public national des sociétés nationalisables - Evocation de la nationalisation des pompes funèbres - Nationalisation et engagements électoraux - Certains points du programme contraires à la Constitution et nécessité d'une révision - Problème du vote des immigrés et article 3 de la Constitution - (p. 2920) : caractère injuste et non préalable de l'indemnisation malgré l'adoption d'une règle multi-critères - Critère de nationalisation des banques : 1 milliard de dépôts au 2 janvier 1981 - Conséquences absurdes de l'application de ce critère - (p. 2921) : finalité de la loi : nationalisation du crédit et non nationalisation des banques - Inégalité devant la loi pour les étrangers ou pour les Français résidant hors du territoire national - Différence entre les banques qui ont leur siège social sur « le territoire européen de la France » et celles dont le siège est situé dans les départements d'outre-mer - Violation de l'article 34 de la Constitution selon lequel la loi « fixe les règles concernant les transferts de propriété d'entreprises du domaine public au domaine privé » - Suppression de l'article 33 du projet par un amendement : compagnies financières et leurs filiales tenues de céder dans le délai d'un an leurs participations industrielles - Evocation d'un changement de ministre des finances - (p. 2922) : danger d'une similitude avec le système Willot - Caractère d'extra-territorialité de la loi contraire au droit public international - Nombreux vides juridiques du texte - Urgence non justifiée - Problème de l'aide aux sociétés nationalisées et violation du traité de Rome - Privation de leurs activités extérieures pour certains groupes - Risque de contentieux avec les actionnaires étrangers - Cas des personnes morales appartenant au secteur public et conservant leurs actions des sociétés nationalisées - Inconstitutionnalité de 15 articles environ sur les 50 du projet - Au nom de la commission spéciale, propose le rejet de l'ensemble du projet de loi - (p. 2923) : nationalisation possible sous condition d'une juste et préalable indemnité - Nécessité d'une révision de la Constitution de 1958 - Violation de la Constitution et précédent redoutable pour la défense des libertés - (p. 2927) : articles 4, 16 et 30 contraires à l'article 34 de la Constitution - Nécessité de trouver un système différent pour atteindre les objectifs visés - (p. 2936) : citation du Conseil constitutionnel à l'occasion de la création du contrôle de constitutionnalité par la Constitution de 1958 - Parlement seul juge en matière de nécessité publique et incompétence du Conseil Constitutionnel dans ce domaine - Nationalisation des groupes au niveau des sociétés mères et des compagnies financières : un examen des filières cas par cas impossible pour le Parlement - Non garantie du droit de propriété - Banques étrangères hors du champ des nationalisations dans l'intérêt général - (p. 2937) : nombreux articles manifestement inconstitutionnels - Question préalable posée par le Sénat de préférence à l'adoption de l'irrecevabilité constitutionnelle - Souhait de la parution de cette explication au *Journal officiel* - Dépêche de l'Agence France-Presse (AFP) signalant la réunion prochaine d'un comité interministériel chargé du réexamen de certaines

modalités d'indemnisation des actionnaires des sociétés nationalisables - (p. 2942) : souhait de la commission d'un premier examen du texte par le Sénat, puis opposition de la question préalable.

**Suite de la discussion** - (21 novembre 1981) - Rapporteur (aspects constitutionnels et juridiques) - **Discussion générale** (p. 2970) : indemnisation et critère des cours de bourse ; prise en compte de l'importance de leur capitalisation boursière ; faiblesse de cette capitalisation en France.

**Suite de la discussion** - (23 novembre 1981) - Rapporteur (aspects constitutionnels et juridiques) - **Discussion générale** (p. 2998) : hausse des cours de Bourse des sociétés nationalisables, évoquée par M. René Regnault, et seule cause de spéculation ; indemnisation envisagée, inférieure à la valeur des titres - (p. 3008) : notions d'utilité publique et de nécessité publique - Article 17 de la Déclaration des droits de l'homme de 1789 et contrôle du Conseil constitutionnel - Indemnisation : période prise en compte pour la capitalisation boursière ; érosion du franc ; réévaluation des actifs ; prise en compte des filiales et consolidation des comptes : système Willot - Hausse des cours de la Bourse - Non conformité à la Constitution de quinze des quarante huit articles du projet - **Question préalable** (p. 3009) : sa motion n° 4, déposée avec M. Jean-Pierre Fourcade, qui la soutient, et M. Jean Chérioux, également rapporteurs de la commission spéciale, tendant à opposer la question préalable ; adoptée.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (26 novembre 1981) - Après l'art. 11 (p. 3194) : se déclare favorable à l'amendement n° 424 de M. Paul Girod (conjointes percevant un revenu et déduction des dépenses de frais de garde pour les enfants à charge de moins de trois ans ; création d'une taxe différentielle sur les motocyclettes) - Détaxation des grosses motos et paiement de la vignette pour les voitures d'occasion ou les petites voitures.

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - Art. 22 (p. 3249) : se déclare favorable à l'amendement n° 201 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Francis Palmero (taxe différentielle sur les véhicules à moteur : rétablissement de la taxation des motocyclettes) - Principe de l'égalité devant la loi.

*Deuxième partie :*

**Industrie** - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - (p. 3445) : confirmation du ministre sur la non consultation des conseils municipaux et des conseils généraux sous les gouvernements précédents concernant les implantations de centrales nucléaires - Affirmation inexacte : cas de la consultation du conseil général de Seine-et-Marne pour l'installation de la centrale de Nogent-sur-Seine.

**Articles non rattachés à l'examen des crédits** - (12 décembre 1981) - Rapporteur pour avis - Art. 75 (p. 4164) : son amendement n° 565 : mise obligatoire des actions sous forme nominative pour les sociétés par actions ; modification des statuts ; rôle des gérants et présomption de propriété des titres sans forme nominative non vendus ; adopté - (p. 4167) : s'oppose à l'amendement n° 511 de M. Jean Francou (présomption de propriété par le président du conseil d'administration ou du directoire de certains titres et obligation de diligence - (p. 4168) : économie de la banque - Lacunes du projet de loi - Erreur informatique - Connaissance des actionnaires nominatifs - (p. 4169) : inscription de la proposition de loi Foyer à l'ordre du jour prioritaire de la session de janvier et problème de la dématérialisation.

- **Proposition de loi tendant à modifier l'article 108 du code pénal et à abroger les articles 184, alinéa 3, et 314 du même code** [n° 75 (81-82)] - (15 décembre 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4230) : vote de la loi « anti-casseurs » au Sénat ; rappelle son rôle de président de séance et donc l'impossibilité de participer à ce

vote ; souligne son opposition à cette loi - Suppression de la loi « anti-casseurs » et interprétation donnée par l'opinion publique - Inutilité de cette loi d'exception - Vote favorable.

- **Projet de loi de nationalisation - Nouvelle lecture** [n° 93 (81-82)] - (16 décembre 1981) - Rapporteur (aspects constitutionnels et juridiques) - **Discussion générale** (p. 4276) : conditions d'impression du rapport de la commission spéciale - Rappel des circonstances d'examen du projet de loi par le Sénat en première lecture ; reprise par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture du même texte, sous réserve d'amendements rédactionnels - Caractère non conforme à la Constitution de vingt articles du projet - (p. 4277) : rappel des textes que le projet de loi doit respecter : articles 2 et 34 et préambule de la Constitution de 1958 ; déclaration des droits de l'homme de 1789 ; préambule de la Constitution de 1946 - Énumération des articles du projet non conformes à ces textes : article 1 : entreprises ou sociétés de holding ; absence de service public national ou de monopole de fait ; notion de nécessité publique et pouvoir d'appréciation du Parlement ; jurisprudence du Conseil constitutionnel sur le projet de loi « Sécurité et liberté » - (p. 4278) : nationalisation de cinq groupes industriels et impossibilité pour le Parlement d'exercer sa mission de contrôle : exemple de la nationalisation de la Compagnie générale électrique (CGE) et nationalisation, par contrecoup, de sociétés d'appareils électro-ménagers (Sauter et Thermor) ou d'une société de travaux publics et de bâtiment (Société générale d'entreprises) : absence de nécessité publique dans ces deux cas - Discrimination et rupture de l'égalité devant la loi - Problème de l'indemnisation des actionnaires : absence de distributions de dividendes pour les sociétés nationalisées ; lettres adressées par de petits épargnants aux parlementaires - Exemple de la nationalisation de Pechiney Ugine Kuhlmann (PUK) : justification possible de la nationalisation de la filiale Ugine Aciers ; absence de nécessité publique, en revanche, pour la nationalisation de l'entreprise de casseroles Tournus ou pour l'encre d'imprimerie Lorilleux Lefranc - (p. 4279) : exemple identique de la nationalisation du groupe Saint-Gobain Pont-à-Mousson et de l'absence de nationalisation de BSN : activité identique dans le marché du vitrage - Nationalisation de Thomson et contrôle par l'Etat d'une firme de transport routier, la société Jumentier ; sauvegarde des emplois de cette société à l'occasion de sa reprise par le groupe Thomson - Cas du groupe Rhône-Poulenc : contrôle par l'Etat de la société de produits d'entretien Buhler - Notion de nécessité publique et détournement de procédure - Violation du principe de la souveraineté nationale : cas des filiales étrangères des groupes nationalisés - Article 2 : cas des actions des sociétés nationalisables détenues par des organismes publics - (p. 4280) : article 3 : problème de l'application de la législation commerciale : loi de 1966 sur les sociétés ; modification des statuts après le transfert de propriétés des actions à l'Etat - Article 4 : cas des filiales situées à l'étranger - Article 5 : indemnisation des actionnaires : problème de l'indemnité préalable et délai de trois mois prévu par le projet - Article 6 : indemnisation et valeur d'échange des actions des cinq groupes industriels ; absence de prise en compte des comptes consolidés et de leur actualisation ; exemple des actions de la Compagnie générale d'électricité (CGE) - (p. 4281) : indemnisation juste, et nécessité de réévaluation et de consolidation des comptes - Déposition du syndicat des agents de change devant la commission spéciale ; règle des trois critères - Article 12 : création de la Caisse nationale de l'industrie ; redevance des sociétés nationalisées - Amortissement global des obligations - Principe de la non affectation des recettes : article 18 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances - Article 13 : nationalisation des banques étrangères et rupture d'égalité devant la loi ; critère de montant des dépôts - (p. 4282) : caractère de groupes bancaires de certaines banques : exemple du Crédit du Nord et du Crédit industriel et commercial (CIC) : prise de participation de l'Etat dans la société Merlin ou les Editions Bordas - Exemple du Crédit commercial de France (CCF) : prise de participation dans

les peintures Valentine ou le cognac Hardy ; appropriation de banques filiales du CCF - Article 18 : indemnisation et valeur de l'action des banques cotées et non cotées - Article 27 : compagnies financières ; nationalisation de Paribas et part de son patrimoine constituée par des participations industrielles non nationalisables ; nationalisation de la Compagnie de Suez et de la Compagnie de la Hénin, et prise de participation de l'Etat dans les Salins du Midi, dans les hôtels Ibis et dans Bouygues - Article 32 : valeur d'échange des actions des compagnies financières transférées à l'Etat ; comparaison avec les valeurs proposées par la commission spéciale et par les cabinets d'expertise internationaux - Notion de nécessité publique - (p. 4283) : simple considération d'opportunité politique - Allocution du Président de la République à la télévision et éventualité de revente de certaines filiales des sociétés nationalisées - Election de M. François Mitterrand le 10 mai et controverse quant au contenu du programme ainsi approuvé - Exemple de l'absence d'approbation des Français au vote des travailleurs immigrés - Nationalisations proposées par le Gouvernement et révision nécessaire de la Constitution ; Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 - (p. 4284) : préambule de 1946 - Respect nécessaire de la Constitution - (p. 4286) : pouvoir d'appréciation de la nécessité publique ou pouvoir de constatation - Délai de trois mois avant la remise des obligations - (p. 4287) : évaluation des expropriations et rôle des commissions administratives pour les précédentes nationalisations - (p. 4288) : audition de M. Bernard Tricot, président de la Commission des opérations de bourse (COB), devant la commission spéciale du Sénat le 9 novembre 1981 : critique des modalités du système d'indemnisation retenu : question des comptes consolidés et de l'absence de versement de dividendes pour l'exercice 1981 - (p. 4298) : travaux du Comité consultatif constitutionnel de 1958, cités par M. Raymond Dumont, et rôle de M. Raymond Janot comme commissaire du Gouvernement - Jurisprudence plus récente du Conseil constitutionnel : annulation notamment de dispositions législatives relatives à la liberté d'association et au droit de grève à la radio - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4302) : sa motion n° 4, déposée avec MM. Jean-Pierre Fourcade et Jean Chérioux, également rapporteurs, tendant à déclarer le projet irrecevable pour inconstitutionnalité ; adoptée - (p. 4307) : non-conformité à la Constitution de 20 des 50 articles du projet et non de l'ensemble du texte - (p. 4308) : valeur juridique et non politique de sa démarche - Demande au Sénat de voter la motion d'irrecevabilité.

- **Projet de loi relatif à la mise en harmonie du droit des sociétés commerciales avec la deuxième directive adoptée par le Conseil des Communautés européennes le 13 décembre 1976 - Deuxième lecture** [n° 86 (81-82)] - (18 décembre 1981) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4365) : trois points de divergence avec l'Assemblée nationale - Souhait d'un vote conforme du texte du Sénat par l'Assemblée nationale en deuxième lecture - **Art. 9** : son amendement n° 1 : condition posée pour la décision d'opération de réduction du capital social ; adopté - **Art. 13** (p. 4366) : son amendement n° 2 : absence d'autorisation de l'assemblée générale pour une société lorsque l'acquisition de ses actions est nécessaire pour éviter un dommage grave et imminent et information des commissaires aux comptes préalablement aux acquisitions projetées par le conseil d'administration ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 14 puis retiré - **Art. 14** (p. 4369) : son amendement n° 3 : suppression de l'injonction aux sociétés par la Commission des opérations de bourse (COB) de suspendre toute opération sur leurs propres titres et demande par la COB à la chambre syndicale des agents de change de prendre toutes mesures pour empêcher l'exécution des ordres des sociétés transmis directement ou indirectement ; adopté - **Art. 13 (suite)** (p. 4371) : poursuite de la perception par les filiales directes ou indirectes possédant des actions de la société mère - **Art. 15** : son amendement n° 4 : restitution d'actions prises en gage ; adopté - **Art. 24** (p. 4372) : son amendement rédactionnel n° 5 ; adopté.

– **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 153 (81-82)] - (22 décembre 1981) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 4533) :** vote du texte de la commission mixte paritaire - Refus des délégations de pouvoirs du législateur au Gouvernement - Référence à l'action du Sénat de 1961 à 1969 - Assemblée de réflexion et exception de l'opposition d'irrecevabilité - Dialogue constructif et vote contre les articles du projet plutôt que pour une question préalable.

– **Projet de loi approuvant le Plan intérimaire pour 1982 et 1983 - Nouvelle lecture [n° 165 (81-82)] - (23 décembre 1981) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 4569) :** vote favorable sur le projet modifié par le Sénat.

**DARRAS (Michel), sénateur du Pas-de-Calais (S)**

#### NOMINATIONS

– Membre de la commission des lois.

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie (30 juillet 1981) (p. 1268).

#### INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant amnistie [n° 304 (80-81)] - (21 juillet 1981) - Rappel au règlement (p. 957) :** interprétation du règlement, relative au mode d'examen des amendements, rappelée par M. *Etienne Dailly*, président de séance.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 310 (80-81)]**

**Suite de la discussion - (23 juillet 1981) - Discussion générale (p. 1067) :** référence aux débats du Sénat du 16 juin 1936 ; temps de travail - Rapport de la commission des finances présenté par M. *Maurice Blin* - Limitation des ressources - Incitation à voter contre ce texte.

– **Projet de loi portant suppression de la Cour de sûreté de l'Etat [n° 312 (80-81)] - (28 juillet 1981) - Art. 1 (p. 1183) :** se déclare favorable à l'amendement n° 2 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, rapporteur, soutenu par M. Lionel de Tinguy (divulgaration de secrets de la défense nationale et dessaisissement de la juridiction d'instruction ou de jugement par la chambre criminelle à la demande du procureur général de la Cour de cassation) - **Explication de vote sur l'ensemble (p. 1187) :** retour aux juridictions de droit commun et fin des circonstances exceptionnelles créatrices de la Cour de sûreté de l'Etat - Caractère politique de cette cour - (p. 1188) : moyens juridiques de lutte contre le terrorisme - Evoque le retour à des circonstances exceptionnelles analogues à celles de 1961.

– **Projet de loi relatif au prix du livre [n° 318 (80-81)] - (29 juillet 1981) - Art. 1 (p. 1222) :** se déclare défavorable à l'amendement n° 2 de M. Michel Miroudot (principe de l'unicité du prix sans aucune modulation possible).

– **Projet de loi relatif au droit d'action du ministère public dans les procédures collectives d'apurement du passif des entreprises [n° 357 (80-81)] - (8 septembre 1981) - Art. 1 (p. 1381) :** se déclare opposé à l'amendement n° 1 de M. Jacques Thyraud, rapporteur (saisine du tribunal par le procureur de la République et convocation préalable du débiteur).

– **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion - (12 novembre 1981) - Titre I (suite) - après l'art. 13 (p. 2596) :** se déclare opposé à l'amende-

ment n° I-412 de M. Louis Virapoullé (application intégrale des dispositions du titre I aux communes des départements d'outre-mer).

**DAUNAY (Marcel), sénateur de l'Ille-et-Vilaine (rattaché administrativement au groupe UCDP)**

#### NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

#### DÉPÔTS

*Participation au rapport d'information fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur les activités des institutions des Communautés européennes entre le 1<sup>er</sup> novembre 1980 et le 30 avril 1981, en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les Communautés européennes [n° 286 (80-81)] (2 juillet 1981).*

*Proposition de loi rétablissant l'allocation de franchise supprimée par les ordonnances n° 60-907 du 30 août 1960 et 60-1253 à 1256 du 29 novembre 1960 [n° 345 (80-81)] (31 juillet 1981) - Boissons et alcools.*

*Participation au rapport d'information fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur les activités des institutions des Communautés européennes entre le 1<sup>er</sup> mai 1981 et le 31 octobre 1981 en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les Communautés européennes [n° 89 (81-82)] (2 décembre 1981).*

*Rapport fait, au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 77 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la durée du mandat des membres des chambres d'agriculture [n° 109 (81-82)] (9 décembre 1981) - Chambres consulaires.*

#### INTERVENTIONS

– **Projet de loi modifiant ou complétant diverses dispositions du code rural relatives à la lutte contre les maladies des animaux et à leur protection [n° 158 (80-81)] - (8 juillet 1981) - Art. 1 bis (p. 833) :** son amendement n° 4 : contrôle vétérinaire et respect de la réglementation à l'entrée dans les établissements d'élevage ; retiré.

– **Projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière - Deuxième lecture [n° 399 (80-81)] - (30 septembre 1981) - Art. 2 (p. 1778) :** son amendement n° 4 : confiscation de tout ou partie du matériel de l'entreprise exclusivement en cas de récidive ; rejeté.

– **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion - (10 novembre 1981) - Titre I (suite) - Art. 6 (p. 2555) :** son amendement n° I-81 : déficit égal ou supérieur à 10 % des ressources ordinaires pour les communes de moins de 20000 habitants et à 5 % pour les autres et intervention de la chambre régionale des comptes ; devenu sans objet - Se déclare favorable à l'amendement n° I-104 de M. Michel Giraud, rapporteur (déficit égal ou supérieur à 10 % des ressources pour les communes de moins de 20000 habitants et à 5 % pour les autres, intervention de la chambre régionale des comptes et possibilité d'emprunt exceptionnel) - (p. 2557) : soutient l'amendement n° I-378 de M. Paul Pilet (divergences entre



la chambre régionale des comptes et le représentant de l'Etat ; publication des propositions de ce représentant).

**Suite de la discussion** - (18 novembre 1981) - **Titre II - Art. 34 (suite)** (p. 2789) : son amendement n° II-262, soutenu par M. Marcel Rudloff : limitation des garanties d'emprunt données à une entreprise ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (26 novembre 1981) - **Art. 7** (p. 3153) : son amendement n° 153 : déduction fiscale liée aux investissements et extension à l'accroissement du cheptel vif ; retiré.

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Après l'art. 25** (p. 3256) : son amendement n° 208, soutenu par M. René Tinant : rétablissement du privilège fiscal des bouilleurs de cru ; irrecevable aux termes de l'article 40de la Constitution.

*Deuxième partie :*

**Consommation** - (7 décembre 1981) - (p. 3774) : mouvement des consommateurs et progrès de la démocratie ; action anti-inflationniste - Initiatives privées et création d'un ministère de la consommation : vie associative ou socialisation - Création souhaitable d'un droit de réponse au profit des professionnels, à l'occasion d'une augmentation des tranches horaires pour les émissions consacrées à la consommation.

**Agriculture** - (7 décembre 1981) - (p. 3824) : diminution de la part consacrée à l'agriculture dans le budget de l'Etat - Importance de la contribution des exportations agro-alimentaires à l'équilibre de la balance extérieure de la France - Diminution du revenu agricole - Répartition des crédits prévue pour 1982 : insuffisance des crédits d'équipement : hydraulique, remembrement - Problème de l'enseignement agricole : subventions de fonctionnement et crédits d'investissement pour les établissements d'enseignement public ; montant des parts de bourse - Enseignement agricole privé : stagnation des subventions de fonctionnement ; report du reliquat ; retard dans l'agrément des établissements - Démantèlement du ministère de l'agriculture : suppression des secrétariats d'Etat aux industries agro-alimentaires et création nécessaire d'une direction interrégionale - Inquiétude des agriculteurs à la veille de la conférence annuelle : travaux de la commission des comptes de l'agriculture ; manifestations des agriculteurs de son département - Politique agricole commune - (p. 3825) : création annoncée d'offices et compatibilité avec la politique communautaire - Régime de protection sociale des agriculteurs - Importance des décisions qui seront prises à Bruxelles quant à la fixation des prix agricoles pour la prochaine campagne.

- **Projet de loi relatif à la durée du mandat des membres des chambres d'agriculture [n° 77 (81-82)]** - (14 décembre 1981) - **Discussion générale** - Rapporteur (p. 4211) : nécessité soulignée par le secrétaire d'Etat d'un renouvellement général des chambres d'agriculture - Retard d'un an des prochaines élections - Intention du Gouvernement de procéder à une réforme du mode d'élection par voie réglementaire - Rôle des chambres d'agriculture - (p. 4212) : désignation des membres des chambres d'agriculture au suffrage universel - Consultation préalable des chambres d'agriculture dans le cadre de la préparation des dispositions réglementaires - Importance de l'agriculture dans l'équilibre de la balance commerciale - Budget pour l'ensemble des chambres d'agriculture en France s'élevant à six cent quarante millions de francs en 1980 - Importance du nombre des membres élus aux chambres d'agriculture : trois mille, et élément important de la démocratie économique - Six catégories de membres - Etablissement des listes électorales et conditions d'éligibilité - Renouvellement général en 1983 par ce projet de loi - Modification

des conditions d'élection par voie réglementaire - Absence d'association du Parlement à la réforme du système électoral des chambres d'agriculture et article 34 de la Constitution - Consultation des assemblées parlementaires à l'occasion de la préparation de la réforme - (p. 4213) : décentralisation et renforcement de la mission des chambres d'agriculture - Nécessité de prévoir dans le mode d'élection un système assurant la meilleure participation des agriculteurs - Souhait de la commission de l'adoption d'un mode de scrutin par arrondissement ou d'une procédure similaire - Dépôt par la commission d'un amendement - **Art. unique** (p. 4214) : son amendement n° 1 : renouvellement des membres des chambres d'agriculture et consultation d'une commission composée de députés, de sénateurs et de membres du conseil économique et social ; adopté.

**DEBARGE (Marcel)**, sénateur de la Seine-Saint-Denis (S) - Nommé *secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la formation professionnelle*, le 22 mai 1981 dans le premier gouvernement Mauroy [JO Lois et décrets 23 mai 1981, p. 1631] ; ce gouvernement démissionne le 22 juin 1981 [JO Lois et décrets 23 juin 1981, p. 1779].

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, le 23 juillet 1981 (24 juillet 1981) - (p. 1124).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

**DEFFERRE (Gaston)**, *ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation* (nommé le 22 mai 1981 dans le gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 23 mai 1981, p. 1630].

Nommé de nouveau *ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation*, le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy [JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1786].

#### DÉPÔTS

*Projet de loi* modifiant la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, relative au contrat d'association en ce qui concerne les associations dirigées en droit ou en fait par des étrangers [n° 365 (80-81)] (10 septembre 1981).

*Projet de loi* relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [n° 366 (80-81)] (10 septembre 1981).

#### RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 9 de M. Kléber Malécot : **emprunts** (emprunts des villes et des communes : simplification de la procédure administrative) (9 juillet 1981) (p. 860).

n° 28 de M. Jean Colin : **expulsions** (présence indésirable d'un agitateur étranger) (9 juillet 1981) (p. 860, 861).

n° 39 de M. Pierre Salvi : **élections** (infraction au code électoral durant la campagne précédant les élections législatives) (9 juillet 1981) (p. 861).

#### INTERVENTIONS

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement** - (8 juillet 1981) - Lit à la tribune du Sénat le texte de la

déclaration préparée par M. Pierre Mauroy, Premier ministre (p. 815 à 824).

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 374 (80-81)] - (15 septembre 1981) - Lit à la tribune du Sénat le texte de la déclaration préparée par M. Pierre Mauroy, Premier ministre (p. 1440 à 1447).

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)] - (28 octobre 1981) - Discussion générale (p. 2230) : concertation souhaitée par le Gouvernement - Dépôt par la commission des lois d'articles et de titres additionnels et modification complète du texte - Exemple de l'amendement n° 1 de M. *Michel Giraud*, rapporteur, tendant à insérer dans le projet les dispositions adoptées par le Sénat en avril 1980 (« loi Bonnet ») - (p. 2231) : tentative de contre-projet et non conformité avec le règlement du Sénat - Amendements tendant à la création de dépenses et dispositions de l'article 40 de la Constitution - Seule recevabilité des amendements tendant à améliorer, à compléter ou à rectifier le texte - Souveraineté du Sénat et respect de la volonté nationale - (p. 2246) : procès d'intention fait au Gouvernement par M. *René Tomasini* - (p. 2254) : allègement des tutelles et globalisation des aides, évoqués par M. *Marc Bécam* ; objectif de la suppression des subventions - (p. 2255) : motif de l'absence de la dotation globale d'équipement (DGE) dans le projet en examen.

Suite de la discussion - (29 octobre 1981) - Discussion générale (p. 2279) : pouvoirs des préfets et autorité sur des services de l'Etat : direction de l'équipement, direction de l'agriculture, direction de la jeunesse et des sports - Avis prépondérant du préfet en cas de difficulté entre conseils municipal, général ou régional et ces services - Représentativité des préfets de l'autorité nationale - (p. 2280) : prise de contact des préfets avec les formations politiques sur le projet d'un redécoupage cantonal - (p. 2286, 2287) : prise en compte des particularités légales et réglementaires existant actuellement dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle - Compétences, rôle et importance des départements - Distinction des compétences des départements et des régions - Simplification et rapidité dans l'exécution des décisions administratives, par l'existence d'échelons municipal, départemental et régional - (p. 2289) : octroi du statut de droit commun à Paris - (p. 2293) : circulaire ministérielle et préparation conjointe par les préfets et les présidents de conseils généraux du budget de 1982 - Coexistence d'agents de l'Etat et d'agents départementaux ; mise à la disposition du président de l'ensemble des agents exécutant des tâches départementales - Problème du statut des personnels des collectivités territoriales - Maintien du poste de secrétaire général de la préfecture - Caractère provisoire de la mise à disposition et définition d'un statut pour les personnels concernés - (p. 2294) : étude d'un statut des élus ; problème de l'indemnisation - Cumuls des mandats - (p. 2295) : sessions du conseil général et caractère permanent de la commission départementale - Suppression du préfet et disparition de la mission de contrôle de cette commission - Fonctionnement du conseil général et alignement sur celui du conseil municipal - (p. 2296) : suppression de la commission départementale - Réforme ultérieure des finances locales ; exercices de simulation - Répartition des compétences entre l'Etat, les régions, les départements et les communes - Décentralisation et répartition des pouvoirs - Pouvoirs et ressources financières - Entrée en fonction d'un nouveau gouvernement et mise en chantier de grandes réformes - Projets de loi ultérieurs sur la répartition des compétences, des ressources, la fiscalité, le statut des élus et des personnels, les cumuls, la ville de Paris, l'île de France, la Corse, les territoires d'outre-mer et les départements du Haut-Rhin, Bas-Rhin et Moselle - (p. 2297) : centralisation et nationalisation ; différence entre nationalisation et étatisation - Qualité des résultats de Renault - Disparition de la notion de plan - Elaboration d'un nouveau plan et consultation régionale et départementale ; application pour les entreprises nationales - (p. 2299) : décentralisation et absence de tout motif

politique - Redécoupage des cantons et délibération des conseils généraux ; prise en compte de la moyenne départementale de population - Commissaires de la République et règlement du budget communal - (p. 2301) : consultation des syndicats de fonctionnaires - Statuts des fonctionnaires d'Etat et des fonctionnaires municipaux - Absence de statut pour les fonctionnaires départementaux et régionaux - (p. 2302) : loi de 1948 et conditions de comparaison devant la Cour de discipline budgétaire pour les élus locaux - (p. 2303) : aide des collectivités locales aux entreprises en difficulté ; exemple de Titan-Coder et des ateliers Terrin - Pouvoir de refus des collectivités locales - Possibilité d'action conjointe du département, de la région et des communes - (p. 2304) : recours à la mission régionale par le président du conseil régional - Président du conseil général et direction des services à compétence gouvernementale - Délégué du Gouvernement et services extérieurs ; cas similaire pour la région - Répartition des services et convention entre le délégué gouvernemental et les présidents de conseils généraux - (p. 2305) : agents de l'Etat employés dans les services départementaux et agents départementaux exécutant des tâches d'Etat ; autorité du commissaire de la République et du président du conseil général - Fonctionnaires et transfert volontaire de Paris vers la province - (p. 2309) : découpage cantonal et ampleur des erreurs - Moyenne départementale de population et redécoupage.

Suite de la discussion - (30 octobre 1981) - Discussion générale (p. 2347) : aucune chance d'adoption par la majorité de l'Assemblée nationale du contre-projet élaboré par la commission des lois du Sénat - (p. 2350) : compétences différentes de la région et du département - Loi destinée à empêcher les empiètements entre la région et le département - (p. 2357) : aucune modification prévue du système de représentation sénatoriale et du système d'élection des sénateurs - Réflexion nécessaire concernant l'élargissement du collège départemental à la région pour l'élection des sénateurs.

Suite de la discussion - (3 novembre 1981) - Discussion générale (p. 2376) : utilité de la dotation globale d'équipement ; obstacles à son application immédiate.

Suite de la discussion - (4 novembre 1981) - Discussion générale (p. 2408) : rôle des commissaires de la République ; préfets et sous-préfets ; autorité sur les services ministériels du département : déconcentration ; missions interministérielles - Interventions économiques prévues à l'article 4 du projet : rôle des maires ; exemple du soutien apporté par la région et par la ville de Marseille à l'entreprise Titan Coder et aux ateliers Terrin ; pouvoir d'appréciation du maire dans les interventions économiques ; garantie d'emprunt - (p. 2409) : limites au pouvoir des communes cas d'intervention de la Cour de discipline budgétaire - Contrôle des chambres régionales des comptes - Rôle de conseil et d'avis des commissaires de la République et des commissaires de la République adjoints - Agence technique départementale ; possibilité d'agence inter-communale - Réforme de la fiscalité locale : nécessité de simulations préalables ; travaux préparatoires - (p. 2410) : centralisme et menace pour la cohésion nationale - Confiance aux élus locaux - Avant l'art. 1 (p. 2411) : s'oppose à la demande présentée par M. *Michel Giraud*, rapporteur, tendant à la réserve de l'article 1 et de l'amendement tendant à introduire un article additionnel avant l'article 1 - Adoption du projet par l'Assemblée nationale le 14 septembre - Demande du Sénat tendant à reporter le début d'examen du projet au 28 octobre - Son entretien du 15 octobre avec le président du Sénat et le président et le rapporteur de la commission des lois - Caractère de contre-projet du rapport de la commission - (p. 2412) : titres et articles additionnels - Opposition à la demande de réserve, demande de scrutin public et rappel des dispositions de l'article 48, paragraphe 3 du règlement du Sénat, sur les conditions de recevabilité des amendements - (p. 2413) : demande de réserve et amendement tendant à la suppression de l'article 1 - (p. 2415) : caractère de contre-projet et non-recevabilité des

amendements - Manoeuvre dilatoire du Sénat - Entretien confidentiel entre le rapporteur de la commission des lois et un sénateur membre du groupe socialiste avant la rencontre du 15 octobre - (p. 2417) : contradiction entre les articles additionnels de la commission et le projet du Gouvernement - **Titre I. - Intitulé :** s'oppose à l'amendement n° I-199 de M. Marc Bécam « Titre I. - Des droits, des libertés et des responsabilités des communes » - Irrecevabilité de cet amendement, déposé après l'ouverture du débat - (p. 2418) : délai de recevabilité des amendements - **Intitulé avant l'art. 2 :** s'oppose à l'amendement n° I-84 de M. Michel Giraud, rapporteur (« Chapitre premier. - Suppression de la tutelle administrative ») - **Avant l'art. 2 (p. 2419) :** ne se prononce pas sur la demande de réserve de l'amendement n° I-259 de M. Camille Vallin, soutenu par M. Paul Jargot (liberté d'association des communes) - **Art. 2 (p. 2420) :** s'oppose à l'amendement n° I-339 de M. Claude Mont (suppression de cet article relatif au caractère exécutoire de plein droit des délibérations, arrêtés et conventions relatives aux marchés pris par les autorités communales) - S'oppose à l'amendement n° I-85 de M. Michel Giraud, rapporteur (précision sur le caractère exécutoire de plein droit des décisions des autorités communales ; suppression du deuxième alinéa relatif à l'abrogation des dispositions antérieures) - (p. 2421) : à propos des amendements n° I-158 de M. Marcel Lucotte et I-288 de M. Christian Poncelet (exception au caractère exécutoire de plein droit des décisions des autorités communales en matière de police) : caractère dès à présent exécutoire de plein droit des arrêtés de police - (p. 2422) : s'oppose à l'amendement n° I-14 de M. Guy Petit, soutenu par M. Pierre Sallenave (possibilité du maire de consulter le représentant de l'Etat dans son département ; délai de réponse) - **Après l'art. 2 :** s'oppose à l'amendement n° I-413 de M. Michel Giraud, rapporteur (pouvoir de substitution du représentant de l'Etat et pouvoir hiérarchique) - Son interprétation de l'article 49, alinéa 5, du règlement du Sénat : ouverture de la discussion des articles et délai-limite de dépôt des amendements aux divers titres - (p. 2424) : dispositions de l'article 44 de la Constitution et possibilité du Gouvernement de s'opposer à l'examen de tout amendement que la commission n'a pas examiné avant l'ouverture du débat sur le projet de loi.

Suite de la discussion - (5 novembre 1981) - **Titre I - Après l'art. 2 (suite) (p. 2451) :** ne se prononce pas sur l'amendement n° I-260 de M. Bernard-Michel Hugo, soutenu par M. Jean Ooghe (droit d'audience par le conseil municipal des représentants d'une association locale ou des habitants de la commune) - (p. 2453) : s'oppose à l'amendement n° I-261 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Jacques Eberhard (désignation par le conseil municipal de son président et éventuellement de son vice-président) - (p. 2454) : s'oppose à l'amendement n° I-262 de M. Paul Jargot, soutenu par M. James Marson (exercice collégial des responsabilités publiques au sein de la municipalité) - (p. 2456) : s'oppose à l'amendement n° I-343 de M. Alfred Gérin (contrôle *a posteriori* des délibérations du conseil municipal par le représentant de l'Etat - (p. 2457) : demande la réserve de l'amendement n° I-393 de M. Paul Girod (contrôle *a posteriori* par la chambre régionale des comptes des délibérations relatives à un emprunt important) - **Art. 3 (p. 2460) :** s'oppose à l'amendement n° I-215 de M. Bernard Legrand (réduction du délai de notification des actes des conseils municipaux et prise en compte des avis des représentants de l'Etat en cas de désaccord avant une nouvelle délibération du conseil municipal) - (p. 2461) : s'oppose à l'amendement n° I-296 de M. Christian de la Malène, soutenu par M. Georges Repiquet (nullité des actes des autorités municipales, contrevenant à la loi et saisine de la juridiction administrative par le délégué du Gouvernement, trois conseillers municipaux ou cinquante électeurs de la commune ; sursis à exécution de la délibération ou de l'arrêté en cas de saisine) - S'oppose à l'amendement n° I-192 de M. Jean Béranger, soutenu par M. Michel Rigou (réduction du délai de notification des décisions des autorités municipales et du délai de saisine du tribunal administratif) - (p. 2462) : s'oppose à l'amende-

ment n° I-86 de M. Michel Giraud, rapporteur (notification des décisions des autorités municipales dans un délai de dix jours au représentant de l'Etat sous peine de nullité) - S'oppose à l'amendement n° I-344 de M. Alfred Gérin, soutenu par M. Raymond Bouvier (notification au représentant de l'Etat dans le département dans un délai de quinze jours des délibérations, arrêtés et conventions relatifs aux marchés des autorités communales) - S'oppose à l'amendement n° I-59 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis (limitation de la transmission à la chambre régionale des comptes, des comptes administratifs des communes importantes) - (p. 2463) : s'oppose à l'amendement n° I-60 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis (contrôle administratif du représentant de l'Etat pour les délibérations relatives au budget des avances, emprunts, garanties d'emprunts et marchés ; caractère exécutoire de plein droit des délibérations dans un délai de quinze jours) - S'oppose à l'amendement n° I-250 de M. Paul Malassagne (possibilité de demande d'une seconde délibération par le représentant de l'Etat dans le département en cas d'illégalité, dans les quinze jours suivant la notification) - S'oppose à l'amendement n° I-61 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis (fixation du délai de saisine du tribunal administratif par le représentant de l'Etat dans le département à deux mois après la notification et information préalable du maire) - (p. 2464) : s'oppose à l'amendement n° I-203 de M. Marc Bécam (information du maire par le commissaire de la République vingt jours avant la saisine du tribunal administratif) - S'oppose à l'amendement n° I-214 de M. René Touzet (information du maire par le commissaire de la République quinze jours après la notification, possibilité de modification de la décision du maire pendant vingt jours et nouvelle information du maire par le représentant de l'Etat pendant dix jours après la seconde notification) - (p. 2465) : s'oppose à l'amendement n° I-297 de M. Amédée Bouquerel, soutenu par M. Henri Belcour (octroi d'un délai de deux mois par le représentant de l'Etat pour la légalisation des actes incriminés) - S'oppose à l'amendement n° I-165 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Pierre Louvot (envoi par le représentant de l'Etat d'un mémoire au tribunal administratif avec copie au maire dans les dix jours suivant le dépôt du recours) - (p. 2466) : sur l'amendement n° I-86 de M. Michel Giraud, rapporteur, son sous-amendement n° I-416 : notification au président de la chambre régionale des comptes du budget et comptes administratifs des autorités communales ; rejeté - (p. 2467) : sur l'amendement n° I-61 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis, s'oppose au sous-amendement I-417 de M. René Touzet (information du maire par le représentant de l'Etat 20 jours après notification et fixation du délai de saisine du tribunal administratif à vingt jours) - (p. 2468) : accepte l'amendement n° I-251 de M. Paul Malassagne (information du maire à sa demande par le représentant de l'Etat de son intention de ne pas déférer au tribunal administratif un acte des autorités municipales) et l'amendement de coordination n° I-139 de M. Louis Perrein - S'oppose aux amendements n° I-89 de M. Michel Giraud, rapporteur, (suppression des dispositions de cet article sur la possibilité d'information du maire par le représentant de l'Etat de son intention de ne pas déférer au tribunal administratif un acte des autorités municipales) et n° I-204 de M. Marc Bécam (suppression des dispositions de cet article relatives à la possibilité d'information du maire par le représentant de l'Etat sur son intention de ne pas déférer au tribunal administratif un acte des autorités municipales) - S'oppose à l'amendement n° I-216 de M. Paul Girod (décision du tribunal administratif dans un délai de deux mois et décision en appel du Conseil d'Etat assurant la procédure d'urgence) - (p. 2469) : s'oppose à l'amendement n° I-349 de M. Raymond Poirier (délai de saisine du tribunal administratif d'un mois) - S'oppose à l'amendement n° I-90 de M. Michel Giraud, rapporteur (fixation du délai de saisine du tribunal administratif à deux mois) - S'oppose à l'amendement n° I-91 de M. Michel Giraud, rapporteur (maintien du principe de la procédure de référé ne donnant pas lieu au sursis à exécution) - S'oppose à l'amendement n° I-167 de M.

Marcel Lucotte (sursis à exécution lors de la saisine du tribunal administratif) - (p. 2470) : s'oppose à l'amendement n° I-92 de M. Michel Giraud, rapporteur (sursis à exécution et suspension de la délibération jusqu'au désaisissement du tribunal administratif) - Accepte l'amendement n° I-252 de M. Paul Malassagne (obligation pour le tribunal administratif, après un sursis à exécution, de statuer sur ce point dans le mois suivant l'enregistrement de la requête) - (p. 2471) : s'oppose à l'amendement n° I-298 de M. Roger Romani (suspension à exécution lors de la saisine du tribunal administratif) - (p. 2472) : accepte l'amendement n° I-140 de M. Louis Perrein (présentation au Parlement d'un rapport du ministre de l'intérieur sur l'exercice du contrôle *a posteriori* des actes des autorités communales par les représentants de l'Etat) et sur cet amendement les sous-amendements n° I-414 de M. Marc Bécam (présentation d'un rapport par le Gouvernement) et n° I-415 de M. Michel Giraud, rapporteur (présentation d'un rapport annuel avant le 1<sup>er</sup> juin) (p. 2473) : s'oppose à l'amendement n° I-353 de M. Jean Francou, soutenu par M. Raymond Poirier (suspension d'un acte du conseil municipal par le représentant de l'Etat à la demande des citoyens après avis du sous-préfet et entente du maire ; décision du tribunal administratif).

Suite de la discussion - (6 novembre 1981) - Titre I (suite) - Art. 5 (p. 2528) : s'oppose à l'amendement n° I-268 de M. Jean Ooghe (suppression de cet article concernant la rétablissement de l'équilibre lorsque le budget communal n'est pas voté en équilibre réel) - (p. 2529) : s'oppose à l'amendement n° I-316 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. Roger Romani (restauration de l'autorité budgétaire dans le rétablissement de l'équilibre lorsque le budget communal n'est pas voté en équilibre réel) - Son amendement n° I-209 : modification de la définition de la notion d'équilibre réel du budget communal : notion d'équilibre sincère ; devenu sans objet - (p. 2530) : s'oppose à l'amendement n° I-99 de M. Michel Giraud, rapporteur (modification de la définition de la notion d'équilibre réel du budget communal) - (p. 2531) : sur le fonctionnement et les pouvoirs de la chambre régionale des comptes dans le rétablissement de l'équilibre lorsque le budget communal n'est pas voté en équilibre réel, s'oppose à l'amendement n° I-101 de M. Michel Giraud, rapporteur, au sous-amendement n° I-418 de M. Jacques Descours Desacres, rapporteur pour avis et à l'amendement n° I-67 de M. Jacques Descours Desacres, rapporteur pour avis - (p. 2532) : son amendement n° I-210 : fonctionnement et pouvoirs de la chambre régionale des comptes dans le rétablissement de l'équilibre lorsque le budget communal n'est pas voté en équilibre réel ; devenu sans objet - (p. 2535) : s'oppose à l'amendement n° I-102 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression du contrôle *a priori* sur la nouvelle délibération du conseil municipal qui prend la forme d'un budget rectifiant le budget initial).

- S'associe à l'hommage rendu par M. le Président du Sénat à M. Baudouin de Hauteclocque, sénateur du Pas-de-Calais (10 novembre 1981) (p. 2552)

- Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]

Suite de la discussion - (10 novembre 1981) - Titre I (suite) - Art. 6 (p. 2553) : accepte l'amendement de forme n° I-103 de M. Michel Giraud, rapporteur - (p. 2554) : s'oppose à l'amendement n° I-229 de M. Paul Girod (allongement du délai légal de vote de l'arrêt des comptes en cas de retard de transmission des pièces et informations nécessaires) - Son amendement n° I-419 : limite au 1<sup>er</sup> août du délai donné au conseil municipal pour le vote de l'arrêt des comptes ; adopté - S'oppose à l'amendement n° I-396 de M. Bernard Legrand (déficit budgétaire et responsabilité du conseil municipal ; intervention de la chambre régionale des comptes et pouvoir de décision en cas de désaccord) - (p. 2555) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° I-104 de M. Michel Giraud, rapporteur (déficit égal ou supérieur à 10 % des ressources pour les communes de moins de 20000 habitants et à 5 % pour les

autres ; intervention de la chambre régionale des comptes et possibilité d'emprunt exceptionnel) - (p. 2556) : accepte l'amendement n° I-269 de M. Jacques Eberhard (chambre régionale des comptes et possibilités d'audition pour le maire ou son représentant) - S'oppose à l'amendement n° I-105 de M. Michel Giraud, rapporteur (maintien du déficit et exécution des mesures de la chambre régionale des comptes par le représentant de l'Etat ; inclusion dans le contrôle du budget exécuté des dépenses obligatoires) - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° I-319 de M. Jacques Delong, soutenu par M. Jacques Braconnier (nécessité d'une mise en demeure par le représentant de l'Etat) - Art. 8 (p. 2563) : demande le rejet de l'amendement n° I-107 de M. Michel Giraud, rapporteur (caractère de dépense obligatoire pour les seules dépenses légales et correspondant à des dettes certaines, liquides et exigibles) - S'oppose à l'amendement n° I-19 de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. André Bettencourt (limitation du rôle de la chambre régionale des comptes au constat de la non inscription d'une dépense obligatoire) - S'oppose à l'amendement n° I-72 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis (compétence du représentant de l'Etat pour le contrôle de la légalité des dispositions budgétaires) - (p. 2564) : s'oppose à l'amendement n° I-180 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Pierre Louvot (non recours à la chambre régionale des comptes pour la constatation de la non inscription des dépenses obligatoires - Art. 9 (p. 2565) : accepte l'amendement n° I-74 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis (comptable de la commune et production des comptes devant la chambre régionale des comptes ; décision par voie de jugements) - (p. 2566) : sur cet amendement, son sous-amendement n° I-421 : décision de la chambre régionale des comptes par voie d'arrêt ; adopté.

Suite de la discussion - (12 novembre 1981) - Titre I (suite) - Art. 10 (p. 2581) : s'oppose à la première partie de l'amendement n° I-75 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis (rôle d'arbitre de la chambre régionale des comptes) ; accepte la deuxième partie de cet amendement (fixation par décret des pièces justificatives que le comptable peut exiger) - Après l'art. 10 (p. 2583) : s'oppose à l'amendement n° I-111 de M. Michel Giraud, rapporteur (intitulé : « Chapitre III - Suppression de la tutelle technique ») - (p. 2584) : s'oppose à l'amendement n° I-112 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression, sauf disposition expresse de la loi, des prescriptions particulières visant la conception et l'exécution des travaux des communes) - S'oppose à l'amendement n° I-113 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression, sauf disposition expresse de la loi, des prescriptions particulières visant la gestion des services ou l'utilisation du patrimoine des communes) - (p. 2585) : sur la suppression des rémunérations accessoires versées par les communes aux agents de l'Etat ou de ses établissements publics, s'oppose aux amendements n° I-114 de M. Michel Giraud, rapporteur et n° I-176 de M. Marcel Lucotte - Avant l'art. 11 : s'oppose à l'amendement n° I-115 de M. Michel Giraud, rapporteur (intitulé : « Chapitre IV - Dispositions diverses ») - Art. 11 : s'oppose à l'amendement n° I-116 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression des dispositions de cet article relatives à la répartition des contingents d'aide sociale ; extension des dispositions de la loi aux communautés urbaines) - Prix de journée des établissements sanitaires et sociaux - Après l'art. 11 (p. 2586) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° I-117 de M. Michel Giraud, rapporteur (délai d'application des dispositions du présent chapitre aux agglomérations nouvelles) - Art. 12 (p. 2587) : se prononce contre la demande de réserve de cet article, relatif à la responsabilité des élus locaux devant la Cour de discipline budgétaire, jusqu'à l'examen du titre IV, présentée par M. Michel Giraud, rapporteur - Après l'art. 12 (p. 2588) : s'oppose à la réserve, demandée par M. Michel Giraud, rapporteur, de l'amendement n° I-190 de M. Marcel Lucotte (abrogation de la loi du 16 juillet 1971 relative aux fusions de communes) - S'oppose à l'amendement n° I-329 de M. Paul Kauss, soutenu par M. Roger Romani (maintien des dispositions du code des communes

relatives à la nullité de plein droit de certaines délibérations) - **Art. 13** (p. 2592) : engagement du Gouvernement de donner à Paris le statut de droit commun - (p. 2594) : demande la réserve de l'article 13 jusqu'à la fin de la discussion du projet de loi - **Après l'art. 13 bis** (p. 2599) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° I-277 de M. Marcel Rudloff (conditions d'application des dispositions du titre I aux communes des départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin) - **Art. 14 - A** (p. 2600) : s'oppose à l'amendement n° I-256 de M. Jacques Descours Desacres (possibilité pour les représentants de l'Etat dans le département d'assister aux conférences intercommunales, subordonnée à la demande unanime des communes intéressées) - **Avant l'art. 14** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° I-123 de M. Michel Giraud, rapporteur (liberté des conseils municipaux de fixer le nombre des postes d'adjoints) - **Art. 14** (p. 2601) : accepte la réserve de cet article, demandée par M. Michel Giraud, rapporteur - **Art. 15** : sur l'amendement n° I-136 de M. Michel Giraud, rapporteur (rétablissement de cet article, supprimé par l'Assemblée nationale, dans une rédaction visant la codification du projet en examen dans le code des communes), son sous-amendement de séance : établissement ultérieur d'un code général des collectivités locales ; adopté - **Titre II** : s'oppose à l'amendement de coordination n° II-110 de M. Marc Bécam, repris par M. Michel Giraud, rapporteur (intitulé : « Titre II - Des droits, des libertés et des responsabilités des départements ») - **Chapitre I** (p. 2602) : s'oppose à l'amendement n° II-43 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression de l'intitulé du chapitre I : « Des institutions départementales ») - **Modification**, prévue par la commission des lois, de la structure du projet - **Art. 16** (p. 2604) : accepte l'amendement n° II-184 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Jacques Eberhard (soutien éventuel du département aux communes « dans le respect de leur autonomie ») - S'oppose aux amendements identiques n° II-44 de M. Michel Giraud, rapporteur, n° II-1 de M. Jean-François Pintat et n° II-119 de M. Paul Girod (suppression de l'alinéa relatif au soutien éventuel du département aux communes pour l'exercice de leurs libertés et responsabilités) - **Avant l'art. 17** : s'oppose à l'amendement n° II-45 de M. Michel Giraud, rapporteur (intitulé : « Chapitre premier - Transfert du pouvoir exécutif au président du conseil général ») - **Art. 17** (p. 2605) : son amendement rédactionnel n° II-111 ; devenu sans objet - (p. 2606) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-46 de M. Michel Giraud, rapporteur (exécutif départemental conféré au président du conseil général) - S'oppose à tous les autres amendements déposés à cet article - **Après l'art. 17** (p. 2607) : demande le retrait de l'amendement n° II-279 de M. René Tomasini, soutenu par M. Charles Pasqua (incompatibilité du mandat de président du conseil général, avec une fonction gouvernementale) - **Art. 18** (p. 2609) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° II-270 de M. France Léchenaault, soutenu par M. Stéphane Bonduel (rôle d'un directeur général des services départementaux pour assister le président du conseil général dans sa mission de chef des services départementaux) - **Art. 18 bis, 18 ter et 18 quater** (p. 2612) : s'oppose à la réserve de ces articles jusqu'aux chapitres I et II du titre III *bis* (nouveau), demandée par M. Michel Giraud, rapporteur - **Art. 18 quinquies** : oppose sans succès l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° II-51 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression de cet article relatif au maintien à titre transitoire de l'actuelle répartition des charges entre l'Etat et le département) - Ses amendements n° II-113, n° II-114 et n° II-115 : précisions sur la répartition des charges dans le régime transitoire ; devenus sans objet - **Art. 18 sexies** (p. 2613) : s'oppose aux amendements n° II-52 de M. Michel Giraud, rapporteur (pouvoirs du président du conseil général et délégations aux vice-présidents), n° II-187 de M. Jean Garcia, soutenu par M. Jacques Eberhard (délégations aux vice-présidents et suppression de la notion de surveillance), et n° II-19 de M. Michel d'Aillières, soutenu par M. Guy de La Verpillière (limitation des délégations de compétences du président du conseil général aux seuls vice-présidents) - **Art. 18 septies**

(p. 2615) : s'oppose aux amendements identiques n° II-53 de M. Michel Giraud, rapporteur, et n° II-2 de M. Jean-François Pintat (suppression de cet article relatif à la création d'agences techniques départementales) - **Art. 20** (p. 2616) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° II-54 et n° II-55 de M. Michel Giraud, rapporteur (vacance du siège de président du conseil général : modalités d'exercice provisoire de ses fonctions et organisation de l'élection) - **Chapitre II** (p. 2617) : s'oppose à l'amendement n° II-56 de M. Michel Giraud, rapporteur (intitulé : « Chapitre II - Du représentant de l'Etat dans le département ») - **Art. 21** (p. 2620) : ses amendements n° II-116 : information du commissaire de la République par les autorités élues sur l'action des services relevant des collectivités territoriales ; devenu sans objet ; et n° II-332 : appellations de commissaire de la République et de commissaire de la République adjoint, substituées à celles de préfet et de sous-préfet dans toutes les lois non modifiées par le texte en examen ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (13 novembre 1981) - **Rappel au règlement** (p. 2646) : cas d'irrecevabilité d'amendements et absence de débats - **Titre I - Art. 14 (suite)** (p. 2648) : son amendement n° I-211, précédemment réservé : abrogation des dispositions du code des communes concernant les pouvoirs de tutelle sur les actes des autorités communales, la démission d'office d'un conseiller municipal ; cas particulier de Paris ; adopté - Sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat sur les sous-amendements de M. Michel Giraud rapporteur n° I-423 de coordination n° I-124 (suppression des dispositions relatives aux vœux politiques) et n° I-126 (interdiction pour le conseil municipal d'émettre des vœux méconnaissant les dispositions de l'alinéa premier de l'article 20 de la Constitution du 4 octobre 1958) - Egalement sur cet amendement n° I-211, accepte les sous-amendements de coordination n° I-125 et de forme n° I-129 de M. Michel Giraud, rapporteur ; s'oppose au sous-amendement n° I-424, de M. Michel Giraud, rapporteur (pouvoirs de substitution du représentant de l'Etat envers le maire en tant qu'agent de l'Etat) - (p. 2650) : toujours sur l'amendement n° I-211, s'oppose au sous-amendement n° I-135, de M. Michel Giraud, rapporteur (abrogation des dispositions conférant au Gouvernement ou à ses représentants un pouvoir d'annulation ou d'approbation des actes des autorités communales) ainsi qu'au sous-amendement n° I-422 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Adolphe Chauvin (fixation par décret en Conseil d'Etat des dispositions applicables au modèle de cahier des charges type) - Demande le retrait de l'amendement n° I-276 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Fernand Lefort (abrogation du code des communes des dispositions sur les fusions de communes) - (p. 2651) : enfin, sur son amendement n° I-211, s'oppose au sous-amendement n° I-22, de M. Michel d'Aillières, soutenu par M. Jacques Descours Desacres (nullité de plein droit des délibérations du conseil municipal portant sur un objet étranger à ses attributions ou prises hors de ses réunions légales, ainsi que des délibérations prises en violation d'une loi ou d'un règlement d'administration publique) - S'oppose à l'amendement n° I-392 de M. Alphonse Arzel, soutenu par M. Pierre Schiélé (suspension des maires et adjoints après avis du Conseil d'Etat) - (p. 2652) : s'oppose à l'amendement n° I-77, de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis, soutenu par M. Jacques Descours Desacres (suppression de la notion d'avis motivé de la chambre régionale des comptes sur le budget voté) - **Titre II (suite)** - **Art. 22** (p. 2655) : s'oppose aux amendements n° II-58 de M. Michel Giraud, rapporteur (réunion du conseil général à la demande de la moitié de ses membres sur un ordre du jour déterminé pour une durée ne pouvant excéder 5 jours et réunion par décret en cas de circonstances exceptionnelles) et n° II-307 de M. Hubert d'Andigné, soutenu par M. Paul Malassagne (réunion de 4 sessions ordinaires du conseil général ; fixation de la date d'ouverture des sessions par le président du conseil général en l'absence de décision du conseil général ; fixation de la première réunion de plein droit lors du renouvellement triennal des conseils généraux) - **Art. 22 bis** (p. 2657) : accepte l'amendement n° II-190 de

M. Jacques Eberhard, soutenu par M. Bernard-Michel Hugo (droit d'audience du représentant de l'Etat dans le département au conseil général) et s'oppose à l'amendement n° II-59 de M. Michel Giraud, rapporteur (droit de regard du représentant de l'Etat au conseil général et audition sur demande du Premier ministre ou du président du conseil général) - **Art. 23** (p. 2658) : s'oppose aux amendements de M. Michel Chauty, soutenus par M. Roger Romani n° II-310 (réunion du conseil général à la demande de la majorité des membres du bureau) et n° II-311 (réunion du conseil général à la demande de la moitié de ses membres) ainsi qu'aux amendements n° II-273 de M. France L'échenault, soutenu par M. Jean Béranger (réunion du conseil général à la demande de la majorité du bureau ou du tiers du conseil général ; mention de l'ordre du jour sur la convocation et réunion par décret en cas de circonstances exceptionnelles), n° II-17 de M. Michel d'Aillières, soutenu par M. André Bettencourt (réunion du conseil général à la demande des deux tiers de ses membres) et n° II-60 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression de cet article portant sur les conditions de réunion du conseil général) - **Art. 24** (p. 2660) : s'oppose à l'amendement n° II-250 de M. Paul Pillet, soutenu par M. Adolphe Chauvin (élection des autres membres du bureau à la représentation proportionnelle pour la même durée que le président) - **Après l'art. 24** : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° II-61 de M. Michel Giraud, rapporteur (délégation du conseil général au bureau) - **Art. 25** : s'oppose à l'amendement n° II-333 de M. Michel Giraud, rapporteur (transmission du règlement intérieur du conseil général au tribunal administratif qui se prononce sur sa conformité à la loi dans le délai d'un mois) - **Art. 26** (p. 2661) : s'oppose à l'amendement n° II-191 de M. Bernard-Michel Hugo (audition par le conseil général des représentants d'un conseil municipal ou d'une association locale ou départementale concernée par l'ordre du jour des débats).

**Suite de la discussion** - (16 novembre 1981) - **Titre II (suite)** - **Chapitre IV** (p. 2687) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-66 de M. Michel Giraud, rapporteur (« Chapitre IV. - De la suppression des tutelles ») - **Art. 31** (p. 2688) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-67 de M. Michel Giraud, rapporteur (délégations et arrêtés des autorités départementales exécutoires de plein droit comme le sont désormais celles du conseil municipal) - **Art. 32** (p. 2689) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-68 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression de cet article pour coordination avec les articles 2 et 3 du présent projet) - **Art. 34** (p. 2690) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour la demande de réserve de cet article présentée par M. Michel Giraud, rapporteur - **Art. 35** (p. 2691) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-70 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression du premier alinéa concernant la limitation des travaux du conseil général sur les orientations budgétaires) - (p. 2692) : s'oppose à l'amendement n° II-217 de MM. Paul Girod et Bernard Legrand (examen du budget départemental par le conseil général porté de dix à vingt jours) - Accepte l'amendement de forme n° II-176 de M. Bernard Legrand - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-71 de M. Michel Giraud, rapporteur (libre emploi des douzièmes provisoires) - **Art. 36** (p. 2693) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-72 de M. Michel Giraud, rapporteur (conditions de l'équilibre réel du budget départemental et procédure de redressement du déficit budgétaire identique à celle retenue par le Sénat concernant le budget communal aux articles 5 et 6) - **Art. 37** (p. 2694) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-73 de M. Michel Giraud, rapporteur (dépenses obligatoires pour les départements à partir du budget exécuté ou nécessaire à l'acquittement des dettes certaines, liquides et exigibles) - **Après l'art. 37** : s'oppose à l'amendement n° II-197 de M. Jean Ooghe (institution à titre transitoire d'un comité des prêts dans chaque département, comportant une majorité d'élus, devant lesquels les communes pourront faire appel) - **Art. 38** (p. 2695) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour

l'amendement n° II-74 de M. Michel Giraud, rapporteur (conditions d'assujettissement des comptables à la chambre régionale des comptes) - **Art. 39** : s'oppose à l'amendement n° II-75 de M. Michel Giraud, rapporteur (réquisition par le président du conseil général du comptable départemental) - **Après l'art. 39** (p. 2696) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° II-77 et II-78 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression de la tutelle technique) - S'oppose à l'amendement n° II-79 de M. Michel Giraud, rapporteur (interdiction de rémunération des agents d'autres collectivités) - **Avant l'art. 40** : s'oppose à l'amendement de forme n° II-80 de M. Michel Giraud (intitulé de chapitre additionnel « Chapitre V - Dispositions diverses ») - **Art. 40** (p. 2697) : s'oppose à l'amendement n° II-82 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression des deux derniers alinéas de cet article relatifs au maintien de la répartition des dépenses sanitaires et sociales entre l'Etat et le département) - Son amendement n° II-117 : attributions du commissaire de la République et des maires : service départemental d'incendie ; rejeté - **Avant l'art. 44** (p. 2699) : demande la réserve de l'amendement n° II-84 de M. Michel Giraud, rapporteur (dispositions relatives aux actes administratifs et budgétaires du département de Paris) - Accepte l'amendement n° II-111 de M. Henri Goetschy, soutenu par M. Paul Seramy (participation des présidents des conseils généraux concernés aux commissions créées par des accords internationaux et chargées des questions transfrontalières) - (p. 2700) : s'oppose à l'amendement n° II-330 de M. Louis Virapoullé (maintien du conseil général dans les départements d'outre-mer et bénéfice de nouvelles attributions prévues par la présente loi) - S'oppose à l'amendement n° II-269 de M. Marcel Henry, soutenu par M. Daniel Millaud (application des dispositions de ce titre à la collectivité territoriale de Mayotte ; extension de la compétence de la chambre régionale des comptes de la Réunion à la collectivité territoriale de Mayotte) - **Art. 44** (p. 2702) : son amendement n° II-118 : liste des textes abrogés ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose aux deux premières dispositions du sous-amendement n° II-85 de M. Michel Giraud, rapporteur (modification de la liste des textes abrogés : 1° modalités de scrutin du conseil général ; 2° relation entre le conseil général et les chefs de service des administrations publiques) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour la troisième disposition (3° sanction à l'égard d'un conseiller général absent) - (p. 2703) : sur le même amendement, s'oppose au sous-amendement de coordination n° II-91 de M. Michel Giraud, rapporteur et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° II-334 de M. Michel Giraud, rapporteur (respect par le conseil général de l'article 20 de la Constitution du 4 octobre 1958 qui stipule que le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation) - (p. 2704) : sur son amendement n° II-118, s'oppose au sous-amendement n° II-93 de M. Michel Giraud, rapporteur (modification de la liste des textes abrogés : IV - loi du 28 pluviôse, an VIII) - Sur son amendement n° II-118, s'oppose aux sous-amendements de M. Michel Giraud, rapporteur, n° II-92 (modification de la liste des textes abrogés : abrogation du 2° alinéa (1°) de l'article 61 de la loi du 10 août 1871), et n° II-94 (modification de la liste des textes abrogés : abrogation de l'acte dit loi du 2 novembre 1940 interdisant aux collectivités locales l'attribution d'indemnités aux fonctionnaires préfectoraux) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° II-95 de M. Michel Giraud, rapporteur (abrogation des dispositions conférant au Gouvernement ou à ses représentants un pouvoir d'annulation ou d'approbation des actes des autorités départementales) - **Après l'art. 44** (p. 2705) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-96 de M. Michel Giraud, rapporteur (insertion dans un code des départements des dispositions en vigueur) - **Titre II bis (nouveau)** après l'art. 44 (p. 2706) : à propos de l'amendement n° II bis-1 de M. Michel Giraud, rapporteur (« Titre II bis nouveau : clarification et répartition des compétences »), évoque l'article 40 de la Constitution et l'article 45 du règlement du Sénat - (p. 2708) : s'oppose à l'amendement n° II bis-1 de M. Michel Giraud, rapporteur - (p. 2709) : s'oppose à

l'amendement n° II bis-2 de M. Michel Giraud, rapporteur (intitulé : « Chapitre premier - Justice ») - (p. 2710) : oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements II bis-3, II bis-4, II bis-5 et II bis-6 de M. Michel Giraud, rapporteur - Oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° II bis-7 de M. Michel Giraud, rapporteur (abrogation des diverses dispositions qui mettaient à la charge des collectivités locales une part des dépenses de fonctionnement et d'équipement des services publics de la justice) - (p. 2711) : s'oppose à l'amendement n° II bis-8 de M. Michel Giraud, rapporteur, (« Chapitre II nouveau - Police ») - Concernant le recours à la procédure de l'article 40, propose d'entendre deux intervenants par amendement, le rapporteur et l'auteur de l'amendement - (p. 2713) : accepte l'amendement n° II bis-9 de M. Michel Giraud, rapporteur (transfert des charges de police dans les communes à l'Etat) - Oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° II bis-83 de M. Michel Giraud, rapporteur (étatisation de la police municipale dans les communes de plus de 2.000 habitants, sous certaines conditions) - (p. 2714) : s'oppose à l'amendement n° II bis-10 de M. Michel Giraud, rapporteur (précisions concernant les responsabilités de l'Etat et les pouvoirs du maire en matière de police) - (p. 2715) : s'oppose à l'amendement n° II bis-1 de M. Michel Giraud, rapporteur (charge de la police et de la voie publique sur les voies à grande circulation aux représentants de l'Etat dans les départements de la petite couronne parisienne) - (p. 2716) : s'oppose à l'amendement de M. Louis Virapoullé n° I-410 (consultation obligatoire du maire d'une commune en cas d'assignation à résidence sur son territoire) - (p. 2720) : s'oppose à l'amendement n° II bis-12 de M. Michel Giraud, rapporteur (intitulé de chapitre : « Chapitre III nouveau - Action sociale et santé »).

Suite de la discussion - (17 novembre 1981) - Titre II bis (nouveau) après l'art. 44 (suite) (p. 2743) : oppose sans succès l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° II bis-40 de M. Michel Giraud, rapporteur (élaboration par les communes, en concertation avec l'Etat et le département, des plans d'occupation des sols ; opposabilité et publication) - (p. 2745) : s'oppose à l'amendement n° II bis-41 de M. Michel Giraud, rapporteur (principe et modalités d'application de l'établissement et de la publication d'une carte communale des zones inconstructibles) - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° II bis-53 de M. Auguste Chupin rapporteur pour avis (obligation d'établissement d'un plan d'occupation des sols et exclusion du recours à la procédure de la carte communale) - Oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° II bis-54 de M. Auguste Chupin, rapporteur pour avis (plan d'occupation des sols et compétence du maire pour l'instruction et la délivrance des permis de construire) ainsi qu'à l'amendement n° II bis-42 de M. Michel Giraud, rapporteur (compétence du maire pour l'instruction et la délivrance des permis de construire) - (p. 2746) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° II bis-43 de M. Michel Giraud, rapporteur (compétence du maire pour la délivrance des documents annexes au permis de construire) - S'oppose à l'amendement n° II bis-44 de M. Michel Giraud, rapporteur (instruction des demandes de permis de construire et mise à la disposition des maires des services départementaux et étatiques ; absence de rémunération) - (p. 2747) : oppose sans succès l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° II bis-45 de M. Michel Giraud, rapporteur (grandes communes et décentralisation des opérations d'aménagement urbain) - Titre III (p. 2750) : s'oppose à l'amendement n° III-93 de M. Marc Bécam (intitulé : « Des droits, des libertés et des responsabilités des régions ») - Avant l'art. 45 : s'oppose à l'amendement n° III-53 de Michel Giraud, rapporteur (intitulé : « Chapitre I - Vocation et organisation de la région ») - Art. 45 (p. 2755) : s'oppose à l'amendement n° III-54 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression de cet article prévoyant la transformation en collectivité territoriale de la région) - S'oppose aux amendements n° III-176 de M. Michel Maurice-Bokanowski soutenu par M. Marc Bécam (caractère et mission de la région ; composition et modalités

d'élection du conseil régional), n° III-134 de M. Marcel Rudloff (composition du conseil régional ; participation pour moitié des parlementaires et des présidents des conseils généraux), n° III-133 de M. Jean Francou, soutenu par M. Pierre Schiélé (suppression des dispositions de cet article érigeant la région en collectivité territoriale) - S'oppose également aux amendements de M. Louis Virapoullé n° III-109 (caractère de collectivité territoriale des régions ne comprenant qu'une seul département) et III-110 (adaptation des dispositions de cette loi aux régions mono-départementales) - De même, s'oppose aux amendements n° III-181 de M. Eugène Romani, soutenu par M. Marc Bécam (administration de la région dans le cadre des lois républicaines), n° III-180 de M. Marcel Fortier, soutenu par M. Marc Bécam (élection au suffrage universel direct du conseil régional pour six ans) - Au sujet du comité économique et social et de sa vocation d'avis, s'oppose aux amendements identiques n° III-85 de M. Marcel Lucotte et n° III-179 de M. Jacques Braconnier - S'oppose aux amendements n° III-135 de M. Marcel Rudloff (principe constitutionnel de la représentation des collectivités territoriales au Sénat), n° III-136 de M. Yves Le Cozannet (institutionnalisation de la coopération entre le département et la région) et n° III-183 de M. Jean Amelin (compétence régionale dans le domaine commercial et artisanal) - S'oppose aux amendements de M. Raymond Dumont soutenus par M. Jean Ooghe n° III-95 (caractère propre des compétences départementales et communales) et n° III-96 (compétences générales et principe de l'association de la région et des autres collectivités territoriales) - S'oppose à l'amendement n° III-137 de M. Claude Mont, soutenu par M. Henri Goetschy (actions du conseil régional et concertation avec les autres collectivités territoriales et les établissements publics régionaux) et n° III-138 de M. Claude Mont, soutenu par M. Pierre Schiélé (suppression des dispositions de cet article relatives à l'affirmation de l'intégrité du territoire national) - Au sujet de la possibilité de coopération interrégionale, s'oppose aux amendements n° III-139 de M. Marcel Rudloff et III-185 de M. Henri Belcour, soutenu par M. Marc Bécam - S'oppose à l'amendement n° III-171 de M. Louis Jung (relations transfrontalières et possibilité de concertation, organisée par le conseil régional, avec les collectivités décentralisées étrangères) ainsi qu'aux amendements n° III-214 de M. Paul Girod (suppression des dispositions de cet article concernant la possibilité d'association, dans le cadre de leurs compétences, de la région avec l'Etat et les autres collectivités territoriales) et III-97 de M. Raymond Dumont, soutenu par M. Jean Garcia (définition légale du territoire régional) - Art. 45 bis (p. 2756) : s'oppose aux amendements identiques n° III-55 de M. Michel Giraud, rapporteur, n° III-215 de M. Jean Béranger, soutenu par M. Michel Rigou et n° III-216 de M. Paul Girod (suppression de cet article concernant l'application de la loi à la région Corse) - Art. 46 (p. 2757) : s'oppose à l'amendement n° III-56 de M. Michel Giraud, rapporteur (entrée en vigueur de la loi et maintien, jusqu'à cette date, du caractère d'établissement public de la région) - Art. 47 (p. 2758) : s'oppose à l'amendement n° III-57 de M. Michel Giraud, rapporteur (principe du transfert au président du conseil régional de l'exécutif ; rôle du comité économique et social) - S'oppose à l'amendement n° III-98 de M. Guy Schmauss, soutenu par M. Jean Garcia (commissaire de la République et pouvoirs d'instruction et d'exécution des affaires régionales) - Avant l'art. 47 bis : s'oppose à l'amendement n° III-108 de M. Henri Goetschy (participation aux séances du conseil régional du président du conseil général avec voix consultative) - Art. 47 bis (p. 2759) : s'oppose aux amendements n° III-58 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression de cet article concernant la mise en place des nouveaux comités économiques et sociaux), n° III-218 de M. Paul Girod (caractère légal des dispositions fixant les principes de fonctionnement des comités économiques et sociaux), n° III-189 de M. François Collet, soutenu par M. Marc Bécam (représentation des corps sociaux et composition du comité économique et social) et n° III-49 de M. Daniel

Hoeffel, soutenu par M. Marcel Rudloff (fixation par la loi des catégories représentées au comité économique et social) - **Art. 47 ter** (p. 2760) : s'oppose à l'amendement n° III-59 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression de cet article concernant le rôle du comité économique et social) - **Après l'art. 47 ter** : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° III-220 de M. Paul Girod (définition des conditions techniques et financières de fonctionnement du comité économique et social) - **Art. 47 quater** : s'oppose à l'amendement n° III-60 de M. Michel Giraud, rapporteur (régions et contribution au développement économique, social et culturel, en collaboration avec l'Etat et les collectivités territoriales) - **Après l'art. 47 quater** (p. 2761) : s'oppose à l'amendement n° III-171 précédemment réservé, de M. Louis Jung (relations transfrontalières et possibilité de concertation, organisée par le conseil régional, avec les collectivités décentralisées étrangères) - **Art. 48** (p. 2763) : son amendement de coordination n° III-162 ; devenu sans objet - (p. 2764) : son amendement n° III-163 : extension aux régions de la faculté d'exonération de la taxe professionnelle ; devenu sans objet - S'oppose aux amendements n° III-154 de M. Marcel Rudloff (fixation à 5 % du budget régional de la participation aux dépenses de fonctionnement des équipements régionaux) et n° III-24 de M. Michel d'Aillières, soutenus par M. Guy de la Verpillière (fixation à 20 % des dépenses d'investissement de la participation aux dépenses de fonctionnement des équipements régionaux) - Au sujet des attributions économiques et sociales de la région et de sa transformation en collectivité territoriale, s'oppose aux amendements n° III-191 de M. Bernard-Charles Hugo soutenu par M. Marc Bécam et n° III-25 de M. Michel d'Aillières, soutenu par M. Guy de la Verpillière - S'oppose aux amendements n° III-155 de M. Daniel Hoeffel, soutenu par M. Marcel Rudloff (intervention économique et sociale et avis du comité économique et social), n° III-159 de M. Yves Le Cozannet (intervention économique et sociale de la région et principe de la liberté du commerce et de l'industrie), n° III-158 de M. Jean Francou soutenu par M. Marcel Rudloff (principe et modalités d'élaboration du plan régional), n° III-26 de M. Michel d'Aillières, soutenu par M. Guy de La Verpillière (absence de création de services régionaux propres pour représenter les intérêts généraux, commerciaux et industriels), n° III-192 de M. Jacques Valade, soutenu par M. Marc Bécam (intervention économique régionale et accord préalable du département et de la commune) et n° III-193 de M. Michel Chauty, soutenu par M. Marc Bécam (possibilité d'intervention de la région dans les échanges extérieurs avec l'étranger).

Suite de la discussion - (18 novembre 1981) - **Titre II bis (nouveau) après l'art. 44 (suite)** (p. 2796) : souhait exprimé par les membres du Sénat, de connaître les avant-projets des textes de loi envisagés : transfert de pouvoirs de l'Etat aux collectivités territoriales et répartition des compétences ; statut des élus et des personnels ; cumul des mandats ; texte sur la Corse ; statut de Paris et de la région d'Ile-de-France - Principes essentiels du texte sur la répartition des compétences - (p. 2797) : compétence des collectivités locales en matière d'urbanisme, de logement, d'habitat, de transports - Dispositions en matière d'éducation, de constructions scolaires, de recherche et de formation professionnelle - Domaine de l'action sociale et de la santé - Justice et police - Décentralisation et déconcentration - Exemple de la direction départementale de l'équipement (DDE) - Coopération intercommunale : syndicats de communes et syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM) - Villes nouvelles - Communautés urbaines - (p. 2798) : statut des élus locaux : rémunérations ; retraites ; formation - Statut des personnels - Problème des cumuls : mission confiée à M. Marcel Debarge ; consultation, souhaitée par le Gouvernement, des divers groupes de l'Assemblée nationale et du Sénat - (p. 2799) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II bis-46 de M. Michel Giraud, rapporteur (Intitulé de chapitre nouveau : « Chapitre VIII - Actions économiques ») - (p. 2800) : rôle respectif des collectivités locales et des entreprises dans l'activité économique, évoqué par M.

Jean-Pierre Fourcade - Répartition des compétences entre communes, départements et régions - (p. 2801) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II bis-47 de M. Michel Giraud, rapporteur (principes juridiques devant inspirer les interventions des communes, des départements et des régions en matière économique et sociale) et pour l'amendement n° II bis-91 de M. Michel Giraud, rapporteur (interventions de caractère foncier et immobilier de la commune, du département et de la région) - **Titre III (suite) - Art. 48 bis** (p. 2804) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° III-62 de M. Michel Giraud, rapporteur (participation de la région à l'élaboration du plan national ; plan régional ; coordination des investissements publics locaux dans la région) ; sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° III-157 de M. Claude Mont, soutenu par M. Pierre Schiélé (suppression, dans l'alinéa relatif au plan régional, de la référence aux « normes et critères fixés par la loi ») - **Après l'art. 48 bis** : s'oppose à l'amendement n° III-63 de M. Michel Giraud, rapporteur (participation de la région à la définition de la politique de formation professionnelle) - Accepte l'amendement n° III-64 de M. Michel Giraud, rapporteur (participation des régions au capital des sociétés de développement régional et des sociétés de financement interrégionales) ; sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° III-32 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis (plafond à la prise de participation d'une région dans le capital de ces sociétés) - (p. 2805) : son amendement n° III-163 : possibilité pour les conseils régionaux d'exonérer les entreprises de la part de taxe professionnelle perçue par la région ; adopté - **Art. 48 ter** (p. 2806) : s'oppose à l'amendement n° III-94 de M. Guy Petit, soutenu par M. Pierre Sallenave (suppression de cet article relatif à l'institution, dans chaque région, d'un comité des prêts composé en majorité d'élus régionaux, départementaux et communaux) - **Après l'art. 48 ter** : s'oppose à l'amendement n° III-66 de M. Michel Giraud, rapporteur (prêt des caisses d'épargne aux collectivités locales et aux entreprises bénéficiant de leur garantie) - S'oppose à l'amendement n° III-67 de M. Michel Giraud, rapporteur (fixation à 60 % au lieu de 50 %, du contingent minimum de l'excédent des dépôts affectés aux prêts Minjoz) - **Avant l'art. 49** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° III-68 de M. Michel Giraud, rapporteur (« Chapitre III - Suppression des tutelles et transfert du pouvoir exécutif ») - (p. 2807) : accepte l'amendement n° III-246 de M. Michel Giraud, rapporteur (coopération interrégionale) - **Art. 49** (p. 2809) : accepte l'amendement n° III-69 de M. Michel Giraud, rapporteur (simplification de cet article relatif au caractère exécutoire de plein droit des délibérations et arrêtés des autorités régionales), et s'oppose à tous les autres amendements déposés à cet article, relatifs notamment à la saisine du tribunal administratif - **Art. 49 bis** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° III-70 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression de cet article relatif à l'abrogation des dispositions prévoyant l'annulation par le Gouvernement ou ses représentants, des délibérations et arrêtés des autorités régionales ou les soumettant à approbation) - **Art. 50** (p. 2810) : s'oppose à l'amendement n° III-71 de M. Michel Giraud, rapporteur (fonctionnement du conseil régional ; convocation à la demande de la moitié de ses membres) - **Après l'art. 50** (p. 2811) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° III-247 de M. Michel Giraud, rapporteur (extension à la région de la procédure applicable au département en cas de décès ou de démission du président du conseil général ; dissolution du conseil régional) - **Art. 50 bis** (p. 2812) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° III-72 de M. Michel Giraud, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif aux rapports annuels présentés au conseil régional par le président du conseil régional et par le représentant de l'Etat) - **Art. 51** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° III-73 de M. Michel Giraud, rapporteur (rôle du président du conseil régional comme organe exécutif de la région) - (p. 2813) : s'oppose à l'amendement n° III-29 de M. Michel d'Aillières (élaboration par décret



en Conseil d'Etat d'une convention type sur les services transférés à la collectivité régionale) - Services de la préfecture de région transférés à la collectivité régionale; exemple de la direction de l'équipement, évoqué par M. Michel d'Aillières - **Art. 51 bis**: s'oppose à l'amendement n° III-74 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression de cet article relatif à la possibilité, à titre transitoire, pour le président du conseil régional, de disposer en tant que de besoin des services extérieurs de l'Etat) - Son amendement de coordination n° III-164: déléguations de signature; devenu sans objet - **Art. 51 ter** (p. 2814): s'oppose à l'amendement n° III-75 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression de cet article relatif au maintien du statut des personnels des services de la préfecture régionale et des services extérieurs de l'Etat) - **Art. 51 quater**: s'oppose à l'amendement n° III-76 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression de cet article relatif à la coordination entre l'action des services régionaux et celle des services de l'Etat dans la région) - **Art. 51 quinquies**: s'oppose à l'amendement n° III-77 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression, pour coordination, de cet article relatif au maintien, à titre provisoire, de la répartition des charges entre l'Etat et la région) - **Art. 52** (p. 2815): s'oppose à l'amendement n° III-78 de M. Michel Giraud, rapporteur (simplification de cet article relatif aux attributions du représentant de l'Etat dans la région) - S'oppose à l'amendement n° III-30 de M. Michel d'Aillières (impossibilité pour le représentant de l'Etat dans la région d'être en même temps représentant de l'Etat dans le département chef-lieu de la région) - **Art. 52 bis** (p. 2816): s'oppose à l'amendement n° III-79 de M. Michel Giraud, rapporteur (entrée du représentant de l'Etat auprès de la région au conseil régional; audition à la demande du Premier ministre ou du président du conseil régional) - **Art. 53** (p. 2817): s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° III-80 de M. Michel Giraud, rapporteur (régime du comptable de la région: conditions de nomination; exercice des responsabilités; droit de réquisition par le président du conseil régional) - **Art. 54**: s'oppose à l'amendement n° III-81 de M. Michel Giraud, rapporteur (budget régional: référence aux dispositions applicables aux budgets communaux) - **Après l'art. 55** (p. 2818): s'oppose à l'amendement n° III-83 de M. Michel Giraud, rapporteur (création ultérieure d'un code des régions) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° III-84 de M. Michel Giraud, rapporteur (abrogation de toutes les dispositions prévoyant l'annulation par le Gouvernement de délibérations régionales ou les soumettant à approbation) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° III-51 de MM. Lionel Cherrier et Daniel Millaud (extension par des lois ultérieures, après consultation des assemblées territoriales intéressées, des droits et libertés de chaque territoire d'outre-mer au sein de la République française) - **Titre III bis (nouveau)** après l'art. 55 (p. 2819): s'oppose à l'amendement n° III bis-1 de M. Michel Giraud, rapporteur (Intitulé: «Titre III bis (nouveau) - Les conséquences des transferts de compétences») - Contre-projet de la commission - S'oppose à l'amendement n° III bis-2 de M. Michel Giraud; rapporteur (Intitulé de chapitre: «Chapitre premier - L'organisation des services») - S'oppose à l'amendement n° III bis-3 de M. Michel Giraud, rapporteur (transfert de compétences et transfert des services correspondants) - S'oppose à l'amendement n° III bis-4 de M. Michel Giraud, rapporteur (autorité du président du conseil général sur les services nécessaires à la mise en oeuvre des compétences du département) - (p. 2820): s'oppose à l'amendement n° III bis-5 de M. Michel Giraud, rapporteur (transfert au département des services de la préfecture nécessaires à la préparation et à l'exécution des délibérations du conseil général) - (p. 2821): s'oppose à l'amendement n° III bis-6 de M. Michel Giraud, rapporteur (transfert au département des services départementaux de l'équipement et d'une part des services de la direction départementale de l'action sanitaire et sociale), et, sur cet amendement, au sous-amendement n° III bis-52 de MM. Henri Goetschy et Marcel Rudloff (transfert au département d'une part des services de la direction départementale de l'agriculture) -

S'oppose à l'amendement n° III bis-7 de M. Michel Giraud, rapporteur (conditions de mise à disposition des autres services extérieurs de l'Etat) - (p. 2822): s'oppose à l'amendement n° III bis-8 de M. Michel Giraud, rapporteur (transfert des personnels des services de la préfecture et des services extérieurs de l'Etat et maintien de leurs droits acquis) - S'oppose à l'amendement n° III bis-9 de M. Michel Giraud, rapporteur (conditions d'application des transferts, et régimes provisoires) - S'oppose à l'amendement n° III bis-10 de M. Michel Giraud, rapporteur (transfert des services de la préfecture de région nécessaires à la préparation et à l'exécution des délibérations du conseil régional) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° III bis-54 de M. Michel Giraud, rapporteur (possibilité pour le Premier ministre, en cas de catastrophe menaçant la sécurité de la population, de confier la coordination de l'action des services de l'Etat et des services départementaux aux représentants de l'Etat dans les départements) - **Titre II - Art. 18 bis (suite)** (p. 2824): s'oppose à l'amendement n° II-48 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression de cet article relatif à la possibilité pour le président du conseil général, à titre transitoire, de disposer, en tant que de besoin, des services extérieurs de l'Etat) - **Art. 18 quater (suite)**: s'oppose à l'amendement n° II-50 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression de cet article relatif à la coordination des services dans le département).

**Suite de la discussion - (19 novembre 1981) - Titre IV** (p. 2850): s'oppose à l'amendement de M. Michel Giraud, rapporteur - n° IV-37 (intitulé: «Titre IV - Dispositions communes et relations entre l'Etat, les communes, les départements et les régions») - **Chapitre I**: s'oppose à l'amendement de M. Michel Giraud, rapporteur n° IV-38 (intitulé: «Chapitre premier - Dispositions communes») - **Section I**: s'oppose à l'amendement de M. Michel Giraud, rapporteur n° IV-39 (intitulé: «Section I - Organisation du contrôle juridictionnel *a posteriori*») - **Avant l'art. 56** (p. 2851): s'oppose aux amendements de M. Michel Giraud, rapporteur n° IV-40 (applicabilité de la procédure des règlements d'office aux cas de condamnation par les tribunaux) et n° IV-41 (intitulé, «Sous-section I - Cour de discipline budgétaire et financière») - (p. 2852): s'oppose à l'amendement n° IV-42 de M. Michel Giraud, rapporteur (élaboration d'une nomenclature simplifiée des pièces justificatives des dépenses communales, départementales et régionales) - **Titre I - Art. 12 (suite)** (p. 2854): s'oppose à l'amendement n° I-118 de M. Michel Giraud, rapporteur identique à l'amendement n° I-186 de M. Guy Petit (suppression de cet article sur la responsabilité des ordonnateurs devant la Cour de discipline budgétaire) - **Titre II - Art. 42 (suite)**: s'oppose à l'amendement n° II-83 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression de cet article sur la responsabilité des ordonnateurs départementaux devant la Cour de discipline budgétaire) - **Titre III - Art. 55 (suite)**: s'oppose à l'amendement n° III-82 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression de cet article sur la responsabilité des ordonnateurs régionaux devant la Cour de discipline budgétaire) - **Titre IV - Avant l'art 56 (suite)** (p. 2855): s'oppose à l'amendement de M. Michel Giraud, rapporteur n° IV-43 (responsabilité des ordonnateurs devant la Cour de discipline budgétaire) - (p. 2856): accepte l'amendement n° IV-44 de M. Michel Giraud, rapporteur (alignement du montant maximum de l'amende sur le montant annuel de l'indemnité de fonction) - S'oppose à l'amendement n° IV-45 de M. Michel Giraud, rapporteur (traduction des ordonnateurs devant la Cour de discipline budgétaire par la Cour des comptes, sur proposition de la chambre régionale des comptes) - (p. 2857): s'oppose à l'amendement n° IV-46 de M. Michel Giraud, rapporteur (intitulé: «Sous-section II - Les chambres régionales des comptes») - **Art. 56**: s'oppose à l'amendement n° IV-47 de M. Michel Giraud, rapporteur (un président et deux assesseurs: composition collégiale minimum de la chambre régionale des comptes) - **Art. 56 bis** (p. 2858): s'oppose à l'amendement n° IV-48 de M. Michel Giraud, rapporteur (composition de la chambre régionale des comptes) - (p. 2859): sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du

Sénat pour le sous-amendement n° IV-154 de M. Paul Girod (statut et mode de recrutement du corps des conseillers des chambres régionales des comptes) - S'oppose à l'amendement n° IV-17 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis (mise à la disposition des chambres régionales des comptes d'agents des services extérieurs du Trésor et possibilité de détachement d'autres agents de l'Etat ou des collectivités territoriales auprès des chambres régionales) - **Art. 56 ter** : son amendement de coordination n° IV-134 ; rejeté - **Art. 57** (p. 2860) : sur l'amendement n° IV-49 de M. Michel Giraud, rapporteur (pouvoirs de la chambre régionale des comptes et de la Cour des comptes), son sous-amendement n° IV-135 : jugement de l'ensemble des comptes par la chambre régionale des comptes ; adopté - S'oppose à l'amendement n° IV-19 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis (alignement des pouvoirs des chambres régionales des comptes sur ceux de la Cour des comptes) - Accepte les amendements de M. Michel Giraud, rapporteur n° IV-50 de coordination et n° IV-51 (compétence de la Cour des comptes pour vérifier les comptes et la gestion des entreprises publiques dont l'activité s'exerce sur plus d'une région) - (p. 2861) : s'oppose à l'amendement de coordination n° IV-52 de M. Michel Giraud, rapporteur - **Après l'art. 57** : sur l'amendement n° IV-53 de M. Michel Giraud, rapporteur (avis de la chambre régionale des comptes sur la régularité des opérations budgétaires des collectivités territoriales et des établissements publics), s'oppose au sous-amendement n° IV-109 de M. Pierre Perrin (consultation par la chambre régionale des comptes d'une commission mixte de magistrats et d'élus avant toute décision ou présentation d'observations) - S'oppose à l'amendement n° IV-54 de M. Michel Giraud, rapporteur (conditions de formulation des observations et des suggestions des chambres régionales des comptes) - **Art. 58** (p. 2862) : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° IV-55 de M. Michel Giraud, rapporteur (conditions d'établissement et de diffusion du rapport public de la Cour des comptes sur la gestion des communes) - **Art. 58 bis** : son amendement n° IV-136 : rapport de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes et statut des membres des chambres régionales des comptes ; adopté - S'oppose à l'amendement n° IV-56 de M. Michel Giraud, rapporteur (calendrier prévisionnel des chambres régionales des comptes) - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° IV-29 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis (création de chambres interrégionales des comptes) - (p. 2863) : s'oppose à l'amendement n° IV-57 de M. Michel Giraud, rapporteur (intitulé ; « Section II - Allègement des prescriptions et procédures techniques ») - **Art. 59** : son amendement n° IV-137 : applicabilité des prescriptions et procédures techniques aux communes, départements et régions et élaboration d'un code ; devenu sans objet - (p. 2864) : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° IV-58 de coordination de M. Michel Giraud, rapporteur - Accepte les amendements n° IV-146 de MM. Jean-Pierre Fourcade et Jacques Descours Desacres (règles du code de prescriptions et de procédures techniques en matière de culture), n° IV-59 de M. Michel Giraud, rapporteur (règles du code de prescriptions et de procédures techniques en matière de construction publique) et IV-60 de forme de M. Michel Giraud, rapporteur - S'oppose à l'amendement de coordination n° IV-61 de M. Michel Giraud, rapporteur - **Après l'art. 59** : s'oppose à l'amendement n° IV-103 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Pierre Louvet (abrogation des dispositions législatives concernant les interventions des fonctionnaires de l'Etat dans les collectivités locales) - **Avant l'art. 61 A** (p. 2865) : s'oppose à l'amendement n° IV-62 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression de l'intitulé « Chapitre III - De l'allègement des charges des collectivités territoriales ») - **Art. 61 B** : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° IV-64 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression de cet article sur le cas des communes des territoires d'outre-mer) - **Art. 61** : s'oppose à l'amendement n° IV-65 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression de cet article sur la dotation spéciale à but culturel attribuée par l'Etat aux établissements publics

régionaux et aux collectivités territoriales ou leurs groupements) - **Art. 62** (p. 2866) : s'oppose à l'amendement n° IV-66 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression de cet article sur la dotation logement des instituteurs) - **Art. 63** (p. 2867) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° IV-14 de M. Pierre Schiélé (prise en charge des dépenses de police par l'Etat dans les communes ne disposant pas d'une police d'Etat) - S'oppose à l'amendement n° IV-67 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression de cet article sur la suppression de la contribution communale aux dépenses de police dans les communes où a été instituée une police d'Etat) - **Art. 64** : s'oppose à l'amendement n° IV-68 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression de cet article sur l'octroi d'une dotation spéciale par l'Etat aux collectivités territoriales pour compenser les dépenses de fonctionnement supportées par elles au titre du service public de la justice) - **Art. 64 bis** : accepte l'amendement n° IV-69 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression de l'article pour coordination) - **Après l'art. 64 bis** : s'oppose à l'amendement n° IV-157 de M. Marcel Rudloff (contribution de l'Etat au paiement des frais entraînés par l'exécution des mesures de sûreté) - **Avant l'art. 65 A** (p. 2868) : s'oppose à l'amendement n° IV-70 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression de la mention « Chapitre IV - Dispositions transitoires et diverses ») - **Art. 65 A** : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° IV-71 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression de cet article sur l'inscription et le mandatement des dépenses obligatoires résultant d'une décision juridictionnelle passée en force de chose jugée) - **Art. 65 B** : accepte l'amendement n° IV-72 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression de cet article sur l'insertion des dispositions de la présente loi dans un code général des collectivités locales par des décrets en Conseil d'Etat) - **Art. 65** : son amendement n° IV-14] : substitution de l'action de la chambre régionale des comptes à l'action des trésoriers payeurs généraux ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement n° IV-73 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression de cet article sur les pouvoirs des commissaires de la République sur les mesures de règlement des budgets des collectivités territoriales et des régions) - (p. 2869) : s'oppose à l'amendement n° IV-74 de M. Michel Giraud, rapporteur (intitulé ; « Chapitre additionnel - Garanties de l'autonomie des communes, des départements et des régions par rapport à l'Etat et des collectivités entre elles ») - **Après l'art. 65** : s'oppose aux amendements de M. Michel Giraud, rapporteur n° IV-75 (transfert de compétences et de ressources), n° IV-76 (impossibilité de conférer des charges non expressément prévu par la loi), n° IV-77 (répartition des compétences des collectivités locales et absence de confusion), n° IV-78 (possibilité pour les communes, départements et régions de passer des conventions avec l'Etat ou une personne de droit public), n° IV-79 (intitulé ; « Chapitre additionnel - Organisation de leur libre coopération »), et n° IV-80 (association des communes, des départements, des régions et formation de districts, de syndicats de communes, d'ententes inter-départementales, d'ententes inter-régionales et de syndicats mixtes) - (p. 2870) : s'oppose aux amendements de M. Michel Giraud, rapporteur n° IV-81 (intitulé ; « Section I - Formes de la coopération inter-communale »), n° IV-82 (précision des objets des syndicats de communes), n° IV-83 (dispositions relatives aux districts) - (p. 2871) : s'oppose aux amendements de M. Michel Giraud, rapporteur, n° IV-84 (adhésion des communes à un syndicat pour une part de leurs compétences), n° IV-85 (création d'un nouveau district ou syndicat ou adhésion et répartition des compétences), n° IV-86 (groupement de communes et secteurs d'étude et de programmation) n° IV-87 (intitulé « Section II - Administration et fonctionnement »), n° IV-88 (règles d'administration et de fonctionnement des syndicats et des districts) et n° IV-89 (intitulé ; « Section III - Modifications aux conditions initiales de composition et de fonctionnement ») - (p. 2872) : s'oppose aux amendements de M. Michel Giraud, rapporteur n° IV-90 (cas de modification des conditions initiales de composition et de fonctionnement des comités syndicaux, des conseils de district, des conseils

municipaux), n° IV-91 (préservation des intérêts de la commune et du groupement considéré en cas de retrait d'une commune d'un syndicat), n° IV-92 (intitulé : « Section IV - Durée ») et n° IV-93 (création de syndicats ou de districts sans limitation de durée ou pour une durée déterminée) - (p. 2873) : s'oppose aux amendements de M. Michel Giraud, rapporteur, n° IV-94 (conditions de dissolution des collectivités locales), n° IV-95 (intitulé : « Section V - Finances »), n° IV-96 (recettes du budget du syndicat ou du district), n° IV-97 (intitulé : « Section VI - Abrogations ») et n° IV-98 (alignement des délibérations du comité du syndicat sur les délibérations des conseils municipaux) - (p. 2874) : son amendement n° IV-142 : pouvoirs du commissaire de la République en cas de nécessité d'application du plan Orsec ; retiré - Son amendement n° IV-143 : mesures non militaires de défense et moyens mis à la disposition du commissaire de la République ; retiré - Titre V (nouveau) (p. 2875) : s'oppose aux amendements de M. Michel Giraud, rapporteur n° V-1 (intitulé : « Titre V (nouveau) - Compensations financières des transferts de compétences - Allègement des charges et création d'une dotation globale d'équipement »), n° V-2 (intitulé : « Chapitre premier - Compensations financières des transferts de compétences et allègement de charges ») et n° V-3 (intitulé : « Section I - Conditions préalables aux transferts de compétences ») - Après l'art. 65 (suite) : sur l'accroissement des charges résultant d'un transfert de compétences et le transfert de ressources, s'oppose aux amendements n° V-4 de M. Michel Giraud, rapporteur et n° I-57, précédemment réservé, de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis - (p. 2876) : s'oppose aux amendements M. Michel Giraud, rapporteur, n° V-5 (révision des barèmes d'aide sociale), n° V-6 (répartition des personnels en fonction à l'échelon départemental et régional dans les services de préfecture et services extérieurs de l'Etat), n° V-7 (intitulé : « Section II - Compensation financière »), n° V-8 (compensation de tout accroissement net des charges résultant d'un transfert de compétences ou de services par un transfert de ressources) et n° V-9 (intitulé : « Section III - Allègement des charges ») - (p. 2877) : s'oppose aux amendements de M. Michel Giraud, rapporteur n° V-10 (remboursement des sommes dues par l'Etat aux départements) et n° V-11 (attribution d'une dotation spéciale par l'Etat aux communes pour le logement des instituteurs) - Sur l'amendement n° V-28 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis (dotation en justice dès 1982 et compensation des charges inscrites aux budgets locaux pour cette même année), s'oppose au sous-amendement n° V-30 de coordination de M. Michel Giraud, rapporteur - (p. 2878) : s'oppose aux amendements de M. Michel Giraud, rapporteur n° V-12 (dotation culturelle de l'Etat), n° V-33 (corrélation entre la dotation et les dépenses réelles des communes au titre de l'indemnité de logement des instituteurs), n° V-13 (intitulé : « Section IV - Dispositions communes »), n° V-14 (applicabilité de ces dispositions aux communes des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte) et n° V-15 (intitulé : « Chapitre II - Institution d'une dotation globale d'équipement ») - (p. 2879) : s'oppose aux amendements de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis n° V-22 (dotation globale d'équipement aux communes et subventions d'investissements aux collectivités locales pour des opérations d'aménagement du territoire ou des actions d'intérêt national), n° V-23 (progression de la dotation globale d'équipement) et n° V-24 (montant comparé supérieur de la dotation globale d'équipement par rapport aux subventions spécifiques d'investissements) - (p. 2880) : s'oppose à l'amendement n° V-20 de MM. Lionel Cherrier et Daniel Millaud (applicabilité de ces dispositions aux communes des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte) - S'oppose à l'amendement n° V-25 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis (répartition de la dotation globale d'équipement entre les communes) - (p. 2881) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° IV-10 de M. Henri Goetschy, précédemment réservé, soutenu par M. Pierre Schiélé (taux de rémunération des disponibilités des collectivités territoriales déposées pendant plus de trois mois au Trésor public) -

S'oppose aux amendements de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis, n° V-26 (inscription de la dotation globale d'équipement à la section d'investissement du budget communal ou du budget de l'organisme de coopération qui en bénéficie sans affectation particulière) et n° V-27 (conditions d'emploi de la dotation globale d'équipement) - Titre VI (nouveau) : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° V-32 de M. Michel Giraud, rapporteur (intitulé : « Titre additionnel VI (nouveau) - Dispositions diverses ») - Après l'art. 65 (suite) (p. 2882) : son amendement n° IV-158 : suppression de la tutelle à Paris ; adopté - Son amendement n° IV-159 : statut de l'emploi de la commune de Paris ; adopté - Son amendement n° IV-160 : dispositions relatives à la chambre régionale des comptes, à l'allègement de la tutelle technique et des charges financières, aux dotations spéciales culturelles, aux instituteurs, à la justice et à la police d'Etat pour Paris ; adopté - Son amendement n° IV-161 : modalités d'application du régime de droit commun ; adopté - Titre I - Avant l'art. 1 (suite) (p. 2884) : s'oppose à l'amendement n° I-333, précédemment réservé, de M. Pierre Schiélé (entrée en vigueur de la loi après la promulgation de toutes les lois prévues par ses dispositions) - Art. 1 (suite) : s'oppose à l'amendement n° I-83 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression de cet article sur la libre administration des collectivités locales et la répartition des compétences et des ressources) - Intitulé (p. 2885) : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° IV-104 de M. Michel Giraud, rapporteur (« Projet de loi relatif aux droits, libertés et responsabilités des communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer ») - Sur l'ensemble (p. 2890, 2981) : droit d'amendement du Sénat en tant que représentant des collectivités territoriales - Projet de décentralisation : absence de recours à l'ordonnance ; soumission des projets au Parlement ; possibilité d'utilisation de la procédure d'urgence ; constitutionnalité du projet - Présentation du projet à l'Assemblée nationale et devant la commission mixte paritaire ; accord du Gouvernement avec un certain nombre de propositions du Sénat - Impossibilité d'établir une différence entre les grandes et les petites communes - (p. 2892) : problème de la répartition des compétences et nécessité de perfectionnement du texte - Remerciements au groupe socialiste et au groupe communiste du Sénat - Recours à l'article 40 de la Constitution et protection de finances de l'Etat - Nécessité de l'élection du conseil régional au suffrage universel - (p. 2893) : relations Gouvernement Parlement et liberté de la presse - Attachement à une véritable décentralisation - Envoi d'une circulaire aux préfets leur demandant de prendre contact avec les présidents de conseils généraux pour préparer la transition - Responsabilité et liberté des élus - Qualité de la vie et besoin de responsabilités.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

#### Deuxième partie :

**Intérieur et décentralisation** - (9 décembre 1981) - (p. 3940) : rétablissement de la sécurité des Français, priorité n° 1 de ce budget - Crédit supplémentaire pour un recrutement plus important de policiers - Progression globale supérieure à celle du taux de l'inflation - Moyens nouveaux des collectivités locales pour remettre à niveau les dépenses de fonctionnement, deuxième priorité - Importance de la formation des policiers ; formation initiale et formation continue - Forte augmentation des crédits d'équipement - Indemnité de sujétion des policiers incluse dans le calcul de base de la retraite - Effort sur le plan humain et sur le plan matériel pour permettre à la police de jouer pleinement son rôle en France - (p. 3941) : importante augmentation des crédits concernant la sécurité civile - Commande de trois Canadair et de deux DC-6 supplémentaires - Dépôt devant le Parlement au mois d'avril prochain des textes sur la répartition des compétences et des ressources des collectivités locales et sur la fiscalité locale - Annonce par le Premier ministre de la suppression de la taxe d'habitation - Transformation prochaine de la taxe professionnelle - Augmentation de 17,9 % de l'aide

apportée par l'Etat aux collectivités locales en 1982 - Effort de recrutement dans les tribunaux administratifs - Création d'emplois au service des transmissions - Place importante de l'informatique et abandon du système de fabrication informatisée des cartes d'identité - Choix clairs proposés par ce budget - Liberté des hommes et des collectivités locales - Amélioration de la sécurité des Français - Insécurité et absence de qualité de la vie - (p. 3946) : engagement devant l'Assemblée nationale d'augmenter dans les années à venir le nombre des policiers en civil - Priorité cette année en raison du besoin ressenti par toute la population à l'augmentation du nombre des policiers en uniforme - (p. 3948) : importance de l'attachement du Sénat au problème de la défense civile et de la protection de la population contre une attaque atomique - Mise à l'ordre du jour d'un prochain conseil de défense - (p. 3949) : affectation de soldats du contingent à la lutte contre les incendies de forêt et excellents résultats - Développement de cette méthode par le Gouvernement - (p. 3953) : absence de délibération du Gouvernement à ce jour sur la question des élections municipales - (p. 3958) : en réponse à M. *Joseph Raybaud*, concernant l'insuffisance des crédits de paiement, calcul difficile à effectuer et modifié par les collectifs budgétaires - Nouvel examen concernant la dotation globale de fonctionnement (DGF) et chiffre exact après la réunion du comité des finances locales du 17 décembre prochain - (p. 3959) : insuffisance des effectifs de la police de l'air et des frontières évoquée par M. *Pierre Salvi* - 962 policiers de l'air supplémentaires prévus pour 1982 - Doublement des crédits concernant la rénovation des commissariats - Abandon de la politique de construction de grands hôtels de police - Extension de la mensualisation du paiement des pensions dans 62 départements - Choix des Canadair et des DC-6 critiqué par M. *Paul Girod* - Etude en cours quant aux possibilités de ces appareils par rapport à leur prix de revient - Statut et âge du départ à la retraite des personnels des pompiers - Mise à l'étude de l'insuffisance des équipements sportifs dans le département de l'Essonne évoquée par M. *Jean Ooghe* - Evocation des crédits accordés au titre de la loi relative à la décentralisation pour les dépenses de justice pour la suppression des contingents de police, pour le logement des instituteurs et pour la dotation culturelle répartie dans la proportion des deux tiers aux communes et d'un tiers à la région - Importance de la lutte contre le chômage et création de comités de l'emploi - Côté positif des crédits nouveaux souligné par M. *Adrien Gouteyron* - Mode de calcul de la DGF calculée sur les recettes de la taxe à la valeur ajoutée (TVA) établie par le gouvernement précédent - Prise en compte d'un système de péréquation et de compensation efficace pour tenir compte de la différence de ressources des différents départements - Nécessité d'améliorer la situation économique et sociale en réponse à la question évoquée par M. *René Régnauld* - Suppression de la taxe d'habitation après 1982 - Simulation réelle avant le remplacement de la taxe professionnelle - Augmentation de 27 tribunaux administratifs en réponse au problème soulevé par M. *Jean Mercier* - (p. 3960) : augmentation du volume de travail des tribunaux administratifs après la mise en application de la loi de décentralisation - Augmentation l'an prochain des crédits concernant les magistrats des tribunaux administratifs - Absence de délibération du Gouvernement sur la prochaine loi électorale municipale - Nombreuses modalités de représentation proportionnelle - Nécessité du dégagement d'une majorité d'un conseil municipal et mise au point d'un système soumis au Parlement - Dégradation de la sécurité en France souligné par M. *Jean Colin* - Dégradation commencée en 1960 - Nécessité d'augmenter les centres d'animation, les centres culturels, et de lutter contre le chômage pour réduire la délinquance - Envoi à Lyon d'un véritable comité interministériel pour examiner la situation et apporter des remèdes - Rôle préventif et répressif de la police - Présence de policiers en uniforme jour et nuit dans les rues et dissuasion - Examen de l'attribution de provisions aux communes en expansion - Point de vue différent des syndicats sur les divers statuts de fonctionnaires, d'Etat,

municipaux, départementaux ou régionaux - Apport de garanties aux fonctionnaires - Etude en cours avec le ministre de la fonction publique d'un type nouveau de statut pour certaines catégories de fonctionnaires donnant à la fois des garanties aux élus et aux fonctionnaires - Méconnaissance de fonctionnaires percevant vingt traitements mensuels en réponse à M. *Hubert Martin* - Existence du treizième mois et de primes en faveur des fonctionnaires dans certaines municipalités et ministères - Statut des fonctionnaires : stabilité de l'emploi et salaires inférieurs au secteur privé - Instructions précises données à la police sur la nature des missions dont elle est chargée, en réponse à la question évoquée par M. *Jacques Eberhard* - (p. 3961) : discussion avec les syndicats et mise au point des conditions de leur action - Existence de polices municipales dans un certain nombre de villes - Exemple de Marseille - Rôle de la police municipale et plus grande disponibilité de la police nationale - Avenir de la police municipale - Respect de règles de morale ou d'éthique concernant Interpol - Contenu des fiches et respect des libertés - Suppression totale des subventions, objectif du Gouvernement, en réponse à M. *Franck Sérusclat* - Impossibilité d'une mise en oeuvre de la dotation globale d'équipement cette année - Etude en cours du problème des personnels des laboratoires de police - Modernisation des armes de la police et étude de certaines armes en cours, en réponse à la question de M. *Roger Boileau* - Réalisation du commissariat de Dombasle en 1982 - Insuffisance des crédits de la DGF et augmentation envisagée par le collectif - Aide totale de l'Etat aux collectivités territoriales en augmentation mais ne bénéficiant pas à tous les maires - Problème du statut des élus et idée originale concernant le cumul des mandats et le cumul des indemnités - Distinction au sein des agents communaux entre les différentes catégories d'animateurs, évoquée par M. *Michel Miroudot* - Rôle des animateurs dans la lutte contre la délinquance dans les quartiers peuplés des villes - Nécessité d'un examen de leur statut et de leur rémunération - Absence de mise à l'écart de la police, en réponse à M. *Louis Virapoulé* - Nombreux contacts avec les syndicats de fonctionnaires de la police - (p. 3962) : attachement à la mise en place d'un système de formation initiale et continue, et nécessité du renouvellement périodique de la formation de la police - Possibilité pour les préfets des départements d'outre-mer (DOM) d'utiliser la force militaire et de déclarer l'état de siège - Examen de cette question avant le dépôt devant le Parlement du texte en préparation, relatif à la décentralisation dans les DOM - Augmentation de certaines subventions dans des proportions supérieures à celles du budget précédent - Examen des crédits - *Etat B* (p. 3962) : demande le retrait de l'amendement n° 529 de M. François Collet, soutenu par M. Adrien Gouteyron (réduction des crédits du titre III : intégration progressive des primes de risques dans le traitement soumis à retenue pour la pension des policiers) - (p. 3963) : étude des chiffres et tentative d'apporter une réponse satisfaisante au problème de la répartition de la DGF dans le département de la Creuse - Examen avec le ministre du budget des coefficients d'actualisation des valeurs locatives foncières.

**DELELIS (André)**, ministre du commerce et de l'artisanat (nommé le 22 mai 1981 dans le gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 23 mai 1981, p. 1630].

Nommé de nouveau ministre du commerce et de l'artisanat le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy [JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1786]

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Commerce et artisanat** - (2 décembre 1981) - (p. 3484) : budget du commerce et de l'artisanat : défense de l'emploi et décentralisation - Création d'antennes régionales et projet pour des antennes départementales - Régions et actions de soutien dans le secteur rural et le secteur urbain du commerce et de l'artisanat - Revitalisation du commerce rural et de montagne et présence du commerce traditionnel - Equilibre entre grande, moyenne et petite distribution ; protection des petits commerçants et artisans ; loi du 27 décembre 1973 portant orientation du commerce et de l'artisanat - Définition d'un code de concurrence - Protection des professionnels face à la grande distribution ; consommateurs et libre concurrence - Prêts en faveur des artisans et des commerçants - Formation continue et apprentissage ; projet de loi en préparation - Protection sociale et harmonisation des différents régimes sociaux particuliers avec le régime général - Fiscalité et allègement des charges sociales et fiscales - Réforme de la taxe professionnelle - Statut des conjoints d'artisans et de commerçants - (p. 3485) : importance de la population active du commerce et de l'artisanat - (p. 3492) : pourcentage d'augmentation des crédits de son budget - Importance du volume d'actions hors budget ; cas de l'aide spéciale compensatrice, des crédits du Fonds de développement économique et social (FDES), des crédits des régimes sociaux et de formation, des budgets des chambres de commerce - (p. 3493) : rééquilibrage des crédits entre commerce et artisanat - Diminution des crédits d'action économique et résultats d'une opération d'ordre - Commerce et artisanat à Wallis et Futuna - Reconduction pour un an des primes d'installation - Bilan en juin 1982 de la prime pour premier emploi - Pouvoirs des délégations régionales ; obstacles administratifs - Idéologie socialiste et maintien du petit commerce - Concertation et réforme du statut des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers - Organismes consulaires et efficacité dans la gestion des subventions ; neutralité politique indispensable ; cas des élections présidentielles ou européennes - Chambres de commerce et amélioration de la représentation du petit commerce - Formation et apprentissage ; renforcement du contrôle de la formation - Filières de formation et collèges d'enseignement technique ou lycées d'enseignement professionnel - Centres de formation d'apprentis et encadrement des maîtres d'apprentissage ; maintien du nombre d'apprentis - Doublement des crédits d'apprentissage ; révision des seuils d'apprentissage - Seuil de 10 salariés et obligation des versements transport, logement et formation continue - Déductibilité du salaire du conjoint ; adhésion à un centre de gestion agréé - Création de nouveaux centres de gestion - (p. 3494) : réévaluation du plafond des forfaits ; préférence pour le régime du réel simplifié - Centres de gestion et salariat des experts-comptables ; monopole de l'ordre des experts-comptables - Réforme de la taxe professionnelle ; caractère injuste et anti-économique - Impôt sur la fortune et absence d'incidences sur les petits commerçants et artisans - Projet d'un statut de société à responsabilité limitée (SARL) familiale - Modification de l'assiette des charges sociales et fin de la pénalisation des entreprises de main-d'oeuvre - Groupes de travail sur le statut des gérants libres de stations-service - Renforcement du contrôle sur les prix d'appel et la concurrence déloyale - Réforme de la loi Royer et révision des dispositions du crédit-fournisseur - Loi Royer et révision des seuils de création de grandes surfaces ; sauvegarde du petit commerce et de l'artisanat rural - Maintien de la loi Royer et révision nécessaire de certains mécanismes - Gel provisoire de l'implantation des grandes surfaces - Aide spéciale compensatrice et doublement du fonds de cette aide par surtaxation des grandes surfaces ; élaboration d'un nouveau système de retraite - (p. 3495) : retraite et reprise des fonds de commerce - Problème du rachat des points de retraite - Augmentation des cotisations sociales et absence d'incidences sur le secteur commercial et artisanal - Lutte contre le travail au noir ; inefficacité des commissions départementales ; concertation avec les organisations professionnelles - Recrudescence du travail au noir : avancement de l'âge de la retraite et réduction du temps de travail - Situation des entreprises

du bâtiment et politique du gouvernement précédent - Pouvoir d'achat et reprise économique dans le secteur du commerce et de l'artisanat - Blocage temporaire des prix ; politique de contrats de régulation - Information sur les prix de revient - Fixation des frais généraux - **Examen des crédits** - **Avant l'art. 85** (p. 3497) : modification de la loi Royer et concertation - S'oppose à l'amendement n° 482 de M. Jean Cluzel (implantation des grandes surfaces et renforcement du pouvoir des commissions départementales d'urbanisme commercial.

**DELFAU (Gérard)**, sénateur de l'Hérault (S)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes (15 septembre 1981) (p. 1447).

Est nommé de nouveau membre de cette commission (14 octobre 1981) (p. 1973).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1981 (24 juillet 1981) (p. 1157).

#### DÉPÔTS

*Rapport spécial* fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Education nationale - I. Enseignement scolaire** [n° 58, annexe 11 (81-82)] (23 novembre 1981).

#### QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 116 (*JO Débats* 3 avril 1981) (p. 441) à M. le ministre de l'agriculture : **viticulture** (politique économique européenne en matière viticole) - Réponse de M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture (3 avril 1981) (p. 513, 514).

*Questions orales avec débat :*

n° 491 (2 avril 1981) (p. 420) à M. le ministre de l'agriculture : **vins** (politique économique européenne en matière viticole) - Retirée par son auteur (2 avril 1981) (p. 420).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 310 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (24 juillet 1981) - **Art. 10** (p. 1140) : déclare le groupe socialiste défavorable à l'amendement n° 87 de M. Paul Séramy (réduction des crédits du Titre III concernant l'éducation).

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (29 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 2284) : aménagement du territoire et développement économique - Prise en compte par les régions des dépenses de fonctionnement entraînées par des opérations d'intérêt régional et protection des intérêts économiques et sociaux de leur population - Rôle des collectivités locales

dans la bataille contre le chômage - Problème des communes de faible importance insuffisamment pourvues d'organismes techniques pour faire le diagnostic face à une entreprise en difficulté - Décentralisation, nouvelle expression de la solidarité - Importance de la planification nationale et régionale - Rôle des comités économiques et sociaux - Répartition des compétences entre les collectivités locales - (p. 2285) : mise en place d'agences de développement régional - Prise en compte de la réalité régionale et des besoins de la population - Vote favorable du groupe socialiste à ce projet de loi et aide à la lutte contre le chômage.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Education nationale** - (5 décembre 1981) - Rapporteur spécial (Enseignements scolaires) (p. 3659) : situation du Sénat au-delà des passions liées à l'actualité - Lacunes de ce budget, mais incontestable progrès par rapport aux années précédentes - (p. 3660) : progression raisonnable des crédits par rapport à la croissance du budget général - Manifestation d'une volonté d'action en profondeur sur le système éducatif - Souhait d'une transformation qualitative de l'école - Augmentation des crédits destinés aux bourses et des subventions de fonctionnement aux établissements secondaires - Forte augmentation des crédits destinés à l'entretien et à l'équipement en vue des économies d'énergie des établissements scolaires - Nécessité de la définition d'un programme de rénovation pluriannuel des établissements scolaires - Prise en charge substantielle par l'Etat de l'indemnité de logement des instituteurs - Mauvaises conditions de travail des enseignants - Hausse importante des crédits consacrés au fonctionnement des établissements - Titularisation de 20 % des maîtres auxiliaires et problème de la résorption de l'auxiliarat - Création de 31.700 emplois - (p. 3661) : fonctionnement du système à base d'échecs et non d'orientation - Incitation à l'évasion scolaire - Formation inadaptée ou sans débouchés et inorganisation des débouchés existants - Système ne correspondant pas aux mutations attendues pour la fin de ce siècle - Création de zones d'éducation prioritaires face au phénomène du rejet scolaire - Nécessité d'une réflexion approfondie des contenus scolaires - Satisfaction du voeu du Sénat d'un renforcement du développement de l'enseignement technique - Liaison efficace entre la science et les techniques, d'une part, et l'enseignement de l'autre - Création d'une continuité entre les formations initiales et continues - Renouvellement régulier des corps d'instituteurs et de professeurs - Insuffisance des crédits accordés face à l'importance de la formation continue - Problème de l'enseignement privé et du rapatriement de l'éducation physique et sportive - Bataille à long terme pour l'emploi passant par le secteur éducatif - Contribution de l'école au développement des individus - Au nom de la commission des finances, s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'adoption des crédits de l'éducation nationale.

**DELMAS (Lucien)**, sénateur de la Dordogne (S)

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des affaires culturelles.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (22 décembre 1981) (p. 4544).

**DÉPÔTS**

*Avis* présenté au nom de la commission des affaires culturelles sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57

(81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Coopération** [n° 59, tome XV (81-82)] (23 novembre 1981).

*Avis* présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 118 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 [n° 138 (81-82)] (18 décembre 1981).

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)] - (28 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 2240) : débat au Sénat en 1979 et 1980 sur le projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales - Lois de 1871 et 1884 sur l'autonomie départementale et communale - Comparaison avec la liberté des responsables de mouvements associatifs en vertu de la loi de 1901 - Multiplication des tutelles sur les collectivités locales et apparition des sociétés d'économie mixte et des associations relais - Rapport Aubert sur le statut des élus locaux - Courage du gouvernement dans le dépôt de ce projet - (p. 2241) : inquiétude de certains élus locaux : suppression de la tutelle *a priori* ; rapport Guichard - Développement du pouvoir d'intervention des communes en matière économique : décrets Edgar Faure, Caillavet du 10 novembre 1954 sur la création par les communes de bâtiments industriels - Cas des petites communes et création prévue par l'Assemblée nationale d'agences techniques départementales - Contrôle *a posteriori* de la légalité des actes administratifs - Coopération intercommunale - Dotation globale d'équipement (DGE) - Statut des élus locaux - Répartition des compétences et des moyens entre l'Etat et les collectivités locales ; risque de conflits de compétences ; complément de ressources - Aide spécifique aux petites communes rurales - Planification et aménagement du territoire - Révolution tranquille.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Relations extérieures** - (3 décembre 1981) - Rapporteur pour avis (Coopération) (p. 3563) : augmentation des dotations de la coopération culturelle : nouvelle dénomination du ministère : coopération et développement - Politique de coopération de la France et aide à l'enseignement technique : mise à disposition de personnel d'assistance technique ; construction d'établissements ; formation d'enseignants en France - Aide à l'enseignement supérieur - Relations interuniversitaires - Action culturelle : place faite à l'audiovisuel - (p. 3564) : émissions radiophoniques françaises à l'étranger ; émetteur de Moyabi au Gabon - Presse écrite et édition de livres africains - Problème de la réintégration des personnels coopérants - Abandon de la politique des accords de globalisation - Nécessité de moyens accrus - Réforme de structure entre le ministère des relations extérieures et celui de la coopération et du développement ; compétence et efficacité de la sous-direction des affaires culturelles du ministère de la coopération - Avis favorable de la commission des affaires culturelles à l'adoption des crédits de la coopération et du développement.

- **Projet de loi supprimant le caractère obligatoire de la consultation des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement** [n° 84 (81-82)] - (14 décembre 1981) - Après l'art. 1 (p. 4216) : son amendement n° 1, soutenu par M. Félix Ciccolini : extension du bénéfice de l'exemption du recours à un architecte, aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics ; retiré.

- **Projet de loi approuvant le Plan intérimaire pour 1982 et 1983** [n° 118 (81-82)] - (22 décembre 1981) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 4508) : objectif économique de lutte contre l'inflation, le déficit extérieur et le chômage ; croissance économique - Economie et importance des facteurs humains - Elaboration du plan et absence de

prévisions chiffrées - Secteurs culturels et définition précise des objectifs contrairement aux secteurs de la formation - Priorité à la recherche et objectif de 2,5 % du produit intérieur brut (PIB) - Orientations de recherche : recherche publique, promotion de la recherche industrielle, formation et renforcement de la coopération entre les laboratoires et les régions - Importance de la coopération entre la recherche publique et les efforts de recherche locaux ou régionaux - Recherche et décentralisation - Nécessité de soutenir l'agro-alimentaire et les énergies renouvelables - Energies renouvelables et aménagement du territoire ; remodelage des centres urbains - Aménagement du territoire et informatique ou télématique - Aides aux petites et moyennes entreprises - (p. 4509) : priorité accordée à la culture et objectifs du plan intérimaire ; création de bibliothèques centrales de prêt et développement de l'initiation à la musique et aux arts plastiques à l'école - Oubli des ateliers musicaux associatifs - Importance de la coordination culturelle entre la région et le département ; formation d'animateurs - Nécessité du maintien de l'aide de l'Etat aux communes pour la sauvegarde du patrimoine historique - Nouvelle politique et réduction des inégalités d'accès à la culture ; livre ; cinéma ; spectacles lyriques ; importance de l'école ; développement des associations et des dotations culturelles régionales - Elaboration active du plan et absence de réforme du système éducatif ; importance de la formation initiale et continue - Budget de 1982 et ébauche d'une nouvelle politique ; développement des écoles maternelles et lutte contre l'échec scolaire dans les écoles et les collèges ; chômage et inadéquation des connaissances au développement économique - Amélioration de l'enseignement technique, formation de jeunes sans qualification et réforme de la formation professionnelle continue - Plan intérimaire et absence de dispositions sur l'enseignement agricole ; importance économique de l'agriculture - Enseignement technique et adaptation aux réalités régionales ; développement de la formation aux techniques de pointe - (p. 4510) : inapplication de la loi de 1971 sur la formation continue et tendance à la privatisation des filières - Enseignement initial et prise en compte des formations ultérieures - Formation continue et inadéquation aux petites et moyennes entreprises (PME) - Plan intérimaire et absence d'objectifs sur l'éducation physique et sportive ; équipements sportifs et rôle des collectivités locales - Absence d'indications sur l'enseignement supérieur ; dépôt d'un projet de loi ; établissement de la carte universitaire et rôle des régions - Lien entre formation et décentralisation - Lenteur des résultats en matière de formation, de recherche et de culture - Malaise français vis-à-vis du développement industriel ; modification d'attitudes culturelles - Avis personnel favorable sur ce projet et position nuancée de la commission.

**DELONG (Jacques),** sénateur de la Haute-Marne (RPR).

Elu sénateur le 26 juillet 1981, en remplacement de M. Edgard Pisani, démissionnaire (28 juillet 1981) (p. 1166).

#### NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires étrangères (8 octobre 1981) (p. 1913).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

Suite de la discussion - (10 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - Art. 6 (p. 2556) : sur l'amendement n° I-105 de M. Michel Giraud, rapporteur (maintien du déficit et exécution des mesures de la chambre régionale des comptes par le représentant de l'Etat ; inclusion dans le contrôle du budget

exécuté des dépenses obligatoires), son sous-amendement n° 1-319 soutenu par M. Jacques Braconnier : nécessité d'une mise en demeure par le représentant de l'Etat ; devenu sans objet.

**DELORS (Jacques), ministre de l'économie et des finances** (nommé le 22 mai 1981 dans le gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 23 mai 1981, p. 1630].

Nommé de nouveau *ministre de l'économie et des finances* le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy [JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1786]

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de nationalisation [n° 36 (81-82)]** - (20 novembre 1981) - **Discussion générale** (p. 2923) : importance du travail réalisé par la commission dans un très court délai - (p. 2924) : dimensions financières - Recherche d'un traitement simple, uniforme et équitable concernant l'estimation et l'indemnisation - Obligations à taux d'intérêt variable, solution retenue pour l'indemnisation - Cout de l'indemnisation entre 25 et 30 milliards de francs - (p. 2925) : défense des intérêts français à l'étranger - Problème du financement de l'économie en termes de volume et de qualité - Actuellement, bourse de Paris au septième rang dans le monde - Volonté de maintenir en France une économie ouverte et une place financière internationale - Moyens pour résoudre le problème des capitaux des entreprises à risques : politique de l'épargne, limitation des prélèvements obligatoires, mesures en faveur de la contribution financière des salariés à la croissance des fonds propres des entreprises à risques - Conception de l'économie mixte refusant la socialisation des pertes à la charge des contribuables et la privatisation des gains - Cas de la sidérurgie française - Distinction entre l'Etat actionnaire, prêteur ou donneur de primes - Proposition concernant une refonte fondamentale du Fonds de développement économique et social (FDES) - Contrôle plus précis du Parlement sur les opérations du secteur public - Nécessité de concevoir un texte de loi-cadre permettant de contrôler le secteur public en lui donnant la souplesse de fonctionnement nécessaire dans une économie mondialisée - Dimensions sociales du projet - Volonté du général de Gaulle d'introduire la participation en France - Nombreux obstacles dans sa propre majorité - (p. 2926) : insuffisance du texte sur l'intéressement et la participation au regard de l'ambition affichée par le général de Gaulle dans les années 60 - Syndicats divisés sur ce sujet - Importance d'un rapport de forces convenable entre le pouvoir patronal et le pouvoir syndical - Absence de ségrégation entre les travailleurs des entreprises publiques ou privées - Souhait d'un véritable conseil d'administration - Rôle actif des administrateurs représentant l'Etat - Représentation des cadres dans les conseils d'administration - Faiblesse de la représentation syndicale dans les banques - Maintien des conventions avec les salariés dans les sociétés nationalisées - Création d'un nouveau climat social et expression directe des travailleurs sur leur lieu de travail - (p. 2927) : rôle des organisations syndicales et des comités d'entreprises - « Surbancaisation » non imputable aux nationalisations - Problème de l'emploi, conséquence de l'évolution passée du système bancaire - Respect par la France de ses engagements vis-à-vis des étrangers - Economie ouverte - Articles 4, 16 et 30 et problème du contrôle par la souveraineté nationale du fonctionnement du secteur public - Activités à l'étranger du groupe Pechiney-Ugine-Kuhlmann (PUK) - Nécessité de mettre en oeuvre une nouvelle politique du crédit - Défauts actuels du système bancaire français - Regret concernant le retrait de l'article 50 soumettant tous les établissements bancaires aux mêmes règles - (p. 2928) : tradition et pratique du système bancaire français en cause - Trop grande place de la sécurité dans l'activité bancaire - Nécessité de juger les

banques sur les risques pris et sur leur sensibilité aux problèmes des entreprises françaises - Création de nombreux organismes pour relayer les banques déficientes dans leurs missions de financement des entreprises - - Nouvelle politique du crédit en étroite relation avec le projet de décentralisation : antidote de la bureaucratisation - Conseil d'administration, organe vivant des discussions, de consultation et de contrôle de l'activité des entreprises - Conservation d'entreprises compétitives entre elles sur le marché français - Politique industrielle nécessaire en réponse au défi des années 1980 - Conjoncture marquée par un désordre économique et monétaire mondial - (p. 2929) : compétiteurs nouveaux ayant à leur disposition une main-d'œuvre à bon marché - Nouvelle révolution industrielle et retard des pays européens sur le Japon et les Etats-Unis - Choix d'une économie mixte avec une grande transparence - Rôle différent pour l'Etat à l'intérieur du plan et sur le marché - Pouvoir de décision et de gérance des responsables des entreprises publiques selon les orientations du plan et contrôle par le Parlement - Emploi, préoccupation essentielle - Importance du partage du travail - Prise en mains des défis des années 1980 en favorisant le progrès industriel et la recherche scientifique ; risque de déclin de la France en cas de diffusion du chômage et de découragement de l'esprit d'entreprise des Français - (p. 2930) : déclin de l'investissement et mise de notre économie hors d'état d'affronter la compétition internationale.

#### - Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]

**Discussion générale** - (23 novembre 1981) - (p. 3020, 3021) : examen du rapport de M. Maurice Blin, rapporteur général - Difficultés des économies occidentales : cas de la République fédérale d'Allemagne, évoqué par M. Maurice Blin ; problèmes conjoncturels et problèmes structurels - Nouvelle révolution industrielle du Japon et des Etats-Unis - Sommet européen de Londres et memorandum déposé par le gouvernement français - Cas du Japon : protectionnisme ; distorsion de concurrence ; capacité d'innovation de ce pays ; rôle du marché intérieur japonais comme soutien de la politique d'exportations - (p. 3022) : politique de relance du Gouvernement et pari sur la croissance - Rôle du déficit budgétaire et exemple de l'Allemagne fédérale - Action sur l'offre de production et sur l'emploi - Croissance des exportations et déficit à l'égard des grands pays industrialisés ; effort insuffisant d'innovation au cours des dernières années - Progrès de la consommation et retard de l'investissement productif - Programmes de logements et d'équipements collectifs - Indicateurs monétaires et financiers : tenue du franc ; taux d'intérêt ; fonctionnement du marché des capitaux ; financement du déficit budgétaire - Lutte contre le chômage et création d'emplois publics - (p. 3023) : besoins de financement de l'économie et incitation à l'épargne - Niveau de l'investissement et compétitivité - Revenu disponible des entreprises et montant des aides - Politique des prix et des revenus - Maintien de la liberté des prix, et nécessité de la concertation - Négociations sur les salaires - Transferts sociaux - Financement du déficit de la sécurité sociale - Volonté politique du Gouvernement.

#### Deuxième partie :

**Economie et finances (suite) - I - Charges communes** - (11 décembre 1981) - (p. 4079) : caractère hétéroclite des crédits du budget des charges communes - Evolution de la dette publique : coût de remboursement de l'emprunt 7 % 1973 ; coût de financement du budget de 1982 ; hausse mondiale des taux d'intérêt - Accroissement des interventions économiques de l'Etat : prêts bonifiés à l'industrie : rôle du Crédit national, du Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises (CEPME) et des sociétés de développement régional (SDR) - Rôle de l'Etat actionnaire : augmentation des dotations à certaines entreprises publiques : Renault, Air France, Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS) - Primes au développement régional - Fonds de garantie - Interventions économiques extérieures

de l'Etat : activités à l'exportation ; aide multilatérale au développement : conférence de Paris sur les pays les moins avancés (PMA) ; négociations nord-sud - (p. 4087) : question posée par M. Edouard Bonnefous, président de la commission des finances, sur les effectifs de magistrats de la Cour des comptes, et renforcement des moyens en personnels ; vacances d'emplois de conseillers référendaires et problème des carrières poursuivies à l'extérieur de la Cour - Problème, abordé par M. Henri Duffaut, de l'inégalité des conditions d'émission des emprunts d'Etat ; éventualité du recours à des taux d'intérêt variable - Financement du déficit budgétaire, évoqué par M. Pierre Gamboa ; taux d'intérêt - Dotations en capital pour les entreprises publiques, abordées par M. Louis Caiveau, et analogie avec les augmentations de capital des sociétés privées ; comparaison avec l'aide aux entreprises privées dans le budget pour 1982.

**Economie et finances (suite) - II - Services économiques et financiers** - (11 décembre 1981) - (p. 4088) : politique des prix du Gouvernement et missions confiées à la direction générale de la consommation et de la concurrence (DGCC) - (p. 4089) : prochain recensement général de la population par l'INSEE en mars 1982 - Moyens du commerce extérieur : Centre français du commerce extérieur (CFCE) ; manifestations économiques à l'étranger ; subventions de l'Agence pour la coopération technique, industrielle et économique (ACTIM).

**Comptes spéciaux du Trésor** - (11 décembre 1981) - (p. 4090) : prévisions de recettes et de dépenses et évolution par rapport à 1981 - Comptes d'avances du Trésor - Compte d'émission des monnaies métalliques - Prêts aux Etats étrangers : Brésil, Indonésie, Maroc et Inde - Fonds de développement économique et social (FDES) : entreprises nationales ; prêts divers ; industrie : concours à l'industrie sidérurgique ; aide aux entreprises moyennes ; avances exceptionnelles de trésorerie - (p. 4093) : nécessité de la création d'emplois en région parisienne, soulignée par M. Pierre Gamboa et décision du Comité interministériel pour l'aménagement du territoire (CIAT) de supprimer la redevance industrielle dans cette région - Décentralisation et rôle des comités départementaux de financement des entreprises (CODEFI) - Suppression, souhaitée par M. Christian Poncelet, rapporteur spécial, du Fonds de soutien aux hydrocarbures - Comparaison entre la régie Renault et la société Peugeot, esquissée par M. Christian Poncelet ; rôle de la filiale chargée des opérations à l'étranger ; progrès de productivité obtenus par la régie Renault et création en son sein d'activités nouvelles - Rémunération du capital par l'entreprise - Avenir du Fonds de développement économique et social (FDES) et évolution de sa mission depuis sa création - (p. 4094) : réforme du FDES et clarification de ses tâches : rationalité dans l'emploi des fonds publics ; contrôle du Gouvernement et information du Parlement - Problème, abordé par M. Edouard Bonnefous, président de la commission des finances, de la complexité croissante du secteur public : tâches de service public et économie de marché ; concertation avec le Parlement ; contrôle de l'utilisation des fonds publics - **Examen des crédits - Art. 52** (p. 4095) : question, évoquée par M. Jacques Descours Desacres, de la liberté laissée aux collectivités locales de fixer en 1982 le taux des diverses taxes locales : décentralisation ; assistance technique aux collectivités locales - Question posée par M. Christian Poncelet, rapporteur spécial, sur le compte de consolidation des dettes commerciales de pays étrangers ; rôle d'intermédiaire de la Banque française du commerce extérieur (BFCE) et information du Parlement.

**Monnaies et médailles** - (11 décembre 1981) - (p. 4096) : souci d'éviter toute généralisation à l'ensemble du secteur public des observations faites sur l'administration des monnaies et médailles - Déficit d'exploitation de cette administration et solutions proposées - Souci de préserver l'outil de travail : emplois de haute qualification ; potentiel de production et patrimoine humain et culturel : Hôtel des monnaies de Paris, usine de Pessac - Politique commerciale



- (p. 4097) : frappe éventuelle d'une nouvelle pièce d'argent ou de pièces commémoratives - Nécessité de la subvention d'équilibre dans l'attente de meilleures perspectives pour 1983.

**DESCOURS DESACRES (Jacques)**, sénateur du Calvados (UREI)

## NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des finances.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1981 (24 juillet 1981) (p. 1157).

Est nommé membre titulaire de la commission paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du deuxième projet de loi de finances rectificative pour 1981 (27 octobre 1981) (p. 2202).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1982 (14 décembre 1981) (p. 4214).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du troisième projet de loi de finances rectificative pour 1981 (17 décembre 1981) (p. 4353).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés (19 décembre 1981) (p. 4428).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du quatrième projet de loi de finances rectificative pour 1981 (21 décembre 1981) (p. 4488).

## DÉPÔTS

*Rapport spécial* fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Recherche et technologie [n° 58, annexe 22 (81-82)] (23 novembre 1981).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 310 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (23 juillet 1981) - Art. 1 (p. 1075) : son amendement n° 78 : exception à la surtaxation de l'impôt sur le revenu pour des recettes de caractère exceptionnel provenant d'une cessation d'activités ou de la réalisation d'aménagements d'utilité publique ; retiré - Problème également posé de la taxation des revenus des inventeurs - (p. 1078) : effort français de recherche et imposition des revenus des inventeurs - Expropriations et cessions ; dispositions de l'article 1042 du code général des impôts - Se déclare favorable à l'amendement n° 90 de M. Maurice Blin, rapporteur général (exonération de la surtaxation pour les revenus exceptionnels définis à l'article 163 du code général des impôts et pour les revenus liés à une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique) - (p. 1079) : son amendement n° 57 : allongement du délai accordé pour le paiement de la majoration ; adopté - Art. 1<sup>er</sup> (p. 1085) : sur l'amendement n° 91 de M. Maurice Blin, rapporteur général (maintien des avantages fiscaux pour les donations-partages pour la part correspondant à des biens

productifs), son sous-amendement n° 103 : exploitation par le donateur ou par le donataire ; adopté (p. 1092) : se déclare favorable à l'amendement n° 75 de M. Paul Girod (suppression de l'alinéa fixant la date d'application de cette disposition au 9 juillet 1981).

**Suite de la discussion** - (24 juillet 1981) - Art. 3 (p. 1109) : son amendement n° 61 : montant du prélèvement exceptionnel sur les comptes courants et les livrets bancaires ; retiré - Art. 5 (p. 1114) : se déclare favorable à l'amendement n° 98 de M. Maurice Blin, rapporteur général (application au 1<sup>er</sup> octobre 1981, sauf pour les réservations faites avant le 25 juillet, du taux intermédiaire de la TVA sur les hôtels de luxe) - (p. 1118) : emploi et importance des hôtels de grande classe - Art. 6 (p. 1119) : proposition sénatoriale de taxation des motocyclettes de grosse cylindrée et maintien de la position du Sénat - Electoralisme et suppression de cette taxe ; promesse de la révision des droits sur l'alcool - (p. 1120) : maintien de la vignette sur les utilisateurs d'automobiles de petite cylindrée - Problème des assujettis ayant acquitté la vignette moto - « Phénomène moto » et perpétuation de la marginalisation de ses utilisateurs - Art. 11 (p. 1145) : son amendement n° 64 : réduction des autorisations de programme du titre V, intérieur ; retiré - Son amendement n° 65 : réduction des crédits de paiement du titre V, intérieur ; retiré - Art. 22 (p. 1148) : son amendement n° 66 : embauche par les collectivités locales et bénéfice de la loi de 1979 sur la prise en charge des cotisations patronales ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - Art. 26 (p. 1150) : son amendement n° 67 identique à l'amendement n° 100 de M. Maurice Blin, rapporteur général ; rédactionnel ; adopté - Son amendement n° 79 : limitation du montant des emprunts garantis par la France ; retiré.

*Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 327 (80-81)] - (29 juillet 1981) - Discussion générale (p. 1232) : contrat entre organismes de voyages et hôtels de luxe et possibilité de répercuter un impôt nouveau - Art. 1 : prélèvement exceptionnel et délai avant l'application d'une pénalisation de 10 % - Explication de vote sur l'ensemble (p. 1239) : défavorable au texte - Sénat, chambre de réflexion - (p. 1240) : dialogue fondamental entre les deux assemblées.

*Nouvelle lecture* [n° 340 (80-81)] - (30 juillet 1981) - Art. 1 (p. 1270) : modalités d'application de la surtaxe et information du contribuable - Art. 1 bis A (p. 1270) : favorable à l'abattement supplémentaire en faveur des assistantes maternelles - Explication de vote sur l'ensemble (p. 1275) : se présente comme le porte-parole des groupes de la majorité du Sénat - Amendement adopté dans un esprit de concertation - Sénat, chambre de réflexion.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (4 novembre 1981) - Discussion générale (p. 2410) : projet de décentralisation du Gouvernement et réserve manifestée par le congrès des maires de France : inquiétude suscitée par le projet : risque de transfert de charges ; création de nouvelles tutelles substituées aux anciennes - Nécessité du dialogue et de la participation des élus locaux.

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1981) - Titre I (suite) - Art. 5 A (p. 2490) : soutient l'amendement n° I-63 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis (suppression des dispositions de cet article relatives à l'intervention de la chambre régionale des comptes au stade de l'établissement des documents budgétaires) - (p. 2491) : soutient l'amendement n° I-64 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis (détermination du budget de la commune dans un délai de 15 jours après la communication des documents utiles à l'établissement du budget).

**Suite de la discussion** - (6 novembre 1981) - Titre I (suite) - Art. 5 (p. 2530) : soutient l'amendement n° I-66 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis (modification de la

définition de la notion d'équilibre réel du budget communal) - Accepte l'amendement n° I-99 de M. Michel Giraud, rapporteur (modification de la définition de la notion d'équilibre réel du budget communal) - (p. 2531) : sur le fonctionnement et les pouvoirs de la chambre régionale des comptes dans le rétablissement de l'équilibre lorsque le budget communal n'est pas voté en équilibre réel, son sous-amendement n° I-418 à l'amendement n° I-101, de M. Michel Giraud, rapporteur ; rejeté ; et son amendement n° I-67 ; devenu sans objet - (p. 2534) : soutient les amendements n° I-69 et n° I-70 de coordination de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis - (p. 2535) : sur l'amendement n° I-102 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression du contrôle *a priori* sur la nouvelle délibération du conseil municipal), soutient le sous-amendement n° I-68 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis (deuxième délibération : rectification du budget initial et non budget supplémentaire).

**Suite de la discussion** - (12 novembre 1981) - Vice-président de la commission des finances - **Titre I (suite)** - **Art. 10** (p. 2578) : soutient l'amendement n° I-75 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis : rôle d'arbitre de la chambre régionale des comptes ; fixation par décret des pièces justificatives que le comptable peut exiger ; adopté - (p. 2580) : dispositions de l'amendement n° I-75 relatives au rôle d'arbitre de la chambre régionale des comptes - (p. 2581) : dispositions de l'article 12 relatives à la responsabilité du maire - (p. 2582) : problème évoqué par M. Louis Virapoullé, de la valeur juridique de l'obligation d'affichage en mairie de l'arrêté de réquisition - Sur l'amendement n° I-75, accepte la première partie du sous-amendement n° I-183 de M. Marcel Lucotte (1° caractère d'arrêté de l'ordre de réquisition ; notification au comptable), mais s'oppose à la deuxième partie de ce sous-amendement (2° affichage en mairie et notification à la chambre régionale des comptes) - **Art. 14 - A** (p. 2599) : son amendement n° I-256 : possibilité pour les représentants de l'Etat dans le département d'assister aux conférences intercommunales subordonnée à la demande unanime des communes intéressées ; rejeté - (p. 2600) : présence du préfet exclue des délibérations des syndicats de communes - **Titre II - Art. 18** (p. 2609) : au nom de la commission des finances, déclare l'article 40 de la Constitution applicable à l'amendement n° II-270 de M. France Léchenault soutenu par M. Stéphane Bonduel (rôle d'un directeur général des services départementaux pour assister le président du conseil général dans sa mission de chef des services départementaux) - **Art. 18 quinquies** (p. 2612) : déclare l'article 40 de la Constitution non applicable à l'amendement n° II-51 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression de cet article relatif au maintien à titre transitoire de l'actuelle répartition des charges entre l'Etat et le département) - **Art. 18 sexies** (p. 2614) : suggère une modification rédactionnelle à l'amendement n° II-52 de M. Michel Giraud, rapporteur (pouvoirs du président du conseil général et délégations aux vice-présidents) - **Art. 18 septies** (p. 2615) : soutient l'amendement n° II-24 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis (création d'une agence technique départementale subordonnée à la majorité qualifiée des deux tiers du conseil général) - **Art. 21** (p. 2618) : son amendement n° II-140, identique aux amendements n° II-134 de M. Paul Girod et n° II-299 de M. Louis Souvet, soutenu par M. Christian de la Malène : appellation de préfet, substituée à celle de commissaire de la République ; devenu sans objet - (p. 2619) : son amendement de coordination n° II-141, identique aux amendements de coordination n° II-42 de M. Pierre Salvi, soutenu par M. Pierre Schiélé, et n° II-135 de M. Paul Girod.

**Suite de la discussion** - (13 novembre 1981) - **Rappel au règlement** (p. 2646) : usages du Sénat et explication par l'auteur de l'amendement des motifs de son dépôt lorsque l'amendement est passible de l'article 40 de la Constitution ; explications du Gouvernement et de l'auteur de l'amendement pendant 5 minutes en cas de doute sur l'application de l'article 40 - Sérénité des débats et droit d'expression

des sénateurs - **Titre I - Art. 14 (suite)** (p. 2650) : sur l'amendement n° I-211, précédemment réservé, de M. Gaston Defferre, ministre (abrogation des dispositions du code des communes concernant les pouvoirs de tutelle sur les actes des autorités communales, la démission d'office d'un conseiller municipal ; cas particulier de Paris), soutient le sous-amendement n° I-22, précédemment réservé, de M. Michel d'Aillières (nullité de plein droit des délibérations du conseil municipal portant sur un objet étranger à ses attributions ou prises hors de ses réunions légales, ainsi que des délibérations prises en violation d'une loi ou d'un règlement d'administration publique) - (p. 2651) : soutient l'amendement n° I-77, de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis (suppression de la notion d'avis motivé de la chambre régionale des comptes sur le budget voté).

**Suite de la discussion** - (16 novembre 1981) - **Titre II (suite)** - **Art. 38** (p. 2694) : soutient l'amendement n° II-32 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis, identique à l'amendement n° II-74 de M. Michel Giraud, rapporteur (conditions d'assujettissement des comptables à la chambre régionale des comptes) - **Art. 39** (p. 2695) : accepte l'amendement n° II-75 de M. Michel Giraud, rapporteur (réquisition par le président du conseil général du comptable départemental) - **Titre II bis (nouveau) après l'art. 44** (p. 2712) : évoque la possibilité d'application de l'article 40 de la Constitution - (p. 2713) : au nom de la commission des finances, déclare l'article 40 de la Constitution applicable à l'amendement n° II bis-83 de M. Michel Giraud, rapporteur.

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - **Titre II bis (nouveau) après l'art. 44 (suite)** (p. 2728) : demande la réserve de l'amendement n° II bis-13 de M. Michel Giraud, rapporteur (principe de la répartition, par blocs, des compétences d'action sociale et de santé entre la commune, le département et l'Etat) - (p. 2729) : déclare applicable l'article 40 de la Constitution aux amendements n° II bis-14 de M. Michel Giraud, rapporteur (bloc départemental de compétences d'action sociale et de santé), n° II bis-15 (compétence communale pour les services de désinfection et les bureaux d'hygiène) et n° II bis-16 (bloc étatique de compétences d'action sociale et sanitaire) - (p. 2730) : demande la réserve de l'amendement n° II bis-17 de M. Michel Giraud, rapporteur (prise en charge de l'aide sociale et de la santé par les collectivités locales et application de règles de caractère général et public ; rôle coordinateur du conseil général) - (p. 2731) : déclare inapplicable l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° II bis-18 de M. Michel Giraud, rapporteur (caractère obligatoire et répartition des dépenses d'aide sociale entre la commune et le département ; création d'un budget annexe départemental) - (p. 2736) : déclare inapplicable l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° II bis-13 de M. Michel Giraud, rapporteur (principe de la répartition, par blocs, des compétences d'action sociale et de santé entre la commune, le département et l'Etat) - Déclare applicable l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° II bis-17 de M. Michel Giraud, rapporteur (prise en charge de l'aide sociale et de la santé par les collectivités locales et application de règles de caractère général et public ; rôle coordinateur du conseil général) - (p. 2737) : déclare inapplicable l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° II bis-25 de M. Michel Giraud, rapporteur (prise en charge par l'Etat des indemnités de logement des instituteurs) - Déclare applicable l'article 40 de la Constitution aux amendements de M. Michel Giraud, rapporteur n° II bis-26 (prise en charge par l'Etat des indemnités de logement des maîtres) et n° II bis-27 (compétence étatique pour les lycées et départementale pour les collèges, à l'exception des dépenses de personnel ; passation de conventions pour le transfert des charges) - (p. 2738) : déclare applicable l'article 40 de la Constitution aux amendements de M. Michel Giraud, rapporteur n° II bis-28 (principe et modalités d'application du transfert aux départements de la compétence d'attribution des bourses aux élèves d'établissements publics et privés sous contrats d'association) et n° II bis-29 (principe et modalités

d'application du transfert de la responsabilité des transports scolaires aux départements) - (p. 2740) : déclare applicable l'article 40 de la Constitution aux amendements de M. Michel Giraud, rapporteur n° II bis-32 (compétence communale pour la construction et la gestion des écoles, conservatoires de musique et des bibliothèques municipales) et n° II bis-33 (compétence étatique pour l'équipement et le fonctionnement des musées et des bibliothèques classées) - (p. 2743) : se déclare défavorable à l'amendement n° II bis-39 de M. Michel Giraud, rapporteur (élaboration des schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme par le président du conseil général ; opposition du conseil général et transfert de la compétence à l'Etat) - - Déclare inapplicable l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° II bis-40 de M. Michel Giraud, rapporteur (élaboration par les communes, en concertation avec l'Etat et le département, des plans d'occupation des sols ; opposabilité et publication) - (p. 2746) : déclare applicable l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° II bis-54 de M. Auguste Chupin, rapporteur pour avis (plan d'occupation des sols et compétence du maire pour l'instruction et la délivrance des permis de construire), ainsi qu'à l'amendement n° II bis-42 de M. Michel Giraud, rapporteur (compétence du maire pour l'instruction et la délivrance des permis de construire) - Déclare applicable l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° II bis-43 de M. Michel Giraud, rapporteur (compétence du maire pour la délivrance des documents annexes au permis de construire) - (p. 2747) : déclare inapplicable l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° II bis-45 de M. Michel Giraud, rapporteur (grandes communes et décentralisation des opérations d'aménagement urbain) - Titre III - Après l'art. 47 ter (p. 2760) : déclare applicable l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° III-220 de M. Paul Girod (définition des conditions techniques et financières de fonctionnement du comité économique et social).

Suite de la discussion - (18 novembre 1981) - Vice-président de la commission des finances - Titre II bis (nouveau), après l'art. 44 (suite) (p. 2799) : au nom de la commission des finances, se déclare favorable à l'amendement n° II bis-46 de M. Michel Giraud, rapporteur (Intitulé de chapitre : « Chapitre VIII - Actions économiques »).

Suite de la discussion - (19 novembre 1981) - Titre IV - Art. 59 (p. 2863) : son amendement n° IV-146 déposé avec M. Jean-Pierre Fourcade : règles du code de prescriptions et de procédures techniques en matière de culture ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Discussion des articles de la première partie :*

(24 novembre 1981) - Art. 2 (p. 3064, 3065) : se déclare favorable à l'amendement n° 341 de M. Frédéric Wirth, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (actualisation des conventions fiscales) - Après l'art. 2 (p. 3071) : se déclare défavorable à l'amendement n° 287 de M. Maurice Blin, rapporteur général (fixation du plafond d'imposition) - Art. 3 (p. 3074) : son amendement n° 247 : taxation et défense de la situation de famille des couples mariés ; devenu sans objet

Suite de la discussion - (25 novembre 1981) - Art. 3 (p. 3101) : son amendement n° 248 : abattement à 50 % sur les immeubles classés monuments historiques pour le calcul de l'impôt sur le patrimoine ; retiré en faveur de l'amendement n° 293 de M. Maurice Blin, rapporteur général (1° exonération totale de l'impôt sur le patrimoine des immeubles classés monuments historiques ouverts au public, 2° exonération à 50 % des mêmes immeubles dans le cas où seuls les parcs et jardins sont ouverts au public) - (p. 3113) : soutient l'amendement n° 278 de M. Jacques Larché (exclusion de l'assiette de l'impôt sur le patrimoine des biens et fonds agricoles directement exploités ou loués) - Art. 4 (p. 3116) : son amendement n° 294 déposé avec M. Maurice Blin, rapporteur général : prise en compte comme biens professionnels des biens nécessaires à l'exercice d'une activité principale tant par leur propriétaire que par le

conjoint de celui-ci ; adopté - (p. 3123) : soutient l'amendement n° 62 de M. Philippe de Bourgoing, identique à l'amendement n° 129 de M. René Tinant, soutenu par M. Francis Palmero (extension du régime prévu pour les biens professionnels à l'ensemble des biens ruraux loués par un bail écrit, enregistré, sous réserve de conformité au statut du fermage) - Art. 6 (p. 3137) : son amendement n° 300 déposé avec M. Maurice Blin, rapporteur général, qui le soutient : prise en compte dans le calcul du bien imposable de la situation de famille du contribuable ; adopté.

Suite de la discussion - (26 novembre 1981) - Art. 7 (p. 3151) : se déclare favorable à l'amendement n° 89 de M. Roland du Luart (possibilité de déduction du montant des impôts d'une somme égale au montant des investissements en biens professionnels) - Soutient l'amendement n° 221 de M. Jean-François Pintat identique aux amendements n° 152 de M. Francis Palmero, soutenu par M. Marcel Rudloff et n° 268 de M. Jean-Pierre Cantegrit, soutenu par M. René Touzet (montant de l'impôt et déduction du montant de l'investissement net en biens professionnels amortissables réalisés par l'entreprise et ses filiales) - Après l'art. 7 (p. 3156) : soutient les amendements n° 90 de M. Roland du Luart (impôt sur les sociétés et déduction du montant de l'impôt sur les grandes fortunes dû sur des biens affectés à une profession) et n° 230 de M. Jean-François Pintat (déductibilité de l'impôt sur la fortune des investissements affectés à des fonds ruraux donnés à bail) - Art. 8 (p. 3157) : son amendement n° 252 identique à l'amendement n° 418 de MM. Paul Girod et Jacques Moutet : suppression des dispositions de cet article concernant les pénalités applicables à défaut de déclaration relative à l'impôt sur la fortune ; adopté - (p. 3159) : impôt sur le patrimoine et demande de l'établissement d'un guide - Art. 10 (p. 3164) : en ce qui concerne l'application de l'impôt sur la fortune aux bons émis à compter de la date d'entrée en vigueur de la loi de finances, soutient l'amendement n° 231 de M. Jean-François Pintat et se déclare favorable à l'amendement n° 303 de M. Maurice Blin, rapporteur général - Soutient l'amendement n° 233 de M. Jean-François Pintat (impôt sur la fortune et diminution du taux de prélèvement sur les bons anonymes).

Suite de la discussion - (27 novembre 1981) - Art. 16 bis (p. 3226) : accepte la première partie de l'amendement n° 365 de M. Henri Duffaut (liste complémentaire de produits visés par les redevances communales et départementales sur les hydrocarbures) ; s'oppose à la deuxième partie de cet amendement (indexation de ces redevances sur la valeur du produit intérieur brut) : demande un vote par division sur cet amendement - Art. 24 (p. 3254) : se déclare favorable à l'amendement n° 205 de M. Maurice Blin, rapporteur général (taxe sur les appareils automatiques : possibilité de majoration au profit des communes) - Art. 25 ter (p. 3257) : son amendement n° 254 : droits indirects sur les alcools : définition des petits producteurs par référence à la surface minimum d'installation ; retiré - (p. 3258) : cas de la Normandie - (p. 3259) : intervient sur la définition des petits producteurs : superficie admise et prise en compte de la seule superficie exploitée dans un but de production d'alcool - Art. 27 (p. 3263) : interprétation à donner à la disposition de cet article relative à la réduction du délai d'exonération pour les sociétés ayant des activités industrielles dans les départements d'outre-mer - Art. 27 bis (p. 3266) : se déclare opposé à l'amendement n° 366 de M. Henri Duffaut (suppression du contenu de cet article qui tend à réduire la durée des exonérations de l'impôt foncier de 25 à 20 ans et de 15 à 10 ans ; suppression du prélèvement pour frais de dégrèvement et de non valeur en matière de taxe d'habitation ; contrepartie financière dans la majoration du taux de la TVA sur les pierre précieuses, l'augmentation du droit de timbre et des droits de mutation à titre gratuit) - Art. 36 (p. 3272, 3273) : intervient sur cet article relatif au montant de la dotation globale de fonctionnement (DGF) fixé par référence au produit net prévisionnel de la TVA - Risque de diminution de la DGF pour 1981.

*Deuxième partie :*

**Recherche et technologie** - (2 décembre 1981) - Rapporteur spécial (p. 3470) : avis favorable à l'adoption de ce budget - Importance économique de la promotion de la recherche - Priorités, stratégie décennale et planification annuelle glissante de ce projet de budget ; importance des services votés - Activités de recherche et personnels concernés ; importance des effectifs de haut niveau - Dépenses nationales de recherche et pourcentage du produit intérieur brut (PIB) ; objectif de 2,5 % du PIB en 1987 - Part du financement public ; rôle des entreprises, notamment du secteur nationalisé - Coopération internationale et rayonnement de la recherche française ; relations avec le Tiers monde - Incertitudes sur la politique à venir et ses répercussions sur les hommes et les organismes concernés - Crédits d'Etat pour la recherche civile et multiplicité des autorités concernées - Effort de recherche publique et rattrapage du niveau de 1971 ; réalisation de l'objectif de 2 % du PIB en 1982 - Structures gouvernementales nouvelles et dynamisation de la recherche - Autorité du ministère pour les délégations générales à la recherche scientifique et technique, à l'innovation et à la technologie et pour la mission interministérielle pour l'information scientifique et technique (MIDIST) - Tutelle sur l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR) et sur le Centre national pour la recherche scientifique (CNRS) - Tutelle budgétaire sur l'Agence de l'informatique (ADI), le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), le Centre national d'études spatiales (CNES), le Centre national pour l'exploitation des océans (CNEXO), le Commissariat à l'énergie solaire (COMES), le Groupement d'études et de recherches pour le développement de l'agronomie tropicale (GERDAT), les Instituts nationaux de la santé et de la recherche médicale (INSERM), scientifique et technique des pêches maritimes (ISTPM), les Instituts Pasteur et l'Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer (ORSTOM) - Contrôle des programmes de développement technologique des organismes transférés au ministère - Augmentation des effectifs du ministère et progression des indemnités et allocations diverses ; décentralisation de la recherche - (p. 3471) : changements intervenus au CNRS - Enveloppe recherche et conciliation des impératifs de création de pôles attractifs et d'une progression simultanée de la recherche fondamentale, finalisée et de la technologie - Harmonisation de la tutelle financière et administrative ; exemple des dépôts de brevets - Imbrication des actions du CNRS et des universités ; cas des assises régionales de la recherche et de la technologie - Recherche et entreprises nationales ; impulsion à la recherche industrielle - Importance des créations d'emplois ; cas de la recherche universitaire - Statut des ingénieurs, techniciens et administratifs (ITA) et abrogation des décrets du 6 mai 1981 - Recrutement, statut des personnels et évolution de la pyramide des âges - Nature de la recherche et nécessité de contractuels ; cas des bénéficiaires d'allocations de recherche du 3<sup>e</sup> cycle - Qualité d'un recrutement plus intensif ; titulaires de doctorats du 3<sup>e</sup> cycle et diplômés de grandes écoles ; écoles d'agronomie - Inquiétudes sur les conditions de financement de la recherche nationale ; dispersion des sources - Renforcement des pouvoirs du ministère et accélération du processus de collecte de fonds - Participation des collectivités locales et risque d'un transfert de charges - Impulsions de l'Etat et effort demandé aux entreprises nationales - Dépenses consacrées à la recherche par l'entreprise et principe d'un dégrèvement fiscal - Création d'un corps d'inspection de la recherche - Tonalités différentes du budget du ministère et existence antérieure de crédits d'investissement - (p. 3472) : progression des moyens disponibles en dépenses ordinaires et en crédits de paiement sur dépenses en capital ; incidence des créations d'emplois et nécessité de crédits supplémentaires inscrits dans un collectif - Baisse des crédits de paiement du CEA, du COMES et de ceux consacrés à l'informatique - Augmentation des moyens de l'ORSTOM et des programmes de développement technologique - Croissance des dotations en faveur de l'espace, des énergies solaires, de

l'informatique et de la valorisation de la recherche ; réductions pour le programme électro-nucléaire et l'innovation - Augmentation des dépenses des programmes de développement de l'aéronautique civile, du plan d'informatisation et d'intervention pour l'océan - Déficit de la balance commerciale en matière d'instrumentation scientifique ; répartition des importations et des exportations françaises ; faible couverture de la demande intérieure et mauvaise coordination entre les équipes de recherche et l'industrie d'instrumentation - Qualité des rapports présentés ; utilisation des sigles scientifiques - Proposition d'adoption de ce budget - (p. 3482, 3483) : fascicule budgétaire et absence d'homogénéité dans la présentation des dotations attribuées aux grands organismes en 1981 - Evaluation des crédits inscrits au budget du ministère de l'industrie - Régions et prise en charge de certaines dépenses de recherche - Recherche et diffusion, dans les établissements secondaires, des rapports annexés à la loi de finances.

**Légion d'honneur et ordre de la Libération** - (8 décembre 1981) - Examen des crédits - Art. 47 (p. 3851) : date de parution des décrets portant nomination ou promotion dans l'ordre de la Légion d'honneur à titre militaire et information préalable des futurs bénéficiaires.

**Intérieur et décentralisation** - (9 décembre 1981) - Examen des crédits - *Etat B* (p. 3963) : satisfaction devant l'espoir d'une amélioration de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Nécessité de modifier l'assiette - Situation des conseils municipaux et fixation du taux des taxes locales - Evolution de l'assiette de la taxe professionnelle en fonction de la situation économique - Taux d'actualisation prévus des valeurs locatives du foncier bâti et du foncier non bâti pour 1981 et 1982 inférieurs à ceux de l'augmentation des prix - Examen des coefficients d'actualisation des valeurs locatives foncières lors du prochain collectif.

**Comptes spéciaux du Trésor** - (11 décembre 1981) - Examen des crédits - Art. 52 (p. 4094) : avances aux collectivités locales et liberté des conseils municipaux de fixer les taux des taxes locales - (p. 4095) : difficultés prévisibles des conseils municipaux en 1982 : évolution de l'assiette de la taxe professionnelle ; actualisation des revenus cadastraux ; risque de transferts de charges - Concertation souhaitable.

**Articles non rattachés à l'examen des crédits** - (12 décembre 1981) - Après l'art. 65 (p. 4142) : se déclare favorable à l'amendement n° 558 de M. Jacques Carat (fixation de taux intermédiaires pour l'abattement facultatif à la base de la taxe d'habitation ; création d'un abattement à la base en faveur des personnes ne payant pas d'impôt sur le revenu) - Après l'art. 67 (p. 4155) : se déclare favorable à l'amendement n° 574 de M. Laurent Fabius, ministre (augmentation des limites du chiffre d'affaires définissant le champ d'application du régime simplifié d'imposition) - Revalorisation du plafond concernant la détermination de la valeur locative pour l'établissement de la taxe professionnelle d'un certain nombre de petits redevables - Art. 74 bis (p. 4162) : soutient l'amendement n° 551 de M. Robert Schmitt (publicité par panneaux, affiches, et déclaration du nom des bénéficiaires en cas de versement supérieur à 3 000 F) - Art. 75 (p. 4169) : référence aux travaux de la commission présidée par M. Pérouse ; proposition de loi élaborée par M. Foyer - Collaboration entre le Gouvernement et le Parlement - Après l'art. 87 (p. 4177) : dotation logement des instituteurs de l'Etat à la commune et variabilité des taux réels des indemnités d'une région à l'autre ; taux moyen départemental et prise en compte des indemnités réelles.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 104 (81-82)] - (17 décembre 1981) - Discussion générale (p. 4333) : création de la Caisse nationale de l'industrie (CNI) - Lutte contre la fraude fiscale et difficultés d'appréciation du montant de la fraude - Dépôt d'amendements par la commission des finances et défense des honnêtes citoyens et des petites entreprises - Ventilation des dégrèvements - Art. 8 (p. 4342) : se déclare favorable

à l'amendement n° 4 de M. Maurice Blin, rapporteur général (suppression de cet article sur l'extension des privilèges du Trésor à l'ensemble des pénalités fiscales et l'application de la procédure d'avis à tiers détenteur pour l'ensemble des impôts et des pénalités d'assiette et de recouvrement) - Art. 12 (p. 4346) : coefficient de majoration des valeurs locatives des immeubles industriels - Imposition de la taxe professionnelle en 1982 : liberté du vote des taux par les conseils municipaux et majoration uniforme de la charge des différentes catégories de contribuables - (p. 4348) : son amendement n° 9 : modification annuelle de la valeur locative du logement et application des coefficients à la valeur locative moyenne de l'année précédente ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1982 - Nouvelle lecture** [n° 138 (81-82)] - (18 décembre 1981) - Art. 5 (p. 4390) : son amendement n° 1, déposé avec M. Léon Jozeau-Marigné : adjonction de l'article 1904-1 du code civil relatif aux donations entre époux dans le calcul du patrimoine de l'usufruitier concernant l'impôt sur les grandes fortunes ; adopté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 141 (81-82)] - (21 décembre 1981) - Discussion générale (p. 4449) : prise en compte de l'aide accordée par le collectif de 1980 comme aide aux revenus des agriculteurs en 1981 et risque de reprise de la même procédure pour 1982 - Art. 1 (p. 4482) : année de prise en compte de l'aide compensatoire pour l'évaluation des revenus - Crainte de voir prise en compte en 1982 comme élément de revenu l'aide compensatoire versée au titre de 1981 - Situation de la Basse Normandie.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 153 (81-82)] - (22 décembre 1981) - Rapporteur, en remplacement de M. Jean Francou - Discussion générale (p. 4530, 4531) : amélioration du sort des Français rapatriés en métropole - Efficacité des travaux de la commission mixte paritaire et adoption du texte à l'unanimité - Prêts aux rapatriés pour leur réinstallation ; bénéfice d'une indemnité pour perte de meubles meublants aux orphelins de père ou de mère - Fonctionnement d'une instance arbitrale pour juger des différends en matière d'évaluation des biens mobiliers ou des entreprises ; composition des commissions d'aménagement et représentation des rapatriés devant cette commission - Art. 2 (p. 4531) : notions de cessation d'exploitation et de cession d'exploitation - Art. 3 (p. 4532) : présence d'un représentant du secrétariat d'Etat au tourisme dans les commissions d'aménagement - Rôle du président de la commission et présence de représentants de l'administration et des rapatriés - Art. 4 : possibilité d'appel devant la Cour d'appel des décisions prises par la commission et représentation des rapatriés - Explication de vote sur l'ensemble (p. 4534) : sort des Français rapatriés et demande de scrutin public.

**DESMARETS (Jean)**, sénateur du Nord (NI)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

**DIDIER (Emile)**, sénateur des Hautes-Alpes (GD-SRG)

#### NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires étrangères.

#### DÉPÔTS

*Rapport* fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi [n° 254 (80-81)] autorisant l'approbation d'une convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République démocratique socialiste de Sri Lanka sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 306 (80-81)] (9 juillet 1981) - **Traités et conventions.**

*Rapport* fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi [n° 319 (80-81)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'une convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Libéria sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 323 (80-81)] (24 juillet 1981) - **Traités et conventions.**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République démocratique socialiste de Sri Lanka sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements** [n° 254 (80-81)] - (15 juillet 1981) - Rapporteur - Discussion générale (p. 885) : situation géographique, politique et économique de la République de Sri Lanka - (p. 886) : appel aux capitaux étrangers - Perspective des investissements français à Sri Lanka - Dispositions de la convention : clause de la nation la plus favorisée ; indemnisation en cas de nationalisation ou dépossession ; transfert des revenus et bénéfices - Position favorable de la commission des affaires étrangères.

- **Projet de loi, autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Libéria sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements** [n° 319 (80-81)] - (28 juillet 1981) - Rapporteur - Discussion générale (p. 1190) : garantie de l'Etat aux investissements français à l'étranger et conditions d'une convention fiscale - Relations politiques difficiles avec le Libéria - Convention de protection réciproque à caractère classique - Situation politique et obstacle aux investissements - Vote sur le projet de loi et attente des explications du ministre.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

*Suite de la discussion* - (29 octobre 1981) - Discussion générale (p. 2311) : concertation et partage des responsabilités - Elaboration du budget avec le préfet ; dotation pour les dépenses d'entretien du corps préfectoral - Mise en place de la réforme et délai de transition ; inscription d'une dépense nouvelle - Avenir du secrétaire général du département - (p. 2312) : rôle des sous-préfets ou commissaires adjoints de la République - Adoption du projet ; consultation des collectivités locales et redécoupage des cantons - Elections de mars 1982 et risque d'un débat sur la réforme en cours.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

#### *Deuxième partie :*

**Articles non rattachés à l'examen des crédits** - (12 décembre 1981) - Avant l'art. 66 (p. 4143) : soutient l'amendement n° 566 de M. Stéphane Bonduel (aide fiscale à l'investissement pour les entreprises agricoles soumises au bénéfice réel et ne bénéficiant pas des aides à la modernisation) - Art. 66 (p. 4148) : soutient l'amendement n° 567 de M. Stéphane Bonduel (bénéfice de l'aide fiscale, dans le cas d'entreprises coopératives de transports, envers les investissements réalisés par la coopérative ou les coopérateurs) - Art. 69 (p. 4157) : soutient les amendements n° 489 de M. Josy Moinet (exonération de la taxe sur la valeur ajoutée, TVA, au titre des études d'intérêt général

en faveur des associations déclarées et agréées réalisant des études en matière d'environnement et de consommation) et n° 490 de M. Michel Rigou (extension du régime fiscal des publications périodiques inscrites à la commission paritaire des publications et agences de presse à la presse des associations) - (p. 4158) : soutient l'amendement n° 491 de M. Josy Moinet (non applicabilité de la taxe sur les salaires envers les associations déclarées, employant moins de trois salariés) - Art. 71 (p. 4160) : soutient l'amendement n° 568 de M. Stéphane Bonduel (exclusion des logements touristiques gérés sous forme quasi-hôtelière des dispositions de cet article).

**DREYFUS (Pierre)**, ministre de l'industrie (nommé le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1786]

## INTERVENTIONS

- **Questions orales avec débat jointes : difficultés de l'industrie textile** - (20 octobre 1981) - (p. 2052) : importance du secteur textile et de l'habillement - Concertation et préparation du plan textile par le Gouvernement - Dossiers Boussac et Dollfus-Mieg - Reconquête du marché national - Qualité du rapport de la commission d'enquête sénatoriale sur le textile et prise en compte des conclusions du rapport - Contrôle des importations et relance de la consommation - Clause de sauvegarde pour les filés de coton grecs - (p. 2053) : sous-utilisation des capacités de production - Contrôle de l'évolution des demandes de déclaration d'importation - Fixation au niveau communautaire des objectifs économiques du prochain accord multifibres - Allègement de la pression des importations de produits sensibles - Contrôle des importations des pays en voie de développement - Outil de production : investissements et restructurations - Secteur textile habillement et élargissement des procédures privilégiées - Amélioration du financement de l'exploitation - Introduction de technologies de pointe - Amélioration de la distribution - Aménagement des dates des salons - Atténuation des coûts sociaux - Développement d'emplois nouveaux et qualifiés ; filières de formations spécifiques - Adaptation du temps de travail de certains secteurs à caractère saisonnier ; utilisation des machines - Elargissement des conditions d'accès aux prêts bonifiés du Trésor - Réduction du coût du crédit - Réforme de la taxe professionnelle - Allègement des charges sociales - (p. 2058) : conclusions des experts sur la société Boussac Saint Frères - Fragilité des activités et menaces sur l'emploi - Reconstruction industrielle du groupe - Apport important de capitaux et rattrapage des retards d'investissement - Plan de redressement et concertation - Sauvegarde du potentiel - Productivité et investissements - Maintien des filières textiles et sauvegarde de l'équilibre de l'emploi - Maintien des conditions de concurrence - Réalisation des actifs non textiles - Travail positif de la commission d'enquête parlementaire - Difficultés du groupe Willot dans la Somme et reconversion du secteur du jute ; limitation des conséquences sociales de ces reconversions - Dépôt de bilan de la Sivem, filiale du groupe Armand Thierry ; recherche d'une solution industrielle - Caractère non textile de l'espadrille ; non participation de la Chine à l'accord multifibres - Problème de la société Singer - (p. 2061) : Boussac Saint-Frères et problème de la reprise du groupe - Prêt participatif et maintien de l'activité - Application de la clause de sauvegarde pour les filés de coton grecs - Allègement des charges sociales - Négociations sur l'accord multifibres et application de l'article 19 du GATT - Boussac Saint-Frères et maintien de l'emploi dans la filature d'Abbeville.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 19 (81-82)] - (22 octobre 1981) - Discussion générale (p. 2086) : situation de la sidérurgie et justification de la

nationalisation - (p. 2087) : concours publics à la sidérurgie depuis 1978 - Rôle de cette industrie dans le développement industriel national et nécessité de la nationalisation - Situation du marché mondial de l'acier - Concurrence des pays en voie de développement et des Etats-Unis - Recherche sidérurgique - Réorganisation du marché communautaire ; traité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) - Dispositions du projet ; maintien de l'autonomie d'Usinor et de Sacilor - Comité de coordination - Concertation avec le personnel - Développement économique et progrès social - (p. 2099) : répond à l'intervention de M. *Philippe de Bourgoing* : nationalisation des entreprises sidérurgiques et situation de fait ; sa qualité personnelle de gestionnaire et non d'idéologue - Réfute la comparaison avec l'exemple de la sidérurgie britannique ; exemple à rebours de la nationalisation de l'industrie automobile anglaise ; en France, cas de Renault - (p. 2100) : mise en cause de la régie Renault par M. *Jacques Larché* ; comparaison avec la société Peugeot ; subventions et impôts - (p. 2102) : mauvaise utilisation des fonds publics dans la sidérurgie, au cours des vingt dernières années - Insuffisante adaptation de cette industrie à l'évolution des besoins et à la concurrence - (p. 2103) : rôle des sociétés financières comme intermédiaires entre l'Etat et les sociétés sidérurgiques - Nécessité de la prise de contrôle directe par l'Etat - Concertation avec les travailleurs et les élus locaux - Cas des mines de fer - Développement de la production d'aciers spéciaux ; échec des négociations entre Péchiney et Sacilor sous le précédent gouvernement - Minerais de fer de Lorraine et concurrence des minerais d'outre-mer ; rôle de la commission Audibert - Développement nécessaire de la recherche : rôle de l'Institut de recherche de la sidérurgie (IRSID) - Solidarité européenne : organisation du marché ; volet social.

- **Questions orales avec débat jointes : situation de l'industrie automobile** - (23 octobre 1981) - (p. 2155) : importance économique de l'industrie automobile ; place mondiale ; effectifs concernés, production et balance commerciale - Baisse de la demande mondiale et concurrence internationale - Recul du marché français et communautaire - Accroissement de la part des marques nippones - Différentielle des taux d'inflation et compétitivité ; automobile allemande - Crise dans le groupe Peugeot SA - Développement international et stratégie industrielle de Renault - Politique patrimoniale de Peugeot - (p. 2156) : longueur et coût des fusions de marque ; effondrement du réseau Talbot et importations allemandes - Nécessité d'une adaptation et d'une modernisation de l'industrie automobile - Mesures sociales d'accompagnement - Qualité de la technologie automobile française ; outil de production et consommation moyenne des voitures ; prototype Véra et Eve - Programmes d'innovation technologique et retombées économiques - Investissements et robotique ou automatisations - Valeur de l'automobile et importance des fournisseurs extérieurs - Implantations à l'étranger et accords de coopération ; Renault en Colombie et aux Etats-Unis - Concurrence japonaise et politique communautaire - (p. 2157) : Franche-Comté et fabrication de l'horlogerie de petit volume - Reconversion technologique : électronique et concurrence internationale ; suppression d'emplois - Soutien public : Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) et organismes professionnels - Groupement d'études pour la diversification des technologies et industries horlogères (Geditec) - Centre technique de l'industrie horlogère (Cetehor) - Prêts participatifs - Fonds de garantie et financement des industries horlogères - Progression de la production de montres et mouvements électroniques ; concurrence de l'Extrême-Orient - Communauté européenne : gel des contingents et plafonds tarifaires dans le cadre du système des préférences généralisées - Contrôle des importations - Contrat entre Matra horlogerie et le groupe japonais Hattori ; conquête d'un marché international - Situation du groupe Peugeot-Ile de France - Dynamisme de l'horlogerie française et parafiscalité - Europe et impossibilité de limitation des importations - (p. 2158) : caractère circonstanciel de la percée de Volkswagen en France.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 42 (81-82)] - (4 novembre 1981) - Discussion générale (p. 2404) : nécessité du projet pour mettre en harmonie l'état de droit et l'état de fait - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'adoption du rapport de la commission mixte paritaire.**

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Industrie - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - (p. 3421) : importance croissante du budget de l'industrie par rapport à 1981 - Organisation du processus de nationalisation - Redressement de nombreuses entreprises défaillantes - Priorité à l'emploi industriel - Perte de plus de 500.000 emplois de 1974 à 1981 dans l'industrie - Nécessité d'une reconquête du marché intérieur et qualité dans la production - Création d'un environnement favorable aux petites et moyennes industries (PMI) - Recherche d'une cohérence entre la politique industrielle et la politique énergétique - Crédits d'intervention multipliés par trois - Intervention de l'Etat pour soutenir les industries de pointe et redresser des secteurs connaissant des difficultés temporaires - (p. 3422) : solidarité à la base des interventions de politique industrielle - Utilisation rationnelle de l'énergie, exigence de la politique énergétique - Soutien à la production nationale - Démocratisation des procédures et des institutions - Accroissement du rôle des directions interdépartementales de l'industrie - Expérience positive du Comité d'orientation des actions de développement industriel à caractère stratégique (CODIS) - Importance du rôle du secteur public dans la politique industrielle - (p. 3423) : absence d'intervention dans la gestion des sociétés nationales - Esprit d'entreprise et qualité du travail des hommes, véritables conditions de l'essor de notre industrie - (p. 3443) : insuffisance des investissements dans les secteurs industriels depuis une dizaine d'années - Changement du régime d'aide des PMI - Intervention aussi bien dans les secteurs dits « de pointe » que dans les secteurs « traditionnels » - Augmentation des crédits du ministère de l'industrie - (p. 3444) : possibilité de contrôle des autorités de tutelle tous les jours sur pièces et sur place - Article 52 du projet de loi sur la nationalisation et constitution d'un haut conseil devant exercer un contrôle sur le secteur public - Cas des Câbles de Lyon, filiale de la Compagnie générale électrique (CGE), extension du domaine des nationalisations - Absence d'hostilité des chefs d'entreprise - Cas de la Cellulose de Strasbourg et négociation en cours avec un partenaire industriel - Négociation difficile concernant l'accord multifibres - Abandon de l'industrie textile par les gouvernements précédents et acceptation d'accords trop larges pour l'importation.**

**DREYFUS-SCHMIDT (Michel), sénateur du Territoire de Belfort (S)**

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des lois.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie (30 juillet 1981) (p. 1268).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers (13 octobre 1981) (p. 1943).

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier certaines dispositions du statut des avocats [n° 289 (80-81)] (2 juillet 1981).*

*Rapport fait au nom de la commission des lois sur le projet de loi [n° 312 (80-81)] adopté par l'Assemblée nationale, portant suppression de la Cour de sûreté de l'Etat [n° 317 (80-81)] (23 juillet 1981) - Justice.*

*Rapport fait au nom de la commission des lois sur le projet de loi [n° 372 (80-81)] modifiant l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945 sur le Conseil d'Etat [n° 10 (81-82)] (8 octobre 1981).*

**QUESTIONS**

*Questions orales avec débat :*

**n° 499 (7 avril 1981) (p. 540) à M. le Premier ministre : veuves (situation des veuves de fusillés de la résistance) - Caducité le 21 mai 1981 (2 juillet 1981) (p. 778).**

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi portant amnistie [n° 304 (80-81)] - (21 juillet 1981) - Art. 2 (p. 956) : retire l'amendement n° 4 de M. Félix Ciccolini (extension à tous les délits commis par voie de presse) - Art. 6 (p. 964) : vote du groupe socialiste contre l'amendement n° 49 de M. François Collet (suspension des effets de l'amnistie pendant une période probatoire pour les condamnés à des peines de trois à six mois) - Après l'art. 6 (p. 967, 968) : s'oppose aux amendements n° 69 de M. Charles Lederman et n° 20 de M. Marcel Rudloff, rapporteur, tendant à instituer un sursis à l'amnistie - Peine d'emprisonnement ferme et sursis simple ou avec mise à l'épreuve - Après l'art. 9 (p. 969) : soutient l'amendement n° 7, précédemment réservé, de M. Félix Ciccolini (extension de l'amnistie aux jugements par défaut ou par itératif défaut) - Art. 11 (p. 972) : se déclare favorable à l'amendement n° 42 de M. Guy Petit (possibilité d'amnistie du Président de la République pour des personnes qui se sont distinguées d'une manière exceptionnelle, dans quelques domaines que ce soit) - Art. 15 (p. 978, 979) : soutient l'amendement n° 9 de M. Félix Ciccolini (suppression de l'exception du bénéfice de l'amnistie pour les mesures administratives concernant le permis de conduire : conduite en état d'ivresse et homicide ou blessures involontaires).**

**Suite de la discussion - (22 juillet 1981) - Art. 24 (p. 1007) : déclare le groupe socialiste défavorable aux amendements identiques n° 44 et 57 de MM. Guy Petit et Jean-Marie Girault (suppression de cet article concernant les exclusions du bénéfice de la loi d'amnistie).**

- **Projet de loi portant suppression de la Cour de sûreté de l'Etat [n° 312 (80-81)] - (28 juillet 1981) - Rapporteur - Discussion générale (p. 1170) : natures de la Cour de sûreté de l'Etat : juridiction de circonstance, spécialisée ou d'exception - Règles dérogatoires au droit commun - Largeur de la compétence territoriale, personnelle, matérielle - Composition de la Cour de sûreté et nomination par décret en conseil des ministres - Fonctionnement et saisine par le procureur général - Règles de procédure exceptionnelle : garde à vue, perquisitions, expertises - (p. 1171) : constitution de partie civile - Règles régissant la liberté provisoire - Absence d'appel des ordonnances devant la chambre de contrôle des instructions - Rôle de la chambre d'accusation - Décisions prises à la majorité dans la chambre de jugement - Déclaration d'urgence - Suppression de la cour et principe du retour au droit commun ; sort des affaires pendantes devant la cour - Exception faite pour la divulgation des secrets de défense nationale - Guerre ou urgence et pouvoirs du préfet en matière d'atteinte à la sûreté de l'Etat - Saisine du tribunal permanent des forces armées par la Cour de cassation à la demande du procureur général - Avis favorable au projet de loi - Art. 1 (p. 1182) : son amendement n° 2 soutenu par M. Lionel de Tinguy : divulgation de secrets de la défense nationale et dessaisissement de la juridiction d'instruction ou de jugement par**

la chambre criminelle à la demande du procureur général de la Cour de cassation ; adopté.

– **Projet de loi relatif au droit d'action du ministère public dans les procédures collectives d'apurement du passif des entreprises** [n° 357 (80-81)] - (8 septembre 1981) - Art. 1 (p. 1382) : vote du groupe socialiste contre le sous-amendement n° 16 de M. Lionel de Tinguy (saisine du tribunal par le procureur de la République et « audition » préalable du débiteur), de même que contre l'amendement n° 1 de M. Jacques Thyraud, rapporteur (saisine du tribunal par le procureur de la République et convocation préalable du débiteur).

– **Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France** [n° 366 (80-81)] - (22 septembre 1981) - Art. 1 (p. 1573) : convention du parti socialiste à Créteil en 1981 - Proposition d'accorder le droit de vote aux travailleurs étrangers résidant dans une commune depuis plus de 5 ans et modification de la Constitution - Vote des Français établis à l'étranger - (p. 1574) : soutient l'amendement rédactionnel n° 25 de M. Edgar Tailhades - Art. 2 (p. 1577) : intervient sur l'amendement n° 5 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (récidive à défaut de régularisation de la situation en cas d'immigration clandestine) - Sur cet amendement, se déclare favorable au sous-amendement n° 29 de M. Charles Lederman (suppression de la notion de récidive) - (p. 1578) : sur l'amendement n° 6 rédactionnel de M. Charles de Cuttoli, rapporteur, soutient le sous-amendement n° 27 de M. Edgar Tailhades (suppression de l'interdiction de territoire obligatoire en cas de récidive) - Art. 3 (p. 1580) : se déclare défavorable à l'amendement n° 30 de M. Charles Lederman (possibilité d'expulsion d'un étranger condamné à six mois d'emprisonnement ferme) - (p. 1582) : se déclare favorable à l'amendement n° 10 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (possibilité de huis clos lors des débats de commission en cas de danger pour l'ordre public ou les mœurs) - (p. 1584) : soutient l'amendement n° 26 de M. Edgar Tailhades (exclusion de l'expulsion quand le conjoint est de nationalité française et qu'il est père ou mère d'enfants français mineurs) - Sur cet amendement, accepte, le sous-amendement n° 47 de M. Marcel Rudloff (exclusion de l'expulsion de l'étranger dont le conjoint est de nationalité française et qui subvient normalement aux besoins de sa famille) - Art. 5 (p. 1587) : se déclare favorable à l'amendement n° 38 de M. Charles Lederman (intervention d'un interprète pour informer un étranger de ses droits) - Art. 6 (p. 1589) : intervient sur l'amendement n° 22 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (cas des départements d'outre-mer) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1591) : France, terre d'asile ; refoulement des immigrants clandestins mais limitation des expulsions - Modifications préjudiciables au projet par certains amendements - Vote du projet par le groupe socialiste en espérant un retour à l'esprit initial.

– **Projet de loi portant abolition de la peine de mort** [n° 385 (80-81)] - (28 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1678) : refus du pouvoir de la société sur la vie humaine - Peine de mort et évolution contradictoire des sondages - Evolution des opinions personnelles des sénateurs sur ce sujet - Proposition de M. Etienne Dailly de constitutionnaliser l'abolition de la peine de mort - Abolition et respect des victimes ; accès total à la justice, aide judiciaire et fonds spécial de solidarité - Nécessité de s'attaquer aux causes du crime ; rôle de l'enseignement laïque gratuit et obligatoire - Criminels et refus de la dénomination de « monstres froids » - (p. 1679) : caractère injuste et barbare du mode d'exécution par la guillotine - Peine de mort et absence de recours ; caractère hasardeux du droit de grâce - Peine de mort et impossibilité d'amendement du coupable - Problème de l'erreur judiciaire : affaires Ranucci, Gorraccione, Rousselet et de Timothy Evans en Grande-Bretagne - Exemplarité de la peine - Inapplication de la peine de mort aux femmes et aux enfants - Problème du caractère dissuasif de la peine de mort - (p. 1680) : condamnés à mort graciés et peines d'emprisonnement

allant de dix-sept à vingt trois ans - Refus de la notion de peine incompressible ; amendement et peine réelle - Tribunal d'exécution des peines - Récidive ; rareté de la récidive dans le crime de sang - Responsabilité des fous furieux et progrès de la médecine - Projet de loi et problème du recours au référendum - Fausse solution de l'utilisation systématique du droit de grâce par le Président - Référendum et rôle du Parlement - (p. 1681) : utilisation des sondages - Débat et respect de la conscience de chacun - Rappelle l'opposition absolue de Victor Hugo contre la peine de mort.

– **Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France - Deuxième lecture** [n° 405 (80-81)] - (6 octobre 1981) - Art. 2 (p. 1858) : se déclare opposé à l'amendement n° 6 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (délai laissé à l'étranger pour la régularisation de sa situation et suppression de l'injonction faite à l'administration par la juridiction saisie) - Argument de la séparation des pouvoirs, invoqué par le rapporteur, et rôle des autorités judiciaires pour la garantie des libertés individuelles - Art. 3 (p. 1864, 1865) : se déclare opposé à l'amendement n° 9 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (énumération des catégories d'étrangers qui ne peuvent être ni reconduits à la frontière, ni expulsés, et justification obligatoire de la durée de résidence en France) - (p. 1865) : sur l'amendement n° 10 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (catégories d'étrangers « non expulsables » : étranger marié à un conjoint français et durée du mariage ; étranger parent d'enfant français), ses sous-amendements n° 15 : possibilité d'expulsion d'un étranger parent d'enfant français dans le seul cas de déchéance de l'autorité parentale ; adopté ; et n° 16 : rétablissement à 6 mois de la durée minimale du mariage avec un conjoint français ; rejeté - (p. 1866) : inconvénients du critère de condamnation pour abandon de famille, suggéré par M. Marcel Rudloff - Art. 5 (p. 1868) : se déclare opposé à l'amendement n° 13 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (compétence du préfet pour décider du maintien administratif de l'étranger expulsé ou refoulé) - Art. 6 (p. 1871) : vote du groupe socialiste favorable à l'amendement n° 14 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (énumération des motifs administratifs pour lesquels le ministre de l'intérieur pourra pendant 5 ans, dans les départements d'outre-mer, décider la conduite à la frontière pour entrée ou séjour irrégulier) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1872) : vote du groupe socialiste favorable au texte en examen ; améliorations apportées au projet - Responsabilités à l'égard de l'ancienne Union française et des travailleurs immigrés - Moyens donnés au Gouvernement pour faire respecter sa politique.

– **Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945 sur le Conseil d'Etat** [n° 372 (80-81)] - (14 octobre 1981) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1975) : urgence du projet, évoquée par le Garde des sceaux - Notion de « référendaire » et risque de confusion - Rappel de la composition du Conseil d'Etat : conseillers d'Etat, maîtres des requêtes, auditeurs - Tour extérieur - Postes réservés aux conseillers des tribunaux administratifs - Autres solutions possibles : cas des assistants judiciaires à la Cour de cassation ; mobilité - Explosion du nombre des affaires et précédent de la réforme de 1953 : extension de la compétence des tribunaux administratifs - Dispositions du projet : création de référendaires au Conseil d'Etat - Recrutement : magistrats ; membres des corps recrutés par l'Ecole nationale d'administration (ENA) - Amendement de la commission tendant à étendre cette possibilité aux administrateurs des assemblées parlementaires avec l'accord du bureau de l'assemblée - (p. 1976) : possibilité du Conseil d'Etat de mettre fin au détachement - Art. unique (p. 1977) : son amendement de forme n° 2 ; adopté - (p. 1978) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Paul Girod (extension de la possibilité de recrutement à tous les fonctionnaires âgés de 35 ans au moins et justifiant de dix ans de service public) - Son amendement n° 4 : extension de la possibilité de recrutement aux administrateurs des assemblées parlementaires après accord du bureau de l'Assemblée nationale ou du bureau du Sénat ; adopté -



(p. 1979) : son amendement n° 3 : composition de la commission chargée d'établir des propositions pour la nomination de référendaires : majorité de membres du Conseil d'Etat ; adopté - (p. 1980) : son amendement n° 5 : compétence exclusive du vice-président du Conseil d'Etat délibérant avec les présidents de section pour demander qu'il soit mis fin au détachement ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 1 de M. Charles Lederman (possibilité du vice-président du Conseil d'Etat de demander qu'il soit mis fin au détachement, dans le seul cas d'incapacité du référendaire à ses fonctions).

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 5 A** (p. 2493) : se déclare défavorable à l'amendement n° 1-98 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression des dispositions de cet article relatives à la possibilité de mise en application du budget par les représentants de l'Etat dans les départements sur avis public de la chambre régionale des comptes pour une nouvelle commune).

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Discussion des articles de la première partie :*

(24 novembre 1981) - **Avant l'art. 2** (p. 3058) : se déclare défavorable à l'amendement n° 284 de M. Maurice Blin, rapporteur général - (intitulé ; « I - Impôt sur le patrimoine »)

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1981) - **Art. 3** (p. 3106) : s'abstient sur la première partie de l'amendement n° 293 de M. Maurice Blin, rapporteur général, et s'oppose à la seconde partie (1° exonération totale de l'impôt sur le patrimoine des immeubles classés monuments historiques ouverts au public, 2° exonération à 50 % des mêmes immeubles dans le cas où seuls les parcs et jardins sont ouverts au public).

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Art. 14** (p. 3219) : son amendement n° 364, soutenu par M. Henri Duffaut : taxation des frais généraux : déduction des frais se rapportant à l'exercice d'une fonction représentative syndicale ou professionnelle et des frais d'inscription et de participation à des congrès ou manifestations d'intérêt général professionnel ou ayant pour objet la formation ou le perfectionnement des participants ; retiré, puis repris par M. Adolphe Chauvin.

*Deuxième partie :*

**Justice** - (8 décembre 1981) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3871) : approbation de la quasi unanimité des membres de la commission des lois et approbation de tous les juristes - Oppositions systématiques aux projets du Gouvernement.

- **Proposition de loi tendant à modifier l'article 108 du code pénal et à abroger les articles 184, alinéa 3, et 314 du même code [n° 75 (81-82)]** - (15 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4229) : débat sur la loi « Sécurité et liberté » et demande d'abrogation par le groupe communiste de l'article 314 du code pénal - Réforme du code pénal et possibilité d'abrogation immédiate de la loi « anti-casseurs » - Loi « anti-casseurs » et risques de sanctions contre des innocents - Principe pénal de réparation des dommages causés et de la responsabilité individuelle ; exceptions apportées par la loi « anti-casseurs » - Vote favorable du groupe socialiste.

- **Projet de loi relatif à la modération des loyers [n° 83 (81-82)]** - (15 décembre 1981) - **Art. 1** (p. 4236) : projet de loi et exclusion des loyers à usage professionnel ; inégalités en faveur d'un preneur d'un local à usage mixte professionnel et d'habitation.

- **Projet de loi relatif à la mise en harmonie du droit des sociétés commerciales avec la deuxième directive adoptée par le Conseil des Communautés européennes le 13 décembre**

**1976 - Deuxième lecture [n° 86 (81-82)]** - (18 décembre 1981) - **Art. 14** (p. 4370) : rôle de la Commission des opérations de bourse (COB) : pouvoir d'injonction aux sociétés.

**DUBANCHET (François)**, sénateur de la Loire (UCDP)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à faire bénéficier les mineurs des houillères de bassin reconvertis avant le 30 juin 1971 des dispositions de l'article 11 de la loi de finances rectificative pour 1973 (n° 73-1128 du 21 décembre 1973) [n° 216 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980, JO Débats 2 avril 1981).

## QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

**n° 12** (JO Débats 20 juin 1981) (p. 754) à M. le ministre du commerce extérieur : **commerce extérieur** (sociétés d'ingénierie et marché international).

**n° 13** (JO Débats 20 juin 1981) (p. 754) à M. le ministre chargé du budget. **investissements** (aménagement de l'avois fiscal et des droits de succession pour favoriser l'investissement dans les entreprises).

**n° 14** (JO Débats 20 juin 1981) (p. 754) à M. le ministre du logement : **logement** (gestion de l'aide personnalisée au logement) - Réponse de M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement (27 octobre 1981) (p. 2179).

**n° 37** (JO Débats 3 juillet 1981) (p. 785) à M. le ministre chargé de l'énergie : **énergie** (dépendance énergétique de la France) - Réponse de M. Edmond Hervé, ministre chargé de l'énergie (23 octobre 1981) (p. 2145).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (12 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 10** (p. 2580) : soutient l'amendement n° 1-385 de M. Alfred Gérin (suppression du dernier alinéa relatif à l'engagement de responsabilité de l'ordonnateur en cas de réquisition).

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Discussion des articles de la première partie :*

(25 novembre 1981) - **Art. 4** (p. 3121) : se déclare favorable à l'amendement n° 295 de M. Maurice Blin, rapporteur général (prise en compte comme biens professionnels des actions des sociétés représentant plus de 75 % des autres biens soumis à l'imposition) - (p. 3124) : se déclare favorable à l'amendement n° 81 de M. Roland du Luart (impôt sur le patrimoine : prise en compte comme biens professionnels des parts de groupements fonciers agricoles, GFA).

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Art. 14** (p. 3221) : son amendement n° 183, soutenu par M. Adolphe Chauvin : réduction de 30 % à 10 % du taux de la taxation des frais généraux ; retiré.

DUBOIS (Hector), sénateur de l'Oise (NI)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

DUFFAUT (Henri), sénateur du Vaucluse (S)

#### NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des finances.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1981 (24 juillet 1981) (p. 1157).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du deuxième projet de loi de finances rectificative pour 1981 (27 octobre 1981) (p. 2202).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (28 octobre 1981) (p. 2230).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de nationalisation (25 novembre 1981) (p. 3117).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1982 (14 décembre 1981) (p. 4214).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du troisième projet de loi de finances rectificative pour 1981 (17 décembre 1981) (p. 4353).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés (19 décembre 1981) (p. 4428).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du quatrième projet de loi de finances rectificative pour 1981 (21 décembre 1981) (p. 4488).

#### DÉPÔTS

*Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Economie et finances - I. Charges communes [n° 58, annexe 9 (81-82)] (23 novembre 1981).*

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 310 (80-81)]** - (22 juillet 1981) - **Discussion générale** (p. 1029) : augmentation en 1980 du déficit budgétaire ; crédits évaluatifs et observations de la Cour des comptes - Déficit budgétaire en 1980 et absence de relance économique - (p. 1030) : baisse de la production industrielle - Augmentation de l'inflation - Déficit du commerce extérieur - Défense du franc et taux d'intérêt - Taux d'intérêt et détérioration des avoirs en capital et des obligations - Mesures sociales : revalorisation du SMIC, des allocations familiales, logement, pour handicapés, vieillesse - Relance

de la consommation, de l'investissement, de la production et de l'emploi - Charges financières du chômage - Elargissement du pacte pour l'emploi - Création d'emplois de fonctionnaires ; exemple de la justice - Relance du logement social et déblocage des crédits du fonds d'action conjoncturelle - Encouragement aux entreprises de construction - Mesures fiscales ; donations-partages - (p. 1031) : élévation du plafond d'exonération pour les successions - Prise en compte des familles de petits et moyens propriétaires - Effort de solidarité en faveur des plus défavorisés - Vote favorable du groupe socialiste - (p. 1033) : qualités du nouveau système fiscal des donations-partages.

**Suite de la discussion** - (23 juillet 1981) - **Art. 1** (p. 1079) : votera cet article relatif à la majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu - **Art. 1<sup>er</sup>** (p. 1087) : intervient en faveur du maintien de cet article tendant à supprimer les avantages fiscaux liés aux donations-partages - Suppression de l'exonération de 20 % et relèvement de la limite d'exonération des droits de succession.

**Suite de la discussion** - (24 juillet 1981) - **Art. 4** (p. 1111) : se déclare favorable aux amendements identiques n° 36 de M. Jean François Pintat et n° 50 de M. Michel Chauty, rapporteur pour avis (déductibilité du bénéfice imposable du prélèvement exceptionnel sur les entreprises d'hydrocarbures) - **Art. 5** (p. 1116) : se déclare défavorable à l'amendement n° 30 de MM. Pierre Vallon et Daniel Millaud (application aux étrangers du taux réduit de TVA) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1155) : résultats des élections présidentielles et attitude du Sénat - (p. 1156) : incidences exactes de la surimposition des hauts revenus - Qualité de l'administration des finances - Mesures sociales et incitation à la consommation ; lutte contre le chômage - Limitation du déficit budgétaire - Amendements adoptés par le Sénat et vote défavorable du groupe socialiste et des sénateurs radicaux de gauche.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 19 (81-82)]** - (22 octobre 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2104) : anomalie du débat anticipé sur le principe des nationalisations - Dispositions du projet et prise en compte de la situation de fait de la sidérurgie française ; déficit cumulé des deux sociétés Usinor et Sacilor - Exemple des décisions de mises en règlement judiciaire pour les petites et moyennes entreprises - (p. 2105) : mauvaise utilisation des fonds publics consentis à la sidérurgie depuis quinze ans - Reconstitution nécessaire du capital - Sauvegarde de l'industrie sidérurgique française - Maintien de l'emploi - Soutien au Gouvernement - Vote du groupe socialiste favorable au projet.

*Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 42 (81-82)]* - (4 novembre 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2406) : situation de la sidérurgie française ; perte d'exploitation - Nécessité et urgence de la nationalisation - Vote du groupe socialiste favorable aux conclusions de la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

**Discussion générale** - (23 novembre 1981) - (p. 3026) : dégradation de la situation économique de la France depuis 1976 : chômage ; augmentation des prix ; déficit du commerce extérieur - Argument de la crise économique internationale et nécessité d'un changement de la politique économique de la France - Exemples évoqués de la République fédérale d'Allemagne et du Japon - (p. 3027) : rôle du budget dans la politique économique : montant du déficit budgétaire prévu pour 1982 - Créations d'emplois publics, s'ajoutant à celles du collectif : éducation nationale, police et gendarmerie, ministère des PTT - Crédits de soutien à l'emploi - Lutte contre le chômage et politique d'investissement public ; nombre des logements mis en chantier - Productivité des entreprises et progression des crédits de recherche ; énergies nouvelles - Montant définitif du déficit pour 1981 - Déficit de fonctionnement ou déficit de relance - Succès de la récente opération monétaire -

Amélioration de l'environnement économique international : stabilité pétrolière ; diminution du prix des matières premières et des taux d'intérêt aux Etats-Unis - Prétendu optimisme des prévisions économiques - (p. 3028) : surestimation de la dépense en ce qui concerne l'emprunt 7 % 1973 ou le taux des bons du Trésor - Caractère sérieux des prévisions budgétaires proposées - Plafonnement du quotient familial - Impôt chômage - Evolution du barème de l'impôt sur le revenu - Impôt sur la fortune : exonération de l'outil de travail - Budget des charges communes et évolution de la dette publique - Abolition des privilèges décidée par l'Assemblée constituante le 4 août 1789 et fuite du roi à Varennes - (p. 3029) : solidarité nécessaire entre les Français et soutien à la politique du Gouvernement.

*Discussion des articles de la première partie :*

(24 novembre 1981) - **Après l'art. 2** (p. 3067) : se déclare défavorable à l'amendement n° 116 de M. Francis Palmero (indemnisation des français rapatriés d'outre-mer) - **Art. 3** : se déclare défavorable à l'amendement n° 120 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Francis Palmero (exclusion du calcul de l'assiette de l'impôt de l'indemnisation des français rapatriés d'outre-mer) - **Après l'art. 2 (suite)** (p. 3070) : se déclare défavorable à l'amendement n° 287 de M. Maurice Blin, rapporteur général (fixation du plafond d'imposition) - **Art. 3 (suite)** (p. 3073) : se déclare défavorable à l'amendement n° 60 de M. Pierre-Christian Taittinger soutenu par M. Philippe de Bourgaing (réduction de la valeur de l'habitation principale lors du calcul de l'assiette de l'impôt)

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1981) - **Art. 3** (p. 3098) : se déclare opposé au nom du groupe socialiste à l'amendement n° 291 de MM. Maurice Blin, rapporteur général et Christian Poncelet (élévation du seuil concernant les biens industriels et professionnels susceptibles d'être imposés au titre de l'impôt sur le patrimoine) - (p. 3103) : ses amendements n° 358 et 361 : exonération de l'impôt sur le patrimoine des immeubles classés monuments historiques ouverts au public ; retirés en faveur de l'amendement n° 293 de M. Maurice Blin, rapporteur général (1° exonération totale de l'impôt sur le patrimoine des immeubles classés monuments historiques ouverts au public, 2° exonération à 50 % des mêmes immeubles dans le cas où seuls les parcs et jardins sont ouverts au public) - (p. 3109) : son amendement n° 359 : possibilité d'exonération pour les artistes vivants dans le cas d'exportation d'oeuvres d'art ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (26 novembre 1981) - **Art. 10** (p. 3163) : impôt sur la fortune et prise en compte des bons du Trésor sur formules, des PTT, de la Caisse nationale du crédit agricole, des groupements régionaux d'épargne publics et des bons de caisses des banques : prise en compte des « titres de même nature » - **Art. 2 (suite)** (p. 3167) : dénaturation totale de l'impôt sur la fortune par le Sénat - Refus du terme « impôt sur la fortune » - Proposition d'exclure du champ de l'impôt l'emprunt 7 % 1973 - Vote défavorable sur l'article 2 - (p. 3170) : dénaturation du projet gouvernemental : exemple de l'exclusion du champ d'application de l'impôt des bons souscrits antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier - Bons de caisse et prélèvement à la source - Avantage de l'anonymat des bons et augmentation progressive du taux des prélèvements à la source par le gouvernement précédent - **Art. 11** (p. 3188) : vote défavorable sur l'article 11 concernant le barème de l'impôt sur le revenu et les mesures d'accompagnement - **Art. 12** (p. 3196) : se déclare défavorable à l'amendement n° 465 de M. René Tomasini, soutenu par M. François Collet (non application de la majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu de 1981 aux retraités et veuves de retraités).

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Après l'art. 13 bis** (p. 3210) : se déclare opposé à l'amendement n° 176 de M. Dominique Pado, soutenu par M. Adolphe Chauvin (exonération de la taxe d'habitation pour les emplacements de stationnement non couverts) - **Art. 14** (p. 3215) : son amendement n° 362 : taxation des frais

généraux et substitution de la notion de dirigeants ou cadres de direction à la notion de personnes les mieux rémunérées ; adopté - (p. 3216) : son amendement n° 363, identique à l'amendement n° 311 de M. Maurice Blin, rapporteur général : taxation des frais généraux : suppression de la taxation des frais de congrès et manifestations assimilées ; retiré, puis repris par M. Adolphe Chauvin - (p. 3219) : soutient l'amendement n° 364 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (taxation des frais généraux : déduction des frais se rapportant à l'exercice d'une fonction représentative syndicale ou professionnelle et des frais d'inscription et de participation à des congrès ou manifestations d'intérêt général professionnel ou ayant pour objet la formation ou le perfectionnement des participants) - **Art. 16 bis** (p. 3225) : son amendement n° 365 : 1° liste complémentaire de produits visés par les redevances comunales et départementales sur les hydrocarbures ; 2° indexation de ces redevances sur la valeur du produit intérieur brut ; adopté - **Après l'art. 17** (p. 3229) : son amendement n° 368 : redevance sur les éditions de livres au profit du Centre national des lettres : relèvement du seuil d'exonération des petits éditeurs ; adopté - **Art. 24** (p. 3253) : son amendement n° 369 : taxe sur les appareils automatiques ; modulation par catégorie d'appareils ; adopté - **Après l'art. 25** (p. 3256) : son amendement n° 370 : circulation des vins : couleur des titres d'acquits et des capsules-congés ; adopté - Couleur verte des capsules-congés pour les vins de qualité supérieure (VDQS), conformément à la réglementation européenne - **Art. 27 bis** (p. 3265) : son amendement n° 366 : suppression du contenu de cet article qui tend à réduire la durée des exonérations de l'impôt foncier de 25 à 20 ans et de 15 à 10 ans ; suppression du prélèvement pour frais de dégrèvement et de non valeur en matière de taxe d'habitation ; contrepartie financière dans la majoration du taux de la TVA sur les pierres précieuses, l'augmentation du droit de timbre et des droits de mutation à titre gratuit ; rejeté - (p. 3267) : son amendement n° 367, identique à l'amendement n° 217 de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. Jean-Pierre Fourcade : suppression de cet article qui tend à réduire les durées d'exonération de l'impôt foncier de 25 à 20 ans et de 15 à 10 ans ; retiré - **Art. 39** (p. 3275) ; intervient sur l'insuffisance des majorations des rentes viagères des anciens combattants - Loi du 30 août 1923 - **Explication de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 3289) : solidarité et défense de l'emploi - Augmentations de dépenses votées par la majorité sénatoriale et majoration du déficit - Vote du groupe socialiste contre la première partie de la loi de finances ainsi modifiée.

*Deuxième partie :*

**Culture** - (8 décembre 1981) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3891) : centres d'animation culturelle : engagement de l'Etat de participation forfaitaire au fonctionnement de ces centres imparfaitement tenu ; création de postes d'animateurs et concertation avec les collectivités locales - Théâtre lyrique : effort des collectivités locales et faiblesse des subventions de l'Etat - Gestion de l'Opéra de Paris : augmentation des subventions et gestion des crédits - Importance de la décentralisation culturelle - (p. 3892) : budget et défense de la culture.

**Economie et finances (suite) - I - Charges communes** - (11 décembre 1981) - **Rapporteur spécial** (p. 4082) : caractère hétéroclite des chapitres composant le budget des charges communes et effort de restructuration nécessaire - Evolution de la dette publique - Financement du déficit budgétaire et recours au marché financier ; emprunts d'Etat de 1981 ; faible recours à la création monétaire - Inégalité des conditions d'émission des emprunts d'Etat proposés au cours des dernières années : cas de l'indexation sur l'or et charge pour l'Etat du remboursement de l'emprunt 7 % 1973 - Effort nécessaire de justice à l'égard des épargnants - (p. 4083) : bons du Trésor - Diminution des taux d'intérêt - Dépenses en atténuation de recettes ; charge élevée de ces dépenses en 1981 : contributions indirectes ; plafonnement de la taxe professionnelle - Dépenses administratives :

fonction publique ; pensions de retraite ; inscription d'une provision pour le maintien du pouvoir d'achat - Interventions politiques et administratives : versement aux communes de la compensation prévue par la loi du 10 janvier 1980 - Action internationale - Action éducative et culturelle : parc de La Villette ; éventualité d'un rattachement au ministère des affaires culturelles - Action économique et crédits affectés à l'emploi des jeunes - Dotations en capital aux entreprises publiques : compensation du relèvement du SMIC et coût des nationalisations - Réinsertion et indemnisation des rapatriés - Action sociale : minimum vieillesse - Propose l'adoption des crédits.

**Articles non rattachés à l'examen des crédits** - (12 décembre 1981) - **Art. 66** (p. 4150) : se déclare favorable à l'amendement n° 554 de M. Maurice Blin, rapporteur général (aide fiscale à l'investissement en cas de non diminution du nombre moyen de salariés de l'entreprise) - **Après l'art. 67** (p. 4154) : soutient l'amendement n° 553 de M. Maurice Blin, rapporteur général (augmentation des limites des chiffres d'affaires qui définissent le champ d'application du régime simplifié d'imposition) - **Art. 69** (p. 4158) : reprend l'amendement n° 491 de M. Josy Moinet, soutenu par M. Emile Didier : non applicabilité de la taxe sur les salaires envers les associations déclarées, employant moins de trois salariés ; retiré - **Art. 70** (p. 4159) : soutient l'amendement n° 550 de M. Jacques Carat (déduction des dépenses destinées à économiser l'énergie et report de la date limite de construction ou de modification des logements) - **Après l'art. 92** (p. 4182) : se déclare défavorable à l'amendement n° 573 de M. Maurice Blin, rapporteur général (réduction du montant des crédits de paiement ouverts aux ministres pour 1982 et économies budgétaires nécessaires ; intitulé ; « Titre III - Economies budgétaires »).

**Vote sur l'ensemble** - (12 décembre 1981) - (p. 4187) : dégradation de la situation financière et économique de la France depuis 1976 ; chômage et hausse des prix - (p. 4188) : bataille pour l'emploi - Relance de la consommation et des investissements - Déficit du budget - Attitude de la majorité sénatoriale ; réduction des dépenses ; hostilité aux ordonnances - Consommation et production industrielle ; exportation et marché de l'automobile - (p. 4189) : opposition au budget modifié par le Sénat.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 104 (81-82)] - (17 décembre 1981) - **Après l'art. 12** (p. 4349) : son amendement n° 8, soutenu par M. Robert Laucournet : mode de financement des dépenses des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) ; adopté.

**DUFOIX (Georgina)**, *secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat chargé de la solidarité nationale, chargé de la famille* (nommée le 22 mai 1981 dans le gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 23 mai 1981, p. 1631].

Puis *secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé de la famille* (nommée le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1787]

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Deuxième partie :*

**Solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale** - (10 décembre 1981) - (p. 4002) : caractère d'ensemble de la politique familiale ; cas des centres sociaux et de l'action sociale pour les jeunes travailleurs - Politique familiale et création d'emplois - Augmentation des crédits pour l'aide sociale à l'enfance ; objectif d'une diminution du nombre d'enfants concernés - Qualité et importance du rapport

Bianco Lamy - Equipements pour la petite enfance - Développement des modes de garde existants ; obstacles financier et administratif - Création de 10.000 places de crèches - Dépenses de fonctionnement et convention entre les caisses d'allocations familiales et les gérants d'équipement - Besoins des familles et diversification des modes de garde - Information des parents et décloisonnement des modes de garde ; création de postes de coordonnateurs de la petite enfance - Création d'une allocation versée aux mères de famille gardant deux enfants de moins de trois ans en sus du leur - Augmentation du montant global des allocations familiales ; hausse sélective et réduction des inégalités précédentes - Augmentation de l'allocation logement et environnement familial ; projet de refonte de cette allocation - Prise en compte des besoins quotidiens familiaux et dépôt d'un projet de loi d'orientation - (p. 4003) ; propos du Président de la République devant le congrès de l'Union nationale des associations familiales (UNAF) et tenue d'une conférence annuelle de la famille - Famille et avenir de la France - (p. 4035) ; plafonnement du quotient familial ; objectif de justice fiscale et non d'égalisation des revenus des familles - (p. 4036) ; capacité contributive d'un foyer fiscal et prise en compte de sa taille ; exemple de la réforme de la taxe d'habitation - Familles riches et limitation de l'effet du quotient familial - Caractère provisoire du plafonnement du quotient et attente d'une réforme d'ensemble - Coût du fonctionnement des crèches - Diversification des modes de garde ; conditions de l'implantation d'éléments structurés - Allocations pour le premier enfant ; choix d'une harmonisation de l'allocation versée pour le second, troisième, quatrième et cinquième enfant ; attribution d'une allocation pour le dernier ; aîné des familles de deux enfants et majoration pour âge - Implantation des crèches ; élaboration d'une carte des besoins et des implantations ; décentralisation des décisions - Taille des familles ; écart entre l'espérance de fécondité et le taux de fécondité ; politique familiale et diminution de cet écart.

**DUMONT (Raymond)**, sénateur du Pas-de-Calais (C)

## NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires économiques.

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (28 octobre 1981) (p. 2230).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de nationalisation (25 novembre 1981) (p. 3117).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (22 décembre 1981) (p. 4544).

## DÉPÔTS

*Rapport d'information* fait avec plusieurs de ses collègues, au nom de la commission des affaires économiques à la suite de la mission effectuée à Munich du 8 au 13 septembre 1980, pour suivre les travaux de la XI<sup>e</sup> session de la conférence mondiale de l'énergie [n° 213 (80-81)] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980, JO Débats 2 avril 1981).

*Proposition de résolution* tendant à la création d'une commission d'enquête sur les opérations de la compagnie financière de Paris et des Pays-Bas pour soustraire une

partie de son patrimoine à la **nationalisation** [n° 113 (81-82)] (10 décembre 1981).

## QUESTIONS

### Questions orales sans débat :

n° 50 (JO Débats 31 octobre 1980) (p. 4292) à M. le ministre de l'intérieur : **police (personnel de)** (port d'insignes nazis) - Réponse de M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur (3 avril 1981) (p. 501, 502).

n° 109 (JO Débats 19 mars 1981) (p. 370) à M. le ministre de l'éducation : **enseignants** (respect de la règle de péréquation chez les retraités de l'enseignement) - Caducité le 21 mai 1981.

n° 110 (JO Débats 19 mars 1981) (p. 370) à M. le ministre de l'éducation : **enseignants** (remplacement des enseignants dans le Pas-de-Calais) - Caducité le 21 mai 1981.

n° 111 (JO Débats 26 mars 1981) (p. 401) à M. le ministre du budget : **administrations financières** (situation des agents non titulaires du Trésor) - Caducité le 21 mai 1981.

n° 126 (JO Débats 16 avril 1981) (p. 555) à M. le secrétaire d'Etat aux postes : **téléphone** (Pas-de-Calais : longueur des délais pour l'installation du téléphone) - Caducité le 21 mai 1981.

n° 49 (JO Débats 9 juillet 1981) (p. 836) à M. le ministre du travail : **syndicats** (respect des droits syndicaux).

n° 50 (JO Débats 9 juillet 1981) (p. 836) à M. le ministre chargé du budget : **administrations financières** (travail à temps partiel dans les services du Trésor : remplacement du temps de travail perdu).

n° 51 (JO Débats 9 juillet 1981) (p. 837) à M. le ministre chargé du budget : **administrations financières** (services du Trésor : travail à temps partiel des mères de famille).

n° 52 (JO Débats 9 juillet 1981) (p. 837) à M. le ministre chargé du budget : **administrations financières** (services du Trésor : fixation des effectifs des postes comptables).

n° 53 (JO Débats 9 juillet 1981) (p. 837) à M. le ministre de l'éducation nationale : **lycées** (situation du lycée de Liévin).

n° 65 (JO Débats 10 juillet 1981) (p. 873) à M. le ministre de l'industrie : **industrie** (dégradation de l'activité industrielle dans le Boulonnais) - Réponse de M. Edmond Hervé, ministre chargé de l'énergie (23 octobre 1981) (p. 2141).

n° 73 (JO Débats 16 juillet 1981) (p. 890) à M. le ministre de l'éducation nationale : **écoles normales** (avenir des écoles normales d'Arras) - Réponse de M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale (30 octobre 1981) (p. 2326 et 2327).

n° 75 (JO Débats 17 juillet 1981) (p. 934) à M. le ministre des PTT : **téléphone** (Pas-de-Calais : délais dans l'installation du téléphone) - Réponse de M. Louis Mexandeau, ministre des PTT (9 octobre 1981) (p. 1932, 1933, 1934).

n° 111 (JO Débats 2 octobre 1981) (p. 1810) à M. le ministre des PTT : **postes et télécommunications (personnel des)** (Pas-de-Calais : nombre et répartition des emplois nouveaux).

n° 150 (JO Débats 11 novembre 1981) (p. 2567) à M. le ministre de la santé : **médecine** (développement d'une médecine préventive) - Réponse de M. Jack Ralite, ministre de la santé (13 novembre 1981) (p. 2643 à 2645).

## INTERVENTIONS

- **Conférence des Présidents** - (2 avril 1981) - (p. 422) : conclusions de la conférence des présidents et absence

d'inscription à l'ordre du jour de débats sur les problèmes urgents qui concernent les Français. Propositions communistes d'un débat sur les problèmes économiques et sociaux du pays avant l'ouverture officielle de la campagne électorale. Proposition de rejet des conclusions de la conférence des présidents.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 310 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (23 juillet 1981) - **Art. 1 bis** (p. 1081) : se déclare défavorable à l'amendement n° 18 de M. Maurice Blin, rapporteur général (suppression de cet article relatif à un prélèvement exceptionnel de 10 % de l'impôt dû pour 1980, sur les entreprises de travail temporaire) - Suppressions d'emplois et recours à l'intérim ; licenciements des délégués syndicaux.

**Suite de la discussion** - (24 juillet 1981) - **Art. 4** (p. 1111) : se déclare défavorable aux amendements identiques n° 36 et n° 50 de M.M. Jean-François Pintat et Michel Chauty, rapporteur pour avis (déductibilité du bénéfice imposable du prélèvement exceptionnel sur les entreprises d'hydrocarbures) - **Art. 6** (p. 1120) : importations de motocyclettes japonaises - Dégradation constante de l'industrie française des motocyclettes et absence de politique cohérente depuis 23 ans.

**Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 327 (80-81)] - (29 juillet 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1239) : ressources nouvelles - Mesures sociales et créations d'emplois publics - Réserve du groupe communiste sur la majoration de la taxe intérieure sur les produits pétroliers - Droit d'amendement du Sénat - Relations avec la nouvelle majorité de l'Assemblée nationale - Texte rétabli par la commission mixte paritaire et amélioration de la justice fiscale et sociale - Vote favorable du groupe communiste.

**Nouvelle lecture** [n° 340 (80-81)] - (30 juillet 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1274) : effort fiscal supplémentaire des contribuables ayant les revenus les plus élevés - Meilleure justice sociale - Danger pour le Sénat d'être un bastion du conservatisme - Amendements sénatoriaux - Vote défavorable du groupe communiste.

- **Projet de loi relatif au prix du livre** - **Deuxième lecture** [n° 344 (80-81)] - (31 juillet 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1317) : achat par les comités d'entreprises des livres à des prix privilégiés ; portée pratique de cette mesure - Vote favorable du groupe communiste.

- **Projet de loi sur l'exploration et l'exploitation des ressources minérales des grands fonds marins** [n° 384 (80-81)] - (8 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 1907) : initiative gouvernementale indispensable et importante - Ouverture proche de négociations internationales - Certains pays déjà dotés de législation nationale - Hommage aux chercheurs, techniciens et ouvriers français - Caractère transitoire de ce projet dans l'attente d'un accord international et stable qui garantisse à tous l'accès aux ressources des fonds marins - Importance considérable des ressources - Augmentation des besoins mondiaux en matières premières - Augmentation des productions nécessaire - Risque d'accaparement des ressources océaniques par des groupes financiers ou industriels qu'ils soient multinationaux ou à base française - Exploitation rationnelle - Constitution d'un consortium national : l'Association française pour l'étude et la recherche des nodules polymétalliques (AFERNOD) - Investissements provenant de fonds publics consacrés à la prospection - Proposition de confier à des entreprises contrôlées par les pouvoirs publics, l'exploration et l'exploitation des fonds océaniques - Proposition dans le sens de l'orientation générale de la politique économique et industrielle du Gouvernement - Vote favorable du groupe communiste sur ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 19 (81-82)] - (22 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 2092) : dégradation de la situation de la sidérurgie

française depuis 1974 - Besoin du marché en aciers fins et spéciaux - Suppressions d'emplois - Conséquences sociales pour les régions de Lorraine et du Nord-Pas-de-Calais - Coûts sociaux de la crise - (p. 2093) : faillite de la politique patronale - Convention du 29 juillet 1966 entre l'Etat et les sociétés sidérurgiques et mauvaise utilisation des fonds publics - Construction de Fos et faillite de la Solmer - Montant total des prêts consentis par l'Etat depuis 1978 - Gaspillage des fonds publics et scandale de Panama évoqué par le ministre du budget - Nécessité de la nationalisation pour la sauvegarde de la sidérurgie française - Revitalisation des régions du Nord et de la Lorraine : créations d'emplois ; soutien des travailleurs et des élus locaux à la politique de nationalisation - (p. 2094) : champ d'application de la nationalisation ; cas des filiales ; production des aciers spéciaux et réduction de la production française organisée par le plan Davignon - Industrie automobile française et importation de tôle ; construction de la nouvelle voiture Renault, la R9 - Extension souhaitable de la nationalisation aux mines de fer - Création d'une filière de l'acier - Table ronde annoncée par le Premier ministre - Développement de la recherche ; rôle de l'Institut de recherche de la sidérurgie (IRSID) - Développement souhaitable de la capacité de production d'acier de la France - Concurrence étrangère - Politique sociale dans la sidérurgie - Participation des syndicats représentatifs au conseil d'administration - Démocratie dans l'entreprise - Mesures les plus urgentes : salaires ; conditions de travail ; âge de la retraite - (p. 2095) : changement nécessaire des dirigeants - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2106) : position du groupe communiste favorable à la nationalisation des deux groupes sidérurgiques Usinor et Sacilor - Rejet successif par le Sénat des quatre articles constituant le projet de loi - Vote du groupe communiste contre le projet ainsi modifié.

*Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 42 (81-82)] - (4 novembre 1981) - **Discussion générale** (p. 2404) : situation de la sidérurgie française : endettement ; réduction d'effectifs - Mauvaise gestion des fonds publics - Importation de tôles par l'industrie automobile française - (p. 2405) : nécessité de la nationalisation - Politique industrielle du Gouvernement - Gestion démocratique - Vote du groupe communiste favorable à l'adoption des conclusions de la commission mixte paritaire.

*Nouvelle lecture* [n° 47 (81-82)] - (6 novembre 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2539) : objet réel du projet, nationalisation des grands groupes sidérurgiques Usinor et Sacilor - Situation financière critique - Menaces sur la sidérurgie française - Nationalisation, seule solution possible - Attitude négative de l'opposition.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - **Titre III - Art. 45** (p. 2753) : son amendement n° III-95, soutenu par M. Jean Ooghe : caractère propre des compétences départementales et communales ; devenu sans objet - Son amendement n° III-96, soutenu par M. Jean Ooghe : compétences générales et principe de l'association de la région et des autres collectivités territoriales ; devenu sans objet - (p. 2754) : son amendement n° III-97 soutenu par M. Jean Garcia : définition légale du territoire régional ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de nationalisation** [n° 36 (81-82)]

**Suite de la discussion** - (21 novembre 1981) - **Discussion générale** (p. 2968) : approbation par les Français du programme de nationalisation - Soutien communiste au projet gouvernemental de nationalisation - Importance du texte - Caractère minimum du programme de nationalisation ; pouvoir économique et pouvoir politique - Rôle et importance des dirigeants des grands groupes industriels - Objectifs économiques gouvernementaux et recherche du profit par les grands groupes - Pouvoir économique des banques - Politique de l'emploi ; relations entre l'industrie française et le système bancaire - Efficacité économique des

entreprises nationales ; comparaison entre le groupe privé Peugeot et le groupe public Renault - (p. 2969) : gestion patrimoniale de Peugeot - Rentabilité de la Société générale, banque nationalisée - Développement économique et importance des investissements publics ; train à grande vitesse (TGV) et Airbus ; programme électronucléaire d'EDF - Situation des entreprises privées sidérurgiques - (p. 2970) : sidérurgie et coût financier supporté par les contribuables - Difficultés économiques actuelles des groupes nationalisables ; Péchiney-Ugine-Kuhlmann, Rhône-Poulenc et Compagnie générale d'électricité (CGE) - Grandes entreprises privées et relations avec les sous-traitants ; cas de Peugeot - Indemnisation et critère des cours en bourse : affirmation du caractère injuste de ce critère et spoliation des porteurs d'actions par la Bourse de Paris - Indemnisation et refus de la référence à la notion d'actifs consolidés ; profits réalisés à l'étranger et non rapatriés en France - Indemnisation et souci de la sauvegarde de l'outil de travail et de l'intégrité du groupe - Nationalisation et choix politique - Partenaires étrangers et risque d'une politique du pire - (p. 2971) : hostilité de la droite et du grand patronat aux nationalisations - Vote défavorable des communistes sur la question préalable.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Après l'art. 14** (p. 3223) : soutient l'amendement n° 36 de M. Paul Jargot (remboursement aux associations de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 de la TVA afférente à leurs travaux d'équipement ; contrepartie dans la restriction du champ d'application du régime des entreprises mères et filiales) - **Art. 18** (p. 3232) : son amendement n° 39, identique à l'amendement n° 3 de M. Marcel Lucotte, déposé au nom de la commission des affaires économiques et soutenu par M. Michel Chauty, président de cette commission : suppression du paragraphe II de cet article relatif à l'indexation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers d'après l'évolution du barème de l'impôt sur le revenu ; rejeté - Réforme nécessaire de la fiscalité pétrolière - **Après l'art. 18** (p. 3234) : soutient l'amendement n° 40 de M. Hector Viron (exonération de la TVA sur les livraisons gratuites de charbon consenties aux mineurs par les houillères nationales ; contrepartie financière dans la fiscalité des compagnies d'assurances) - (p. 3235) : son amendement n° 41 : contingent annuel de carburant détaxé en faveur des voyageurs de commerce, représentants et placiers (VRP) ; compensation dans le régime fiscal des compagnies pétrolières ; retiré - Mesures prises par le Gouvernement en faveur des chauffeurs de taxis - Plafonnement de la déduction forfaitaire pour frais professionnels des VRP - Provisions pour fluctuations des cours des raffineurs de pétrole brut.

*Deuxième partie :*

**Industrie** - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - (p. 3435) : nette augmentation des crédits de l'industrie pour le budget de 1982 et nouvelles orientations du Gouvernement concernant la politique industrielle - Nécessité d'une mobilisation de la France pour son industrie - Désindustrialisation de la France ces dernières années, résultat d'une orientation fondée sur la recherche du profit maximum et immédiat - Politique dite des « créneaux » et abandon de pans entiers de la production industrielle jugée non rentable - Urgence de la reconquête du marché intérieur - (p. 3436) : absence de stratégie industrielle de la France - Abandon de la notion de planification - Budget 1982 et volonté du Gouvernement de développer une stratégie industrielle - Accord des communistes au principe d'une aide publique aux entreprises du secteur industriel sous réserve d'un contrôle de l'utilisation des fonds publics - Cohérence de cette stratégie industrielle avec les projets de décentralisation et de nationalisation - Constatation d'une légère reprise de la production - Accord du groupe communiste sur la poursuite du programme nucléaire - Nécessité d'une

réduction de la dépendance en matière d'énergie - Importance des ressources en uranium - Renforcement de la position des pouvoirs publics dans le secteur de l'industrie nucléaire par les nationalisations - Caractère stratégique du secteur nucléaire et souhait d'une maîtrise publique sur Creusot-Loire - Accord pour une relance de la production charbonnière nationale - (p. 3437) : intérêt des expériences de gazéification *in situ* - Vote favorable du groupe communiste sur le budget de l'industrie répondant à l'intérêt du pays et au désir de changement des Français.

- **Projet de loi de nationalisation - Nouvelle lecture** [n° 93 (81-82)] - (16 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4296) : déroulement de la procédure et conditions d'examen de ce projet par le Sénat et du dépôt du rapport écrit - Visite par plusieurs parlementaires de la région Nord Pas-de-Calais de l'usine Renault de Douai - Effectif de salariés de cette usine ; fabrication des véhicules R14, R5 et R9 ; méthodes modernes de fabrication ; introduction massive de la robotique ; rôle en ce domaine d'une filiale de la régie Renault, la société Acma - Promotion sociale et professionnelle des ouvriers ; sécurité au travail ; succès commercial de la R9 - Créations d'emplois intervenues en 1981 et prévues pour 1982 ; emplois induits par les travaux de sous-traitance - Revendications des travailleurs et rôle du syndicat CGT - Place sur le marché international et reconquête du marché intérieur - Valeur des nationalisations - (p. 4297) : sa présence à Arras lors de la mise en place d'un comité pour l'emploi ; difficultés des petites et moyennes entreprises devant l'attitude des banques et nécessité de la nationalisation du crédit - Dépôt d'une exception d'irrecevabilité par la commission spéciale et caractère discuté de l'argumentation présentée par les rapporteurs - Prétendue inconstitutionnalité : référence à la Déclaration des droits de l'homme de 1789 et au préambule de la Constitution de 1946, confirmé par la Constitution de 1958 - Controverse sur le caractère constitutionnel du préambule de la Constitution de 1958 et citation sur ce point du procès-verbal des travaux du Comité consultatif constitutionnel de 1958 - Exemple de la référence faite en 1789 à l'Être suprême - (p. 4298) ; précédent des nationalisations de 1945 et 1946, récusé par M. *Etienne Dailly* pour antériorité par rapport à la Constitution de 1946, et cas de la nationalisation des transports de voyageurs dans la région parisienne, en 1948 : création de la Régie autonome des transports parisiens (RATP) : absence de caractère de service public national ou de monopole de fait ; liberté d'appréciation laissée au législateur - Dispositions de l'article 34 de la Constitution de 1958 sur les transferts de propriété d'entreprises du secteur public au secteur privé - (p. 4299) : nécessité des nationalisations reconnue par le groupe communiste : refus de voter l'exception d'irrecevabilité.

- **Projet de loi approuvant le Plan intérimaire pour 1982 et 1983** [n° 118 (81-82)] - (22 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4515) : accord des sénateurs communistes au principe du plan intérimaire - Actions pour l'emploi et priorité à l'industrie - Opposition à la question préalable - Constat de caducité du projet de VIIe plan - Prise en compte de tous les aspects du changement : extension du secteur nationalisé ; orientation du crédit vers les petites et moyennes industries (PMI) et nationalisation bancaire ; modification du comportement des consommateurs - Exigence de rapidité et validité d'un plan intérimaire de deux ans - Concertation permanente à l'échelon des entreprises - (p. 4516) : historique de la crise depuis 1970 ; inflation ; chômage et déqualification de la main-d'œuvre ; accélération de la croissance du capital par tête ; crise de productivité ; choc pétrolier ; nouvelles possibilités industrielles ; échec de la politique libérale ; désintérêt des précédents gouvernements pour la notion de plan - Analyse économique et sociale du plan intérimaire : lutte contre le chômage et création d'emplois ; taux de croissance ; mesures sociales décidées par le Gouvernement et accroissement de la demande intérieure ; augmentation du SMIC ; réduction de la durée du travail par la voie réglementaire et maintien des salaires ; capacités de production et utilisation des

équipements ; organisation du travail ; problème du travail posté ; croissance différente - (p. 4517) : aides à l'investissement et baisse du prix des équipements ; augmentation du prix du travail - Réforme de l'assiette des cotisations sociales et des impôts ; taxe professionnelle ; fiscalisation d'une partie des recettes de la sécurité sociale - Priorité à l'emploi et à l'industrie ; développement des services ; efficacité de l'appareil productif et compétitivité des entreprises - Politique industrielle du gouvernement précédent - Charges salariales des différents pays industrialisés ; étude de la Dresdener Bank - Secteur du bâtiment et des travaux publics ; pertes d'emplois ; régression de l'activité ; réforme foncière ; réforme des aides au logement ; extension des droits des locataires ; économies d'énergie ; politique industrielle volontariste - Accélération du programme routier et autoroutier - Croissance du produit intérieur brut (PIB) - Augmentation des prix - Création d'emplois - Formation brute de capital - Divorce entre les promesses du VIIe plan et ses réalisations - (p. 4518) ; opposition systématique des sénateurs de la majorité sénatoriale et refus du changement - Soutien du groupe communiste au Gouvernement.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 - Nouvelle lecture** [n° 148 (81-82)] - (23 décembre 1981) - **Art. 14** (p. 4559) : se déclare favorable à l'article 14 sur les modalités de prise de participation de l'Etat chez Matra.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 - Nouvelle lecture** [n° 158 (81-82)] - (23 décembre 1981) - **Art. 1** (p. 4561) : se déclare favorable à ce projet de loi de finances rectificative.

- **Projet de loi approuvant le Plan intérimaire pour 1982 et 1983 - Nouvelle lecture** [n° 165 (81-82)] - (23 décembre 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4568) : opposition au projet de loi vidé de sa signification par le Sénat et soutien au Gouvernement pour l'application du plan intérimaire.

**DURAND (Charles)**, sénateur du Cher (rattaché administrativement au groupe UCDP)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

**DURAND (Yves)**, sénateur de la Vendée (NI)

#### NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des finances.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1982 (14 décembre 1981) (p. 4214).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du troisième projet de loi de finances rectificative pour 1981 (17 décembre 1981) (p. 4353).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés (19 décembre 1981) (p. 4428).

#### DÉPÔTS

*Rapport* fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi [n° 256 (80-81)] autorisant l'approbation d'une

convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire hongroise, tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 291 (80-81)] (2 juillet 1981) - **Traités et conventions.**

*Rapport fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi [n° 257 (80-81)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse concernant le traitement fiscal des libéralités faites dans les buts désintéressés [n° 292 (80-81)] (2 juillet 1981) - Traités et conventions.*

*Rapport fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi [n° 298 (80-81)] autorisant l'approbation d'un avenant modifiant la Convention du 27 novembre 1964 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Japon tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 302 (80-81)] (8 juillet 1981) - Traités et conventions.*

*Rapport fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi [n° 299 (80-81)] autorisant l'approbation d'une Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Norvège en vue d'éviter les doubles impositions, de prévenir l'évasion fiscale et d'établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 303 (80-81)] (8 juillet 1981) - Traités et conventions.*

*Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Temps libre - III. Jeunesse et sports - IV. Tourisme [n° 58, annexe 31 (81-82)] (23 novembre 1981).*

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République populaire hongroise tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 256 (80-81)] - (8 juillet 1981) - Rapporteur - Discussion générale (p. 824, 825) :** importance du réseau d'accords de conventions fiscales avec les pays de l'Europe de l'Est - Adoption de la convention fiscale type élaborée par l'OCDE - Réforme du système économique hongrois en 1968 ; accroissement de l'autonomie des entreprises - Définition stricte de la notion d'établissement stable - Allègement des charges financières des crédits liés aux exportations - Modalités d'imposition des activités artistiques ou sportives financées par des fonds publics - « Trafic international » et trafic routier - Définition du bénéfice imputable à un établissement stable - Prise en compte des particularités de la législation fiscale française - Développement des échanges franco-hongrois.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse concernant le traitement fiscal des libéralités faites dans des buts désintéressés [n° 257 (80-81)] - (8 juillet 1981) - Rapporteur - Discussion générale - (p. 826) :** extension, sous réserve de réciprocité, des exonérations accordées aux donations et successions faites en faveur de l'Etat, des collectivités publiques et d'organismes à but désintéressé - Elargissement de l'accord de 1919 conclu avec la Suisse - Caractéristiques techniques de l'accord - Problème de la souveraineté fiscale des cantons suisses.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 310 (80-81)]**

**Suite de la discussion - (23 juillet 1981) - Art. 1<sup>er</sup> ter (p. 1089) :** se déclare favorable à l'amendement n° 91 de M. Maurice Blin, rapporteur général (maintien des avantages fiscaux pour les donations-partages pour la part correspondant à des biens productifs) - Niveau du seuil

d'exonération ; maintien de l'outil de travail générateur d'emploi - Dépôts de bilan consécutifs à une succession ou à un décès.

**Suite de la discussion - (24 juillet 1981) - Art. 2 (p. 1107) :** prélèvement exceptionnel sur les frais généraux et suspension provisoire de poursuites.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Discussion des articles de la première partie :*

(25 novembre 1981) - **Art. 4 (p. 3120) :** son amendement n° 51 : extension de la prise en compte comme biens professionnels pour le propriétaire qui exerce ses fonctions à titre principal dans une ou plusieurs sociétés ayant la même nature d'activité ; devenu sans objet - **Art. 5 (p. 3131) :** son amendement n° 297, déposé avec M. Maurice Blin, rapporteur général : prise en compte des biens grevés d'un usufruit dans le patrimoine du nu-propriétaire pour le calcul de l'impôt sur le patrimoine ; adopté.

*Deuxième partie :*

**Temps libre - (6 décembre 1981) - Rapporteur spécial (Tourisme) (p. 3716) :** inscription des crédits de l'administration centrale et de l'inspection générale au budget du ministère du temps libre - (p. 3717) : composition et augmentation des crédits de la section tourisme ; augmentation importante de dépenses en capital et en autorisations de programmes - Renforcement des moyens des services ; création d'emplois dans les délégations régionales en métropole - Mise en sommeil et incertitude sur le sort des commissions interministérielles d'aménagement touristique du littoral, pour l'espace rural et de la montagne - Ouverture de deux nouvelles représentations à l'étranger - Développement des actions de promotion sur le marché français et sur les marchés étrangers - Majoration des crédits de subvention pour « le développement des actions d'intérêt touristique et la promotion du tourisme social » ; plan Grand Sud-Ouest - Stagnation relative des crédits de l'Association française d'actions touristiques (AFAT) ainsi que de France Information loisirs et du groupement d'intérêt économique (GIE) Bienvenue-France - Dépenses en capital ; progression plus rapide des crédits de paiement par rapport aux autorisations de programmes ; priorité à la consommation des autorisations antérieurement votées - Actions nouvelles et équipements sociaux de loisirs ; villages-vacances et hébergements polyvalents ; concours au financement des terrains de camping et de caravaning et aux parcs résidentiels de loisirs - Crédits touristiques inscrits dans d'autres fascicules budgétaires ; équipement hôtelier, missions interministérielles d'aménagement touristique et dépenses touristiques du budget de l'agriculture - Accroissement des crédits pour les aménagements d'accueil, d'animation et de loisirs - Recul faible des moyens accordés aux voies navigables et aux ports fluviaux métropolitains - Absence de mention de la dotation pour les communes touristiques - Conséquences économiques de la taxation des hôtels - Répercussion de la création du chèque-vacances ; entreprises et sécurité sociale - (p. 3718) : chèque-vacances et aide à la personne ; modalités d'attribution - Effort pour le développement du tourisme social - Stagnation du taux des départs - Aménagement du territoire et politique d'implantation d'hébergement et d'équipements de loisirs - Avenir de France Information loisirs, de l'AFAT et du GIE Bienvenue-France - Amélioration nécessaire de la gestion budgétaire et comptable des crédits touristiques - Priorité au tourisme social - Supériorité des demandes de crédits d'équipements sur les possibilités de consommation de l'administration - Proposition d'adoption de ces crédits.

**DURBEC (Guy), sénateur du Var (S).**

**Elu député le 21 juin 1981 (2 juillet 1981) (p. 777).**

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.



**DURIEUX (Emile), sénateur du Pas-de-Calais (S)**

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des affaires économiques.

## E

**EBERHARD (Jacques)**, sénateur de la Seine-Maritime (C) -  
*Secrétaire du Sénat*

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi cadre*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à l'utilisation démocratique de la force publique et instituant un ensemble de règles déontologiques applicables aux fonctionnaires de police [n° 231 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980, *JO Débats* 2 avril 1981).

*Proposition de loi* déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à l'intégration dans le statut des fonctionnaires des catégories de personnel contractuel de l'Agence nationale pour l'emploi [n° 232 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980, *JO Débats* 2 avril 1981).

*Rapport fait au nom de la commission des lois sur le projet de loi érigeant en commune l'ensemble urbain du Vaudreuil* [n° 359 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 31 juillet 1981, *JO Débats* du 8 septembre 1981) - Villes nouvelles.

*Proposition de résolution*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête pour faire toute la lumière sur les activités du service d'action civique (SAC) et pour déterminer les complicités dont il a pu bénéficier à tous les niveaux [n° 37 (81-82)] (28 octobre 1981) - Associations et mouvements.

## QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 1 (*JO Débats* 12 juin 1981) (p. 738) à M. le ministre de l'intérieur : élections cantonales (découpage électoral et vote à la proportionnelle).

## INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** - (2 avril 1981) - (p. 422, 423) : importance des publications diffusées depuis le début de l'année par le « services d'information et de diffusion, actualité, services » ; contenu des brochures et demande de constitution d'une commission d'enquête - Dilapidation des deniers publics par le Président de la République, candidat aux élections présidentielles.

- **Projet de loi érigeant en commune l'ensemble urbain du Vaudreuil** [n° 355 (80-81)] - (8 septembre 1981) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1377) : statut des villes nouvelles et projet de réforme, annoncé par le ministre du plan, des dispositions de la loi du 10 juillet 1970, dite « loi Boscher » - Formule de l'ensemble urbain et processus prévu d'évolution en commune de plein exercice - Election des conseils municipaux et seuil nécessaire de deux mille logements occupés ; loi de décembre 1977 - Dispositions du projet - Amendement proposé par la commission à l'article 3, sur le maintien des dispositions financières prévues - Position de la commission favorable au projet - Art. 3 (p. 1378) : son amendement n° 1 : nouvelle rédaction de cet article relatif au maintien des dispositions financières : références au code des communes ; fixation de

la date d'achèvement des opérations de construction et d'aménagement ; adopté.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1981) - **Titre I - Après l'art. 2 (suite)** (p. 2452) : soutient l'amendement n° I-261 de M. Paul Jargot (désignation par le conseil municipal de son président et éventuellement de son vice-président) - **Art. 3** (p. 2471) : pouvoir de sursis à exécution du représentant de l'Etat - **Avant l'art. 5 A** (p. 2484) : soutient l'amendement n° I-266 de M. Paul Jargot (débat d'orientation au sein du conseil municipal sur le projet de budget).

**Suite de la discussion** - (10 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 6** (p. 2555) : son amendement n° I-269 : chambre régionale des comptes et possibilité d'audition pour le maire ou son représentant ; adopté.

**Suite de la discussion** - (12 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 10** (p. 2581) : son amendement n° I-273 : approbation par le conseil municipal de l'ordre de réquisition et responsabilité de la commune ; devenu sans objet - **Après l'art. 11** (p. 2586) : estime sans objet l'amendement n° I-117 de M. Michel Giraud, rapporteur (délai d'application des dispositions du présent chapitre aux agglomérations nouvelles) - Annonce par le Gouvernement, lors de la discussion du texte relatif à la ville nouvelle du Vaudreuil, d'un projet de loi tendant à donner aux villes nouvelles le statut de droit commun - **Titre II - Art. 16** (p. 2603) : soutient l'amendement n° II-184 de M. Paul Jargot (soutien éventuel du département aux communes « dans le respect de leur autonomie ») - **Art. 17** (p. 2606) : reprend l'amendement n° II-227 de M. Daniel Hoeffel, soutenu par M. Paul Pillet, et que celui-ci a retiré : élections du président et du bureau du conseil général selon les règles de la représentation proportionnelle dite au plus fort reste ; devenu sans objet - **Art. 18** (p. 2608) : soutient l'amendement n° II-185 de M. Jean Garcia (rôle du président du conseil général, assisté du bureau, comme organe exécutif du département) - Soutient l'amendement n° II-186 de M. Jean Garcia (compétence de l'exécutif pour nommer aux emplois départementaux) - **Art. 18 sexies** (p. 2613) : soutient l'amendement n° II-187 de M. Jean Garcia (délégations aux vice-présidents et suppression de la notion de surveillance) - **Art. 18 septies** (p. 2615) : soutient l'amendement n° II-188 de M. Paul Jargot (assistance du conseil général aux communes et syndicats intercommunaux par les services départementaux) - **Art. 21** (p. 2619) : soutient l'amendement n° II-189 de M. Bernard-Michel Hugo (modification du dernier alinéa de l'article, relatif au contrôle de légalité).

**Suite de la discussion** - (13 novembre 1981) - **Titre II (suite)** - **Art. 22 bis** (p. 2656) : son amendement n° II-190 soutenu par M. Bernard-Michel Hugo : droit d'audience du représentant de l'Etat dans le département au conseil général ; rejeté - **Art. 30** (p. 2669) : son amendement n° II-192 soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : délégation de vote en cas d'empêchement pour une réunion du conseil général à un autre conseiller devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - **Rappel au règlement** (p. 2731) : application justifiée de l'article 40 de la Constitution aux amendements de la commission des lois.

**Suite de la discussion** - (18 novembre 1981) - **Titre III (suite)** - **Art. 49** (p. 2809) : décision antérieure du groupe communiste de retirer tous ses amendements restant en instance, et souhait qu'ils soient pris en considération par le Gouvernement - **Titre III bis (nouveau) après l'art. 55 (suite)** (p. 2826) : se déclare opposé à l'amendement n° III bis-11 de M. Michel Giraud, rapporteur (Intitulé de chapitre additionnel : « Chapitre II nouveau - Création d'une fonction publique locale ») - Réflexion sur l'avenir de la fonction publique : unicité ou diversité - Consultation nécessaire des organisations syndicales représentatives - Précipitation de la commission.

**Suite de la discussion** - (19 novembre 1981) - **Titre I - Art. 18 ter (suite)** (p. 2842) : absence de concertation lors des travaux de la commission des lois et opposition aux propositions de cette commission - **Titre IV - Art. 56** (p. 2857) : se déclare défavorable à l'amendement n° IV-47 de M. Michel Giraud, rapporteur (un président et deux assesseurs : composition collégiale minimum de la chambre régionale des comptes).

- **Projet de loi de nationalisation** [n° 36 (81-82)]

**Suite de la discussion** - (23 novembre 1981) - **Discussion générale** (p. 2991, 2992) : perspectives de changement dans les entreprises nationalisées et dans leurs filiales : cas du groupe Compagnie générale électrique (CGE), actionnaire majoritaire d'Alstom, lui-même actionnaire majoritaire des Ateliers et chantiers de Bretagne (ACB) à Nantes : espérance des travailleurs dans l'amélioration de leurs droits et garanties au sein de l'entreprise - Nécessité pour le Gouvernement de préciser sa position sur les droits des travailleurs au sein des entreprises nationalisées et de leurs filiales - Atteintes aux libertés syndicales : cas de la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS) de Saint-Nazaire.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Deuxième partie :*

**Commerce et artisanat** - (2 décembre 1981) - En remplacement de M. Gérard Ehlers (p. 3489) : augmentation des crédits - Amélioration de la connaissance statistique - Formation professionnelle ; assistance technique et apprentissage - Maintien du déséquilibre des dotations entre commerce et artisanat - Importance économique du commerce - Qualité d'un réseau de petites entreprises - Créations d'emplois - Problèmes en suspens : assiette des charges sociales, fermeture hebdomadaire obligatoire, alignement des régimes sociaux, statut des conjoints, défense des salariés, formation professionnelle et règles de concurrence - Grandes surfaces et petits commerces ruraux - Qualité de la vie et commerces et services de proximité - Problèmes des concessionnaires et gérants libres de stations-service - (p. 3490) : vote favorable sur ce projet de budget.

**Services du Premier ministre (suite) - I. Services généraux (suite) : Services divers rattachés - Fonction publique - Formation professionnelle - Droits de la femme** - (3 décembre 1981) - (p. 3536) : aspiration des fonctionnaires et agents de l'Etat à une nouvelle politique - Crédits de la fonction publique et situation administrative générale des fonctionnaires et agents publics - Volonté de changement du nouveau gouvernement : création d'emplois publics ; circulaires et recommandations aux différents ministres : démocratie et concertation - Rôle du Conseil supérieur de la fonction publique et projets en cours d'élaboration - Vote du groupe communiste favorable aux crédits présentés.

**Agriculture** - (7 décembre 1981) - (p. 3821) : diminution des revenus agricoles ; cas de la Seine-Maritime ; mauvaise récolte de lin - Conséquence des décisions communautaires : effet des montants compensatoires monétaires pour les éleveurs ; prix du lait ; importation de matières grasses ; renchérissement des engrais - Difficultés des petits et moyens agriculteurs de son département - Réserve quant aux intentions politiques expliquant certaines manifestations spectaculaires - Attente des décisions du Gouvernement en faveur des agriculteurs.

**Intérieur et décentralisation** - (9 décembre 1981) - (p. 3955) : jusqu'au 10 mai dernier, conception d'une police répressive plutôt que préventive - Changement de comportement et d'orientation depuis la formation de l'actuel gouvernement - Augmentation de la petite et moyenne délinquance et création nécessaire de 6.000 emplois d'agents de police - Délinquance et lutte contre le désœuvrement et le chômage - Diverses mesures sociales en faveur des policiers - Nécessité d'un recrutement de policiers en civils

- Attention du Gouvernement face aux revendications des organisations représentatives de la police municipale - Problème du respect par Interpol des dispositions des lois françaises dans le domaine des libertés publiques - Débat prochain d'un projet de loi concernant l'ensemble des problèmes afférents à la police.

- **Proposition de loi tendant à modifier l'article 108 du code pénal et à abroger les articles 184, alinéa 3, et 314 du même code** [n° 75 (81-82)] - (15 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4227) : suppression de la peine de mort et de la Cour de sûreté de l'Etat - Proposition de loi communiste demandant l'abrogation de la loi « anti-casseurs » - Vote de la loi « anti-casseurs » et oppositions syndicales, politique et juridique - Procédure de flagrant délit et loi « anti-casseurs » - Caractère anti-syndical de cette loi ; cas de la manifestation du 23 mars 1979 ; volonté d'interdiction des manifestations dans le centre des villes - Suites judiciaires de la manifestation du 23 mars - Création d'une responsabilité pénale collective ; maintien de la responsabilité civile - Article 184 du code pénal et création d'un domicile à caractère administratif, scientifique ou culturel - Existence d'un arsenal répressif et inutilité de la loi « anti-casseurs » - (p. 4228) : proposition de loi communiste tendant à la suppression de l'ensemble de la loi « anti-casseurs » et au prononcé de l'amnistie des faits sanctionnés - Vote favorable du groupe communiste.

**EECKHOUTTE (Léon)**, sénateur de la Haute-Garonne (S)

## NOMINATIONS

- Président de la commission des affaires culturelles.

## DÉPÔTS

*Rapport d'information* fait avec plusieurs de ses collègues, au nom de la commission des affaires culturelles, à la suite de la mission effectuée au Japon du 3 au 15 avril 1980, par une délégation de la commission [n° 211 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980, JO Débats 2 avril 1981).

*Rapport d'information* fait, avec MM. Roland Ruet et Paul Séramy, au nom de la commission des affaires culturelles, à la suite d'une mission effectuée du 18 février au 6 mars 1981 au Pérou et au Brésil, ayant pour objet d'étudier la situation des relations culturelles de la France avec ces pays [n° 162 (81-82)] (23 décembre 1981).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au prix du livre** [n° 318 (80-81)] - (29 juillet 1981) - **Art. 2** (p. 1226) : problème de l'acquisition des livres scolaires d'un établissement d'enseignement par l'intermédiaire d'une association de parents d'élèves - (p. 1227) : acquisition des livres scolaires par l'association des parents d'élèves et revente aux parents de chaque élève - **Art. 9** (p. 1252) : imperfections du texte voté et sollicite une seconde délibération.

- **Projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion** [n° 368 (80-81)] - (16 septembre 1981) - Président de la commission des affaires culturelles - **Discussion générale** (p. 1478) : déroulement du débat sur ce projet et brièvement du délai imparti.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Deuxième partie :*

**Education nationale** - (5 décembre 1981) - Président de la commission des affaires culturelles (p. 3666) : importance

du budget de l'éducation nationale et limitation du temps de débat accordé à ce budget - Tous les Français concernés par ce budget et vocation d'égalité - Malaise de l'appareil du système éducatif confirmé par les interventions précédentes - Taux d'augmentation du budget de l'éducation nationale inférieur à celui de la croissance du budget de l'Etat - Questions fondamentales restant en suspens - Enquêtes et études actuellement engagées - (p. 3667) : importance des enseignants parmi les membres du Parlement et mise à l'écart pour la réalisation des réformes - Nécessité de créer les conditions d'une large réflexion et d'un ample débat auquel les élus doivent participer - Rôle du Parlement dans l'élaboration de la loi - Se déclare favorable, au nom de la commission des affaires culturelles, à l'approbation du budget de l'éducation nationale.

EHLERS (Gérard), sénateur du Nord (C)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.
- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (11 décembre 1981) (p. 4072).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (21 décembre 1981) (p. 4480).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964, modifiée, sur la pollution de la mer par les hydrocarbures [n° 31 (81-82)] (20 octobre 1981) - Mer et littoral.

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier les articles 4 bis et 6 de la loi n° 64-1331 du 26 décembre 1964 tels qu'ils résultent de la loi n° 79-5 du 2 janvier 1979 sur la pollution de la mer par les hydrocarbures [n° 31 (81-82)] (20 octobre 1981) - Mer et littoral.

*Avis* présenté, au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Consommation et concurrence [n° 60, tome VIII (81-82)] (23 novembre 1981).

## QUESTIONS

*Questions orales avec débat :*

n° 63 (30 septembre 1981) (p. 1749) à M. le ministre chargé de l'énergie : énergie nucléaire (place de l'énergie nucléaire dans le cadre de la politique énergétique diversifiée du Gouvernement).

## INTERVENTIONS

- Questions orales avec débat jointes : politique énergétique - (2 octobre 1981) - (p. 1829) : importance économique du secteur de l'énergie : emplois, importations et investissements - (p. 1830) : entreprises nationales ou d'Etat et secteur énergétique - Vitalité des entreprises nationales de l'énergie - Poids et impact des investissements énergétiques

et nécessité d'un secteur nationalisé - Souveraineté nationale et contrôle du secteur énergétique - Politique énergétique et emploi ; amélioration des conditions de travail et création d'emplois ; effets induits - Relance de l'économie et politique énergétique - Gazéification - Méthanol - Filière nucléaire - Economies d'énergie ; géothermie et incinération des déchets urbains - Création d'une société nationale du combustible nucléaire autour de la Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA), et d'une société nationale des réacteurs nucléaires - Structures de fonctionnement démocratiques à Elf Aquitaine et à la CFP CFR Total - Avis favorable du Conseil économique et social sur le développement du surgénérateur - Usine de la Hague - (p. 1831) : décentralisation et énergie - Débat parlementaire sur les orientations de la politique énergétique.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Discussion des articles de la première partie :*

*Suite de la discussion* - (26 novembre 1981) - **Après l'art. 11** (p. 3188) : soutient l'amendement n° 32 de Mme Danièle Bidard (abrogation des dispositions concernant l'impôt fiscal) - (p. 3193) : se déclare défavorable à l'amendement n° 424 de M. Paul Girod (conjoints percevant un revenu et déduction des dépenses de frais de garde pour les enfants à charge de moins de trois ans ; création d'une taxe différentielle sur les motocyclettes).

*Deuxième partie :*

**Consommation** - (7 décembre 1981) - Rapporteur pour avis - (p. 3772) : création du ministère de la consommation - Aide aux associations de consommateurs - Association d'aide à la formation des animateurs d'organisations de consommateurs (ASSFORM) - Projet de loi cadre sur les associations - Accès des consommateurs à la justice pour la solution des litiges - Direction générale de la concurrence et de la consommation (DGCC) - (p. 3773) : commission de la concurrence - Politique des prix et réajustement monétaire du 3 octobre - Rapport demandé à M. Jean-Claude Colli sur la formation des prix - Réforme annoncée de l'Institut national de la consommation (INC) et moyens financiers donnés à cet institut ; revue « 50 millions de consommateurs ».

**Mer** - (11 décembre 1981) - (p. 4062) : création du ministère de la mer - Rôle économique des ports ; démocratisation des organismes de gestion ; participation des travailleurs - Concurrence entre les ports français et coordination nécessaire - Nécessité d'une politique nationale d'urbanisme portuaire ; détournements de trafic ; déficit de la balance commerciale de la pêche - Constructions et réparation navales - Investissements réalisés dans les ports : trafics de vrac et de charbon ; cas de Dunkerque - Cabotage - Ports autonomes et ports secondaires - Insuffisance de l'équipement en engins portuaires : dragues - Détournements de trafic de Dunkerque à Anvers et Gand - Transport maritime des colis lourds - (p. 4063) : liaisons entre les ports et l'intérieur du pays : voies ferrées, routes, voies fluviales - Débat démocratique nécessaire préalable à l'élaboration d'une grande politique nationale d'urbanisme portuaire : assises régionales de la mer et débat au Parlement - Créations d'emplois - Retraite des dockers - Plan de rattrapage des pensions de la marine - Subvention à la Société nationale de sauvetage en mer - Crédits de protection et d'aménagement du littoral - Vote favorable du groupe communiste sur ce budget.

- **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social [n° 115 (81-82)]** - (21 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4467) : projet de loi d'orientation et changement de société - Efforts du patronat pour bloquer les négociations - Réduction de la durée du travail : objectif des trente cinq heures ; exemple du travail en feux continus à Usinor Dunkerque ; institution nécessaire de la cinquième équipe - Récente visite du ministre de la santé dans cette entreprise - (p. 4468) : retraite à cinquante

cinq ans pour les femmes et pour les salariés soumis à des travaux pénibles - Moyenne de vie dans la sidérurgie française - Limitation des cumuls entre emploi et retraite; exemple des officiers généraux - Inégalité dans les droits à la retraite; institution nécessaire de l'accès à la retraite à taux plein après trente sept ans et demi de cotisation - Pré-retraite et garantie de ressources - Maintien des droits acquis - Vote du groupe communiste favorable au projet.

- **Projet de loi approuvant le Plan intérimaire pour 1982 et 1983** [n° 118 (81-82)] - (22 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4540) : référence aux événements de Pologne et attitude de l'ex-majorité pendant les guerres du Viet-Nam et d'Algérie.

**EMMANUELLI (Henri)**, *secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer* (nommé le 22 mai 1981 dans le gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 23 mai 1981, p. 1631].

Nommé de nouveau *secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer*, le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy [JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1787]

## INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat : développement économique et progrès social en Polynésie française** - (30 octobre 1981) (p. 2330) : discussion en détail de la politique économique et sociale du Gouvernement lors de la prochaine discussion budgétaire - Attachement aux liens de solidarité entre la métropole et la Polynésie française - Effort de l'Etat poursuivi et accentué - Polynésie française dotée par la loi du 12 juillet 1977 d'un régime d'autonomie décentralisateur - Développement du territoire polynésien, affaire des Polynésiens - Première réunion en octobre d'un groupe de travail Etat-territoires - Dispersion géographique et pénurie en matières premières, handicaps de la Polynésie française - Organisation de la solidarité et non assistance - Effort en faveur de l'investissement et de la promotion de l'initiative locale - Distinction à l'intérieur de la balance des paiements de l'activité économique et sociale normale et de ce qui ressort à une activité militaire - Souhait d'une réforme fiscale décidée par les autorités du territoire - Intégration du plan territorial dans le plan national intérimaire de deux ans - Revitalisation des archipels par une relance des programmes d'aménagement - (p. 2331) : importance de la politique de recherche; valorisation des ressources maritimes - Recherche énergétique - Encouragement à la periculture et soutien à l'aquaculture - Achèvement de la couverture sociale de la Polynésie française - Action prioritaire en faveur des plus défavorisés - Participation du territoire à l'effort de solidarité nationale - Nécessité de l'adaptation du code de travail - Préparation d'un projet concernant le code pénal et le code de procédure pénale - Disparition du « pacte colonial » - Effort de décentralisation et responsabilité des élus polynésiens - La moitié seulement des importations en Polynésie en provenance de la métropole - Dépenses de l'Etat en Polynésie engagées sans contrepartie de recettes - Statut autonome de la Polynésie - Souci du Gouvernement de voir les activités de production prendre toute leur importance par rapport au secteur de l'importation - Nécessité d'efforts dans tous les domaines - (p. 2332) : compétence en matière économique et sociale entre les mains des Polynésiens - Réforme fiscale : adaptation de l'impôt sur le revenu - Examen conjoint des représentants de l'Etat et des représentants élus de la Polynésie française de la modification du statut actuel du territoire - Respect du code du travail et transposition du code métropolitain - Souhait d'un « territoire de Polynésie », grande soeur de la métropole.

- **Question orale avec débat : développement économique et progrès social de la Réunion** - (30 octobre 1981) - (p. 2336) : souhait que la Réunion reste sur l'orbite de la confiance - Menace d'abandon au cours de la campagne électorale - Entretien d'un climat d'anxiété et d'inquiétude - (p. 2337) : effort supplémentaire pour le rattrapage du SMIC à la Réunion - Chantage concernant les crédits pour le port de la Réunion - Développement économique et social, véritable problème - Elaboration en cours de lois complémentaires d'adaptation prévues à l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi relatif à la décentralisation - Spécificités historiques et géographiques - Composition du conseil régional dans les départements d'outre-mer - Volonté du Gouvernement d'amorcer un redressement économique à la Réunion - Abandon parfois par le passé du développement pour certains intérêts particuliers - Développement économique et social de la Réunion dans le cadre du plan national - Renforcement de l'appareil productif - Instauration d'une société plus juste - (p. 2338) : conflit dans le secteur du sucre en juillet dernier résolu à l'initiative du Gouvernement - Politique de grands travaux - Nouveau port en baie de la Possession avec prise en charge de la moitié du coût de l'opération par l'Etat - Poursuite des travaux destinés à assurer une protection contre les eaux - Accentuation des programmes d'aquaculture - Nodules polymétalliques, secteur d'avenir pour la Réunion - Campagne de prospection poursuivie - Programme d'amélioration de la migration organisée - Développement de l'appareil productif et réduction de la nécessité de la migration, ambitions du Gouvernement - Migration, solution temporaire, incitation des « retours utiles » - Application de mesures sociales identiques en France et dans les départements d'outre-mer - Prise en considération des réalités linguistiques et culturelles du département - Introduction et développement du fait créole : langue et culture - Absence d'idée de séparatisme du Gouvernement - (p. 2339) : opposition à l'augmentation du prix de base du riz - Evolution anormale des prix en juin et juillet à la Réunion - Résultat de la politique économique du Gouvernement perceptible seulement après de nombreux mois - « La Réunion, c'est la France » avec une légère nuance - Problème de l'existence ou non d'une majorité démocratique attachée aux liens avec la métropole.

- **Question orale avec débat : développement économique et progrès social de la Martinique** - (30 octobre 1981) - (p. 2342) : efforts du Gouvernement dans les départements d'outre-mer pour renforcer le secteur productif - Construction d'une société plus juste, plus solidaire et plus responsable - Réalité de l'importance du taux de chômage à la Martinique - Crédits dégagés par la loi de finances rectificative de juillet 81 pour la construction de logements - Deux décisions du Gouvernement dans le secteur agricole : fixation du prix moyen pondéré de la banane; l'aide du FORMA à l'exportation des bananes produites hors quota - Experts chargés de chiffrer les investissements nécessaires à l'industrie sucrière - (p. 2343) : problème des responsabilités du conseil général - Faiblesse de la superficie traitée par la société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) de la Martinique - Absence de préemption de la SAFER et présence de mentalités et d'un processus de spéculation - Crise de l'hôtellerie antillaise orientée vers la demande de luxe - Nécessité de diversifier les structures d'hébergement - Problème de la desserte aérienne étudié par le Gouvernement - Coût des transports maritimes, clef essentielle du développement économique - Blocage de la majorité des prix des services, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1981 - Possibilité pour le préfet de limiter l'évolution des prix des denrées les plus nécessaires - Taux élevé des échecs scolaires en Martinique et plus spécialement dans les milieux langue créole - Accorder à tous les enfants des chances égales, quel que soit le niveau de développement culturel de leur milieu familial.

- **Question orale avec débat : développement économique et progrès social à Saint-Pierre et Miquelon** - (30 octobre 1981) - (p. 2345) : visite prochaine et examen des problèmes de Saint-Pierre et Miquelon - Approvisionnement de

l'archipel par une société subventionnée à 50 pour cent par l'Etat - Indice des prix conditionné par l'évolution du cours du dollar canadien et par les coûts de fret - Blocage des prix des services - Accroissement du pouvoir des préfets en matière de contrôle des prix - (p. 2346) : réforme des structures nécessaires - Baisse actuelle du cours du dollar canadien et répercussion sur l'indice des prix à Saint-Pierre et Miquelon - Pêche industrielle, principale activité du département - Aide financière de l'Etat - Maintien de cette activité pour préserver l'activité économique de l'archipel - Expérience financée par le secrétariat d'Etat concernant la pêche artisanale : technique de pêche à la longue ligne - Existence d'un programme de recherche et de développement concernant l'aquaculture - Aucune réponse concrète à ce jour concernant la négociation avec le Canada - Problème d'associer la fonction publique à l'effort de développement.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

Suite de la discussion - (12 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 10** (p. 2576) : sur l'amendement n° I-75 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis, accepte la fixation par décret d'une liste des pièces justificatives que le comptable peut exiger, mais s'oppose au rôle d'arbitre de la chambre régionale des comptes - (p. 2577) : s'oppose à l'amendement n° I-109 de M. Michel Giraud, rapporteur (limitation du rôle du comptable à un contrôle de régularité, excluant toute appréciation de l'opportunité ou de la légalité des décisions de l'ordonnateur) - S'oppose à l'amendement n° I-185 de M. Marcel Lucotte (contrôle de légalité exercé par le comptable, limité à la vérification de la conformité aux prescriptions du règlement général de la comptabilité publique) - (p. 2578) : s'oppose à l'amendement n° I-109 de M. Michel Giraud, rapporteur (limitation du rôle du comptable à un contrôle de régularité, excluant toute appréciation de l'opportunité ou de la légalité des décisions de l'ordonnateur) - S'oppose à l'amendement n° I-110 de M. Michel Giraud, rapporteur (cas de refus du comptable : suppression du contrôle du caractère libérateur du règlement) - (p. 2579) : dispositions du règlement de la comptabilité publique - **Après l'art. 13** (p. 2596) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° I-412 de M. Louis Virapoullé (application intégrale des dispositions du titre I aux communes des départements d'outre-mer) - **Art. 13 bis** (p. 2597) : s'oppose à l'amendement n° I-120 de M. Michel Giraud, rapporteur (conditions d'extension des dispositions du présent titre aux communes des territoires d'outre-mer : détermination par une loi, pour chaque territoire, dans le délai d'un an, des adaptations nécessaires après consultation des assemblées territoriales) - Injonction à l'égard du Gouvernement - **Après l'art. 13 bis** : s'oppose à l'amendement n° I-401 de MM. Marcel Henry et Daniel Millaud (application des dispositions du présent titre aux communes de la collectivité territoriale de Mayotte ; compétence de la chambre régionale des comptes de la Réunion).

Suite de la discussion - (18 novembre 1981) - **Titre I - Art. 4 (suite)** (p. 2785) : s'oppose à tous les amendements déposés à cet article relatif aux interventions économiques des communes - **Titre II - Art. 34 (suite)** (p. 2790) : s'oppose à l'amendement n° II-69 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression de cet article relatif aux interventions économiques des départements) ainsi qu'à tous les amendements déposés à cet article.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Départements et territoires d'outre-mer** - (9 décembre 1981) - (p. 3910) : question orale avec débat et grandes lignes de la politique gouvernementale concernant les départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM) - Budget s'élevant à 1,1 milliard de francs - Crédits du secrétariat d'Etat ne représentant qu'une faible partie de l'effort national de l'Etat en faveur de l'ensemble des

DOM-TOM - Nette augmentation des dotations en faveur des interventions - Progression des dépenses agréées, civiles ou militaires, ordinaires ou en capital, de 23 % par rapport à 1981 - (p. 3911) : absence de politique d'abandon - Problème des prix du sucre et de la banane - Mesures sociales en faveur des DOM-TOM - Objectifs du Gouvernement d'assurer à chacun outre-mer plus de chances, plus de justice et plus d'égalité - Reconnaissance de la mise en place par les gouvernements précédents de mécanismes de solidarité tout en laissant jouer les mécanismes du marché - Poursuite de la politique de solidarité - Niveau de développement social élevé et difficultés en termes de compétitivité d'un décollage économique des DOM - Nécessité de créations d'emplois dans les DOM-TOM - Recherche de l'égalité en matière sociale - Une culture, une histoire et une personnalité pour chaque communauté - Volonté du Gouvernement de donner aux DOM-TOM la possibilité d'avoir une existence pleine et entière - (p. 3933) : intérêt porté par le Parlement français aux départements et territoires d'outre-mer - Gravité et sérieux de ce débat - Prise en compte d'une situation nouvelle lors de l'adoption par un vote démocratique et majoritaire du refus de continuer à appartenir à la communauté nationale par une portion du territoire - (p. 3934) : interrogation pour certains orateurs sur le devenir des DOM, sur leur développement économique et social, sur les problèmes d'adaptation de la décentralisation à leur situation spécifique, sur l'expansion culturelle - Abandon des TOM, politique du Gouvernement pour certains - Campagne électorale des élections présidentielles dans les DOM-TOM, sur le thème de l'abandon - Non acceptation de l'existence d'une sous-démocratie de l'outre-mer - Organisation à la Réunion le 11 décembre d'une manifestation pour proclamer l'attachement de la Réunion à la France : « opération politique » - Président de la République, garant des institutions et de l'intégrité du territoire - Effort de répartition des aides en faveur des plus petits - Problème des élections cantonales de 1982, évoqué par M. Roger Lise - (p. 3935) : loi d'adaptation prévue pour l'outre-mer et application du programme du Président de la République - Propositions du Gouvernement de proroger la durée du mandat des conseils généraux dans les DOM pour un an - Prise en compte des spécificités et impossibilité d'appliquer les dispositions de la loi prévue pour la métropole aux DOM - Maintien du principe de l'unicité de la législation de la République - Problème, non pas de une ou deux assemblées, mais de la répartition des compétences - Gravité de la situation en Nouvelle-Calédonie - Lente dégradation de la situation décrite par M. Lionel Cherrier - Part de responsabilité des Néo-Calédoniens - Lenteur de la réforme foncière - Nomination d'un haut-commissaire ayant une « physionomie politique » - Volonté du Gouvernement d'assumer ses responsabilités dans les domaines politique, économique et social - Absence de solution apportée par la procédure d'un référendum - Large fraction de l'opinion refusant une hypothèse politique de l'indépendance - (p. 3936) : absence de décision en Conseil des ministres sur certains projets de réforme - Situation économique et sociale dans les DOM-TOM - Reconnaissance par certains orateurs de la faible part des crédits du secrétariat d'Etat dans le montant total de l'effort de l'Etat en faveur de l'outre-mer - Volonté du Gouvernement de faire un effort sur le plan économique et social à la Guadeloupe - Priorité à la réforme foncière - Reprise de l'activité touristique aux Antilles - Nécessité d'une meilleure adaptation du tourisme - Solution d'urgence pour résoudre les difficultés de certaines productions dans l'attente d'une réforme plus profonde - Importante différence de prix d'achat d'un même objet à Paris ou aux Antilles - Désaccord avec certaines applications du libéralisme - (p. 3937) : examen du dossier des usines de céramique de la Guadeloupe - Attachement du Gouvernement à la Polynésie en réponse à la question évoquée par M. Daniel Millaud - Volonté du Gouvernement de prévoir des initiatives permettant à la Polynésie d'acquiescer des moyens autonomes de développement - Elaboration d'un plan de régénération de la cocoteraie - Problème structurel en

matière de tourisme - Politique d'incitation en faveur des investissements - Négociations sur le statut en cours entre le Gouvernement et les institutions légalement élues du territoire - Programmation par le secrétariat d'Etat d'un certain nombre d'actions en matière économique et sociale - Vote l'an prochain des projets concernant le code pénal et le code de procédure pénale - Souhait d'un vote du projet concernant le code du travail - Volonté du Gouvernement d'aligner la législation du travail en Polynésie et en Nouvelle-Calédonie sur le code du travail français - Crédits spécifiques pour Mayotte en matière économique et sociale - Vérification concernant l'attribution des bourses pour l'étude de l'anglais aux élèves du troisième cycle à Wallis et Futuna, en réponse à la question posée par M. *Sosefo Makapé Papilio* - Régularisation du problème de la gendarmerie par la titularisation des auxiliaires - Souhait du Canada du maintien du *statu quo* durant six mois pour la poursuite des négociations concernant les accords de pêche - Nécessité de la construction d'une piste de 1.800 mètres pour l'utilisation de l'avion «Bandeirante» - Diminution des fréquences des vols sur Sydney et faible coefficient de remplissage - Dix millions de francs en 1981 de subvention de l'Etat pour la desserte aérienne et maritime de Saint-Pierre et Miquelon - Absence d'augmentation des tarifs maritimes au 1<sup>er</sup> octobre dernier - Surcoût pour le budget de l'Etat - (p. 3938) : budget 1982 : traduction de la volonté déterminée du Gouvernement de bâtir l'avenir des DOM-TOM sur des bases différentes et solides, afin qu'ils puissent échapper à une situation de dépendance économique - Examen des crédits - *Etat B* (p. 3939) : absence d'élections cantonales dans les DOM en mars 1982 ainsi qu'à Paris.

**ESPAGNAC (Raymond)**, sénateur de l'Isère (S)

Devient sénateur le 29 août 1981 en remplacement de M. Paul Mistral, décédé (8 septembre 1981) (p. 1375).

#### NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires culturelles (10 septembre 1981) (p. 1432).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

Suite de la discussion - (13 novembre 1981) - Titre I - Art. 14 (*suite*) (p. 2653) : sur l'amendement n° I-211, précédemment réservé, de M. Gaston Defferre, ministre (abrogation des dispositions du code des communes concernant les pouvoirs de tutelle sur les actes des autorités communales, la démission d'office d'un conseiller municipal ; cas particulier de Paris), se déclare défavorable au sous-amendement n° I-126 de M. Michel Giraud, rapporteur (interdiction pour le conseil municipal d'émettre des voeux méconnaissant les dispositions de l'alinéa premier de l'article 20 de la Constitution du 4 octobre 1958).

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

#### *Deuxième partie :*

**Prestations sociales agricoles** - (7 décembre 1981) - (p. 3780) : réforme de l'assiette des cotisations : revenu cadastral et résultat brut d'exploitation (RBE) - Simulations en cours évoquées par le ministre - Insuffisance de la péréquation des cotisations de gestion - Modification éventuelle du barème des cotisations d'assurance maladie et déplafonnement ; exemple du régime général - Suppression des inégalités - (p. 3781) : mesures nouvelles : répercussion des mesures générales ; mesures spécifiques au régime agricole - Prestations familiales - Allocation de logement - Retraites proportionnelles - Pension d'invalidité - Fonds de congé maternité des agricultrices (FOCOMA) et allocation de remplacement - Fonds additionnel d'action sociale (FAAS) - Aide ménagère à domicile - Allongement du congé de maternité - Budget de transition - Confiance dans l'action du Gouvernement.

## F

**FABIUS (Laurent), ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget** (nommé le 22 mai 1981 dans le gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 23 mai 1981, p. 1630].

Nommé de nouveau **ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget**, le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy [JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1786]

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 310 (80-81)] - (22 juillet 1981) - **Discussion générale** (p. 1015) : emploi et solidarité - Crise et désordres économiques et sociaux ; cas de la Grande-Bretagne - (p. 1016) : lourdeur du bilan économique ; recul de la production, de l'investissement - Chômage et inflation - Taux de pénétration des produits industriels étrangers - Déficit extérieur - Crise internationale ; système monétaire - Nouveaux pôles de croissance économique et évolution des rapports de force internationaux - Mauvaise gestion de l'économie française ; priorité aux grands équilibres et augmentation du chômage - Lien entre exportations et force du marché intérieur - Echecs de la politique anti-inflationniste du gouvernement précédent - Ralentissement de l'activité économique et austérité budgétaire - (p. 1017) : désengagement financier de l'Etat - Erreurs dans l'efficacité économique et sociale des interventions étatiques - Laxisme dans les aides aux entrepreneurs - Fiscalité et croissance de la part des impôts indirects ; modalités de l'impôt et fiscalité du patrimoine - Accentuation de la complexité du système fiscal ; taxe professionnelle et taxation des plus-values - Finances sociales - Apurement de la gestion précédente et déficit budgétaire ; sous-estimation de l'indemnisation du chômage ; convention sociale « sidérurgie » ; dotation à la Compagnie générale maritime et de la chimie d'Etat - Mesures sociales décidées par le nouveau gouvernement ; cas du SMIC ; financement par des mesures fiscales correspondantes - (p. 1018) : emploi ; fonds de développement économique et social ; création d'emplois publics ; logement - Mesures en faveur de la famille du tourisme social et de l'agriculture - Rapport constant et augmentation des pensions d'ancien combattant - Surtaxe sur les hauts revenus - Contributions exceptionnelles des entreprises pétrolières et des banques - Taxe sur les frais généraux, les bateaux, les avions - TVA et hôtels de luxe - Hausse du prix de l'essence - Déficit et produit intérieur brut - Objectifs économiques du Gouvernement ; concertation internationale et rencontre d'Ottawa - Prévisions économiques pour l'année 1981 - Finances publiques et problème de l'équilibre budgétaire - (p. 1019) : nécessité d'une sélectivité des finances publiques - Effort de solidarité nationale - Politique de transparence des prévisions économiques, financières et sociales - Contrat de justice fiscale ; équité : impôt déclaratif sur les fortunes ; concertation et élaboration de la loi fiscale : fiscalité locale ; meilleure application des textes fiscaux - Lutte contre la fraude fiscale nationale et internationale - Redressement national et nécessaire appui de la Haute Assemblée.

**Suite de la discussion** - (23 juillet 1981) - **Discussion générale** (p. 1067) : opposition entre certaines dépenses durables et certaines recettes exceptionnelles - Loi de finances 1982 et couverture des dépenses budgétaires - Collectif budgétaire et financement des dépenses ; déficit ; emprunts et création de monnaie - Donations-partage - Dotation en capital de Renault et facilités de financement pour les entreprises publiques - Rachat par Renault de Dodge en Espagne - (p. 1068) : causes politique et économique du collectif budgétaire - Relance de la

consommation et de l'investissement - Chômeurs en « fin de droits » ; ministre du travail ; ministre de la solidarité - Commission des affaires culturelles - Emplois publics ; éducation ; qualification ; auxiliaariat ; gratuité ; aide sociale dans l'éducation - Confiance des chefs d'entreprise - Absence d'incertitudes politiques - Existence d'incertitudes économiques - Problèmes agricoles ; environnement - Industrie - Fonds de développement économique et social ; crédit industriel - Contrôle de l'utilisation des crédits - Commission des affaires étrangères - Gendarmerie nationale ; nominations et crédits - Responsabilité du déficit - Politique monétaire et justice sociale ; donations-partage - Equilibre budgétaire ou adaptation de la politique budgétaire aux nécessités d'une action économique - Imperfections et finalité du pacte pour l'emploi - Importations et protectionnisme - Emploi et investissements - Politique du franc - Relance de la consommation et des importations - (p. 1069) : reconquête du marché intérieur - Fuite des cerveaux - Mesures fiscales et emploi - Tranches de revenus et taxation exceptionnelle - Relance de la consommation et de l'investissement ; nationalisation ou internationalisation - Inflation et chômage - Maîtrise des finances publiques - Ambassade de France à Bonn et à Washington - Réforme fiscale - Taxe des frais généraux - Réduction proportionnelle par rapport au chiffre d'affaires à l'exportation - Commission Ventejol - Chômeurs en « fin de droits » - Création d'emplois d'initiative locale ; aide de l'Etat et incitations ; co-financements locaux - Motos - Taxation des hôtels - Développement de l'emploi ; développement économique ; industrie et recherche - Energie ; taxation des compagnies pétrolières - Départements d'outre-mer ; logement social ; octroi de mer - (p. 1070) : taxe sur les carburants et fonds départemental d'investissement routier (FDIR) - Postes, téléphone et télécommunications - Logement - Anciens combattants ; cérémonie du 8 mai ; pensions - Hôtellerie de luxe - Création d'emplois - Politique économique et chômage - Evolution internationale - Gestion - Modification des rapports technologiques de production et entre groupes sociaux - Cognac - Commission Autin - Producteurs et nécessités européennes - Enseignements supérieur - Justice fiscale - Chômage des jeunes - Imputation des crédits du pompage du *Tanio* et d'indemnisation des industries exportatrices d'armement sur des budgets civils ; industrie et marine marchande - Hôtels et bateaux - SMIC - Consommation - Aide aux entreprises - Réforme fiscale et loi de finances 1982 ; impôt sur les fortunes - Population d'outre-mer ; logement social - (p. 1071) : donation-partage ; origine historique ; commission Blot-Meraud-Ventejol ; caractère anormal de ces allègements fiscaux ; donations et usufruit ; évasions fiscales ; terres agricoles : allègement des taxations ; situation à l'étranger : aucune différence de taxation entre donation-partage et succession ; suppression de l'allègement fiscal ; élévation de l'abattement à la base ; transfert des pressions fiscales - Hôtels quatre étoiles et quatre étoiles luxe ; application au 1<sup>er</sup> octobre - Projet de loi de finances 1982 - (p. 1072) : emploi - Investissement industriel et investissement public pour toutes les formes d'emploi - Référence à Joseph Caillaux : 1907 ; système fiscal - Référence à Léon Blum : 1933 ; problème budgétaire - **Avant l'art. 1** (p. 1073) : estime sans objet l'amendement n° 32 de Raymond Bourguin (rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur l'état des dettes et créances de la France à l'égard de l'étranger) - **Art. 1** (p. 1076) : observations de M. *Paul Girod* sur le cas particulier des exploitants agricoles soumis au régime du bénéfice réel et qui cèdent leur exploitation - Vente de stocks et possibilité d'étalement - Travaux de la commission Laxan, sur la fiscalité agricole - Majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu de 1974 ; différence de seuil - S'oppose à l'amendement n° 43 de M. Auguste Chupin, soutenu par M. Pierre Vallon (rétablissement de la déduction de l'avoir fiscal) - (p. 1077) : s'oppose également à l'amendement n° 90 de M. Maurice Blin, rapporteur général, et aux amendements de M. Auguste Chupin, soutenus par M. Pierre Vallon, n° 42 (application de la majoration aux revenus personnels des chefs d'entreprises individuelles, et non à la part des bénéfices réinvestis dans l'entreprise) et



n° 44 (non application de la majoration lorsque le seuil est dépassé, en raison de l'imposition d'une plus-value mobilière provenant de l'aliénation du fonds de commerce ou de l'entreprise qui constituait l'instrument de travail) - S'oppose enfin à l'amendement n° 88 de M. Etienne Dailly (effet de la majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu par référence aux dispositions des articles 150 et 163 du code général des impôts relatives à la possibilité d'étalement de l'imposition des plus-values ou revenus exceptionnels) - Possibilité d'étalement de l'imposition des plus-values, à nouveau évoquée par M. Etienne Dailly - Application de l'article 1042 du code général des impôts, évoqué par M. Jacques Descours Desacres et étude en cours - Revenus disponibles des entrepreneurs évoqués par M. Maurice Schumann - Question posée par M. Jacques Larché quant à l'éventuel projet de création d'une tranche d'imposition supplémentaire des revenus de 75 % pour le budget de 1982 - (p. 1079) : possibilité d'étalement de l'imposition des plus-values en vertu de l'article 1932-1 du code général des impôts - S'oppose à l'amendement n° 57 de M. Jacques Descours Desacres (allongement du délai accordé pour le paiement de la majoration) - **Après l'art. 1** (p. 1080) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 33 de M. Raymond Bourguine (extension aux salariés qui détiennent plus de 35 % des droits sociaux dans l'entreprise, des abattements de l'impôt sur le revenu dont bénéficient tous les autres salariés) - S'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 54 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard (augmentation de la déduction fiscale en faveur des assistantes maternelles de la direction des affaires sanitaires et sociales) - **Art. 1 bis** (p. 1081) : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 18 de M. Maurice Blin, rapporteur général (suppression de cet article relatif à un prélèvement exceptionnel de 10 % de l'impôt dû pour 1980, sur les entreprises de travail temporaire) - **Art. 1 ter** (p. 1086) : s'oppose à l'amendement n° 89 de M. Etienne Dailly (maintien des avantages fiscaux pour les donations-partage comportant transmission de la pleine propriété) - S'oppose également à l'amendement n° 91 de M. Maurice Blin, rapporteur général (maintien des avantages fiscaux pour les donations-partages pour la part correspondant à des biens productifs) et sur cet amendement, au sous-amendement n° 103 de M. Jacques Descours Desacres (exploitation par le donateur ou par le donataire) - S'oppose enfin à l'amendement n° 8 de M. Rémy Herment (maintien des avantages fiscaux pour les donations-partages d'immeubles agricoles en cas d'apport à un groupement foncier agricole - (p. 1091) : principe de non rétroactivité des lois et domaine pénal, seul visé par l'article 8 de la Déclaration des droits de l'homme - Précédents en matière de droit de succession - S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 75 de M. Paul Girod, n° 39 de M. Geoffroy de Montalembert et n° 92 de M. Maurice Blin, rapporteur général, tendant à modifier la date d'application des dispositions relatives au nouveau régime fiscal des donations-partages - Faculté d'initiative parlementaire et choix de la date d'application des nouvelles dispositions votées.

**Suite de la discussion** - (24 juillet 1981) - **Art. 2** (p. 1106) : demande le retrait de l'amendement n° 93 de M. Maurice Blin, rapporteur général (non application du prélèvement exceptionnel sur les frais généraux aux entreprises de moins de 50 salariés) - Demande le retrait de l'amendement n° 45 de M. Auguste Chupin, soutenu par M. Adolphe Chauvin (prélèvement exceptionnel sur les frais généraux et application aux personnes morales) - (p. 1107) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 94 de M. Maurice Blin, rapporteur général (non application du prélèvement exceptionnel sur les frais généraux en cas de suspension provisoire de poursuites) - S'oppose à l'amendement n° 95 de M. Maurice Blin, rapporteur général (entreprises exportatrices et diminution en proportion du chiffre d'affaires à l'exportation du prélèvement exceptionnel) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 96 de M. Maurice Blin, rapporteur général (suppression des dispositions de cet article prévoyant l'exclusion des charges déductibles du prélèvement exceptionnel sur les

frais généraux) - **Art. 3** (p. 1109) : demande le retrait de l'amendement n° 61 de M. Jacques Descours Desacres (montant du prélèvement exceptionnel sur les comptes courants et les livrets bancaires) et le rejet de l'amendement n° 97 de M. Maurice Blin, rapporteur général (suppression des dispositions de cet article excluant des charges déductibles le prélèvement assis sur les dépôts des banques) - **Art. 4** (p. 1110) : s'oppose aux amendements identiques n° 36 et n° 50 de MM. Jean-François Pintat et Michel Chauty, rapporteur pour avis (déductibilité du bénéfice imposable du prélèvement exceptionnel sur les entreprises d'hydrocarbures) - **Art. 5** (p. 1113) : s'oppose aux amendements identiques n° 11 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Daniel Millaud, et n° 17 de M. Paul Girod (application aux taux intermédiaire de la TVA sur les hôtels de luxe) - (p. 1114) : son amendement n° 102 : application au 1<sup>er</sup> octobre 1981 du taux intermédiaire de la TVA sur les hôtels de luxe ; adopté - (p. 1115) : s'oppose aux amendements n° 29 de M. Pierre Vallon soutenu par M. Daniel Millaud (application au 1<sup>er</sup> janvier 1982 du taux intermédiaire de la TVA sur les hôtels de luxe) ainsi qu'en ce qui concerne l'application du taux intermédiaire de la TVA aux seuls hôtels quatre étoiles de luxe aux amendements n° 52 de M. Michel Chauty, rapporteur pour avis et n° 69 de M. Christian Poncelet soutenu par M. Jean Chérioux - S'oppose également à l'amendement n° 98 de M. Maurice Blin, rapporteur général (application au 1<sup>er</sup> octobre 1981, sauf pour les réservations faites avant le 25 juillet du taux intermédiaire de la TVA sur les hôtels de luxe) - (p. 1116) s'oppose à l'amendement n° 30 de MM. Pierre Vallon et Daniel Millaud (application aux étrangers du taux réduit de TVA) - Amendements votés par le Sénat et diminution des recettes - (p. 1117) : financement des dépenses définitives sur les recettes définitives et remise en cause de certaines mesures fiscales proposées - (p. 1118) : acceptation d'un certain nombre d'amendements - Amendements du Sénat et perte de recettes - **Art. 6** (p. 1120) : S'oppose aux amendements identiques n° 37 de M. Jean-François Pintat et n° 76 de M. Bernard Legrand (suppression de cet article prévoyant l'abrogation de la vignette sur les motocyclettes de grosse cylindrée) - **Art. 7** (p. 1123) : s'oppose aux amendements identiques n° 21 de Maurice Blin, rapporteur général, n° 53 de M. Michel Chauty, rapporteur pour avis, n° 77 de M. Bernard Legrand (suppression de cet article prévoyant une majoration de la taxe de francisation des navires de plaisance) - **Art. 8** (p. 1135) : s'oppose à l'amendement n° 71 de M. Christian Poncelet soutenu par M. Louis Souvet (suppression de cet article prévoyant le relèvement du taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers) - (p. 1136) : demande le rejet de l'amendement n° 73 de M. Jean-François Pintat (pourcentage de majoration de la taxe intérieure sur le mélange butane-propane) - **Art. 9** (p. 1138) : son amendement d'harmonisation n° 104 ; adopté - **Art. 10** (p. 1139) : s'oppose à l'amendement n° 22 de MM. Henri Goetschy et Maurice Blin, rapporteur général (diminution des crédits de l'état B concernant le ministère de la coopération) - (p. 1140) : qualité des élèves PEGC recrutés - Demande le retrait de l'amendement n° 87 de M. Paul Séramy (réduction des crédits du titre III concernant l'éducation) - (p. 1141) : demande le rejet de l'amendement n° 23 de MM. Maurice Blin, rapporteur général et André Fosset (diminution des crédits correspondant à la création d'emplois dans l'administration centrale du travail) - **Art. 11** (p. 1145) : dotation aux entreprises publiques et apurement du passé - Diminution des crédits du fonds spécial d'investissement routier (FSIR) et augmentation de l'équipement aérien de la sécurité civile - S'oppose à l'amendement n° 64 de M. Jacques Descours Desacres (réduction des autorisations de programmes du titre V, intérieur) - **Art. 21** (p. 1147) : réduction du taux des cotisations de sécurité sociale et augmentation du SMIC - **Art. 22** (p. 1148) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 66 de M. Jacques Descours Desacres (embauche par les collectivités locales et bénéfice de la loi de 1979 sur la prise en charge des cotisations patronales) - **Après l'art. 24** (p. 1149) : accepte l'amendement n° 99 de M. Maurice Blin, rapporteur général

(modification de la réglementation concernant l'utilisation des dommages de guerre; abandon du principe de la reconstruction à l'identique) - **Art. 25** (p. 1150): son amendement n° 101: relèvement de 9 points de la référence indiciaire des pensions militaires d'invalidité; adopté - **Art. 26**: s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements rédactionnels identiques n° 100 de M. Maurice Blin, rapporteur général et n° 67 de M. Jacques Descours Desacres - (p. 1151): demande le retrait de l'amendement n° 79 de M. Jacques Descours Desacres (limitation du montant des emprunts garantis par la France) - **Deuxième délibération**: demande par le Gouvernement d'une seconde délibération sur l'article 9 et l'état A annexé - **Art. 9** (p. 1153): son amendement de coordination n° 105; adopté - **Sur l'ensemble** (p. 1156): dialogue Gouvernement-Sénat - Absence de la procédure du vote bloqué - Equilibre budgétaire et suppression de recettes par le Sénat - Différences entre le projet initial et le texte amendé par le Sénat; attitude des différents groupes politiques - (p. 1157): espérance et besoins des Français.

**Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 327 (80-81)] - (29 juillet 1981) - **Art. 1** (p. 1232): son amendement n° 1: non application à la demande du contribuable, du prélèvement exceptionnel fait sur des revenus du fait d'une expropriation; rejeté - **Art. 1 ter** (p. 1233): son amendement n° 2: imposition des successions et relèvement du seuil d'abattement; rejeté - Prise en compte des abattements exceptionnels faits aux handicapés - **Art. 9** (p. 1235): son amendement d'harmonisation n° 3; rejeté - **Sur l'ensemble** (p. 1240): modifications acceptées à l'Assemblée nationale - Taxe exceptionnelle sur les entreprises de travaux temporaires; donations-partages; frais généraux; droit de francisation pour les bateaux; taxe sur les avions - Modifications apportées par le Sénat: plus-value d'expropriation non retenue pour le prélèvement exceptionnel; abattement supplémentaire pour les assistantes maternelles; taxe sur les frais généraux; TVA sur les hôtels à compter du 1<sup>er</sup> octobre - Souci du dialogue et fermeté des convictions - Composition, rôle et travaux des commissions mixtes paritaires - (p. 1241): texte proposé par le Gouvernement et volonté de dialogue - Vote, noblesse de la démocratie.

**Nouvelle lecture** [n° 340 (80-81)] - (30 juillet 1981) - **Art. 1** (p. 1269): demande le rejet de l'amendement n° 1 de M. Maurice Blin, rapporteur général (exclusion des revenus exceptionnels pour la surimposition des hauts-revenus) - **Art. 1 bis A** (p. 1270): favorable à l'abattement supplémentaire en faveur des assistantes maternelles - **Art. 1 bis** (p. 1270): favorable au prélèvement exceptionnel sur les entreprises de travail temporaire - **Art. 1 ter** (p. 1271): demande le rejet de l'amendement n° 2 de M. Maurice Blin, rapporteur général (donations-partages et maintien des privilèges fiscaux pour les biens productifs) - **Art. 2** (p. 1271): demande le rejet de l'amendement n° 3 de M. Maurice Blin, rapporteur général (non application aux entreprises de moins de 50 salariés de la taxation des frais généraux).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 19 (81-82)] - (22 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 2085): débat sur les nationalisations - (p. 2086): cas du groupe Paribas - Politique de redressement du gouvernement et nécessité de l'extension du secteur public - Précédentes nationalisations de 1936 et de 1945 - Rôle des investissements des entreprises publiques dans le développement économique national - Incapacité du capitalisme privé à sortir de la crise: gaspillage des fonds publics dans le secteur de la sidérurgie; scandale de Panama - Montant des prêts successifs aux entreprises sidérurgiques depuis 1978: justification de la prise de contrôle par l'Etat - Solution retenue de la conversion en actions des sociétés Usinor et Sacilor des prêts à caractéristiques spéciales consentis par le Fonds de développement économique et social (FDES) - Traduction de cette opération dans le budget de l'Etat: remboursement

anticipé au FDES; souscription par l'Etat d'augmentations de capital des deux sociétés.

**Nouvelle lecture** [n° 47 (81-82)] - (6 novembre 1981) - **Discussion générale** (p. 2536): rétablissement par l'Assemblée nationale en deuxième lecture des quatre articles du projet - Importance du contrôle public des sociétés Usinor et Sacilor - Traduction juridique et financière d'une situation existante - **Art. 1** (p. 2537): s'oppose à l'amendement n° 1 de M. René Tomasini, rapporteur, soutenu par M. Maurice Blin, rapporteur général (suppression de cet article relatif à la conversion des prêts consentis par le Fonds de développement économique et social, FDES, aux sociétés Usinor et Sacilor en actions de ces sociétés) - **Art. 4** (p. 2538): se déclare opposé à l'amendement n° 4 de M. René Tomasini, rapporteur (suppression de l'article 4 relatif à la fixation par les lois de finances des conditions d'exécution des opérations budgétaires découlant de la loi de nationalisation) - **Sur l'ensemble** (p. 2538): vote de la majorité du Sénat en première lecture sur un texte comportant des sous-ensembles vides - Nécessité d'un nouveau vote s'agissant d'une loi de finances.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

**Discussion générale** - (23 novembre 1981) - (p. 3023): volonté de relance budgétaire du Gouvernement - Prévisions économiques et maîtrise de la relance - (p. 3024): lutte contre le chômage; aide au soutien de l'emploi; plan « avenir jeunes »; création d'emplois publics: PTT, enseignement, ministères sociaux, police - Relance et effort pour contenir les importations: économies d'énergie et recours aux énergies nouvelles - Sécurité des Français: budgets de la défense et de l'intérieur - Solidarité: personnes âgées; familles; impôt chômage; relèvement du SMIC; mesures sociales dans l'agriculture - Solidarité internationale: aide publique au développement - Politique de décentralisation et aide de l'Etat aux collectivités locales - Culture et temps libre - Justice fiscale et efforts pour éviter l'alourdissement des charges des entreprises: avances de trésorerie aux petites et moyennes entreprises (PME); impôt sur les fortunes; déficit de la sécurité sociale - Maintien du taux des prélèvements obligatoires - (p. 3025): impôt sur le revenu: indexation du barème en fonction de la hausse des prix; plafonnement du quotient familial - Impôt sur les grandes fortunes: ancienneté du projet; prise en compte des aspects économiques - Lutte contre la fraude fiscale: ampleur du fléau; moyens nécessaires en personnels; instruments juridiques; volonté de transparence - Problème de la reconduction des services votés et nécessité de dégager une marge de manoeuvre - Contrôle de l'exécution rapide de la dépense publique - Suggestions relatives à la Cour des comptes et procédure nouvelle envisagée par le Gouvernement - (p. 3026): nécessaire réforme de la fiscalité et des prélèvements sociaux - Emotion provoquée par les questions fiscales en France: taxe d'habitation, taxe professionnelle, taxe à la valeur ajoutée (TVA) - Volonté de rupture du Gouvernement, évoquée par M. Maurice Blin, rapporteur général, ou simple volonté de changement.

**Suite de la discussion générale** - (24 novembre 1981) - (p. 3053): progression du budget d'investissement de l'agriculture; autorisations de programme - Secteur hydraulique - Education nationale; progression des autorisations de programme; crédits de paiement - Difficultés des régions viticoles et création d'un office des vins - Coût des contrats de solidarité - Différence entre un déficit passif du fonctionnement et un déficit actif - Inflation et chômage - Relance: importance de l'environnement international et apport propre de la France; investissement et consommation - Absence de propositions de la part de l'opposition - Déficit et insuffisance de la croissance pour résorber le chômage; nécessité d'une relance supplémentaire et d'un meilleur partage du travail - (p. 3054): recettes nouvelles: fiscalité directe et indirecte - Développement industriel - Créations d'emplois publics et qualité des services publics - Nécessité d'une réforme de la taxe professionnelle - Référence à la courbe de Laffer et niveau de la pression fiscale et sociale - Taux de croissance - (p. 3055): opposition à une

modification du titre du projet : « impôt sur le patrimoine » - Capitalisme industriel et bancaire - Protection de l'esprit d'entreprise et nationalisation du secteur bancaire - Taux de l'impôt sur la fortune ; cas de l'Allemagne fédérale ; solidarité et recensement des revenus - Taxation des alcools et du cognac - (p. 3056) : compréhension des élus et des professionnels ; mécanisme d'aide aux petits producteurs - Défense de l'emploi - Aide à l'investissement en faveur des petites et moyennes entreprises (PME) - Hommage rendu au travail accompli par la commission des finances sous l'autorité de son président avec le concours du rapporteur général.

*Discussion des articles de la première partie :*

(24 novembre 1981) - Avant l'art. 2 (p. 3058) : demande le rejet des amendements n° 284 de M. Maurice Blin, rapporteur général - (intitulé : « I - Impôt sur le patrimoine ») et n° 435 de M. Jean Chérioux (intitulé : paragraphe I : « Impôt sur certains éléments du patrimoine ») - Art. 2 (p. 3063) : s'oppose à l'amendement n° 382 de M. Christian Poncelet (substitution de la taxe sur la transmission du patrimoine et de la surtaxe sur la fortune de l'héritier ou du donataire aux droits de mutation par décès et aux droits de donation) - S'oppose à l'amendement n° 286 de MM. Edouard Bonnefous et Maurice Blin, rapporteur général (fixation pour 1982 du seuil d'assujettissement à l'impôt sur la fortune) - S'oppose aux amendements de M. Louis Virapoullé n° 371 (fixation d'un seuil d'exonération en cas de mutation ou de succession), n° 372 (possibilité d'imposition séparée pour les personnes mariées, quel que soit leur régime matrimonial), et n° 322 (exclusion du champ d'application de l'impôt sur la fortune de la valeur de la résidence principale) - S'oppose à l'amendement n° 112 de M. Pierre Vallon soutenu par M. Jacques Mossion (report au 1<sup>er</sup> janvier 1983 de la mise en application de l'impôt sur la fortune) - S'oppose à l'amendement de coordination n° 285 de M. Maurice Blin rapporteur général - Sur l'exclusion du champ d'application de l'impôt sur la fortune des biens professionnels, s'oppose aux amendements de M. Pierre Ceccaldi-Pavard n° 113, 114 et 115 - S'oppose à l'amendement n° 341 de M. Frédéric Wirth soutenu par M. Philippe de Bourgoing (actualisation des conventions fiscales) - S'oppose à l'amendement n° 235 de M. Paul Robert (révision annuelle du montant de l'impôt dans le cadre du projet de loi de finances) - S'oppose à l'amendement n° 410 de MM. Paul Girod et Jacques Moutet (prise en compte des conditions les plus favorables en 1982 pour calculer la situation de la famille lors de la déclaration) - (p. 3064) : s'oppose à l'amendement n° 327 de M. Raymond Bourguine (calcul du seuil d'imposition par personne fiscale et non par foyer fiscal) - Art. 3 (p. 3066) : demande le retrait de l'amendement n° 237 de M. Josy Moinet, soutenu par M. Michel Rigou (déductions fiscales pour les handicapés) - Après l'art. 2 (p. 3067) : demande le retrait de l'amendement n° 116 de M. Francis Palmero (indemnisation des français rapatriés d'outre-mer) - Art. 3 (suite) : demande le retrait de l'amendement n° 120 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Francis Palmero (exclusion du calcul de l'assiette de l'impôt de l'indemnisation des français rapatriés d'outre-mer) - Après l'art. 2 (suite) (p. 3068) : s'oppose à l'amendement n° 287 de M. Maurice Blin, rapporteur général (fixation du plafond d'imposition) - (p. 3070) : s'oppose à l'amendement n° 57 de M. Maurice Schumann, soutenu par M. Michel Caldaguès (fixation du plafond d'imposition) - Art. 3 (suite) (p. 3072) : s'oppose à l'amendement n° 60 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (réduction de la valeur de l'habitation principale lors du calcul de l'assiette de l'impôt - (p. 3075, 3076) : sur la protection des couples légitimes au regard de la déclaration, s'en remet à la sagesse du Sénat sur les amendements n° 288 de M. Maurice Blin, rapporteur général, n° 58 de M. Pierre Sallenave, n° 247 de M. Jacques Descours Desacres, n° 413 de M. Paul Girod, n° 385 de M. Christian Poncelet, et s'oppose aux amendements de M. Michel Giraud, n° 275 et 276, soutenus par M. Louis Souvet - Art. 2 (suite) : sur la

taxation des couples mariés, s'en remet à la sagesse du Sénat sur les amendements n° 327, précédemment réservé de M. Raymond Bourguine et n° 372, précédemment réservé, de M. Louis Virapoullé

Suite de la discussion - (25 novembre 1981) - Art. 3 (p. 3096) : s'oppose à l'amendement n° 414 de M. Paul Girod (prise en compte des situations de famille pour le calcul de l'assiette de l'impôt) - (p. 3097) : s'oppose à l'amendement n° 291 de MM. Maurice Blin, rapporteur général, et Christian Poncelet (élévation du seuil concernant les biens industriels et professionnels susceptibles d'être imposés au titre de l'impôt sur le patrimoine) - (p. 3099) : estime sans objet les amendements identiques n° 122 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard et n° 224 de M. Jean-François Pintat (déductibilité des dettes de l'actif imposable) - S'oppose à l'amendement n° 289 de MM. Maurice Blin, rapporteur général, et Geoffroy de Montalembert (justification du passif et article 109 du code de commerce) - S'oppose à l'amendement n° 59 de M. Jean-François Pintat (exonération en faveur d'immeubles réservés par un plan d'occupation des sols au profit d'une collectivité publique) - S'oppose à l'amendement n° 128 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard (abattement de 50 % sur la valeur des immeubles entrant dans le champ d'application de la loi n° 48-360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948) - (p. 3101) : demande le retrait de l'amendement n° 384 de M. René Tomasini, soutenu par M. Christian Poncelet (extension aux restaurateurs des dispositions prévues en faveur des propriétaires et négociants concernant les stocks) - S'oppose aux amendements n° 282 de M. Jacques Larché, soutenu par M. Michel d'Aillières (exclusion des stocks agricoles de l'assiette de l'impôt sur le capital), n° 77 de M. Roland du Luart (exclusion des stocks nécessaires à l'exercice d'une profession industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale pour le calcul de l'impôt sur le capital) et n° 119 de M. Paul Séramy (prise en compte à leur valeur comptable des stocks de vin et d'alcool pour le calcul de l'impôt sur le capital) - S'oppose à l'amendement de coordination n° 290 de M. Maurice Blin, rapporteur général - (p. 3105) : s'oppose à l'amendement n° 293 de M. Maurice Blin, rapporteur général (1<sup>o</sup> exonération totale de l'impôt sur le patrimoine des immeubles classés monuments historiques ouverts au public ; 2<sup>o</sup> exonération à 50 % des mêmes immeubles dans le cas où seuls les parc et jardins sont ouverts au public) - (p. 3110) : s'oppose à l'amendement n° 292 de M. Maurice Blin, rapporteur général (suppression de la restriction en cas de vente pour l'exportation pour le calcul des bases de l'imposition) et à l'amendement n° 8 de M. Henri Caillavet (non prise en compte des bijoux, objets d'antiquité, d'art ou de collection, pour le calcul de l'impôt sur le patrimoine, sauf dans le cas de vente à l'exportation) - S'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 359 de M. Henri Duffaut (possibilité d'exonération pour les artistes vivants dans le cas d'exportation d'oeuvres d'art) - S'oppose à l'amendement n° 373 de M. Louis Virapoullé, soutenu par M. Marcel Rudloff (estimation des meubles meublants pour le calcul de l'impôt sur le patrimoine) - (p. 3111) : s'oppose aux amendements n° 412 de M. Paul Girod (non prise en compte de la valeur de capitalisation des droits à retraite de base et de la valeur de capitalisation des rentes viagères), n° 123 de M. Francis Palmero (exonération de l'impôt pour les plans et comptes d'épargne à long terme), n° 374 de M. Louis Virapoullé, soutenu par M. Marcel Rudloff (exclusion de l'assiette de l'impôt des intérêts des dépôts dans les caisses d'épargne dans la limite des sommes exonérées d'impôts sur le revenu), n° 375 de M. Louis Virapoullé, soutenu par M. Marcel Rudloff (non prise en compte des titres d'emprunts et des obligations de l'Etat et des collectivités locales pour le calcul de l'impôt) et n° 406 de M. Louis Virapoullé, soutenu par M. Marcel Rudloff (prise en compte à la moitié de leur valeur des titres d'emprunts des obligations de l'Etat et des collectivités locales pour le calcul de l'impôt) - (p. 3114) : s'oppose aux amendements n° 79 de M. Roland du Luart (évaluation des terres plantées en vignes, en mûriers et en arbres fruitiers selon les modalités de l'article 1509-II du code général des impôts) et n° 126 de M. Paul Séramy (exclusion du calcul

de la valeur du patrimoine des biens à usage des sports équestres) - (p. 3115) : s'oppose à l'amendement de coordination n° 480 de M. Maurice Blin, rapporteur général - Art. 4 (p. 3116) : s'oppose aux amendements n° 80 de M. Roland du Luart (définition des biens professionnels étendue aux biens nécessaires à l'exercice d'une profession industrielle, commerciale, artisanale ou agricole destinés à la location), n° 139 de M. Alphonse Arzel, soutenu par M. Jacques Mossion (considération comme biens professionnels des biens nécessaires à l'exercice d'une profession industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale), n° 294 de MM. Maurice Blin, rapporteur général, et Jacques Descours Desacres (prise en compte comme biens professionnels des biens nécessaires à l'exercice d'une activité principale tant par leur propriétaire que par le conjoint de celui-ci) et n° 136 de M. Auguste Chupin, soutenu par M. Francis Palmero (modification de la définition des biens professionnels) - (p. 3117) : s'oppose à l'amendement n° 131 de M. Jacques Mossion (prise en compte comme biens professionnels des parts de sociétés de personnes dont les bénéficiaires sont soumis à l'impôt sur le revenu dans la catégorie des bénéfices agricoles, des bénéfices industriels ou commerciaux ou des bénéfices non commerciaux) - (p. 3118) : s'oppose aux amendements n° 257 de MM. Charles de Cuttoli et Paul Girod (prise en compte comme biens professionnels des parts de sociétés civiles constituées entre époux, parents ou alliés dans la même ligne, pour la fraction de leur valeur correspondant aux biens loués en vue de l'exercice d'une profession libérale à titre principal par l'un des conjoints) et n° 274 de M. Michel Giraud, soutenu par M. Michel Chauty (prise en compte comme biens professionnels des parts du gérant minoritaire et du principal actionnaire) - (p. 3121) : s'oppose aux amendements n° 295 de M. Maurice Blin, rapporteur général (prise en compte comme biens professionnels des actions des sociétés représentant plus de 75 % des autres biens soumis à l'imposition), n° 407 de M. Jacques Larché, soutenu par M. Michel d'Aillières (élargissement de la base familiale à partir de laquelle serait calculée l'assiette des biens professionnels), n° 133 de M. Francis Palmero (prise en compte comme biens professionnels des actions détenues indirectement), n° 135 de M. Pierre Lacour (élargissement de la base familiale à partir de laquelle serait calculée l'assiette des biens professionnels), n° 24 de M. Pierre Gamboa, soutenu par M. Camille Vallin (rétablissement du critère de participation majoritaire dans une société pour bénéficiaire de la franchise relative aux biens professionnels) et n° 388 de M. Christian Poncelet (remplacement du critère de nécessité par celui d'affectation pour l'appréciation de la qualité des biens professionnels), n° 51 de M. Yves Durand et n° 132 de M. Francis Palmero (extension de la prise en compte comme biens professionnels pour le propriétaire qui exerce ses fonctions à titre principal dans une ou plusieurs sociétés ayant la même nature d'activité) et n° 479 de M. Maurice Blin, rapporteur général (prise en compte comme biens professionnels des sociétés holdings) - (p. 3123) : s'oppose à l'amendement n° 134 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Paul Pillet (prise en compte comme biens professionnels des actions détenues par les salariés au sein de leur entreprise) - (p. 3125) : s'oppose aux amendements n° 81 de M. Roland du Luart (prise en compte comme biens professionnels des parts de groupements fonciers agricoles, GFA), n° 437 de M. Jean Amelin (prise en compte comme biens professionnels des vignobles d'appellation contrôlée) et n° 225 de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. Michel Miroudot (prise en compte comme biens professionnels des apports en numéraire) - (p. 3127) : demande le retrait de l'amendement n° 83 de M. Roland du Luart (prise en compte comme biens professionnels des parts coopératives) - S'oppose à l'amendement n° 84 de M. Roland du Luart (prise en compte comme biens professionnels de la « maison de maître » qui donne son nom à un vignoble) - S'oppose à l'amendement n° 296 de MM. Maurice Blin, rapporteur général, et Christian Poncelet (prise en compte comme biens professionnels des parts détenues dans un groupement forestier) - Après l'art. 4 (p. 3130) : demande le retrait de l'amende-

ment n° 150 de M. Pierre Croze (prise en compte comme biens professionnels des biens agricoles des invalides et handicapés qui ne peuvent les exploiter eux-mêmes) - Art. 5 : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 141 de M. Raymond Poirier, soutenu par M. Marcel Rudloff (non prise en compte de l'indemnisation d'un préjudice moral ou corporel pour le calcul de l'impôt sur le patrimoine) - (p. 3132) : s'oppose à l'amendement n° 297 de MM. Maurice Blin, rapporteur général, et Yves Durand (prise en compte des biens grevés d'un usufruit dans le patrimoine du nu-propriétaire pour le calcul de l'impôt sur le patrimoine) - (p. 3135) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 298 de MM. Maurice Blin, rapporteur général, et Christian Poncelet (non prise en compte dans le patrimoine de l'usufruitier pour le calcul de l'impôt sur la fortune des biens ayant fait l'objet d'un don ou legs à l'Etat, aux départements, aux communes et aux établissements publics nationaux à caractère administratif) - (p. 3136) : s'oppose à l'amendement n° 332 de M. Raymond Bourguin (exemption de l'impôt pour les placements financiers situés en France) - Art. 6 (p. 3139) : s'oppose aux amendements n° 54 de M. Georges Lombard (indexation des tranches du barème de l'impôt sur le patrimoine), n° 25 de M. Pierre Gamboa (adjonction d'une tranche supplémentaire dans le barème d'imposition sur le patrimoine), n° 299 de coordination de M. Maurice Blin, rapporteur général, n° 447 de M. Geoffroy de Montalembert (application pour le calcul de l'imposition sur le patrimoine des abattements prévus pour le calcul de l'impôt sur le revenu concernant le conjoint et les enfants), n° 397 de M. René Tomasini, soutenu par M. Christian Poncelet (non mise en recouvrement des impôts inférieurs à 1000 F), n° 300 de MM. Maurice Blin, rapporteur général, et Jacques Descours Desacres (prise en compte dans le calcul du bien imposable de la situation de famille du contribuable) et n° 301 de coordination de M. Maurice Blin, rapporteur général.

Suite de la discussion - (26 novembre 1981) - Art. 7 (p. 3154) : s'oppose à l'amendement n° 89 de M. Roland du Luart (possibilité de déduction du montant des impôts d'une somme égale au montant des investissements en biens professionnels) - S'oppose aux amendements identiques n° 152 de M. Francis Palmero, soutenu par M. Marcel Rudloff, n° 221 de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. Jacques Descours Desacres et n° 268 de M. Pierre Cantegrit, soutenu par M. René Touzet (montant de l'impôt et déduction du montant de l'investissement net en biens professionnels amortissables réalisés par l'entreprise et ses filiales) - S'oppose aux amendements de M. Christian Poncelet, soutenu par M. Marc Bécam n° 439 (prise en compte des sommes de formation du personnel pour déduction du montant des impôts), n° 398 (déduction fiscale et calcul de l'excédent d'investissements sur la valeur moyenne des deux ou trois derniers exercices) et n° 399 (dirigeants des sociétés mères et prise en compte de l'excédent d'investissements par consolidation des éléments servant de base au calcul) - S'oppose aux amendements de M. René Tomasini, soutenus par M. Marc Bécam, n° 440 (prise en compte des travaux d'amélioration de la forêt comme excédent des dépenses d'investissement) et n° 441 (déduction de l'impôt sur les immeubles locatifs des sommes investies dans l'acquisition et la construction de logements) - S'oppose aux amendements de M. Paul Girod n° 417 (montant de l'impôt et possibilité de déduction des investissements nets en biens vivants) et n° 428 (déduction fiscale pour excédent d'investissements supérieure au montant de l'impôt; déductibilité des crédits d'impôt obtenus) - S'oppose à l'amendement n° 26 de M. Pierre Gamboa (déduction fiscale pour excédent d'investissements et conditions de l'accroissement des effectifs) - Après l'art. 7 (p. 3156) : demande le rejet des amendements n° 90 de M. Roland du Luart (impôt sur les sociétés et déduction du montant de l'impôt sur les grandes fortunes dû sur des biens affectés à une profession) et n° 230 de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. Jacques Descours Desacres (déductibilité de l'impôt sur la fortune des investissements affectés à des fonds ruraux donnés à bail) - Demande le

rejet de l'amendement n° 442 de M. Christian Poncelet (déductibilité de l'impôt sur la fortune des taxes payées sur le patrimoine) - (p. 3157) : demande le rejet de l'amendement n° 451 de M. Paul Séramy, soutenu par M. Marcel Rudloff (monuments classés ou inscrits et déduction du montant des biens ou sommes consacrés à l'entretien et à la rénovation) - **Art. 8** (p. 3158) : s'oppose aux amendements identiques n° 252 de M. Jacques Descours Desacres et n° 418 de MM. Paul Girod et Jacques Moutet (suppression des dispositions de cet article concernant les pénalités applicables à défaut de déclaration relative à l'impôt sur la fortune) - S'oppose à l'amendement n° 445 de M. Christian Poncelet (décès du contribuable et déduction des droits de succession des sommes versées au titre de l'impôt sur le patrimoine) - (p. 3159) : s'oppose à l'amendement n° 446 de M. René Tomasini (évaluation du patrimoine et calcul de l'impôt ; déduction des frais nécessités pour recours à des conseils juridiques ou fiscaux) - **Art. 9** (p. 3161) : s'oppose à l'amendement n° 409 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. Roland du Luart (impôt sur le patrimoine et abattement pour les parts des groupements forestiers et des groupements fonciers agricoles) - Demande le retrait de l'amendement n° 419 de M. Paul Girod (loi du marché et établissement de la valeur vénale des biens ; litiges et charge de la preuve à l'administration) - (p. 3163) : imposition des Français domiciliés hors de France et impôt sur la fortune ; cite les dispositions du code général des impôts - **Art. 10** : impôt sur la fortune et prise en compte des instruments d'épargne futurs ou des bons à régime fiscal particulier tels les bons de capitalisation - (p. 3164) : accepte l'amendement de coordination n° 304 de M. Maurice Blin, rapporteur général et s'oppose à l'amendement n° 231 de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. Jacques Descours Desacres et repris par M. Maurice Blin, rapporteur général (application de l'impôt sur la fortune aux bons émis à compter de la date d'entrée en vigueur de la loi de finances) - **Art. 2 (suite)** (p. 3165) : impôt sur la fortune et qualité de certains amendements sénatoriaux - Réforme de la fiscalité agricole - Projet gouvernemental d'impôt sur la fortune et dénaturation par le Sénat ; cas de la modification du titre de cet impôt - Création par le Sénat d'un impôt temporaire sur quelques éléments des grandes fortunes - (p. 3166) : problème de la taxation des biens professionnels - Plafonnement de l'impôt sur le revenu et sur la fortune à 80 % du revenu - Caractère provisoire de l'impôt sur la fortune voté par le Sénat - Exonérations pour les rapatriés, pour la totalité des stocks professionnels, les comptes d'épargne à long terme, les livrets des caisses d'épargne, les bons anonymes et les trois quarts des parts de groupements fonciers agricoles et des baux à long terme - Abattements sur la valeur de l'habitation principale, celle des immeubles régis par la loi de 1948 - Assimilation des actions de sociétés à des biens professionnels - Impôts sur la fortune et abattement supplémentaire en fonction de la situation familiale - Déduction des taxes sur le foncier bâti et non bâti - Importance de la réforme concernant l'impôt sur la fortune - Rappelle les efforts de Jean Jaurès et de Léon Blum pour l'institution d'un impôt sur la fortune. - (p. 3170) : vote favorable sur cet article et refus d'un impôt sur les grandes fortunes - **Après l'art. 10** (p. 3171) : demande le retrait de l'amendement n° 27 de M. Camille Vallin, soutenu par M. Paul Jargot (établissement d'une étude gouvernementale pour la création d'un impôt sur le capital des sociétés en fonction de leur actif net réévalué) - Demande le retrait de l'amendement n° 255 de M. Paul Jargot (imposition des revenus de placement effectués au titre d'un contrat d'assurance-vie) - **Art. 11** (p. 3175) : demande le retrait de l'amendement n° 28 de M. Camille Vallin, soutenu par M. Paul Jargot (barème de l'impôt sur le revenu et établissement d'une tranche d'imposition à 65 %) - (p. 3176) : demande le retrait de l'amendement n° 357 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard (enfants de moins de 25 ans inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi et prise en compte comme personne à charge au titre de l'impôt sur le revenu) - Enfants majeurs chômeurs à charge et possibilité de déduction fiscale - Demande le retrait de l'amendement n° 104 de M. Jacques Mossion (impôt sur le

revenu et augmentation des déductions fiscales des personnes âgées de moins de 65 ans et des invalides aux revenus modestes) - (p. 3177) : à propos de l'extension du bénéfice de la déduction pour frais de garde à tous les couples exerçant une activité professionnelle, demande le retrait des amendements n° 29 de Mme Marie-Claude Beauveau et n° 103 de M. Daniel Millaud - (p. 3178) : demande le retrait des amendements n° 160 de M. Marcel Rudloff (adhésion des chefs d'entreprises aux centres de gestion agréés et bénéfice de l'abattement réservé aux salariés quel que soit leur chiffre d'affaires) et n° 420 de M. Paul Girod (centres de gestion agréés et abattements fiscaux ; application des mêmes règles pour les agriculteurs et les professions libérales) - Au sujet des centres de gestion agréés et du relèvement des limites du chiffre d'affaires pour l'octroi d'abattements fiscaux, demande le retrait des amendements n° 423 de M. Paul Girod et n° 166 de M. Jean Cauchon, soutenu par M. Marcel Rudloff - Demande le retrait de l'amendement n° 448 de M. René Tomasini, soutenu par M. François Collet (centres de gestion agréés et relèvement de la limite de la déduction fiscale attachée au salaire du conjoint) - (p. 3179) : s'oppose à l'amendement n° 102 de M. Daniel Millaud (réduction à deux ans du délai donné à l'administration pour son droit de reprise vis-à-vis des salariés ou des retraités) - (p. 3180) : s'oppose aux amendements de M. Paul Girod n° 421 (suppression des dispositions de cet article concernant le plafonnement de la demi-part de réduction d'impôt sur le revenu), n° 422 (réduction d'impôt d'une part pour les foyers fiscaux d'une seule personne et de deux parts pour les foyers fiscaux d'au moins deux personnes) et n° 240 (absence de plafonnement pour la demi-part supplémentaire pour le 3<sup>e</sup> enfant) - S'oppose aux amendements identiques n° 449 de M. René Tomasini, soutenu par M. Michel Chauty et n° 98 de M. Jean Cauchon, soutenu par M. Marcel Rudloff (non application du plafonnement de la réduction d'une demi-part d'impôt aux demi-parts additionnelles attribuées aux enfants invalides) - S'oppose à l'amendement n° 109 de M. Jean Cauchon, soutenu par M. Marcel Rudloff (hausse du plafonnement de la demi-part de réduction d'impôt sur le revenu) - S'oppose aux amendements n° 108 de M. André Rabineau, soutenu par M. Paul Pillet (indexation sur la hausse des prix du plafonnement de la demi-part de réduction d'impôt sur le revenu) et n° 163 de M. François Collet (indexation sur la 7<sup>e</sup> tranche du barème de l'impôt sur le revenu du plafonnement de la demi-part de réduction d'impôt) - (p. 3181) : s'oppose aux amendements de M. Jean Cauchon, soutenus par M. Paul Pillet n° 99 (rattachement d'enfants majeurs au foyer fiscal et augmentation de l'avantage fiscal accordé) et n° 107 (demi-part supplémentaire de quotient familial pour au moins deux enfants à charge ; compensation de recettes) - (p. 3182) : s'oppose à l'amendement n° 31 de Mme Monique Midy (conjoint marié invalide et augmentation d'une demi-part du quotient familial ; compensation de recettes) - (p. 3183) : vote d'amendements par le Sénat sur la création ou la suppression de recettes ou de dépenses ; application de l'article 40 de la Constitution - (p. 3184) : s'oppose aux amendements n° 476 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. François Collet (suppression des dispositions de cet article augmentant le taux de la TVA sur la nourriture pour les animaux familiers ; création d'une taxe à l'importation sur les automobiles provenant de pays autres que ceux de la CEE), n° 376 de MM. Jacques Pelletier et Paul Girod (augmentation de la TVA sur les achats de perles et de pierres précieuses) et n° 13 de M. Robert Schmitt soutenu par M. Philippe de Bourgoing (majoration de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance) - S'oppose à l'amendement n° 66 de M. Paul Guillard, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (déduction fiscale pour dépenses engagées par l'emploi de personnel de maison ; compensation de recettes) - Demande le retrait de l'amendement n° 101 de M. Jean Cauchon, soutenu par M. Paul Pillet (revalorisation du plafond des déductions forfaitaires pour frais professionnels) - (p. 3185) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 158 de M. Charles Ferrant, soutenu par M. Paul Pillet (impôt sur le

revenu et augmentation des déductions du plafond pour les intérêts des emprunts contractés pour la construction de l'immeuble) - Demande le rejet de l'amendement n° 164 de M. Pierre Salvi, soutenu par M. Paul Pillet (application aux pensions de retraite et d'invalidité des déductions fiscales relatives aux frais inhérents à la fonction ou à l'emploi) - S'oppose à l'amendement n° 165 de M. Pierre Salvi, soutenu par M. Paul Pillet (suppression des dispositions du code général des impôts instituant un abattement de 10 % pour l'imposition des pensions et retraites; compensation de recettes) - (p. 3186): oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 241 de M. Jacques Moutet, soutenu par M. Paul Girod (réévaluation du plafond de la déduction forfaitaire supplémentaire applicable aux voyageurs-représentants et placiers de commerce ou d'industrie; compensation de recettes) - **Après l'art. 11** (p. 3188): demande le retrait de l'amendement n° 32 de Mme Danièle Bidard, soutenu par M. Gérard Ehlers (abrogation des dispositions concernant l'avoir fiscal) - (p. 3189): demande le retrait de l'amendement n° 33 de M. Hector Viron, soutenu par M. Pierre Gamboa (demandeurs d'emploi et possibilité du report du paiement de leur impôt jusqu'à la reprise d'activités; compensation de recettes) - Instructions aux services fiscaux pour accorder l'étalement de l'impôt aux chômeurs et ne pas appliquer la pénalité de 10 % pour retard - (p. 3190): demande le retrait de l'amendement n° 34 de M. Pierre Gamboa (droit pour le conjoint survivant ou les ayants droit du défunt à l'étalement du versement du tiers provisionnel et du solde de l'impôt sur trois ans à partir du décès) - Instructions concernant l'octroi de délai de paiement par le Trésor - Demande le retrait de l'amendement n° 167 de M. Marcel Rudloff, soutenu par M. Paul Pillet (agrément des centres de gestion des artisans; abaissement du seuil minimal du nombre d'adhésions après trois années d'existence pour le maintien de l'agrément) - (p. 3191): demande le retrait de l'amendement n° 168 de M. Marcel Rudloff, soutenu par M. Paul Pillet (déduction du bénéfice imposable de l'entreprise du salaire du conjoint participant à l'exercice de la profession) - S'oppose à l'amendement n° 169 de M. Jean-Pierre Blanc, soutenu par M. Paul Pillet (revenus inférieurs au plafond de la huitième tranche du barème de l'impôt et déduction des dépenses consacrées au personnel de maison) - Demande le retrait de l'amendement n° 170 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Paul Pillet (principe et modalités d'application de la création du titre-vacances; compensation de recettes) - S'oppose à l'amendement n° 171 de M. Marcel Rudloff, soutenu par M. Pierre Ceccaldi-Pavard (réévaluation de l'abattement octroyé aux adhérents des associations agréées des professions libérales) - (p. 3193): demande le retrait de l'amendement n° 424 de M. Paul Girod (conjoints percevant un revenu et déduction des dépenses de frais de garde pour les enfants à charge de moins de trois ans; création d'une taxe différentielle sur les motocyclettes) - **Art. 11 bis** (p. 3194): s'oppose à l'amendement n° 307 de M. Maurice Blin, rapporteur général (suppression de cet article relatif à l'obligation de déclaration annuelle à l'administration fiscale pour toute personne versant des traitements ou salaires) - **Art. 12** (p. 3195): demande le retrait des amendements n° 67 de M. Michel Miroudot, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu en 1981 inférieure à 50000 F et bénéfice d'une décote sur cette majoration), n° 242 de MM. Josy Moinet et Michel Rigou (substitution au prélèvement sur les provisions techniques des assurances d'une taxe sur les conventions d'assurance), n° 465 de M. René Tomasini, soutenu par M. François Collet (non application de la majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu de 1981 aux retraités et veuves de retraités), ainsi que des amendements de M. Pierre Ceccaldi-Pavard n° 344 (suppression des dispositions de cet article prévoyant une taxation exceptionnelle du montant des provisions techniques des entreprises d'assurance) et n° 351 (application de la taxation exceptionnelle sur les provisions techniques aux organismes d'assurance).

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Art. 13** (p. 3209): s'oppose à l'amendement n° 173 de M. Paul Séramy, soutenu par M. Daniel Millaud (suppression de cet article relatif à la diminution des taux des déductions forfaitaires applicables aux revenus fonciers) - S'oppose également aux amendements n° 174 de M. Alphonse Arzel et n° 175 de M. Henri Le Breton, soutenu par M. Adolphe Chauvin (modification du taux de la déduction forfaitaire applicable aux revenus fonciers) - **Art. 13 bis** (p. 3210): s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 308 de M. Maurice Blin, rapporteur général (suppression de cet article introduit par l'Assemblée nationale, qui institue une taxation exceptionnelle des bénéfices réalisés en 1981 par les syndicats et administrateurs judiciaires) - S'oppose à l'amendement n° 324 de M. Daniel Millaud (taxation des ouvrages écrits par des personnalités exerçant leurs activités à la télévision française) - **Après l'art. 13 bis**: demande le retrait de l'amendement n° 176 de M. Dominique Pado, soutenu par M. Adolphe Chauvin (exonération de la taxe d'habitation pour les emplacements de stationnement non couverts) - (p. 3211): demande le retrait de l'amendement n° 403 de M. Jacques Habert (généralisation de l'abattement sur la part de chaque frère ou soeur pour la perception des droits de mutation) - **Art. 14** (p. 3212): s'oppose aux amendements de M. Maurice Blin, rapporteur général, n° 309 (exonération de la taxation des frais généraux engagés pour l'exportation) et n° 310 (exonération de la taxation des frais généraux pour les petites et moyennes entreprises nouvelles) - (p. 3213): s'oppose aux amendements n° 261 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard (suppression de la taxation des frais généraux pour les assujettis à l'impôt sur les bénéfices non commerciaux) et n° 178 de M. Auguste Chupin, soutenu par M. Adolphe Chauvin (limitation de la taxation des frais généraux aux entreprises de plus de cinquante salariés) - S'oppose aux amendements n° 473 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. Michel Chauty (estimation des frais généraux en fonction du chiffre d'affaires des entreprises et notamment de la part du chiffre d'affaires réalisée à l'exportation) et n° 181 de M. Paul Séramy (suppression de la taxation des frais généraux des entreprises en ce qu'elle concerne les frais de restaurant) - (p. 3215): accepte l'amendement n° 362 de M. Henri Duffaut (taxation des frais généraux et substitution de la notion de dirigeants ou cadres de direction à la notion de personnes les mieux rémunérées) - (p. 3216): s'oppose à l'amendement n° 5 déposé par M. Paul Malassagne au nom de la commission des affaires économiques et soutenu par M. Michel Chauty, président de cette commission (taxation des frais généraux: suppression de la taxation des frais de congrès et manifestations assimilées et limitation de la taxation des frais de croisière et de voyage) - (p. 3217): demande le retrait des amendements identiques n° 311 de M. Maurice Blin, rapporteur général, et n° 363 de M. Henri Duffaut (taxation des frais généraux: suppression de la taxation des frais de congrès et manifestations assimilées) - Son amendement n° 488: relèvement du seuil de taxation des frais de congrès et manifestations assimilées; retiré - (p. 3219): demande le retrait de l'amendement n° 364 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, soutenu par M. Henri Duffaut (taxation des frais généraux: déduction des frais se rapportant à l'exercice d'une fonction représentative syndicale ou professionnelle et des frais d'inscription et de participation à des congrès ou manifestations d'intérêt général professionnel ou ayant pour objet la formation ou le perfectionnement des participants); s'oppose à cet amendement repris par M. Adolphe Chauvin - (p. 3220): demande le retrait de l'amendement n° 263 de M. Marcel Rudloff, soutenu par M. Adolphe Chauvin (taxation des frais généraux: multiplication des seuils d'imposition dans le cas de sociétés civiles professionnelles ou d'associations agréées); problème des sociétés civiles professionnelles posé par l'amendement: remboursement des frais de voiture et absence de taxation; appréciation de la limite prévue pour les frais de congrès au niveau de chacun des membres - (p. 3221): s'oppose à l'amendement n° 466 de M. René Tomasini, soutenu par M. Michel Chauty (taxation des frais généraux: modulation du taux

de la taxe selon le montant des dépenses engagées) - S'oppose à l'amendement n° 183 de M. François Dubanchet, soutenu par M. Adolphe Chauvin (réduction de 30 à 10 % du taux de la taxation des frais généraux) - S'oppose à l'amendement n° 180 de M. André Rabineau, soutenu par M. Adolphe Chauvin (déductibilité pour le calcul de l'assiette de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés) - (p. 3222) : demande le retrait de l'amendement n° 185 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, soutenu par M. Adolphe Chauvin (modalités d'application des dispositions de l'article 39-4 du code général des impôts interdisant la déduction de certaines charges en cas d'opération de crédit-bail ou de location de voitures particulières) - S'oppose à l'amendement n° 468 de M. René Tomasini, soutenu par M. Michel Chauty (rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur l'application de la taxation de certains frais généraux et sur ses conséquences) - Après l'art. 14 (p. 3223) : demande le retrait de l'amendement n° 35 de M. Pierre Gamboa (taux réduit de la TVA sur les véhicules automobiles des personnes handicapées; contrepartie dans le plafonnement des sommes admises en déduction de l'impôt sur les sociétés) et de l'amendement n° 36 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Raymond Dumont (remboursement aux associations de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 de la TVA, afférente à leurs travaux d'équipement; contrepartie dans la restriction du champ d'application du régime des entreprises mères et filiales) - Art. 14 bis (p. 3224) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 312 de M. Maurice Blin, rapporteur général (suppression de cet article instituant un prélèvement sur les bénéfices des entreprises de travail temporaire) - Art. 15 : demande le retrait de l'amendement n° 188 de M. Louis Jung, soutenu par M. Adolphe Chauvin (abaissement à 1 pour 1000 pour les caisses de crédit mutuel du taux du prélèvement exceptionnel sur les banques et établissements de crédit) - Art. 16 bis (p. 3226) : accepte l'amendement de coordination n° 313 de M. Maurice Blin, rapporteur général - S'oppose à l'amendement n° 314 de M. Maurice Blin, rapporteur général (suppression de l'indexation de la redevance communale et départementale sur les hydrocarbures) - Accepte l'amendement n° 365 de M. Henri Duffaut (1<sup>o</sup> liste complémentaire de produits visés par les redevances communales et départementales sur les hydrocarbures; 2<sup>o</sup> indexation de ces redevances sur la valeur du produit intérieur brut) - Après l'art. 16 bis (p. 3227) : sur l'amendement n° 347 de M. André Bohl (taux des redevances communales des mines pour le charbon), son sous-amendement n° 495 : réduction de l'augmentation proposée pour la redevance communale des mines pour le charbon; rejeté - Art. 17 (p. 3229) : demande le retrait de l'amendement n° 269 de M. Jean-Pierre Cantegrit (fiscalité des sociétés de promotion immobilière : définition des entreprises redevables du prélèvement sur les produits réalisés à l'occasion d'opérations de construction-vente); s'oppose à l'amendement n° 315 de M. Maurice Blin, rapporteur général (fiscalité des sociétés de promotion immobilière : suppression du caractère rétro-actif de la définition des entreprises redevables du prélèvement sur les profits réalisés à l'occasion d'opérations de construction-vente) - Après l'art. 17 (p. 3230) : accepte l'amendement n° 368 de M. Henri Duffaut (redevance sur les éditions de livres au profit du Centre national des lettres : relèvement du seuil d'exonération des petits éditeurs) - Avant l'art. 18 : demande le retrait de l'amendement n° 37 de Mme Marie-Claude Beaudeau (institution d'une taxe sur la valeur ajoutée des entreprises de plus de cent salariés) - Tarif des crèches - Détermination de l'assiette des cotisations de sécurité sociale - (p. 3231) : demande le retrait de l'amendement n° 38 de M. Fernand Lefort (création au profit de l'Etat d'une taxe assise sur le montant des provisions pour reconstitution de gisement; subvention pour travaux d'entretien et de rénovation des offices publics d'HLM et des organismes de construction à caractère social) - S'oppose à l'amendement n° 453 de M. René Tomasini, soutenu par M. Michel Chauty (suppression de la TVA sur les produits alimentaires de première nécessité; compensation par la taxation à due concurrence de

l'importation de motocycles des pays autres que ceux de la CEE) - Art. 18 (p. 3232) : s'oppose à l'amendement n° 190 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Marcel Lemaire (suppression de cet article relatif au montant et à l'indexation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers) - (p. 3233) : s'oppose aux amendements identiques n° 3, déposé par M. Marcel Lucotte au nom de la commission des affaires économiques et soutenu par M. Michel Chauty, président de cette commission, et n° 39 de M. Raymond Dumont (suppression du paragraphe II de cet article relatif à l'indexation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers d'après l'évolution du barème de l'impôt sur le revenu) - S'oppose également à l'amendement n° 316 de M. Maurice Blin, rapporteur général (augmentation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers sans indexation) - (p. 3234) : s'oppose à l'amendement n° 193 de M. Jacques Mossion, soutenu par M. Adolphe Chauvin (exonération de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers pour les agriculteurs; déductibilité de la TVA sur les carburants) - Engagement pris par le Gouvernement à l'égard des chauffeurs de taxis - Après l'art. 18 : demande le retrait de l'amendement n° 40 de M. Hector Viron, soutenu par M. Raymond Dumont (exonération de la TVA sur les livraisons gratuites de charbon consenties aux mineurs par les houillères nationales; contrepartie financière dans la fiscalité des compagnies d'assurances) - (p. 3236) : s'oppose aux amendements n° 41 de M. Raymond Dumont et n° 244 de M. Jacques Moutet, soutenu par M. Charles Beaupetit, tendant à l'institution d'un contingent annuel de carburant détaxé, au profit des voyageurs de commerce, représentants et placiers (VRP) - (p. 3237) : demande le retrait des amendements n° 243 et n° 245 de MM. Josy. Moinet et Michel Rigou (non application de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers aux carburants utilisés par les services de transports scolaires) - Art. 18 bis : demande le retrait de l'amendement n° 1 de M. Michel Chauty (extension du contingent annuel de carburant détaxé pour les chauffeurs de taxis aux voyageurs, représentants et placiers, VRP, titulaires de la carte professionnelle) - (p. 3238) : demande le retrait des amendements n° 195 de M. Roger Boileau, soutenu par M. Adolphe Chauvin (extension aux ambulanciers privés du bénéfice du contingent annuel de carburant détaxé, institué au profit des chauffeurs de taxis), n° 454 de M. René Tomasini, soutenu par M. Michel Chauty (augmentation du contingent annuel de carburant détaxé, institué au profit des chauffeurs de taxis) et n° 2 de M. Michel Chauty (franchise de taxe pour une quantité équivalente de gazole accordée aux véhicules de transports urbains ou de transports scolaires) - Art. 19 (p. 3240) : demande le retrait de l'amendement n° 265 de M. Paul Séramy (exonération de la TVA pour les soins dispensés par les vétérinaires aux gros animaux domestiques et pour les sociétés de protection animale) - Effort du Gouvernement en faveur des sociétés de protection animale - Après l'art. 19 : demande le retrait de l'amendement n° 42 de M. Camille Vallin, soutenu par M. Pierre Gamboa (abaissement du seuil du versement transports en commun) - Demande le retrait de l'amendement n° 266 de M. Roger Boileau, soutenu par M. Francis Palmero (taux de la TVA sur l'acquisition de véhicules destinés à l'enseignement de la conduite automobile) - Art. 20 (p. 3242) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 197 de M. Pierre Schiélé, soutenu par M. Francis Palmero (liberté d'option pour les publications non quotidiennes entre l'assujettissement à la TVA sur les ventes au taux de 4 % et l'exonération de cette taxe avec maintien de la taxe sur les salaires) - S'oppose à l'amendement n° 337 de MM. Christian Poncelet et Paul Séramy, qui le soutient (liberté d'option pour les publications non quotidiennes entre l'assujettissement à la TVA sur les ventes au taux de 4 % et l'exonération de cette taxe avec maintien de la taxe sur les salaires; contrepartie financière dans le relèvement de la taxe sur les films pornographiques) - (p. 3243) : demande le retrait de l'amendement n° 325 de M. Robert Schwint, soutenu par M. Georges Dagonia, au nom de la commission des affaires sociales (taux de la TVA de 2,10 % pour les

publications syndicales ou corporatives et assimilées); sur cet amendement, demande également le retrait du sous-amendement n° 431 de M. René Touzet, soutenu par M. Paul Robert (application du même taux privilégié de la TVA pour les publications des associations d'anciens combattants) - **Après l'art. 20**: s'oppose à l'amendement n° 198 de M. Daniel Millaud (taux réduit de la TVA pour les hôtels de luxe, quatre étoiles; contrepartie financière dans l'augmentation des droits sur les alcools) - Intérêt du Gouvernement pour l'amendement n° 457 de M. Jean Chérioux (taux réduit de la TVA pour les instruments permettant aux aveugles les fonctions ordinaires de la vie: lecture, écriture ou marche); s'oppose au gage proposé (taxe à l'importation des voitures en provenance des pays autres que ceux de la CEE) - **Art. 21** (p. 3244): demande le retrait de l'amendement n° 199 de M. Louis Jung, soutenu par M. Francis Palmero (modification de certains taux du droit de consommation sur les tabacs) - **Après l'art. 21**: demande le retrait de l'amendement n° 458 de M. Jean Chérioux (taxe sur les salaires: exonération des associations reconnues d'utilité publique; contrepartie financière dans une taxe à l'importation des voitures en provenance de pays autres que ceux de la CEE) - Réflexion d'ensemble sur la taxe sur les salaires - **Avant l'art. 22** (p. 3245): demande le retrait de l'amendement n° 459 de Mme Marie-Claude Beaudeau, soutenu par M. Pierre Gamboa (augmentation du plafond de récupération des allocations du Fonds national de solidarité sur la succession de l'allocataire) - Projet de décret relatif au relèvement du plafond de récupération sur succession - **Art. 22** (p. 3246): sur la taxe différentielle sur les véhicules à moteur, demande le retrait de l'amendement n° 43 de M. Guy Schmaus, soutenu par M. Pierre Gamboa (maintien de la taxe pour les véhicules de moins de 8 CV et augmentation progressive à due concurrence pour les véhicules de plus de 8 CV) - (p. 3247): sur le même sujet, oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements n° 200 de M. Jacques Mossion, soutenu par M. Francis Palmero (taxe différentielle sur les véhicules à moteur: suppression de la taxe pour les véhicules de moins de 6 CV), et n° 460 de M. René Tomasini, soutenu par M. Jean Chérioux (taxe différentielle sur les véhicules à moteur; suppression de la taxe pour les véhicules d'une puissance inférieure ou égale à 4 CV; contrepartie financière dans une taxe à l'importation sur le matériel photo en provenance des pays autres que ceux de la CEE) - Engagements internationaux: accords du GATT (General agreement on tariffs and trade) - (p. 3248): demande le retrait de l'amendement n° 461 de M. René Tomasini, soutenu par M. Jean Chérioux (taxe différentielle sur les véhicules à moteur: atténuation du prix pour les familles nombreuses) - S'oppose à l'amendement n° 405 de M. Jacques Habert (taxe spéciale sur les véhicules de plus de 16 CV: atténuation du tarif, notamment pour les véhicules ayant plus de six ans d'âge) - (p. 3249): s'oppose à l'amendement n° 201 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Francis Palmero (taxe différentielle sur les véhicules à moteur: rétablissement de la taxation des motocyclettes) - **Après l'art. 22** (p. 3250): demande le retrait de l'amendement n° 202 de M. Marcel Rudloff soutenu par M. Francis Palmero (application du taux réduit de la TVA aux opérations d'entretien et de réparations) - **Art. 23** (p. 3251): s'oppose à l'amendement n° 203 de M. Charles Ferrant, soutenu par M. Francis Palmero (suppression de cet article relatif à la taxation des navires de plaisance) - S'oppose également à l'amendement n° 204 de M. Francis Palmero (droits d'escale: tarif dégressif pour les bateaux étrangers) - **Art. 23 bis** (p. 3252): s'oppose à l'amendement n° 462 de M. Jean Chérioux (taxe sur les avions privés: extension aux triplaces de l'exonération accordée aux monoplaces et aux biplaces) - **Art. 24** (p. 3253): accepte l'amendement n° 369 de M. Henri Duffaut (taxe sur les appareils automatiques: modulation par catégorie d'appareils) - (p. 3254): s'oppose à l'amendement n° 205 de M. Maurice Blin, rapporteur général (taxe sur les appareils automatiques: possibilité de majoration au profit des communes) et demande un scrutin public - **Après l'art. 25** (p. 3256): oppose l'article 40 de la

Constitution aux amendements n° 48 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Pierre Gamboa, et n° 208 de M. Marcel Daunay, soutenu par M. René Tinant (rétablissement du privilège fiscal des bouilleurs de cru) - Accepte l'amendement n° 370 de M. Henri Duffaut (circulation des vins: couleur des titres d'acquits et des capsules-congés) - **Art. 25 ter** (p. 3258): demande le retrait de l'amendement n° 254 de M. Jacques Descours Desacres (droits indirects sur les alcools: définition des petits producteurs par référence à la surface minimum d'installation) - Demande le retrait de l'amendement n° 379 de M. Michel Rigou (réduction des droits indirects sur les alcools pour les petits producteurs et prise en compte de la seule superficie exploitée en vigne) - (p. 3259): s'oppose à l'amendement n° 380 de M. Michel Rigou (taxation des alcools: diminution des droits pour les petits producteurs et augmentation de la surface admise pour les producteurs qui utilisent de la main d'oeuvre permanente; contrepartie financière dans l'augmentation du droit de timbre sur les chèques non barrés) - (p. 3260): système français de taxation des alcools et réglementation européenne; risque de remise en cause de l'équilibre global - Demande le retrait de l'amendement n° 378 de M. Michel Rigou (rappel des avantages consentis aux groupements agricoles d'exploitation en commun, GAEC) - **Après l'art. 26** (p. 3261): s'oppose à l'amendement n° 246 de M. Charles Beaupetit (institution en faveur des communes d'une imposition forfaitaire annuelle sur les gazoducs et oléoducs) - **Art. 27** (p. 3262): s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 317 de M. Maurice Blin, rapporteur général (rétablissement d'un paragraphe supprimé par l'Assemblée nationale, visant à la reconduction pour un an de la déduction forfaitaire que les sociétés immobilières d'investissements et de gestion sont autorisées à opérer sur les dividendes distribués) - Interventions de MM. Marcel Gargar et Louis Virapoullé sur les difficultés du développement industriel dans les départements d'outre-mer et sur l'amendement adopté par l'Assemblée nationale réduisant le délai d'exonération d'impôt sur les sociétés ayant des activités industrielles dans ces départements - (p. 3263): s'en remet à la sagesse du Sénat pour le vote sur la deuxième partie de l'article 27, relative à la réduction du délai d'exonération d'impôt pour les sociétés ayant des activités industrielles dans les départements d'outre-mer - **Après l'art. 27** (p. 3264): oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements de M. Jacques Carat, soutenus par M. Pierre-Christian Taittinger, au nom de la commission des affaires culturelles, n° 338 (extension aux spectacles de cirques ou de revues de l'abattement de base d'imposition de la TVA assise sur les recettes réalisées aux entrées des premières représentations des spectacles dramatiques, lyriques ou musicaux ou chorégraphiques) et n° 340 (exonération de la TVA pour certains spectacles de bienfaisance et non assujettissement à la taxe sur les salaires) - Demande le retrait de l'amendement n° 339 de M. Jacques Carat, soutenu par M. Pierre-Christian Taittinger, au nom de la commission des affaires culturelles (possibilité pour les communautés urbaines et les collectivités locales d'exonérer de la taxe professionnelle, dans la limite de 50 %, les entreprises de spectacles présentant un intérêt culturel) - **Art. 27 bis** (p. 3265): s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 366 de M. Henri Duffaut (suppression du contenu de cet article qui tend à réduire la durée des exonérations de l'impôt foncier de 25 à 20 ans et de 15 à 10 ans; suppression du prélèvement pour frais de dégrèvement et de non valeur en matière de taxe d'habitation; contrepartie financière dans la majoration du taux de la TVA sur les pierres précieuses, l'augmentation du droit de timbre et des droits de mutation à titre gratuit) - (p. 3266): projet de réforme de la taxe d'habitation - (p. 3267): s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 217 de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. Jean-Pierre Fourcade, identique à l'amendement n° 367 de M. Henri Duffaut (suppression de cet article qui tend à réduire les durées d'exonération de l'impôt foncier de 25 à 20 ans et de 15 à 10 ans) - Perte de ressources pour les collectivités locales - **Art. 29** (p. 3269): s'oppose à l'amendement n° 211 de M. Jacques Mossion, soutenu par



M. Adolphe Chauvin (suppression de cet article qui vise à différer la mise en application des dispositions financières prévues par la loi du 12 juillet 1980, relative aux formations professionnelles alternées et à reconduire la taxe additionnelle à la taxe d'apprentissage, instituée pour le financement des pactes pour l'emploi) - Oppose l'article 42 de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances à l'amendement n° 4 de M. Raymond Brun, soutenu par M. Daniel Millaud, au nom de la commission des affaires économiques (reconduction pour un an de l'application de l'article 2 de la loi du 3 janvier 1979 relative à l'apprentissage, excluant du calcul de l'effectif d'une entreprise les apprentis titulaires d'un contrat conclu entre 1979 et 1981) - **Après l'art. 29** : demande le retrait de l'amendement n° 464 de M. Louis Souvet, soutenu par M. François Collet (report au 1<sup>er</sup> janvier 1983 de l'assujettissement à la TVA des établissements de formation professionnelle) - Exonération de la TVA pour ces établissements depuis la loi du 29 décembre 1978 - **Art. 31** : demande le retrait de l'amendement n° 318 de M. Maurice Blin, rapporteur général (rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale dans une rédaction fixant le montant d'un contingent de carburant détaxé pour les travaux agricoles et les travaux d'irrigation) - **Après l'art. 31** (p. 3270) : s'oppose à l'amendement n° 46 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Pierre Gamboa (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations reconnues d'utilité publique, employant moins de trois salariés ; contrepartie financière dans la réduction à due concurrence du crédit d'impôts relatif à l'avoir fiscal) - Demande le retrait de l'amendement n° 47 de M. Camille Vallin, soutenu par M. Pierre Gamboa (exonération de la taxe sur les salaires pour les hôpitaux, hospices et maisons de retraites ; remboursement de la TVA sur les dépenses d'investissements des établissements hospitaliers publics ; contrepartie financière dans l'abrogation des dispositions fiscales relatives à la provision pour risques) - **Après l'art. 34** (p. 3271) : demande le retrait de l'amendement n° 49 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Pierre Gamboa (modulation des cotisations au budget annexe des prestations sociales agricoles, BAPSA, en fonction du revenu cadastral) - Etude en cours sur ce point ; concertation avec la profession ; projet de barème progressif - **Avant l'art. 36** (p. 3272) : s'oppose à l'amendement n° 50 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Pierre Gamboa (taux annuel de progression de la dotation globale de fonctionnement au moins égal au taux d'accroissement des recettes de l'Etat ou du traitement annuel des fonctionnaires) - Croissance rapide des concours de l'Etat aux collectivités locales - Projet de loi de décentralisation - **Art. 36** (p. 3273) : s'oppose à l'amendement n° 212 de M. Pierre Schiélé, soutenu par M. Adolphe Chauvin (création d'un prélèvement exceptionnel supplémentaire au profit des collectivités locales pour assurer à la dotation globale de fonctionnement une augmentation équivalente à celle des recettes de l'Etat) - **Après l'art. 37** : demande le retrait de l'amendement n° 213 de M. Pierre Lacour (reconduction jusqu'en 1985 des participations du Fonds d'amortissement des charges d'électrification, FACE) - Plan intérimaire de deux ans pour 1982 et 1983) - (p. 3274) : demande le retrait de l'amendement n° 381 de M. Georges Lombard, soutenu par M. Adolphe Chauvin (réédition et mise à la disposition du public du code général des impôts et de ses annexes) - **Art. 39** (p. 3275) : intervention de M. Henri Duffaut sur les rentes viagères des anciens combattants : bonification particulière accordée aux anciens combattants mutualistes et bénéficie des majorations légales sans conditions de ressources - Relèvement traditionnel du plafond de la rente mutualiste des anciens combattants - S'oppose à l'amendement n° 214 de M. Francis Palmero, soutenu par M. Adolphe Chauvin (suppression de cet article fixant les taux de majoration applicables aux rentes viagères) - **Art. 40** (p. 3287) : son amendement n° 497 : récapitulation budgétaire des votes intervenus ; adopté - Majoration des crédits des rentes mutualistes des anciens combattants - Qualité et efficacité du débat sur les articles de la première partie du projet de loi de finances - Critiques intervenues à l'égard du

déficit budgétaire et augmentations de dépenses votées par la majorité sénatoriale - Dispositions vidées de leur contenu : impôt sur les grandes fortunes ; taxation des frais généraux - **Seconde délibération - Art. 25 ter** (p. 3287) : son amendement n° 498 : suppression des dispositions adoptées à cet article relatives à la définition des petits producteurs susceptibles de bénéficier de taux réduits des droits sur les alcools ; adopté - (p. 3288) : système français de taxation des alcools et harmonisation avec les exigences européennes - Difficulté de faire admettre le report de 12 à 24 hectares de la limite de superficie de vignes possédée par les petits producteurs - **Art. 40** : son amendement de coordination n° 499 : modification, après l'adoption de l'amendement n° 498, de la récapitulation budgétaire des votes intervenus ; adopté.

#### *Deuxième partie :*

**Imprimerie nationale** - (11 décembre 1981) - (p. 4072) : stabilisation de la demande administrative en matière d'impressions - (p. 4073) : prise en charge des imprimés des impôts directs et du cadastre ; imprimeries privées sous-traitantes - Problèmes de l'annuaire téléphonique : télématique ; éventualité d'un annuaire demi-format - Evolution technologique des imprimeries françaises et effort d'investissement : appel à la concurrence préalable à l'acquisition de nouveaux matériels : rotatives, offset et matériels d'impression en continu ; respect des engagements internationaux et protection des intérêts de la production nationale - Rôle éventuel de l'Imprimerie nationale dans la politique culturelle de l'Etat - Hommage aux personnels de l'Imprimerie nationale - Demande l'adoption du projet de budget annexe - (p. 4075) : question du livre scolaire, évoquée par M. Pierre Gamboa, et problèmes d'éditeurs - Impression, évoquée par M. Serge Boucheny, des formulaires de la direction générale des impôts et rôle du secteur privé pour la sous-traitance - Effectifs des établissements de Douai et de Paris - Souci de concertation - Améliorations nécessaires sur le plan social, évoquées par M. Bernard Parmantier.

**Economie et finances (suite) - III - Budget** - (11 décembre 1981) - (p. 4075, 4076) : lutte contre le chômage et créations d'emplois publics, notamment à la direction générale des impôts (DGI) - Amélioration du service public et des conditions de travail - Renforcement des moyens matériels : informatisation des services financiers ; cadastre - Politique fiscale du Gouvernement : rénovation de la fiscalité : impôt sur les grandes fortunes ; projet de réforme de la taxe d'habitation et importance des effectifs employés pour la perception des impôts locaux - Lutte contre la fraude fiscale - Recouvrement des redressements ; cas des agglomérations de Paris et de Lyon - Hommage aux personnels des services budgétaires et financiers - (p. 4077) : question posée par le président Edouard Bonnefous sur l'affectation éventuelle des personnels assurant le recouvrement de la taxe d'habitation en cas de modification de cette taxe.

**Economie et finances (suite) - I - Charges communes** - (11 décembre 1981) - (p. 4079) : questions abordées par M. Henri Duffaut, rapporteur spécial : amélioration nécessaire de la présentation des dotations inscrites au budget des charges communes - (p. 4080) : dépenses en atténuation de recettes - Etablissement public du parc de La Villette : réalisation d'un musée national des sciences et de l'industrie, et création d'un parc ; coût prévisible de l'opération d'aménagement - Crédits relatifs à la fonction publique : maintien du pouvoir d'achat ; accord salarial du 29 septembre 1981 - Interventions sociales : Fonds national de solidarité (FNS) : progression du minimum vieillesse ; majoration des rentes viagères ; mensualisation des pensions, évoquée par M. Michel Manet, rapporteur spécial de la commission des finances sur les crédits du budget - Interventions économiques de l'Etat : contribution exceptionnelle au budget de la sécurité sociale au titre de la compensation de l'augmentation du SMIC ; exonérations de charges sociales destinées à favoriser l'emploi des

jeunes ; incitations à la création d'emplois - Fonds d'aide à la création d'emplois d'initiative locale - Versement au budget annexe des postes et télécommunications d'une compensation pour les tarifs réduits du transport de presse - Crédits également prévus pour l'application des lois de nationalisation - Demande l'adoption du projet de budget - (p. 4087) : situation des retraités, évoquée par M. *Philippe Machefer* : cumul retraite emploi ; mensualisation du paiement des pensions - Question de M. *Louis Caiveau* sur le coût des nationalisations et sur les concours aux entreprises publiques ; réaffectation des prêts du Fonds de développement économique et social (FDES) au profit des dotations en capital ; comparaison avec l'aide aux entreprises privées - (p. 4088) : incitation à la création d'emplois d'initiative locale : subvention-forfaitaire à des associations ou des collectivités locales - Prétendue sous-estimation des prévisions et exemple du dépassement de 1981.

**Articles non rattachés à l'examen des crédits** - (12 décembre 1981) - **Après l'art. 58** (p. 4136) : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 492 de M. Bernard Legrand (fixation du taux de la taxe d'espaces verts par les conseils généraux) - **Après l'art. 65** (p. 4141) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 548 de M. Jacques Carat (augmentation du taux de la taxe sur les panneaux publicitaires perçue par les communes) - S'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 558 de M. Jacques Carat (fixation de taux intermédiaires pour l'abattement facultatif à la base de la taxe d'habitation ; création d'un abattement à la base en faveur des personnes ne payant pas d'impôt sur le revenu) - (p. 4143) : demande le retrait de l'amendement n° 549 de M. Jacques Carat (institution au profit des communes d'une taxe sur les plus-values réalisées lors de la cession des terrains à bâtir) - **Avant l'art. 66** : s'oppose à l'amendement n° 566 de M. Stéphane Bonduel, soutenu par M. Emile Didier (aide fiscale à l'investissement pour les entreprises agricoles soumises au bénéfice réel et ne bénéficiant pas des aides à la modernisation - **Art. 66** (p. 4145) : s'oppose à l'amendement n° 546 de M. Pierre-Christian Taittinger (suppression de cet article relatif à la subordination de l'aide fiscale à l'investissement à l'augmentation des effectifs de l'entreprise) - (p. 4146) : s'oppose à l'amendement n° 554 de M. Maurice Blin, rapporteur général (aide fiscale à l'investissement en cas de non diminution du nombre moyen de salariés de l'entreprise), et sur cet amendement, au sous-amendement n° 564 de M. Jacques Mossion, soutenu par M. Adolphe Chauvin (déduction fiscale sans clauses restrictives pour les entreprises du secteur des transports routiers) - (p. 4147) : s'oppose à l'amendement n° 532 de M. Rémi Herment, soutenu par M. Adolphe Chauvin (extension aux entreprises agricoles des dispositions de la déduction pour investissement) - (p. 4148) : sur le même sujet, oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 560 de MM. Paul Girod et Jacques Moutet - S'oppose à l'amendement n° 567 de M. Stéphane Bonduel, soutenu par M. Emile Didier (bénéfice de l'aide fiscale, dans le cas d'entreprises coopératives de transports, envers les investissements réalisés par la coopérative ou les coopérateurs) - (p. 4152) : aide du Gouvernement envers l'agriculture et harmonisation de la fiscalité du Crédit agricole - Rôle du Crédit agricole et développement de l'agriculture - Conférence annuelle agricole et crédit de 500 millions de francs pour l'aide à l'investissement de l'ensemble des agriculteurs - **Après l'art. 67** (p. 4155) : demande le retrait de l'amendement n° 493 de MM. André Jouany et Jacques Moutet, précédemment réservé (modification du régime simplifié et actualisation des plafonds de chiffres d'affaires) - Sur l'augmentation des limites du chiffre d'affaires qui définissent le champ d'application du régime simplifié d'imposition, demande le retrait des amendements n° 533 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, et n° 553 de M. Maurice Blin, rapporteur général, soutenu par M. Henri Duffaut - Sur le même sujet, son amendement n° 574 ; adopté - (p. 4156) : réflexion globale sur l'actualisation des plafonds - **Art. 69** (p. 4157) : s'oppose à l'amendement n° 534 de M. Marcel Rudloff (extension du bénéfice de la possibilité de déduction aux associations de bienfaisance de la loi de

1933) - Etude d'ensemble sur les associations et statut d'utilité sociale - Demande le retrait des amendements n° 489 de M. Josy Moinet, soutenu par M. Emile Didier (exonération de la taxe sur la valeur ajoutée, TVA, au titre des études d'intérêt général en faveur des associations déclarées et agréées réalisant des études en matière d'environnement et de consommation) et n° 490 de M. Michel Rigou, soutenu par M. Emile Didier (extension du régime fiscal pour les publications périodiques inscrites à la commission paritaire des publications et agences de presse à la presse des associations) - (p. 4158) : demande le retrait des amendements n° 491 de M. Josy Moinet, soutenu par M. Emile Didier (non applicabilité de la taxe sur les salaires envers les associations déclarées, employant moins de trois salariés) et n° 535 de M. Marcel Rudloff (possibilité pour les organismes sans but lucratif d'application d'un taux unique de la taxe sur les salaires) - **Art. 70** (p. 4159) : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 550 de M. Jacques Carat, soutenu par M. Henri Duffaut (déduction des dépenses destinées à économiser l'énergie et report de la date limite de construction ou de modification des logements) - **Art. 71** (p. 4161) : demande le retrait des amendements n° 536 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Adolphe Chauvin (suppression de cet article sur la fiscalité frappant les locations d'immeubles meublés, non professionnels) et n° 568 de M. Stéphane Bonduel, soutenu par M. Emile Didier (exclusion des logements touristiques gérés sous forme quasi-hôtelière des dispositions de cet article) - Sur la protection des logements touristiques banalisés, mis à la disposition d'un organisme de gestion hôtelière ou para-hôtelière, demande le retrait des amendements n° 513 de M. Roger Rinchet et n° 545 de M. Charles Bosson, soutenu par M. Jean-Pierre Blanc - Son amendement n° 575 : applicabilité des dispositions de cet article à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1983 ; rejeté - **Après l'art. 71** (p. 4162) : demande le retrait de l'amendement n° 537 de M. Marcel Rudloff (assimilation des organisations professionnelles artisanales aux syndicats agricoles) - **Art. 74 bis** : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 551 de M. Robert Schmitt, soutenu par M. Jacques Descours Desacres (publicité par panneaux, affiches, et déclaration du nom des bénéficiaires, en cas de versement supérieur à 3000 F) - **Art. 75** (p. 4167) : s'oppose aux amendements n° 511 de M. Jean Francou (présomption de propriété par le président du conseil d'administration ou du directeur de certains titres et obligation de diligence) et n° 565 de M. Etienne Dailly, rapporteur pour avis (mise obligatoire des actions sous forme nominative pour les sociétés par actions ; modification des statuts ; rôle des gérants et présomption de propriété des titres sans forme nominative non vendus) - Gains de productivité et défense de l'emploi - (p. 4168) : obligation de moyens et non de résultats pour le président du conseil d'administration ou du directeur, ou le gérant - **Art. 77** (p. 4172) : s'oppose aux amendements n° 559 de M. Albert Voilquin (suppression de cet article sur l'obligation de paiement par chèque des achats de bijoux, d'objets d'art ou d'antiquité de plus de 5000 F et l'établissement par les sociétés d'assurances d'une liste annuelle des personnes ayant assuré de tels objets pour un montant supérieur ou égal à 100 000 F), n° 539 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard, identique à l'amendement n° 556 de M. François Collet (suppression des dispositions de cet article sur l'obligation pour les sociétés d'assurances d'établir une liste annuelle des souscripteurs de contrats couvrant des objets précieux ou objets d'art d'un montant supérieur à 100 000 F) - (p. 4173) : accepte l'amendement n° 538 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Paul Pillet (relèvement du seuil à partir duquel s'applique l'obligation de paiement par chèque des achats d'oeuvres d'art ou de bijoux) - **Art. 83** (p. 4174) : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 522 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. Raymond Brun (composition de la commission départementale de conciliation et remplacement des titulaires désignés par la chambre de commerce par un expert appartenant à la profession) - (p. 4175) : s'oppose à l'amendement n° 547 de MM. Paul Girod et Jacques Moutet (commission de conciliation et information préalable du contribuable) - **Après l'art. 84**

(p. 4176) : demande le retrait de l'amendement n° 540 de M. Jean-Pierre Blanc (dépenses d'investissements engagées par l'Etat et remboursement de la TVA aux collectivités locales) - **Après l'art. 86** (p. 4177) : demande le retrait des amendements n° 541 de M. Francis Palmero, soutenu par M. Jacques Genton (applicabilité du minimum de pension de réversion aux veuves) et n° 542 de M. Jacques Genton (réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite et applicabilité de ces dispositions aux pensions de réversion liquidées avant le 1<sup>er</sup> décembre 1964) - **Après l'art. 87** : accepte l'amendement n° 552 de M. Louis Perrein (dotation logement de l'Etat envers les instituteurs et calcul de la moyenne des dépenses des communes au niveau départemental) - (p. 4178) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 486 de M. Charles de Cuttoli (réduction de l'âge d'entrée en jouissance immédiate des pensions civiles et militaires, en faveur des fonctionnaires ayant servi hors d'Europe) - **Après l'art. 92** (p. 4179) : accepte l'amendement n° 563 de M. Guy Petit, soutenu par M. Jacques Moutet (réactualisation des taux de la taxe de séjour ; possibilité de perception de la taxe de séjour pour les communes touristiques bénéficiant des concours particuliers de la dotation globale de fonctionnement) - **In fine** : demande le retrait de l'amendement n° 544 de M. Jean-Marie Rausch, soutenu par M. Louis Jung (montant maximum des sommes versées annuellement par l'entreprise à chaque bénéficiaire) - **Après l'art. 92** (p. 4182) : demande le rejet de l'amendement n° 573 de M. Maurice Blin, rapporteur général (réduction du montant des crédits de paiement ouverts aux ministres pour 1982 et économies budgétaires nécessaires ; intitulé ; « Titre III. - Economies budgétaires ») - **Art. 40** (p. 4185) : son amendement de coordination n° 576 ; adopté.

**Vote sur l'ensemble** - (12 décembre 1981) - (p. 4193, 4194) : négociation par le Gouvernement de réaménagements monétaires - (p. 4196) : importance du travail accompli par l'ensemble des sénateurs, les membres de la commission des finances et les personnels - Amélioration du projet de loi : report de la date d'application de la TVA aux loueurs de meubles - Différenciation de traitement entre les grandes et les petites entreprises et aide à l'investissement ; report du montant minimum rendant le paiement par chèque obligatoire - (p. 4197) : différenciation du vote des taux pour les collectivités locales - Impôt sur les grandes fortunes - Déficit budgétaire et recettes - Opposition de conceptions politiques - Refus d'un alignement sur les partenaires étrangers - Emploi, relance et solidarité - Insertion des jeunes - (p. 4198) : acceptation par le Sénat du changement - Modification du projet de loi par le Sénat.

**Nouvelle lecture** [n° 138 (81-82)] - (18 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4389) : introduction d'une modification importante sur l'aide à l'investissement - Insuffisance de la relance sur le plan des investissements - Adoption par la CMP d'un amendement de M. Louis Perrein concernant la répartition en fonction des phénomènes départementaux et non à l'échelon national de l'indemnité pour le logement des instituteurs - Dispositions inscrites à la demande du ministre de l'intérieur dans le projet de décentralisation avec l'accord de l'Assemblée nationale - **Art. 5** (p. 4391) : s'oppose à l'amendement n° 1 de MM. Léon Jozeau-Marigné et Jacques Descours Desacres (adjonction de l'article 1904-1 du code civil relatif aux donations entre époux dans le calcul du patrimoine de l'usufruitier concernant l'impôt sur les grandes fortunes) - **Sur l'ensemble** (p. 4397) : plusieurs modifications introduites par la commission mixte paritaire - Election de la nouvelle majorité sur un programme - Libre jeu de la démocratie et strict respect du Sénat, de l'Assemblée nationale et de la CMP.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 141 (81-82)] - (21 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4435) : réunion de la conférence annuelle agricole - Dégradation du revenu des agriculteurs et ampleur du programme d'aide : aide aux revenus et politique structurelle

de développement - Maintien de l'agriculture familiale, et modernisation des exploitations : aide aux investissements ; réduction des consommations intermédiaires - Développement du secteur agro-alimentaire ; exportations - Fiscalité agricole : rapport Laxan ; transparence des revenus ; assujettissement à la TVA - Décisions de la conférence annuelle : montant de l'enveloppe ; participation du Crédit agricole - Harmonisation du régime fiscal du Crédit agricole et du Crédit mutuel avec celui des autres établissements financiers et bancaires - Réforme des structures de l'agriculture - (p. 4436) : aide sélective et solidarité - Développement de l'agriculture.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 - Nouvelle lecture** [n° 148 (81-82)] - (23 décembre 1981) - **Art. 12 bis-A** (p. 4559) : adoption par le Sénat en première lecture de cet article sur le financement des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) et demande de confirmation de ce vote.

FAIGT (Jules), sénateur de l'Hérault (S)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant abolition de la peine de mort** [n° 385 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (29 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1703, 1704) : émotion ressentie à Béziers, après le triple crime de décembre 1979 - Lenteur de la justice et nécessité d'accélérer les procédures judiciaires - Abolition de la peine de mort et nécessité d'une peine de remplacement - Période de sûreté d'une durée insupportable - Engagements pris par le ministre devant l'Assemblée nationale quant à la réforme du code pénal et quant à de nouvelles modalités relatives au contrôle de l'exécution des peines - Se déclare personnellement favorable à l'abolition de la peine de mort, mais souligne la nécessité de tenir ces engagements pour apaiser l'opinion publique.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

### Deuxième partie :

**Education nationale** - (5 décembre 1981) - (p. 3672) : satisfaction de voir le rattachement de l'éducation physique et sportive au ministère de l'éducation nationale - Plusieurs résultats positifs - Nécessité de ne pas noyer les 25.000 enseignants d'éducation physique parmi les 800.000 membres de l'enseignement - Poursuite de l'effort de redressement - Nécessité de l'établissement d'un plan de formation des maîtres et de recrutement - Objectif de 4 heures hebdomadaires d'éducation physique et sportive dans le premier cycle et 3 heures dans le second - Progrès concernant l'absence d'enseignants d'éducation physique et sportive dans les universités et les grandes écoles - Insuffisance de la revalorisation du « franc élève » - Nécessité pour le Gouvernement de mettre en oeuvre une grande politique du sport - Devoir d'encourager la grande masse des jeunes Français à aimer le sport.

**Solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale** - (10 décembre 1981) - (p. 4022) : engagement du dialogue entre le Gouvernement et la mutualité française - Objectifs mutualistes : abrogation de la base légale du ticket modérateur, application des jugements et arrêts concernant les oeuvres sanitaires et sociales, développement et maintien de la présence des représentants mutualistes - Lutte contre l'alcoolisme ; inefficacité d'une quelconque campagne anti-vin - Situation sanitaire de la région Languedoc-Roussillon ;

construction d'un hôpital à Béziers ; augmentation de la puissance d'accueil de l'hôpital psychiatrique de Béziers.

**Economie et finances (suite) - I - Charges communes** - (11 décembre 1981) - (p. 4086) : changement politique et incidence sur la situation des rapatriés - Compétence de divers ministères et coordination nécessaire par le secrétariat d'Etat - Souhait d'une nouvelle loi d'indemnisation : révision des évaluations ; preuve par tous moyens ; revalorisation des indemnités - Insertion des Français de confession islamique - Amnistie - Récent voyage à Alger du Président de la République - Nouvelle loi relative à la réinstallation des rapatriés - Espoir d'un règlement définitif.

**FAURE (Edgar), sénateur du Doubs (NI)**

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

#### QUESTIONS

*Questions orales avec débat :*

n° 62 (29 septembre 1981) (p. 1700) à M. le ministre de l'économie : **crédit** (situation du crédit).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant abolition de la peine de mort** [n° 385 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (30 septembre 1981) - Art. 1 (p. 1737) : devoir de conscience : maintien d'exceptions à l'abolition de la peine de mort - Faiblesse des arguments des abolitionnistes : conception dogmatique et sentimentale ; croyance au progrès linéaire de l'humanité - Défense de la société et relativité du droit pénal : exemple de la loi de 1937 sur le kidnapping après l'affaire Lindbergh - Evolution de la criminalité - (p. 1738) : défense de la peine de mort : vengeance et expiation - Sauvegarde de la société et réinsertion si possible du coupable - Efficacité de la peine de mort : dissuasion, récidive ; affaire Buffet Bontemps - (p. 1739) : effet de la peine de mort sur l'opinion publique - Terrorisme - Châtiment des authentiques criminels - Défense de la société plus que de la peine de mort - (p. 1742) : son amendement n° 3 : maintien de la peine de mort pour les crimes prévus par l'ancien article 233 et l'article 355 du code pénal ; rejeté.

- **Questions orales avec débat jointes : situation de l'industrie automobile** - (23 octobre 1981) - (p. 2152) : problèmes des industries d'équipement automobile - Confiance envers l'action du Gouvernement.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (29 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 2268) : problème de la régionalisation : rappel historique - (p. 2269) : expansion et rôle des régions ; référendum de 1969 et progrès de 1972 - Approbation de la position de principe sur la région, collectivité territoriale - Absence de fondement d'une critique constitutionnelle - Région : économie, formation, éducation et emploi ; création d'un conseil régional de l'enseignement supérieur et de la recherche - Distinction entre les dépenses de fonctionnement et d'investissement - Création de centres rapprochés des besoins ; évolution des problèmes : activité et localisation - Participation nationale et démocratie de participation, régionale ou locale - (p. 2270) : région en tant que cadre de l'optimalité d'existence ; variété de situations et préférences individuelles - Absence de coïncidence entre le département et le bassin d'emplois - Prise en charge par la région de

l'économie régionale ; orientation des filières d'éducation, de recherche et de formation professionnelle - Articulation de l'observatoire régional de l'économie et de l'emploi avec un organisme régional consacré à l'éducation et à la recherche - Politique régionale et planification régionale - Elargissement de la formule de comité régional des prêts - Prise en compte des problèmes du crédit - Problème du premier emploi pour les jeunes et action du fonds régional pour l'emploi - « Service vocationnel du premier emploi » - Etablissement de collaborations européennes entre les régions - Approbation du projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Deuxième partie :*

**Prestations sociales agricoles** - (7 décembre 1981) - (p. 3781, 3782) : politique de relance du Gouvernement et stagnation du revenu agricole - Augmentation nécessaire de la contribution budgétaire de l'Etat au budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) - Prétendue amélioration de l'équité sociale dans la répartition des cotisations, évoquée par le ministre - Préjudice causé sous l'Ancien régime par l'impôt de quotité - Rôle de la collectivité dans la protection sociale : allègement des charges sociales ; amélioration de la fiscalité des investissements - Frein nécessaire à l'augmentation des cotisations.

**FERRANT (Charles), sénateur de la Seine-Maritime (UCDP)**

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (26 novembre 1981) - Art. 11 (p. 3184) : son amendement n° 158, soutenu par M. Paul Pillet : impôt sur le revenu et augmentation des déductions du plafond pour les intérêts des emprunts contractés pour la construction de l'immeuble ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution.

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - Art. 23 (p. 3251) : son amendement n° 203, soutenu par M. Francis Palmero : suppression de cet article relatif à la taxation des navires de plaisance ; rejeté.

*Deuxième partie :*

**Anciens combattants** - (30 novembre 1981) - (p. 3357) : progression du budget inférieure à celle de l'ensemble du projet de loi de finances pour 1982 - Absence de solidarité nationale envers le monde combattant - Position favorable sur l'introduction du 8 mai comme jour férié - Désapprobation sur la commémoration du 19 mars et sur le libre choix de la date pour les associations d'anciens combattants - Renovation de l'Institut national des invalides - Réduction de l'effort en faveur des associations - Coût d'une commission d'information pour la paix - Apport d'une solution partielle au problème du rapport constant - Limitation du cumul emploi retraite - Versement de la retraite du combattant - Rente mutualiste - Prise en considération des mérites des anciens combattants de la guerre de 1939-1945 : attribution de la carte du combattant volontaire de la Résistance ; abaissement de l'âge de la retraite - Protection sociale des anciens combattants artisans, commerçants et travailleurs indépendants - Rétablissement du Mérite combattant et satisfaction des demandes de croix de chevalier de la Légion d'Honneur

pour tous les anciens combattants - Anciens combattants d'Afrique du Nord: octroi de la campagne double; simplification des conditions d'attribution de la carte de combattant - (p. 3358): fin de la rigueur en matière d'aggravation du taux d'invalidité des pensions; rétablissement de la proportionnalité des pensions - Transfert des archives concernant l'Algérie: émotion des anciens combattants d'Afrique du Nord et réunion d'une commission mixte franco-algérienne - Situation des citoyens français détenus comme civils par le Viêt-Minh entre 1946 et 1954; reconnaissance de la qualité de déporté ou d'interné politique.

**Défense** - (4 décembre 1981) - **Examen des crédits** - Art. 44 (p. 3627): logements de fonction et mobilité professionnelle des militaires et des gendarmes - Notion de résidence principale et accession à la propriété - Demande d'aide au Gouvernement pour l'accession à la première propriété et concours des prêts aidés.

**Postes et télécommunications** - (4 décembre 1981) (p. 3637): investissements et télécommunications: efforts du gouvernement précédent - Retards de la poste - Télécommunications: parc de lignes principales; satisfaction des demandes et délais d'installation - Desserte téléphonique en zone rurale isolée - Erreurs de la facturation téléphonique - Télématique: nouveaux services; fibres optiques - Développement du parc de lignes principales, étude de nouveaux services - (p. 3638): diminution des crédits du budget - Ponction sur les excédents d'exploitation au profit du budget général et lutte contre le chômage - Service postal: effectifs; mutations - Prise en charge par le budget général du déficit provenant du transport et de la distribution de la presse - Situation des chèques postaux et taux de rémunération par le Trésor - Sécurité des bureaux et des personnels - Personnels: création d'emplois et insuffisance de l'encadrement; pause catégorielle; arrêt de la progression de la prime de rendement; situation des receveurs-distributeurs: reconnaissance de la qualité de comptable et intégration dans le cadre des recettes - Vote défavorable sur les crédits du budget.

**Mer** - (11 décembre 1981) - (p. 4061): création du ministère de la mer et report de la date d'examen en séance de ce budget - Construction navale: dépôts à l'étranger de brevets en matière de recherche et d'innovation; aide de l'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) - Problème des petits chantiers français: caution financière exigée de certains pays acheteurs (Moyen-Orient) et intervention nécessaire des établissements financiers nationalisés - Vente de navires de pêche industrielle à l'étranger - Renouvellement des subventions d'exploitation - Difficultés de certains ports autonomes ou ports secondaires et chômage; cas de Dieppe.

**FILLIQUOUD (Georges), ministre de la communication** (nommé le 22 mai 1981 dans le gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 23 mai 1981, p. 1630].

Nommé de nouveau *ministre de la communication* le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy [JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1787]

## DÉPÔTS

*Projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion* [n° 368 (80-81)] (10 septembre 1981).

## INTERVENTIONS

- Question orale avec débat: **politique du Gouvernement en matière de communication** - (16 juillet 1981) - (p. 919, 920): dialogue avec le Sénat et droits du Parlement -

Changement de politique et gouvernement de la République - Libre accès aux moyens d'expression et perfectionnement des techniques - Mainmise du pouvoir politique et économique sur l'information - Droit du citoyen à l'information et à la communication; pluralisme et information de masse - Problèmes institutionnels: service public de radio-télévision; communication sociale et radios libres - (p. 921): universalisation de la communication - Télématique - Nouvelles techniques et nécessité d'un débat national; avenir de la presse; commission nationale presse-télématique - Table ronde Parlement-Gouvernement-presse; taux de la TVA - Renégociation des tarifs postaux de la presse - Aide directe aux quotidiens à faibles ressources publicitaires - Aide de l'Etat et pluralisme; journaux d'opinion et d'information - Reconnaissance d'un statut propre aux entreprises de presse - Projet de loi sur l'audiovisuel - Indépendance nécessaire de la radio-télévision; avis des professionnels et des usagers - (p. 922): radio-télévision; spectacle et culture; «américanofilmie» - Autonomie des organismes de radio et de télévision - Décentralisation de l'audiovisuel - Développement d'émissions de culture, d'éducation, divertissement et information - Monopole et radios libres; risque d'anarchie et nécessité d'une organisation - Conditions d'attribution des autorisations d'émettre; caractère temporaire - Problème de la publicité - Consultation des radios libres - (p. 930): télématique - Délégation parlementaire à la radio-télévision française - Résultat des élections et démissions à la radio-télévision - Rappelle les noms des journalistes «démissionnés» en 1974 - Monopole d'information et responsabilité du Gouvernement - Décentralisation de l'audiovisuel - Radios libres et puissances des émetteurs - Fonds de la création et fonds de la qualité; clef de répartition basée sur le volume d'audience - Perception de la redevance - (p. 931): radios libres et accaparement des fréquences - Réduction de la TVA sur les vidéo-cassettes; problème du «piratage» - Création de la commission presse-télématique - Presse et réduction des tarifs postaux - Fonds d'aide à la presse - Maintien de la loi de 1974 - Journalistes et pluralisme - Intégration du personnel intérimaire à Radio-France.

- **Projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion** [n° 368 (80-81)] - (16 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1478): travail hâtif en raison des circonstances - Ouverture à la liberté d'un espace interdit - Absence d'opposition - Consensus sur le texte - (p. 1479): éviter l'anarchie - Progrès techniques en matière de communication et situation de fait - Besoin nouveau de communication rapprochée - Multiplication des radios locales privées et nécessité du projet - Elaboration en cours d'une loi portant réforme de l'ensemble du système de communication - Disjonction des dispositions relatives aux radios locales privées - Principe du monopole de transmission et de diffusion réaffirmé par la loi de juillet 1972 et cas de dérogations déjà prévus - Nouveaux cas prévus par le présent projet au sujet des radios locales - Distinction entre monopole de diffusion et monopole de programmation - (p. 1480): conditions d'octroi des dérogations, application de la loi de 1974 - Dérogation précaire et révocable - Fixation des règles et des limites - Rayon d'émission - Interdiction de cumul - Contrôle technique exercé par l'établissement public Télédiffusion de France (TDF) - Nécessité de programme propre à chaque station - Respect du pluralisme de l'expression - Interdiction de la publicité - Refus de dérogations au profit des collectivités locales - Souci du Gouvernement d'éviter les monopoles politiques - Création d'une liberté nouvelle - (p. 1481): dispositions pénales de l'article 2 - Nécessité de modifier le caractère répressif de la législation actuelle - (p. 1493): attachement du Sénat aux libertés publiques - Des améliorations peuvent être intégrées dans le texte définitif - Désaccord du Gouvernement avec certaines propositions du rapport - Points essentiels: publicité limitée et contrôlée, avis différents - (p. 1494): mécanisme d'octroi des dérogations et problème de la commission consultative - Principe du monopole maintenu - Dérogation relève de la puissance publique - Domaine où l'argent ne doit pas dominer -

Droits et prérogatives parlementaires respectés - Composition de la commission : domaine réglementaire suivant avis du conseil d'Etat - Accord en ce qui concerne la participation de parlementaires au sein de cette commission - Création d'une liberté et non restriction - **Art. 1 : Art. 3-1 de la loi du 3 juillet 1972** (p. 1500) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Charles Pasqua, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article : caractère précaire et révocable des dérogations ; autorisation des radios municipales) - (p. 1501) : sur l'amendement n° 3, demande le retrait des sous-amendements n° 19 de M. Jean Cluzel (octroi des dérogations pour une durée de un an renouvelable) et n° 40 de M. Pierre-Christian Taittinger (précisions sur les cas de révocation de dérogation) ; accepte le sous-amendement n° 14 de M. Jean Cluzel (extension aux radios locales des dispositions applicables en matière de presse relatives aux opérations de « prête-nom ») et s'oppose au sous-amendement n° 24 de Mme Brigitte Gros (suppression de l'interdiction de cumul en ce qui concerne la fonction de conseil dans plus d'un organisme titulaire d'une dérogation) - S'oppose également aux amendements n° 12 de M. Bernard Parmantier (possibilités de dérogations au monopole au profit d'associations régies par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901) et n° 30 de M. James Marson (limitation des possibilités de dérogations au profit de sociétés ou de personnes morales) - Accepte l'amendement n° 29 de M. Félix Ciccolini (extension aux radios locales des dispositions applicables en matière de presse relatives à la pratique du « prête-nom ») - Question, posée par M. Pierre Ceccaldi-Pavard, sur la possibilité ou non, pour les collectivités territoriales, de participer à des associations régies par la loi de 1901 : exemples de telles pratiques par l'octroi de subventions.

**Suite de la discussion** - (17 septembre 1981) - **Art. 1 (suite) : Art. 3-2 de la loi du 3 juillet 1972** (p. 1528) : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Charles Pasqua, rapporteur (suppression du texte proposé pour l'article 3-2 de la loi du 3 juillet 1972 visant l'obligation d'un programme propre à chaque station et la distance limite d'émission) - Demande le retrait des amendements n° 31 de M. James Marson (modulation du rayon d'émission autorisé selon la densité de population de la zone considérée) et n° 36 de M. Pierre-Christian Taittinger (limitation à la moitié des émissions de la part obligatoire de programme propre à chaque station) - Fixation de la durée obligatoire du programme propre dans le cahier des charges - Compétence réglementaire pour la détermination du rayon limite d'émission autorisé - **Après l'art. 3-2 de la loi du 3 juillet 1972** (p. 1532) : accepte l'amendement n° 4 de M. Charles Pasqua, rapporteur (insertion d'un article additionnel 3-2 bis : autorité compétente pour la délivrance des dérogations et composition de la commission consultative), sous réserve de la suppression des références au Haut conseil de l'audiovisuel et aux associations de consommateurs - Sur cet amendement, demande le retrait du sous-amendement n° 10 de MM. Jean Béranger et Félix Ciccolini (création de commissions régionales consultatives) - Elaboration en cours de la loi sur l'audiovisuel et création prévue d'instances régionales compétentes pour la répartition des fréquences - Sur le même amendement n° 4, s'oppose au sous-amendement n° 25 de Mme Brigitte Gros (avis conforme de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion télévision française préalable à toute décision d'octroi de dérogation au monopole) et accepte le sous-amendement n° 15 de M. Jean Cluzel (possibilité de désigner pour siéger à la commission des personnes choisies en raison de leur compétence juridique) - (p. 1533) : sur l'amendement n° 4 de M. Charles Pasqua, rapporteur, ses sous-amendements n° 41 : suppression de la représentation, au sein de la commission consultative, du Haut conseil de l'audiovisuel ; adopté ; et n° 42 : suppression de la représentation, au sein de la commission consultative, des associations de défense des consommateurs ; rejeté - **Art. 3-3 de la loi du 3 juillet 1972** (p. 1534) : accepte la réserve de l'amendement n° 27 de M. Charles Pasqua, rapporteur (suppression, pour coordination, du texte proposé pour cet article) - **Après l'art. 3-3 de la loi du 3 juillet 1972**

(p. 1535) : accepte partiellement l'amendement n° 5 de M. Charles Pasqua, rapporteur (insertion, dans la loi du 3 juillet 1972, d'un article additionnel 3-3 bis relatif au respect du pluralisme d'expression et à la transparence des comptes des titulaires de dérogation) ; sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 16 de M. Jean Cluzel (procédure contradictoire pour l'octroi des dérogations) - Problème, également évoqué par M. Jean Cluzel, de la coexistence entre les radios décentralisées de service public et les radios privées locales et priorité du service public dans l'attribution des fréquences - (p. 1538) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 33 de M. James Marson (interdiction du financement publicitaire pour les radios privées locales) - **Art. 3-4 de la loi du 3 juillet 1972** (p. 1541) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Charles Pasqua, rapporteur (énumération des dispositions devant figurer dans le cahier des charges) ; sur cet amendement, s'oppose également aux sous-amendements n° 17 de M. Jean Cluzel (1<sup>o</sup> consultation de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion télévision française sur les cahiers des charges type ; 2<sup>o</sup> autorisation de la publicité dans la limite de 5 minutes par heure d'émission) et n° 23 de Mme Brigitte Gros (suppression de l'obligation de programme propre à chaque station) - **Art. 3-5 de la loi du 3 juillet 1972** (p. 1543) : accepte le premier alinéa de l'amendement n° 18 de M. Jean Cluzel (diffusion des émissions sous le contrôle technique de l'établissement public de diffusion et information de la commission consultative) - (p. 1544) : s'oppose au second alinéa de l'amendement n° 18 de M. Jean Cluzel (seuil de puissance de l'émetteur entraînant la diffusion par l'établissement public de diffusion) ; sur l'amendement n° 18, s'oppose au sous-amendement n° 7 de M. Charles Pasqua, rapporteur (fixation par un décret en Conseil d'Etat des modalités du contrôle de l'établissement public de diffusion, et libre accès de ses agents aux installations et appareils) - Accepte l'amendement de coordination n° 8 de M. Charles Pasqua, rapporteur - **Art. 3-6 de la loi du 3 juillet 1972** : accepte l'amendement n° 9 de M. Charles Pasqua, rapporteur (suppression, pour coordination du texte proposé pour cet article) - **Après l'art. 3-6 de la loi du 3 juillet 1972** (p. 1545) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 11, précédemment réservé, de M. Jean Béranger (insertion, dans la loi du 3 juillet 1972, d'un article additionnel visant à autoriser la publicité dans une limite devant être fixée par le cahier des charges après avis de la commission consultative) - **Art. 2** (p. 1545) : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Jean Cluzel (extension de la protection des émissions du service public de la radiodiffusion télévision aux émissions autorisées en dérogation au monopole) - **Après l'art. 2** (p. 1546) : son amendement n° 43 : application de la loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte ; coordination avec la réglementation en vigueur en matière de publicité ; adopté.

**Deuxième lecture [n° 396 (80-81)]** - (28 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1684) : possibilité d'une expression nouvelle - Modification profonde en première lecture du texte par le Sénat - Désaccord entre le Sénat, l'Assemblée nationale et le Gouvernement sur la publicité, le rôle des collectivités locales et les conditions d'attribution des dérogations - Refus de stations à caractère commercial - Proposition sénatoriale de création de radios locales à l'initiative des collectivités locales - (p. 1685) : refus du rétablissement de monopoles locaux - Délivrance des autorisations d'émettre ; composition de la commission consultative et représentation parlementaire - Moyens financiers des radios locales privées : participation des associations et subventions aux échelons local, départemental et régional - Proposition d'une subvention nationale du fonds de péréquation ; prélèvement sur les recettes publicitaires - **Art. 1** (p. 1689) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Charles Pasqua, rapporteur (octroi aux collectivités territoriales de dérogations au monopole de la radiodiffusion sonore en modulation de fréquence) - (p. 1690) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Charles Pasqua, rapporteur (report des dispositions légales techniques à l'article du projet concernant les cahiers des charges)

- S'oppose aux amendements de M. Charles Pasqua, rapporteur, n° 3 (suppression des dispositions de cet article concernant l'avis de la commission établi sur le rapport d'experts délégués régionaux), n° 4 (composition de la commission octroyant les dérogations au monopole) et rédactionnel n° 12 - (p. 1691) : s'oppose aux amendements de M. Charles Pasqua, rapporteur, n° 5 (suppression des dispositions de cet article concernant la protection des services publics dans l'attribution des fréquences aux radios privées), n° 6 (conditions du respect du principe de liberté d'expression et de pluralisme par décret en Conseil d'Etat) et n° 7 et 8 de coordination - (p. 1692) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Charles Pasqua, rapporteur (principe et contenu du cahier des charges avec possibilité de clauses particulières ; droit de perception de ressources publicitaires pour les radios associatives) - Art. 3 (p. 1693) : s'oppose à l'amendement n° 10 de M. Charles Pasqua, rapporteur (publicité commerciale dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte et application des règles prévues dans ces territoires) - Après l'art. 3 : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Charles Pasqua, rapporteur (bilan d'application de la présente loi) - Sur l'ensemble : qualité des débats du Sénat - Reproche concernant la précipitation gouvernementale ; non respect pendant sept ans de l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme - Antinomie entre publicité et liberté radiophonique.

*Nouvelle lecture* [n° 404 (80-81)] - (2 octobre 1981) - Discussion générale (p. 1839) : absence d'accord au sein de la commission mixte paritaire - Divergence entre l'Assemblée nationale et le Sénat sur l'introduction de la publicité et la création de radios locales privées par les collectivités locales - Demande le rejet de ces deux dispositions - Art. 1 (p. 1840) : s'oppose aux amendements de M. Charles Pasqua, rapporteur, n° 1 (octroi des dérogations aux collectivités territoriales), n° 2 (définition des obligations imposées aux radios locales privées dans les cahiers des charges) n° 3 (dérogation et suppression de la consultation régionale avant les délibérations de la commission nationale consultative) et n° 4 (suppression des dispositions concernant la protection des émissions des services publics) - (p. 1841) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Charles Pasqua, rapporteur (dérogation au principe du monopole et décret en Conseil d'Etat) ainsi qu'à ses amendements de coordination n° 6 et 7 - (p. 1842) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Charles Pasqua, rapporteur (principe et contenu du cahier des charges ; introduction de la publicité pour les radios locales privées ; clauses particulières pour les radios municipales) - Art. 3 : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Charles Pasqua, rapporteur (publicité et application de la réglementation en vigueur dans les TOM et à Mayotte) - Après l'art. 3 : s'oppose à l'amendement n° 10 de M. Charles Pasqua, rapporteur (bilan d'application de la présente loi par le gouvernement).

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Deuxième partie :*

**Radiodiffusion télévision française** - (30 novembre 1981) (p. 3316) : référence aux rapports écrits par MM. Jean Cluzel et Charles Pasqua - Intentions du Gouvernement : réforme importante du système audiovisuel national - Discussion du projet de loi sur l'audiovisuel au début de 1982 ; nouvelle distribution des ressources ; entrée en vigueur de la loi avant le début de 1983 - Service public de la radio et de la télévision et caractère intermédiaire du budget de fonctionnement pour 1982 ; perception de la redevance et répartition des ressources ; augmentation du montant de la redevance pour 1982 - (p. 3317) : possibilité d'exonération ou de perception échelonnée ; effet du « parc » et approche du niveau de saturation du parc ; recettes supplémentaires ; publicité - Augmentation du budget 1982 - Politique du personnel : réduction du temps de travail ; intégration des personnels hors statut ; réintégration des gens licenciés pour des raisons non professionnelles ; négociations avec les syndicats ; politique de rémunération dans la fonction publique - Encouragement à la création :

envahissement des produits audiovisuels étrangers - Politique de décentralisation de la radiodiffusion télévision et programmation régionale - Augmentation des moyens des chaînes de télévision ; modalités de gestion et affectation des fonds à la création - Situation de la Société française de production (SFP) - Appareils de production de très haut niveau : politique volontariste et plein emploi - (p. 3318) : dotations supplémentaires en personnels, en moyens techniques et en moyens de production ; création d'autres centres - Décentralisation radiophonique et crédits de décentralisation - Augmentation des crédits de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) - Dotations en matière immobilière et déménagement d'Antenne 2 - Télédiffusion de France (TDF) - Etudes sur le lancement du satellite franco-allemand de télédiffusion directe ; progression du budget de fonctionnement ; développement du système audiovisuel actuel ; mise au point d'Antiope - Augmentation des crédits d'investissement - Ambitions du projet et orientations d'une politique audiovisuelle claire et ferme - Communication, liberté, démocratie - (p. 3328, 3329) : rôle du ministre de la communication : pouvoirs de tutelle, autorité gouvernementale et respect des obligations du service public : non intervention dans la confection des programmes - Absence d'autorité directe de l'exécutif sur ce service public - Fonction pédagogique de la télévision - Refus d'une télévision du sondage - Adaptation de la création de programmes aux goûts du public - (p. 3330) : prélèvements préciputaires et affectation de sommes supplémentaires ; valeur incitative - Notion d'audience et de qualité - Publicité et alimentation des caisses du système audiovisuel - Radios d'initiative privée - Main mise sur l'audiovisuel service public par les gouvernements précédents - Productions étrangères et besoin d'un équilibre - Radios libres : exemple d'une radio communautaire, « Radio Vallée de la Seine » ; exemple d'une radio commerciale, « RFM » - Officialisation des textes d'application et prochaine entrée en vigueur de la loi - (p. 3331) : indépendance des journalistes, représentation dans les équipes rédactionnelles de toutes les sensibilités ; pluralisme dans les commentaires - Augmentation de la taxe ; investissements dans les territoires d'outre-mer - Statuts et conditions de rémunération et de travail du personnel ; intégrations des personnels hors statut ; épurations et réintégrations - (p. 3332) : place et droits du Parlement - Orientations politiques du Gouvernement - Inadaptation de l'annualité budgétaire et nécessité d'affectation de la totalité des fonds - Fonctionnement du service public et accomplissement de ses missions - **Examen des crédits** - Art. 65 (p. 3334) : s'oppose à l'amendement n° 496 de M. Jean Cluzel, rapporteur spécial (affectation de la moitié des crédits aux sociétés de télévision).

**Services du Premier ministre - I - Services généraux - Information** - (30 novembre 1981) - (p. 3335) : situation de nombreuses entreprises de presse françaises : difficultés et précarité - Vigilance du Gouvernement sur les conditions d'exploitation des entreprises de presse - Difficultés de la presse écrite et responsabilité des pouvoirs exécutif et législatif - Maintien de l'activité de la presse écrite - Demande d'adoption de mesures conservatoires ou de reconduction ; reconduction des dispositions d'ordre fiscal - (p. 3336) : nécessité d'une réflexion approfondie - Maintien du régime de la TVA - Problème des régimes tarifaires : efforts du Gouvernement et participations importantes du budget général - Volonté d'établissement de tarifs représentant le tiers du coût complet du transport de la presse - Aides directes à la presse écrite pour les quotidiens nationaux à faibles ressources publicitaires - Commission tripartite : Parlement, pouvoirs publics, corps professionnels et examen du mode de distribution de ces fonds - Concertation et étude d'une réforme sur le fonctionnement de la presse écrite ; statut et fonction de la presse écrite : réflexion et formation du jugement des citoyens - (p. 3340) : concertation et recherche de solutions adaptées - Situation de l'Agence France Presse (AFP) et nécessité de réajustements en cours d'exercice - Compétition des agences sur le marché international - (p. 3341) : publicité et augmentation des recettes publicitaires à la télévision -

Evolutions tarifaires - Situation de la Société nationale des entreprises de presse (SNEP) : déficit des comptes d'exploitation des filiales françaises - Difficultés de la nouvelle agence de presse (NAP) : recherche de solutions de survie industrielle - Refus des pouvoirs publics d'aider la presse à scandale - (p. 3342) : diffusion de la presse nationale dans les départements et territoires d'outre-mer ; Fonds d'aide à la diffusion de la presse à l'étranger ; réforme de la diffusion de la presse à l'extérieur de la métropole - Défense de la presse hebdomadaire locale et rôle culturel de la presse - Examen des crédits - *Etat B* (p. 3343) : s'oppose à l'amendement n° 481 de Mme Brigitte Gros, rapporteur pour avis (réduction de moitié des crédits du titre IV : dotation destinée au Fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger).

**FITERMAN (Charles)**, ministre d'Etat, ministre des transports (nommé le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1786]

#### DÉPÔTS

*Projet de loi* relatif au relèvement de la limite de responsabilité du transporteur de personnes en transport aérien intérieur [n° 66 (81-82)] (24 novembre 1981).

#### RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 27 de M. Jean Colin : circulation routière (résultats de l'expérience « Matin Ile-de-France ») (9 juillet 1981) (p. 865, 866).

#### INTERVENTIONS

- S'associe à l'hommage rendu par M. le Président du Sénat à la mémoire de M. Paul Mistral, sénateur de l'Isère (13 octobre 1981) (p. 1942)

- Question orale avec débat : industrie aérospatiale - (13 octobre 1981) - (p. 1947) : relations franco-britannique et franco-allemande et lancement du programme Airbus A 320 - Besoins de la clientèle et exigences des compagnies aériennes ; conception de l'A 320 - Définition d'une organisation industrielle entre les partenaires concernés ; concours financier des gouvernements ; négociations avec les gouvernements britannique et ouest-allemand - Projet de l'A 320 et inscription au budget des transports français - Définition des caractéristiques du moteur optimal - Difficultés rencontrées, inhérentes à un programme de grande envergure - Partage technique de la fabrication - Question des matériaux composites - Projet de l'ATR 42 et coopération avec l'Italie - (p. 1948) : développement de l'industrie aéronautique - Situation sociale à l'Aérospatiale, évoquée par M. Gérard Roujas - Travail précaire et intérimaire et engagements du Président de la République.

- *Projet de loi de finances pour 1982* [n° 57 (81-82)]

#### Deuxième partie :

**Transports** - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - (p. 3388) : budget de transition, contraintes inévitables - Objectifs identiques à ceux de l'ensemble de la politique gouvernementale - Relance de l'activité économique et de l'emploi - Développement du rail - Paiement du transport à son coût économique et social réel - Essor des transports collectifs - Relance du transport aérien et amélioration de la part du pavillon français - (p. 3389) : amélioration de la qualité de la vie : développement et amélioration des transports collectifs urbains - Renforcement de la sécurité - Rénovation du réseau routier national - Contribution à l'aménagement équilibré du territoire - Effort particulier en faveur de la desserte de la Corse - Préparation de l'avenir : modes de

transport et matériaux nouveaux : efforts de recherche - Réforme de la Société nationale des chemins de fer français (SNCF) et renouvellement de la convention en 1982 - Réforme de la gestion et du financement des transports parisiens - Harmonisation des péages - Elaboration d'un schéma directeur des voies navigables - Développement du transport aérien et problèmes posés aux compagnies de troisième niveau - Rapport d'une commission de personnalités déposé début 1982 sur l'ensemble du système français de transport et dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi d'orientation des transports intérieurs - (p. 3398) : confirme l'association du Sénat et des commissions à la mise au point du projet de loi d'orientation à la suite du rapport de la commission Kahn, ainsi qu'aux travaux du renouvellement de la convention de la SNCF en réponse à Mlle Irma Rapuzzi - Partage le souci de M. Georges Berchet d'une nécessaire complémentarité des différents modes de transport - (p. 3399) : sous-tarifification d'une manière générale des prix des transports par rapport au coût réel - Utilité de rechercher le juste coût, le coût économique et social réel - Problème du transport des voyageurs - Nécessité de mener une politique tarifaire susceptible d'assurer à chacun l'accès à un moyen de transport - Mesures en faveur des transports en commun - Compensation accordée à la SNCF et à la Régie autonome des transports parisiens (RATP) en application des contrats d'entreprise existants - Politique du Gouvernement d'une limitation des aides de l'Etat - Effort indispensable en faveur des transports par le rail au niveau régional et départemental - Volonté du Gouvernement d'assurer le développement des transports collectifs dans les grandes agglomérations de province et dans les villes moyennes - Problème d'une prise en charge plus large du déplacement domicile travail par l'employeur - Place du transport fluvial dans notre système de communication - (p. 3400) : insertion d'un schéma directeur des voies navigables dans le VIII<sup>e</sup> Plan - Amélioration des crédits d'entretien à l'Assemblée nationale - Opposé à la « déréglementation », source des difficultés actuelles des grandes compagnies aériennes - Possibilité de développer des liaisons réciproques sur le plan interrégional à l'échelon de la Communauté économique européenne - Développement de la démocratisation du transport aérien - Meilleure situation d'Air France par rapport aux compagnies aériennes rivales internationales - Nécessité d'étaler dans le temps les très lourds investissements d'aéroport de Paris - Souci du Gouvernement de développer l'activité de la compagnie nationale et d'obtenir de nouvelles dessertes - Etude du problème d'exploitation du Concorde en liaison avec la Grande-Bretagne - Complémentarité des projets de construction aéronautique - Marché important pour l'A 320 jusqu'à l'an 2000 - Etude engagée par la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS) et Aeritalia concernant l'ATR 42 - (p. 3401) : succès de la coopération de General Electric avec la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA) concernant le moteur CFM 56 - Nombreux efforts en faveur de la sécurité des passagers - Contrôle de la totalité des vols internationaux assuré par la gendarmerie et la police - Réalisation des besoins les plus urgents dans ce budget - Coût de construction de nombreuses autoroutes par des sociétés concessionnaires privées actuellement en déficit ; obligation pour l'Etat d'aider ces sociétés en raison de la nature des contrats conclus - Poursuite des réalisations autoroutières - Réexamen de certains projets et choix d'un type de liaison rapide - (p. 3402) : importance de la réalisation de construction de rocares et de déviations urbaines - Volonté d'une amélioration de la gestion de la route - Développement d'une action de formation des conducteurs - Résultat positif du port de la ceinture de sécurité - Décision prise avant la fin de l'année par une réunion des personnalités compétentes sur l'utilisation des codes en ville en réponse à M. Henri Caillavet - Chute d'un avion charter yougoslave en Corse - Condoléances du gouvernement français au gouvernement yougoslave - (p. 3415) : nécessité d'accorder aux transports ferroviaires une plus grande attention et une place nouvelle et plus large - Choix difficile parmi les questions posées : liaison



Pau Canfranc Saragosse, liaison Strasbourg Mulhouse - Electrification de la ligne de la SNCF Paris Clermont-Ferrand achevée en 1986 - Développement des transports urbains et priorité accordée aux transports collectifs - Liaison Ermont Invalides reconnue d'utilité publique par décret du 25 septembre dernier - Affirmation de la priorité à la réalisation de l'interconnexion du réseau express régional (RER) à la station Saint-Michel - Concertation indispensable avec la région et le département pour l'élaboration de la réforme des transports parisiens - Utilité reconnue de la liaison Rhin Rhône, nécessité d'un volume d'investissements de l'ordre de 10 milliards de francs - (p. 3416) : canalisation de la Meurthe et intérêt du point de vue de l'aménagement urbain - Soixante quinze millions de francs de dotation consacrés au moteur CFM 56-2000 - Nécessité de définir les conditions du renouveau de l'aviation civile et la place du transport aérien dans l'ensemble du système de transports intérieurs - Promotion de l'aide personnalisée en faveur des Réunionnais - Absence de liaison aérienne avec les pays non reconnus par la France - Suppression de l'aéroport de Guyancourt conformément au schéma directeur de la région d'Ile-de-France - Respect par l'Etat des engagements pris concernant la desserte nécessaire à la ville de Strasbourg, afin d'assumer son rôle de siège de l'Assemblée européenne - Problème du transfert d'Orly à Roissy et maintien de l'activité et des emplois à leur plus haut niveau - (p. 3417) : maintien de l'aide de l'Etat en faveur de l'aviation légère - Volonté de poursuivre l'effort d'investissement routier - Exemple d'un mauvais choix et d'un surinvestissement de l'autoroute A 4 et de la route nationale 4 - Gestion publique des autoroutes et harmonisation des péages, suppression à terme - Principe reconnu de la réalisation de l'autoroute A 71 Orléans Bourges - Réalisation de l'autoroute A 12 prévue dans le cadre du schéma directeur d'aménagement de la région Ile-de-France - Utilité de l'autoroute A 86 reconnue par tous - Poursuite de l'effort du plan routier breton - Difficulté concernant la traversée des Landes et souhait d'un arbitrage à l'échelon régional - Réalisation rapide de l'autoroute B 71 Bourges Clermont-Ferrand qui s'inscrit dans le tracé de la liaison Centre Europe Atlantique - (p. 3418) : amélioration de la nationale 20 au nombre des priorités retenues - Demande l'adoption des différents articles du budget des transports - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3419) : s'oppose à l'amendement n° 502 de M. Henri Caillavet, rapporteur spécial (réduction des crédits du titre III : utilisation des codes en ville) - Impossibilité d'achever l'autoroute B 71 pour la fin 1983, promesse du précédent gouvernement - (p. 3420) : problème de l'échangeur de Montbrison - Amélioration de la situation dans le secteur de Roanne dans un avenir immédiat.

**FOREST (Louis de la)**, sénateur de l'Ille-et-Vilaine (UREI)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant amnistie** [n° 304 (80-81)] - (21 juillet 1981) - **Après l'art. 15** (p. 980) : son amendement n° 79 : cessation des poursuites engagées par certaines caisses d'assurance maladie et d'assurance vieillesse à l'égard de commerçants et artisans pour retard dans le paiement des cotisations ; adopté.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 3** (p. 2470) : son amendement n° I-243, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : demande de suspension par un

citoyen dans un délai de quinze jours de l'exécution d'un acte des autorités communales au représentant de l'Etat ; retiré.

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - **Titre III - Après l'art. 45** (p. 2756) : son amendement n° III-211, soutenu par M. Guy de La Verpillière : modification des dénominations et limites régionales à la demande des conseils généraux et régionaux ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

#### Deuxième partie :

**Agriculture** - (7 décembre 1981) - (p. 3814) : problème de l'enseignement agricole : subvention à l'enseignement agricole public ; crédits de bourses et de transports scolaires - Situation de l'enseignement agricole privé, notamment en Bretagne - Subventions de reconnaissance et d'agrément ; report des reliquats de 1981 - Objectifs de la loi de 1978 - (p. 3815) : qualité des établissements d'enseignement agricole privé ; difficulté à payer leur cotisation employeur à la mutualité sociale agricole ; risque de fermeture d'établissements - Coût éventuel d'intégration de leurs élèves dans l'enseignement agricole public - Aménagement de l'espace rural : désengagement de l'Etat ; retrait du Fonds d'aménagement urbain (FAU) ; opérations programmées d'amélioration de l'habitat ; travaux d'électrification rurale : enquête d'Electricité de France quant aux besoins à satisfaire : danger des chutes de tension survenant dans de nombreuses exploitations agricoles - Prorogation nécessaire pour plusieurs années des participations du Fonds d'amortissement des charges d'électrification (FACE) - Situation des agriculteurs âgés de 50 à 55 ans : absence d'aide pour le reclassement et d'indemnité viagère de départ.

**FORTIER (Marcel)**, sénateur de l'Indre-et-Loire (RPR)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (14 octobre 1981) (p. 1973).

#### DÉPÔTS

- **Rapport spécial** fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Solidarité nationale, santé, travail - II. Solidarité nationale et santé** [n° 58, annexe 29 (81-82)] (23 novembre 1981).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant amnistie** [n° 304 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (22 juillet 1981) - **Après l'art. 23** (p. 1003) : déclare applicable l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 91 de M. Francis Palmero (dépenses découlant de la réinsertion sociale et prise en charge par l'Etat).

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (12 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 10** (p. 2580) : son amendement n° I-323, soutenu par M. Paul Malassagne : caractère d'arrêté de l'ordre de réquisition ; notification au comptable et à la chambre

régionale des comptes et affichage en mairie ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - **Titre III - Art. 45** (p. 2752) : son amendement n° III-180 soutenu par M. Marc Bécam : élection au suffrage universel direct du conseil régional pour six ans ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Deuxième partie :*

**Solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale** - (10 décembre 1981) - Rapporteur spécial - (p. 4007) : complexité des structures ministérielles ; ministère de la santé et de la solidarité nationale ; rattachement de trois secrétariats d'Etat au ministère de la solidarité nationale ; conflits de compétence ; retards dans la présentation des documents annexes relatifs à l'effort social de la nation et aux régimes obligatoires de sécurité sociale - Rôle de la commission des comptes de la sécurité sociale - Inquiétudes sur la politique de santé et le financement de la sécurité sociale - Caractère de budget d'intervention du ministère de la solidarité nationale ; évolution des dépenses - Effort en faveur de la santé scolaire - Progression modérée des interventions publiques ; crédits d'aide médicale et taux d'actualisation des crédits d'aide sociale - Priorité à la prévention ; alcoolisme et formation des médecins - Réserve sur les crédits de formation des travailleurs sociaux - (p. 4008) : attachement au pluralisme et à l'exercice libéral de la médecine - Création d'emplois hospitaliers et problème de la réforme de la tarification hospitalière - Suppression du secteur privé en hôpital ; sanction contre les abus et maintien du principe de l'ordonnance de 1952 ; maintien des droits à la retraite des praticiens concernés - Démographie médicale et augmentation du nombre d'étudiants en premier cycle d'études médicales (PCEM)2 ; objectif d'une fonctionnarisation générale - Encouragement aux pharmacies mutualistes ; prix des médicaments et accusation portée envers les pharmaciens libéraux ; qualité de la pharmacie libérale - Nationalisation de l'industrie pharmaceutique ; qualités du médicament français - Développement des centres de santé intégrés ; suppression de l'abattement sur les tarifs d'honoraires de ces centres - Place du médecin généraliste libéral - Aide de l'Etat aux régimes de protection sociale - Produit intérieur brut marchand et dépenses de protection sociale ; poids du régime général et accroissement du déficit - Causes de ce déficit : évolution des dépenses de santé, création de nouvelles prestations et revalorisation des prestations existantes - Majoration exceptionnelle de la cotisation des assurés - Mesures de freinage des dépenses de santé prises en 1979 et annulation par les créations d'emplois dans les hôpitaux - Prix de journée et proportion majoritaire des salaires des personnels - (p. 4009) : réapparition des budgets supplémentaires des hôpitaux - Mesures sociales nouvelles et majoration des contributions des employeurs et des assurés ; doublement de la taxe sur les primes d'assurance automobile - Faiblesse du recouvrement des dettes patronales ; caractère de « créance passive » de ces dettes - Financement du régime de protection sociale et problème structurel - Orientations gouvernementales et nécessité d'un assainissement préalable de la situation financière - S'en remet à la sagesse du Sénat pour ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4038) : accepte l'amendement n° 571 de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat (majoration des crédits du titre IV relatifs au relèvement du plafond des rentes mutualistes des anciens combattants).

**FOSSET (André)**, sénateur des Hauts-de-Seine (UCDP)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.
- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions

restant en discussion du deuxième projet de loi de finances rectificative pour 1981 (27 octobre 1981) (p. 2202).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (28 octobre 1981) (p. 2230).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de nationalisation (25 novembre 1981) (p. 3117).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (11 décembre 1981) (p. 4072).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du troisième projet de loi de finances rectificative pour 1981 (17 décembre 1981) (p. 4353).

#### DÉPÔTS

*Rapport d'information* fait au nom de la commission des finances, en application de l'article 22, premier alinéa du Règlement, sur les aspects financiers et économiques du sous-emploi [n° 288 (80-81)] (2 juillet 1981) - **Emploi (chômage)**.

*Rapport spécial* fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Solidarité nationale, santé, travail** - I. Section commune - III. Travail [n° 58, annexe 28 (81-82)] (23 novembre 1981).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 310 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (24 juillet 1981) - **Art. 10** (p. 1141) : son amendement n° 23 déposé avec M. Maurice Blin, rapporteur général : diminution des crédits correspondant à la création d'emplois dans l'administration centrale du travail ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1153) : vote favorable du groupe de l'UCDP - Mesures sociales et inflation - Création d'emplois et financement par des recettes exceptionnelles - Déficit budgétaire - Nécessité d'une politique financière rigoriste.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

**Discussion générale** - (23 novembre 1981) - Rapporteur spécial - (p. 3019) : présente les observations de la commission des finances sur le rapport annuel de la Cour des comptes - Concours du Sénat depuis 7 ans à l'action de la Cour des comptes pour améliorer la gestion des ressources publiques - Classement des observations de la Cour par administrations concernées et regroupement de ces observations par grandes catégories - Dénonciation de certaines pratiques : dépassements de devis : école vétérinaire de Lyon, aménagement du littoral Languedoc-Roussillon et de Marseille, aménagements urbains de la commune des Mureaux - Coût de fonctionnement des services informatiques - Transports collectifs automobiles urbains de province et nécessité de subventions d'équilibre ; versement de transport - Fonctionnement des services concédés : service d'assainissement de Marseille ; parc de stationnement de Perpignan - (p. 3020) : interventions sociales du ministre du travail en faveur des travailleurs migrants ; recours à des associations pour la gestion des fonds publics - Gestion du Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire (FIAT) et transferts de chapitres ; justifications avancées par les services de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) - Gestion des centres d'études

techniques de l'équipement; services des haras et de l'équitation - Trésorerie de la sécurité sociale - Rigueur nécessaire dans le maniement des fonds publics et rationalisation des méthodes administratives; rôle de la Commission des suites et résultats obtenus en 1980 - Développement prévu du secteur nationalisé et institution des chambres régionales des comptes: nécessité pour la Cour des comptes de moyens accrus.

#### Deuxième partie :

**Solidarité nationale (suite) - I - Section commune - III - Travail** - (11 décembre 1981) - Rapporteur spécial - (p. 4100): dotations de la section commune au ministère du travail et à ceux de la solidarité nationale et de la santé: montant des crédits et comparaison avec 1981 - Crédits du ministère du travail: solidarité invoquée par le ministre et charge de ce budget pour les contribuables - Aggravation du chômage; nombre des demandeurs d'emplois - (p. 4101): politique à l'égard des travailleurs immigrés - Situation de l'Union nationale interprofessionnelle pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC): déficit prévisionnel; financement par l'emprunt et l'impôt de solidarité; absence de contribution des fonctionnaires - Contrats de solidarité et garantie de ressources - Demandeurs d'emplois non indemnisés: chômeurs en fin de droits - Aides de secours exceptionnelles du Fonds national de l'emploi (FNE) - Application de la convention sociale de la sidérurgie: dispense d'activité à 50 ans et risque de travail clandestin - Contrats emploi formation et plan avenir jeunes - Etude des problèmes des entreprises en difficultés et audits économiques et sociaux; limitation des licenciements économiques - Formation économique et sociale des responsables syndicaux - Formation des conseillers prud'hommes - Création de comités locaux de l'emploi - Efforts en faveur de l'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) et de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE): progression des crédits et créations d'emplois - (p. 4102): comparaison avec les organismes analogues de Grande-Bretagne ou de République fédérale d'Allemagne - Aspect économique du problème de l'emploi: compétitivité et productivité des entreprises - Formation professionnelle des jeunes - Facultés d'adaptation des entreprises et assouplissement des contraintes de gestion du personnel - Décision de la commission des finances de s'en remettre à la décision du Sénat pour l'appréciation des crédits.

**FOURCADE (Jean-Pierre)**, sénateur des Hauts-de-Seine (UREI)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du deuxième projet de loi de finances rectificative pour 1981 (27 octobre 1981) (p. 2202).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (28 octobre 1981) (p. 2230).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de nationalisation (25 novembre 1981) (p. 3117).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1982 (14 décembre 1981) (p. 4214).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions

restant en discussion du troisième projet de loi de finances rectificative pour 1981 (17 décembre 1981) (p. 4353).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés (19 décembre 1981) (p. 4428).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du quatrième projet de loi de finances rectificative pour 1981 (21 décembre 1981) (p. 4488).

#### DÉPÔTS

*Rapport fait*, avec MM. Jean Chérioux et Etienne Dailly, au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi [n° 36 (81-82)] de **nationalisation**, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence [n° 56 (81-82)] (16 novembre 1981).

*Rapport spécial fait*, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Culture** [n° 58, annexe 7 (81-82)] (23 novembre 1981).

*Rapport spécial fait*, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Monnaies et médailles** [n° 58, annexe 39 (81-82)] (23 novembre 1981).

*Rapport fait*, avec MM. Jean Chérioux et Etienne Dailly, au nom de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi [n° 93 (81-82)] de **nationalisation**, adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture après déclaration d'urgence [n° 122 (81-82)] (14 décembre 1981).

#### QUESTIONS

*Questions orales avec débat :*

n° 41 (31 juillet 1981) (p. 1305) à M. le Premier ministre: **centrales nucléaires** (conséquences de l'arrêt de la construction de plusieurs centrales nucléaires).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 310 (80-81)] - (22 juillet 1981) - **Discussion générale** (p. 1038): contraintes de l'économie internationale - Acquis positifs de la gestion précédente - Evaluation du déficit budgétaire pour 1981 - Contradictions entre la volonté de lutte contre le chômage et les mesures fiscales prises; cas de la surimposition des hauts revenus, de la majoration de la TVA sur les hôtels 4 étoiles - (p. 1039): suppression de la taxation des motocyclettes et sur-taxation des bateaux - Volonté de stimulation de la consommation à l'investissement et montant des taux d'intérêt - Abandon de la lutte contre l'inflation - Critique contre les déficits budgétaires passés et prescription de dépenses supplémentaires - Politique sociale et assainissement des finances publiques - Création anarchique d'emplois publics - Dotations en capital aux entreprises nationales - Financement du déficit par des mesures exceptionnelles et temporaires; politique de déficit systématique et problème de leur financement - (p. 1040): transmission des entreprises familiales et suppression du régime fiscal de la donation-partage - Plafonnement du quotient familial.

**Suite de la discussion** - (23 juillet 1981) - **Art. 1** (p. 1076): allusion faite par M. Laurent Fabius, ministre, à la majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu de 1974; différence de taux et de seuil - Votera contre l'article 1, relatif à la majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu - **Art. I ter** (p. 1089): se déclare favorable à

l'amendement n° 91 de M. Maurice Blin, rapporteur général (maintien des avantages fiscaux pour les donations-partages pour la part correspondant à des biens productifs).

**Suite de la discussion** - (24 juillet 1981) - **Art. 5** (p. 1116) : taux intermédiaire de la TVA appliqué aux hôtels de luxe ; modification permanente engagée par le Gouvernement - Problème de notre compétitivité européenne - Application aux seuls hôtels quatre étoiles luxe.

- **Projet de loi relatif au prix du livre [n° 318 (80-81)]** - (29 juillet 1981) - **Art. 1** (p. 1215) : son amendement n° 25 : création d'un système de prix imposé pendant les deux premières années de commercialisation ; rejeté - (p. 1217) : opposition à un traitement différentiel entre les éditeurs et importateurs et associations ou clubs - **Art. 3** (p. 1242) : son amendement n° 26, identique à l'amendement n° 8 de MM. Pierre Vallon et Charles Zwickert : suppression de cet article concernant la non application au bout de neuf mois du système du prix unique du livre diffusé par courtage, abonnement, ou correspondance ; retiré - (p. 1244) : se déclare favorable à l'amendement n° 52 de M. Jack Lang, ministre (application limitée à neuf mois du système du prix unique du livre aux personnes publiant un livre en vue de sa diffusion par courtage) - **Art. 4** (p. 1245) : son amendement n° 43 : suppression de cet article concernant les rabais et les conditions de délai d'édition et de réapprovisionnement ; retiré - **Art. 6** (p. 1248) : son amendement n° 27, identique à l'amendement n° 23 de M. Jacques Carat, rapporteur : suppression de cet article concernant les rabais sur les prix de vente au public ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1253) : qualité du débat - Améliorations et modifications apportées au projet et approbation du texte par le groupe de l'UREI.

- **Rappel au règlement** - (31 juillet 1981) - (p. 1291) : gel de la construction de cinq centrales électro-nucléaires par le Gouvernement - Préparation d'un débat national sur l'énergie et participation du Sénat - Inquiétude des membres du groupe de l'UREI.

- **Projet de loi portant abolition de la peine de mort [n° 385 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (29 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1722) : principe de la valeur de la vie humaine et précipitation du Gouvernement dans le dépôt du projet : absence de peine de substitution et risque de développement des exécutions sommaires et des réactions d'autodéfense - Inquiétudes suscitées par le projet et apaisement nécessaire du Gouvernement.

- **Questions orales avec débat jointes : politique énergétique** - (2 octobre 1981) - (p. 1817) : décision hâtive du gel de la construction de plusieurs centrales nucléaires - Conséquence pour l'horizon 1990 - Passage de 1973 à 1980 d'un taux de couverture de nos besoins du quart à la moitié - Développement des économies d'énergie ; réduction du rapport entre consommation d'énergie et croissance économique - Diversification des sources d'énergie : gaz, charbon, énergies nouvelles - Energie nucléaire et couverture de 30 % de nos besoins - (p. 1818) : légèreté de l'écologisme - Contradiction entre économie d'énergie et relance de la croissance - Illusion de l'accroissement de la production charbonnière ; majoration des coûts - Rapport Hugon et irréalisme des méthodes d'économies d'énergie - Importance de la consommation dans le secteur logement et faible pourcentage d'économies d'énergie - Réduction du programme énergétique et sous-estimation des besoins de consommation - Diminution de la capacité exportatrice - Avenir de l'indépendance énergétique de la France ; risque d'une dépendance pétrolière accrue - Suppression de la tendance à la diminution des prix de l'énergie française - Conséquences sur l'emploi ; cas de Golfech - (p. 1819) : importance économique de l'industrie nucléaire ; effets induits de la construction d'une centrale - Equilibre de la balance des paiements et développement de l'industrie nucléaire ; coûts comparés de l'importation du kilowatt-heure nucléaire, charbonnier et pétrolier - Contrats

d'exportation d'ingénierie et d'usines nucléaires - Aménagement du territoire et efforts du gouvernement précédent en faveur du Sud-Ouest - Substitution du charbon au nucléaire et progrès social ; pénibilité et accidents du travail - (p. 1837) : création directe et induite d'emplois et industrie nucléaire - Coefficient de corrélation entre croissance et économies d'énergie - Programme électro-nucléaire de 1973 et perspectives d'un prix français de l'énergie plus bas que les tarifs européens - Transfert coûteux vers le charbon - Rapports avec le tiers-monde et problème de l'avenir énergétique français.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1981) - **Discussion générale** (p. 2376) : importance des besoins d'investissements - Remboursement de la TVA et globalisation des prêts - Absence de dispositions dans le projet sur la dotation globale d'investissements ; référence à l'adoption de la dotation globale de fonctionnement, en 1979 - Fiscalité et autonomie des collectivités locales - Fiscalité locale et association de plusieurs collectivités et établissements publics à la même ressource ; donne l'exemple de sa ville - Diversification des recettes par collectivités et spécialisation des assiettes - Extension des pouvoirs économiques des collectivités locales - (p. 2377) : caractère vague des propositions du projet ; municipalisation des petites entreprises ; rapport avec les projets de nationalisation - Déficit des entreprises et transfert aux contribuables locaux - Faiblesse de la majoration de la dotation globale de fonctionnement pour 1982 ; inflation et hausse des rémunérations ; alourdissement de la charge des contribuables.

**Suite de la discussion** - (18 novembre 1981) - **Titre II bis (nouveau) après l'art. 44 (suite)** : (p. 2799) : rôle respectif des collectivités locales et des entreprises dans le développement économique - (p. 2800) : activités économiques des communes, des départements et des régions - Différences de fonctions et répartition des compétences.

**Suite de la discussion** - (19 novembre 1981) **Titre IV - Art. 59** (p. 2863) : son amendement n° IV-146 déposé avec M. Jacques Descours Desacres, qui le soutient : règles du code de prescriptions et de procédures techniques en matière de culture ; adopté.

- **Projet de loi de nationalisation [n° 36 (81-82)]** - (20 novembre 1981) - Rapporteur (aspects économiques et financiers) - **Discussion générale** (p. 2907) : proposition d'un vaste plan d'extension du secteur public - Deux objectifs : maîtrise et relance du développement économique du pays, et progression dans la voie de la démocratisation économique - Extension du contrôle de l'Etat sur certains groupes industriels - Extension du secteur public déjà important en France - Difficultés d'apprécier objectivement les conséquences de ce projet de loi - Nécessité de l'instauration dans le pays d'un débat de fond sur les objectifs et les modalités du programme de nationalisation - Manque de cohérence entre le dispositif législatif et les objectifs annoncés par le Gouvernement - Objectifs : rattrapage du retard industriel de la France, maîtrise du crédit, création d'un vaste champ d'expérimentation sociale - Caractère massif de l'opération de nationalisation : nationalisation à 100 % de cinq sociétés industrielles, trente six banques et deux compagnies financières - Activités à l'étranger du groupe Pechiney-Ugine-Kuhlmann (PUK) - (p. 2908) : importance de la population active nationalisée dans le secteur industriel - Critère de nationalisation des banques retenu : à partir d'un milliard de francs du montant des dépôts de résidents - Renationalisation des trois grandes banques nationales - Difficulté de préciser le domaine d'intervention du secteur public - Uniformité dans le traitement des filiales à l'étranger de chacun des groupes et de leur réseau international - Application d'une technique uniforme à des structures industrielles et financières variées - S'agissant du secteur bancaire, contradiction entre l'exposé des motifs et le texte - Doute sur la restructuration

des banques - Modification importante apportée par l'Assemblée nationale - Suppression des articles 33 et 50 : dans le cas de la nationalisation des compagnies financières, tri opéré entre les participations conservées par l'Etat et celles laissées au secteur privé : nationalisation du crédit - (p. 2909) : interrogation sur les avantages du projet sur le plan de la politique industrielle - Rappel des propos du Premier ministre estimant nécessaire la canalisation des ressources financières vers l'industrie pour éviter les placements improductifs - Existence d'aides de l'Etat aux entreprises industrielles - Souhait du gouvernement de nationaliser un certain nombre de groupes pour constituer des filières - Rapport de M. *Edgard Pisani* sur les échanges extérieurs de la France - Inexactitude de l'assimilation permanente entre la notion de nationalisation et la notion d'emploi croissant ou de stabilité de l'emploi - Danger de tromper l'ensemble des travailleurs du pays - Difficulté des entreprises publiques ou privées sur le marché international - Problème de la nationalisation du crédit - (p. 2910) : importance des dépôts déjà détenus par l'Etat - Problème du système de collecte de l'épargne : progression plus rapide des réseaux mutualistes par rapport aux réseaux classiques - Rapport entre ce projet et la décentralisation - Exemple des nationalisations de petites banques de province contraires à la politique de décentralisation - Risques importants de ce projet de loi : tendance naturelle des grands groupes à supprimer la sous-traitance - Inquiétude des petites et moyennes entreprises devant la modification des conditions d'activité - Problème de l'accès au crédit dans le cadre d'un système nationalisé - (p. 2911) : amputation du marché financier et découragement de l'épargne - Erosion de la position internationale de la France - Fuite des personnels, perte des marchés - Rétrogradation du réseau bancaire français, actuellement le deuxième du monde - Risque d'une aggravation de la balance des paiements - Coût financier de ce projet de loi - Indemnisation des actionnaires - Paiement des intérêts de la dette obligataire, prise en charge par l'Etat des augmentations de capital des entreprises précédemment privées - Problème des compensations accordées aux entreprises publiques au titre des missions de service public qui leur sont imparties - Compensation financée par le budget de l'Etat - Problème du financement des pertes d'exploitation - (p. 2912) : transfert de charges vers le budget de l'Etat - Texte d'une conception interventionniste ne correspondant pas aux objectifs annoncés par le Gouvernement et ne répondant pas à la situation actuelle des entreprises - Risque d'affaiblissement de la position internationale de la France et ouverture de contentieux avec tous les partenaires des entreprises françaises dans le monde - Deux motivations profondes de ce texte : avancement dans la voie de la démocratisation économique et de l'expérimentation sociale ; désir de rendre irréversible l'orientation de l'économie française vers un système d'assistance et d'étatisation - Fragilité des structures économiques accentuée par ce projet face à des périls réels - Propose au nom de la commission spéciale de voter contre ce projet de loi - (p. 2927) : nocivité du retrait de l'article 50 - Procès des banques nationalisées, quatre reproches signalés - (p. 2928) : reproche ne s'appliquant pas aux banques privées travaillant dans sa région - (p. 2934) : entreprises publiques françaises et succursales à l'étranger.

**Suite de la discussion** - (21 novembre 1981) - Rapporteur (aspects économiques et financiers) - **Discussion générale** (p. 2969) : politique européenne de l'acier et inopportunité de la nationalisation des entreprises françaises - Indépendance nationale et justification de l'aide de l'Etat aux entreprises sidérurgiques - Qualité des politiques allemande et luxembourgeoise vis-à-vis de leurs entreprises privées sidérurgiques ; difficultés des groupes publics sidérurgiques anglais et italien - Acceptation des règles du marché international ou nationalisation à finalité sociale.

**Suite de la discussion** - (23 novembre 1981) - Rapporteur (aspects économiques et financiers) - **Discussion générale** (p. 2996) : profits réalisés par le système bancaire, évoqués par M. *René Regnault*, et difficultés éprouvées par un grand

établissement bancaire français en 1974 et 1975 ; faillites de banques en Allemagne fédérale, aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne - Protection des intérêts des travailleurs, des actionnaires et des clients - **Question préalable** (p. 3009) : sa motion n° 4, déposée avec MM. Jean Chérioux et Etienne Dailly, également rapporteurs de la commission spéciale, tendant à opposer la question préalable ; adoptée - Motifs à la fois économiques et financiers, sociaux, juridiques et constitutionnels de cette motion - Aspects économiques et financiers : caractère doctrinal de la nationalisation à 100 % - Critères retenus ; incohérence du dispositif : actifs à l'étranger et pouvoir donné aux administrateurs provisoires d'aliéner le patrimoine - Renationalisation des banques nationalisées et restructuration des réseaux - Articles supprimés à l'Assemblée nationale : Conseil national du crédit et commission de contrôle des banques - Lacunes du projet : absence de politique industrielle ; manque de coordination avec la politique de l'emploi ; banques régionales et décentralisation - Menace pour les petites et moyennes entreprises (PME), affaiblissement de la production de la France dans le monde et de la place internationale de Paris - Charge financière pour le budget de l'Etat - Montant actuel des concours de l'Etat aux entreprises publiques - (p. 3010) : aspects sociaux du projet : caractère transitoire du texte ; renvoi à un projet ultérieur sur l'organisation et la démocratisation des entreprises publiques ; transfert du pouvoir dans l'entreprise et nouveau droit du travail - Pouvoir autogestionnaire - Aspects constitutionnels et juridiques : non conformité à la Constitution et risque de contentieux avec l'étranger - Conditions de la nationalisation prévues dans la Constitution de 1958 ; préambule de la Constitution de 1946 ; notion de nécessité publique définie par la Déclaration des droits de l'homme de 1789 - Indemnisation : juste et préalable indemnité ; égalité des citoyens devant la loi - Pouvoir donné à l'administrateur général de décider l'aliénation partielle ou totale des participations majoritaires - Règles du droit public international ; extra-territorialité ; risque de contentieux avec l'étranger - Non conformité à la Constitution de quinze des quarante huit articles du projet - Concurrence internationale - (p. 3011) : nécessité d'une politique industrielle - Controverse sur le rôle de l'Etat - Tradition de liberté et de responsabilité de la Ve République - Demande au Sénat d'adopter la question préalable.

#### - **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

**Discussion générale** - (23 novembre 1981) - (p. 3033) . dégradation de la situation économique et financier, de la France depuis 6 mois - Insuffisance des perspectives de croissance pour 1982 au regard de l'objectif de résorption du chômage : environnement international et politiques restrictives des principaux partenaires occidentaux de la France - Contradictions internes de la politique de relance du Gouvernement : relèvement des prestations sociales compensé par la majoration des cotisations à la charge des salariés - Accroissement de la fiscalité directe - Impôt sur les sociétés et taxation des frais généraux ; impôt sur la fortune et taxation de l'outil de travail ; majoration des cotisations sociales - Taux de croissance prévu pour 1982 - Inquiétudes face à la politique du Gouvernement : avenir compromis ; exemple du programme électronucléaire - (p. 3034) : problème de la maîtrise des finances publiques face au recrutement massif de fonctionnaires - Rigidité accrue du budget - Niveau d'inflation prévisible de la France comparé à celui de ses principaux partenaires occidentaux - Impôts directs et indirects ; charges des entreprises ; politique salariale - Déficit du commerce extérieur - Recours au Fonds monétaire international (FMI) ou aux emprunts internationaux - Financement du déficit budgétaire et collecte de la totalité des ressources d'épargne disponibles par le secteur public ; problème du financement des investissements des entreprises privées - Niveau des taux d'intérêt et nécessité de bonifications ; poids pour les finances publiques - Danger des orientations économiques retenues par le Gouvernement.

*Discussion des articles de la première partie :*

(25 novembre 1981) - **Art. 3** (p. 3113) : abstention au nom des groupes de la majorité sur l'amendement n° 375 de M. Louis Virapoullé, soutenu par M. Marcel Rudloff (non prise en compte des titres d'emprunts et des obligations de l'Etat et des collectivités locales pour le calcul de l'impôt sur le patrimoine).

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Art. 27 bis** (p. 3266) : se déclare opposé à l'amendement n° 366 de M. Henri Duffaut (suppression du contenu de cet article qui tend à réduire la durée des exonérations de l'impôt foncier de 25 à 20 ans et de 15 à 10 ans; suppression du prélèvement pour frais de dégrèvement et de non valeur en matière de taxe d'habitation; contrepartie financière dans la majoration du taux de la TVA sur les pierres précieuses, l'augmentation du droit de timbre et des droits de mutation à titre gratuit) - (p. 3267) : soutient l'amendement n° 217 de M. Jean-François Pintat, identique à l'amendement n° 367 de M. Henri Duffaut (suppression de cet article qui tend à réduire les durées d'exonération de l'impôt foncier de 25 à 20 ans et de 15 à 10 ans) - Exonération de l'impôt foncier et compensation de l'Etat aux collectivités locales - Régime des mutations à titre gratuit et suppression des donations partagées - **Explication de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 3290) : vote positif des groupes UREI et UCDP et d'une partie de la gauche démocratique, sur la première partie de la loi de finances ainsi modifiée : amendement adoptés et réductions de crédits proposées par les rapporteurs des commissions, lors de l'examen de la deuxième partie du projet de loi de finances - Réflexion approfondie du Sénat - Valeur des travaux des commissions - (p. 3291) : attitude constructive du Sénat.

*Deuxième partie :*

**Culture** - (8 décembre 1981) - Rapporteur spécial (p. 3875) : historique de la politique culturelle de la France - Continuité du budget - Création et moyens financiers; danger d'une dispersion des actions et d'un saupoudrage des crédits - Accroissement des crédits pour la diffusion du livre français à l'étranger et augmentation des moyens du Centre national des lettres - Défense de la loi sur le prix unique du livre - Arts plastiques et métiers d'art - Institution d'un Fonds d'incitation à la création - (p. 3876) : travail et culture - Théâtre, musique et audiovisuel - Association de la télévision et de l'Opéra ou des théâtres nationaux - Promotion du patrimoine - Situation des musées - Musée d'Orsay et dépassement des prévisions financières - Efforts en faveur du patrimoine parisien au détriment de la province - Décentralisation et action culturelles - Rôle des associations, des maisons de la culture, des collectivités territoriales et des entreprises - Décentralisation lyrique - Importance des moyens affectés aux grandes institutions de prestige et faiblesse des structures administratives du ministère - Rattachement de la Bibliothèque nationale - Projet de création d'une cité internationale de la musique dans la région parisienne - (p. 3877) : contrôles de l'utilisation des fonds octroyés aux associations - Multiplication des fonds d'intervention - Aménagement de certaines déductions fiscales : organismes d'intérêt général à caractère culturel et versement en déduction de l'impôt sur le revenu des personnes physiques; exonération des oeuvres d'art; exclusion de l'imposition sur la fortune du patrimoine monumental - Dépôt d'amendements sur le musée d'Orsay et le regroupement des arts plastiques - Sous réserve de l'adoption de ces deux amendements, demande le vote du budget de la culture - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3892) : son amendement n° 506 : réduction des crédits du titre IV sur l'enseignement des arts plastiques; adopté - **Etat C** (p. 3893) : son amendement n° 507 : réduction des autorisations de programme et crédits de paiement du titre V sur l'enseignement des arts plastiques; adopté - Son amendement n° 508 : réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre VI sur l'enseignement des arts plastiques; adopté - Son amendement n° 509 : réduction

des autorisations de programme du titre VI sur l'aménagement du musée d'Orsay; retiré - (p. 3894) : suppression des crédits du titre VI et volonté de la majorité de la Haute Assemblée d'adopter l'ensemble des crédits.

**Monnaies et médailles** - (11 décembre 1981) - Rapporteur spécial - (p. 4095) : projet de budget annexe des monnaies et médailles pour 1982 et caricature de l'entreprise publique mal gérée : déficit structurel; progression des dépenses de personnel - (p. 4096) : arrêt des investissements - Problème du programme de frappe des monnaies françaises - Déficit structurel et amputation du fonds de roulement de l'établissement - Solutions proposées par la commission des finances : frappe d'une nouvelle pièce d'argent ou de monnaies commémoratives - Volonté politique nécessaire - Amendement de la commission des finances visant à réduire la subvention d'équilibre inscrite au projet de budget - **Examen des crédits - Art. 48** (p. 4097) : son amendement n° 570 : réduction des crédits destinés à la subvention d'équilibre; retiré - Nécessité d'un plan de redressement - Engagement pris par le ministre.

**Articles non rattachés à l'examen des crédits** - (12 décembre 1981) - **Après l'art. 92** (p. 4183) : se déclare favorable à l'amendement n° 573 de M. Maurice Blin, rapporteur général (réduction du montant des crédits de paiement ouverts aux ministres pour 1982 et économies budgétaires nécessaires; intitulé : « Titre III - Economies budgétaires »).

- **Projet de loi de nationalisation - Nouvelle lecture** [n° 93 (81-82)] - (16 décembre 1981) - Rapporteur (aspects économiques et financiers) - **Discussion générale** (p. 4272) : crise économique traversée par le pays et réponse inadaptée de l'extension proposée du secteur public - Risque d'affaiblissement de la position internationale de la France - Volonté de décentralisation proclamée par le Gouvernement et contradiction avec la politique de nationalisation - Référence, utilisée par le Premier ministre dans son discours du 15 septembre, aux nationalisations autrichiennes - (p. 4273) : précisions sur le prétendu modèle autrichien - Données fournies par le directeur général de la société holding regroupant l'ensemble des sociétés nationalisées autrichiennes - Examen par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture de ce projet et confirmation des appréhensions du Sénat : aggravation du coût de l'indemnisation; possibilité d'aliénation des participations détenues par les entreprises françaises à l'étranger; nationalisation des banques - Dépôt par le Gouvernement du troisième collectif budgétaire pour 1981 : acquisition du capital de Matra, et coût croissant du secteur public - (p. 4274) : dotations en capital et subventions d'exploitation aux entreprises publiques - Montant total des concours de l'Etat pour 1982 - Dépôt par le Gouvernement du projet de loi relatif au plan intermédiaire et rôle conféré au secteur public élargi - Absence de véritable politique industrielle - Autonomie des entreprises publiques et contrats de plan - Tendances contradictoires en direction de l'étatisation et de l'autogestion - Certitude du coût élevé des nationalisations et difficultés de financement - Recours à l'emprunt et niveau d'endettement de l'Etat - Détournement de fonds hors du secteur productif - (p. 4275) : problèmes de constitutionnalité évoqués par M. Etienne Dailly, rapporteur pour les aspects juridiques - En sa qualité de rapporteur pour les aspects économiques et financiers, demande l'adoption de l'exception d'irrecevabilité constitutionnelle, soutenue par M. Etienne Dailly - (p. 4285) : argument employé par M. Robert Badinter, ministre de la justice, de l'appréciation de la nécessité publique au niveau du groupe et non au niveau de chacune des filiales; rétrocession éventuelle de participations au secteur privé - (p. 4299) : critiques adressées par M. Louis Perrein à son rapport et rappel des précisions apportées par l'annexe 3, comportant le chiffrage établi par le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations et le syndic des agents de change - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4302) : sa motion n° 4, déposée avec MM. Jean Chérioux et Etienne Dailly, également rapporteurs, tendant à déclarer le projet irrecevable pour inconstitutionnalité; adoptée.

**FRANCESCHI (Joseph)**, *secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat chargé de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées* (nommé le 22 mai 1981 dans le gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 23 mai 1981, p. 1631].

Puis *secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé des personnes âgées* (nommé le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1787]

## INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Deuxième partie :*

**Solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale** - (10 décembre 1981) - (p. 4003) : solidarité nationale et création d'un secrétariat d'Etat - Prise en compte des intérêts des besoins des personnes âgées - Augmentation de l'allocation mensuelle des titulaires du Fonds national de solidarité - Progression des crédits pour la résorption des hospices, pour les équipements sociaux, l'aide sociale et la formation - Augmentation du taux de reversion et prise en compte des retraités avant la « loi Boulin » - Revenus modestes et augmentation du seuil de récupération sur succession ; création d'un seuil identique pour l'aide ménagère - Action sociale et médico-sociale - Prise en charge des personnes âgées dépendantes physiquement ; réforme de la tarification et transformation des hospices, création de petites unités ; formation du personnel ; enquête nationale sur les établissements publics et privés - Caractère scandaleux et intolérable de certains « mouvoirs » - Augmentation des crédits pour les petits équipements de quartier, les services à domicile et la participation à la vie sociale - Progression des crédits de la formation - Personnes âgées et politique de la sécurité sociale et des collectivités locales ; plans gérontologiques départementaux ; représentation des personnes âgées dans les instances locales et nationales ; exemple du Conseil économique et social, - (p. 4036) : augmentation considérable du montant de la dotation pour le Fonds national de solidarité - (p. 4037) : réajustement des tarifs de remboursement de l'aide ménagère ; augmentation du salaire de référence - Financement de l'aide ménagère - Création du secrétariat d'Etat - Situation des personnes âgées des territoires d'outre-mer ; Wallis et Futuna ; recherche de l'égalisation par le haut des avantages familiaux et vieillesse entre les différents territoires - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4038) : son amendement n° 571 : majoration des crédits du titre IV relatifs au relèvement du plafond des rentes mutualistes des anciens combattants ; adopté - **Art. 90** : accepte l'amendement n° 514 de M. Jean Chérioux, rapporteur pour avis (fermeture d'un établissement d'éducation spéciale pour handicapés et maintien du versement de l'allocation d'éducation spéciale et de ses compléments éventuels).

**FRANCOIS-PONCET (Jean)**, *ministre des affaires étrangères* (nommé le 29 novembre 1978 dans le gouvernement Barre) [JO Lois et décrets 30 novembre 1978, p. 3983]

## DÉPÔTS

*Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal sur la formation en vue du retour et de l'insertion dans l'économie sénégalaise des travailleurs ayant émigré temporairement en France* [n° 249 (80-81)] (2 avril 1981) - **Traités et conventions.**

*Projet de loi autorisant la ratification d'une Convention entre la République française et la République populaire hongroise relative à l'entraide judiciaire en matière civile et familiale, à la reconnaissance et à l'exécution des décisions*

ainsi qu'à l'entraide judiciaire en matière pénale et à l'extradition [n° 250 (80-81)] (2 avril 1981) - **Traités et conventions.**

*Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine sur l'établissement de postes consulaires* [n° 251 (80-81)] (2 avril 1981) - **Traités et conventions.**

*Projet de loi autorisant la ratification de quatre Protocoles portant modification de la convention de Varsovie du 12 octobre 1929 pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international* [n° 252 (80-81)] (2 avril 1981) - **Traités et conventions.**

*Projet de loi autorisant le Gouvernement à approuver l'accord international de 1979 sur le caoutchouc naturel* [n° 253 (80-81)] (2 avril 1981) - **Traités et conventions.**

*Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique socialiste de Sri Lanka sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements* [n° 254 (80-81)] (2 avril 1981) - **Traités et conventions.**

*Projet de loi autorisant l'adhésion au Protocole à la convention du 19 mai 1956 relative au contrat de transport international de marchandises par route (CMR)* [n° 255 (80-81)] (2 avril 1981) - **Traités et conventions.**

*Projet de loi autorisant l'approbation d'une Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire hongroise tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune* [n° 256 (80-81)] (2 avril 1981) - **Traités et conventions.**

*Projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse concernant le traitement fiscal des libéralités faites dans des buts désintéressés* [n° 257 (80-81)] (2 avril 1981) - **Traités et conventions.**

*Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération culturelle, scientifique et technique et d'un protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire révolutionnaire de Guinée* [n° 258 (80-81)] (2 avril 1981) - **Traités et conventions.**

## INTERVENTIONS

— **S'associe à l'hommage rendu par M. le Président du Sénat à la mémoire de M. Jacques Bordeneuve, sénateur du Lot-et-Garonne, et de M. Gaston Pams, sénateur des Pyrénées-Orientales** (7 avril 1981) (p. 527, 528).

**FRANCOU (Jean)**, sénateur des Bouches-du-Rhône (UCDP)

## NOMINATIONS

— Membre de la commission des finances.

— Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés (19 décembre 1981) (p. 4428).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative au statut des langues et cultures régionales dans

l'enseignement, les affaires culturelles, l'éducation permanente, la radio et la télévision [n° 285 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 avril 1981, JO Débats 2 juillet 1981).

*Rapport spécial* fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Défense: exposé d'ensemble et dépenses en capital [n° 58, annexe 42 (81-82)] (23 novembre 1981).

*Rapport* fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 91 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés [n° 132 (81-82)] (16 décembre 1981).

*Rapport* fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés [n° 153 (81-82)] (22 décembre 1981).

## QUESTIONS

### Questions orales sans débat :

n° 5 (JO Débats 12 juin 1981) (p. 738) à M. le Premier ministre: expulsions (expulsion du consul général d'URSS à Marseille).

n° 38 (JO Débats 3 juillet 1981) (p. 785) à M. le ministre du travail: entreprises (agissements de certaines agences de travail temporaire).

n° 153 (JO Débats 19 novembre 1981) (p. 2829) à M. le ministre des transports: autoroutes (achèvement de l'autoroute A56 Salon-Fos).

### Questions orales avec débat :

n° 9 (JO Débats 12 juin 1981) (p. 738) à M. le ministre de l'industrie: canaux (prévention des accidents le long du canal industriel entre Jouques et Saint-Chamas) - Caducité le 22 juin 1981 - Reprise le 2 juillet 1981 (p. 778).

n° 10 (JO Débats 12 juin 1981) (p. 738) à M. le ministre du travail: travail (conditions de) (agissement de certaines agences de travail temporaire) - Caducité le 22 juin 1981 - Reprise le 2 juillet 1981 (p. 778) - Retirée par son auteur (2 juillet 1981) (p. 779).

n° 78 (28 octobre 1981) (p. 2243) à M. le Premier ministre: enseignement (image négative de la France donnée par un manuel scolaire).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion** [n° 368 (80-81)] - (16 septembre 1981) - Art. 1: Art. 3-1 de la loi du 3 juillet 1972 (p. 1502): sur l'amendement n° 3 de M. Charles Pasqua, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article: caractère précaire et révocable des dérogations; autorisation des radios municipale, se déclare opposé au sous-amendement n° 21 de M. Jacques Carat (suppression de la possibilité d'octroi de dérogations au profit des collectivités territoriales) - Liberté d'information des communes: exemple des bulletins municipaux.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

Suite de la discussion - (5 novembre 1981) - Titre I (suite) - Art. 3 (p. 2472): son amendement n° I-353, soutenu par M. Raymond Poirier: suspension d'un acte du conseil municipal par le représentant de l'Etat à la demande des

citoyens après avis du sous-préfet et entente du maire; décision du tribunal administratif; retiré.

Suite de la discussion - (12 novembre 1981) - Titre II - Art. 21 (p. 2619): son amendement n° II-243, soutenu par M. Paul Pillet: suppression de l'alinéa relatif aux attributions du représentant de l'Etat; devenu sans objet.

Suite de la discussion - (13 novembre 1981) - Titre II (suite) - Art. 24 (p. 2659): son amendement n° II-248, soutenu par M. Adolphe Chauvin: élection du président à la majorité absolue des votants pour une durée de trois ans; retiré.

Suite de la discussion - (17 novembre 1981) - Titre III - Art. 45 (p. 2752): son amendement n° III-133 soutenu par M. Pierre Schiélé: suppression des dispositions de cet article érigeant la région en collectivité territoriale; devenu sans objet - Art. 48 (p. 2762): son amendement n° III-158 soutenu par M. Marcel Rudloff: principe et modalités d'élaboration du plan régional; devenu sans objet.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

### Deuxième partie :

Relations extérieures - (3 décembre 1981) - (p. 3578): problèmes de la paix internationale - Conflit du Moyen-Orient: accords de Camp David; occupation du Liban par l'armée syrienne et mainmise sur l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) - Préalable nécessaire de la stabilisation au Liban et perspective des élections présidentielles de 1982; nécessité d'élections libres et possibilité d'émergence d'une grande personnalité libanaise - Action nécessaire de la France à l'Organisation des Nations-Unies (ONU); liens privilégiés de la France avec le Liban - Politique de coopération: rupture avec la politique du précédent gouvernement; insuffisance des dotations budgétaires - Priorité aux dépenses de fonctionnement - (p. 3579): ingérences de l'Union soviétique dans le tiers monde et influence nécessaire de la France - Création par le Président Poher en 1980, de l'Association pour la recherche et l'information sur l'aide au développement (ARIAD): organisation par cette association de la journée du tiers monde à l'école et autres projets en cours; programme pour 1982 - Nécessité de donner à cette association les moyens qui lui sont nécessaires.

Défense - (4 décembre 1981) - Rapporteur spécial - (Exposé d'ensemble et dépenses en capital) (p. 3600, 3601): changement de majorité et conception de la défense - Importance des alliances - Refus du neutralisme - Opposition du Président de la République à l'installation massive en Europe de SS 20 russes; fidélité aux Etats-Unis; solidarité militaire occidentale - Dissuasion nucléaire: armes nucléaires tactiques; arme neutronique; continuité de la politique de défense - Inadéquation entre les objectifs et les moyens du Gouvernement; absence de provision pour revalorisation des rémunérations; absence d'enveloppe pour dépassements éventuels en cours d'exercice - Loi de programmation militaire et plan intérimaire de deux ans - Construction d'un septième sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE) - Décélération de l'augmentation des crédits de la défense - Reprise de l'effort d'investissement des armées depuis 1978 - Inquiétudes pour l'avenir de la défense - (p. 3602): conditions de vie du personnel des armées et entraînement - Capacité nucléaire; distinctions entre les forces nucléaires stratégiques et l'armement nucléaire tactique - Modification de l'équilibre entre les forces nucléaires et les forces classiques - Etudes générales et recherches de défense - Modernisation de l'industrie d'armement; investissements techniques; études sur l'avion de combat futur; abandon du projet d'extension du camp du Larzac; renouvellement de la flotte de surface: sous-marin nucléaire d'attaque - Continuité des grandes orientations de la politique de défense - Maintien du service militaire - Faible progression du budget de la défense - Réduction de la dotation de l'arme nucléaire tactique - Demande d'adoption des crédits du ministère.



**Temps libre** - (6 décembre 1981) - (p. 3736) : rappelle la qualification de la France pour la Coupe du monde de football - Progression satisfaisante des crédits de la jeunesse et inquiétante pour ceux du sport - Gestion du Fonds national de développement du sport (FNDS) - (p. 3737) : concertation avec le mouvement sportif ; rôle du comité national olympique sportif français et de ses comités régionaux, des grandes fédérations sportives et des clubs - Politique conventionnelle entre l'Etat, les collectivités locales et les fédérations sportives ; exemple de football et du tennis ; chiffrage des besoins et des moyens - Crédits extrabudgétaires et maintien de l'engagement financier de l'Etat ; prélèvements sur le loto et le PMU - Création d'un concours de pronostics sous forme de loto sportif - Faible progression des crédits aux collectivités locales - Maintien du concours du FNDS - Frais de déplacement des clubs sportifs - Médecine du sport - Rénovation et construction des grands stades et organisation du championnat d'Europe en 1984 - Réorganisation du football professionnel et contrôle de la gestion des clubs - Mouvement sportif et soutien au bénévolat ; encouragement au sport d'entreprise - Rattachement au ministère de l'éducation nationale de l'éducation physique et sportive ; recrutement et nombre d'heures d'éducation physique et sportive - Sport à l'école primaire ; maintien de l'unicité de l'enseignement ou formation d'instituteurs et d'institutrices spécialisés - Application de la loi de décentralisation au ministère du temps libre ; maintien des directions régionales et départementales de la jeunesse et des sports - Exonération de la taxe sur les salaires pour les associations de jeunesse et d'éducation populaire - Engagement de l'Etat et maintien du rôle des bénévoles et associations - **Examen des crédits** - **Après l'art. 90** (p. 3748) : son amendement n° 527 : augmentation du plafond de déduction fiscale sur le chiffre d'affaires pour versement au FNDS ; compensation de recette par majoration du prélèvement effectué par l'Etat sur le loto ; retiré.

**Articles non rattachés à l'examen des crédits** - (12 décembre 1981) - **Art. 75** (p. 4166) : son amendement n° 511 : présomption de propriété par le président du conseil d'administration ou du directoire de certains titres et obligation de diligence ; retiré.

- **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale [n° 124 (81-82)]** - (18 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4375) : observation au sujet de l'intervention de Mme Marie-Claude Beaudeau parlant au nom du groupe communiste - Création de la sécurité sociale à la Libération à l'instigation du gouvernement du général De Gaulle - Ministres communistes solidaires du Gouvernement.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés [n° 91 (81-82)]** - (19 décembre 1981) - **Rapporteur** - **Discussion générale** (p. 4409) : aménagement du régime des prêts et indemnité forfaitaire pour les meubles meublants ; continuité et caractère complémentaire du projet de loi - Coût financier de ces mesures - Règles de recevabilité financière des amendements parlementaires et impossibilité de correction des imperfections ou imprécisions du texte - Problèmes juridiques et saisine de la commission des lois - Amendements de la commission des finances et coordination entre les articles du projet - (p. 4410) : aménagement des prêts et conditions de résidence dans les territoires anciennement sous souveraineté, protectorat ou tutelle française ; départ pour des raisons politiques - Problèmes des rapatriés à la suite de catastrophes naturelles - Indemnité de la perte des meubles meublants et conditions de nationalité - Composition des commissions d'aménagement et différence avec le décret du 7 septembre 1977 ; augmentation de leur nombre ; déséquilibre numérique en faveur des rapatriés et désignation sur une liste présentée par les associations de rapatriés - Retour nécessaire aux dispositions du décret de 1977 - Assistance ou représentation des rapatriés par une personne de leur choix devant les commissions d'aménagement - Compétences des commissions ; caractère juridic-

tionnel et recours en cassation ; simplicité des voies de recours ordinaires - Remise et aménagement des prêts ; possibilité d'aménagement des prêts complémentaires à l'instar des prêts principaux de réinstallation ; report de la période de référence du 15 novembre 1974 au 31 mai 1981 - Mesures d'aménagement et prise en compte de l'ensemble de l'endettement - Modalités de consolidation des prêts et pouvoirs de l'établissement conventionné ; connaissance du montant des bonifications d'intérêts et des critères d'octroi de la garantie de l'Etat - Indemnité pour la perte des meubles meublants et critère de revenus - Exclusions et cumuls possibles et risques de discriminations - **Art. 1** (p. 4416) : déclare applicable l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 19 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur pour avis (extension du bénéfice des dispositions du projet aux Français ayant dû ou estimé devoir quitter, à la suite d'événements politiques, un territoire non placé antérieurement sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France) - **Art. 2** (p. 4417) : accepte l'amendement n° 7 de M. Georges Spénale, soutenu par M. Louis Perrein (bénéfice de l'aménagement ou de la remise des prêts aux rapatriés ayant cédé leur exploitation et ne disposant pas de ressources suffisantes) - **Art. 3** : ses amendements n° 8 : participation d'un représentant du secrétaire d'Etat au tourisme à la commission de l'aménagement des prêts ; adopté ; et rédactionnel n° 9 ; adopté - Son amendement n° 10 : maintien du paritarisme dans la commission d'aménagement des prêts et désignation de deux délégués supplémentaires des rapatriés ; adopté - (p. 4418) : son amendement n° 11 : nomination des délégués des rapatriés par le Premier ministre, sur proposition des associations ; adopté - Accepte l'amendement n° 20 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur pour avis (réexamen des demandes d'aménagement ou de remises de prêts et caractère juridictionnel de la décision prise) - (p. 4419) : accepte l'amendement n° 1 de M. Roland Courteau (décisions de la commission d'aménagement et recours devant la cour d'appel) - Son amendement n° 12 : possibilité d'assistance ou d'une représentation par une personne choisie par le rapatrié ; adopté - **Art. 4** : son amendement rédactionnel n° 13 ; adopté - **Art. 5** : son amendement rédactionnel n° 14 ; adopté - (p. 4420) : son amendement n° 15 : événements nouveaux, notamment pour départ à la retraite, et réexamen des mesures d'aménagement ; adopté - **Art. 8** : son amendement rédactionnel n° 16 ; adopté - **Art. 10** (p. 4421) : son amendement n° 17 : bénéfice de l'indemnité pour la perte de meubles meublants aux mineurs orphelins de père ou de mère à la date du rapatriement ; adopté - **Art. 11** (p. 4422) : accepte l'amendement n° 21 de M. Roland Courteau (indemnité pour perte de meubles meublants et exclusion des bénéficiaires de la loi de 1970 sur le droit à indemnisation pour la perte des meubles meublants d'usage courant et familial) - **Après l'art. 14** (p. 4424) : s'en remet à la sagesse du Sénat sur les amendements de M. Félix Ciccolini, soutenus par M. Roland Courteau n° 24 (composition de l'instance arbitrale et évaluation de l'exploitation différente de l'application des barèmes ; possibilité de recours devant la cour d'appel) et n° 25 (évaluation forfaitaire de l'entreprise par l'instance arbitrale ; possibilité de recours devant la cour d'appel) - Accepte l'amendement n° 23 de M. Félix Ciccolini, soutenu par M. Louis Perrein (intitulé ; « De la procédure devant l'instance arbitrale ») - **Seconde délibération** - **Art. 14 bis (nouveau)** (p. 4426) : accepte l'amendement n° 27 de M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat (recours contre les décisions de l'instance arbitrale devant la cour d'appel) - **Art. 14 ter (nouveau)** : accepte l'amendement n° 28 de M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat (recours contre les décisions de l'instance arbitrale devant la cour d'appel) - S'oppose à l'amendement n° 29 de M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat (représentation ou assistance devant l'instance arbitrale par un avocat, un membre de la famille du rapatrié ou une association reconnue).

**FUZIER (Claude)**, sénateur de la Seine-Saint-Denis (S)

**NOMINATIONS**

– Membre de la commission des affaires culturelles.

## G

GAMBOA (Pierre), sénateur de l'Essonne (C)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales; en démissionne (22 septembre 1981) (p. 1559).

Est nommé membre de la commission des finances (22 septembre 1981) (p. 1565).

## DÉPÔTS

*Rapport spécial* fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Imprimerie nationale [n° 58, annexe 36 (81-82)] (23 novembre 1981).

*Rapport spécial* fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Journaux officiels [n° 58, annexe 37 (81-82)] (23 novembre 1981).

## QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 166 (JO Débats 9 décembre 1981) (p. 3897) à Mme le ministre de la solidarité nationale: étudiants (allocation logement: conditions d'attribution aux étudiants).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière** [n° 367 (80-81)] - (23 septembre 1981)  
- **Discussion générale** (p. 1611): modification des dispositions du code du travail relatives à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière - Main d'oeuvre à bon marché; conditions de travail inhumaines - Amélioration des conditions de vie des travailleurs immigrés et préservation de l'emploi - Consultation des organisations syndicales - Renforcement de la législation - Problème de l'application de la législation - Sanctions insuffisantes à l'encontre des employeurs - Renforcement du nombre et du rôle des inspecteurs du travail - Amélioration de la protection sociale des travailleurs étrangers - Situation particulière des travailleurs saisonniers - Vide juridique jusqu'à l'application de la loi, le 1<sup>er</sup> janvier 1982 - Danger du détournement de la loi - Vote favorable du groupe communiste.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (13 novembre 1981) - **Titre I - Art. 14 (suite)** (p. 2652): sur l'amendement n° I-211, précédemment réservé, de M. Gaston Defferre, ministre (abrogation des dispositions du code des communes concernant les pouvoirs de tutelle sur les actes des autorités communales, la démission d'office d'un conseiller municipal; cas particulier de Paris), se déclare défavorable au sous-amendement n° I-126, de M. Michel Giraud, rapporteur (interdiction pour le conseil municipal d'émettre des vœux méconnaissant les dispositions de l'alinéa premier de l'article 20 de la Constitution du 4 octobre 1958).

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Discussion des articles de la première partie :*

(25 novembre 1981) - **Art. 3** (p. 3106): se déclare opposé au nom du groupe communiste à l'amendement n° 293 de M. Maurice Blin, rapporteur général (1<sup>o</sup> exonération totale de l'impôt sur le patrimoine des immeubles classés monuments historiques ouverts au public; 2<sup>o</sup> exonération à 50 % des mêmes immeubles dans le cas où seuls les parcs et jardins sont ouverts au public) - **Art. 4** (p. 3119): son amendement n° 24, soutenu par M. Camille Vallin: rétablissement du critère de participation majoritaire dans une société pour bénéficiaire de la franchise relative aux biens professionnels; devenu sans objet - **Art. 6** (p. 3137): son amendement n° 25, soutenu par M. Camille Vallin: adjonction d'une tranche supplémentaire dans le barème d'imposition sur le patrimoine; rejeté.

**Suite de la discussion** - (26 novembre 1981) - **Art. 7** (p. 3152): son amendement n° 26: déduction fiscale pour excédent d'investissements et conditions de l'accroissement des effectifs; retiré - (p. 3154): lien nécessaire entre investissements et effectifs des entreprises - **Art. 11** (p. 3186): se déclare défavorable à l'amendement n° 13 de M. Robert Schmitt, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (majoration de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance) - (p. 3188): vote favorable sur l'article 11 - Problème concernant le taux de la TVA applicable aux aliments pour animaux - **Après l'art. 11** (p. 3188): soutient l'amendement n° 33 de M. Hector Viron (demandeurs d'emploi et possibilité du report du paiement de leur impôt jusqu'à la reprise d'activités; compensation de recettes) - (p. 3189): son amendement n° 34: droit pour le conjoint survivant ou les ayants droit du défunt à l'étalement du versement du tiers provisionnel et du solde de l'impôt sur trois ans à partir du décès; retiré.

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Art. 14** (p. 3217): au nom du groupe communiste, se prononce en faveur de la taxation des frais généraux des entreprises - **Après l'art. 14** (p. 3222): son amendement n° 35: taux réduit de la TVA sur les véhicules automobiles des personnes handicapées; contrepartie dans le plafonnement des sommes admises en déduction de l'impôt sur les sociétés; retiré - (p. 3223): à défaut de modulation du taux de la TVA, suggère le remboursement de cette taxe pour les personnes handicapées de condition modeste - **Art. 14 bis** (p. 3224): vote du groupe communiste contre l'amendement n° 312 de M. Maurice Blin, rapporteur général (suppression de cet article instituant un prélèvement sur les bénéfices des entreprises de travail temporaire) - **Après l'art. 19** (p. 3240): soutient l'amendement n° 42 de M. Camille Vallin (abaissement du seuil du versement transports en commun) - **Avant l'art. 22** (p. 3245): soutient l'amendement n° 459 de Mme Marie-Claude Beaudeau (augmentation du plafond de récupération des allocations du Fonds national de solidarité sur la succession de l'allocataire) - **Art. 22** (p. 3246): soutient l'amendement n° 43 de M. Guy Schmaus (tarif de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur: maintien de la taxe pour les véhicules de moins de 8 CV et augmentation progressive à due concurrence pour les véhicules de plus de 8 CV) - (p. 3249): se déclare opposé à l'amendement n° 201 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Francis Palmero (taxe différentielle sur les véhicules à moteur: rétablissement de la taxation des motocyclettes) - **Art. 24** (p. 3252): intervient, au nom de M. Gérard Ehlers, sur cet article relatif à la taxe sur les appareils automatiques - (p. 3253): caractère artisanal des entreprises fabriquant les appareils français; risque de suppressions d'emplois - **Après l'art. 25** (p. 3256): soutient l'amendement n° 48 de M. Paul Jargot (rétablissement du privilège fiscal des bouilleurs de cru) - **Après l'art. 31** (p. 3270): soutient l'amendement n° 46 de M. Paul Jargot (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations reconnues d'utilité publique, employant moins de trois salariés; contrepartie financière dans la réduction à due concurrence du crédit d'impôt relatif à l'avoir fiscal) - Soutient également l'amendement n° 47 de M. Camille Vallin (exonération de la taxe sur les salaires pour les hôpitaux, hospices et maisons de retraites; remboursement de la TVA sur les dépenses d'investisse-

ments des établissements hospitaliers publics ; contrepartie financière dans l'abrogation des dispositions fiscales relatives à la provision pour risques) - **Après l'art. 34** (p. 3271) : soutient l'amendement n° 49 de M. Paul Jargot (modulation des cotisations au budget annexe des prestations sociales agricoles, BAPSA, en fonction du revenu cadastral) - **Avant l'art. 36** : soutient l'amendement n° 50 de M. Paul Jargot (taux annuel de progression de la dotation globale de fonctionnement au moins égal au taux d'accroissement des recettes de l'Etat ou du traitement annuel des fonctionnaires) - (p. 3272) : indexation sur les ressources de la TVA et stagnation en cas de récession - Dégradation des termes de répartition des ressources entre l'Etat et les collectivités locales - **Explication de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 3289) : refus par la majorité du Sénat du changement politique intervenu - (p. 3290) : remise en cause des orientations du budget - Dispositions vidées de leur contenu : impôt sur les fortunes ; taxation des frais généraux des entreprises - Refus du plafonnement du quotient familial - Attitude constructive des sénateurs communistes - Vote du groupe communiste contre la première partie de la loi de finances ainsi modifiée.

#### Deuxième partie :

**Journaux officiels** - (5 décembre 1981) - Rapporteur spécial (p. 3656) : progression de 23,1 % des crédits proposée pour les *Journaux officiels* (JO) en 1982 - Baisse de la subvention du budget général inscrite au budget des services généraux du Premier ministre - Adoption du projet de modernisation des techniques d'impression en mai dernier - Système de photocomposition programmée appliqué à tous les travaux des JO à la fin de 1985 - *Succès de l'opération de microfichage des éditions des JO* - Augmentation des crédits de sous-traitance - Problème humain du personnel intérimaire recruté à partir de 1979 placé actuellement hors statuts - Hommage aux travailleurs des JO - Souhait d'une solution satisfaisante au problème des intérimaires - Au nom de la commission des finances, propose à l'adoption du projet de budget annexe des journaux officiels pour 1982.

**Imprimerie nationale** - (11 décembre 1981) - Rapporteur spécial (p. 4073) : progression du budget et décision de prise en charge des imprimés des impôts directs ; imprimeries privées sous-traitantes - Diminution de l'excédent d'exploitation et inquiétude sur les capacités ultérieures d'investissement - Stabilisation des demandes d'impression des administrations - Incertitudes relatives à l'édition de l'annuaire téléphonique : télématique ; éventualité d'un annuaire demi-format - Politique de resserrement des effectifs - (p. 4074) : programme d'équipement des établissements de Paris et de Douai : adaptation à l'évolution technologique - Potentialités de l'Imprimerie nationale et réflexion nécessaire sur les voies possibles du développement : édition de livres scolaires ; participation à la politique culturelle du Gouvernement : efforts en faveur du livre - Atelier de langues orientales - Elargissement souhaitable du plan de charge - Hommage aux personnels de l'Imprimerie nationale - Propose l'adoption des crédits de ce budget annexe.

**Economie et finances (suite) - III - Budget** - (11 décembre 1981) - (p. 4078) : lutte contre la fraude fiscale et la fuite des capitaux - Aggravation de la situation depuis le 10 mai - Révélations du secrétaire général du syndicat CGT des douanes quant au montant des évasions de capitaux en 1981 ; filière suisse - Statistiques de la Banque de France : montant des reprises de billets français en provenance de l'étranger - Faillites du contrôle des changes - Moyens d'action de l'administration française des douanes - Mission d'information mise en place à l'Assemblée nationale sur les exportations de capitaux - Importance de l'administration des douanes et créations d'emplois - Effectifs de la direction générale des impôts (DGI) : impôt sur les grandes fortunes ; lutte contre la fraude fiscale - Vote favorable du groupe communiste.

**Economie et finances (suite) - I - Charges communes** - (11 décembre 1981) - (p. 4083) : diversité des actions du

budget des charges communes et effort de rationalisation nécessaire - (p. 4084) : volonté de relance par l'emploi et déficit budgétaire prévu pour 1982 - Financement de ce déficit : refus du recours massif à la création monétaire ; charge des emprunts - Mesures nécessaires en matière de formation des prix et de crédit - Réforme de la fiscalité et de l'épargne - Redéploiement des dépenses - Recherche nécessaire d'un nouvel équilibre pour les finances publiques - Soutien du groupe communiste à l'action du Gouvernement.

**Comptes spéciaux du Trésor** - (11 décembre 1981) - (p. 4092) : Fonds de développement économique et social (FDES) ; part de sa dotation consacrée à l'industrie - Lutte contre le chômage et liaison souhaitable entre l'attribution de prêts du FDES et la création d'emplois - Exemple du régime de l'aide fiscale à l'investissement - Démocratisation souhaitable des organismes servant d'intermédiaires pour l'attribution des prêts du FDES : comités départementaux de financement des entreprises (CODEFI) - Vote favorable du groupe communiste.

**Articles non rattachés à l'examen des crédits** - (12 décembre 1981) - **Art. 66** (p. 4144) : aménagement de la mesure d'incitation fiscale à l'investissement relatif à l'emploi - Absence de garanties concernant les investissements ; exonération de l'impôt des sociétés - Situation de l'emploi et conjoncture économique - Aide fiscale et refus d'investissement de la part du patronat - Enquête de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) - Lien entre les exonérations d'impôts et l'emploi - Recherche d'une garantie pour l'accroissement de l'investissement et prise en considération des entreprises déficitaires ; cas des petites et moyennes entreprises (PME) - (p. 4149) : se déclare défavorable à l'amendement n° 554 de M. Maurice Blin, rapporteur général (aide fiscale à l'investissement en cas de non diminution du nombre moyen de salariés de l'entreprise), et sur cet amendement, au sous-amendement n° 564 de M. Jacques Mossion, soutenu par M. Adolphe Chauvin (déduction fiscale sans clauses restrictives pour les entreprises du secteur des transports routiers) - **Art. 68** (p. 4156) : réserves sur la loi Moïny : déduction de la base de l'impôt sur le revenu des sommes investies en actions et avantages pour les gros contribuables ; atteinte à la progressivité de l'impôt ; absence d'amélioration de la situation économique des entreprises et de relance de l'investissement - **Art. 69** (p. 4159) : encouragement à la vie associative et mesures de moralisation fiscale - Défense des associations de bienfaisance et de solidarité - **Art. 75** (p. 4163) : mise au nominatif des titres non cotés et inscription au compte de la généralité des titres - Lutte contre l'évasion et la fraude fiscale - Dématérialisation des titres de valeurs mobilières - Modernisation des techniques et problème des personnels ; concertation avec les organisations syndicales ; reclassement et formation des personnels - Nationalisation du secteur bancaire - Garantie du niveau de l'emploi - Perfectionnement de la maîtrise du système financier - **Après l'art. 92** (p. 4182, 4183) : se déclare défavorable à l'amendement n° 573 de M. Maurice Blin, rapporteur général (réduction du montant des crédits de paiement ouverts aux ministres pour 1982 et économies budgétaires nécessaires ; intitulé ; « Titre III - Economies budgétaires »).

- **Projet de loi de nationalisation - Nouvelle lecture** [n° 93 (81-82)] - (16 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4301) : projet de loi de nationalisation et exemple, dans son département, de la Compagnie générale de constructions téléphoniques (CGCT), filiale du groupe ITT France : difficultés financières de cette société dues aux décisions prises par la firme américaine - Débat sur la prise de participation de l'Etat pour les groupes ITT France - Sauvegarde du potentiel de fabrication - Concertation avec les organisations syndicales - (p. 4302) : plan de relance technologique élaboré par les organisations syndicales et prise en compte souhaitable de ces propositions par le Gouvernement.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 104 (81-82)] - (17 décembre 1981) - **Art. 8** (p. 4341) : se déclare

défavorable à l'amendement n° 4 de M. Maurice Blin, rapporteur général (suppression de cet article sur l'extension des privilèges du Trésor à l'ensemble des pénalités fiscales et l'application de la procédure d'avis à tiers détenteur pour l'ensemble des impôts et des pénalités d'assiette et de recouvrement) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 4352) : rapidité du débat et opposition au projet de loi modifié par le Sénat.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés [n° 91 (81-82)]** - (19 décembre 1981) - Discussion générale (p. 4414) : solidarité nationale et justice sociale - Caractère immédiat des mesures sociales prises et terme mis à certaines insuffisances des lois de 1970 et 1978 - Vote favorable du groupe communiste - Concertation avec les associations de rapatriés - Crise économique et aggravation de la situation des familles de rapatriés ; personnes âgées et démunies - Problème des retraites, des dettes et de la réinstallation - Législation actuelle et problème des annuités, du taux des pensions et des retraites servies - Respect de l'engagement philosophique des Français de confession islamique - Situations diverses des familles de rapatriés et priorité pour les plus modestes ; texte de 1978 et absence de revalorisation du minimum d'indemnisation et d'indemnisation des meubles meublants - Amélioration de la situation des rapatriés exploitants ou ayant cessé d'exploiter - Démocratisation des commissions d'aménagement ; possibilité d'assistance - Engagement d'un processus ayant pour objectif de réparer les préjudices subis.

GARCIA (Jean), sénateur de la Seine-Saint-Denis (C)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

Secrétaire de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

#### DÉPÔTS

*Participation au rapport d'information* fait, au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur les activités des institutions des Communautés européennes entre le 1<sup>er</sup> novembre 1980 et le 30 avril 1981 en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les Communautés européennes [n° 286 (80-81)] (2 juillet 1981).

#### QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 158 (JO Débats 25 novembre 1981) (p. 3080) à M. le ministre du travail : **conflits du travail** (situation de l'emploi dans une entreprise).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant la ratification d'une convention consulaire entre la République française et la République démocratique allemande [n° 322 (80-81)]** - (28 juillet 1981) - Discussion générale (p. 1193) : volonté de développement des relations avec la République démocratique allemande ; coopération culturelle.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

Suite de la discussion - (12 novembre 1981) - Titre II - Art. 18 (p. 2608) : son amendement n° II-185, soutenu par

M. Jacques Eberhard : rôle du président du conseil général, assisté du bureau, comme organe exécutif du département ; devenu sans objet - Son amendement n° II-186, soutenu par M. Jacques Eberhard : compétence de l'exécutif pour nommer aux emplois départementaux ; devenu sans objet - Art. 18 *sexies* (p. 2613) : son amendement n° II-187, soutenu par M. Jacques Eberhard : délégations aux vice-présidents et suppression de la notion de surveillance ; retiré.

Suite de la discussion - (17 novembre 1981) - Titre III - Art. 45 (p. 2754) : soutient l'amendement n° III-97 de M. Raymond Dumont (définition légale du territoire régional) - Art. 47 (p. 2757) : soutient l'amendement n° III-98 de M. Guy Schmaus (commissaire de la République et pouvoirs d'instruction et d'exécution des affaires régionales).

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Relations extérieures** - (3 décembre 1981) - (p. 3568) : modalités d'attribution des rapports pour avis au sein de la commission des affaires étrangères - Négociations de Genève entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique, sur le désarmement nucléaire - Vague de pacifisme en Europe - Equilibre des forces - Rassemblement organisé le 25 octobre par le Mouvement de la paix - Voyage de M. Brejnev à Bonn - Participation de la France à l'Alliance atlantique - Rôle de la France au Proche-Orient et principe d'une solution globale du conflit - Reconnaissance officielle de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) - Droit à l'autodétermination du peuple sahraoui - Ingérence des Etats-Unis en Amérique centrale ; déclaration franco-mexicaine sur le Salvador - (p. 3569) : visite du Président de la République en Algérie ; questions en suspens - Rôle de la France au récent sommet de Cancun.

- **Projet de loi modifiant l'article 7 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires [n° 24 (81-82)]** - (15 décembre 1981) - Après l'art. unique (p. 4262) : vote favorable du groupe communiste sur le sous-amendement n° 7 de M. Anicet Le Pors, ministre (extension aux personnels communaux des dispositions relatives aux épreuves physiques) à l'amendement n° 4 de Mme Cécile Goldet, rapporteur (dérogation à l'égalité d'accès des hommes et des femmes aux emplois communaux et mise en conformité avec les dispositions du projet).

GARGAR (Marcel), sénateur de la Guadeloupe (apparenté au groupe C)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière (2 octobre 1981) (p. 1814).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (18 décembre 1981) (p. 4384).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion - (29 octobre 1981) - Discussion générale (p. 2282, 2283) :** applicabilité aux départements d'outre-mer (DOM) - Concertation, dialogue et reconnaissance de leur identité - Situation de sujétion coloniale et aggravation des conséquences de la crise de l'exploitation capitaliste par les précédents gouvernements - Abrogation du statut colonial des DOM - Départementalisation économique et recherche du profit maximal immédiat ; chômage ; inflation ; émigration massive ; renforcement de l'arbitraire et des atteintes aux libertés individuelles - Asphyxie et dépendance économiques ; rôle de l'annexe économique de la métropole et fermeture de nombreuses usines sucrières - Approfondissement de la vie démocratique et spécificité des DOM - Aspects positifs du changement pour la classe laborieuse - Promotion des collectivités - Dépôt d'un amendement lors du projet de loi sur la régionalisation de 1972 tendant à ériger la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion en collectivités territoriales autonomes - Mise en place d'une assemblée unique élue à la proportionnelle avec un exécutif collectif collégial dès 1982 - (p. 2284) : prise en compte de l'avis du conseil général et du comité d'entreprise de la société anonyme usine Beauport (SAUB) : mise en place d'une société d'économie mixte pour gérer une usine sucrière en difficulté - Charte des libertés, des spécificités, du droit à la différence, à la responsabilité et à la dignité ; réalité de la personnalité et de l'originalité des populations d'outre-mer - Vote du projet porteur d'espoir pour les peuples colonisés et leurs collectivités spécifiques.

**Suite de la discussion - (12 novembre 1981) - Titre I (suite) - Après l'art. 13 (p. 2596) :** se déclare opposé à l'amendement n° I-412 de M. Louis Virapoullé (application intégrale des dispositions du titre I aux communes des départements d'outre-mer).

**Suite de la discussion - (16 novembre 1981) - Titre II (suite) - Avant l'art. 44 (p. 2700) :** se déclare opposé à l'amendement n° II-330 de M. Louis Virapoullé (maintien du conseil général dans les départements d'outre-mer et bénéfice de nouvelles attributions prévues par la présente loi).

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion - (27 novembre 1981) - Art. 27 (p. 3261) :** intervient sur l'alinéa de cet article introduit par un amendement de l'Assemblée nationale tendant à réduire le délai d'exonération d'impôts pour les sociétés ayant des activités industrielles dans les départements d'outre-mer - Inquiétude des chambres consulaires des départements d'outre-mer et, notamment, de la Guadeloupe : risque d'entrave au développement industriel - (p. 3262) : souhaite d'une application souple de cet article.

*Deuxième partie :*

**Services du Premier ministre - I - Services généraux - Information - (30 novembre 1981) - (p. 3339) :** réduction du prix des journaux dans les départements d'outre-mer et diffusion de la pensée française.

**Services du Premier ministre (suite) - III - Conseil économique et social - (5 décembre 1981) - Examen des crédits - Etat B (p. 3656) :** absence de la représentation de la classe ouvrière de la Guadeloupe au Conseil économique et social - Souhait de voir corriger cette injustice.

**Départements et territoires d'outre-mer - (9 décembre 1981) - (p. 3921) :** budget des départements d'outre-mer (DOM) et volonté de remédier aux errements et aux inégalités voulus par les gouvernements précédents - Budget d'attente et de transition abondé par des crédits des ministères techniques - Augmentation de plusieurs indemnités sociales - Déblocage d'un crédit reliquat de 11 millions de francs du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) - Nécessité d'un effort

soutenu en faveur de l'agriculture de la Guadeloupe et d'une véritable réforme foncière - Problème des sources énergétiques de la Guadeloupe et poursuite des recherches solaires et géothermiques - Dépôt de bilan et maintien en activité de l'usine sucrière de la société Beauport Saub - (p. 3922) : relance des mesures incitatives d'industrialisation dans les DOM - Développement de l'artisanat dans les DOM - Aide à l'expansion économique par des aménagements au niveau de la Communauté économique européenne et à celui du CARICOM - Espoir d'un aboutissement heureux de la décentralisation spécifique des DOM - Revendications des salariés des DOM et proposition de loi n° 873 du groupe communiste de l'Assemblée nationale sur le congé avec voyage payé - Annonce non confirmée de la nomination d'un recteur guadeloupéen de l'académie Antilles-Guyane - Vote favorable du budget des DOM et des TOM.

**GAUD (Gérard), sénateur de la Drôme (S)**

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

#### DÉPÔTS

*Rapport fait, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 320 (80-81)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'une Convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali sur la sécurité sociale [n° 324 (80-81)] (24 juillet 1981) - Traités et conventions.*

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi, autorisant l'approbation d'une convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali sur la sécurité sociale [n° 320 (80-81)] - (28 juillet 1981) - Rapporteur - Discussion générale (p. 1191) :** actualisation de la convention de 1965 - Coordination en matière d'assurance maladie - Egalité de traitements des ressortissants des deux pays - Amélioration des garanties des travailleurs français détachés au Mali et de la condition des travailleurs immigrés maliens ; prestations maternité, pensions de vieillesse, accidents du travail et pensions de réversion - Protocoles accompagnant la convention ; assurances sociales des étudiants et prestations vieillesse aux maliens résidant en France - Adaptation de ces dispositions au mode de vie africain - Demande la conclusion d'accords-cadres de sécurité sociale applicables aux états africains - Approbation du projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Transports - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - (p. 3413) :** problème du désengagement de l'Etat à l'égard de la liaison fluviale Rhin Rhône - Déclaration d'utilité publique le 25 janvier 1978 et loi du 4 janvier 1980 désignant la Compagnie nationale du Rhône (CNR) maître d'ouvrage - Non inscription des crédits en 1982 - (p. 3414) : nombreux effets négatifs d'un tel retard - Préparation d'une reprise des travaux - Importance de la liaison Rhin Rhône, axe de liaison entre l'Alsace, Lyon et Marseille.

**Relations extérieures - (3 décembre 1981) - (p. 3570) :** politique de coopération : objectif de 0,7 % du produit national brut pour la fin du VIII<sup>e</sup> plan - Nouvelle dénomination du ministère : coopération et développement - Augmentation des crédits : créations d'emplois ; crédits

du Fonds d'aide et de coopération (FAC); rôle des organisations non gouvernementales - Objectif d'autosuffisance alimentaire - Politique extérieure de la France: solidarité et justice; extension du champ d'action: Afrique anglophone et lusophone, Amérique latine, Asie méridionale - (p. 3571): action de la France dans les instances internationales: stabilisation des recettes d'exportation du tiers monde - Coordination des services dispersés; amélioration des structures administratives - Défense de la langue française - Echanges culturels - Emissions radiophoniques françaises à l'étranger; situation des émetteurs - Soutien du groupe socialiste à l'action du Gouvernement.

**GAUTIER (Lucien)**, sénateur du Maine-et-Loire (RPR)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

#### DÉPÔTS

*Avis* présenté, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Défense - Section gendarmerie [n° 61, tome V (81-82)] (23 novembre 1981).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 310 (80-81)] - (22 juillet 1981) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 1029): crédits pour l'entretien de la flotte et le pompage du pétrolier *Tanio* - Création de 1000 emplois dans la gendarmerie - Effectifs et jour de repos par semaine dans chaque brigade - Création d'emplois d'assistantes sociales pour le personnel civil de la défense - Effectifs et programmation militaire; « anticipations » des crédits de la gendarmerie ou rattrapage des objectifs de la loi de programmation.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

#### *Deuxième partie:*

**Défense** - (4 décembre 1981) - Rapporteur pour avis (Section gendarmerie) (p. 3607): insuffisance de la progression du budget de la gendarmerie; effort en faveur des personnels; effectifs minimum des brigades territoriales; repos hebdomadaire; création d'emplois nouveaux; personnels féminins; tâches de la gendarmerie et délinquance - **Modernisation**: dotation d'un véhicule blindé, char Renault VBC 90; renouvellement du parc d'hélicoptères légers; modernisation du réseau de transmissions automatisé - (p. 3608): logement des personnels; suppression des tribunaux permanents des forces armées; intégration dans la retraite de l'indemnité de sujétion spéciale; pension de la veuve en cas de décès du policier dans l'exercice de ses fonctions - *Avis favorable* de la commission des affaires étrangères et de la défense.

**GENTON (Jacques)**, sénateur du Cher (rattaché administrativement au groupe UCDP)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

Président de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (11 décembre 1981) (p. 4072).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, concernant la garantie du droit au travail et la protection de la deuxième carrière des militaires retraités [n° 236 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980, *JO Débats* 2 avril 1981) - Armée.

*Participation au rapport d'information* fait, au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur les activités des institutions des Communautés européennes entre le 1<sup>er</sup> novembre 1980 et le 30 avril 1981 en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les Communautés européennes [n° 286 (80-81)] (2 juillet 1981).

*Avis* présenté, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Défense - Section commune [n° 61, tome IV (81-82)] (23 novembre 1981).

#### QUESTIONS

##### *Questions orales sans débat:*

n° 60 (*JO Débats* 5 novembre 1980) (p. 4379) à M. le ministre de la défense: gendarmerie (revalorisation des majorations de retraite spéciales à la gendarmerie) - Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement (3 avril 1981) (p. 502, 503).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 310 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (23 juillet 1981) - **Discussion générale** (p. 1065): commission des affaires étrangères - Gendarmerie et création d'emplois - Article 13: *Tanio*, indemnisation des sociétés françaises exportatrices d'armement - Suppression des crédits prévus - Modification de l'article d'équilibre ou réimputation au budget de la défense.

- **Question orale avec débat: Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme** - (13 octobre 1981) - (p. 1948): levée des réserves françaises sur l'article 25 de la convention concernant les recours individuels - Recours individuels et novation juridique considérable - (p. 1949): ratification de la convention européenne et action des présidents *Alain Poher*, *Gaston Monnerville*, ainsi que des sénateurs *Jean Mercier*, *Roger Poudonson* et *Louis Périquier* - Réticence à l'application du recours individuel et qualité du système de contrôle juridique mis en place par la convention - Qualité du système judiciaire français et utilité de la procédure de la convention européenne - Date des faits ou décisions générateurs du recours et saisine de la Cour de Strasbourg; application de la jurisprudence de la commission des droits de l'homme - Application de la convention et problème de l'utilisation de l'article 16 de la Constitution, de l'application des règles de discipline militaire et du monopole de radiodiffusion - Droits de l'homme et pouvoir exécutif; réticence vis-à-vis des organes et des procédures de garantie internationale; exemple du pacte des Nations Unies; rapport de M. *Francis Palmero* - (p. 1950): réserves ou déclarations sur la ratification d'un engagement international et consultation du Parlement - Levée de la réserve sur l'article 25 et absence de débat au Parlement - Reconnaissance du recours individuel et

message de liberté de la France au monde - Convention européenne et constitution de l'Europe politique.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Relations extérieures** - (3 décembre 1981) - (p. 3572) : Conseil européen de Londres et dérive de l'Europe institutionnelle : discussion du mandat du 30 mai ; défense des intérêts nationaux - Faits positifs : capacité d'emprunts et de prêts pour la Communauté ; déplaçonnement de la TVA - Accord sur la nécessité d'une relance : mémorandum français - Réforme de la politique régionale ; nouvelles règles de fonctionnement du Fonds européen de développement régional (FEDER) - Politique agricole commune : persistance de désaccords : problème du lait ; coresponsabilité - Productions méditerranéennes et perspectives d'élargissement à l'Espagne et au Portugal ; sauvegarde de l'acquit communautaire et conditions préalables à l'élargissement - (p. 3573) : demande de compensation financière de la Grande-Bretagne ; controverse sur la solidarité financière ou le « juste retour » - Problème du financement de la Communauté - Déséquilibre des forces en Europe et problèmes de sécurité ; plan germano-italien.

**Défense** - (4 décembre 1981) - Rapporteur pour avis (Section commune) (p. 3604) : charges du fonds spécial des ouvriers de l'Etat et charges des pensions ; revalorisation des rémunérations et relèvement des prestations familiales - (p. 3605) : services communs : direction générale pour l'armement - Situation du personnel : cas des ingénieurs - Services de santé : transfert de l'école de santé de Bordeaux ; effectifs des médecins militaires ; sécurité militaire - Capacité nucléaire de défense de la France : force nucléaire de dissuasion ; force nucléaire stratégique et arme nucléaire tactique ; « études spéciales atomes » et recherche - Demande d'information sur les intentions du Gouvernement - Construction d'un 7 sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE) ; construction de l'« Hadès » et crédits d'étude - Programme Mirage 2000 ASMP (air-sol à moyenne portée) - (p. 3606) : bombe à neutrons - Compétence du personnel - Stabilité du budget de la défense nationale et rôle du parlement face au problème de la défense - Situation des retraités militaires et problème des cumuls - (p. 3615) : intervention en qualité de président du groupe d'études des problèmes des militaires retraités et de leur famille - Ampleur et importance des demandes ; exemple de la seconde carrière militaire : droit au travail des militaires pensionnés ; limites d'âges ; armée et création d'emplois ; attribution de pensions sur la base d'un service accompli et nécessité d'une addition de rémunérations - (p. 3616) : moral de l'armée et égalité de tous les Français devant le droit au travail - **Examen des crédits - Art. 44** (p. 3628) : avis favorable sur le budget de la défense - Demande d'information sur le mode de ponction sur les revenus des personnes actives de plus de 60 ans bénéficiant d'une pension.

**Articles non rattachés à l'examen des crédits** - (12 décembre 1981) - **Après l'art. 86** (p. 4176) : soutient l'amendement n° 541 de M. Francis Palmero (applicabilité du minimum de pension de réversion aux veuves) - Son amendement n° 542 : réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite et applicabilité de ces dispositions aux pensions de réversion liquidées avant le 1<sup>er</sup> décembre 1964 ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 104 (81-82)]** - (17 décembre 1981) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 4331) : annulation, le 18 novembre 1981, par arrêté, des crédits de paiement et des autorisations de programme relatifs à l'équipement des forces et à leur infrastructure ; modification de l'échéancier du financement des programmes ; annulation de certaines commandes ; gendarmerie et report du lancement du casernement de Maisons-Alfort - Ouvertures prévues et hausse des rémunérations et des charges sociales ; surcoûts engendrés par les opérations militaires extérieures ; déficit de la caisse

nationale militaire de sécurité sociale ; hausse des carburants ; paiement du pompage des soutes de l'épave du pétrolier Tanio ; habillement de l'armée de l'air ; revalorisation de la subvention du bataillon de marins pompiers de Marseille - Importance des réajustements - Maintien des crédits d'équipement nécessaires à l'organisation de la défense française - Modalités de participation de l'Etat à la société Matra et conséquences pour la défense ; information du Parlement - (p. 4334) : transferts de crédits des articles 4 et 5 et avis favorable de la commission des affaires étrangères.

- **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social [n° 115 (81-82)]** - (21 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4471) : dispositions relatives à la limitation du cumul entre une pension de retraite et un revenu d'activité et déclaration faite par le Premier ministre concernant la situation des militaires ; prend acte de l'engagement du Gouvernement de maintenir le contact avec les organisations représentatives.

**GEOFFROY (Jean)**, sénateur du Vaucluse (S)

#### NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des lois.

Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la mise en harmonie du droit des sociétés commerciales avec la deuxième directive adoptée par le conseil des Communautés européennes le 13 décembre 1976 [n° 352 (80-81)]** - (14 octobre 1981) - **Après l'art. 10** (p. 1991) : question posée au ministre sur l'interprétation à donner aux dispositions pénales de la loi du 24 juillet 1966 : coordination avec les dispositions dispensant les dirigeants sociaux d'engager la procédure de reconstitution des fonds propres lorsque la société est en état de règlement judiciaire ou soumise à une procédure de suspension provisoire des poursuites.

**GERIN (Alfred)**, sénateur du Rhône (rattaché administrativement au groupe UCDP)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

#### QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 145 (*JO Débats* 5 novembre 1981) (p. 2427) à M. le ministre de la santé : **chirurgiens-dentistes** (améliorations de la qualité des soins et du remboursement dans le domaine bucco-dentaire).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1981) - **Discussion générale** (p. 2389) : qualité du projet de loi portant développement des responsabilités des collectivités locales - Vocation décentralisatrice du Sénat - Caractère politique



du projet actuel - Boulversement institutionnel et inquiétude des élus locaux, notamment des petites communes - Caractère essentiel de la collectivité communale - (p. 2390) ; interventionnisme économique et inadaptation pour les petites communes rurales - Refus de fusion ultérieure pour les petites communes - Transformation des conseils municipaux en syndicats municipaux - Elus locaux et compétence de la Cour de discipline budgétaire ; lourdeur du contrôle juridictionnel - Regrette l'attribution de l'exécutif départemental au président du conseil général ; attribution des moyens nécessaires - Décentralisation des décisions et des problèmes - Création de la collectivité territoriale régionale et risque de bureaucratie - Unanimité sur la décentralisation mais lacunes et incohérences du projet - Absence de principe sur la répartition des compétences, le statut des élus, les problèmes financiers - Caractère hâtif de la réforme engagée - Politisation de la décentralisation - Richesse de la vie locale.

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1981) - **Titre I - Après l'art. 2 (suite)** (p. 2455) : son amendement n° I-343 : contrôle *a posteriori* des délibérations du conseil municipal par le représentant de l'Etat ; rejeté - **Art. 3** (p. 2462) : son amendement n° I-344 soutenu par M. Raymond Bouvier : notification dans un délai de quinze jours des délibérations, arrêtés et conventions relatifs aux marchés des autorités communales aux représentants de l'Etat dans le département ; devenu sans objet.

- **Question orale avec débat : situation des jeunes agriculteurs** - (6 novembre 1981) - (p. 2509) : diminution de la population active agricole - Vieillesse de cette population - Eviter l'exode rural et favoriser l'installation des jeunes agriculteurs - Nécessité d'une politique d'aménagement du territoire et d'une politique foncière - Mesures utiles dans la récente loi d'orientation agricole - Mesures fiscales néfastes pour les jeunes agriculteurs dans le projet de loi de finances pour 1982 - Nécessité de prendre des mesures afin de favoriser l'installation des jeunes agriculteurs ; amélioration de la politique de formation ; modification des conditions d'attribution de la dotation ; modification de la fiscalité actuelle ; définition d'une nouvelle politique d'aménagement du territoire - Amélioration souhaitée des conditions de financement de l'installation des jeunes agriculteurs - Création d'un livret préconisée par le Centre national des jeunes agriculteurs - Perspectives d'application dans notre pays de la directive adoptée le 30 juin dernier par le Conseil de la Communauté économique européenne - Aide spéciale en faveur des jeunes agriculteurs souscrivant un plan de développement - Incitation à l'installation des jeunes agriculteurs - Priorité nationale du Gouvernement.

- **Questions orales avec débat jointes : enseignement et formation agricoles, politique forestière, politique vitivinicole** - (6 novembre 1981) - (p. 2523) : difficultés de la viticulture française et des vins de table - Majorité des viticulteurs dans le domaine des vins d'appellation défavorable à la création d'un office unique des vins - Création des appellations d'origine contrôlée (AOC) ; importance de leurs recettes - Cas de l'appellation Côte-Rôtie - Investissement à terme d'une dizaine d'années des viticulteurs qui ont procédé aux replantations - Situation des stocks de vins face à l'impôt sur la fortune.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (12 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 10** (p. 2576) : son amendement n° I-384, soutenu par M. Paul Séramy : modalités d'exercice du droit de réquisition par le maire du comptable communal ; devenu sans objet - (p. 2580) : son amendement n° I-385, soutenu par M. François Dubanchet : suppression du dernier alinéa relatif à l'engagement de la responsabilité de l'ordonnateur en cas de réquisition ; devenu sans objet - **Titre II - Art. 17** (p. 2605) : son amendement n° II-230, soutenu par M. Paul Pillet : bureau du conseil général : membres supplémentaires

dans les départements de plus de 1 million d'habitants ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (13 novembre 1981) - **Titre II (suite)** - **Art. 27** (p. 2661) : son amendement n° II-252, soutenu par M. Adolphe Chauvin : représentation de la majorité absolue des membres en exercice par des mandataires d'un membre du conseil général ; adopté.

**GIACOBBI (François)**, sénateur de la Haute-Corse (GD-SRG)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers (13 octobre 1981) (p. 1943).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant amnistie** [n° 304 (80-81)] - (21 juillet 1981) - **Rappel au règlement** (p. 957) : interprétation du règlement, relative au mode d'examen des amendements, rappelée par M. Etienne Dailly, président de séance.

**GIRAUD (André)**, ministre de l'industrie (nommé le 5 avril 1978 dans le gouvernement Barre) (JO Lois et décrets 6 avril 1978, p. 1539)

#### RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 87 de M. Maurice Janetti : charbon (prise en compte du bassin minier de Manosque dans l'inventaire des réserves charbonnières nationales) (3 avril 1981) (p. 504).

**GIRAUD (Michel)**, sénateur du Val-de-Marne (RPR)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à la suppression de la redevance en région d'Île de France [n° 8 (81-82)] (6 octobre 1981) - **Urbanisme**.

*Rapport fait*, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 371 (80-81)] adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 33 (81-82)] (22 octobre 1981) - **Collectivités locales**.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi érigeant en commune l'ensemble urbain du Vaudreuil** [n° 355 (80-81)] - (8 septembre 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1378) : attachement du groupe RPR au droit commun : vote favorable sur le projet.

**- Projet de loi portant abolition de la peine de mort [n° 385 (80-81)]**

Suite de la discussion - (29 septembre 1981) - Discussion générale (p. 1718) : vote de conscience : intime conviction et nécessité de la tolérance - Droit de tout homme à la vie, dès la conception - Protection de la société et efficacité nécessaire du système pénal : sécurité des Français et rôle de la prévention - Confiance en l'homme - Votera le projet d'abolition de la peine de mort.

**- Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)] - (28 octobre 1981) - Rapporteur - Discussion générale (p. 2224) :** précédent débat sur le projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales - Ancienneté du débat sur la décentralisation et la régionalisation - Loi de 1884 sur les communes - Allègement des tutelles depuis 1958 - Amélioration des finances locales - (p. 2225) : unanimité en faveur de la décentralisation - Rapport Guichard - Projet de loi en examen et conjoncture économique - Dispositions du projet : suppression des tutelles *a priori* : tutelle administrative, financière, technique - Institution d'un contrôle juridictionnel *a posteriori* visant les ordonnateurs - Transfert du pouvoir exécutif du préfet au président du conseil général ou régional - Transformation de la région en collectivité territoriale - (p. 2226) : extension des compétences régionales - Prise de participation au capital d'une société - Inquiétudes soulevées par le texte : conformité avec divers articles de la Constitution : art. 2 et 3 ; art. 72 ; art. 34 ; libertés fondamentales garanties par le Préambule - Proposition de loi constitutionnelle du groupe socialiste - Problème politique posé par le projet en examen : risque d'arbitraire ; conflits de compétence - Problème majeur posé par les interventions des collectivités locales dans l'entreprise - Lacunes du projet : statut de la fonction publique locale ; statut des élus ; répartition des compétences, coopération intercommunale ; finances locales - (p. 2227) : propositions de la commission des lois : adjonction de deux titres supplémentaires : répartition des compétences ; conséquences des transferts de compétences - Préoccupations de la commission des lois : liberté locale et suppression des tutelles : tutelle administrative, financière et technique ; procédure d'inscription d'office - Respect de l'autonomie des collectivités locales : transfert de compétences et transfert des ressources correspondantes ; répartition des compétences - Compétences de la région : animation économique, sociale et culturelle - Suppression de la référence au plan - Aménagement du contrôle juridictionnel *a posteriori* : pouvoirs des chambres régionales des comptes - (p. 2228) : cour de discipline budgétaire et financière - Respect de l'autonomie des collectivités locales et répartition des services départementaux de l'Etat - Liberté des citoyens et nécessité d'un contrôle administratif *a posteriori* - Limitation des interventions économiques - Fonction publique communale et départementale ; maintien des avantages acquis pour les personnels de l'Etat - Clarification des responsabilités et répartition des compétences - Compétences de l'Etat : justice, police ; répartition des compétences en matière d'action sociale, d'éducation - (p. 2229) : répartition des compétences en matière d'urbanisme et d'actions économiques - Nécessité du dialogue entre les divers partenaires : Etat, régions, collectivités locales - Statut des élus locaux et rapport Boileau de 1978 ; projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales ; dispositions proposées à cet égard : crédits d'heures ; compensations pécuniaires ; retraite ; formation ; garanties juridiques - Allègement des charges des collectivités locales ; police, justice ; indemnité de logement des instituteurs - Besoin d'équipements sociaux des petites communes - Transfert de compétences et compensation financière : bourses ; transports scolaires ; dotation de compensation - Dotation globale d'équipement (DGE) - (p. 2230) : maintien de l'autorité de l'Etat : justice ; inspection du travail - Unité nationale et solidarité entre Français : systèmes de péréquation ; révision des barèmes d'aide sociale - Attitude constructive de la commission des lois.

Suite de la discussion - (30 octobre 1981) - Rapporteur - Discussion générale (p. 2347) : aucune intention de la commission des lois d'établir un contre-projet - Simple complément des projets du Gouvernement.

Suite de la discussion - (4 novembre 1981) - Rapporteur - Avant l'art. 1 (p. 2411) : demande la réserve de l'article 1 et de l'article additionnel avant l'article 1 - Dispositions de l'article 1 : principe constitutionnel de la libre administration des collectivités territoriales ; déclaration d'intention sans portée juridique ; renvoi à des textes ultérieurs - (p. 2415) : circonstances de sa participation à l'entretien du 15 octobre entre le ministre d'Etat et le président du Sénat et le président de la commission des lois - Absence d'entretien confidentiel avec un membre du groupe socialiste - (p. 2416) : accusation de contre-projet portée à l'encontre des travaux de la commission des lois et dispositions constitutionnelles sur l'organisation des débats sur le projet du Gouvernement - Lacunes du projet et dispositions additionnelles jugées nécessaires par la commission - Accord sur les principes de base du texte - Interprétation de l'article 48, paragraphe 3, du règlement du Sénat - Titre I. - Intitulé (p. 2417) : accepte l'amendement n° I-199 de M. Marc Bécam (« Titre I. - Des droits, des libertés et des responsabilités des communes ») - Intitulé avant l'art. 2 (p. 2418) : son amendement n° I-84 : « Chapitre premier. - Suppression de la tutelle administrative » ; adopté - Avant l'art. 2 (p. 2419) : demande la réserve de l'amendement n° I-259 de M. Camille Vallin, soutenu par M. Paul Jargot (liberté d'association des communes) jusqu'au titre IV, chapitre V nouveau - Art. 2 (p. 2420) : s'oppose à l'amendement n° I-339 de M. Claude Mont (suppression de cet article relatif au caractère exécutoire de plein droit des délibérations, arrêtés et conventions relatives aux marchés, pris par les autorités communales) - Son amendement n° I-85 : précision sur le caractère exécutoire de plein droit des décisions des autorités communales ; suppression du deuxième alinéa relatif à l'abrogation des dispositions antérieures : adopté - (p. 2422) : demande le retrait de l'amendement n° I-14 de M. Guy Petit, soutenu par M. Pierre Sallenave (possibilité du maire de consulter le représentant de l'Etat dans son département ; délai de réponse) - Après l'art. 2 (p. 2422) : son amendement n° I-413 : pouvoir de substitution du représentant de l'Etat et pouvoir hiérarchique ; adopté - (p. 2423) : demande le retrait de l'amendement n° I-37 de M. René Tomasini, soutenu par M. Christian Poncelet (autorité du représentant de l'Etat en matière d'hygiène et de sécurité).

Suite de la discussion - (5 novembre 1981) - Rapporteur - Titre I - Après l'art. 2 (suite) (p. 2451) : s'oppose à l'amendement n° I-260 de M. Bernard-Michel Hugo, soutenu par M. Jean Ooghe (droit d'audience par le conseil municipal des représentants d'une association locale ou des habitants de la commune) - (p. 2452) : s'oppose à l'amendement n° I-261 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Jacques Eberhard (désignation par le conseil municipal de son président et éventuellement de son vice-président) - (p. 2453) : s'oppose à l'amendement n° I-262 de M. Paul Jargot, soutenu par M. James Marson (exercice collégial des responsabilités publiques au sein de la municipalité) - (p. 2456) : s'oppose à l'amendement n° I-343 de M. Alfred Gérin (contrôle *a posteriori* des délibérations du conseil municipal par le représentant de l'Etat - (p. 2457) : demande la réserve de l'amendement n° I-393 de M. Paul Girod (contrôle *a posteriori* par la chambre régionale des comptes des délibérations relatives à un emprunt important) - Art. 3 (p. 2458) : demande de réduction du délai de notification des décisions des autorités municipales et du délai de saisine du tribunal administratif - (p. 2460) : s'oppose à l'amendement n° I-215 de M. Bernard Legrand (réduction du délai de notification des actes des conseils municipaux et prise en compte des avis des représentants de l'Etat en cas de désaccord avant une nouvelle délibération du conseil municipal) - (p. 2461) : demande le retrait de l'amendement n° I-296 de M. Christian de la Malène, soutenu par M. Georges Repiquet (nullité des actes des autorités municipales, contrevenant à la loi et

saisine de la juridiction administrative par le délégué du Gouvernement, trois conseillers municipaux ou cinquante électeurs de la commune; sursis à exécution de la délibération ou de l'arrêté en cas de saisine) - S'oppose à l'amendement n° I-192 de M. Jean Béranger, soutenu par M. Michel Rigou (réduction du délai de notification des décisions des autorités municipales et du délai de saisine du tribunal administratif) - (p. 2462) : son amendement n° I-86 : notification des décisions des autorités municipales dans un délai de dix jours au représentant de l'Etat sous peine de nullité; adopté - S'oppose à l'amendement n° I-344 de M. Alfred Gérin, soutenu par M. Raymond Bouvier (notification dans un délai de quinze jours des délibérations, arrêtés et conventions relatifs aux marchés des autorités communales aux représentants de l'Etat dans le département) - S'oppose à l'amendement n° I-59 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis (limitation de la transmission à la chambre régionale des comptes des comptes administratifs des communes importantes) - (p. 2463) : s'oppose à l'amendement n° I-60 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis (contrôle administratif du représentant de l'Etat pour les délibérations relatives au budget des avances, emprunts, garanties d'emprunts et marchés; caractère exécutoire de plein droit des délibérations dans un délai de quinze jours) - Accepte l'amendement n° I-61 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis (fixation du délai de saisine du tribunal administratif par le représentant de l'Etat dans le département à deux mois après notification et information préalable du maire) - Sur cet amendement, ses sous-amendements n° I-87 : saisine du tribunal administratif dans les 40 jours après notification; adopté et n° I-88 : information du maire par le commissaire de la République dix jours avant la saisine du tribunal administratif; retiré - S'oppose à l'amendement n° I-345 de M. Paul Séramy (fixation du délai de saisine du tribunal administratif à un mois) - (p. 2464) : s'oppose à l'amendement n° I-203 de M. Marc Becam (information du maire par le commissaire de la République vingt jours avant la saisine du tribunal administratif) - S'oppose à l'amendement n° I-214 de M. René Touzet (information du maire par le commissaire de la République quinze jours après notification; possibilité de modification de la décision du maire pendant vingt jours et nouvelle information du maire par le représentant de l'Etat pendant dix jours après la seconde notification) - (p. 2465) : demande le retrait de l'amendement n° I-264 de M. Jean Ooghe (délai de saisine du tribunal administratif de quinze jours après notification de l'acte et information préalable du maire) - S'oppose à l'amendement n° I-297 de M. Amédée Bouquerel, soutenu par M. Henri Belcour (octroi d'un délai de deux mois par le représentant de l'Etat pour la légalisation des actes incriminés) - S'oppose à l'amendement n° I-165 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Pierre Louvot (envoi par le représentant de l'Etat d'un mémoire au tribunal administratif avec copie au maire dans les dix jours suivant le dépôt du recours) - (p. 2466) : demande le retrait de l'amendement n° I-34 de M. Henri Belcour (délai de quinze jours de modification des actes par le maire) - Sur son amendement n° I-86, s'oppose au sous-amendement n° I-416 de M. Gaston Defferre, ministre, (notification au président de la chambre régionale des comptes du budget et des comptes administratifs des autorités communales) - Sur l'amendement n° I-61 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis, s'en remet à la sagesse du Sénat sur le sous-amendement I-417 de M. René Touzet (information du maire par le représentant de l'Etat 20 jours après notification et délai de saisine du tribunal administratif de vingt jours) - (p. 2467) : son amendement n° I-89 : suppression des dispositions de cet article relatives à la possibilité d'information du maire par le représentant de l'Etat de son intention de ne pas déférer au tribunal administratif un acte des autorités municipales; rejeté - (p. 2468) : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° I-251 de M. Paul Malassagne (information du maire à sa demande par le représentant de l'Etat de son intention de ne pas déférer au tribunal administratif un acte des autorités municipales) - S'oppose à l'amendement

n° I-216 de M. Paul Girod (décision du tribunal administratif dans un délai de deux mois et décision en appel du Conseil d'Etat assurant la procédure d'urgence) - (p. 2469) : s'oppose à l'amendement n° I-349 de M. Raymond Poirier (délai de saisine du tribunal administratif d'un mois) - Son amendement n° I-90 : fixation du délai de saisine du tribunal administratif à deux mois; adopté - Son amendement n° I-91 : maintien du principe de la procédure de référé ne donnant pas lieu au sursis à exécution; adopté - A propos de la fixation à deux mois du délai de saisine du tribunal administratif, accepte les amendements n° I-350 de MM. Roger Boileau et Raymond Bouvier, soutenu par M. Pierre Schiélé, et n° I-193 de MM. Jean Béranger et André Jouany, soutenu par M. Michel Rigou - S'oppose à l'amendement n° I-167 de M. Marcel Lucotte (sursis à exécution lors de la saisine du tribunal administratif) - Son amendement n° I-92 : sursis à exécution et suspension de la délibération jusqu'au désaisissement du tribunal administratif; adopté - (p. 2470) : demande le retrait de l'amendement n° I-243 de M. Louis de la Forest (demande de suspension par un citoyen dans un délai de quinze jours de l'exécution d'un acte des autorités communales au représentant de l'Etat) - (p. 2471) : s'oppose à l'amendement n° I-252 de M. Paul Malassagne (obligation pour le tribunal administratif, après un sursis à exécution, de statuer sur ce point dans le mois suivant l'enregistrement de la requête) - S'oppose à l'amendement n° I-298 de M. Roger Romani (suspension à exécution lors de la saisine du tribunal administratif) - (p. 2472) : sur l'amendement I-140 de M. Louis Perrein (présentation au Parlement d'un rapport du ministre de l'intérieur sur l'exercice du contrôle *a posteriori* des actes des autorités communales par les représentants de l'Etat), son sous-amendement n° I-415 : présentation d'un rapport annuel avant le 1<sup>er</sup> juin; devenu sans objet - Sur ce même amendement, accepte le sous-amendement n° I-414 de M. Marc Bécam (présentation d'un rapport par le Gouvernement) - - Accepte l'amendement n° I-140 de M. Louis Perrein sous réserve de l'adoption des deux sous-amendements n° I-414 et I-415 - (p. 2473) : s'oppose à l'amendement n° I-353 de M. Jean Francou, soutenu par M. Raymond Poirier (suspension d'un acte du conseil municipal par le représentant de l'Etat à la demande des citoyens après avis du sous-préfet et entente du maire; décision du tribunal administratif) - Après l'art. 3 (p. 2475) : demande le retrait de l'amendement n° I-5 de M. Richard Pouille, soutenu par M. Jean-François Pintat (substitution du représentant de l'Etat dans le département au maire dans l'exercice de ses fonctions en cas de carence grave et répétée) - (p. 2476) : son amendement n° I-93 : demande par un citoyen au représentant de l'Etat dans le département de mise en oeuvre de la procédure prévue à l'article 3; adopté - (p. 2477) : à propos du caractère exécutoire des délibérations des conseils municipaux, portant sur les surtaxes locales temporaires ou les droits de port perçus au profit des communautés après un délai de deux mois, s'oppose aux amendements n° I-168 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Michel Miroudot et n° I-305 de M. Roger Romani - (p. 2478) : s'oppose à l'amendement n° I-194 de M. Bernard Legrand (rôle de conseil des commissaires adjoints de la République envers les autorités communales) - (p. 2479) : demande le retrait de l'amendement n° I-217 de M. René Touzet (sursis à exécution lors du recours devant le tribunal administratif et compensation par l'Etat approuvée par la chambre régionale des comptes) - (p. 2479) : s'oppose à l'amendement n° I-302 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. François Collet (délivrance par le délégué du Gouvernement d'un certificat de conformité à la loi des actes du conseil) - S'oppose à l'amendement n° I-303 de M. Christian Poncelet (contrôle administratif du délégué du Gouvernement et possibilité de suspension de l'exécution de la délibération) - (p. 2480) : s'oppose à l'amendement n° I-355 de M. Paul Séramy (caractère urgent d'un acte contesté bénéficiant d'un sursis à exécuter et procédure en matière de référé de l'article R-102 du code des tribunaux administratifs) - Art. 4 (p. 2481) : interventions à caractère économique et social des communes et demande de réserve de l'article 4 jusqu'au

titre II bis à la fin du chapitre 8 - Après l'art. 4 (p. 2482) : s'oppose à l'amendement n° I-174 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Michel Miroudot (possibilité pour un citoyen de demander la suspension d'un acte du conseil municipal au représentant de l'Etat dans le département et saisine du tribunal administratif) - En ce qui concerne la constitution de commissions extra-municipales par les conseils municipaux, demande le retrait de l'amendement n° I-175 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Pierre Louvot et s'oppose à l'amendement n° I-315 de M. Jacques Braconnier, soutenu par M. Roger Romani - (p. 2483) : son amendement n° I-95 : (intitulé « Chapitre II : suppression de la tutelle financière » ; adopté - Avant l'art. 5 A (p. 2484) : s'oppose à l'amendement n° I-266 de M. Paul Jargot soutenu par M. Jacques Eberhard (débat d'orientation au sein du conseil municipal sur le projet de budget) - Art. 5 A : son amendement n° I-96 : exécution des recettes et des dépenses de fonctionnement en cas de non adoption du budget de la commune et jusqu'à son adoption ; retiré - (p. 2486, 2487) : son amendement n° I-196 : possibilité de mise en recouvrement des recettes et d'engagement des dépenses de la section de fonctionnement par le maire, dans la limite de celles inscrites au budget primitif de l'année précédente en cas de non adoption du budget de la commune avant le 1<sup>er</sup> janvier ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° I-177 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Michel Miroudot (engagement des dépenses et des recettes de fonctionnement en cas de non adoption du budget avant le 1<sup>er</sup> janvier ou dans le mois suivant la notification des recettes en provenance de l'Etat) et accepte le sous-amendement n° I-370 de M. Paul Séramy (engagement des recettes et des dépenses de fonctionnement en cas de non adoption du budget avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice dans la limite de celles portées au budget primitif) - S'oppose à l'amendement n° I-267 de M. James Marson (apport par le Gouvernement dès octobre à chaque collectivité territoriale des informations prévisionnelles concernant ses dotations) - Son amendement n° I-97 : suppression des dispositions de cet article concernant le contrôle sur le budget voté ; adopté - (p. 2489) : s'oppose à l'amendement n° I-222 de M. Paul Girod (contrôle sur le budget voté et précision de la date limite de communication au conseil municipal d'informations indispensables à l'établissement du budget) - (p. 2492) : son amendement n° I-98 : suppression des dispositions de cet article sur la possibilité de mise en application du budget par les représentants de l'Etat dans les départements sur avis public de la chambre régionale des comptes pour une nouvelle commune ; adopté - S'oppose à l'amendement n° I-224 de M. Bernard Legrand (possibilité d'une mise en application du budget par la chambre régionale des comptes pour une nouvelle commune).

**Suite de la discussion** - (6 novembre 1981) - Rapporteur - **Titre I (suite) - Art. 5** (p. 2528) : s'oppose à l'amendement n° I-268 de M. Jean Ooghe (suppression de cet article concernant le rétablissement de l'équilibre lorsque le budget communal n'est pas voté en équilibre réel) - S'oppose à l'amendement n° I-316 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. Roger Romani (restauration de l'autorité budgétaire dans le rétablissement de l'équilibre) - (p. 2529) : son amendement n° I-99 : modification de la définition de la notion d'équilibre réel du budget communal ; adopté - (p. 2531) : son amendement n° I-101 : fonctionnement et pouvoirs de la chambre régionale des comptes dans le rétablissement de l'équilibre lorsque le budget communal n'est pas voté en équilibre réel ; adopté - (p. 2532) : accepte l'amendement n° I-179 de M. Marcel Lucotte soutenu par M. Michel Miroudot (fonctionnement et pouvoirs de la chambre régionale des comptes dans le rétablissement de l'équilibre lorsque le budget communal n'est pas voté en équilibre réel) - Sur le fonctionnement et les pouvoirs de la chambre régionale des comptes dans le rétablissement de l'équilibre lorsque le budget communal n'est pas voté en équilibre réel, s'oppose à l'amendement n° I-7 de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. Guy Petit, et à l'amendement n° I-372 de M. Claude Mont, soutenu par M. Pierre Schiélé - (p. 2533) : son amendement n° I-102 :

suppression du contrôle *a priori* sur la nouvelle délibération du conseil municipal qui prend la forme d'un budget rectificatif le budget initial ; adopté.

**Suite de la discussion** - (10 novembre 1981) - Rapporteur - **Titre I (suite) - Art. 6** (p. 2553) : son amendement de forme n° I-103 ; adopté - (p. 2554) : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° I-419 de M. Gaston Defferre, ministre (fixation au 1<sup>er</sup> août du délai donné au conseil municipal pour le vote de l'arrêt des comptes) - S'oppose à l'amendement n° I-396 de M. Bernard Legrand (déficit budgétaire et responsabilité du conseil municipal ; intervention de la chambre régionale des comptes et pouvoir de décision en cas de désaccord) - (p. 2555) : son amendement n° I-104 : déficit égal ou supérieur à 10 % des ressources pour les communes de moins de 20000 habitants et à 5 % pour les autres ; intervention de la chambre régionale des comptes et possibilité d'emprunt exceptionnel ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - Accepte l'amendement n° I-71 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis, identique à l'amendement n° I-230 de M. Georges Berchet, soutenu par M. Charles Beaupetit (déficit égal ou supérieur à 10 % des ressources et intervention de la chambre régionale des comptes) - (p. 2556) : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° I-269 de M. Jacques Eberhard (chambre régionale des comptes et possibilité d'audition pour le maire ou son représentant) - Son amendement n° I-105 : maintien du déficit et exécution des mesures de la chambre régionale des comptes par le représentant de l'Etat ; inclusion dans le contrôle du budget exécuté des dépenses obligatoires ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° I-319 de M. Jacques Delong, soutenu par M. Jacques Braconnier (nécessité d'une mise en demeure par le représentant de l'Etat) - (p. 2557) : s'oppose à l'amendement n° I-378 de M. Paul Pillet, soutenu par M. Marcel Daunay (divergences entre la chambre régionale des comptes et le représentant de l'Etat ; publication des propositions de ce représentant) - S'oppose à l'amendement n° I-379 de M. Raymond Bouvier, soutenu par M. Pierre Schiélé (redressement d'un budget communal et information motivée aux assemblées départementale et régionale) - **Après l'art. 6** (p. 2559) : s'oppose à l'amendement n° I-270 de M. James Marson, soutenu par M. Camille Vallin (suppression des dispositions du code des communes portant obligation au maire de se retirer au moment de la discussion et du vote du compte administratif le concernant) - **Art. 7** : son amendement n° I-106 : difficultés financières exceptionnelles et principe de l'octroi de subventions exceptionnelles par le représentant de l'Etat, adopté - (p. 2560) : représentant de l'Etat et opportunité d'une subvention exceptionnelle - (p. 2561) : responsabilité des élus et proposition d'emprunt exceptionnel - **Art. 8** (p. 2562) : son amendement n° I-107 : caractère de dépense obligatoire pour les seules dépenses légales et correspondant à des dettes certaines, liquides et exigibles ; adopté - (p. 2563) : dépenses obligatoires et application de la procédure du règlement d'office - S'oppose à l'amendement n° I-19 de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. André Bettencourt (limitation du rôle de la chambre régionale des comptes au constat de la non inscription d'une dépense obligatoire) - **Art. 9** (p. 2565) : suppression de la tutelle financière et maintien, comme comptable communal, d'un comptable direct du Trésor - Accepte l'amendement n° I-74 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis (comptable de la commune et production des comptes devant la chambre régionale des comptes ; décision par voie de jugement).

**Suite de la discussion** - (12 novembre 1981) - Rapporteur - **Titre I (suite) - Art. 10** (p. 2575) : droit de réquisition par le maire du comptable communal - Ordonnateur et comptable - Cas de refus - (p. 2577) : son amendement n° I-109 : limitation du rôle du comptable à un contrôle de régularité, excluant toute appréciation de l'opportunité ou de la légalité des décisions de l'ordonnateur ; adopté - Réserves de la commission des lois sur l'amendement n° I-185 de M. Marcel Lucotte (contrôle de légalité exercé par le comptable, limité à la vérification de la conformité aux

prescriptions du règlement général de la comptabilité publique) - Contrôle de légalité et contrôle de régularité - S'oppose à l'amendement n° I-182 de M. Marcel Lucotte (droit de réquisition et responsabilités) - Son amendement n° I-110 : cas de refus du comptable : suppression du contrôle du caractère libératoire du règlement ; adopté - (p. 2581) : s'oppose à l'amendement n° I-273 de M. Jacques Eberhard (approbation par le conseil municipal de l'ordre de réquisition et responsabilité de la commune) - Sur les amendements identiques n° I-18 de Mme Brigitte Gros, soutenu par M. Paul Robert, n° I-385 de M. Alfred Gérin, soutenu par M. François Dubanchet et n° I-386 de M. Paul Séramy (suppression du dernier alinéa relatif à l'engagement de la responsabilité de l'ordonnateur en cas de réquisition) : suggère leur report à l'article 12 relatif à la responsabilité du maire - Demande le retrait des amendements analogues n° I-183 et I-184 de M. Marcel Lucotte, et n° I-323 de M. Marcel Fortier, soutenu par M. Paul Malassagne (caractère d'arrêté de l'ordre de réquisition ; notification au comptable et à la chambre régionale des comptes ; affichage en mairie) - Accepte l'amendement n° I-75 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis (rôle d'arbitre de la chambre régionale des comptes ; fixation par décret des pièces justificatives que le comptable peut exiger) - Sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° I-183 de M. Marcel Lucotte (1° caractère d'arrêté de l'ordre de réquisition ; notification au comptable ; 2° affichage en mairie et notification à la chambre régionale des comptes) - Après l'art. 10 (p. 2583) : son amendement n° I-111 : intitulé : « Chapitre III - Suppression de la tutelle technique » ; adopté - Multiplicité des normes techniques imposées aux communes et nécessité de leur suppression - (p. 2584) : son amendement n° I-112 : suppression, sauf disposition expresse de la loi, des prescriptions particulières visant la conception et l'exécution des travaux des communes ; adopté - Sécurité sociale ; agences techniques départementales - Son amendement n° I-113 : suppression, sauf disposition expresse de la loi, des prescriptions particulières visant la gestion des services ou l'utilisation du patrimoine des communes ; adopté - Son amendement n° I-114 : suppression des rémunérations accessoires versées par les communes aux agents de l'Etat de la région, du département ou de leurs établissements publics ; adopté - Avant l'art. 11 (p. 2585) : son amendement n° I-115 : intitulé : « Chapitre IV - Dispositions diverses » ; adopté - Art. 11 : contenu de cet article, relatif à l'application des dispositions du titre I aux établissements publics communaux et intercommunaux - Syndicats intercommunaux à vocation multiple - Répartition des compétences et barème d'aide sociale - Son amendement n° I-116 : suppression des dispositions de cet article relatives à la répartition des contingents d'aide sociale ; extension des dispositions de la loi aux communes urbaines ; adopté - Après l'art. 11 (p. 2586) : son amendement n° I-117 : délai d'application des dispositions du présent chapitre aux agglomérations nouvelles ; adopté - Art. 12 : demande la réserve de cet article, relatif à la compétence de la Cour. de discipline budgétaire, jusqu'à l'examen du titre IV qui traite du contrôle juridictionnel - Chambre régionale des comptes - Après l'art. 12 (p. 2588) : demande la réserve de l'amendement n° I-190 de M. Marcel Lucotte (abrogation de la loi du 16 juillet 1971 relative aux fusions de communes) - Demande le retrait de l'amendement n° I-329 de M. Paul Kauss, soutenu par M. Roger Romani (maintien des dispositions du code des communes relatives à la nullité de plein droit de certaines délibérations) - Art. 13 (p. 2592) : son amendement n° I-119 : rétablissement de cet article dans une rédaction rendant applicables les dispositions du titre I à la ville de Paris sous réserve des dispositions du code des communes relatives aux attributions du préfet de police ; réservé jusqu'à la fin de la discussion du projet de loi - (p. 2594) : accepte la réserve de l'article 13, demandée par le Gouvernement - Après l'art. 13 (p. 2595) : demande l'examen en priorité de l'amendement n° I-412 de M. Louis Virapoullé (application intégrale des dispositions du titre I aux communes des départements d'outre-mer) - (p. 2596) :

accepte cet amendement - Art. 13 bis (p. 2597) : son amendement I-120 : conditions d'extension des dispositions du présent titre aux communes des territoires d'outre-mer : détermination par une loi, pour chaque territoire, dans le délai d'un an, des adaptations nécessaires après consultation des assemblées territoriales ; adopté - Après l'art. 13 bis : accepte l'amendement n° I-401 de MM. Marcel Henry et Daniel Millaud (application des dispositions du présent titre aux communes de la collectivité territoriale de Mayotte ; compétence de la chambre régionale des comptes de la Réunion) - (p. 2599) : accepte l'amendement n° I-277 de M. Marcel Rudloff (conditions d'application des dispositions du titre I aux communes des départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin) - Art. 14 - A : son amendement n° I-122 : suppression de cet article relatif à la possibilité pour les représentants de l'Etat dans le département d'assister aux conférences intercommunales à la demande des communes intéressées ; retiré - (p. 2600) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° I-256 de M. Jacques Descours Desacres (possibilité pour les représentants de l'Etat dans le département d'assister aux conférences intercommunales subordonnée à la demande unanime des communes intéressées) - Avant l'art. 14 : son amendement n° I-123 : liberté des conseils municipaux de fixer le nombre des postes d'adjoints ; adopté - Suppression de la distinction entre adjoints réglementaires et adjoints supplémentaires - Art. 14 : demande la réserve de cet article, relatif aux abrogations, à la suite du dépôt d'un amendement du Gouvernement - Art. 15 (p. 2601) : son amendement n° I-136 : rétablissement de cet article, supprimé par l'Assemblée nationale dans une rédaction visant la codification du projet en examen dans le code des communes ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement de séance du Gouvernement (établissement ultérieur d'un code général des collectivités locales) - Titre II : reprend, au nom de la commission, l'amendement de coordination n° II-110 de M. Marc Bécam (intitulé : « Titre II - Des droits, des libertés et des responsabilités des départements ») - Chapitre I (p. 2602) : son amendement n° II-43 : suppression de l'intitulé du chapitre I « Des institutions départementales » ; adopté - Accord de la commission des lois sur le transfert de l'exécutif départemental du préfet au président du conseil général ; nécessité d'un chapitre spécial - Organisation des chapitres du titre II, prévue par la commission - Art. 16 (p. 2603) : son amendement n° II-44, identique aux amendements n° II-1 de M. Jean-François Pintat et n° II-119 de M. Paul Girod : suppression de l'alinéa relatif au soutien éventuel du département aux communes pour l'exercice de leurs libertés et responsabilités ; adopté - Demande le retrait de l'amendement n° II-274 de M. Louis Souvet, soutenu par M. Marc Bécam (répartition des fonctions administratives à l'échelon départemental, entre le représentant de l'Etat et le conseil général) - Demande également le retrait des amendements identiques n° II-97 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Philippe de Bourgoing, et n° II-275 de M. Marc Jacquet, soutenu par M. Marc Bécam (exercice par le conseil général de ses pouvoirs de décision dans le cadre des lois de la région) et des amendements n° II-224 de M. Rémi Herment, soutenu par M. Paul Pillet (exercice des compétences du conseil général et coordination avec celles des autres personnes morales ou collectivités territoriales) et n° II-184 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Jacques Eberhard (soutien éventuel du département aux communes, « dans le respect de leur autonomie ») - Avant l'art. 17 (p. 2604) : son amendement n° II-45 : intitulé : « Chapitre premier - Transfert du pouvoir exécutif au président du conseil général » ; adopté - Demande la réserve de l'amendement n° II-226 de M. Pierre Schiélé (création dans chaque département d'un syndicat de communes pour le personnel) - Art. 17 (p. 2605) : son amendement n° II-46 : exécutif départemental conféré au président du conseil général ; adopté - (p. 2606) : demande le retrait de l'amendement n° II-98 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (élection par le conseil général en son sein d'une commission départementale exécutive) - S'oppose à l'amendement rédactionnel n° II-111 de M.

Gaston Defferre, ministre - S'oppose également aux amendements n° II-227 de M. Daniel Hoefel, soutenu par M. Paul Pillet (élection du président et du bureau du conseil général suivant les règles de la représentation proportionnelle dite au plus fort reste), et n° II-16 de M. Michel d'Aillières, soutenu par M. Guy de La Verpillière (détermination du nombre des vice-présidents en fonction de l'effectif des membres du conseil général) ainsi qu'aux amendements, soutenus par M. Paul Pillet, n° II-228 de M. Pierre Salvi (composition du bureau : président et membres du conseil général), n° II-230 de M. Alfred Gérin (bureau du conseil général : membres supplémentaires dans les départements de plus de 1 million d'habitants), et n° II-231 de M. Kléber Malécot (délégation du président à tout membre du bureau) - S'oppose enfin à l'amendement n° II-14 de M. Michel d'Aillières, soutenu par M. Guy de La Verpillière (incompatibilité du mandat de président de conseil général avec la fonction de maire de la commune, chef-lieu du département) - **Après l'art. 17** : s'oppose à l'amendement n° II-279 de M. René Tomasini, soutenu par M. Charles Pasqua (incompatibilité du mandat de président du conseil général avec une fonction gouvernementale) - **Art. 18** (p. 2608) : son amendement n° II-47 : rôle du président du conseil général comme organe exécutif du département ; adopté - (p. 2610) : problème des moyens donnés au président du conseil général pour exercer son autorité et de la répartition des services départementaux ; débats en commission - S'oppose aux amendements de M. Jean Garcia, soutenus par M. Jacques Eberhard n° II-185 (rôle du président du conseil général, assisté du bureau, comme organe exécutif du département) et n° II-186 (compétence de l'exécutif pour nommer aux emplois départementaux) - S'oppose également aux amendements n° II-120 de M. Bernard Legrand, soutenu par M. Paul Girod (incompatibilité du mandat de président de conseil général avec un mandat parlementaire ou une fonction ministérielle), n° II-282 de M. Michel Maurice-Bokanowski, soutenu par M. Roger Romani (suppression de l'alinéa prévoyant dans chaque département une convention entre le représentant de l'Etat et le conseil général, fixant la liste des services de la préfecture transférés au département), n° II-8 de M. Jean-François Pintat, (fixation par décret en Conseil d'Etat de la liste des services de la préfecture transférés au département), n° II-284 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. Marc Bécam (fixation par décret en Conseil d'Etat de la liste des services de la préfecture transférés à la collectivité départementale) et n° II-283 de M. Michel Chauty, soutenu par M. François Collet (fixation par décret, après le vote de la loi sur la répartition des compétences, de la liste des services extérieurs de l'Etat dans le département, que pourra utiliser le président du conseil général) - S'oppose également aux amendements de M. Michel d'Aillières, soutenus par M. Guy de La Verpillière, n° II-12 (approbation par décret en Conseil d'Etat d'une convention type entre le représentant de l'Etat et le conseil général pour la répartition des services de la préfecture) et n° II-11 (application automatique de la convention type après un délai de quatre mois) et à l'amendement n° II-123 de M. Paul Girod (fixation par la loi sur la répartition des compétences d'une liste minimum des services de la préfecture transférés aux départements) - **Art. 18 bis, 18 ter et 18 quater** (p. 2612) : demande la réserve de ces trois articles introduits par l'Assemblée nationale, jusqu'aux chapitres I et II du titre III *bis* (nouveau) - **Art. 18 quinquies** : son amendement n° II-51 : suppression de cet article relatif au maintien à titre transitoire de l'actuelle répartition des charges entre l'Etat et le département ; adopté - (p. 2613) : s'oppose aux amendements n° II-113, II-114 et n° II-115 de M. Gaston Defferre, ministre (précisions sur la répartition des charges dans le régime transitoire) - S'oppose également à l'amendement n° II-127 de M. Paul Girod (maintien du régime de la participation de l'Etat aux dépenses d'aide sociale) - Estime sans objet l'amendement n° II-238 de M. Paul Pillet (suppression de l'alinéa rendant applicables au commissaire de la République les dispositions concernant les préfets) - **Art. 18 sexies** : son amendement n° II-52 :

pouvoirs du président du conseil général et délégations aux vice-présidents ; adopté - S'oppose à l'amendement n° II-187 de M. Jean Garcia, soutenu par M. Jacques Eberhard (délégation aux vice-présidents et suppression de la notion de surveillance) - **Art. 18 septies** (p. 2614) : son amendement n° II-53, identique à l'amendement n° II-2 de M. Jean-François Pintat : suppression de cet article relatif à la création d'agences techniques départementales ; adopté - Nouvelle tutelle - Direction départementale de l'équipement - (p. 2615) : s'oppose à tous les autres amendements à cet article - **Art. 20** (p. 2616) : ses amendements n° II-54 et II-55 : vacance du siège de président du conseil général : modalités d'exercice provisoire de ses fonctions et organisation de l'élection ; adoptés - **Chapitre II** (p. 2617) : son amendement n° II-56 : intitulé : « Chapitre II - Du représentant de l'Etat dans le département » ; adopté - Attributions du préfet ou du commissaire de la République - **Art. 21** : son amendement n° II-57 : nouvelle rédaction de cet article : appellation de représentant de l'Etat substituée à celle de commissaire de la République ; attributions essentielles ; adopté - (p. 2620) : s'oppose à l'amendement n° II-332 de M. Gaston Defferre, ministre (appellations de commissaire de la République et de commissaire de la République adjoint, substituées à celles de préfet et de sous-préfet dans toutes les lois non modifiées par le texte en examen) - S'oppose également aux amendements n° II-296 de M. Michel Caldaguès, soutenu par M. Roger Romani (relations entre le délégué du Gouvernement et le conseil général), n° II-301 de M. Roger Romani (suppression du premier alinéa de cet article, fixant la dénomination de commissaire de la République) et aux amendements identiques n° II-134 de M. Paul Girod, n° II-140 de M. Jacques Descours Desacres et n° II-299 de M. Louis Souvet, soutenu par M. Christian de La Malène (appellation de préfet substituée à celle de commissaire de la République), ainsi qu'aux amendements n° II-303 de M. François Collet, soutenu par M. Roger Romani (détermination ultérieure des compétences du commissaire de la République), n° II-242 de M. Rémi Herment, soutenu par M. Paul Pillet (rôle du commissaire de la République comme représentant du Gouvernement), et n° II-129 de M. Paul Girod (énumération des services de l'Etat dans le département non soumis à l'autorité du préfet) - S'oppose également aux amendements identiques n° II-21 de M. Michel d'Aillières et n° II-101 de M. Marcel Lucotte, soutenus par M. Philippe de Bourgoing (mention de la compétence du président du conseil général sur les services extérieurs de l'Etat dans le département) et à l'amendement analogue n° II-302 de M. Hubert d'Andigné, soutenu par M. Charles Pasqua - S'oppose également aux amendements n° II-304 de M. Louis Souvet, soutenu par M. Roger Romani (création auprès du préfet d'un préfet adjoint), n° II-243 de M. Jean Francou, soutenu par M. Paul Pillet (suppression de l'alinéa relatif aux attributions du représentant de l'Etat) - S'oppose aux amendements de coordination identiques n° II-42 de M. Pierre Salvi, soutenu par M. Pierre Schiélé, n° II-135 de M. Paul Girod et n° II-141 de M. Jacques Descours Desacres et à l'amendement de coordination n° II-300 de M. Louis Souvet, soutenu par M. Charles Pasqua - S'oppose aux amendements n° II-298 de M. Jean Chérioux, soutenu par M. Roger Romani (appellation de délégué du Gouvernement substituée à celle de commissaire de la République) et n° II-305 de M. Louis Souvet, soutenu par M. Christian de La Malène (mention des fonctions des sous-préfets) - Estime sans objet les amendements n° II-145 de M. Louis Perrein, soutenu par M. Franck Sérusclat (énumération des collaborateurs du commissaire de la République), n° II-189 de M. Bernard-Michel Hugo, soutenu par M. Jacques Eberhard (modification du dernier alinéa de l'article relatif au contrôle de légalité), et l'amendement n° II-6 de Mme Brigitte Gros, soutenu par M. Paul Girod (rôle éventuel du commissaire de la République comme conseil aux communes qui le demandent) - S'oppose enfin à l'amendement n° II-116 de M. Gaston Defferre, ministre (information du commissaire de la République par les autorités élues sur l'action des services relevant des collectivités territoriales).

Suite de la discussion - (13 novembre 1981) - Rapporteur - **Titre I - Art. 14 (suite)** (p. 2648) : accepte l'amendement n° I-211, précédemment réservé, de M. Gaston Defferre, ministre (abrogation des dispositions du code des communes concernant les pouvoirs de tutelle sur les actes des autorités communales, la démission d'office d'un conseiller municipal ; cas particulier de Paris) - (p. 2649) : sur cet amendement, ses sous-amendements n° I-124 : suppression des dispositions relatives aux vœux politiques ; adopté, de coordination n° I-423 et n° I-125 ; adoptés, n° I-126 : interdiction pour le conseil municipal d'émettre des vœux méconnaissant les dispositions de l'alinéa premier de l'article 20 de la Constitution du 4 octobre 1958 ; adopté, n° I-424 : pouvoirs de substitution du représentant de l'Etat envers le maire en tant qu'agent de l'Etat ; adopté et de forme n° I-129 ; adopté - (p. 2650) : sur ce même amendement n° I-211, s'oppose au sous-amendement n° I-422, de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Adolphe Chauvin (fixation par décret en Conseil d'Etat des dispositions applicables au modèle de cahier des charges type) - Toujours sur l'amendement n° I-211, son sous-amendement n° I-135 : abrogation des dispositions conférant au Gouvernement ou à ses représentants un pouvoir d'annulation ou d'approbation des actes des autorités communales ; adopté - S'oppose à l'amendement n° I-276 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Fernand Lefort (abrogation du code des communes des dispositions sur les fusions de communes) - (p. 2651) : encore sur l'amendement n° I-211, s'oppose au sous-amendement n° I-22 de M. Michel d'Aillières, soutenu par M. Jacques Descours Desacres (nullité de plein droit des délibérations du conseil municipal portant sur un objet étranger à ses attributions ou prises hors de ses réunions légales, ainsi que des délibérations prises en violation d'une loi ou d'un règlement d'administration publique) - S'oppose à l'amendement n° I-392, de M. Alphonse Arzel, soutenu par M. Pierre Schiélé (suspension des maires et adjoints après avis du Conseil d'Etat) - (p. 2652) : s'oppose à l'amendement n° I-77, de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis, soutenu par M. Jacques Descours Desacres (suppression de la notion d'avis motivé de la chambre régionale des comptes sur le budget voté) - **Titre II (suite) - Art. 22** (p. 2653) : réunions de droit du conseil général : tâches nouvelles et surcroît de travail - Substitution de la notion de réunion à la notion de session - Rapprochement des dispositions relatives aux conseils généraux et aux conseils municipaux - (p. 2654) : son amendement n° II-58 : réunion du conseil général à la demande de la moitié de ses membres sur un ordre du jour déterminé pour une durée ne pouvant excéder 5 jours et réunion par décret en cas de circonstances exceptionnelles ; adopté - Demande le retrait des amendements n° II-307 de M. Hubert d'Andigné, soutenu par M. Paul Malassagne (réunion de 4 sessions ordinaires de conseil général ; fixation de la date d'ouverture des sessions par le président du conseil général en l'absence de décision du conseil général ; fixation de la première réunion de plein droit lors du renouvellement triennal des conseils généraux) et n° II-133 de MM. André Morice et Paul Girod (tenue des réunions des conseils généraux à caractère budgétaire à l'hôtel de la préfecture) - **Art. 22 bis** (p. 2655) : entrée du représentant de l'Etat au conseil général - Instauration de relations constantes entre le président du conseil général et le représentant de l'Etat - (p. 2656) : à propos de l'audition du représentant de l'Etat dans le département par le conseil général à la demande du Premier ministre ou du président du conseil général, accepte les amendements n° II-161 de M. Bernard Legrand, soutenu par M. André Morice, n° II-18 de M. Michel d'Aillières, soutenu par M. André Bettencourt, et n° II-272 de M. France Léchenault soutenu par M. Jean Béranger - En ce qui concerne le droit d'audience du représentant de l'Etat dans le département au conseil général, s'oppose aux amendements n° II-3 de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. André Bettencourt, n° II-308 de M. Paul Kauss soutenu par M. Paul Malassagne, n° II-103 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. André Bettencourt et n° II-190 de M. Jacques Eberhard, soutenu par M. Bernard-Michel Hugo - Son amendement n° II-59 : droit de regard du représentant de l'Etat au

conseil général et audition sur demande du Premier ministre ou du président du conseil général ; adopté - **Art. 23** (p. 2658) : son amendement n° II-60 : suppression de cet article portant sur les conditions de réunion du conseil général ; adopté - **Art. 24** (p. 2659, 2660) : s'oppose aux amendements n° II-248 de M. Jean Francou (élection du président à la majorité absolue des votants pour une durée de trois ans), n° II-250 de M. Paul Pillet, soutenu par M. Adolphe Chauvin (élection des autres membres du bureau à la représentation proportionnelle pour la même durée que le président), n° II-163 de M. Paul Girod, soutenu par M. André Morice (élection des vice-présidents du conseil général et scrutin uninominal), n° II-249 de M. Pierre Salvi, soutenu par M. Louis Virapoullé (remplacement d'un membre du bureau décédé dans un délai de 15 jours par un nouveau membre élu), et n° II-313 de coordination de M. Hubert d'Andigné, soutenu par M. Paul Malassagne - **Après l'art. 24** : son amendement n° II-61 : délégation du conseil général au bureau ; adopté - **Art. 25** : son amendement n° II-333 : transmission du règlement intérieur du conseil général au tribunal administratif qui se prononce sur sa conformité à la loi dans le délai d'un mois ; adopté - **Art. 26** (p. 2661) : s'oppose à l'amendement n° II-191 de M. Bernard-Michel Hugo (audition par le conseil général des représentants d'un conseil municipal ou d'une association locale ou départementale concernée par l'ordre du jour des débats) et accepte l'amendement n° II-166 de M. Bernard Legrand, soutenu par M. André Morice (prise de décisions à la majorité absolue des présents) - **Après l'art. 26** : demande le retrait de l'amendement n° II-251 de M. Claude Mont, soutenu par M. Paul Séramy (respect par le conseil général des règles légales dans le cadre de ses compétences) - **Art. 27** (p. 2662) : accepte les amendements n° II-252 de M. Alfred Gérin, soutenu par M. Adolphe Chauvin (représentation de la majorité absolue des membres en exercice par des mandataires d'un membre du conseil général), n° II-167 de M. Bernard Legrand, soutenu par M. André Morice (réunion de plein droit du conseil général trois jours après sa convocation), n° II-253 de M. Pierre Schiélé, soutenu par M. Louis Virapoullé (mise à la disposition du public de relevés des décisions du conseil général) et n° II-168 de M. Paul Girod, soutenu par M. André Morice (demande de scrutin public par le sixième des membres présents et prépondérance de la voix du président ; scrutin secret des votes sur les nominations ; liste des votants) - S'oppose à l'amendement n° II-329 de M. Bernard Legrand, soutenu par M. André Morice (caractère non public des séances et décisions du conseil général à la majorité absolue) - **Art. 28** (p. 2663) : son amendement n° II-62 : envoi d'un rapport quinze jours avant la réunion du conseil général sur les affaires à l'ordre du jour et rapport annuel de l'activité des services départementaux et organismes placés sous sa dépendance ; adopté - **Art. 29** (p. 2664) : accepte les amendements n° II-255 de M. Paul Pillet, soutenu par M. Adolphe Chauvin (dissolution du conseil général par le Gouvernement et information du Parlement dans un délai de 10 jours) et n° II-256 de M. Pierre Salvi, soutenu par M. Adolphe Chauvin (information du Parlement en cas de dissolution du conseil général par une communication motivée) - (p. 2665) : ses amendements n° II-149 : dissolution du conseil général par le Gouvernement lorsque son fonctionnement se révèle impossible et information du Parlement dans le délai le plus bref ; adopté, n° II-63 : expédition des affaires courantes par le président du conseil général en cas de dissolution, de démission ou d'annulation ; adopté et n° II-64 : réunion de plein droit de l'assemblée le second lundi suivant le premier tour de scrutin ; adopté - (p. 2668) : son amendement n° II-335 : fixation de la date et de l'heure de cette réunion par le décret de dissolution ; adopté - **Art. 30** (p. 2669) : s'oppose à l'amendement n° II-192 de M. Jacques Eberhard, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudou (délégation de vote en cas d'empêchement pour une réunion du conseil général à un autre conseiller) - (p. 2670) : son amendement n° II-65 : délégation de droit de vote des membres du conseil général en cas de maladie,

d'accident, d'événement familial grave ou en cas de participation aux travaux d'une assemblée parlementaire, de l'assemblée des Communautés européennes ou d'un conseil régional et impossibilité d'être porteur de plus d'un mandat ; adopté.

**Suite de la discussion** - (16 novembre 1981) - Rapporteur - **Titre II (suite) - Chapitre IV** (p. 2687) : son amendement de forme n° II-66 : « Chapitre IV. - De la suppression des tutelles » ; adopté - **Art. 31** (p. 2688) : son amendement n° II-67 : délibérations et arrêtés des autorités départementales exécutoires de plein droit comme le sont désormais celles du conseil municipal ; adopté - **Art. 32** (p. 2689) : son amendement n° II-68 : suppression de cet article pour coordination avec les articles 2 et 3 du présent projet ; adopté - **Art. 34** (p. 2690) : souhait d'une discussion commune des articles 4, 34 et 48 concernant les actions économiques de la commune, du département et de la région après examen par la commission des lois des amendements les concernant. La demande de réserve est acceptée - **Art. 35** (p. 2691) : son amendement n° II-70 : suppression du premier alinéa concernant la limitation des travaux du conseil général sur les orientations budgétaires ; adopté - (p. 2692) : s'oppose à l'amendement n° II-217 de MM. Paul Girod et Bernard Legrand (examen du budget départemental par le conseil général porté de dix à vingt jours) - Accepte l'amendement de forme n° II-176 de M. Bernard Legrand - Son amendement n° II-71 : libre emploi des douzièmes provisoires ; adopté - **Art. 36** : son amendement n° II-72 : conditions de l'équilibre réel du budget départemental et procédure de redressement du déficit budgétaire identique à celle retenue par le Sénat concernant le budget communal aux articles 5 et 6 ; adopté - **Art. 37** (p. 2693) : son amendement n° II-73 : dépenses obligatoires pour les départements à partir du budget exécuté ou nécessaire à l'acquittement des dettes certaines, liquides et exigibles ; adopté - **Après l'art. 37** (p. 2694) : s'oppose à l'amendement n° II-197 de M. Jean Ooghe (institution à titre transitoire d'un comité des prêts dans chaque département, comportant une majorité d'élus, devant lesquels les communes pourront faire appel) - **Art. 38** : son amendement n° II-74 ; identique à l'amendement n° II-32 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis, soutenu par Jacques Descours Desacres : conditions d'assujettissement des comptables à la chambre régionale des comptes ; adopté - **Art. 39** (p. 2695) : son amendement n° II-75 : réquisition par le président du conseil général du comptable départemental ; adopté - **Après l'art. 39** (p. 2696) : ses amendements n° II-77 et n° II-78 : suppression de la tutelle technique ; adoptés - Son amendement n° II-79 : interdiction de rémunération des agents d'autres collectivités ; adopté - **Avant l'art. 40** : son amendement de forme n° II-80 : intitulé de chapitre additionnel « Chapitre V - Dispositions diverses » ; adopté - **Art. 40** (p. 2697) : son amendement n° II-82 : suppression des deux derniers alinéas de cet article, relatifs au maintien de la répartition des dépenses sanitaires et sociales entre l'Etat et le département ; adopté - S'oppose à l'amendement n° II-117 de M. Gaston Defferre, ministre (attributions du commissaire de la République, et des maires, service départemental d'incendie) - **Avant l'art. 42** : demande la réserve de l'amendement n° II-180 de M. Paul Girod, soutenu par M. Bernard Legrand (responsabilités des conseillers généraux, des présidents élus de groupements de départements et des consommateurs élus des établissements publics départementaux, et droit de réquisition) - Cour de discipline budgétaire - **Avant l'art. 44** (p. 2699) : son amendement n° II-84 : dispositions relatives aux actes administratifs et budgétaires du département de Paris ; réservé jusqu'au terme de l'examen du projet de loi - S'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° II-111 de M. Henri Goetschy, soutenu par M. Paul Séramy (participation des présidents des conseils généraux concernés aux commissions créées par des accords internationaux et chargées des questions transfrontières) - (p. 2700) : accepte l'amendement n° II-330 de M. Louis Virapoullé (maintien du conseil général dans les départements d'outre-mer et bénéfice de nouvelles attributions prévues par la présente loi) - Accepte

l'amendement n° II-269 de M. Marcel Henry, soutenu par M. Daniel Millaud (application des dispositions de ce titre à la collectivité territoriale de Mayotte ; extension de la compétence de la chambre régionale des comptes de la Réunion à la collectivité territoriale de Mayotte) - **Art. 44** (p. 2702) : sur l'amendement n° II-118 de M. Gaston Defferre, ministre (liste des textes abrogés), son sous-amendement n° II-85 : modification de la liste des textes abrogés 1° modalités de scrutin du conseil général adopté ; 2° relation entre le conseil général et les chefs de service des administrations publiques ; adopté ; 3° sanction à l'égard d'un conseiller général absent ; adopté - (p. 2703) : sur le même amendement n° II-118, son sous-amendement de coordination n° II-91 ; adopté - Sur le même amendement, son sous-amendement n° II-334 : respect par le conseil général de l'article 20 de la Constitution du 4 octobre 1958 qui stipule que le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation ; adopté - (p. 2704) : sur le même amendement n° II-118, ses sous-amendements n° II-93 : modification de la liste des textes abrogés : IV-loi du 28 pluviôse, an VIII ; adopté ; n° II-92 : modification de la liste des textes abrogés : abrogation du 2° alinéa (1°) de l'article 61 de la loi du 10 août 1871 ; adopté, n° II-94 : modification de la liste des textes abrogés ; abrogation de l'acte dit loi du 2 novembre 1940 interdisant aux collectivités locales l'attribution d'indemnités aux fonctionnaires préfectoraux ; adopté, et n° II-95 : abrogation des dispositions conférant au Gouvernement ou à ses représentants un pouvoir d'annulation ou d'approbation des actes des autorités départementales ; adopté - **Après l'art. 44** (p. 2705) : son amendement n° II-96 : insertion dans un code des départements des dispositions en vigueur ; adopté - **Titre II bis (nouveau) après l'art. 44** : son amendement n° II bis-1 : intitulé « Titre II bis nouveau : Clarification et répartition des compétences » ; adopté - Transferts de charges ; exemple de la justice - Suppression des tutelles - (p. 2709) : son amendement n° II bis-2 : « Chapitre premier - Justice » ; adopté - Ses amendements n° II bis-3, II bis-4, II bis-5 et II bis-6 : irrecevables aux termes de l'article 40 de la Constitution - Son amendement n° II bis-7 : abrogation des diverses dispositions qui mettaient à la charge des collectivités locales une part des dépenses de fonctionnement et d'équipement des services publics de la Justice ; retiré - (p. 2711) : son amendement de forme n° II bis-8 : intitulé : « Chapitre II (nouveau) - Police » ; adopté - (p. 2713) : son amendement n° II bis-9 : transfert des charges de police dans les communes ; à l'Etat ; adopté - Son amendement n° II bis-83 : étatisation de la police municipale dans les communes de plus de 2.000 habitants, sous certaines conditions ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - (p. 2714) : son amendement n° II bis-10 : précisions concernant les responsabilités de l'Etat et les pouvoirs du maire en matière de police ; adopté - (p. 2715) : son amendement n° II bis-11 : charge de la police et de la voie publique sur les voies à grande circulation aux représentants de l'Etat dans les départements de la petite couronne parisienne ; adopté - (p. 2716) : accepte l'amendement n° I-410 de M. Louis Virapoullé (consultation obligatoire du maire d'une commune en cas d'assignation à résidence sur son territoire) - (p. 2717) : demande le retrait de l'amendement n° I-411 de M. Louis Virapoullé (possibilité pour le maire de requérir lui-même la force publique) - Son amendement n° II bis-12 : intitulé « Chapitre III (nouveau) - Action sociale et santé » ; adopté.

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - Rapporteur - **Titre II bis (nouveau) après l'art. 44 (suite)** (p. 2728) : son amendement n° II bis-13 : principe de la répartition, par blocs, des compétences d'action sociale et de santé entre la commune, le département et l'Etat ; réservé puis adopté - (p. 2729) : son amendement n° II bis-14 : bloc départemental de compétences d'action sociale et de santé ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - Son amendement n° II bis-15 : compétence communale pour les services de désinfection et les bureaux d'hygiène ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - Son amendement n° II bis-16 : bloc étatique de compétences d'action sociale et sanitaire ; irrecevable aux termes de



l'article 40 de la Constitution - (p. 2730) : son amendement n° II bis-17 : prise en charge de l'aide sociale et de la santé par les collectivités locales et application de règles de caractère général et public ; rôle coordinateur du conseil général ; réservé puis irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - Son amendement n° II bis-18 : caractère obligatoire et répartition des dépenses d'aide sociale entre la commune et le département ; création d'un budget annexe départemental ; adopté - (p. 2731) : importance du débat sur les compétences communales et départementales. (p. 2733) : son amendement n° II bis-19 : élaboration d'un état prévisionnel de l'action sanitaire et sociale de l'Etat dans le département ; adopté - Son amendement n° II bis-20 : convention entre le département et la commune sur la prise en charge, par la commune, de dépenses départementales ; adopté - (p. 2734) : son amendement n° II bis-21 : fixation par une loi ultérieure des règles régissant l'exercice des compétences sociales reconnues à l'Etat et aux collectivités locales ; adopté - Son amendement de coordination n° II bis-22 ; retiré - Son amendement n° II bis-23 : intitulé ; « Chapitre IV nouveau - Education » ; adopté - (p. 2736) : son amendement n° II bis-24 : compétence communale pour les écoles maternelles et élémentaires, à l'exception des dépenses de personnel ; adopté - Son amendement n° II bis-25 : prise en charge par l'Etat des indemnités de logement des instituteurs ; adopté - Son amendement n° II bis-26 : prise en charge par l'Etat des indemnités de logement des maîtres ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - Son amendement n° II bis-27 : compétence étatique pour les lycées et départementale, à l'exception des dépenses de personnel, pour les collèges ; passation de conventions pour le transfert des charges ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - (p. 2738) : son amendement n° II bis-28 : principe et modalités d'application du transfert aux départements de la compétence d'attribution des bourses aux élèves d'établissements publics et privés sous contrats d'association ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - Son amendement n° II bis-29 : principe et modalités d'application du transfert de la responsabilité des transports scolaires aux départements ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - Son amendement n° II bis-30 : intitulé ; « Chapitre V nouveau - Culture » ; adopté - (p. 2740) : son amendement n° II bis-31 : culture et compétence communale, départementale et régionale ; création d'un fonds d'intervention culturelle ; adopté - Son amendement n° II bis-32 : compétence communale pour la construction et la gestion des écoles, conservatoires de musique et des bibliothèques municipales ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - Son amendement n° II bis-33 : compétence étatique pour l'équipement et le fonctionnement des musées et des bibliothèques classées ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - Son amendement n° II bis-34 : intitulé ; « Chapitre VI nouveau - Aménagement du territoire » ; adopté - (p. 2741) : son amendement n° II bis-35 : caractère légal des règles d'aménagement du territoire ; consultation des régions ; adopté - Son amendement n° II bis-36 : établissement par l'Etat en concertation avec les régions et les départements des schémas des grands équipements publics ; adopté - Son amendement n° II bis-37 : intitulé ; « Chapitre VII - Urbanisme et environnement » ; adopté - (p. 2742) : son amendement n° II bis-38 : caractère légal des règles générales d'urbanisme ; adopté - Son amendement n° II bis-39 : élaboration des schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme par le président du conseil général ; opposition du conseil général et transfert de la compétence à l'Etat ; adopté - (p. 2743) : son amendement n° II bis-40 : élaboration par les communes, en concertation avec l'Etat et le département, des plans d'occupation des sols ; opposabilité et publication ; adopté - Enquête et opposabilité aux tiers - (p. 2744) : son amendement n° II bis-41 : principe et modalités d'application de l'établissement et de la publication d'une carte communale des zones inconstructibles ; adopté - (p. 2745) : sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° II bis-53 de M. Auguste Chupin, rapporteur pour avis

(obligation d'établissement d'un plan d'occupation des sols et exclusion du recours à la procédure de la carte communale) - Son amendement n° II bis-42 : compétence du maire pour l'instruction et la délivrance des permis de construire ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - Accepte l'amendement n° II bis-54 de M. Auguste Chupin, rapporteur pour avis (plan d'occupation des sols et compétence du maire pour l'instruction et la délivrance des permis de construire) - (p. 2746) : son amendement n° II bis-43 : compétence du maire pour la délivrance des documents annexes au permis de construire ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - Son amendement n° II bis-44 : instruction des demandes de permis de construire et mise à la disposition des maires des services départementaux et étatiques ; absence de rémunération ; adopté - (p. 2747) : son amendement n° II bis-45 : grandes communes et décentralisation des opérations d'aménagement urbain ; adopté - Son amendement n° II bis 46 : intitulé ; « Chapitre VIII nouveau - Actions économiques » ; réservé - Titre III (p. 2749) : régionalisation et qualités de la loi de 1972 - Atouts géographiques de la région - Concertation régionale - Budget d'investissement régional - Création de trois niveaux de décisions : communes, départements et régions ; risque de confusion et menaces sur les communes - (p. 2750) : collectivités territoriales régionales et absence de définition du rôle de la région - Acceptation du transfert de l'exécutif départemental et de la suppression du contrôle *a priori* - Conditions d'élection du conseil régional ; avenir du comité économique et social - Avant l'art. 45 : son amendement n° III-53 : intitulé ; « Chapitre I - Vocation et organisation de la région » ; adopté - (p. 2754) : son amendement n° III-54 : suppression de cet article prévoyant la transformation en collectivité territoriale de la région ; adopté - S'oppose aux amendements n° III-176 de M. Michel Maurice-Bokanowski soutenu par M. Marc Bécam (caractère et mission de la région ; composition et modalités d'élection du conseil régional), n° III-134 de M. Marcel Rudloff (composition du conseil régional ; participation pour moitié des parlementaires et des présidents des conseils généraux), n° III-133 de M. Jean Francou, soutenu par M. Pierre Schiélé (suppression des dispositions de cet article érigeant la région en collectivité territoriale) - S'oppose également aux amendements de M. Louis Virapoullé n° III-109 (caractère de collectivité territoriale des régions ne comprenant qu'une seul département) et III-110 (adaptation des dispositions de cette loi aux régions mono-départementales) - De même, s'oppose aux amendements n° III-181 de M. Eugène Romani, soutenu par M. Marc Bécam (administration de la région dans le cadre des lois républicaines) et n° III-180 de M. Marcel Fortier, soutenu par M. Marc Bécam (élection au suffrage universel direct du conseil régional pour six ans) - Au sujet du comité économique et social et de sa vocation d'avis s'oppose aux amendements identiques n° III-85 de M. Marcel Lucotte et n° III-179 de M. Jacques Braconnier - S'oppose aux amendements n° III-135, de M. Marcel Rudloff (principe constitutionnel de la représentation des collectivités territoriales au Sénat), n° III-136 de M. Yves Le Cozannet (institutionnalisation de la coopération entre le département et la région) et n° III-183 de M. Jean Amelin (compétence régionale dans le domaine commercial et artisanal) - S'oppose aux amendements de M. Raymond Dumont soutenus par M. Jean Ooghe n° III-95 (caractère propre des compétences départementales et communales) et n° III-96 (compétences générales et principe de l'association de la région et des autres collectivités territoriales) - S'oppose à l'amendement n° III-137 de M. Claude Mont, soutenu par M. Henri Goetschy (actions du conseil régional et concertation avec les autres collectivités territoriales et les établissements publics régionaux) et n° III-138 de M. Claude Mont, soutenu par M. Pierre Schiélé (suppression des dispositions de cet article relatives à l'affirmation de l'intégrité du territoire national) - Au sujet de la possibilité de coopération interrégionale, s'oppose aux amendements n° III-139 de M. Marcel Rudloff et III-185 de M. Henri Belcour, soutenu par M. Marc Bécam - S'oppose à

l'amendement n° III-171 de M. Louis Jung (relations transfrontalières et possibilité de concertation, organisée par le conseil régional avec les collectivités décentralisées étrangères) ainsi qu'aux amendements n° III-214 de M. Paul Girod (suppression des dispositions de cet article concernant la possibilité d'association, dans le cadre de leurs compétences de la région avec l'Etat et les autres collectivités territoriales) et III-97 de M. Raymond Dumont, soutenu par M. Jean Garcia (définition légale du territoire régional) - Après l'art. 45 (p. 2755) : s'oppose à l'amendement n° III-19 de M. Michel d'Aillières, soutenu par M. Guy de La Verpillière (compétence régionale en matière d'équipement collectif) - Art. 45 bis (p. 2756) : son amendement n° III-55 identique aux amendements n° III-215 de M. Jean Béranger, soutenu par M. Michel Rigou et n° III-213 de M. Paul Girod : suppression de cet article concernant l'application de la loi à la région Corse ; adopté - Art. 46 (p. 2757) : son amendement n° III-56 : entrée en vigueur de la loi et maintien, jusqu'à cette date, du caractère d'établissement public de la région ; adopté - Art. 47 : son amendement n° III-57 : principe du transfert au président du conseil régional de l'exécutif ; rôle du comité économique et social ; adopté - (p. 2758) : sur son amendement n° III-57, s'oppose au sous-amendement n° III-21 de M. Michel d'Aillières, soutenu par M. Guy de la Verpillière (affaires régionales et pouvoirs du commissaire de la République) - S'oppose à l'amendement n° III-98 de M. Guy Schmaus, soutenu par M. Jean Garcia (commissaire de la République et pouvoirs d'instruction et d'exécution des affaires régionales) - Avant l'art. 47 bis : s'oppose à l'amendement n° III-108 de M. Henri Goetschy (participation aux séances du conseil régional du président du conseil général avec voix consultative) - Art. 47 bis (p. 2759) : son amendement n° III-58 : suppression de cet article concernant la mise en place des nouveaux comités économiques et sociaux ; adopté - S'oppose aux amendements n° III-218 de M. Paul Girod (caractère légal des dispositions fixant les principes de fonctionnement des comités économiques et sociaux), n° III-189 de M. François Collet, soutenu par M. Marc Bécam (représentation des corps sociaux et composition du comité économique et social) - et n° III-49 de M. Daniel Hoeffel, soutenu par M. Marcel Rudloff (fixation par la loi des catégories représentées au comité économique et social) - Art. 47 ter (p. 2760) : son amendement n° III-59 : suppression de cet article concernant le rôle du comité économique et social ; adopté - Art. 47 quater : son amendement n° III-60 : régions et contribution au développement économique social et culturel, en collaboration avec l'Etat et les collectivités territoriales ; adopté - Après l'art. 47 quater (p. 2761) : accepte l'amendement n° III-171, précédemment réservé, de M. Louis Jung (relations transfrontalières et possibilité de concertation, organisée par le conseil régional, avec les collectivités décentralisées étrangères) - Art. 48 : son amendement n° III-61 : création d'équipements par la région et participation aux dépenses de fonctionnement ; accomplissement des missions régionales et mise à la disposition des services et personnels nécessaires ; adopté - Insuffisance des personnels régionaux ; circulaire du 19 février 1974 - Constitution, en dehors des prescriptions légales, d'états-majors régionaux et nécessité d'une régularisation - (p. 2764) : s'oppose aux amendements n° III-154 de M. Marcel Rudloff (fixation à 5 % du budget régional de la participation aux dépenses de fonctionnement des équipements régionaux) et n° III-24 de M. Michel d'Aillières soutenu par M. Guy de la Verpillière (fixation à 20 % des dépenses d'investissement de la participation aux dépenses de fonctionnement des équipements régionaux) - Au sujet des attributions économiques et sociales de la région et de sa transformation en collectivité territoriale, s'oppose aux amendements n° III-191 de M. Bernard-Charles Hugo soutenu par M. Marc Bécam et n° III-25 de M. Michel d'Aillières, soutenu par M. Guy de la Verpillière - S'oppose aux amendements n° III-155 de M. Daniel Hoeffel, soutenu par M. Marcel Rudloff (intervention économique et sociale et avis du comité économique et social), n° III-159 de M. Yves Le Cozannet (intervention économique et sociale de

la région et principe de la liberté du commerce et de l'industrie), n° III-158 de M. Jean Francou, soutenu par M. Marcel Rudloff (principe et modalités d'élaboration du plan régional), n° III-26 de M. Michel d'Aillières, soutenu par M. Guy de La Verpillière (absence de création de services régionaux propres pour représenter les intérêts généraux, commerciaux et industriels), III-192 de M. Jacques Valade, soutenu par M. Marc Bécam (intervention économique régionale et accord préalable du département et de la commune) et n° III-193 de M. Michel Chauty, soutenu par M. Marc Bécam (possibilité d'intervention de la région dans les échanges extérieurs avec l'étranger) - S'oppose également aux amendements de M. Gaston Defferre, ministre n° III-162 de coordination et n° III-163 (extension aux régions de la faculté d'exonération de la taxe professionnelle) - Titre I - Art. 4 (suite) (p. 2765) : son amendement n° I-94, précédemment réservé : suppression de cet article concernant les pouvoirs en matière de protection des intérêts économiques et sociaux du conseil municipal ; adopté le 18 novembre 1981.

Suite de la discussion - (18 novembre 1981) - Rapporteur - Titre I - Art. 4 (suite) : intervient sur les divers amendements déposés à l'article 4 et relatifs aux interventions économiques des communes, soutenus le 17 novembre 1981 : amendements n° I-62 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis de la commission des finances, n° I-400 de M. Auguste Chupin, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, n° I-308 de M. Jean Chérioux, soutenu par M. Jean Amelin, n° I-170 de M. Marcel Lucotte, n° I-206 de M. Marc Bécam, n° I-219 de M. Paul Girod - (p. 2785) : sur le même problème, des interventions économiques des communes, intervient notamment sur les amendements n° I-43 de M. Maurice Lombard, soutenu par M. Jean Amelin, n° I-171 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Michel Miroudot, n° I-310 de M. Michel Caldaguès, soutenu par M. Marc Bécam, n° I-195 de M. Jean Béranger, soutenu par M. Michel Rigou, n° I-45 de M. Maurice Lombard, soutenu par M. Jean Amelin, n° I-406, I-407 et I-408 de M. France Léchenault, soutenus par M. Michel Rigou, n° I-207 de M. Marc Bécam, n° I-172 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Michel Miroudot et n° I-44 de M. René Tomasini, soutenu par M. Jean Amelin - (p. 2786) : concertation engagée - Souhaite le retrait des amendements déposés à cet article - Son amendement n° I-94 : suppression de cet article, relatif aux interventions économiques des communes ; adopté - Avant l'art. 3 (p. 2787) : demande le retrait de l'amendement n° I-393, précédemment réservé, de M. Paul Girod (contrôle *a posteriori* par la chambre régionale des comptes des délibérations relatives à un emprunt important) - Titre II - Art. 34 (suite) (p. 2789) : intervient sur les divers amendements déposés à cet article et relatifs aux interventions économiques des départements ; souhaite le retrait de l'amendement n° II-268 de M. Auguste Chupin, rapporteur pour avis (interventions économiques des départements : limitation des modalités des interventions concourant à la création ou au redressement d'entreprises) et des amendements de coordination, soutenus par M. Marc Bécam, n° II-320 de M. Adrien Gouteyron et n° II-321 de M. Christian Poncelet - (p. 2790) : sur le même sujet, souhaite également le retrait des amendements n° II-15 de M. Michel d'Aillières et n° II-4 de M. Richard Pouille, soutenu par M. Philippe de Bourgoing, et celui des amendements n° II-263 de M. Yves Le Cozannet, soutenu par M. Paul Pillet (interventions économiques des départements et principe de la liberté du commerce et de l'industrie) et n° II-262 de M. Marcel Daunay, soutenu par M. Marcel Rudloff (limitation des garanties d'emprunt données à une entreprise) - Son amendement n° II-69 : suppression de cet article relatif aux interventions économiques des départements ; adopté - Titre II bis (nouveau) après l'art. 44 (suite) (p. 2791) : doctrine de la commission des lois en matière d'actions économiques des communes, des départements et des régions - Notions de protection des intérêts économiques et sociaux, et de respect des règles d'aménagement du territoire, utilisées dans le présent projet. Référence souhaitée, par la commission, à la liberté

du commerce et de l'industrie et à l'égalité des citoyens devant la loi. Objectif des interventions économiques : développement des entreprises et de l'emploi - Divers types d'interventions : domaine foncier et immobilier ; défense des emplois existants ; participation aux fonds propres : subventions, prêts et bonifications d'intérêts - Indépendance de gestion des entreprises - Rôle d'animation économique de la région - (p. 2792) : intervention des petites communes - Notion de maintien des services - Précautions préalables - Consultation des organismes économiques et sociaux - Suppression des tutelles - Chambre régionale des comptes - Limitations financières et fiscales - Limitation des garanties d'emprunts accordées par les collectivités locales - Régime juridique des sociétés d'économie mixte - (p. 2793) : articles additionnels proposés par la commission des lois - (p. 2795) : son amendement n° II bis-46 : Chapitre VIII (nouveau) - « Actions économiques » ; adopté - Ensemble de sept articles proposé par la commission des lois sur ce chapitre - (p. 2799) : suppression du contrôle *a priori* et définition nécessaire par la loi des règles relatives aux actions économiques - Limitation des possibilités d'intervention : principes retenus par la commission des lois - Concertation avec la commission des affaires économiques et la commission des finances - Son amendement n° II bis-47 : principes juridiques devant inspirer les interventions des communes, des départements et des régions en matière économique et sociale ; adopté - (p. 2801) : son amendement n° II bis-91 : interventions de caractère foncier et immobilier de la commune, du département et de la région ; adopté - Son amendement n° II bis-49 : aide financière du département et de la région pour faciliter l'installation des entreprises et la création de nouveaux emplois ; adopté - Son amendement n° II bis-50 : interventions des communes et des départements pour assurer le maintien des services nécessaires à la population en milieu rural ou dans les petites communes touristiques et thermales ; adopté - (p. 2802) : son amendement n° II bis-51 : limites financières de la charge annuelle résultant de ces interventions : recettes fiscales ; garanties d'emprunts ; types d'interventions ; adopté - Son amendement n° II bis-92 : définition par une loi du statut juridique des sociétés d'économie mixte ; adopté - Titre III (suite) - Art. 48 bis (p. 2803) : son amendement n° III-62 : participation de la région à l'élaboration du plan national ; plan régional ; coordination des investissements publics locaux dans la région ; adopté - (p. 2804) : sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° III-157 de M. Claude Mont, soutenu par M. Pierre Schiélé (suppression, dans l'alinéa relatif au plan régional, de la référence aux « normes et critères fixés par la loi ») - Après l'art. 48 bis : son amendement n° III-63 : participation de la région à la définition de la politique de formation professionnelle ; adopté - Son amendement n° III-64 : participation des régions au capital des sociétés de développement régional et des sociétés de financement interrégionales ; adopté ; sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° III-32 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis (plafond à la prise de participation d'une région dans le capital de ces sociétés) - (p. 2805) : son amendement n° III-65 : possibilité pour les conseils régionaux d'exonérer les entreprises de la part de taxe professionnelle perçue par la région ; retiré au profit de l'amendement analogue n° III-163 de M. Gaston Defferre, ministre - Art. 48 ter : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° III-94 de M. Guy Petit, soutenu par M. Pierre Sallenave (suppression de cet article relatif à l'institution, dans chaque région, d'un comité des prêts composé en majorité d'élus régionaux, départementaux et communaux) - Après l'art. 48 ter (p. 2806) : son amendement n° III-66 : prêt des caisses d'épargne aux collectivités locales et aux entreprises bénéficiant de leur garantie ; adopté - Loi du 24 juin 1950, dite « loi Minjoz » - Proposition de loi de M. Marcel Lucotte - Son amendement n° III-67 : fixation à 60 % au lieu de 50 %, du contingent minimum de l'excédent des dépôts affectés aux prêts Minjoz ; adopté - Avant l'art. 49 : son amendement de coordination n° III-68 : « Chapitre III - Suppression des tutelles et transfert du pouvoir exécutif » ; adopté -

(p. 2807) : son amendement n° III-246 : coopération inter-régionale ; adopté - Art. 49 : son amendement n° III-69 : simplification de cet article relatif au caractère exécutoire de plein droit des délibérations et arrêtés des autorités régionales ; adopté - Suppression des tutelles et transfert du pouvoir exécutif ; référence aux articles traitant de ce problème pour les départements - (p. 2809) : demande le retrait des amendements n° III-222 de M. René Tomasini, soutenu par M. Marc Bécam (caractère exécutoire de plein droit des délibérations et arrêtés des autorités régionales et clarification des modalités de saisine du tribunal administratif), n° III-196 de M. Paul Kauss, soutenu par M. Marc Bécam (notification, dans un délai de 8 jours, des délibérations des autorités régionales au représentant de l'Etat dans la région), n° III-197 de M. Christian de La Malène, également soutenu par M. Marc Bécam (rapport annuel au Parlement sur l'exercice du contrôle, *a posteriori*, des représentants de l'Etat dans les régions), n° III-144 de M. Marcel Rudloff (suppression de la disposition prévoyant une possibilité pour le préfet d'aviser le président du conseil régional qu'il ne défèrera pas au tribunal administratif un acte des autorités régionales), n° III-198 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. Marc Bécam (saisine du tribunal administratif et sursis à exécution de la délibération), n° III-146 de M. Roger Boileau (réduction de trois à deux mois du délai laissé au tribunal administratif pour statuer sur les délibérations du conseil régional relatives aux marchés) ainsi que des amendements indéniques n° III-160 de M. Pierre Schiélé et n° III-161 de M. Raymond Poirier, soutenu par M. Pierre Schiélé (réduction de trois à un mois du délai laissé au tribunal administratif pour statuer sur les délibérations des autorités régionales relatives aux marchés) - Art. 49 bis : son amendement n° III-70 : suppression de cet article relatif à l'abrogation des dispositions prévoyant l'annulation par le Gouvernement ou ses représentants des délibérations et arrêtés des autorités régionales ou les soumettant à approbation ; adopté - Transfert de ces dispositions en fin de titre - Art. 50 (p. 2810) : son amendement n° III-71 : fonctionnement du conseil régional ; convocation à la demande de la moitié de ses membres ; adopté - (p. 2811) : s'oppose aux amendements n° III-199 de M. Edmond Valcin (élection par le conseil régional, dans son sein, d'une commission permanente) et n° III-200 de M. Michel Alloncle, soutenu par M. Marc Bécam (élection des membres du bureau du conseil régional au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle) - Estime sans objet l'amendement n° III-202 de M. Roger Romani, soutenu par M. Marc Bécam (délégation du conseil régional à son bureau sur un ordre du jour et pour une durée déterminée) - Après l'art. 50 : son amendement n° III-247 : extension à la région de la procédure applicable au département en cas de décès ou de démission du président du conseil général ; dissolution du conseil régional ; adopté - Art. 50 bis (p. 2812) : son amendement n° III-72 : nouvelle rédaction de cet article relatif aux rapports annuels présentés au conseil régional par le président du conseil régional et par le représentant de l'Etat ; adopté - Art. 51 : son amendement n° III-73 : rôle du président du conseil régional comme organe exécutif de la région ; adopté - Demande le retrait de l'amendement n° III-207 de M. Adrien Gouteyron, soutenu par M. Marc Bécam (rappel des attributions du comité économique et social) - (p. 2813) : demande le retrait des amendements n° III-147 de M. Pierre Schiélé (délégation du président du conseil régional aux seuls vice-présidents et autres membres du bureau), n° III-208 de M. Bernard-Charles Hugo, soutenu par M. Louis Souvet (audition du représentant de l'Etat dans la région, à sa demande, par le conseil régional), et n° III-29 de M. Michel d'Aillières (élaboration par décret en Conseil d'Etat d'une convention type sur les services transférés à la collectivité régionale) - Services de la préfecture de région transférés à la collectivité régionale ; exemple de la direction de l'équipement, évoqué par M. Michel d'Aillières - Art. 51 bis : son amendement n° III-74 : suppression de cet article relatif à la possibilité, à titre transitoire, pour le président du conseil régional, de disposer en tant que de besoin des services extérieurs de l'Etat ;

adopté - (p. 2814) : estime sans objet l'amendement de coordination n° III-164 de M. Gaston Defferre, ministre (délégations de signature) - Art. 51 *ter* : son amendement n° III-75 : suppression de cet article relatif au maintien du statut des personnels des services de la préfecture régionale et des services extérieurs de l'Etat ; adopté - Art. 51 *quater* : son amendement n° III-76 : suppression de cet article relatif à la coordination entre l'action des services régionaux et celle des services de l'Etat dans la région ; adopté - Demande le retrait de l'amendement n° III-148 de M. Raymond Bouvier, soutenu par M. Roger Boileau (clarification des responsabilités respectives du président du conseil régional et du représentant de l'Etat dans la région sur les services régionaux et les services de l'Etat) - Art. 51 *quinquies* : son amendement n° III-77 : suppression, pour coordination, de cet article relatif au maintien, à titre provisoire, de la répartition des charges entre l'Etat et la région ; adopté - Art. 52 (p. 2815) : son amendement n° III-78 : simplification de cet article relatif aux attributions du représentant de l'Etat dans la région ; adopté - Art. 52 *bis* (p. 2816) : son amendement n° III-79 : entrée du représentant de l'Etat auprès de la région au conseil régional ; audition à la demande du Premier ministre ou du président du conseil régional ; adopté - Art. 53 : son amendement n° III-80 : régime du comptable de la région : conditions de nomination ; exercice des responsabilités ; droit de réquisition par le président du conseil régional ; adopté - Art. 54 (p. 2817) : son amendement n° III-81 : budget régional : référence aux dispositions applicables aux budgets communaux ; adopté - Art. 55 : demande la réserve de cet article, relatif à la Cour de discipline budgétaire, jusqu'à l'examen de l'art. 56 *additionnel C* - Après l'art. 55 : son amendement n° III-83 : création ultérieure d'un code des régions ; adopté - (p. 2818) : son amendement n° III-84 : abrogation de toutes les dispositions prévoyant l'annulation par le Gouvernement de délibérations régionales ou les soumettant à approbation ; adopté - Demande le retrait de l'amendement n° III-50 de MM. Lionel Cherrier et Daniel Millaud (« Titre additionnel nouveau - Des droits et libertés des territoires d'outre-mer ») - Titre III *bis* (nouveau) après l'art. 55 (p. 2818) : son amendement n° III *bis*-1 : intitulé : « Titre III *bis* (nouveau) : - Les conséquences des transferts de compétences » ; adopté - (p. 2819) : conséquences concrètes de la décentralisation - Présentation des trois chapitres composant le titre : organisation des services ; fonction publique locale ; statut des élus locaux - Son amendement n° III *bis*-2 : intitulé de chapitre : « Chapitre premier - L'organisation des services » ; adopté - Son amendement n° III *bis*-3 : transfert de compétences et transfert des services correspondants ; adopté - Son amendement n° III *bis*-4 : autorité du président du conseil général sur les services nécessaires à la mise en oeuvre des compétences du département ; adopté - (p. 2820) : son amendement n° III *bis*-5 : transfert au département des services de la préfecture nécessaires à la préparation et à l'exécution des délibérations du conseil général ; adopté - Sur cet amendement, demande le retrait des sous-amendements n° III *bis*-50 de M. Hubert d'Andigné, soutenu par M. Marc Bécam (établissement par décret, de manière exhaustive, de la liste des services extérieurs de l'Etat, dans le département, mis à la disposition du président du conseil général), et n° III *bis*-51 de M. Henri Goetschy, soutenu par M. Marcel Rudloff (transfert à la collectivité départementale du secrétariat général de la préfecture) - (p. 2821) : son amendement n° III *bis*-6 : transfert au département des services départementaux de l'équipement et d'une part des services de la direction départementale de l'action sanitaire et sociale ; adopté ; sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° III *bis*-52 de MM. Henri Goetschy et Marcel Rudloff (transfert au département d'une part des services de la direction départementale de l'agriculture) - Son amendement n° III *bis*-7 : conditions de mise à disposition des autres services extérieurs de l'Etat ; adopté - Son amendement n° III *bis*-8 : transfert des personnels des services de la préfecture et des services extérieurs de l'Etat et maintien de leurs droits acquis ; adopté - (p. 2822) : son

amendement n° III *bis*-9 : conditions d'application des transferts, et régime provisoire ; adopté - Son amendement n° III *bis*-10 : transfert des services de la préfecture de région nécessaires à la préparation et à l'exécution des délibérations du conseil régional ; adopté - Son amendement n° III *bis*-54 : possibilité pour le Premier ministre, en cas de catastrophe menaçant la sécurité de la population, de confier la coordination de l'action des services de l'Etat et des services départementaux aux représentants de l'Etat dans les départements ; adopté - Titre II - Art. 18 *bis* (suite) (p. 2823) : son amendement n° II-48 : suppression de cet article relatif à la possibilité pour le président du conseil général, à titre transitoire, de disposer en tant que de besoin, des services extérieurs de l'Etat ; adopté - Demande le retrait de l'amendement n° II-13 de M. Roland Ruet, soutenu par M. Guy de La Verpillière (disposition directe du président du conseil général sur les services extérieurs de l'Etat) - Art. 18 *quater* (suite) (p. 2824) : son amendement n° II-50, identique à l'amendement n° II-291 de M. Roger Romani, soutenu par M. François Collet : suppression de cet article relatif à la coordination des services dans le département ; adopté - Titre III *bis* (nouveau) après l'art. 55 (suite) : son amendement n° III *bis*-11 : Intitulé de chapitre : « Chapitre II nouveau - Création d'une fonction publique locale » ; adopté - (p. 2825, 2826) : contribution apportée au débat en commission par M. Pierre Schiélé.

Suite de la discussion - (19 novembre 1981) - Rapporteur - Titre III *bis* (nouveau) après l'art. 55 (suite) (p. 2839) : son amendement n° III *bis*-12 : protection législative des garanties fondamentales des fonctionnaires des collectivités locales et des établissements publics ; adopté - Son amendement n° III *bis*-13 : intégration de l'ensemble des personnels titulaires dans les communes ou les départements et statuts de la fonction publique communale ou départementale ; adopté - Son amendement n° III *bis*-14 : délibération du conseil municipal et établissement d'une liste des emplois permanents à temps complet confiés à un personnel communal ; adopté - Son amendement n° III *bis*-15 : choix des effectifs des différents emplois communaux par le conseil municipal et référence à la loi portant statut de la fonction publique locale ; adopté - (p. 2840) : son amendement n° III *bis*-16 : création de la fonction publique départementale ; adopté - Son amendement n° III *bis*-17 : délibération du conseil général et établissement de la liste des emplois permanents à temps complet confiés à un personnel départemental et qualité de fonctionnaire départemental des agents titulaires ; adopté - Son amendement n° III *bis*-18 : garanties des personnels communaux et départementaux et alignement des règles de la fonction publique communale et départementale sur celles en vigueur pour la fonction publique d'Etat ; garantie d'un déroulement normal de carrière ; adopté - (p. 2841) : demande le retrait de l'amendement n° I-365, précédemment réservé, de M. Raymond Poirier (création par les syndicats de communes de services d'assistance juridique, technique ou financière) - Son amendement n° III *bis*-20 : spécificité de la fonction publique communale et départementale et possibilité de détachements ; adopté - Titre I - Art. 18 *ter* (suite) (p. 2842) : décentralisation : transfert des services, organisation de la fonction publique, garanties des personnels communaux et départementaux et démocratie locale ; problème de l'auxiliaire des personnels départementaux et spécificité de la fonction communale et départementale - Nécessité de concertation et d'absence de précipitation - Travaux de la commission des lois et concertation - (p. 2843) : son amendement n° II-49 : suppression de cet article sur le statut des personnels transférés ou mis à disposition ; adopté - S'oppose à l'amendement n° II-331 de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat (modalités de recrutement et statut du personnel départemental) - Titre III *bis* (nouveau) après l'art. 55 (suite) : son amendement n° III *bis*-22 intitulé : « Chapitre III (nouveau) - Création d'un statut des élus locaux » ; adopté - (p. 2844) : son amendement n° III *bis*-23 : caractère de gratuité de l'engagement local au niveau municipal, départemental ou régional ; adopté - (p. 2845) : son amendement n° III *bis*-24 : intitulé ; « Section 1

(nouvelle) - Garanties d'exercice de certains mandats locaux » ; adopté - Son amendement n° III bis-25 : principe des autorisations d'absence pour les salariés en vue d'assister aux séances des conseils municipaux ou des commissions qui en dépendent ; adopté - Son amendement n° III bis-26 : possibilité d'octroi d'autorisations spéciales aux élus bénéficiant d'une indemnité de fonction ; adopté - Son amendement n° III bis-28 : applicabilité de ces dispositions aux agents de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics ; adopté - Son amendement n° III bis-29 : intitulé : « Section II - Compensations pécuniaires à l'exercice de certains mandats locaux » ; adopté - (p. 2846) : son amendement n° III bis-30 : versement d'une indemnité de fonction aux maires, adjoints et élus ; adopté - Sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat sur le sous-amendement n° III bis-53 de M. Roger Boileau (prise en charge par l'Etat de la moitié de cette indemnité de fonction) - (p. 2847) : son amendement n° III bis-31 : majoration de l'indemnité de fonction en faveur des conseillers municipaux dans les communes de plus de 30.000 ou 400.000 habitants ; adopté - Son amendement n° III bis-32 : versement d'une indemnité aux conseillers généraux pendant la durée des sessions, des réunions de commissions réglementaires ou de missions dont ils sont chargés ; adopté - Son amendement n° III bis-33 : versement d'une indemnité journalière au président du conseil général ; adopté - Son amendement n° III bis-34 : intitulé : « Section III : frais de mission et de représentation » ; adopté - Son amendement n° III bis-35 : vote d'un crédit pour frais de représentation au président du conseil général ou du conseil régional et aux membres désignés pour représenter cette assemblée ; adopté - (p. 2848) : son amendement n° III bis-36 : versement d'une indemnité de déplacement et remboursement des frais supplémentaires en faveur des conseillers généraux ou régionaux ; adopté - Son amendement n° III bis-37 : intitulé : « Section IV - Régime de retraite » ; adopté - Son amendement n° III bis-38 : affiliation des élus recevant une indemnité de fonction au régime complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques ; calcul des cotisations et dépenses obligatoires concernant les cotisations ; adopté - Son amendement n° III bis-39 : possibilité de rachat de leur cotisation par les maires et adjoints n'étant plus en fonction au 1<sup>er</sup> janvier 1973 ; adopté - (p. 2849) : son amendement n° III bis-40 : régime de retraite des conseillers généraux ; adopté - Son amendement n° III bis-41 : intitulé : « Section V - Formation » ; adopté - Son amendement n° III bis-42 : remboursement de frais de stage aux membres des conseils municipaux, généraux et régionaux ; adopté - Son amendement n° III bis-43 : intitulé : « Section VI - Responsabilités » ; adopté - Son amendement n° III bis-44 : protection pénale des élus ; adopté - Son amendement n° III bis-45 : suppression ou atténuation de la responsabilité de la commune, du département ou de la région en cas de faute intentionnelle ou inexcusable de la victime ; adopté - Son amendement n° III bis-46 : responsabilité des présidents et vice-présidents des organismes de coopération intercommunale ; adopté - (p. 2850) : son amendement n° III bis-47 de coordination ; adopté - Titre IV : son amendement n° IV-37 : intitulé : « Titre IV - Dispositions communes et relations entre l'Etat, les communes, les départements et les régions » ; adopté - Chapitre I : son amendement n° IV-38 : intitulé : « Chapitre premier - Dispositions communes » ; adopté - Section I : son amendement n° IV-39 : intitulé : « Section I - Organisation du contrôle juridictionnel a posteriori » ; adopté - Avant l'art 56 : (p. 2851) : son amendement n° IV-40 : applicabilité de la procédure des règlements d'office aux cas de condamnation par les tribunaux ; adopté - Son amendement n° IV-41 : intitulé : « Sous-section I - Cour de discipline budgétaire et financière » ; adopté - Son amendement n° IV-42 : élaboration d'une nomenclature simplifiée des pièces justificatives des dépenses communales, départementales et régionales ; adopté - (p. 2853) : son amendement n° IV-43 : responsabilité des ordonnateurs devant la Cour de discipline budgétaire ; adopté - Titre I - Art. 12 (suite) : son amendement n° I-118 identique à l'amendement n° I-186 de

M. Guy Petit : suppression de cet article sur la responsabilité des ordonnateurs devant la Cour de discipline budgétaire ; adopté - Titre II - Art. 42 (suite) (p. 2854) : son amendement n° II-83 : suppression de cet article sur la responsabilité des ordonnateurs départementaux devant la Cour de discipline budgétaire ; adopté - Titre III - Art. 55 (suite) : son amendement n° III-82 : suppression de cet article sur la responsabilité des ordonnateurs régionaux devant la Cour de discipline budgétaire ; adopté - Titre IV - Avant l'art. 56 (suite) (p. 2854) : son amendement n° IV-44 : alignement du montant maximum de l'amende sur le montant annuel de l'indemnité de fonction ; adopté - Son amendement n° IV-45 : traduction des ordonnateurs devant la Cour de discipline budgétaire par la Cour des comptes, sur proposition de la chambre régionale des comptes ; adopté - Son amendement n° IV-46 : intitulé : « Sous-section II - Les chambres régionales des comptes » ; adopté - Art. 56 (p. 2857) : son amendement n° IV-47 : un président et deux assesseurs : composition collégiale minimum de la chambre régionale des comptes ; adopté - Art. 56 bis : son amendement n° IV-48 : composition de la chambre régionale des comptes ; adopté - Accepte, sur cet amendement, le sous-amendement n° IV-154 de M. Paul Girod (statut et mode de recrutement du corps des conseillers des chambres régionales des comptes) - (p. 2859) : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° IV-17 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis (mise à la disposition des chambres régionales des comptes d'agents des services extérieurs du Trésor et possibilité de détachement d'autres agents de l'Etat ou de collectivités territoriales auprès des chambres régionales) - Art. 56 ter : s'oppose à l'amendement n° IV-134 de coordination de M. Gaston Defferre, ministre - Art. 57 (p. 2860) : son amendement n° IV-49 : pouvoirs de la chambre régionale des comptes et de la Cour des comptes ; adopté - Sur cet amendement accepte le sous-amendement de M. Gaston Defferre, ministre n° IV-135 (jugement de l'ensemble des comptes par la chambre régionale des comptes) - Son amendement n° IV-50 de coordination ; adopté - Son amendement n° IV-51 : compétence de la Cour des comptes pour vérifier les comptes et la gestion des entreprises publiques dont l'activité s'exerce sur plus d'une région ; adopté - Son amendement de coordination n° IV-52 ; adopté - Accepte l'amendement n° IV-19 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis (alignement des pouvoirs des chambres régionales des comptes sur ceux de la Cour des comptes) - Après l'art. 57 (p. 2861) : son amendement n° IV-53 : avis de la chambre régionale des comptes sur la régularité des opérations budgétaires des collectivités territoriales et des établissements publics ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° IV-109 de M. Pierre Perrin (consultation par la chambre régionale des comptes d'une commission mixte de magistrats et d'élus avant toute décision ou présentation d'observation) - Son amendement n° IV-54 : conditions de formulation des observations et des suggestions des chambres régionales des comptes ; adopté - Art. 58 (p. 2862) : son amendement n° IV-55 : conditions d'établissement et de diffusion du rapport public de la Cour des comptes sur la gestion des communes ; adopté - Art. 58 bis : accepte l'amendement n° IV-136 de M. Gaston Defferre, ministre (rapport de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes et statut des membres des chambres régionales des comptes) - Son amendement n° IV-56 : calendrier prévisionnel des chambres régionales des comptes ; adopté - Sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat sur le sous-amendement n° IV-29 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis (création de chambres interrégionales des comptes) - Chapitre II (p. 2863) : son amendement n° IV-57 : intitulé : « Section II - Allègement des prescriptions et procédures techniques » ; adopté - Art. 59 : demande le retrait de l'amendement n° IV-100 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Pierre Louvet (allègement des tutelles techniques) - Son amendement de coordination n° IV-58 ; adopté - Son amendement n° IV-59 : règles du code de prescriptions et de procédures techniques en matière de construction publique ; adopté - Son amendement de forme n° IV-60 ; adopté - (p. 2864) :

son amendement de coordination n° IV-61; adopté - S'oppose à l'amendement n° IV-137 de M. Gaston Defferre, ministre (applicabilité des prescriptions et procédures techniques aux communes, départements et régions et élaboration d'un code) et accepte l'amendement n° IV-146 de MM. Jean-Pierre Fourcade et Jacques Descours Desacres (règles du code de prescriptions et de procédures techniques en matière de culture) - **Après l'art. 59** : s'oppose à l'amendement n° IV-103 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Pierre Louvot (abrogation des dispositions législatives concernant les interventions des fonctionnaires de l'Etat dans les collectivités locales) - **Avant l'art. 61 A** (p. 2865) : son amendement n° IV-62 : suppression de l'intitulé « Chapitre III - De l'allègement des charges des collectivités territoriales »; adopté - **Art. 61 A** : son amendement n° IV-63 : suppression de cet article sur le cas de Paris; adopté - **Art. 61 B** : son amendement n° IV-64 : suppression de cet article sur le cas des communes des territoires d'outre-mer; adopté - **Art. 61** : son amendement n° IV-65 : suppression de cet article sur la dotation spéciale à but culturel attribuée par l'Etat aux établissements publics régionaux et aux collectivités territoriales ou leurs groupements; adopté - S'oppose à l'amendement n° IV-2 de Mme Brigitte Gros soutenu par M. Paul Girod (affectation de la dotation spéciale de l'Etat au développement de l'action culturelle et éducative) - **Art. 62** (p. 2866) : son amendement n° IV-66 : suppression de cet article sur la dotation logement des instituteurs; adopté - **Art. 63** : son amendement n° IV-67 : suppression de cet article sur la suppression de la contribution communale aux dépenses de police dans les communes où a été institué une police d'Etat; adopté - (p. 2867) : s'oppose à l'amendement n° IV-14 de M. Pierre Schiélé (prise en charge des dépenses de police par l'Etat dans les communes ne disposant pas d'une police d'Etat) - **Art. 64** : son amendement n° IV-68 : suppression de cet article sur l'octroi d'une dotation spéciale par l'Etat aux collectivités territoriales pour compenser les dépenses de fonctionnement supportées par elles au titre du service public de la justice; adopté - **Art. 64 bis** : son amendement n° IV-69 ; suppression de l'article de coordination; adopté - **Après l'art. 64 bis** (p. 2867) : accepte l'amendement n° IV-157 de M. Marcel Rudloff (contribution de l'Etat au paiement des frais entraînés par l'exécution des mesures de sûreté) - **Avant l'art. 65 A** (p. 2868) : son amendement n° IV-70 : suppression de la mention « Chapitre IV - Dispositions transitoires et diverses »; adopté - **Art. 65 A** : son amendement n° IV-71 : suppression de cet article sur l'inscription et le mandatement des dépenses obligatoires résultant d'une décision juridictionnelle passée en force de chose jugée; adopté - **Art. 65 B** : son amendement n° IV-72 : suppression de cet article sur l'insertion des dispositions de la présente loi dans un code général des collectivités locales par des décrets en Conseil d'Etat; adopté - **Art. 65** : son amendement n° IV-73 : suppression de cet article sur les pouvoirs des commissaires de la République sur les mesures de règlement des budgets des collectivités territoriales et des régions; adopté - S'oppose à l'amendement n° IV-141 de M. Gaston Defferre, ministre (substitution de l'action de la chambre régionale des comptes à l'action des trésoriers payeurs généraux) - Son amendement n° IV-74 : intitulé : « Chapitre additionnel - Garanties de l'autonomie des communes, des départements et des régions par rapport à l'Etat et des collectivités entre elles »; adopté - **Après l'art. 65** (p. 2869) : son amendement n° IV-75 : transfert de compétences et de ressources; adopté - Son amendement n° IV-76 : impossibilité de transfert de charges non expressément prévu par la loi; adopté - Son amendement n° IV-77 : répartition des compétences des collectivités locales et absence de confusion; adopté - Son amendement n° IV-78 : possibilité pour les communes, départements et régions de passer des conventions avec l'Etat ou une personne de droit public; adopté - Son amendement n° IV-79 : intitulé : « Chapitre additionnel - Organisation de leur libre coopération »; adopté - Son amendement n° IV-80 : association des communes et départements, des régions et formation de districts, de syndicats de communes, d'ententes inter-départementales,

d'ententes inter-régionales et de syndicats mixtes; adopté - Son amendement n° IV-81 : intitulé : « Section I - Formes de la coopération inter-communale »; adopté - (p. 2870) : son amendement n° IV-82 : précision des objets des syndicats de communes; adopté - Son amendement n° IV-83 : dispositions relatives aux districts; adopté - (p. 2871) : son amendement n° IV-84 : adhésion des communes à un syndicat pour une part de leurs compétences; adopté - Son amendement n° IV-85 : création d'un nouveau district ou syndicat; adhésion et répartition des compétences; adopté - Son amendement n° IV-86 : groupement de communes et secteurs d'étude et de programmation; adopté - Son amendement n° IV-87 : intitulé : « Section II - Administration et fonctionnement »; adopté - Son amendement n° IV-88 : règles d'administration et de fonctionnement des syndicats et des districts; adopté - Son amendement n° IV-89 : intitulé : « Section III - Modifications aux conditions initiales de composition et de fonctionnement »; adopté - (p. 2872) : son amendement n° IV-90 : cas de modification des conditions initiales de composition et de fonctionnement des comités syndicaux, des conseils de district, des conseils municipaux; adopté - Son amendement n° IV-91 : préservation des intérêts de la commune et du groupement considéré en cas de retrait d'une commune d'un syndicat; adopté - Son amendement n° IV-92 : intitulé : « Section IV - Durée »; adopté - Son amendement n° IV-93 : création de syndicats ou de districts sans limitation de durée ou pour une durée déterminée; adopté - (p. 2873) : son amendement n° IV-94 : conditions de dissolution des collectivités locales; adopté - Son amendement n° IV-95 : intitulé : « Section V - Finances »; adopté - Son amendement n° IV-96 : recettes du budget du syndicat ou du district; adopté - Son amendement n° IV-97 : intitulé : « Section VI - Abrogations »; adopté - Son amendement n° IV-98 : alignement des délibérations du comité du syndicat sur les délibérations des conseils municipaux; adopté - (p. 2874) : demande le retrait des amendements de M. Gaston Defferre, ministre, n° IV-142 (pouvoirs du commissaire de la République en cas de nécessité d'application du plan Orsec) et IV-143 (mesures non militaires de défense et moyens mis à la disposition du commissaire de la République) - **Titre V (nouveau)** (p. 2875) : son amendement n° V-1 : intitulé : « Titre V (nouveau) - Compensations financières des transferts de compétences - Allègement des charges et création d'une dotation globale d'équipement »; adopté - Son amendement n° V-2 : intitulé : « Chapitre premier - Compensations financières des transferts de compétences et allègement de charges »; adopté - Son amendement n° V-3 : intitulé : « Section I - Conditions préalables aux transferts de compétences »; adopté - **Après l'art. 65 (suite)** : son amendement n° V-4 : accroissement des charges résultant d'un transfert de compétences et transfert de ressources; adopté - Demande le retrait de l'amendement n° I-57 précédemment réservé de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis (accroissement des charges résultant d'un transfert de compétences et transfert de ressources) - Son amendement n° V-5 : révision des barèmes d'aide sociale; adopté - (p. 2876) : son amendement n° V-6 : répartition des personnels en fonction à l'échelon départemental et régional dans les services de préfecture et services extérieurs de l'Etat; adopté - Son amendement n° V-7 : intitulé : « Section II - Compensation financière »; adopté - Son amendement n° V-8 : compensation de tout accroissement net des charges résultant d'un transfert de compétences ou de services par un transfert de ressources; adopté - Son amendement n° V-9 : intitulé : « Section III - Allègement des charges »; adopté - (p. 2877) : son amendement n° V-10 : remboursement des sommes dues par l'Etat aux départements; adopté - Accepte l'amendement n° V-28 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis (dotation en justice dès 1982 et compensation des charges inscrites aux budgets locaux pour cette même année) sur cet amendement, son sous-amendement de coordination n° V-30; adopté - Son amendement n° V-11 : attribution d'une dotation spéciale par l'Etat aux communes pour le logement des instituteurs; adopté - Son amendement n° V-12 : dotation culturelle de

l'Etat; adopté - (p. 2878): son amendement n° V-33: corrélation entre la dotation et les dépenses réelles des communes au titre de l'indemnité de logement des instituteurs; adopté - Son amendement n° V-13: intitulé: « Section IV - Dispositions communes »; adopté - Son amendement n° V-14: applicabilité de ces dispositions aux communes des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte; adopté - Son amendement n° V-15: intitulé: « Chapitre II - Institution d'une dotation globale d'équipement »; adopté - (p. 2879): accepte les amendements de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis, n° V-22 (dotation globale d'équipement aux communes et subventions d'investissements aux collectivités locales pour des opérations d'aménagement du territoire ou des actions d'intérêt national), n° V-23 (progression de la dotation globale d'équipement), et n° V-24 (montant comparé supérieur de la dotation globale d'équipement par rapport aux subventions spécifiques d'investissements) - (p. 2880): accepte l'amendement n° V-20 de MM. Lionel Cherrier et Daniel Millaud (applicabilité de ces dispositions aux communes des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte) - (p. 2881): accepte l'amendement n° V-26 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis: (inscription de la dotation globale d'équipement à la section d'investissement du budget communal ou du budget de l'organisme de coopération qui en bénéficie sans affectation particulière) - Accepte l'amendement n° V-27 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis (conditions d'emploi de la dotation globale d'équipement) - Titre VI (*nouveau*): son amendement n° V-32: intitulé: « Titre additionnel VI (*nouveau*) - Dispositions diverses »; adopté - Après l'art. 65 (*suite*) (p. 2882): accepte les amendements de M. Gaston Defferre, ministre n° IV-158 (suppression de la tutelle à Paris), n° IV-159 (statut de l'emploi de la commune de Paris), n° IV-160 (dispositions relatives à la chambre régionale des comptes, à l'allègement de la tutelle technique et des charges financières, aux dotations spéciales culturelles, aux instituteurs, à la justice et à la police d'Etat pour Paris) et n° IV-161 (modalités d'application du régime de droit commun) - Titre I - Avant l'art. 1 (*suite*) (p. 2884): s'oppose à l'amendement n° I-333, précédemment réservé, de M. Pierre Schiélé (entrée en vigueur de la loi après la promulgation de toutes les lois prévues par ses dispositions) - Art. 1 (*suite*): son amendement n° I-83: suppression de cet article sur la libre administration des collectivités locales et la répartition des compétences et des ressources; adopté - Intitulé (p. 2885): son amendement n° IV-104: « Projet de loi relatif aux droits, libertés et responsabilités, des communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer »; adopté.

#### - Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]

##### *Discussion des articles de la première partie :*

(24 novembre 1981) - Art. 3 (p. 3075): sur la taxation des couples mariés, son amendement n° 275 soutenu par M. Louis Souvet; rejeté et son amendement n° 276, soutenu par M. Louis Souvet; réservé jusqu'à l'article 6

Suite de la discussion - (25 novembre 1981) - Art. 4 (p. 3118): son amendement n° 274 soutenu par M. Michel Chauty: impôt sur le patrimoine: prise en compte comme biens professionnels des parts du gérant minoritaire et du principal actionnaire; rejeté.

##### *Deuxième partie :*

Transports - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - (p. 3404): plusieurs problèmes essentiels pour l'avenir de la région Ile-de-France - Réalisation de la ligne de la Société nationale des chemins de fer français (SNCF) Ermont Invalides; retard dans la réalisation de ce projet - Ordre de priorité établi à l'initiative de la région en matière de transports en commun - Réalisation prioritaire de la gare Saint-Michel à l'intersection des lignes B et C du réseau express régional (RER) - Intérêt national de la réalisation de l'autoroute A 86, rocade de contournement de l'agglomération parisienne -

Participation à 70 % au financement de cette autoroute par la région - Faiblesse des crédits nationaux affectés aux routes nationales en rase campagne - Problème de la réforme des transports parisiens - (p. 3405): dimension nationale, voire internationale des transports parisiens - Responsabilité de l'Etat, tuteur et co-financier de la Régie autonome des transports parisiens (RATP) et de la SNCF (banlieue) - Part limitée des coûts réels prise en charge par les usagers et obligation de ne pas alourdir les charges des entreprises - Budget de la région Ile-de-France, essentiellement un budget d'investissement - Demande d'associer la région aux réflexions préalables à la mise au point du projet de loi portant réforme des transports collectifs en Ile-de-France.

Plan et aménagement du territoire - (2 décembre 1981) (p. 3507): rôle économique de l'Ile-de-France - Décentralisation et politique abusive de transfert vers la province - Développement décentralisé des régions avec le concours de l'Etat - Déception quant aux résultats du comité interministériel pour l'aménagement du territoire - (p. 3508): appauvrissement de la substance industrielle parisienne; suppression de la redevance pour les implantations industrielles et son maintien pour les bureaux - Proposition de loi sur l'abrogation définitive et totale de la redevance; inconvénients présentés par cette taxe d'exception au point de vue de la concurrence et des investissements - Redevance et gêne à la création d'entreprises et à l'installation de sièges sociaux - Agrément à l'installation des entreprises et maintien de la politique précédente - Tarissement de la matière « décentralisable » parisienne - Inconvénients des transferts arbitraires d'activités - Nécessité d'un effort d'équipement pour la région parisienne; rayonnement international - Augmentation des friches industrielles - Nécessité de la réinsertion des petites activités industrielles ou tertiaires; secteur de pointe et industrie classique - Application du droit commun à la région parisienne; primes à l'emploi; abrogation de la circulaire d'exception du 14 août 1969 relative les zones d'aménagement concerté - Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) et bonheur du peuple français contre sa volonté - (p. 3516): retour au droit commun dans les villes nouvelles et suppression de la redevance « bureaux » dans ces villes.

GIRAULT (Jean-Marie), sénateur du Calvados (UREI)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie (30 juillet 1981) (p. 1268).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (11 décembre 1981) (p. 4072).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (21 décembre 1981) (p. 4480).

#### QUESTIONS

##### *Questions orales avec débat :*

n° 85 (21 décembre 1981) (p. 4434) à Mme le ministre des droits de la femme: avortement (circulaire concernant l'interruption volontaire de grossesse).

## INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant amnistie [n° 304 (80-81)]** - (21 juillet 1981) - **Discussion générale** (p. 951) : sa qualité de rapporteur du projet de loi portant amnistie en 1974 - Circonstances différentes et suppression souhaitable de l'article 24 relatif aux exclusions - Tradition de l'amnistie et caractère arbitraire des exclusions - Amnistie au quantum et élévation du seuil - Individualisation des peines - Cas des trafiquants de stupéfiants - Amendement de M. *Alphonse Arzel* tendant à exclure du bénéfice de l'amnistie les responsables du naufrage de l'*Amoco Cadiz* ; indépendance du pouvoir judiciaire et immixtion du pouvoir législatif.

**Suite de la discussion** - (22 juillet 1981) - **Art. 24** (p. 1003) : exclusions de l'amnistie et confiance dans le pouvoir judiciaire - (p. 1004) : ordre moral, économique et financier - Son amendement n° 57, identique à l'amendement n° 44 de M. Guy Petit : suppression de cet article concernant les exclusions du bénéfice de la loi d'amnistie ; adopté - (p. 1006) : caractère politique d'une loi d'amnistie.

– **Projet de loi portant suppression de la Cour de sûreté de l'Etat [n° 312 (80-81)]** - (28 juillet 1981) - **Discussion générale** (p. 1174) : opposition au projet de loi - Justification événementielle et permanente de la Cour de sûreté de l'Etat - Importance du nombre des juridictions d'exception créées en France ; non assimilation de la Cour de sûreté à ces juridictions - Qualité des décisions rendues par la Cour de sûreté - Création de la Cour de sûreté par le Parlement - Existence de nombreuses juridictions dérogatoires au droit commun - Caractère politique de la Cour de sûreté - Solution de la réforme des règles de fonctionnement et de composition de la cour - (p. 1175) : terrorisme et expérience de la Cour de sûreté ; caractère de juridiction spécialisée - Brigades rouges et compétence des cours d'assises italiennes - Primauté donnée à la défense des accusés plus qu'à la sécurité de l'Etat - Sûreté de l'Etat et absence de capacités d'un jury d'assises - Terrorisme politique et inadéquation du principe de dessaisissement de juge à juge - Caractère de la Cour de sûreté.

– **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - **Titre II bis (nouveau) après l'art. 44 (suite)** (p. 2739) : se déclare favorable à l'amendement n° II bis-30 de M. Michel Giraud rapporteur (intitulé ; « Chapitre V nouveau - Culture ») - **Rappel au règlement** (p. 2748) : avant-projet de loi relatif aux transferts de compétences et mise à la disposition des parlementaires aux cours de ce débat.

– **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Culture** - (8 décembre 1981) - (p. 3881) : crédits du ministère de la culture et primauté donnée à la capitale ; création dramatique et absence de décentralisation - Opposition à une culture officielle et défense d'une culture locale et nationale - Compétence des communes pour les bibliothèques municipales et opposition à une gestion par l'Etat des bibliothèques municipales classées - Fonctionnement des écoles régionales des beaux-arts à la charge des villes ; exemple de Caen ; aide financière de l'Etat et problème du régime des écoles régionales des beaux-arts - (p. 3882) : possibilité de rattachement à la fonction universitaire - Rapports des villes avec les centres dramatiques nationaux et les centres dramatiques pour l'enfance ; effort des collectivités locales pour la vie culturelle ; référence au colloque d'Avignon ; majoration des subventions de l'Etat pour les centres dramatiques et impossibilité d'augmentation des subventions des collectivités locales.

**Mer** - (11 décembre 1981) - (p. 4066) : importance pour la région de Caen du projet de création à Ouistreham d'un

quai de car-ferries - Apparente remise en cause de ce projet par le nouveau Gouvernement - Mise en place d'un organisme d'études concernant le trafic Trans Manche - Engagements financiers pris par l'établissement public régional de Basse Normandie, la ville de Caen et le département du Calvados, et attente d'une décision positive.

**GIROD (Paul)**, sénateur de l'Aisne (GD)

## NOMINATIONS

– Membre de la commission des lois.

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers (13 octobre 1981) (p. 1943).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modération des loyers (15 décembre 1981) (p. 4254).

## DÉPÔTS

*Rapport* fait, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale [n° 385 (80-81)] portant abolition de la peine de mort [n° 395 (80-81)] (28 septembre 1981).

*Avis* présenté, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Protection civile** [n° 63, tome V (81-82)] (23 novembre 1981).

## QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 99 (*JO* Débats 3 septembre 1981) (p. 1359) à M. le ministre de l'économie : **entreprises (petites et moyennes)** (bilan de l'aide financière aux petites entreprises) - Réponse de M. Edmond Hervé, ministre chargé de l'énergie (23 octobre 1981) (p. 2147).

n° 123 (*JO* Débats 16 octobre 1981) (p. 2015) à M. le Premier ministre : **transports (ministère des)** (contenu de publications officielles).

## INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant amnistie [n° 304 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (22 juillet 1981) - **Art. 24** (p. 1008) : déclare le groupe de la gauche démocratique défavorable aux amendements identiques n° 44 et 57 de MM. Guy Petit et Jean-Marie Girault (suppression de cet article concernant les exclusions du bénéfice de la loi d'amnistie).

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 310 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (23 juillet 1981) - **Discussion générale** (p. 1064) : emploi ; financement des créations volontaires ; relance économique ; consommation - Fonds d'action conjoncturelle - SMIC - Travailleurs étrangers et rapatriement des salaires - Aide aux petites et moyennes entreprises ; financement et modalités d'application - Comités départementaux des finances - Pacte pour l'emploi et collectivités locales - (p. 1065) : réduction du temps de travail - Marché de l'emploi - Valeur du franc par rapport au mark - Solidarité ; relèvement de l'impôt sur le revenu



et blocage des salaires ; excédents accidentels de revenus - Travaux de la commission des finances du Sénat - Droits de succession : donation-partage ; impôt sur la fortune ; protection de l'outil de travail - Frais généraux des entreprises - Taxation des entreprises pétrolières sur la dépréciation de leur bilan au niveau de la valeur réelle de leurs stocks - Augmentation du taux d'intérêt des banques et taxation - Niveau de taxation du travail temporaire trop élevé - Loisirs et plaisance - Motos : construction à l'étranger ; coût pour la collectivité ; infrastructures : exemple du circuit de Tremblay-les-Gonesses - Hôtels de luxe - Essence et solidarité nationale - Emploi : mesures de détail - Solidarité : schéma directeur ; rapport solidarité-emploi - Réforme du droit fiscal et explications - Art. 1 (p. 1074) : intervient sur cet article relatif à la majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu : cas particulier des exploitants agricoles soumis au régime du bénéfice réel et qui cèdent leur exploitation - Taxation du patrimoine - (p. 1076) : vente de stocks et possibilité d'étalement évoquée par M. Laurent Fabius, ministre ; problème du bilan des exploitations agricoles ; cas des associations ; inscription de capitaux négatifs et réintégration lors de la cession du capital réel - Art. 1 bis (p. 1081) : se déclare favorable à l'amendement n° 18 de M. Maurice Blin, rapporteur général (suppression de cet article relatif à un prélèvement exceptionnel de 10 % de l'impôt dû pour 1980, sur les entreprises de travail temporaire) - Art. 1 ter (p. 1084, 1085) : son amendement n° 15, identique à l'amendement n° 74 de M. Jean Mercier : maintien des avantages fiscaux pour les donations-partages portant transmission d'une exploitation ou de droits sociaux d'une société ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 91 de M. Maurice Blin, rapporteur général - (p. 1088) : utilité de la donation-partage - (p. 1090) : son amendement n° 13 : possibilité de paiement fractionné des droits dans les mêmes conditions que pour les successions ; retiré - Son amendement n° 75 : suppression de l'alinéa fixant la date d'application de cette disposition au 9 juillet 1981 ; adopté - Principe de non rétroactivité - (p. 1092) : coutume républicaine de l'application de la loi au lendemain de l'arrivée du *Journal officiel*.

**Suite de la discussion** - (24 juillet 1981) - Art. 2 (p. 1108) : se déclare favorable à l'amendement n° 95 de M. Maurice Blin, rapporteur général (entreprises exportatrices et diminution en proportion du chiffre d'affaires à l'exportation du prélèvement exceptionnel) - Art. 5 (p. 1112) : son amendement n° 17 identique à l'amendement n° 11 de M. Pierre Vallon soutenu par M. Daniel Millaud : application au taux intermédiaire de la TVA sur les hôtels de luxe ; retiré - (p. 1118) : non application de l'article 40 par le Gouvernement et acceptation des amendements votés par le Sénat - Détaxation des loisirs et taxation du travail - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1154) : collectif et amorcé d'une doctrine fiscale - Solidarité nationale et maintien par le Sénat de ressources nouvelles - Surimposition des hauts revenus et assimilation à l'impôt sur la succession - Entreprises individuelles et donation-partage - Amendements du Sénat et vote favorable du groupe de la Gauche démocratique.

- **Projet de loi relatif au droit d'action du ministère public dans les procédures collectives d'apurement du passif des entreprises** [n° 357 (80-81)] - (8 septembre 1981) - Art. 1 (p. 1382, 1383) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de M. Jacques Thyraud, rapporteur (saisine du tribunal par le procureur de la République et convocation préalable du débiteur) - Rôle spécifique du ministère public dans l'ouverture de la procédure - Art. 3 (p. 1383) : sur l'amendement n° 3 de M. Jacques Thyraud, rapporteur (conditions de désignation par le tribunal d'un administrateur provisoire ; possibilité ou non pour cet administrateur de déposer des offres de concordat), son sous-amendement n° 11 : appel de la désignation d'un administrateur et exécution provisoire ; retiré - Art. 5 (p. 1385) : se déclare opposé à l'amendement n° 5 de M. Jacques Thyraud, rapporteur (suppression de cet article relatif à la possibilité pour le tribunal, dans la procédure de règlement judiciaire,

de subordonner l'homologation du concordat à certaines conditions : remplacement de dirigeants sociaux ou cession de leurs parts, privation du droit de vote) - (p. 1386) : son amendement n° 10 : nouvelle rédaction de cet article : exercice par le tribunal de la possibilité de subordonner à l'avance l'homologation du concordat au remplacement d'un ou plusieurs dirigeants sociaux ou à la cession de leurs parts, dans le seul cas où la survie de l'entreprise le requiert ; adopté - **Après l'art. 5** (p. 1388) : son amendement n° 14 : pratique des ventes à forfait en matière de procédure collective et possibilité pour le procureur de la République de présenter au tribunal un recours, mais non de faire appel ; rejeté - Longueur des délais d'appel et urgence de la procédure - **Avant l'art. 6** (p. 1389) : son amendement n° 12 : audition du procureur de la République et du débiteur préalable à la décision du tribunal autorisant le syndic à traiter à forfait ; retiré - Art. 6 (p. 1390) : son amendement n° 13, identique à l'amendement n° 6 de M. Jacques Thyraud, rapporteur : suppression de la faculté d'appel des jugements autorisant le syndic à traiter à forfait des actifs du débiteur ; retiré.

- **Projet de loi portant abolition de la peine de mort** [n° 385 (80-81)] - (28 septembre 1981) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1667) : importance et caractère symbolique du débat engagé - Issue du débat et sagesse de la Haute assemblée - Abolition de fait ou de droit de la peine de mort dans les démocraties occidentales - Application exceptionnelle de la peine de mort en France - (p. 1668) : augmentation récente du nombre des condamnations et désir d'exemplarité des jurys - Peine de mort et élimination du risque latent de criminalité - « Milieu » et reconnaissance de la valeur de la peine de mort - Récidive et libération des condamnés à la réclusion perpétuelle - Récidive et grâce d'un condamné à mort - Protection de la police et du personnel pénitentiaire - Refus gouvernemental d'une peine de substitution - Abolition et question de principe - Dissuasion et peine capitale - Problème de la mise hors d'état de nuire des criminels dangereux ; peine de sûreté et institutions pénitentiaires - Atrocité des crimes et maintien de la peine de mort - (p. 1669) : abolition et demande d'un référendum ou d'une procédure de révision constitutionnelle - Abolition de fait et mesure de l'exemplarité - Problème de la transformation de la présente loi en loi constitutionnelle - Rejet d'un amendement tendant à rendre l'abolition effective sans délai - Préférence de la commission des lois pour un recours direct au suffrage universel - Donne lecture de l'article 353 du code de procédure pénale concernant « l'intime conviction » des juges.

**Suite de la discussion** - (29 septembre 1981) - Rapporteur - **Question préalable** - (p. 1729) : s'oppose à la motion n° 1 de M. Max Lejeune tendant à opposer la question préalable (décision du Sénat de ne pas poursuivre la délibération sur le texte en discussion).

**Suite de la discussion** - (30 septembre 1981) - Rapporteur - Art. 1 (p. 1742) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 3 de M. Edgar Faure (maintien de la peine de mort pour les crimes prévus par l'ancien article 233 et l'article 355 du code pénal).

- **Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945 sur le Conseil d'Etat** [n° 372 (80-81)] - (14 octobre 1981) - Art. unique (p. 1977, 1978) : son amendement n° 6 : extension de la possibilité de recrutement à tous les fonctionnaires âgés de 35 ans au moins et justifiant de dix ans de service public ; rejeté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 19 (81-82)] - (22 octobre 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2106) : caractère symbolique de ce projet de loi : situation de fait et situation de droit - Abstention du groupe de la gauche démocratique.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1981) - **Discussion générale** (p. 2386) : décentralisation et réalités administra-

tives françaises. Rapprochement de la réalité locale des centres de décision - Projet de loi sur le développement des responsabilités locales en 1980 - (p. 2387) : qualité du corps préfectoral et suppression par le présent projet - Décentralisation et planification - Décentralisation et choix des méthodes : loi-cadre ou loi définissant le nouvel exercice du pouvoir local - Refus du Gouvernement de choisir la voie de la loi-cadre et définition d'un dispositif global de décentralisation ; existence toutefois de certaines lacunes dans le projet - Création de quatre niveaux d'administration et risques de complexité ; rôle du maire - Proposition de loi constitutionnelle socialiste proposant d'appliquer aux collectivités locales les articles 22 et 37 de la Constitution - Craintes des communes pour le contrôle juridictionnel *a posteriori* - Longueur de la procédure devant le tribunal administratif et en cassation devant le Conseil d'Etat - Inquiétude devant la compétence de la Cour de discipline budgétaire - Départements et transfert des services de l'Etat au président du conseil général ; conclusion de conventions entre le commissaire de la République et le président - Création en tant que collectivité territoriale de la région ; suppression des comités économiques et sociaux - Application du plan national et régional aux communes - Pouvoir communal d'intervention économique - (p. 2388) : transfert volontaire de fonctionnaires parisiens vers les régions ; risque de déséquilibres régionaux et problème de l'importance de ce transfert - Application de la décentralisation à toutes les administrations ; cas de la Caisse des dépôts et consignations - Difficultés d'application du projet de loi et amendements de la commission.

**Suite de la discussion** - (4 novembre 1981) - **Rappel au règlement** (p. 2423) : dispositions de l'article 49, alinéa 5, du règlement du Sénat, sur les délais limites de dépôt des amendements : possibilité de dépôts d'amendements sur les titres II *bis*, III et IV du projet de loi.

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1981) - **Titre I - Après l'art. 2 (suite)** (p. 2452) : sur l'amendement n° I-261 (désignation par le conseil municipal de son président et éventuellement de son vice-président), pouvoirs du maire et présidence de droit des commissions - (p. 2456) : son amendement n° I-393 : contrôle *a posteriori* par la chambre régionale des comptes des délibérations relatives à un emprunt important ; réservé jusqu'à l'article 4 - **Art. 3** (p. 2468) : son amendement n° I-216 : décision du tribunal administratif dans un délai de deux mois et décision en appel de Conseil d'Etat assurant la procédure d'urgence ; rejeté - **Art. 5-A** (p. 2489) : son amendement n° I-222 : contrôle sur le budget voté et précision de la date limite de communication au conseil municipal d'informations indispensables à l'établissement du budget ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (6 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 5** (p. 2529) : son amendement n° I-225, soutenu par M. Jacques Pelletier : modification de la définition de la notion d'équilibre réel du budget communal ; devenu sans objet - (p. 2534) : son amendement n° I-394, soutenu par M. Jacques Pelletier : budget supplémentaire « exceptionnel » ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (10 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 6** (p. 2554) : son amendement n° I-229 : allongement du délai légal de vote de l'arrêt des comptes en cas de retard de transmission des pièces et informations nécessaires ; retiré - (p. 2557) : application de l'article 40 et son utilisation par les sénateurs - (p. 2558) : se déclare favorable à l'amendement n° I-269 de M. Jacques Eberhard (chambre régionale des comptes et possibilité d'audition pour le maire ou son représentant) - **Après l'art. 6** (p. 2559) : se déclare défavorable à l'amendement n° I-270 de M. James Marson, soutenu par M. Camille Vallin (suppression des dispositions du code des communes portant obligation au maire de se retirer au moment de la discussion et du vote du compte administratif le concernant) - **Art. 7** (p. 2560) : se déclare favorable à l'amendement n° I-106 de M. Michel Giraud, rapporteur (difficultés financières exceptionnelles et principe de l'octroi de subventions exceptionnelles par le représentant de l'Etat).

**Suite de la discussion** - (12 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Après l'art. 13** (p. 2596) : se déclare favorable à l'amendement n° I-412 de M. Louis Virapoullé (application intégrale des dispositions du titre I aux communes des départements d'outre-mer) - **Titre II - Art. 16** (p. 2603) : son amendement n° II-119, identique aux amendements n° II-44 de M. Michel Giraud, rapporteur, et n° II-1 de M. Jean-François Pintat : suppression de l'alinéa relatif au soutien éventuel du département aux communes pour l'exercice de leurs libertés et responsabilités ; adopté - **Art. 18** (p. 2608) : soutient l'amendement n° II-120 de M. Bernard Legrand (incompatibilité du mandat de président de conseil général avec un mandat parlementaire ou une fonction ministérielle) - (p. 2609) : son amendement n° II-123 : fixation par la loi sur la répartition des compétences d'une liste minimum des services de la préfecture transférés aux départements ; devenu sans objet - (p. 2611) : s'abstiendra sur l'amendement n° II-47 de M. Michel Giraud, rapporteur (rôle du président du conseil général comme organe exécutif du département) - **Art. 18 quinquies** (p. 2613) : son amendement n° II-127 : maintien du régime de la participation de l'Etat aux dépenses d'aide sociale ; devenu sans objet - Se déclare favorable à l'amendement n° II-51 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression de cet article relatif au maintien à titre transitoire de l'actuelle répartition des charges entre l'Etat et le département) - **Art. 21** (p. 2618) : son amendement n° II-134, identique aux amendements n° II-140 de M. Jacques Descours Desacres et n° II-299 de M. Louis Souvet : appellation de préfet substituée à celle de commissaire de la République ; adopté - Son amendement n° II-129 : énumération des services de l'Etat dans le département non soumis à l'autorité du préfet ; devenu sans objet - (p. 2619) : son amendement de coordination n° II-135, identique aux amendements de coordination n° II-42 de M. Pierre Salvi, soutenu par M. Pierre Schiélé, et n° II-141 de M. Jacques Descours Desacres ; devenu sans objet - Soutient l'amendement n° II-6 de Mme Brigitte Gros (rôle éventuel du commissaire de la République comme conseil aux communes qui le demandent).

**Suite de la discussion** - (13 novembre 1981) - **Titre II (suite)** - **Art. 22** (p. 2654) : son amendement n° II-133, déposé avec M. André Morice, qui le soutient : tenue des réunions des conseils généraux à caractère budgétaire à l'hôtel de la préfecture ; retiré - **Art. 24** (p. 2659) : son amendement n° II-163, soutenu par M. André Morice : élection des vice-présidents du conseil général et scrutin uninominal ; retiré - **Art. 27** (p. 2662) : son amendement n° II-168, soutenu par M. André Morice : demande de scrutin public par le sixième des membres présents et prépondérance de la voix du président ; scrutin secret des votes sur les nominations ; liste des votants ; retiré.

**Suite de la discussion** - (16 novembre 1981) - **Titre II (suite)** - **Art. 35** (p. 2691) : son amendement n° II-217 déposé avec M. Bernard Legrand, qui le soutient : examen du budget départemental par le conseil général porté de 10 à 20 jours ; rejeté - **Avant l'art. 42** (p. 2698) : son amendement n° II-180, soutenu par M. Bernard Legrand : responsabilités des conseillers généraux, des présidents élus de groupements de départements et des ordonnateurs élus des établissements publics départementaux, et droit de réquisition ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 56 C au chapitre Ier du titre IV, puis retiré le 19 novembre 1981 - **Cour de discipline budgétaire - Titre II bis (nouveau) après l'art. 44** (p. 2715) : se déclare favorable à l'amendement n° II bis-10 de M. Michel Giraud, rapporteur (précisions concernant les responsabilités de l'Etat et les pouvoirs du maire en matière de police) - (p. 2719) : se déclare favorable à l'amendement n° II bis-12 de M. Michel Giraud, rapporteur (Intitulé de chapitre : « Chapitre III nouveau - Action sociale et santé »).

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - **Titre II bis (nouveau) après l'art. 44 (suite)** (p. 2732) : danger de la création de quatre pouvoirs délibérants et réglementaires - (p. 2733) : complexité de la répartition des charges de l'aide

sociale - (p. 2736) : se déclare favorable à l'amendement n° II bis-23 de M. Michel Giraud, rapporteur, (intitulé : « Chapitre IV nouveau - Education ») - Nécessité d'une concordance entre les décisions des collectivités locales ; projet gouvernemental et création de pouvoirs délibérant sans frein - Titre III - Art. 45 (p. 2754) : son amendement n° III-214 : suppression des dispositions de cet article concernant la possibilité d'association, dans le cadre de leurs compétences, de la région avec l'Etat et les autres collectivités territoriales ; devenu sans objet - Après l'art. 45 (p. 2756) : soutient l'amendement n° III-217 de M. Bernard Legrand (commission d'étude et dépôt d'un rapport sur la question des limites régionales) - Art. 45 bis : son amendement n° III-216 identique aux amendements n° III-55 de M. Michel Giraud, rapporteur et n° III-215 de M. Jean Béranger, soutenu par M. Michel Rigou : suppression de cet article concernant l'application de la loi à la région Corse ; adopté - Avant l'art. 47 bis (p. 2758) : lien nécessaire à développer entre le département, la région et la commune - Se déclare favorable à l'amendement n° III-108 de M. Henri Goetschy (participation aux séances du conseil régional du président du conseil général avec voix consultative) - Art. 47 bis (p. 2759) : son amendement n° III-218 : caractère légal des dispositions fixant les principes de fonctionnement des comités économiques et sociaux ; devenu sans objet - Après l'art. 47 ter (p. 2760) : son amendement n° III-220 : définition des conditions techniques et financières de fonctionnement du comité économique et social ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - Titre I - Art. 4 (suite) (p. 2768) : son amendement n° I-219 : interventions économiques communales et interdiction de tout versement direct de fonds publics ; retiré le 18 novembre 1981 - (p. 2770) : soutient l'amendement n° I-17 de Mme Brigitte Gros (intervention économique communale en faveur d'une entreprise et interdiction de la mise en déséquilibre du budget) - (p. 2771) : son amendement n° I-220 : contraction d'un emprunt, obtention d'une caution ou garantie communale et intervention de la chambre régionale des comptes ; retiré le 18 novembre 1981 - Soutient l'amendement n° I-221 de M. Bernard Legrand (interventions économiques communales et avis d'une commission composée de maires, conseillers généraux et représentants de la chambre régionale des comptes).

Suite de la discussion - (18 novembre 1981) - Titre I - Avant l'art. 3 (suite) (p. 2787) : son amendement n° I-393, précédemment réservé : contrôle *a posteriori*, par la chambre régionale des comptes, des délibérations relatives à un emprunt important ; retiré - Titre II - Art. 18 bis (suite) (p. 2823) : son amendement n° II-124, soutenu par M. René Touzet : régime transitoire jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi ; devenu sans objet.

Suite de la discussion - (19 novembre 1981) - Titre I - Art. 12 (suite) (p. 2853) : son amendement n° I-237 : modification de la compétence de la Cour de discipline budgétaire ; retiré - Son amendement n° I-397 : traduction des maires devant la Cour de discipline budgétaire en cas de réquisition prononcée par eux à l'égard du comptable ; retiré - Titre IV - Avant l'art. 56 (p. 2855) : se déclare favorable à l'amendement n° IV-43 de M. Michel Giraud, rapporteur (responsabilité des ordonnateurs devant la Cour de discipline budgétaire) - Art. 56 bis (p. 2859) : sur l'amendement n° IV-48, de M. Michel Giraud, rapporteur (composition de la chambre régionale des comptes), son sous-amendement n° IV-154 : statut et mode de recrutement du corps des conseillers des chambres régionales des comptes ; adopté - Art. 58 bis (p. 2862) : se déclare favorable à l'amendement n° IV-136 de M. Gaston Defferre, ministre (rapport de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes et statut des membres des chambres régionales des comptes) - Art. 61 (p. 2865) : soutient l'amendement n° IV-2 de Mme Brigitte Gros (affectation de la dotation spéciale de l'Etat au développement de l'action culturelle et éducative) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 2889, 2890) : projet gouvernemental de décentralisation : loi de principe et entrée immédiate en

vigueur - Attitude du Gouvernement et débats du Sénat ; utilisation de l'article 40 de la Constitution - Maintien du titre de préfet - Désir, de la part du Sénat, d'une décentralisation complète - Persistance de problèmes : levée des tutelles ; transfert de l'exécutif ; imbrication des compétences ; engagements de la responsabilité des élus ; action économique et ressources des collectivités locales - Attachement à la liberté communale - Vote du projet amendé et prise en compte de l'attitude de l'Assemblée nationale lors de la deuxième lecture.

- Projet de loi de nationalisation [n° 36 (81-82)]

Suite de la discussion - (23 novembre 1981) - Discussion générale (p. 3002) : contradiction du projet de nationalisation avec la tendance générale dans le monde au desserrement de l'emprise de l'Etat sur l'économie - Cas des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne - Précédents des nationalisations de 1936 et 1945 - Critères de nationalisation des entreprises et absence de continuité - Effets positifs attendus sur l'emploi et suppressions d'emplois intervenues à Charbonnages de France ou à la SNCF au cours des dernières années ; cas identique de Berliet Saviem et de Renault - (p. 3003) : secteurs en crise non visés par la nationalisation - Effet d'entraînement attendu des investissements des entreprises publiques et expérience des déficits comblés par le budget de l'Etat : exemple de Concorde ; problèmes d'investissement des petites et moyennes entreprises (PME) - Lutte contre l'inflation et coût de l'indemnisation des porteurs d'actions ; rémunération des obligations distribuées - Compétitivité des entreprises et effets négatifs des nationalisations sur la confiance des clients étrangers - Pertes de marchés - Nationalisation du crédit et financement des PME - Innovations sociales annoncées : participation des salariés aux conseils d'administration et réticences des centrales syndicales - Caractère symbolique des nationalisations ; mythologie des patrons capitalistes - Problème des compagnies financières : cas des filiales - (p. 3004) : sacrifice d'Abraham interrompu par l'intervention divine.

- Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]

Discussion des articles de la première partie :

(24 novembre 1981) - Art. 2 (p. 3065) : son amendement n° 410 déposé avec M. Jacques Moutet : prise en compte des conditions les plus favorables en 1982 pour calculer la situation de la famille lors de la déclaration ; adopté - Après l'art. 2 (p. 3070) : se déclare favorable à l'amendement n° 287 de M. Maurice Blin, rapporteur général (fixation du plafond d'imposition) - Art. 3 (p. 3074) : son amendement n° 413 : taxation et défense de la situation de famille des couples mariés ; devenu sans objet

Suite de la discussion - (25 novembre 1981) - Art. 3 (p. 3095) : son amendement n° 414 : prise en compte des situations de famille pour le calcul de l'assiette de l'impôt ; retiré - (p. 3097) : se déclare favorable à l'amendement n° 291 de MM. Maurice Blin, rapporteur général, et Christian Poncelet (élévation du seuil concernant les biens industriels et professionnels susceptibles d'être imposés au titre de l'impôt sur le patrimoine) - (p. 3110) : son amendement n° 412 : non prise en compte de la valeur de capitalisation des droits à retraite de base et de la valeur de capitalisation des rentes viagères ; adopté - Art. 4 (p. 3118) : son amendement n° 257, déposé avec M. Charles de Cuttoli : prise en compte comme biens professionnels des parts de sociétés civiles constituées entre époux, parents ou alliés dans la même ligne, pour la fraction de leur valeur correspondant aux biens loués en vue de l'exercice d'une profession libérale à titre principal par l'un des conjoints ; rejeté - (p. 3125) : se déclare favorable à l'amendement n° 81 de M. Roland du Luart (prise en compte comme biens professionnels des parts de groupements fonciers agricoles, GFA).

Suite de la discussion - (26 novembre 1981) - Art. 7 (p. 3152) : son amendement n° 417 : montant de l'impôt et

possibilité de déduction des investissements nets en biens vivants; adopté - Son amendement n° 428: déduction fiscale pour excédent d'investissements supérieure au montant de l'impôt; déductibilité des crédits d'impôt obtenus; adopté - (p. 3154): acquisition d'animaux et impossibilité de déduction fiscale; absence de possibilité d'amortissement - Art. 8 (p. 3158): son amendement n° 418 déposé avec M. Jacques Moutet identique à l'amendement n° 252 de M. Jacques Descours Desacres: suppression des dispositions de cet article concernant les pénalités applicables à défaut de déclaration relative à l'impôt sur la fortune; adopté - Art. 9 (p. 3160): son amendement n° 419: loi du marché et établissement de la valeur vénale des biens; litiges et charge de la preuve à l'administration; adopté - Art. 2 (suite) (p. 3167): vote favorable sur l'article 2 - Création d'un impôt sur le patrimoine - (p. 3168): impôt sur la fortune et risque d'une catastrophe économique; référence à la fable de La Fontaine « La poule aux oeufs d'or » - Imposition de l'outil de travail - Art. 11 (p. 3177): son amendement n° 423: centres de gestion agréés et relèvement des limites du chiffre d'affaires pour l'octroi d'abattements fiscaux; retiré - (p. 3178): son amendement n° 420: centres de gestion agréés et abattements fiscaux; application des mêmes règles pour les agriculteurs et les professions libérales; retiré - (p. 3180): ses amendements n° 421: suppression des dispositions de cet article concernant le plafonnement de la demi-part de réduction d'impôt sur le revenu; retiré, n° 422: réduction d'impôt d'une part pour les foyers fiscaux d'une seule personne et de deux parts pour les foyers fiscaux d'au moins deux personnes; adopté et n° 240: absence de plafonnement pour la demi-part supplémentaire pour le 3<sup>e</sup> enfant; adopté - (p. 3183): son amendement n° 376 déposé avec M. Jacques Pelletier: augmentation du taux de la TVA sur les achats de perles et de pierres précieuses; réservé puis non retenu dans le vote demandé par le Gouvernement en application de l'article 42 du règlement du Sénat - (p. 3186): soutient l'amendement n° 241 de M. Jacques Moutet (réévaluation du plafond de la déduction forfaitaire supplémentaire applicable aux voyageurs-représentants et placiers de commerce ou d'industrie; compensation de recettes) - Abstention sur l'amendement n° 13 de M. Robert Schmitt, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (majoration de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance) - Après l'art. 11 (p. 3192): son amendement n° 424: conjoints percevant un revenu et déduction des dépenses de frais de garde pour les enfants à charge de moins de trois ans; création d'une taxe différentielle sur les motocyclettes; rejeté - Coût des grosses motocyclettes et caractère anormal de leur détaxation.

#### Deuxième partie :

**Intérieur et décentralisation** - (9 décembre 1981) - Rapporteur pour avis (Protection civile) - (p. 3948): création d'un rapport spécifique sur les problèmes de sécurité civile l'an dernier - Augmentation de 41 % du budget de la sécurité civile - Lutte contre les incendies de forêt et choix d'un renforcement en priorité des moyens aériens lourds, au détriment des dotations du Gouvernement affectées aux services départementaux d'incendie et de secours - Budget peu compatible avec le projet de décentralisation - Problème de la direction des services d'incendie et de secours et de la mise en oeuvre de moyens nationaux importants, impossibles par les collectivités locales - Disparité importante entre la situation de la région parisienne et de Marseille et le reste du territoire - Défense civile et protection des populations contre les risques principalement d'origine nucléaire - Crédibilité de la force stratégique - Importance du futur choix et conséquences sur la protection préventive de la population - Dissolution par le Gouvernement d'une commission travaillant sur les problèmes de protection anti-radiations, et remplacement par un conseil national - (p. 3949): problème des personnels engagés dans la défense civile - Etroite liaison entre la durée du service militaire et l'efficacité d'une partie du système de protection - Au nom de la commission des lois,

s'en remet à la sagesse du Sénat sur le budget de la protection civile.

**Articles non rattachés à l'examen des crédits** - (12 décembre 1981) - Après l'art. 65 (p. 4141): se déclare favorable à l'amendement n° 558 de M. Jacques Carat (fixation de taux intermédiaires pour l'abattement facultatif à la base de la taxe d'habitation; création d'un abattement à la base en faveur des personnes ne payant pas d'impôt sur le revenu) - Art. 66 (p. 4147): son amendement n° 560, déposé avec M. Jacques Moutet: extension aux entreprises agricoles des dispositions de la déduction pour investissement; devenu sans objet - (p. 4149): aide à l'investissement privé et à l'investissement public - Problème de l'exportation - (p. 4150): défense de l'agriculture à quatre salariés - (p. 4151): importance des investissements de l'agriculture - (p. 4152, 4153): Crédit agricole et différenciation entre les déposants et les emprunteurs - Art. 83 (p. 4174): son amendement n° 547, déposé avec M. Jacques Moutet: commission de conciliation et information préalable du contribuable; adopté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 104 (81-82)] - (17 décembre 1981) - Art. 8 (p. 4340): son amendement n° 10: suppression des dispositions de cet article sur l'extension du privilège du Trésor à l'ensemble des pénalités fiscales; devenu sans objet - Art. 9 (p. 4344): son amendement n° 11, soutenu par M. Bernard Legrand: demande de sursis de paiement et rôle du tribunal pour prouver la bonne ou la mauvaise foi du contribuable; taux de cette amende; devenu sans objet - Art. 10 (p. 4345): son amendement n° 12, soutenu par M. Bernard Legrand: non prise en compte pour le calcul des intérêts des dépassements de délai par l'administration pour instruire une réclamation ou produire ses mémoires; devenu sans objet.

**GOETSCHY (Henri)**, sénateur du Haut-Rhin (UCDP)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

#### DÉPÔTS

*Rapport spécial* fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Agriculture** - II. **Industries agricoles et alimentaires** [n° 58, annexe 2 (81-82)] (23 novembre 1981).

*Rapport spécial* fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Information** [n° 58, annexe 15 (81-82)] (23 novembre 1981).

#### INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat: politique du Gouvernement en matière de communication** - (16 juillet 1981) - (p. 927): situation de la presse écrite; explosion des radios locales - Inadaptation des aides à la presse; tarifs postaux et régime fiscal; TVA sur la presse - Bilan du fonds d'exportation de la presse française à l'étranger - Multiplications des journaux gratuits et forte croissance des publications de l'administration - Avenir de la SOFIRAD et de l'agence France-Presse.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 310 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (24 juillet 1981) - Art. 10 (p. 1139): son amendement n° 22 déposé avec M. Maurice Blin qui le

soutient : diminution des crédits de l'Etat B concernant le ministère de la coopération ; retiré.

– **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion - (3 novembre 1981) - Discussion générale (p. 2388) :** rappelle son expérience au sein de son département - Favorable à un accroissement des pouvoirs du président du conseil général sans aller à le nommer chef de l'exécutif départemental - Qualité du corps préfectoral ; vœu de l'assemblée permanente des présidents de conseils généraux de voir placer le secrétaire général de préfecture sous l'autorité du président du conseil général - Problème de la mise à disposition du chef de service extérieur des ministères ; définition précise d'une nouvelle répartition d'autorité - Suppression de la tutelle allégée préfectorale et renforcement de la tutelle financière - Rôle de la chambre régionale des comptes et de la Cour de discipline budgétaire ; compétence de cette dernière réservée au fonctionnariat - (p. 2389) : possibilité de réquisition du comptable - Nécessité de décentraliser l'éducation nationale - Décentralisation et augmentation des dépenses de fonctionnement - Collectif budgétaire de 1981 et suppression de la tranche communale du Fonds spécial d'investissement routier - Interventionnisme économique des communes et caractère vague et irréaliste du projet ; exemple de la taxe professionnelle et d'une commune de son département - Municipalisation, départementalisation et régionalisation des pertes subies par les entreprises - Maintien des moyens de financement aux mains du Gouvernement - Diversité des capacités financières communales - Amélioration du projet par les amendements sénatoriaux.

**Suite de la discussion - (16 novembre 1981) - Titre II (suite) - Art. 40 (p. 2697) :** son amendement n° II-22, soutenu par M. Paul Séramy : individualisation des dépenses relatives à l'aide sociale ; retiré - **Avant l'art. 44 (p. 2699) :** son amendement n° II-111, soutenu par M. Paul Séramy : participation des présidents des conseils généraux concernés aux commissions créées par des accords internationaux et chargées des questions transfrontalières ; adopté.

**Suite de la discussion - (17 novembre 1981) - Titre III - Art. 45 (p. 2753) :** soutient l'amendement n° III-137 de M. Claude Mont (actions du conseil régional et concertation avec les autres collectivités territoriales et les établissements publics régionaux) - **Avant l'art. 47 bis (p. 2758) :** son amendement n° III-108 : participation aux séances du conseil régional du président du conseil général avec voix consultative ; adopté.

**Suite de la discussion - (18 novembre 1981) - Titre III bis (nouveau) après l'art. 55 (p. 2820) :** sur l'amendement n° III bis-5 de M. Michel Giraud, rapporteur (transfert au département des services de la préfecture nécessaires à la préparation et à l'exécution des délibérations du conseil général), son sous-amendement n° III bis-51, soutenu par M. Marcel Rudloff : transfert à la collectivité départementale du secrétariat général de la préfecture ; retiré - (p. 2821) : sur l'amendement n° III bis-6 de M. Michel Giraud, rapporteur (transfert au département des services départementaux de l'équipement et d'une part des services de la direction départementale de l'action sanitaire et sociale), son sous-amendement n° III bis-52, déposé avec M. Marcel Rudloff qui le soutient : transfert au département d'une part des services de la direction départementale de l'agriculture ; adopté.

**Suite de la discussion - (19 novembre 1981) - Titre V (nouveau) après l'art. 65 (p. 2880) :** son amendement précédemment réservé n° IV-10, soutenu par M. Pierre Schiélé : taux de rémunération des disponibilités des collectivités territoriales déposées pendant plus de trois mois au Trésor public ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution.

– **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Services du Premier ministre - I - Services généraux - Information - (30 novembre 1981) - Rapporteur spécial (p. 3337) :** augmentation des crédits destinés à l'allègement des charges sur les communications téléphoniques ; insuffisance de la progression du Fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger - Aides indirectes : augmentation de la subvention du budget de l'Etat et des tarifs postaux - Difficultés de l'Agence France Presse et de la société nationale des entreprises de presse (SNEP) - Progression des recettes d'exploitation de la Société financière de radiodiffusion (SOFIRAD) - Aménagements du régime fiscal de la presse - Divergences entre le Parlement, la presse et l'administration sur le taux de TVA - Provisions pour investissements et modernisation des entreprises de presse - Fonds d'aide aux quotidiens à faibles ressources publicitaires - Réforme et révision des mécanismes de calcul des recettes publicitaires pour la radiotélévision nationale - Réforme des aides publiques - Définition d'un statut de l'entreprise - Aggravation des charges pesant sur les entreprises de presse - Réduction du nombre et du coût des publications administratives - (p. 3338) : demande, par la commission des finances, d'adoption des crédits de l'information pour 1982 - (p. 3342) : prix de la presse française hors du continent européen et cherté des transports aériens - Aides à la confection de journaux locaux, dans les départements et territoires d'outre-mer - **Examen des crédits - Etat B (p. 3343) :** se déclare défavorable à l'amendement n° 481 de Mme Brigitte Gros, rapporteur pour avis (réduction de moitié des crédits de titre IV : dotation destinée au Fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger).

**Agriculture - (7 décembre 1981) - Rapporteur spécial (Industries agricoles et alimentaires) - (p. 3794) :** suppression du secrétariat d'Etat aux industries agricoles et alimentaires ; absence de fascicule budgétaire distinct - Evolution des crédits - Suppressions d'emplois et création souhaitable dans chaque direction départementale de l'agriculture d'un service local chargé des industries agricoles et alimentaires - Actions diverses : aide aux planteurs de cannes et producteurs de sucre des départements d'outre-mer ; anomalie de certaines pratiques comptables et problème de l'information du Parlement - Evolution du montant des dotations allouées aux organismes d'intervention : Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre (FIRS) ; société interprofessionnelle des oléagineux - Dépenses en capital : prime d'orientation agricole (POA) - (p. 3795) : filières par produit et développement des industries de transformation ; produits des pêches maritimes ; crédits de recherche ; études générales ; Fonds d'intervention stratégique (FIS) - Déficits anormaux de certains postes : viande de porc, poisson - Concurrence étrangère : conserves de fruits - Adoption des crédits par la commission des finances.

**Culture - (8 décembre 1981) - (p. 3885) :** insuffisance des subventions pour les monuments historiques ; développement de l'emploi dans le secteur du bâtiment - Absence de réelle décentralisation dans le domaine culturel ; problèmes de la région Alsace et du Haut-Rhin ; concurrence culturelle de l'Allemagne fédérale et de la Suisse ; chartes culturelles de 1976 et 1981 ; inapplication de la charte de 1981 - Rachat de la collection automobile de Mulhouse et non versement de la participation des ministères de l'éducation nationale et de l'industrie - Conservation des maisons anciennes à colombages ; vocation du Centre national de culture scientifique et industrielle de Mulhouse - (p. 3886) : intégration de l'ensemble économique et urbain Colmar-Mulhouse-Belfort - Vie d'un département frontière et solidarité nationale - Attente d'une réponse du Gouvernement sur la politique culturelle de la Haute-Alsace.

**GOLDET (Cécile), sénateur de Paris (S)**

**NOMINATIONS**

– Membre de la commission des affaires sociales ; en démissionne (29 juillet 1981) (p. 1215).

Est nommée membre de la commission des lois (29 juillet 1981) (p. 1230).

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

- Est nommée membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers (13 octobre 1981) (p. 1943).

Est nommée membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (11 décembre 1981) (p. 4072).

Est nommée membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modération des loyers (15 décembre 1981) (p. 4254).

Est nommée membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (21 décembre 1981) (p. 4480).

DÉPÔTS

*Proposition de loi déposée avec plusieurs de ses collègues, portant réforme du droit au nom [n° 221 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980, JO Débats 2 avril 1981) - Etat-civil.*

*Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 24 (81-82)] modifiant l'article 7 de l'ordonnance du 4 février 1959, relative au statut général des fonctionnaires [n° 92(81-82)] (3 décembre 1981).*

QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 100 (JO Débats 26 février 1981) (p. 244) à M. le ministre de la culture : musées (mise à disposition du patrimoine culturel) - Caducité le 21 mai 1981.

n° 121 (JO Débats 4 avril 1981) (p. 519) à M. le ministre de la santé : nourrices (situation des assistantes maternelles) - Caducité le 21 mai 1981.

*Questions orales avec débat :*

n° 483 (2 avril 1981) (p. 419) à Mme le ministre chargé de la famille et de la condition féminine : avortement (application de la loi relative à l'interruption volontaire de grossesse) - Caducité le 21 mai 1981 (2 juillet 1981) (p. 778).

n° 484 (2 avril 1981) (p. 419) à M. le ministre de l'intérieur : expulsion (refoulements abusifs hors du territoire français) - Caducité le 21 mai 1981 (2 juillet 1981) (p. 778).

n° 485 (2 avril 1981) (p. 419) à Mme le ministre chargé de la famille et de la condition féminine : femme (condition de la) (information sur la sexualité et la contraception) - Caducité le 21 mai 1981 (2 juillet 1981) (p. 778).

n° 486 (2 avril 1981) (p. 419) à M. le ministre de la justice : violence (résultats des enquêtes effectuées à la suite d'attentats) - Caducité le 21 mai 1981 (2 juillet 1981) (p. 778).

n° 487 (2 avril 1981) (p. 419) à M. le ministre de l'intérieur : libertés publiques (sauvegarde des libertés

fondamentales) - Caducité le 21 mai 1981 (2 juillet 1981) (p. 778).

n° 490 (2 avril 1981) (p. 420) à M. le ministre des affaires étrangères : coopération (développement sanitaire en Afrique) - Caducité le 21 mai 1981 (2 juillet 1981) (p. 778).

n° 494 (3 avril 1981) (p. 496) à M. le ministre de la santé : pauvreté (mesures à prendre en faveur du quart monde) - Caducité le 21 mai 1981 (2 juillet 1981) (p. 778).

n° 495 (3 avril 1981) (p. 496) à M. le ministre de la santé : handicapés (loi d'orientation sur les handicapés : décrets d'application) - Caducité le 21 mai 1981 (2 juillet 1981) (p. 778).

n° 496 (3 avril 1981) (p. 496) à M. le secrétaire d'Etat aux travailleurs manuels et immigrés : étrangers (risques de marginalisation et problèmes des enfants d'immigrés) - Caducité le 21 mai 1981 (2 juillet 1981) (p. 778).

n° 57 (23 septembre 1981) (p. 1606) à M. le ministre chargé de l'énergie : énergie (politique d'économie d'énergie).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant amnistie [n° 304 (80-81)]** - (21 juillet 1981) - Art. 2 (p. 956) : son amendement n° 67 : extension de l'amnistie aux délits relatifs aux actes d'homosexualité ; rejeté.

- **Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d'association en ce qui concerne les associations dirigées en droit ou en fait par des étrangers [n° 365 (80-81)]** - (22 septembre 1981) - Discussion générale (p. 1595) : décret loi d'avril 1939 - Décision du Conseil constitutionnel de juillet 1971 et liberté d'association - Problème de l'autorisation préalable des nations étrangères : exemple d'une association d'immigrés espagnols - Intégration de la population migrante à la collectivité nationale et vie associative - Cas des organisations internationales.

- **Projet de loi portant abolition de la peine de mort [n° 385 (80-81)]**

Suite de la discussion - (29 septembre 1981) - Discussion générale (p. 1708) : débat de conscience et refus de voir mettre en question la sincérité des membres du groupe socialiste - Conteste l'argument relatif au caractère dissuasif de la peine de mort - Distinction entre délit et crime - Inquiétude de l'opinion publique - Controverse sur l'origine de l'augmentation de la délinquance : gène spécifique ou responsabilité de la société - (p. 1709) : inadaptation des sanctions à la gravité des crimes et délits - Peine de substitution et confiance toujours nécessaire en l'homme.

- **Questions orales avec débat jointes : politique énergétique** - (2 octobre 1981) - (p. 1827) : choix énergétiques nationaux et mise à l'écart des citoyens - Rigidité des systèmes énergétiques ; évolution des besoins et passage d'une filière à une autre - Caractère centralisé et rigide de la production énergétique - Décentralisation de la production et maîtrise des consommations - Utilisation du bois - (p. 1828) : consommation énergétique ; information et incitations financières - Energie nucléaire et consommation électrique - Déplacement de la consommation du fuel vers le charbon - Arbitrages budgétaires entre une production nucléaire importante, une relance du charbon ou des énergies nouvelles - Economie d'énergie dans les logements ; cas des HLM ; accès aux aides pour les locataires - Réseau d'économies et de récupération d'énergie au niveau local - Logements collectifs et performance énergétique supérieure aux logements individuels - Absence de priorité aux transports en commun - Economie d'énergie et désenclavement du crédit - Caisse nationale des économies d'énergie - Diversification et économies d'énergie ; information et formation dans les écoles - Programme énergétique et emploi.

– **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion - (12 novembre 1981) - Titre I (suite)**  
 - Art. 13 (p. 2589) : statut de la ville de Paris - Nécessité d'adaptations particulières - Raisons historiques - Conseil de Paris, à la fois conseil municipal et conseil général - Sous-administration de Paris et hypercentralisation - Progrès constitué par la loi de 1975 : maire ; commissions d'arrondissements - Conséquences du projet de loi de décentralisation et danger de centralisation accrue pour la ville de Paris - Se déclare favorable à l'amendement voté par l'Assemblée nationale, soumettant l'application du texte en examen au vote d'une loi spécifique pour Paris - (p. 2590) : élection souhaitable des commissions d'arrondissements et élargissement de leur pouvoir.

– **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Justice - (8 décembre 1981) - (p. 3864) :** politique des gouvernements précédents ; répression envers la délinquance, mesures d'exception ; atteintes aux principes fondamentaux et aux libertés - Changement et primauté à la prévention - Amnistie et grâce présidentielle : libérations et baisse de la délinquance - Réinsertion sociale et éducation surveillée - Délinquance juvénile et coopération entre les différents ministères - Rôle du juge pour enfants et solidarité nationale - Augmentation des équipements et décentralisation - Limitation de la détention préventive - Définition de la notion de démente et inadéquation des structures carcérales - (p. 3865) : réforme des centres médicaux - Politique judiciaire : prévention, éducation, réinsertion - Nouveaux rapports entre le judiciaire et la magistrature - Avis favorable du groupe socialiste.

**Solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale - (10 décembre 1981) - (p. 4028) :** maintien de la médecine libérale - Développement des centres de santé agréés ; difficultés des centres existants ; exemple de Paris et d'un centre du 19<sup>e</sup> arrondissement - Gestion des centres et lourdeur du tiers payant supporté par le dispensaire et économisé par la sécurité sociale - Réforme indispensable du système d'allocations familiales ; partage conjugal des tâches et des responsabilités ; multiplication des structures d'accueil et de garde - Intégration du monde des handicapés ; handicap visible et handicap invisible - Intégration des handicapés et caractère interministériel de la politique à mener - Prévention et étude sur les maladies héréditaires ; grossesse et dépistage - Augmentation de la garantie de ressources aux handicapés adultes - Situation de la législation et de la loi de 1975 - Faiblesse des moyens des commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) - (p. 4029) : décentralisation des structures des COTOREP.

– **Projet de loi modifiant l'article 7 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires [n° 24 (81-82)] - (15 décembre 1981) - Rapporteur - Discussion générale (p. 4259) :** article 6 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et préambule de la Constitution de 1946 : égalité entre hommes et femmes - Fonction publique : mise à l'écart des femmes pour « nature des fonctions » et cantonnement dans les emplois les moins qualifiés ou rémunérés - Projet de loi et absence de dispositions sur la formation ou l'avancement - Fonction publique et absence pour les femmes du bénéfice d'un droit général d'accès - Principe d'égalité et dérogations du statut général de 1946 et de 1959 ; loi du 10 juillet 1975 et restriction des possibilités de dérogation au seul recrutement et à certains corps de l'Etat - Dérogations et caractère subjectif des motifs de « nature des fonctions » et des « conditions d'exercice » - Recrutement distinct ou exclusif - Loi de 1975 et application aux personnels des assemblées parlementaires, des collectivités locales et des établissements ou entreprises publiques - (p. 4260) : exemples de recrutements exclusifs ou de recrutements distincts - Interdiction de recrutement de femmes dans les hautes fonctions

militaires - Rapport du Comité du travail féminin sur les femmes dans la fonction publique et disparité de fait ; qualification, titularisation et répartition des effectifs dans les administrations - Article 7 du statut des fonctionnaires et maintien de dérogations ; contradiction avec le droit international - Directive européenne du 9 février 1976 et non-application par la France - Catégories de dérogations prévues par le projet : quotations ou épreuves physiques distinctes ; recrutements distincts sauf pour recrutement exclusif ou pour les corps à recrutement discriminatoire et contrôle de la légalité des dérogations - Objectif de la limitation du recrutement distinct à la seule administration pénitentiaire - Fin du recrutement discriminatoire pour les maîtres d'internat et éducateurs des maisons d'éducation de la Légion d'honneur ainsi que pour les professeurs d'éducation physique - Accès aux fonctions d'enseignement du primaire et importance de la discrimination entre les hommes et les femmes ; équilibre psychologique de l'enfant et absence de justification ; mixité et revalorisation des emplois d'instituteur et d'institutrice - Principe de l'égalité et démarche progressive du ministère ; révision en baisse des quotas limitant l'accès des femmes à certains emplois - Caractère d'étape du projet présenté avant l'égalité complète - Art. unique (p. 4261) : son amendement n° 1 : article 7 du statut général des fonctionnaires et affirmation du principe d'égalité à l'exclusion de toute référence aux dérogations réservées à l'article 18 bis ; adopté - **Après l'art. unique (p. 4262) :** son amendement n° 2 : consultation des comités techniques paritaires pour l'établissement de la liste des corps à recrutement discriminatoire et pour la définition des modalités de ces recrutements ; adopté - Son amendement n° 3 : application des dispositions du projet aux personnels des assemblées parlementaires, des collectivités locales et des établissements ou entreprises publiques ; adopté - Son amendement n° 4 : dérogation à l'égalité d'accès des hommes et des femmes aux emplois communaux et mise en conformité avec les dispositions du projet ; adopté ; sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 7 de M. Anicet Le Pors, ministre (extension aux personnels communaux, des dispositions relatives aux épreuves physiques) - (p. 4263) : son amendement n° 5 : respect du principe d'égalité et rapport gouvernemental biennuel sur son application après avis du Conseil supérieur de la fonction publique ; adopté - **Intitulé :** son amendement n° 6 : de forme ; « **Projet de loi modifiant l'article 7 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires et portant dispositions diverses concernant le principe d'égalité d'accès aux emplois publics ;** adopté.

– **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social [n° 115 (81-82)] - (21 décembre 1981) - Discussion générale (p. 4468, 4469) :** aménagement du temps de travail et travail à temps partiel - Textes votés en 1980 - Prétendue demande des femmes et extension nécessaire à tous les salariés qui le demandent - Respect des choix de chacun.

**GOUTEYRON (Adrien),** sénateur de la Haute-Loire (RPR)

## NOMINATIONS

– Vice-président de la commission des affaires culturelles.

Vice-président de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980, modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 14 et 15 de ladite loi (1<sup>er</sup> octobre 1981) (p. 1805).

## DÉPÔTS

*Participation au rapport d'information fait, au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur les activités des institutions des Communautés européennes entre le 1<sup>er</sup> novembre 1980 et le 30 avril 1981, en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les Communautés européennes [n° 286 (80-81)] (2 juillet 1981).*

*Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Recherche scientifique et technique [n° 59, tome VII (81-82)] (23 novembre 1981).*

*Participation au rapport d'information fait, au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur les activités des institutions des Communautés européennes, entre le 1<sup>er</sup> mai 1981 et le 31 octobre 1981, en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979, portant création de délégations parlementaires pour les Communautés européennes [n° 89 (81-82)] (2 décembre 1981).*

## QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 66 (JO Débats 10 juillet 1981) (p. 873) à M. le ministre chargé de la fonction publique : **fonctionnaires** (mutations de fonctionnaires : prise en compte des situations familiales).

n° 110 (JO Débats 2 octobre 1981) (p. 1810) à Mme le ministre de la solidarité nationale : **avortement** (remboursement des frais de soins et d'hospitalisation afférents à l'IVG).

n° 116 (JO Débats 9 octobre 1981) (p. 1915) à M. le ministre de la santé : **santé publique** (mesures de prévention en matière médicale) - Réponse de M. Jack Ralite, ministre de la santé (13 novembre 1981) (p. 2636 à 2638).

n° 121 (JO Débats 15 octobre 1981) (p. 2005) à Mme le ministre de l'agriculture : **exploitants agricoles** (limitation de la hausse des cotisations sociales des agriculteurs) - Réponse de M. André Cellard, secrétaire d'Etat à l'agriculture (6 novembre 1981) (p. 2513).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au prix du livre [n° 318 (80-81)]** - (29 juillet 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1253) : caractère culturel du livre - Importance des rabais qualitatifs - Amélioration du texte par le Sénat ; vente par courtage et par les clubs - Prix unique du livre et caractère de simple distributeur du libraire - Problème de l'évolution des prix du livre - Politique du livre et dépôt d'un rapport - Vote favorable du groupe RPR.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - **Titre I - Art. 4 (suite)** (p. 2768) : son amendement n° I-309 soutenu par M. Marc Bécam, identique à l'amendement n° I-170 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Michel Miroudot : intervention économique communale et protection et développement des intérêts économiques et sociaux ; retiré le 18 novembre 1981.

**Suite de la discussion** - (18 novembre 1981) - **Titre II - Art. 34 (suite)** (p. 2789) : son amendement n° II-320, soutenu par M. Marc Bécam : interventions économiques des départements ; retiré - **Titre III (suite) - Art. 51** (p. 2812) : son amendement n° III-207, soutenu par M. Marc Bécam : rappel des attributions du comité économique et social ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Recherche et technologie** - (2 décembre 1981) - Rapporteur pour avis (p. 3472) : attribution de compétences étendues au ministère de la recherche ; rupture avec les structures antérieures et recherche d'une unité d'action - Evolution positive des crédits budgétaires - Colloque national sur la recherche et projet de loi d'orientation - Objectif de 2,5 % du produit intérieur brut (PIB) de l'effort total de recherche français - (p. 3473) : réaffirmation de l'importance conjointe de la recherche fondamentale et de la recherche appliquée - Maintien des grands programmes technologiques antérieurement définis et annonce de programmes prioritaires supplémentaires - Faible progression des crédits du programme électro-nucléaire - Rappelle la création d'un ministère de la recherche par le général De Gaulle - Qualité des liens entre le ministère et le monde scientifique ; exemple du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) - Augmentation de la recherche privée française ; comparaison positive avec les pays européens, notamment la Grande-Bretagne - Crise économique et nécessité d'un effort de recherche - Recherche et importance des entreprises nationalisées ; « percée » télématique et coopération entre puissance publique et secteur privé - Recherche et petites et moyennes entreprises ; rôle de l'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) ; régionalisation de l'ANVAR - Aides et primes à l'innovation - Société d'innovation INODEV - Réforme des centres techniques ; modes de financement et problème de leur efficacité - Incitations fiscales et recherche privée ; aides publiques et embauche de chercheurs - Inquiétudes sur l'arrêt des travaux préparatoires à la construction du nouvel anneau de stockage des particules destiné au Centre européen de recherche nucléaire (CERN) - (p. 3474) : difficultés administratives et problème de protection de l'environnement ; problème de l'avenir de la recherche française et européenne - Avis favorable à l'adoption de ces crédits - (p. 3480) : recherche et appréciations sur l'effort budgétaire fourni - (p. 3481) : CNRS et remous provoqués par les décisions du ministre - Diversité et complexité de la communauté scientifique.

**Education nationale** - (5 décembre 1981) - (p. 3679) : budget de l'éducation nationale pour 1982 moins satisfaisant que celui de 1977 - Nécessité de fixation de priorités par le pouvoir politique et détermination des zones prioritaires - Lenteur de la mise en place des postes créés par le projet de loi de finances rectificative - Absence de satisfaction du système des « doublettes » : demi-service assuré dans les classes de l'enseignement secondaire par les nouveaux capésiens et les nouveaux agrégés - Insuffisance des crédits concernant les bourses et problème de la réglementation concernant la suppression de leurs bourses aux redoublants - Insuffisance des autorisations de programme - (p. 3680) : coût du financement par les régions et l'Etat de constructions d'établissements techniques - Lutte contre les inégalités et les échecs, objectif principal du Gouvernement, nécessitant pour sa réalisation l'impulsion du ministre de l'éducation nationale - Problème de la formation des maîtres et de la situation des collèves - Demande d'une définition de l'école de base - Ambiguïté de l'expression « école de base » - Conciliation des caractéristiques et des exigences d'un service public avec le caractère propre des établissements privés - Ambiguïté à propos de l'entrée en université - Inquiétudes exprimées par le vote du groupe RPR face à un budget d'attente.

**Intérieur et décentralisation** - (9 décembre 1981) - (p. 3950) : attachement du Gouvernement au projet de loi sur les droits et libertés des communes, des départements et des régions - (p. 3951) : augmentation de 18 % de l'ensemble des aides de l'Etat aux collectivités locales et augmentation de 27,6 % du budget général de l'Etat - Concours des autres ministères et création d'une dotation culturelle régionale de 500 millions de francs - Prise en charge par l'Etat d'une fraction des indemnités versées par



les communes pour le logement des instituteurs - Progression de 31 % des crédits destinés aux constructions publiques - Déception devant la faiblesse des crédits prévus pour la voirie locale et pour la voirie communale - Croissance de 15,1 % de la dotation globale de fonctionnement (DGF) pour 1982 - Nécessité de mesures particulières dès cette année - Détermination des compétences et des ressources des communes et des départements : mécanismes de péréquation et de compensation et prise en compte des charges réelles de certaines collectivités - Importance du coût du déneigement dans le département de la Haute-Loire par rapport au budget de fonctionnement - Absence de solidarité - Se déclare défavorable au budget de l'intérieur et de la décentralisation - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3962) : soutient l'amendement n° 529 de M. François Collet (réduction des crédits du titre III : intégration progressive des primes de risques dans le traitement soumis à retenue pour la pension des policiers).

**GRAVIER (Jean)**, sénateur du Jura (UCDP)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.
- Est nommé membre titulaire du conseil supérieur des prestations sociales agricoles (7 avril 1981) (p. 540).

#### DÉPÔTS

*Avis* présenté, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Prestations sociales agricoles** [n° 62, tome V (81-82)] (23 novembre 1981).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

##### *Deuxième partie :*

**Prestations sociales agricoles** - (7 décembre 1981) - Rapporteur pour avis - (p. 3778) : problème de la protection sociale des exploitants agricoles - (p. 3779) : évolution comparée du revenu agricole et des cotisations, et comparaison avec le régime général - Situation démographique - Participation de l'Etat : Fonds national de solidarité (FNS) ; subvention budgétaire - Désengagement de l'Etat - Augmentation des cotisations et répartition à l'intérieur de la profession : solidarité - Réforme de l'assiette des cotisations : revenu cadastral ou résultat brut d'exploitation (RBE) - Répartition des cotisations complémentaires de gestion et d'action sociale - Connaissance du revenu professionnel - Aspects positifs du budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) : répercussion des mesures générales ; mesures spécifiques au régime agricole : pension d'invalidité ; pension de retraite ; allocation de remplacement versée par le Fonds congé maternité (FOCOMA) - Problèmes encore en suspens : aide ménagère à domicile ; pension d'invalidité et retraite proportionnelle des épouses ; assurance veuvage ; retraite complémentaire - Abaissement de l'âge de la retraite - Problème d'emploi : absence de contrat de solidarité - *Avis favorable à l'adoption des crédits.*

**GREGORY (Léon-Jean)**, sénateur des Pyrénées-Orientales (NI)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

**GRIMALDI (Roland)**, sénateur du Nord (S)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

#### DÉPÔTS

*Avis* présenté, au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 318 (80-81)] relatif au prix du livre [n° 329 (80-81)] (28 juillet 1981).

#### QUESTIONS

##### *Questions orales avec débat :*

n° 58 (24 septembre 1981) (p. 1633) à M. le ministre de l'industrie : textiles (crise de l'industrie textile) - Discutée le 20 octobre 1981 (débat commun) (p. 2042 et suivantes).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au prix du livre** [n° 318 (80-81)] - (29 juillet 1981) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 1209) : réforme nécessaire du régime de libération des prix ; concurrence et hausse des prix ; menaces pour la création littéraire, les librairies spécialisées et les consommateurs - Prix du livre et politique du livre et de la lecture - Responsabilité des éditeurs - Maîtrise des prix - (p. 1210) : nouvel équilibre des réseaux de distribution - Nécessité d'une politique du livre - Problème des livres scientifiques et techniques - Exportation de livres - Frais de transport des livres - Reconnaissance du livre comme bien culturel et accès égal de tous les Français à la lecture - Proposition d'adoption du texte - **Art. 1** (p. 1215) : son amendement rédactionnel n° 28 ; adopté - (p. 1218) : son amendement rédactionnel n° 29 ; adopté - (p. 1219) : son amendement n° 30 : prix effectif de vente au public et possibilité de modulation par rapport au prix fixé par l'éditeur ou l'importateur ; retiré - (p. 1220) : accord sur le système du prix unique avec une fourchette de variation au-dessus et en-dessous du prix de référence - (p. 1222) : se déclare défavorable à l'amendement n° 2 de M. Michel Miroudot (principe de la unicité du prix sans aucune modulation possible) - Son amendement rédactionnel n° 31 ; adopté - **Après l'art. 1** (p. 1223) : son amendement n° 32 ; efforts en faveur de la diffusion des livres et régime des rabais consentis par les éditeurs aux détaillants sans prise en compte des quantités acquises ; devenu sans objet - **Art. 2** (p. 1225) : son amendement n° 33 : dérogations en faveur de l'Etat et des collectivités et exclusion de toute revente des livres acquis ; adopté - (p. 1226) : son amendement n° 34 : non application du système du prix unique aux établissements de recherche ou à vocation culturelle ; retiré au profit de l'amendement n° 19 de M. Jacques Carat, rapporteur - (p. 1227) : tarif dégressif aux collectivités et nécessité d'exclure les livres scolaires - (p. 1228) : son amendement n° 36 : non application du système du prix unique aux bibliothèques de lecture ou de prêt ; adopté - **Art. 3** (p. 1243) : son amendement n° 36 : ventes par courtage, abonnement ou correspondance et point de départ du délai d'application du prix unique ; dépôt légal ou date d'importation ; adopté - **Art. 4** (p. 1246) : son amendement n° 37 : rabais sur les livres ; délais concernant le dépôt légal ou l'importation et le dernier approvisionnement ; adopté - **Art. 5** (p. 1247) : son amendement n° 38 : principe de la simultanéité par tous les détaillants des ventes à primes ; adopté - **Art. 7** (p. 1248) : ses amendements n° 39 : infractions à la loi et possibilité d'intenter des actions en cessation de toutes les opérations concernées ; adopté et n° 40 : ouverture du droit à l'action à tous les syndicats de professionnels ; adopté - **Art. 8** (p. 1249) : son amendement n° 41 maintien de la possibilité d'application de l'ordonnance

du 30 juin 1945 relative aux prix ; adopté - **Après l'art. 8** son amendement n° 42 : application de la loi exclusivement aux livres neufs ; retiré.

- **Questions orales avec débat jointes : difficultés de l'industrie textile** - (20 octobre 1981) - (p. 2049) : importance économique du textile et diminution du nombre d'emplois - Déficit de la balance commerciale : effondrement de la production et de la consommation - Désindustrialisation de régions entières - Affaiblissement de la consommation intérieure - Accroissement des importations - Sacrifice du textile au libéralisme économique - Mauvaise utilisation et absence de contrôle sur les fonds publics ; affaire Bousac - Préparation du plan textile et avenir de cette industrie - Reprise de la consommation et statistiques du centre textile de conjoncture et d'information économiques - (p. 2050) : crise dans l'industrie de la maille, la filature de laine peignée et cardée - Reconquête du marché intérieur - Amélioration de la compétitivité - Redressement de la balance commerciale - Absence de contradiction entre développement du tiers monde et protection de notre industrie textile - Fermeté dans le renouvellement de l'accord multifibres - Concurrence déloyale et fraudes - Modernisation de l'industrie textile et politique gouvernementale ; nécessité d'une large concertation - Importance de la politique sociale - Réforme des circuits de distribution - Création d'emplois et allègement des charges des entreprises - Sauvetage de petites et moyennes entreprises et de régions de tradition textile - (p. 2060) : rapport de la commission d'enquête sénatoriale ; absence de mise en cause du Gouvernement précédent dans ce rapport - Déclaration des commissaires socialistes et communistes annexée au rapport.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 19 (81-82)] - (22 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 2091) : crise de la sidérurgie et incidence sur la région Nord Pas-de-Calais - Dégradation de la situation de la sidérurgie française au cours des dernières années ; politique de récession du gouvernement et du patronat - (p. 2092) : nécessité de la nationalisation - Préparation d'un plan pour la sidérurgie et table ronde annoncée par le Gouvernement - **Projet de nationalisation** : autonomie maintenue des deux sociétés Usinor et Sacilor ; création d'un comité de coordination - Filiales des sociétés sidérurgiques : cas des mines de fer - Constitution d'une filière acier - Effort nécessaire de développement de la recherche - Diversification de la production : aciers spéciaux - Politique sociale - Défense des régions concernées : Nord Pas-de-Calais ; Lorraine - Changement nécessaire des dirigeants de la sidérurgie - (p. 2096, 0297) : qualité des travaux de l'Institut de recherche de la sidérurgie (IRSID) et insuffisante mise en application de leurs résultats.

*Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 42 (81-82)] - (4 novembre 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2406) : crise de la sidérurgie et situation de la région Nord Pas-de-Calais - Nécessité de la nationalisation - Sauvegarde de la sidérurgie - Vote du groupe socialiste favorable au projet.

**GROS (Brigitte)**, sénateur des Yvelines

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre nommé de la délégation parlementaire pour la Radiodiffusion-télévision française.

Est nommée secrétaire de la commission des affaires culturelles (16 juillet 1981) (p. 933).

- Est nommée membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dérogation au

monopole d'Etat de la radiodiffusion (1<sup>er</sup> octobre 1981) (p. 1799).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à permettre d'accélérer l'installation d'entreprises industrielles et la création de nouveaux emplois en région d'Ile de France [n° 278 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 avril 1981, *JO Débats* 2 juillet 1981) - **Aménagement du territoire.**

*Avis* présenté, au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Formation professionnelle continue** [n° 59, tome VIII (81-82)] (23 novembre 1981).

*Avis* présenté, au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Information - Presse** [n° 59, tome XII (81-82)] (23 novembre 1981).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion** [n° 368 (80-81)] - (16 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1489) : radios libres, phénomène de contestation en Europe - Refus de la France et répression - Etat accepte la création de radios locales - Attente de la grande loi sur l'audiovisuel - Critique du mode de désignation des membres de la commission chargée de donner un avis sur les autorisations - Critique des autorisations de publicité - Concurrence entre radios locales, privées et radios « Lecat » - Souhait que les dérogations au monopole soient accordées après avis conforme de la « délégation parlementaire » - Véritable décentralisation de Radio France - Autorité des assemblées régionales sur les stations régionales - Vote favorable sous réserve d'un contrôle démocratique des autorisations de création des radios locales et d'une décentralisation des services de Radio France - (p. 1494) : position de la majorité des sénateurs en faveur de la création des radios locales - Demande d'un contrôle démocratique pour le pluralisme du pouvoir d'Etat - **Art. 1 : Art. 3-1 de la loi du 3 juillet 1972** (p. 1497) : sur l'amendement n° 3 de M. Charles Pasqua, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article : caractère précaire et révocable des dérogations ; autorisation des radios municipales), son sous-amendement n° 24 : suppression de l'interdiction de cumul en ce qui concerne la fonction de conseil dans plus d'un organisme titulaire d'une dérogation ; rejeté.

**Suite de la discussion** - (17 septembre 1981) - **Art. 1 (suite) : Après l'art. 3-2 de la loi du 3 juillet 1972** (p. 1529) : sur l'amendement n° 4 de M. Charles Pasqua, rapporteur (insertion d'un article additionnel 3-2 bis : autorité compétente pour la délivrance des dérogations et composition de la commission consultative), son sous-amendement n° 25 : avis conforme de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion télévision française préalable à toute décision d'octroi de dérogation au monopole ; rejeté - **Après l'art. 3-3 de la loi du 3 juillet 1972** (p. 1538, 1539) : liberté de la presse et nécessité de la publicité - **Projet de nationalisations et mainmise de l'Etat sur les Nouvelles messageries de la presse parisienne** - Se déclare opposée à l'amendement n° 33 de M. James Marson (interdiction du financement publicitaire pour les radios privées locales) - **Art. 3-4 de la loi du 3 juillet 1972** (p. 1541) : sur l'amendement n° 6 de M. Charles Pasqua, rapporteur (énumération des dispositions devant figurer dans le cahier des charges), son sous-amendement n° 23 : suppression de l'obligation de programme propre à chaque station ; retiré - Constitution souhaitable de réseaux.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

Suite de la discussion - (30 octobre 1981). - **Discussion générale** (p. 2355) : transfert des compétences de l'Etat, problème essentiel du projet - Compétences et pouvoirs financiers de chacun des quatre échelons d'administration - Demande d'engagement précis sur le plan financier et sur le plan du calendrier - Souhait d'un véritable pouvoir économique à l'échelon régional - Nouvelle dimension du pouvoir régional par une limitation de certains pouvoirs de l'Etat - Nécessité de tracer de nouvelles frontières pour les collectivités territoriales et locales - Risque de limitation du pouvoir départemental et communal - (p. 2356) : non précision des moyens attribués à la chambre régionale des comptes - Traduction des élus municipaux devant la Cour de discipline budgétaire - Inégalité entre communes pauvres et communes riches - Ressources suffisantes et personnel nécessaire au conseil général pour assurer l'exécutif du département - Souhait d'une véritable décentralisation du pouvoir de l'Etat vers les collectivités territoriales.

Suite de la discussion - (12 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 10** (p. 2580) : son amendement n° I-18, soutenu par M. Paul Robert : suppression du dernier alinéa relatif à l'engagement de la responsabilité de l'odonnateur en cas de réquisition ; devenu sans objet - **Titre II - Art. 21** (p. 2619) : son amendement n° II-6, soutenu par M. Paul Girod : rôle éventuel du commissaire de la République comme conseil aux communes qui le demandent ; devenu sans objet.

Suite de la discussion - (17 novembre 1981) - **Titre I - Art. 4 (suite)** (p. 2770) : son amendement n° I-17, soutenu par M. Paul Girod : intervention économique communale en faveur d'une entreprise et interdiction de la mise en déséquilibre du budget ; retiré le 18 novembre 1981.

Suite de la discussion - (19 novembre 1981) - **Titre IV - Art. 61** (p. 2865) : son amendement n° IV-2, soutenu par M. Paul Girod : affectation de la dotation spéciale de l'Etat au développement de l'action culturelle et éducative ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Services du Premier ministre - I - Services généraux - Information** - (30 novembre 1981) - Rapporteur pour avis (p. 3338) : pluralisme de l'information et organisation de la communication - Télévision et concurrence directe de la presse écrite - Mise en place du conseil supérieur de l'ensemble des médias : radio, télévision et presse écrite ; participation du Parlement à ce conseil - Nouvelle loi sur l'audiovisuel et définition de la presse en tant que contre-pouvoir - Refus d'une classification entre presse d'opinion et presse d'information, presse mercantile et presse aidée - Menaces pour la presse écrite : télévision ; crise économique ; télématique ; satellites de télévision directe - Blocage du prix de la publicité et augmentation de la redevance - Taux de TVA - Fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger - Tarifs postaux préférentiels - Augmentation des crédits alloués aux services juridiques et techniques de l'information - Allègement des charges sur les communications téléphoniques - (p. 3339) : aides aux journaux à faibles ressources publicitaires - Liberté de la presse - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3343) : son amendement n° 481 : réduction de moitié des crédits du titre IV : dotation destinée au Fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger ; rejeté.

**Services du Premier ministre (suite) - I. Services généraux (suite) : Services divers rattachés - Fonction publique - Formation professionnelle - Droits de la femme** - (3 décembre 1981) - Rapporteur pour avis (Formation professionnelle continue) - (p. 3535) : augmentation des crédits de la formation professionnelle - Inégalité des chances pour les jeunes sans formation - Transformation nécessaire des programmes et des filières du système éducatif ; adaptation aux techniques modernes : révolution informatique ; exemple du Japon - Groupes de travail réunis par le ministre, sur la relance, le financement et la

décentralisation de la formation professionnelle - **Projet de loi de décentralisation et transfert des pouvoirs de l'Etat à la région en matière de formation professionnelle : régionalisation de la dotation en capital du Fonds de la formation professionnelle** - (p. 3536) : création annoncée de centres d'enseignement professionnel et précisions nécessaires - Dynamisme nécessaire de la formation professionnelle et régionalisation.

**GUILLARD (Paul)**, sénateur de la Loire-Atlantique (UREI)  
- *Questeur du Sénat*

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Discussion des articles de la première partie :*

Suite de la discussion - (26 novembre 1981) - **Art. 11** (p. 3184) : son amendement n° 66 soutenu par M. Philippe de Bourgoing : déduction fiscale pour dépenses engagées par l'emploi de personnel de maison ; compensation de recettes ; retiré.

**GUILLAUME (Robert)**, sénateur de la Nièvre (S)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

## DÉPÔTS

*Rapport spécial fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Services du Premier ministre - I. Services généraux [n° 58, annexe 25 (81-82)] (23 novembre 1981).*

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Services du Premier ministre (suite) - I. Services généraux (suite) : Services divers rattachés - Fonction publique - Formation professionnelle - Droits de la femme** - (3 décembre 1981) - Rapporteur spécial (p. 3533) : diversité des crédits rassemblés dans le budget des services généraux du Premier ministre - Prolifération des organismes et souhait de la commission des finances d'une simplification et d'une rationalisation des structures - Structure ministérielle - Dotations budgétaires - Augmentation des crédits et part de l'enveloppe de la formation professionnelle - Dotation du ministère des droits de la femme : transfert de crédits de la formation professionnelle - Objectifs politiques exposés par le ministre des droits de la femme - Création d'emplois d'utilité publique - (p. 3534) : autres crédits des services généraux : institut Auguste Comte et développement de la recherche ; informatisation des services du Premier ministre ; Haut comité d'études et d'information sur l'alcoolisme - Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes - Instituts régionaux d'administration (IRA) - Enveloppe formation professionnelle - Politique de la fonction publique : lutte contre le chômage et création d'emplois publics ; emplois d'initiative locale ; aménagement du temps de travail - Rémunération des fonctionnaires et mesures spécifiques pour réduire les inégalités - Mesures catégorielles : carrière des administrateurs civils - Démocra-

tisation de l'Ecole nationale d'administration (ENA) - Rôle de la formation professionnelle dans la lutte contre le chômage - Rapport Schwartz : manque de formation des jeunes - (p. 3535) : anomalies relevées dans les stages de formation - Contrôle de l'utilisation des crédits de la formation professionnelle - Haut comité d'études et d'information sur l'alcoolisme et Haut comité de la langue française - Avis favorable de la commission des finances à l'adoption de ce budget.

- **GUILLAUMOT (Paul)**, sénateur de l'Yonne (UREI) .

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

## H

HABERT (Jacques), sénateur des Français établis hors de France (Délégué de la réunion administrative des NI)

## NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires culturelles.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (1<sup>er</sup> octobre 1981) (p. 1799).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980, modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 14 et 15 de ladite loi (1<sup>er</sup> octobre 1981) (p. 1805).

## DÉPÔTS

*Rapport fait*, au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 379 (80-81)] adopté par l'Assemblée nationale portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980, modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 14 et 15 de ladite loi [n° 394 (80-81)] (24 septembre 1981) - Enseignement supérieur et postbaccalauréat.

*Rapport fait*, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980, modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 14 et 15 de ladite loi [n° 2 (81-82)] (2 octobre 1981).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière économique, monétaire et financière, de l'accord de coopération monétaire et de la Convention relative aux conditions du concours militaire technique français, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale islamique des Comores** [n° 155 (80-81)] - (7 avril 1981) - Discussion générale (commune avec le projet n° 153) (p. 536).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la Convention relative au concours en personnel apporté par la République française au fonctionnement des services publics de la République fédérale islamique des Comores, ensemble quatre Annexes et deux protocoles signée à Paris le 10 novembre 1978** [n° 153 (80-81)] - (7 avril 1981) - Discussion générale (commune avec le projet n° 155) (p. 536) : convention relative au concours en personnel - Liens entre la France et les Comores - Compétence du ministère de la coopération ou du ministère des affaires étrangères - Fonctionnement de deux écoles françaises dans la Grande Comore et dans l'île d'Anjouan - Coopération culturelle.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération culturelle, scientifique et technique et d'un protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire révolutionnaire de Guinée** [n° 258 (80-81)] - (8 juillet 1981) - Discussion générale (p. 830) : satisfaction devant les

garanties accordées aux Français résidant en Guinée ; qualité des écoles mises à leur disposition.

- **Projet de loi portant amnistie** [n° 304 (80-81)] - (21 juillet 1981) - Art. 4 (p. 960, 961) : se félicite de l'amnistie des citoyens français double nationaux poursuivis pour non accomplissement de leurs obligations militaires en France - Proposition de loi et amendement adoptés par le Sénat le 29 mai 1980.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 310 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (24 juillet 1981) - Art. 6 (p. 1121) : se déclare favorable aux amendements identiques n° 37 de M. Jean-François Pintat et n° 76 de M. Bernard Legrand (suppression de cet article prévoyant l'abrogation de la vignette sur les motocyclettes de grosse cylindrée) - Importance des motos de marque étrangère - Art. 10 (p. 1141) : création de postes dans l'enseignement ; oubli des établissements d'enseignement français à l'étranger - Crédits de fonctionnement et oubli des établissements français de l'étranger - (p. 1142) : rappelle les termes de la lettre envoyée par M. François Mitterrand le 10 avril 1981 aux Français résidant à l'étranger ; gratuité de l'enseignement et protection sociale.

- **Projet de loi relatif au prix du livre** [n° 318 (80-81)] - (29 juillet 1981) - Art. 1 (p. 1220) : sur l'amendement n° 30 de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis, (prix effectif de vente au public et possibilité de modulation par rapport au prix fixé par l'éditeur ou l'importateur), son sous-amendement n° 53 : abaissement du niveau inférieur de la fourchette tolérée ; devenu sans objet - (p. 1222) : se déclare favorable à l'amendement n° 2 de M. Michel Miroudot (principe de l'unicité du prix sans aucune modulation possible) - Art. 2 (p. 1229) : se déclare favorable à l'amendement n° 21 de M. Jacques Carat, rapporteur (non application du système du prix unique aux établissements ou organismes culturels à l'étranger) - Etablissements français de l'étranger et approvisionnement en livres scolaires en France - Art. 3 (p. 1244) : se déclare favorable à l'amendement n° 7 de M. Paul Pillet (vente par courtage, abonnement ou correspondance et non application du prix unique du livre après un délai d'un an).

**Deuxième lecture** [n° 344 (80-81)] - (31 juillet 1981) - Art. 1 (p. 1307) : se déclare favorable à l'amendement n° 2 de M. Jacques Carat, rapporteur (suppression des dispositions de cet article concernant le service gratuit de commande à l'unité) - (p. 1308) : son amendement n° 20 : prix unique et rétablissement de la fourchette de variation de 10 % ; adopté - (p. 1310) : se déclare favorable à l'amendement n° 5 de M. Jacques Carat, rapporteur (suppression des dispositions de cet article concernant l'exclusion du système du prix unique des associations à but non lucratif) - Après l'art. 4 (p. 1312) : se déclare favorable à l'amendement n° 13 de M. Jacques Carat, rapporteur (publicité sans limitation de lieu pour les soldes et limitation pour la remise de 5 %) - **Deuxième délibération** - Après l'art. 5 (p. 1316) : se déclare défavorable à l'amendement n° 25 de Jack Lang, ministre (interdiction hors des lieux de vente de toute publicité de rabais sur les prix de vente au public) - Importance de la clientèle des grandes surfaces et impact de la publicité de rabais sur les livres ; situation différente des librairies spécialisées ou de province.

- **Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 14 et 15 de ladite loi** [n° 379 (80-81)] - (30 septembre 1981) - Rapporteur - Discussion générale (p. 1753, 1754) : rôle éminent de l'enseignement supérieur dans la Nation - Qualité de l'enseignement et vitalité de la recherche - Etude par le Sénat des projets et propositions de loi en 1975, 1979, 1980 - Absence d'unanimité sur l'abrogation de la loi Sauvage - Retour à la loi du 12 novembre 1968 : participation,

autonomie, pluridisciplinarité; limites et défauts de cette loi - Rééligibilité des présidents d'universités - Eligibilité de tous les étudiants étrangers - Position défavorable à la suppression du quorum étudiant - (p. 1755) : maintien du quorum à un taux de participation de 25 q pour les collèges d'étudiants, personnels enseignants et non enseignants - Composition des conseils d'université : retour à la situation de 1968; place des enseignants au sein des conseils d'université et d'UER - Loi du 21 juillet 1980 : octroi de 50 q des sièges aux professeurs - Souhaits de la commission des affaires culturelles : octroi de 35 à 45 % des sièges aux professeurs - Demande de maintien en fonction des présidents d'université et directeurs d'UER élus après l'instauration de la loi Sauvage jusqu'au terme normal de leur mandat - Bilan général de 1982 : refonte complète de la loi d'orientation de 1968 - Nécessité d'une éducation de très haut niveau - Avant l'art. 1 (p. 1767) : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 16 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Jean Sauvage (participation de droit des professeurs membres de l'institut et des académies nationales aux conseils de l'établissement public et de l'unité d'enseignement et de recherche) - Art. 1 : son amendement n° 1 : composition des conseils d'université et participation des personnes extérieures, détermination des programmes et des crédits de recherche, composition des collèges électoraux d'enseignants, de chercheurs et d'étudiants; adopté - Art. 2 (p. 1769) : son amendement n° 2 : interdiction des inscriptions électorales multiples, rétablissement du quorum prévu dans la loi de 1968 pour toutes les catégories d'électeurs dans le cadre des conseils d'université et d'UER; adopté - Son amendement rédactionnel n° 3; adopté - Son amendement de coordination n° 4; adopté - (p. 1770) : son amendement n° 5 : éligibilité des étudiants étrangers ressortissants de pays avec les quels existent des accords de réciprocité; adopté - Son amendement rédactionnel n° 6; adopté - Après l'art. 2 : son amendement n° 7 : rôle, durée du mandat et grade du président d'un établissement et du directeur d'une unité d'enseignement; adopté - (p. 1771) : sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 17 de M. Michel Miroudot (rééligibilité immédiate une fois du président d'un établissement) - Art. 3 : son amendement n° 8 de coordination; adopté - Art. 4 : son amendement n° 9 : adaptation des statuts des conseils d'université en fonction des dispositions de la présente loi; adopté - Son amendement rédactionnel n° 10; adopté - Art. 5 (p. 1772) : son amendement n° 11 : maintien en fonctions des présidents d'université élus avant et après le 1<sup>er</sup> juillet 1980; adopté - Son amendement de coordination n° 12; adopté - Art. 6 : Son amendement n° 13 : suppression de cet article sur l'application des dispositions statutaires aux conseils d'université et la possibilité de réélection de ceux-ci dans les trois mois après l'adoption du nouveau statut; adopté - Art. 6 bis (p. 1773) : son amendement n° 14 : suppression de l'énumération des catégories appelées à siéger en tant que personnalités extérieures au sein des conseils; adopté - Intitulé : son amendement n° 15 : de forme; « Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980, modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 portant modification des articles 13, 14 et 15 de ladite loi »; adopté.

*Deuxième lecture* [n° 406 (80-81)] - (1<sup>er</sup> octobre 1981) - Rapporteur - Discussion générale (p. 1800) : précipitation et conditions de travail étranges - Plusieurs députés défenseurs du texte sénatorial - Refus par l'Assemblée des innovations proposées par le Sénat en première lecture : proportion pour chaque catégorie des membres des conseils d'université; autonomie des universités; généralisation du quorum - Reprise par l'Assemblée nationale de son texte de première lecture sous réserve de quelques modifications et d'un amendement communiste qui prévoit l'autorisation d'utiliser les moyens audiovisuels sur les campus universitaires - Commission défavorable à cet amendement - Risque d'introduire une nouvelle agitation dans les universités - (p. 1801) : reprise intégrale du texte et des amendements déjà votés par le Sénat en première lecture - Art 1 : son amendement n° 1 : représentation de chaque

catégorie dans des proportions à l'intérieur d'une fourchette pour la composition des conseils d'université et d'unité d'enseignement et de recherche (UER); adopté - Art. 2 (p. 1802) : son amendement n° 2 : rétablissement du quorum prévu dans la loi de 1968 et généralisation à toutes les catégories d'électeurs pour les conseils d'université et les conseils d'UER; adopté - Son amendement rédactionnel n° 3; adopté - Son amendement n° 4 : éligibilité pour les seuls étudiants étrangers ressortissants de pays avec lesquels existent des accords de réciprocité; adopté - Art. 2 bis : son amendement n° 5 : rééligibilité immédiate des présidents; adopté - Art. 3 : son amendement n° 6 : suppression de l'article 3 pour coordination; adopté - Art. 4 (p. 1803) : son amendement n° 7 : fixation du programme d'application de la loi et rôle des conseils actuellement en fonction; adopté - Son amendement rédactionnel n° 8; adopté - Art. 5 : son amendement n° 9 : accomplissement de leur mandat jusqu'à expiration pour tous les présidents d'universités et directeurs d'UER régulièrement élus; adopté - Son amendement n° 10 : suppression du deuxième alinéa de cet article concernant les présidents maintenus en poste et ceux qui seraient exclus; adopté - Art. 6 : son amendement n° 11 : suppression de l'article 6 concernant le calendrier d'application déjà précisé à l'article 4; adopté - Art. 6 bis (p. 1804) : son amendement n° 12 : suppression de cet article concernant la détermination par décret des catégories de personnalités extérieures appelées à siéger dans les conseils d'université; adopté - Intitulé (p. 1804) : son amendement n° 13, de forme : « projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14, 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 13, 14 et 15 de ladite loi »; adopté.

*Nouvelle lecture* [n° 409 (80-81)] - (2 octobre 1981) - Rapporteur - Discussion générale (p. 1843) : désaccord au sein de la commission mixte paritaire et désaccord entre l'Assemblée nationale et le Sénat - Position du Sénat et approbation du monde universitaire - Avenir de l'enseignement supérieur français - Art. 1 : son amendement n° 1 : conseils d'universités et répartition des différentes catégories; prépondérance aux professeurs, maîtres de conférences et maîtres-assistants; adopté - Art. 2 (p. 1844) : son amendement n° 2 : modalités d'organisation de déroulement du scrutin des représentants aux conseils d'UER et d'universités; adopté - Son amendement n° 3 : suppression des dispositions de cet article concernant les modalités d'élection des représentants des étudiants; adopté - Son amendement n° 4 : élection des seuls étudiants étrangers dont les pays ont les accords de réciprocité avec la France; adopté - Art. 2 bis : son amendement n° 5 : rééligibilité immédiate du président; adopté - Art. 3 : son amendement n° 6 : suppression de cet article concernant l'abrogation des modifications apportées au statut des établissements publics à caractère scientifique et culturel et de leurs unités d'enseignement et de recherche; adopté - Art. 4 (p. 1845) : ses amendements n° 7 : adaptation des statuts des conseils d'universités à la présente loi avant le 1<sup>er</sup> janvier 1982; adopté, n° 8, rédactionnel; adopté - Art. 5 : ses amendements n° 9 : maintien en fonction des présidents et directeurs d'UER élus avant la date de promulgation de la présente loi; adopté, n° 10, de coordination; adopté - Art. 6 : son amendement de coordination n° 11; adopté - Art. 6 bis : son amendement n° 12 : suppression de cet article concernant la définition par décret des modalités de participation des personnalités extérieures aux conseils d'universités; adopté - Intitulé : son amendement n° 13 : de forme; « projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980, modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 13, 14 et 15 de ladite loi »; adopté.

- *Projet de loi de finances pour 1982* [n° 57 (81-82)]

*Discussion des articles de la première partie :*

(25 novembre 1981) - Art. 3 (p. 3103) : se déclare favorable à l'amendement n° 293 de M. Maurice Blin, rapporteur

général (1° exonération totale de l'impôt sur le patrimoine des immeubles classés monuments historiques ouverts au public ; 2° exonération à 50 % des mêmes immeubles dans le cas où seuls les parcs et jardins sont ouverts au public).

**Suite de la discussion** - (26 novembre 1981) - **Art. 2 (suite)** (p. 3170) : vote favorable sur cet article - Français de l'étranger et élimination de tout risque de double imposition.

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Après l'art. 13 bis** (p. 3210) : son amendement n° 403 : généralisation de l'abattement sur la part de chaque frère ou soeur pour la perception des droits de mutation par décès ; retiré - **Art. 22** (p. 3248) : son amendement n° 405 : taxe spéciale sur les véhicules de plus de 16 CV : atténuation du tarif, notamment pour les véhicules ayant plus de six ans d'âge ; adopté - Grosses cylindrées et situation familiale - Musées de voitures anciennes.

#### Deuxième partie :

**Services du Premier ministre - I - Services généraux - Information** - (30 novembre 1981) - (p. 3342) : prix de vente des journaux français à l'étranger et Fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3343) : sur l'amendement n° 481 de Mme Brigitte Gros, rapporteur pour avis (réduction de moitié des crédits du titre IV : dotation destinée au Fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger), problème du coût des transports aériens.

**Relations extérieures** - (3 décembre 1981) - (p. 3573) : action de la Direction générale des relations culturelles - Diversité et cohérence du réseau des établissements d'enseignement français à l'étranger - Effectifs scolarisés dans ces établissements - Coût de la scolarité pour les familles - (p. 3574) : dispersion des crédits entre trois ministères et création éventuelle d'un organisme centralisateur - Crédits du Fonds d'aide et de coopération (FAC) - Crédits d'investissements scolaires - Action de l'Association nationale des écoles françaises de l'étranger (ANEFE) ; possibilité d'emprunts ; exemple de l'école d'Athènes - Création de postes d'enseignants et situation des personnels recrutés localement - Crédits de bourses inscrits au budget de l'éducation nationale ; engagement pris par le Président de la République quant à la scolarisation des enfants français à l'étranger - Budget d'attente et perspectives ouvertes - Votera ce budget.

**Education nationale** - (5 décembre 1981) - (p. 3674) : actions extérieures du ministère de l'éducation nationale - Conditions de scolarisation analogues pour les enfants de Français de l'étranger et ceux de la métropole - Problème de la gratuité de l'enseignement - Centenaire de la gratuité scolaire établie par Jules Ferry - Crédit de 260 millions nécessaire pour rendre effective la gratuité de la scolarisation des enfants des Français de l'étranger - Faible accroissement des crédits de bourse pour les enfants de Français à l'étranger - (p. 3675) : faiblesse de la subvention en faveur des écoles françaises de l'étranger - Satisfaction concernant les stages en faveur des professeurs et instituteurs venus de l'extérieur - Faiblesse des crédits pour les inspections - Faiblesse des crédits attribués à la direction des affaires internationales (DAI) en comparaison de l'importance numérique des Français de l'étranger (plus d'un million) - Disproportion du nombre des bourses attribuées aux jeunes Français de l'étranger par rapport aux jeunes métropolitains - Financement de l'enseignement français à l'étranger par trois ministères : affaires étrangères, éducation nationale et coopération - Nécessité d'un effort financier plus important du ministère de l'éducation nationale - Existence d'une commission interministérielle pour la scolarisation des enfants français à l'étranger créée en 1980 - Souhait que cette commission parvienne à une solution concernant la gratuité de l'enseignement pour les Français de l'étranger - Réalisation de promesses précises repoussée à plus d'une année en raison de la faiblesse de ce budget en ce qui concerne les Français de l'étranger - (p. 3688) : remarques concernant les décrets d'application

des 12 et 30 novembre de la loi du 9 novembre 1981 portant abrogation de la loi Sauvage - Fin des fonctions des présidents d'université élus avant le 21 juillet 1980 - Craintes concernant l'application de ces textes dans les universités, sur la composition et le fonctionnement des conseils d'université et d'unités d'enseignement et de recherche (UER) - Problème des 110.000 étudiants étrangers ; importance pour notre culture et pour le rayonnement du pays et risque d'une filière de substitution pour des milliers de jeunes étrangers - Modification du décret du 31 décembre 1979 et rôle de sélection confié aux universités - Comparaison entre doctorat d'université et doctorat de 3<sup>e</sup> cycle - (p. 3689) : fusion de la direction des relations universitaires internationales (DRUI) avec la direction des affaires internationales de l'ancien ministère de l'éducation - Mesures transitoires et attente d'une organisation en une seule grande direction - Nécessité pour l'enseignement supérieur français d'assurer sa place dans le monde.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés [n° 91 (81-82)]** - (19 décembre 1981) - **Art. 10** (p. 4421) : indemnisation des meubles meublants et absence de référence à la date du 1<sup>er</sup> juin 1970 - Limitation de l'indemnisation pour les revenus inférieurs au SMIC et maintien de la condition de nationalité - Suppression de la date de référence du 1<sup>er</sup> juin 1970 et indemnisation des rapatriés du Vanuatu, ou d'autres pays d'Afrique ou d'Amérique centrale - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4427) : notions d'indemnisation et vote de la loi de 1961 ; dépôt d'un amendement par le sénateur Henri Longchambon - Vote de la loi de nationalisation par le Sénat - Opposition à la notion de limitation de l'indemnisation aux rapatriés percevant un salaire inférieur au SMIC - Indemnisation et solidarité nationale ; rôle du Sénat.

**HAMMANN (Jean-Paul)**, sénateur du Bas-Rhin (RPR) - **Démissionnaire le 28 juillet 1981** (28 juillet 1981) (p. 1166)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

**HAUTECLOCQUE (Baudouin de)**, sénateur du Pas-de-Calais (UREI)

**Décédé le 9 octobre 1981** (13 octobre 1981) (p. 1941) - **Eloge funèbre** (10 novembre 1981) (p. 2552).

#### NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des lois.

**HENRY (André)**, *ministre du temps libre* (nommé le 22 mai 1981 dans le gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 23 mai 1981, p. 1630].

Nommé de nouveau *ministre du temps libre* le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy [JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1787]

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Temps libre** - (6 décembre 1981) - (p. 3708) : création du ministère et projet social novateur - Droit aux loisirs, fondement de la « nouvelle citoyenneté » - Temps libre et maîtrise du temps - Valorisation de l'initiative individuelle et collective étouffée par la centralisation - Promotion du temps libre en harmonie avec les rythmes fondamentaux de l'existence; exemple de la retraite - Education au temps libre - Amélioration de l'insertion sociale et économique de la jeunesse - Développement de l'éducation populaire - Encouragement à la pratique sportive - Développement d'une politique sociale des loisirs et décentralisation de l'initiative - Renforcement de l'activité touristique - Rupture avec le budget du ministère de la jeunesse et des sports et des loisirs - Démocratisation du loisir et renouveau de la vie associative - Budget de transition et modification des structures ministérielles - (p. 3709) : création de la direction du loisir social, de l'éducation populaire et des activités de pleine nature - Sections budgétaires : section commune, section loisir social, éducation populaire et activités de pleine nature, section jeunesse et sports et section tourisme; crédit accordé à ces sections - Progression des aides aux associations et création d'emplois - Section commune et fonction administrative du temps libre; doublement du montant des autorisations de programmes et relogement des directions régionales ou départementales - Augmentation des crédits relatifs aux établissements; exemple des centres régionaux d'éducation physique et sportive et d'éducation populaire (CREPS) - Création d'emplois administratifs - Personnels du ministère du temps libre; non titulaires; inventaire et remise en ordre des statuts du personnel - Crédit à la nouvelle section du loisir social, de l'éducation populaire et des activités de pleine nature; création directe d'emplois et aide directe aux associations, notamment de tourisme social - Mise en oeuvre de mesures et d'actions; réaménagement du temps; projet de loi sur la vie associative; métiers de l'animation; inventaire de l'équipement de loisir social; campagne « retrouver la France » et attribution d'un « chèque-vacances » - (p. 3710) : développement des échanges internationaux sur le thème de l'éducation populaire pour les jeunes et les personnes du 3<sup>e</sup> âge; lutte contre le racisme - Elargissement du champ des libertés et des droits des citoyens - Qualité de la vie - Justice sociale - (p. 3736) : convention entre Voyages-conseil et les caisses de crédit agricole; demande d'annulation de la convention par le Syndicat national des agents de voyage (SNAV) - Annulation par le tribunal administratif de Paris de la convention passée entre Voyages-conseil et la Caisse régionale du crédit agricole mutuel de l'île de France; application de l'article 615 du code rural - Exécution de cette décision par le ministre; absence d'effet suspensif de l'appel - Audition par le ministre des délégués des syndicats de Voyages-conseil - (p. 3742) : premiers mois de l'action ministérielle et maîtrise des dossiers pour définir les grands axes de la politique du temps libre; préparation d'un plan de deux ans, d'un budget et d'un collectif - Définition des priorités et concertation - Mise en oeuvre des réformes proposés au printemps 1982; cas du chèque-vacances - Caractère polyvalent de la répartition des crédits d'équipement; effort de présentation et création d'une ligne commune pour les actions polyvalentes - - Création de postes au Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP); objet de la rémunération du demi-poste FONJEP - Rattachement de l'éducation physique au ministère de l'éducation nationale; problème des crédits de fonctionnement des directions départementales et régionales du ministère - Importance de la nouvelle direction du loisir social, de l'éducation populaire et des activités de pleine nature - Avenir et fonctionnement du Fonds national de développement du sport (FNDS) - (p. 3743) : rénovation de la procédure des unités touristiques nouvelles (UTN) - Politique de la montagne; département de l'Ariège; loisir social et montagne - Développement des équipements polyvalents à usage permanent; villages-vacances et villages d'accueil - Aide aux municipalités équipant les stations de montagnes de basse et moyenne altitude - Développement du tourisme à la montagne;

importance économique, respect des entités - Aide exceptionnelle aux joueurs d'échecs et concertation avec la Confédération des loisirs de l'esprit; expériences menées par le ministère de l'éducation nationale - Création du chèque-vacances et rapport Blanc de 1974 - Instauration volontaire par les entreprises du système du chèque-vacances et aide aux petites entreprises; maintien du « bon vacances » - Réduction des inégalités et achat des chèques-vacances à un coût inférieur à la valeur nominale - Chèques-vacances et allègement des charges sociales des entreprises - Coût financier pour la sécurité sociale; système de double plafond sur les bénéficiaires et la quantité - Chèques-vacances et acte d'investissement social; réinvestissement dans l'équipement de tourisme ou le loisir social - Négociabilité absolue du chèque-vacances; exemple du chèque de voyages - Impact économique de ce chèque - Etalement des vacances et bonification du montant du chèque-vacances - (p. 3744) : loi sur la promotion de la vie associative; nécessité d'une concertation approfondie; objectifs du projet: reconnaissance de l'utilité sociale, garanties financières, accès aux médias, statut de l'élu social et exonération fiscale - Préparation de nouvelles conventions-programmes et subventions aux associations; concertation avec le Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CNAJEP) - Etude sur les métiers de l'animation et la profession d'animateur; préparation d'un statut; choix entre la retraite et le reclassement social - Etalement des vacances; concertation notamment avec la Confédération française des industries du tourisme (COFIT) - Entreprises françaises et absurdité de la fermeture annuelle - Réservation par le ministère de l'éducation nationale de deux mois entiers de vacances d'été - Etalement des vacances et voies conventionnelles; inanité d'une réglementation - Campagne « découverte de la France »; mise en valeur des régions; élimination des déserts touristiques; réorganisation de France Information loisirs - Problème des tarifs aériens et du billet de congés payés; groupes de travail avec Air-France, notamment sur les territoires et départements d'outre-mer - Aviation légère - Automobilistes et itinéraires verts - (p. 3745) : gastronomie et éducation populaire - Bison futé et loisir social ou tourisme associatif - Développement du camping-caravaning - Inégalité devant l'aspiration au loisir - Vocation sociale du ministère - Répartition harmonieuse entre travail et loisirs - - Efforts en faveur des exclus du mieux-vivre; cas du chèque-vacances - Elargissement de la notion de sports d'hiver à celle de loisirs de neige - Aide aux stations de basse et moyenne altitude - Développement des bases de plein air et de loisirs - Création du Haut comité pour le loisir social, l'éducation populaire et les activités de pleine nature - Création du ministère du temps libre et fin d'une structure gouvernementale inconsistante; attributions du tourisme professionnel et commercial au secrétariat d'Etat au tourisme - Complémentarité du tourisme professionnel et associatif - (p. 3746) : intérêt des professionnels du tourisme et élargissement de la « saison » - Loisirs et choix individuels - Démocratisation du loisir et exercice de la liberté individuelle - Politique sociale du tourisme - Examen des crédits - *Etat B* (p. 3748) : prélèvement sur le loto et le PMU et financement du FNDS; jeux de hasards et philosophie de la société capitaliste - Ministère du temps libre et ministère du mieux-vivre - Réhabilitation de l'éducation populaire; civisme et apprentissage de la responsabilité - Temps libre et démocratisation des loisirs - Importance des valeurs républicaines de justice, d'égalité, de fraternité et de liberté - Respect du pluralisme associatif.

HENRY (Marcel), sénateur de Mayotte (UCDP)

#### NOMINATIONS

- - Membre de la commission des affaires étrangères.



## DÉPÔTS

*Rapport fait, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 153 (80-81)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la Convention relative au concours en personnel apporté par la République française au fonctionnement des services publics de la République fédérale islamique des Comores, ensemble quatre Annexes et deux Protocoles, signée à Paris le 10 novembre 1978 [n° 272 (80-81)] (7 avril 1981) - Traités et conventions.*

*Rapport fait, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 155 (80-81)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'Accord de coopération en matière économique, monétaire et financière, de l'Accord de coopération monétaire et de la Convention relative aux conditions du concours militaire technique français, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale islamique des Comores [n° 273 (80-81)] (7 avril 1981) - Traités et conventions.*

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière économique, monétaire et financière, de l'accord de coopération monétaire et de la Convention relative aux conditions du concours militaire technique français, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale islamique des Comores [n° 155 (80-81)] - (7 avril 1981) - Rapporteur - Discussion générale (commune avec le projet n° 153) (p. 534) : situation politique et économique de la République des Comores - Accord de type classique - Aide au fonctionnement des services publics et des organismes parapublics - Intervention du fonds d'aide et de coopération - Accord de coopération monétaire ; statut de la Banque centrale des Comores - Convention de coopération militaire et accord de défense - (p. 535) : contentieux entre la France et les Comores, relatif à Mayotte - Desserte aérienne entre les Comores et Mayotte - Au nom de la commission, demande l'adoption du projet.**

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la Convention relative au concours en personnel apporté par la République française au fonctionnement des services publics de la République fédérale islamique des Comores, ensemble quatre Annexes et deux protocoles signée à Paris le 10 novembre 1978 [n° 153 (80-81)] - (7 avril 1981) - Rapporteur Discussion générale (commune avec le projet n° 155) (p. 535) : dispositions de la convention relative au concours en personnel : accord de type classique - Assistants techniques - Durée de la convention - Nombre actuel des coopérants - Problème d'équité : harmonisation nécessaire de la rémunération entre les fonctionnaires français affectés à Mayotte et ceux envoyés en coopération aux Comores - Demande également l'adoption du second projet.**

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion - (3 novembre 1981) - Discussion générale (p. 2391) : projet de loi et absence de référence à la collectivité territoriale de Mayotte - Rappelle l'historique de la création de cette collectivité territoriale par la loi du 24 décembre 1976 - Ordonnances de 1977 et application de la loi ; conseil général et commune de Mayotte - (p. 2392) : application du droit commun des départements et des communes - Particularités du statut : absence d'institutions régionales, mention expresse pour l'application des lois métropolitaines et caractère évolutif du statut prorogé en 1979 pour 5 ans - Besoins de décentralisation de la collectivité territoriale de Mayotte au même titre que les départements d'outre-mer - Maintien du préfet à Mayotte - Particularisme mahorais et nécessité d'une décentralisation rapide et vigoureuse.**

**Suite de la discussion - (12 novembre 1981) - Titre I (suite) - Après l'art. 13 bis (p. 2597) : son amendement n° I-401, déposé avec M. Daniel Millaud : application des dispositions du présent titre aux communes de la collectivité territoriale de Mayotte ; compétence de la chambre régionale des comptes de la Réunion ; adopté.**

**Suite de la discussion - (16 novembre 1981) - Titre II (suite) - Avant l'art. 44 (p. 2700) : son amendement n° II-269, soutenu par M. Daniel Millaud : application des dispositions de ce titre à la collectivité territoriale de Mayotte ; extension de la compétence de la chambre régionale des comptes de la Réunion à la collectivité territoriale de Mayotte ; adopté.**

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Départements et territoires d'outre-mer - (9 décembre 1981) - (p. 3932) : problème du financement du développement de Mayotte - (p. 3933) : préoccupation majeure des Mahorais : leur avenir dans la France - Mayotte devenue française en 1841 et restée française en 1975 par la volonté de ses habitants - Choix de rester française pour vivre libre - Abolition de l'esclavage dès 1845 à Mayotte - Confiance dans le Gouvernement et dans le Parlement de la France et respect des dispositions de la Constitution - Affirmation de la légitimité de la position mahoraise et travail commun au développement économique et social de Mayotte.**

**HEON (Gustave), sénateur de l'Eure (GD)**

**Décédé le 29 septembre 1981 (29 septembre 1981) (p. 1700) - Eloge funèbre (27 octobre 1981) (p. 2178).**

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

**HERMENT (Rémi), sénateur de la Meuse (UCDP)**

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à instituer une incitation fiscale en faveur de l'investissement productif des entreprises agricoles [n° 214 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980, JO Débats 2 avril 1981) - Agriculture.*

## QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

**n° 29 (JO Débats 20 juin 1981) (p. 756) à Mme le ministre de la solidarité nationale : pensions de réversion (taux de certaines pensions de réversion).**

*Questions orales avec débat :*

**n° 480 (2 avril 1981) (p. 419) à M. le ministre de l'agriculture : aménagement du territoire (bilan des mesures**

prises par le fonds interministériel de développement et d'aménagement rural) - Caducité le 21 mai 1981 (2 juillet 1981) (p. 778).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 310 (80-81)]**

Suite de la discussion - (23 juillet 1981) - Art. 1 *ter* (p. 1085) : son amendement n° 8 : maintien des avantages fiscaux pour les donations-partages d'immeubles agricoles en cas d'apport à un groupement foncier agricole (GFA) ; retiré au profit de l'amendement n° 91 de M. Maurice Blin, rapporteur général.

- **Projet de loi portant abolition de la peine de mort [n° 385 (80-81)]**

Suite de la discussion - (29 septembre 1981) - Discussion générale (p. 1720) : choix idéologique ou option politique - (p. 1721) : absence de caractère prioritaire du projet en examen - Désaccord avec l'opinion publique - Comparaison entre le nombre des condamnés à mort exécutés et celui de leurs victimes - Exemples cités par M. Marcel Bigéard à l'Assemblée Nationale - Risque de voir les parents des victimes s'ériger en justiciers - Caractère dissuasif de la peine de mort - Dispositions du projet : absence de peine de substitution - Votera contre le projet.

- **Questions orales avec débat jointes : politique énergétique** - (2 octobre 1981) - (p. 1831) : énergies nouvelles liées à l'agriculture, à la forêt et à la biomasse - Récession démographique et crise économique et sociale - Développement des productions végétales et céréalières - Amélioration de la productivité agricole - Réimplantation de la betterave sucrière et industrielle dans le nord-meusien - Nécessité d'obtenir un contingent d'alcool de betterave pour la saison 1982.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

Suite de la discussion - (3 novembre 1981) - Discussion générale (p. 2379) : rappelle le débat au Sénat sur le projet portant développement des responsabilités des collectivités locales ; absence de concertation sur le projet actuel - Opposition des élus locaux à la compétence de la Cour de discipline budgétaire, à l'élection au suffrage universel du conseil régional - Qualité de la tutelle financière préfectorale et hostilité à la tutelle de la chambre régionale des comptes - Renforcement nécessaire des pouvoirs économiques régionaux - Déconcentration et décentralisation - Système actuel de déconcentration et progression vers la décentralisation ; évolution de la tutelle depuis 1950 ; rôle « carrefour » du préfet : médiateur, conseil et administrateur - Projet et potentialité de conflits entre l'Etat et les élus - Remplacement de la tutelle par un contrôle juridictionnel : tribunaux administratifs, chambre régionale des comptes et Cour de discipline budgétaire - Répartition des services entre l'Etat et les départements - Inquiétude des fonctionnaires locaux et rôle du président du conseil général - (p. 2380) : problème des moyens mis à la disposition du président du conseil général - Déconcentration des services ministériels - Répartition des services entre l'Etat et les collectivités locales et nécessité de conventions particulières - Risques de désaffectation à l'égard du corps préfectoral - Qualité du corps préfectoral.

Suite de la discussion - (12 novembre 1981) - Titre II - Art. 16 (p. 2603) : son amendement n° II-224, soutenu par M. Paul Pillet : exercice des compétences du conseil général et coordination avec celles des autres personnes morales ou collectivités territoriales ; retiré - Art. 21 (p. 2618) : son amendement n° II-242, soutenu par M. Paul Pillet : rôle du commissaire de la République comme représentant du Gouvernement ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Postes et télécommunications** - (4 décembre 1981) - (p. 3640) : politique d'aménagement et d'équipement du territoire - Projet d'installation d'un centre régional de « tri paquets » à Bar-le-Duc ou à Nancy - Téléphone : isolement et désertification des campagnes ; longs délais d'installation du téléphone - (p. 3641) : manque de moyens - Télématique - Attente d'une réponse du ministre et vote favorable sur le budget.

**Education nationale** - (5 décembre 1981) - (p. 3687) : transfert du Centre national de la recherche scientifique au ministère de la recherche et de la technologie - (p. 3688) : des bibliothèques au ministère de la culture et rattachement de l'éducation physique et sportive à l'éducation nationale - Progression du budget de l'éducation nationale inférieure à la moyenne du budget de l'Etat - Budget en régression et pratique d'une politique de saupoudrage - Importance du nombre de créations d'emplois - Absence d'informations sur la répartition des créations d'emplois - Problème des carrières de l'enseignement supérieur au centre de la crise universitaire - Fusion des maîtres de conférence et des professeurs d'université entre 1977 et 1981 - Nécessité de la définition d'une politique de recrutement et d'intégration des personnels universitaires - Risque de cloisonnement entre la recherche universitaire et l'effort national de recherche - Insuffisance de l'aide sociale dans le budget des enseignements supérieurs - Budget orienté vers l'accroissement des moyens, notamment en personnels et insuffisant quant aux actions nouvelles à entreprendre pour assurer les besoins des élèves - Nécessité d'une concertation en vue de la réforme de la loi d'orientation de 1968.

**Agriculture** - (7 décembre 1981) - (p. 3804) : diminution des revenus agricoles - Expérimentation dans le département de la Meuse de culture de betteraves industrielles : souhait d'un contingent d'alcool éthanol - Problème de l'enseignement agricole : stagnation des subventions de fonctionnement à l'enseignement privé ; crédits de bourses et de transports scolaires - Insuffisance des crédits d'investissements collectifs en agriculture : remembrement ; travaux hydrauliques - Prêts à l'agriculture : volume des prêts consentis et délai d'attente - (p. 3805) : prêts bonifiés, prêts spéciaux d'élevage et de modernisation - Production laitière du département de la Meuse : effondrement du revenu des producteurs de lait ; augmentation des charges - Exportations de produits laitiers et incidence sur le solde du commerce extérieur de la France - Montants compensatoires monétaires - Importations par la Grande-Bretagne de beurre de la Nouvelle-Zélande : importations de matières grasses végétales par la CEE - Préférence communautaire - Augmentation des cotisations des agriculteurs au budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) - Problème foncier - Filière bois - Projet de construction de l'abattoir de Stenay, dans le département de la Meuse - Prochaine réunion de la conférence annuelle - Aide à l'agriculture et discrimination entre les agriculteurs - Maintien du pouvoir d'achat et détaxation nécessaire de certains produits : carburants ; prix des consommations intermédiaires - Absence de soutien du groupe UCDP à ce budget - Examen des crédits - *Etat B* (p. 3837) : vote du groupe UCDP contre le titre III : augmentation des dépenses d'administration et de contrôle, évolution vers la bureaucratisation de la société française - Inquiétude relative à l'avenir de l'enseignement privé - Subventions aux offices et politique de prix diversifiés - Difficultés des jeunes agriculteurs ; taux d'intérêt des prêts - Aménagement et électrification rurale - Remise en cause de la place des agriculteurs dans la nation - Vote négatif sur chacun des titres de ce budget.

**Articles non rattachés à l'examen des crédits** - (12 décembre 1981) - Art. 66 (p. 4147) : son amendement n° 532, soutenu par M. Adolphe Chauvin : extension aux entreprises agricoles des dispositions de la déduction pour investissement ; adopté.

**HERNU (Charles), ministre de la défense** (nommé le 22 mai 1981 dans le gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 23 mai 1981, p. 1630].

Nommé de nouveau *ministre de la défense* le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy [JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1786]

## RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 74 de M. Jean-François Pintat : **défense nationale** (rayon d'action de la force d'intervention française) (16 octobre 1981) (p. 2035, 2036).

## INTERVENTIONS

### - Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]

#### Deuxième partie :

**Défense** - (4 décembre 1981) - (p. 3598) : politique de défense de la nation : développement de l'outil de défense ; indépendance de la force de dissuasion nucléaire ; fidélité aux alliances - Héritage du général de Gaulle et loi de programmation militaire de 1976 à 1982 ; lacunes au niveau de l'équipement des forces classiques - Report du terme de la loi de programmation à 1983 - Loi de planification militaire de 1984 à 1988 et harmonisation de la planification militaire et de la planification générale - Objectifs des programmes d'armement : entraînement ; rénovation des casernements ; fonctionnement des unités - Augmentation du projet de budget - Fin des programmes majeurs d'armement et progression limitée des autorisations de programme - Priorité aux forces nucléaires - (p. 3599) : force océanique stratégique et dissuasion nucléaire française ; construction du sixième sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE) - Composante terrestre stratégique du plateau d'Albion et dotation de fusées S 3 - Mise en service avant 1994 du septième SNLE ; missiles sol-sol balistiques mobiles ; Hadès ; réseau de transmissions - Forces classiques et modernisation des matériels d'armement ; blindés ; armement anti-aérien de l'armée de terre ; fusil d'assaut - Commande de Mirage 2000 par l'armée de l'air - Marine : commandes de bâtiments ; corvette anti-aérienne ; indépendance nationale et position de la France en Europe occidentale - Compétence des personnels civils et militaires - Personnels civils : bataille pour l'emploi ; situation de l'emploi au ministère de la défense ; industrie d'armement et emploi ; création directe d'emplois et statut d'ouvrier d'Etat ; intégration des ouvriers en régie indirecte (ORI) dans les personnels ouvriers ; réduction de la durée de travail dans les arsenaux - (p. 3600) : ventes d'armes à l'étranger et information du Parlement ; inapplication de la loi du 30 juin 1952 - Contingent : avantages pour les soldats servant en Allemagne fédérale ; augmentation et hiérarchisation du prêt du soldat - Prime de service en campagne pour les appelés ; diversification du contenu du service national - Gendarmerie nationale : amélioration des conditions de travail ; création d'emplois ; femmes gendarmes ; logements des gendarmes ; problème de l'indemnité de sujétion de police et intégration dans la base de calcul des pensions de retraite ; parités entre fonctionnaires de police et gendarmes - Autonomie de décision et maintien de la paix - (p. 3612) : nombre de SNLE en patrouille permanente et non prévision d'un huitième SNLE - (p. 3616) : hommage rendu à la mémoire de Joël Le Theule, ancien ministre de la défense - (p. 3622) : priorité aux forces nucléaires stratégiques - Achèvement des programmes d'armement nucléaire tactique et mesures de pause avant de nouvelles actions - Equipement des forces classiques : programme Mirage 4000 ; coopération européenne et construction du futur avion de combat tactique - Etat d'esprit favorable de l'armée - Situation de la gendarmerie - Conditions de vie des appelés et constitution de commissions régionales sur le problème d'affectation des soldats - Politique de décentralisation - (p. 3623) : réforme

du contenu du service national : valorisation du service actif : volontariat - Assistance militaire technique : formation de stagiaires étrangers ; qualité de l'enseignement militaire français ; influence de la France à l'étranger et compétence des personnels en poste à l'étranger : transfert de l'école de santé militaire de Bordeaux à Lyon Bron - (p. 3624) : réforme de la sécurité militaire : « protection, sécurité, défense » des personnels et des installations du ministère de la défense ; existence d'un fichier militaire - Absence de décision de fabrication de la bombe à neutrons - Suppression des tribunaux militaires des forces armées et réforme d'ensemble de la justice militaire : compétence des juridictions civiles spécialisées - Discussions américano-soviétiques relatives aux armes nucléaires - Soutien de la France à l'effort entrepris par les pays de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) - Installation en Europe de fusées *Pershing II* et SS 20 - Indépendance de la défense française et caractère spécifique des forces nucléaires stratégiques - (p. 3625) : adaptation des unités de combat en atmosphère contaminée par des moyens chimiques ou biologiques : poursuite de l'équipement et recherche ; protocole de Genève de 1925 - Etude sur la création d'un régiment de défense nucléaire, bactériologique, chimique (NBC) dans chaque corps d'armée - Parité entre policiers et gendarmes : indemnités de sujétion spéciale ; déroulement des carrières indiciaires ; taux de reversion de la pension des veuves de gendarmes tués en service - Commande de matériel aérien : programme *Mirage 2000* ; arsenaux et contrats de solidarité ; porte-avions à propulsion nucléaire - (p. 3626) : dissuasion nucléaire et rôle des SNLE - Forces d'assistance rapide et assistance des pays alliés - Règles de cumul et insertion dans les activités civiles des anciens militaires de 35 à 40 ans ; ponction sur les revenus à partir de 60 ans - Association nation-armée - Défense et économie - Industrie de l'armement et nationalisation - Indexation du prêt des appelés et trop grande importance des dépenses impliquées - Entraînement des unités : camps de manoeuvre ; munitions d'instructions à portée réduite ; exercices en terrain libre - Paix et refus d'un désarmement unilatéral - (p. 3627) : armée nouvelle et missions de la France ; formation ; responsabilisation des citoyens et emploi - **Examen des crédits** - Art. 44 (p. 3627) : notion de résidence principale et accession à la propriété des militaires et des gendarmes - Au sujet de la réduction indicative des crédits relatifs à l'intégration de l'indemnité de sujétion dans les bases de calcul des pensions d'officiers et de sous-officiers de gendarmerie, demande le retrait des amendements n° 518 et n° 519 de M. Yvon Bourges - (p. 3628) : compréhension du Sénat envers la politique gouvernementale en matière de défense.

**HERVE (Edmond), ministre de la santé** (nommé le 22 mai 1981 dans le gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 23 mai 1981, p. 1630].

Puis *ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie* (nommé le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1786]

## RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 2 de M. Philippe Machefer : **emploi** (Yvelines : dégradation de l'emploi) (23 octobre 1981) (p. 2140).

n° 65 de M. Raymond Dumont : **industrie** (dégradation de l'activité industrielle dans le Boulonnais) (23 octobre 1981) (p. 2141).

n° 68 de M. Jean Cauchon : **électricité** (situation des régies autonomes de distribution d'électricité) (23 octobre 1981) (p. 2143).

n° 71 de M. Pierre Vallon : **entreprises** (allègement des procédures administratives applicables aux entreprises) (23 octobre 1981) (p. 2145).

n° 37 de M. François Dubanchet : énergie (dépendance énergétique de la France) (23 octobre 1981) (p. 2145).

n° 99 de M. Paul Girod : entreprises (petites et moyennes) (bilan de l'aide financière aux petites entreprises (23 octobre 1981) (p. 2147).

## INTERVENTIONS

- **Questions orales avec débat jointes : politique énergétique** - (2 octobre 1981) - (p. 1832, 1833) : maîtrise de l'énergie et consultation du Parlement et des régions - Plan d'indépendance énergétique de la France - Débat au Parlement et suspension provisoire de certaines décisions ; exemple de la centrale de Chooz - Centrale de Nogent-sur-Seine et risques encourus par la nappe phréatique ; commission locale d'information - Gel de Cattenom et Golfech - Rapports Hugon et Bourjol ; bilan énergétique et aspect institutionnel - Importance de la concertation - Mission d'information parlementaire - Conditions d'élaboration du plan Giraud - Absence de publication du rapport Bloch-Lainé - Plan énergétique et intervention du Sénat - Elaboration d'un plan énergétique régional et décentralisation - Indépendance de la France en matière énergétique, et pour les matières premières minérales de la filière énergétique - (p. 1834) : diversification des approvisionnements pour leur nature, leur origine géographique et les filières en cause - Montant de la facture énergétique et objectif d'indépendance pour 1990 - Importations pétrolières et importance de la part du Moyen-Orient, et de l'Arabie-Saoudite en particulier - Loi de 1928 et diversification de nos approvisionnements - Maintien de la collaboration des groupes pétroliers français et des compagnies internationales - Groupes pétroliers publics et négociations avec le Mexique, le Vénézuéla et la Norvège - Raffinage et nocivité de la loi du marché - Augmentation du prix de base du pétrole et stabilité de la taxe intérieure des produits pétroliers - Plan énergétique et croissance économique ; importance des investissements énergétiques - Programme énergétique et diversification de notre industrie ; cas de Creusot Loire et de la Compagnie générale d'électricité (CGE) - Accélération du programme d'économies d'énergie et croissance économique - Lien entre énergie et développement - Nouveau partage mondial d'énergies - (p. 1835) : énergies nouvelles et renouvelables et transfert de technologies vers les pays en voie de développement - Décentralisation et énergie - Maîtrise des dépenses énergétiques dans le logement - Utilisation rationnelle de l'énergie et effets industriels induits - Agences régionales de l'énergie et élaboration d'un plan énergétique régional - Evaluation des besoins et hypothèse de croissance de 5 q - Evaluation de la demande ; prise en compte du gisement « économies d'énergie » - Rôle de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) - Compte épargne énergie - Investissements d'économies d'énergie - Subventions de l'agence pour les économies d'énergie et bâtiments publics - Agriculture et transports en commun ; impossibilité technique d'évaluation des économies d'énergie - Consommation énergétique et évaluation de la part de chaque filière - Importance du charbon et de la production nationale - (p. 1836) : reconstitution du potentiel de production et de recherche du charbon - Gazéification - Subventions aux charbonnages de France et conclusion d'un contrat de programme - Renforcement des structures commerciales charbonnières ; Australie et Canada - Maintien de la progression des prix du pétrole ; solidarité internationale - Gaz et négociations avec l'Algérie, l'Union soviétique et la Norvège - Décentralisation et énergies nouvelles et renouvelables ; énergie solaire et géothermique - Biomasse - Utilisation des déchets urbains - Augmentation des crédits de recherche des énergies nouvelles et renouvelables et part dans le bilan énergétique - Réconciliation des Français avec le nucléaire ; concertation - Conférence nationale des présidents de commissions locales d'information - Problème de la communication du rapport de sûreté - Cas de la commission locale d'information de Nogent - EDF et responsables chargés de

la sûreté - Projets de loi sur l'indépendance énergétique de la France - (p. 1837) : création d'un office d'évaluation des choix technologiques et de la délégation permanente parlementaire intéressant l'énergie - Projet de construction pour 1990 de 6 tranches de centrales nucléaires - Production électrique et évaluation à 435 térawatts - heure pour 1990 - Retraitement et usine de La Hague ; sécurité, capacité et respect des contrats conclus avec l'étranger - Complémentarité du charbon et du nucléaire - Conférence de Nairobi sur les énergies nouvelles et renouvelables et réputation internationale de la France.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

Suite de la discussion - (13 novembre 1981) - Titre II (suite) - Art. 26 (p. 2661) : demande le rejet de l'amendement n° II-166 de M. Bernard Legrand, soutenu par M. André Morice (prise de décisions à la majorité absolue des présents) - Art. 27 (p. 2662) : s'oppose à l'amendement n° II-252 de M. Alfred Gérin, soutenu par M. Adolphe Chauvin (représentation de la majorité absolue des membres en exercice par des mandataires d'un membre du conseil général) - S'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° II-167 de M. Bernard Legrand, soutenu par M. André Morice (réunion de plein droit du conseil général trois jours après sa convocation) - Demande le rejet des amendements n° II-329 de M. Bernard Legrand, soutenu par M. André Morice (caractère non public des séances et décisions du conseil général à la majorité absolue) et n° II-253 de M. Pierre Schiélé, soutenu par M. Louis Virapoullé (mise à la disposition du public de relevés des décisions du conseil général) - Accepte l'amendement n° II-168 de M. Paul Girod, soutenu par M. André Morice (demande de scrutin public par le sixième des membres présents et prépondérance de la voix du président ; scrutin secret des votes sur les nominations ; liste des votants) - Art. 28 (p. 2663) : s'oppose aux amendements n° II-62 de M. Michel Giraud, rapporteur (envoi d'un rapport quinze jours avant la réunion du conseil général sur les affaires à l'ordre du jour et rapport annuel de l'activité des services départementaux et organismes placés sous sa dépendance) et n° II-254 de M. Claude Mont, soutenu par M. Adolphe Chauvin (rapport annuel de l'activité du conseil général et des organismes placés sous sa dépendance) - Art. 29 (p. 2665) : s'oppose aux amendements n° II-255 de M. Paul Pillet, soutenu par M. Adolphe Chauvin (dissolution du conseil général par le Gouvernement et information du Parlement dans un délai de 10 jours), et n° II-256 de M. Pierre Salvi, soutenu par M. Adolphe Chauvin (information du Parlement en cas de dissolution du conseil général par une communication motivée) - Accepte l'amendement n° II-149 de M. Michel Giraud, rapporteur (dissolution du conseil général par le Gouvernement lorsque son fonctionnement se révèle impossible et information du Parlement dans le délai le plus bref) - S'oppose aux amendements de M. Michel Giraud, rapporteur n° II-63 (expédition des affaires courantes par le président du conseil général en cas de dissolution, de démission ou d'annulation) et n° II-64 (réunion de plein droit de l'assemblée le second lundi suivant le premier tour de scrutin) (p. 2666) : application de la loi après les élections par une autorité gouvernementale ou le représentant de l'autorité gouvernementale - (p. 2667) : accepte l'amendement n° II-335 de M. Michel Giraud, rapporteur (fixation de la date et de l'heure de cette réunion par le décret de dissolution) - Art. 30 (p. 2669) : accepte l'amendement n° II-192 de M. Jacques Eberhard, soutenu par Mme Marie-Claude Beauveau (délégation de vote en cas d'empêchement pour une réunion du conseil général à un autre conseiller) - S'oppose à l'amendement n° II-65 de M. Michel Giraud, rapporteur (délégation de droit de vote des membres du conseil général en cas de maladie, d'accident, d'événement familial grave ou en cas de participation aux travaux d'une assemblée parlementaire, de l'assemblée des communautés européennes ou d'un conseil régional et impossibilité d'être porteur de plus d'un mandat).

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]***Deuxième partie :*

**Industrie** - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - (p. 3423) : niveau de dépendance de notre pays de l'ordre de 70 % - Souhait de la ramener à 50 % à l'horizon 1990 - Utilisation rationnelle de l'énergie - Création d'un compte d'épargne énergie - Promotion des énergies nouvelles et renouvelables - Forte augmentation des crédits concernant la géothermie - Augmentation de la subvention du Commissariat à l'énergie solaire (COMES) - Retour au charbon et soutien de la production nationale - Cohérence de nos objectifs de politique énergétique avec nos objectifs de croissance économique et de développement social - Budget de l'énergie et créations d'emplois - (p. 3431) : importance de la fonction du contrôle parlementaire et légitimité républicaine - (p. 3444) : bilan énergétique à l'horizon 1990 fondé sur une diversification et une utilisation rationnelle de l'énergie - Nucléaire, élément nécessaire pour notre bilan énergétique - Nécessité de le contrôler et de le limiter - Consultation des conseils municipaux et des conseils généraux pour la première fois - Charbon, première ressource énergétique mondiale - (p. 3445) : importance des importations de pétrole - Jeu de la loi du marché et disparition du raffinage français - Cas de la raffinerie de Hautcourt tournant à la moitié de ses capacités - Constatation de la reprise - Augmentation des exportations et de la demande des consommateurs - Cent milliards de capitaux placés au cours des dix premiers mois 1981 - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 3446) : défenseur de la notion de sûreté et de sécurité dans le domaine nucléaire - Satisfaction du système de consultations et d'appels à différents degrés mis en place par le Premier ministre.

**HOEFFEL (Daniel)**, ministre des transports (nommé le 2 octobre 1980 dans le gouvernement Barre) (*JO* Lois et décrets 3 octobre 1980, p. 2295), puis réélu sénateur du Bas-Rhin le 27 septembre 1981 en remplacement de M. Jean-Paul Hammann, démissionnaire (28 septembre 1981) (p. 1662) (UCDP)

## NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des lois (8 octobre 1981) (p. 1913).

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (28 octobre 1981) (p. 2230).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de nationalisation (25 novembre 1981) (p. 3117).

## QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 154 (*JO* Débats 19 novembre 1981) (p. 2829) à M. le ministre de l'industrie : **papers et papeteries** (sauvegarde de la « cellulose de Strasbourg »).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (29 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 2286) : décentralisation : simplification de l'administration et responsabilité des élus - Centralisation : politique des nationalisations et transfert des centres de

décisions régionaux vers Paris ; cas de l'Alsace - Transfert de l'Etat aux collectivités locales de la responsabilité des difficultés économiques qui ne sont pas de leur fait - Protection des intérêts économiques et sociaux de la population - Tutelle de la future chambre régionale des comptes et responsabilité personnelle des élus devant la Cour de discipline budgétaire - Ecrasement des petites communes et des citoyens sous le poids d'une trop lourde pyramide - Adaptation du cadre du département à la solution d'un certain nombre de problèmes concrets - Aptitude de la région à traiter des problèmes économiques ou culturels et à élaborer la planification - Délimitation des compétences respectives du département et de la région ; complémentarité et non rivalité.

**Suite de la discussion** - (12 novembre 1981) - **Titre II - Art. 17** (p. 2605) : son amendement n° II-227, soutenu par M. Paul Pillet : élection du président et du bureau du conseil général suivant les règles de la représentation proportionnelle dite au plus fort reste ; retiré, puis repris par M. Jacques Eberhard.

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - **Titre III - Art. 47 bis** (p. 2759) : son amendement n° III-49 soutenu par M. Marcel Rudloff : fixation par la loi des catégories représentées au comité économique et social ; devenu sans objet - **Art. 48** (p. 2762) : son amendement n° III-155 soutenu par M. Marcel Rudloff : intervention économique et sociale et avis du comité économique et social ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de nationalisation [n° 36 (81-82)]** - (20 novembre 1981) - Président de la commission spéciale - **Discussion générale** (p. 2906) : importance de ce texte - Critique de la procédure d'urgence en application de l'article 45 de la Constitution de 1958 - Limitation de la discussion au détriment du Sénat - Caractéristiques des travaux de la commission spéciale : rapidité ; volonté d'un examen sérieux ; trois rapporteurs ; très large consultation ; travail de la commission spéciale et respect de la tradition du Sénat.

**Suite de la discussion** - (23 novembre 1981) - Président de la commission spéciale - **Discussion générale** (p. 3001) : déroulement des débats - **Question préalable** (p. 3011) : demande de scrutin public sur la motion n° 4 de MM. Jean-Pierre Fourcade, Jean Chérioux et Etienne Dailly, rapporteurs de la commission spéciale, tendant à opposer la question préalable.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Transports** - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - (p. 3407) : politique des transports concernant l'Alsace - Importance du couloir rhénan et nécessité de poursuivre l'effort engagé - Problème du financement - Possibilité de réaliser une ligne du train à grande vitesse (TGV) vers l'Est - Desserte aérienne internationale de Strasbourg et vocation européenne de cette ville - Réalisation de la liaison fluviale Rhin Rhône et nouvelle impulsion pour le développement de l'Alsace.

**Industrie** - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - (p. 3439) : extension des difficultés de l'industrie à l'Alsace - Forte augmentation du chômage - Problème de survie pour plusieurs secteurs d'activité - (p. 3440) : nécessité de mesures d'aide en faveur des entreprises en difficulté pour aider les petites et moyennes entreprises (PME) - Nécessité d'un climat de confiance - Accélération des prélèvements sociaux - Absence de rigueur - Extension du secteur nationalisé dans l'industrie.

**Agriculture** - (7 décembre 1981) - **Examen des crédits** - **Après l'art. 86** (p. 3839) : son amendement n° 483, déposé avec M. Charles Zwickert, qui le soutient : abrogation d'un article du code forestier : rôle de l'Office national des forêts ; retiré.

- **Projet de loi de nationalisation - Nouvelle lecture [n° 93 (81-82)]** - (16 décembre 1981) - Président de la commission

spéciale - Discussion générale (p. 4271) : échec de la commission mixte paritaire réunie le 25 novembre - Vote par le Sénat en première lecture de la question préalable - Reprise par l'Assemblée nationale de son texte adopté en première lecture.

**HUGO (Bernard, Charles)**, sénateur de l'Ardèche (RPR)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - **Titre III - Art. 48** (p. 2763) : son amendement n° III-191 soutenu par M. Marc Bécam : attributions économiques et sociales de la région et transformation en collectivité territoriale ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (18 novembre 1981) - **Titre III (suite) - Art. 51** (p. 2813) : son amendement n° III-208, soutenu par M. Louis Souvet : audition du représentant de l'Etat dans la région, à sa demande, par le conseil régional ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

#### Deuxième partie :

**Temps libre** - (6 décembre 1981) - (p. 3726) : compétences du ministère pour la jeunesse et les sports - (p. 3727) : crédits et déséquilibre en faveur de la jeunesse - Structures gouvernementales et dispersion des compétences de l'ancien ministère de la jeunesse et des sports ; rattachement de l'éducation physique et sportive au ministère de l'éducation nationale - Complexité de l'organisation actuelle et conflits de compétences ; exemple des services de la programmation et de la réalisation des équipements et l'animation sportive - Forte diminution des crédits consacrés aux sports ; exemple de l'Ardèche - Sport et école rôle des collectivités locales et des associations clubs - Objectifs gouvernementaux pour le sport : rôle moteur d'incitation et de coordination, loisirs et ouverture sur le monde extérieur ; flou et inefficacité de cette politique - Irréalisme du développement du sport de haut niveau comme du sport de masse - Sort réservé au Fonds national pour le développement du sport (FNDS) et aux centres d'animation sportive - Liens entre sports de masse et succès dans le sport de haut niveau - Vote défavorable sur ce projet de budget.

**HUGO (Bernard, Michel)**, sénateur des Yvelines (C)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

#### QUESTIONS

##### Questions orales avec débat :

n° 20 (8 juillet 1981) (p. 824) à M. le ministre du temps libre : tourisme (développement du tourisme fluvial).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1981) - **Titre I - Après l'art. 2 (suite)** (p. 2450) : son amendement n° 1-260 soutenu par M. Jean Ooghe : droit d'audience par le conseil municipal des représentants d'une association locale ou des habitants de la commune ; rejeté.

**Suite de la discussion** - (12 novembre 1981) - **Titre II - Art. 21** (p. 2619) : son amendement n° II-189, soutenu par M. Jacques Eberhard ; modification du dernier alinéa de l'article, relatif au contrôle de légalité ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (13 novembre 1981) - **Titre II (suite) - Art. 22 bis** (p. 2656) : soutient l'amendement n° II-190 de M. Jacques Eberhard (droit d'audience du représentant de l'Etat dans le département au conseil général) - **Art. 26** (p. 2660) : son amendement n° II-191 : audition par le conseil général des représentants d'un conseil municipal ou d'une association locale ou départementale concernée par l'ordre du jour des débats ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

#### Deuxième partie :

**Environnement** - (30 novembre 1981) - (p. 3370) : environnement ; cadre de vie, qualité de la vie ; écologie - Dégradation de l'environnement - Moyens et besoins du ministère - Lutte contre le chômage - Politique de l'eau : égalisation du prix ; exemple d'Elancourt ; fixation des redevances par les collectivités locales ; démocratisation des comités et des agences financières de bassin ; maîtrise de la filière eau par les collectivités et la nation - Pollution de l'eau dans la région de Beynes dans les Yvelines - Problème de la potasse et rejets des mines de potasse en Alsace ; construction d'une saline en Alsace et injection des saumures dans le sous-sol - Pouvoirs de l'Electricité de France (EDF) - Opposition au projet de réserve ornithologique de l'étang de Saint-Quentin - (p. 3371) : augmentation des crédits de lutte contre le bruit ; insonorisation des logements sociaux ; conditions de travail dans les entreprises ; pouvoirs des comités d'hygiène et de sécurité ; nuisances de l'aérodrome de Guyancourt - Vote du budget par les sénateurs communistes.

**Transports** - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - (p. 3402) : orientations arrêtées par le conseil des ministres - Volonté d'une grande politique des transports - Budget de transition - Politique de réhabilitation du rail - Rapport Guillaumat et suppression de trois mille kilomètres de lignes au mépris du besoin des usagers - Mise à l'étude de la réouverture de quatre lignes omnibus - (p. 3403) : limitation des hausses des tarifs voyageurs - Réexamen du tarif marchandises - Négociation avec la Régie autonome des transports parisiens (RATP) et la Société nationale des chemins de fer français (SNCF) : amélioration de la situation du personnel et créations d'emplois - Métropoles régionales dotées d'un tramway français - Prise en compte de la décentralisation pour la réforme des transports collectifs en région parisienne - Amélioration de certaines lignes de la RATP - Extension de la carte orange à l'Île-de-France - Absence d'augmentation de la prime de transport depuis dix ans - Nécessité de l'accélération du bouclage de l'A 86, et de la prolongation de l'autoroute A 12 - Augmentation des crédits d'entretien et de rénovation du réseau - Suppression des péages à objectif interne - Satisfaction concernant la détaxe du carburant pour les taxis - Opposition à l'utilisation des codes en ville - Souhait de la fermeture de l'aérodrome de Guyancourt - Transfert de la Météorologie nationale à Toulouse et maintien d'une activité météo au centre de recherche de Magny-les-Hameaux et au centre de Trappes - Crédits insuffisants pour assurer la modernisation du réseau de voies navigables - Nécessité d'un réseau de canaux à grande gabarité - (p. 3404) : nécessité d'un schéma directeur des voies navigables - Extension du tourisme fluvial - Nécessité de revaloriser les revenus de la batellerie - Vote favorable des sénateurs communistes sur ce budget.

**Temps libre** - (6 décembre 1981) - (p. 3731) : sacrifice du tourisme social par le pouvoir giscardien ; stabilisation du

taux de départs et réduction de la durée des séjours et de la longueur des trajets - Réalisation pour moitié des objectifs du VIIe plan - Progression du tourisme commercial et du tourisme de luxe à l'étranger - Tourisme social et aménagement touristique du territoire - Comités départementaux du tourisme - Projet de budget et redressement d'une situation catastrophique ; priorité à la promotion du tourisme social ; sort des associations de tourisme social ; cas de Tourisme et Travail - Equipement pour le tourisme social ; villages-vacances, camping - Insuffisance du nombre de places de camping ; rapport Blanc ; ségrégation sociale et géographique - Création du chèque-vacances et participation des entreprises au financement - Augmentation à 50 % du taux de réduction du billet de congés payés SNCF ; création d'un deuxième billet annuel de congés payés - (p. 3732) : vacances et bons d'essence à tarif réduit - Suppression des péages autoroutiers sur les trajets des vacances - Etalement des vacances - Difficultés du secteur caravanier - Tourisme fluvial ; rapport Cambo - Développement du mouvement associatif en 1936 et 1946 ; augmentation des crédits et répartition - Loisir social et

aide aux municipalités - Allègement des charges et contraintes pesant sur les associations ; cas des repas de l'encadrement des centres de vacances - Loisir social et concertation avec les associations - Approbation de ce projet de budget.

- **Projet de loi supprimant le caractère obligatoire de la consultation des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement [n° 84 (81-82)] - (14 décembre 1981) - Discussion générale (p. 4215) : loi de 1977 sur l'architecture et rôle des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) : rôle pédagogique et de conseil, et garantie de la qualité architecturale - Consultation obligatoire pour les constructions de moins de cent soixante dix mètres carrés dispensées de l'intervention de l'architecte retardée à deux reprises - (p. 4216) : projet de loi et suppression du principe de la consultation obligatoire - Rôle de conseil des CAUE revalorisé dans le cadre de la décentralisation - Absence de moyens financiers des CAUE pour remplir leur mission - Projet transitoire - Souhait d'une réforme rapide de l'architecture et vote favorable du groupe communiste sur ce projet.**

## J

**JACQUET (Marc)**, sénateur de la Seine-et-Marne - (Président du groupe RPR)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

Suite de la discussion - (12 novembre 1981) - Titre II - Art. 16 (p. 2603) : son amendement n° II-275, soutenu par M. Marc Bécam, et identique à l'amendement n° II-97 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : exercice par le conseil général de ses pouvoirs de décision dans le cadre des lois de la République ; retiré.

**JAGER (René)**, sénateur de la Moselle (UCDP)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances ; en démissionne (16 septembre 1981) (p. 1495).

Est nommé membre de la commission des affaires économiques (8 octobre 1981) (p. 1913).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Est nommé de nouveau membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes (14 octobre 1981) (p. 1973).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à modifier la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978, relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la **construction** [n° 268 (80-81)] (2 avril 1981).

*Proposition de loi* portant abrogation de l'article 26 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la **presse** [n° 79 (81-82)] (26 novembre 1981).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Agriculture** - (7 décembre 1981) - (p. 3831) : situation de l'agriculture en Moselle : handicap de ce département et importance du remembrement et du drainage ; nécessité d'une relance de l'élevage et des cultures spécialisées - Problème de la restructuration régionale dans le domaine laitier - Rôle de l'agriculture française dans la lutte contre le chômage et diminution nécessaire de l'exode rural - Fiscalité - Inquiétude des agriculteurs.

**JANETTI (Maurice)**, sénateur du Var (S)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi cadre* déposée avec plusieurs de ses collègues, sur l'**agriculture** de la façade méditerranéenne et de son arrière-pays [n° 237 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980, JO Débats 2 avril 1981).

## QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 71 (JO Débats 13 novembre 1980) (p. 4601) à M. le ministre de la défense : **forêts** (reboisement équivalent en surface du camp de Canjuers) - Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement (3 avril 1981) (p. 503, 504).

n° 87 (JO Débats 8 janvier 1981) (p. 1) à M. le ministre de l'industrie : **charbon** (prise en compte du bassin minier de Manosque dans l'inventaire des réserves charbonnières nationales) - Réponse de M. André Giraud, ministre de l'industrie (3 avril 1981) (p. 504).

n° 95 (JO Débats 19 février 1981) (p. 230) à M. le ministre de l'économie : **enseignement secondaire** (situation du lycée Raynaud, à Brignoles, Var) - Réponse de M. Christian Beullac, ministre de l'éducation (3 avril 1981) (p. 507, 508).

n° 118 (JO Débats 3 avril 1981) (p. 441) à M. le ministre de l'éducation : **enseignants** (situation des maîtres auxiliaires) - Caducité le 21 mai 1981.

n° 120 (JO Débats 3 avril 1981) (p. 442) à M. le ministre de la santé : **hôpitaux** (centre hospitalier de Toulon : achat d'un scanographe) - Caducité le 21 mai 1981.

n° 89 (JO Débats 29 juillet 1981) (p. 1197) à M. le ministre de l'industrie : **permis de construire** (coordination des procédures en vue de l'exploitation de la centrale thermique de Gardanne).

n° 104 (JO Débats 9 septembre 1981) (p. 1394) à M. le ministre de la santé : **hôpitaux** (acquisition par le centre hospitalier de Toulon d'un « scanographe universel à corps entier ») - Réponse de M. Jack Ralite, ministre de la santé (13 novembre 1981) (p. 2630 à 2632).

n° 128 (JO Débats 21 octobre 1981) (p. 2064) à M. le ministre chargé de la fonction publique : **fonctionnaires** (indemnité de résidence des fonctionnaires).

n° 157 (JO Débats 21 novembre 1981) (p. 2949) à M. le ministre de l'économie : **collectivités locales** (collectivités locales : réaménagement de la taxe de séjour).

*Questions orales avec débat :*

n° 481 (2 avril 1981) (p. 419) à M. le ministre de la santé : **sécurité sociale (prestations)** (conditions d'application du ticket modérateur) - Caducité le 21 mai 1981 (2 juillet 1981) (p. 778).

n° 492 (2 avril 1981) (p. 420) à M. le ministre du commerce et de l'artisanat : **chambre des métiers** (situation juridique du personnel enseignant des centres de formation des apprentis gérés par les chambres des métiers) - Caducité le 21 mai 1981 (2 juillet 1981) (p. 778).



n° 497 (3 avril 1981) (p. 496) à M. le ministre de l'éducation : **enseignants** (revalorisation de la fonction d'instituteur et de professeur d'enseignement général des collèges) (PEGC) - Caducité le 21 mai 1981 (2 juillet 1981) (p. 778).

## INTERVENTIONS

- **Questions orales avec débat jointes : politique énergétique** - (2 octobre 1981) - (p. 1831) : réduction du débat au programme nucléaire - Rappel sa position sur la construction du barrage de Chasteuil - Crise économique et maîtrise de la consommation énergétique - Consommation des pays industrialisés et en voie de développement - Economies d'énergie et pression des prix ; nécessité d'une véritable politique internationale - Mise en valeur des ressources nationales ; recours au charbon et revitalisation des structures d'exploitation - (p. 1832) : centres d'études et de recherches des Charbonnages de France - Utilisation du charbon dans l'industrie et le chauffage et changement de comportement - Potentiel des énergies renouvelables et notion de rentabilité - Energie renouvelables et décentralisation - Recherches sur la fusion nucléaire - Recours au nucléaire et débat quant à sa part dans nos approvisionnements - Nécessité d'une information et d'une concertation - Décentralisation et agences régionales de l'énergie - Participation des élus - Intervention financière systématique de l'Etat ; adaptation et différenciation des mécanismes financiers - Economies d'énergie et énergies nouvelles et désencadrement du crédit - Financement des aides directes par le budget - Affectation d'une partie de la taxe intérieure des produits pétroliers à des fonds d'intervention spécialisés - Caisse nationale des économies d'énergie et caisse nationale de l'énergie - Système du crédit d'impôts - Création d'une agence régionale dans la région Provence Côte d'Azur.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

### Deuxième partie :

**Agriculture** - (7 décembre 1981) - (p. 3828) : changement de gouvernement en cours d'année et budget de transition - Retard accumulé dans les régions en difficulté : zones de montagne ; Alpes du Sud - Fermeté du gouvernement français à Bruxelles : politique agricole commune et garantie de revenu ; organisation des filières et des marchés ; intervention des offices ; conditions préalables à l'élargissement de la Communauté économique européenne (CEE) - Importance du secteur agro-alimentaire : industries de transformation - (p. 3829) : décentralisation et nécessité d'une coordination locale des actions dans le secteur agro-alimentaire - Organisation foncière et schémas départementaux de structures ; plan d'aménagement rural ; rôle des offices - Développement rural et nécessité d'une planification décentralisée et démocratique.

JARGOT (Paul), sénateur de l'Isère (C)

## NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des finances.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du deuxième projet de loi de finances rectificative pour 1981 (27 octobre 1981) (p. 2202).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1982 (14 décembre 1981) (p. 4214).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions

restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés (19 décembre 1981) (p. 4428).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du quatrième projet de loi de finances rectificative pour 1981 (21 décembre 1981) (p. 4488).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à supprimer la taxe à la valeur ajoutée sur les attributions de charbon aux agents des houillères [n° 46 (81-82)] (3 novembre 1981).

*Rapport spécial* fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Plan et aménagement du territoire - I. Commissariat général du Plan - III. Economie sociale** [n° 58, annexe 20 (81-82)] (23 novembre 1981).

*Rapport spécial* fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Services du Premier ministre - III. Conseil économique et social** [n° 58, annexe 27 (81-82)] (23 novembre 1981).

*Proposition de résolution*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'évasion des capitaux et les moyens d'y mettre fin [n° 107 (81-82)] (9 décembre 1981) - **Douanes**.

## QUESTIONS

### Questions orales sans débat :

n° 127 (JO Débats 14 mai 1981) (p. 665) à M. le ministre de la santé : **handicapés** (situation financière de l'association familiale de l'Isère pour l'aide aux enfants infirmes mentaux).

n° 100 (JO Débats 3 septembre 1981) (p. 1359) à Mme le ministre de l'agriculture : **loisirs** (animation en milieu rural).

### Questions orales avec débat :

n° 67 (8 octobre 1981) (p. 1902) à Mme le ministre de l'agriculture : **loisirs** (animation en milieu rural) - Retirée le 29 octobre 1981 (p. 2264).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)] - (28 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 2252) : dispositions du projet et progrès des libertés locales - Amélioration possible du projet : amendements du groupe communiste - Lacunes du projet quant à la répartition des services départementaux de l'Etat - Textes complémentaires attendus - Agences techniques départementales : atteinte aux libertés communales ; création d'une nouvelle tutelle - Avenir des fonctionnaires de l'Etat à l'échelon départemental : rôle de conseils aux élus locaux - Danger d'un nouveau corps autonome de fonctionnaires - (p. 2253) : autogestion communale, départementale, régionale - Coopération intercommunale - Syndicats intercommunaux - Décentralisation du pouvoir et décentralisation des moyens : finances locales - Qualité du projet en examen.

**Suite de la discussion** - (4 novembre 1981) - **Titre I. - Avant l'art. 2** (p. 2419) : soutient l'amendement n° I-259 de M. Camille Vallin (liberté d'association des communes).

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1981) - **Titre I - Après l'art. 2 (suite)** (p. 2452) : son amendement n° 1-261, soutenu par M. Jacques Eberhard : désignation par le conseil municipal de son président et éventuellement de son vice-président ; rejeté - (p. 2453) : son amendement n° 1-262, soutenu par M. James Marson : exercice collégial des responsabilités publiques au sein de la municipalité ; rejeté - **Avant l'art. 5 A** (p. 2484) : son amendement n° I-266 soutenu par M. Jacques Eberhard : débat d'orientation au sein du conseil municipal sur le projet de budget ; retiré.

**Suite de la discussion** - (10 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 8** (p. 2562) : caractère exécutoire du budget ; inscription de dépenses obligatoires par le représentant de l'Etat et budget supplémentaire.

**Suite de la discussion** - (12 novembre 1981) - **Titre II - Art. 16** (p. 2603) : son amendement n° II-184, soutenu par M. Jacques Eberhard : soutien éventuel du département aux communes, « dans le respect de leur autonomie » ; devenu sans objet - **Art. 18 septies** (p. 2615) ; son amendement n° II-188, soutenu par M. Jacques Eberhard : assistance au conseil général aux communes et syndicats intercommunaux par les services départementaux ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (13 novembre 1981) - **Titre I - Art. 14 (suite)** (p. 2650) : son amendement n° I-276, soutenu par M. Fernand Lefort : abrogation du code des communes des dispositions sur les fusions de communes ; retiré.

**Suite de la discussion** - (18 novembre 1981) - **Rappel au règlement** (p. 2795) : délai d'examen par le Sénat du projet de loi de décentralisation - Manoeuvres dilatoires - Application souhaitable de la loi dès le 1<sup>er</sup> janvier 1982 - Retrait par le groupe communiste de tous ses amendements restant en instance.

#### - **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

**Suite de la discussion générale** - (24 novembre 1981) - (p. 3052) : emploi et relance économique - Action négative du gouvernement précédent - Opposition du patronat à la politique de relance ; investissement et reprise - Situation économique : réduction de la capacité de production et évasion croissante des profits - Profits des grands groupes industriels et difficultés des petites et moyennes entreprises (PME) - Fuite des capitaux par la filière suisse et problème du contrôle des changes - Reconquête du marché intérieur et relance de la consommation populaire - Inflation et relèvement des cotisations salariales pour la sécurité sociale - Production française et accroissement des capacités de production - Action des petits patrons, des élus des communes et des régions et nécessité d'un soutien public - Doutes quant à l'efficacité des aides générales à l'industrie et concentration des aides vers les PME - Aide à l'investissement, sous réserve de non diminution de l'emploi - Mise en place de procédures démocratiques d'octroi et de contrôle des aides - Bataille pour l'emploi.

#### *Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (26 novembre 1981) - **Art. 2 (suite)** (p. 3166, 3167) : confusion entre grandes fortunes et patrimoine - Dénaturation du projet par le Sénat - Caractère provisoire de l'impôt institué par le Sénat - Cas d'exclusion votés par le Sénat - Relèvement systématique des abattements - Plafonnement à 80 % des revenus des cotisations d'impôts directs et fraude fiscale - Impôt sur la fortune et problème de l'outil de travail - Impôt sur la fortune et relance économique ; efficacité et justice - Vote défavorable sur l'article 2 - **Après l'art. 10** (p. 3171) : soutient l'amendement n° 27 de M. Camille Vallin (établissement d'une étude gouvernementale pour la création d'un impôt sur le capital des sociétés en fonction de leur actif net réévalué) - Son amendement n° 255 : imposition des revenus de placement effectués au titre d'un contrat d'assurance-vie ; retiré - Utilisation illégale par des sociétés de gestion du statut de sociétés d'assurance-vie -

**Art. 11** (p. 3174) : soutient l'amendement n° 28 de M. Camille Vallin (barème de l'impôt sur le revenu et établissement d'une tranche d'imposition à 65 %).

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Après l'art. 14** (p. 3223) : son amendement n° 36, soutenu par M. Raymond Dumont : remboursement aux associations de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 de la TVA afférente à leurs travaux d'équipement ; contrepartie dans la restriction du champ d'application du régime des entreprises mères et filiales ; retiré - **Après l'art. 25** (p. 3256) : son amendement n° 48, soutenu par M. Pierre Gamboa : rétablissement du privilège fiscal des bouilleurs de cru ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - **Après l'art. 31** (p. 3270) : son amendement n° 46, soutenu par M. Pierre Gamboa : exonération de la taxe sur les salaires pour les associations reconnues d'utilité publique, employant moins de trois salariés ; contrepartie financière dans la réduction à due concurrence du crédit d'impôt relatif à l'avoir fiscal ; rejeté - **Après l'art. 34** (p. 3271) : son amendement n° 49, soutenu par M. Pierre Gamboa : modulation des cotisations au budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) en fonction du revenu cadastral ; retiré - **Avant l'art. 36** : son amendement n° 50, soutenu par M. Pierre Gamboa : taux annuel de progression de la dotation globale de fonctionnement au moins égal au taux d'accroissement des recettes de l'Etat ou du traitement annuel des fonctionnaires ; rejeté.

#### *Deuxième partie :*

**Plan et aménagement du territoire** - (2 décembre 1981) - Rapporteur spécial (Commissariat général du plan et économie sociale) (p. 3501) : forte augmentation des crédits du Commissariat général du plan et nouvelle conception de la planification - « Remise à niveau » des dotations de fonctionnement - Titularisation des contractuels du commissariat - Rigueur dans la gestion des crédits d'étude ; création du service des études et de la recherche - Contrôle sur le choix des thèmes, les prix et les qualités des travaux du commissariat - Augmentation des moyens dévolus au Centre de recherche et de documentation sur la consommation (CREDOC), au Comité d'organisation des recherches appliquées sur le développement économique et social (CORDES), au Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) et au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) - Difficultés financières du CREDOC - Innovation de la création d'une section de l'économie sociale ; importance et variété de ce secteur - Souplesse de la Délégation à l'économie sociale et attribution de « crédits d'intervention » - Lien entre collectivités locales et organismes sociaux ; gestion de ces organismes - Proposition d'adoption de ces crédits.

**Services du Premier ministre (suite)** - **III - Conseil économique et social** - (5 décembre 1981) - Rapporteur spécial (p. 3654) : équilibre financier de la caisse des retraites des anciens membres du Conseil économique et social (CES) - Augmentation du nombre des pensions servies aux anciens conseillers à la suite du dernier renouvellement quinquennal du conseil au mois de septembre 1979 - Fonctionnement de cette caisse garanti par l'Etat - Augmentation des crédits pour 1982 inférieure à l'évolution du coût de la vie - Locaux inadaptés aux nécessités fonctionnelles d'une assemblée moderne - Poursuite de l'effort en faveur de la promotion interne des fonctionnaires du CES - (p. 3655) : souhait de l'adoption de certaines adaptations statutaires - Au nom de la commission des finances, propose l'adoption des crédits demandés en 1982 pour le CES - Rappel de la question au sujet du personnel du CES.

**Prestations sociales agricoles** - (7 décembre 1981) - (p. 3783) : harmonisation progressive entre la situation des agriculteurs et celle des autres catégories de la population française - (p. 3784) : retard dans la situation des agriculteurs : absence d'indemnités journalières en cas de maladie ou d'accident du travail - Solidarité nationale et compensation démographique - Justice nécessaire à l'inté-

rieur de la profession agricole : déplafonnement et progressivité nécessaire des cotisations cadastrales : cotisation de solidarité ; taxe supplémentaire sur les corps gras d'importation - Soutien nécessaire des petits exploitants familiaux - Espoir d'une plus grande équité en 1983 et vote du groupe communiste favorable à ce budget.

**Agriculture** - (7 décembre 1981) - (p. 3815) : problèmes de la production tabacole : reconquête nécessaire du marché intérieur par le tabac français - Campagne de lutte contre le tabagisme ; déficit du commerce extérieur français - Dégradation de la qualité du stock de la Société d'exploitation industrielle des tabacs et des allumettes (SEITA) ; importation de tabacs étrangers ; communauté européenne et accord du GATT ; concurrence des tabacs importés ; report de la consommation sur les tabacs blonds - Réglementation de la publicité en faveur des cigarettes et distorsion de concurrence au profit des tabacs étrangers - Sauvegarde de la production de tabac français : création nécessaire dans la Communauté économique européenne d'une taxe parafiscale incitant à l'incorporation du tabac communautaire - Quota maximum d'importation pour les entreprises multinationales - (p. 3816) : situation financière de la SEITA - Adaptation de la production à la demande - Concertation interprofessionnelle dans la CEE et révision nécessaire de la politique commerciale de la Communauté : révision du tarif extérieur commun ; respect de la préférence communautaire - Prime du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) - Achat par la SEITA de l'intégralité de la production du tabac noir cultivé en France - Effort de reconversion des planteurs vers les tabacs blonds - Retour nécessaire pour la SEITA au statut juridique de service public - Transformation de l'association nationale interprofessionnelle en groupement d'intérêt économique (GIE) - Abolition nécessaire du plan de production.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 104 (81-82)] - (17 décembre 1981) - Art. 8 (p. 4342) : se déclare défavorable à l'amendement n° 4 de M. Maurice Blin, rapporteur général (suppression de cet article sur l'extension des privilèges du Trésor à l'ensemble des pénalités fiscales et l'application de la procédure d'avis à tiers détenteur pour l'ensemble des impôts et des pénalités d'assiette et de recouvrement) - Problème des petites et moyennes entreprises victimes de dépôt de bilan et de liquidation de biens ; responsabilité des banques.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 141 (81-82)] - (21 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4445) : désaccord entre le Gouvernement et la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) - Problèmes de l'agriculture et décentralisation - (p. 4446) : maîtrise foncière : élargissement des pouvoirs des collectivités locales et des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) - Maîtrise des coûts de production - Politique de fixation des prix agricoles - Mise en place d'offices par produit et politique agricole commune - Mesures d'urgence : blocage des prix des consommations intermédiaires ; mesures de protection dans les secteurs sensibles : tabac, fruits et légumes, vin, élevage ; suppression des montants compensatoires et de la taxe de coresponsabilité sur le lait - Répartition des charges sociales entre les agriculteurs : relèvement du plafond de l'aide sociale - Mesures en faveur des petits exploitants : aide sélective - Organisation des marchés - Volonté politique du Gouvernement - Concertation - Vote favorable du groupe communiste - Art. 1 (p. 4482) : répartition des aides à caractère social et prise en compte du nombre d'actifs présents sur l'exploitation ; cas des aides familiaux ; exemple des enfants - Après l'art. 7 (p. 4485) : son amendement n° 8, déposé avec M. Louis Minetti : diminution du taux de la TVA sur les machines agricoles, les engrais et les produits phyto-sanitaires ; compensation par une taxe sur les importations ; retiré.

**JEAMBRUN (Pierre), sénateur du Jura (GD)**

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Est nommé de nouveau membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes (14 octobre 1981) (p. 1973).

## DÉPÔTS

Avis présenté, au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Industries agricoles et alimentaires** [n° 60, tome III (81-82)] (23 novembre 1981).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Deuxième partie :*

**Agriculture** - (7 décembre 1981) - Rapporteur pour avis (Industries agricoles et alimentaires) - (p. 3799) : suppression du secrétariat d'Etat - Résistance des industries agro-alimentaires à la crise économique Excédent de la balance commerciale - Examen des soldes par produit : sucre, céréales, fruits et légumes, vin - Sylviculture et exploitation forestière ; déficit commercial et création nécessaire d'une filière bois - Viande, conserves, corps gras alimentaires - Répartition par zones géographiques ; Italie, Allemagne ; pays non membres de la CEE : Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) - Effectif des personnels des services de l'expansion économique à l'étranger : nombre des attachés agricoles - (p. 3800) : Centre français du commerce extérieur (CFCE) et Société pour l'expansion des ventes des produits agricoles et alimentaires (SOPEXA) - Financement de la prime d'orientation agricole (POA) ; aide à la valorisation des produits de la mer - Fragilité des exportations agro-alimentaires de la France : fluctuations en courte période - Dérèglements monétaires européens ; montants compensatoires ; importance de l'aide à la recherche et à l'innovation : création de nouveaux produits - Retard de la création du Fonds de promotion des produits agricoles et alimentaires institué par la loi d'orientation agricole de 1980 - Décision de la commission de s'en remettre à la sagesse du Sénat pour l'appréciation de ces crédits.

**JOBERT (Michel), ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur** (nommé le 22 mai 1981 dans le gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 23 mai 1981, p.1630].

Nommé de nouveau **ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur**, le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy [JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1786]

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Deuxième partie :*

**Commerce extérieur** - (10 décembre 1981) - (p. 3988) : réduction du déficit pour 1981 ; déficit global de la balance

des paiements - Fragilité des structures de nos exportations ; faiblesse des subventions de l'Etat pour le commerce courant - Poids de la facture pétrolière équivalent à deux mois et demi d'exportations ; diversification des sources et de la nature de nos approvisionnements ; développement des liens avec les pays producteurs - Dégradation de nos échanges avec les pays industrialisés y compris avec l'Italie - Affinement de la politique des grands contrats : de la livraison de productions industrielles clés en main au transfert de technologie et à l'assistance technique - Application stricte de la réglementation nationale et absence d'esprit protectionniste ; exemple des pays d'Amérique latine et des pays du Sud-Est asiatique ; clauses de sauvegarde - (p. 3989) : refus de la spécialisation internationale - Conduite des négociations commerciales multilatérales - Rôle de la monnaie ; exemple du dollar - Mise en place de dispositif dit « anti-bouffées » d'importations - Accord multifibres - Création d'une cellule spéciale sur les importations françaises - Relance économique et maintien des importations ; attraction de la production intérieure - (p. 3994) : valeur exportatrice de la France - Regroupement des moyens du commerce extérieur dans un document budgétaire unique - Structure administrative politique du commerce extérieur ; création d'un grand ministère à caractère d'administration de mission ; comparaison avec la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) - Rôle des cellules internationales des différents ministères ; coordination - Contrôle du Centre français du commerce extérieur (CFCE) et mission d'enquête - Importance de l'effort budgétaire pour 1982 - Faiblesse structurelle du commerce extérieur français - Lenteur des changements attendus ; commerce courant et structures administratives - (p. 3995) : préparation d'une communication sur le commerce extérieur de la France pour la fin de l'année - Régionalisation de l'organisation du commerce extérieur ; loi sur la décentralisation - Petites et moyennes entreprises et commerce courant - Conception égocentrique du marché mondialiste libéral ; exemple du Japon et des Etats-Unis - Recensement et efficacité des procédures administratives d'incitation à l'exportation - Compatibilité de la reconquête du marché intérieur et du respect des engagements internationaux ; conférence d'Ottawa et *General agreement on tariffs and trade* (GATT) - Division internationale du travail - Importance des exportations françaises de sucre - Exportations et industries agricoles - Maintien d'une discipline internationale des taux et de durée des crédits - Retour au taux du marché et difficultés des pays en voie de développement - Droit national et contrats d'exportation ; clause d'arbitrage international - Contrôle des changes - (p. 3996) : petites et moyennes entreprises et gestion d'une trésorerie en devises ; dérogations en matière d'agrément - Endettement des pays de l'Est ; exemple de l'Union Soviétique et des taux pratiqués - Handicap énergétique - Exportation de technologies nouvelles et de matériel de transport ; train à grande vitesse (TGV) - Abaissement du seuil de garantie pour les contrats de biens d'équipement des petites et moyennes entreprises - Exportation de brevets et simplification des procédures ; assurance prospection et police de garantie à court terme - Commerce extérieur et enseignement ; institut de commerce international ; passage de la technique de l'exposition à la technique de la démonstration - Stockage sur place et rôle des banques - Politique industrielle française - Exportation et soustraction - Commerce extérieur et politique nucléaire française ; exemple de la Chine - Inadaptation des structures administratives - Nationalisation du crédit - Pouvoir syndical - Taux du crédit - Examen des crédits (p. 3997) : taxation des frais généraux - Entreprises et création d'un climat de confiance - Commerce extérieur et importance des questions monétaires et de développement ; système monétaire international et relations avec nos partenaires industrialisés - Relations commerciales et industrielles avec l'Afrique du sud - (p. 3998) : livraison de navires à l'Afrique du sud - Création d'une fiscalité simple et efficace.

JOUANY (André), sénateur du Tarn-et-Garonne (GD-SRG)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

Suite de la discussion - (5 novembre 1981) - Titre I (suite) - Art. 3 (p. 2469) : son amendement n° I-193 déposé avec M. Jean Béranger et soutenu par M. Michel Rigou : fixation du délai de saisine du tribunal administratif à deux mois ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

### Deuxième partie :

**Commerce et artisanat** - (2 décembre 1981) - (p. 3487) : situation difficile des commerçants et artisans en zone rurale - Importance de l'initiative individuelle - Problèmes restant en suspens : assiette des charges sociales, alignement des régimes sociaux, statut du conjoint, formation professionnelle et règles de concurrence - Equilibre entre petits commerces et grandes surfaces - Pause dans les autorisations d'ouverture de ces dernières - Modification de l'assiette de la taxe professionnelle - Priorités à l'emploi et à l'embauche de l'artisanat et du commerce ; suppression des seuils de blocage - Sort des commerçants et artisans âgés ; fin du régime actuel d'aide - Nécessité de la création d'un système de retraite préférant un système de capitalisation à un système redistributif - Soutien financier aux commerçants et artisans âgés et surtaxe frappant les grandes surfaces - Revitalisation des zones rurales ; exemple du Tarn-et-Garonne - Faiblesse des crédits destinés au commerce - (p. 3488) : vote favorable des sénateurs radicaux de gauche.

**Solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale** - (10 décembre 1981) - (p. 4023) : égalité devant la santé - Importance de la prévention ; médecine scolaire ; surveillance de la grossesse - Importance des inégalités dans la santé dentaire, renforcement de l'enseignement des médecins généralistes ; accès à la prothèse dentaire et prise en charge globale des soins ; création d'un carnet de chèques dentaire - Médecine du travail - Médecine et importance de la prévention ; rôle du médicament - Redevance versée par les fabricants de produits pharmaceutiques - Lutte contre l'alcoolisme ; création d'observatoires régionaux - Coût initial élevé de la médecine préventive et substitution progressive de la médecine curative - Contrat-santé entre l'assuré et son médecin ; globalisation de la surveillance et paiement d'un forfait ; exemple de la Scandinavie - Hôpitaux : rétablissement des budgets supplémentaires, recrutement de personnel et mise en place de scanners - Vote favorable des sénateurs radicaux de gauche.

**Articles non rattachés à l'examen des crédits** - (12 décembre 1981) - Après l'art. 66 (p. 4153) : son amendement n° 493, déposé avec M. Jacques Moutet, qui le soutient ; modification du régime simplifié et actualisation des plafonds de chiffres d'affaires ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 67 - Après l'art. 67 : son amendement n° 493, précédemment réservé, déposé avec M. Jacques Moutet, qui le soutient ; retiré.

JOZEAU-MARIGNE (Léon), sénateur de la Manche (UREI)

## NOMINATIONS

- Président de la commission des lois.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions

restant en discussion du projet de loi portant amnistie. (30 juillet 1981) (p. 1268).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers (13 octobre 1981) (p. 1943).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modération des loyers (15 décembre 1981) (p. 4254).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

Suite de la discussion - (4 novembre 1981) - Président de la commission des lois - Avant l'art. 1 (p. 2412) : entretien du 1<sup>er</sup> octobre entre le ministre d'Etat et le président du Sénat, accompagné du président et du rapporteur de la commission des lois - Diligence du Sénat à examiner le projet du Gouvernement - (p. 2413) : examen du projet par l'Assemblée nationale en juillet et septembre - Délai nécessaire - Projet d'abolition de la peine de mort - Amendement de la commission et demande de réserve de l'article 1 - (p. 2414) : amendement adopté par la commission tendant à la suppression de l'article 1 - Titre I. - Après l'art. 2 (p. 2424) : rappel au règlement de M. Paul Girod sur l'interprétation à donner de l'article 49, alinéa 5, du règlement du Sénat : ouverture de la discussion des articles et date limite de dépôt des amendements, titre par titre.

Suite de la discussion - (12 novembre 1981) - Président de la commission des lois - Titre I (suite) - Art 10 (p. 2578, 2579) : droit de réquisition par le maire du comptable communal. Demande au Sénat d'adopter l'amendement n° I-110 de M. Michel Giraud, rapporteur (cas de refus du comptable : suppression du contrôle du caractère libératoire du règlement) - Art. 13 (p. 2594) : souci de conciliation de la commission des lois : accepte la réserve de l'article 13, demandée par M. Gaston Defferre, ministre, jusqu'à la fin de la discussion du projet de loi.

Suite de la discussion - (16 novembre 1981) - Président de la commission des lois - Titre II bis (nouveau) après l'art. 44 (p. 2711, 2712) : intention du Sénat d'apporter sa contribution à la définition de la décentralisation - Intervention contre le recours abusif à l'article 40 de la Constitution - Possibilité pour l'auteur de l'amendement et plus encore pour le rapporteur de la commission d'exposer son amendement.

Suite de la discussion - (17 novembre 1981) - Président de la commission des lois - Titre II bis (nouveau) après l'art. 44 (suite) (p. 2731) : absence d'aggravation des charges des collectivités locales ; charges financières et nouvelle répartition ; application de l'article 40 de la Constitution.

Suite de la discussion - (18 novembre 1981) - Président de la commission des lois - Titre II bis (nouveau) après l'art. 44 (suite) (p. 2793, 2794) : demande une suspension de séance pour permettre la réunion de la commission des lois, en présence des rapporteurs pour avis de la commission des affaires économiques et de la commission des finances.

Suite de la discussion - (19 novembre 1981) - Président de la commission des lois - Explication de vote sur l'ensemble (p. 2890) : évocation de M. Lionel de Tinguy - Dépôt du projet gouvernemental à l'Assemblée nationale - Hommage rendu aux travaux des commissions du Sénat ; mise au point de près de 1350 amendements - Relations Gouvernement Parlement et nécessité d'un réel dialogue - Volonté du Sénat de représenter les collectivités locales - Transfert de l'exécutif ; suppression du contrôle *a priori* - Responsabilité des maires et moyens accordés - Relations entre les

deux chambres - Nécessité d'une véritable décentralisation - Fonctionnement parlementaire et actes du pouvoir réglementaire - (p. 2893) : évocation devant le Congrès des présidents de conseils généraux de France de l'envoi par le ministre de l'intérieur d'une circulaire demandant aux préfets de prendre contact avec les présidents de conseils généraux pour préparer la transition.

- **Projet de loi de finances pour 1982 - Nouvelle lecture** [n° 138 (81-82)] - (18 décembre 1981) - Art. 5 (p. 4390) : son amendement n° 1, déposé avec M. Jacques Descours Desacres qui le soutient : adjonction de l'article 1904-1 du code civil relatif aux donations entre époux dans le calcul du patrimoine de l'usufruitier concernant l'impôt sur les grandes fortunes ; adopté.

JUNG (Louis), sénateur du Bas-Rhin (UCDP)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Membre suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 310 (80-81)]

Suite de la discussion - (23 juillet 1981) - Discussion générale (p. 1072) : emploi - Chômage - Solidarité - Crise économique - Maladie - Contribution des bénéficiaires de traitements publics au fonds de chômage - Disponibilité sans solde de l'un des conjoints au-delà d'un certain seuil de traitement public ; disposition provisoire - Effort national.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

Suite de la discussion - (3 novembre 1981) - Discussion générale (p. 2386) : décentralisation et possibilité de placement des fonds libres par les communes - Amendements sur le développement de contacts entre les élus de régions françaises et leurs homologues étrangers ; préparation par le Conseil de l'Europe d'une convention sur ce sujet et ratification par le Parlement français - Organisation d'un référendum culturel, économique ou politique par les régions - Inquiétude devant un Gouvernement et des parlementaires dont le chant de ralliement serait l'Internationale.

Suite de la discussion - (17 novembre 1981) - Titre III - Art. 45 (p. 2753) : son amendement n° III-171 : relations transfrontalières et possibilité de concertation, organisée par le conseil régional, avec les collectivités décentralisées étrangères ; réservé jusqu'à l'article 47 *quater* - Art. 47 *quater* (p. 2761) : son amendement n° III-171, précédemment réservé ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Discussion des articles de la première partie :*

(24 novembre 1981) - Avant l'art. 2 (p. 3058) : se déclare favorable à l'amendement n° 284 de M. Maurice Blin, rapporteur général (intitulé ; « I - Impôt sur le patrimoine ») - Après l'art. 2 (p. 3071) : se déclare favorable à l'amendement n° 287 de M. Maurice Blin, rapporteur général (fixation du plafond d'imposition)

Suite de la discussion - (25 novembre 1981) - Art. 3 (p. 3098) : se déclare favorable à l'amendement n° 291 de MM. Maurice Blin, rapporteur général, et Christian Poncelet (élévation du seuil concernant les biens industriels)

et professionnels susceptibles d'être imposés au titre de l'impôt sur le patrimoine).

**Suite de la discussion - (27 novembre 1981) - Art. 15 (p. 3224) :** son amendement n° 188, soutenu par M. Adolphe Chauvin : abaissement à 1 pour 1000, pour les caisses de crédit mutuel, du taux du prélèvement exceptionnel sur les banques et établissements de crédit ; retiré - **Art. 21 (p. 3244) :** son amendement n° 199, soutenu par M. Francis Palmero : modification de certains taux du droit de consommation sur les tabacs ; retiré.

*Deuxième partie :*

**Industrie - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - Examen des crédits - Etat B (p. 3446) :** baisse d'activité au deuxième trimestre - Problème des sous-traitants de la Régie Renault au bord de la faillite.

**Commerce extérieur - (10 décembre 1981) - Examen des crédits (p. 3997) :** maintien d'une commande de navires pour l'Afrique du sud - Achat de charbon sud-africain.

**Solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale - (10 décembre 1981) - (p. 4029) :** ancienneté de la protection sociale dans sa région - Avenir des cliniques privées à but non lucratif, notamment confessionnelles - Alourdissement des dépenses sociales et avenir des prestations ; exemple de la République fédérale d'Allemagne.

**Articles non rattachés à l'examen des crédits - (12 décembre 1981) - Après l'art. 65 (p. 4141) :** se déclare favorable à l'amendement n° 548 de M. Jacques Carat (augmentation du tarif de la taxe sur les panneaux publicitaires perçue par les communes) - **In fine (p. 4179) :** soutient l'amendement n° 544 de M. Jean-Marie Rausch (montant maximum des sommes versées annuellement par l'entreprise à chaque bénéficiaire).

- **Projet de loi modifiant l'article 7 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires [n° 24 (81-82)] - (15 décembre 1981) - Discussion générale (p. 4261) :** existence de certaines discriminations en défaveur des hommes ; cas du service militaire - Vote favorable sur ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 141 (81-82)] - (21 décembre 1981) - Discussion générale (p. 4444) :** diminution des revenus agricoles - Calcul de l'aide et modalités de répartition : cas de l'Alsace : aide accordée aux viticulteurs et refusée aux éleveurs - Zones sinistrées de l'Ouest et situation identique de certaines régions de l'Est - Maintien affirmé de l'exploitation familiale et évolution vers le collectivisme - Soutien nécessaire des agriculteurs dynamiques : investissement - Manifestations de Strasbourg - Problème du Crédit mutuel : origine de son institution et rôle d'entraide - Précisions nécessaires.

**K**

KAUSS (Paul), sénateur du Bas-Rhin (RPR)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion - (5 novembre 1981) - Titre I (suite)**  
 - **Après l'art. 3 (p. 2475) :** son amendement n° I-306 : demande de seconde lecture, par le représentant de l'Etat, au conseil municipal tenant compte de ses observations ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion - (12 novembre 1981) - Titre I (suite)**  
 - **Après l'art. 12 (p. 2588) :** son amendement n° I-329, soutenu par M. Roger Romani : maintien des dispositions du code des communes relatives à la nullité de plein droit de certaines délibérations ; retiré.

**Suite de la discussion - (13 novembre 1981) - Titre II (suite) - Art. 22 bis (p. 2655) :** son amendement n° II-308,

soutenu par M. Paul Malassagne : droit d'audience du représentant de l'Etat dans le département au conseil général ; retiré.

**Suite de la discussion - (18 novembre 1981) - Titre III (suite) - Art. 49 (p. 2808) :** son amendement n° III-196, soutenu par M. Marc Bécam : notification, dans un délai de 8 jours, des délibérations des autorités régionales au représentant de l'Etat dans la région ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Industrie - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - (p. 3428) :** deuxième débat sur l'industrie française après un projet de loi de nationalisation - Dégradation et chômage croissants depuis mai 1981 - Forte augmentation du nombre des faillites, chute de la bourse depuis le mois de janvier - (p. 3429) : budget de l'industrie démantelé et dépourvu de tout pouvoir réel ; augmentation de la dotation aux Charbonnages de France et modeste progression de la production de charbon - Optimisme du Gouvernement - Programme destiné à stimuler l'industrie déjà fixé dans le précédent gouvernement - Importante augmentation des crédits destinés à l'industrie - Succès des entreprises japonaises et allemandes et légèreté de leurs charges - Nécessité d'une réhabilitation de l'entreprise ; insatisfaction face à ce budget.

L

**LABARRERE (André)**, *ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement* (nommé le 22 mai 1981 dans le gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 23 mai 1981, p. 1630].

Nomme de nouveau *ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement*, le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy [JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1786].

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 - Nouvelle lecture** [n° 340 (80-81)] - (30 juillet 1981) - **Art. 9** (p. 1274) : son amendement n° 4 de coordination ; adopté - **Problème de l'évaluation du flux annuel des revenus exceptionnels - Sur l'ensemble** (p. 1275) : donations-partages et outil de travail (p. 1276) : politique gouvernementale et dialogue entre Assemblée nationale et Sénat - **Rôle du Sénat**.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

Suite de la discussion - (5 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Après l'art. 3** (p. 2476) : demande le rejet de l'amendement n° I-93 de M. Michel Giraud, rapporteur (demande par un citoyen au représentant de l'Etat dans le département de mise en oeuvre de la procédure prévue à l'article 3) - (p. 2477) : à propos du caractère exécutoire des délibérations des conseils municipaux, portant sur les surtaxes locales temporaires ou les droits de port perçus au profit des communautés après un délai de deux mois, s'oppose aux amendements n° I-168 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Michel Miroudot et n° I-305 de M. Roger Romani - (p. 2478) : demande le rejet de l'amendement n° I-194 de M. Bernard Legrand (rôle de conseil des commissaires adjoints de la République envers les autorités communales) - S'oppose à l'amendement n° I-217 de M. René Touzet (sursis à exécution lors du recours devant le tribunal administratif et compensation par l'Etat approuvée par la chambre régionale des comptes) - (p. 2479) : s'oppose à l'amendement n° I-302 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. François Collet (délivrance par le délégué du Gouvernement d'un certificat de conformité à la loi des actes du conseil - (p. 2480) : s'oppose à l'amendement n° I-355 de M. Paul Séramy (caractère urgent d'un acte contesté bénéficiant d'un sursis à exécuter et procédure en matière de référé de l'article R-102 du code des tribunaux administratifs) - **Art. 4** (p. 2481) : opposition à la réserve de l'article 4 jusqu'au titre II bis à la fin du chapitre 8 et demande de scrutin public - **Après l'art. 4** (p. 2483) : en ce qui concerne la constitution de commissions extra-municipales par les conseils municipaux, s'oppose aux amendements n° I-315 de M. Jacques Braconnier, soutenu par M. Roger Romani et n° I-175 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Pierre Louvot. (p. 2484) : s'oppose à l'amendement n° I-95 de M. Michel Giraud (intitulé : « Chapitre II. Suppression de la tutelle financière ») - **Avant l'art. 5 A** : demande le retrait de l'amendement n° I-266 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Jacques Eberhard (débat d'orientation au sein du conseil municipal sur le projet de budget) - **Art. 5 A** (p. 2486, 2487) : accepte l'amendement n° I-196 de M. Michel Giraud, rapporteur (possibilité de mise en recouvrement des recettes et d'engagement des dépenses de la section de fonctionnement par le maire, dans la limite de celles inscrites au budget primitif de l'année précédente en cas de non adoption du budget de la commune avant le 1<sup>er</sup> janvier) - Sur cet amendement s'oppose au sous-amendement n° I-177 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Michel Miroudot (engagement des dépenses et des recettes de fonctionnement en cas de non adoption du budget avant

le 1<sup>er</sup> janvier ou dans le mois suivant la notification des recettes en provenance de l'Etat) et accepte le sous-amendement n° I-370 de M. Paul Séramy (engagement des recettes et des dépenses de fonctionnement en cas de non adoption du budget avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice dans la limite de celles portées au budget primitif) - Demande le retrait de l'amendement n° I-267 de M. James Marson (apport par le gouvernement dès octobre à chaque collectivité territoriale des informations prévisionnelles concernant ses dotations) - Demande le rejet de l'amendement n° I-97 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression des dispositions de cet article concernant le contrôle sur le budget voté) - (p. 2489) : s'oppose à l'amendement n° I-222 de M. Paul Girod (contrôle sur le budget voté et précision de la date limite de communication au conseil municipal d'informations indispensables à l'établissement du budget) - (p. 2490) : son amendement rédactionnel n° I-208 ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement n° I-223 de M. Bernard Legrand (application du budget par la chambre régionale des comptes en cas de non adoption avant le 31 mars de l'exercice) - S'oppose à l'amendement n° I-178 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Michel Miroudot (application du budget en cas de non adoption avant le 30 avril) - Demande le rejet de l'amendement n° I-63 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis, soutenu par M. Jacques Descours Desacres (suppression des dispositions de cet article sur l'intervention de la chambre régionale des comptes au stade de l'établissement des documents budgétaires) - (p. 2491) : accepte l'amendement n° I-64 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis, soutenu par M. Jacques Descours Desacres (détermination du budget de la commune dans un délai de 15 jours après communication des documents utiles à l'établissement du budget) - (p. 2492) : s'oppose à l'amendement n° I-98 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression des dispositions de cet article sur la possibilité de mise en application du budget par les représentants de l'Etat dans les départements sur avis public de la chambre régionale des comptes pour une nouvelle commune) ainsi qu'à l'amendement n° I-224 de M. Bernard Legrand (possibilité d'une mise en application du budget par la chambre régionale des comptes pour une nouvelle commune).

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

### Deuxième partie :

**Services du Premier ministre (suite) - I. Services généraux (suite) : Services divers rattachés - Fonction publique - Formation professionnelle - Droits de la femme** - (3 décembre 1981) - (p. 3530) : diversité des crédits inscrits dans le fascicule des services généraux - Crédits des services centraux du Premier ministre et des organismes rattachés ; Secrétariat général du Gouvernement ; base de données informatiques Lex - Haut comité d'études et d'information sur l'alcoolisme - Haut comité de la langue française - Crédit de la Documentation française : banque d'information politique et d'actualité (BIPA) ; centre serveur télésystème Questel - (p. 3541) : prend note des questions de M. Francis Palmero relatives au transfert des cendres de René Cassin au Panthéon et à la célébration du centenaire de Garibaldi - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3546) : excuse l'absence de Mme Yvette Roudy, ministre des droits de la femme.

**Services du Premier ministre (suite) - II - Secrétariat général de la défense nationale** - (5 décembre 1981) (p. 3652) : mission et limites du rôle du secrétariat général de la défense nationale (SGDN) - Faible progression des crédits du SGDN - Forte augmentation des autorisations de programme pour la défense civile - Nouvelles orientations du SGDN : accélération du recensement des abris ; information des élus sur les risques d'origine nucléaire et les moyens de s'en protéger ; préparation d'un programme pluriannuel d'investissements non militaires de défense à inclure dans le IX<sup>e</sup> Plan.

**Services du Premier ministre (suite) - III - Conseil économique et social** - (5 décembre 1981) - (p. 3652) :



importance du rôle de réflexion du Conseil économique et social (CES) - Faible augmentation des crédits et amélioration matérielle des locaux - Création d'un secrétariat permanent par groupe politique - Construction éventuelle d'un nouveau bâtiment - (p. 3655) : qualité du travail du CES malgré d'imparfaites conditions de travail - Rappel de la création du CES par le gouvernement de 1936 - Impossibilité de prendre un engagement ferme pour la construction de locaux plus fonctionnels à l'emplacement actuel - Ancien président du conseil régional d'Aquitaine et travail en collaboration avec le CES - Intérêt d'une concertation permanente avec les organisations socio-professionnelles - Nécessité de porter une attention plus grande à cet organisme - Rapports remarquables mais trop souvent confidentiel - Concertation du Gouvernement avec le président et le bureau du CES pour examiner les problèmes posés - (p. 3656) : examen par le ministre chargé de la fonction publique du souhait de voir le statut du personnel du CES inclus dans la négociation globale actuellement engagée - **Examen des crédits - Etat B** : nécessité de donner dans tous les domaines leur place aux travailleurs et particulièrement à ceux des départements et territoires d'outre-mer.

**Journaux officiels** - (5 décembre 1981) - (p. 3652) : importance du travail réalisé par un millier d'agents des *Journaux officiels* (JO) - Subvention limitée à 40 millions de F par le projet de budget 1982 - Maintien du prix de vente au numéro de l'ordre de 2 F - Substitution progressive de la photocomposition programmée aux procédés classiques - (p. 3653) : nécessité pour le personnel de s'habituer à cette nouvelle technique - Saisie en photocomposition du JO Lois et décrets programmée pour mai 1983, et possibilité de créer une véritable banque de données des textes législatifs et réglementaires, prolongement du fichier Lex du Secrétariat général du Gouvernement - Problème de garantie d'emploi et de mise en place d'un régime de pré-retraite pour les personnels du JO - (p. 3656) : importance du plan mis en place concernant les JO - Avant-garde de la technologie grâce à l'utilisation des procédés modernes - Recours encore nécessaire à la sous-traitance - Etude d'une solution en faveur des personnels intérimaires - Négociations actuellement en cours entre les syndicats et la direction - (p. 3657) : conscience professionnelle des travailleurs du JO - Qualité des travaux du Parlement.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 104 (81-82)]** - (17 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4327) : mise à jour du budget de l'année en cours - Prise de contrôle majoritaire par l'Etat de la société Matra - (p. 4328) : mise en oeuvre réaliste du programme des nationalisations ; prise de contrôle des branches armement et espace de la société Matra ; exclusion des activités civiles de Matra et des participations de Matra dans les médias et dans Hachette ; cession aux actionnaires privés de Matra de la branche médias - Etapes du mécanisme financier : sortie des médias ; offre publique d'échange (OPE) ; augmentation de capital ; échange des actions contre des obligations émises par l'Office national d'études et de recherches aérospatiales (ONERA) - Prise de contrôle et protection des intérêts légitimes de l'Etat ; contrôle de la stratégie industrielle du groupe Matra - Augmentation de capital et blocage des fonds correspondants par la société Matra auprès du Trésor - Equilibre des pouvoirs au sein de la société et composition du conseil d'administration - (p. 4329) : désignation du président du conseil d'administration - Recouvrement de l'impôt et lutte contre la fraude fiscale ; récidive et rigueur de la sanction ; extension du droit de communication aux comptables et connaissance de la situation de l'entreprise et des garanties qu'elle offre ; extension du privilège du Trésor à l'ensemble des impôts et pénalités ; extension de la procédure d'avis à tiers détenteur ; réforme du sursis de paiement ; modification des modalités de calcul des intérêts moratoires en cas de rejet d'une demande d'annulation ou de rectification d'une opposition ; développement de l'assistance mutuelle en matière d'assiette et de recouvrement des impôts au sein de la Communauté économique européenne (CEE) - Fraude fiscale et pénali-

sation de la société - Montant et signification du déficit ; sous-évaluation et responsabilité du Gouvernement - Aggravation du déficit : nouvelles hypothèses économiques et sous-évaluation de certains crédits de caractère évaluatif en droit ou en fait - (p. 4330) : concours en capital aux entreprises publiques - Création d'un fonds de garantie - Déficit budgétaire et caractère pervers d'une gestion passive des finances publiques ; fléchissement d'activité et montée du chômage - Relance budgétaire et reprise de l'activité ; production industrielle - Décélération de l'augmentation du chômage - Taux de hausse des prix - Faiblesse continue des investissements des entreprises - Croissance de la consommation des ménages et progression du volume des exportations - Reconquête du marché intérieur - Baisse probable du taux d'intérêt en 1982 - Justice fiscale - (p. 4331) : nationalisation ; décentralisation et planification - Ampleur de l'ajustement et prélèvement d'un gage sur les crédits d'équipement militaire - Possibilité de retard de programmes non majeurs, de commandes de véhicules non militaires - (p. 4335) : aéronautique - Situation des travailleurs de Matra : maintien des avantages acquis et fin de la distribution d'actions aux salariés ; structures de gestion de l'entreprise et composition du conseil d'administration - Loi de démocratisation du secteur public et applicabilité à Matra - Rôle futur de la caisse nationale de l'industrie (CNI) et reprise de l'emprunt obligataire émis pour la prise de contrôle de Matra - Lutte contre la fraude fiscale et estimation de la caisse nationale des impôts - Ventilation des dégrèvements - **Art. 8** (p. 4340) : demande le rejet de l'amendement n° 4 de M. Maurice Blin, rapporteur général (suppression de cet article sur l'extension des privilèges du Trésor à l'ensemble des pénalités fiscales et l'application de la procédure d'avis à tiers détenteur pour l'ensemble des impôts et des pénalités d'assiette et de recouvrement) - (p. 4341) : difficultés des petites et moyennes entreprises (PME) et rôle des banques - **Art. 9** (p. 4344) : demande le rejet des amendements n° 5 de M. Maurice Blin, rapporteur général (suppression de cet article sur la limitation de l'automatisme du bénéfice du sursis à paiement pour le contribuable de bonne foi et la détermination de la bonne ou de la mauvaise foi du contribuable par l'administration) et n° 11 de M. Paul Girod, soutenu par M. Bernard Legrand (demande de sursis de paiement et rôle du tribunal pour prouver la bonne ou la mauvaise foi du contribuable ; taux de cette amende) - **Art. 10** (p. 4345) : demande le rejet des amendements n° 6 de M. Maurice Blin, rapporteur général (dépassement par l'administration des délais de réponse à la réclamation contentieuse ou au mémoire du contribuable et diminution des dépassements constatés de la période de calcul des intérêts) et n° 12 de M. Paul Girod, soutenu par M. Bernard Legrand (non prise en compte pour le calcul des intérêts des dépassements de délai par l'administration pour instruire une réclamation ou produire ses mémoires) - **Art. 12** (p. 4346) : étude par le Gouvernement du problème des impôts locaux - (p. 4347) : augmentation moyenne de la dotation globale de fonctionnement - Décentralisation - Difficultés des communes : taxe d'habitation ; taxe professionnelle ; plus-value ; réforme de la fiscalité locale - Décentralisation et mise à la disposition des collectivités locales de moyens financiers - (p. 4348, 4349) : demande le rejet de l'amendement n° 9 de M. Jacques Descours Desacres (modification annuelle de la valeur locative du logement et application des coefficients à la valeur locative moyenne de l'année précédente) - **Après l'art. 12** (p. 4350) : accepte l'amendement n° 8 de M. Henri Duffaut, soutenu par M. Robert Laucournet (mode de financement des dépenses des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement, CAUE) - **Art. 14** (p. 4351) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Maurice Blin, rapporteur général (suppression de cet article sur les modalités de prise de participation de l'Etat chez Matra) - **Art. 20** (p. 4352) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 3 de M. Michel Sordel (limitation de la rémunération des parts des coopératives agricoles et de leurs unions au niveau de celles des dépôts sur les livrets de caisse d'épargne).

- **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social [n° 115 (81-82)]** - (21 décembre 1981) - Discussion générale (p. 4451) : remerciements au Sénat pour la rapidité des travaux préparatoires à l'examen de ce projet.

- **Intervention suivant l'allocution de fin de session du Président du Sénat** - (23 décembre 1981) - (p. 4564) : bilan positif de la session ordinaire d'automne - Importance du programme de travail du Parlement - Discussion de deux propositions de loi - Décentralisation - Contribution du Sénat aux projets de loi - Recours à la procédure d'urgence - Organisation du travail législatif - (p. 4565) : efforts des parlementaires et des services du Sénat - Nombre des amendements présentés - Rythme des travaux - Concertation avec les commissions - Convocation du Parlement en session extraordinaire le mardi 12 janvier 1982 ; examen en seconde lecture du projet de loi relatif à la décentralisation ; examen d'un projet de loi sur la Corse - Entretien du Bureau du Sénat avec M. le Président de la République ; déclarations d'urgence ; introduction au Sénat de séances réservées aux questions d'actualité ; amélioration des conditions d'examen de la loi de finances - Remerciements aux sénateurs, au personnel du Sénat, à M. le Président *Pher*, aux présidents assistant à la conférence des présidents - Expression des vœux de M. le Premier ministre.

**LABONDE (Pierre)**, sénateur de l'Aube (UREI)

Décédé le 22 novembre 1981 (23 novembre 1981) (p. 3008)  
- Eloge funèbre (15 décembre 1981) (p. 4231).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

**LACOUR (Pierre)**, sénateur de la Charente (UCDP)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (22 décembre 1981) (p. 4544).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi d'orientation de l'agriculture biologique, déposée avec plusieurs de ses collègues [n° 274 (80-81)]* (7 avril 1981).

#### QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 30 (JO Débats 20 juin 1981) (p. 756) à M. le ministre chargé de la coopération : pays en voie de développement (aide médicale aux pays du tiers-monde).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant ou complétant diverses dispositions du code rural relatives à la lutte contre les maladies des animaux et à leur protection [n° 158 (80-81)]** - (8 juillet

1981) - Discussion générale (p. 832) : conciliation entre protection et contrôle administratif et sauvegarde des libertés individuelles.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 310 (80-81)]**

Suite de la discussion - (23 juillet 1981) - Discussion générale (p. 1060) : désaccord sur le plan de taxation des alcools agricoles - Charges des ressortissants du secteur agricole ; taxation de leur outil de travail ; successions et donations-partages - (p. 1061) : concertation et commission tripartite - Engagements-du candidat à la présidence : absence de poursuites et absence de responsabilités pécuniaires des comptables - Promesses et réalité - Diminution des droits sur le cognac, pineau et autres alcools de même nature - Devises et exportations - Difficultés des petits agriculteurs, artisans et commerçants.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

Suite de la discussion générale - (24 novembre 1981) - (p. 3051) : cognac : apport de devises en matière d'exportations agro-alimentaires et situation des agriculteurs-viticulteurs de base - Apport d'une petite aide sélective aux petits producteurs des régions de Cognac, d'Armagnac et du Calvados et nécessité d'extension de cette aide - Respect des droits des producteurs réunis en groupements agricoles d'exploitation en commun - Imposition des productions de pineau et de floc de Gascogne et survie de nombreuses exploitations familiales - Absence de ratification par le Gouvernement de la cote interprofessionnelle et diminution du taux de cette cote - (p. 3052) : opposition du monde viticole.

*Discussion des articles de la première partie :*

(25 novembre 1981) - Art. 4 (p. 3119) : son amendement n° 135 : impôt sur le patrimoine : élargissement de la base familiale à partir de laquelle serait calculée l'assiette des biens professionnels ; devenu sans objet.

Suite de la discussion - (27 novembre 1981) - Art. 14 (p. 3217) : importance des congrès pour les professions libérales et notamment les professions de santé ; formation professionnelle médicale - Se déclare opposé à l'amendement n° 488 de M. Laurent Fabius, ministre (relèvement du seuil de taxation des frais de congrès et manifestations assimilées) et favorable à l'amendement n° 5, déposé par M. Paul Malassagne, au nom de la commission des affaires économiques et soutenu par M. Michel Chauty, président de cette commission (taxation des frais généraux : suppression de la taxation des frais des congrès et manifestations assimilées et limitation de la taxation des frais de croisière et de voyage) - Art. 25 (p. 3255) : intervient sur cet article relatif à l'institution d'une taxe sur les vins de table ayant fait l'objet d'une opération de coupage - Notion de coupage et référence au règlement communautaire du 5 décembre 1973 - Effet pervers de cette taxation : vins d'années différentes - Abstention du groupe UCDP - Art. 25 *ter* (p. 3259) : se déclare favorable à l'amendement n° 380 de M. Michel Rigou (taxation des alcools : diminution des droits pour les petits producteurs et augmentation de la surface admise pour les producteurs qui utilisent de la main d'oeuvre permanente ; contrepartie financière dans l'augmentation du droit de timbre sur les chèques non barrés) - (p. 3260) : problème évoqué par M. Laurent Fabius, ministre de la coordination entre le système français de taxation des alcools et la réglementation européenne - Après l'art. 37 (p. 3273) : son amendement n° 213 : reconduction jusqu'en 1985 des participations du Fonds d'amortissement des charges d'électrification (FACE) ; retiré - Seconde délibération - Art. 25 *ter* (p. 3288) : se déclare opposé à l'amendement n° 498 de M. Laurent Fabius, ministre, (suppression des dispositions adoptées à cet article, relatives à la définition des petits producteurs susceptibles de bénéficier de taux réduits des droits sur les alcools) - Position prise par le groupe socialiste lors de l'examen du projet de loi de finances pour 1980 - Difficultés

des producteurs d'alcools et position prise par les sénateurs du département de la Charente Maritime - Propositions de la commission Autain.

*Deuxième partie :*

**Plan et aménagement du territoire** - (2 décembre 1981) (p. 3506) : augmentation des crédits et absence d'une politique véritable - Manque de consistance du plan intérimaire de 2 ans et absence de renouveau de la « planification à la française » - Accord sur un aménagement du territoire décentralisé s'inscrivant dans une perspective européenne; dimension culturelle de la planification - Désenclavement du département de la Charente; exemple de la RN10 et de la route Centre Europe-Atlantique - Réaffirmation de la priorité du plan du Grand Sud-Ouest - Rôle d'aménagement et de développement des régions et moyens financiers réels - Articulation du plan régional et du plan national - (p. 3507) : déclaration ministérielle et absence de concrétisation.

**LALUMIERE (Catherine)**, *secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives* (nommée le 22 mai 1981 dans le gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 23 mai 1981, p. 1631].

Puis *ministre de la consommation* (nommée le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1787]

**RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT**

n° 21 de M. Jean Cauchon : **consommation** (protection et information des consommateurs) (9 juillet 1981) (p. 868, 869).

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Deuxième partie :*

**Consommation** - (7 décembre 1981) - (p. 3770) : création du ministère de la consommation - Absence de fascicule budgétaire - Rôle du mouvement des consommateurs - Créations d'emplois financées par le budget des charges communes - Institut national de la consommation (INC) - Comité national de la consommation (CNC) - Négociation d'accords collectifs entre professionnels et consommateurs - (p. 3771) : accès aux médias - Doublement du temps d'antenne de l'INC - Elaboration de nouveaux textes : création d'un droit de la consommation - Service de la répression des fraudes - Direction générale de la concurrence et de la consommation (DGCC) - Groupe interministériel de la consommation - Rôle de la justice pour la solution des litiges - Intérêts des consommateurs - (p. 3774) : services extérieurs du ministère de la consommation : rattachement du service de la répression des fraudes - Rôle des comités d'entreprises en matière de fixation des prix - Diffusion de la revue « 50 millions de consommateurs » éditée par l'Institut national de la consommation (INC) - Relations entre professionnels et consommateurs - Sanctions à l'égard des professionnels : sanctions administratives, civiles et pénales - (p. 3775) : création du ministère de la consommation : intervention nécessaire des pouvoirs publics aux côtés des associations de consommateurs - Loi du 10 janvier 1978 - Défense des consommateurs et absence d'agressivité à l'égard des professionnels - Droit de réponse réclamé par les professionnels et insuffisance du temps actuel d'antenne réservé à la consommation.

**LA MALENE (Christian de)**, sénateur de Paris (RPR)

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des affaires étrangères.

Membre du Parlement européen, élu au suffrage universel.

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (29 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 2289) : décentralisation et « chasse aux tutelles » - Mise en tutelle de Paris depuis la Commune; décrets Paul Reynaud de 1939 et loi de 1975 - Fixation par une loi ultérieure des conditions d'application à Paris du présent projet - Application nécessaire du statut de droit commun à Paris - Décentralisation communale : suppression des tutelles administratives et financières; rapport ordonnateur comptable et élargissement du pouvoir d'intervention économique - (p. 2290) : tutelles administratives et financières et application à Paris du droit commun; particularités du budget d'investissements et de son contrôle *a priori* - Application du droit commun pour les rapports ordonnateur comptable - Droit commun départemental; exceptions pour l'exécutif départemental - Application du projet à Paris et absence de création d'un imbroglio juridique; problème de l'application de plein droit des délibérations du conseil municipal et exclusion des questions de compétence et de personnel - Pouvoirs de police spéciaux; cas similaire pour les transports - Caractère d'établissement public national de l'Opéra et compétence de l'Etat - Statuts des sapeurs-pompieris parisiens et problème régional - (p. 2291) : modification de la loi de 1975 sur le seul problème de l'exécutif départemental - Caractère de droit commun du département parisien - Décentralisation parisienne et accroissement des pouvoirs du maire.

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - Art. 3 (p. 2461) : son amendement n° I-296, soutenu par M. Georges Repiquet : nullité des actes des autorités municipales, contrevenant à la loi et saisine de la juridiction administrative par le délégué du Gouvernement, trois conseillers municipaux ou cinquante électeurs de la commune; sursis à exécution de la délibération ou de l'arrêté en cas de saisine; rejeté.

**Suite de la discussion** - (12 novembre 1981) - **Titre II - Art. 21** (p. 2618) : soutient l'amendement n° II-299 de M. Louis Souvet, identique aux amendements n° II-134 de M. Paul Girod et n° II-140 de M. Jacques Descours Desacres (appellation de préfet substituée à celle de commissaire de la République) - (p. 2619) : soutient l'amendement n° II-305 de M. Louis Souvet (mention des fonctions des sous-préfets).

**Suite de la discussion** - (18 novembre 1981) - **Titre III (suite)** - Art. 49 (p. 2808) : son amendement n° III-197, soutenu par M. Marc Bécarn : rapport annuel au Parlement sur l'exercice du contrôle *a posteriori* des représentants de l'Etat dans les régions; devenu sans objet.

**LANG (Jack)**, *ministre de la culture* (nommé le 22 mai 1981 dans le gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 23 mai 1981, p. 1630].

Nommé de nouveau *ministre de la culture* le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy [JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1786]

**DÉPÔTS**

**Projet de loi relatif au prix du livre** [n° 318 (80-81)] (23 juillet 1981).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au prix du livre [n° 318 (80-81)]** - (29 juillet 1981) - **Discussion générale** (p. 1205) : caractère politique et économique du projet - Avenir de la création littéraire - Essor de la diffusion du livre ; problème des librairies spécialisées - Liberté des prix et appauvrissement de l'assortiment - Stagnation du chiffre d'affaires de l'édition - Concentration des points de ventes ; fonctions culturelles du libraire - (p. 1206) : avantages de l'unicité du prix du livre : égalité ; décentralisation ; création - Problème des ouvrages à succès - Ventes à primes - Délai des prix de soldes et respect de la loi, sanctions civiles ; taxation - Maintien de l'ordonnance de 1945 - Accord interprofessionnel et entrée en vigueur de la loi au 1<sup>er</sup> janvier 1982 - Soutien de la majorité des professionnels - Engagement de modération des éditeurs - Vaste réseau de bibliothèques publiques et création littéraire - Prix unique et lecteurs - Prix unifié, prix modéré et droit à l'information - (p. 1207) : application du texte par le Gouvernement ; marché du livre, création d'une véritable concurrence - Caractère particulier du marché du livre : prix unique et défense du consommateur - Meilleure diffusion du livre - Politique culturelle et place du livre - Evolution des prix des journaux et des livres de poche - Mise en place d'une commission d'études - (p. 1213) : fourchette pour la fixation du prix, tradition de relations entre librairies et acheteurs ; coût de transport élevé pour les librairies éloignées - Remises quantitatives et remises qualitatives aux détaillants ; réforme du système des remises - Responsabilité des éditeurs et modération des prix - Lettre du président du syndicat national de l'édition - (p. 1214) : ouvrages scientifiques et techniques : taxe sur la reprographie du Centre national des lettres et crédit d'achat des bibliothèques publiques ; réseau des librairies universitaires - Diffusion du livre à l'étranger - Prix du livre et prix unique du livre ; commission Pingaud - Arrêté Monory et débat sur la place du livre ; rôle des grandes surfaces - Introduction d'une véritable concurrence entre les éditeurs, et entre les réseaux de distribution - Importance du secteur privé de la culture ; rôle essentiel dans l'activité économique et culturelle - Qualité du système de prix unique ; exemples européens - Prix unique et amélioration d'un secteur en crise - **Art. 1** (p. 1217) : accepte l'amendement rédactionnel n° 28 de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis, demande le retrait de l'amendement n° 25, de M. Jean-Pierre Fourcade (création d'un système de prix imposé pendant les deux premières années de commercialisation) et s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Raymond Bourguine (modes de vente et prix différenciés) - Système de liberté des prix au bout de deux ans et négation du patrimoine littéraire et scientifique - (p. 1218) : accepte l'amendement n° 17 de M. Jacques Carat, rapporteur (obligations concernant les mentions permettant l'identification du livre et le calcul des délais légaux) (p. 1219) : demande le retrait de l'amendement n° 1 de M. Michel Miroudot (prix facturé au détaillant et application d'un barème d'écart sur le prix de vente public hors taxes ; inclusion possible du prix du transport) - Facturation possible des frais de transport exceptionnels et arrêté du 2 septembre 1977 - (p. 1221) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 2 de M. Michel Miroudot (principe de l'unicité du prix sans aucune modulation possible) ainsi que pour l'amendement n° 30 de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis (prix effectif de vente au public et possibilité de modulation par rapport au prix fixé par l'éditeur ou l'importateur) - Demande le retrait de l'amendement n° 46 de M. Jean Cluzel (prix de vente et élargissement de la marge de modulation reconnue aux détaillants) et s'oppose aux amendements n° 45 (limitation dans le temps du principe de l'unicité du prix du livre) et n° 47 (éditeurs et distributeurs et accord de limitation de la marge bénéficiaire) de M. Jean Cluzel - (p. 1222) : accepte l'amendement rédactionnel n° 31 de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis - **Après l'art. 1** (p. 1224) : son amendement n° 51 : efforts en faveur de la diffusion du livre et remises qualitatives ; obligation de dépassement par rapport aux remises quantitatives ; adopté - (p. 1225) :

s'oppose à l'amendement n° 32 de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis (efforts en faveur de la diffusion des livres et régime des rabais consentis par les éditeurs aux détaillants sans prise en compte des quantités acquises) - **Art. 2** : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Raymond Bourguine (suppression de cet article concernant l'inapplicabilité à l'Etat et aux collectivités du système du prix unique) - (p. 1226) : accepte l'amendement n° 33 de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis (dérogations en faveur de l'Etat et des collectivités et exclusion de toute revente des livres acquis) - Accepte les amendements n° 34 de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis (non application du système du prix unique aux établissements de recherche ou à vocation culturelle) - et n° 19 de M. Jacques Carat, rapporteur (non application du système du prix unique aux établissements de recherche) - S'oppose à l'amendement n° 20 de M. Jacques Carat, rapporteur (non application du système de prix unique aux associations scolaires à but éducatif ou culturel) - Problème de la définition des associations dites culturelles - (p. 1228) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. James Marson (non application du système du prix unique aux comités d'entreprises) - Accepte l'amendement n° 35 de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis (non application du système du prix unique aux bibliothèques de lecture ou de prêt) - S'oppose à l'amendement n° 21 de M. Jacques Carat, rapporteur (non application du système du prix unique aux établissements ou organismes culturels à l'étranger) - Problème spécifique de la vente des livres français à l'étranger - (p. 1229) : non application du système du prix unique aux bibliothèques des alliances françaises - Non application du système du prix unique aux « établissements d'enseignement » établis en ou hors de France - **Art. 3** (p. 1242) : son amendement n° 52 : application limitée à neuf mois du système du prix unique du livre aux personnes publiant un livre en vue de sa diffusion par courtage ; adopté - (p. 1243) : s'oppose aux amendements identiques n° 8 de MM. Pierre Vallon et Charles Zwickert et n° 26 de M. Jean-Pierre Fourcade (suppression de cet article concernant la non application au bout de neuf mois du système du prix unique du livre diffusé par courtage, abonnement ou correspondance) - S'oppose également à l'amendement n° 7 de M. Paul Pillet (vente par courtage, abonnement ou correspondance et non application du prix unique du livre après un délai d'un an) et à l'amendement n° 36 de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis (ventes par courtage, abonnement ou correspondance et point de départ du délai d'application du prix unique ; dépôt légal ou date d'importation) - **Art. 4** (p. 1246) : s'oppose à l'amendement n° 43 de M. Jean-Pierre Fourcade (suppression de cet article concernant les rabais et les conditions de délai d'édition et de réapprovisionnement) - (p. 1247) : accepte l'amendement n° 37 de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis (rabais sur les livres ; délais concernant le dépôt légal ou l'importation et le dernier approvisionnement) - Demande le retrait de l'amendement n° 22 de M. Jacques Carat, rapporteur (rabais et suppression de la condition de délai de réapprovisionnement) - **Art. 5** (p. 1248) : en ce qui concerne le principe de la simultanéité par tous les détaillants de ventes à primes, accepte les amendements, n° 38 de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis, et n° 4 de M. Michel Miroudot - **Art. 6** : au sujet de la suppression de cet article concernant les rabais sur les prix de vente au public, accepte les amendements identiques n° 23 de M. Jacques Carat, rapporteur, et n° 27 de M. Jean-Pierre Fourcade - **Art. 7** : accepte les amendements de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis, n° 39 (infractions à la loi et possibilité d'intenter des actions en cessation de toutes les opérations concernées) et n° 40 (ouverture du droit à l'action à tous les syndicats de professionnels) - **Après l'art. 7** (p. 1249) : s'oppose à l'amendement n° 49 de M. Jean-Cluzel (infractions à la loi et amende pénale) - **Art. 8** : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Raymond Bourguine (suppression de cet article concernant l'application de l'ordonnance du 30 juin 1945 relative aux prix) - S'oppose à l'amendement n° 41 de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis (maintien de la possibilité d'application

de l'ordonnance du 30 juin 1945 relative aux prix) - **Après l'art. 8** (p. 1250) : demande le retrait de l'amendement n° 42 de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis (application de la loi exclusivement aux livres neufs) - **Art. 9** (p. 1251) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Jacques Carat, rapporteur (présentation au 1<sup>er</sup> novembre 1983 d'un rapport d'application sur la présente loi) - (p. 1252) : accepte la demande de seconde délibération - **Deuxième délibération - Art. 1** : accepte l'amendement de forme n° 56 de M. Jacques Carat, rapporteur - **Art. 1 bis (nouveau)** : accepte l'amendement de forme n° 57 de M. Jacques Carat, rapporteur - **Art. 2** : accepte l'amendement de forme n° 58 de M. Jacques Carat, rapporteur - **Sur l'ensemble** (p. 1254) : qualité du débat - Application du texte - Prix du livre et politique culturelle.

**Deuxième lecture** [n° 344 (80-81)] - (31 juillet 1981) - **Art. 1** (p. 1306) : ses amendements n° 7 : indication du prix sur le livre ; adopté et n° 8 : décret et détermination des obligations de l'éditeur ou de l'importateur pour l'identification du livre et le calcul des délais légaux ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 1 de M. Jacques Carat, rapporteur (décret et publication du prix unique et des obligations incombant à l'éditeur ou à l'importateur) - (p. 1307) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Jacques Carat, rapporteur - (suppression des dispositions de cet article concernant le service gratuit de commande à l'unité) - Services exceptionnels et possibilité de paiement des frais engagés ; arrêté du 2 septembre 1977 - (p. 1309) : s'oppose aux amendements n° 20 de M. Jacques Habert (prix unique et rétablissement de la fourchette de variation de 10 %) et n° 3 de M. Jacques Carat, rapporteur (prix unique et possibilité d'ajout du coût du transport) - **Art. 2** : accepte l'amendement de coordination n° 4 de M. Jacques Carat, rapporteur - Son amendement n° 9 : suppression des dispositions de cet article concernant la non application du prix unique aux établissements et centres culturels reconnus, établis hors de France ; adopté - (p. 1310) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Jacques Carat, rapporteur (suppression des dispositions de cet article concernant l'exclusion du système du prix unique des associations à but non lucratif) - **Art. 3** : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Jacques Carat, rapporteur (vente par courtage, abonnement ou correspondance et fixation du point de départ des délais légaux) - **Art. 4** (p. 1311) : accepte l'amendement n° 15 de M. Jacques Carat, rapporteur (suppression des dispositions de cet article faisant référence à la loi de 1906 sur les soldes) - Son amendement rédactionnel n° 12 ; adopté - Accepte l'amendement rédactionnel n° 17 de M. Jacques Carat, rapporteur - **Après l'art. 4** : son amendement n° 21 : interdiction de la publicité hors des lieux de vente en cas de soldes ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement n° 13 de M. Jacques Carat, rapporteur (publicité sans limitation de lieu pour les soldes et limitation pour la remise de 5 %) - **Art. 8** (p. 1313) : son amendement n° 10 : maintien de l'application de l'ordonnance de juin 1945 relative aux prix ; adopté - **Art. 9** : son amendement n° 11, identique à l'amendement n° 14 de M. Jacques Carat, rapporteur : suppression des dispositions de cet article prévoyant un décret sur les règles relatives au calcul des marges bénéficiaires ; adopté - Accepte l'amendement rédactionnel n° 18 de M. Jacques Carat, rapporteur - **Deuxième délibération** (p. 1314) : désaccords entre le Sénat et l'Assemblée nationale et demande d'une seconde délibération - **Art. 1** : son amendement n° 22 : principe du service gratuit de commande à l'unité ; service exceptionnel et possibilité de surcoût ; adopté - Son amendement n° 24 : prix unique et limitation à 15 % de la fourchette de variation en dessous du prix fixé ; adopté - **Art. 2** : son amendement n° 23 : exclusion du système du prix unique des bibliothèques publiques régies par la loi de 1901 sur les associations ; adopté - **Après l'art. 5** (p. 1315) : son amendement n° 25 : interdiction hors des lieux de vente de toute publicité de rabais sur les prix de vente au public ; adopté - Equilibre nécessaire entre libraires et grandes surfaces - Maintien du principe de publicité sur la qualité des services rendus - **Sur l'ensemble** (p. 1317) : liberté des prix et absence de mise en cause, lors du débat à

l'Assemblée nationale, de M. René Monory - Obstacles juridiques à l'abrogation de l'arrêté Monory de 1979 ; choix entre un système de taxation et le vote d'une loi.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Deuxième partie :*

**Culture** - (8 décembre 1981) - (p. 3872) : volonté du Gouvernement de faire respecter la loi sur le prix unique du livre par l'ensemble des professionnels du livre - Budget de la culture : 1 % du budget de l'Etat en 1983 - Situation économique difficile et nécessité d'un idéal - (p. 3873) : action culturelle et ouverture sur la vie sociale - Loi pour l'éducation artistique - Promotion de la musique et pressions de l'argent - Politique du cinéma : coproductions télévision et cinéma - Architecture - Démocratisation de l'accès à la culture - Secteur public et secteur privé de la culture - Dialogue entre le Gouvernement et les professions - Réforme du cinéma et de la musique - Aspects positifs du mécénat privé : déductions du revenu imposable ; exonération des oeuvres d'art - Culture et travail : droits culturels des travailleurs dans les entreprises - Assises nationales et bilan d'action du nouveau gouvernement - Actions du ministère : loi sur le prix du livre ; réforme de l'Opéra - (p. 3874) : rattachement de la Bibliothèque nationale - Exposition universelle de 1989 et bicentenaire de la Révolution française - Création et décentralisation ; défense du patrimoine ; émulation entre les provinces ; création d'une direction nouvelle ; diminution du poids des institutions parisiennes ; création d'une dotation culturelle régionale et d'un fonds régional à l'acquisition d'oeuvres d'art - Créations d'emplois - Musée d'Orsay et poursuite du programme du gouvernement précédent - (p. 3875) : augmentation des crédits pour les institutions nationales assises à Paris et importance des institutions dans la vie culturelle nationale - Budget de la culture et maturité - (p. 3889) : prise en considération des activités nouvelles par le budget - Vocation du Centre national des arts plastiques - Musée d'Orsay : surveillance des coûts de l'opération - Développement du mouvement associatif ; créations d'emplois - Bibliothèques municipales classées et problème de la répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités locales ; « avant-projet » - (p. 3890) : écoles d'art : financement ; études sur le régime des études de l'orientation pédagogique ; plan de transformation des écoles d'art - Centres dramatiques nationaux : souhait d'un accroissement de l'effort des collectivités locales - Conclusion de contrats entre l'Etat et les communes - Culture et enseignement - Exemple de la ville de Caen et possibilité de négociation d'un contrat pluriannuel de développement culturel - Situation du Centre culturel du Marais : responsabilité de la Ville de Paris et recherche de solutions - Situation des musées ; amélioration de la situation des conservateurs de musées - Défense des petites communes et des communes rurales - Restauration des orgues - Alsace : expiration des chartes culturelles et conclusion d'une convention - Opposition à un art officiel et liberté de la création - Importance des associations culturelles parisiennes sur le plan national - Région Ile-de-France et augmentation du budget culturel par le conseil régional - Sauvegarde du phare de Cordouan en Gironde - Réunion : conclusion d'une convention avec le conseil général ; problème du prix des livres ; projet de centre d'action culturelle (p. 3891) : cinéma : travaux de la Commission sur la libéralisation du contrôle des films ; association des jeunes au contrôle des films - Compétence sur les abords des monuments historiques et dialogue : information des constructeurs ; financement d'études sur les sites les plus fragiles - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3892) : s'oppose à l'amendement n° 506 de M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur spécial (réduction des crédits du titre IV sur l'enseignement des arts plastiques) - **Etat C** (p. 3893) : sur la réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement des titres V et VI, concernant l'enseignement des arts plastiques, s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur spécial, n° 507 et n° 508 - (p. 3894) : sur l'amendement n° 509 de M. Jean-Pierre Fourcade, rappor-

teur spécial (réduction des autorisations de programme du titre VI sur l'aménagement du Musée d'Orsay), gestion du musée d'Orsay et surveillance de l'Etat; opposition à l'engagement du personnel de fonctionnement pendant 3 ou 4 ans; statut juridique: établissement public ou dépendance des musées de France.

**LARCHE (Jacques)**, sénateur de la Seine-et-Marne (UREI)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois:

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers (13 octobre 1981) (p. 1943).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (28 octobre 1981) (p. 2230).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de nationalisation (25 novembre 1981) (p. 3117).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modération des loyers (15 décembre 1981) (p. 4254).

#### QUESTIONS

*Questions orales avec débat :*

n° 68 (8 octobre 1981) (p. 1902) à M. le ministre de la santé: médecine (enseignement) (réforme des études médicales).

n° 69 (8 octobre 1981) (p. 1902) à M. le ministre chargé de la fonction publique: fonctionnaires (contribution des fonctionnaires au financement du chômage).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant amnistie [n° 304 (80-81)]** - (21 juillet 1981) - **Discussion générale** (p. 946): tradition de l'amnistie - (p. 947): amnistie comme remède au surpeuplement des prisons et problème de réinsertion des anciens détenus - **Système des exclusions**: communiqué du ministre du travail sur l'amnistie des infractions nées de conflits du travail - **Indépendance de la justice à l'égard de la politique** - **Déclaration du ministre de la défense nationale sur la défense de la patrie et du socialisme** - **Ministres communistes** - **Excès de certains propos contenus dans la déclaration de politique générale du Premier ministre lue, le 8 juillet, au Sénat par le ministre de l'intérieur** - **Approbation du groupe UREI au projet de loi d'amnistie** - (p. 948): vétusté du parc immobilier des prisons et surpeuplement évoqué par M. Charles Lederman - **Délinquance** - **Détention préventive** - **Art. 6** (p. 964): se déclare défavorable à l'amendement n° 49 de M. François Collet (suspension des effets de l'amnistie pendant une période probatoire pour les condamnés à des peines de trois à six mois) - (p. 966): notion de probation et importance des mesures éducatives - **Se déclare favorable aux amendements n° 69 de M. Charles Lederman et n° 20 de M. Marcel Rudloff, rapporteur, relatifs aux sursis à l'amnistie en cas de peines assorties d'un sursis avec mise à l'épreuve.**

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 310 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (23 juillet 1981) - **Art. 1** (p. 1078): argument invoqué de l'effort exceptionnel et risque de création d'une tranche supplémentaire d'imposition des revenus à 75 %.

**Suite de la discussion** - (24 juillet 1981) - **Art. 6** (p. 1121) se déclare défavorable aux amendements identiques n° 37 de M. Jean-François Pintat et n° 76 de M. Bernard Legrand (suppression de cet article prévoyant l'abrogation de la vignette sur les motocyclettes de grosse cylindrée) - **Proposition démagogique de suppression de la vignette moto.**

- **Projet de loi portant amnistie - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 343 (80-81)]** - (31 juillet 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1303): qualité de la protection des salariés ayant un mandat et faiblesse du nombre de ces salariés concernés par l'amnistie - **Vote favorable de la majorité du groupe UREI** - **Travail de la commission mixte paritaire.**

- **Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [n° 366 (80-81)]** - (22 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1571): aspect positif de la loi du 10 janvier 1980 - **Situation de l'immigration en France** - **Tradition d'accueil des réfugiés politiques** - **Complexité du problème de l'immigration et différences de nationalité**; application du traité de Rome - (p. 1572): immigration et naturalisation - **Droit de souveraineté et de police administrative de l'Etat sur les étrangers** - **Renoncement des prérogatives administratives de l'Etat pour un pouvoir judiciaire** - **Immigration clandestine**: insuffisance d'un contrôle aux frontières - **Immigration « touristique »** - **Intégration ou maintien des particularismes ethniques et linguistiques des étrangers** - **Interruption de grossesse** - **Droit de vote des immigrés aux élections municipales** - **Art. 1** (p. 1573): son amendement n° 41: refus de l'accès du territoire français à tout étranger constituant une menace pour l'ordre public; rejeté.

- **Projet de loi portant abolition de la peine de mort [n° 385 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (30 septembre 1981) - **Art. 1** (p. 1741, 1742): vote défavorable sur la question préalable - **Peine de mort et racisme** - **Tradition de violence** - **Son amendement n° 10, déposé avec M. Etienne Dailly qui le soutient**: abrogation de la peine de mort en temps de paix; retiré - **Art. 8** (p. 1747): son amendement n° 18, déposé avec M. Etienne Dailly qui le soutient: suppression de l'article 8 tendant à convertir la condamnation à la peine de mort en réclusion ou condamnation criminelle à perpétuité; retiré.

- **Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France - Deuxième lecture [n° 405 (80-81)]** - (6 octobre 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1872): abstention du groupe UREI - **Problèmes sociaux posés par la population immigrée en France et laxisme de la politique du Gouvernement** - **Immigration clandestine et nécessité des contrôles d'identité.**

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 19 (81-82)]** - (22 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 2099): action du précédent gouvernement en faveur de la restructuration de la sidérurgie française - (p. 2100): gestion des entreprises nationales et des entreprises privées; comparaison entre Renault et Peugeot; concours de l'Etat et impôts payés - **Dotations en capital de l'Etat à la régie Renault** - **Comparaison entre les impôts payés par Renault et par Peugeot.**

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (29 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 2315): ancienneté de l'idée de décentralisation

- Etat centralisateur et naissance de la nation française - Communes héritières des paroisses et création artificielle des départements - Mise un terme à vingt-trois ans de « domination coloniale des préfets » - Liberté d'expression de l'opposition - Décentralisation et consensus national; révolution et lois de 1871 et de 1884 - Inapplication du principe constitutionnel de 1946 qui faisait du président du conseil général l'exécutif départemental - Reconstitution du tissu économique et social sous la Ve République et application de la décentralisation - Décentralisation et projet d'étatisation économique - (p. 2316) : caractère hâtif du projet - Qualités de la loi-cadre de 1956 sur la décentralisation des territoires d'outre-mer et insuffisance du projet actuel - Demande la communication systématique des avis du Conseil d'Etat sur les projets de loi soumis au Parlement - Pluralisme des centres de décision et décentralisation; nécessité de définir un rapport de droit entre les collectivités autonomes; rapport de droit et nécessité de définir les compétences - Absence de répartition des compétences dans le projet - Remplacement de la tutelle *a priori* par une tutelle juridictionnelle; Cour de discipline budgétaire - Intervention économique des collectivités locales - Prise en compte des délibérations du Sénat - Propos de Léon Blum sur la nécessité de réduction des prérogatives de la Seconde Chambre - (p. 2317) : décentralisation et rôle important du Sénat.

- **Projet de loi de nationalisation [n° 36 (81-82)]**

Suite de la discussion - (21 novembre 1981) - Discussion générale (p. 2979) : qualité du débat sénatorial - Juste conception du rôle du Sénat - Ethique religieuse et obstacle au développement d'une société d'initiatives et de libertés marchandes aux XVIIe et XVIIIe siècles - Satisfaction devant l'absence de référence aux exemples historiques de Léon Blum et de De Gaulle - Nationalisation et aspects économique et politique - Passage d'une société de responsabilité à une société d'assistance et de bureaucratie - Légalité libérale et légalité socialiste - Elections législatives et présidentielles et place du Parlement; conception du mandat et de la souveraineté nationale - Inconstitutionnalité du principe et des modalités des nationalisations - Vote défavorable sur le projet - Arbitrage du Conseil constitutionnel - (p. 2980) : « bloc de légalité constitutionnelle » et affirmation du droit de propriété - Atteinte légale à ce droit en ce qui concerne l'usage et non le transfert - Rejet par les français en 1945 du projet de Constitution définissant une nouvelle conception de la propriété et instaurant un système monocaméral - Préambule de 1958 et caractère exceptionnel de la nationalisation - Compétence de l'article 34 en ce qui concerne les nationalisations - Droit d'association et jurisprudence du Conseil constitutionnel; interdiction d'y porter atteinte, même par la loi - Règle de l'article 34 relative à la nationalisation et au maintien du droit de propriété - Conseil constitutionnel et droit de contrôle en cas d'erreur manifeste; reprise d'une jurisprudence du Conseil d'Etat ouverte en 1950 - Nationalisation et caractère de monopole ou de service public; cas des banques étrangères et mutualistes - (p. 2981) : interprétation restrictive de l'article 17 de la Déclaration des droits de l'homme sur l'expropriation - Insuffisance des indemnités prévues - Affrontement entre deux conceptions de la liberté.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Discussion des articles de la première partie :*

(25 novembre 1981) - Art. 3 (p. 3100) : son amendement n° 282, soutenu par M. Michel d'Aillières : exclusion des stocks agricoles de l'assiette de l'impôt sur le capital; devenu sans objet - (p. 3113) : son amendement n° 278, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : exclusion de l'assiette de l'impôt sur le patrimoine des biens et fonds agricoles directement exploités ou loués; retiré - Art. 4 (p. 3119) : son amendement n° 407, soutenu par M. Michel d'Aillières : élargissement de la base familiale à partir de laquelle serait calculée l'assiette des biens professionnels; devenu sans objet.

- **Projet de loi de nationalisation - Nouvelle lecture [n° 93 (81-82)]** - (16 décembre 1981) - Discussion générale (p. 4285) : justification par le ministre de la justice de la nationalisation de cinq groupes industriels et absence de prise en compte des comptes consolidés - (p. 4293) : échec de la commission mixte paritaire et refus par le Sénat du projet de loi de nationalisation - Question préalable et exception d'irrecevabilité - Déclaration du Gouvernement sur la nécessité des nationalisations et précisions apportées par M. Etienne Dailly, rapporteur, sur la diversité des sociétés nationalisées par contrecoup - Réussite du plan Monnet à la Libération et insuffisance des précisions apportées par le Gouvernement dans le plan intérimaire : rôle respectif du secteur public élargi et du secteur privé - (p. 4294) : coût financier des nationalisations - Prétendue solution au problème du chômage - Créations d'emplois permises par les nationalisations, soulignées par M. André Méric, et rôle des entreprises privées dans le secteur de la construction aéronautique - Raisons de voter l'exception d'inconstitutionnalité : légitimité de la propriété en droit français - Exceptions des nationalisations et des expropriations et conditions posées pour le recours à ces procédures : service public ou monopoles - (p. 4295) : distinction entre nationalisation et expropriation - Notion de nécessité publique - Recours devant le Conseil constitutionnel - Se félicite de la déclaration de M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat, relative au respect par le Gouvernement de toute décision éventuelle du Conseil constitutionnel - Projet de loi de nationalisation et problème de société : liberté économique et liberté politique - (p. 4296) : danger d'atteinte aux libertés.

LARUE (Tony), sénateur de la Seine-Maritime (S)

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (14 octobre 1981) (p. 1973).

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1981 (24 juillet 1981) (p. 1157).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du deuxième projet de loi de finances rectificative pour 1981 (27 octobre 1981) (p. 2202).

DÉPÔTS

*Rapport spécial* fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Commerce extérieur [n° 58, annexe 5 (81-82)] (23 novembre 1981).

*Rapport spécial* fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Mer - Ports [n° 58, annexe 19 (81-82)] (23 novembre 1981).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

Commerce extérieur - (10 décembre 1981) - Rapporteur spécial - (p. 3989) : caractère dispersé des crédits et

nécessité d'une synthèse dans un document unique - Progression des crédits du commerce extérieur ; services de l'expansion économique à l'étranger - Dotation du Centre français du commerce extérieur (CFCE) ; contrôle de l'utilisation des crédits - Crédits de l'Agence pour la coopération technique, industrielle et économique (ACTIM) - Résorption du déficit du CFCE ; conséquence des événements iraniens - Taux croissant des aides financières à l'exportation ; recherche de partenaires solvables - Relance des exportations et modération des importations - Poids de la facture énergétique et influence des variations du dollar - Déficit structurels ; secteur agro-alimentaire - (p. 3990) : production agricole et déficit en produits élaborés - Faiblesses pour les biens d'équipement professionnels ; appareil ménager, industrie textile, ameublement et automobile - Retards dans certains secteurs industriels et taux de pénétration du marché intérieur ; sensibilité de nos importations à la relance économique mondiale - Déficit avec les pays industrialisés et compensation avec les pays du Tiers monde ; endettement de ces derniers - Equilibre du commerce extérieur et reconquête du marché intérieur ; compétitivité - Priorité à la filière électronique, machine-outil, et aux productions nouvelles ; robotique et bio-industrie - Mesures gouvernementales en faveur des machines-outils - Aspect des réglementations et absence d'esprit protectionniste - Promotion des exportations - Concentration des exportations vers les pays nouvellement industrialisés à solvabilité certaine - Redéfinition de la politique des grands contrats - Avis favorable à l'adoption de ces crédits.

Mer - (11 décembre 1981) - Rapporteur spécial (ports) (p. 4056) : création d'un ministère de la mer et augmentation des crédits des ports maritimes - Trafic maritime et effets de la réduction de consommation des produits pétroliers ; difficultés financières des ports autonomes ; adaptation nécessaire aux nouvelles conditions du trafic : pétrole et charbon ; agro-alimentaire ; modernisation des techniques de manutention - Crédits budgétaires : dépenses ordinaires ; subventions aux ports autonomes ; dotations en capital ; ports d'outre-mer : aménagement d'un nouveau port à la Réunion ; réception du charbon : terminal charbonnier du Havre ; extension de celui de Fos ; Dunkerque, Nantes et Marseille - (p. 4057) : insuffisante réalisation du programme d'action prioritaire (PAP) du VII<sup>e</sup> plan : « modernisation des infrastructures et augmentation du trafic des ports » - Effort d'investissement réalisé par les concurrents de la France - Détournements de trafic : exemple d'Usinor Lorraine : transit des marchandises par Anvers - Rôle des ports dans le développement du commerce extérieur - Position de la commission des finances favorable à l'adoption des crédits maritimes.

LAUCOURNET (Robert), sénateur de la Haute-Vienne (S) -  
*Vice-président du Sénat*

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modération des loyers (15 décembre 1981) (p. 4254).

#### DÉPÔTS

*Participation au rapport d'information* fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur les activités des institutions des Communautés européennes entre le 1<sup>er</sup> novembre 1980 et le 30 avril 1981 en application

de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les Communautés européennes [n° 286 (80-81)] (2 juillet 1981).

*Avis présenté*, au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Logement [n° 60, tome XIV (81-82)] (23 novembre 1981).

*Participation au rapport d'information* fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur les activités des institutions des Communautés européennes, entre le 1<sup>er</sup> mai 1981 et le 31 octobre 1981, en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979, portant création de délégations parlementaires pour les Communautés européennes [n° 89 (81-82)] (2 décembre 1981).

*Avis présenté*, au nom de la commission des affaires économiques sur le projet de loi [n° 83 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relatif à la modération des loyers [n° 114 (81-82)] (10 décembre 1981) - Baux.

#### QUESTIONS

*Questions orales avec débat :*

n° 39 (29 juillet 1981) (p. 1230) à M. le ministre de l'économie : construction (nécessité de réformer l'assurance-construction).

#### INTERVENTIONS

En tant que président de séance

- Communications - (28 juillet 1981) (p. 1166) : annonce l'élection de M. Jacques Delong, (Haute-Marne) et la démission de M. Jean-Paul Hammann (Bas-Rhin).

- *Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France - Deuxième lecture* [n° 405 (80-81)] - (6 octobre 1981) - Art. 1<sup>er</sup> (p. 1856) : demande de suspension de séance déposée par la commission ; au nom du Sénat, proteste contre le dépôt d'amendements en séance par le Gouvernement.

- *Attentat contre le Président Sadate et annonce de son décès* (6 octobre 1981) - (p. 1873 et 1877).

- *Bienvenue à une délégation de membres du Conseil national et du Conseil fédéral autrichien*, présidée par M. Anton Benya, président du Conseil national (20 octobre 1981) (p. 2051).

- *Décès de M. Pierre Labonde*, sénateur de l'Aube, le 22 novembre 1981 (23 novembre 1981) (p. 3008).

- *Hommage à une délégation de la Knesset* (16 décembre 1981) - (p. 4288) : amitié avec le peuple israélien.

En tant que sénateur

- *Projet de loi modifiant ou complétant diverses dispositions du code rural relatives à la lutte contre les maladies des animaux et à leur protection* [n° 158 (80-81)] - (8 juillet 1981) - Discussion générale (p. 831) : contrôle du respect des règles de protection des animaux - (p. 832) : mauvais traitement infligé aux animaux - Renforcement des pouvoirs d'investigation des vétérinaires inspecteurs et des techniciens des services vétérinaires : comparaison avec les enfants martyrs - Contrôle dans les « habitations privées » ; maintien des libertés individuelles.

- *Projet de loi relatif au prix du livre - Deuxième lecture* [n° 344 (80-81)] - (31 juillet 1981) - Art. 1 (p. 1308) : se déclare défavorable à l'amendement n° 2 de M. Jacques Carat, rapporteur (suppression des dispositions de cet article concernant le service gratuit de commande à l'unité).



- **Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 14 et 15 de ladite loi - Deuxième lecture [n° 406 (80-81)] - (1<sup>er</sup> octobre 1981)**  
**Art. 1 (p. 1801) :** vote du groupe socialiste contre l'amendement n° 1 de M. Jacques Habert, rapporteur (représentation de chaque catégorie dans des proportions à l'intérieur d'une fourchette pour la composition des conseils d'université et d'unité d'enseignement et de recherche, UER) -  
**Art. 2 (p. 1802) :** vote du groupe socialiste contre l'amendement n° 2 de M. Jacques Habert, rapporteur (rétablissement du quorum prévu dans la loi de 1968 et généralisation à toutes les catégories d'électeurs pour les conseils d'université et les conseils d'UER) - **Explication de vote sur l'ensemble (p. 1804, 1805) :** déception concernant le climat politique au sein du Sénat - Problème de la répartition proportionnelle des avis budgétaires. Vote défavorable du groupe socialiste sur l'ensemble du projet de loi dénaturé par les amendements adoptés.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 19 (81-82)] - (22 octobre 1981) - Discussion générale (p. 2091) :** crise de la sidérurgie française - Convention du 29 juillet 1966 entre l'Etat et l'industrie sidérurgique et accent mis sur Fos, au détriment des bassins du Nord et de la Lorraine - Absence de politique industrielle du gouvernement précédent - Promesse non tenue de création d'emplois dans l'industrie automobile en Lorraine - Plan Davignon de 1977 et récession organisée de l'industrie sidérurgique européenne - Sauvegarde nécessaire de la sidérurgie française : efforts de recherche ; amélioration des conditions de travail ; diversification de la production - Rôle des entreprises publiques comme moyen d'orientation et de stimulation de la politique industrielle - Soutien au Gouvernement.

- **Questions orales avec débat jointes : politique du Gouvernement en matière d'urbanisme et de logement - (27 octobre 1981) (p. 2192) :** relance de la construction ; impact social et économique - Logement, priorité nationale : déblocage du Fonds d'action conjoncturelle et inscription de crédits au collectif budgétaire - Logement et prise en compte dans le budget de 1982 et le plan intérimaire - Nécessité d'une réforme foncière - Financement du logement : désengagement de l'Etat et diminution des aides à la pierre - Unification des systèmes d'aide personnelle - Efficacité économique et sociale des aides publiques - Coût du crédit et solvabilité des accédants - Mécanismes de financement : amélioration de la sélectivité et du contrôle public - **Projet de loi sur les rapports propriétaires-locataires ; contenu et durée des baux ; congé et évolution des loyers - Caractère obligatoire des accords Delmon ; charges locatives et droits respectifs des parties - Diminution des charges locatives - Situation préoccupante du secteur du bâtiment - Difficultés des offices d'HLM - (p. 2193) :** asphyxie financière de nombreux organismes - Nouvelle politique de l'habitat et qualité des premières mesures gouvernementales.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion - (6 novembre 1981) - Rappel au règlement (p. 2534) :** opposition avec le règlement : nombreux amendements défendus par des membres du Sénat qui n'en sont pas signataires - Conséquence sur la prolongation du débat.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion - (26 novembre 1981) - Art. 11 (p. 3186) :** se déclare défavorable à l'amendement n° 13 de M. Robert Schmitt, soutenu par M. Philippe de Bourgoing (majoration de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance).

*Deuxième partie :*

**Commerce et artisanat - (2 décembre 1981) - (p. 3491) :** vote favorable du groupe socialiste - Budget et prise en compte de la décentralisation et de la lutte pour l'emploi - Création de délégations régionales au commerce et à l'artisanat - Amélioration de la connaissance statistique de ce secteur - Développement de la formation - Majoration de la dotation pour création d'entreprises artisanales - Renforcement du système de garantie des prêts et assouplissement des procédures - Aides aux artisans en zones sensibles - Concurrence entre petit commerce et grande surface - Amélioration du régime social des artisans et commerçants ; rapprochement avec le régime général - Statut du conjoint - Aide spéciale compensatrice - Régions et aides au commerce local et à l'artisanat diffus.

**Urbanisme et logement - (6 décembre 1981) - Rapporteur pour avis (Logement) (p. 3752) :** rappelle la qualité d'ancien sénateur du ministre du logement - Absence de suivi des réformes : financement du logement, amélioration du patrimoine bâti ; effort au bénéfice des locataires et des accédants à la propriété les moins favorisés - Maintien d'exonérations fiscales non justifiées et abandon de la péréquation des loyers - Accession à la propriété et endettement - Stagnation du marché hypothécaire et complexité des circuits de financement - Hausse des prix du bâtiment et coût foncier - Absence de rôle pilote des offices d'HLM - Logement et aggravation de la ségrégation sociale - Equipement collectif : maigreur des crédits et normalisation excessive - Relance nécessaire des secteurs du bâtiment et des travaux publics ; majoration des dotations - Fin de la politique de l'accession à la propriété « tous azimuts » ; aide aux logements locatifs de qualité - Développement de formules comme l'aide à la première accession, la location-accession, attribution ou coopérative - Souplesse entre le statut de la location et celui de la propriété - Parc existant et modification des conditions de conventionnement ; aide à l'amélioration de l'habitat - Politique volontariste et économies d'énergie - Accroissement du volume d'activités de l'industrie du bâtiment ; artisans et petites et moyennes entreprises - (p. 3753) : difficultés de l'institution HLM ; logements vacants, arriérés de loyers ; actualisation de 25 % des aides - Rapprochement des barèmes de l'aide personnalisée au logement (APL) et de l'allocation logement - Elaboration d'une politique des loyers - **Projet de loi relatif aux droits et obligations des locataires et bailleurs ; accords Delmon - Réforme foncière et maîtrise des sols et de l'urbanisation par les collectivités locales - Avis favorable à ce projet de budget.**

- **Projet de loi relatif à la modération des loyers [n° 83 (81-82)] - (15 décembre 1981) - Rapporteur pour avis - Discussion générale (p. 4234) :** avis favorable à l'adoption de ce texte - Proposition de loi et conciliation d'objectifs contradictoires - Protection du pouvoir d'achat des locataires sans léser les bailleurs ; revalorisation du barème de l'aide personnalisée au logement (APL) ; limitation à 80 % de la variation de l'indice du coût de la construction de l'INSEE pour les loyers ; dispositions particulières pour les organismes d'HLM et préservation de leur équilibre financier - (p. 4235) : préparation du projet de loi sur les rapports entre bailleurs et locataires - Lutte contre le maintien de certains avantages acquis injustifiés ; non-application du projet aux logements vacants du seul fait de la volonté du locataire - Lutte contre l'inflation sans pénaliser l'industrie du bâtiment ; augmentation de l'APL et modération du prix du loyer - Importance économique de l'industrie du bâtiment ; nombre de logements construits selon la formule de prêts locatifs aidés (PLA) et prêts destinés à l'accession à la propriété (PAP) - Amélioration de l'habitat et économies d'énergie ; dispositions du plan intérimaire - Evolution favorable des loyers des logements quel que soit leur statut où des travaux d'économies d'énergie ont été réalisés ; logements conventionnés et de la loi de 1948 - Création d'un droit à l'habitat - Caractère provisoire de cette proposition de loi - **Art. 1 (p. 4237) :** son amendement n° 15 : fixation du 1<sup>er</sup> décembre 1981 au 31

mai 1982 de la période de modération des loyers ; adopté - (p. 4238) : son amendement n° 17 : modération des loyers et suppression des dispositions concernant le changement ou non du locataire pour les nouvelles locations ; adopté - (p. 4239) : ses amendements n° 18 : non-application des dispositions du projet aux locaux vacants par décision de justice ou volonté du précédent preneur ; adopté, et n° 19 : application des dispositions du projet aux locaux accessoires dépendant ou non du local principal ; retiré - (p. 4240) : ses amendements de forme n° 20 ; adopté et n° 21 ; rejeté - (p. 4241) : son amendement n° 23 : exclusion des dispositions de la loi des loyers des logements meublés loués par un professionnel ; adopté - Art. 2 (p. 4243) : son amendement n° 24 : système de modération de la hausse des loyers HLM et prise en compte de la date du 30 novembre 1981 comme référence ; adopté - Son amendement n° 25 : non-application du texte aux loyers HLM inférieurs à la moyenne du montant minimum des loyers et aux logements où ont été effectués des travaux d'amélioration ou d'économies d'énergie ; retiré - Art. 2 bis (p. 4244) : accepte l'amendement n° 6 de M. Paul Pillet, rapporteur (règles de majoration des loyers des logements soumis à la réglementation du Crédit foncier de France ou de la Caisse centrale de coopération économique) - (p. 4245) : ses amendements n° 27 : logements soumis à la réglementation du Crédit foncier de France ou de la Caisse centrale de coopération économique et hausse du loyer dans la limite de la variation de l'indice du coût de la construction ; adopté, n° 28 : reconduction du bail d'un logement soumis à la réglementation du Crédit foncier de France ou de la Caisse centrale de coopération économique et possibilité de majoration ; adopté - Son amendement n° 29 de coordination ; adopté - Art. 3 (p. 4246) : son amendement n° 32 identique à l'amendement n° 9 de M. Paul Pillet, rapporteur : absence de référence pour la hausse des loyers du secteur libre ; limite à 80 % de la variation du dernier indice publié par l'INSEE ; retiré - Accepte l'amendement n° 9 - Son amendement n° 33 : reconduction du contrat et fixation d'une limite au nouveau loyer égale au dernier loyer du précédent contrat ; adopté - (p. 4247) : son amendement n° 34 : règles pour la hausse des loyers du secteur libre et non-application aux locaux d'habitation ou à usage mixte vacants depuis plus d'un an ; adopté - Après l'art. 3 : son amendement n° 35 : logements du secteur libre et des sociétés d'économie mixte non conventionnés et augmentation des loyers à la condition de la réalisation de travaux d'économies d'énergie au moins égale à 2.000 F ; adopté - Art. 1 (suite) (p. 4249) : son amendement de coordination n° 16, précédemment réservé ; adopté - Art. 3 (suite) : son amendement n° 31, précédemment réservé : principe de l'augmentation des loyers du secteur libre ; adopté - Art. 4 : son amendement n° 36 : expiration de la date d'application de la loi et interdiction des mesures de rattrapage pour l'ensemble des loyers soumis à limitation ; adopté - Art. 4 bis (p. 4250) : son amendement n° 37 : locaux commerciaux et fixation en cas de renouvellement pour 1982 du coefficient de hausse ; rejeté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 104 (81-82)] - (17 décembre 1981) - Après l'art. 12 (p. 4349) : soutient l'amendement n° 8 de M. Henri Duffaut (mode de financement des dépenses des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement, CAUE).

- **Projet de loi approuvant le Plan intérimaire pour 1982 et 1983** [n° 118 (81-82)] - (22 décembre 1981) - Discussion générale (p. 4523) : lien entre plan intérimaire et projet de décentralisation du Gouvernement - Urgence de l'élaboration d'un plan intérimaire ; modicité de sa dimension régionale - Plan intérimaire et affirmation du principe du renforcement du rôle des collectivités territoriales et de la nécessité de l'aménagement du territoire - Contrats entre l'Etat et les collectivités publiques ou les entreprises - Elargissement des possibilités d'intervention économique des collectivités locales ; entreprises en difficultés ; créations d'entreprises - Initiatives des collectivités locales et action régulatrice de l'Etat ; plan national et plan régional ; délégation d'actions sectorielles de politique industrielle -

Décentralisation et renforcement du caractère démocratique des régions - Indépendance financière nécessaire - Elaboration d'une planification nationale et démocratique - Création des établissements publics régionaux et transformation en administrations de gestion - Méthodes de conclusion des contrats de pays, de villes moyennes, de routes ou d'équipements divers - (p. 4524) : plan intérimaire et place éminente laissée à la région - Délai du plan intérimaire et préparation de contrats avec l'Etat - Dimensions économique, sociale et culturelle de la planification - Vote favorable du groupe socialiste.

**LAURAIN (Jean)**, ministre des anciens combattants (nommé le 22 mai 1981 dans le gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 23 mai 1981, p. 1631].

Nommé de nouveau ministre des anciens combattants le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy [JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1787]

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

### Deuxième partie :

**Anciens combattants** - (30 novembre 1981) - (p. 3344) : contentieux entre le monde combattant et les pouvoirs publics : suppression de la célébration de la victoire du 8 mai 1945 ; remise en cause du rapport constant - Dialogue et concertation entre le Gouvernement et les associations d'anciens combattants - Accord de la presse du monde combattant - Information sur les activités du ministère et rôle d'un ministère de la prévention, de la vigilance et de la défense de la paix - Création d'une Commission de l'information historique pour la paix - Progression du budget : aides aux anciens combattants et victimes de guerre ; application du rapport constant ; pensions ; appareillage des mutilés ; rattrapage au titre du rapport constant et intégration du point de l'indemnité de résidence - Fête nationale du 8 mai et élaboration du programme des cérémonies - (p. 3345) : renforcement de l'action sociale de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre ; création d'emplois - Enseignement dans les écoles de rééducation professionnelle et politique sociale envers les personnes âgées ; aides-ménagères à domicile - Efficacité du fonctionnement des services du ministère ; reconstruction de l'Institution nationale des invalides ; participation à l'expérience de « télélet Vélizy » ; renforcement des personnels d'encadrement ; informatique et bureautique - (p. 3346) : revendications des secrétaires généraux des offices départementaux et revalorisation de leur indemnité de sujétion - Apurement du contentieux alsacien-lorrain ; création d'une mission interrégionale à Metz et installation de sa fondation « Entente franco-allemande » ; vote du Bundestag - Contentieux des anciens combattants d'Afrique du Nord ; liberté de choix de la date de commémoration des morts de la guerre d'Algérie laissée à chaque association ; conditions d'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants d'Afrique du Nord - Rattrapage du rapport constant et pension des veuves, ascendants et pupilles - Manifestations du souvenir de la déportation - Politique gouvernementale et lutte contre le chômage et l'inflation - Solidarité nationale vis à vis du monde combattant - Réponse aux besoins et aux aspirations du monde combattant - (p. 3358) : évolution du budget ; achèvement du rattrapage du rapport constant pour 1984 et négociation de l'intégration de l'indemnité de résidence - Commission de l'information historique : orientation vers la jeunesse ; recherche des conditions de la paix ; paix, vigilance et défense forte - Guerre d'Algérie : affaire des archives et compétence du ministère des relations extérieures ; amélioration des conditions d'attribution de la carte de combattant ; bénéfice de la campagne double - (p. 3359) :

libre choix des associations pour la commémoration des morts de la guerre d'Algérie - Evolution des crédits destinés aux fêtes et manifestations - Exclusion de la loi d'amnistie des attentats fascistes et racistes - Proportionnalité des pensions et modestes débuts de rattrapage - Incorporés de force dans l'armée allemande: patriotes résistants à l'occupation (PRO) et victimes du nazisme en Alsace-Lorraine - Indemnisation promise par l'Allemagne fédérale et délai de règlement - Mensualisation des pensions et compétence du Trésor public - Mutualité combattante et augmentation du plafond de la rente mutualiste - Etude du statut des internés du camp de Rawa-Ruska et des évadés - Nouvelles instructions ministérielles pour les pensions, les demandes en aggravation et les expertises médicales - Délivrance des cartes de combattant volontaire de la Résistance à l'échelon départemental ou par une commission nationale; levée des forclusions en matière de carrière et délivrance des certificats d'appartenance - Régime des campagnes simples ou doubles - (p. 3360): extension de la portée de l'attestation de reconnaissance des services de résistance délivrée par l'Office national des anciens combattants - Concertation - Refus d'institutionnalisation d'une structure tripartite permanente et consultation des associations - Pensions des veuves et des ascendants - Problème des centres d'appareillage - Emplois réservés: insuffisance du nombre d'emplois mis à disposition; spécificité et implantation géographique - Contingent de Légion d'Honneur et compétence du ministère de la défense - Rétablissement du Mérite combattant et nécessité d'un accord du Président de la République - Maison du combattant à la Martinique - Aides aux communes pour la célébration du 8 mai; faiblesse des dépenses et étude du problème - Travail obligatoire et division du monde combattant - Retraite des combattants en liaison avec la retraite professionnelle - Innovations du budget des anciens combattants.

**LAURENT (Bernard)**, sénateur de l'Aube (UCDP)

Devient sénateur le 22 novembre 1981 en remplacement de M. Pierre Labonde, décédé (23 novembre 1981) (p. 3041).

**LA VERPILLIERE (Guy de)**, sénateur de l'Ain (UREI)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (1<sup>er</sup> octobre 1981) (p. 1799).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980, modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 14 et 15 de ladite loi (1<sup>er</sup> octobre 1981) (p. 1805).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (10 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 8** (p. 2564): soutient l'amendement n° I-20 de M. Michel d'Aillières (inscription des dépenses obligatoires et suppression de la saisine d'office de la chambre régionale des comptes).

**Suite de la discussion** - (12 novembre 1981) - **Titre II - Art. 17** (p. 2605): soutient les amendements de M. Michel d'Aillières n° II-16 (détermination du nombre des vice-présidents en fonction de l'effectif de membres du conseil général) et n° II-14 (incompatibilité du mandat de président de conseil général avec la fonction de maire de la commune, chef-lieu du département) - **Art. 18** (p. 2609): soutient l'amendement n° II-12 de M. Michel d'Aillières (approbation par décret en Conseil d'Etat d'une convention type entre le représentant de l'Etat et le conseil général pour la répartition des services de la préfecture) - (p. 2610): soutient l'amendement n° II-11 de M. Michel d'Aillières (application automatique de la convention type après un délai de quatre mois) - **Art. 18 sexies** (p. 2613): soutient l'amendement n° II-19 de M. Michel d'Aillières (limitation des délégations de compétences du président du conseil général aux seuls vice-présidents).

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - **Titre III - Après l'art. 45** (p. 2755): soutient l'amendement n° III-19 de M. Michel d'Aillières (compétence régionale en matière d'équipement collectif) - (p. 2756): son amendement n° III-20: possibilité de modification des limites actuelles des régions; retiré - (p. 2756): soutient l'amendement n° III-211 de M. Louis de La Forest (modification des dénominations et limites régionales à la demande des conseils généraux et régionaux) - **Art. 47** (p. 2757): sur l'amendement n° III-57 de M. Michel Giraud, rapporteur (principe du transfert au président du conseil régional de l'exécutif; rôle du comité économique et social), soutient le sous-amendement n° III-21 de M. Michel d'Aillières (affaires régionales et pouvoirs du commissaire de la République) - **Art. 48** (p. 2762): soutient les amendements de M. Michel d'Aillières n° III-24 (fixation à 20% des dépenses d'investissement de la participation aux dépenses de fonctionnement des équipements régionaux) et n° III-26 (absence de création de services régionaux propres pour représenter les intérêts généraux, commerciaux et industriels) - (p. 2763): soutient l'amendement n° III-25 de M. Michel d'Aillières (attributions économiques et sociales de la région et transformation en collectivité territoriale) - **Titre I - Art. 4 (suite)** (p. 2769): se déclare favorable aux amendements de M. Maurice Lombard, soutenu par M. Jean Amelin n° I-43 (prises de participation communale dans des sociétés d'économie mixte et satisfaction des besoins communaux ou réalisation d'activités d'intérêt général) et n° I-45 (répartition des compétences et régime juridique des sociétés d'économie mixte).

**Suite de la discussion** - (18 novembre 1981) - **Titre II - Art. 18 bis (suite)** (p. 2823): soutient l'amendement n° II-13 de M. Roland Ruet (disposition directe du président du conseil général sur les services extérieurs de l'Etat).

**LAZUECH (Louis)**, sénateur de l'Aveyron (UREI)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière (2 octobre 1981) (p. 1814).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie:*

**Postes et télécommunications** - (4 décembre 1981) (p. 3638): augmentation du taux de rémunération des

dépôts à la Caisse nationale d'épargne (CNE) ; relèvement du coût de la taxe de base téléphonique - Intention du Gouvernement de geler les tarifs publics - Créations d'emplois - Réduction des investissements et diminution du nombre des lignes en construction - Facturation détaillée - Modernisation et remplacement des commutateurs Crossbar par des systèmes électroniques - Insuffisance de l'effort pour la recherche - Problème des receveurs-distributeurs et des receveurs de quatrième classe - Vote défavorable sur les crédits du budget.

**Urbanisme et logement** - (6 décembre 1981) - (p. 3754) : importance économique et sociale du logement ; effort accru de l'Etat et inquiétude sur l'exécution de ce budget ; difficultés économiques et bouleversement législatif annoncé - Augmentation des crédits pour les constructions neuves aidées et les aides personnalisées - Effort moindre en faveur de la réadaptation du patrimoine existant - Financement des logements en prêts locatifs aidés et capacité de réponse de la Caisse des dépôts - Accession à la propriété et financement des prêts en accession ; substitution de l'aide à la pierre au profit de l'aide personnalisée au logement (APL) - (p. 3755) : problèmes de l'apport personnel et de solvabilité des accédants à la propriété ; taux d'intérêt et conditions d'accès à APL - « Désolvabilisation » des ménages et réduction des coûts fonciers, de construction et annexes - Recours aux compensations budgétaires et bonifications d'intérêts ; avantage au secteur locatif au détriment des prêts d'accession - Prêts HLM et augmentation de la rémunération des dépôts à la Caisse d'épargne - Amélioration de l'habitat ; secteur HLM et habitat privé - Avantage au logement social au détriment du logement privé - Mesures gouvernementales et découragement de la propriété et de l'investissement dans le logement - Entreprises du bâtiment et charges salariales et fiscales nouvelles - Suppression de l'intervention du Fonds d'aménagement urbain (FAU) en milieu rural - Réserve sa décision sur le vote de ce budget.

**LE BELLEGOU-BEGUIN (Geneviève)**, sénateur du Var (S).

Elue sénateur le 27 septembre 1981 en remplacement de M. Guy Durbec, élu député (28 septembre 1981) (p. 1662).

#### NOMINATIONS

- Est nommée membre de la commission des affaires sociales (8 octobre 1981) (p. 1913).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Services du Premier ministre (suite) - I. Services généraux (suite) : Services divers rattachés - Fonction publique - Formation professionnelle - Droits de la femme** - (3 décembre 1981) - (p. 3536) : intervient au nom du groupe socialiste sur le budget des droits de la femme - (p. 3537) : progression spectaculaire des crédits et nouvel état d'esprit : importance des crédits d'intervention ; créations d'emplois ; fonds d'intervention - Indépendance économique des femmes et nécessité de l'information - Formation professionnelle et emploi des femmes : discrimination positive - Plan « Avenir jeunes » et contrats emploi formation - Droits propres des femmes en matière de protection sociale et de retraite - Collaboration nécessaire des autres ministères - Vote du groupe socialiste favorable au budget du ministère des droits de la femme.

**LE BRETON (Henri)**, sénateur du Morbihan (rattaché administrativement au groupe UCDP)

Elu sénateur le 20 septembre 1981 en remplacement de M. Raymond Marcellin, élu député (22 septembre 1981) (p. 1559).

#### NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires culturelles (8 octobre 1981) (p. 1913).

#### QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 115 (JO Débats 9 octobre 1981) (p. 1915) à M. le ministre de l'économie : épargne (petites entreprises : mode de rémunération des comptes à terme).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - Art. 13 (p. 3209) : son amendement n° 175, soutenu par M. Adolphe Chauvin : taux unique de la déduction forfaitaire applicable aux revenus fonciers ; rejeté.

*Deuxième partie :*

**Commerce extérieur** - (10 décembre 1981) - (p. 3992) : amélioration pour 1981 de notre taux de couverture et maintien d'un déficit important, notamment vis-à-vis des pays industrialisés - Difficulté à prendre en compte les données du commerce international ; procédure d'aide ou d'incitation à l'exportation - Mise en cause par la commission des finances de l'Assemblée nationale du Centre français du commerce extérieur (CFCE) - Regrette la dispersion des crédits budgétaires ; regroupement et efficacité ; rôle du service d'expansion économique, de l'Agence pour la coopération technique industrielle et économique (ACTIM) et du CFCE - Ministère du commerce extérieur et nécessité de la modernisation de l'administration française ; caractère de mission du ministère à l'instar de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) - Rattachement du ministère au Premier ministre ; rôle interministériel, pouvoir d'investigation et accomplissement de missions temporaires et ponctuelles - Création d'une cellule de surveillance des importations.

**LECANUET (Jean)**, sénateur de la Seine-Maritime (UCDP)

#### NOMINATIONS

- Président de la commission des affaires étrangères.

Membre du Parlement européen, élu au suffrage universel.

#### DÉPÔTS

*Rapport d'information* fait avec plusieurs de ses collègues, au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée au Pakistan et en Arabie saoudite du 8 au 18 mars 1981 [n° 288 (80-81)] (2 juillet 1981).

## QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 86 (JO Débats 24 juillet 1981) (p. 1095) à M. le ministre des relations extérieures: **politique extérieure** (livraisons d'armement français à la Libye).

n° 130 (JO Débats 21 octobre 1981) (p. 2064) à M. le Premier ministre: **défense nationale** (déclaration du Président des Etats-Unis).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]***Deuxième partie :*

**Relations extérieures** - (3 décembre 1981) - Président de la commission des affaires étrangères (p. 3564) : changement de gouvernement et politique extérieure de la France depuis six mois ; maintien des objectifs antérieurs ; divergences sur les moyens - Crise économique internationale et faiblesse de l'Europe - Déséquilibre des forces : missiles nucléaires soviétiques en Europe - Crise pétrolière et détérioration des termes de l'échange au détriment des pays les plus pauvres - (p. 3565) : rivalité entre Union soviétique et Etats-Unis ; émergence de la Chine - Vague de pacifisme en Europe ; illusion du désarmement unilatéral - Stratégie de l'Union soviétique - Pacifisme et « esprit de Munich » - Euromissiles américains et SS 20 soviétiques - Objectif d'équilibre des forces - Négociations à Genève entre les Etats-Unis et l'Union soviétique - Nécessaire fermeté dans les relations Est Ouest et participation des communistes au Gouvernement - Objectif de générosité dans le dialogue Nord Sud et nécessité d'une économie en expansion - (p. 3566) : contradictions de la politique actuelle du Gouvernement - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3587) : déception quant à la politique étrangère exposée par les membres du Gouvernement : demande de scrutin public du groupe UCDP sur les crédits du titre III.

**LECHENAULT (France)**, sénateur de la Saône-et-Loire (GD-SRG)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (12 novembre 1981) - **Titre II - Art. 18** (p. 2608) : son amendement n° II-270, soutenu par M. Stéphane Bonduel : rôle d'un directeur général des services départementaux pour assister le président du conseil général dans sa mission de chef des services départementaux ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution.

**Suite de la discussion** - (13 novembre 1981) - **Titre II (suite) - Art. 22 bis** (p. 2656) : son amendement n° II-272, soutenu par M. Jean Béranger : audition du représentant de l'Etat par le conseil général à la demande du président du conseil général ; retiré - **Art. 23** (p. 2657) : son amendement n° II-273, soutenu par M. Jean Béranger : réunion du conseil général à la demande de la majorité du bureau ou du tiers du conseil général ; mention de l'ordre du jour sur la convocation et réunion par décret en cas de circonstances exceptionnelles ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - **Titre I - Art. 4 (suite)** (p. 2769) : son amendement n° I-406 soutenu par M. Michel Rigou : limitation à 5 % des recettes fiscales du montant des engagements financiers communaux faits pour interventions économiques ; interventions et possibilité d'expertise financière ; retiré le 18 novembre 1981 - (p. 2770) : son amendement n° I-407 soutenu par M. Michel Rigou : interventions économiques et fixation de la quotité des recettes fiscales concernées ; possibilité d'expertise financière ; retiré le 18 novembre 1981 - (p. 2771) : son amendement n° I-408 soutenu par M. Michel Rigou : contraction d'un emprunt, obtention d'une caution ou garantie communale et intervention de la chambre régionale des comptes ; retiré le 18 novembre 1981.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]***Deuxième partie :*

**Agriculture** - (7 décembre 1981) - (p. 3803) : proteste contre l'examen du budget de l'agriculture avant la réunion de la conférence annuelle - Intervient au nom des sénateurs radicaux de gauche : insuffisance de la loi d'orientation agricole de 1980 - Baisse du revenu agricole et réforme nécessaire de la politique du Gouvernement - Prise en compte de la diversité des agriculteurs - (p. 3804) : fiscalité des agriculteurs : inconvénient de l'imposition de l'outil de travail ; cas des viticulteurs et des éleveurs : évaluation et utilisation des stocks dans les résultats comptables - Système du bénéfice réel et incidence sur la rotation du capital, au détriment de la qualité des produits - Système du bénéfice réel simplifié, évoqué par le ministre - Dégradation de la qualité des blés français ; conséquences sur les importations de blé et sur la qualité du pain - Nécessité d'une volonté politique : orientation des productions et organisation des marchés - Vote favorable des sénateurs radicaux de gauche sur le budget de l'agriculture.

**LE COZANNET (Yves)**, sénateur des Côtes-du-Nord (rattaché administrativement au groupe UCDP)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

## QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 31 (JO Débats 30 juin 1981) (p. 756) à Mme le ministre de l'agriculture : **agriculture** (application de la loi d'orientation agricole) - Réponse de Mme Edith Cresson, ministre de l'agriculture (9 octobre 1981) (p. 1926, 1927).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (12 novembre 1981) - **Titre II - Art. 18 septies** (p. 2615) : son amendement n° II-241, soutenu par M. Pierre Schiélé : recrutement par concours du personnel de l'agence technique départementale ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - **Titre III - Art. 45** (p. 2753) : son amendement n° III-136 : institutionnalisation de la coopération entre le département et la région ; devenu sans objet - **Art. 48** (p. 2762) : son amendement n° III-159 : intervention économique et sociale de la région et principe de la liberté du commerce et de l'industrie ; devenu sans objet.

Suite de la discussion - (18 novembre 1981) - Titre II - Art. 34 (suite) (p. 2789) : son amendement n° II-263, soutenu par M. Paul Pilllet : interventions économiques des départements et principe de la liberté du commerce et de l'industrie ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Deuxième partie :*

**Agriculture** - (7 décembre 1981) - (p. 3826) : transfert de la recherche agronomique vers le ministère de la recherche ; éventualité d'un transfert de même nature de la formation agricole vers l'éducation nationale - (p. 3827) : diminution du revenu agricole - Insuffisance des crédits d'équipement : restructuration foncière ; remembrement et aménagement rural : cas du département des Côtes-du-Nord ; résultats obtenus au cours des dernières années avec la participation financière des communes et insuffisance des crédits prévus pour 1982 ; délai d'attente - Affectation d'une partie des excédents du Crédit agricole au remembrement et à l'hydraulique ; drainage et assainissement - Problème de l'enseignement agricole privé : cas de la Bretagne : répartition des effectifs entre enseignement agricole public et privé et répartition de crédits ; inégalité de traitement.

**Mer** - (11 décembre 1981) - (p. 4068) : négociations internationales sur la réglementation de la pêche, de la recherche pétrolière, de la circulation maritime - Prévention de la pollution - Succès de l'opération *Tanio* - (p. 4069) : protection du littoral - Culture des algues marines et problèmes posés à ce sujet dans les Côtes-du-Nord - Problèmes des gens de mer.

**Solidarité nationale (suite) - I - Section commune - III - Travail** - (11 décembre 1981) - (p. 4105) : rapport Auroux et tentative de révolution dans les relations du travail - Tradition syndicale française de la négociation par branche professionnelle à l'extérieur de l'entreprise - Loi sur les sections syndicales d'entreprises - Accords Matignon et protocole de Grenelle - Doctrine marxiste sur la lutte des classes dans l'entreprise - Discrimination à l'égard de certaines centrales syndicales - Renforcement des moyens accordés aux syndicats et danger d'inégalité ; exemple des aides à la formation ; rôle d'intermédiaire des comités d'entreprise - Droit de veto à une procédure d'extension de conventions collectives, conféré aux syndicats - (p. 4106) : mise en cause de la représentativité des organisations syndicales nationales et atteinte au pluralisme - Rapport Auroux, comme exemple du double langage du Gouvernement.

**LEDERMAN (Charles)**, sénateur du Val-de-Marne (C)

## NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des lois.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie (30 juillet 1981) (p. 1268).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers (13 octobre 1981) (p. 1943).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (28 octobre 1981) (p. 2230).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions

restant en discussion du projet de loi relatif à la modération des loyers (15 décembre 1981) (p. 4254).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à supprimer l'interdiction de séjour [n° 224 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980, JO Débats 2 avril 1981) - **Crimes et délits.**

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative aux sondages d'opinion [n° 233 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980, JO Débats 2 avril 1981).

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à l'abrogation de la loi n° 70-480 du 8 juin 1970, dite « loi anti-casseurs » [n° 234 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980, JO Débats 2 avril 1981) - **Ordre public.**

*Proposition de résolution*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête sur les aides publiques reçues de l'Etat et des banques par les grandes sociétés du textile et de l'habillement et notamment par le groupe Willot [n° 389 (80-81)] (23 septembre 1981) - **Habillement, cuirs et textiles.**

## QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 58 (JO Débats 9 juillet 1981) (p. 837) à M. le ministre de la justice : **avocats** (accès à la profession d'avocat).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant amnistie** [n° 304 (80-81)] - (21 juillet 1981) - **Discussion générale** (p. 947) : volonté de changement du peuple français et tradition de l'amnistie - (p. 948) : atteintes aux libertés commises par le précédent gouvernement - Projets de loi visant à la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat et à l'abrogation de la loi anti-casseurs - Dispositions du projet de loi d'amnistie et atténuation des restrictions habituelles - Amnistie au quantum et élévation du seuil à 6 mois d'emprisonnement ferme - Surpeuplement des prisons et politique pénale du précédent septennat - Détention préventive - Grâce présidentielle du 14 juillet ; libération et réinsertion des détenus - Personnels socio-éducatifs de l'administration pénitentiaire ; moyens supplémentaires nécessaires ; collectif budgétaire - Antinomie entre amnistie et sursis avec mise à l'épreuve, évoquée par M. *Marcel Rudloff*, rapporteur - Juge de l'application des peines - (p. 949) : champ d'application de l'amnistie et sanctions disciplinaires ou professionnelles ; secteur semi-public et secteur privé - Repression patronale contre les militants syndicaux - Licenciement de représentants du personnel - Conflits du travail - Amendements déposés par le groupe communiste à l'article 19 du projet - Réintégration de droit avec reconstitution de carrière - Débat de politique générale à l'Assemblée nationale, le 8 juillet, et réponse de M. Pierre Mauroy à André Lajoinie, député - Justice de classe - Amendements tendant à la réintégration dans les établissements universitaires et scolaires des étudiants ou élèves sanctionnés - Amnistie des sanctions prises à l'égard du personnel de la navigation aérienne : précédent de 1974 - Réparation des préjudices et actions en dommages et intérêts du patronat contre les organisations syndicales - (p. 950) : problème des exclusions de l'amnistie : marche des sidérurgistes du 23 mars 1979 et présence de provocateurs - Exclusion nécessaire des infractions à l'ordonnance du 26 août 1944 sur la presse : cas de Robert Hersant ; notion d'infraction continue - Exclusion souhaitable des infractions en matière de pollution - Art. 2

(p. 954) : son amendement n° 68 : extension de l'amnistie aux activités syndicales et revendicatives ; rejeté - Intervient sur les amendements n° 6 de M. Félix Ciccolini et n° 47 de M. François Collet (exclusion du bénéfice de l'amnistie des délits en matière de police des étrangers) - Entrée irrégulière des étrangers sur le territoire français et aide aux réfugiés politiques - Art. 6 (p. 964) : vote du groupe communiste contre l'amendement n° 49 de M. François Collet (suspension des effets de l'amnistie pendant une période probatoire pour les condamnés à des peines de trois à six mois) - Après l'art. 6 (p. 965) : son amendement n° 69 : sursis à l'amnistie pour les peines assorties d'une période probatoire ; rejeté - (p. 966) : droit des tiers et abandon de famille - Juge de l'application des peines - Après l'art. 9 (p. 970) : se déclare défavorable à l'amendement n° 82 de M. Robert Badinter, ministre (extension du champ d'application de l'amnistie aux jugements par défaut, par itératif défaut et aux jugements réputés contradictoires, sans nécessité de signification) - Nécessité de l'assignation comme point de départ des délais d'opposition, d'appel et de pourvoi en cassation - Assignation et réception - Art. 13 (p. 975) : son amendement n° 70 : amnistie pour les élèves et étudiants et réintégration dans les établissements universitaires et scolaires ; rejeté - Après l'art. 13 : son amendement n° 71 : amnistie pour les personnels de la navigation aérienne ; retiré - Précédent de 1974 - Art. 19 (p. 982) : son amendement n° 72 : réintégration de droit et reconstitution de carrière pour les personnes licenciées ou révoquées pour des faits commis à l'occasion de conflits du travail, d'activités syndicales et revendicatives ; rejeté.

**Suite de la discussion** - (22 juillet 1981) - Après l'art. 23 (p. 1002) : son amendement n° 73 : conditions d'exclusion de l'armée pour les faits relatifs à la guerre d'Indochine ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 24 - Art. 24 (p. 1006) : déclare le groupe communiste défavorable aux amendements identiques n° 44 et 57 de MM. Guy Petit et Jean-Marie Girault (suppression de cet article concernant les exclusions du bénéfice de la loi d'amnistie) - Après l'art. 23 (suite) (p. 1009) : son amendement n° 73, précédemment réservé : exclusion de l'armée pour les faits relatifs à la guerre d'Indochine ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 93 de M. Robert Badinter, ministre (exclusions et suppression des notions de restriction et d'exclusion par loi ou décret) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 1014) : rejet des amendements proposés par le groupe communiste - Suppression des exclusions de l'amnistie - (p. 1015) : vote favorable du groupe communiste.

- **Projet de loi relatif à la Cour de cassation** [n° 315 (80-81)] - (24 juillet 1981) - Discussion générale (p. 1126) : nécessité d'une réforme plus ample - (p. 1127) : importance des dossiers prud'homaux - Augmentation des pourvois et qualité du travail - Réduction du quorum d'audience - Problème de la formation restreinte - Transmission à la formation restreinte et pouvoirs du président de la Cour de cassation ou de chambre - Cour de cassation et informatique - Nombre de conseillers et d'avocats généraux - Conseillers référendaires et conseillers en titre - Problème de l'échevinage temporaire de la Cour de cassation - Réforme du statut de la magistrature - Proposition de suppression des amendes pénales - Art. 2 (p. 1129) : se déclare défavorable à l'amendement n° 2 de M. Jacques Thyraud, rapporteur (suppression de cet article concernant le renvoi devant la formation restreinte de l'affaire par le premier président ou le président de la chambre concernée).

- **Projet de loi portant suppression de la Cour de sûreté de l'Etat** [n° 312 (80-81)] - (28 juillet 1981) - Discussion générale (p. 1177) : opposition depuis 1963 des communistes sur la création de la Cour de sûreté de l'Etat - Caractère de juridiction d'exception - (p. 1178) : infractions de caractère politique et compétence des jurés - Nomination des magistrats de la Cour par décret et violation du principe d'inamovibilité - Présence de militaires en temps de paix dans la Cour de sûreté - Largeur et incertitude de sa

compétence - Dérégulation au droit procédural commun - Aggravation de la crise économique et politique et accroissement du rôle de la cour ; répression politique sélective ; attentat de la rue Copernic et affaire Delpy - Problème du pouvoir des préfets en matière de police judiciaire - Vote favorable du groupe communiste.

- **Projet de loi portant amnistie** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 343 (80-81)] - (31 juillet 1981) - Art. 12 bis (p. 1299) : pouvoir de sanction des chefs d'entreprises - Protection des salariés détenant un mandat - Caractère de sanction suprême du licenciement - Favorable à une suppression de toutes les sanctions - (p. 1300) : attitude du pouvoir patronal et de certains syndicats vis-à-vis des salariés protégés - Salariés protégés et rareté des affaires d'ivresse et de séquestrations - Compétence de la juridiction prud'homale - Caractère politique du problème posé ; « législation de classe » - Réintégration - Explication de vote sur l'ensemble (p. 1304) : qualité du travail de la commission mixte paritaire - Amnistie des travailleurs victimes de la répression anti-syndicale - Maintien des exclusions de la loi d'amnistie.

- **Projet de loi relatif au droit d'action du ministère public dans les procédures collectives d'apurement du passif des entreprises** [n° 357 (80-81)] - (8 septembre 1981) - Art. 5 (p. 1386) : vote du groupe communiste contre l'amendement n° 5 de M. Jacques Thyraud, rapporteur (suppression de cet article relatif à la possibilité pour le tribunal, dans la procédure de règlement judiciaire, de subordonner l'homologation du concordat à certaines conditions : remplacement de dirigeants sociaux ou cession de leurs parts, privation du droit de vote) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 1392) : intervention du ministère public : désignation des mandataires de justice - Sauvegarde des entreprises - Vote favorable du groupe communiste sur le projet.

- **Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France** [n° 366 (80-81)] - (22 septembre 1981) - Discussion générale (p. 1570) : approbation par le groupe communiste de la politique d'immigration du Gouvernement - Abrogation des mesures discriminatoires ; disparition de « l'esprit Bonnet Stoleru » - Egalité des droits des travailleurs français et immigrés ; lutte contre le racisme ; maîtrise du flux migratoire ; répression du trafic de main d'oeuvre ; coopération avec des pays d'origine - Régularisation des sans-papier - Vie associative des étrangers en France - (p. 1571) : situation des grands ensembles et cohabitation Français immigrés - Conditions d'entrée et de séjour des étrangers : fin de l'abus du pouvoir discrétionnaire - Satisfaction du groupe communiste envers l'instauration de nouvelles garanties pour les immigrés - Concertation avec des centrales syndicales ouvrières, les organisations et les associations ; élaboration démocratique d'une politique de l'immigration - Dépôt d'une proposition de loi depuis longtemps - Union des intérêts des Français et des étrangers - Art. 1 (p. 1574) : son amendement n° 28 : possibilité pour un étranger après un refus d'entrée de s'adresser à un conseil de son choix ; adopté - Art. 2 (p. 1576) : se déclare défavorable à l'amendement n° 3 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (augmentation de l'amende pour immigration clandestine) - Sur l'amendement n° 5 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (récidive à défaut de régularisation de la situation en cas d'immigration clandestine), son sous-amendement n° 29 : suppression de la notion de récidive ; adopté - Art. 3 (p. 1579) : son amendement n° 30 : possibilité d'expulsion en cas de condamnation à deux ans d'emprisonnement ferme ; retiré - (p. 1581) : son amendement n° 31 : adjonction d'un conseiller général et d'un conseiller municipal au sein de la commission ; rejeté - (p. 1583) : son amendement n° 32 : élargissement des possibilités d'avis donnés par la commission ; retiré - Son amendement n° 33 : exclusion de l'expulsion des mineurs de 18 ans et moins ; adopté - (p. 1584) : son amendement n° 34 : exclusion de l'expulsion des étrangers résidant en France depuis plus de 10 ans ; retiré - (p. 1585) : son amendement n° 35 : exclusion de l'expulsion d'un étranger titulaire d'une rente accident de

travail ; adopté - Art. 5 (p. 1586) : sur l'amendement n° 13 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (possibilité de maintien administratif par décision écrite motivée du préfet), son sous-amendement n° 37 : maintien administratif en cas de nécessité absolue ; adopté - (p. 1587) : son amendement n° 38 : intervention d'un interprète pour informer un étranger de ses droits ; adopté - (p. 1588) : sur l'amendement n° 15 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (obligation pour le président du tribunal de statuer par ordonnance après audition de l'intéressé), son sous-amendement n° 39 : audition de l'intéressé en présence de son conseil ou après avoir averti le conseil ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1591) : abrogation de la loi Bonnet - Vote par le groupe communiste du projet de loi afin de ne pas bloquer la discussion en espérant que la navette rétablira l'esprit initial du projet.

- **Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d'association en ce qui concerne les associations dirigées en droit ou en fait par des étrangers** [n° 365 (80-81)] - (22 septembre 1981). Art. 1 (p. 1596) : son amendement rédactionnel n° 5 ; adopté.

- **Projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière** [n° 367 (80-81)] - (23 septembre 1981) - Art. 1 (p. 1613) : vote du groupe communiste contre l'amendement n° 6 de MM. Pierre Vallon et Jacques Mossion (atténuation des peines applicables aux employeurs de bonne foi) - Art. 3 (p. 1615) : vote du groupe communiste contre l'amendement n° 7 de MM. Pierre Vallon et Jacques Mossion (suppression de l'indemnité forfaitaire pour le salarié qui a fourni de faux renseignements) - (p. 1616) : vote du groupe communiste contre l'amendement n° 1 de MM. Louis Souvet et Henri Belcour (paiement de l'indemnité forfaitaire subordonnée à une condition d'ancienneté minimale) - Vote du groupe communiste contre l'amendement n° 3 de M. Gérard Roujas, rapporteur (limitation des indemnités du code de travail auxquelles se substitue l'indemnité forfaitaire) - (p. 1617) : vote favorable du groupe communiste sur l'amendement n° 4 de M. Gérard Roujas, rapporteur (possibilité pour le conseil de prud'hommes d'ordonner par provision le versement de l'indemnité forfaitaire).

- **Projet de loi portant abolition de la peine de mort** [n° 385 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (29 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1712) : arguments critiquables des partisans de la peine de mort ; problème d'opportunité, évoqué par M. Alain Peyrefitte, ancien garde des sceaux - Peine de mort et élimination par la société de certains de ses membres - (p. 1713) : argument contestable du caractère dissuasif de la peine de mort ; exemples inverses d'incitation au meurtre - Cite les « *Réflexions sur la potence* » d'Alfred Koestler - Ancienneté de l'argument d'exemplarité et tradition des exécutions publiques - Peine de mort et instinct primitif de vengeance collective - Sort des victimes et de leur famille - Aspect rituel - (p. 1714) : caractère irrévocable de la peine de mort et relativité de la justice au cours des siècles - Erreurs judiciaires - Débat sur la responsabilité de l'individu : liberté et déterminisme - Responsabilité de la société - Exemple des pays étrangers et fluctuations quant au maintien ou à l'abolition de la peine de mort - Pratique du droit de grâce - Diminution progressive du nombre des exécutions capitales - (p. 1715) : ancienneté du débat et présence des plus grands hommes politiques dans le camp des abolitionnistes - Lutte des communistes pour le respect du droit à la vie - Rôle des forces de progrès - Dispositions du projet et absence de peine de substitution prévue - Principe du droit imprescriptible de tout homme à la vie - Révision cependant nécessaire du code pénal - Confiance en l'homme - Sécurité des Français et lutte nécessaire contre les causes profondes de la violence - Rayonnement de la France dans le combat pour le respect des droits de l'individu - Autorité morale du Sénat - (p. 1716) : vote du groupe communiste favorable au projet.

**Suite de la discussion** - (30 septembre 1981) - Art. 1 (p. 1746) : se déclare défavorable à l'amendement n° 3 de M. Edgar Faure (maintien de la peine de mort pour les crimes prévus par l'ancien article 233 et l'article 355 du code pénal).

- **Projet de loi relatif au droit d'action du ministère public dans les procédures collectives d'apurement du passif des entreprises** - *Deuxième lecture* [n° 386 (80-81)] - (30 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1750) : application du texte par le Parquet en cas de dol ou de manoeuvre - Permanence d'une chambre de la Cour intéressée pouvant statuer dans les 40 jours - Réserves mais vote du texte proposé.

- **Projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière** - *Deuxième lecture* [n° 399 (80-81)] - (30 septembre 1981) - Art. 1 A (p. 1775) : justification par l'étranger de sa qualité de réfugié - Insuffisance du terme de réfugié ; demande de précision sur la notion - Art. 1 (p. 1776) : se déclare défavorable à l'amendement n° 1 de M. Gérard Roujas, rapporteur (suppression de la possibilité offerte au tribunal de prononcer la fermeture de l'entreprise en cas de récidive) - Art. 3 *ter* (p. 1779) : se déclare favorable à l'amendement n° 2 de M. Gérard Roujas, rapporteur (suppression de cet article visant à élargir devant les juridictions pénales le droit pour les associations de se constituer partie civile).

- **Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d'association en ce qui concerne les associations dirigées en droit ou en fait par des étrangers** - *Deuxième lecture* [n° 400 (80-81)] - (30 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1780, 1781) : vote par le groupe communiste de la suppression de l'article 1 et adoption du texte dans la rédaction adoptée par l'Assemblée nationale.

- **Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France** - *Deuxième lecture* [n° 405 (80-81)] - (6 octobre 1981) - Art. 3 (p. 1864) : se déclare opposé à l'amendement n° 8 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (possibilité pour le ministre d'abroger l'arrêté d'expulsion et fixation à 10 ans au lieu de 5 du délai au-delà duquel la consultation de la commission est obligatoire) - (p. 1866) : sur l'amendement n° 10 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (catégories d'étrangers « non expulsables » : étranger marié à un conjoint français et durée du mariage ; étranger parent d'enfant français), se déclare opposé au sous-amendement n° 15 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (possibilité d'expulsion d'un étranger parent d'enfant français dans le seul cas de déchéance de l'autorité parentale) - Caractère exceptionnel de la mesure de déchéance de la puissance parentale ; trop grande fréquence, en revanche, des condamnations pour abandon de famille - Retour souhaitable au texte de l'Assemblée nationale - Art. 5 (p. 1869) : se déclare opposé à l'amendement n° 13 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (compétence du préfet pour décider du maintien administratif de l'étranger expulsé ou refoulé) - Compétence souhaitable d'un officier de police judiciaire dans ce domaine - Art. 6 (p. 1871) : sur les conditions dans lesquelles le ministre de l'intérieur pourrait, à titre transitoire, pendant une durée de 5 ans, décider la conduite à la frontière pour entrée ou séjour irrégulier, se déclare opposé à l'amendement n° 20 de M. François Autain, secrétaire d'Etat (fixation par décret des conditions d'application de cette mesure) et favorable à l'amendement n° 14 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (énumération des motifs administratifs permettant cette mesure) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1873) : soutien du groupe communiste à la politique du Gouvernement à l'égard des immigrés - Vote favorable du groupe sur le projet en examen.

- **Projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 7 (81-82)] - (6 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 1882) : texte adopté à l'article 3



par l'Assemblée nationale : protection du donneur d'ouvrage de bonne foi : appréciation du juge.

- **Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945 sur le Conseil d'Etat [n° 372 (80-81)]** - (14 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 1976) : explosion du nombre des affaires enregistrées au Conseil d'Etat et causes de ce phénomène ; excès de la réglementation - **Rapports entre l'administration et les citoyens** - Réforme nécessaire globale de la juridiction administrative - **Problème de recrutement** : modification nécessaire de la loi du 7 juillet 1980 sur le recrutement complémentaire des conseillers des tribunaux administratifs ; profil de carrière - **Qualité du travail** : rôle du commissaire du Gouvernement et abrogation nécessaire du décret du 17 juin 1980 ; indépendance des juges administratifs - **Statut des magistrats du Conseil d'Etat** : problème de l'avancement au choix ; absence d'inamovibilité ; rattachement souhaitable au ministère de la justice - (p. 1977) : réforme nécessaire en profondeur - **Art. unique** (p. 1979) : sur l'amendement n° 5 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, rapporteur (compétence exclusive du vice-président du Conseil d'Etat délibérant avec les présidents de section pour demander qu'il soit mis fin au détachement), son sous-amendement n° 1 : possibilité du vice-président du Conseil d'Etat de demander qu'il soit mis fin au détachement, dans le seul cas d'inaptitude du référendaire à ses fonctions ; retiré.

- **Projet de loi relatif à la mise en harmonie du droit des sociétés commerciales avec la deuxième directive adoptée par le conseil des Communautés européennes le 13 décembre 1976 [n° 352 (80-81)]** - (14 octobre 1981) - **Art. 14** (p. 1997) : se déclare opposé à l'amendement n° 25 de M. Etienne Dailly, rapporteur (suppression du pouvoir de suspension de la commission des opérations de bourse).

- **Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 23 (81-82)]** - (15 octobre 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2012) : texte novateur - Changement de la politique du Gouvernement à l'égard des immigrés - Vote du projet de loi par le groupe communiste.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (12 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 12** (p. 2587) : se déclare opposé à la réserve, demandée par M. Michel Giraud, rapporteur, de l'article 12, relatif à la responsabilité des élus locaux devant la Cour de discipline budgétaire, jusqu'à l'examen du titre IV - **Dispositions de la loi du 25 septembre 1948, modifiée par les lois du 31 juillet 1963 et du 13 juillet 1971, excluant notamment de la compétence de la Cour les maires et élus locaux** - (p. 2588) : mandat électif et responsabilité politique de l'élu devant ses électeurs - Discrimination introduite par l'article 12 entre les élus locaux et les membres du Gouvernement - Demande du groupe communiste tendant à la suppression de l'article 12.

- **Projet de loi de nationalisation [n° 36 (81-82)]**

**Suite de la discussion** - (23 novembre 1981) - **Discussion générale** (p. 2984) : changement politique en France - **Combat du patronat contre les nationalisations** - Cite les propos de M. François Ceyrac, président du Conseil national du patronat français (CNPF) - **Suppressions d'emplois et remise en cause des droits sociaux acquis par les travailleurs** - **Attaque contre les salariés du secteur public** - **Volonté politique exprimée par le suffrage universel et situation de la majorité sénatoriale** - (p. 2985) : nationalisations et nécessité de nouveaux critères de gestion ; innovations sociales - **Projet de loi annoncé par le Gouvernement sur les droits et les pouvoirs nouveaux des travailleurs** - **Place des travailleurs au conseil d'administration et consultation de ce conseil pour les nominations aux postes de direction** - **Cas des filiales des sociétés**

**nationalisées** - **Participation des travailleurs à la gestion** : **élargissement des compétences des comités d'entreprises** ; **comités centraux de groupes** - **Droit à l'information** ; **conseils d'ateliers** - **Droit syndical et droits politiques dans l'entreprise** - **Souci de justice sociale et d'efficacité économique** - **Caractère erroné de l'argumentation de M. Etienne Dailly, rapporteur, sur les problèmes juridiques et constitutionnels** - (p. 2986) : **jurisprudence** : **arrêt COGEMA** ; **article 34 de la Constitution** - **Préambule de la Constitution de 1946** - **Principe de l'effet extra-territorial des mesures concernant la propriété** ; **jurisprudence du Conseil d'Etat** : **arrêt Calderan** ; **jurisprudence identique de la Cour suprême des Etats-Unis**.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Justice** - (8 décembre 1981) - (p. 3859) : **bilan de la politique judiciaire du gouvernement précédent** : fossé entre la justice et les justiciables ; **crise** ; **aggravation des inégalités** ; **insécurité** ; **progression de la criminalité et de la délinquance** ; **répression** ; **atteinte aux droits sociaux et aux libertés individuelles et collectives** ; **asphyxie des juridictions** ; **surpopulation pénale** - **Changement de la politique judiciaire et démocratisation de la justice** - (p. 3860) : **justice, service public national et décentralisation** - **Accès des Français à la justice** : **aide judiciaire** ; **indexation du plafond de cette aide** ; **rémunération des avocats** - **Développement des moyens de la prévention et de la réinsertion sociale** ; **lutte contre le développement de la délinquance et de la criminalité** ; **délinquance d'affaires** - **Aide des victimes** ; **lutte contre la violence** ; **récidive** ; **délinquance juvénile** - **Education surveillée et création d'emplois** ; **formation professionnelle et efficacité des équipes éducatives** - **Causes de la délinquance** : **crise, chômage** ; **inadaptation scolaire** ; **ségrégation sociale et logement** - **Lutte contre la délinquance** : **insertion sociale des jeunes** ; **formation professionnelle** ; **emploi** ; **enseignement** ; **loisirs** ; **habitat** - **Rôle des forces de police et de la justice** - **Protection judiciaire et disponibilité du juge pour enfants** - **Politique globale et concertation avec les personnels, les ministères de l'éducation nationale, de la formation professionnelle et du travail** - **Suppression de l'incarcération provisoire des mineurs** - (p. 3861) : **éducation surveillée** ; **milieu ouvert et centres d'hébergement** - **Fonctionnement des conseils de prud'hommes** : **allongement de la durée de la procédure** ; **diminution du nombre de conciliations** ; **mise en cause de la crédibilité de l'institution** ; **maintien du caractère paritaire de cette juridiction** ; **opposition à l'organisation d'élections de conseillers prud'hommes en 1982** - **Situation difficile des tribunaux administratifs** - **Opposition à l'unicité du juge, même en matière civile** - **Réalité du changement et vote du budget par le groupe communiste**.

- **Projet de loi de nationalisation - Nouvelle lecture [n° 93 (81-82)]** - (16 décembre 1981) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4302) : **intervient contre la motion n° 4 de MM. Jean-Pierre Fourcade, Jean Chérioux et Etienne Dailly, rapporteurs, tendant à déclarer le projet irrecevable pour inconstitutionnalité** - **Volonté de changement du peuple français et volonté politique du Gouvernement** : **lutte contre le chômage, relance de la croissance et réforme de structures** - **Détournement de procédure et obstruction parlementaire** - **Consigne donnée par le Conseil national du patronat français (CNPF)** : **refus d'investir et de négocier** ; **évasion de capitaux** - **Affaire Paribas** ; **redéploiement des sociétés industrielles et fermeture d'entreprises** - (p. 4303) : **comportement antidémocratique et antinational de l'ancienne majorité** - **Arguments économiques et juridiques invoqués contre le projet de loi de nationalisation** - **Prétendue inconstitutionnalité** - **Déclaration des droits de l'homme de 1789 et préambule de la Constitution de 1946** - **Droit de propriété** - **Dispositions du préambule de 1946 et absence de limitation du champ des nationalisations** - **Notion de nécessité publique et pouvoir d'appréciation du Parlement** - **Jurisprudence du Conseil d'Etat** - (p. 4304) :

jurisprudence du Conseil constitutionnel lors de l'examen du recours contre la loi « Sécurité et liberté » - Principe d'égalité devant la loi et critère de nationalisation des banques : montant des dépôts - Dispositions de l'article 34 de la Constitution de 1958 - Dépôts des banques en territoire métropolitain ou dans les départements d'outre-mer - Problème de la conformité du projet avec les règles de droit international : concurrence économique et autonomie des entreprises nationalisées ; compétence des Etats pour la fixation des règles juridiques concernant l'appropriation des biens ; liberté d'établissement des banques - Etat du droit relatif à l'effet extra-territorial des nationalisations : jurisprudence du Conseil d'Etat : arrêt Calderan, et jurisprudence de la Cour suprême des Etats-Unis ; absence de trouble apporté à l'ordre public - (p. 4305) : problème de l'indemnisation : principe de la juste et préalable indemnité : méthodes d'évaluation du préjudice - Délai de remise des obligations, évoqué par M. *Etienne Dailly*, rapporteur, et référence à l'expropriation - Caractère préalable de la fixation de l'indemnité et non de son versement - Règles de l'annualité budgétaire et de la non affectation des recettes publiques - Manoeuvres dilatoires de l'opposition - Ratification par le Parlement en juin 1980 de l'adhésion de la France au pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels - Déclaration universelle des Droits de l'homme de 1948 - Nécessité économique et sociale des nationalisations - (p. 4306) : nécessité de nouveaux critères de gestion : plein emploi, pouvoir d'achat, réduction des inégalités - Innovations sociales : prochain dépôt d'un projet de loi relatif à l'organisation et à la démocratisation du secteur public - Propositions communistes relatives aux droits nouveaux des travailleurs dans l'entreprise - Démocratisation des conseils d'administration des sociétés et de leurs filiales ; participation des travailleurs à la gestion : rôle des comités d'entreprise, des comités centraux de groupes et des conseils d'ateliers - Droits syndicaux et droits politiques des travailleurs dans l'entreprise - Efficacité économique et justice sociale - Poursuite nécessaire des réformes engagées - Vote du groupe communiste contre la motion d'irrecevabilité.

LEFORT (Fernand), sénateur de la Seine-Saint-Denis (C)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la retraite des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie [n° 223 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980, JO Débats 2 avril 1981).

*Proposition de loi* déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à étendre aux ascendants le bénéfice des dispositions en vigueur pour les veuves, permettant le cumul de la pension de guerre avec les allocations vieillesse [n° 245 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980, JO Débats 2 avril 1981) - Assurance-vieillesse.

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier les conditions d'attribution de la carte d'interné résistant [n° 12 (81-82)] (9 octobre 1981) - Déportés, internés et résistants.

#### QUESTIONS

*Questions orales avec débat :*

n° 75 (27 octobre 1981) (p. 2179) à M. le ministre de l'urbanisme et du logement : construction (aide à la

construction et au développement de l'industrie du bâtiment) - Discutée le 27 octobre 1981 (débat commun) (p. 2187 et suivantes).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 310 (80-81)] - (22 juillet 1981) - Discussion générale (p. 1048) : création d'emplois dans les PTT - Projets télématiques - Fin du démantèlement des PTT - Situation des receveurs-distributeurs - Lancement de logement sociaux aidés et fin de la dégradation de la construction sociale - Augmentation des allocations logement, aides personnalisées au logement - Nécessité d'une nouvelle loi sur le logement - Cadre de vie et importance du logement ; accession à la propriété - Hausses de loyers - (p. 1049) : fin des saisies et des expulsions - Commissions locales et aide aux locataires - Lutte contre la spéculation et réforme de la taxe du plafond légal de densité (PLD) - Hausse des pensions d'ancien combattant et rapport constant ; situation des veuves et des ascendants - Journée du 8 mai - Situation des anciens combattants d'Afrique du Nord ; carte du combattant et bénéfice de la campagne double - Reconnaissance du titre de « victimes de la déportation du travail » - Vote favorable du groupe communiste.

- **Questions orales avec débat jointes : politique du Gouvernement en matière d'urbanisme et de logement** - (27 octobre 1981) - (p. 2191) : spéculation immobilière et habitat à caractère social - Diminution du nombre des constructions et dégradation du parc existant ; conséquences sociales - Lancement de 50.000 logements supplémentaires grâce au prêt locatif aidé (PLA) et de 40.000 grâce au prêt à l'accession à la propriété (PAP) - Augmentation de l'allocation logement - Révision du système du conventionnement - Modification des textes relatifs à la réforme du logement - Taux actuel du PLA et taux bancaire - Ressources familiales et taux des loyers - Cadre de vie et importance du logement - Elargissement des facilités accordées aux organismes sociaux de construction ; réhabilitation des centres villes et dispositions administratives et financières - Organismes sociaux et taxes dites de plafond légal de densité (PLD) - (p. 2192) : aide aux réparations faites sans but lucratif par les propriétaires - Locataires en difficulté et commissions locales - Mettre un terme aux saisies et expulsions - Dissolution de l'Office interdépartemental de la région parisienne (OIRP) et attribution de ses biens à des offices départementaux - Demandes de conventionnement faites par la Société immobilière de la Caisse des dépôts (SCIC) ; possibilité d'accorder une dérogation - Logement social et octroi de prêts à un taux faible - Mobilité de l'emploi et mobilité de l'habitat - Constructions supplémentaires et santé de l'industrie du bâtiment.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

Suite de la discussion - (13 novembre 1981) - Titre I - Art. 14 (*suite*) (p. 2650) : soutient l'amendement n° I-276, de M. Paul Jargot (abrogation du code des communes des dispositions sur les fusions de communes).

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Discussion des articles de la première partie :*

Suite de la discussion - (27 novembre 1981) - Avant l'art. 18 (p. 3230) : son amendement n° 38 : création au profit de l'Etat d'une taxe assise sur le montant des provisions pour reconstitution de gisement ; subvention pour travaux d'entretien et de rénovation des offices publics d'HLM et des organismes de construction à caractère social ; retiré - (p. 3231) : réforme de l'aide au logement ; aide personnalisée au logement (APL) - Procédure de conventionnement.

*Deuxième partie :*

**Anciens combattants** - (30 novembre 1981) - (p. 3351) : changement ; rapport constant et commencement d'application en juillet 1981 des propositions de la commission tripartite - Rétablissement de la fête du 8 mai - Dépenses mondiales pour l'armement - Entente entre les peuples et fidélité à l'Acte final de la Conférence d'Helsinki - Rapport constant ; fixation d'un échéancier ; indemnité de résidence - Examen de la situation des veuves, ascendants et orphelins - Rente mutualiste et prolongation du délai de forclusion pour les anciens combattants d'Afrique du nord ; conditions de l'attribution de la carte de combattant - (p. 3352) : dépôt d'un projet de loi - Commémoration du 19 mai 1962 en Algérie - Problème des victimes de la déportation du travail et des victimes de guerre - Reconnaissance des services de la Résistance et application du décret du 6 août 1975 - Améliorations : appareillage des mutilés, médicalisation de maisons de retraite, modernisation du centre de Bercy et création d'emplois - Vote favorable du groupe communiste.

**Plan et aménagement du territoire** - (2 décembre 1981) (p. 3507) : création du plan et de l'aménagement du territoire - Renouveau de la planification - Abandon de la multinationalisation de l'économie ; échec « des programmes d'action prioritaires » - Plan intérimaire de 2 ans - Planification et décentralisation - Concertation et définition d'un programme régional ; coordination des plans régionaux et du plan national - Aides au développement régional et solidarité nationale en matière d'emplois - Réforme nécessaire des procédures d'aide ; rapport de l'inspection des finances sur la répartition des aides publiques par rapport à la valeur ajoutée créée, aux effectifs et aux investissements dégagés - Rôle du Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) - Problème de la montagne - Avenir du Fonds d'aménagement urbain - Rôle de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) ; désindustrialisation de la région parisienne et politique d'opposition des régions les unes aux autres - Planification et aménagement du territoire ; importance des nationalisations - Vote favorable sur ce projet de budget.

**Postes et télécommunications** - (4 décembre 1981) (p. 3639) : retards de la France et qualité de la technique - Multinationales et télécommunications - Situation du personnel - Unité des PTT et nationalisations - Développement technologique et concertation - Utilisation de l'informatique et de la télématique par les services des PTT - Travail des postes ; transmission de l'information - Insuffisance des personnels et création d'emplois nouveaux - (p. 3640) : augmentation des lignes téléphoniques et satisfaction de toutes les demandes ; priorité pour les régions sous-équipées - Annuaire téléphoniques et modification de la facturation du téléphone - Situation des personnels de catégories C et D - Problème du logement - Reconstruction de bureaux de poste - Situation des receivers-distributeurs et cas des personnels non titulaires - Réintégration des membres du personnel licenciés par les précédents gouvernements pour délit d'opinion et activité syndicale - Prélèvement en faveur du budget général et lutte pour l'emploi - Subvention du budget général pour compenser des charges des PTT au titre du transport de la presse - Vote favorable du groupe communiste.

**Urbanisme et logement** - (6 décembre 1981) - (p. 3755) : priorité nationale du logement - Logement et cadre de vie - Importance sociale d'un logement confortable - Diminution constante de la construction de logements ; part décroissante du logement social - Collectif budgétaire et mesures en faveur du logement social - Réhabilitation et prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (PALULOS) - Caractère positif de ce budget de transition - Effort de construction et emploi (p. 3756) : politique d'accession à la propriété et endettement des Français ; effort en faveur de la construction locative aidée - Emploi et mobilité de l'habitat - Réforme de l'aide personnalisée au logement (APL) - Activité économique et

aide à la pierre - Réduction du taux des prêts locatifs aidés - Financement des logements et prise en compte du prix de revient réel - Surcharge foncière et hausse de la participation de l'Etat - Unicité des aides personnalisées ; allocation logement et APL - Abrogation des décrets permettant aux organismes d'HLM d'augmenter les charges locatives - Amélioration de l'habitat ancien ; suppression momentanée du conventionnement - Suspension de la contribution du Fonds national de l'habitat (FNH) des bailleurs de logements pour des constructions à caractère social - Réforme d'ensemble du conventionnement - Réhabilitation des petites et moyennes entreprises - Organismes sociaux et attributions de logements ; loi sur la décentralisation - Projet de loi sur la modération des taux de loyers - Rôle du Fonds d'aménagement urbain (FAU) - Moratoires accordés aux organismes sociaux - Urbanisme à échelle humaine - Relance de la construction - Vote favorable sur ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat C** (p. 3766) : son amendement n° 526 : réduction indicative des autorisations de programme du titre VI, relatives au prêt d'accession à la propriété (PAP) ; retiré.

- **Projet de loi relatif à la modération des loyers** [n° 83 (81-82)] - (15 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4235) : caractère provisoire du texte présenté et attente du projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires - Modération des loyers et lutte contre l'inflation - Spéculation immobilière et lourdeur du loyer pour les familles modestes ; augmentation des charges - Habitat à caractère social et rôle des offices d'HLM ; caractère juste de la différenciation faite par le texte en ce qui concerne les HLM - (p. 4236) : revalorisation de l'allocation logement et maintien du prix du loyer - Recherche d'emploi et mobilité de l'habitat ; priorité au logement social et notamment locatif - Abaissement du taux de la TVA sur les produits nécessaires au chauffage - Augmentation des loyers et prise en compte du niveau de base - Caractère provisoire du texte - Cas des baux commerciaux et sort des petits commerçants et artisans - Vote favorable du groupe communiste - **Art. 1** (p. 4238) : influence du projet sur l'activité de l'industrie du bâtiment et délai de dépôt du projet de loi sur les rapports bailleurs locataires - **Après l'art. 3** (p. 4248) : problème de la compensation par les économies d'énergie de l'augmentation des loyers résultant des travaux - **Art. 5** (p. 4251) : se déclare défavorable à l'amendement n° 11 de M. Paul Pillet, rapporteur (suppression de cet article prévoyant la répression des infractions à la présente loi).

**LE GARREC (Jean)**, *secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre* (nommé le 22 mai 1981 dans le gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 23 mai 1981, p. 1631].

Puis *secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'extension du secteur public* (nommé le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1787]

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi de nationalisation** [n° 36 (81-82)] - (20 novembre 1981) - **Discussion générale** (p. 2902) : une des plus importantes réformes économiques depuis la Libération - Nationalisations, base d'un vaste projet économique présenté par le président de la République au suffrage des Français - Refus de l'affaissement des structures industrielles et de la perte d'autonomie de notre économie - Politique du Gouvernement d'assurer le meilleur épanouissement des hommes dans leur travail - (p. 2903) : nécessité pour le Gouvernement de prendre des décisions rapidement et souhait d'un débat approfondi par le Parlement - Souci du Gouvernement de ne pas créer de rupture dans la continuité du développement des groupes et des banques - Approbation publique par simple transfert d'actions et échange contre

des titres obligataires amortissables - Loi sur la démocratie dans le secteur public en préparation, ainsi qu'un projet de loi fixant les relations entre puissance publique, secteur public, et secteur privé - Amélioration des conditions d'exercice de l'activité bancaire par une loi bancaire - Nationalisation à 100 % des maisons mères pour cinq groupes industriels, les banques et les compagnies financières - Limitation de l'extension du secteur public à des groupes multinationaux opérant dans les domaines stratégiques de l'activité industrielle : chimie, pharmacie, électronique, informatique, télécommunications - Danger d'intégrer la totalité des banques françaises dans le champ du secteur public et création d'un seuil de 1 milliard de francs de dépôts de résidents - Condition uniforme d'indemnisation pour tous les actionnaires - (p. 2904) : nouveau secteur économique et partage plus nettement circonscrit des responsabilités entre l'Etat et l'économie - Rapport n° 379 du 14 octobre 1977 de M. *Edouard Bonnefous* sur le contrôle des entreprises publiques : phénomène des nationalisations silencieuses - Extension du secteur public ; prise en compte d'une situation de fait - Secteur public, gage d'efficacité pour de grands projets industriels dont la France a besoin - Constat de vieillissement pour l'industrie française dans son ensemble, déficitaire avec certains pays européens, bénéficiaire à l'égard des pays non industrialisés - (p. 2905) : peu de solde positif commercial de produits industriels - Nécessité pour l'économie actuelle de programmations à long terme - Evolution du système bancaire et adaptation à de nouvelles priorités - Développement de la recherche, lancement du plan, extension du secteur public, moyens indispensables pour faire face au défi mondial des vingt années à venir - Secteur public élargi, champ d'innovation sociale dans la perspective de l'accès des salariés à une nouvelle citoyenneté économique - Actionnaire dépossédé de ses pouvoirs de propriétaire du capital - Politique de l'entreprise élaborée par le conseil d'administration - (p. 2906) : révolution tranquille : développement de la démocratie économique dans les pays industriels - Secteur public, exemple de démocratie économique - Mise en place de conseils d'administration tripartites : Etat, salariés, personnalités compétentes, prévue dans la loi - Partage clair des responsabilités, meilleure efficacité pour les projets industriels à long terme, amorce de démocratie économique, raisons fondamentales pour une extension du secteur public - Projet de nationalisation, moyen d'une grande ambition nationale - (p. 2939) : en réponse à M. *Etienne Dailly*, signale qu'aucune réunion d'un comité interministériel chargé de discuter des modalités d'indemnisation n'est prévue.

**Suite de la discussion** - (21 novembre 1981) - **Discussion générale** (p. 2969) : nationalisation de la sidérurgie et traduction d'une réalité économique - Effondrement historique, économique et financier de la sidérurgie privée ; simple consolidation des dettes de l'Etat - Sidérurgie et autonomie nationale - Nécessité d'une stratégie industrielle d'ensemble ; cite les cas du train à bandes de Denain, d'une usine de récupération des gaz des hauts-fourneaux et des installations Usinor à Isbergues.

**Suite de la discussion** - (23 novembre 1981) - **Discussion générale** (p. 2994) : choix politique des Français, évoqué par M. *François Collet* et maturité des électeurs - (p. 3004) : déformation des propos du Gouvernement : effet Grévin - Problèmes constitutionnels et réponse faite par le ministre de la justice à M. *Etienne Dailly*, rapporteur - Appréciation de la notion d'utilité publique - Problème de l'indemnisation : période prise en compte pour la capitalisation boursière ; absence de référence aux comptes consolidés ; souci d'équité du Gouvernement ; absence de réévaluation des comptes ; possibilité de réajustement du bilan par les entreprises - Valeur de l'indemnisation et suggestion de M. *Raymond Bourguin* tendant à renvoyer l'évaluation à une commission d'indemnisation *ad hoc* ; impossibilité constitutionnelle - (p. 3005) : précédent des nationalisations de 1945 - Aspect social des nationalisations : droits des travailleurs évoqués par plusieurs orateurs ; rétablissement du rôle initial des comités d'entreprise créés

à la Libération - Progrès social - Débat sur la participation et association capital travail ; illusion de l'actionnariat salarié - Représentation des salariés au sein des conseils d'administration par les organisations syndicales représentatives ; représentation des cadres - (p. 3006) : argument du risque d'étatisation et création du Haut conseil du secteur public ; représentation parlementaire - Pouvoir de décision actuellement concentré aux mains des membres des conseils d'administration ; élargissement nécessaire du nombre des décideurs - Contrôle de la Cour des comptes sur les entreprises publiques, évoqué par M. *Edouard Bonnefous* - Contrôle des pouvoirs publics et rôle du Haut conseil supérieur du secteur public - Risques évoqués pour les finances publiques : coût des nationalisations et placé dans le projet industriel et économique global du Gouvernement - Modalités de l'indemnisation : échange d'actions contre des obligations ; effets sur l'activité de la place financière de Paris - Refonte prévue du système d'aide aux entreprises - Définition des contrats de groupes - Solution de la prise de contrôle majoritaire retenue pour Dassault et Matra - (p. 3007) : offre publique d'achat (OPA) ou offre publique d'échange (OPE) - Difficulté de prévoir les effets économiques d'une prise de participation à 51 % - Rapidité des négociations avec les groupes Dassault et Matra, évoquée par M. *Edouard Bonnefous*, et situation particulière de ces deux sociétés ; cas de Matra et contrôle souhaité par le Gouvernement des seules industries d'armement - Cohérence du projet politique du Gouvernement - **Question préalable** (p. 3013) : crise économique et choc industriel - Reconquête du marché intérieur - Rôle des petites et moyennes entreprises - (p. 3014) : démocratie économique et sociale - **Question préalable** ou motion d'irrecevabilité - Constitutionnalité du projet - Juste et préalable indemnisation - Choix de société des Français - Humilité - Attachement aux libertés - Volonté politique - Demande au Sénat de rejeter la motion n° 4 de MM. *Jean-Pierre Fourcade*, *Jean Chérioux* et *Etienne Dailly*, rapporteurs de la commission spéciale, tendant à opposer la question préalable.

**Nouvelle lecture** [n° 93 (81-82)] - (16 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4270) : débat approfondi sur ce projet à l'occasion de l'examen en première lecture - Conception du Gouvernement quant à la notion de nécessité publique : évolution du système économique depuis 1946 ; concentrations et monopoles ; exemple du monopole des pompes funèbres évoqué par M. *Etienne Dailly*, rapporteur - Défi lancé à la France par l'environnement économique international : nécessité d'une reconquête économique et industrielle ; coopération internationale ; taux de pénétration des capitaux étrangers dans l'industrie française - (p. 4271) : analyse de la balance commerciale de la France et constat des faiblesses structurelles de ce pays - Cohérence de la politique économique du Gouvernement - Rejet du libéralisme et de l'étatisme au profit d'un système d'économie mixte - Autonomie des entreprises et politique contractuelle - Lois du marché - Incitation à l'esprit de création et d'initiative - Rôle des petites et moyennes entreprises (PME) - (p. 4274) : coût de la sidérurgie, évoqué par M. *Jean-Pierre Fourcade*, rapporteur, et poids de l'héritage - Difficulté d'appréciation du coût du secteur public - (p. 4275) : représentation des cadres dans les conseils d'administration, évoquée par M. *Jean Chérioux*, rapporteur - (p. 4295) : respect par le Gouvernement de toute décision éventuelle du Conseil constitutionnel - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4306) : interventions de MM. *Raymond Bourguin*, *Jacques Larché* et *Jean-Pierre Fourcade* contre le projet - Controverse sur la nécessité de la planification - (p. 4307) : coût des nationalisations et aide de l'Etat aux entreprises privées au cours des dernières années - Argument d'inconstitutionnalité, soulevé par M. *Etienne Dailly* : principe d'égalité devant la loi et distinction faite entre banques françaises et banques étrangères ; démonstration juridique de MM. *Charles Lederman* et *Félix Ciccolini* - Problème de la diversification des activités des groupes et nationalisations rampantes, soulignées par le président *Edouard Bonnefous* dès 1977 - Motion d'irrecevabilité proposée au Sénat et ambiguïté politique de cette

prise de position - Demande au Sénat de repousser la motion d'irrecevabilité de MM. Jean-Pierre Fourcade, Jean Chérioux et Etienne Dailly, rapporteurs.

**LEGOUEZ (Modeste)**, sénateur de l'Eure (UREI)

#### NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des finances.
- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du troisième projet de loi de finances rectificative pour 1981 (17 décembre 1981) (p. 4353).

#### DÉPÔTS

*Rapport spécial* fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Défense : dépenses ordinaires [n° 58, annexe 43 (81-82)] (23 novembre 1981).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

##### *Deuxième partie :*

**Défense** - (4 décembre 1981) - Rapporteur spécial (Dépenses ordinaires) (p. 3602, 3603) : budget de transition ; stabilité des dépenses ordinaires ; hypothèse d'un collectif ou d'un redéploiement et altération des autorisations budgétaires données par le Parlement - Situation des personnels ; objectifs de la loi de programmation ; hiérarchisation des emplois ; augmentation régulière des primes ; intégration de l'indemnité de sujétion spéciale de police ; effectifs des brigades de gendarmerie - Situation des appelés du contingent, des lieux d'affectation ; durée du service national - Objectifs d'activité des trois armées et de la gendarmerie - Problème de la protection de la population civile contre les armes nucléaires, biologiques et chimiques - Missions de service public et missions d'interventions « extérieures » ; réduction des dotations budgétaires - (p. 3604) : assistance militaire technique - Continuité de la politique militaire de la France - Avis favorable de la commission des finances.

**LEGRAND (Bernard)**, sénateur de la Loire-Atlantique (GD)

#### NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires économiques.
- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (28 octobre 1981) (p. 2230).

#### DÉPÔTS

*Avis* présenté, au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Aviation civile [n° 60, tome XIX (81-82)] (23 novembre 1981).

*Rapport* fait, au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 66 (81-82)] relatif au relèvement de la limite de responsabilité du transporteur de personnes en transport aérien intérieur [n° 108 (81-82)] (9 décembre 1981).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 310 (80-81)]** - (22 juillet 1981) - **Discussion générale** (p. 1044) : chômeurs dont le droit à indemnisation arrive à expiration - Augmentation des taxes et des impôts indirects ; cas du carburant et oubli de l'objectif de solidarité - Surimposition des hauts revenus - Augmentation des taxes et production industrielle française - Suppression de la vignette moto et sur-taxation des bateaux de plaisance ; encouragement à l'importation de motos japonaises et situation de l'industrie française de plaisance - (p. 1045) : augmentation de la TVA sur les hôtels de luxe et importance économique de l'hôtellerie.

**Suite de la discussion** - (24 juillet 1981) - **Art. 6** (p. 1120) : son amendement n° 76 identique à l'amendement n° 37 de M. Jean-François Pintat : suppression de cet article prévoyant l'abrogation de la vignette sur les motocyclettes de grosse cylindrée ; adopté - **Art. 7** (p. 1123) : son amendement n° 77 identique aux amendements n° 21 de M. Maurice Blin, rapporteur général, n° 53 de M. Michel Chauty, rapporteur pour avis, n° 84 de M. Jean Mercier : suppression de cet article prévoyant une majoration de la taxe de francisation des navires de plaisance ; adopté.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1981) - **Discussion générale** (p. 2377) : caractère hâtif du projet - Menace de l'utilisation de l'article 40 de la Constitution - Projet et risques financiers - Rejet à une loi ultérieure de la répartition des nouvelles compétences des collectivités locales - Interventionnisme économique et collectivités locales - Protection des élus locaux salariés - Mise en place de nouveaux notables, notamment enseignants - Propositions du Gouvernement pour la création de commissions extramunicipales - (p. 2378) : amendements sénatoriaux comblant les lacunes du texte - Exercice des mandats locaux par les travailleurs - Remplacement de la tutelle *a priori* par un contrôle juridictionnel ; Cour de discipline budgétaire ; déficit communal et déficit budgétaire de l'Etat - Révocation possible des maires, présidents de conseils généraux et régionaux - Renforcement de la tutelle - Absence de dispositions sur le cumul des mandats - Alourdissement des tâches des présidents de conseils généraux et régionaux - Socialisme : passage du jacobinisme à la décentralisation ; cite son expérience au conseil général de la Loire-Atlantique - Timidité du texte ; cas du comité économique et social - Modification des limites des régions avant l'élection au suffrage universel des conseils régionaux - (p. 2379) : décentralisation et amendements sénatoriaux.

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 3** (p. 2460) : son amendement n° I-215 : réduction des délais de notification des actes des conseils municipaux et prise en compte des avis des représentants de l'Etat en cas de désaccord avant une nouvelle délibération du conseil municipal ; rejeté - **Après l'art. 3** (p. 2477) : son amendement n° I-194 : rôle de conseil des commissaires adjoints de la République envers les autorités communales ; retiré - **Art. 5 A** (p. 2490) : son amendement n° I-223 : application du budget par la chambre régionale des comptes en cas de non adoption avant le 31 mars de l'exercice ; devenu sans objet - (p. 2492) : son amendement n° I-224 : possibilité de mise en application du budget par la chambre régionale des comptes pour une nouvelle commune ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (6 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 5** (p. 2534) : son amendement n° I-227, soutenu par M. Jacques Pelletier : budget rendu exécutoire par la chambre régionale des comptes ; devenu sans objet - Son amendement n° I-395, soutenu par M. Jacques Pelletier : budget réglé et rendu exécutoire par la chambre régionale des comptes ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (10 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 6** (p. 2554) : son amendement n° I-396 : déficit

budgetaire et responsabilité du conseil municipal ; intervention de la chambre régionale des comptes et pouvoir de décision en cas de désaccord ; rejeté.

**Suite de la discussion** - (12 novembre 1981) - **Titre II - Art. 18** (p. 2608) : son amendement n° II-120, soutenu par M. Paul Girod : incompatibilité du mandat de président de conseil général avec un mandat parlementaire ou une fonction ministérielle ; retiré.

**Suite de la discussion** - (13 novembre 1981) - **Titre II (suite) - Art. 22 bis** (p. 2656) : son amendement n° II-161, soutenu par M. André Morice : audition du représentant de l'Etat dans le département par le conseil général à la demande du Premier ministre ou du président du conseil général ; retiré - **Art. 26** (p. 2661) : son amendement n° II-166, soutenu par M. André Morice : prise de décisions à la majorité absolue des présents ; adopté - **Art. 27** : son amendement n° II-167, soutenu par M. André Morice : réunion de plein droit du conseil général trois jours après sa convocation ; adopté - (p. 2662) : son amendement n° II-329, soutenu par M. André Morice : caractère non public des séances et décisions du conseil général à la majorité absolue ; rejeté.

**Suite de la discussion** - (16 novembre 1981) - **Titre II (suite) - Art. 35** (p. 2692) : son amendement n° II-217, déposé avec M. Paul Girod : examen du budget départemental par le conseil général porté de 10 à 20 jours ; rejeté - (p. 2692) : son amendement de forme n° II-176 ; adopté - **Art. 36** (p. 2693) : son amendement n° II-177 : suppression du dernier alinéa de cet article relatif à la procédure de redressement ; retiré - Se déclare opposé à l'amendement n° II-72 de M. Michel Giraud, rapporteur (conditions de l'équilibre réel du budget départemental et procédure de redressement du déficit budgétaire identique à celle retenue par le Sénat concernant le budget communal aux articles 5 et 6) - **Art. 37** (p. 2694) : se déclare opposé à l'amendement n° II-73 de M. Michel Giraud, rapporteur (dépenses obligatoires pour les départements à partir du budget exécuté ou nécessaire à l'acquittement des dettes certaines, liquides et exigibles) - **Avant l'art. 42** (p. 2698) : soutient l'amendement n° II-180 de M. Paul Girod (responsabilité des conseillers généraux des présidents élus de groupements de départements et des ordonnateurs élus des établissements publics départementaux et droit de réquisition) - **Titre II bis (nouveau) après l'art. 44** (p. 2709) : se déclare favorable à l'amendement n° II bis-1 de M. Michel Giraud, rapporteur (« Titre II bis nouveau : clarification et répartition des compétences ») - Intervient contre le recours à la procédure de l'article 40 - (p. 2714) : se déclare opposé à l'amendement n° II bis-10 de M. Michel Giraud, rapporteur (précisions concernant les responsabilités de l'Etat et les pouvoirs du maire en matière de police) - (p. 2716) : se déclare opposé à l'amendement n° I-410 de M. Louis Virapoullé (consultation obligatoire du maire d'une commune en cas d'assignation à résidence sur son territoire).

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - **Titre III - Après l'art. 45** (p. 2756) : son amendement n° III-217, soutenu par M. Paul Girod : commission d'étude et dépôt d'un rapport sur la question des limites régionales ; retiré - **Titre I - Art. 4 (suite)** (p. 2771) : son amendement n° I-221, soutenu par M. Paul Girod : interventions économiques communales et avis d'une commission composée de maires, conseillers généraux et représentants de la chambre régionale des comptes ; retiré le 18 novembre 1981.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Deuxième partie :*

**Transports** - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - Rapporteur pour avis (Aviation civile) (p. 3393) : transports aériens français et conjoncture internationale - Crainte devant les mesures de déréglementation par les Américains - Mauvaise desserte aérienne et risque d'isolement pour les pays en voie de développement - Concurrence sauvage et menace de faillite

pour les compagnies - Situation difficile pour la *Panam* ainsi que de nombreuses compagnies européennes - (p. 3394) : tentative des Américains de faire disparaître l'Association internationale des transports aériens (IATA) - Situation relativement saine d'Air France, volonté de rajeunissement et d'adaptation - Baisse générale du trafic supersonique et échec commercial de l'exploitation de Concorde - Légère augmentation du trafic passagers en 1981 et maintien du trafic fret - Difficultés récentes d'Air France : concurrence sauvage sur l'Atlantique nord, diminution de recettes, augmentation du carburant, accroissement des charges salariales - Révision du contrat d'entreprise conclu entre Air France et l'Etat - Vocation des grandes distances et du fret de l'Union des transports aériens (UTA) - Léger accroissement global de trafic en 1980 pour la compagnie UTA - (p. 3395) : rôle de la compagnie UTA pour assurer le rayonnement de la France dans les régions éloignées du globe et dans les territoires d'outre-mer - Air Inter, première compagnie de navigation aérienne intérieure - Nécessité de la mise en place d'une véritable coordination au niveau intérieur des différents modes de transport - Mise en service du train à grande vitesse (TGV) sur la ligne Paris Lyon et perte de passagers pour le trafic aérien - Hausse des tarifs Air Inter au détriment des régions les plus éloignées - Avis favorable au nom de la commission à l'adoption de ce budget.

**Industrie** - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3446) : contre-vérité concernant la consultation des collectivités locales dans le domaine du nucléaire - Contradictions du parti socialiste sur le plan nucléaire - Exprime sa réserve sur l'adoption du budget de l'industrie.

**Articles non rattachés à l'examen des crédits** - (12 décembre 1981) - **Après l'art. 58** (p. 4136) : son amendement n° 492 : fixation du taux de la taxe d'espaces verts par les conseils généraux ; adopté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 104 (81-82)] - (17 décembre 1981) - **Art. 9** (p. 4344) : soutient l'amendement n° 11 de M. Paul Girod (demande de sursis de paiement et rôle du tribunal pour prouver la bonne ou la mauvaise foi du contribuable ; taux de cette amende) - **Art. 10** (p. 4345) : soutient l'amendement n° 12 de M. Paul Girod (non prise en compte, pour le calcul des intérêts, des dépassements de délai par l'administration pour instruire une réclamation ou produire ses mémoires).

**LEJEUNE (André)**, sénateur de la Creuse (S)

Elu député le 21 juin 1981 (2 juillet 1981) (p. 777).

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des affaires économiques.

**LE JEUNE (Edouard)**, sénateur du Finistère (UCDP)

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des affaires étrangères.

**QUESTIONS**

*Questions orales sans débat :*

n° 81 (JO Débats 24 juillet 1981) (p. 1094) à M. le ministre du travail : **jeunes** (formation professionnelle des jeunes).

n° 82 (JO Débats 24 juillet 1981) (p. 1094) à M. le ministre chargé du budget : **pensions de retraite** (Finistère : mensualisation des pensions).

n° 83 (JO Débats 23 juillet 1981) (p. 1094) à M. le ministre de l'urbanisme et du logement : **logement** (mesures en faveur du logement) - Réponse de M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement (27 octobre 1981) (p. 2183 et suivantes).

## INTERVENTIONS

### - Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]

#### Deuxième partie :

**Environnement** - (30 novembre 1981) - (p. 3372) : participation de l'Etat au fonctionnement et à l'équipement des parcs naturels régionaux ; exemple du parc naturel régional d'Armorique - Difficultés des parcs et solidarité nationale - Diminution des crédits de l'Etat - Dotations du Fonds d'intervention pour la qualité de la vie (FIQV) - Difficultés de mise en place des crédits spéciaux - Maintien en francs constants des crédits de fonctionnement des parcs naturels régionaux - (p. 3373) : développement des parcs naturels régionaux.

**Commerce et artisanat** - (2 décembre 1981) (p. 3488) : caractère transitoire de ce budget - Augmentation des dépenses administratives - Remise en cause des mesures d'aide du précédent gouvernement - Environnement administratif et politique hostiles - Reconduction pour 6 mois de l'aide à la première embauché - Absence de suppression du plafond pour l'adhésion aux centres de gestion - Préférence de l'assistance administrative à l'aide directe - Impôt sur la fortune et commerçants ou artisans - Commerce et artisanat et crise économique - Menaces sur l'équilibre entre milieu urbain et rural - Politique économique de relance et place privilégiée du commerce et de l'artisanat - Suppression de l'aide spéciale compensatrice pour les commerçants et artisans âgés - Lutte contre le travail au noir et abaissement du taux de la TVA sur les opérations de réparation et d'entretien - Alignement des droits de mutation sur les cessions de fonds avec ceux des cessions de parts sociales - Sociétés à responsabilité limitée (SARL) familiales - Membres élus des chambres de métiers et régime fiscal particulier - Contribution essentielle de l'artisanat à l'organisation de l'apprentissage ; centres de formation pour apprentis et responsabilités des organismes consulaires et professionnels - Formation continue et présentation d'un projet de loi - Commerce et artisanat et rôle d'animation économique - Artisanat et création d'emplois - Atténuation des charges sociales patronales et substitution aux aides ponctuelles - Commerce et artisanat et nécessité d'un climat de confiance.

LEJEUNE (Max), sénateur de la Somme (GD)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

## DÉPÔTS

*Avis* présenté, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Défense - Section marine [n° 61, tome VIII (81-82)] (23 novembre 1981).

*Rapport* fait, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 80 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'une con-

vention sur la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique [n° 119 (81-82)] (14 décembre 1981) - **Traités et conventions.**

## QUESTIONS

### Questions orales avec débat :

n° 70 (9 octobre 1981) (p. 1935) à M. le ministre de l'industrie : **textiles** (industrie textile dans la Somme) - Discutée le 20 octobre 1981 (débat commun) (p. 2043 et suivantes).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [n° 366 (80-81)]** - (22 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1568) : immigration : humanité et réalisme - Statistiques d'immigration en France - Immigration clandestine : régularisations de situations et risque d'un afflux supplémentaire de clandestins - Risques de licenciement de cette main d'oeuvre par les employeurs - Immigration et chômage des Français - Concentration des immigrés et cohabitation : exemple de Vénissieux ; désœuvrement ; chômage des immigrés et délinquance - (p. 1569) : accord entre les gouvernements de Paris et d'Alger ; aide au retour : récupération par les pays d'origine d'une main d'oeuvre expérimentée et souvent qualifiée - Refoulement des étrangers en situation irrégulière par le pouvoir judiciaire - Expulsion par le ministre de l'intérieur en cas de condamnation supérieure à une année ferme de prison - Nécessité de précautions face à l'afflux des immigrants : exemple des émeutes raciales en Grande-Bretagne : « expulsion des truands étrangers » demandée par le ministre Charles Hernu à Villeurbanne - Problème du droit de vote des immigrés aux élections municipales - Problème de l'asile politique : cas de l'imam Khomeiny et de M. Bani Sadr ; nécessité d'une réserve des réfugiés - Dignité des conditions de vie des immigrés et contrôle du mouvement d'immigration - Priorité de l'emploi aux jeunes Français.

- **Projet de loi portant abolition de la peine de mort [n° 385 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (29 septembre 1981) - **Question préalable** (p. 1725) : sa motion n° 1 tendant à opposer la question préalable : décision du Sénat de ne pas poursuivre la délibération sur le texte en discussion ; rejetée - (p. 1726) : problème de conscience plutôt qu'option politique - Discipline de vote imposée à certains groupes parlementaires - Précipitation du Gouvernement dans le dépôt de ce projet : absence de dispositions relatives à une peine de substitution ; régime de l'application des peines - Amnistie et grâce présidentielle et multiplication des cas de récidive - Danger de réactions d'autodéfense de la part des citoyens et de la police - Problème de l'erreur judiciaire - Débat d'octobre 1979 au Sénat sur le problème de la peine de mort : cite son intervention du 16 octobre 1979, demandant la réforme du code pénal - Dispositions de l'article 11 de la Constitution relatif au référendum et proposition de loi constitutionnelle déposée par M. Jean Cluzel : référendum populaire - (p. 1727) : proposition de MM. Jacques Larché et Etienne Dailly - Nécessité de donner la parole au peuple par voie de référendum.

- **Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France - Deuxième lecture [n° 405 (80-81)]** - (6 octobre 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1872, 1873) : devoirs de la France envers l'ancienne Union française et les travailleurs immigrés - Danger néanmoins des dispositions adoptées.

- **Questions orales avec débat jointes : difficultés de l'industrie textile** - (20 octobre 1981) - (p. 2053) : crise de l'industrie du jute dans la Somme - Historique de la fondation de cette industrie - Construction des cités

ouvrières - Diminution des effectifs et mouvements de concentration; politique de Boussac Saint-Frères - Usine d'Abbeville et de Beauval et concurrence du tiers monde - (p. 2054) : relance du groupe Boussac Saint-Frères - Usine d'Abbeville et absence d'investissements - Importance des charges sociales - Développement des pratiques de négoce et d'achat de fils - Augmentation des besoins mondiaux de jute - Absence du jute dans les accords multifibres - Activité des filatures françaises de jute et commandes des PTT - Suppression de la troisième équipe - Diminution de la production de la sandale et de la filature gros fils - Augmentation des importations d'espadrilles - Câbleries et substitution au jute d'autres produits - Transferts de main-d'œuvre dans le groupe Boussac Saint-Frères - Filatures et absence de reconversion par le polypropylène - Valeur marchande de l'ensemble immobilier de la filature - Faiblesse des investissements dans la région Picardie - Concertation et nécessité d'un plan de relance du textile - (p. 2060) : abandon du jute et reconversion dans la filière emballage polypropylène - Espadrilles et concurrence chinoise.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

Suite de la discussion - (29 octobre 1981) - Discussion générale (p. 2264) : audace de cette réforme - Vote du Sénat en avril 1980 sur la réforme des collectivités locales - Complications administratives, impôts et ressources financières de l'administré et de l' élu - Rôle du préfet - Accroissement des pouvoirs des collectivités territoriales et fédéralisme - Création d'une nouvelle collectivité territoriale se superposant à la commune et au département; pouvoirs de la région; intérêt d'une région départementalisée; révision des limites des actuelles régions - (p. 2265) : élection des conseillers régionaux et inconvénients du scrutin à la proportionnelle; accroissement des pouvoirs de l'exécutif; caractère politique des assemblées - Création ou aménagement d'administrations particulières - Coût de la réforme et alourdissement des dépenses de fonctionnement; perte de souplesse de l'administration - Rôle du président de l'assemblée et politisation de ses fonctions; risque d'antagonismes entre le président du département et le président de la région - Statut de l' élu devenu président - Liberté et responsabilité des élus : décisions exécutoires de plein droit et traduction devant la Cour de discipline budgétaire - Fonctions des sous-préfets - Statut du personnel des collectivités locales - Jugement des préfets en tant que boucs émissaires de la centralisation étatique et administrative - Calendrier de la réforme et risque de désordre administratif - (p. 2266) : développement des particularismes régionaux - Rôle des présidents des conseils régionaux et départementaux et limitation du cumul des mandats - Election de la moitié renouvelable des conseils généraux en 1982, et des conseils régionaux en 1983 - Volonté de pérennisation politique - Vote des dispositions prévues pour les communes mais non pour les départements et les régions - Fidélité à la République française une et indivisible.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

Défense - (4 décembre 1981) - Rapporteur pour avis (Section marine) (p. 3609) : budget de la section marine : croissance des crédits de paiement et faible augmentation des autorisations de programme - Combustibles : quasi-stabilité des effectifs budgétaires et augmentation modérée du chapitre combustibles et carburants - Entretien de la flotte : individualisation des dépenses de fonctionnement liées aux activités des services publics - Achèvement de programmes majeurs; avions de patrouille maritime « Atlantic nouvelle génération » - Retard dans les constructions neuves de bâtiments - Financement des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) - Infrastructure et modération de la croissance nominale - Bâtiments de la flotte et respect des programmes majeurs - Aéronautique navale : avions d'assaut Super Etendard - Diminution du

nombre de bâtiments de combat et rajeunissement de la flotte - Homogénéité de la force océanique stratégique - (p. 3610) : construction du septième SNLE - Construction de deux porte-aéronefs à propulsion nucléaire - Effort en faveur de la flotte de surface et des sous-marins d'attaque - Forces de la défense en l'an 2000 - Marine nationale : qualité du recrutement et insuffisance des effectifs; installation d'une nouvelle pyramide - Budget de transition : dissuasion, modernisation et développement de la force océanique stratégique; protection des lignes de communication; force aéronavale; volonté de faire de la France une puissance maritime à part entière; avis favorable de la commission sur ces crédits.

**LEMAIRE (Marcel)**, sénateur de la Marne (rattaché administrativement au groupe UCDP)

#### NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Discussion des articles de la première partie :*

Suite de la discussion - (27 novembre 1981) - Art. 18 (p. 3232) : soutient l'amendement n° 190 de M. Pierre Vallon (suppression de cet article relatif au montant et à l'indexation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers).

**LEMARIE (Bernard)**, sénateur des Côtes-du-Nord (UCDP) -  
*Secrétaire du Sénat*

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

Suite de la discussion - (16 novembre 1981) - En remplacement de M. Jean Madelain, rapporteur pour avis - Titre II bis (nouveau) après l'art. 44 (p. 2717) : problème de la répartition des compétences et des responsabilités en matière d'aide sociale - Problème des répercussions dans le domaine sanitaire et social de la décentralisation déjà étudié dans le précédent projet sur le développement des responsabilités des collectivités locales - Accepte l'amendement n° II bis-12 de M. Michel Giraud, rapporteur (Intitulé de chapitre : « Chapitre III nouveau - Action sociale et santé »).

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

Agriculture - (7 décembre 1981) - Examen des crédits - Etat C (p. 3839) : besoins en matière d'électrification rurale A : reconduction nécessaire par voie législative et pour cinq ans, du rôle du Fonds d'amortissement des charges d'électrification (FACE) - Planification des investissements.



**Solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale** - (10 décembre 1981) - (p. 4023) : permanence des masses budgétaires et budget de continuité - Protection sanitaire et fonctionnarisation - Développement d'un système médico-social et d'un service communautaire de santé collectiviste - (p. 4024) : centre de santé intégré et généralisation du tiers payant ; objectif de la gratuité - Suppression des ordres professionnels - Nationalisation des laboratoires pharmaceutiques - Menace sur le système libéral de soins - Suppression du secteur privé hospitalier ; démarche injuste et humiliante pour les médecins - Exemples de consultation privée par « de grands patrons » - Désignation des chefs de clinique - Danger d'opposer les Français et leurs médecins - Fonctionnaires de l'Etat, anciens salariés ou travailleurs indépendants des territoires d'outre-mer et versement des prestations sociales ; généralisation de la convention conclue pour la Nouvelle-Calédonie - (p. 4025) : lutte contre le tabac, l'alcool, la drogue et l'abus de médicaments ; nécessité d'une action interministérielle - Cas particulier de la drogue ; diffusion dans les campagnes - Attachement à la médecine libérale - Vote défavorable du groupe UCDP.

**LEMOINE (Georges), secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie** (nommé le 22 mai 1981 dans le gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 23 mai 1981, p. 1631].

Puis **secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense** (nommé le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1787]

#### RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 106 de M. Serge Boucheny : **entreprises** (situation d'une entreprise de diffusion) (19 décembre 1981) (p. 4404, 4405).

n° 134 de M. Serge Boucheny : **entreprises** (situation de l'emploi dans une société fabriquant des munitions) (19 décembre 1981) (p. 4405, 4406).

#### INTERVENTIONS

- **S'associe à l'hommage rendu par M. le Président du Sénat à la mémoire de M. Lionel de Tinguy, sénateur de la Vendée** (6 octobre 1981) (p. 1862).

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (19 novembre 1981) - **Titre III bis (nouveau) après l'art. 55 (suite)** (p. 2839) : s'oppose aux amendements de M. Michel Giraud, rapporteur n° III bis-12 (protection législative des garanties fondamentales des fonctionnaires des collectivités locales et des établissements publics), n° III bis-13 (intégration de l'ensemble des personnels titulaires dans les communes ou les départements et statuts de la fonction publique communale ou départementale), n° III bis 14 (délibération du conseil municipal et établissement d'une liste des emplois permanents à temps complet confiés à un personnel communal), n° III bis-15 (choix des effectifs des différents emplois communaux par le conseil municipal et référence à la loi portant statut de la fonction publique locale) - (p. 2840) : s'oppose aux amendements de M. Michel Giraud, rapporteur, n° III bis-16 (création de la fonction publique départementale), n° III bis-17 (délibération du conseil général et établissement de la liste des emplois permanents à temps complet confiés à un personnel départemental et qualité de fonctionnaire départemental des agents titulaires), et n° III bis-18 (garanties des personnels communaux et départementaux et alignement des règles de la fonction publique communale et départementale sur celles en vigueur pour la

fonction publique d'Etat ; garantie d'une déroulement normal des carrières) - (p. 2841) : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° III bis-20 de M. Michel Giraud, rapporteur (spécificité de la fonction publique communale et départementale et possibilité de détachements) - **Titre I - Art. 18 ter (suite)** (p. 2843) : son amendement n° II-331 : modalités de recrutement et statut du personnel départemental ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement n° II-49 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression de cet article sur le statut des personnels transférés ou mis à disposition) - **Titre III bis (nouveau) après l'art. 55 (suite)** (p. 2844) : s'oppose aux amendements de M. Michel Giraud, rapporteur n° III bis-22 (intitulé ; « Chapitre III (nouveau) - Création d'un statut des élus locaux ») et n° III bis-23 (caractère de gratuité de l'engagement local au niveau municipal, départemental ou régional)(p. 2845) : s'oppose aux amendements de M. Michel Giraud, rapporteur, n° III bis-24 (intitulé ; « Section I (nouvelle) - Garanties d'exercice de certains mandats locaux »), n° III bis-25 (principe des autorisations d'absence pour les salariés en vue d'assister aux séances des conseils municipaux ou des commissions qui en dépendent), n° III bis-26 (possibilité d'octroi d'autorisations spéciales aux élus bénéficiant d'une indemnité de fonction), n° III bis-27 (garantie de maintien du contrat de travail des élus), et n° III bis-28 (applicabilité de ces dispositions aux agents de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics) - (p. 2846) : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° III bis-29 de M. Michel Giraud, rapporteur (intitulé ; « Section II - Compensations pécuniaires à l'exercice de certains mandats locaux ») - (p. 2847) : s'oppose à l'amendement n° III bis-30 de M. Michel Giraud, rapporteur (versement d'une indemnité de fonction aux maires, adjoints et élus) - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° III bis-53 de M. Roger Boileau (prise en charge par l'Etat de la moitié de cette indemnité de fonction) - S'en remet à la sagesse du Sénat sur les amendements de M. Michel Giraud, rapporteur, n° III bis-31 (majoration de l'indemnité de fonction en faveur des conseillers municipaux dans les communes de plus de 30000 ou 400000 habitants), n° III bis-32 (versement d'une indemnité aux conseillers généraux pendant la durée des sessions des réunions de commissions réglementaires ou de missions dont ils sont chargés), n° III bis-33 (versement d'une indemnité journalière au président du conseil général) et n° III bis-34 (intitulé, « Section n° III : frais de mission et de représentation ») - (p. 2848) : s'en remet à la sagesse du Sénat sur les amendements de M. Michel Giraud, rapporteur, n° III bis-35 (vote d'une crédit pour frais de représentation au président du conseil général ou du conseil régional et aux membres désignés pour représenter cette assemblée), n° III bis-36 (versement d'une indemnité de déplacement et remboursement des frais supplémentaires en faveur des conseillers généraux ou régionaux), n° III bis-37 (intitulé, « section IV - Régime de retraite »), n° III bis-38 (affiliation des élus recevant une indemnité de fonction au régime complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques ; calcul des cotisations et dépenses obligatoires concernant les cotisations), et n° III bis-39 (possibilité de rachat de leur cotisation par les maires et adjoints n'étant plus en fonction au 1<sup>er</sup> janvier 1973) - (p. 2849) : s'en remet à la sagesse du Sénat sur les amendements de M. Michel Giraud, rapporteur n° III bis-40 (régime de retraite des conseillers généraux), n° III bis-41 (intitulé ; « Section V - Formation), n° III bis-42 : (remboursement des frais de stage aux membres des conseils municipaux, généraux et régionaux), n° III bis-43 (intitulé ; « Section VI - Responsabilités), n° III bis-44 (protection pénale des élus), n° III bis-45 (suppression ou atténuation de la responsabilité de la commune, du département ou de la région en cas de faute intentionnelle ou inexcusable de la victime) et n° III bis-46 (responsabilité des présidents et des vice-présidents des organismes de coopération intercommunale) - (p. 2850) : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° III bis-47 de coordination de M. Michel Giraud, rapporteur.

**LE MONTAGNER (Louis)**, sénateur du Morbihan (UCDP)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

**LENGLET (Charles-Edmond)**, sénateur de la Somme (rattaché administrativement au groupe GD)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Agriculture** - (7 décembre 1981) - (p. 3812) : dégradation constante de la situation des agriculteurs ; diminution du revenu brut d'exploitation (RBE) ; poids des consommations intermédiaires : énergie, engrais, aliments pour le bétail - Désengagement de l'Etat dans les dépenses d'équipements ruraux - Diminution des attributions du ministère de l'agriculture : cas de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) - Désengagement de l'Etat en matière d'aménagement rural : adduction d'eau ; assainissement ; stockage et conditionnement ; hydraulique et drainage - Electrification rurale : reconduction nécessaire du régime du Fonds d'amortissement des charges d'électrification (FACE) ; rôle des élus, des syndicats d'électricité et des sociétés d'intérêt collectif agricole pour l'électrification (SICAE) - (p. 3813) : cas des travaux d'électrification rurale dans son département de la Somme - Remembrement : cas de la Picardie ; délai d'attente ; reconduction nécessaire de la subvention du Crédit agricole - Conséquences favorables du remembrement pour l'aménagement rural, la maîtrise du foncier, l'augmentation de productivité, la création d'emplois - Augmentation nécessaire des moyens en personnel et en matériel des services du cadastre et des hypothèques - Souhait d'une répartition équitable entre les régions des crédits d'équipements ruraux ; cas de la Picardie ; sa question écrite du 12 juin 1981 sur les critères de répartition des crédits entre les régions.

**LE PENSEC (Louis)**, *ministre de la mer* (nommé le 22 mai 1981 dans le gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 23 mai 1981, p. 1631].

Nommé de nouveau *ministre de la mer* le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy [JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1787]

#### DÉPÔTS

*Projet de loi* modifiant la loi n° 61-1262 du 24 novembre 1961, relatif à la police des épaves maritimes [n° 356 (80-81)] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 31 juillet 1981, JO Débats du 8 septembre 1981) - Mer et littoral.

*Projet de loi* sur l'exploration et l'exploitation des ressources minérales des grands fonds marins [n° 384 (80-81)] (22 septembre 1981) - Mers et littoral.

*Projet de loi* conférant valeur législative à la première partie (législative) du Code des ports maritimes, modifiant ce code et celui du domaine public fluvial et de la

navigation intérieure complétant le code de l'aviation civile [n° 99 (81-82)] (7 décembre 1981).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi sur l'exploration et l'exploitation des ressources minérales des grands fonds marins [n° 384 (80-81)]** - (8 octobre 1981) - Discussion générale (p. 1903) : intérêt marqué du Sénat pour le monde maritime - Richesse des grands fonds marins : nodules polymétalliques découverts en 1873 contenant de nombreux métaux, source de convoitise - Protection des intérêts légitimes de la France - Importance de l'approvisionnement en matières premières résultant de l'exploitation des nodules - Fin des travaux de prospection et investissements nécessaires - Création d'un permis - Intérêt stratégique - Vote de la France en 1970 de la résolution des Nations-Unies déclarant les ressources des grands fonds marins « patrimoine commun de l'humanité » et participation depuis 1974 à la troisième conférence des Nations-Unies sur le droit de la mer - Travaux de la conférence en cours - Régime transitoire nécessaire - Actuellement vide juridique international - Initiative juridique de certains pays - Dispositif juridique proposé, souci d'harmonisation, riposte et droit de participation aux accords de réciprocité - (p. 1904) : prise en compte des aspirations des pays en voie de développement - Régime de la liberté pour les zones internationales - Délivrance des permis destinés à réglementer les activités des personnes françaises dans les zones qui ne sont pas sous juridiction nationale - Projet à caractère transitoire - Autorisation d'exploiter en janvier 1988 - Prélèvement d'une redevance sur les produits extraits prévu dans le projet de convention internationale - Création d'un compte spécial d'affectation de cette redevance prévu dans la loi de finances pour 1982 - Développement serein et rapide des activités de recherche - Démarrage plus rapide et plus efficace du système parallèle - Objectif du projet : garantie de la souveraineté et de l'indépendance de notre pays, et avènement d'une société internationale plus équitable - (p. 1909) : urgence de l'adoption de ce texte soulignée par le rapporteur - Travaux en cours de la Conférence internationale sur le droit de la mer - Produit de la redevance évoqué par M. *Pierre Matraja* : contribution spécifique et aide supplémentaire au Tiers monde - Dimension des permis et respect des droits de chaque Etat dans les accords de réciprocité - Caractère provisoire du projet de loi - Future convention en 1982 et réglementation internationale du régime des fonds marins - Nodules considérés comme intéressants situés hors de la zone économique de tous les Etats - Cas de l'îlot de Clipperton - Problèmes spécifiques à la Polynésie évoqués par M. *Daniel Millaud* ; transport des stériles en métropole et utilisation en tant que lest dans les opérations de ramassage - Ampleur des ressources et coûts d'exploitation - (p. 1910) : juste appréciation des possibilités - Limitation de la production et protection des producteurs terrestres - Clause anti-monopole - Vision « expansionniste » de certains pays - Contrôle par les pouvoirs publics des entreprises d'exploration et d'exploitation des fonds marins - En réponse à M. *Louis Virapoullé* : place prépondérante de la France dans la technique d'exploration des fonds marins et bonne place concernant l'exploitation - Moyens mis à la disposition du ministère de la mer à l'occasion du budget et du plan intérimaire 1982-1983 - Application de la loi aux hydrocarbures - Résultats des prospections dans l'Océan Indien moins favorables que dans le Pacifique - Exigence d'une situation compétitive pour une première exploitation - Voeu de l'aboutissement proche d'une convention internationale avec participation de l'ensemble des pays - Art. 1 : accepte l'amendement n° 1 de M. Jacques Mossion, rapporteur (caractère provisoire de la loi dans l'attente de l'entrée en vigueur d'une convention internationale) - Art. 5 (p. 1911) : accepte l'amendement n° 2 de M. Jacques Mossion, rapporteur (exclusivité des droits conférés par le permis d'exploration ou par le permis d'exploitation) - Art. 7 : accepte l'amendement de coordination n° 3 de M. Jacques Mossion, rapporteur ainsi que

l'amendement n° 4 du même auteur (délivrance des permis d'exploitation avant le 1<sup>er</sup> janvier 1988 mais sans autorisation de démarrage de l'exploitation avant cette date) - Art. 8 (p. 1912) : accepte l'amendement rédactionnel n° 5 de M. Jacques Mossion, rapporteur - Art. 12 : accepte l'amendement n° 6 de M. Jacques Mossion, rapporteur (paiement de la redevance sur chaque tonne de produit brut extrait) - Sur l'ensemble (p. 1913) : unanimité sur ce texte - Coopération entre le Sénat et le Gouvernement - La mer, facteur de rapprochement entre les hommes et les pays.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

Mer - (11 décembre 1981) - (p. 4052) : création du ministère de la mer et moyens financiers accordés pour 1982 - Fonction de la mer comme support du commerce extérieur de la France : approbation du plan de consolidation et d'expansion de la flotte de commerce ; incitations financières : aides à l'investissement en navires neufs ; prêts bonifiés ; aides aux petites et moyennes entreprises de transport maritime (cabotage) - Equipements portuaires - (p. 4053) : crédits affectés aux ports maritimes : opérations programmées pour 1982 : trafic du vrac pour le charbon : Dunkerque, Nantes, Marseille, Le Havre, Fos - Chantiers navals : légère reprise des commandes : chantiers de l'Atlantique et de La Ciotat ; opérations de regroupement : groupe Schneider : chantiers de France-Dunkerque, de La Ciotat et des constructions navales et industrielles de la Méditerranée ; chantiers de l'Atlantique et Dubigeon Normandie - Commandes de navires militaires - Réparation navale - Valorisation des ressources de la mer : négociations de Bruxelles sur la pêche ; conseil de la pêche européen ; renouvellement de la flottille de pêche - Organisation du marché : prix du poisson au débarquement - Crédits du Fonds d'intervention et d'organisation des marchés (FIOM) ; aide au carburant ; cultures marines : conchyliculture, crustacés, élevage du poisson - Ressources minérales et énergétiques de la mer - Circulation maritime et renforcement de la sécurité : centres de surveillance et sécurité maritime dans le Pas-de-Calais et la Manche ; centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage (CROSS) ; contrôle de l'état des navires ; renouvellement de la flottille - Crédits de lutte contre la pollution - (p. 4054) : prochaine réunion à Paris d'une conférence régionale sur la sécurité maritime - Action en faveur des gens de mer : moyens de formation ; crédits à l'investissement et crédits de fonctionnement - Plan de rattrapage des pensions - Innovations : rôle du Fonds d'intervention et d'action maritime (FIAM) - Progression des crédits de recherche : crédits des instituts ; Fonds d'aide à la recherche - Volonté politique du Gouvernement - (p. 4069) : aide au carburant - (p. 4070) : crédits de prévention et de lutte contre la pollution - Problème des pensions maritimes : subvention de l'Etat à l'Etablissement national des invalides de la marine (ENIM) ; plan de rattrapage des salaires forfaitaires et collectif budgétaire - Dotation de la société nationale de sauvetage en mer - Ports maritimes : augmentation des dépenses d'investissements ; évolution des tarifs ; décentralisation et régionalisation ; démocratisation de la gestion des ports - Plan de croissance de la flotte de commerce et plan de consolidation - Recherche scientifique : Institut scientifique et technique des pêches maritimes (ISTPM) et Centre national d'exploitation des océans (CNEXO) - Fonds d'aide à la recherche et à l'innovation - Chantiers navals : perspectives d'embauche - Pensions des veuves et problèmes de rétroactivité - Question relative à l'organisme Bretagne Angleterre Irlande - Chômage des dockers et nécessité de lutter contre les détournements de trafics vers les ports étrangers - Ports sinistrés : cas de Dieppe : déplafonnement des indemnités de garantie - Port de Dunkerque : liaison entre l'avant-port est et ouest - Campagne de grande pêche aux îles Kerguelen ; équipement de Port-aux-Français - Défense contre la mer : rôle des propriétaires riverains ; protection des terrains agricoles - Choix des sites de

stockage des produits pétroliers récupérés, évoqué par M. Michel Rigou - Recherche sous-marine : laboratoire de La Tremblade - Situation des petits chantiers navals, évoquée par M. Charles Ferrant - (p. 4071) : situation de la flottille de Basse-Normandie et cas de Port-en-Bessin, évoqués par M. Philippe de Bourgoing : dotation particulière du Fonds de développement économique et social (FDES) ; dotation du FIOM - Contrôle des importations : politique européenne - Equipements portuaires et travaux publics de dragage évoqués par M. Gérard Ehlers ; équipement céréalier de Dunkerque et lutte contre les détournements de trafic - Age de la retraite des dockers et concertation engagée - Problème de l'avenir du navire *Internavis* - Formation maritime, évoquée par M. Marc Bécam : nouvelle école d'apprentissage maritime de Saint-Malo ; école de Boulogne ; centres d'instruction - Aide à l'acquisition du premier navire - Rôle de coordination du FIAM - Lutte contre la pollution - Difficultés du port de Bordeaux, évoquées par M. Marc Bécam au nom de M. Jacques Valade : baisse du trafic d'hydrocarbures - Renouvellement de la flottille de pêche semi-industrielle de Boulogne, abordée par M. Raymond Splingard ; difficultés des armateurs - Reconstruction du port de Case-Pilote, à la Martinique, évoquée par M. Roger Lise - Réalisation de la passerelle de Ouistreham, abordée par M. Jean-Marie Girault - Construction navale : consolidation des chantiers navals de France-Dunkerque, de La Ciotat et des constructions navales et industrielles de la Méditerranée - (p. 4072) : réparation navale et concurrence des ports belges et hollandais - Question posée par M. Louis Virapoullé sur la construction d'un port en baie de la Possession à la Réunion : financement de cette opération et état du projet - Question posée sur un éventuel transfert à la Réunion du centre d'expérimentation du Pacifique - Problème de la CECA de Pleubian, abordé par M. Yves Le Cozannet - Problème de l'ostréiculture du bassin d'Arcachon, évoqué par M. Philippe Madrelle ; participation de l'Etat et des collectivités territoriales pour la sauvegarde du milieu marin - Ambitions maritimes de la France et soutien nécessaire du Sénat à la politique du Gouvernement.

**LE PORS (Anicet), sénateur des Hauts-de-Seine (C) - Puis ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la fonction publique et des réformes administratives (nommé le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1786] - Cessation de son mandat sénatorial le 23 juillet 1981 (24 juillet 1981) (p. 1105)**

**En tant que sénateur**

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des finances..

**DÉPÔTS**

*Proposition de résolution*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête sur la spéculation sur les emprunts 7 % et 4,5 % émis par l'Etat en 1973 [n° 276 (80-81)] (rattachée pour ordre à la séance du 7 avril 1981, JO Débats 2 juillet 1981).

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires telle que modifiée par le protocole de 1978 [n° 13 (80-81)] - (7 avril 1981) - Discussion générale (p. 532) : travaux de la commission sénatoriale d'enquête sur l'*Amoco Cadiz* et responsabilité du système : composition des**

équipages; pavillons de complaisance; responsabilité du Gouvernement; coût de l'indemnisation; action internationale nécessaire.

En tant que ministre chargé de la fonction publique

## DÉPÔTS

*Projet de loi* portant modification de la loi du 18 août 1936 ayant pour objet l'assimilation des enfants adultes handicapés, bénéficiant de l'allocation aux adultes handicapés, aux autres enfants à charge pour le bénéfice des dispositions ouvrant droit au recul de la limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat [n° 354 (80-81)] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 31 juillet 1981, JO Débats du 8 septembre 1981).

*Projet de loi* modifiant l'article 7 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires [n° 24 (81-82)] (15 octobre 1981).

## INTERVENTIONS

- S'associe à l'hommage rendu à la mémoire de M. Lionel de Tinguy, sénateur de la Vendée (10 septembre 1981) (p. 1430)

- *Projet de loi* portant modification de la loi du 18 août 1936 ayant pour objet l'assimilation des enfants adultes handicapés, bénéficiant de l'allocation aux adultes handicapés, aux autres enfants à charge pour le bénéfice des dispositions ouvrant droit au recul de la limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat [n° 354 (80-81)] - (10 septembre 1981) - Discussion générale (p. 1430): préparation du débat et concertation Gouvernement commission - Prolongation d'activité d'un an par enfant à charge handicapé ou non dans une limite de trois ans pour les fonctionnaires de l'Etat - Loi du 18 août 1936: notion d'enfant à charge et prestations familiales; enfants handicapés de plus de 20 ans et absence de prestations familiales - (p. 1431): situation des handicapés dans la nation: TVA sur les véhicules utilisés par les handicapés - Insertion des handicapés dans la fonction publique: épreuves de recrutement, priorité à l'emploi - Loi d'orientation en faveur des personnes handicapées de 1975: réalisation partielle - Solidarité et insertion professionnelle des handicapés dans les secteurs public et privé 68.

*Deuxième lecture* [n° 387 (80-81)] - (24 septembre 1981) - Discussion générale (p. 1634): modification du projet par les députés: amendement de la commission des lois de l'Assemblée nationale: crainte de restriction des droits des parents d'enfants non handicapés; droit au recul de la limite d'âge dès le premier enfant à charge - Demande l'approbation du projet de loi tel qu'il a été modifié.

- *Projet de loi* relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]

Suite de la discussion - (19 novembre 1981) - Titre I - Art. 18 *ter* (suite) (p. 2841): défense et promotion d'une conception nationale de la fonction publique française: égalité des citoyens, indépendance, citoyenneté, unicité de la fonction publique nationale - Statut général des fonctionnaires et droits et garanties de l'ensemble des fonctionnaires - Concertation avec les organisations syndicales - Projet de décrets relatifs aux commissaires de la République et aux mises à disposition - (p. 2842): décentralisation et défense d'une administration moderne, efficace, ouverte et au service de tous.

- *Projet de loi* de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]

*Deuxième partie:*

Services du Premier ministre (suite) - I. Services généraux (suite): Services divers rattachés - Fonction publique -

Formation professionnelle - Droits de la femme - (3 décembre 1981) - (p. 3530): budget de la fonction publique et montant comparé des dépenses de personnels de l'Etat - Secteur public: Etat, collectivités locales, entreprises publiques - Coût d'une augmentation de 1% du point d'indice - Lutte contre le chômage et création d'emplois publics - (p. 3531): abaissement de la durée du travail dans la fonction publique et horaires d'ouverture au public - Objectif des 35 heures en 1985 - Cas des non titulaires: projet de loi et programme de titularisation en cours - Concertation avec les organisations syndicales - Remise en ordre des rémunérations: négociations salariales et revalorisation des traitements pour 1981 et 1982 - Objectif de clarté sur les rémunérations principales et les rémunérations annexes - Dossier relatif aux droits sociaux, syndicaux ou politiques: crédit des charges communes; projet de loi sur l'hygiène et la sécurité; circulaire relative aux handicapés - Circulaires envoyées aux ministres sur la création des comités techniques paritaires et l'application des droits syndicaux; décrets en chantier - Amnistie - Liberté des fonctionnaires - Réformes administratives et décentralisation: objectif d'efficacité et d'égalité - Démocratie autogestionnaire favorisant les libertés et la responsabilité - Principe d'unicité de la fonction publique et spécificité des collectivités territoriales - Amorçage d'une concertation sociale de type nouveau avec les organisations syndicales: premiers résultats obtenus: relevés de conclusions, approuvés par l'ensemble des organisations syndicales - (p. 3532): rôle du Conseil supérieur de la fonction publique et projets de texte soumis à son approbation - Rôle de la fonction publique pour un grand changement social - (p. 3541): question de M. Robert Guillaume, rapporteur spécial, sur les orientations de la politique du Gouvernement à l'égard de l'Ecole nationale d'administration (ENA): organisation des stages; décentralisation - Problème, abordé par M. Jacques Eberhard, des réticences de certaines administrations à appliquer la politique du changement - Question abordée par un autre orateur, d'une prétendue politisation de la fonction publique: principe de la neutralité du service public; confusion entretenue par la circulaire Chirac entre le droit syndical et les activités politiques - Interpénétration entre les forces du capitalisme et la haute administration au cours des dernières années: atteintes aux droits des commissions administratives paritaires, des comités techniques paritaires et du Conseil supérieur de la fonction publique - Elitisme - Problème des retraites, évoqué par M. Pierre Salvi: études en cours sur la pension de réversion; intégration d'un point de l'indemnité de résidence - (p. 3542): mensualisation des pensions - Question, également posée par M. Pierre Salvi, sur la situation des administrateurs civils et la création éventuelle d'un grade d'administrateur général; pause catégorielle demandée par le Premier ministre et projet de remise en ordre globale des rémunérations de la fonction publique - Revendication des associations d'administrateurs civils quant à la création d'un conseil de direction du corps: réaction de type corporatiste; rôle de la commission de l'article 23 - Décentralisation, évoquée par M. René Regnault, et réunion des comités techniques paritaires sur les transferts des services de préfectures - Principes de la politique de fonction publique et réforme du statut général des fonctionnaires - Souci de concertation du Gouvernement; démocratie autogestionnaire.

- *Projet de loi* modifiant l'article 7 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires [n° 24 (81-82)] - (15 décembre 1981) - Discussion générale (p. 4258): disparition des discriminations sexistes dans la fonction publique - Statistiques globales et absence a priori de discriminations sexistes dans la fonction publique - Importance du nombre de femmes au chômage, et des femmes non titulaires dans la fonction publique - Article 7 du statut général des fonctionnaires et principe de dérogation à l'égalité des sexes; recrutements distincts ou recrutements exclusifs - Déroulement des carrières et importance des femmes dans la catégorie D - Respect des engagements internationaux de la France; convention de l'Organisation des Nations Unies (ONU) de 1953;

convention 117 de l'Organisation internationale du travail (OIT) - Non-respect de la directive communautaire du 9 février 1976 et avis motivé de la commission des Communautés européennes ; exceptions au principe d'égalité en raison du caractère déterminant pour la fonction du sexe ; tolérance pour des recrutements distincts ou exclusifs ; modération des dispositions de la directive - Projet de loi et suppression des recrutements exclusifs pour « nature des fonctions » - Limitation des exceptions au principe d'égalité - Application des exceptions et réduction progressive du nombre des corps dérogatoires - Recrutements distincts et prise en compte du sexe comme condition déterminante pour l'exercice d'une fonction ; cas de l'administration pénitentiaire - (p. 4259) : maintien temporaire dans la liste des corps dérogatoires et transition entre la masculinisation totale et la mixité complète - Suppression dans l'administration des PTT de toutes les dérogations - Projet de loi sur la titularisation des agents de l'Etat et principe de l'égalité pour l'emploi et la promotion - Egalité dans la formation et meilleure prise en charge des tâches liées à la famille ; administration et partage des tâches dans le couple : rentrée scolaire, congé post-natal et congé d'adoption ou garde des enfants malades - Art. unique (p. 4261) : accepte l'amendement n° 1 de Mme Cécile Goldet, rapporteur (article 7 du statut général des fonctionnaires et affirmation du principe d'égalité à l'exclusion de toute référence aux dérogations réservées à l'article 18 bis) - Principe d'égalité et mise à jour périodique des décrets d'application de la loi - Après l'art. unique (p. 4262) : accepte l'amendement n° 3 de Mme Cécile Goldet, rapporteur (application des dispositions du projet aux personnels des assemblées parlementaires, des collectivités locales et des établissements ou entreprises publiques) - Accepte l'amendement n° 4 de Mme Cécile Goldet, rapporteur (dérogation à l'égalité d'accès des hommes et des femmes aux emplois communaux et mise en conformité avec les dispositions du projet) ; sur cet amendement, son sous-amendement n° 7 : extension aux personnels communaux, des dispositions relatives aux épreuves physiques ; adopté - (p. 4263) : accepte l'amendement n° 5 de Mme Cécile Goldet, rapporteur (respect du principe d'égalité et rapport gouvernemental biennuel sur son application après avis du Conseil supérieur de la fonction publique) - Intitulé : accepte l'amendement n° 6 de Mme Cécile Goldet, rapporteur (de forme) ; « Projet de loi modifiant l'article 7 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires et portant dispositions diverses concernant le principe d'égalité d'accès aux emplois publics »).

**LIMOUZY (Jacques)**, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (relations avec le Parlement) (nommé le 6 avril 1978 dans le gouvernement Barre) (JO Lois et décrets 7 avril 1978, p. 1571)

#### RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 93 de M. Pierre Vallon : entreprises (allègement des procédures administratives) (3 avril 1981) (p. 499 et suivantes).

n° 60 de M. Jacques Genton : gendarmerie (revalorisation des majorations de retraite spéciales à la gendarmerie) (3 avril 1981) (p. 502, 503).

n° 71 de M. Maurice Janetti : forêts (reboisement équivalent en surface du camp de Canjuers) (3 avril 1981) (p. 503, 504).

n° 14 de M. Henri Caillavet : parlementaires (problèmes posés par la suppléance des parlementaires nommés ministres) (3 avril 1981) (p. 506, 507).

n° 15 de M. Henri Caillavet : parlementaires (suppléance d'un parlementaire nommé ministre : cas particulier) (3 avril 1981) (p. 506, 507).

n° 104 de M. Pierre Salvi : fonctionnaires (situation du corps des attachés d'administration centrale) (3 avril 1981) (p. 510 et suivantes).

**LISE (Roger)**, sénateur de la Martinique (rattaché administrativement au groupe UCDP)

#### NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires sociales.

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (11 décembre 1981) (p. 4072).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (18 décembre 1981) (p. 4384).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (21 décembre 1981) (p. 4480).

#### QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 46 (JO Débats 9 juillet 1981) (p. 836) à M. le ministre chargé du budget : départements d'outre-mer (DOM) (perception par les collectivités locales de « l'octroi de mer »).

*Questions orales avec débat :*

n° 66 (6 octobre 1981) (p. 1863) à M. le ministre de l'intérieur : départements d'outre-mer (DOM) (politique du Gouvernement pour le développement économique et le progrès social de la Martinique) - Discutée le 30 octobre 1981 (p. 2340 et suivantes).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 310 (80-81)]** - (22 juillet 1981) - Discussion générale (p. 1047) : absence de mesures particulières pour les départements d'outre-mer - Chômage à la Martinique - Sous-développement et sous-industrialisation - Création d'emplois et municipalités - Difficultés de perception de l'octroi de mer et finances locales - (p. 1048) : compétence des agents du service des douanes pour la perception de cet octroi - Demande la suppression du prélèvement fait par l'Etat sur le produit de l'octroi de mer.

- **Question orale avec débat : développement économique et progrès social de la Martinique** - (30 octobre 1981) (p. 2340) : perte d'intérêt du dialogue à l'approche du débat budgétaire - Extension des mesures sociales prises en métropole - Proportions alarmantes du taux de chômage - Nécessité de décisions urgentes pour répondre à cette grave situation - Majorité de la population âgée de moins de vingt ans - Recherche du travail hors du département - Importance des importations des produits de consommation - Perte du goût du risque et préférence des jeunes pour le salariat - Nécessité d'accorder une priorité absolue aux laissés-pour-compte - Stopper la spéculation foncière et donner des moyens financiers à la société d'aménagement

foncier et d'établissement rural (SAFER) - Création d'une zone artisanale dans toutes les communes - Bénéfice du pacte national pour l'emploi pour les jeunes pêcheurs - Mesures nécessaires pour garantir la protection et la vente de ces produits sur le marché intérieur ou à l'exportation - Arrêt Hansen d'octobre 1978 : absence du bénéfice de la préférence communautaire pour ces produits - Nécessité de faire inscrire les produits tropicaux dans les annexes du règlement communautaire.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

Suite de la discussion - (30 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 2351) : projet souhaité par tous les élus des départements d'outre-mer - Danger de développement des micronationalismes - Souhait d'une profonde transformation des structures administratives - Distribution nouvelle des pouvoirs entre l'Etat et les collectivités locales - Déclaration du secrétaire d'Etat aux départements d'outre-mer : assemblée unique élue à la proportionnelle en remplacement du conseil général et du conseil régional - Mutation correspondant au souhait des autonomistes - Déclaration du retrait de la proposition de loi socialiste n° 1232 prévoyant cette assemblée unique élue à la proportionnelle - Statut départemental garant du maintien de la solidarité nationale et de l'appartenance à la métropole - Prise en compte de la volonté des populations concernées et démocratie - Participation des mêmes élus aux deux assemblées : grief principal des partisans de l'assemblée unique - Possibilité de donner satisfaction aux revendications des autonomistes sans création d'une assemblée unique - Possibilité en droit de juxtaposer deux exécutifs dans le même département - Définition des critères d'intervention des trois collectivités : commune, département, région ; principale préoccupation des élus de France métropolitaine - Sommes importantes mises à la disposition du conseil régional en cas de maintien du transfert des pouvoirs de l'Etat à la région - Application d'un nouveau découpage des cantons - Incompatibilité entre les mandats de conseiller général et de conseiller régional - Souhait du maintien des deux assemblées pour augmenter le nombre des élus - (p. 2352) : position de chaque département exprimée par voie de référendum en cas de rupture du statut départemental - Statut départemental et la solidarité nationale - Respect de la volonté populaire et non altération du droit commun.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Départements et territoires d'outre-mer** - (9 décembre 1981) - (p. 3924) : faiblesse de la progression du budget des départements d'outre-mer (DOM) et territoires d'outre-mer (TOM) et importance du rattrapage - Progression de 20 % des subventions provenant des autres ministères - Absence d'effort de solidarité en faveur des DOM - (p. 3925) : exemple du SMIC et absence de participation de l'Etat en cas d'augmentation du SMIC - Impossibilité de recettes nouvelles pour les petites communes - Augmentation du SMIC, problème crucial pour les administrateurs municipaux - Absence de l'orientation nouvelle annoncée dans ce budget - Inquiétude et préoccupation des populations des DOM face à la décentralisation - Refus par la majorité du Sénat de toute disposition dérogatoire au droit commun pour les régions mono-départementales - Système de représentation par cantons et son mode d'élection, seules garanties de la pratique d'une vraie démocratie - Statut départemental et appartenance sans équivoque à la nation française, seule garantie du maintien de la solidarité nationale à nos ressortissants - Exemple de l'échec de la sécession de la république d'Haïti et de la misère de cette population - Favorable à la décentralisation mais avec le département comme pièce principale - Interrogation sur les décisions du Gouvernement s'agissant des DOM et date de la concertation annoncée.

**Mer** - (11 décembre 1981) - (p. 4065) : plan de pêche de la Martinique et inscription nécessaire de crédits dans ce budget - Rénovation nécessaire de la pêche artisanale : vieillissement de la profession ; désaffectation des jeunes - Amélioration des conditions de vie de la pêche artisanale : agrandissement des embarcations, et aménagement nécessaire du littoral maritime - Réparation des installations détruites par les cyclones ; cas des travaux nécessaires de reconstruction des ouvrages du port de pêche de Case-Pilote ; participation de l'Etat au financement ; attente du financement complémentaire - Formation de jeunes pêcheurs à Case-Pilote et mission d'inspection du Fonds social européen (FSE).

- **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social [n° 115 (81-82)]** - (21 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4473) : formation professionnelle et insertion sociale des jeunes de seize à dix-huit ans - Cas des jeunes des départements d'outre-mer destinés à la pêche artisanale : absence de contrat d'apprentissage ou de pacte pour l'emploi - Taux des cotisations sociales - Contrat d'engagement et rôle d'équipage - Différence des charges sociales entre le jeune apprenti pour la pêche et le jeune sédentaire - Absence de débouchés des jeunes diplômés de l'Ecole de pêche et d'apprentissage maritime de Fort de France - Dégradation de la pêche maritime dans les départements d'outre-mer - (p. 4474) : déficit croissant de la production et vieillissement de la profession - Importations de poissons pêchés sur les côtes de la Martinique - Loi du 27 avril 1977 en faveur des pêcheurs adultes - Incitation nécessaire à l'embauche des jeunes : prise en compte par l'Etat des charges sociales - Taux de chômage de la Martinique et possibilités d'emploi dans le secteur de la pêche.

**LOMBARD (Georges), sénateur du Finistère (UCDP)**

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1981 (24 juillet 1981) (p. 1157).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1982 (14 décembre 1981) (p. 4214).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (22 décembre 1981) (p. 4544).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à favoriser la transmission des entreprises familiales [n° 275 (80-81)] (7 avril 1981).

*Rapport spécial* fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Justice - [n° 58, annexe 17 (81-82)] (23 novembre 1981).

*Avis* présenté au nom de la commission des finances sur le projet de loi [n° 118 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 [n° 133 (81-82)] (16 décembre 1981).

## QUESTIONS

*Questions orales avec débat :*

n° 16 (2 juillet 1981) (p. 779) à M. le ministre de l'économie : investissements (politique en matière d'investissement productif des entreprises).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 310 (80-81)]** - (22 juillet 1981) - **Discussion générale** (p. 1040) : rôle du Sénat dans les institutions et changements politiques de 1981 - Caractère politique et exceptionnel de ce collectif - Chute de la production industrielle - Persistance de l'inflation - Amélioration du commerce extérieur - Production industrielle et taux d'intérêt - (p. 1041) : défense du franc et taux d'intérêt - Modification du régime fiscal des donations-partages; rapport de la commission Ventejol-Blot-Méraud; statistiques du conseil supérieur du notariat - Cession d'entreprises et commissions Mialaret, Malécot, Delouvrier et rapport Gomard - Exclusions du prélèvement de 10 % des charges déductibles pour l'assiette de l'impôt et pénalisation de petites entreprises - Modifications à apporter au collectif et dialogue avec le Sénat - (p. 1042) : solidarité et sur-imposition des hauts revenus; taxation des revenus personnels et bénéfice des entreprises individuelles - Mesures fiscales électoralistes : taxation des hôtels de luxe, suppression de la vignette moto et sur-taxation des bateaux - Solidarité et nécessité de maintenir la capacité productive.

- **Rappel au règlement** - (23 juillet 1981) - (p. 1057) : changement de majorité à l'Assemblée nationale et non au Sénat - Indication au *Journal Officiel* des origines des applaudissements survenus au cours des débats.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 310 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (24 juillet 1981) - **Art. 2** (p. 1105) : efforts à l'exportation des petites et moyennes entreprises; déductibilité du bénéfice imposable du prélèvement exceptionnel assis sur les frais généraux - (p. 1107) : se déclare favorable à l'amendement n° 94 de M. Maurice Blin, rapporteur général (non application du prélèvement exceptionnel sur les frais généraux en cas de suspension provisoire de poursuites).

- **Projet de loi relatif à la Cour de cassation [n° 315 (80-81)]** - (24 juillet 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1133) : vote favorable du groupe de l'UCDP - Concertation avec les magistrats de la Cour de cassation - Caractère provisoire des mesures proposées - Décisions contradictoires de la Cour de cassation.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 327 (80-81)]** - (29 juillet 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1236) : vote défavorable du groupe UCDP - Souci d'ouverture du Sénat - Absence de prise en compte de ses décisions; cas des donations-partages - Rôle du Sénat.

- **Projet de loi portant abolition de la peine de mort [n° 385 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (29 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1704) : intime conviction de chacun et danger d'une discipline de vote sur une question de conscience - Prise en compte insuffisante de l'opinion des citoyens français : recrudescence de la violence; problèmes de sécurité; insuffisance de l'information - Absence de consensus populaire - (p. 1705) : problème de civilisation et inadéquation de la procédure retenue faisant appel au seul Parlement : regret de l'absence d'un référendum sur cette question - Caractère non urgent du projet : pratique de la grâce présidentielle - Votera personnellement l'abolition de peine de mort, mais regrette l'occasion manquée d'un grand

débat permettant à l'opinion publique de s'exprimer - Proposition de loi constitutionnelle de M. Jean Cluzel et propositions de MM. Etienne Dailly, Edgar Faure et Max Lejeune.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

**Discussion générale** - (23 novembre 1981) - (p. 3039) : présentation par le Gouvernement de son projet de loi de finances comme un budget de guerre contre le chômage - (p. 3040) : risque d'aggravation du mal - Augmentation du taux des prélèvements obligatoires attestée par les travaux de l'INSEE et de la Banque des règlements internationaux (BRI) - Montant du déficit budgétaire et problèmes de financement : emprunt; impôt; création monétaire - Réduction en tout état de cause des possibilités d'investissement des entreprises - Tentatives de relance par la consommation et difficultés de l'environnement économique international - Croissance des aides à l'emploi et revalorisation des prestations familiales - Création d'emplois publics et lutte contre le chômage - Maintien de la consommation des ménages - Niveau élevé des taux d'intérêt - Dépenses civiles d'équipement : simple reconduction en valeur du programme d'autoroutes; secteur du bâtiment - (p. 3041) : risques d'aggravation de la situation actuelle - Absence d'assujettissement des fonctionnaires à l'impôt chômage - Complexité du système fiscal français - Alourdissement de la part de l'Etat et risque de mauvaise utilisation des fonds publics déjà dénoncé par Alexis de Tocqueville.

*Discussion des articles de la première partie :*

(25 novembre 1981) - **Art. 5** (p. 3133) : se déclare favorable à l'amendement n° 297 de MM. Maurice Blin, rapporteur général, et Yves Durand (prise en compte des biens grevés d'un usufruit dans le patrimoine du nu-propriétaire pour le calcul de l'impôt sur le patrimoine) - **Art. 6** (p. 3137) : son amendement n° 54 : indexation des tranches du barème de l'impôt sur le patrimoine; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Après l'art. 37** (p. 3274) : son amendement n° 381, soutenu par M. Adolphe Chauvin : réédition et mise à la disposition du public du code général des impôts et de ses annexes; retiré.

*Deuxième partie :*

**Justice** - (8 décembre 1981) - **Rapporteur spécial** (p. 3855) : malaise de l'opinion publique; montée de la violence : grande et petite criminalité; sentiment d'insécurité - Politique gouvernementale : abolition de la peine de mort; remise en cause des quartiers de sécurité renforcé (QSR) - Droit civil et lenteur de la justice - Institution judiciaire et dévouement des magistrats - Suppression de la Cour de sûreté de l'Etat et projet de suppression des tribunaux des forces armées - Abrogation de la loi « sécurité et liberté » et de la loi « anti-casseurs » - Politique pénale : prévention; sauvegarde et protection des mineurs en danger; politique à l'égard des magistrats - Taux de progression du budget de la justice inférieur à celui du budget de l'Etat - (p. 3856) : créations d'emplois et répartition des postes; éducation surveillée et milieu ouvert; services pénitentiaires et judiciaires - Problème de la mise à disposition d'équipements de base pour les tribunaux pour enfants - Statut des personnels - Déplacements du personnel éducatif - Organisation de la prévention sur le terrain - Effectifs des services pénitentiaires et renforcement de la population pénale - Progression des emplois pour le milieu ouvert; formation des personnels et des surveillants; traitements et parité avec la police - Parc immobilier des services pénitentiaires et état des prisons - Politique pénitentiaire : QSR et quartiers de haute sécurité (QHS) - Problème des magistrats : recrutement; féminisation du corps; augmentation des promotions de l'Ecole nationale de la magistrature et refonte des conditions d'intégration dans la magistrature; réforme du contentieux judiciaire; garanties pour les justiciables - (p. 3857) : effectifs des magistrats de la Chancellerie; construction du tribunal de Bobigny -

Transfert à l'Etat des dépenses de fonctionnement et d'investissement des juridictions et compensation des charges - Assistance judiciaire et contraintes de cette assistance pour un avocat; problème de la commission d'office - Informatique - S'en remet à la sagesse du Sénat sur le budget de la justice - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3868) : exprime ses réserves personnelles sur l'amendement n° 528 de M. Pierre Carous (réduction des crédits du titre III : intégration de la prime de risques dans le traitement des gardiens de prison).

- **Projet de loi approuvant le Plan intérimaire pour 1982 et 1983** [n° 118 (81-82)] - (22 décembre 1981) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 4506) : plan intérimaire et absence de perspectives chiffrées - Stratégie gouvernementale et absence de priorités définies; pari de la réduction du chômage - Relance économique et augmentation des dépenses publiques; relance modérée de la consommation des ménages; recul constant de l'indice de la formation brute de capital fixe et amenuisement des marges des entreprises; sous-emploi de l'appareil industriel - Croissance économique et importance du facteur psychologique; entreprise et augmentation des charges sociales - (p. 4507) : augmentation des charges fiscales; impôt sur la fortune et taxation des frais généraux - Suractivité des finances publiques; risques inflationnistes et sur le solde extérieur - Relance économique française et demande mondiale - Rôle pilote des entreprises nationalisées; effectifs et niveau d'investissements - Financement de l'économie et relance de l'investissement; vieillissement de l'appareil de production - Investissements et redressement de l'autofinancement; augmentation des impôts et des cotisations sociales - Entreprises publiques et amélioration constante de leurs marges d'autofinancement; politique de vérité des prix et frein au recours à l'endettement extérieur; augmentation du coût budgétaire des entreprises publiques - Relance de l'investissement et risques de tension sur le marché financier - Equilibre des finances publiques; croissance du financement industriel, administratif et civil - Progression rapide des dépenses et maintien des prélèvements obligatoires - (p. 4508) : financement du déficit budgétaire; recours à l'emprunt, charge de la dette et montant de l'encours - Demande le rejet du projet de loi.

**LOMBARD (Maurice)**, sénateur de la Côte d'Or (RPR)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 310 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (24 juillet 1981) - **Art. 5** (p. 1115) : se déclare favorable à l'amendement n° 51 de M. Michel Chauty, rapporteur pour avis (application au 1<sup>er</sup> janvier 1982 du taux intermédiaire de la TVA sur les hôtels de luxe).

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - **Titre I - Art. 4 (suite)** (p. 2768) : son amendement n° I-43, soutenu par M. Jean Amelin : prises de participation communale dans des sociétés d'économie mixte et satisfaction des besoins communaux ou réalisation d'activités d'intérêt général; retiré le 18 novembre 1981 - (p. 2769) : son amendement n° I-45, soutenu par M. Jean Amelin : répartition des compétences et régime juridique des sociétés d'économie mixte; retiré le 18 novembre 1981.

**LONGEQUEUE (Louis)**, sénateur de la Haute-Vienne (S)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 310 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (23 juillet 1981) - **Discussion générale** (p. 1063) : gendarmerie; augmentation des effectifs; organisation du travail; congés - Programme de Blois - Budget de 1982; nouvelles créations d'emplois - Situation des gendarmes auxiliaires - *Tanio* et indemnisation des sociétés françaises exportatrices d'armement; non imputation au titre V du budget de la défense - Vente de matériel à la Libye - Equilibre budgétaire.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (29 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 2275) : référence au projet de loi de 1980 sur la réforme des collectivités locales - Victoire de la démocratie - Aspects politiques de la tutelle préfectorale - Réelle possibilité pour les collectivités territoriales de s'administrer librement - Compétence, responsabilité nouvelle et moyens des régions, des départements et des communes; moyens financiers et humains; formation du personnel administratif et technique des collectivités locales; procédure de détachement - (p. 2276) : pouvoir hiérarchique des exécutifs élus sur l'ensemble des agents; garanties statutaires des fonctionnaires locaux - Formation commune à l'administration d'Etat et à l'administration décentralisée - Lutte contre le chômage et création d'emplois nombreux et utiles.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

#### Deuxième partie :

**Transports** - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - (p. 3409) : isolement de la région du Limousin - Problème de la mise à deux fois deux voies de la route nationale 20 entre Vierzon et la frontière espagnole - Possibilité d'un doublement de la RN 20 sur le tronçon le plus fréquenté : Vierzon Limoges - Participation de la région du Limousin aux travaux d'aménagement.

**Défense** - (4 décembre 1981) - (p. 3614) : dévouement de M. Charles Hernu, militant socialiste et ministre de la défense - Association du Parlement à la définition de la politique militaire : efficacité de la force, de dissuasion; modernisation des forces classiques; fabrication d'armements conventionnels - Politique des gouvernements précédents : déclin de la notion de programmation militaire et retards dans les objectifs; situation de la force nucléaire stratégique et de la marine; difficultés de l'armée de l'air et de l'armée de terre; retard dans le programme Mirage 2000; vétusté des casernements de l'armée de terre; faiblesse des stocks de crise; rareté des abris avions - Application de la loi du 30 juin 1952 et information des commissions parlementaires compétentes sur les crédits budgétaires de la défense - Comité des prix de revient des fabrications d'armement et publication annuelle d'un rapport - (p. 3615) : sécurité de la nation et de sa défense - Audition des principaux chefs militaires dans les commissions parlementaires - Liberté d'expression aux cadres d'active dans les tribunes libres des revues militaires - Instauration d'un climat nouveau - Pension de réversion des veuves de policiers morts en service commandé et applicabilité de cette mesure aux gendarmes - **Examen des crédits. Art. 44** (p. 3622) : son amendement n° 505 : réduction indicative des crédits relatifs à l'intégration de l'indemnité de sujétion dans les bases de calcul des pensions



d'officiers et de sous-officiers de gendarmerie; pension à 100 % pour les veuves de gendarmes pris en service commandé; retiré.

**LOUVOT (Pierre), sénateur de la Haute-Saône (UREI)**

## NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

– Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (11 décembre 1981) (p. 4072).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (18 décembre 1981) (p. 4384).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (21 décembre 1981) (p. 4480).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi approuvant le Plan intérimaire pour 1982 et 1983 (22 décembre 1981) (p. 4544).

## DÉPÔTS

*Avis* présenté, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 118 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, approuvant le Plan intérimaire pour 1982 et 1983 [n° 127 (81-82)] (15 décembre 1981).

## QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 70 (JO Débats 16 juillet 1981) (p. 890) à M. le ministre chargé du budget : commerce (assujettissement à l'impôt sur les sociétés des unions commerciales).

## INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant abolition de la peine de mort [n° 385 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (29 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1709) : sondages d'opinion et participation nécessaire des citoyens à un tel débat - Attachement du nouveau pouvoir socialiste à la valeur symbolique de telles mesures - Devoir de vigilance de la société et risque de voir les citoyens recourir à la vengeance personnelle - Protection des citoyens - Modification de l'échelle des peines et nécessité d'une peine de substitution - Risque de récidive : souci privilégié du sort de la victime.

– **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 3** (p. 2465) : soutient l'amendement n° I-165 de M.

Marcel Lucotte (envoi par le représentant de l'Etat d'un mémoire au tribunal administratif avec copie au maire dans les dix jours suivant le dépôt du recours) - (p. 2474) : soutient l'amendement n° I-167 de M. Marcel Lucotte (sursis à exécution lors de la saisine du tribunal administratif) - **Après l'art. 3** (p. 2482) : soutient l'amendement n° I-175 de M. Marcel Lucotte (constitution de commissions extra-municipales par les conseils municipaux).

**Suite de la discussion** - (10 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 8** (p. 2564) : soutient l'amendement n° I-180 de M. Marcel Lucotte (non recours à la chambre régionale des comptes pour la constatation de la non inscription des dépenses obligatoires).

**Suite de la discussion** - (19 novembre 1981) - **Titre IV** - **Art. 59** (p. 2863) : soutient l'amendement n° IV-100 de M. Marcel Lucotte (allègement des tutelles techniques) - **Après l'art. 59** (p. 2864) : soutient l'amendement n° IV-103 de M. Marcel Lucotte (abrogation des dispositions législatives concernant les interventions des fonctionnaires de l'Etat dans les collectivités locales).

– **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Prestations sociales agricoles** - (7 décembre 1981) - (p. 3782) : difficultés du monde agricole - (p. 3783) : progrès de production et de productivité réalisés par les agriculteurs et diminution du pouvoir d'achat ; inquiétude devant l'évolution de la politique agricole commune - Evolution vers l'harmonisation des régimes de protection sociale - Solidarité - Relèvement des prestations sociales décidé par le Gouvernement et augmentation des charges qui en résulte - Disparités entre départements - Correction des revenus cadastraux par le résultat brut d'exploitation (RBE) - Exode rural et compensation démographique - Fonds national de solidarité (FNS) - Stagnation du et compensation démographique - Fonds national de solidarité - Stagnation du revenu agricole - Blocage du système - Connaissance souhaitable du revenu réel des agriculteurs ; réforme de l'assiette des cotisations - Amélioration nécessaire du revenu agricole.

**Solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale** - (10 décembre 1981) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4037) : santé, famille et sécurité, instruments privilégiés du changement social - Responsabilité et société d'assistance - Vote défavorable du groupe UREI.

– **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale [n° 124 (81-82)]** - (18 décembre 1981) - **Après l'art. 1** (p. 4376) : son amendement n° 7 : couverture sociale des chômeurs non indemnisés et des travailleurs indépendants privés d'emploi ; retiré.

– **Projet de loi approuvant le Plan intérimaire pour 1982 et 1983 [n° 118 (81-82)]** - (22 décembre 1981) - **Rapporteur pour avis - Discussion générale** (p. 4510) : plan intérimaire et lutte contre le chômage - Conditions d'élaboration du plan et qualité du travail accompli - (p. 4511) : absence d'éléments chiffrés et de modèle économique ; caractère de plate-forme pour le futur plan quinquennal - Cohérence de la projection dans l'espace et de la pensée définie dans le plan ; caractère crédible des objectifs proposés - Caractère trop négatif du bilan du plan intérimaire - **Projet gouvernemental de société et équilibre** entre les rapports de l'économique et du social - **Objectivité** de la commission du bilan Bloch-Laîné ; situation relativement favorable de la France par rapport à ses partenaires - Chômage et caractère particulier de la démographie française ; importance des actions pour l'emploi y compris les pactes - Croissance lente et maintien des grands équilibres économiques - Importance du progrès social ; inquiétudes quant à la brusque montée des prestations et risques d'une politique du « stop and go » - (p. 4512) : importance et coût financier du chômage, subventions de l'Etat à l'Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) et

problèmes « des fins de droits » - Objectif de stabilisation du chômage par une croissance supérieure à 3 % - Partage du travail et maintien du pouvoir d'achat - Lutte contre l'inflation et acceptation d'un déficit budgétaire - Plan « avenir-jeunes » et prolongement des pactes pour l'emploi - Légèreté de la relance économique et maintien des contraintes fiscales et sociales sur les entreprises - Réserves sur le mode de financement des contrats de solidarité - Créations d'emplois publics - Interventions économiques des collectivités locales - Développement des droits des salariés ; rapport Auroux - Réduction de la durée hebdomadaire du travail ; échec de la négociation entre les partenaires sociaux et conclusions du rapport Giraudet ; objectif des 35 heures pour 1985 ; partage du travail et partage des revenus - Rapport Schwartz et réforme du système de formation professionnelle - Création d'un service public de l'emploi et craintes de bureaucratie - Plan intérimaire et renforcement de la solidarité nationale ; surreprésentation des syndicats dans les caisses - (p. 4513) : nouveau rapport avec les professions de santé - Coordination entre les caisses décentralisées et le mouvement associatif et mutualiste - Harmonisation de l'effort contributif entre les entreprises et le prélèvement sur les revenus des professions non salariées - Sécurité sociale : système de compensation et solde du contentieux des charges indues - Aménagement des prestations - Progression des dépenses de santé et ressources nationales - Effort de prévention et menaces sur l'exercice libéral de la médecine - Politique familiale et utilité d'une simplification, d'une globalisation et d'un redéploiement des procédures - Opposition au plafonnement du quotient familial, à la priorité aux aides forfaitaires et à la disparition des prestations sous condition de ressources - Maintien à domicile des personnes âgées et accueil du quatrième âge - Abaissement de l'âge de la retraite et accroissement des charges - Augmentation des prestations et inflation - Programme en faveur des immigrés, des handicapés - Crédibilité et faisabilité du plan intérimaire - Difficulté de la reprise économique - Stratégie de la relance fondée sur l'augmentation des prestations et le déficit ; risques inflationnistes - Inefficacité sur l'emploi de la réduction progressive de la durée du travail et caractère insupportable de sa brutalité - Remise en cause des grands équilibres et attente d'une croissance - Crainte d'un renforcement des pouvoirs étatiques - Avis défavorable sur le projet de loi.

**LUART (Roland du)**, sénateur de la Sarthe (NI) - *Secrétaire du Sénat*

## NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des lois.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modération des loyers (15 décembre 1981) (p. 4254).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* déposée avec M. Jacques Ménard, relative au remembrement des enclaves cynégétiques [n° 349 (79-80)] (26 juin 1980) - Chasse - Retirée le 20 octobre 1981.

## QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 78 (JO Débats 22 juillet 1981) (p. 986) à Mme le ministre de l'agriculture : élevage (situation des sociétés de commercialisation du bétail) - Réponse de M. André

Cellard, secrétaire d'Etat à l'agriculture (6 novembre 1981) (p. 2506, 2507).

n° 112 (JO Débats 3 octobre 1981) (p. 1847) à Mme le ministre de l'agriculture : exploitants agricoles (taux des prêts d'installation des jeunes agriculteurs) - Réponse de M. André Cellard, secrétaire d'Etat à l'agriculture (6 novembre 1981) (p. 2507, 2508).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

Suite de la discussion - (29 octobre 1981) - Discussion générale (p. 2279) : institution des régions en 1972 par le Gouvernement de M. Jacques Chaban-Delmas - Débats du Sénat en 1979 et 1980 sur la réforme des collectivités locales - Décentralisation politique et volonté d'enracinement du parti socialiste à tous les échelons de décision et de gestion du pays - Précipitation du Gouvernement et absence de concertation - Rôle des préfets : harmonisation des intérêts de l'Etat et des intérêts locaux - Volonté d'un redécoupage cantonal favorisant particulièrement les candidats du parti socialiste - (p. 2280) : nécessité d'une véritable décentralisation - Déception face au projet gouvernemental ; incertitude sur les pouvoirs des élus locaux, sur l'autonomie réelle des petites communes ; statut des élus locaux - Loi du 31 décembre 1970 sur le caractère exécutoire de plein droit quinze jours après le dépôt auprès de l'autorité préfectorale des délibérations des conseils municipaux et suppression de fait de la tutelle - Tutelle financière et séparation entre l'ordonnateur des dépenses et le comptable ; pouvoir de réquisition du maire et transfert de la responsabilité pécuniaire du comptable au maire ; Cour de discipline budgétaire ; danger pour les élus et les citoyens - Mise en place de quatre niveaux d'administration et décentralisation excessive - Redéfinition indispensable des entités régionales - Bureaucratisation des provinces, fonctionnarisation et risque de disparition des petits maires - Désordre - Encadrement formel de l'initiative locale par le parti - (p. 2281) : centralisation planificatrice, vision socialiste de la société, menace pour nos libertés fondamentales.

- **Question orale avec débat : situation des jeunes agriculteurs** - (6 novembre 1981) - (p. 2511) : moyens financiers mis à la disposition des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) dans le prochain projet de loi les concernant.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Discussion des articles de la première partie :*

(24 novembre 1981) - **Art. 6** (p. 3069) : son amendement n° 87 : fixation du plafond d'imposition ; devenu sans objet.

Suite de la discussion - (25 novembre 1981) - **Art. 3** (p. 3096) : son amendement n° 76 : exonération fiscale des biens professionnels pour le calcul de l'impôt sur le patrimoine portée à cinq millions de francs ; retiré - (p. 3100) : son amendement n° 77 : exclusion des stocks nécessaires à l'exercice d'une profession industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale pour le calcul de l'impôt sur le capital ; adopté - (p. 3113) : son amendement n° 79 : évaluation des terres plantées en vignes, en mûriers et en arbres fruitiers selon les modalités de l'article 1509-II du code général des impôts ; retiré - **Art. 4** (p. 3115) : son amendement n° 80 : définition des biens professionnels étendue aux biens nécessaires à l'exercice d'une profession industrielle, commerciale, artisanale ou agricole destinés à la location ; retiré - (p. 3123) : son amendement n° 81 : prise en compte comme biens professionnels des parts de groupements fonciers agricoles, GFA ; adopté - (p. 3127) : son amendement n° 82 : prise en compte comme biens professionnels des biens personnels ayant fait l'objet d'une sûreté réelle en vue de l'achat de biens

professionnels; retiré - Son amendement n°83: prise en compte comme biens professionnels des parts coopératives; retiré - Son amendement n°84: prise en compte comme biens professionnels de la « maison de maître » qui donne son nom à un vignole; retiré.

Suite de la discussion - (26 novembre 1981) - Art. 7 (p. 3151): son amendement n°89: possibilité de déduction du montant des impôts d'une somme égale au montant des investissements en biens professionnels; retiré - Après l'art. 7 (p. 3156): son amendement n°90, soutenu par M. Jacques Descours Desacres: impôt sur les sociétés et déduction du montant de l'impôt sur les grandes fortunes dû sur des biens affectés à une profession; retiré - Art. 9 (p. 3159): à propos de l'impôt sur le patrimoine et de l'abattement pour les parts des groupements forestiers et des groupements fonciers agricoles, soutient l'amendement n°409 de M. Christian Poncelet et son amendement n°91 déposé avec M. Geoffroy de Montalembert; retiré au profit de l'amendement n°409 de M. Christian Poncelet.

#### Deuxième partie:

**Agriculture** - (7 décembre 1981) - (p. 3806): diminution constante du revenu agricole; réaction nécessaire pour le maintien du pouvoir d'achat de cette catégorie de la population - Importance de la politique des prix - Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA); augmentation des cotisations professionnelles et taxes de solidarité - Assiette des cotisations: actualisation des revenus cadastraux - (p. 3807): problème de l'enseignement agricole privé: crédits de fonctionnement; retard de consommation des crédits pour 1980 et 1981 - Répartition des crédits entre subventions d'agrément, subventions de reconnaissance et subventions pour l'enseignement supérieur agricole privé - Politique agricole du Gouvernement et référence constante à la création d'offices par produit: office du vin - Précisions nécessaires sur la gestion de ces offices et leur rôle dans l'orientation des marchés; application des quotas; risque d'atteinte à la liberté du commerce - Politique agricole commune: montants compensatoires monétaires - Position de la profession: préférence pour la mise en place d'organismes d'interprofession - Crédits affectés aux sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER): location de terres - Installation des jeunes agriculteurs: poids du foncier; chute de revenu - Amendements déposés dans la première partie de la loi de finances tendant à la taxation au taux réduit du foncier dans le cadre de l'impôt sur la fortune - (p. 3808): cas des groupements fonciers agricoles (GFA) - Fiscalité agricole: travaux du comité d'études fiscales et absence de publicité donnée au rapport - Augmentation des forfaits agricoles malgré la baisse des revenus et évolution vers l'imposition des bénéficiaires réels - Evaluation des stocks des éleveurs, horticulteurs et pépiniéristes; création de l'impôt sur la fortune; taux de rotation du capital - Réforme fiscale nécessaire - Problème de la politique agricole commune: politique des prix; démantèlement des montants compensatoires monétaires - Eclatement du ministère de l'agriculture: rattachement de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) au ministère de la recherche et du service de la répression des fraudes au ministère de la consommation - Création éventuelle d'un secrétariat d'Etat à la forêt - Rattachement de l'enseignement agricole à l'éducation nationale et crainte pour l'enseignement privé - Réforme des structures de la mutualité sociale agricole et rattachement éventuel à la sécurité sociale; spécificité du système de sécurité sociale agricole: élection des administrateurs des caisses; décentralisation; vocation générale pour les diverses branches de la protection sociale - (p. 3809): élaboration d'un statut des agricultrices et incidences sur la compensation démographique; récente manifestation d'agricultrices dans le département de la Sarthe: baisse du revenu agricole; diminution du résultat brut d'exploitation (RBE); majoration des taux d'intérêt des prêts bonifiés - Inconvénient des aides sélectives - Mesures souhaitables: allègement du coût des engrais et des aliments du bétail: réforme fiscale fondée

sur les bénéficiaires réels - Exode rural - Menace d'étatisation de l'agriculture.

**Vote sur l'ensemble** - (12 décembre 1981) - (p. 4190): changement radical du système économique; concentration du pouvoir de décision entre les mains de l'Etat - Négation de la finalité de l'économie de marché et stérilisation institutionnalisée des entreprises privées - (p. 4191): abstention sur le budget.

LUC (Hélène), sénateur du Val-de-Marne (Président du groupe C)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à mener une lutte rigoureuse contre l'usage de la drogue, à la répression du trafic de stupéfiants, à l'organisation des soins pour les toxicomanes ainsi qu'à leur réinsertion sociale [n° 222 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980, JO Débats 2 avril 1981).

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à interdire l'apologie du nazisme [n° 11 (81-82)] (9 octobre 1981) - **Ordre public.**

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à donner une véritable liberté d'opinion et d'expression aux salariés et à leurs représentants dans leur entreprise [n° 29 (81-82)] (20 octobre 1981) - **Libertés publiques.**

*Avis* présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Loisir social, éducation populaire et activités de pleine nature** [n° 59, tome XI (81-82)] (23 novembre 1981).

#### QUESTIONS

##### Questions orales sans débat:

n° 107 (JO Débats 19 mars 1981) (p. 369) à M. le ministre de l'éducation: **enseignement** (situation de l'enseignement) - Réponse de M. Christian Beullac, ministre de l'éducation (3 avril 1981) (p. 508 et suivantes).

n° 136 (JO Débats 24 octobre 1981) (p. 2159) à M. le ministre de l'industrie: **entreprises** (restructuration d'une entreprise).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

Suite de la discussion - (19 novembre 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2888): soutien au projet gouvernemental: disparition de la tutelle du préfet sur les conseils municipaux; pouvoir exécutif des conseils généraux; élection au suffrage universel des conseils régionaux - Modification du texte par la commission des lois et véritable contre-projet - Opposition du groupe communiste au projet amendé.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

Discussion générale - (23 novembre 1981) - (p. 3034, 3035): volonté de changement des Français et budget de

rupture - Volonté de croissance ; attaques du patronat contre les mesures de justice sociale - Affaire Paribas - Attitude anti-nationale du grand patronat : refus d'embaucher et d'investir en France ; investissements français à l'étranger - Budget de relance par la consommation - Rupture avec la politique d'austérité - Relèvement des prestations familiales et du minimum vieillesse - Amendements adoptés à l'Assemblée nationale à l'initiative des députés communistes - Nécessité de l'impôt sur la fortune : rapport du Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) sur les inégalités en France - Caractère critiquable de certaines dispositions de la loi de finances : hausse de l'essence ; rétablissement de la cotisation de 1 % supplémentaire sur les salaires, pensions et retraites au profit de la sécurité sociale - (p. 3036) : lutte contre le chômage : aide aux entreprises et créations d'emplois ; créations d'emplois publics : PTT, hôpitaux, enseignement, transports, police - Créations d'emplois et indépendance nationale : exemple des Houillères du Nord-Pas-de-Calais - Besoins des travailleurs et exercice par le groupe communiste de son droit d'amendement - Recours du Gouvernement aux ordonnances en matière sociale et nécessité de consultation des organisations syndicales et des commissions parlementaires - Vote du groupe communiste favorable au budget.

#### Deuxième partie :

**Education nationale** - (5 décembre 1981) - (p. 3677) : volonté du Gouvernement de redonner à l'éducation la place qui doit être la sienne dans le pays - Dégradation des enseignements primaire et secondaire - Système éducatif adapté aux besoins du grand capital dans les précédents gouvernements - Enseignement ségrégatif et coupé du mouvement des sciences et des techniques comme du monde du travail - Urgence nationale d'un renouveau démocratique de l'école - Inconvénient du système des « doublettes », mais préférable aux fermetures de classes - Volonté politique de résoudre les problèmes dans la concertation et de faire de l'école un service public qui corrige les inégalités - Augmentation du budget de l'éducation nationale inférieure à celle du budget général de l'Etat - Importantes mesures nouvelles : nombreuses créations d'emplois ; titularisation de 6.000 maîtres auxiliaires ; réactualisation des crédits de fonctionnement des établissements du second degré - Insuffisance des crédits alloués aux bourses scolaires - Nécessité d'accentuer l'effort en faveur des familles modestes - Insuffisance des dotations réservées aux constructions scolaires - (p. 3678) : création des zones prioritaires et lutte contre les inégalités socio-culturelles - Accueil de tous les enfants dans les maternelles - Priorité à la formation continue accordée aux enseignants affectés dans les établissements situés dans les zones prioritaires - Nécessité d'une réévaluation d'ensemble de la formation de tous les enseignants - Prise en considération des personnels administratifs et de service - Formation des maîtres, revalorisation de leurs fonctions ainsi que de celles des personnels administratifs, condition de la réussite de l'école - Insuffisance des capacités d'accueil dans l'enseignement technique - Intégration des formations techniques et professionnelles dans la « formation générale » - (p. 3679) : distorsion entre les aspirations des jeunes et les formations proposées - Importance des enseignements techniques dans la politique économique de relance et de développement du Gouvernement - Au nom du groupe communiste, vote favorable sur le budget de l'éducation nationale pour 1982 - (p. 3690) : nombreuses mesures positives prises depuis le 10 mai 1981 - Effort programmé ou annoncé en réponse aux besoins sociaux et économiques des régions et du pays - Croissance trop faible des crédits du budget de l'éducation nationale - Nette amélioration des crédits de fonctionnement - Nombreuses créations d'emplois - Elaboration pour le mois de juin 1982 d'un projet de loi de réorganisation de l'enseignement supérieur - Nécessité d'accroître l'ampleur de la consultation - Création de nouvelles relations entre industrie et université - Importance de la mission de formation professionnelle et continue des universités - Nécessité d'un nouveau souffle de démocratie dans l'université - Situation dramatique des vacataires -

Intégration établie selon un échancier par une commission nationale - Situation précaire de nombreuses catégories de personnels de l'éducation nationale - Prise en compte des conditions d'amélioration des carrières demandées par les syndicats représentatifs du personnel enseignant et non enseignant du supérieur - (p. 3691) : problème étudiant et ségrégation sociale : 20 % des étudiants de première année issus de milieux ouvriers ou employés représentant 55 % des Français actifs - Nécessité d'accroître les aides sociales - Citoyen à part entière et assurance de pouvoir accéder à une formation générale et professionnelle de haut niveau - Devoir de mettre fin à la crise morale et économique qui pèse sur la jeunesse - Faible nombre d'instituts universitaires de technologie, handicap pour la formation professionnelle - Rôle important de l'université dans notre redressement économique, nécessité de poursuivre les efforts budgétaires en faveur de l'université - Education nationale, une des premières priorités financières du pays - Vote favorable au nom du groupe communiste sur ce budget.

**Temps libre** - (6 décembre 1981) - Rapporteur pour avis (Loisir social, éducation populaire, activités de pleine nature) (p. 3718) : examen pour la première fois par la commission d'un budget d'un nouveau ministère - Rapporteur pour avis et appartenance au groupe communiste - Vocation interministérielle du ministère du temps libre - Liens entre mesures sociales et bien-être - Démocratisation du loisir - Désir de loisir et politique des loisirs et d'éducation permanente - Caractère complémentaire du loisir - Loisir et épanouissement humain - Réduction des inégalités quant aux équipements et aux vacances ; rapport Blanc - Respect des goûts et des aspirations individuels ou collectifs - Nécessité d'une aide aux associations et aux collectivités locales - Promotion du loisir et de l'éducation populaire dans les entreprises - Intégration du loisir dans la vie sociale et quotidienne - (p. 3719) : communiqué des ministres du temps libre et des transports : tarifs et billets de congés payés, aviation légère, opération Bison futé, succès des expériences des trains du Cévenol et de l'Alpazur et vocation touristique des canaux et rivières - Haut comité du loisir social - Priorité au loisir social et à l'éducation permanente - Animation et création de postes de conseillers techniques et pédagogiques - Renforcement de l'aide à la vie associative ; recrutement d'animateurs gérés par le Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) ; revalorisation du poste FONJEP - Progression insuffisante de l'aide aux collectivités locales - Projet de statut des animateurs - Concertation sur le rôle et les relations Etat-mouvement associatif ; subvention et définition des critères de répartition - Mouvement associatif et importance des actions d'information ; démocratisation des structures d'information - Principes et contenu des consultations engagées avec certaines associations ; rôle du Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CNAJEP) ; subvention de fonctionnement à toutes les associations et création de contrats de programmes - Rupture avec la politique précédente - Avis favorable à l'adoption de ces crédits.

**Vote sur l'ensemble** - (12 décembre 1981) - (p. 4192) : défense par la droite du Sénat des intérêts des privilégiés de la fortune - Impôt sur les hauts revenus - Plafonnement du quotient familial - Taxation de certains frais généraux abusifs - Justice fiscale et réduction des inégalités - Politique industrielle ; croissance des investissements directs à l'étranger - Opposition du patronat et insuffisance des mesures du Gouvernement - Volonté d'obstruction systématique de la part du Sénat - Relance de la consommation populaire et lutte contre la hausse des prix - (p. 4193) : hausse du SMIC - Evasion de capitaux ; exemple de Lille - Opposition du groupe communiste au budget transformé par la majorité du Sénat.

**LUCOTTE (Marcel)**, sénateur de la Saône-et-Loire (UREI).

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de la culture et de la communication, le 21 janvier 1981 (2 avril 1981) (p. 418).

Fin de mission le 20 mai 1981 (2 juillet 1981) (p. 778).

## NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires économiques.

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (11 décembre 1981) (p. 4072).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (21 décembre 1981) (p. 4480).

## DÉPÔTS

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Energie [n° 60, tome V (81-82)] (23 novembre 1981).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (30 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 2352) : ancienneté du débat sur la décentralisation - Attachement à une indispensable unité nationale compatible avec la décentralisation - Exercice de la responsabilité du citoyen dans la commune - Elargissement du champ des responsabilités des élus locaux - Maire, véritable administrateur de sa commune - Utilité de la décentralisation à notre époque - Plan de développement des responsabilités locales proposé par M. Christian Bonnet - Hommage au travail accompli à cette époque par M. Lionel de Tinguy - Loi votée par le Sénat - Souhait de retenir certaines de ces dispositions pour une vraie décentralisation - Projet, fruit d'une longue réflexion et de multiples consultations - Projet actuel préparé et rédigé dans la hâte - Tutelle administrative déjà réduite dans le précédent projet - Persistance d'une tutelle financière et technique - Création de la dotation globale de fonctionnement : accroissement des ressources financières des communes - (p. 2353) : sa position personnelle favorable au principe de la décentralisation - Certaines incohérences : suppression de la tutelle *a priori* des préfets - Institution d'un contrôle *a posteriori* - Contrôle humiliant pour les élus locaux - Incohérence dans l'utilisation des personnels de l'Etat au sein du département - Création d'agences techniques départementales - Incohérence et confusion dans le secteur économique, nouveau champ d'action ouvert aux collectivités locales - Risque de confusion entre les trois niveaux de collectivités locales ou entre les collectivités locales et l'Etat - Absence de définition de la répartition des compétences entre les quatre niveaux des administrations territoriales, principal défaut de ce texte - Caractère dangereux de ce texte : non règlement du problème des compétences ; du transfert des ressources - Sous couvert de décentralisation, accentuation d'une véritable tutelle politique des collectivités locales - Améliorations proposées par la commission des lois au projet du Gouvernement - Pas de véritable décentralisation sans une définition des compétences, sans proposition de partage des ressources, sans traiter les questions concernant le statut des élus et celui des

agents de la fonction publique communale et départementale - Respect de la souveraineté de la Haute assemblée et admission dans la réforme d'une grande partie du travail législatif accompli par le Sénat.

**Suite de la discussion** - (4 novembre 1981) - **Titre I** - **Art. 2** (p. 2421) : son amendement n° I-158 : exception au caractère exécutoire de plein droit des décisions des autorités communales, en matière de police ; devenu sans objet - **Après l'art. 2** (p. 2423) : son amendement n° I-163 : autorité du représentant de l'Etat, en matière d'hygiène, de sécurité et de circulation ; retiré.

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 3** (p. 2465) : son amendement n° I-165 soutenu par M. Pierre Louvot : envoi par le représentant de l'Etat d'un mémoire au tribunal administratif avec copie au maire dans les dix jours suivant le dépôt du recours ; retiré - (p. 2474) : son amendement n° I-167 soutenu par M. Pierre Louvot : sursis à exécution lors de la saisine du tribunal administratif ; retiré - **Après l'art. 3** (p. 2477) : son amendement n° I-168, soutenu par M. Michel Miroudot : caractère exécutoire des délibérations des conseils municipaux, portant sur les surtaxes locales temporaires ou des droits de port perçus au profit des communautés après un délai de deux mois ; retiré - **Après l'art. 4** (p. 2482) : son amendement n° I-174 soutenu par M. Michel Miroudot : possibilité pour un citoyen de demander la suspension d'un acte du conseil municipal au représentant de l'Etat dans le département et saisine du tribunal administratif ; retiré - Son amendement n° I-175, soutenu par M. Pierre Louvot : constitution de commissions extra-municipales par les conseils municipaux ; retiré - (p. 2483) : son amendement n° I-176 : rémunération par les communes et services des agents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat ; réservé jusqu'à l'article additionnel après l'article 10 - **Art. 5 A** (p. 2485) : sur l'amendement n° I-196 de M. Michel Giraud, rapporteur (possibilité de mise en recouvrement des recettes et d'engagement des dépenses de la section de fonctionnement par le maire, dans la limite de celles inscrites au budget primitif de l'année précédente en cas de non adoption du budget de la commune avant le 1<sup>er</sup> janvier), son sous-amendement n° I-177 : engagement des dépenses et des recettes de fonctionnement en cas de non adoption du budget avant le 1<sup>er</sup> janvier ou dans le mois suivant la notification des recettes en provenance de l'Etat ; retiré - (p. 2490) : son amendement n° I-178, soutenu par M. Michel Miroudot : application du budget en cas de non adoption avant le 30 avril ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (6 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 5** (p. 2531) : son amendement n° I-179, soutenu par M. Michel Miroudot : fonctionnement et pouvoirs de la chambre régionale des comptes dans le rétablissement de l'équilibre lorsque le budget communal n'est pas voté en équilibre réel ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (10 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 8** (p. 2564) : son amendement n° I-180 soutenu par M. Pierre Louvot : non recours à la chambre régionale des comptes pour la constatation de la non inscription des dépenses obligatoires ; retiré.

**Suite de la discussion** - (12 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 10** (p. 2577) : son amendement n° I-185 : contrôle de légalité exercé par le comptable, limité à la vérification de la conformité aux prescriptions du règlement général de la comptabilité publique ; devenu sans objet - (p. 2578) : son amendement n° I-182 : droit de réquisition et responsabilités ; retiré - (p. 2581) : sur l'amendement n° I-75 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis (rôle d'arbitre de la chambre régionale des comptes ; fixation par décret des pièces justificatives que le comptable peut exiger), son sous-amendement n° I-183 : 1°) caractère d'arrêté de l'ordre de réquisition ; notification au comptable ; adopté ; 2°) affichage en mairie et notification à la chambre régionale des comptes ; rejeté - Sur le même sujet, son amendement n° I-184 ; devenu sans objet - Se déclare favorable à l'amendement n° I-75 de M. Joseph Raybaud, rapporteur

pour avis, et souhaite qu'il soit complété par une disposition relative à l'affichage en mairie - **Après l'art. 10** (p. 2584) : son amendement n° I-176 : suppression des rémunérations accessoires versées par les communes aux agents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat ; devenu sans objet - **Après l'art. 12** (p. 2588) : son amendement n° I-190 : abrogation de la loi du 16 juillet 1971 relative aux fusions de communes ; réservé, puis retiré le 19 novembre (p. 2874) - **Art. 13 bis** (p. 2596) : son amendement n° I-191 : détermination par une loi ultérieure dans le délai d'un an, des conditions d'application du titre I aux communes des territoires d'outre-mer ; retiré au profit de l'amendement analogue n° I-120 de M. Michel Giraud, rapporteur - **Titre II - Art. 16** (p. 2603) : son amendement n° II-97, soutenu par M. Philippe de Bourgoing, identique à l'amendement n° II-275 de M. Marc Jacquet, soutenu par M. Marc Bécam : exercice par le conseil général de ses pouvoirs de décision dans le cadre des lois de la République ; retiré - **Art. 17** (p. 2604) : son amendement n° II-98, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : élection par le conseil général en son sein d'une commission départementale exécutive ; retiré - **Art. 21** (p. 2618) : son amendement n° II-101, soutenu par M. Philippe de Bourgoing et identique à l'amendement n° II-21 de M. Michel d'Aillières : mention de la compétence du président du conseil général sur les services extérieurs de l'Etat dans le département ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (13 novembre 1981) - **Titre II (suite)** - **Art. 22 bis** (p. 2655) : son amendement n° II-103 soutenu par M. André Bettencourt : droit d'audience du représentant de l'Etat dans le département du conseil général ; retiré - **Art. 23** (p. 2657) : son amendement n° II-104 soutenu par M. André Bettencourt : réunion du conseil général à la demande des deux tiers de ses membres ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - **Titre III - Art. 45** (p. 2753) : son amendement n° III-85 identique à l'amendement n° III-179 de M. Jacques Braconnier : comité économique et social et vocation d'avis ; devenu sans objet - **Titre I - Art. 4 (suite)** (p. 2768) : son amendement n° I-170, soutenu par M. Michel Miroudot, identique à l'amendement n° I-309 soutenu par M. Michel Miroudot de M. Adrien Gouteyron, soutenu par M. Marc Bécam : intervention économique communale et protection et développement des intérêts économiques et sociaux ; retiré le 18 novembre 1981 - (p. 2769) : son amendement n° I-171 soutenu par M. Michel Miroudot identique à l'amendement n° I-310 de M. Michel Caldagues soutenu par M. Marc Bécam : interventions économiques communales à l'exclusion de services propres destinés à représenter ou à intervenir dans la promotion, l'organisation ou l'animation d'entreprises à but lucratif ; retiré le 18 novembre 1981 - (p. 2770) : son amendement n° I-172, soutenu par M. Michel Miroudot : participation communale à un déficit d'exploitation ou à des fonds d'aide ou de secours de catégories socio-professionnelles et avis préalable du représentant de l'Etat ; prise en compte des règles d'aménagement du territoire ; retiré le 18 novembre 1981.

**Suite de la discussion** - (19 novembre 1981) - **Titre IV - Art. 59** (p. 2863) : son amendement n° IV-100, soutenu par M. Pierre Louvot : allègement des tutelles techniques ; retiré - **Après l'art. 59** (p. 2864) : son amendement n° IV-103, soutenu par M. Pierre Louvot : abrogation des dispositions législatives concernant les interventions des fonctionnaires de l'Etat dans les collectivités locales ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Discussion des articles de la première partie :*

(25 novembre 1981) - **Art. 3** (p. 3108) : son amendement n° 326, soutenu par M. Michel Miroudot : exonération applicable à la bijouterie et à l'orfèvrerie ; retiré.

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Art. 18** (p. 3232) : son amendement n° 3, déposé au nom de la

commission des affaires économiques, et soutenu par M. Michel Chauty, président de cette commission, identique à l'amendement n° 39 de M. Raymond Dumont : suppression du paragraphe II de cet article relatif à l'indexation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers d'après l'évolution du barème de l'impôt sur le revenu ; retiré au profit de l'amendement n° 316 de M. Maurice Blin, rapporteur général.

*Deuxième partie :*

**Industrie** - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - Rapporteur pour avis (Energie) - (p. 3427) : importance grandissante des problèmes énergétiques de la France - Fixation du bilan énergétique par le VIII<sup>e</sup> Plan à l'horizon 1990 à 242 millions de tonnes d'équivalent pétrole et à 232 millions de tonnes par l'actuel gouvernement - Problème de la réduction de la consommation d'énergie et d'une augmentation de la croissance - Conséquences du coût de frein donné au programme électronucléaire - (p. 3428) : décision courageuse du Gouvernement concernant l'augmentation de capacité de l'usine de retraitement de la Hague - Electronucléaire, première source d'énergie nationale - Absence de dépendance concernant l'enrichissement de l'uranium - Avenir du projet Coredif - Problème de la consommation du charbon - Diminution de la consommation des centrales thermiques - Nécessité d'une reconversion du secteur industriel - Importance des importations dans notre consommation de charbon - Difficulté pour augmenter la production nationale subventionnée en grande partie par l'Etat - Impossibilité pour le charbon de compenser d'ici 1990 la réduction de la production du nucléaire - Gazéification impossible avant dix ans et nécessitant de très lourds investissements - Recherche décevante du pétrole en mer d'Iroise - Flotte pétrolière surdimensionnée en crise - Surcapacité de notre industrie de raffinage et inadaptation aux produits lourds - Poursuite de l'effort de diversification de nos approvisionnements en pétrole - Au nom de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'adoption de ce budget 1982 - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3447) : son amendement n° 503 : réduction des crédits du titre IV : subvention accordée aux Houillères nationales ; retiré.

- **Projet de loi approuvant le Plan intérimaire pour 1982 et 1983 [n° 118 (81-82)]** - (22 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4524) : élaboration précipitée du plan intérimaire ; absence de dispositif financier - Mesures sociales annoncées et absence de dispositifs de réalisation - Plan intérimaire et extrême sévérité sur le bilan économique d'avant le 10 mai 1981 - Rapport de la « commission des sages » Bloch-Lainé et bilan du septennat précédent ; aspects positifs pour le commerce extérieur, la lutte contre l'inflation, le franc, les finances publiques, l'encadrement du crédit et les politiques énergétique, agricole, industrielle ou sociale - Crise économique et politique suivie : rétablissement des grands équilibres et restructuration économique - Politique énergétique et indépendance nationale - Finances publiques et importance des avoirs officiels de change de la France - Persistance du chômage et de l'inflation - Politique gouvernementale et aggravation des charges des entreprises ; augmentation du chômage et accélération de l'inflation - (p. 4525) : objectifs du VIII<sup>e</sup> plan : indépendance et compétitivité des entreprises - Plan intérimaire et lutte contre le chômage - Relance économique fondée sur la politique budgétaire ; déficit budgétaire et couverture pour moitié par la création monétaire ; risque inflationniste ; capacité de production et relance des investissements - Financement des investissements et alourdissement des charges fiscales et sociales sur les entreprises ; déficit de la sécurité sociale ; abaissement de l'âge de la retraite ; cinquième semaine de congés payés et partage du temps de travail - Taux de croissance de 3 % et insuffisance pour la résorption du chômage - Croissance française et lien étroit avec l'évolution de nos partenaires ; prévisions de récession - Lutte contre le chômage et réduction du temps de travail - Réduction du temps de travail et maintien du salaire - Maintien de notre

compétitivité en Europe - Nationalisation et politique industrielle - Maintien d'une priorité aux grandes et aux petites entreprises et absence de cohérence gouvernementale - Absence d'aide significative à l'agriculture - Rappelle la procédure positive des programmes d'action prioritaires (PAP) - (p. 4526) : plan intérimaire et absence de traduction claire de choix prioritaires.

- Evènements de Pologne - (22 décembre 1981) - (p. 4519) : en son nom personnel, exprime sa solidarité au peuple polonais en lutte pour sa liberté - Déclarations gouvernementales et notion d'affaire intérieure polonaise - Émotion du peuple français et attitude de l'ensemble des responsables politiques, notamment de la majorité.

M

**MACHEFER (Philippe)**, sénateur des Yvelines (S)

## NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires étrangères.

Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

## DÉPÔTS

*Rapport* fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 203 (80-81)] adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant l'approbation d'une Convention de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Suède (ensemble un Protocole) [n° 266 (80-81)] (2 avril 1981) - **Traités et conventions.**

*Participation au rapport d'information* fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur les activités des institutions des Communautés européennes entre le 1<sup>er</sup> novembre 1980 et le 30 avril 1981 en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les Communautés européennes [n° 286 (80-81)] (2 juillet 1981).

*Rapport* fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi [n° 258 (80-81)] autorisant l'approbation d'un Accord de coopération culturelle, scientifique et technique et d'un Protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire révolutionnaire de Guinée [n° 297 (80-81)] (2 juillet 1981) - **Traités et conventions.**

*Rapport* fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi [n° 322 (80-81)] adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant la ratification d'une Convention consulaire entre la République française et la République démocratique allemande [n° 326 (80-81)] (24 juillet 1981) - **Traités et conventions.**

*Participation au rapport d'information* fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur les activités des institutions des Communautés européennes, entre le 1<sup>er</sup> mai 1981 et le 31 octobre 1981, en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les Communautés européennes [n° 89 (81-82)] (2 décembre 1981).

## QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 2818 (JO Débats 20 août 1980) (p. 3513) à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants : **résistants** (création d'un musée de la Résistance) - Réponse de M. Maurice Plantier, secrétaire d'Etat aux anciens combattants (3 avril 1981) (p. 497, 498).

n° 114 (JO Débats 3 avril 1981) (p. 441) à M. le ministre de l'éducation : **enseignement élémentaire** (problèmes de scolarisation dans les Yvelines) - Caducité le 21 mai 1981.

n° 2 (JO Débats 12 juin 1981) (p. 738) à M. le ministre de l'industrie : **emploi** (Yvelines : dégradation de l'emploi) - Réponse de M. Edmond Hervé, ministre de l'énergie (23 octobre 1981) (p. 2140).

n° 41 (JO Débats 3 juillet 1981) (p. 786) à M. le ministre du plan et de l'aménagement du territoire : **transports ferroviaires** (TGV : priorités dans la construction des lignes)

- Réponse de M. Louis Mexandeau, ministre des PTT (9 octobre 1981) (p. 1934, 1935).

n° 55 (JO Débats 9 juillet 1981) (p. 837) à M. le ministre de l'éducation nationale : **bibliothèques** (situation de la bibliothèque de documentation internationale).

n° 56 (JO Débats 9 juillet 1981) (p. 837) à M. le ministre chargé de la coopération : **politique extérieure** (développement des relations France-Guinée).

n° 57 (JO Débats 9 juillet 1981) (p. 837) à M. le ministre des relations extérieures : **politique extérieure** (maintien de la présence française dans le Pacifique-Sud).

n° 69 (JO Débats 16 juillet 1981) (p. 890) à M. le ministre des relations extérieures : **politique extérieure** (relations de la France avec la RDA).

n° 122 (JO Débats 15 octobre 1981) (p. 2005) à M. le ministre de la recherche : **transports ferroviaires** (orientations de la recherche dans l'industrie des voitures de chemin de fer).

n° 147 (JO Débats 6 novembre 1981) (p. 2495) à Mme le ministre de la solidarité nationale : **sourds et sourds-muets** (apprentissage de la langue des signes pour les sourds).

*Questions orales avec débat :*

n° 498 (7 avril 1981) (p. 528) à M. le ministre de l'intérieur : **sectes** (activités des sectes : protection) - Caducité le 21 mai 1981 (2 juillet 1981) (p. 778).

n° 32 (21 juillet 1981) (p. 939) à M. le ministre de la défense : **service national** (conceptions du Gouvernement en matière de service national).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière économique, monétaire et financière, de l'accord de coopération monétaire et de la Convention relative aux conditions du concours militaire technique français, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale islamique des Comores [n° 155 (80-81)] - (7 avril 1981) - Discussion générale** (commune avec le projet n° 153) (p. 536) : nature du régime comorien - Absence de dépôt devant le Parlement d'un projet de ratification de l'accord de défense - Abstention du groupe socialiste.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la Convention relative au concours en personnel apporté par la République française au fonctionnement des services publics de la République fédérale islamique des Comores, ensemble quatre Annexes et deux protocoles signée à Paris le 10 novembre 1978 [n° 153 (80-81)] - (7 avril 1981) - Discussion générale** (commune avec le projet n° 155 (p. 536).

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention de sécurité sociale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume de Suède (ensemble un protocole) [n° 203 (80-81)] - (7 avril 1981) - Rapporteur - Discussion générale** (p. 537) : protection sociale des Français travaillant en Suède et des Suédois travaillant en France - Assurance maladie, maternité et allocation décès - Pensions d'invalidité et de vieillesse - Accidents du travail et maladies professionnelles - Chômage - Demande l'adoption du projet.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention internationale du travail n° 111 concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession [n° 177 (80-81)] - (7 avril 1981) - Rapporteur, en remplacement de M. Jacques Chaumont - Discussion générale** (p. 538) : conférence de l'Organisation internationale du travail (OIT) de 1958 - Référence à la Déclaration universelle des Droits de l'Homme - Dispositions de la Convention - Notion de



discrimination - Anomalie du délai de ratification - Modification nécessaire de la législation française : code de la santé publique et code de la nationalité française - (p. 539) : défense des droits de l'homme et persistance de discriminations de fait : information et éducation nécessaires - Rôle du Parlement dans l'approbation des conventions internationales du travail - (p. 540) : critères de saisine du Parlement.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération culturelle, scientifique et technique et d'un protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire révolutionnaire de Guinée** [n° 258 (80-81)] - (8 juillet 1981) - Rapporteur - Discussion générale (p. 830) : potentialités économiques de la Guinée ; priorité donnée à l'agriculture - Relance des relations franco-guinéennes - Importance de la colonie française en Guinée.

- **Projet de loi autorisant la ratification d'une convention consulaire entre la République française et la République démocratique allemande** [n° 322 (80-81)] - (28 juillet 1981) - Rapporteur - Discussion générale (p. 1193) : développement des relations avec la République démocratique allemande ; problème des élections dans le secteur oriental de Berlin et remise en cause du statut de la ville ; accord quadripartite de septembre 1971 - Convention et problème de la définition de la nationalité allemande - Approbation de la convention et non reconnaissance de la situation créée par les élections de 1981 à Berlin-Est.

- **Questions orales avec débat jointes : situation de l'industrie automobile** - (23 octobre 1981) - (p. 2155) : pénétration de l'automobile ouest-allemande et japonaise en France - Perte de marchés extérieurs, surtout en Afrique - Fiscalité automobile - Péages - Construction d'une automobile économe en énergie - Complémentarité des transports en commun et du transport individuel - Rôle social de l'automobile ; loisirs et automobile - Travail sénatorial sur les problèmes de l'automobile.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

#### Deuxième partie :

**Transports** - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - (p. 3413) : budget de transition - Priorité donnée au réseau routier classique - Effort en faveur de la sécurité routière - Nécessité de la continuation de la réalisation des grands axes autoroutiers - Coût élevé de l'A 86, autoroute régionale mais d'intérêt national et européen - Position du Gouvernement concernant l'A 14 desservant la banlieue Ouest - Soutien du groupe socialiste à ce projet.

**Relations extérieures** - (3 décembre 1981) - (p. 3580) : crédits des relations culturelles ; crédits de la presse et de l'information ; émissions radiophoniques françaises à l'étranger : émetteurs - Contribution française aux organisations internationales - Utilisation des jeunes du service national - Situation du personnel diplomatique ; conditions de recrutement : ancien concours des affaires étrangères et création de l'École nationale d'administration (ENA) - (p. 3581) : relations de la France avec la République démocratique allemande (RDA), avec Chypre, avec les deux Etats de Corée - Politique à l'égard de l'Asie du Sud Est : problème des réfugiés cambodgiens en Thaïlande ; accueil de réfugiés en France - Politique française dans le Pacifique Sud : Vanuatu - Action de la France en Afrique : Afrique francophone, anglophone, lusophone - Crédits du Fonds d'aide et de coopération (FAC) - Suggestion de la création en France d'un Conseil de coopération ; exemple des Pays-Bas - Continuité ou changement de la politique extérieure française - Relations avec les Etats-Unis d'Amérique ; vague de pacifisme en Europe - Danger de la tentation neutraliste.

**Défense** - (4 décembre 1981) - (p. 3620) : budget de la défense : croissance des ressources et loi de programmation militaire ; crédits de carburant et entraînement des

aviateurs, des marins et des hommes de l'armée de terre ; lutte pour l'emploi et insuffisance de créations d'emplois dans les services de santé ; relèvement du prêt du soldat ; dotations pour le maintien du potentiel et progression insuffisante des autorisations de programme ; entraînement des forces blindées - (p. 3621) : potentiel de l'aviation de combat et programme Mirage 2000 ; retard des radars de protection à basse altitude ; sous-marins nucléaires ; forces classiques de la marine ; force nucléaire ; paix et opposition à un désarmement unilatéral - Défense opérationnelle du territoire ; effectifs et missions - Forces d'intervention française et présence à l'extérieur - Budget de la marine et vieillissement de la flotte - Doctrine militaire : protection de la zone européenne ; recours aux armes nucléaires : nucléaire tactique et nucléaire stratégique ; développement d'une force militaire classique ; recours à des stratégies indirectes ; protection de la population civile - Service national et esprit de défense : réforme de sa durée ; formation des hommes et des femmes - (p. 3622) : carrières de l'armée ; poursuite de la vie professionnelle et nécessité d'une seconde carrière des militaires - Vote du budget de la défense nationale et attachement à la défense de la patrie.

**Commerce extérieur** - (10 décembre 1981) - (p. 3991) : excédent du secteur alimentaire - Progression des échanges de produits industriels - Maintien du déficit des importations énergétiques - Stagnation de l'excédent des échanges de matériel de transport terrestre et déficit pour les biens d'équipement ménagers - Exportations et train à grande vitesse (TGV) ; avance technologique en matière de transport ; cas du métro « Val » de Lille - Petites et moyennes entreprises et exportations - Echanges et importance de l'information - Protection du brevet original - Mesures à court terme : abaissement du seuil de garantie de fixité du taux monétaire, allègement des procédures à l'exportation, participation à la prise de brevets internationaux et promotion des entreprises à vocation exportatrice - Mesures à long terme : développement d'un enseignement sur le marché international, extension des garanties de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE), solution au problème du stockage sur place des produits exportés - (p. 3992) : action incitative à l'exportation et exportations par les entreprises sous-traitantes - Commerce extérieur et importance du programme nucléaire ; indépendance énergétique, vente de centrales ou de services ; perspectives d'exportation - Nécessité d'un regroupement des crédits budgétaires sur un seul fascicule et création d'un grand ministère du commerce extérieur - Vote favorable sur ce projet de budget.

**Economie et finances (suite) - I - Charges communes** - (11 décembre 1981) - (p. 4084) : problème des pensions : création souhaitable d'une commission permanente des retraites dans la fonction publique - Importance des indemnités dans les rémunérations et conséquences lors de la liquidation des retraites - Indemnité de revalorisation des petits et moyens traitements et absence d'incidences sur les pensions - Indemnité de sujétion des fonctionnaires de police et assujettissement progressif à retenue pour pension - Retard de la mensualisation du paiement des pensions ; application en 1982 au département des Yvelines ; nouveau délai pour Paris et plusieurs départements d'Ile-de-France - (p. 4085) : application à la fonction publique de la loi concernant l'aide ménagère - Discrimination dans les droits à pension de réversion entre le mari et la femme - Cas particulier des retraites des soldats, officiers et gendarmes ; cumul retraite emploi ; principe de la non rétroactivité des lois et application souhaitable aux pensions en cours des nouveaux taux de pension de réversion - Soutien du groupe socialiste à ce budget.

**MADÉLAIN (Jean)**, sénateur de l'Ille-et-Vilaine (UCDP)

### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.
- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière (2 octobre 1981) (p. 1814).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers (13 octobre 1981) (p. 1943).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (18 décembre 1981) (p. 4384).

### DÉPÔTS

*Avis* présenté au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de loi [n° 366 (80-81)] relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [n° 381 (80-81)] (17 septembre 81).

*Avis* présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 371 (80-81)] adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 49 (81-82)] (5 novembre 1981) - **Collectivités locales.**

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [n° 366 (80-81)]** - (22 septembre 1981) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 1567) : point de vue du Sénat lors de l'examen du projet de loi de 1980 - Conditions d'entrée des étrangers : obligation pour l'administration de motiver ou de notifier à l'intéressé une décision de refus ; autorisation de l'étranger d'entrer en contact avec la personne chez qui il voulait se rendre - Silence sur l'autorité étant à même de prendre une décision de refus d'entrée - Situation irrégulière de séjour et procédure judiciaire - Décision de refoulement et mesures d'expulsion - Expulsions : condamnation à une peine de prison ferme ; menaces graves pour l'ordre public - Modification de la composition de la commission d'expulsion et de ses règles de procédure - Ambiguïté sur la nature de la commission d'expulsion et de ses avis - (p. 1568) : exclusion de l'expulsion de 3 catégories d'étrangers ; protection de l'immigration familiale et des étrangers de la seconde génération - Procédures dérogatoires et expulsions en cas d'urgence absolue par arrêté du ministre de l'intérieur - Conditions nouvelles de détention provisoire des personnes en situation irrégulière - Suppression de l'autorisation préalable au mariage et déchéance de la qualité de résident privilégié - Maintien transitoire de l'actuelle procédure d'expulsion non judiciaire dans les départements d'outre-mer - Proposition d'abrogation de la loi du 4 janvier 1980 : demande de maintien de l'article 2 qui favorise le regroupement familial - Possibilité ou non de maîtriser l'immigration irrégulière - Politique réaliste et humaine de l'immigration de ce texte - Avis favorable de la commission des affaires sociales.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - Rapporteur pour avis - **Titre II bis (nouveau)** après l'art. 44 (suite)

(p. 2729) : sur l'amendement n° II bis-16 de M. Michel Giraud, rapporteur (bloc étatique de compétences d'action sociale et sanitaire), son sous-amendement n° II bis-55 soutenu par M. André Bohl : pris en charge par l'Etat des dépenses relatives aux maladies mentales, l'alcoolisme, la toxicomanie, l'usage et le trafic de substances vénéneuses et la lutte contre le cancer ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (19 novembre 1981) - Rapporteur pour avis - **Titre III bis (nouveau)** après l'art. 55 (suite) (p. 2844) : accepte l'amendement n° III bis-22 de M. Michel Giraud, rapporteur (intitulé ; « Chapitre III (nouveau) - Création d'un statut des élus locaux).

**MADRELLE (Philippe)**, sénateur de la Gironde (S)

### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

### QUESTIONS

#### *Questions orales sans débat :*

n° 79 (JO Débats 22 juillet 1981) (p. 986) à Mme le ministre de l'agriculture : **calamités agricoles** (mesures en faveur d'agriculteurs sinistrés de la Gironde).

n° 118 (JO Débats 14 octobre 1981) (p. 1954) à M. le ministre de l'éducation nationale : **informatique** (installation d'un ordinateur biprocesseur à Bordeaux I) - Réponse de M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale (30 octobre 1981) (p. 2327 et suivantes).

#### *Questions orales avec débat :*

n° 74 (14 octobre 1981) (p. 2003) à M. le ministre de l'industrie textiles (situation de l'industrie textile en Gironde) - Discutée le 20 octobre 1981 (débat commun) (p. 2043 et suivantes).

### INTERVENTIONS

- **Questions orales avec débat jointes : difficultés de l'industrie textile** - (20 octobre 1981) - (p. 2054, 2055) : dépôt de bilan de la société des vêtements Thiery - Absence de définition d'une politique industrielle nationale - Augmentation du prix des matières premières et déficit de la balance commerciale - Mise à l'écart de la filière textile-habillement ; importance économique de ce secteur - Renforcement de la concurrence des pays industrialisés - Historique de l'évolution de la Sivem, filiale du groupe Armand Thiery - Dépôt de bilan et répercussion économique sur la Gironde - Plan de restructuration et prise en charge par l'Etat du chômage partiel - Erreur dans les choix des marchés, des modes et lieux de fabrication - Reconquête du marché intérieur et industries traditionnelles ; nécessité de sectorialiser - Fraude et respect des règles internes et communautaires - Régulation et stabilisation des importations - Formation professionnelle.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

#### *Deuxième partie :*

**Temps libre** - (6 décembre 1981) - (p. 3728) : largeur de la compétence du ministère du temps libre et évocation des lois de 1936 suscitées par Léo Lagrange - Progression des crédits de la section « jeunesse et sports » ; part dans le budget du temps libre - Rattachement de l'éducation physique et sportive au ministère de l'éducation nationale - Politique de la jeunesse et augmentation des crédits pour les activités socio-éducatives de la jeunesse ; aide à la

promotion des activités et des loisirs éducatifs et création de postes de conseillers techniques pédagogiques - Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) et créations d'emplois - Rénovation des centres de vacances - Développement des centres d'information; liens entre milieu urbain et rural; bus itinérant - Echanges internationaux et augmentation des crédits des offices franco-allemand et franco-québécois; relations des jeunes avec le Tiers monde - Chômage des jeunes - Répartition des crédits du sport entre crédits budgétaires et crédits du Fonds national pour le développement du sport (FNDS) - Démocratisation du sport et lourdeur de l'héritage - Progression des crédits d'équipement pour les installations de l'Etat; augmentation des subventions d'équipement aux collectivités locales - Difficultés de fonctionnement des installations existantes; économies d'énergies et meilleure utilisation - Elaboration d'une carte sportive - Développement des petits équipements - Construction et rénovation des grands stades de football et championnat d'Europe de 1984 - Collectivités locales et FNDS - (p. 3729): politique de sport de haut niveau et statut social de l'athlète; réinsertion sociale - Sport en entreprise; exemple des PTT - Progression des dotations des sections sport-études - Vote favorable sur ce projet de budget.

**Mer** - (11 décembre 1981) - (p. 4069): création du ministère de la mer et augmentation des crédits - Problèmes de l'ostréiculture du bassin d'Arcachon: plans de sauvegarde et de soutien - Plan de restructuration et subvention accordée par l'Etat; mission scientifique et études des chercheurs sur les difficultés de reproduction de l'huître - Urgence des mesures à prendre - Restauration et maintien de la qualité du milieu - Limitation de la plaisance; assainissement des eaux - Protection de l'environnement et avenir de l'ostréiculture.

**MAILLOLS (Sylvain)**, sénateur des Pyrénées-Orientales (apparenté au groupe GD).

Devient sénateur le 19 février 1981 en remplacement de M. Gaston Pams, décédé (2 avril 1981) (p. 418)

**MALASSAGNE (Paul)**, sénateur du Cantal (apparenté au groupe RPR)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à abroger l'article L. 12 du Code du service national [n° 26 (81-82)].

*Avis* présenté, au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Tourisme [n° 60, tome XVI (81-82)] (23 novembre 1981).

## INTERVENTIONS

- *Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions* [n° 371 (80-81)]

*Suite de la discussion* - (4 novembre 1981) - Titre I. - Art. 2 (p. 2419): intervient sur cet article relatif au caractère exécutoire de plein droit des délibérations des autorités communales - Danger de la suppression de la tutelle administrative pour les 34.000 communes rurales; sanctions applicables aux maires prévues à l'article 12; pouvoirs d'intervention prévus à l'article 4<sup>er</sup> rquisue de

pressions; garantie d'emprunt - Responsabilité des maires devant la Cour de discipline budgétaire - (p. 2422): caractère exécutoire de plein droit des délibérations des autorités municipales et transcription sur les registres municipaux - *Rappel au règlement* (p. 2424): ordre du jour fixé par la conférence des présidents et date limite de dépôt des amendements titre par titre.

*Suite de la discussion* - (5 novembre 1981) - Titre I (*suite*) - Art. 3 (p. 2463): son amendement n° I-250: possibilité de demande d'une seconde délibération par le représentant de l'Etat dans le département en cas d'illégalité, dans les quinze jours suivant la notification; retiré - (p. 2468): son amendement n° I-251; information du maire à sa demande par le représentant de l'Etat de son intention de ne pas déférer au tribunal administratif un acte des autorités municipales; adopté - (p. 2470): son amendement n° I-252: obligation pour le tribunal administratif après un sursis à exécution de statuer sur ce point dans le mois suivant l'enregistrement de la requête; retiré - (p. 2471): se déclare défavorable à l'amendement n° I-298 de M. Roger Romani (suspension à exécution lors de la saisine du tribunal administratif) - *Après l'art. 3* (p. 2479): soutient l'amendement n° I-303 de M. Christian Poncelet (contrôle administratif du délégué du Gouvernement et possibilité de suspension de l'exécution de la délibération).

*Suite de la discussion* - (12 novembre 1981) - Titre I (*suite*) - Art. 10 (p. 2576): soutient l'amendement n° I-321 de M. Michel Chauty (suppression du premier alinéa de cet article relatif à l'interdiction pour le comptable communal d'apprécier l'opportunité ou la légalité des actes de l'ordonnateur) - (p. 2580): soutient l'amendement n° I-323 de M. Marcel Fortier (caractère d'arrêté de l'ordre de réquisition; notification au comptable et à la chambre régionale des comptes et affichage en mairie) - (p. 2581): se déclare favorable à l'amendement n° I-75 de M. Joseph Raybaud, rapporteur pour avis (rôle d'arbitre de la chambre régionale des comptes; fixation par décret d'une liste des pièces justificatives que le comptable peut exiger) et souhaite qu'il soit complété par une disposition relative à l'affichage en mairie - Art. 12 (p. 2587): intervient sur cet article relatif à la responsabilité des élus locaux devant la Cour de discipline budgétaire - Système répressif - Valeur du rôle de conseiller joué antérieurement par le préfet et les sous-préfets - Coopération intercommunale - Droit de réquisition.

*Suite de la discussion* - (13 novembre 1981) - Titre II (*suite*) - Art. 22 (p. 2654): soutient l'amendement n° II-307 de M. Hubert d'Andigné (réunion de 4 sessions ordinaires du conseil général; fixation de la date d'ouverture des sessions par le président du conseil général en l'absence de décision du conseil général; fixation de la première réunion de plein droit lors du renouvellement triennal des conseils généraux) - Art. 22 *bis* (p. 2655): soutient l'amendement n° II-308 de M. Paul Kauss (droit d'audience du représentant de l'Etat dans le département au conseil général) - Art. 24 (p. 2659): soutient l'amendement de coordination n° II-313 de M. Hubert d'Andigné.

- *Projet de loi de finances pour 1982* [n° 57 (81-82)]

*Discussion des articles de la première partie:*

*Suite de la discussion* - (27 novembre 1981) - Art. 14 (p. 3216): son amendement n° 5, déposé au nom de la commission des affaires économiques et soutenu par M. Michel Chauty, président de cette commission: taxation des frais généraux: suppression de la taxation des frais de congrès et manifestations assimilées et limitation de la taxation des frais de croisière et de voyage; adopté - Situation de l'hôtellerie et de la restauration - Effort d'exportation des entreprises - Cas des professions libérales: exercice en associations ou en groupements; effort de formation - (p. 3218): son amendement n° 471, soutenu par M. Georges Repiquet: taxation des frais généraux: suppression des frais de congrès et manifestations assimilées

et précisions relatives aux frais de croisières ; devenu sans objet.

*Deuxième partie :*

**Temps libre** - (6 décembre 1981) - Rapporteur pour avis (Tourisme) (p. 3721) : caractère interministériel du tourisme - Droit aux vacances et création d'un chèque-vacances ; rapport Blanc - Modalités financières d'attribution du chèque-vacances, utilisation, situation des salariés des entreprises familiales et du secteur agricole ; organismes gérants - Tourisme et conquête des marchés extérieurs ; capacité exportatrice (p. 3722) : conséquences sur le taux de la TVA - Importance de l'emploi et de la formation touristiques ; animateurs - Tourisme et aménagement du territoire - Regrette l'absence de création d'un grand ministère du tourisme et des loisirs ; dispersion des moyens et retrait de compétences telle celle du tourisme social, associatif et des jeunes - Statut des comités régionaux de tourisme ; orientation de la réforme proposée ; problème de regroupement des services ; rôle des comités départementaux de tourisme et convention signée avec la Fédération nationale des offices et comités départementaux de tourisme - Décentralisation et tourisme ; rôle important des collectivités locales ; offices de tourisme ; syndicats d'initiative ; comités départementaux et régionaux de tourisme ; valeur de ce potentiel - Dimension individuelle du tourisme - Réalisation des objectifs du VIII<sup>e</sup> plan : doublement du solde positif de la balance des paiements, création de lits en camping-caravaning, de villages de vacances et développement du tourisme rural - Progression des crédits de la section tourisme du ministère du temps libre - Faiblesse de la part du tourisme dans le budget national - (p. 3723) : avenir de France Information loisirs - Progression des crédits du chapitre des actions d'intérêt touristique - Augmentation des dépenses en capital pour l'aménagement touristique de la montagne, du littoral et de l'espace rural ; prise en compte des disparités régionales - Forte augmentation des crédits des villages de vacances et de camping-caravaning - Stagnation du tourisme pour 1980 ; stabilisation du taux de départs et réduction de la durée des séjours - Priorité de l'automobile et à la mer - Augmentation du flux des étrangers - Nouvelles mesures fiscales et répercussion sur les activités touristiques ; majoration de la TVA sur les grands hôtels, taxation des frais généraux des entreprises, imposition des navires de plaisance, impôt sur la fortune et taxation de l'outil de travail - Elargissement du champ d'application de la prime spéciale d'équipement hôtelier ; secteur rural, stations thermales et de montagne - Echec des mesures d'étalement des vacances ; négociations avec les syndicats et l'éducation nationale - Conciliation des objectifs sociaux et du système économique - Importance économique du tourisme - Tourisme professionnel et tourisme social - S'en remet à la sagesse du Sénat sur ce projet de budget.

**Agriculture** - (7 décembre 1981) - (p. 3821) : installation des jeunes agriculteurs : prêts bonifiés du Crédit agricole et problème des taux d'intérêt et de la durée de remboursement - Aide à l'installation des jeunes agriculteurs en zones de montagne et en zones défavorisées - Dotation aux jeunes agriculteurs - Création annoncée d'offices fonciers et insuffisance des crédits destinés aux sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) - Indemnité viagère de départ - (p. 3822) : aménagement rural - Octroi des aides et prise en compte du chiffre d'affaires ou du coût réel de production - Problème de l'enseignement privé agricole : reconnaissance et agrément : maisons familiales rurales - Situation des producteurs de moutons, notamment dans les zones de montagne ; problème des importations : pratiques illégales utilisées par l'Irlande et le Royaume Uni - Création à l'Assemblée nationale d'une commission d'enquête sur l'agriculture de montagne - Prime à la vache allaitante - Exonération de la taxe de co-responsabilité pour le lait de montagne - Electrification rurale ; Fonds d'amortissement des charges d'électrification (FACE) - Création annoncée d'offices fonciers et d'offices par produit et référence systématique à 1936 - Attente de décisions

favorables aux agriculteurs à la veille de la réunion de la conférence annuelle.

**MALECOT (Kléber)**, sénateur du Loiret (UCDP)

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des affaires culturelles.

**QUESTIONS**

*Questions orales sans débat :*

n° 9 (JO Débats 20 juin 1981) (p. 754) à M. le ministre de l'intérieur : **emprunts** (emprunts des villes et des communes : simplification de la procédure administrative) - Réponse de M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur (9 juillet 1981) (p. 860, 861).

n° 10 (JO Débats 20 juin 1981) (p. 754) à M. le ministre du plan et de l'aménagement du territoire : **aménagement du territoire** (Loiret : mesures en faveur des installations industrielles) - Réponse de M. Michel Rocard, ministre du plan et de l'aménagement du territoire (9 juillet 1981) (p. 867, 868).

n° 96 (JO Débats 20 août 1981) (p. 1328) à M. le ministre de l'urbanisme et du logement : **logement** (aide à l'accession à la propriété) - Réponse de M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement (27 octobre 1981) (p. 2185, 2186).

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (12 novembre 1981) - **Titre II - Art. 17** (p. 2605) : son amendement n° II-231, soutenu par M. Paul Pillet : délégation du président à tout membre du bureau ; devenu sans objet.

**MANET (Michel)**, sénateur de la Dordogne (S)

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des finances.

**DÉPÔTS**

*Rapport spécial* fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Consommation** [n° 58, annexe 6 (81-82)] (23 novembre 1981).

*Rapport spécial* fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Economie et finances - II. Services économiques et financiers - III. Budget** [n° 58, annexe 10 (81-82)] (23 novembre 1981).

*Rapport spécial* fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Défense : budget annexe des essences** [n° 58, annexe 44 (81-82)] (23 novembre 1981).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]***Deuxième partie :*

**Défense** - (4 décembre 1981) - Rapporteur spécial (Essences) (p. 3604) : budget annexe du service des essences et prix des carburants ; rôle du fonds d'approvisionnements généraux ; stocks de guerre et stocks de crise ; avis favorable de la commission sur ces crédits.

**Consommation** - (7 décembre 1981) - Rapporteur spécial (p. 3772) : création du ministère de la consommation et accord de la commission des finances sur les objectifs définis - Créations d'emplois - Information des consommateurs - Règlement des litiges.

**Economie et finances (suite) - III - Budget** - (11 décembre 1981) - Rapporteur spécial (p. 4077) : utilisation des crédits de la section « budget » : Agence nationale d'indemnisation des Français d'outre-mer (ANIFOM) et services budgétaires et financiers de l'Etat - Importance des dépenses de personnels : charges salariales et sociales ; créations d'emplois et titularisation d'auxiliaires - Renforcement des personnels et moyens donnés à la lutte contre la fraude fiscale - Politique de contrôle fiscal : enquête publiée par le Centre d'études des revenus et des coûts (CERC) et estimations obtenues quant au volume de la fraude - Information nécessaire des citoyens sur la fiscalité : améliorations souhaitables dans la sélection des dossiers contrôlés ; assistance informatique - Actions en recouvrement - Fiscalité douanière : contrôle de l'application de la réglementation des changes ; lutte contre le trafic des stupéfiants ; saisies opérées par les services de surveillance et de recherche des douanes - Dépenses d'entretien du parc immobilier et d'amélioration du matériel - Extension aux contribuables de la Réunion, du paiement mensuel de l'impôt sur le revenu - (p. 4078) : expérience de paiement mensuel de la taxe d'habitation et retard dans l'application de la mensualisation des pensions ; au nom de la commission des finances, demande la généralisation de cette mensualisation - Demande l'adoption des crédits.

**Economie et finances (suite) - II - Services économiques et financiers** - (11 décembre 1981) - Rapporteur spécial (p. 4089) : réunification du ministère de l'économie et des finances - Crédits de la section « services économiques et financiers » et répartition par nature de dépenses : moyens des services ; dépenses d'intervention - Objectif de développement des exportations : service de l'expansion économique à l'étranger : création d'emplois d'agents contractuels et réseau d'experts sectoriels ; subventions du Centre français du commerce extérieur (CFCE), du comité français des manifestations économiques à l'étranger et de l'Agence pour la coopération technique, industrielle et économique (ACTIM) - Politique des prix et mission de la direction générale de la concurrence et de la consommation (DGCC) - Organisation du prochain recensement général de la population par l'INSEE en mars 1982 - Augmentation des moyens accordés à la Cour des comptes ; assistants de vérification ; majoration de crédits ; création des chambres régionales des comptes - Relations publiques avec l'utilisateur : soutien aux comités d'utilisateurs ; centres d'orientation et de renseignements par téléphone - Observations de la commission des finances sur la diffusion nécessaire des travaux de la direction de la prévision et sur l'extension du champ d'activité de l'INSEE - Décision de la commission des finances de soumettre ces crédits à l'appréciation du Sénat ; sa position personnelle, favorable à leur adoption.

**MARCELLIN (Raymond)**, sénateur du Morbihan (UREI) - Elu député le 14 juin 1981 (2 juillet 1981) (p. 777)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

**MARSON (James)**, sénateur de la Seine-Saint-Denis (C)

## NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (1<sup>er</sup> octobre 1981) (p. 1799).

## QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 117 (JO Débats 3 avril 1981) (p. 441) à M. le ministre de l'intérieur : crimes et délits (mesures contre l'insécurité à la Courneuve) - Caducité le 21 mai 1981.

## INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat : politique du Gouvernement en matière de communication** - (16 juillet 1981) - (p. 927) : dépendance politique et financière de la radio-télévision - Transformation du service public de la radio-télévision - Opposition à la loi de 1974 ; mainmise de l'Etat et absence de créations françaises - Indépendance de la radio-télévision - Décentralisation et respect scrupuleux du pluralisme - (p. 928) : conditions d'une meilleure indépendance de la radio-télévision - Création d'un organisme national de coordination - Suppression de la TVA sur la redevance - Participation des élus, personnels et usagers - Démocratisation du service public - Regroupement des activités de la Société française de production (SFP) et de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) - Privatisation et appauvrissement culturel - Décentralisation régionale ; rôle de FR3 - Radios libres et décentralisation ; place des intérêts privés ; exemple de l'Italie - Choix d'une télématique « grand public » ; abandon du vidéo-disque - Techniques nouvelles et consultation des parties concernées - Pluralisme des opinions et des programmes ; statut du journaliste - (p. 929) : relance de la création - Information télévisée et « chasse aux sorcières » ; rôle du journaliste mise à l'écart des communistes.

- **Projet de loi relatif au prix du livre [n° 318 (80-81)]** - (29 juillet 1981) - Discussion générale (p. 1211) : prix unique et abrogation de l'arrêté de 1979 - Libération des prix et crise du livre - Hausse des prix - Développement de la « best-sellerisation » - Développement des ventes par correspondance et dans les grandes surfaces - Concentration des genres, de la distribution, de l'édition ; comité du livre du VI<sup>e</sup> plan - (p. 1212) : crise du livre et origine de classe, étroitesse du réseau des lecteurs, ségrégation sociale - Pluralisme indispensable de la distribution, de l'édition - Nécessaire baisse du prix des livres - Prix unique et diminution en francs constants - Développement du réseau des librairies, de la lecture publique - Accroissement des moyens des bibliothèques, des établissements scolaires - Livre et action sociale et culturelle - Lecture et radiotélévision - Centre national des lettres - Droits sociaux pour l'écrivain - Proposition d'adoption du texte - Art. 2 (p. 1228) : son amendement n° 6 : non application du système du prix unique aux comités d'entreprises ; retiré - Explication de vote sur l'ensemble (p. 1253) : vote favorable du groupe communiste - (p. 1254) : conditions d'achat de livres par les collectivités locales ; traitement discriminatif imposé aux comités d'entreprises - Souhaite un projet de loi sur le livre.

- **Projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion [n° 368 (80-81)]** - (16 septembre 1981) - Rappel au règlement (p. 1478) : déroulement du débat sur ce projet et brièveté du délai imparti - Discussion générale

(p. 1489) : droit à la communication radiophonique locale - Manifestation d'une volonté de libre expression - (p. 1490) : service public indépendant du pouvoir politique et des puissances d'argent - Cadre le plus favorable au développement de la liberté d'expression - Développement de la décentralisation du service public - Proposition n° 94 du Président de la République « la télévision et la radio seront décentralisées et pluralistes - Les radios locales pourront librement s'implanter dans le cadre du service public » - Possibilité de création de radios locales à l'initiative d'associations diverses - Financement publicitaire de ces radios et problème de la publicité - Publicité accentuera les inégalités entre les radios, favorisant les plus fortes - Choix politique des annonceurs - Danger d'une mainmise des puissances d'argent sur les moyens de communication autres que ceux du service public - (p. 1491) : rayon d'action des radios privées - Nécessité de limites très restrictives dans les zones urbanisées - Pluralisme obligatoire pour les radios locales - Mise en garde à l'égard du financement publicitaire - **Art. 1 : Art. 3-1 de la loi du 3 juillet 1972** (p. 1498) : son amendement n° 30 : limitation des possibilités de dérogation au profit de sociétés ou de personnes morales ; devenu sans objet - (p. 1502) : sur l'amendement n° 3 de M. Charles Pasqua, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article : caractère précaire et révocable des dérogations ; autorisation de radios municipales), le groupe communiste votera le sous-amendement n° 21 de M. Jacques Carat (suppression de la possibilité d'octroi de dérogations au profit des collectivités territoriales).

**Suite de la discussion** - (17 septembre 1981) - **Art. 1 (suite) : Art. 3-2 de la loi du 3 juillet 1972** (p. 1528) : son amendement n° 31 : modulation du rayon d'émission autorisé, selon la densité de population de la zone considérée ; retiré - **Après l'art. 3-3 de la loi du 3 juillet 1972** (p. 1536, 1537) : son amendement n° 33 : interdiction du financement publicitaire pour les radios privées locales ; rejeté - Souci d'éviter la domination des radios locales par les grands intérêts privés - (p. 1539) : danger de l'intervention des intérêts privés dans la presse ; disparition des journaux d'opinion - Situation à cet égard, de *L'Humanité* - **Art. 3-6 de la loi du 3 juillet 1972** (p. 1544) : son amendement n° 35 : possibilité de révision des dérogations ; devenu sans objet - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1546) : caractère novateur du projet - Modifications sensibles apportées par le Sénat : radios municipales ; publicité - Abstention du groupe communiste sur ce projet.

**Deuxième lecture [n° 396 (80-81)]** - (28 septembre 1981) - **Art. 1** (p. 1693) : recettes publicitaires et puissance des groupes financiers - Cas du journal *L'Humanité* - Refus de radios des pouvoirs locaux - Se déclare défavorable à l'amendement n° 9 de M. Charles Pasqua, rapporteur (principe et contenu du cahier des charges avec possibilité de clauses particulières ; droit de perception de ressources publicitaires pour les radios associatives)..

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1981) - **Titre I - Après l'art. 2 (suite)** (p. 2454) : soutient l'amendement n° I-262 de M. Paul Jargot (exercice collégial des responsabilités publiques au sein de la municipalité) - **Art. 5 A** (p. 2486) : son amendement n° I-267 : apport par le Gouvernement dès octobre à chaque collectivité territoriale des informations prévisionnelles concernant ses dotations ; retiré.

**Suite de la discussion** - (10 novembre 1981) - **Titre I (suite) - Après l'art. 6** (p. 2558) : son amendement n° I-270 soutenu par M. Camille Vallin : suppression des dispositions du code des communes portant obligation au maire de se retirer au moment de la discussion et du vote du compte administratif le concernant ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Radiodiffusion télévision française** - (30 novembre 1981) (p. 3325) : situation de transition de la radiodiffusion télévision : lente évolution de l'information et de la création et héritage de 1974 ; nécessité d'un dynamisme nouveau - Information : honnêteté et objectivité ; rôle des journalistes : pluralisme des rédactions ou exclusion du courant de pensée communiste - Conception neuve du journalisme audiovisuel - (p. 3326) : situation de la création et relance de la production ; création audiovisuelle française et dotations préciputaires - Taux de la redevance - Concertation et production - Décentralisation - Volonté de changement à la télévision - **Examen des crédits** - **Art. 65** (p. 3334) : se déclare défavorable à l'amendement n° 496 de M. Jean Cluzel, rapporteur spécial (affectation de la moitié des crédits aux sociétés de télévision).

**Education nationale** - (5 décembre 1981) - **Examen des crédits** - **Art. 87 bis** (p. 3696) : soutient l'amendement n° 523 de Mme Danielle Bidard (réservation à l'intégration des vacataires et autres enseignants exerçant sans emploi budgétaire, d'une partie des emplois créés par la présente loi) - Points limitatifs de l'article 87 bis pouvant contrecarrer la démarche de justice sociale - Urgence de l'intégration des personnels vacataires de l'enseignement supérieur - Intégration dépendant des décisions d'une commission de spécialistes composée autoritairement par le précédent gouvernement - Souci d'éviter d'imposer des critères étroits - Nécessité d'établir un échéancier et de faire un recensement méthodique.

**Culture** - (8 décembre 1981) - (p. 3882) : importance politique du budget de la culture ; responsabilité publique et nationale dans le domaine de la culture - Mesures en faveur des « exclus » de la culture ; relance de la création ; efforts à l'égard des collectivités locales - Dangers de l'étatisme ou de la domination du profit ; définition d'une nouvelle politique culturelle - Rapport sur la chanson française ; aide pour les producteurs indépendants ; création d'autres structures plus démocratiques de distribution ; opposition à l'utilitarisme marchand et à l'utilitarisme politique ; décentralisation des initiatives, des financements et de la création ; concertation avec les personnels de la vie artistique ; politique de l'emploi artistique ; emploi abusif de musiques enregistrées dans des spectacles vivants ; droits des artistes ; rencontre d'un nouveau public et diversité sociale - Lecture et ségrégation culturelle - (p. 3883) : culture et travail : droits culturels dans les entreprises ; moyens des comités d'entreprise ; réforme de l'enseignement et de la programmation télévision - Menaces sur le Centre d'action culturelle du Marais ; subventions de la Ville de Paris et de l'Etat ; possibilité de résorption du déficit ; constitution d'un comité de soutien - Cinéma : participation de l'Etat à l'avance sur recettes ; mesures en faveur du court-métrage et de la diffusion du film français à l'étranger ; main-mise des grandes compagnies sur la production, la distribution et l'exploitation ; notion de code de concurrence ; reconstitution d'un secteur public de la distribution cinématographique ; aménagement du système d'aide au cinéma ; prix des places et opposition à la libération des prix - Vote favorable du groupe communiste.

- **Evénements de Pologne** (14 décembre 1981) - (p. 4210) : manifestations de soutien et abstention du groupe communiste sur une éventuelle suspension des travaux du Sénat

- **Projet de loi relatif à la durée du mandat des membres des chambres d'agriculture [n° 77 (81-82)]** - (14 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4213) : projet de loi fixant à 1983 la date d'expiration du mandat des membres des chambres d'agriculture, voté à l'Assemblée nationale - Première étape d'une réforme ultérieure des chambres d'agriculture - Injustice du mode de scrutin en vigueur - Prochaines élections au scrutin proportionnel - Souhait de voir les régions les plus faibles bénéficier en priorité de l'aide des pouvoirs publics dispensées par les chambres - Actions prioritaires des chambres : développement et utilisation des technologies nouvelles ; soutien des secteurs de production les plus faibles - Prise en compte par l'Etat ou par les chambres des frais inhérents à la présentation

des candidatures - Présentation de candidats par les organisations syndicales et automaticité de l'inscription - Nécessité d'une réelle campagne d'information - Décentralisation et place des chambres régionales - Au nom du groupe communiste, se déclare favorable au texte du projet de loi.

**MARTIN (Hubert)**, sénateur de la Meurthe-et-Moselle (UREI)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Est nommé membre suppléant du conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (29 octobre 1981) (p. 2288).

#### DÉPÔTS

Avis présenté, au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Environnement [n° 59, tome III (81-82)] (23 novembre 1981).

#### QUESTIONS

*Questions orales avec débat :*

n° 17 (2 juillet 1981) (p. 779) à M. le ministre de l'Industrie : meubles (biens) (difficultés des fabricants de meubles).

#### INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat : politique du Gouvernement en matière de communication** - (16 juillet 1981) - (p. 926) : nouvelles techniques et développement de la communication ; responsabilité des pouvoirs publics - Radios libres et situation de fait - Aménagement du monopole de diffusion et répartition des fréquences par coordination nationale et internationale - Vidéo-communication ; importance du magnétoscope - Prix des vidéo-cassettes et taux de la TVA - Vidéo et télévision scolaire - Culture et audiovisuel ; vidéo-cassettes - Enregistrement sur magnétoscope et respect des horaires de diffusion - (p. 927) : système d'enregistrement automatique des programmes ; projet EPEOS.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 19 (81-82)] - (22 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 2096) : crise de la sidérurgie lorraine et conséquences pour le Bassin de Briey ; crise de Longwy - Priorité nécessaire à l'emploi - Diversification nécessaire de la production : aciers spéciaux - Hostilité de principe aux nationalisations, mais prise en compte de la situation de fait dans la sidérurgie française - Inquiétude des mineurs de fer ; mines de Bazailles et de Rochonvillers - Enrichissement du minerai et rôle de l'Institut de recherche de la sidérurgie (IRSID) - (p. 2097) : insuffisante utilisation des capacités de production de la sidérurgie française - Plan socialiste de 1979 et projet de construction de deux nouvelles aciéries à Denain et Longwy - Demande un engagement du Gouvernement sur le maintien des effectifs actuels des mines de fer et de la sidérurgie et sur la défense du pouvoir d'achat des travailleurs - Champ d'application de la nationalisation : extension aux mines de fer - Allocution du Président de la République à Longwy et confiance des travailleurs de la sidérurgie lorraine.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (29 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 2287) : innovations et lacunes du projet de loi gouvernemental - Précipitation du Gouvernement - Volonté d'une réelle et profonde décentralisation - Redéfinition des compétences respectives de l'Etat et des collectivités locales - Allègement des tutelles administratives, financières et techniques - Opération des transferts financiers - Définition d'un statut des élus et des fonctionnaires locaux - Décentralisation et désordre ; antagonismes, rivalités et surenchères - Cumul de responsabilités et d'influences - Pouvoirs de l'exécutif départemental et instauration d'une nouvelle tutelle - Pouvoir de tutelle et rôle de conseil du préfet et du sous-préfet envers les maires - Conditions d'exercice des nouveaux contrôles ; lenteur et encombrement des juridictions : chambre régionale des comptes - Silence sur les tutelles financières et techniques - Codification de toutes les normes techniques - Aspect défavorable du projet de loi envers les maires des petites communes - Menaces pour l'équilibre et le fonctionnement des collectivités locales et tout particulièrement des communes rurales.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Deuxième partie :*

**Environnement** - (30 novembre 1981) - Rapporteur pour avis (p. 3368) : contrôle par le ministre du quart du budget de l'environnement - Problème du bruit ; abandon du projet de loi cadre ; contrats entre quatre villes et le ministre ; nomination d'un « monsieur bruit » dans chaque département - Gestion et traitement des eaux - (p. 3369) : problème des agglomérations en bordure de la Méditerranée - Pollution atmosphérique ; moyens de mesure et de contrôle - Problèmes de l'enfant et tabagisme - Fonctionnement des réserves naturelles, parcs régionaux et nationaux - Avis favorable de la commission des affaires culturelles.

**Industrie** - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - (p. 3442) : difficulté de l'industrie du meuble - Inquiétude face au projet de création d'un secrétariat d'Etat à la forêt - Fabricants de meubles et industrie à part entière - (p. 3443) : problème de la fermeture de la raffinerie d'Hauconcourt - Installation d'une unité de conversion par hydrocraquage pour les produits légers à usage domestique - Souhait de la mise en place d'une commission régionale pour l'énergie et la chimie - Nécessité de sévir contre les chasseurs de primes : cas de la société Lindal et de l'importance de l'aide accordée pour son installation - Importance des ordres en provenance de Paris - Sous-traitance accordée aux entreprises parisiennes - Action positive attendue par les Lorrains.

**Intérieur et décentralisation** - (9 décembre 1981) - (p. 3954) : bénéfice d'un treizième mois de traitement aux fonctionnaires de la fonction publique et des collectivités locales - Souhait de connaître la position du Gouvernement au sujet des primes susceptibles d'être allouées aux personnels des communes et des départements - Recrutement des agents communaux sur les mêmes bases que les agents de l'Etat - (p. 3955) : questions au ministère demeurées sans réponse.

**MARTIN (Louis)**, sénateur de la Loire (rattaché administrativement au groupe UREI)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

#### DÉPÔTS

Avis présenté, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57

(81-82) adopté par l'Assemblée nationale - Coopération - [n° 61, tome III (81-82)] (23 novembre 1981).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Relations extérieures** - (3 décembre 1981) - Rapporteur pour avis (Coopération) (p. 3561) : nouvelle dénomination du ministère : coopération et développement ; extension du champ des compétences de la coopération - Pays anglophones et lusophones - (p. 3562) : dette de la France à l'égard des Etats d'Afrique noire autrefois sous domination française - Aide au développement rural - Rôle des organismes privés dans la prise de conscience des nécessités du développement - Cultures d'exportation et cultures vivrières - Politique d'aide au développement de la France et situation politique de l'Afrique : instabilité des Etats ; événements du Tchad - Politique d'armement de la Lybie - Interventions étrangères en Afrique : Angola, Ethiopie - Crédits du Fonds d'aide et de coopération (FAC) - Assistance technique et formation du personnel coopérant - Concours financiers et administratifs - (p. 3563) : aide militaire - Crédits d'administration de la coopération - Augmentation des effectifs de coopérants ; créations d'emplois - Avis favorable de la commission des affaires étrangères à l'adoption des crédits du ministère de la coopération et du développement.

**MATHIEU (Serge), sénateur du Rhône (UREI)**

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.  
- Est nommé membre du comité national des vins de France (3 avril 1981) (p. 517).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, instituant un congé spécial pour certains fonctionnaires [n° 337 (80-81)] (29 juillet 1981).

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la distillation en franchise de droits d'une partie de la production d'eau-de-vie naturelle des récoltants-producteurs [n° 342(80-81)] (30 juillet 1981) - **Boissons et alcools.**

## QUESTIONS

*Questions orales avec débat :*

n° 22 (8 juillet 1981) (p. 824) à M. le ministre de l'éducation nationale : **enseignement privé** (politique du Gouvernement à l'égard de l'enseignement privé).

n° 38 (28 juillet 1981) (p. 1195) à Mme le ministre de l'agriculture : **vins** (orientations de la politique viti-vinicole du Gouvernement) - Discutée le 6 novembre 1981 (débat commun) (p. 2515 et suivantes).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

Suite de la discussion - (29 octobre 1981) - Discussion générale (p. 2281) : décentralisation et refus des adminis-

trations centrales de déléguer leurs pouvoirs et des moyens suffisants aux collectivités locales et aux services extérieurs - Action positive du précédent gouvernement dès 1978 sur le renforcement des collectivités locales - Précipitation du Gouvernement et déclaration d'intention - Suppression des tutelles - Tutelle d'ordre financier ; suppression de la taxe professionnelle et de la taxe d'habitation ; diminution de la liberté fiscale des communes - Tutelle technique et code des prescriptions techniques - Mise en place de structures de contrôle redoutables - Responsabilité des maires devant les tribunaux administratifs ou une chambre régionale des comptes et traduction des élus devant la Cour de discipline budgétaire - Principe d'un exécutif départemental et création de services départementaux - Elargissement des compétences des bureaux - Cumul des responsabilités - Antagonismes entre les collectivités locales - Intervention financière des communes, départements et régions lorsque des intérêts économiques ou sociaux sont en jeu - Objectifs du plan : nationalisation et concentration extraordinaire au niveau des administrations centrales - (p. 2282) : volonté d'une décentralisation cohérente et efficace - Elaboration d'un texte fixant un cadre juridique précis et non une pétition de principe.

- **Questions orales avec débat jointes : enseignement et formation agricoles, politique forestière, politique viti-vinicole** - (6 novembre 1981) - (p. 2517) : situation des maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation - Ajournement des demandes de reconnaissance des formations de cycle long par alternance - Souhait d'élévation du niveau de formation des agriculteurs - Avenir du statut des maisons familiales rurales - Réussite de ces établissements grâce à la méthode pédagogique de l'alternance - Solution nécessaire au respect de l'originalité des maisons familiales rurales et à leur rôle irremplaçable dans la formation des agriculteurs de demain - (p. 2522) : crise récente dans le secteur viticole - Importance des importations de vin de table italien - Situation excédentaire de la Communauté européenne - Faible progression du prix de vente du vin malgré l'augmentation importante des charges de production - Tentative de régulation du marché - Développement d'actions en faveur de l'amélioration de la qualité des vins - Approbation de la taxation des vins de coupage - Refonte du régime de la chaptalisation - Objectif poursuivi par la France afin de parvenir à une adaptation de la politique viti-vinicole de la société définie dans le émorandum présenté récemment au conseil des ministres de l'agriculture de la CEE - Evolution de la demande en faveur des vins de qualité - Inquiétude des propriétaires viticulteurs de vignobles d'appellation d'origine devant la création de l'impôt sur la fortune - (p. 2523) : projet de création d'un office des vins et domaine d'attribution de cet office - Nécessité de renforcer l'action de promotion des vins français à l'étranger.

**MATHY (Marcel), sénateur de la Saône-et-Loire (S)**

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

**MATRAJA (Pierre), sénateur des Bouches-du-Rhône (S)**

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

## DÉPÔTS

*Rapport* fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi [n° 145 (80-81)] adopté par



l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'une Convention des Nations unies sur le transport de marchandises par mer [n° 264 (80-81)] (2 avril 1981) - **Traités et conventions.**

*Rapport* fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi [n° 249 (80-81)] autorisant l'approbation d'un Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal sur la formation en vue du retour et de l'insertion dans l'économie sénégalaise des travailleurs ayant émigré temporairement en France [n° 293 (80-81)] (2 juillet 1981) - **Traités et conventions.**

*Rapport* fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi [n° 252 (80-81)] autorisant la ratification de quatre Protocoles portant modification de la Convention de Varsovie du 12 octobre 1929, pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international [n° 305 (80-81)] (9 juillet 1981) - **Traités et conventions.**

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention des Nations unies sur le transport de marchandises par mer [n° 145 (80-81)]** - (7 avril 1981) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 533) : transport de marchandises par mer et répartition des risques entre transporteur et chargeur - Présomption de responsabilité du transporteur ; cas d'exonération - Limite de responsabilité - Règles de compétence - Contrat de transport par mer - Au nom de la commission, demande l'adoption du projet.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Sénégal sur la formation en vue du retour et de l'insertion dans l'économie sénégalaise des travailleurs ayant émigré temporairement en France [n° 249 (80-81)]** - (8 juillet 1981) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 827) : conclusion de l'accord et encouragement au retour volontaire des travailleurs étrangers dans leur pays d'origine - Politique d'immigration de la France - Réinsertion professionnelle des travailleurs sénégalais - Prise en compte du développement de l'économie sénégalaise.

- **Projet de loi autorisant la ratification de quatre protocoles portant modification de la convention de Varsovie du 12 octobre 1929, pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international [n° 252 (80-81)]** - (15 juillet 1981) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 884) : convention de Varsovie sur la responsabilité contractuelle des transporteurs aériens - Protocole de La Haye de 1955 - (p. 885) : protocoles de Guatémala et de Montréal : transports de voyageurs et de marchandises - Simplification de la documentation - Plafonds de responsabilité - Position favorable de la commission des affaires étrangères.

- **Projet de loi sur l'exploration et l'exploitation des ressources minérales des grands fonds marins [n° 384 (80-81)]** - (8 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 1905) : en remplacement de M. Antoine Andrieux - Dispositions internes prises par la France - Attente de la mise en vigueur d'une convention internationale - Depuis 1974, négociation internationale au sein de l'Organisation des Nations-Unies sur tous les aspects de l'activité maritime - Evolution du droit de la mer : reconnaissance des droits des pays côtiers ; zone économique des 200 milles ; régime de la haute mer - Elaboration d'un projet de convention sur le droit de la mer en cours - (p. 1906) : adoption d'une loi nationale par certains pays - Importance des investissements affectés aux travaux d'exploration et d'exploitation des grands fonds marins - Loi interne et dispositions de la future convention - Nouvel ordre économique mondial attaché à l'équilibre entre les puissances industrialisées et les pays en voie de développement - Montant de la redevance perçue sur l'extraction du produit destiné à

accroître l'aide publique de la France aux pays en voie de développement - Limitation de la surface pour l'attribution des permis - Exploitation des grands fonds marins et danger de porter atteinte aux intérêts des actuels producteurs de métaux généralement des pays en voie de développement - Vote favorable du groupe socialiste sur ce projet de loi.

**MAURICE-BOKANOWSKI (Michel)**, sénateur des Hauts-de-Seine (RPR)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (1<sup>er</sup> octobre 1981) (p. 1799).

## QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 119 (JO Débats 14 octobre 1981) (p. 1954) à M. le ministre des PTT : **postes et télécommunications** (prélèvement exceptionnel sur le budget des PTT).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

- **Suite de la discussion** - (12 novembre 1981) - **Titre II - Art. 18** (p. 2609) : son amendement n° II-282, soutenu par M. Roger Romani : suppression de l'alinéa prévoyant dans chaque département une convention entre le représentant de l'Etat et le conseil général, fixant la liste des services de la préfecture transférés au département ; retiré.

- **Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - **Titre III - Art. 45** (p. 2752) : son amendement n° III-176 soutenu par M. Marc Bécam : caractère et mission de la région ; composition et modalités d'élection du conseil régional ; devenu sans objet.

**MAUROY (Pierre)**, *Premier ministre* (nommé le 21 mai 1981) [JO Lois et décrets 22 mai 1981, p. 1622].

Nommé de nouveau *Premier ministre* le 22 juin 1981 [JO Lois et décrets 23 juin 1981, p. 1779]

## DÉPÔTS

*En première lecture devant le Sénat.*

*Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant modifiant la convention du 27 novembre 1964 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Japon, tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu [n° 298 (80-81)]* (8 juillet 1981) - **Traités et conventions.**

*Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Norvège en vue d'éviter les doubles impositions, de prévenir l'évasion fiscale et d'établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 299 (80-81)]* (8 juillet 1981) - **Traités et conventions.**

*Déclaration de politique générale du Gouvernement de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, lue par M. Gaston Defferre, Ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation [n° 301 (80-81)] (8 juillet 1981).*

*Projet de loi portant amnistie [n° 304 (80-81)] (8 juillet 1981).*

*Projet de loi relatif au prix du livre [n° 318 (80-81)] (23 juillet 1981).*

*Projet de loi modifié par l'Assemblée nationale portant amnistie [n° 339 (80-81)] (30 juillet 1981).*

*Projet de loi modifié par l'Assemblée nationale, relatif au prix du livre [n° 344 (80-81)] (31 juillet 1981).*

*Projet de loi relatif à la mise en harmonie du droit des sociétés commerciales avec la deuxième directive adoptée par le Conseil des Communautés européennes, le 13 décembre 1976 [n° 352 (80-81)] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 31 juillet 1981, JO Débats du 8 septembre 1981).*

*Projet de loi portant modification de la loi du 18 août 1936 ayant pour objet l'assimilation des enfants adultes handicapés, bénéficiant de l'allocation aux adultes handicapés, aux autres enfants à charge pour le bénéficiaire des dispositions ouvrant droit au recul de la limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat [n° 354 (80-81)] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 31 juillet 1981, JO Débats du 8 septembre 1981).*

*Projet de loi érigeant en commune l'ensemble urbain du Vaudreuil [n° 355 (80-81)] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 31 juillet 1981, JO Débats du 8 septembre 1981) - Villes nouvelles.*

*Projet de loi modifiant la loi n° 61-1262 du 24 novembre 1961, relatif à la police des épaves maritimes [n° 356 (80-81)] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 31 juillet 1981, JO Débats du 8 septembre 1981) - Mer et littoral.*

*Projet de loi relatif au droit d'action du ministère public dans les procédures collectives d'apurement du passif des entreprises [n° 357 (80-81)] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 31 juillet 1981, JO Débats du 8 septembre 1981).*

*Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, relative au contrat d'association en ce qui concerne les associations dirigées en droit ou en fait par des étrangers [n° 365 (80-81)] (10 septembre 1981).*

*Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [n° 366 (80-81)] (10 septembre 1981).*

*Projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière [n° 367 (80-81)] (10 septembre 1981).*

*Projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion [n° 368 (80-81)] (10 septembre 1981).*

*Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945 sur le Conseil d'Etat [n° 372 (80-81)] (15 septembre 1981).*

*Projet de loi donnant force de loi à la première partie (législative) du code de la construction et de l'habitation [n° 383 (80-81)] (22 septembre 1981).*

*Projet de loi sur l'exploration et l'exploitation des ressources minérales des grands fonds marins [n° 384 (80-81)] (22 septembre 1981) - Mers et littoral.*

*Déclaration de politique générale du Gouvernement de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, sur son programme d'indépendance énergétique, lue par M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement [n° 9 (81-82)] (7 octobre 1981).*

*Projet de loi modifiant l'article 7 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires [n° 24 (81-82)] (15 octobre 1981).*

*Projet de loi relatif au relèvement de la limite de responsabilité du transporteur de personnes en transport aérien intérieur [n° 66 (81-82)] (24 novembre 1981).*

*Projet de loi modifiant la loi n° 77-771 du 12 juillet 1977 sur le contrôle des produits chimiques [n° 85 (81-82)] (30 novembre 1981).*

*Projet de loi portant validation d'inscriptions d'étudiants en seconde année des unités pédagogiques d'architecture [n° 90 (81-82)] (2 décembre 1981).*

*Projet de loi relatif à l'exercice des activités de vétérinaire [n° 96 (81-82)] (7 décembre 1981).*

*Projet de loi conférant valeur législative à la première partie (législative) du Code des ports maritimes, modifiant ce code et celui du domaine public fluvial et de la navigation intérieure et complétant le Code de l'aviation civile [n° 99 (81-82)] (7 décembre 1981).*

## INTERVENTIONS

- S'associe à l'hommage rendu par M. le Président du Sénat à la mémoire de M. Bernard Chochoy, sénateur du Pas-de-Calais (2 juillet 1981) (p. 776, 777).

- Déclaration de politique générale du Gouvernement - (8 juillet 1981). Lue à la tribune par M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur - (p. 815) : victoire de la gauche aux élections présidentielles et législatives - Démarche symbolique du Président de la République au Panthéon - (p. 816) : rôles historiques de Jean Jaurès, Jean Moulin et Victor Schoelcher - Projets de civilisation de la gauche ; prise en compte de la crise économique - Objectif prioritaire de la lutte contre le chômage - Persistance de l'inflation - Relance de l'économie - Défense du franc - (p. 817) : collectif budgétaire et aide à l'investissement productif - Lourdeur du bilan de la gestion précédente - Politique pour l'emploi et plan biennal - Défense du franc et maintien dans le système monétaire européen - Chômage et réduction du temps de travail ; négociations syndicats-patronat ; abaissement de l'âge de la retraite - Réduction des inégalités ; SMIC et grilles des salaires - Absence de limites au financement de la protection sociale ; avenir de la sécurité sociale - Coût de la médecine - Création de centres de santé - (p. 818) : revalorisation des prestations familiales - Simplification du système de compensation des charges familiales - Charges de famille et système des prestations et des déductions fiscales - Travailleurs étrangers ; arrêt des expulsions et politique d'immigration - Rapatriés - Refonte progressive du système fiscal ; impôt sur le revenu, sur les grandes fortunes, lutte contre la fraude fiscale et plafonnement des effets du quotient familial - Connaissances et inégalités sociales - Création d'une « nouvelle citoyenneté » - Promotion de la démocratie économique et sociale - Rapports entre opposition et majorité - Justice et amélioration des rapports avec les justiciables ; recours individuels prévus par la convention européenne des droits de l'homme ; suppression de la Cour de sûreté de l'Etat et des tribunaux permanents des forces armées ; réforme du Conseil supérieur de la magistrature - (p. 819) : difficultés économiques et adaptation du droit - Commission en matière d'écoutes téléphoniques - Rôle de la police - Radio et télévision ; statut garantissant l'indépendance ; adaptation aux évolutions techniques - Projet de loi sur les responsabilités des collectivités locales - Réforme des institutions régionales - Suppression du corps préfectoral - Importance de la décentralisation - Rôle des associations de consommateurs et d'usagers - Importance de l'habitat de qualité ; maîtrise des marchés fonciers ; aides au logement ; économies d'énergie - Réforme du statut des locataires - Temps libre et mouvements associatifs ; « chèques vacances » - Formation permanente

- Refonte du système éducatif et unification du service public d'éducation - Université et grandes écoles; renouvellement des conseils d'université et abrogation de la loi Sauvage - (p. 820); carte universitaire - Démocratisation dans les entreprises; comités d'entreprise et politique contractuelle - Travail temporaire et contrats à durée déterminée - Droits syndicaux - Nouvelle politique économique et stimulation de l'activité - Petites et moyennes entreprises et mécanismes fiscaux ou réglementaires - Programmes d'investissements publics et contrôle de la masse monétaire - Crédit et taux d'intérêt; politique américaine - Mobilisation de l'épargne - Allègement des charges sociales - Liberté des prix industriels et concurrence - Politique industrielle et relance de l'investissement; loi de programme sur la recherche et l'innovation technologique - Création d'un conseil permanent du développement industriel - Industrie et rôle moteur du secteur public; programme de nationalisations: secteur bancaire - (p. 821); absence de nationalisation induite de l'économie, respect des activités internationales des groupes français - Application de la loi du 2 décembre 1945 sur les nationalisations bancaires - Maintien du pluralisme du secteur bancaire - Rôle du conseil national du crédit et de la commission de contrôle des langues - Stratégie des grands groupes industriels et importance du plan; nationalisation immédiate de Dassault, de la branche armements de Matra, d'Usinor et de Sacilor, de la compagnie générale d'électricité, Pechiney-Ugine-Kuhlmann, Rhône-Poulenc, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, Thomson-Brandt - Ouverture de négociations pour la nationalisation de CII-Honeywell Bull, ITT-France et Roussel-Uclaf - Nationalisation et absence de démantèlement des groupes industriels - Nationalisations; droits des travailleurs et domaine privilégié d'innovations sociales - (p. 822); préparation des nationalisations avec un comité interministériel permanent: indemnisation - Création d'entreprises et mouvement coopératif - Croissance et importance de l'agriculture - Marché français et compétition internationale; concurrence déloyale - Réduction de la dépendance énergétique - Exportations et reconquête du marché intérieur - Exploitation des ressources énergétiques françaises - Energies renouvelables - Poursuite du programme électro-nucléaire et refus du « tout nucléaire » - Promotion d'un nouvel ordre international; rôle de la construction européenne - Respect des institutions communautaires et règlement des contentieux actuels - Crise économique et rôle de l'Europe - Espace social européen - (p. 823); respect des engagements de la France et des alliances; Afrique et Alliance atlantique - Maintien de notre indépendance militaire - Paix et équilibre des forces; augmentation du potentiel militaire de l'URSS - Nécessité d'un désarmement - Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan - Dialogue France-URSS - Situation en Pologne et refus de toute ingérence étrangère - Nécessité d'une solution au Proche-Orient et au Cambodge - Amérique latine et changements démocratiques - Responsabilité de la France en Afrique - Solidarité internationale; prix du pétrole et système monétaire international - Nouveau type de coopération internationale: accords de produits et fonds commun des matières premières - Promotion d'une politique française d'aide au Tiers monde - Francophonie et échanges culturels - (p. 824); collaboration exécutif-législatif; engagement de la responsabilité du Gouvernement devant l'Assemblée nationale conformément à l'article 49 de la Constitution.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement [n° 374 (80-81)]** - (15 septembre 1981) - Lue à la tribune par M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur - (p. 1440): confiance des Français envers le programme du Gouvernement - Responsabilités du gouvernement précédent: crise économique; fiscalité; inflation; chômage; absence de planification, de politique industrielle et de progrès social; baisse du revenu agricole moyen - Mobilisation pour l'emploi - (p. 1441): crise de production; mutations sociales et nouveau partage du travail; taux de croissance; maîtrise par l'homme de la nouvelle révolution technologique; réduction de la durée du travail; emploi

des femmes; emploi en milieu rural - Rajeunissement de la population française et déséquilibre du marché de l'emploi - Mutation culturelle: liberté individuelle et maîtrise de son temps - Industrie: création d'emplois et développement industriel; conditions de travail: rôle des organisations syndicales et du comité d'entreprise; sauvetage des entreprises défaillantes; négociation et planification: cas des petites et moyennes entreprises - (p. 1442): compétitivité au niveau international; non généralisation de l'étatisation; croissance; compensation de l'augmentation des charges pour les entreprises due à la hausse du SMIC; avances de trésorerie aux petites et moyennes industries (PMI); investissement industriel; baisse du taux de base bancaire; relance de la demande interne et reprise économique - Plan intérimaire de deux ans: impact sur l'emploi; économies d'énergie et promotion des énergies renouvelables dans l'habitat - Budget 1982: croissance et emploi; exemple du secteur public; déficit incitateur - Minimum vieillesse et allocations familiales; allocation logement et construction de logements aidés; réhabilitation de HLM - Progression du budget de la recherche civile - Défense du secteur du bâtiment, des équipements et des transports collectifs; politique de grands travaux: exemple du tunnel sous la Manche - Renforcement du dispositif communautaire du marché européen et reconquête du marché intérieur - Fiscalité: contribution supplémentaire des plus hauts revenus pour le financement de l'Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) - Plafonnement du quotient familial; impôt sur la fortune - (p. 1443): absence de majoration générale de la TVA; taxation de la banque et de l'industrie pétrolière; stabilisation de la charge des impôts et des cotisations sociales; réforme de la sécurité sociale; rôle des entreprises et équilibre des régimes sociaux; financement par l'Etat en 1981 de la moitié du déficit de l'UNEDIC - Extension du service public: effets des nationalisations de 1936, 1937, et 1945; élargissement du secteur public industriel; cas de Dassault et Matra; association Etat actionnaires privés; nationalisations et progrès économique et social; nationalisation du crédit - Décentralisation - Economie de marché; politique des prix - Encouragement du Gouvernement envers les petites et moyennes entreprises (PME) - (p. 1444): prêts participatifs; créations d'entreprises; aides au développement régional; rôle des collectivités locales; aides à l'innovation; adaptation des aides publiques aux entreprises à caractère personnel; transmissions de PME; stimulation des investissements créateurs d'emplois - Nouveau partage du travail: réduction de la durée du travail; travail à temps partiel; exemple du secteur public; instauration d'une « année sabbatique »; abaissement de l'âge de la retraite - (p. 1445): ouverture des droits à pension en fonction de la durée de carrière - Fonds national de l'emploi et allocation en cas de départ volontaire de travailleurs de plus de 55 ans - Formation professionnelle des jeunes, des femmes, des chômeurs; souscription d'un contrat de « jeune volontaire » après le service national; plus grande productivité des machines et réduction de la durée du travail; création d'emplois - (p. 1446): concertation entre les partenaires sociaux - Commission nationale contre le chômage; lutte contre le chômage et décentralisation - Financement de ces mesures dans le projet de budget 1982 - Conséquences de la politique économique du gouvernement précédent - Volonté politique du nouveau gouvernement dans le domaine économique - Motion de censure déposée par le RPR à l'Assemblée nationale.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique** - (7 octobre 1981) - Lue à la tribune par M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement - (p. 1892-1893): objectifs du Gouvernement: emploi, relance économique et croissance - Politique du gouvernement précédent - Ajustement monétaire dans le cadre du système monétaire européen: solidarité relance et création d'emplois - Lutte contre l'inflation - Mobilisation de toutes les catégories socio-professionnelles - Mise en place d'un ensemble de mesures par le Gouvernement: prix, revenus, contrôle des finances

publiques - Débat sur l'énergie : cohérence de la politique gouvernementale - Diversification des ressources énergétiques : mise en place d'un équipement nucléaire - Rapport de la mission parlementaire - Construction de six centrales - Modernisation et agrandissement du centre de retraitement de la Hague ; respect des contrats signés avec des partenaires étrangers - Désignation d'une commission scientifique sur la gestion des combustibles irradiés - Prise en compte de la sécurité des travailleurs, de la population et de l'équilibre économique de la région - Dépendance énergétique et instabilité de la situation du Proche Orient - (p. 1894) : coopération internationale ; programme d'aide multilatéral, financement européen, accords de codéveloppement - Limitation des importations ; mise en valeur des ressources minières et charbonnières françaises ; maîtrise des consommations ; recherche et équipement : exportation de biens d'équipement et d'économies d'énergie par des entreprises françaises - Risques de l'énergie nucléaire - Energie et information ; démocratie et décentralisation - Partage des responsabilités entre les collectivités locales, les régions et l'Etat - Soutien des énergies dont la gestion est régionale ou locale - Développement des économies d'énergie, des énergies renouvelables des réseaux de chaleur et valorisation des déchets - Dialogue et concertation : rôle du Parlement ; expression des choix individuels des citoyens en matière d'équipements - Mise en place par les régions d'agences de l'énergie - Gel par le Gouvernement des travaux engagés sur cinq sites : consultation des municipalités concernées, des conseils régionaux, et même du Parlement - (p. 1895) : solidarité interrégionale - Engagement de la responsabilité du Gouvernement devant l'Assemblée Nationale - Transition énergétique vers un objectif à long terme - Politique de l'énergie : choix de société, choix économique, expression d'une vision du monde.

- **Projet de loi de nationalisation [n° 36 (81-82)]** - (20 novembre 1981) - **Discussion générale** (p. 2900) : attachement du Gouvernement à des relations sereines entre l'exécutif et le législatif - Charge de travail exceptionnelle pour les parlementaires - Nécessité de recourir à l'article 38 de la Constitution pour la mise au point des mesures sociales - Urgence et réforme des structures - Nationalisations indispensables au redressement économique du pays - Volonté de relance et de redressement économique dans tous les actes du Gouvernement - Relations nouvelles entre l'Etat et les entreprises - Economie mixte en France depuis la fin de la seconde guerre mondiale - Nécessité d'un réinvestissement des entrepreneurs dans l'industrie - Organisation du crédit : système bancaire au service du secteur productif ; articulation avec le plan - (p. 2901) : loi proposée en 1982 aménageant les structures bancaires - Rapprochement de la banque et de l'entreprise - Réduction des délais de décision - Exemple de l'initiative de la ville de Besançon - Succès des trois banques nationales sur le plan international - Quatrième rang des exportateurs mondiaux détenu par la France grâce à son ouverture sur l'extérieur et au développement des échanges internationaux - Effort d'exportation - Promotion du marché intérieur sans repli sur l'hexagone fondée sur des mesures protectionnistes - Absence d'augmentation de la pression fiscale sur les entreprises dans le projet de budget de 1982 - Mise à contribution des seuls secteurs ayant enregistré des profits exceptionnels : les banques et les sociétés pétrolières - Augmentation des aides publiques à l'industrie - Problème de la politique des prix - Taux de hausse excessif ; souhait du Gouvernement d'en infléchir la tendance - Liberté des prix, principe directeur de la politique économique du Gouvernement - (p. 2902) : juste équilibre dans la progression des prix et limitation de la hausse - Adhésion des partenaires sociaux : concertation et négociation - Egalité des droits et des devoirs - Projet de loi démocratisant le secteur public proposé en 1982 - Réalisation d'une démocratie industrielle sur les lieux du travail - Mutation industrielle tardive de la France - Nationalisations, outil indispensable du développement.

- **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social [n° 115 (81-82)]** - (21 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4456) : changement politique et attente des Français - Politique de relance du Gouvernement et début de reprise de l'activité : consommation ; commerce extérieur - Ralentissement de la progression du chômage - Relèvement de la production industrielle et redémarrage nécessaire des investissements - Création d'emplois et partage nécessaire du travail - (p. 4457) : réduction du temps de travail : conquêtes du Front populaire ; négociations de Matignon ; concertation avec les partenaires sociaux - Recours aux ordonnances prévu par l'article 38 de la Constitution : précédent des ordonnances de 1967 et situation politique différente - Respect par le Gouvernement des prérogatives du Parlement et multiplication des sessions extraordinaires - Technicité des textes prévus : exemple des contrats de solidarité : prise en charge par l'Etat des cotisations sociales des employeurs ; fonds de pré-retraite pour les agents des collectivités locales - Accord intervenu sur la réduction du temps de travail ; durée légale hebdomadaire ; cas particulier des travaux pénibles ou répétitifs ; cinquième semaine de congés payés - Aménagement du temps de travail et travail à temps partiel - Travail précaire : travail temporaire et contrats à durée déterminée - (p. 4458) : abaissement de l'âge de la retraite : retraite de base et régimes complémentaires ; retraite à soixante ans et maintien de la garantie de ressources : systèmes transitoires - Contrats de solidarité et garantie de ressources avant soixante ans - Pré-retraite à 55 ans - Retraite des agents de l'Etat : condition d'âge et condition d'activité - Grands corps de l'Etat : Conseil d'Etat, Cour de cassation, Cour des comptes - Limitation du cumul entre une pension et le revenu d'une activité professionnelle ; cas des retraites proportionnelles des militaires - Prise en compte du niveau des ressources et des charges familiales - (p. 4459) : formation professionnelle des jeunes entre seize et dix-huit ans ; rapport Schwartz sur l'insertion professionnelle et sociale des jeunes - Garantie démocratique du débat sur la loi d'habilitation - Progrès social, socle du changement.

**MEHAIGNERIE (Pierre)**, ministre de l'agriculture (nommé le 5 avril 1978 dans le gouvernement Barre) (JO Lois et décrets 6 avril 1978, p. 1539)

#### RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 116 de M. Gérard Delfau : **viticulture** (politique économique européenne en matière viticole) (3 avril 1981) (p. 513, 514).

n° 78 de M. Maurice Schumann : **textiles** (déséquilibre de la balance du commerce extérieur) (3 avril 1981) (p. 514 et suivantes).

**MENARD (Jacques)**, sénateur des Deux-Sèvres (UREI)

#### NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires étrangères.

Membre suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec M. Roland du Luart, relative au remembrement des enclaves cynégétiques [n° 349]

(79-80) (26 juin 1980) - Chasse - Retirée le 20 octobre 1981.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

### Deuxième partie :

**Agriculture** - (7 décembre 1981) - (p. 3805) : perspectives inquiétantes de l'agriculture : évolution du revenu, des prix et des coûts - (p. 3806) : problème de la poursuite des travaux d'électrification rurale - Sa qualité de président du syndicat intercommunal d'électricité des Deux-Sèvres - Participations du Fonds d'amortissement des charges d'électrification (FACE) - Subvention de l'Etat - Reconduction nécessaire du régime de financement et de fonctionnement du FACE : taux des cotisations d'Electricité de France (EDF).

**MERCIER (Jean), sénateur du Rhône (GD-SRG)**

## NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires culturelles ; en démission (2 juillet 1981) (p. 779).

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères (2 juillet 1981) (p. 779).

Membre suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

## QUESTIONS

### Questions orales avec débat :

n° 27 (16 juillet 1981) (p. 931) à M. le ministre de la formation professionnelle : **formation professionnelle** (mesures à prendre en faveur de l'association pour la formation professionnelle des adultes de Lyon-Crépieux) - Discutée le 27 octobre 1981 (p. 2197 et suivantes).

n° 28 (16 juillet 1981) (p. 932) à M. le ministre de l'intérieur : **élections municipales** (répartition par arrondissement des conseillers municipaux de Lyon).

n° 40 (30 juillet 1981) (p. 1268) à M. le ministre des relations extérieures : **droits de l'homme** (ratification de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme) - Discutée le 13 octobre 1981 (p. 1948 et suivantes).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant amnistie [n° 304 (80-81)]** - (21 juillet 1981) - Après l'art. 6 (p. 967) : se déclare défavorable aux amendements n° 20 de M. Marcel Rudloff, rapporteur, et n° 69 de M. Charles Lederman, tendant à instituer un sursis d'amnistie pour les infractions ayant du sursis avec mise à l'épreuve.

**Suite de la discussion** - (22 juillet 1981) - Art. 24 (p. 1007) : déclare le groupe des radicaux de gauche défavorable aux amendements identiques n° 44 et 57 de MM. Guy Petit et Jean-Marie Girault (suppression de cet article concernant les exclusions du bénéfice de la loi d'amnistie).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 310 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (23 juillet 1981) - Art. 1 *ter* (p. 1085) : son amendement n° 74, identique à l'amendement n° 15 de M. Paul Girod : maintien des avantages

fiscaux pour les donations-partages portant transmission d'une exploitation ou de droits sociaux d'une société ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 91 de M. Maurice Blin, rapporteur général - (p. 1088) : donation-partage et transmission de l'outil de travail - (p. 1090) : son amendement n° 85 : possibilité de paiement fractionné des droits sur 5 ans ; retiré.

**Suite de la discussion** - (24 juillet 1981) - Art. 5 (p. 1113) : se déclare favorable à l'amendement n° 102 de M. Laurent Fabius, ministre (application au 1<sup>er</sup> octobre 1981 du taux intermédiaire de la TVA sur les hôtels de luxe) - Art. 6 (p. 1120) : se déclare favorable aux amendements identiques n° 37 de M. Jean-François Pintat et n° 76 de M. Bernard Legrand (suppression de cet article prévoyant l'abrogation de la vignette sur les motocyclettes de grosse cylindrée) - Motocyclettes de grosse cylindrée et sources de pollution et de bruit - Art. 7 (p. 1123) : son amendement n° 84 identique aux amendements n° 21 de M. Maurice Blin, rapporteur général, n° 53 de M. Michel Chauty, rapporteur pour avis, n° 77 de M. Bernard Legrand : suppression de cet article prévoyant une majoration de la taxe de francisation des navires de plaisance ; retiré.

- **Projet de loi relatif à la Cour de cassation [n° 315 (80-81)]** - (24 juillet 1981) - Art. 1 (p. 1128) : se déclare défavorable à l'amendement n° 1 de M. Jacques Thyraud, rapporteur (suppression des dispositions de cet article concernant le renvoi d'affaires devant la chambre en formation plénière) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1132) : filtrage des pourvois et suppression de la chambre des requêtes - Caractère provisoire du texte - Incidence des moyens matériels ; cas du manque de secrétaires dactylographes - Problèmes de locaux.

- **Projet de loi, autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Libéria sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 319 (80-81)]** - (28 juillet 1981) - Discussion générale (p. 1190) : non respect des droits de l'homme au Libéria - Politique libérienne des pavillons de complaisance - Refus de ratifier la convention.

- **Question orale avec débat : Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme** - (13 octobre 1981) - (p. 1948) : article 25 de la convention relatif aux recours individuels et levée le 2 octobre 1981 des réserves formulées lors de la ratification - Cour européenne et droit d'interprétation - Maintien des réserves quant à la compétence de la Cour de Strasbourg sur l'utilisation de l'article 16 de la Constitution, le régime des sanctions dans l'armée et le monopole de la radiodiffusion - Levée des réserves sur l'article 25 par le Gouvernement et problème des droits du Parlement en matière de traités - Traité international et réserves ; application de l'article 54 de la Constitution ; nature juridique de l'autorisation législative et problème du contrôle parlementaire - Restauration des pouvoirs parlementaires.

- **Question orale avec débat : formation professionnelle des adultes** - (27 octobre 1981) - (p. 2197) : lutte contre le chômage et importance de la formation professionnelle - Cas particulier du centre de Lyon-Crépieux ; insuffisance du nombre des enseignants et état des locaux - (p. 2198) : restrictions budgétaires précédentes et asphyxie de l'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) ; avis du Conseil économique et social sur le rôle essentiel de cette association - Loi de juillet 1980 et avantages accordés aux moyens de formation privée.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

### Deuxième partie :

**Justice** - (8 décembre 1981) - Examen des crédits - *Etat B* (p. 3870) : délinquance et emprisonnement ; rôle de l'école ; mobilisation de la nation toute entière et modification des mentalités.

**Intérieur et décentralisation** - (9 décembre 1981) - (p. 3952) : faible augmentation de la dotation globale de fonctionnement (DGF) : 15,2 % - Problème des ressources locales et attente des projets du Gouvernement - Moyens nécessaires pour une véritable décentralisation - Problème des tribunaux administratifs - (p. 3953) : insuffisance des créations d'emplois - Situation des tribunaux administratifs devant la recrudescence prévisible des recours - Appréciation des mesures prises, concernant le renforcement de la sécurité - Interrogation sur le choix de l'augmentation des effectifs des policiers en tenue et non pas en civil - Absence de réponse à une question orale avec débat déposée le 15 juillet 1981 et portant sur les prochaines élections municipales - Répartition par arrondissement des conseillers municipaux de la ville de Lyon suivant la démographie de 1962 - Promesse d'une représentation proportionnelle et modalités d'application.

**MERIC (André)**, sénateur de la Haute-Garonne (Président du groupe S)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

#### DÉPÔTS

*Avis* présenté, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Anciens combattants [n° 62, tome I (81-82)] (23 novembre 1981).

#### QUESTIONS

*Questions orales avec débat :*

n° 60 (28 septembre 1981) (p. 1662) à M. le ministre des transports : aéronautique (industrie) (industrie aérospatiale : difficultés) - Discutée le 13 octobre 1981 (p. 1943 et suivantes).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 310 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (23 juillet 1981) - Art. 1 (p. 1079) : modification du texte par les amendements adoptés : vote du groupe socialiste contre l'article 1, relatif à la majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu.

**Suite de la discussion** - (24 juillet 1981) - Art. 5 (p. 1117) : hostilité de la majorité du Sénat à la politique gouvernementale - Solidarité et participation des nantis à l'amélioration des conditions de vie des plus déshérités - Votes du Sénat et diminution des recettes prévues.

- **Ordre du jour** - (28 juillet 1981) - (p. 1189) : méthodes de travail imposées par le précédent Gouvernement pour l'examen du budget - Absence de protestations venant de sa part pour ce qui concerne les sessions extraordinaires.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 327 (80-81)] - (29 juillet 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1239) : travaux des commissions mixtes paritaires et amendements des membres de l'opposition.

*Nouvelle lecture* [n° 340 (80-81)] - (30 juillet 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1275) : vote défavorable du groupe socialiste - Financement de la solidarité - Successions et relèvement du seuil d'abattement - Taxe sur les frais généraux et exonération des petites et moyennes

entreprises - Dialogue dans le cadre de la démocratie - Réduction des inégalités sociales.

- **Projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière** [n° 367 (80-81)] - (23 septembre 1981) - Art. 3 (p. 1616) : vote du groupe socialiste contre l'amendement n° 1 de MM. Louis Souvet et Henri Belcour (paiement de l'indemnité forfaitaire subordonnée à une condition d'ancienneté minimale).

- **Projet de loi portant abolition de la peine de mort** [n° 385 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (29 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1702) : absence de discipline de vote imposée au groupe socialiste sur le problème de la peine de mort : réunion du groupe et vote à l'unanimité favorable à l'abolition - (p. 1708) : conviction, affirmée par Mme Cécile Goldet, des sénateurs membres du groupe socialiste dans ce débat : président du groupe socialiste du Sénat, réaffirme l'absence de discipline de vote imposée aux membres du groupe - Abolition de la peine de mort et propositions des candidats socialistes pour les dernières élections.

**Suite de la discussion** - (30 septembre 1981) - Art. 1 (p. 1746) : se déclare défavorable à l'amendement n° 3 de M. Edgar Faure (maintien de la peine de mort pour les crimes prévus par l'ancien article 233 et l'article 355 du code pénal).

- **Projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 7 (81-82)] - (6 octobre 1981) - Art. 3 (p. 1883) : vote du groupe socialiste favorable à l'amendement n° 1 de M. François Autain, secrétaire d'Etat (suppression de la restriction introduite par la commission mixte paritaire, subordonnant la responsabilité solidaire du donneur d'ouvrage à la preuve qu'il savait que le travail serait effectué par un entrepreneur clandestin).

- **Question orale avec débat : industrie aérospatiale** - (13 octobre 1981) - (p. 1943) : construction mondiale, d'avions de ligne et place d'Airbus Industrie ; développement du programme Airbus 320 - (p. 1944) : coopération internationale et difficultés du lancement d'un projet d'avion européen - Nécessité de réaliser le projet Airbus A 320 ; concurrence américaine - Lutte d'influence entre les partisans des Airbus TA 9, TA 11 et TA 12 et ceux de l'Airbus A 320 - Airbus A 320 et besoins des compagnies aériennes ; Air France, Eastern et United-Air-Lines - Investissements nécessaires - Liens de la Lufthansa avec Boeing - Aide financière sollicitée par la British Aerospace - Concurrence du Boeing 7-7 - Participation financière de la France, de la Grande Bretagne, et de la République Fédérale d'Allemagne, de l'Italie et de l'Espagne - Partage technique de la fabrication ; cockpit et montage final - Importance des programmes de développement pour le cockpit et le système de voilure - Compétitivité de l'Aérospatiale et maintien de la recherche en aérodynamique, structures et systèmes - Caractère néfaste d'un processus de spécialisation - Recherche de systèmes nouveaux ; commandes électriques du TA 11 et TA 9 - Partage industriel de l'A 320 et avenir de l'Aérospatiale - Moteurs de l'A 320 et projets de CFM 56, Pratt et Whitney et Rolls Royce - Alliages légers et investissements de Cegedur ; approvisionnement en titane - Types de structures ; diminution des masses et amélioration des performances - Concurrence américaine pour les structures composites - Absence de recherche pour les structures fondées sur la superplasticité et la soudabilité du titane - (p. 1945) : coût du carburant et expansion des transports aériens - Airbus Industrie et écart entre les ventes prévues et réalisées ; risques sur l'emploi - Nécessité du lancement de l'avion régional APR 42 ; accord entre la SNIAS et Aeritalia - Réalisation de l'ATR 42 et nécessité de la participation de l'Aérospatiale - Climat social au sein de l'Aérospatiale de Toulouse ; attitude face aux responsables syndicaux - SNIAS et fin du travail précaire, en régie

ou intérimaire - Statut de la sous-traitance ; rôle de la Sogic - Choix et promotion du personnel.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion - (29 octobre 1981) - Discussion générale (p. 2276) :** importance de la tutelle des architectes des bâtiments de France et graves conséquences de cette tutelle sur l'octroi de permis de construire.

- **Procès-verbal - (17 novembre 1981) - (p. 2727) :** conteste l'interprétation faite par *M. Adolphe Chauvin* de ses propos relatifs à l'article 40 de la Constitution ; utilisation actuelle de cet article par le Gouvernement - Référendum de 1969 et défense de l'institution sénatoriale par le groupe socialiste - (p. 2728) : importance du nombre des amendements et des orateurs inscrits ; absence d'utilisation des dispositions constitutionnelles et réglementaires permettant d'accélérer le débat.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion - (19 novembre 1981) - Titre IV - Art. 56 (p. 2857) :** se déclare défavorable à l'amendement n° IV-47 de *M. Michel Giraud*, rapporteur (un président et deux assesseurs : composition collégiale minimum de la chambre régionale des comptes).

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

#### Deuxième partie :

**Radiodiffusion télévision française - (30 novembre 1981) - Examen des crédits - Art. 65 (p. 3334, 3335) :** se déclare défavorable à l'amendement n° 496 de *M. Jean Cluzel*, rapporteur spécial (affectation de la moitié des crédits aux sociétés de télévision).

**Services du Premier ministre - I - Services généraux - Information - (30 novembre 1981) - Examen des crédits - Etat B (p. 3343) :** se déclare défavorable à l'amendement n° 481 de *Mme Brigitte Gros*, rapporteur pour avis (réduction de moitié des crédits du titre IV : dotation destinée au Fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger).

**Anciens combattants - (30 novembre 1981) - Rapporteur pour avis (p. 3348, 3349) :** changement de politique du ministère des anciens combattants et des victimes de guerre - Augmentation du budget global des pensions et liquidation du solde du contentieux - Moyens des services : personnels d'encadrement et personnels de l'Office national des anciens combattants - Informatisation du ministère et schéma directeur pour 5 ans ; rénovation de l'Institution nationale des invalides - Action sociale : création d'emplois et politique sociale envers les pupilles ; rééducation professionnelle et appareillage des handicapés - Paiement des pensions : retraite du combattant ; application du rapport constant et respect des conclusions de la commission tripartite - Intégration des points d'indemnité de résidence - Organisation de la fête du 8 mai par la Commission historique pour la paix - Conditions d'attribution de la carte des anciens combattants d'Afrique du Nord - Mesures catégorielles pour les veuves, les orphelins et les ascendants ; rétablissement de la proportionnalité des pensions ; révision en aggravation des invalidités - (p. 3350) : action des gouvernements précédents : renforcement des procédures d'expertise et opérations de contrôle de la commission consultative médicale - Annulation de certaines instructions ministérielles et de circulaires - Structure tripartite et protection de la paix - (p. 3354) : lit l'intervention de *M. Noël Berrier* - Attente des anciens combattants - Changement et mission du ministère : mémoire collective et défense de la paix - Augmentation de l'indice de référence et effort gouvernemental de rattrapage du rapport constant ; fixation d'un échéancier - Rétablissement du 8 mai, jour férié - Revendications des anciens combattants d'Afrique du Nord - Législation des emplois réservés et législation

des pensions - Mesures catégorielles : veuves, orphelins, ascendants - Objectifs de la Commission de l'information historique pour la paix - Actions du gouvernement précédent : renforcement de procédure des conditions de révision en aggravation des invalidités - Vote sans réserve du budget par le groupe socialiste - (p. 3355) : en son nom, défense des déportés prisonniers de guerre à Rawa-Ruska - Transfert par le gouvernement nazi des prisonniers de guerre dans un camp de concentration - Notion d'acte de résistance : évasion, refus de travail pour l'industrie de guerre ; sabotage du travail - Atrocités hitlériennes dans le district de Rawa-Ruska - Extermination de 41 500 personnes dans la région de Rawa-Ruska - Reconnaissance des prisonniers-résistants - Bénéfice du statut de déporté pour les survivants et droit pour les morts de Rawa-Ruska d'appartenir aux morts de la Résistance française - Examen des crédits - *Etat B* (p. 3361) : intervient sur le titre IV ; lutte pour la paix, la liberté et l'indépendance - Action des gouvernements précédents et changement de politique du gouvernement actuel.

**Transports - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - (p. 3410) :** importantes répercussions de ce budget pour notre industrie aéronautique - Développement des programmes des A 300, A 310 et A 320, du moteur CFM 56 - Politique de l'anarchie tarifaire des transporteurs américains - Répercussion sur la vente des nouveaux appareils européens - Succès commercial de l'Airbus conçu par le bureau d'étude de l'Aérospatiale et construit en partie par cette entreprise nationale - Lancement de l'ATR 42 après accord avec l'Italie - (p. 3411) : création d'emplois par ce programme notamment à Toulouse - Vote favorable au nom du groupe socialiste sur ce budget.

- **Projet de loi de nationalisation - Nouvelle lecture [n° 93 (81-82)] - (16 décembre 1981) - Discussion générale (p. 4294) :** prétendue inefficacité sociale des nationalisations, alléguée par *M. Jacques Larché*, et exemple de la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS) : commercialisation de 500 appareils Airbus et apport à l'industrie de la machine-outil - Fusée Ariane - Moteur CFM 56 et créations d'emplois ainsi suscitées - Valeur sociale des nationalisations - (p. 4299) : dispositions de l'alinéa 9 du préambule de la Constitution de 1946 et absence de limitation du champ des nationalisations.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 104 (81-82)] - (17 décembre 1981) - Discussion générale (p. 4334) :** conséquences catastrophiques, selon l'opposition, des nationalisations - Montant des investissements et apports en valeur économique et sociale ; exemple du budget positif de l'Aérospatiale : place dominante en Europe et dans le monde (p. 4335) : crise des compagnies de transport aérien et commercialisation des Airbus ; fabrication des Airbus A 300, A 310 et bientôt A 320, de l'ATR 42 ; moteurs lourds en aéronautique - Réussite de la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA) - Problèmes de l'industrie métallurgique - Apport de moyens pour réaliser la politique du Gouvernement - Art. 8 (p. 4341) : se déclare défavorable à l'amendement n° 4 de *M. Maurice Blin*, rapporteur général (suppression de cet article sur l'extension des privilèges du Trésor à l'ensemble des pénalités fiscales et l'application de la procédure d'avis à tiers détenteur pour l'ensemble des impôts et des pénalités d'assiette et de recouvrement) - Art. 9 (p. 4344) : se déclare défavorable à l'amendement n° 5 de *M. Maurice Blin*, rapporteur général (suppression de cet article sur la limitation de l'automatisme du bénéfice du sursis à paiement pour le contribuable de bonne foi et la détermination de la bonne ou de la mauvaise foi du contribuable par l'administration) - Art. 14 (p. 4351) : se déclare défavorable à l'amendement n° 7 de *M. Maurice Blin*, rapporteur général (suppression de cet article sur les modalités de prise de participation de l'Etat chez Matra) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 4352) : opposition au projet de loi modifié par le Sénat.

- **Événements de Pologne - (22 décembre 1981) (p. 4519) :** soutien à toutes les initiatives prises pour la levée de « l'état

de guerre » en Pologne, la libération des syndicalistes et des travailleurs - Nécessité d'une négociation entre les protagonistes - Attitude du groupe socialiste du Sénat et condamnation des menaces contre la liberté et le respect de la personne humaine - Solidarité des socialistes avec tous les peuples luttant pour leur liberté.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 153 (81-82)] - (22 décembre 1981) - Discussion générale (p. 4531) :** réunion de la commission mixte paritaire et élaboration d'un texte de compromis - Rôle du Sénat et importance du dialogue - Opposition à la procédure des questions préalables - **Explication de vote sur l'ensemble (p. 4532, 4533) :** vote par le groupe socialiste du texte de la commission mixte paritaire - Question préalable et refus de discussion du problème législatif.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 - Nouvelle lecture [n° 148 (81-82)] - (23 décembre 1981) - Art. 14 (p. 4559) :** se déclare favorable à l'article 14 sur les modalités de prise de participation de l'Etat chez Matra.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 - Nouvelle lecture [n° 158 (81-82)] - (23 décembre 1981) - Art. 1 (p. 4561) :** se déclare favorable à ce projet de loi de finances rectificative.

MERLI (Pierre), sénateur des Alpes-Maritimes (GD)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

MEXANDEAU (Louis), *ministre des PTT* (nommé le 22 mai 1981 dans le gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 23 mai 1981, p. 1631].

Nommé de nouveau *ministre des PTT* le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy [JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1787]

#### RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 35 de M. Francis Palmero : **radiodiffusion et télévision** (mesures en faveur des cibistes et des radio-amateurs) (9 octobre 1981) (p. 1932).

n° 75 de M. Raymond Dumont : **téléphone** (Pas-de-Calais : délais dans l'installation du téléphone) (9 octobre 1981) (p. 1932, 1933, 1934).

n° 41 de M. Philippe Machefer : **transports ferroviaires** (TGV : priorités dans la construction des lignes) (9 octobre 1981) (p. 1934, 1935).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Postes et télécommunications - (4 décembre 1981) (p. 3629) :** réseau de communications au service du public - Progression du budget ; crédits de fonctionnement et crédits d'investissement ; effectifs budgétaires et création d'emplois - Tutelle de télédiffusion de France (TDF) ; installation de réémetteurs ; résorption des zones d'ombre ; programme franco-allemand de satellites de télédiffusion directe ; programme Antiope - Service public pour les usagers et solidarité en faveur des plus démunis - Politique

de développement général des moyens de communications - Développement de l'emploi dans les industries de l'électronique - Postes : modernisation des services ; qualité du service ; conditions de travail ; concertation avec les élus locaux, les associations, les syndicats et les usagers ; organisation du service de distribution ; heures d'ouverture ; mise en place de structures permanentes de concertation à tous les échelons - Télématique : annuaire électronique ; Télétel ; Antiope ; fibres optiques, liaisons par satellite, problèmes de la presse écrite - Commission du suivi des expériences télématiques - (p. 3630) : moyens de fonctionnement et réduction du temps de travail - Concurrence financière des caisses d'épargne de l'Ecureuil, du Crédit mutuel et du Crédit agricole - Formation du personnel : formation initiale et complémentaire ; promotion interne - Télécommunications : réduction des délais de raccordement ; objectif du téléphone pour tous ; facturation téléphonique et constitution de trois groupes de travail - Postes : reconstruction de bureaux ; automatisation du tri postal - Prise en charge par le budget général d'une partie du déficit résultant de l'acheminement de la presse - Participation au profit du budget général à l'effort de lutte contre le chômage en 1982 - Relèvement du taux d'intérêt du livret de caisse d'épargne - Taux d'autofinancement des télécommunications - Insuffisance du taux de rémunération versé au titre des chèques postaux et réflexion sur la place des comptes chèques postaux et de la caisse nationale d'épargne (CNE) au sein du secteur bancaire - (p. 3631) : télécommunications et soutien actif aux entreprises - (p. 3641) : efforts envers le service public des PTT - Défense de la poste - Secteur rural : expérience de polyvalence administrative - Personnels : diminution du temps de travail ; situation des receveurs-distributeurs et nécessité de mesures en leur faveur - Problème de la CNE et augmentation du taux de la rémunération par le Trésor public - Augmentation du nombre de comptes de chèques postaux et livrets de CNE - Concurrence de l'« Ecureuil » - Affectation d'une partie de la collecte de la CNE à des investissements régionaux décidés à l'échelon régional - Téléphone ; téléphone rural ; délais de raccordement - (p. 3642) : équipement des régions défavorisées et des zones isolées - Raccordements téléphoniques des entreprises : priorité absolue - Personnes âgées et technique de télé-alarme - Tarification et hausse de la taxe de base ; réduction des tarifs à certaines heures et certains jours ; erreurs de facturation : facturation détaillée - Travaux de la commission « informatique et liberté » ; mise en service de compteurs individuels - Rapports entre le service public et l'utilisateur - Prélèvement exceptionnel pour le budget général - (p. 3643) : personnels et créations d'emplois ; mobilité du personnel ; période de formation ; effectifs dans les départements d'outre-mer (DOM) ; indemnités et hiérarchisation des emplois ; durée du travail ; situation du téléphone dans les territoires et départements d'outre-mer (TOM-DOM) et dans le Nord-Pas-de-Calais - Télématique - Recherche française et industries françaises publiques ou privées - Echec du projet Mitel d'installation dans les Vosges - (p. 3644) : problèmes de la presse écrite - Dialogue avec le Parlement - Défense du marché national - Aspect humain de la poste et rôle du facteur - **Examen des crédits - Art. 47 (p. 3645) :** situation des personnes âgées et diminution en francs constants de la taxe d'abonnement - Augmentation du prix de l'unité téléphonique.

MEZARD (Jean), sénateur du Cantal (CNIP) jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1980 - N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 28 septembre 1980.

#### DÉPÔTS

*Rapport d'information* fait avec plusieurs de ses collègues, au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission, effectuée du 1<sup>er</sup> au 12 juillet 1980 chargée d'étudier certains problèmes sanitaires et sociaux au Canada



[n° 238 (80-81)] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980, JO Débats 2 avril 1981).

**MIDY (Monique)**, sénateur des Hauts-de-Seine (C).

Devient sénateur le 24 juillet 1981, en remplacement de M. Anicet Le Pors, nommé membre du Gouvernement (24 juillet 1981) (p. 1105)

## NOMINATIONS

— Est nommée membre de la commission des finances (29 juillet 1981) (p. 1230); en démissionne (22 septembre 1981) (p. 1559).

Est nommée membre de la commission des affaires sociales (22 septembre 1981) (p. 1565).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues tendant à suspendre les mesures de saisie, d'expulsion ou autres voies d'exécution lorsqu'elle ont pour cause le non-paiement d'une dette due au chômage, à la maladie ou plus généralement à la crise économique [n° 38 (81-82)] (28 octobre 1981) - Logement.

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à assurer le paiement mensuel des pensions de retraite ou d'invalidité [n° 39 (81-82)] (28 octobre 1981) - Assurance-vieillesse : généralités.

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à interdire le contrôle médical patronal [n° 40 (81-82)] (28 octobre 1981) - Assurance-maladie maternité.

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à ce qu'en matière de protection sociale chacun bénéficie de plein droit des dispositions plus favorables contenues dans les lois promulguées et publiées postérieurement à la date d'entrée en jouissance des prestations [n° 41 (81-82)] (28 octobre 1981) - Sécurité sociale.

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la diffusion à la radio et à la télévision d'informations pour encourager le don bénévole du sang [n° 43 (81-82)] (20 octobre 1981) - Sang et organes humains.

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à assurer une large information sur les problèmes des personnes atteintes d'un handicap [n° 44 (81-82)] (22 octobre 1981) - Handicapés.

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à supprimer la mise en jeu de l'obligation alimentaire pour l'attribution d'allocations d'aide sociale [n° 101 (81-82)] (7 décembre 1981).

## INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

Suite de la discussion - (16 novembre 1981) - Titre II (suite) - Art. 44 (p. 2703) : abrogation souhaitable de la disposition de la loi du 10 août 1871 interdisant tout voeu politique au conseil général.

— **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Discussion des articles de la première partie :*

Suite de la discussion - (26 novembre 1981) - Art. 11 (p. 3182) : son amendement n° 31 : conjoint marié invalide

et augmentation d'une demi-part du quotient familial; compensation de recettes; retiré.

### Deuxième partie :

**Consommation** - (7 décembre 1981) - (p. 3773) : volonté politique du Gouvernement - Reconquête du marché intérieur - Position du groupe communiste favorable à l'augmentation du rôle des associations de consommateurs; représentation majoritaire au conseil d'administration de l'Institut national de la consommation (INC) - Protection des consommateurs - (p. 3774) : affaire des pneus Kléber Colombes - Progrès nécessaire de la consommation populaire et action sur les prix - Vote favorable sur ce budget.

**Solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale** - (10 décembre 1981) - (p. 4019) : progression importante des crédits de santé - Importance de la concertation engagée par le ministre de la santé - Programmes régionaux de prévention sanitaire; importance pour les zones rurales et ouvrières - Mesures de surveillance de la grossesse - Encouragement à la médecine scolaire - (p. 4020) : fin d'une période de compression des effectifs et d'étouffement des droits syndicaux; arrêt de la « casse » des hôpitaux - Objectif de la gratuité des soins - Restriction budgétaire et mise en jeu de la conscience professionnelle du personnel - Suppression des lits en médecine privée dans les hôpitaux - Maintien d'une médecine libérale - Maintien du nombre d'étudiants en médecine et besoins de la médecine du travail, de la protection maternelle et infantile ou de la médecine scolaire et sportive - Reconquête du marché intérieur du médicament et du matériel de soins - Importance de la santé et conditions de vie de la vieillesse - Augmentation des crédits de formation - Santé et entreprises; rôle du médecin du travail.

**Solidarité nationale (suite) - I - Section commune - III - Travail** - (11 décembre 1981) - (p. 4106) : volonté politique du Gouvernement dans la lutte contre le chômage - Retombées de la politique du précédent gouvernement - Directives données aux patrons par le Conseil national du patronat français (CNPF) : licenciements - Fuite de capitaux - Relance nécessaire de la production industrielle et reconquête du marché intérieur - Difficultés de trésorerie des petites et moyennes entreprises (PME) - Coût global du chômage et responsabilité de l'ancienne majorité - Augmentation des crédits de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) et de l'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) et créations d'emplois - Abaissement de l'âge de la retraite - (p. 4107) : contraintes économiques et revendications sociales des travailleurs - Mobilisation des énergies dans la lutte pour l'emploi : créations d'emplois d'initiative locale; contrats de solidarité; comités locaux pour l'emploi - Lutte contre l'emploi précaire : travail temporaire; travail à temps partiel; contrats à durée déterminée - Rôle de l'ANPE et de l'AFPA et création souhaitable d'un grand service public de l'emploi - Vote favorable du groupe communiste sur ce budget.

— **Projet de loi approuvant le Plan intérimaire pour 1982 et 1983** [n° 118 (81-82)] - (22 décembre 1981) - Discussion générale (p. 4522) : vote du 10 mai 1981 et élaboration du plan intérimaire - Politique du gouvernement précédent et absence de création d'emplois publics - Programme de Provis et nombre d'ouvertures de crèches et de garderies - Budget de 1982 et caractère de transition; augmentation des prestations sociales - Plan intérimaire et mesures sociales en faveur des demandeurs d'emplois sans couverture sociale - Recul de l'âge pour le bénéfice de la cotisation annuelle forfaitaire réduite - Réforme de la sécurité sociale et gestion par les travailleurs; dé plafonnement de la cotisation patronale - Croissance économique et lutte contre le chômage et l'inflation - Suppression nécessaire des cotisations sociales pour les retraités et les pensionnés - Cotisation exceptionnelle de 1% sur les revenus de remplacement supérieurs au SMIC - Augmentation comparée des cotisations patronales et salariales - Amélio-

ration du remboursement des frais dentaires, de la lunetterie et de l'interruption volontaire de grossesse - Accord sur les axes fondamentaux du plan intérimaire en matière de protection sociale - Egalité d'accès aux soins - Maintien à domicile des personnes très âgées - Reconversion des hospices, création de places de section de cure médicale; maison de Nanterre - Prévention et rôle des médecines scolaire et du travail - Aides financières et « droit de l'enfant »; prestations familiales et premier enfant - Moyens d'accueil et de garde des jeunes enfants - (p. 4523): exemple de son département des Hauts-de-Seine - Caractère social et culturel de la crèche - Accueil des enfants de 2 ans en école maternelle et nombre d'enfants par classe; réduction des inégalités dans les zones prioritaires - Programme de développement social des quartiers dégradés; risques présentés par la drogue et le racisme - Plan intérimaire et amorce d'expériences de contrats locaux - Vote favorable des sénateurs communistes.

MILLAUD (Daniel), sénateur de la Polynésie française (UCDP)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* déposée avec plusieurs de ses collègues tendant à garantir aux personnes retraitées résidant dans les Territoires d'Outre-Mer la pérennité du régime de protection sociale dont elles bénéficiaient en métropole [n° 350 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 31 juillet 1981, JO Débats du 8 septembre 1981) - Assurance maladie-maternité.

Avis présenté, au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Ports maritimes [n° 60, tome VIII (81-82)] (23 novembre 1981).

#### QUESTIONS

*Questions orales avec débat :*

n° 46 (8 septembre 1981) (p. 1375) à M. le secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer: **territoires d'outre-mer (TOM)** (politique gouvernementale pour le progrès économique et social en Polynésie française) - Discutée le 30 octobre 1981 (p. 2329<sup>t</sup> suivantes).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 310 (80-81)]

Suite de la discussion - (24 juillet 1981) - Art. 5 (p. 1111): lit l'intervention de M. Pierre Vallon - Alourdissement de la fiscalité hôtelière et répercussion négative sur l'emploi, l'investissement et le marché des devises - Méconnaissance de la situation réelle de l'hôtellerie de luxe - Absence de concertation - (p. 1112): précipitation de la mesure envisagée - Rendement fiscal réduit et pénalisation d'un nombre important d'entreprises - Baisse prévisible de la fréquentation de la clientèle étrangère - Importance de l'implantation des grandes chaînes d'hôtellerie française à l'étranger - Demande, au 1<sup>er</sup> octobre, le report de la mesure envisagée - Soutient l'amendement n° 11 de M. Pierre Vallon identique à l'amendement n° 17 de M. Paul Girod (application au taux intermédiaire de la TVA sur les hôtels de luxe) - (p. 1113): soutient l'amendement n° 29 de M. Pierre Vallon (application au 1<sup>er</sup> janvier 1982 du taux

intermédiaire de la TVA sur les hôtels de luxe) - (p. 1116): son amendement n° 30 déposé avec M. Pierre Vallon application aux étrangers du taux réduit de TVA; rejeté.

- **Projet de loi relatif au prix du livre - Deuxième lecture** [n° 344 (80-81)] - (31 juillet 1981) - Art. 5 (p. 1313): calcul du prix de l'édition club par rapport à l'édition normale - Prime à l'intérieur même du système d'édition-club.

- **Projet de loi portant modification de la loi du 18 août 1936 ayant pour objet l'assimilation des enfants adultes handicapés, bénéficiant de l'allocation aux adultes handicapés, aux autres enfants à charge pour le bénéfice des dispositions ouvrant droit au recul de la limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat** [n° 354 (80-81)] - (10 septembre 1981) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 1432): intention généreuse du Gouvernement; amélioration de la situation des parents d'enfants adultes handicapés - Vote favorable du groupe UCDP.

- **Question orale avec débat: développement des activités touristiques** - (6 octobre 1981) - (p. 1876): crise du tourisme en Polynésie française - Promotion nécessaire auprès des pays d'Europe: rôle du fonds d'investissement et de développement économique et social (FIDES) pour la promotion européenne du tourisme en Polynésie (Allemagne, Italie) - Promotion en France et collaboration avec le secrétariat d'Etat au tourisme; rôle du délégué prêté par une compagnie aérienne.

- **Projet de loi sur l'exploration et l'exploitation des ressources minérales des grands fonds marins** [n° 384 (80-81)] - (8 octobre 1981) - Discussion générale (p. 1906): importance économique de ce texte - Alignement de notre législation sur celle de certains pays étrangers - Texte de ce projet: à la fois déception et espérance pour le territoire de la Polynésie française, territoire français le mieux placé pour assurer le traitement des produits de ramassage et servir d'escale obligatoire - Nécessité de continuer les prospections dans les zones économiques sous souveraineté nationale.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

Suite de la discussion - (29 octobre 1981) - Discussion générale (p. 2308): extension aux territoires d'outre-mer (TOM) notamment à la Polynésie, des principes du projet - Regrette l'absence du secrétaire d'Etat chargé des DOM-TOM - Freins au développement économique et social des TOM - Décentralisation et suppression de la tutelle *a priori* - Absence du principe de l'administration libre des TOM - Aménagement des différents statuts des territoires concernés - (p. 2309): adaptation du code des communes applicable aux territoires - Poursuite de la formation communale et brutalité de la suppression de la tutelle *a priori* - Création de « coordonnateurs » demandée par l'assemblée territoriale et le conseil de gouvernement - Définition claire de la répartition des ressources.

- **Question orale avec débat: développement économique et progrès social en Polynésie française** - (30 octobre 1981) (p. 2329): politique gouvernementale et développement économique et social de la Polynésie française - Disparition de l'auto-subsistance de la Polynésie orientale et apparition d'un marché des produits manufacturés - Dégradation de la balance commerciale de l'économie tahitienne - Exportations insignifiantes par rapport aux importations - Exportations invisibles réalisées par les activités touristiques - Huile de coprah, seule production agricole importante - Déséquilibre des échanges et transferts publics de l'Etat - Nécessité d'établir les comptes économiques de la Polynésie française - Plan intérimaire national et incorporation des options fondamentales du plan territorial - Déséquilibre social: concentration de la population dans l'île de Tahiti - (p. 2330): déséquilibre dans la répartition des actifs du secteur administration et du secteur privé; de l'enseignement professionnel - Nécessité d'un recensement de la

population - Exposition des autres problèmes économiques du territoire au cours de la future discussion budgétaire - (p. 2331) : existence d'une imposition directe dans le territoire de la Polynésie française - Produits de première nécessité complètement exemptés de droits d'entrée et de droits de douane.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)].

**Suite de la discussion** - (12 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Après l'art. 13 bis** (p. 2597) : son amendement n° I-401, déposé avec M. Marcel Henry qui le soutient : application des dispositions du présent titre aux communes de la collectivité territoriale de Mayotte ; compétence de la chambre régionale des comptes de la Réunion ; adopté.

**Suite de la discussion** - (16 novembre 1981) - **Titre II (suite)** - **Avant l'art. 44** (p. 2700) : soutient l'amendement de M. Marcel Henry, n° II-269 (application des dispositions de ce titre à la collectivité territoriale de Mayotte ; extension de la compétence de la chambre régionale des comptes de la Réunion à la collectivité territoriale de Mayotte).

**Suite de la discussion** - (18 novembre 1981) - **Titre III (suite)** - **Après l'art. 55** (p. 2818) : son amendement n° III-50, déposé avec M. Lionel Cherrier qui le soutient : insertion d'un nouvel intitulé : « Titre additionnel nouveau - Des droits et libertés des territoires d'outre-mer » ; retiré - Son amendement n° III-51, déposé avec M. Lionel Cherrier qui le soutient : extension par des lois ultérieures, après consultation des assemblées territoriales intéressées, des droits et libertés de chaque territoire d'outre-mer au sein de la République française ; adopté.

**Suite de la discussion** - (19 novembre 1981) - **Titre V (nouveau)** après **l'art. 65** (p. 2880) : son amendement n° V-20 déposé avec M. Lionel Cherrier, qui le soutient : applicabilité de ces dispositions aux communes des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (26 novembre 1981) - **Art. 11** (p. 3177) : son amendement n° 103 : extension du bénéfice de la déduction pour frais de garde à tous les couples exerçant une activité professionnelle ; retiré - (p. 3179) : son amendement n° 102 : réduction à deux ans du délai donné à l'administration pour son droit de reprise vis-à-vis des salariés ou des retraités ; retiré.

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Art. 13** (p. 3208) : soutient l'amendement n° 173 de M. Paul Seramy (suppression de cet article relatif à la diminution des taux des déductions forfaitaires applicables aux revenus fonciers) - **Art. 13 bis** (p. 3209) : son amendement n° 324 : taxation des ouvrages écrits par des personnalités exerçant leurs activités à la télévision française ; retiré - **Après l'article 20** (p. 3243) : son amendement n° 198 : taux réduit de la TVA pour les hôtels de luxe, quatre étoiles ; contrepartie financière dans l'augmentation des droits sur les alcools ; retiré - **Art. 29** (p. 3268) : soutient, au nom de la commission des affaires économiques, l'amendement n° 4 de M. Raymond Brun (reconduction pour un an de l'application de l'article 2 de la loi du 3 janvier 1979 relative à l'apprentissage, excluant du calcul de l'effectif d'une entreprise les apprentis titulaires d'un contrat conclu entre 1979 et 1981).

*Deuxième partie :*

**Education nationale** - (5 décembre 1981) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3606) : absence de réponse à la question de M. Jean Sauvage relative à la création d'une université française du Pacifique - Urgence de la création d'un institut à la mer - Vote sur le budget de l'éducation nationale en

raison de la poursuite de l'effort du Gouvernement en faveur de l'enseignement primaire et secondaire en Polynésie française.

**Temps libre** - (6 décembre 1981) - (p. 3730) : rappelle sa qualité de vice-président du groupe d'études du Sénat sur les problèmes du tourisme et des loisirs - Priorité accordée au tourisme social au détriment du secteur professionnel - Mesures de taxation du secteur du tourisme professionnel - Tourisme social et fréquentations en milieu rural ; villages-vacances et aménagement du territoire - Rapport Fenech et effets de la surfréquentation du littoral - Création du chèques-vacances ; problème des petits salariés et des salariés agricoles - Conditions d'attribution et montant des chèques vacances - Importance économique du tourisme professionnel et lourdeur de la fiscalité ; impôt sur la fortune, augmentation de la TVA sur les hôtels de luxe, blocage des prix et taxation des frais généraux - Pénalisation des entreprises de tourisme - Recul du rôle de la direction du tourisme et d'organismes de promotion, au profit du temps libre - (p. 3731) : recul de l'influence du groupement d'intérêt économique « Bienvenue-France » et remplacement de « France Information loisirs » par une agence nationale pour la formation touristique - Transfert du chapitre « études générales de la section tourisme » vers la section commune - Transfert de compétences des comités départementaux du tourisme vers les directions départementales et régionales du temps libre - Suppression de moyens pour la promotion du tourisme français à l'étranger - Plans triennaux pour le tourisme dans les départements d'outre-mer : conciliation entre liaisons aériennes et capacité hôtelière ; aménagement des déductions fiscales métropolitaines et concertation interministérielle - Décentralisation et tourisme - Etude sur un office national du tourisme français - Politique touristique et sacrifice d'un secteur à l'autre ; tourisme commercial - Etude sur les répercussions économiques des mesures fiscales gouvernementales.

**Justice** - (8 décembre 1981) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3869) : sur les crédits du titre III, extension dans les territoires d'outre-mer du code de procédure pénale - Absence de politique gouvernementale à l'égard des territoires d'outre-mer et vote défavorable sur le budget de la justice.

**Départements et territoires d'outre-mer** - (9 décembre 1981) - (p. 3931) : budget d'austérité - Application en 1982, dans le territoire de la Polynésie française, des dispositions concernant la réforme des institutions locales par extension adaptée des principes de la loi sur la décentralisation - Création budgétaire d'une chambre régionale des comptes et d'un tribunal administratif - Extension du code de procédure pénale l'an prochain - Problème des prestations de sécurité sociale aux retraités - Création d'une université française du Pacifique - Stagnation des crédits de l'Etat et récession de la politique conventionnelle entre l'Etat et les territoires - Question du plan intérimaire de deux ans, conduite avec les autorités locales de planification sans moyens financiers - Dévalorisation des productions locales : tourisme et coprah - Non application aux territoires du système de stabilisation des recettes d'exportation (STABEX) - Nécessité de repenser nos relations avec la Communauté économique européenne (CEE) - Intérêt national et développement du territoire polynésien.

**MINETTI (Louis)**, sénateur des Bouches-du-Rhône (C)

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des affaires économiques.

**DÉPÔTS**

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le régime de taxation des alcools [n° 219

(80-81) (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980, JO Débats 2 avril 1981).

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à abroger la loi, n° 57-897 du 7 août 1957, portant interdiction de la pêche dans l'étang de Berre [n° 30 (81-82)] (20 octobre 1981).

*Proposition de loi* tendant à la défense de la culture familiale de la lavande et du lavandin et à la création d'un office de la lavande et du lavandin [n° 87 (81-82)] (2 décembre 1981) - Fleurs, graines et arbres.

*Proposition de loi* concernant la garantie du droit au travail et la protection de la deuxième carrière des militaires retraités [n° 88 (81-82)] (2 décembre 1981) - Armée.

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative au retour au domaine public maritime des étangs salés de la Corse communiquant avec la mer [n° 110 (81-82)] (10 décembre 1981).

## QUESTIONS

### Questions orales sans débat :

n° 124 (JO Débats 16 octobre 1981) (p. 2015) à Mme le ministre de l'agriculture : fruits et légumes (situation du centre technique interprofessionnel des fruits et légumes) - Réponse de M. André Cellard, secrétaire d'Etat à l'agriculture (6 novembre 1981) (p. 2513, 2514).

n° 125 (JO Débats 16 octobre 1981) (p. 2015) à Mme le ministre de l'agriculture : agriculture (ministère de l') (conséquences de la fusion de deux organismes).

n° 126 (JO Débats 16 octobre 1981) (p. 2015) à M. le ministre de l'environnement : assainissement (Provence-Alpes-Côte d'Azur : stations d'épuration).

n° 127 (JO Débats 16 octobre 1981) (p. 2015) à Mme le ministre de l'agriculture : produits agricoles (concurrence de la Grèce et de l'Espagne dans le domaine agricole).

### Questions orales avec débat :

n° 71 (13 octobre 1981) (p. 1943) à Mme le ministre de l'agriculture : exploitants agricoles (situation des jeunes agriculteurs, notamment ceux de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur) - Discutée le 6 novembre 1981 (p. 2508 et suivantes).

## INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat : situation des jeunes agriculteurs** - (6 novembre 1981) - (p. 2508) : vieillissement et diminution de la population agricole - Mise en cause de l'approvisionnement alimentaire de notre pays et de son indépendance - Salaire horaire moyen des agriculteurs au-dessous du salaire minimum de croissance (SMIC) - Manque d'agriculteurs en France - Mesures d'aide nécessaires en faveur des jeunes - Cas de la région Provence Alpes Côte d'Azur : déclin des productions - La garantie et l'amélioration des revenus des exploitations familiales agricoles : point d'entente de l'accord entre les partis socialiste et communiste - (p. 2509) : augmentation des taux des prêts bonifiés à l'agriculture - Risques de remise en cause de l'équilibre de projets récents - Difficultés pour les petits et moyens exploitants d'accéder aux emprunts - Mesure en faveur des zones de montagne et des prêts aux jeunes agriculteurs - Garantie des revenus agricoles : problème fondamental concernant l'avenir de notre agriculture - (p. 2512) : problème de la réforme de la politique agricole commune - Nécessité de la remise en vigueur par nos partenaires des « trois règles d'or » du Traité de Rome : préférence communautaire, solidarité financière et unicité de prix - Accords concernant la modulation régionale pour

les prêts aux jeunes agriculteurs - Engagement des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) vers la location des terres favorisant l'installation des jeunes agriculteurs.

### - Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]

#### Deuxième partie :

**Agriculture** - (7 décembre 1981) - (p. 3809) : diminution constante du revenu agricole depuis huit ans - Difficultés des producteurs de lait et des éleveurs ; problèmes des céréales, du vin, des fruits et légumes - Alourdissement des consommations intermédiaires - Soutien nécessaire aux exploitants familiaux - Politique de sélectivité : justice sociale et efficacité économique - Agriculture des départements d'outre-mer : objectif d'auto-approvisionnement - Relèvement des prix à la production - (p. 3810) : problème des fruits et légumes : importations massives et méventes : respect nécessaire de la préférence communautaire et politique d'expansion de la production agricole ; amélioration et garantie du revenu des exploitants familiaux - Modification des règlements européens : politique des prix ; mesure de sauvegarde ; calendrier d'importation - Danger de l'élargissement du Marché commun à l'Espagne et au Portugal - Création éventuelle d'un office des fruits et légumes - Problème du vin : concurrence du vin italien - Spéculation foncière et démocratisation - nécessaire des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) ; rétrocession des terres agricoles en vente ou en location aux jeunes agriculteurs - Objectif de la commission des Communautés de limiter la production agricole ; politique de co-responsabilité - Objectifs souhaitables de la politique agricole commune - Vote du groupe communiste favorable à l'adoption du budget.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 141 (81-82)]** - (21 décembre 1981) - Discussion générale (p. 4440) : mise en cause de la politique du Gouvernement par M. René Monory, rapporteur, et responsabilité des gouvernements précédents - (p. 4446) : réunion de la conférence annuelle agricole - Décisions en faveur de l'agriculture et insuffisance des aides directes : cas des moyennes exploitations - Maintien des exploitations familiales - Politique de fixation des prix agricoles ; organisation des marchés - Politique agricole commune - Installation des jeunes agriculteurs - Aide aux exploitants en difficulté - (p. 4447) : politique des prix agricoles et décision de Bruxelles - Organisation des marchés - Prix des carburants - Aide sélective - Approbation de ce projet - **Après Part. 7** (p. 4485) : son amendement n° 8, déposé avec M. Paul Jargot qui le soutient : diminution du taux de la TVA sur les machines agricoles, les engrais et les produits phytosanitaires ; compensation par une taxe sur les importations ; retiré.

**MINVIELLE (Gérard)**, sénateur des Landes (S) - *Questeur du Sénat*

**MIROUDOT (Michel)**, sénateur de la Haute-Saône (UREI)

## NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires culturelles.

Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (1<sup>er</sup> octobre 1981) (p. 1799).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte, sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980, modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 14 et 15 de ladite loi (1<sup>er</sup> octobre 1981) (p. 1805).

Est nommé membre de la commission supérieure des sites (19 novembre 1981) (p. 2894).

## DÉPÔTS

*Participation au rapport d'information* fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur les activités des institutions des Communautés européennes entre le 1<sup>er</sup> novembre 1980 et le 30 avril 1981 en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les Communautés européennes [n° 286 (80-81)] (2 juillet 1981).

*Avis* présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Culture [n° 59, tome I (81-82)] (23 novembre 1981).

*Participation au rapport d'information* fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur les activités des institutions des Communautés européennes entre le 1<sup>er</sup> mai 1981 et le 31 octobre 1981 en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les Communautés européennes [n° 89 (81-82)] (2 décembre 1981).

*Rapport* fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 90 (81-82)], portant validation d'inscriptions d'étudiants en seconde année des unités pédagogiques d'architecture [n° 106 (81-82)] (9 décembre 1981).

## QUESTIONS

### Questions orales avec débat :

n° 31 (21 juillet 1981) (p. 939) à M. le ministre de l'industrie : textiles (emploi dans l'industrie textile) - Discutée le 20 octobre 1981 (débat commun) (p. 2042 et suivantes).

## INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat : politique du Gouvernement en matière de communication** - (16 juillet 1981) - (p. 924) : nouvelle charte de l'audiovisuel et « communication » - Projet de loi sur la radiodiffusion et la télévision de 1974 ; intentions et réalité - Délégation parlementaire - Rapport de 1974 de la commission des affaires culturelles - Rapport de 1978 de M. Henri Caillavet - Rapport de 1979 de M. Jean Cluzel - Qualité de l'information et des programmes ; liberté, pluralisme, responsabilité - (p. 925) : télévision, instrument de propagande ; inutilité ou impossibilité d'un contrôle réel - Radio-télévision : démocratie, propriété de la Nation - Pluralisme ; création artistique, cultures régionales, audiovisuel - Journalisme ; objectivité ; conscience professionnelle ; « bouc-émissaire » - Indépendance des chaînes - Qualité des services publics - Rapport Caillavet de 1978 : qualité des programmes - Décentralisation - Rapport Cluzel 1979 : gestion, structure, financement, production télévisée - Fonds de la création et ministère de la culture - Fonds de la qualité - Amendement de la loi en vigueur plutôt que nouvelle réforme ; nouvelle charte de l'audiovisuel - Statut fiscal des sociétés de programme - Projet de M. Marceau Long d'avril 1974 ; décentralisation raisonnée avec un centre fédérateur - Eclatement de l'office et institution d'organes de remplacement ; commission de répartition de la redevance ; commission de la qualité ; société d'observa-

tion des programmes - (p. 926) : nécessité d'une coordination pour un équilibre financier et une qualité de programmation - « Journalisme électronique » - Financement de la nouvelle charte de l'audiovisuel ; préparation, consultations, rôle du Sénat - Insuffisance du projet de 1974 et politique audiovisuelle globale - Communication audiovisuelle de qualité et pluralisme.

- **Projet de loi relatif au prix du livre [n° 318 (80-81)]** - (29 juillet 1981) - **Discussion générale** (p. 1210) : ancienneté de l'importance des livres - Croissance de la production - Stocks de livres d'érudition et vente des best-sellers - Problème du prix de vente et des librairies spécialisées - Publicité visant les best-sellers - Arrêté Monory : suppression du prix conseillé et calcul des barèmes d'écart - Maintien des stocks des librairies spécialisées et provision fiscale, relations éditeurs plus réseaux professionnels et grandes surfaces - Prix unique du livre et colloque de Valence de mars 1981 - Prix unique et perte de la qualité de commerçant - Fourchette de variation et problème du prix du transport - (p. 1211) : prix unique à la vente et à l'achat par les détaillants ; suppression des marges quantitatives - Utilité de différents réseaux de distribution : grandes surfaces, petits points de vente et librairies spécialisées - Création de barèmes d'écart qualitatifs pour les librairies spécialisées - Lecture et intérêt des stocks - Prix unique et concurrence entre les réseaux - Relations éditeurs et librairies spécialisées - Dérogations à la loi de 1973 et application de marges qualitatives - Prix unique et menace d'une hausse consécutive au blocage - **Art. 1** (p. 1219) : son amendement n° 1 : prix facturé au détaillant et application d'un barème d'écart sur le prix de vente public hors taxes ; inclusion possible du prix du transport ; adopté - Lien nécessaire entre prix de vente public et barème d'écart servant au calcul de la marge - Coût du transport - Son amendement n° 2 : principe de l'unicité du prix sans aucune modulation possible ; adopté - **Après l'art. 1** (p. 1224) : son amendement n° 3 : efforts en faveur de la diffusion des livres et remises qualitatives ; possibilité de dépassement par rapport aux remises quantitatives ; retiré au profit de l'amendement n° 32 de M. Roland Grimaldi, rapporteur pour avis - **Art. 5** (p. 1248) : son amendement n° 4 : principe de la simultanéité par tous les détaillants des ventes à primes ; adopté.

*Deuxième lecture* [n° 344 (80-81)] - (31 juillet 1981) - **Art. 4** (p. 1311) : se déclare favorable à l'amendement n° 15 de M. Jacques Carat, rapporteur (suppression des dispositions de cet article faisant référence à la loi de 1906 sur les soldes) - **Deuxième délibération** (p. 1314) : accepte la demande de seconde délibération faite par le Gouvernement.

- **Projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion** - *Deuxième lecture* [n° 396 (80-81)] - (28 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1687) : déclaration universelle des droits de l'homme et droit à la liberté d'opinion et d'expression - Service public et monopole de la radio diffusion et de la télédiffusion - Caractère hybride, équivoque et incomplet du texte - Limitations géographiques et exclusion des collectivités territoriales imposée par le Gouvernement - Limitation des dérogations aux seules associations - Caractère précaire et révocable des autorisations d'émettre - Procédure d'attribution et de renouvellement des autorisations - Mécontentement des radios locales existantes - Contradiction entre la volonté d'écartier les « monopoles privés » et le refus de toute publicité - Problème de l'origine des moyens financiers des radios privées - (p. 1688) : caractère dangereux du mécénat - Caractère « expérimental » de l'interdiction de la publicité - Risque d'asphyxie des radios et rôle de la presse écrite régionale - Vote défavorable du groupe UREI.

- **Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 14 et 15 de ladite loi [n° 379 (80-81)]** - (30 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1755, 1756) : hâte et précipitation du Gouvernement - Absence de réel dialogue - Loi de 1968 :

pluridisciplinarité, autonomie, participation - Non modification par la suppression du quorum de la participation aux élections étudiantes - Loi Sauvage du 21 juillet 1980 : importance donnée aux professeurs titulaires des universités ; rééligibilité une fois des présidents d'université - (p. 1757) ; maintien de l'esprit de participation de l'ensemble de la population universitaire à la direction de l'université - Approbation de la loi Sauvage par de nombreux étudiants - Prestige international de l'université française - Absence de crise profonde de l'université - Projet gouvernemental : effondrement de la qualité des enseignements, réduction de l'autonomie, parodie de démocratie - Politisation des conseils, suppression du quorum ; éligibilité de tous les étudiants étrangers - Prise de contrôle des établissements d'enseignement supérieur français par certains partis de la majorité et organisations d'extrême-gauche - Suppression du concours de fin de première année de médecine ; risque d'effectifs pléthoriques ; objectif de fonctionnarisation de la médecine - Dégradation de l'université française - Propositions du groupe de l'union des républicains et des indépendants - (p. 1758) : opposition à la clause de non rééligibilité des présidents - Choix entre une dégradation des universités et la garantie de leur qualité - **Après l'art. 2** (p. 1770) : sur l'amendement n° 7 de M. Jacques Habert, rapporteur (rôle, durée du mandat et grade du président d'un établissement et du directeur d'une unité d'enseignement), son sous-amendement n° 17 : rééligibilité immédiate une fois du président d'un établissement ; adopté.

- **Questions orales avec débat jointes : difficultés de l'industrie textile** - (20 octobre 1981) - (p. 2045) : importance économique du textile, notamment dans certaines régions - Sa participation à la commission d'enquête sénatoriale sur le textile ; rapport de M. *Christian Poncelet* - Limitation des importations par le dernier Gouvernement Barre et amélioration relative de la situation de l'industrie textile - Baisse des importations des articles confectionnés, de velours, de coton et des tissus de coton - Augmentation des importations d'articles de maille et des filés en provenance de Grèce, de Turquie et d'Egypte - Faible augmentation de la consommation française - Importance du poids des importations par rapport à la production nationale - (p. 2046) : accroissement des stocks - Inquiétude chez les salariés et le patronat ; usine Texunion à Héricourt - Application des recommandations de la commission d'enquête sénatoriale - Gouvernement socialiste et absence de mesures concrètes - Nécessité d'une industrie textile puissante et compétitive - Encadrement des importations extra-communautaires et accord multifibres n° 3 - Compétitivité ; allègement des charges sociales et financières - Pesanteur de la fiscalité et train de vie de l'Etat - Mesures immédiates : clause de sauvegarde, droit compensateur et anti-dumping - Article 19 du GATT - Nécessité de mesures à caractère social et suppression d'emplois - Maintien du potentiel de l'industrie textile.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Après l'art. 3** (p. 2477) : soutient l'amendement n° I-168 de M. Marcel Lucotte (caractère exécutoire des délibérations des conseils municipaux, portant sur les surtaxes locales temporaires ou les droits de port perçus au profit des communautés après un délai de deux mois) - **Après l'art. 4** (p. 2482) : soutient l'amendement n° I-174 de M. Marcel Lucotte (possibilité pour un citoyen de demander la suspension d'un acte du conseil municipal au représentant de l'Etat dans les départements et saisine du tribunal administratif) - **Art. 5 A** (p. 2485) : sur l'amendement n° I-196 de M. Michel Giraud, rapporteur (possibilité de mise en recouvrement des recettes et d'engagement des dépenses de la section de fonctionnement par le maire, dans la limite de celles inscrites au budget primitif de l'année précédente en cas de non adoption du budget de la commune avant le 1<sup>er</sup> janvier), soutient le sous-amendement n° I-177 de M. Marcel Lucotte (engagement des dépenses

et des recettes de fonctionnement en cas de non adoption du budget avant le 1<sup>er</sup> janvier ou dans le mois suivant la notification des recettes en provenance de l'Etat) - (p. 2490) : soutient l'amendement n° I-178 de M. Marcel Lucotte (application du budget en cas de non adoption avant le 30 avril).

**Suite de la discussion** - (6 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 5** (p. 2532) : soutient l'amendement n° I-179 de M. Marcel Lucotte (fonctionnement et pouvoirs de la chambre régionale des comptes dans le rétablissement de l'équilibre lorsque le budget communal n'est pas voté en équilibre réel).

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - **Titre I - Art. 4 (suite)** (p. 2768) : soutient l'amendement n° I-170 de M. Marcel Lucotte identique à l'amendement n° I-309 de M. Adrien Gouteyron soutenu par M. Marc Bécam (intervention économique communale et protection et développement des intérêts économiques et sociaux) - (p. 2769) : soutient l'amendement n° I-171 de M. Marcel Lucotte identique à l'amendement n° I-310 de M. Michel Caldagues soutenu par M. Marc Bécam (interventions économiques communales à l'exclusion de services propres destinés à représenter ou à intervenir dans la promotion, l'organisation ou l'animation d'entreprises à but lucratif) - (p. 2770) : soutient l'amendement n° I-172 de M. Marcel Lucotte (participation communale à un déficit d'exploitation ou à des fonds d'aide ou de secours de catégories socio-professionnelles et avis préalable du représentant de l'Etat ; prise en compte des règles d'aménagement du territoire).

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Discussion des articles de la première partie :*

(25 novembre 1981) - **Art. 3** (p. 3102) : son amendement n° 75 au nom de la commission des affaires culturelles : exonération totale de l'impôt sur le patrimoine des immeubles classés monuments historiques ouverts au public ; y compris les abords et parcs ; exonération à 50 % des mêmes immeubles non ouverts au public ; retiré en faveur de l'amendement n° 293 de M. Maurice Blin, rapporteur général (1<sup>o</sup> exonération totale de l'impôt sur le patrimoine des immeubles classés monuments historiques ouverts au public, 2<sup>o</sup> exonération à 50 % des mêmes immeubles dans le cas où seuls les parcs et jardins sont ouverts au public) - (p. 3108) : soutient l'amendement n° 326 de M. Marcel Lucotte (exonération applicable à la bijouterie et à l'orfèvrerie) - **Art. 4** (p. 3124) : soutient l'amendement n° 225 de M. Jean-François Pintat : (prise en compte comme biens professionnels des apports en numéraire).

**Suite de la discussion** - (26 novembre 1981) - **Art. 12** (p. 3194) : son amendement n° 67, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu en 1981 inférieure à 50000 F et bénéficiaire d'une décote sur cette majoration ; adopté.

*Deuxième partie :*

**Education nationale** - (5 décembre 1981) - (p. 3676) : insuffisance des moyens du budget de l'éducation nationale - Résultats peu probants de la création de « zones d'éducation prioritaires » - Politique de la « poudre aux yeux » - Progression moins rapide du budget de l'éducation nationale par rapport au budget général - Budget de l'éducation nationale pour 1977 plus favorable en comparaison de celui-ci - Récente décision gouvernementale d'une ouverture des universités aux organisations syndicales - Absence d'augmentation de l'aide exceptionnelle de rentrée aux familles - Curieux silence de certaines fédérations de parents d'élèves à ce sujet - Faiblesse des crédits prévus pour les constructions scolaires - Augmentation insuffisante des bourses de l'enseignement primaire et secondaire - Problème de l'auxiliaariat et de la nécessité de conserver un « volant » d'auxiliaires remplaçant provisoirement les personnels titulaires - Respect de la législation en vigueur concernant l'enseignement libre - Augmentation de 22 %

des crédits attribués à l'enseignement sous contrat - (p. 3677) : liberté de l'enseignement et économies pour l'Etat ; coût moyen d'un élève de l'enseignement privé inférieur au coût moyen d'un élève de l'enseignement public - Gauche au pouvoir dans le monde de l'éducation bien avant le 10 mai - Nombreux limogeages de recteurs d'académie l'été dernier - Education nationale, affaire de qualité - Nécessité de mettre en oeuvre une réelle politique éducative - (p. 3689) ; porte-parole de milliers d'enseignants et d'étudiants - Hostile à la suppression du ministère devenu autonome des universités - Exigences différentes concernant l'enseignement scolaire, voir pré-scolaire et celles liées au fonctionnement des universités - Formation dispensée dans les universités, seule matière première de la France - Annonce par le ministre de la santé ; sans concertation avec les enseignants de la fin de la sélection « à l'issue de la première année des études médicales » - Gel de la réforme des études médicales préparé par le précédent gouvernement à la suite de nombreuses consultations - Reconduction pour 2 ans des assistants et vacataires en fonctions contre l'avis des universités - Interruption de la possibilité de passer du poste d'assistant à celui de maître assistant ou de maître assistant à celui de professeur et blocage des carrières - Risqué de voir l'ensemble des formations de haut niveau échapper à tout souci de sélection et de compétition dans le personnel enseignant - Faiblesse des créations d'emplois dans l'enseignement supérieur - Rumeur concernant le remplacement du Conseil supérieur des universités composé en majorité d'élus par un conseil composé uniquement de membres nommés - Qualité des enseignements supérieurs et nature des formations - Abrogation de la loi Sauvage et perte d'influence des professeurs dans la direction des universités - Aggravation de la situation sociale des étudiants - (p. 3690) : avenir des universités menacé - Nécessité d'orienter l'université française vers les besoins exigeants du 3<sup>e</sup> millénaire - Souhait de nombreux universitaires étrangers de grand renom de participer à la vie de l'enseignement supérieur français ces derniers mois - Retour aux voies de la facilité et de la démagogie - Risque de manquer les rendez-vous du futur.

**Temps libre** - (6 décembre 1981) - (p. 3724) : danger de mise sous tutelle de la jeunesse - Progression plus rapide des dépenses en faveur de la jeunesse comparée à celles du sport, notamment de haut niveau ; mouvement associatif et politique - « Catéchisation » de la jeunesse et importance du pluralisme - Rupture entre sport scolaire et sport civil ; rattachement de l'éducation physique et sportive au ministère de l'éducation nationale - Importance économique du tourisme ; aggravation des charges fiscales comme la majoration de la TVA sur les grands hôtels ou la taxation des frais généraux - Comptes du tourisme et importance de la plus value dégagée - Mesures fiscales et pénalisation de la restauration française - Menaces sur l'emploi - (p. 3725) : impôt sur la fortuné et taxation de l'outil de travail ; menaces sur l'industrie hôtelière, notamment pour les établissements saisonniers ; protestation des agents de voyages et du président du syndicat parisien des restaurateurs ; mesures gouvernementales et absence de concertation - Etalement des vacances - Loisir social et rôle des comités départementaux du tourisme - Avantage accordé aux loisirs municipal ou associatif, au détriment des établissements privés ; tourisme d'Etat et temps libre collectif - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 3747) : propos du ministre sur l'origine des ressources du Fonds national de développement du sport (FNDS).

**Justice** - (8 décembre 1981) - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 3871) : respect du règlement et absence de révélation publique sur les débats des commissions.

**Culture** - (8 décembre 1981) - Rapporteur pour avis (p. 3877) : actions du Gouvernement et défense de la culture - Caractère déficitaire du budget de l'Etat - Droit de veto des architectes des Bâtiments de France et sauvegarde du patrimoine - (p. 3878) : opposition à l'arbitraire des avis ; délais de l'instruction des permis ;

opposition entre les architectes des Bâtiments de France (ABF) et les directeurs départementaux de l'équipement ; renforcement des agences des Bâtiments de France - Culture et collectivités locales : problèmes des écoles de musique ; plan de développement de la musique ; procédure de développement pour les projets décoratifs ; mode de répartition de la dotation culturelle régionale - Animation des monuments historiques ; développement de la vie associative et bénévolat ; fédération des associations et besoin d'un soutien public ; service de presse ; publicité temporaire des manifestations culturelles - Préparation par le Gouvernement d'une loi sur la vie associative - (p. 3879) : festivals de musique et taxe sur les salaires ; manifestations culturelles dans un monument historique et taxe professionnelle ; nécessité d'une fiscalité privilégiée et incitatrice - Pluralisme et culture - Bilan culturel et avis favorable de la commission des affaires culturelles.

**Intérieur et décentralisation** - (9 décembre 1981) - (p. 3957) : problème des agents communaux affectés aux fonctions de l'animation - Equivalence souhaitée du diplôme universitaire de technologie (DUT) avec le diplôme d'Etat relatif aux fonctions d'animation (DEFA) - Dépôt d'une question écrite dans ce sens à M. le ministre de l'éducation nationale.

**Solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale** - (10 décembre 1981) - (p. 4018) : nouvelle politique en matière de psychiatrie - Hospitalisation psychiatrique et maintien des structures de soins intensifs - Devenir du malade « stabilisé » en dehors des structures hospitalières - Hôpital psychiatrique et augmentation des premières admissions ; réadmission et pourcentage supérieur d'augmentation - Croissance des consultants dans les dispensaires d'hygiène mentale - Egalité des flux de consultants nouveaux et de consultants sortis de l'hôpital - (p. 4019) : problème de l'efficacité des structures intermédiaires entre l'hôpital et la vie autonome ; inefficacité relative du dispensaire et de la médecine psychiatrique ambulatoire privée ; absence de réflexion sur la réinsertion des malades psychiatriques - Etude de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) : structures de soins intensifs, d'assistance et de réinsertion - Psychiatrie et ségrégation ; opposition entre autonomie et protection - Aménagement de structures de réinsertion de dimensions modestes ; relation avec les pôles de développement de la personnalité - Importance des liens familiaux - Psychiatrie et importance du phénomène associatif - Progrès de la neuro-biologie, de la pharmacologie et de la psychiatrie - Hôpital en milieu rural et cas du service de la maternité de Lure.

- **Projet de loi portant validation d'inscriptions d'étudiants en seconde année des unités pédagogiques d'architecture [n° 90 (81-82)]** - (15 décembre 1981) - Rapporteur - Discussion générale (p. 4254) : procédure des projets de loi de validation de mesures réglementaires irrégulières - Enseignement de l'architecture et importance du nombre des projets de loi de validation - Excédent du nombre des étudiants en architecture - Lettre de M. Louis Mermaz, ministre de l'équipement et des transports, aux directeurs des unités pédagogiques d'architecture sur l'admission en 2<sup>e</sup> année des étudiants figurant hors du quota fixé ; violation des dispositions du décret du 8 mars 1978 fixant le régime des études conduisant au diplôme d'architecte diplômé par le Gouvernement - Validation et régularisation de l'inscription de 245 étudiants en architecture - (p. 4255) : amendement gouvernemental tendant à valider les inscriptions de deux autres catégories d'étudiants : étudiants étrangers et étudiants n'ayant pas accompli leur premier cycle d'études en 3 ans ; absence d'informations précises sur ces cas - Caractère néfaste de ces nouvelles validations - Absence d'informations sur la portée de la possibilité offerte à certains étudiants de prendre une 4<sup>e</sup> inscription pour achever leur premier cycle d'études - Opportunité de la suppression de certains *numerus clausus* et avenir professionnel des architectes - Attente des explications du ministre sur les projets en matière de formation et d'emploi des architectes - **Art. unique** (p. 4256) : accepte l'amende-

ment n° 1 de M. Roger Quilliot, ministre (validation des inscriptions des étudiants étrangers et de la dérogation à la règle du délai maximum de 3 années pour effectuer le premier cycle d'études) - **Intitulé** : accepte l'amendement n° 2 de M. Roger Quilliot, ministre (de forme) : « Projet de loi portant validation d'inscription d'étudiants dans les unités pédagogiques d'architecture ».

**MISTRAL (Paul)**, sénateur de l'Isère (S).

**Décédé le 29 août 1981** (8 septembre 1981) (p. 1374) - Eloge funèbre (13 octobre 1981) (p. 1942).

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Secrétaire-rapporteur de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

**MOINET (Josy)**, sénateur de la Charente-Maritime (GD-SRG)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

- Est nommé membre de la délégation du Sénat pour les communautés européennes (28 octobre 1981) (p. 2242).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (28 octobre 1981) (p. 2230).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du troisième projet de loi de finances rectificative pour 1981 (17 décembre 1981) (p. 4353).

## DÉPÔTS

*Rapport spécial* fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Relations extérieures - I. Services diplomatiques et généraux** [n° 58, annexe 23 (81-82)] (23 novembre 1981).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant abolition de la peine de mort** [n° 385 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (30 septembre 1981) - **Art. 1** (p. 1744) : se déclare défavorable à l'amendement n° 3 de M. Edgar Faure (maintien de la peine de mort pour les crimes prévus par l'ancien article 233 de l'article 355 du code pénal).

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (29 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 2292) : intervient au nom des sénateurs radicaux de gauche - Loi de liberté et de responsabilité - Choix des Français pour la décentralisation - Refus de l'alternative du rejet ou de l'approbation pure et simple du projet - Problème de l'intervention économique des collectivités locales - Information des élus locaux - Cite l'exemple de la société Dufour à La Rochelle - Octroi de subventions et droit à l'information sur la situation réelle des sociétés - Interventions économiques communales -

Respect d'une quotité des ressources fiscales - (p. 2293) : vote du budget primitif et quotité d'engagements - Transfert du préfet au président du conseil général de l'exécutif départemental ; nécessité de mettre fin au flou actuel - Mise à la disposition du président du conseil général de fonctionnaires du corps préfectoral - Statut des élus - (p. 2294) : répartition des compétences entre les différents niveaux de l'administration ; relations entre préfet et conseil général - Transformation de la région en collectivité territoriale ; transfert de responsabilités étatiques - Risque d'un transfert des techno-structures parisiennes - Approbation du projet de loi et volonté réelle de décentralisation.

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - **Titre II bis (nouveau) après l'art. 44 (suite)** (p. 2739) : se déclare défavorable à l'amendement n° II bis-30 de M. Michel Giraud, rapporteur (intitulé : « Chapitre V nouveau - Culture »).

- **Projet de loi de nationalisation** [n° 36 (81-82)] - (20 novembre 1981) - **Discussion générale** (p. 2942) : principe de la nationalisation adopté à deux reprises par le corps électoral - Procédure de la question préalable - Débat sur la constitutionnalité du texte - Texte récent concernant la nationalisation de la sidérurgie - Critère de constitutionnalité d'une nationalisation - Extension du secteur public constante dans notre histoire économique - Jeu des prises de participation et de création de filiales à l'étranger et extension clandestine du secteur public - Nationalisations silencieuses - (p. 2943) : préférence de la formation des sénateurs radicaux de gauche pour une politique active de prise de participations dans les grands groupes industriels nationalisables - Choix du Gouvernement et prise de contrôle à 100 %, et indemnisation des actionnaires - Traitement particulier de la société Dassault et du groupe Matra - Projet de limitation de l'autonomie de gestion des dirigeants des entreprises nationalisées - Nécessité de dirigeants compétents et responsables pour la réussite d'une entreprise publique ou privée dans le respect des orientations générales du plan - Coût financier élevé pour les finances publiques des contrats de plan - Exemple de la Compagnie industrielle des télécommunications CIT-Alcatel, implantée dans l'ouest français - Nécessité pour la réussite des contrats de plan d'une intégration dans la politique de chaque groupe industriel - (p. 2944) : problème du financement des entreprises - Quatre situations pour l'Etat : actionnaire, apporteur de primes ou de subventions, prêteur, et sauveteur - Projet de nationalisation et maintien d'une économie de marché ouverte à la concurrence nationale et internationale - Profit indicateur de la bonne gestion des entreprises - Situation des petites et moyennes entreprises (PME) face aux grands groupes et devant les conditions de distribution du crédit - Histoire du financement de l'agriculture depuis la seconde guerre mondiale - Rôle d'entraînement des entreprises nationalisées du secteur industriel - Souhait d'une décentralisation financière dans l'intérêt des petites et moyennes entreprises - Entreprises nationales, lieu privilégié de nouveaux rapports sociaux - Réconciliation de l'homme avec le travail - (p. 2945) : vote de la formation des sénateurs radicaux de gauche contre la question préalable.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Discussion des articles de la première partie :*

(24 novembre 1981) - **Art. 3** (p. 3066) : son amendement n° 237, soutenu par M. Michel Rigou : déductions fiscales pour les handicapés ; retiré

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1981) - **Art. 3** (p. 3107) : se déclare favorable à la première partie et opposé à la seconde partie de l'amendement n° 293 de M. Maurice Blin, rapporteur général (1° exonération totale de l'impôt sur le patrimoine des immeubles classés monuments historiques ouverts au public ; 2° exonération à 50 % des mêmes immeubles dans le cas où seuls les parcs et jardins sont ouverts au public).



Suite de la discussion - (26 novembre 1981) - Art. 9 (p. 3162) : se déclare défavorable à l'amendement n° 419 de M. Paul Girod (loi du marché et établissement de la valeur vénale des biens ; litiges et charge de la preuve à l'administration) - Dénaturation du système de l'impôt sur la fortune - Complexité de la fiscalité française - Impôt sur la fortune et problèmes posés à l'agriculture ; endettement excessif - Politique agricole et fiscalité agricole - Art. 2 (suite) (p. 3168) : vote défavorable sur cet article - Impôt sur la fortune et approbation des Français - (p. 3169) : amendements sénatoriaux et dénaturation du projet gouvernemental ; risques d'une mise à l'écart du Sénat - Qualité des expériences étrangères - Art. 12 (p. 3195) : son amendement n° 242 déposé avec M. Michel Rigou qui le soutient : substitution au prélèvement sur les provisions techniques des assurances d'une taxe sur les conventions d'assurance ; retiré.

Suite de la discussion - (27 novembre 1981) - Après l'art. 18 (p. 3236) : son amendement n° 245, déposé avec M. Michel Rigou qui le soutient : non application de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers aux services de transports interurbains et scolaires de voyageurs par autocar ; retiré - (p. 3237) : son amendement n° 243, déposé avec M. Michel Rigou qui le soutient : non application de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers aux carburants utilisés par les services de transports scolaires ; retiré.

#### Deuxième partie :

Relations extérieures - (3 décembre 1981) - Rapporteur spécial (Services diplomatiques et généraux) - (p. 3554) : politique des relations extérieures et importance des problèmes budgétaires - Nombre des postes diplomatiques et consulaires, des établissements d'enseignement français et des centres culturels à l'étranger - Effectifs des agents titulaires et contractuels - Personnels coopérants gérés par la Direction générale des relations culturelles - Français établis hors de France - Evolution des crédits par rapport à 1981 - (p. 3555) : mesures acquises et mesures nouvelles - Créations d'emplois et augmentation des contributions obligatoires - Frais de déménagement et de logement des agents des services diplomatiques et généraux - Diminution des crédits des émissions radiophoniques françaises en direction de l'étranger ; diffusion de Radio France Internationale ; exemple de l'Afrique - Actions culturelles extérieures : aide au développement, contributions obligatoires, échanges culturels, scolarisation des enfants français à l'étranger ; fouilles archéologiques - Rapport Rigaud sur les relations culturelles extérieures de la France et précisions nécessaires sur la position du Gouvernement à cet égard - Promotion de la langue française à l'étranger - Effort de coopération avec l'ancien condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides (Vanuatu) - (p. 3556) : répartition entre aide bilatérale et aide multilatérale - Aide aux pays les moins avancés (PMA) - Rôle du réseau d'experts techniciens français à l'étranger pour le développement des exportations et efficacité de l'aide au développement - Contrôle parlementaire sur l'utilisation des fonds publics - Position de la commission des finances favorable à l'adoption des crédits des services diplomatiques et généraux du ministère des relations extérieures - Souhait personnel de l'action de la France en faveur des droits de l'homme - Discours de Mexico du Président de la République - Examen des crédits - *Etat B* (p. 3587) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 516 de M. Francis Palmero, rapporteur pour avis (réduction des crédits du titre III : Office universitaire et culturel français pour l'Algérie) - (p. 3588) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 517 de M. Francis Palmero, rapporteur pour avis (réduction des crédits du titre IV : crédits destinés au Vanuatu, anciennes Nouvelles-Hébrides).

Articles non rattachés à l'examen des crédits - (12 décembre 1981) - Art. 69 (p. 4157) : son amendement n° 489, soutenu par M. Emile Didier : exonération de la

taxe sur la valeur ajoutée, TVA, au titre des études d'intérêt général en faveur des associations déclarées et agréées réalisant des études en matière d'environnement et de consommation ; retiré - (p. 4158) : son amendement n° 491, soutenu par M. Emile Didier : non applicabilité de la taxe sur les salaires envers les associations déclarées, employant moins de trois salariés ; retiré puis repris par M. Henri Duffaut.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 104 (81-82)] - (17 décembre 1981) - Art. 8 (p. 4342) : se déclare défavorable à l'amendement n° 4 de M. Maurice Blin, rapporteur général (suppression de cet article sur l'extension des privilèges du Trésor à l'ensemble des pénalités fiscales et l'application de la procédure d'avis à tiers détenteur pour l'ensemble des impôts et des pénalités d'assiette et de recouvrement) - Art. 12 (p. 4347) : refonte de la fiscalité locale et nécessité d'une réflexion d'ensemble - Décentralisation - Art. 20 (p. 4352) : se déclare favorable à l'amendement n° 3 de M. Michel Sordel (limitation de la rémunération des parts des coopératives agricoles et de leurs unions au niveau de celles des dépôts sur les livrets de caisse d'épargne).

**MONORY (René)**, ministre de l'économie (nommé le 5 avril 1978 dans le gouvernement Barre) (JO Lois et décrets 6 avril 1978, p. 1539), puis réélu sénateur de la Vienne, le 19 juillet 1981, en remplacement de M. Guy Robert, démissionnaire (21 juillet 1981) (p. 939) (UCDP)

#### NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des finances (16 septembre 1981) (p. 1495).

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (28 octobre 1981) (p. 2230).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du quatrième projet de loi de finances rectificative pour 1981 (21 décembre 1981) (p. 4488).

#### DÉPÔTS

*Rapport spécial* fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Départements et territoires d'outre-mer** [n° 58, annexe 8 (81-82)] (23 novembre 1981).

*Rapport* fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 141 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale [n° 142 (81-82)].

*Rapport* fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 154 (81-82)] (22 décembre 1981).

*Rapport* fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 158 (81-82)] adopté avec modifications en nouvelle lecture par l'Assemblée nationale [n° 160 (81-82)] (23 décembre 1981).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de nationalisation** [n° 36 (81-82)] - (20 novembre 1981) - Discussion générale (p. 2928) : augmentation des prix par le président de la régie Renault et autorisation du ministre des finances : étatisation ou nationalisation ? - (p. 2945) : souhait de voir les concitoyens accéder à la propriété de l'économie française - Loi d'orientation « Monory » : un million deux cents mille

ménages supplémentaires propriétaires d'une parcelle de l'économie - Concentration, intention du Gouvernement - Nationalisation et décentralisation antinomiques - Absence de « nécessité économique » - Rôle du Premier ministre - Hausse des taux d'intérêt et dévaluation - (p. 2946) : taux d'intérêt au jour le jour le plus bas du monde par rapport à l'inflation durant son ministère - Patrons pris à partie dans la loi d'amnistie - Impôt sur l'outil de travail, élément de dissuasion pour l'investissement des patrons - Inquiétude des patrons devant l'importance du déficit budgétaire - Désaccord sur la nécessité économique - Quatrième pays exportateur du monde en 1980, avant les nationalisations - Situation financière saine lors de la passation du pouvoir avec M. Delors - Accélération du chômage depuis six mois - Imagination et initiative, clefs du succès de la France - Assistance, synonyme de décadence - Nécessité des banques pour une bonne balance des paiements et pour la conquête des marchés à l'étranger - Motivation des nationalisations des 36 banques du secteur privé - Rupture du programme commun sur le problème des nationalisations - Contre les « nationalisations sanctions » - Disparition des contacts chaleureux entre les patrons et les cadres des banques régionales - (p. 2947) : décision du Gouvernement en 1969-1970 de produire 33 millions de tonnes d'acier pour une consommation de 22 millions de tonnes - Lancement d'un mouvement de défense des épargnants - Importance de l'épargne - Remplacement du mot « nationalisation » par le mot « expropriation » - Problème de la Bourse française - Indemnisation - Mode de calcul spoliateur - Disparition des acheteurs étrangers - Reconstitution par les députés de la « loi Monory » - Nombreuses adhésions à l'Association de défense des épargnants - (p. 2948) : nécessité de respecter l'épargne d'investissement et de maintenir du goût du risque - Attachement des Français à la sécurité et non aux nationalisations - Risque de décadence par application d'une politique socialiste pratiquant l'assistance de tous les jours au détriment du goût du risque.

#### - Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]

Discussion générale - (23 novembre 1981) - (p. 3029) : politique de relance de la croissance évoquée par le Gouvernement et prise en compte de la conjoncture économique internationale : transformation du rapport de forces depuis 1974 : augmentation du prix du pétrole et renchérissement des matières premières - Croissance moyenne annuelle de la France au cours des sept dernières années - (p. 3030) : compétitivité nécessaire des entreprises et reconquête du marché intérieur - Risque de la relance par la consommation et les transferts sociaux, au détriment des investissements - Montant du déficit budgétaire et risque d'inflation ; déficit de la sécurité sociale et de l'UNEDIC - Inquiétude des chefs d'entreprise et erreur psychologique commise à l'occasion de la loi d'amnistie - Précipitation du Gouvernement : impôt sur la fortune et taxation de l'outil de travail - (p. 3031) : influence des lobbies sur le Gouvernement : exemple du lobby des objets d'art - Confusion très fréquente entre l'imposition personnelle et l'imposition de l'outil de travail pour les petites et moyennes entreprises (PME) - Taxation des frais généraux des entreprises et régression de la politique commerciale - Financement du déficit de la sécurité sociale et contribution demandée aux entreprises - Incohérence de certaines mesures : exemple de l'exonération des œuvres d'art - Compétitivité de l'économie française - Création d'emplois publics et alourdissement du budget de fonctionnement - Prétendu déficit hérité du gouvernement précédent et évolution annuelle de la trésorerie du budget de l'Etat - (p. 3032) : relance de la consommation et risque de progression du chômage dans l'année à venir - Taux d'inflation prévisible et comparaison avec les autres pays occidentaux - Financement du déficit budgétaire : création monétaire ou recours au marché obligataire ; niveau actuel des taux d'intérêt - Relance par la consommation et risque de déficit de la balance commerciale - Ne votera pas le projet de loi de finances pour 1982 - Discours sur la solidarité et augmentation du pouvoir d'achat des Français les moins favorisés au cours des sept dernières années -

(p. 3033) : compétitivité nécessaire de la France et priorité indispensable à l'investissement.

#### Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - (9 décembre 1981) - Rapporteur spécial (p. 3911) : modestie de ce budget - Faible part des crédits consacrés aux départements d'outre-mer (DOM) et aux territoires d'outre-mer (TOM) - Réalité humaine de près de 2 millions de citoyens français - Mêmes avantages et mêmes traitements que les Français métropolitains, situation matérielle inégale - Importante croissance démographique des DOM-TOM - (p. 3912) : satisfaction concernant le produit intérieur brut par habitant, compte tenu de la situation géographique - Extension progressive à toutes les couches sociales dans les DOM-TOM des droits et des avantages métropolitains - Faiblesse de l'écart des SMIC locaux avec le SMIC métropolitain - Fort taux de chômage : 30 % de la population - Nombreux handicaps du développement économique : cyclones, faibles ressources naturelles, insularité - Absence de compétitivité à l'égard du tiers monde - Aide à l'agriculture, à l'industrie et à l'artisanat - Dépenses publiques par habitant doubles de celles de la métropole - Forte augmentation de l'aide aux migrants - Budget de continuation et inférieur en francs constants au budget précédent - Budget du secrétariat d'Etat représentant 6,5 % seulement de l'ensemble des efforts budgétaires de l'Etat en faveur des DOM-TOM - Importance des orientations politiques - Départementalisation et conséquences financières pour les DOM, tendance à l'autonomie et politique conventionnelle pour les TOM - Suggestion d'abandon des DOM-TOM en deux étapes - Statut spécial et indépendance - Souhait de la majorité des habitants de Nouvelle-Calédonie de rester au sein de la République française - Non extension aux DOM de la loi sur les libertés locales - Mesures budgétaires votées par l'Assemblée nationale défavorables à l'investissement dans les DOM-TOM, supprimées par le Sénat à une large majorité - Souhait d'explications sur cette orientation politique - (p. 3914) : présence des DOM-TOM aux côtés de la métropole, condition importante du développement équilibré du pays - Au nom de la commission des finances, s'en remet à la sagesse du Sénat sur le budget des DOM-TOM.

- Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 141 (81-82)] - (21 décembre 1981) - Rapporteur - Discussion générale (p. 4439, 4440) : solidarité manifestée au monde agricole en 1980 - Evaluation pour 1981 : montant de l'aide et financement pour moitié par les excédents du Crédit agricole - Dépenses d'équipement - Politique des prix agricoles et décision de Bruxelles - Augmentation du coût des consommations intermédiaires - Solution en cours pour la crise de l'énergie - Intervention de M. Louis Minetti et événements de Pologne - (p. 4441) : nouvelle crise prévisible : problème de l'alimentation de la population mondiale - Réussite de la restructuration et des augmentations de productivité de l'agriculture au cours des dernières années - Sauvegarde des exploitations familiales - Insuffisance des aides accordées - Uniformisation du régime fiscal du Crédit agricole et du Crédit mutuel avec celui des autres établissements bancaires : insuffisance de la concertation - Assujettissement obligatoire à la TVA - Position prise par la commission sur divers articles - Insuffisance des crédits et refus d'approbation de ce collectif par la commission des finances - (p. 4448) : question de M. Louis Perrein sur la sérénité du rapporteur et rappel des avantages que peut comporter l'héritage du passé : montant cumulé des excédents du Crédit agricole - (p. 4481) : prélèvements antérieurement effectués sur les excédents du Crédit agricole et différence du montant avec celui prévu pour 1982 - Art. 1 (p. 4482) : question posée par M. Jacques Descours Desacres sur l'année de prise en compte des aides compensatoires pour 1981 et 1982 - Son amendement n° 1 : suppression de cet article relatif à la fixation du supplément de charges du budget de l'Etat pour 1981 ; adopté - (p. 4483) : prélèvement sur les excédents du Crédit agricole et augmentation des taux d'intérêt - Aide

à l'équipement et aide directe au pouvoir d'achat - **Art. 2** : son amendement n° 2 : suppression, pour coordination, de cet article relatif à la ventilation des crédits : dépenses ordinaires ; adopté - **Art. 3** : son amendement n° 3 : suppression, pour coordination, de cet article relatif à la ventilation des crédits : dépenses en capital ; adopté - **Art. 4** : son amendement n° 4 : suppression de cet article relatif au régime fiscal du Crédit agricole ; adopté - **Art. 5** (p. 4484) : son amendement n° 5 : suppression de cet article relatif au régime fiscal du Crédit mutuel ; adopté - Caisse nationale et caisses locales - Insuffisance de la concertation - (p. 4485) : proteste contre la mise en cause de M. Théo Braun par le secrétaire d'Etat - **Art. 6** : son amendement n° 6 : relèvement du niveau fixé pour le chiffre d'affaires entraînant l'assujettissement obligatoire des exploitations agricoles à la TVA ; adopté - **Art. 7** : décision de la commission des finances de s'en remettre à la sagesse du Sénat pour cet article relatif à la tenue d'une comptabilité analytique par type de production pour les exploitants agricoles placés sous le régime réel simplifié d'imposition - **Après l'art. 7** (p. 4486) : s'oppose à l'amendement n° 8 de MM. Paul Jargot et Louis Minetti (diminution du taux de la TVA sur les machines agricoles, les engrais et les produits phytosanitaires ; compensation par une taxe sur les importations).

**MONT (Claude)**, sénateur de la Loire (UCDP)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

## DÉPÔTS

Avis présenté, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Relations extérieures [n° 61, tome I (81-82)] (23 novembre 1981).

## QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 42 (JO Débats 3 juillet 1981) (p. 786) à M. le ministre de l'intérieur : finances locales (charges sociales des collectivités locales).

n° 93 (JO Débats 20 août 1981) (p. 1327) à M. le ministre des transports : autoroutes (achèvement de l'autoroute B 71).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

Suite de la discussion - (3 novembre 1981) - Discussion générale (p. 2390) : importance d'une réforme sur le statut de l'administration locale ; consultation du Parlement et expérience du Sénat - Nécessité d'une concertation avec les élus locaux ; association des maires de France - (p. 2391) : caractère partiel du projet et compléments apportés par la commission - Redistribution des compétences entre l'Etat, les départements, les régions et les communes ; projet de loi voté au Sénat en 1980 - Budgets communaux ; dotation globale de fonctionnement et remboursement de la TVA - Recommandation de la création d'une dotation globale d'équipement - Transfert de la fiscalité nationale aux collectivités locales - Problème de l'interventionnisme économique attribué aux communes ; manque de moyens des petites communes - Politique économique et sociale et responsabilité gouvernementale -

Refus d'un transfert de charges - Inquiétudes sur l'agence technique et financière départementale ; adhésion facultative - Suppression de la tutelle préfectorale - Contrôle juridictionnel *a posteriori* : tribunaux administratifs, chambre régionale des comptes et Cour de discipline budgétaire - Qualité du projet de loi adopté au Sénat le 22 avril 1980.

Suite de la discussion - (4 novembre 1981) - Titre I. - **Art. 2** (p. 2420) : son amendement n° I-339 : suppression de cet article relatif au caractère exécutoire de plein droit des délibérations, arrêtés et conventions relatives aux marchés, pris par les autorités communales ; rejeté - Contradiction avec l'article 14 du projet.

Suite de la discussion - (6 novembre 1981) - Titre I (suite) - **Art. 5** (p. 2529) : son amendement n° I-371, soutenu par M. Adolphe Chauvin : modification de la définition de la notion d'équilibre réel du budget communal ; devenu sans objet - (p. 2532) : son amendement n° I-372 soutenu par M. Pierre Schiélé : fonctionnement et pouvoirs de la chambre régionale des comptes dans le rétablissement de l'équilibre lorsque le budget communal n'est pas voté en équilibre réel ; retiré.

Suite de la discussion - (12 novembre 1981) - Titre II - **Art. 18 septies** (p. 2615) : son amendement n° II-240, soutenu par M. Pierre Schiélé : extension aux communes et aux établissements publics intercommunaux de la possibilité de création d'une agence technique départementale ; devenu sans objet.

Suite de la discussion - (13 novembre 1981) - Titre II (suite) - **Après l'art. 26** (p. 2661) : son amendement n° II-251, soutenu par M. Paul Séramy : respect par le conseil général des règles légales dans le cadre de ses compétences ; retiré - **Art. 28** (p. 2663) : son amendement n° II-254, soutenu par M. Adolphe Chauvin : rapport annuel de l'activité du conseil général et des organismes placés sous sa dépendance ; retiré.

Suite de la discussion - (17 novembre 1981) - Titre III - **Art. 45** (p. 2753) : son amendement n° III-137 soutenu par M. Henri Goetschy : actions du conseil régional et concertation avec les autres collectivités territoriales et les établissements publics régionaux ; devenu sans objet - (p. 2754) : son amendement n° III-138, soutenu par M. Pierre Schiélé : suppression des dispositions de cet article relatives à l'affirmation de l'intégrité du territoire national ; devenu sans objet.

Suite de la discussion - (18 novembre 1981) - Titre III (suite) - **Art. 48 bis** (p. 2803) : sur l'amendement n° III-62 de M. Michel Giraud, rapporteur (participation de la région à l'élaboration du plan national ; plan régional ; coordination des investissements publics locaux dans la région), son sous-amendement n° III-157, soutenu par M. Pierre Schiélé : suppression, dans l'alinéa relatif au plan régional, de la référence aux « normes et critères fixés par la loi » ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

Transports - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - Examen des crédits - **Etat B** (p. 3419) : désenclavement du Massif Central et liaison Clermont-Ferrand par l'autoroute B 71 à la voie majeure de la vallée du Rhône - Mise en service prévue pour fin 1983 - (p. 3420) : absence de réponse à la question concernant le désenclavement de Roanne.

Relations extérieures - (3 décembre 1981) - Rapporteur pour avis (Relations extérieures) - (p. 3556) : projet de budget pour les relations extérieures et les affaires européennes : créations d'emplois ; relèvement des contributions obligatoires et bénévoles aux organisations internationales - Problème du désarmement : plan français de 1978 et projet de réunion d'une conférence sur le désarmement en Europe (CDE) - Négociations américano-soviétique sur les missiles nucléaires en Europe

- Eventualité d'une renégociation de l'Alliance atlantique  
 - Création d'une force interafricaine de paix - (p. 3557) : problème du Moyen-Orient - Précisions nécessaires sur la position du Gouvernement quant à la fabrication et à la vente d'armements par la France - Pays d'Amérique centrale : Honduras ; Nicaragua ; déclaration franco-mexicaine sur le Salvador - Résolution votée par la sous-commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies - Construction européenne : Conseil européen de Londres et approbation du plan de relance germano-italien - Absence d'avis favorable de la commission des affaires étrangères.

**MONTALEMBERT** (Geoffroy de), sénateur de la Seine-Maritime (RPR)

## NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des finances.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1981 (24 juillet 1981) (p. 1157).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du deuxième projet de loi de finances rectificative pour 1981 (27 octobre 1981) (p. 2202).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1982 (14 décembre 1981) (p. 4214).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du troisième projet de loi de finances rectificative pour 1981 (17 décembre 1981) (p. 4353).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés (19 décembre 1981) (p. 4428).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du quatrième projet de loi de finances rectificative pour 1981 (21 décembre 1981) (p. 4488).

## DÉPÔTS

*Rapport spécial* fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Plan et aménagement du territoire - II. Aménagement du territoire** [n° 58, annexe 21 (81-82)] (23 novembre 1981).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 310 (80-81)]

Suite de la discussion - (23 juillet 1981) - **Discussion générale** (p. 1058) : référence à la séance du 16 juin 1936 : dialogue entre Léon Blum, président du Conseil et Joseph Caillaux, président de la commission des finances du Sénat - **Sagesse du Sénat - Art. 1** (p. 1073) : exemple du passé : sa citation des propos de Joseph Caillaux, à la tribune du Sénat en 1936 - (p. 1090) : son amendement n° 39 : application de ces dispositions à compter de la promulgation de la loi ; devenu sans objet.

- **Question orale avec débat : situation des jeunes agriculteurs** - (6 novembre 1981) - (p. 2512) : nécessité de faciliter la tâche d'installation des jeunes agriculteurs - Sort particulier des baux ruraux dans le cadre de l'impôt sur la fortune - Problème du prix de revient des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) et de l'attitude de certains propriétaires fonciers animés du désir de préserver la terre.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

Suite de la discussion - (12 novembre 1981) - **Titre II - Art. 17** (p. 2604) : son amendement n° II-276, soutenu par M. Marc Bécam, et identique à l'amendement n° II-98 de M. Marcel Lucotte, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : élection par le conseil général en son sein d'une commission départementale exécutive ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Discussion des articles de la première partie :*

(25 novembre 1981) - **Art. 3** (p. 3098) : son amendement n° 289, soutenu par M. Maurice Blin, rapporteur général : justification du passif et article 109 du code de commerce ; adopté - **Art. 6** (p. 3138) : son amendement n° 447 : application pour le calcul de l'imposition sur le patrimoine des abattements prévus pour le calcul de l'impôt sur le revenu concernant le conjoint et les enfants ; retiré.

Suite de la discussion - (26 novembre 1981) - **Art. 9** (p. 3159) : son amendement n° 91 déposé avec M. Roland du Luart qui le soutient : impôt sur le patrimoine et abattement pour les parts des groupements forestiers et des groupements fonciers agricoles ; retiré au profit de l'amendement n° 409 de M. Christian Poncelet - (p. 3161) : se déclare favorable à l'amendement n° 419 de M. Paul Girod (loi du marché et établissement de la valeur vénale des biens ; litiges et charge de la preuve à l'administration) - **Longueur des baux ruraux ; association capital-travail** - (p. 3162) : bail rural et lourdeur de l'impôt sur la fortune pour les propriétaires fonciers ; risque d'une revente des biens, notamment à des étrangers.

*Deuxième partie :*

**Plan et aménagement du territoire** - (2 décembre 1981) - Rapporteur spécial (Aménagement du territoire) (p. 3502) : modalités de présentation de son rapport et contenu de l'intervention du ministre - Rupture avec les budgets précédents ; augmentation des crédits et création d'un ministère d'Etat et d'une Délégation à l'économie sociale - Montant des crédits de paiement, des autorisations de programme et des dépenses de fonctionnement - Créations d'emplois - Augmentation des dépenses d'investissement - Répartition des crédits du Conservatoire du littoral entre la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) et le ministère de l'environnement - Budget des charges communes et primes de développement régional - Augmentation des crédits du Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire (FIAT) - (p. 3503) : prise en compte du plan du Grand Sud-Ouest - Amélioration du contrôle parlementaire ; transferts de crédits d'investissement aux crédits de fonctionnement - Zones minières - Décentralisation administrative - Diminution des crédits du Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) ; qualité de la gestion du FIDAR ; contribution au « Fonds des droits de la femme » - Diminution des crédits de la mission interministérielle pour l'aménagement de la côte d'Aquitaine (MIACA) ainsi que pour la mission interministérielle de protection et d'aménagement des espaces naturels méditerranéens - Plan intérimaire de 2 ans - Déséquilibres budgétaires et accroissement de l'inflation - Politique gouvernementale et pari sur l'avenir - S'en remet à la sagesse du Sénat pour le vote de ces crédits.

- **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale** [n° 124 (81-82)] - (18 décembre 1981) -

**Art. 4 (p. 4378) :** sur l'amendement n° 1 de M. Louis Boyer, rapporteur, (fixation par décret et à intervalle non inférieurs au semestre de la périodicité du plafond applicable aux cotisations d'assurance vieillesse) : au nom de la commission des finances, déclare applicable l'article 40 de la Constitution au sous-amendement n° 15 de M. Jean Béranger (première année d'application de la modification de la périodicité de la revalorisation du plafond de la sécurité sociale) - **Après l'art. 8 (p. 4384) :** au nom de la commission des finances, déclare l'article 40 de la Constitution applicable à l'amendement n° 13 de M. Louis Boyer, rapporteur (bénéfice de la couverture de leurs soins pour tous les pensionnés cotisant à l'assurance maladie).

**MOREAU (Roger),** sénateur de l'Indre-et-Loire (RPR)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

**MOREIGNE (Michel),** sénateur de la Creuse (S) - *Secrétaire du Sénat*

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Est nommé membre suppléant du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles (7 avril 1981) (p. 540).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Intérieur et décentralisation - (9 décembre 1981) - Examen des crédits - Etat B (p. 3962) :** évolution de la dotation globale de fonctionnement (DGF) dans le département de la Creuse et pourcentage d'augmentation prévu pour 1982 inférieur à la moyenne nationale - Différence représentant une perte considérable, s'élevant à plus de 55 millions de centimes - Demande d'une compensation au titre de la subvention en faveur des départements pauvres - (p. 3963) : potentiel fiscal de la Creuse le plus bas de France après celui de la Haute-Corse.

**Solidarité nationale (suite) - I - Section commune - III - Travail - (11 décembre 1981) - (p. 4107) :** intervient en remplacement de M. Charles Bonifay - Dynamisme de la politique du Gouvernement en matière d'emploi - Situation des chômeurs en fin de droits : revalorisation de l'allocation de secours exceptionnelle - Projet de loi sur la sécurité sociale - (p. 4108) : création souhaitable d'un grand service public de l'emploi : coordination et décentralisation de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) et de l'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) : formation et reclassement des chômeurs - Projets de loi en préparation : développement de droits nouveaux pour les travailleurs : droit d'expression directe des salariés - Représentation des salariés dans les banques et les entreprises en voie de nationalisation : problème des modalités de désignation de ces représentants dans les conseils d'administration - Soutien du groupe socialiste à l'action du Gouvernement et vote favorable sur ce budget.

**MORICE (André),** sénateur de la Loire-Atlantique (GD)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires telle que modifiée par le protocole de 1978 [n° 13 (80-81)] - (7 avril 1981) - Discussion générale (p. 531, 532) :** naufrage du *Tanio* et tonnage de fuel subsistant dans l'épave ; retard des opérations de pompage.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 19 (81-82)] - (22 octobre 1981) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 2104) :** importance de la désignation du président-directeur général de la régie Renault, évoquée par un orateur ; rappelle que cette responsabilité lui a incombé en 1955 et qu'il a alors désigné à ce poste M. Pierre Dreyfus, aujourd'hui ministre de l'industrie.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion - (29 octobre 1981) - Discussion générale (p. 2285) :** problème de la gestion des communes - Groupements des élus locaux : association des maires de France, association des maires de grandes villes - Remplacement du contrôle *a priori* par le contrôle *a posteriori* - Acceptation par les maires du contrôle *a priori* et des pouvoirs du préfet et du trésorier payeur - Lutte contre le chômage - Hommage rendu aux préfets et demande de maintien du titre de préfet - Rôle du président du conseil général et du président de l'assemblée régionale et risques de divergences - Création de « grandes régions » - Hommage aux commissions du Sénat - (p. 2286) : nécessité d'un réel dialogue entre l'Assemblée nationale et le Sénat.

**Suite de la discussion - (13 novembre 1981) - Titre II (suite) - Art. 22 (p. 2654) :** son amendement n° II-133, déposé avec M. Paul Girod : tenue des réunions des conseils généraux à caractère budgétaire à l'hôtel de la préfecture ; retiré - **Art. 22 bis (p. 2656) :** soutient l'amendement n° II-161 de M. Bernard Legrand (audition du représentant de l'Etat dans le département par le conseil général à la demande du Premier ministre ou du président du conseil général) - **Art. 24 (p. 2659) :** soutient l'amendement n° II-163 de M. Paul Girod (élection des vice-présidents du conseil général et scrutin uninominal) - **Art. 26 (p. 2661) :** soutient l'amendement n° II-166 de M. Bernard Legrand (prise de décisions à la majorité absolue des présents) - **Art. 27 :** soutient l'amendement n° II-167 de M. Bernard Legrand (réunion de plein droit du conseil général trois jours après sa convocation) - (p. 2662) : soutient les amendements n° II-329 de M. Bernard Legrand (caractère non public des séances et décisions du conseil général à la majorité absolue) et n° II-168 de M. Paul Girod (demande de scrutin public par le sixième des membres présents et prépondérance de la voix du président ; scrutin secret des votes sur les nominations ; liste des votants).

**MOSSION (Jacques),** sénateur de la Somme (UCDP)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (22 décembre 1981) (p. 4544).

## DÉPÔTS

*Participation au rapport d'information* fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur les activités des institutions des Communautés européennes entre le 1<sup>er</sup> novembre 1980 et le 30 avril 1981, en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les Communautés européennes [n° 286 (80-81)] (2 juillet 1981).

*Rapport* fait au nom de la commission des affaires économiques sur le projet de loi [n° 384 (80-81)] sur l'exploration et l'exploitation des ressources minérales des grands fonds marins [n° 407 (80-81)] (1<sup>er</sup> octobre 1981) - Mer et littoral.

*Avis* présenté, au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Territoires d'outre-mer [n° 60, tome XXIII (81-82)] (23 novembre 1981).

*Participation au rapport d'information* fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur les activités des institutions des Communautés européennes entre le 1<sup>er</sup> mai 1981 et le 31 octobre 1981 en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les Communautés européennes [n° 89 (81-82)] (2 décembre 1981).

## QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 109 (JO Débats 24 septembre 1981) (p. 1619) à M. le ministre de l'économie : impôts (harmonisation européenne en matière fiscale).

## INTERVENTIONS

– **Ouverture de la première session extraordinaire de 1980-1981** - (21 juillet 1981) - (p. 939) : texte du décret de convocation et liberté des assemblées parlementaires pour fixer leurs heures de séance - Modification du texte postérieure à sa publication au *Journal officiel*.

– **Projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière** [n° 367 (80-81)] - (23 septembre 1981) - Art. 1 (p. 1612) : son amendement n° 6 déposé avec M. Pierre Vallon : atténuation des peines applicables aux employeurs de bonne foi ; adopté - Art. 3 (p. 1614) : son amendement n° 7 déposé avec M. Pierre Vallon qui le soutient : suppression de l'indemnité forfaitaire pour le salarié qui a fourni de faux renseignements ; retiré.

– **Projet de loi sur l'exploration et l'exploitation des ressources minérales des grands fonds marins** [n° 384 (80-81)] - (8 octobre 1981) - Rapporteur - Discussion générale (p. 1904) : approvisionnement futur de la France en matières premières - Importance des découvertes des richesses contenues au fond des mers - Intérêt économique des nodules polymétalliques - Emplacement géographique des nodules - Conditions économiques de leur exploitation, investissements importants nécessaires - Création en 1974 avec l'aide de l'Etat de l'Association française pour l'étude et la recherche des nodules (AFERNOD) - Exploitation envisagée en 1988 - Législations unilatérales de certains pays - (p. 1905) : investissements considérables nécessaires pour l'exploitation industrielle - Loi indispensable à la

sécurité des investissements des exploitants français - Urgence du vote de la loi - Loi transitoire dans l'attente de l'entrée en vigueur de la Convention internationale sur le droit de la mer - Règlementation des activités des personnes physiques et morales françaises dans des zones situées hors de la juridiction nationale française - Nécessité d'une législation spécifique - Création d'une redevance sur l'extraction des produits destinée à venir en aide aux pays en voie de développement - Création de ce fonds spécial dans le budget pour 1982 - Position de la commission favorable à l'adoption du projet de loi - Art. 1 (p. 1910) : son amendement n° 1 : caractère provisoire de la loi dans l'attente de l'entrée en vigueur d'une convention internationale ; adopté - Art. 5 (p. 1911) : son amendement n° 2 : exclusivité des droits conférés par le permis d'exploration ou par le permis d'exploitation ; adopté - Art. 7 : son amendement de coordination n° 3 ; adopté - Son amendement n° 4 : délivrance des permis d'exploitation avant le 1<sup>er</sup> janvier 1988 mais sans autorisation de démarrage de l'exploitation avant cette date ; adopté - Art. 8 (p. 1912) : son amendement rédactionnel n° 5 ; adopté - Art. 12 : son amendement n° 6 : paiement de la redevance sur chaque tonne de produit brut extrait ; adopté.

– **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (29 octobre 1981) - Discussion générale (p. 2298) : adoption en 1979 par le Sénat d'un projet de décentralisation ; ampleur de la consultation engagée - Projet de 1981 et absence de consultation ; regrets de la quasi-unanimité des élus - Décentralisation et répartition claire des moyens financiers - Souhait du maintien de la tutelle financière au préfet - Lourdeur de la responsabilité devant la Cour de discipline budgétaire - Intervention économique et insuffisance des moyens des communes rurales ; intervention des départements - Opposition à l'exécutif départemental représenté par le président du conseil général - Statut des élus et des personnels - Réserves sur le système de coopération inter-communale et allègement des procédures techniques - Rôle flou de la région - Aspirations politiques du projet - Gauche française et passage du jacobinisme à la décentralisation - Fonctionnement satisfaisant de la commune - (p. 2299) : absence de définition précise des compétences et des ressources communales - Communes rurales et refus de la politisation - Transformation du rôle du département et création de fœdalités financières et administratives - Création de nouveaux cantons - Exécutif départemental et président du conseil général ; politisation du département ; cas similaire pour la région - Préférence pour les procédures de contrôle et non pour les procédures de règlement amiable - Suppression de la tutelle et discrédit sur le corps préfectoral - Création de la chambre régionale des comptes et soumission des élus à la Cour de discipline budgétaire - Contrôle de légalité par les tribunaux administratifs - (p. 2300) : maintien de la tutelle technique - Attribution de compétence économique et absence de besoins exprimée par les élus locaux - Politique économique et responsabilité gouvernementale - « Surpolitisation » de la vie locale - Attente de compétences et de moyens nettement définis.

– **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Discussion des articles de la première partie :*

(24 novembre 1981) - Art. 2 (p. 3061) : soutient l'amendement n° 112 de M. Pierre Vallon (report au 1<sup>er</sup> janvier 1983 de la mise en application de l'impôt sur la fortune)

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1981) - Art. 4 (p. 3115) : soutient l'amendement n° 139 de M. Alphonse Arzel (considération comme biens professionnels des biens nécessaires à l'exercice d'une profession industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale) - (p. 3117) : son amendement n° 131 : impôt sur le patrimoine : prise en compte comme biens professionnels des parts de sociétés de personnes dont les bénéfices sont soumis à l'impôt sur le revenu dans la catégorie des bénéfices agricoles, des

bénéfices industriels ou commerciaux ou des bénéfices non commerciaux ; retiré.

**Suite de la discussion** - (26 novembre 1981) - **Art. 11** (p. 3176) : son amendement n° 104 : impôt sur le revenu et augmentation des déductions fiscales des personnes âgées de moins de 65 ans et des invalides aux revenus modestes ; retiré.

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Art. 18** (p. 3234) : son amendement n° 193, soutenu par M. Adolphe Chauvin : exonération de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers pour les agriculteurs ; déductibilité de la TVA sur les carburants ; retiré - **Art. 22** (p. 3246) : son amendement n° 200, soutenu par M. Francis Palmero : taxe différentielle sur les véhicules à moteur : suppression de la taxe pour les véhicules de moins de 6 CV ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - **Art. 29** (p. 3268) : son amendement n° 211, soutenu par M. Adolphe Chauvin : suppression de cet article qui vise à différer la mise en application des dispositions financières prévues par la loi du 12 juillet 1980, relative aux formations professionnelles alternées, et à reconduire la taxe additionnelle à la taxe d'apprentissage, instituée pour le financement des pactes pour l'emploi ; retiré.

#### Deuxième partie :

**Agriculture** - (7 décembre 1981) - (p. 3813) : inquiétudes exprimées par les jeunes agriculteurs de son département de la Somme : augmentation des cotisations au budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) ; prêts aux jeunes agriculteurs : délai d'attente ; relèvement des taux d'intérêt - (p. 3814) : nécessité d'une enveloppe supplémentaire pour les prêts du Crédit agricole aux jeunes agriculteurs - Régression du budget du ministère de l'agriculture ; transfert de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) sur le budget de la recherche - Réduction des crédits de fonctionnement de l'enseignement agricole privé, des travaux d'hydraulique, de remembrement et de modernisation des exploitations - Insuffisance des moyens consentis aux sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) - Politique agricole commune - Insuffisance de ce budget.

**Départements et territoires d'outre-mer** - (9 décembre 1981) - Rapporteur pour avis (Territoires d'outre-mer) (p. 3915) : changement de gouvernement en France et développement des courants d'indépendance dans les territoires d'outre-mer (TOM) - Problème des îles éparses de l'Océan indien entourant Madagascar et placées sous la juridiction du préfet de la Réunion - Rattachement possible de l'île de Clipperton à la Polynésie française - Diminution des compétences du Secrétariat d'Etat aux départements d'outre-mer (DOM) et aux TOM - Augmentation inférieure du budget des TOM-DOM par rapport au budget de l'Etat - Faiblesse des actions menées par le Secrétariat d'Etat aux DOM-TOM par rapport à l'ensemble de l'effort budgétaire en faveur des TOM - Problème du tourisme lié au problème de la desserte aérienne - (p. 3916) : adoption par le Sénat d'un projet de loi relatif à l'exploitation des ressources minérales des grands fonds marins - Totale dépendance énergétique - Possibilité d'une mise en oeuvre des énergies nouvelles - Réforme foncière en cours en Nouvelle-Calédonie - Réforme des statuts des conventions en 1977 et 1979 - Nécessité de développer la politique des conventions - Au nom de la commission des affaires économiques, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le budget des TOM.

**Articles non rattachés à l'examen des crédits** - (12 décembre 1981) - **Art. 66** (p. 4146) : sur l'amendement n° 554 de M. Maurice Blin, rapporteur général (aide fiscale à l'investissement en cas de non diminution du nombre moyen de salariés de l'entreprise), son sous-amendement n° 564, soutenu par M. Adolphe Chauvin : déduction fiscale sans clauses restrictives pour les entreprises du secteur des transports routiers ; retiré.

**MOULY (Georges)**, sénateur de la Corrèze (GD)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à harmoniser la date de départ à la retraite des époux fonctionnaires [n° 375 (80-81)] (16 septembre 1981).

*Proposition de loi* tendant à empêcher les cumuls abusifs entre une pension de retraite et une activité rémunérée et à favoriser le départ à la retraite des assurés ayant cotisé un nombre d'années suffisant [n° 376 (80-81)] (15 septembre 1981).

*Proposition de loi*, déposée avec M. Paul Robert, tendant à instituer une dispense de service national au profit des jeunes chefs d'exploitation exerçant la profession d'agriculteur à titre principal [n° 50 (81-82)] (13 novembre 1981).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant suppression de la Cour de sûreté de l'Etat** [n° 312 (80-81)] - (28 juillet 1981) - **Discussion générale** (p. 1171, 1172) : banalisation du problème de la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat - Donne sa préférence à un aménagement du fonctionnement de la Cour de sûreté - Crainte des pressions sur les jurys - Changements politiques et respect des libertés - Acte de confiance dans les magistrats et les citoyens.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** - *Nouvelle lecture* [n° 340 (80-81)] - (30 juillet 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1274) : mesures sociales de la loi de finances rectificative - Fonctionnement des institutions parlementaires et dialogue inter-assemblées - (p. 1275) : crise internationale et évolutions pétrolières - Souhait de voir prendre en considération la position du Sénat - Vote favorable sur le projet.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1981) - **Discussion générale** (p. 2381) : unanimité sur la décentralisation et la régionalisation - Regret de l'absence d'une consultation préalable - Acceptation de leurs responsabilités par les élus ; rôle des directions départementales de l'équipement - Permanence du problème financier des communes - Petitesse des budgets communaux et réalité du pouvoir économique - Accroissement des responsabilités et des moyens propres - Caractère néfaste d'une coopération intercommunale systématique - Dépendance politique des maires à l'égard de l'exécutif départemental - (p. 2382) : inquiétudes sur les compétences de la chambre régionale des comptes et la Cour de discipline budgétaire.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

#### Deuxième partie :

**Environnement** - (30 novembre 1981) - **Examen des crédits** - *Etat C* (p. 3376) : intervient sur le titre VI ; insuffisance du budget au niveau des autorisations de programme - Indépendance du ministère - Production d'énergie et construction éventuelle d'un important barrage hydraulique - Cohérence entre développement économique et environnement - Création d'emplois - Dimensions internationales des problèmes de l'environnement et solidarité avec le Gouvernement.

**Education nationale** - (5 décembre 1981) - (p. 3681) : lit l'intervention de M. Jacques Moutet : problème de l'enseignement des diverses langues et cultures de France

- Absence de dispositions administratives et de moyens budgétaires - Quelques dispositions favorables aux aspirations régionales - (p. 3682) : problème de la création de postes d'instituteurs itinérants comme il en existe déjà au Pays basque et de professeurs à temps complet dans les lycées et collèges pour l'enseignement régulier des langues régionales - Création de 1300 à 1500 postes nécessaires pour l'enseignement de nos langues - Souhait de la mise en place de quelques mesures concrètes à titre expérimental en janvier prochain - Changement de mentalité - Tous les Français concernés - Examen des crédits - *Etat B* (p. 3695) : éducation nationale et regard sur l'avenir - Rôle décisif et réducteur d'inégalités dès le plus jeune âge des classes ou des écoles maternelles - Problème du maintien en milieu rural des classes ou écoles maternelles et des transports scolaires des enfants en bas-âge - Absence de solution à l'auxiliariat et étude du remplacement dans l'attente du projet de loi sur la titularisation - Place importante de l'enseignement technique dans la conjoncture actuelle - Plusieurs mesures quantitatives et qualitatives en faveur de l'enseignement professionnel - Manque de considération et nécessité de la conversion des mentalités - Budget traduisant l'ouverture de notre système éducatif sur le monde, la volonté de dialogue des cultures - Budget d'attente sur la voie du rétablissement - (p. 3696) : approbation de ce budget.

**Temps libre** - (6 décembre 1981) - (p. 3729) : poids économique du tourisme ; comparaison avec l'industrie aéronautique, l'agriculture ou la pêche maritime - Atouts de la situation géographique française - Renforcement des délégations régionales - Ouverture de bureaux à l'étranger - Accroissement des crédits d'intervention - Caractère offensif du budget - Largeur des compétences du ministère du temps libre et réduction de celles du secrétariat d'Etat au tourisme - Rôle pilote de ce secrétariat d'Etat ; relais des syndicats d'initiative, des comités régionaux et départementaux du tourisme - Rôle des comités départementaux et fédération des comités départementaux du tourisme - Tourisme et qualité du niveau départemental ; services « loisirs-accueil » départementaux - Elaboration de schémas régionaux et départementaux de développement du tourisme - Tourisme et aménagement du territoire - Tourisme social et associatif ; maintien de la dimension individuelle du tourisme - Complémentarité tourisme social et tourisme commercial - Mesures fiscales et incidence sur le tourisme - Tourisme rural et importance économique ; extension du bénéfice de l'aide à l'aménagement des gîtes aux agriculteurs pluri-actifs, ainsi qu'aux commerçants et artisans - Tourisme et restaurations du patrimoine bâti - Loisirs de proximité de fin de semaine ou de petites vacances - Aide aux initiatives locales ; « vacances à la ferme » - (p. 3730) : demande de création d'un centre de promotion du tourisme rural - Hôtellerie de campagne et rétablissement de la prime d'équipement hôtelier - Tourisme rural et tourisme vert - Vote favorable sur ce projet de budget.

MOUTET (Jacques), sénateur des Pyrénées-Atlantiques (GD)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

#### INTERVENTIONS

- Procès-verbal (22 septembre 1981) - (p. 1558) : rectification de vote sur le projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion

- Questions orales avec débat jointes : difficultés de l'industrie textile - (20 octobre 1981) - (p. 2055) : difficulté des industries traditionnelles, notamment du textile ;

concurrence des pays sous-développés et industrialisés - Exemple de la fabrication des espadrilles ; sort de cette industrie et équilibre économique des Pyrénées Atlantiques - (p. 2056) : intégration de ce secteur dans le nouvel accord multifibres et contrôle des importations communautaires et étrangères - Révision de la nomenclature douanière CEE - Protectionnisme et survie des entreprises - Signature du premier accord multifibres et progression des importations ; stagnation des exportations - Troisième accord multifibres ; diminution du taux de pénétration des importations ; extension du système de globalisation dans le cadre de la CEE ; application de la clause de sauvegarde - Concurrence des pays industrialisés et qualité technologique de notre industrie ; mise en cause de l'inflation et des charges sociales - Stabilisation de la pression fiscale et diminution des charges sociales - Augmentation de l'enveloppe des prêts bonifiés et augmentation des taux d'intérêt - Relance économique et caractère néfaste de la taxation des frais généraux et du contrôle des prix - Risque présenté par les nationalisations.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

Suite de la discussion - (3 novembre 1981) - Discussion générale (p. 2385) : caractère hâtif de la réforme - Rappelle la réflexion approfondie du Sénat sur le projet de loi portant développement des responsabilités des collectivités locales ; répartition claire des compétences - Absence de dispositions du projet sur le statut des élus et de la fonction publique - Regrette l'abandon total du projet de loi adopté au Sénat en 1980 - Projet actuel et absence de concertation - Refus d'un choix entre les différentes administrations intermédiaires ; bureaucratie et écrasement des petites communes - Suppression du contrôle *a priori* et danger du contrôle *a posteriori* - Qualité de la tutelle administrative - Compétence de la Cour de discipline budgétaire ; exclusion des élus - Développement des interventions économiques des communes ; caractère flou des dispositions et situation des petites communes rurales - (p. 2386) : interventionnisme économique : manque de cohérence formelle et difficulté d'application - Risque de déséquilibre entre les communes - Problème des modalités d'intervention et respect de la liberté économique - Transfert d'une charge étatique vers les communes - Volonté de contrôle politique des collectivités locales.

- **Projet de loi de nationalisation** [n° 36 (81-82)]

Suite de la discussion - (21 novembre 1981) - Discussion générale (p. 2976) : différence de nature avec les nationalisations faites à la Libération - Bouleversement économique et politique pour satisfaire des promesses électorales hasardeuses - Nationalisation et lutte contre le chômage - Nationalisation : affaiblissement du potentiel industriel et du progrès social - Inanité de l'interventionnisme économique de l'Etat ; exemple des dénationalisations anglaises - Différence de nature entre l'appropriation collective et les relations secteur public secteur privé pratiquées au Japon, aux Etats-Unis et en RFA - Nationalisation du crédit et dégradation de l'image de marque de la France - Dérèglement d'une structure industrielle efficace - Grands groupes nationalisables et absence de monopole de vente ; importance de leurs accords avec les partenaires internationaux - Croissance du chômage - Importance des investissements publics et dotation de l'Etat - Nationalisation et dégradation des résultats des cinq groupes industriels nationalisables - Objectifs de la reconquête des marchés intérieurs et extérieurs et obstacles à l'embauche et à l'investissement ; taxation de l'outil de travail, des frais généraux, charges sociales et encadrement du crédit - Rapport Auroux - Chefs d'entreprise et politique gouvernementale - Chômage des jeunes et absence d'embauche des entreprises nationalisées ; développement du fonctionariat - (p. 2977) : dynamisme du secteur privé - Entreprises nationalisées et suppression de la participation ouvrière - Caractère dangereux et inutile des nationalisations - Vote favorable, dans sa grande majorité, du groupe de la Gauche démocratique sur la question préalable.



**Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]****Discussion des articles de la première partie :**

(24 novembre 1981) - **Art. 2** (p. 3065) : son amendement n° 410, déposé avec M. Paul Girod, qui le soutient (prise en compte des conditions les plus favorables en 1982 pour calculer la situation de la famille lors de la déclaration)

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1981) - **Art. 3** (p. 3096) : impôt sur le patrimoine : soutient l'amendement n° 234 de M. Paul Robert (prévision annuelle des montants dans le cadre du projet de loi de finances).

**Suite de la discussion** - (26 novembre 1981) - **Art. 8** (p. 3158) : son amendement n° 418 déposé avec M. Paul Girod qui le soutient identique à l'amendement n° 252 de M. Jacques Descours Desacres : suppression des dispositions de cet article concernant les pénalités applicables à défaut de déclaration relative à l'impôt sur la fortune ; adopté - **Art. 11** (p. 3186) : son amendement n° 241 soutenu par M. Paul Girod : réévaluation du plafond de la déduction forfaitaire supplémentaire applicable aux voyageurs-représentants et placiers de commerce ou d'industrie ; compensation de recettes ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution.

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Après l'art. 18** (p. 3236) : son amendement n° 244, soutenu par M. Charles Beaupetit : contingent annuel de carburant détaxé en faveur des voyageurs de commerce, représentants et placiers (VRP) ; compensation à due concurrence par une taxe sur le chiffre d'affaires des compagnies pétrolières ; retiré.

**Deuxième partie :**

**Education nationale** - (5 décembre 1981) - (p. 3681) : son intervention lue par M. Georges Mouly - (p. 3681 et 3682).

**Articles non rattachés à l'examen des crédits** - (12 décembre 1981) - **Art. 66** (p. 4147) : son amendement n° 560, déposé avec M. Paul Girod, qui le soutient : extension aux entreprises agricoles des dispositions de la déduction pour investissement ; devenu sans objet - **Après l'art. 66** (p. 4153) : son amendement n° 493, déposé avec M. André Jouany : modification du régime simplifié et actualisation des plafonds de chiffres d'affaires ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 67 - **Après l'art. 67** : son amendement n° 493, précédemment réservé, déposé avec M. Jouany ; retiré - **Art. 83** (p. 4174) : son amendement n° 547, déposé avec M. Paul Girod, qui le soutient : commission de conciliation et information préalable du contribuable ; adopté - **Après l'art. 92** (p. 4179) : soutient l'amendement n° 563 de M. Guy Petit (réactualisation des taux de la taxe de séjour ; possibilité de perception de la taxe de séjour par les communes touristiques bénéficiant des concours particuliers de la dotation globale de fonctionnement).

**Vote sur l'ensemble** - (12 décembre 1981) - (p. 4189) : aspect négatif du budget : augmentation des dépenses publiques et déficit - Recours à l'emprunt et démantèlement de l'économie - Taux de croissance - Taxation de l'outil de travail - Charges des entreprises - Chômage et inflation - Amendement par le Sénat du projet de loi de finances - Vote du budget.

## N

**NATALI (Jean)**, sénateur de l'Oise (RPR)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

**NOE (Pierre)**, sénateur de l'Essonne (S)

## NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires économiques.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (22 décembre 1981) (p. 4544).

## DÉPÔTS

Avis présenté, au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Recherche scientifique [n° 60, tome VI (81-82)] (23 novembre 1981).

## QUESTIONS

*Questions orales avec débat :*

n° 56 (22 septembre 1981) (p. 1598) à M. le ministre chargé de l'énergie : énergie (politique énergétique du Gouvernement pour rééquilibrer la part des différentes énergies dans le bilan français).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 310 (80-81)] - (22 juillet 1981) - **Discussion générale** (p. 1045) : nouvelle politique économique et importance de la recherche - Budget de 1981 et concentration des efforts sur des créneaux à caractère exclusivement finalisés ; lourdeur du bilan du gouvernement précédent - Création d'emplois dans le secteur de la recherche - Subventions à l'agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) - Caractère ambitieux des objectifs proposés ; dépenses et passage de 1,8 à 2,5 % du PNB - Préparation d'un colloque international sur le recherche - Accroissement des moyens aux universités ; cas de Paris-Sud - (p. 1046) : état des besoins établi par le conseil de l'université - Affaiblissement de l'industrie française depuis 1974 et absence d'investissements sauf dans les entreprises nationales - Collectif et soutien à l'emploi et à l'investissement industriel - Comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles et fonds spécial d'adaptation industrielle - Prêts du fonds de développement économique et social.

**Suite de la discussion** - (24 juillet 1981) - Art. 20 (p. 1147) : revalorisation de l'allocation logement et de l'aide personnalisée au logement - Aide aux locataires en difficultés - Insuffisance de la réforme du 3 janvier 1977 - Difficultés économiques du bâtiment - Amélioration du cadre de vie : droits des locataires, accords Delmon, économies d'énergie et réforme foncière.

- **Questions orales avec débat jointes : politique énergétique** - (2 octobre 1981) - (p. 1825) : politique énergétique

française et nécessité d'une consultation du Parlement - Passage d'une ère d'abondance à celle des économies d'énergie - Maintien d'une forte dépendance énergétique - Prévisions aléatoires de l'évolution de la consommation énergétique ; conséquences dramatiques d'un désajustement entre offre et demande - Hypothèses de croissance et mise à la hauteur des objectifs d'approvisionnement énergétique - Nécessité d'une diversification de l'approvisionnement et d'une politique d'économie d'énergie - Alourdissement de la facture pétrolière - Développement de l'utilisation du gaz - Priorité au charbon national ; utilisations diverses et maîtrise des importations - Importance économique et humaine du capital charbonnier - Développement des énergies nouvelles et renouvelables et programmes de développement industriel ; solaire, géothermie, biomasse et microhydraulique - (p. 1826) : économies d'énergie ; habitation, tertiaire, industrie et transport - Effets induits sur la création d'emplois - Caractère économique de l'énergie nucléaire - Importance du stock et réserves d'uranium - Progression de la part de l'énergie nucléaire dans le bilan énergétique - Nécessité de gérer la croissance nucléaire ; limitation à six des objectifs de construction de tranches nucléaires - Maîtrise de la sécurité et de la gestion des déchets - Programme nucléaire et nécessité d'intégrer les objectifs de « recherche et développement » - Indépendance énergétique française - Lignes directrices de la politique gouvernementale en matière d'énergie.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Deuxième partie :*

**Industrie** - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - (p. 3429) : importance de la progression du budget de l'industrie par rapport à 1981 - Développement des atouts de notre industrie - Volonté de lutte pour l'emploi et reconquête du marché intérieur - (p. 3430) : soutien des industries dans les secteurs porteurs et redressement des activités en difficulté - Politique d'indépendance énergétique - Utilisation rationnelle de l'énergie - Soutien à la production nationale de charbon - Accentuation de la politique d'économie d'énergie et développement des énergies nouvelles - Industrie au centre de la bataille de l'emploi - Au nom du groupe socialiste, vote favorable sur ce budget,

**Recherche et technologie** - (2 décembre 1981) - Rapporteur pour avis (p. 3473) : recherche et moteur de la croissance économique et du progrès social - Recherche et technologie : priorités gouvernementales - Tutelle du ministère sur les principales institutions de recherche - Autorité sur la délégation générale à la recherche scientifique et technique (DGRST), la délégation à l'innovation et à la technologie et la mission interministérielle pour l'information scientifique et technique (MINIST) - Tutelle sur l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR) et le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) - Compétence étendue sur le budget civil de la recherche ; exclusion des crédits du ministère de l'éducation nationale et de ceux des PTT ; compétence pour l'enveloppe interministérielle de recherche fondamentale et exploratoire - Programmes spécifiques des ministères techniques et collaboration avec le ministère de la recherche ; exemple des ressources sous-marines, de l'informatique appliquée ou de l'aéronautique - Compétence générale pour tous les organismes publics de recherche civile pour le statut des personnels et l'emploi scientifique - Règles particulières de tutelle pour le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) - Développement de la coordination entre recherche civile et militaire ; valorisation civile du potentiel de la recherche militaire - Crise économique et importance de la recherche ; équilibre entre recherche fondamentale et recherche appliquée et entre les différentes filières - Politique de l'emploi scientifique - (p. 3475) : élaboration d'une loi de programmation et d'un plan quinquennal sur la recherche - Colloque national et assises régionales sur la recherche ; thèmes de ce colloque - Nouvelle organisation administrative et financière et transferts budgétaires ; augmentation des dépenses ordinaires, des autorisations de programme et

des crédits de paiement ; décalage entre la progression des autorisations de programme et les crédits de paiement - Crédits de l'enveloppe recherche des ministères techniques - Dépenses de recherche militaires et du budget des PTT - Répartition des crédits et accroissement des moyens d'intervention ; exemple de l'ANVAR - Subventions accordées au CNRS, au CEA et au Commissariat à l'énergie solaire (COMES) - Importance des créations d'emplois scientifiques, notamment au CNRS - Valorisation des travaux des organismes de recherche et accélération de la diffusion de l'innovation dans l'industrie - Développement de la MIDIST ; information scientifique et concurrence entre les diverses institutions - (p. 3476) : valorisation de la recherche et balance des échanges techniques - Innovation industrielle et rôle de l'ANVAR ; diversité des aides et besoins financiers liés à l'innovation - Demande des entreprises et nécessité de création de « guichets uniques » - Innovation et rôle des banques - Lourdeur de l'appareil de recherche et redéfinition progressive des objectifs - Orientation et crédits du Fonds de la recherche ; actions concertées ; contrats de programmes et actions spécifiques - Crédits du Fonds de la recherche et affectation aux secteurs prioritaires : biotechnologie, énergie, électronique, robotique, conditions de travail et coopération avec le Tiers monde - Filières électroniques et importance de l'industrie des composants - Politique de l'instrumentation scientifique - Avis favorable à l'unanimité sur ce projet de budget.

- **Projet de loi approuvant le Plan intérimaire pour 1982 et 1983 [n° 118 (81-82)]** - (22 décembre 1981) - Discussion générale (p. 4513, 4514) ; plan intérimaire et stratégie économique, sociale et culturelle ; équilibre de la balance des paiements ; refus de soumission de l'économie française à la loi du marché international - Attente d'un plan

quinquennal pour les années 1984-1988 et renouveau de la planification française - Rapide préparation du plan - Reconquête du marché intérieur - Stratégie pour l'emploi - Responsabilité des gouvernements précédents - Objectifs et moyens du plan : stabilisation du chômage ; croissance forte et solidarité nationale ; lutte contre l'inflation ; réforme des structures ; extension des services publics ; décentralisation et développement régional - Rénovation de l'industrie ; amélioration des structures industrielles ; coopération intra-européenne dans les secteurs lourds ou de pointe ; actions spécifiques sur les technologies conditionnant l'avenir ; référence aux « journées de la filière électronique » de Rocquencourt - Actions dans les secteurs de bonne ou moyenne compétitivité ; exemple de l'automobile et de la chimie fine ; industries agricoles et alimentaires - Programmation des reconversions : sidérurgie ; chimie de base ; réduction de la dépendance énergétique ; économies d'énergie dans l'habitat et les transports ; utilisation des ressources nationales : redressement de la recherche et de la technologie - (p. 4515) : recherche ; aéronautique civile ; programme spatial ; télécommunications ; contrôle et développement de l'énergie nucléaire ; ressources de la mer - Contrats de plan entre l'Etat et le secteur public élargi - Politique d'orientation agricole et mise en place d'offices pour le vin, les fruits et les légumes - Bâtiment et secteur public : activités et économies d'énergie ; formation et amélioration des conditions de travail - Secteur tertiaire : expansion des activités ; structures de distribution - Stratégie pour l'emploi - Modernisation de l'appareil productif - Croissance durable et relance de la production - Croissance autonome et diminution de la dépendance énergétique - Reconquête du marché intérieur et exportation - Lutte contre l'inflation - Solidarité nationale.

**OLIVIER (Henri)**, sénateur de l'Orne (rattaché administrativement au groupe UREI)

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des affaires économiques.
- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (22 décembre 1981) (p. 4544).

**OOGHE (Jean)**, sénateur de l'Essonne (C)

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des lois.
- Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.
- Est nommé de nouveau membre de cette commission (14 octobre 1981) (p. 1973).
- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie (30 juillet 1981) (p. 1268).

**QUESTIONS**

*Questions orales sans débat :*

- n° 113 (JO Débats 7 octobre 1981) (p. 1885) à M. le ministre de l'intérieur : **assainissement** (dotation des crédits pour la réalisation de collecteurs d'eaux versées dans l'Essonne).
- n° 138 (JO Débats 28 octobre 1981) (p. 2203) à M. le ministre de l'intérieur : **aide sociale** (Essonne : retard dans le remboursement de l'aide sociale due par l'Etat).

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**
- Suite de la discussion - (29 octobre 1981) - Discussion générale** (p. 2272) : conformité du projet de loi gouvernemental avec les propositions fondamentales défendues en 1978, 1979 et 1980 par les sénateurs communistes : autonomie communale ; suppression de la tutelle préfectorale ; contrôle de la légalité des décisions par le représentant du gouvernement ; rôle du préfet ; pouvoir du conseil général - Loi de décentralisation, étape marquante de liberté et de progrès pour les communes de France - (p. 2273) : accroissement du pouvoir des élus locaux ; participation des citoyens à la vie communale - Intervention des collectivités locales et des travailleurs en matière économique ; création de comités locaux de l'emploi - Consultation préalable des conseils municipaux avant une fermeture d'entreprise et création d'emplois - Difficultés financières des communes et des départements ; plan de sauvegarde de l'outil de production et reconquête du marché intérieur - Rôle des comités départementaux de financement des entreprises (CODEFI) et aide de l'Etat aux petites et moyennes entreprises - Attribution de prêts

aux conseils municipaux par le Fonds de développement économique et social (FDES) ou le Comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles (CIASI) - Désignation d'un commissaire aux comptes par le conseil municipal pour contrôler l'utilisation des fonds publics - (p. 2274) : progression réelle de l'aide de l'Etat aux collectivités locales - Redistribution des ressources publiques entre l'Etat et les collectivités locales - Soutien des sénateurs communistes au projet gouvernemental.

**Suite de la discussion - (4 novembre 1981) - Titre I - Intitulé** (p. 2418) : nécessité du débat de fond et souhait des sénateurs communistes que le débat ne s'enlise pas dans des problèmes de procédure.

**Suite de la discussion - (5 novembre 1981) - Titre I - Après l'art. 2 (suite)** (p. 2450) : soutient l'amendement n° I-260 de M. Bernard-Michel Hugo (droit d'audience par le conseil municipal des représentants d'une association locale ou des habitants de la commune) - (p. 2452) : se déclare favorable à l'amendement n° I-261 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Jacques Eberhard (désignation par le conseil municipal de son président et éventuellement de son vice-président) - (p. 2453) : se déclare favorable à l'amendement n° I-262 de M. Paul Jargot, soutenu par M. James Marson (exercice collégial des responsabilités publiques au sein de la municipalité) - **Art. 3** (p. 2459) : délai de saisine du tribunal administratif, contrôle *a priori* et *a posteriori* - (p. 2460) : délai de recours du commissaire de la République - (p. 2464) : son amendement n° I-264 : délai de saisine du tribunal administratif de quinze jours après notification de l'acte et information préalable du maire ; retiré - **Art. 4** (p. 2481) : hostilité à la demande de réserve de l'article 4 jusqu'au titre II *bis* à la fin du chapitre 8 - **Art. 5** (p. 2491) : abstention du groupe communiste sur l'amendement n° I-97 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression des dispositions de cet article, concernant le contrôle sur le budget voté).

**Suite de la discussion - (6 novembre 1981) - Titre I (suite) - Art. 5** (p. 2527) : son amendement n° I-268 : suppression de cet article concernant le rétablissement de l'équilibre lorsque le budget communal n'est pas voté en équilibre réel ; retiré.

**Suite de la discussion - (10 novembre 1981) - Titre I (suite) - Art. 6** (p. 2558) : se déclare favorable à l'amendement n° I-420 de M. André Cellard, secrétaire d'Etat (déficit égal ou supérieur à 10 % des ressources pour les communes de moins de 2000 habitants et à 5 % pour les autres et saisine de la chambre régionale des comptes).

**Suite de la discussion - (16 novembre 1981) - Titre II (suite) - Art. 36** (p. 2693) : ses amendements n° II-194 et II-195 : budget prévisionnel et notion d'équilibre réel ; retirés - **Après l'art. 37** (p. 2694) : son amendement n° II-197 : institution à titre transitoire d'un comité des prêts dans chaque département, comportant une majorité d'élus, devant lequel les communes pourront faire appel ; rejeté - **Art. 40** (p. 2698) : intervient sur l'amendement n° II-117 de M. Gaston Defferre, ministre (attributions du commissaire de la République et des maires : service départemental d'incendie) - **Titre II bis (nouveau) après l'art. 44** (p. 2708) : s'oppose à l'amendement n° II bis-1 de M. Michel Giraud, rapporteur (« Titre II bis nouveau : Clarification et répartition des compétences »).

**Suite de la discussion - (17 novembre 1981) - Titre II bis (nouveau) après l'art. 44 (suite)** (p. 2739) : se déclare défavorable à l'amendement n° II bis-30 de M. Michel Giraud rapporteur (intitulé ; « Chapitre V nouveau - Culture ») - **Titre III - Art. 45** (p. 2753) : soutient l'amendement n° III-95 de M. Raymond Dumont (caractère propre des compétences départementales et communales) - Soutient l'amendement n° III-96 de M. Raymond Dumont (compétences générales et principe de l'association de la région et des autres collectivités territoriales) - **Titre I - Art. 4 (suite)** (p. 2765) : présentation d'un contre-projet par la commission des lois ; droit à l'expression de la minorité sénatoriale.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]***Deuxième partie :*

**Intérieur et décentralisation** - (9 décembre 1981) - (p. 3949) : soutien des sénateurs communistes aux orientations principales de ce budget - Progression de 17 % par rapport à l'année 1981 des subventions d'équipement - Transfert au budget de l'Etat de certaines charges incombant aux collectivités locales - Mesures prises concernant le remboursement de l'indemnité compensatrice de logement aux instituteurs - (p. 3950) : légère progression des crédits destinés à l'aide sociale et à la santé - Problème de l'exonération de l'impôt foncier des constructions neuves - Abaissement à 20 et 10 ans de la durée d'exonération et risque d'alourdissement de la fiscalité locale - Hausse de la dotation globale de fonctionnement (DGF) constituant une ressource décisive pour les budgets locaux et départementaux - Moyens des communes et politique de création d'emplois - Souhait d'une application rapide des projets de loi relatifs à la décentralisation - Satisfaction devant la disparition de la taxe d'habitation - Taxe professionnelle, charge marginale pour les entreprises - Favorable à certains aménagements de la taxe professionnelle - Au nom du groupe communiste, se déclare favorable au budget de l'intérieur et de la décentralisation.

**ORNANO (Charles)**, sénateur de la Corse du Sud (NI)

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

**ORNANO (Michel d')**, *ministre de l'environnement et du cadre de vie* (nommé le 5 avril 1978 dans le gouvernement Barre) (JO Lois et décrets 6 avril 1978, p.1539), puis *ministre de l'environnement et du cadre de vie, chargé des fonctions de ministre de la culture* (nommé le 4 mars 1981 dans le gouvernement Barre) (JO Lois et décrets 5 mars 1981, p. 694)

**RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT**

n° 96 de M. Jean Cluzel : **logement** (construction de logements pendant les quatre dernières années du VIII<sup>e</sup> Plan) (3 avril 1981) (p. 516, 517).

**ORNANO (Paul d')**, sénateur des Français établis hors de France (UREI)

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des affaires étrangères.

**QUESTIONS***Questions orales sans débat :*

n° 88 (JO Débats 29 juillet 1981) (p.1197) à M. le ministre des relations extérieures : **administration (organisation)** (insuffisance des créations de postes au ministère des relations extérieures).

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Relations extérieures** - (3 décembre 1981) - (p. 3574) : montant des crédits et détérioration du franc par rapport aux devises étrangères - (p. 3575) : sécurité des Français de l'étranger et garantie de leurs biens - Renforcement des moyens en personnels des consulats - Créations d'emplois - Crédits du Conseil supérieur des Français de l'étranger et projet de réforme de son mode d'élection - Création de postes d'enseignants - Incohérence de la politique étrangère de la France depuis le changement de gouvernement : participation à l'Alliance atlantique et déclaration franco-mexicaine sur le Salvador ; attitude à l'égard de Cuba ; positions successives adoptées relatives aux conflits du Proche-Orient - Contradictions de la politique européenne : recommandation d'un espace social européen de lutte contre le chômage et réticence des partenaires européens de la France devant la politique économique socialiste - Discours du Président de la République à Mexico et attitude à l'égard du tiers monde : réunion de Cancun - Course aux armements - (p. 3576) : conférence sur le désarmement en Europe et danger du pacifisme - Fourniture d'armes au tiers monde par les Etats communistes - Leçons de l'histoire : Révolution française ; Second Empire.

## P

PADO (Dominique), sénateur de Paris (UCDP)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé membre de la délégation parlementaire pour la Radiodiffusion télévision française.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (1<sup>er</sup> octobre 1981) (p. 1799).

## DÉPÔTS

*Rapport d'information* fait au nom de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion-télévision française instituée par l'article 4 de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 [n° 217 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980, JO Débats 2 avril 1981).

*Rapport d'information* fait au nom de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion-télévision française instituée par l'article 4 de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 [n° 145 (81-82)] (18 décembre 1981).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion** [n° 368 (80-81)] - (16 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1494) : diminution du droit de contrôle du Parlement - Nécessité qu'il demeure.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (12 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 13** (p. 2593) : se déclare favorable à l'amendement n° I-119 de M. Michel Giraud, rapporteur (rétablissement de cet article dans une rédaction rendant applicables les dispositions du titre I à la ville de Paris sous réserve des dispositions du code des communes relatives aux attributions du préfet de police).

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - **Titre II bis (nouveau) après l'art. 44 (suite)** (p. 2739) : se déclare favorable à l'amendement n° II bis-30 de M. Michel Giraud, rapporteur (intitulé : « Chapitre V nouveau - Culture »).

**Suite de la discussion** - (19 novembre 1981) - **Titre VI (nouveau) après l'art. 65 (suite)** (p. 2883) : se déclare favorable aux amendements de M. Gaston Defferre, ministre n° IV-158 (suppression de la tutelle à Paris), n° IV-159 (statut de l'emploi de la commune de Paris), n° IV-160 (dispositions relatives à la chambre régionale des comptes, à l'allègement de la tutelle technique et des charges financières, aux dotations spéciales culturelles, aux instituteurs, à la justice, et à la police d'Etat pour Paris), et n° IV-161 (modalités d'application du régime de droit commun).

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Discussion des articles de la première partie :*

(24 novembre 1981) - **Avant l'art. 2** (p. 3058) : se déclare favorable à l'amendement n° 284 de M. Maurice Blin, rapporteur général (intitulé : « I - Impôt sur le patrimoine »).

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Après l'art. 13 bis** (p. 3210) : son amendement n° 176, soutenu par M. Adolphe Chauvin : exonération de la taxe d'habitation pour les emplacements de stationnement non couverts ; retiré.

*Deuxième partie :*

**Radiodiffusion télévision française** - (30 novembre 1981) (p. 3327) : mission de contrôle du Parlement ; défense de l'information, de la communication et de la culture - Liberté ou contrôle de l'audiovisuel par le Gouvernement - Modération des réformes gouvernementales - Changement politique et vide de la création - Situation préoccupante des radios libres - Réforme et nécessité d'un réel dialogue - Travaux de la commission Moinot ; absence de concertation réelle avec le Parlement - (p. 3328) : réforme et restriction de la liberté et du droit de contrôle du Parlement ; danger de détournement de l'information ou d'appropriation politique de la création - (p. 3331) : besoin de dialogue - Travaux de la délégation parlementaire.

**Services du Premier ministre - I - Services généraux - Information** - (30 novembre 1981) - (p. 3341) : mode de ponction de la publicité télévisée en pourcentage et choix d'un autre mode de calcul.

**Services du Premier ministre (suite) - I. Services généraux (suite) : Services divers rattachés - Fonction publique - Formation professionnelle - Droits de la femme** - (3 décembre 1981) - (p. 3545) : transfert de fonds des services du Premier ministre, publié dans le *Journal officiel* du 2 décembre : crédits affectés à la formation professionnelle, transférés sur d'autres services du Premier ministre : problème du contrôle du Parlement.

PALMERO (Francis), sénateur des Alpes-Maritimes (UCDP)

## NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires étrangères.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à la reconnaissance de la famille naturelle de tous les enfants orphelins ou abandonnés par leurs parents [n° 210 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980, JO Débats 2 avril 1981) - **Famille**.

*Proposition de loi* tendant à modifier l'article 55 du code civil concernant les déclarations de naissances [n° 364 (80-81)] (10 septembre 1981) - **Etat civil**.

*Avis* présenté, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Relations extérieures - Relations culturelles** [n° 61, tome II (81-82)] (23 novembre 1981).

*Rapport* fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 45 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'un avenant à la Convention sur la sécurité sociale du 28 février 1952 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté de Monaco [n° 120 (81-82)] (14 décembre 1981) - **Traités et conventions**.

## QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 122 (JO Débats 8 avril 1981) (p. 541) à M. le ministre des affaires étrangères : **radiodiffusion et télévision (réali-**

sations de Radio-France-International) - Caducité le 21 mai 1981.

n° 32 (JO Débats 20 juin 1981) (p. 756) à M. le ministre des relations extérieures: **radiodiffusion et télévision** (réalisations de Radio-France International) - Réponse de M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (9 juillet 1981) (p. 857, 858).

n° 33 (JO Débats 20 juin 1981) (p. 756) à Mme le ministre de la solidarité nationale: **handicapés** (pouvoir d'achat des prestations servies aux handicapés) - Réponse de Mme Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale (9 octobre 1981) (p. 1931).

n° 34 (JO Débats 20 juin 1981) (p. 756) à Mme le ministre de l'agriculture: **horticulteurs** (suite au rapport sur l'horticulture).

n° 35 (JO Débats 20 juin 1981) (p. 756) à M. le ministre des PTT: **radiodiffusion et télévision** (mesures en faveur des cibistes et des radio-amateurs) - Réponse de M. Louis Mexandeau, ministre des PTT (9 octobre 1981) (p. 1932).

n° 87 (JO Débats 24 juillet 1981) (p. 1095) à M. le ministre de la culture: **propriété littéraire et artistique** (mesures en faveur de la chanson française).

n° 97 (JO Débats 20 août 1981) (p. 1328) à Mme le ministre de l'agriculture: **horticulteurs** (mesures en faveur de l'horticulture française) - Réponse de Mme Edith Cresson, ministre de l'agriculture (9 octobre 1981) (p. 1927, 1928).

n° 107 (JO Débats 23 septembre 1981) (p. 1599) à M. le ministre de la santé: **hôpitaux** (équipement des établissements hospitaliers) - Réponse de M. Jack Ralite, ministre de la santé (13 novembre 1981) (p. 2634 à 2636).

n° 148 (JO Débats 6 novembre 1981) (p. 2495) à M. le ministre de la santé: **hôpitaux** (suppression du secteur privé dans les hôpitaux) - Réponse de M. Jack Ralite, ministre de la santé (13 novembre 1981) (p. 2638 à 2640).

#### Questions orales avec débat :

n° 33 (21 juillet 1981) (p. 239) à M. le secrétaire d'Etat aux rapatriés: **rapatriés** (indemnisation des Français spoliés outre-mer).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant amnistie [n° 304 (80-81)]** - (21 juillet 1981) - Art. 2 (p. 952): séquelles de la décolonisation, réconciliation nationale et nécessité d'une amnistie totale - Lois antérieures; suppression nécessaire des dernières sanctions civiles - (p. 953): amnistie des fonctionnaires et militaires sanctionnés lors du drame de l'indépendance de l'Algérie - **Après l'art. 2** (p. 959): son amendement n° 56: extension du bénéfice de l'amnistie aux personnes condamnées ou sanctionnées à l'occasion des événements d'Algérie; reconstitution de carrière des fonctionnaires civils et militaires; retiré - (p. 960): engagement du ministre quant à la reconstitution des carrières - Evocation de l'article 40 et gage financier prévu par l'amendement.

**Suite de la discussion** - (22 juillet 1981) - **Après l'art. 23** (p. 1003): son amendement n° 91: dépenses découlant de la réinsertion sociale et prise en charge par l'Etat; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 310 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (23 juillet 1981) - **Discussion générale** (p. 1063): mesures antitouristiques: TVA sur les hôtels de luxe; SMIC; charges sociales; énergie - Devises - Charte contre le bruit - Traité de Rome et fiscalité - Commission européenne et récupération de la TVA sur les

factures de la clientèle étrangère - Emploi - Coefficient d'occupation et ouverture hors saison - Fonds de développement économique et social et rénovation de l'hôtellerie - (p. 1064): charte du tourisme; hôtels de luxe et hôtels quatre étoiles - Devises - Date d'application souhaitée de l'augmentation de la TVA - Emplois et échanges commerciaux - Rendement fiscal et pertes de devises - Médiocrité de la saison touristique - Tourisme nautique: augmentation du droit de francisation et de navigation; emploi; démocratisation de la plaisance; TVA sur les carburants; taxe professionnelle sur les ports; impôt foncier et redevance domaniale; taxe d'amarrage - Secrétariat d'Etat au tourisme - Absence de concertation - Définition d'une nouvelle politique gouvernementale.

- **Projet de loi portant abolition de la peine de mort [n° 385 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (29 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1706): caractère discutable de l'argument des partisans de l'abolition de la peine de mort faisant référence aux pays étrangers - Circonstances politiques et application de la peine de mort en France: exemple des condamnés de l'OAS (organisation armée secrète) - Sondages d'opinion traduisant la position de la majorité des Français favorable au maintien de la peine de mort - (p. 1707): réforme pénale de 1978 et possibilité pour les citoyens de participer aux jurys de cours d'assises - Montée de la violence et banalisation du crime - Dispositions du projet tendant à supprimer la peine de mort pour les déserteurs en temps de guerre - Article publié par l'actuel Garde des sceaux en septembre 1977 et proposition de création d'une commission parlementaire sur ce problème - Nécessité d'une peine de remplacement: période de sécurité instituée par la réforme pénale de 1978; permissions de sorties; libération conditionnelle - Quartiers de haute sécurité - Témoignage d'un juge de l'application des peines sur la récidive de condamnés à mort graciés - Caractère dissuasif de la peine de mort - Nombre limité des condamnations à mort, comparé à celui des victimes d'accidents de la route - (p. 1708): violence à la télévision - Méfaits du tabac et de la drogue: Débat de conscience et pensée privilégiée pour le sort des victimes.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

#### Discussion des articles de la première partie :

(24 novembre 1981) - **Après l'art. 2** (p. 3066): son amendement n° 116: indemnisation des français rapatriés d'outre-mer; adopté - **Art. 3**: soutient l'amendement n° 120 de M. Pierre Vallon (exclusion du calcul de l'assiette de l'impôt de l'indemnisation des français rapatriés d'outre-mer) - **Après l'art. 2 (suite)** (p. 3068): son amendement n° 117: fixation du plafond d'imposition; devenu sans objet

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1981) - **Art. 3** (p. 3111): son amendement n° 123: exonération de l'impôt pour les plans et comptes d'épargne à long terme; adopté - **Art. 4** (p. 3116): soutient l'amendement n° 136 de M. Auguste Chypin (modification de la définition des biens professionnels) - (p. 3119): son amendement n° 133: impôt sur le patrimoine: prise en compte comme biens professionnels des actions détenues indirectement; devenu sans objet - (p. 3120): son amendement n° 132: extension de la prise en compte comme biens professionnels pour le propriétaire qui exerce ses fonctions à titre principal dans une ou plusieurs sociétés ayant la même nature d'activité; adopté - (p. 3123): soutient l'amendement n° 129 de M. René Tinant, identique à l'amendement n° 62 de M. Philippe de Bourgoing, soutenu par M. Jacques Descours Desacres (extension du régime prévu pour les biens professionnels à l'ensemble des biens ruraux loués par un bail écrit, enregistré, sous réserve de conformité au statut du fermage).

**Suite de la discussion** - (26 novembre 1981) - **Art. 7** (p. 3151): son amendement n° 152, soutenu par M. Marcel Rudloff, identique aux amendements n° 221 de M. Jean-François Pintat soutenu par M. Jacques Descours Desacres

et n° 268 de M. Jean-Pierre Cantegrit, soutenu par M. René Touzet : montant de l'impôt et déduction du montant de l'investissement net en biens professionnels amortissables réalisés par l'entreprise et ses filiales ; adopté.

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - Après l'art. 19 (p. 3240) : soutient l'amendement n° 266 de M. Roger Boileau (taux de la TVA sur l'acquisition de véhicules destinés à l'enseignement de la conduite automobile) - Art. 20 (p. 3241) : soutient l'amendement n° 197 de M. Pierre Schiélé (liberté d'option pour les publications non quotidiennes entre l'assujettissement à la TVA sur les ventes au taux de 4 % et l'exonération de cette taxe avec maintien de la taxe sur les salaires) - Art. 21 (p. 3244) : soutient l'amendement n° 199 de M. Louis Jung (modification de certains taux du droit de consommation sur les tabacs) - Diminution de la consommation des cigares ; inquiétude du personnel des fabriques situées à Morlaix et à Strasbourg - Art. 22 (p. 3246) : soutient l'amendement n° 200 de M. Jacques Moisson (taxe différentielle sur les véhicules à moteur : suppression de la taxe pour les véhicules de moins de 6 CV) - (p. 3249) : soutient l'amendement n° 201 de M. Pierre Vallon (taxe différentielle sur les véhicules à moteur : rétablissement de la taxation des motocyclettes) - Après l'art. 22 (p. 3250) : soutient l'amendement n° 202 de M. Marcel Rudloff (application du taux réduit de la TVA aux opérations d'entretien et de réparations) - Art. 23 : intervient sur cet article relatif à la taxation des navires de grande plaisance - Décision récente de la direction des douanes relative à l'importation en franchise temporaire de ces bateaux - Droits d'escale - (p. 3251) : fiscalité de la navigation de plaisance et souhait d'un statut européen - Soutient l'amendement n° 203 de M. Charles Ferrant (suppression de cet article relatif à la taxation des navires de plaisance) - Son amendement n° 204 : droits d'escale : tarif dégressif pour les bateaux étrangers ; adopté - Art. 24 (p. 3252) : intervient sur cet article relatif à la taxe sur les appareils automatiques : taxe injuste et économiquement néfaste - Solutions proposées : TVA sur les recettes ; modulation selon la nature des jeux - Art. 39 (p. 3275) : son amendement n° 214, soutenu par M. Adolphe Chauvin : suppression de cet article fixant les taux de majoration applicables aux rentes viagères ; rejeté.

#### Deuxième partie :

**Services du Premier ministre (suite) - I. Services généraux (suite) : Services divers rattachés - Fonction publique - Formation professionnelle - Droits de la femme** - (3 décembre 1981) - (p. 3541) : interroge le Gouvernement sur le transfert des cendres de René Cassin au Panthéon et sur la célébration du centenaire de la mort de Garibaldi.

**Relations extérieures** - (3 décembre 1981) - Rapporteur pour avis (Relations culturelles) (p. 3559) : rapport d'activités de la Direction générale des relations culturelles - Stagnation des crédits - Suites données au rapport Rigaud - Effectifs des boursiers et stagiaires étrangers en France - Situation des Français scolarisés à l'étranger : coût des frais de scolarité du lycée français de New-York - Emissions de Radio France Internationale - (p. 3560) : émetteurs de Radio France Internationale : Kourou, Sri-Lanka, Gabon - Contributions internationales bénévoles et obligatoires et nécessité de regrouper certaines dépenses inscrites au budget des charges communes - Accueil des réfugiés en France - Situation des Français de l'étranger : sécurité, protection médicale et sociale, scolarité ; Français incarcérés à l'étranger : Irak, Brésil, Argentine, Afghanistan - Indemnisation des Français dépossédés - Diffusion de la langue française - Rôle du Haut comité de la langue française et propositions de la commission d'enquête parlementaire - Diffusion d'émissions françaises de radio et de télévision dans le monde - Concours annuel Eurovision de la chanson - Amendements de la commission relatifs à la coopération avec l'Algérie et le Vanuatu - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3586) : son amendement n° 516 : réduction des crédits du titre III : Office universitaire et

culturel français pour l'Algérie ; rejeté - Avenir des centres culturels français en Algérie ; nouvelle réglementation et exigence d'un agrément - Transfert des archives à l'Algérie - Interdiction des transferts de fonds - Problème des harkis - Entretien des cimetières - (p. 3588) : son amendement n° 517 : réduction des crédits du titre IV : crédits destinés au Vanuatu, anciennes Nouvelles-Hébrides ; retiré - Expulsion et spoliation des Français résidant au Vanuatu - Situation des français réfugiés en Nouvelle-Calédonie : installation et indemnisation nécessaire.

**Articles non rattachés à l'examen des crédits** - (12 décembre 1981) - Après l'art. 86 (p. 4176) : son amendement n° 541, soutenu par M. Jacques Genton : applicabilité du minimum de pension de réversion aux veuves ; retiré.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés [n° 91 (81-82)]** - (19 décembre 1981) - Art. 11 (p. 4422) : son amendement n° 3, soutenu par M. Adolphe Chauvin : principe de la limitation de l'octroi de l'indemnité pour les meubles meublants sur la base de la perception d'une indemnité générale inférieure à 200.000 francs ; devenu sans objet - Après l'art. 4 (p. 4423) : ses amendements soutenus par M. Adolphe Chauvin n° 5 : principe et modalités d'application de l'indexation et du remboursement des titres d'indemnisation ; retiré ; et n° 6 : décès du bénéficiaire de l'indemnisation et octroi aux héritiers de nouveaux titres prioritaires ou de titres ne tenant pas compte des droits de succession ; retiré.

**PAMS (Gaston)**, sénateur des Pyrénées-Orientales (Président du groupe GD).

**Décédé le 19 février 1981** (2 avril 1981) (p. 417) - Eloge funèbre (7 avril 1981) (p. 526).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

**PAPILIO (Sosefo Makapé)**, sénateur de Wallis et Futuna (RPR)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

#### Deuxième partie :

**Commerce et artisanat** - (2 décembre 1981) - (p. 3491) : activités économiques de Wallis et Futuna : pêche, agriculture et artisanat ; capacité exportatrice de l'artisanat - Aides à l'exportation d'objets artisanaux ; création d'un groupement d'intérêt économique (GIE) à l'exportation - Demande de crédits pour le fonctionnement de ce GIE - (p. 3492) : utilisation des crédits attribués au GIE - Etablissement de points de vente en métropole.

**Education nationale** - (5 décembre 1981) - (p. 3683) : problèmes financiers de Wallis-et-Futuna - Enseignement secondaire assuré jusqu'à la classe de 3<sup>e</sup> dans les îles de Wallis-et-Futuna et au-delà à Nouméa distante de 2.000 kilomètres - Problème des bourses destinées à payer le transport entre les deux îles - Coût de la scolarité restant à la charge des parents et du territoire - Réglementation relative à l'octroi des bourses non applicable aux territoires d'outre-mer - Espoir d'une réforme de cette réglementation



- Important retard dans le déblocage des crédits destinés aux constructions scolaires - (p. 3684) : crainte d'une remise en question de la convention signée en 1969 établissant un accord entre la mission catholique et l'Etat français : enseignement primaire financé par l'Etat et assuré par la mission catholique ; enseignement secondaire assuré et financé par l'Etat - Souhait d'une extension des dispositions de la convention à l'enseignement secondaire - Population du territoire catholique à 100 % - Loi du 29 juillet 1961 et engagement du Gouvernement à garantir le respect de nos coutumes et de notre religion - Souhait du respect de nos coutumes par les enseignants venant de métropole pour exercer leur métier à Wallis - Adaptation nécessaire de l'enseignant au pays pour lequel il part.

**Temps libre** - (6 décembre 1981) - (p. 3732) : dépendance économique de Wallis et Futuna ; importance de l'aide métropolitaine - Absence de véritable politique de promotion du sport et de construction d'équipements sportifs ; mission envoyée en Paris en 1977 - Insuffisance des équipements sportifs - Accueil des jeux du Pacifique - Qualité des champions wallisiens et futuniens.

**Départements et territoires d'outre-mer** - (9 décembre 1981) - (p. 3922) : cas de l'octroi de bourses et de l'étude de la langue anglaise par les habitants de Wallis et Futuna ; compétence du Secrétariat d'Etat aux départements d'outre-mer (DOM) et territoires d'outre-mer (TOM) - Problème du montant des allocations familiales versées aux retraités et de la mensualisation des pensionnés militaires de Wallis et Futuna - Possibilité pour les gendarmes du cadre territorial de passer leurs congés annuels en métropole sous certaines conditions - (p. 3923) : attente d'une réponse aux questions posées à l'Assemblée nationale par M. Benjamin Brial.

**Solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale** - (10 décembre 1981) - (p. 4028) : situation des personnes âgées dans les territoires français du Pacifique notamment à Wallis et Futuna ; absence de cotisation à un régime de protection sociale et attribution d'une aide depuis juillet 1980 aux personnes âgées des territoires français du Pacifique - Minimum vieillesse métropolitain et modicité de l'aide de l'Etat aux personnes âgées du Pacifique - Pauvreté de ces populations et absence de paiement d'impôt - Contribution des Wallisiens et Futuniens à l'effort de défense nationale.

**PARMANTIER (Bernard), sénateur de Paris (S)**

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (28 octobre 1981) (p. 2230).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de nationalisation (25 novembre 1981) (p. 3117).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (22 décembre 1981) (p. 4544).

#### DÉPÔTS

Avis présenté, au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Dépar-

tements d'outre-mer [n° 60, tome XXII (81-82)] (23 novembre 1981).

#### QUESTIONS

*Questions orales avec débat :*

n° 50 (16 septembre 1981) (p. 1477) à M. le ministre des transports : sports (situation de l'aviation légère et sportive).

n° 51 (16 septembre 1981) (p. 1478) à Mme le ministre chargé de la jeunesse et des sports : sports (avenir du sport aérien).

#### INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat : politique du Gouvernement en matière de communication** - (16 juillet 1981) - (p. 924) : soutien aux radios libres non commerciales ; cas de *Radio-Riposte* - Moratoire et attente d'un projet de loi - Situation de dépendance de l'audiovisuel - Rénovation du service public de radio-télévision - Plan de développement d'une filière française de la communication - Ambitions culturelles - Encouragement à la créativité ; programmes du tiers-monde - Lutte contre le chômage et action du secteur audiovisuel.

- **Projet de loi relatif au prix du livre [n° 318 (80-81)]** - (29 juillet 1981) - Art. 2 (p. 1227) : acquisition des livres scolaires par les associations de parents d'élèves ; achat par les parents et absence de revente - (p. 1229) : application de la loi aux départements d'outre-mer.

- **Projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion [n° 368 (80-81)]** - (16 septembre 1981) - Art. 1 : Art. 3-1 de la loi du 3 juillet 1972 (p. 1497, 1498) : son amendement n° 12 : possibilités de dérogations au monopole au profit d'associations régies par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 ; devenu sans objet.

- **Question orale avec débat : rôle de l'audiovisuel dans le système éducatif** - (6 octobre 1981) - (p. 1879) : rôle de l'audiovisuel dans le système éducatif français, évoqué par M. Jean Cluzel, et apport possible en ce sens des centres de ressources audiovisuelles créés ou en cours de création par le Centre national de documentation pédagogique (CNDP) - Maîtrise nécessaire par chacun du mode d'expression et de communication par l'audiovisuel - Rôle des centres régionaux et départementaux de documentation pédagogique dans la politique de décentralisation - Culture active et création - (p. 1881) : intérêt de la maîtrise de l'audiovisuel comme possibilité donnée aux jeunes d'expression et de création.

- **Question orale avec débat : industrie aérospatiale** - (13 octobre 1981) - (p. 1947) : perte du deuxième rang mondial, derrière les Etats-Unis, dans la production et l'exportation d'avions légers - Aviation légère et politique destructrice menée depuis six ans ; construction d'avions français sous licence par des constructeurs étrangers - Emplois et importance de l'industrie d'avions légers ; exemple des Etats-Unis.

- **Question orale avec débat : développement économique et progrès social de la Réunion** - (30 octobre 1981) - (p. 2334) : problèmes de la Réunion évoqués à l'occasion du débat sur la décentralisation - Politique de l'apparence et réalité inacceptable - Existence à la Réunion d'équipements : hôpitaux et écoles remarquables - Elévation des revenus moyens par habitant dans les départements d'outre-mer (DOM) - (p. 2335) : état sanitaire de la population - Problème de l'enseignement, de l'adaptation des méthodes à la formation des maîtres - Inexistence de différences de fond concernant les problèmes sanitaires et scolaires entre la métropole et les DOM - Existence de graves problèmes dans le domaine de l'enseignement - (p. 2336) : la Réunion est dépendante de la solidarité

extérieure à 80 pour cent - D'autres départements possèdent une balance d'échanges déficitaire - Existence de « filières du profit » - Problème du prix du riz - Débat budgétaire, occasion de revenir sur le problème des structures politiques - Revendication du maintien d'une assemblée départementale et du maintien de mode d'vlection actuel - Election à la proportionnelle et inquiétude des Réunionnais - Fonctionnement de deux collectivités territoriales implantées sur le même territoire - Soutien socialiste de la Réunion pour demander une assemblée départementale ou régionale élue au suffrage universel - La volonté de la gauche et du Gouvernement français ne doit pas inquiéter les Réunionnais - Le Gouvernement actuel n'est pas responsable de son état de non-développement.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 - Nouvelle lecture** [n° 47 (81-82)] - (6 novembre 1981) - **Discussion générale** (p. 2536) : drame vécu par les populations des régions sidérurgiques sinistrées - Réaffirmation de la volonté du groupe socialiste de voter le projet de loi - Nationalisation des mines et de la sidérurgie réclamée depuis 1960 - Remerciements aux élus de Lorraine favorables à la nationalisation - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2539) : nationalisation, instrument indispensable au redressement - Dérive de la sidérurgie depuis 1960 - Position du groupe socialiste favorable au texte.

- **Projet de loi de nationalisation** [n° 36 (81-82)]

Suite de la discussion - (23 novembre 1981) - **Discussion générale** (p. 2986) : capitalisme et centralisation - Concentration et création de grands groupes industriels - Crise du textile et travaux de la commission d'enquête sénatoriale - (p. 2987) : capitalisme industriel et capitalisme financier - Suppressions d'emplois - Rôle d'entraînement de l'économie des entreprises nationalisées - Risque de bureaucratisme évoqué par certains orateurs et recherche de solutions - Risque d'étatisation : problème du pouvoir dans l'entreprise et de ses rapports avec le pouvoir politique - Aide de l'appareil d'Etat au secteur industriel : exemple de la promotion des exportations - Pouvoirs dans l'entreprise : protection des actionnaires et pouvoirs des dirigeants - Confusion actuelle des pouvoirs entre secteur public et secteur privé dans les industries de pointe : nucléaire ; aéronautique ; téléphone et télématique - Clarification nécessaire des pouvoirs - (p. 2989) ; protection des actionnaires, évoquée par M. Louis Virapoullé, et niveau de salaires des travailleurs de ces grandes entreprises.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Deuxième partie :*

**Transports** - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - (p. 3412) : difficultés de l'aviation légère - Nécessité de rendre accessible à tous la pratique de l'aviation légère et du planeur - Nombreux atouts disponibles pour le renouveau de cette activité - Politique du Gouvernement de voir les entreprises nationalisées devenir le moteur de l'économie et du développement et accord Socata-Robin - Souhait de voir le Gouvernement affirmer sa volonté politique de défendre l'aviation légère et sportive.

**Relations extérieures** - (3 décembre 1981) - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 3587) : son amendement n° 515 ; réduction des crédits du titre IV : fouilles archéologiques ; retiré.

**Départements et territoires d'outre-mer** - (9 décembre 1981) - Rapporteur pour avis (Départements d'outre-mer) (p. 3913) : étude de la formation et de l'emploi en 1979, de l'appareil de production l'an dernier - Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes et augmentation des responsabilités pour les élus - Maintien de la solidarité nationale à l'égard des départements d'outre-mer (DOM) - Caractère artificiel de l'économie des DOM reposant sur les transferts de la métropole et d'une hypertrophie du secteur tertiaire - Economie de marchands plutôt qu'une économie de « production » - Produit intérieur brut par

habitant dans les DOM inférieur à celui de la métropole - Amplification du chômage - Migration aidée : 10.000 départs par an et migration parallèle et spontanée - Couverture sociale inférieure à celle des métropolitains - Politique de développement économique du Gouvernement : instauration d'une société plus juste ; réorientation de l'effort public vers la création d'emplois dans le secteur productif - Promotion de la recherche - (p. 3914) : insuffisance de la production énergétique des DOM - Nécessité d'une exploitation des énergies nouvelles - Rôle primordial de la recherche dans la mise en valeur et le développement des DOM - Capital marin considérable, sous-exploité des DOM - Décret du 3 février 1978 et création d'une zone économique de 200 milles au large des côtes de la République française - Importance de l'étendue de la zone économique des DOM - Adoption récente par le Sénat du projet de loi sur l'exploration et l'exploitation des ressources minérales des grands fonds marins - Nécessité d'un vigoureux effort en faveur de l'habitat et amélioration de l'état de santé des plus démunis - Crédit de 420 millions de francs destiné au logement - Nette augmentation des crédits en direction de la recherche scientifique et de l'exploitation des ressources maritimes - Augmentation des crédits de l'urbanisme et du logement et de ceux du ministère de la solidarité nationale - (p. 3915) : accroissement des effectifs des postes et télécommunications, plus important dans les DOM que dans la métropole - Budget de transition répondant à la nécessité d'investir pour le long terme et faisant face aux besoins à court terme - Importance des réformes de structure à entreprendre - Au nom de la commission des affaires économiques, s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'adoption du budget des DOM - Vote favorable du rapporteur de ce budget - (p. 3920) : minorité canaque en Nouvelle-Calédonie.

**Imprimerie nationale** - (11 décembre 1981) - (p. 4074) : récente exposition organisée par l'Imprimerie nationale au Sénat et qualité de sa production - Problème du climat social et des relations dans cette entreprise nationale : inquiétude des personnels : avenir des usines de Douai et de Paris : annuaire téléphonique ; concurrence de nouveaux supports de communication - Nécessité du dialogue et de la démocratisation - Vote favorable des sénateurs socialistes, mais insistance sur l'aménagement nécessaire des structures et des mentalités.

- **Projet de loi de nationalisation - Nouvelle lecture** [n° 93 (81-82)] - (16 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4273) : exemple des nationalisations autrichiennes, évoquées par M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur, et absence de modèle des nationalisations françaises - (p. 4278) : mobilisation des actionnaires suscitée par une campagne de presse et lettres adressées aux parlementaires - (p. 4279) : exemples de nationalisations, cités par M. Etienne Dailly, rapporteur, et situation de monopole des groupes évoqués.

- **Projet de loi approuvant le Plan intérimaire pour 1982 et 1983 - Nouvelle lecture** [n° 165 (81-82)] - (23 décembre 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4568) : opposition du groupe socialiste au texte modifié par le Sénat et approbation du projet adopté par l'Assemblée nationale.

PASQUA (Charles), sénateur des Hauts-de-Seine (RPR, puis président de ce groupe)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de droit de la délégation parlementaire pour la Radiodiffusion télévision française.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions

restant en discussion du projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (1<sup>er</sup> octobre 1981) (p. 1799).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980, modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 14 et 15 de ladite loi (1<sup>er</sup> octobre 1981) (p. 1805).

## DÉPÔTS

*Rapport* fait au nom de la commission des affaires culturelles sur le projet de loi [n° 368 (80-81)] portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion [n° 373 (80-81)] (15 septembre 1981).

*Rapport* fait au nom de la commission des affaires culturelles sur le projet de loi [n° 396 (80-81)] modifié par l'Assemblée nationale, portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion [n° 398 (80-81)] (28 septembre 1981) - Radiodiffusion-télévision.

*Rapport* fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion [n° 1 (81-82)] (2 octobre 1981).

*Avis* présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Radiodiffusion-télévision [n° 59, tome XIII (81-82)] (23 novembre 1981).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion [n° 368 (80-81)]** - (16 septembre 1981) - Rapporteur - Discussion générale (p. 1481) : lacunes de ce projet - Reconnaissance du droit pour le ministre d'accorder les dérogations - Droit de précisions du Parlement - Expression du sentiment de la commission des affaires culturelles en tant que rapporteur - Libertés fondamentales concernées - Application de l'article 34 de la Constitution - Urgence de ce dépôt - Caractère provisoire - Caractère expérimental du projet - Besoin réel de ce projet - Rapport Miroudot en 1974 et différenciation des moyens de communication - Sénat défenseur des libertés - Liberté d'expression radiophonique, droit nouveau - Diversité des radios privées : radios de « voisinage » en réponse à un besoin d'information géographique - Besoin de communication réel et reconnu - « Expression des minorités » - (p. 1482) : liberté relative soumise au régime de l'autorisation - Pouvoirs excessifs du ministre de la communication accordant la dérogation et désignant les membres de la commission donnant un avis - Consultation obligatoire du Parlement - Problème de la publicité pour les radios libres nécessaire à leur survie - Intentions du gouvernement à l'égard des radios libres - Avenir des « radios pirates » actuelles - Critères indéterminés pour accorder les dérogations - Deux garanties pour accorder une dérogation : consultation obligatoire d'une commission consultative, présidence de cette commission par un magistrat du Conseil d'Etat - Equilibre nécessaire entre les tendances au sein de la commission consultative - (p. 1483) : problème de la publicité - Accord de la commission sur la philosophie du texte - Accord pour reconnaître le droit nouveau - Limites à ce droit : impératifs techniques, obligation du pluralisme au sein de la commission - Accès à la publicité pour les radios privées sous certaines conditions - Transparence des comptes souhaitable - Présence de parlementaires au sein de la commission consultative - Tolérance souhaitée vis à vis des petites radios « de voisinage » - Problème des « radios municipales » et controverses au sein de la

commission ; politique du gouvernement sur la décentralisation - (p. 1484) : condamnation à mort des radios privées en cas de refus des radios municipales ; autorisation des radios de collectivités territoriales sous certaines conditions - Recours devant le Conseil d'Etat, seule garantie contre le risque d'arbitraire - Souhait que le Parlement intervienne dans la constitution de la commission consultative - Problème de l'introduction des intérêts privés - Risque d'apparition de deux types de radios privées, l'une politique, l'autre commerciale - Position favorable de la commission sous réserve de ses amendements - (p. 1494) : rôle du travail parlementaire - **Art. 1 : Art. 3-1 de la loi du 3 juillet 1972** (p. 1496) : son amendement n° 3 : nouvelle rédaction de cet article : caractère précaire et révocable des dérogations ; autorisation des radios municipales ; adopté - (p. 1499) : sur son amendement n° 3, accepte les sous-amendements de M. Jean Cluzel n° 19 (octroi des dérogations pour une durée de un an renouvelable) et n° 14 (extension aux radios locales des dispositions applicables en matière de presse relatives aux opérations de « prête-nom ») ; sur ce même amendement, s'oppose aux sous-amendements n° 40 de M. Pierre-Christian Taittinger (précisions sur les cas de révocation de dérogation), n° 13 de M. Jean Cluzel (suppression de la possibilité de dérogation au profit de collectivités territoriales ; possibilité en revanche pour des associations régies par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901), n° 21 de M. Jacques Carat (suppression de la possibilité d'octroi de dérogations au profit des collectivités territoriales) et n° 24 de Mme Brigitte Gros (suppression de l'interdiction de cumul en ce qui concerne la fonction de conseil dans plus d'un organisme titulaire d'une dérogation) - S'oppose également aux amendements n° 12 de M. Bernard Parmantier (possibilités de dérogations au monopole au profit d'associations régies par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901) et n° 30 de M. James Marson (limitation des possibilités de dérogations au profit de sociétés ou de personnes morales) - Accepte l'amendement n° 29 de M. Félix Ciccolini (extension aux radios locales des dispositions applicables en matière de presse relatives à la pratique du « prête-nom »).

**Suite de la discussion** - (17 septembre 1981) - Rapporteur - **Art. 1 (suite) : Art. 3-2 de la loi du 3 juillet 1972** (p. 1527) : son amendement n° 26 : suppression du texte proposé pour cet article visant l'obligation d'un programme propre à chaque station et la distance limite d'émission ; réservé, puis adopté - (p. 1528) : s'oppose aux amendements n° 36 de M. Pierre-Christian Taittinger (limitation à la moitié des émissions de la part obligatoire de programme propre à chaque station) et n° 31 de M. James Marson (modulation du rayon d'émission autorisé, selon la densité de population de la zone considérée) - **Après l'art. 3-2 de la loi du 3 juillet 1972** (p. 1529) : son amendement n° 4 : insertion d'un article additionnel 3-2 bis : autorité compétente pour la délivrance des dérogations et composition de la commission consultative ; adopté - Représentation des associations, de la presse écrite et des usagers - (p. 1530) : sur son amendement n° 4, s'oppose au sous-amendement n° 25 de Mme Brigitte Gros (avis conforme de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion télévision française préalable à toute décision d'octroi de dérogation au monopole) et accepte le sous-amendement n° 15 de M. Jean Cluzel (possibilité de désigner pour siéger à la commission des personnes choisies en raison de leur compétence juridique) - (p. 1531) : sur son amendement n° 4, s'oppose au sous-amendement n° 10 rectifié de MM. Jean Béranger et Félix Ciccolini (création de commissions régionales consultatives comprenant notamment des élus régionaux) - (p. 1532) : importance accordée par la commission à la représentation, au sein de la commission consultative, du Haut conseil de l'audiovisuel et des associations de défense des consommateurs - (p. 1533) : sur son amendement n° 4, s'oppose aux sous-amendements de M. Georges Fillioud, ministre, n° 41 (suppression de la représentation, au sein de la commission consultative, du Haut conseil de l'audiovisuel) et n° 42 (suppression de la représentation, au sein de la commission consultative, des associations de défense des consommateurs) - **Art. 3-3 de la**

*loi du 3 juillet 1972* : son amendement n° 27 : suppression, pour coordination, du texte proposé pour cet article ; réservé, puis adopté - *Après l'art. 3-3 de la loi du 3 juillet 1972* (p. 1535) : son amendement n° 5 : insertion, dans la loi du 3 juillet 1972, d'un article additionnel 3-3 bis relatif au respect du pluralisme d'expression et à la transparence des comptes des titulaires de dérogations ; adopté ; sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 16 de M. Jean Cluzel (procédure contradictoire pour l'octroi des dérogations) - Problème, évoqué par M. Jean Cluzel, de la coexistence entre radios décentralisées des services publics et radios privées locales, et refus de la commission de surcharger le texte du projet de loi - Opposition du Gouvernement à la fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions de respect du principe du pluralisme, et nécessité de cette garantie - (p. 1537, 1538) : s'oppose aux amendements n° 33 de M. James Marson (interdiction du financement publicitaire pour les radios privées locales), et n° 11 de M. Jean Béranger (autorisation de la publicité dans la limite de 5 minutes par heure d'émission) - Limite éventuelle des recettes publicitaires par le moyen des cahiers des charges - *Art. 3-4 de la loi du 3 juillet 1972* (p. 1540) : son amendement n° 6 : énumération des dispositions devant figurer dans le cahier des charges ; adopté - Fixation par décret en Conseil d'Etat des divers cahiers des charges types - Organisation du droit de réponse - Egalité des temps d'antenne entre les partis politiques - Problème du financement des radios privées : mécénat ; ressources publicitaires - Règlementation nécessaire de la publicité - (p. 1541) : sur son amendement n° 6, s'oppose à la première partie du sous-amendement n° 17 de M. Jean Cluzel (consultation de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion télévision française sur le cahier des charges type) et accepte la deuxième partie de ce sous-amendement (autorisation de la publicité dans la limite de 5 minutes par heure d'émission) - Sur le même amendement n° 6, s'oppose au sous-amendement n° 23 de Mme Brigitte Gros (suppression de l'obligation de programme propre à chaque station) - *Art. 3-5 de la loi du 3 juillet 1972* (p. 1543) : accepte le premier alinéa de l'amendement n° 18 de M. Jean Cluzel (diffusion des émissions sous le contrôle technique de l'établissement public de diffusion, et information de la commission consultative) ; s'oppose au 2<sup>e</sup> alinéa de cet amendement (seuil de puissance de l'émetteur entraînant la diffusion par l'établissement public de diffusion) - Sur cet amendement, son sous-amendement n° 7 : fixation par un décret en Conseil d'Etat des modalités du contrôle de l'établissement public de diffusion et libre accès de ses agents aux installations et appareils ; retiré - Son amendement n° 8, de coordination ; adopté - *Art. 3-6 de la loi du 3 juillet 1972* (p. 1544) : son amendement de coordination n° 9 : suppression du texte proposé pour cet article ; adopté - *Après l'art. 3-6 de la loi du 3 juillet 1972* (p. 1545) : s'oppose à l'amendement n° 11, précédemment réservé, de M. Jean Béranger (insertion dans la loi du 3 juillet 1972 d'un article additionnel visant à autoriser la publicité dans une limite devant être fixée par le cahier des charges après avis de la commission consultative) - *Art. 2* : accepte l'amendement de coordination n° 20 de M. Jean Cluzel (extension de la protection des émissions du service public de la radiodiffusion aux émissions autorisées en dérogation au monopole) - *Après l'art. 2* (p. 1546) : accepte l'amendement n° 43 de M. Georges Fillioud, ministre (application de la loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte ; coordination avec la réglementation en vigueur en matière de publicité).

*Deuxième lecture* [n° 396 (80-81)] - (28 septembre 1981) - Rapporteur - Discussion générale (p. 1685) : malentendus dans la relation entre le Sénat et le ministre de la communication - Remise en forme du texte gouvernemental par la commission ; suppression des seules dispositions sur la répartition des fréquences réservées aux services publics - Qualité du débat au Sénat - Publicité sur les radios locales privées ; revirement du Gouvernement - (p. 1686) : composition politique du Sénat et réserves sur la loi de 1974 - Compétence de la loi pour les libertés d'expression et du commerce et de l'industrie - Radios « pirates » et

reconnaissance législative d'un monde nouveau ; dérogation au monopole d'Etat - Projet gouvernemental et « blanc seing » demandé par l'exécutif au législateur ; contrôle de la juridiction administrative - Radios locales et collectivités territoriales ; radios de service et respect du pluralisme - Attribution du droit de dérogation aux personnes physiques ou morales - Composition de la commission consultative et avis du Conseil d'Etat - (p. 1687) : nécessité de la publicité et exercice du droit d'expression - Problème des subventions des collectivités territoriales - Défense par la commission du texte retenu en première lecture - *Art. 1* (p. 1689) : son amendement n° 1 : octroi aux collectivités territoriales de dérogations au monopole de la radiodiffusion sonore en modulation de fréquence ; adopté - (p. 1690) : son amendement n° 2 : report des dispositions légales techniques à l'article du projet concernant les cahiers des charges ; adopté - Ses amendements n° 3 : suppression des dispositions de cet article concernant l'avis de la commission établi sur le rapport d'experts délégués régionaux ; adopté ; et n° 4 : composition de la commission octroyant les dérogations au monopole ; adopté - Son amendement rédactionnel n° 12 ; adopté - Son amendement n° 5 : suppression des dispositions de cet article concernant la protection des services publics dans l'attribution des fréquences aux radios privées ; adopté - (p. 1691) : son amendement n° 6 : conditions du respect du principe de liberté d'expression et de pluralisme par décret en Conseil d'Etat ; adopté - Ses amendements de coordination n° 7 et n° 8 ; adoptés - Son amendement n° 9 : principe et contenu du cahier des charges avec possibilité de clauses particulières ; droit de perception de ressources publicitaires pour les radios associatives ; adopté - (p. 1692) : qualité de la publicité émise et indépendance quant au type de média diffuseur - Suppression de toute publicité et risque d'asphyxie financière - *Art. 3* (p. 1693) : son amendement n° 10 : publicité commerciale dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte et application des règles prévues dans ces territoires ; adopté - *Après l'art. 3* : son amendement n° 11 : bilan d'application de la présente loi ; adopté.

*Nouvelle lecture* [n° 404 (80-81)] - (2 octobre 1981) - Rapporteur - Discussion générale (p. 1839) : désaccord au sein de la commission mixte paritaire - Composition de la commission de contrôle - Divergence sur la création de radios par les collectivités locales et l'introduction de la publicité - Demande le rétablissement de ces dispositions - Caractère nécessaire de l'intervention du Conseil d'Etat pour les règlements d'application - Contenu du cahier des charges - Bilan d'application de la présente loi - *Art. 1* (p. 1840) : ses amendements n° 1 : octroi des dérogations aux collectivités territoriales ; adopté, n° 2 : définition des obligations imposées aux radios locales privées dans les cahiers des charges ; adopté, n° 3 : dérogation et suppression de la consultation régionale avant les délibérations de la commission nationale consultative ; adopté et n° 4 : suppression des dispositions concernant la protection des émissions des services publics ; adopté - (p. 1841) : son amendement n° 5 : dérogation au principe du monopole et décret en Conseil d'Etat ; adopté - Ses amendements de coordination n° 6 et n° 7 ; adoptés - (p. 1842) : son amendement n° 8 : principe et contenu du cahier des charges ; introduction de la publicité pour les radios locales privées ; clause particulière pour les radios municipales ; adopté - Fédération d'associations et puissance de ces radios locales - *Art. 3* : son amendement n° 9 : publicité et application de la réglementation en vigueur dans les TOM et à Mayotte ; adopté - *Après l'art. 3* : son amendement n° 12 : bilan d'application de la présente loi par le gouvernement ; adopté.

- *Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions* [n° 371 (80-81)]

*Suite de la discussion* - (12 novembre 1981) - Titre II - *Après l'art. 17* (p. 2607) : soutient l'amendement n° II-279 de M. René Tomasini (incompatibilité du mandat de président du conseil général, avec une fonction gouvernementale) - *Art. 21* (p. 2619) : soutient l'amendement n° II-

302 de M. Hubert d'Andigné (mention des compétences du président du conseil général sur les services extérieurs de l'Etat dans le département) - Soutient l'amendement de coordination n° II-300 de M. Louis Souvet.

**- Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie:*

**Radiodiffusion télévision française** - (30 novembre 1981) - Rapporteur pour avis (p. 3321) : rapport de la commission des affaires culturelles : préservation du patrimoine culturel du pays; indépendance et pluralisme de l'audiovisuel; liberté d'expression - Promesses et réalités : radios libres, radios locales privées et brouillage de RFM; information - Attente d'un projet de loi portant réforme générale du système audiovisuel - (p. 3322) : publicité - Mainmise du Gouvernement sur l'audiovisuel - Insuffisance et abus en matière d'information télévisée - Progrès des débats politiques; désignation de certains journalistes de l'audiovisuel par le comité central d'un parti - Libéralisme de façade du Gouvernement et centralisme de parti - Intolérance et épuration; « Etat-parti » et glissement d'une tutelle étatique vers une prise en main idéologique - Attachement au pluralisme et à la démocratie - (p. 3323) : réforme de l'audiovisuel et référence au rapport de la commission Moinot - Demande d'information de la commission des affaires culturelles sur la conception du Gouvernement en matière de liberté d'information et de création - (p. 3332) : actions du gouvernement précédent : pluralisme et liberté d'expression - Epuration de 1974 et pléthore de personnel - Pouvoirs de l'exécutif : remplacement des présidents des chaînes de radio et de télévision; nomination de directeurs de l'actualité télévisée ou des programmes.

**Vote sur l'ensemble** - (12 décembre 1981) - (p. 4185) : intentions du Gouvernement : croissance; réduction du chômage et de l'inflation; incohérence de la stratégie économique du Gouvernement et méconnaissance de certaines réalités économiques élémentaires - Augmentation de la production et besoin de confiance envers les entreprises; aggravation des charges fiscales des entreprises - Impôt sur le patrimoine - Incohérence politique; incertitude économique et défiance internationale - (p. 4186) : dévaluation du franc et inflation; échelon international et perte de la confiance des partenaires de la France - Politique défavorable à l'épargne - Aggravation du chômage - Augmentation des impôts - Appel aux banques et choix budgétaire inflationniste - Prise pour cible des classes moyennes; épargne populaire et bons anonymes - (p. 4187) : taxes indirectes - Conception de l'Etat-providence; étatisation de l'économie; vote du projet de loi de finances pour 1982, modifié par le Sénat.

**PELLARIN (Bernard)**, sénateur de la Haute-Savoie (rattaché administrativement au groupe UREI)

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des affaires sociales.

**INTERVENTIONS**

**- Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (29 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 2271) : problème posé par l'application du titre II de la loi - Approbation d'une décentralisation départementale et gestion du département par ses élus; budget - Préparation du budget 1982 par les présidents des conseils généraux eux-mêmes ou en collaboration avec les préfets - Avenir du personnel des préfectures et information

souhaitable de ce personnel sur les possibilités existantes - Patrimoine départemental; logement du préfet et charge matérielle des sous-préfectures supportée par le département - Situation des services extérieurs de l'Etat : cas des bâtiments judiciaires, directions des services vétérinaires - (p. 2272) : avenir des directions départementales de l'équipement (DDE) et des directions départementales de l'action sanitaire et sociale (DDASS); rôle de l'ordonnateur - Dépendance de la direction du service des archives départementales par rapport au département - Place de l'agent comptable et concertation entre l'ordonnateur et le comptable - Attente d'une réponse de la part du ministre et bénéfice pour la mise en place de l'exécutif départemental.

**PELLETIER (Jacques)**, sénateur de l'Aisne (GD)

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des affaires culturelles.

**DÉPÔTS**

**Avis** présenté, au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1982 [(n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Relations culturelles, scientifiques et techniques [n° 59, tome XIV (81-82)]** (23 novembre 1981).

**INTERVENTIONS**

**- Projet de loi portant abolition de la peine de mort [n° 385 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (30 septembre 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1748) : précipitation et politisation du débat - Vote du projet - Situation de l'Iran.

**- Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (30 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 2349) : sénateurs fervents défenseurs des collectivités locales - Indépendance des communes, des départements et des régions, source de création et d'épanouissement des individus - Véritable régionalisation déjà proposée par le projet de loi relatif aux établissements publics régionaux en 1972 - Projet actuel dépouillé de l'essentiel : répartition des compétences et des ressources entre l'Etat, les communes, les départements et les régions - Elaboration hâtive et improvisation de ce texte - Suppression de la tutelle et remplacement par la chambre régionale des comptes - Véritable tutelle exercée par les services financiers sur les maires - Exigence de garanties d'indépendance pour les chambres régionales des comptes - Niveaux de responsabilité différents pour les maires en fonction du nombre d'habitants - (p. 2350) : disparité entre les communes - Risque d'accentuer l'abandon des zones rurales - Caractère impératif du plan national et indépendance de la région - Création de ressources importantes pour les régions - Problème de l'augmentation du pouvoir des maires, des conseillers généraux, des conseillers régionaux sans ressources supplémentaires - Crainte d'une augmentation fiscale locale - Région : échelon utile de l'aménagement du territoire; nécessité d'une assemblée élue au suffrage universel - Absence de choix du Gouvernement entre la région et le département dans ce texte, source de conflit dans l'avenir - Découpage actuel des régions et réalités géographiques et historiques - Cohabitation possible entre grandes régions et départements; petites régions et arrondissements - Condamnation du département dans le cadre actuel - Peur d'une absorption du département par la région - Attachement au

département - Difficulté d'avoir quatre échelons souverains de décision - Favorable au principe de l'élection du conseil régional au suffrage universel direct - Elections en mars 1983 : précisions sur le mode de scrutin - Incertitudes et manques de cette réforme de l'organisation administrative - Problème du cumul des mandats à l'occasion de cette réforme - Nombreuses incompatibilités - Souhait d'un apport de précisions dans l'avenir sur les orientations du gouvernement en matière de compétences et de finances.

**Suite de la discussion** - (6 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 5** (p. 2529) : soutient l'amendement n° I-225 de M. Paul Girod (modification de la définition de la notion d'équilibre réel du budget communal) - (p. 2530) : soutient l'amendement n° I-226 de M. Georges Berchet (modification de la définition de la notion d'équilibre réel du budget communal) - (p. 2534) : soutient l'amendement n° I-394 de M. Paul Girod (budget supplémentaire « exceptionnel ») - Soutient l'amendement n° I-227 de M. Bernard Legrand (budget rendu exécutoire par la chambre régionale des comptes) - Soutient l'amendement n° I-395 de M. Bernard Legrand (budget réglé et rendu exécutoire par la chambre régionale des comptes) - Soutient l'amendement n° I-228 de M. Georges Berchet (audition du maire ou de son représentant).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 - Nouvelle lecture** [n° 47 (81-82)] - (6 novembre 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2539) : vote de la majorité des membres du groupe de la gauche démocratique favorable au projet gouvernemental qui ne préjuge en rien de sa position sur les nationalisations.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (26 novembre 1981) - **Art. 11** (p. 3183) : son amendement n° 376 déposé avec M. Paul Girod qui le soutient : augmentation du taux de la TVA sur les achats de perles et de pierres précieuses ; réservé puis non retenu dans le vote demandé par le Gouvernement en application de l'article 42 du règlement du Sénat.

*Deuxième partie :*

**Industrie** - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - (p. 3439) : autonomie de gestion et planification glissante, nouvelle règle du jeu des entreprises publiques - Entreprises publiques, pôles de développement - Compétitivité par l'automatisation, par la robotique des industries traditionnelles - Opposition à toute mesure protectionniste - Accord d'autolimitation des importations - Nécessité d'investissements pour les entreprises - Rétablissement pour les salariés du 1 % sur la sécurité sociale et contradiction totale avec la relance - Importance de la personnalité du ministre pour le rétablissement de la confiance entre le monde économique et le Gouvernement.

**Plan et aménagement du territoire** - (2 décembre 1981) (p. 3512) : importance des crédits de fonctionnement et des crédits destinés aux aides au développement régional ; impact de ces aides - Insuffisance de la progression des aides du Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) - Régionalisation des crédits du FIDAR ; clefs de répartition entre les régions - Absence de règles précises pour les contrats de pays ou contrats régionalisés d'aménagement rural ; méconnaissance des dotations globales disponibles - Contrats de pays et financements croisés - Planification et nécessité de plans par branche - Contenu des négociations des contrats de plan entre l'Etat et les entreprises nationalisées ; nomination des dirigeants et responsabilité des dotations en capital - Rôle du Fonds européen de développement économique et régional (FEDER) ; caractère secret des dossiers concernant l'aide européenne - Hypercentralisation de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) ; rôle de la DATAR face à l'accroissement des pouvoirs de la région - Vote favorable sur ce projet de budget.

**Relations extérieures** - (3 décembre 1981) - Rapporteur pour avis (Relations culturelles, scientifiques et techniques) (p. 3561) : stagnation des crédits des relations culturelles, après l'impulsion du rapport Rigaud - Précisions nécessaires sur la convention signée entre le ministère des relations extérieures et l'Alliance française, et la réorientation des centres culturels français à l'étranger - Scolarisation des enfants français de l'étranger et création de postes d'enseignants - Bourses d'études ou de stages aux étudiants étrangers en France ou aux étudiants français à l'étranger - Emissions radiophoniques françaises à destination de l'étranger : extension du réseau ; harmonisation des heures d'émissions avec les pays récepteurs - Avis favorable de la commission des affaires culturelles à l'adoption des crédits de la Direction générale.

**Agriculture** - (7 décembre 1981) - (p. 3818) : au nom de M. Pierre Merli, attire l'attention du ministre sur le sort des horticulteurs - Inquiétude des agriculteurs à la veille de la réunion de la conférence annuelle - Dégradation du revenu agricole et malaise croissant - Augmentation des charges d'exploitation : produits pétroliers, matériel agricole, charges sociales, aliments du bétail - Soutien des investissements : aide fiscale de 10 % ; prêts aux jeunes agriculteurs ; financement de plans de développement - Politique des prix agricoles communautaires - Renforcement nécessaire de la politique agricole commune : production du lait - Création annoncée d'offices fonciers et rôle des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) et des groupements fonciers agricoles (GFA) - Impôt sur la fortune et cas des terres agricoles - Réforme de la fiscalité agricole - Bénéfice forfaitaire et bénéfice réel - (p. 3819) : coût de la comptabilité pour les exploitants agricoles - Régime social agricole - Solidarité de la nation.

PEN (Albert), sénateur de Saint-Pierre-et-Miquelon (apparenté au groupe-S).

Elu député le 21 juin 1981 (2 juillet 1981) (p. 777).

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

PERLICAN (Rolande), sénateur de Paris (C)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à combattre la faim dans le monde [n° 225 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980, JO Débats 2 avril 1981).

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, sur l'organisation des transports en commun en région d'Ile de France [n° 229 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès verbal de la séance du 20 décembre 1980, JO Débats 2 avril 1981).

*Proposition de loi*, déposée avec M. Serge Boucheny et les membres du groupe communiste et apparenté, tendant à étendre au personnel porteur du service municipal des pompes funèbres de Paris le bénéfice des dispositions de la loi n° 50-328 du 17 mars 1950 accordant aux agents des réseaux souterrains des égouts des avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension [n° 230 (80-81)] (rattachée

pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980, JO Débats 2 avril 1981) - **Agents communaux.**

## QUESTIONS

### Questions orales sans débat :

n° 131 (JO Débats 23 octobre 1981) (p. 2110) à M. le ministre de la santé : **hôpitaux** (application des dispositions de la loi portant amnistie dans certains hôpitaux parisiens) - Réponse de M. Jack Ralite, ministre de la santé (13 novembre 1981) (p. 2640, 2641).

n° 132 (JO Débats 23 octobre 1981) (p. 2110) à M. le ministre de la santé : **hôpitaux** (situation de certains hôpitaux parisiens) - Réponse de M. Jack Ralite, ministre de la santé, commune avec la question n° 133 (13 novembre 1981) (p. 2641 à 2643).

n° 133 (JO Débats 23 octobre 1981) (p. 2110) à M. le ministre de la santé : **hôpitaux** (situation du personnel de l'hôpital Cochin) - Réponse de M. Jack Ralite, ministre de la santé, commune avec la question n° 132 (13 novembre 1981) (p. 2641 à 2643).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (19 novembre 1981) - **Titre VI (nouveau) après l'art. 65 (suite)** (p. 2883) : se déclare favorable aux amendements de M. Gaston Defferre, ministre n° IV-158 (suppression de la tutelle à Paris), n° IV-159 (statut de l'emploi de la commune de Paris), n° IV-160 (dispositions relatives à la chambre régionale des comptes, à l'allègement de la tutelle technique et des charges financières, aux dotations spéciales culturelles, aux instituteurs, à la justice, et à la police d'Etat pour Paris) et n° IV-161 (modalité d'application du régime de droit commun).

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

### Deuxième partie :

**Relations extérieures** - (3 décembre 1981) - (p. 3576) : changement politique du 10 mai et incidences sur la politique extérieure de la France : position française à l'égard de l'Afrique du Sud, des Caraïbes, du Sud Est asiatique (Viet-Nam, Cambodge, Laos) - Instauration d'un nouvel ordre économique mondial - Dénument des populations du tiers monde - (p. 3577) : discours du Président de la République - à Mexico - Politique de coopération et d'aide au développement et intérêt de la France - Visite du Président de la République française à Alger - Vote du groupe communiste favorable à ce budget.

**Départements et territoires d'outre-mer** - (9 décembre 1981) - (p. 3928) : approbation par le groupe communiste des orientations du Gouvernement concernant les territoires d'outre-mer (TOM) - Rupture avec les rapports de domination et leurs conséquences désastreuses pour les populations - Assassinat de M. Pierre Declercq, et climat de violence - Lutte du peuple canaque dans le front indépendantiste pour faire valoir sa dignité - (p. 3929) : solution du problème calédonien et reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple canaque - Naissance possible d'une société pluri-ethnique - Volonté du Gouvernement d'un changement radical de politique : réformes profondes et véritables changements - Nécessité de garantir l'application des réformes décidées.

**PERREIN (Louis)**, sénateur du Val-d'Oise (S)

## NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des finances.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions

restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1981 (24 juillet 1981) (p. 1157).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du deuxième projet de loi de finances rectificative pour 1981 (27 octobre 1981) (p. 2202).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (28 octobre 1981) (p. 2230).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de nationalisation (25 novembre 1981) (p. 3117).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1982 (14 décembre 1981) (p. 4214).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du troisième projet de loi de finances rectificative pour 1981 (17 décembre 1981) (p. 4353).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés (19 décembre 1981) (p. 4428).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du quatrième projet de loi de finances rectificative pour 1981 (21 décembre 1981) (p. 4488).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, portant réforme de l'organisation régionale du tourisme [n° 220 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980, JO Débats 2 avril 1981).

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'article 226 du Code pénal [n° 239 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès verbal de la séance du 20 décembre 1980, JO Débats 2 avril 1981) - **Presse (libertés individuelles)**.

*Rapport spécial* fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Postes et télécommunications [n° 58, annexe 40 (81-82)]** (23 novembre 1981).

## QUESTIONS

### Questions orales avec débat :

n° 488 (2 avril 1981) (p. 419) à M. le secrétaire d'Etat aux postes : **télécommunications** (situation de l'emploi dans l'industrie téléphonique) - Caducité le 21 mai 1981 (2 juillet 1981) (p. 778).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 310 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (24 juillet 1981) - **Art. 5** (p. 1117) : souci de dialogue du Gouvernement et absence d'utilisation de l'article 40 de la Constitution - Collectif budgétaire et solidarité - (p. 1118) : utilisation du droit d'amendement par l'opposition.

**Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 327 (80-81)]** - (29 juillet 1981) - **Discussion générale**

(p. 1232) : possibilité de répercussion de la hausse de la TVA sur la partie restant à payer au-delà des arrhes pour les hôtels de luxe - Explication de vote sur l'ensemble (p. 1238) : Sénat et concertation avec l'opposition - Travaux et composition des commissions mixtes paritaires - Rôle des notaires et prélèvement exceptionnel sur les revenus - Amendement favorable aux personnes handicapées - Donations-partages et problème de l'outil de travail - Nouvelle législation sur les successions - Rôle du Sénat dans le domaine législatif - (p. 1239) : vote favorable du groupe socialiste.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

Suite de la discussion - (5 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - Art. 3 (p. 2467) : son amendement de coordination n° I-139 ; adopté - (p. 2472) : son amendement n° I-140 ; présentation au Parlement d'un rapport du ministre de l'intérieur sur l'exercice du contrôle *a posteriori* des actes des autorités communales par les représentants de l'Etat ; modifié sous le n° I-140 rectifié - Son amendement n° I-140 rectifié : présentation d'un rapport par le Gouvernement avant le 1<sup>er</sup> juin sur l'exercice par les représentants de l'Etat dans les départements du contrôle *a posteriori* des actes des autorités communales ; adopté.

Suite de la discussion - (12 novembre 1981) - **Titre II** - Art. 21 (p. 2619) : son amendement n° II-145, soutenu par M. Franck Sérusclat : énumération des collaborateurs du commissaire de la République ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de nationalisation** [n° 36 (81-82)] - (20 novembre 1981) - **Discussion générale** (p. 2939) : volet essentiel du programme présidentiel - (p. 2940) : restitution à la nation des outils de son développement et de sa grandeur - Impérieuse obligation pour la France face au défi des mutations technologiques et aux dépressions du marché mondial - Maîtrise du développement économique - Développement du champ des libertés réelles et des droits des travailleurs - Nationalisation partielle du secteur bancaire - Existence d'un secteur concurrentiel par le truchement des banques étrangères et du secteur mutualiste et coopératif - Indemnisation des actionnaires - Coût des nationalisations - Nationalisations de 1945-1946 et redémarrage de l'économie française - Exemple de réussite des grandes entreprises nationalisées française - Marché financier trop exigü pour les productions massives permettant des coûts minima - Absence de preuve de la fuite des cerveaux - (p. 2941) : référence aux économies des Etats-Unis et du Japon par les défenseurs du système capitaliste libéral - Assimilation de l'économie japonaise à une économie dirigée de caractère privé - Recherche du profit immédiat et pratique bancaire responsables des difficultés de nombreuses petites entreprises - Maîtrise des grands groupes industriels et nationalisation du crédit indispensables à l'essor des petites et moyennes entreprises - Lourde responsabilité du gouvernement précédent dans le vieillissement de notre économie - Avis du Conseil économique et social sur le plan intérimaire - Projet présenté cohérent en réponse aux intérêts du pays - Maintien de l'audience internationale et des accès aux marchés mondiaux - Projet outil fondamental du redressement, créateur d'emplois - (p. 2942) : important projet dans l'histoire économique et sociale du pays - Souhait de voir de nombreux sénateurs faire passer l'intérêt de la nation au-dessus des querelles doctrinales ; invite à voter pour ce projet.

Suite de la discussion - (23 novembre 1981) - **Discussion générale** (p. 2988) : crédibilité de la France aux yeux de l'étranger, évoquée par M. Louis Virapoullé et classement de la France parmi les grands emprunteurs nationaux et internationaux par une grande agence américaine : maintien de la confiance - (p. 2998) : actionnariat des salariés et participation - Gestion tripartite des entreprises nationalisées.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

Deuxième partie :

**Postes et télécommunications** - (4 décembre 1981) - Rapporteur spécial (p. 3631) : transformation du secrétariat d'Etat en ministère de postes et télécommunications (PTT) - Progression du budget - Diminution de l'excédent d'exploitation - Augmentation de la dotation à la caisse nationale d'épargne (CNE) - Participation à l'effort de lutte contre le chômage et versement au budget général : diminution des capacités d'autofinancement - Recommandations de la Communauté économique européenne (CEE) et éventualité de l'assujettissement des prestations des télécommunications à la TVA - Amélioration du trafic pour la poste et les télécommunications - Progression des dépenses - Personnel : créations d'emplois et qualité du service ; réduction de la durée du travail ; insuffisance des mesures indemnitaires et critères d'attribution de la prime de résultat d'exploitation - (p. 3632) : problèmes catégoriels : situation des receveurs-distributeurs - Participation du budget général au déficit du transport de presse - Déséquilibre du compte d'exploitation de la poste et des services financiers et recours à l'emprunt - Trésor : taux de rémunération des fonds de la CNE, des chèques postaux et taux des avances - Contrat de législature avec l'Etat - Investissements en matière de réseaux et de communication ; construction de bureaux de poste - Commission pour l'amélioration des services de la distribution du courrier - Téléphone ; facture détaillée et dialogue avec les usagers - Reprise des créations d'emplois et des investissements ; orientation nouvelle des services sociaux ; accord entre les PTT et le ministère de la jeunesse et des sports - Gestion financière : commission interministérielle finances - PTT ; autonomie de gestion des PTT ; proposition syndicale : charte de gestion Etat PTT ; gestion des sociétés filiales des PTT - (p. 3633) : politique du Gouvernement et télématique ; produits nouveaux des télécommunications ; conséquences sur la culture et l'emploi - Défense de la presse écrite et débat sur la télématique - Gestion des services financiers : décentralisation de la CNE ; élargissement de la loi Minjoz - Services des chèques postaux et de la CNE - Information du Parlement - Avis favorable de la commission des finances - **Examen des crédits** - Art. 47 (p. 3645) : respect par le Sénat des traditions et conformité à l'avis de la commission des finances - **Art. 48 - Rappel au règlement** : rappel au règlement à l'occasion du vote de l'article 40 lors de la première partie du budget.

**Culture** - (8 décembre 1981) - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 3892) : informatique et révolution culturelle ; réflexion du Gouvernement sur les conséquences culturelles du développement de la télématique ; Vote favorable sur les crédits du titre III du budget.

**Articles non rattachés à l'examen des crédits** - (12 décembre 1981) - **Art. 75** (p. 4163) : mise sous forme nominative des titres des sociétés par actions non cotées ; dématérialisation des titres de valeurs mobilières et connaissance des propriétaires - Exercice des droits sociaux des détenteurs de valeurs mobilières et respect des règles prévues - Modernisation du régime des titres et inscription au compte des valeurs mobilières françaises - Lutte contre l'évasion fiscale - Rentabilité du système bancaire et diminution des coûts de gestion - Organisation générale du travail au sein des banques et réduction des effectifs - Informatique et emploi - **Après l'art. 87** (p. 4177) : son amendement n° 552 : dotation logement de l'Etat envers les instituteurs et calcul de la moyenne des dépenses des communes au niveau départemental ; adopté - (p. 4178) : intégration de l'indemnité de logement dans le traitement et prise en considération du taux moyen au niveau départemental ou national de la dotation logement.

- **Projet de loi de nationalisation - Nouvelle lecture** [n° 93 (81-82)] - (16 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4299) : critiques adressées par M. Jean-Pierre Fourcade, rapporteur, au projet de loi de nationalisation et contenu de son rapport : capitalisation des sociétés françaises - Eventualités évoquées par M. Jean-Pierre Fourcade dans son rapport écrit de l'érosion de la position internationale de la France ou du risque de fuite des cadres ; affirmations



sans preuves - Rôle du Sénat devant l'opinion publique - (p. 4300) : critiques adressées par M. *Jean-Pierre Fourcade* au plan intérimaire - Aide de l'Etat aux entreprises nationalisées et aide des gouvernements précédents à des entreprises privées en difficulté - Difficultés du dialogue au Sénat - (p. 4301) : solution préconisée par M. *Jean-Pierre Fourcade* de la nationalisation à 51 % et critiques adressées par la majorité du Sénat à l'égard de cette solution, lors de la discussion de la loi de finances rectificative - Arguments apportés par M. *Etienne Dailly*, rapporteur, dans le procès du système capitaliste financier : participations croisées et emprise de la finance sur l'économie du pays - Vote du groupe socialiste contre l'exception d'irrecevabilité.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 104 (81-82)]** - (17 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4333) : modalités de la prise de participation majoritaire de l'Etat dans le groupe Matra ; contrôle par la collectivité nationale des secteurs armement et espace ; procédure de droit privé ; transfert du secteur médias de Matra au profit de la société Multimédias Beaujon - Offre publique d'échange de l'Office national d'étude et de recherche aérospatiale (ONERA) - Augmentation du capital de la société - Maintien total de l'emploi et contrôle - (p. 4334) : modification de la composition du conseil d'administration - Charges communes du collectif et souscription de l'Etat à l'augmentation du capital de Matra - Recouvrement des impôts - Garantie de l'Etat à l'emprunt contracté par l'Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) - Dotation globale de fonctionnement - Déficit budgétaire et sous-évaluation de certains crédits - Croissance du produit intérieur brut (PIB) et responsabilités antérieures - Mesures nouvelles : concours en capital aux entreprises publiques ; sidérurgie ; Air France ; SNCF ; opérations d'investissement ; ambassade de France de Washington ; réforme foncière en Nouvelle-Calédonie - Reprise économique et stabilité de l'investissement privé - Capacités de production et d'emploi - Vote favorable du groupe socialiste - **Art. 8** (p. 4341) : se déclare défavorable à l'amendement n° 4 de M. Maurice Blin, rapporteur général (suppression de cet article sur l'extension des privilèges du Trésor à l'ensemble des pénalités fiscales et l'application de la procédure d'avis à tiers détenteur pour l'ensemble des impôts et des pénalités d'assiette et de recouvrement) - Difficultés des petites et moyennes entreprises (PME) et rôle des banques.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés [n° 91 (81-82)]** - (19 décembre 1981) - **Art. 2** (p. 4416) : soutient l'amendement n° 7 de M. Georges Spénale (bénéfice de l'aménagement ou de la remise des prêts aux rapatriés ayant cédé leur exploitation et ne disposant pas de ressources suffisantes) - **Après l'art. 14** (p. 4424) : soutient l'amendement n° 23 de M. Félix Ciccolini (intitulé ; « De la procédure devant l'instance arbitrale »).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 141 (81-82)]** - (21 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4447, 4448) : met en cause la sérénité et l'objectivité du rapporteur de la commission des finances sur ce projet - Baisse du revenu agricole depuis 1974 et responsabilité des gouvernements précédents - Travaux de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) sur le revenu brut agricole - Cohérence de la politique agricole du Gouvernement - Court terme et long terme : réorganisation des marchés et création d'offices par produit - Position prise par la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et diversité de l'agriculture française : exemple de l'agriculture de plaine et de montagne - Réunion de la conférence annuelle agricole - Saupoudrage antérieur et efficacité de l'aide sélective - Allocation de solidarité et aides à caractère économique ; aide aux agriculteurs en difficulté ; prêts bonifiés ; agriculteurs de l'Ouest ; aide aux investissements individuels - Mesures structurelles ; développement de l'emploi - (p. 4449) : politique foncière - Réduction des consommations intermédiaires - Organisation des marchés ; création d'offices -

Entente entre firmes de production d'engrais - Prélèvement sur les excédents du Crédit agricole : répartition entre aide directe et actions ponctuelles - Seuil d'octroi de l'allocation de solidarité et pondération du chiffre d'affaires par des coefficients de correction - Aide aux agriculteurs en difficulté - Crédits des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) - Fiscalité agricole : harmonisation du régime fiscal du Crédit agricole et du Crédit mutuel au regard de l'impôt sur les sociétés - Transparence des revenus agricoles : assujettissement des exploitants à la TVA ; difficulté des tâches comptables et création souhaitable de coopératives - Régime du forfait et régime réel simplifié d'imposition - Gestion des immeubles domaniaux par les SAFER - Sociétés de courses parisiennes - Volonté politique du Gouvernement et soutien du groupe socialiste à ce projet de loi de finances rectificative.

**PERRIN (Pierre)**, sénateur de l'Isère (NI)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

Suite de la discussion - (19 novembre 1981) - **Titre IV - Après l'art. 57** (p. 2861) : sur l'amendement n° IV-53 de M. Michel Giraud, rapporteur (avis de la chambre régionale des comptes sur la régularité des opérations budgétaires des collectivités territoriales et des établissements publics), son sous-amendement n° IV-109 : consultation par la chambre régionale des comptes d'une commission mixte de magistrats et d'élus avant toute décision ou présentation d'observations ; rejeté.

**PETIT (Guy)**, sénateur des Pyrénées-Atlantiques (UREI)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant amnistie [n° 304 (80-81)]** - (21 juillet 1981) - **Art. 2** (p. 953) : son amendement n° 40 : suppression de cet article, énumérant les délits et infractions amnistiés ; rejeté - Domaine judiciaire et domaine législatif - Choix des délits amnistiés et arbitraire - Notion de quantum seule légitime - (p. 958) : inconvénients de la multiplication des discriminations ; s'abstiendra dans le vote sur l'amendement n° 6 de M. Félix Ciccolini (exclusion du bénéfice de l'amnistie des délits en matière de police des étrangers) - **Art. 6** (p. 962) : son amendement n° 41 : amnistie au quantum et élévation du seuil de 1 an à 18 mois pour les condamnations avec sursis simple ; retiré au profit de l'amendement n° 17 de M. Marcel Rudloff, rapporteur, tendant à élever ce seuil de 1 an à 15 mois - **Après l'art. 6** (p. 966) : se déclare favorable à l'amendement n° 69 de M. Charles Lederman (sursis à l'amnistie pour les peines assorties d'une période probatoire) - **Art. 11** (p. 972) : son amendement n° 42 : possibilité d'amnistie du Président de la République pour des personnes qui se sont distinguées d'une manière exceptionnelle, dans quelque domaine que ce soit ; adopté - (p. 974) : notion de mérites exceptionnels et pouvoir d'appréciation laissé au Président de la République.

**Suite de la discussion** - (22 juillet 1981) - **Art. 24** (p. 1004) : son amendement n° 44, identique à l'amendement n° 57 de M. Jean-Marie Girault : suppression de cet article concernant les exclusions du bénéfice de la loi d'amnistie ; adopté - (p. 1006) : arbitraire des poursuites en matière fiscale et douanière - **Après l'art. 26** (p. 1010) : se déclare défavorable à l'amendement n° 64 de M. Henri Caillavet (retrait de tous les fichiers des infractions à la circulation amnistiées par la présente loi) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1013) : vote favorable de l'UREI - (p. 1014) : amendements proposés par le groupe des indépendants et volonté de ne pas reprendre totalement les dispositions de 1974 - Amnistie et pouvoir judiciaire - Fichier et sort des condamnations amnistiées - Etude du texte par la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 310 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (23 juillet 1981) - **Discussion générale** (p. 1057) : limitation du temps de parole - (p. 1059) : sévérité envers le gouvernement antérieur ; jeunesse et inexpérience - Lutte contre le chômage ; phénomène universel ; phénomène récent en France et indemnisation des chômeurs - Causes du chômage ; développement de la technologie et machinisme ; durée du travail ; productivité : exemple de la population agricole - Cas des Etats-Unis : hausse de la productivité et baisse des effectifs ouvriers - Exemple de la firme Sony à Bayonne ; robotisation japonaise - Phénomène de société et non pas culpabilité d'un homme au pouvoir - Exemple de l'Union soviétique ; emplois artificiels - (p. 1060) : organisation de la durée du travail au niveau mondial et non pas français - Tiers-Monde : rétribution, charges sociales - Erreur du Gouvernement : surtaxe des hôtels de luxe - Impôt sur les banques ; prêts à intérêts bonifiés, Crédit agricole - Exemple de la loi d'avril 1950 sur l'intégration des auxiliaires ; application payée par la Banque de France ; bénéfices - Convention entre la France et l'Etat de reversion des trois-quarts de son bénéfice en cas de dépassement du taux d'escompte - Suggestions d'utilisation des ressources de la Banque de France à l'heure actuelle.

- **Projet de loi portant suppression de la Cour de sûreté de l'Etat** [n° 312 (80-81)] - (28 juillet 1981) - **Discussion générale** (p. 1181) : hostilité aux juridictions d'exception - Estime nécessaire le maintien des moyens d'instruction et d'investigation du juge d'instruction en matière de sûreté de l'Etat ; évoque une affaire récente au pays basque - Lutte contre le terrorisme - (p. 1182) : caractère sommaire du projet et vote défavorable - Renoncement aux perquisitions « de nuit et en tout lieu » et lutte contre le terrorisme - Abstention sur le projet au vu des déclarations du ministre - **Art. 1** (p. 1185) : rappelle son hostilité à toutes les juridictions d'exception - Suppression de la Cour de sûreté de l'Etat et augmentation du terrorisme - Suppression, par le Gouvernement, des moyens de lutte contre le terrorisme - Abstentions sur le projet de loi.

- **Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France** [n° 366 (80-81)] - (22 septembre 1981) - **Art. 1** (p. 1573) : droit d'association des travailleurs immigrés - Prématurité d'un droit de vote pour les travailleurs immigrés - Droits et devoirs des travailleurs immigrés - Démocratie du système politique français et alternance - (p. 1574) : se déclare favorable à l'amendement n° 41 de M. Jacques Larché (refus de l'accès du territoire français à tout étranger constituant une menace pour l'ordre public) - (p. 1575) : se déclare favorable à l'amendement n° 28 de M. Charles Lederman (possibilité pour un étranger après un refus d'entrée de s'adresser à un conseil de son choix) - **Art. 2** (p. 1577) : se déclare favorable à l'amendement n° 5 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (récidive à défaut de régularisation de la situation en cas d'immigration clandestine) - Sur cet amendement, se déclare favorable au sous-amendement n° 29 de M. Charles Lederman (suppression de la notion de récidive).

- **Projet de loi portant abolition de la peine de mort** [n° 385 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (29 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1702) : problème de conscience de l'abolition ou du maintien de la peine de mort et liberté de vote laissée aux membres du groupe UREI - Sa présence lors d'une exécution capitale, origine de son hostilité de fond à cette peine - Souvenir d'une conversation avec Me Emile Pollack - (p. 1703) : sondage d'opinion traduisant l'hostilité de la majorité des Français à l'abolition de la peine de mort - Disposition de l'article 11 de la Constitution relatif au référendum - Question préalable déposée par M. Max Lejeune - Droit de tout homme à la vie.

**Suite de la discussion** - (30 septembre 1981) - **Art. 1** (p. 1745) : se déclare défavorable à l'amendement n° 3 de M. Edgar Faure (maintien de la peine de mort pour les crimes prévus par l'ancien article 233 et l'article 355 du code pénal).

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1981) - **Discussion générale** (p. 2383) : utilité de la décentralisation et rappelle son action en faveur de la déconcentration - Caractère flou du projet - Réduction de la décentralisation à la suppression de la tutelle préfectorale - (p. 2384) : fausses libertés attribuées aux élus locaux - Etablissement d'un contrôle juridictionnel *a posteriori* : tribunal administratif, chambre régionale des comptes et Cour de discipline budgétaire - Cour de discipline budgétaire et article 2 de la loi du 25 septembre 1948 ; sanctions pour dépassement de crédits et imprécision de la définition de l'infraction - Assemblée générale des maires de son département et hostilité à la Cour de discipline budgétaire - Compétence de la cour pour les maires des grandes villes et incompétence pour les ministres - Fonctionnaires du ministère des finances et compétence de la cour - Qualité de l'administration financière des communes - (p. 2385) : saisine de la Cour de discipline budgétaire et maintien de l'exercice de l'action pénale - Application de l'article 48 du règlement du Sénat, amendement par amendement - Reproche fait au Sénat de la longueur du débat - Qualité du travail du rapporteur.

**Suite de la discussion** - (4 novembre 1981) - **Discussion générale** (p. 2409) : suppression nécessaire de l'article 12 relatif aux poursuites exercées à l'égard des maires devant la Cour de discipline budgétaire : compétence des tribunaux de droit commun - **Titre I** - **Art. 2** (p. 2421) : son amendement n° I-14, soutenu par M. Pierre Sallenave : possibilité du maire de consulter le représentant de l'Etat dans son département ; délai de réponse ; retiré.

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Après l'art. 3** (p. 2477) : se déclare favorable à l'amendement n° I-93 de M. Michel Giraud, rapporteur (demande par un citoyen au représentant de l'Etat dans le département de mise en oeuvre de la procédure prévue à l'article 3).

**Suite de la discussion** - (6 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 5** (p. 2528) : s'abstiendra sur le vote de l'amendement n° I-268 de M. Jean Ooghe (suppression de cet article concernant le rétablissement de l'équilibre lorsque le budget communal n'est pas voté en équilibre réel) - (p. 2532) : soutient l'amendement n° I-7 de M. Jean-François Pintat (fonctionnement et pouvoirs de la chambre régionale des comptes dans le rétablissement de l'équilibre lorsque le budget communal n'est pas voté en équilibre réel).

**Suite de la discussion** - (16 novembre 1981) : **Titre II bis (nouveau) après l'art. 44** (p. 2708) : se déclare favorable à l'amendement n° II bis-1 de M. Michel Giraud, rapporteur (« Titre II bis nouveau : Clarification et répartition des compétences ») - Intervient contre le recours à la procédure de l'article 40.

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - **Titre II bis (nouveau) après l'art. 44 (suite)** (p. 2732) : caractère complet et nécessaire du débat sénatorial - Amendements de la commission des lois et répartition des compétences entre

l'Etat, la région, le département et la commune - (p. 2744) : suppression de l'élaboration conjointe des plans d'occupation des sols - Participation des particuliers - Se déclare favorable à l'amendement n° II bis-40 de M. Michel Giraud, rapporteur (élaboration par les communes, en concertation avec l'Etat et le département, des plans d'occupation des sols ; opposabilité et publication).

Suite de la discussion - (18 novembre 1981) - Titre II bis (nouveau) après l'art. 44 (suite) (p. 2793) : dispositions du chapitre VIII, traitant des actions économiques des communes, des départements et des régions - Transfert de biens fonciers et immobiliers - Fonds de commerce - Exemple du sauvetage de l'Hôtel du Palais à Biarritz - Titre III (suite) - Art. 48 ter (p. 2805) : son amendement n° III-94, soutenu par M. Pierre Sallenave : suppression de cet article relatif à l'institution, dans chaque région, d'un comité des prêts composé en majorité d'élus régionaux, départementaux et communaux ; adopté.

Suite de la discussion - (19 novembre 1981) - Titre III bis (nouveau) après l'art. 55 (suite) (p. 2846) : sur l'amendement n° III bis-30 de M. Michel Giraud, rapporteur (versement d'une indemnité de fonction aux maires, adjoints et élus), se déclare favorable au sous-amendement n° III bis-53 de M. Roger Boileau (prise en charge par l'Etat de la moitié de cette indemnité de fonction) - (p. 2847) : sur l'amendement n° III bis-31 de M. Michel Giraud, rapporteur (majoration de l'indemnité de fonction en faveur des conseillers municipaux dans les communes de plus de 30.000 ou 400.000 habitants), cas des communes touristiques et des stations classées de moins de 30.000 habitants - Titre I - Art. 12 (suite) (p. 2853) : son amendement n° I-186 identique à l'amendement n° I-118 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de cet article sur la responsabilité des ordonnateurs devant la Cour de discipline budgétaire ; devenu sans objet - Titre IV - Avant l'art. 56 (suite) (p. 2855) : se déclare défavorable à l'amendement n° IV-43 de M. Michel Giraud, rapporteur (responsabilité des ordonnateurs devant la Cour de discipline budgétaire).

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

Articles non rattachés à l'examen des crédits - (12 décembre 1981) - Après l'art. 92 (p. 4179) : son amendement n° 563, soutenu par M. Jacques Moutet : réactualisation des taux de la taxe de séjour ; possibilité de perception de la taxe de séjour pour les communes touristiques bénéficiant des concours particuliers de la dotation globale de fonctionnement ; adopté.

- **Projet de loi de nationalisation - Nouvelle lecture [n° 93 (81-82)]** - (16 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4292) : nécessité de lois antitrust, soulignée par M. Raymond Bourguin, et existence en France de la loi sur les ententes illicites, les positions dominantes et la concurrence ; rôle de la commission de la concurrence.

PEYOU (Hubert), sénateur des Hautes-Pyrénées (GD-SRG)

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

PEYRAFITTE (Jean), sénateur de la Haute-Garonne (S)

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Temps libre** - (6 décembre 1981) - (p. 3732) : concertation avec les professionnels du tourisme, notamment du thermalisme - (p. 3733) : inquiétude quant à la taxation des hôtels quatre étoiles, le blocage des tarifs et la taxation des frais généraux et de réception - Difficultés de l'hôtellerie saisonnière ; exemple de Lourdes - Importance économique du tourisme et insuffisance du budget pour 1982 - Réforme de la procédure des unités touristiques nouvelles (UTN) - Bénéfice des chèques-vacances pour la petite hôtellerie traditionnelle - Exemple de la TVA sur l'hôtellerie et la restauration pour les étrangers - Politique touristique et coopération interministérielle - Accroissement important des crédits - Création de nouveaux bureaux à l'étranger ; restructuration et moyens financiers - Obtention de prêts à taux bonifié - Fixation des Vacances d'hiver et prise en compte dans son intégralité du mois de juillet comme mois de vacances ; concertation avec le ministère de l'éducation nationale - Sauvetage du patrimoine hôtelier, notamment dans les stations thermales, climatique et balnéaires ; transmission des entreprises familiales - Importance économique et touristique du thermalisme ; progression régulière du nombre des curistes ; prise en compte des conclusions de la mission thermaliste - Action de la Fédération nationale thermique et climatique française et de la Fédération internationale du thermalisme - (p. 3734) : convention signée avec les communes thermales ; formation professionnelle d'un animateur - Crédits accordés et campagnes d'information - Commission de concertation entre l'Etat et la fédération thermique - Rôle médical du thermalisme - **Examen des crédits** - **Après l'art. 90** (p. 3749) : vote défavorable du groupe socialiste sur l'amendement n° 527 de M. Jean Francou (augmentation du plafond de déduction fiscale sur le chiffre d'affaires pour versement au Fonds national pour le développement du sport (FNDS) ; compensation de recette par majoration du prélèvement effectué par l'Etat sur le loto).

PIC (Maurice), sénateur de la Drôme (S)

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

PILLET (Paul), sénateur de la Loire (UCDP)

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers (13 octobre 1981) (p. 1943).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modération des loyers (15 décembre 1981) (p. 4254).

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 83 (81-82)] adopté par l'Assemblée

nationale après déclaration d'urgence, relatif à la modération des loyers [n° 111 (81-82)] (10 décembre 1981) - Baux.

*Rapport* fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modération des loyers [n° 139 (81-82)] (18 décembre 1981) - Baux.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant amnistie** [n° 304 (80-81)] - (21 juillet 1981) - Après l'art. 6 (p. 967) : se déclare favorable à l'amendement n° 69 de M. Charles Lederman (sursis à l'amnistie pour les peines assorties d'une période probatoire) - Intérêt de la mise à l'épreuve et de la période probatoire.

**Suite de la discussion** - (22 juillet 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1013) : caractère positif des mesures d'amnistie - Problème des militaires ayant eu des attitudes répréhensibles pendant les guerres d'Indochine et d'Algérie - Vote favorable du groupe de l'UCDP.

- **Projet de loi relatif au prix du livre** [n° 318 (80-81)] - (29 juillet 1981) - Art. 3 (p. 1242) : son amendement n° 7 : vente par courtage, abonnement ou correspondance et non application du prix unique du livre après un délai d'un an ; rejeté.

- **Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France** [n° 366 (80-81)] - (22 septembre 1981) - Art. 2 (p. 1577) : sur l'amendement n° 5 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (récidive à défaut de régularisation de la situation en cas d'immigration clandestine), se déclare défavorable au sous-amendement n° 29 de M. Charles Lederman (suppression de la notion de récidive) - Art. 3 (p. 1582) : se déclare favorable à l'amendement n° 10 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (possibilité de huis clos lors des débats de la commission en cas de danger pour l'ordre public ou les moeurs) - Art. 5 (p. 1587) : se déclare favorable à l'amendement n° 38 de M. Charles Lederman (intervention d'un interprète pour informer un étranger de ses droits).

- **Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d'association en ce qui concerne les associations dirigées en droit ou en fait par des étrangers** [n° 365 (80-81)] - (22 septembre 1981). Art. 1 (p. 1596) : se déclare défavorable à l'amendement rédactionnel n° 5 de M. Charles Lederman.

- **Projet de loi portant abolition de la peine de mort** [n° 385 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (29 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1718) : ancienneté du débat sur la peine de mort et caractère historique de la décision du Parlement - Peine de mort comme échec de la société - Prise en compte nécessaire de l'opinion publique, mais rôle spécifique du Parlement d'information de l'opinion - (p. 1719) : liberté de décision des parlementaires pendant la durée de leur mandat - Caractère contestable des arguments en faveur de la peine de mort : dissuasion ou incitation - Exemples des pays étrangers - Peine de mort et vengeance collective - Abolition nécessaire de la peine de mort dans une société civilisée - Horreur de l'exécution capitale.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1981) - **Titre I - Après l'art. 2 (suite)** (p. 2451) : se déclare défavorable à l'amendement n° I-260 de M. Bernard-Michel Hugo, soutenu par M. Jean Ooghe (droit d'audience par le conseil municipal des représentants d'une association locale ou des habitants de la commune) - (p. 2452) : se déclare défavorable à l'amendement n° I-261 de M. Paul Jargot, soutenu par M. Jacques Eberhard (désignation par le conseil municipal de son président et éventuellement de son vice-président) - Art. 3 (p. 2471) : se déclare défavorable à l'amendement

n° I-252 de M. Paul Malassagne (obligation pour le tribunal administratif après un sursis à exécution de statuer sur ce point dans le mois suivant l'enregistrement de la requête).

**Suite de la discussion** - (10 novembre 1981) - **Titre I (suite) - Art. 6** (p. 2557) : son amendement n° I-378 soutenu par M. Marcel Daunay : divergences entre la chambre régionale des comptes et le représentant de l'Etat ; publication des propositions de ce représentant ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (12 novembre 1981) - **Titre II - Art. 16** (p. 2603) : soutient l'amendement n° II-224 de M. Rémi Herment (exercice des compétences du conseil général et coordination avec celles des autres personnes morales ou collectivités territoriales) - **Art. 17** (p. 2605) : soutient l'amendement n° II-227 de M. Daniel Hoefel (élection du président et du bureau du conseil général suivant les règles de la représentation proportionnelle dite au plus fort reste) - Soutient les amendements n° II-228 de M. Pierre Salvi (composition du bureau : président et membres du conseil général), n° II-230 de M. Alfred Gérin (bureau du conseil général : membres supplémentaires dans les départements de plus de 1 million d'habitants) et n° II-231 de M. Kléber Malécot (délégation du président à tout membre du bureau) - **Art. 18 quinquies** (p. 2613) : son amendement n° II-238 : suppression de l'alinéa rendant applicables au commissaire de la République les dispositions concernant les préfets ; devenu sans objet - **Art. 21** (p. 2618) : soutient l'amendement n° II-242 de M. Rémi Herment (rôle du commissaire de la République comme représentant du Gouvernement) - (p. 2619) : soutient l'amendement n° II-243 de M. Jean Francou (suppression de l'alinéa relatif aux attributions du représentant de l'Etat) - Dispositions de l'article 72 de la Constitution.

**Suite de la discussion** - (13 novembre 1981) - **Titre I - Art. 14 (suite)** (p. 2652) : sur l'amendement n° I-211, précédemment réservé, de M. Gaston Defferre, ministre (abrogation des dispositions du code des communes concernant les pouvoirs de tutelle sur les actes des autorités communales la démission d'office d'un conseiller municipal ; cas particulier de Paris), se déclare favorable au sous-amendement n° I-126, de M. Michel Giraud, rapporteur (interdiction pour le conseil municipal d'émettre des vœux méconnaissant les dispositions de l'alinéa premier de l'article 20 de la Constitution du 4 octobre 1958) - **Art. 24** (p. 2659) : son amendement n° II-250, soutenu par M. Adophe Chauvin : élection des autres membres du bureau à la représentation proportionnelle pour la même durée que le président ; rejeté - **Art. 29** (p. 2664) : son amendement n° II-255, soutenu par M. Adolphe Chauvin : dissolution du conseil général par le Gouvernement et information du Parlement dans un délai de 10 jours ; retiré.

**Suite de la discussion** - (16 novembre 1981) - **Titre II bis (nouveau) après l'art. 44** (p. 2712) : évoque le recours à la procédure de l'article 40 de la Constitution et ses conséquences : aucune explication de la position du Gouvernement dans les journaux officiels des débats.

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - **Titre II bis (nouveau) après l'art. 44 (suite)** (p. 2732) : proposition de résolution socialiste sur l'utilisation de l'article 40 de la Constitution ; jugement favorable sur la procédure prévue par l'article 45 du règlement sénatorial - Se déclare favorable à l'amendement n° II bis-18 de M. Michel Giraud, rapporteur (caractère, rapporteur obligatoire et répartition des dépenses d'aide sociale entre la commune et le département ; création d'un budget annexe départemental) - (p. 2741) : se déclare favorable à l'amendement n° II bis-35 de M. Michel Giraud, rapporteur (caractère légal des règles d'aménagement du territoire ; consultation des régions - (p. 2742) : se déclare favorable à l'amendement n° II bis-39 de M. Michel Giraud, rapporteur (élaboration des schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme par le président du conseil général ; opposition du conseil général et transfert de la compétence à l'Etat) - **Titre I - Art. 4 (suite)** (p. 2765) : discussion parlementaire et dépôt

des amendements - (p. 2766) : droit d'expression des auteurs d'amendements.

**Suite de la discussion** - (18 novembre 1981) - **Titre II - Art. 34 (suite)** (p. 2789) : soutient l'amendement n° II-263 de M. Yves Le Cozannet (interventions économiques des départements et principe de la liberté du commerce et de l'industrie).

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Discussion des articles de la première partie :*

(24 novembre 1981) - **Art. 3** (p. 3073) : se déclare favorable à l'amendement n° 60 de M. Pierre-Christian Taittinger, soutenu par M. Philippe de Bourgaing (réduction de la valeur de l'habitation principale lors du calcul de l'assiette de l'impôt)

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1981) - **Art. 4** (p. 3122) : soutient l'amendement n° 134 de M. Pierre Vallon (impôt sur le patrimoine : prise en compte comme biens professionnels des actions détenues par les salariés au sein de leur entreprise).

**Suite de la discussion** - (26 novembre 1981) - **Art. 11** (p. 3180) : soutient l'amendement n° 108 de M. André Rabineau (indexation sur la hausse des prix du plafonnement de la demi-part de réduction d'impôt sur le revenu) - (p. 3181) : soutient les amendements de M. Jean Cauchon n° 99 (rattachement d'enfants majeurs au foyer fiscal et augmentation de l'avantage fiscal accordé) et n° 107 (demi-part supplémentaire de quotient familial pour au moins deux enfants à charge ; compensation de recettes) - (p. 3184) : soutient l'amendement n° 101 de M. Jean Cauchon (revalorisation du plafond des déductions forfaitaires pour frais professionnels) - Soutient l'amendement n° 158 de M. Charles Ferrant (impôt sur le revenu et augmentation de déductions du plafond pour les intérêts des emprunts contractés pour la construction de l'immeuble) - (p. 3185) : soutient les amendements de M. Pierre Salvi n° 164 (application aux pensions de retraite et d'invalidité des déductions fiscales relatives aux frais inhérents à la fonction ou à l'emploi) et n° 165 (suppression des dispositions du code général des impôts instituant un abattement de 10 % pour l'imposition des pensions et retraites ; compensation de recettes) - **Après l'art. 11** (p. 3190) : soutient l'amendement n° 167 de M. Marcel Rudloff (agrément des centres de gestion des artisans ; abaissement du seuil minimal du nombre d'adhésions après trois années d'existence pour le maintien de l'agrément), ainsi que l'amendement n° 168 du même auteur (déduction du bénéfice imposable de l'entreprise du salaire du conjoint participant à l'exercice de la profession) - (p. 3191) : soutient l'amendement n° 169 de M. Jean-Pierre Blanc (revenus inférieurs au plafond de la huitième tranche du barème de l'impôt et déduction des dépenses consacrées au personnel de maison) - Soutient l'amendement n° 170 de M. Pierre Vallon (principe et modalités d'application de la création du titre-vacances ; compensation de recettes).

*Deuxième partie :*

**Articles non rattachés à l'examen des crédits** - (12 décembre 1981) - **Art. 77** (p. 4172, p. 4173) : soutient l'amendement n° 538 de M. Pierre Vallon, (relèvement du seuil à partir duquel s'applique l'obligation de paiement par chèque pour les achats d'œuvres d'art ou de bijoux).

- **Projet de loi relatif à la modération des loyers [n° 83 (81-82)]** - (15 décembre 1981) - **Rapporteur - Discussion générale** (p. 4233) : importance du loyer dans la vie sociale et économique ; rémunération de l'investissement et d'un élément indispensable à la vie sociale - Comportement social et logement - Importance de la construction et du secteur du logement ; effet induit sur les industries du meuble, du textile - Excès constatés dans le marché du logement ; mesures gouvernementales et refus d'un blocage dans la construction et dans la modernisation du logement

- Pénurie de logements et loyers - Libération des loyers ; volume de construction et niveau d'entretien des logements - Loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 et objectifs de la libération du prix des loyers en fonction de l'évolution du marché du logement ; cadence de construction et impossibilité de libérer le prix des loyers - Loi de finances pour 1974 et fixation de limites à la hausse des loyers ; loi du 29 octobre 1976 - (p. 4234) : loi du 25 décembre 1977 pour les loyers de l'année 1978 et loi du 3 janvier 1979 limitant les mesures de rattrapage des loyers - Applications particulières pour les baux commerciaux - Suppression du privilège de garantie des loyers pour les sociétés immobilières conventionnées - Droit pour le locataire à une quittance - Assouplissement de la procédure de conventionnement - Projet de loi et caractère provisoire des dispositifs de modération ; champ d'application de la loi ; exclusion notamment des loyers de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948, des loyers conventionnés et des locaux en meublés - Respect du bilan d'exploitation des offices ou des sociétés d'HLM - Amendements introduits par l'Assemblée nationale concernant les baux commerciaux, la récapitulation des charges et les logements soumis à la réglementation du Crédit foncier de France, ainsi que les redevances pour les logements-foyers - Politique anti-inflationniste et limitation des loyers ; maintien de la rémunération de l'investissement fait - Avis favorable sur ce texte - **Art. 1** (p. 4237) : son amendement n° 1 : fixation du 1<sup>er</sup> octobre 1981 au 30 juin 1982 de la période de modération des loyers ; retiré au profit de l'amendement n° 15 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis - (p. 4239) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 17 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis (modération des loyers et suppression des dispositions concernant le changement ou non de locataire pour les nouvelles locations) et accepte, du même auteur, l'amendement n° 18 (non-application des dispositions du projet aux locaux vacants par décision de police ou volonté du précédent preneur) - (p. 4240) : s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis (application des dispositions du projet aux locaux accessoires dépendant ou non du local principal) - Accepte l'amendement de forme de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis, n° 20 et s'oppose à l'amendement de forme n° 21 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis - Son amendement n° 2 : travaux d'amélioration et fixation libre du montant du loyer initial ; retiré - (p. 4241) : ses amendements n° 3 : suppression des dispositions de cet article excluant du projet la part initiale des logements-foyers ; réservé puis adopté ; et n° 4 : exclusion des dispositions de la loi de la part initiale de la redevance assimilable aux loyers des logements-foyers ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 23 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis (exclusion des dispositions de la loi des loyers des logements meublés loués par un professionnel) - Loyer des logements-foyers et inclusion d'éléments étrangers au loyer ; cas des dépenses de restauration - **Art. 2** (p. 4242) : son amendement n° 5 : loyer des logements HLM et système de majoration prenant en compte le rythme annuel d'augmentation du loyer ; fixation d'un taux pivot à 13,6 % ; rejeté - (p. 4244) : s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis (non-application du texte aux loyers HLM inférieurs à la moyenne du montant minimum des loyers et aux logements où ont été effectués des travaux d'amélioration ou d'économies d'énergie) - **Art. 2 bis** : son amendement n° 6 : règles de majoration des loyers des logements soumis à la réglementation du Crédit foncier de France ou de la Caisse centrale de coopération économique ; adopté - (p. 4245) : accepte les amendements de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis, n° 27 (logements soumis à réglementation du Crédit foncier de France ou de la Caisse centrale de coopération économique et hausse du loyer dans la limite de la variation de l'indice du coût de la construction) et n° 28 (reconduction du bail d'un logement soumis à la réglementation du Crédit foncier de France ou de la Caisse centrale de coopération économique et possibilité de majoration) ; sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 41 de M. Roger Quilliot, ministre (reconduction

du bail ou nouvelle location) - Accepte l'amendement de coordination n° 29 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis - (p. 4246) : son amendement de coordination n° 7 ; adopté - Art. 3 : son amendement n° 8 : limitation à 80 % de la variation de l'indice du coût de la construction des loyers du secteur libre dans le délai d'application de la présente loi ; devenu sans objet - Son amendement n° 9, identique à l'amendement n° 32 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis : absence de référence pour la hausse des loyers du secteur libre ; limite à 80 % de la variation du dernier indice publié par l'INSEE ; adopté - (p. 4247) : accepte les amendements de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis, n° 33 (reconduction du contrat et fixation d'une limite au nouveau loyer égale au dernier loyer du précédent contrat) et n° 34 (règles pour la hausse des loyers du secteur libre et non-application aux locaux d'habitation ou à usage mixte vacants depuis plus d'un an) - Après l'art. 3 : accepte l'amendement n° 35 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis (travaux d'économie d'énergie) - Sur cet amendement, son sous-amendement n° 45 : estimation du coût des travaux à au moins 50 F le m<sup>2</sup> de surface habitable ; adopté - Toujours sur cet amendement, accepte les sous-amendements de M. Roger Quilliot, ministre, n° 42 (reconduction du bail ou nouvelle location et hausse du loyer), n° 43 (communication de la facture des travaux et révision ou fixation du nouveau loyer) et s'oppose au sous-amendement n° 44 (non-application de ces dispositions aux locaux d'habitation ou à usage mixte vacants depuis plus d'un an) - (p. 4248) : coût des travaux d'économies d'énergie et avantages par le calcul d'une somme minimum par m<sup>2</sup> habitable - (p. 4249) : types de logements et efforts financiers différenciés - Art. 1 (suite) (p. 4249) : accepte l'amendement de coordination n° 16, précédemment réservé de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis - Art. 3 (suite) : accepte l'amendement n° 31, précédemment réservé de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis (principe de l'augmentation des loyers de secteur libre) - Art. 4 : son amendement n° 14 : expiration de la date d'application de la loi et interdiction des mesures de rattrapage pour l'ensemble des loyers soumis à la limitation ; devenu sans objet - Art. 4 bis (p. 4250) : à propos des locaux commerciaux et de la fixation en cas de renouvellement pour 1982 du coefficient de hausse, s'oppose aux amendements n° 39 de M. Louis Souvet et n° 37 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis - Art. 5 : son amendement n° 11 : suppression de cet article prévoyant la répression des infractions à la présente loi ; adopté - Art. 7 (p. 4252) : ses amendements n° 46 : principe des charges récupérables dans le secteur HLM et non-application aux logements régis par le chapitre III de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948, et à ceux dont le loyer est réglementé par le Crédit foncier de France ou la Caisse centrale de coopération économique qu'ils soient conventionnés ou non ; adopté, et n° 47 : suppression de dispositions de cet article pour coordination ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 38 de M. Jacques Carat (régime des charges récupérables dans le secteur HLM et application aux logements des sociétés d'économie mixte conventionnés dans le cadre de la loi du 3 janvier 1977) - Article 7 du projet et liste des charges récupérables ; article 38 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 et prise en compte des frais de gardiennage et d'entretien des parties communes - Après l'art. 7 (p. 4253) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Michel Charasse, soutenu par M. Jacques Carat (non-application de la présente loi aux immeubles donnés en location à l'Etat par les collectivités locales).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 104 (81-82)] - (17 décembre 1981) - Art. 8 (p. 4341) : se déclare favorable à l'amendement n° 4 de M. Maurice Blin, rapporteur général (suppression de cet article sur l'extension des privilèges du Trésor à l'ensemble des pénalités fiscales et l'application de la procédure d'avis à tiers détenteur pour l'ensemble des impôts et des pénalités d'assiette et de recouvrement).

- **Projet de loi relatif à la modération des loyers - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire**

[n° 83 (81-82)] - (18 décembre 1981) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4385) : prise en compte des opinions émises par le Sénat dans le texte adopté par la commission mixte paritaire - Modifications concernant la vacance des locaux - Deux dates prévues concernant la durée d'application du texte - Extension à la Caisse centrale de coopération économique des dispositions prévues pour les logements soumis à la réglementation du Crédit foncier de France - Augmentation du loyer lors du renouvellement du bail ou en cas de nouvelle location et respect de la limite de la variation de l'indice du coût de la construction publié par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) - Dispositions applicables aux logements appartenant aux sociétés d'économie mixte ou à leurs filiales et sociétés immobilières à participation majoritaire de la Caisse des dépôts et consignations - Art. 1 (p. 4386) : accepte l'amendement n° 4 de M. Roger Quilliot, ministre (application des dispositions du projet de loi à compter du 7 octobre 1981) - Accepte l'amendement de forme n° 1 de M. Roger Quilliot, ministre - Art. 2 : accepte l'amendement de coordination n° 3 de M. Roger Quilliot, ministre - Art. 7 (p. 4387) : accepte l'amendement n° 2 de M. Roger Quilliot, ministre (charges de gardiennage non récupérables sur le locataire en ce qui concerne les organismes d'HLM et les logements des sociétés d'économie mixte ou financées par le crédit foncier).

**PINTAT (Jean-François)**, sénateur de la Gironde (UREI)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques ; en démissionne (8 juillet 1981) (p. 814).

Est nommé membre de la commission des finances (8 juillet 1981) (p. 836).

Membre du Parlement européen, élu au suffrage universel.

#### DÉPÔTS

*Rapport spécial* fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Transports - II. Aviation civile - IV. Météorologie** [n° 58, annexe 33 (81-82)] (23 novembre 1981).

#### QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 74 (JO Débats 17 juillet 1981) (p. 934) à M. le ministre de la défense : **défense nationale** (rayon d'action de la force d'intervention française) - Réponse de M. Charles Hernu, ministre de la défense (16 octobre 1981) (p. 2035, 2036).

n° 142 (JO Débats 31 octobre 1981) (p. 2358) à M. le ministre de la mer : **phares et balises** (maintien du gardiennage du phare de Cordouan).

*Questions orales avec débat :*

n° 25 (16 juillet 1981) (p. 931) à M. le ministre chargé de l'énergie : **pétrole** (diversification des approvisionnements en hydrocarbures).

n° 26 (16 juillet 1981) (p. 931) à M. le ministre chargé de l'énergie : **énergie nucléaire** (réduction du programme nucléaire).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 310 (80-81)] - (22 juillet 1981) - **Discussion générale** (p. 1046) :

distribution d'avantages sociaux et absence de relance économique; compétitivité sur les marchés extérieurs et anticipation sur une relance hypothétique - Taxe exceptionnelle sur les frais généraux des entreprises et création d'emplois - Industrie de la plaisance et taxation sur les bateaux de plaisance - Importations japonaises et suppression de la taxe sur les motos - Sur-taxation des hôtels de luxe - (p. 1047) : augmentation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers en l'absence de toute hausse des pays producteurs; répercussions de la hausse du dollar - Contribution exceptionnelle des sociétés pétrolières et absence de déduction du bénéfice imposable - Augmentation de la taxe sur la consommation du gaz carburant - Mesures fiscales et ralentissement de l'activité - Recettes exceptionnelles et temporaires et dépenses durables - Rigueur budgétaire et inflation.

**Suite de la discussion** - (24 juillet 1981) - **Art. 4** (p. 1110) : son amendement n° 36 identique à l'amendement n° 50 de M. Michel Chauty, rapporteur pour avis : déductibilité du bénéfice imposable du prélèvement exceptionnel sur les entreprises d'hydrocarbures; rejeté - **Art. 6** (p. 1120) : son amendement n° 37 identique à l'amendement n° 76 de M. Bernard Legrand : suppression de cet article prévoyant l'abrogation de la vignette sur les motocyclettes de grosse cylindrée; adopté - **Art. 8** (p. 1136) : son amendement n° 73 : pourcentage de majoration de la taxe intérieure sur le mélange butane-propane; rejeté - Qualité écologique et économique du carburant butane-propane.

- **Questions orales avec débat jointes : politique énergétique** - (2 octobre 1981) - (p. 1815) : énergie, emplois et politique sociale - Internationalisation du problème; rachat de Texagulf par Elf Aquitaine - Alourdissement de la facture pétrolière et accroissement de la dépendance vis-à-vis du Golfe Persique - Lourdeur des négociations d'Etat à Etat; affaire mexicaine - Naissance de nouveaux producteurs et exportateurs - Endettement du raffinage français; lourdeur des investissements de conversion et de modernisation - Lien entre prix des produits pétroliers et avenir de la profession pétrolière - (p. 1816) : risque du retrait de France de plusieurs compagnies internationales - Demande d'une politique contractuelle; rapport Hugon - Prix pétroliers et coûts de production; gaspillages d'énergie - Diminution de la production de Lacq; développement d'une politique gazière ambitieuse - Coût de l'extraction du charbon français et augmentation de sa production - Croissance économique et consommation d'énergie - Coût des économies d'énergie et répercussion sur les prix - Importance des économies d'énergie et programme nucléaire - Prix comparés du kilowatt - heure nucléaire et pétrolier; péréquation européenne - Emploi et énergie - Réduction du programme nucléaire et diminution du nombre d'emplois générés - Congrès mondiaux de l'énergie: emploi et disponibilité en énergie - Problème de l'excédent de la production électrique; utilisations; instrument de décentralisation et régionalisation - « Electrofascisme » - Faiblesse de la consommation électrique - Croissance soutenue de la demande d'électricité malgré la réduction du programme de développement de chauffage électrique - Exportation de nos excédents de production - Tranche nucléaire et économie de pétrole - (p. 1817) : capacité de retraitement de l'usine de la Hague - Surgénérateurs - Risques de l'énergie nucléaire et comparaison avec l'énergie hydraulique; barrage de Malpasset - Programme nucléaire et nécessité d'une usine de retraitement - Nucléaire: emplois et activité économique.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (3 novembre 1981) - **Discussion générale** (p. 2374) : projet de loi et prise en compte de la vie quotidienne - Hommage aux 500.000 conseillers municipaux et à leur travail - Qualité de la loi de 1884 et nécessité d'une réforme - Importance de la décentralisation et décisions prises par les gouvernements de la Ve République : dotation globale de fonctionnement, projet de loi sur le développement des responsabilités locales et

enquête auprès des maires de France - Libertés et responsabilités des collectivités locales - Projet et oubli de la question des compétences - Risques de complexification - Tutelle *a priori* et contrôle *a posteriori* - (p. 2375) : caractère hâtif du projet - Différences entre les communes rurales et les grandes villes, exemple du rôle du représentant de l'Etat - Maintien de la tutelle financière; rôle du comptable; création de chambres régionales des comptes. Elus et Cour de discipline budgétaire - Bouleversement des structures départementales et régionales; risque de l'atteinte à l'unité nationale; cas du statut spécial pour la Corse - Tutelle technique et menace sur les libertés des petites communes - Projet de comité régional des prêts - Absence de clarification sur la répartition des compétences - Diminution des pouvoirs du préfet - Création de quatre niveaux d'administration locale - Redécoupage électoral.

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Après l'art. 3** (p. 2475) : soutient l'amendement n° I-5 de M. Richard Pouille (substitution du représentant de l'Etat dans le département au maire dans l'exercice de ses fonctions en cas de carence grave et répétée).

**Suite de la discussion** - (6 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 5** (p. 2531) : son amendement n° I-7, soutenu par M. Guy Petit : fonctionnement et pouvoirs de la chambre régionale des comptes dans le rétablissement de l'équilibre lorsque le budget communal n'est pas voté en équilibre réel; retiré.

**Suite de la discussion** - (10 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 8** (p. 2563) : son amendement n° I-19 soutenu par M. André Bettencourt : limitation du rôle de la chambre régionale des comptes au constat de la non inscription d'une dépense obligatoire; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (12 novembre 1981) - **Titre II** - **Art. 16** (p. 2603) : son amendement n° II-1, identique aux amendements n° II-44 de M. Michel Giraud, rapporteur, et n° II-119 de M. Paul Girod : suppression de l'alinéa relatif au soutien éventuel du département aux communes pour l'exercice de leurs libertés et responsabilités; adopté - **Art. 18** (p. 2609) : son amendement n° II-8 : fixation par décret en Conseil d'Etat de la liste des services de la préfecture transférés au département; retiré - **Art. 18 septies** (p. 2614) : son amendement n° II-2, identique à l'amendement n° II-53 de M. Michel Giraud, rapporteur : suppression de cet article relatif à la création d'agences techniques départementales; adopté.

**Suite de la discussion** - (13 novembre 1981) - **Titre II (suite)** - **Art. 22 bis** (p. 2655) : son amendement n° II-3, soutenu par M. André Bettencourt : droit d'audience du représentant de l'Etat dans le département au conseil général; retiré.

- **Projet de loi de nationalisation** [n° 36 (81-82)]

**Suite de la discussion** - (23 novembre 1981) - **Discussion générale** (p. 2990) : dogme des nationalisations et problème constitutionnel - (p. 2991) : atteinte au principe d'égalité : discrimination entre banques françaises et banques étrangères - Principe d'une juste et préalable indemnisation et solution retenue de la distribution d'obligations : risque de contentieux sur le plan international et spoliation des petits actionnaires français - Inutilité des nationalisations; solution préférable de la participation majoritaire - Transfert de ressources financières vers des placements improductifs - Aberration économique - Contradictions du dossier - Politique industrielle du Gouvernement - Nationalisation du secteur bancaire et politique du crédit - Innovations sociales envisagées dans les nouvelles entreprises nationalisées et dangers de cette politique.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Discussion des articles de la première partie :*

(24 novembre 1981) - **Après l'art. 2** (p. 3068) : son amendement n° 226 : fixation du plafond d'imposition; devenu sans objet

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1981) - **Art. 3** (p. 3098) : son amendement n° 224, identique à l'amendement n° 122 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard : impôt sur le patrimoine : déductibilité des dettes de l'actif imposable ; retiré - (p. 3099) : son amendement n° 59 : exonération en faveur d'immeubles réservés par un plan d'occupation des sols au profit d'une collectivité publique ; adopté - **Art. 4** (p. 3124) : son amendement n° 225 soutenu par M. Michel Miroudot : prise en compte comme biens professionnels des apports en numéraire ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (26 novembre 1981) - **Art. 7** (p. 3151) : son amendement n° 221, soutenu par M. Jacques Descours Desacres, identique aux amendements n° 152 de M. Francis Palmero, soutenu par M. Marcel Rudloff et n° 268 de M. Jean-Pierre Cantegrit, soutenu par M. René Touzet : montant de l'impôt et déduction du montant de l'investissement net en biens professionnels amortissables réalisés par l'entreprise et ses filiales ; adopté - **Après l'art. 7** (p. 3156) : son amendement n° 230, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : déductibilité de l'impôt sur la fortune des investissements affectés à des fonds ruraux donnés à bail ; retiré - **Art. 10** (p. 3164) : son amendement n° 231 soutenu par M. Jacques Descours Desacres : application de l'impôt sur la fortune aux bons émis à compter de la date d'entrée en vigueur de la loi de finances ; retiré puis repris par M. Maurice Blin, rapporteur général - Son amendement n° 233, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : impôt sur la fortune et diminution du taux de prélèvement sur les bons anonymes ; retiré.

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Art. 27 bis** (p. 3267) : son amendement n° 217, soutenu par M. Jean-Pierre Fourcade, et identique à l'amendement n° 367 de M. Henri Duffaut : suppression de cet article qui tend à réduire les durées d'exonération de l'impôt foncier de 25 à 20 ans et de 15 à 10 ans ; adopté.

#### *Deuxième partie :*

**Transports** - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - Rapporteur spécial (Aviation civile et météorologie) (p. 3392) : place de choix de la France dans le domaine de l'aviation civile - Stagnation du trafic aérien international - Progression du trafic intérieur, notamment Air Inter - Politique initiée par les Etats-Unis de surenchère à la baisse - Exemple de l'Atlantique nord : surcapacité et perte financière considérable - Budget de continuité - Effort en faveur de l'Airbus et du moteur CFM 56 - Coût budgétaire croissant du Concorde - Problème de la composition des équipages et importante conséquence financière pour la compagnie Air France - Soutien indispensable de l'Etat pour préserver l'existence des chances de développement du transport aérien français - (p. 3393) : mise en service du train à grande vitesse (TGV) et nécessité de définir une politique cohérente des transports intérieurs - Croissance de l'aide de l'Etat en faveur de la construction aéronautique civile - Lancement de nouveaux programmes : Airbus A 320, l'aviation de transport régional ATR 42 et le moteur CFM 56 - Insuffisance des crédits consacrés aux aéroports - Poursuite des efforts nécessaires en faveur de la sécurité aérienne - Nécessité d'un renfort des effectifs de contrôle - Au nom de la commission des finances, s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'adoption de ce budget.

**Industrie** - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - (p. 3440) : nouvelles orientations énergétiques françaises, trois différences majeures avec le programme Giraud - Amputation du programme nucléaire - Diminution de la consommation totale d'énergie malgré une augmentation du taux de croissance - Accroissement de la part du charbon - Difficulté de concilier un accroissement de la production intérieure de 5 % avec une augmentation de 18 % de la consommation d'énergie - Faiblesse du rôle de l'électricité dans notre pays - Inquiétude face à la réduction du programme électronucléaire - Maintien de l'usine de retraitement de La Hague - Echec des recherches pétrolières en mer d'Iroise - (p. 3441) : détérioration de la situation des raffinages - Nécessité d'un rattrapage du prix du carburant - Nouveau

programme énergétique coûteux et indéterminé au-delà de 1983.

**PISANI (Edgard)**, sénateur de la Haute-Marne (S) - **Démissionnaire à compter du 26 mai 1981** (2 juillet 1981) (p. 777)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.  
Membre du Parlement européen, élu au suffrage universel.

**PLANTEGENEST (Marc)**, sénateur de Saint-Pierre-et-Miquelon (apparenté au groupe S).

**Elu sénateur le 20 septembre 1981 en remplacement de M. Albert Pen, élu député** (22 septembre 1981) (p. 1559).

#### NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires économiques (8 octobre 1981) (p. 1913).

#### QUESTIONS

##### *Questions orales avec débat :*

n° 76 (28 octobre 1981) (p. 2224) à M. le ministre de l'intérieur : **départements d'outre-mer (DOM)** (mesures économiques et sociales en faveur de Saint-Pierre et Miquelon) - Discutée le 30 octobre 1981 (p. 2344 et suivantes).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (29 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 2291) : spécificité de l'archipel de Saint-Pierre et Miquelon - Visite de la délégation de la commission des affaires économiques - Impossibilité d'application du statut départemental - Lien avec les marchés nord-américains : exemple de la pêche - Poids du Canada - Affirmation de l'identité française - Décentralisation et prise en compte des spécificités et de l'environnement d'outre-mer - Article 1 du projet et décentralisation « à la carte » ; suppression de cet article par la commission des lois - (p. 2292) : condamnation de la départementalisation par la délégation de la commission des affaires économiques - Départementalisation forcée et revendication de la sécession - Saint-Pierre et Miquelon et points de contacts entre la France et le continent nord-américain - Décentralisation et maintien dans l'ensemble français.

- **Question orale avec débat : développement économique et progrès social à Saint-Pierre et Miquelon** - (30 octobre 1981) - (p. 2344) : souhait de la visite du secrétaire d'Etat à Saint-Pierre et Miquelon - Inquiétude des Saint-Pierrais et Miquelonnais sur l'avenir immédiat - Grand sujet de préoccupation de l'archipel : mise au point du statut ; mise en route du plan de développement d'intégration de Saint-Pierre et Miquelon dans les accords de coopération en voie de conclusion entre la France et le Québec ; perspectives de l'aquaculture - Participation aux négociations entre la France et le Canada, vieille revendication - Importance de l'inflation « nord-américaine » - Inquiétude des plus défavorisés - Problème de la protection sociale dans l'archipel - (p. 2345) : solidarité nationale dans le domaine de la protection sociale - Existence d'une hiérarchie dans la



protection sociale - Effritement du pouvoir d'achat des fonctionnaires et baisse des activités commerciales et artisanales - Aucune voie de recours pour améliorer la situation de l'archipel - Question écrite de M. Albert Pen, député de Saint-Pierre et Miquelon demandant l'étude de la prise en charge du coût des frets sur les marchandises importées - Principe de la continuité territoriale appliquée à la Corse - Souhait d'une suspension de l'exécution du décret du 10 mars 1978 prévoyant la baisse de l'index de correction de la fonction publique - Etude de l'INSEE sur l'évaluation exacte du coût de la vie dans chaque département ou territoire d'outre-mer - (p. 2346) : coût du fret supérieur à la moyenne pratiquée par la société qui exploite le navire Langlade subventionné par l'Etat - Aucune répercussion en cas de baisse du dollar - La pêche, raison d'exister de Saint-Pierre et Miquelon - Nécessité de délimiter une zone économique autour de Saint-Pierre et Miquelon pour sauvegarder la pêche artisanale, zone actuellement pillée par les flottes étrangères - Passage du stade de la recherche au stade de l'exploitation par la création d'une société d'économie mixte concernant l'aquaculture - Dialogue envisagé avec les responsables syndicaux pour trouver des solutions concrètes au problème de la fonction publique.

**PLANTIER (Maurice)**, secrétaire d'Etat aux anciens combattants (nommé le 5 avril 1978 dans le gouvernement Barre) (JO Lois et décrets 6 avril 1978, p. 1539)

#### RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 2818 de M. Philippe Machefer : résistants (création d'un musée de la résistance) (3 avril 1981) (p. 497, 498).

**POHER (Alain)**, sénateur du Val-de-Marne (UCDP) -  
Président du Sénat

#### INTERVENTIONS

- **Ouverture de la seconde session ordinaire de 1980-1981** - (2 avril 1981) - (p. 417) : rappelle les décès de M. Jacques Bordeneuve, sénateur du Lot-et-Garonne, de M. Gaston Pams, sénateur des Pyrénées-Orientales, de M. Baptiste Dufeu, ancien questeur du Sénat, et de MM. Henri Poincelot, Robert Soudant, Armand Kientzi, Jean Deguise, Jean Ganeval, anciens sénateurs. Informe le Sénat du remplacement de M. Jacques Bordeneuve par M. Raymond Soucaret - Donne communication de plusieurs décisions du Conseil Constitutionnel (conformes à la Constitution : la loi de finances pour 1981 et la loi relative au travail à temps partiel ; non conformité à la Constitution de certaines dispositions de la loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes.

- **Conférence des Présidents** - (2 avril 1981) - (p. 422) : conférence des présidents et fixation de l'ordre du jour ; choix par le Gouvernement des sujets à débattre. Opposition du seul groupe communiste à l'ordre du jour adopté.

- **Prononce les éloges funèbres de M. Jacques Bordeneuve**, sénateur du Lot-et-Garonne, et de M. Gaston Pams, sénateur des Pyrénées-Orientales (7 avril 1981) (p. 526 à 528).

- **Ajournement du Sénat** (7 avril 1981) - (p. 540).

- **Ouverture de la session de droit** - (2 juillet 1981) (p. 775) - (p. 776) : rappelle le décès, le 23 avril 1981, de M. Bernard Chochoy, sénateur du Pas-de-Calais - (p. 777) : rappelle le décès de MM. Henri Doumenc, Charles Flory, Joseph de Pommery, Jacques Beauvais et Jean Auburtin, anciens sénateurs - Annonce le remplacement de

M. Bernard Chochoy, décédé, par M. Marcel Wacheux, en qualité de sénateur du Pas-de-Calais - Informe le Sénat de la démission de M. Guy Robert de son mandat de sénateur de la Vienne, et celle de M. Edgard Pisani de son mandat de sénateur de la Haute-Marne - Rappelle l'élection de plusieurs sénateurs à l'Assemblée nationale, les 14 et 21 juin 1981 : proclame la vacance des sièges de sénateur de MM. Albert Pen (Saint-Pierre-et-Miquelon) et Raymond Marcellin (Morbihan) ; réserve la proclamation de la vacance des sièges de sénateur de MM. Guy Durbec (Var), André Lejeune (Creuse) et Marcel Wacheux (Pas-de-Calais) jusqu'à la confirmation de leur élection par le Conseil constitutionnel - (p. 778) : sénateurs en mission.

- **Prononce l'éloge funèbre de M. Bernard Chochoy**, sénateur du Pas-de-Calais (2 juillet 1981) (p. 776).

- **Conférence des présidents** - (2 juillet 1981) (p. 779, 780).

- **Communications** - (8 juillet 1981) - (p. 814) : donne lecture de la communication du Président de l'Assemblée nationale annonçant la composition du bureau de cette assemblée - Proclame la vacance des sièges de MM. Guy Durbec (Var) et André Lejeune (Creuse) ; annonce le remplacement de M. Marcel Wacheux par M. Raymond Splingard.

- **Message du Président de la République** - (8 juillet 1981) (p. 814, 815) : rôle de l'opposition et du Parlement - Suffrage universel et approbation du programme de changement - Equilibre des pouvoirs - Ambitions européennes - Défi de l'inflation et du chômage.

- **Convocation du Parlement en session extraordinaire** (16 juillet 1981) (p. 908).

- **Ajournement du Sénat** (31 juillet 1981) (p. 1318).

- **Ouverture de la session extraordinaire** - (8 septembre 1981) - (p. 1374) : décret de convocation et ordre du jour de la session - Décès de M. Paul Mistral, sénateur de l'Isère, le 29 août 1981, et de M. Charles Naveau, ancien sénateur - (p. 1375) : remplacement de M. Paul Mistral, décédé, par M. Raymond Espagnac, en qualité de sénateur de l'Isère.

- **Remplacement de M. Lionel de Tinguy**, décédé, par M. Louis Caiveau en qualité de sénateur de la Vendée (15 septembre 1981) (p. 1439).

- **Ouverture de la première session ordinaire pour 1981-1982** (2 octobre 1981) (p. 1814).

- **Bienvenue à une délégation du Parlement du Royaume-Uni** (6 octobre 1981) (p. 1860).

- **Prononce l'éloge funèbre de M. Lionel de Tinguy**, sénateur de la Vendée (6 octobre 1981) (p. 1861, 1862).

- **Décès de M. Baudouin de Hauteclocque**, sénateur du Pas-de-Calais, et de M. Hubert Durand, ancien sénateur (13 octobre 1981) (p. 1941).

- **Prononce l'éloge funèbre de M. Paul Mistral**, sénateur de l'Isère (13 octobre 1981) (p. 1942).

- **Prononce l'éloge funèbre de M. Gustave Héon**, sénateur de l'Eure (27 octobre 1981) (p. 2178).

- **Prononce l'éloge funèbre de M. Baudouin de Hauteclocque**, sénateur du Pas-de-Calais (10 novembre 1981) (p. 2552).

- **Hommage à une délégation de la Grande Assemblée nationale de Roumanie et au groupe parlementaire pour la sécurité et la coopération en Europe** présidé par M. Martin Radoï (8 décembre 1981) (p. 3855).

- **Événements de Pologne** (14 décembre 1981) - (p. 4210) : manifestations de soutien et suspension éventuelle des travaux du Sénat.

- **Prononce l'éloge funèbre de M. Pierre Labonde**, sénateur de l'Aube (15 décembre 1981) (p. 4231).

- **Allocution de fin de session** - (23 décembre 1981) (p. 4562) : fonctionnement des institutions de la Ve République et démocratie - Rappelle le décès de huit sénateurs au cours de l'année - Climat passionnel et tension de la session - Rôle du Sénat : amélioration de la loi par la réflexion et le dialogue ; vote de plusieurs questions préalables ; contribution positive aux projets importants transformant la législation ; vote de 44 textes législatifs - Précipitation des débats et conditions de travail des parlementaires - Chambre de réflexion et confrontation des idées - Tolérance et dialogue avec le Gouvernement - (p. 4563) : refus d'être une chambre d'opposition ou une chambre d'enregistrement - Acceptation de l'abrogation de la peine de mort, de textes sur les immigrés et de l'abrogation de la loi anti-casseurs - Transformation d'un projet et témoignage des conceptions du Sénat - Droits et libertés des communes : acceptation du principe ; dépôt d'amendements et recherche d'un ensemble cohérent - Nationalisations : rejet du projet et saisine du Conseil constitutionnel - Entretien de M. le Président de la République et du Bureau du Sénat ; étude de l'inscription à l'ordre du jour de séances de questions d'actualité ; caractère d'urgence de nombreux projets de loi et limitation de ce recours ; amélioration des conditions d'examen de la loi de finances et possibilité de vote de cette loi en deux temps - Entrée au Gouvernement de quatre sénateurs - (p. 4564) : présentation de voeux à M. le Premier ministre, aux membres du Gouvernement, aux fonctionnaires du Sénat, à la presse parlementaire - Presse écrite et audiovisuelle et place du débat parlementaire - Trêve de Noël et référence aux événements de Pologne.

**POIRIER (Raymond)**, sénateur de l'Eure-et-Loir (UCDP)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 3** (p. 2469) : son amendement n° I-349 : fixation du délai de saisine du tribunal administratif à un mois ; rejeté - (p. 2472) : soutient l'amendement n° I-353 de M. Jean Francou (suspension d'un acte du conseil municipal par le représentant de l'Etat à la demande des citoyens après avis du sous-préfet et entente du maire ; décision du tribunal administratif) - **Après l'art. 4** (p. 2481) : son amendement n° I-365 : création par les syndicats de communes de services d'assistance juridique, technique ou financière ; réservé jusqu'au chapitre II du titre III *bis*.

**Suite de la discussion** - (6 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 5** (p. 2534) : son amendement n° I-373, soutenu par M. Pierre Schiélé : budget réglé et rendu exécutoire par le représentant de l'Etat dans le département ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (18 novembre 1981) - **Titre III (suite)** - **Art. 49** (p. 2809) : son amendement n° III-161, soutenu par M. Pierre Schiélé et identique à l'amendement n° III-160 de M. Pierre Schiélé : réduction de trois à un mois du délai laissé au tribunal administratif pour statuer sur les délibérations des autorités régionales relatives aux marchés ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (19 novembre 1981) - **Titre III bis (nouveau) après l'art. 55 (suite)** (p. 2840) : son amendement, précédemment réservé, n° I-365 : création par les syndicats de communes de services d'assistance juridique, technique ou financière ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

#### *Discussion des articles de la première partie :*

(25 novembre 1981) - **Art. 5** (p. 3130) : son amendement n° 141, soutenu par M. Marcel Rudloff : non prise en compte de l'indemnisation d'un préjudice moral ou corporel pour le calcul de l'impôt sur le patrimoine ; adopté.

#### *Deuxième partie :*

**Agriculture** - (7 décembre 1981) - (p. 3831) : installation des jeunes agriculteurs ; augmentation de la dotation ; hausse du taux d'intérêt des prêts bonifiés du Crédit agricole ; cas du département d'Eure-et-Loir et délai d'attente pour l'obtention de l'un de ces prêts - (p. 3832) : procédure des plans de développement - Extension des compétences des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) et insuffisance de leurs crédits prévus pour 1982 - Absence de revalorisation des dotations en faveur de l'enseignement privé agricole et inquiétude pour l'avenir - Politique de prix agricoles : limitation éventuelle des garanties de prix ; cas des céréales - Inquiétude des agriculteurs à la lecture de ce budget.

**PONCELET (Christian)**, sénateur des Vosges (RPR)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

Membre du Parlement européen, élu au suffrage universel.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1981 (24 juillet 1981) (p. 1157).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1982 (14 décembre 1981) (p. 4214).

#### DÉPÔTS

*Rapport* fait au nom de la commission d'enquête sur les difficultés actuelles de l'industrie textile et de l'habillement [n° 282 (80-81)] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 avril 1981, JO Débats du 2 juillet 1981).

*Rapport spécial* fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Services du Premier ministre - II. Secrétariat général de la défense nationale** [n° 58, annexe 26 (81-82)] (23 novembre 1981).

*Rapport spécial* fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Comptes spéciaux du Trésor** [n° 58, annexe 45 (81-82)] (23 novembre 1981).

#### QUESTIONS

##### *Questions orales sans débat :*

n° 164 (JO Débats 6 décembre 1981) (p. 3699) à M. le ministre de l'industrie : textiles (situation de la société Montefibre France).

##### *Questions orales avec débat :*

n° 23 (15 juillet 1981) (p. 884) à M. le Premier ministre : **industries agro-alimentaires** (rétablissement d'un secrétariat d'Etat aux industries agricoles et alimentaires).

n° 37 (28 juillet 1981) (p. 1177) à M. le Premier ministre : textiles (crise de l'industrie textile) - Discutée le 20 octobre 1981 (débat commun) (p. 2042 et suivantes).

n° 84 (18 décembre 1981) (p. 4388) à M. le ministre de l'industrie : textiles (restructuration du groupe Boussac-Saint-Frères : délai).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 310 (80-81)]** - (22 juillet 1981) - Discussion générale (p. 1031) : emploi et solidarité nationale - Caractère hâtif des mesures gouvernementales ; prolongation du pacte national pour l'emploi - Création d'emplois publics et emplois productifs ; emplois associatifs et socio-culturels - Emplois d'initiative locale - Emplois hospitaliers - (p. 1032) : emplois locaux et transferts de charges entre l'Etat et les collectivités locales - Coût financier de ces créations d'emploi ; financement par des taxes exceptionnelles ou temporaires - Maîtrise du déficit budgétaire et aggravation de celui-ci pour 1981 - Financement du déficit ; emprunt ou endettement auprès du système bancaire - Déficit budgétaire et comparaison européenne - Mesures sociales et consommation intérieure des ménages ; taux de pénétration des produits étrangers - (p. 1033) : relance économique et investissements ; déblocage du fonds d'action conjoncturelle et ouverture d'autorisations de programme - Augmentation d'impôts sur les hauts revenus - Modification du régime fiscal des mutations à titre gratuit et maintien du principe de la donation-partage - Plafond fiscal d'exonération - Prélèvement exceptionnel sur les dépôts des banques et non sur leurs revenus - Hausse de la TVA sur les hôtels de luxe et comparaison avec la Belgique - (p. 1034) : importance des devises drainées par les hôtels de luxe ; TVA et application du privilège d'exonération réservée aux exportateurs - Suppression de la taxe différentielle sur les motocyclettes ; comparaison de prix entre une voiture et certaines motos - Augmentation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers et lourdeur de la fiscalité pesant sur les automobilistes - Collectif budgétaire et position hostile du groupe RPR.

**Suite de la discussion** - (23 juillet 1981) - **Art. 1<sup>er</sup>** (p. 1085) : son amendement n° 68 : maintien d'un avantage fiscal de 10 % pour les donations-partages portant sur des biens affectés à un usage productif ; devenu sans objet après l'adoption de l'amendement n° 91 de M. Maurice Blin, rapporteur général - Argument de l'évasion fiscale et risque de pénalisation de petites et moyennes entreprises ainsi que des exploitations agricoles de surface moyenne - Relèvement du plafond de l'exonération - (p. 1087) : valeur du seuil d'exploitation et coût des exploitations agricoles - Protection nécessaire des biens productifs.

**Suite de la discussion** - (24 juillet 1981) - **Art. 5** (p. 1115) : son amendement n° 69, soutenu par M. Jean Chérioux : application du taux intermédiaire de la TVA aux seuls hôtels quatre étoiles luxe ; devenu sans objet - **Art. 8** (p. 1135) : son amendement n° 71 soutenu par M. Louis Souvet : suppression de cet article prévoyant le relèvement du taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers ; rejeté.

- **Questions orales avec débat jointes : difficultés de l'industrie textile** - (20 octobre 1981) - (p. 2047) : création de la commission d'enquête sénatoriale sur la crise du textile - (p. 2048) : conclusions du rapport de la commission : développement d'une filière nationale et mesures de sauvegarde immédiates - Plan de soutien à l'industrie textile et de l'habillement - Définition d'une politique industrielle - Productivité et allègement des charges des entreprises - Urgence des mesures à prendre - Négociation de l'accord multifibres - Conciliation entre défense de l'emploi et politique tiers mondiste - Importance du taux de pénétration des importations textiles - Mesures immédiates de limitation temporaire des importations ; augmentation

du pouvoir d'achat et de la demande intérieure - Consommation et producteurs nationaux - Augmentation importante de la tendance des importations - Taux d'intérêt et encadrement du crédit ; augmentation du nombre des dépôts de bilan - (p. 2049) : amélioration passagère de la situation de l'emploi et ralentissement de la reprise - Situation dans les Vosges et la Lorraine - Menace sur les industries textiles et urgence des mesures à prendre ; article 19 du GATT et article 115 du Traité de Rome - Maintien d'une industrie textile en France - (p. 2059) : nécessité d'une stratégie à l'échelon européen - Négociation du troisième accord multifibres et application immédiate de l'article 19 du GATT - (p. 2060) : recours à l'article 115 du traité de Rome - Prise en compte des conclusions du rapport de la commission d'enquête et plan textile - Utilisation des fonds publics ; exemple du groupe Boussac Saint-Frères.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (29 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 2300) : intérêt du projet présenté et besoin d'une véritable décentralisation - Réforme de 1969 - Loi de 1972 sur les régions - Vote des lois sur la dotation globale de fonctionnement et la réforme de la fiscalité locale - Adoption par le Sénat du projet sur le développement des responsabilités des collectivités locales - Acquis démocratiques du centralisme ; maintien de ces acquis et réorganisation territoriale et administrative - Risques du projet - (p. 2301) : impôt sur la fortune et rôle du Sénat - Rapidité de la réforme projetée et risque de politisation de la vie locale - Absence de concertation préalable - Avenir des personnels des services départementaux - Inquiétude des personnels départementaux et communaux - Réforme des structures administratives anglaises et profondeur de la consultation engagée - Idée maîtresse de la suppression de la tutelle *a priori* exercée par le préfet sur les collectivités locales ; limite fixée par l'aménagement du territoire prévu dans le plan - (p. 2302) : attente d'un projet sur la répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales - Projet pour le transfert des ressources financières et réforme de la fiscalité locale ; nécessité d'une simulation - Alternative entre augmentation des impôts locaux et transfert d'une partie des recettes étatiques - Déficit budgétaire et transfert des recettes de l'Etat - Transfert des compétences et transfert des moyens - Conciliation entre intervention économique locale et planification - Retrait des dispositions concernant la dotation globale d'équipement - Election au suffrage universel des conseillers régionaux - Projets de loi sur les chambres régionales des comptes, le statut des élus, les incompatibilités et les cumuls de mandats - Direction des services départementaux par le président du conseil général ; rôle du représentant de l'Etat et décrets du 14 mars 1964 - Coordination entre les services de l'Etat, départementaux et régionaux - Rapports entre représentants de l'Etat et chambres régionales des comptes - Suppression de la tutelle *a priori* et risques des contrôles *a posteriori* ; chambres régionales de la Cour des comptes et élargissement des attributions de la Cour de discipline budgétaire - Responsabilité des maires devant la Cour de discipline budgétaire - (p. 2303) : pouvoir d'intervention économique attribué aux collectivités locales ; risque de surenchère auprès des conseils municipaux et généraux ; exemple dans son département des Vosges - Intervention économique et collaboration entre les collectivités locales ; transfert de l'Etat vers les collectivités locales ; exemple de la voirie nationale - (p. 2304) : régions et départements : risque de conflit entre le représentant du Gouvernement et le président du conseil général ou régional - Projet de risque d'accentuation des disparités régionales, départementales et communales - Nécessité d'une péréquation des aides publiques - Absence de dispositions sur la procédure du sursis à exécution - Coût financier du projet ; substitution du contrôle juridictionnel *a posteriori* au contrôle *a priori* - Création de services régionaux et départementaux et risque de chevauchement avec les services d'Etat - Mise à

la disposition des services régionaux ou départementaux et principe du partage des services - Avenir des agents de l'Etat employés dans les services départementaux - (p. 2305) : caractère constructif des amendements sénatoriaux - Opposition au projet de loi tel qu'il est présenté.

**Suite de la discussion** - (4 novembre 1981) - **Titre I** - **Art. 2** (p. 2421) : son amendement n° I-288 : exception au caractère exécutoire de plein droit des décisions des autorités communales, en matière de police ; devenu sans objet - **Après l'art. 2** (p. 2422, 2423) : soutient l'amendement n° I-37 de M. René Tomasini (autorité du représentant de l'Etat dans le département en matière d'hygiène et de sécurité) - Pollution ; épidémie.

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Après l'art. 3** (p. 2479) : son amendement n° I-302, soutenu par M. François Collet : délivrance par le délégué du Gouvernement d'un certificat de conformité à la loi des actes du conseil ; retiré - Son amendement n° I-303, soutenu par M. Paul Malassagne : contrôle administratif du délégué du Gouvernement et possibilité de suspension de l'exécution de la délibération ; retiré.

**Suite de la discussion** - (6 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 5** (p. 2528) : son amendement n° I-316, soutenu par M. Roger Romani : restauration de l'autorité budgétaire dans le rétablissement de l'équilibre lorsque le budget communal n'est pas voté en équilibre réel ; retiré.

**Suite de la discussion** - (12 novembre 1981) - **Titre II** - **Art. 18** (p. 2609) : son amendement n° II-284, soutenu par M. Marc Bécam : fixation par décret en Conseil d'Etat de la liste des services de la préfecture transférés à la collectivité départementale ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - **Titre III** - **Après l'art. 45** (p. 2756) : son amendement n° III-186, soutenu par M. Marc Bécam : fixation par la loi de 1972 des limites et des dénominations régionales ; possibilité de modification à l'initiative du Gouvernement ou des régions ; retiré - **Titre I** - **Art. 4 (suite)** (p. 2770) : son amendement n° I-313, soutenu par M. Marc Bécam : participation communale à un déficit d'exploitation ou à des fonds d'aide ou de secours de catégories socio-professionnelles et avis préalable du représentant de l'Etat ; prise en compte des règles d'aménagement du territoire ; retiré le 18 novembre 1981.

**Suite de la discussion** - (18 novembre 1981) - **Titre II** - **Art. 34 (suite)** (p. 2789) : son amendement n° II-321, soutenu par M. Marc Bécam : interventions économiques des départements ; retiré - **Titre III (suite)** - **Art. 49** (p. 2808) : son amendement n° III-198, soutenu par M. Marc Bécam : saisine du tribunal administratif et sursis à l'exécution de la délibération ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de nationalisation [n° 36 (81-82)]** - (20 novembre 1981) - **Discussion générale** (p. 2934) : cas d'une filiale à l'étranger nationalisée et conditions imposées par l'Etat d'accueil pour la cession.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

**Discussion générale** - (23 novembre 1981) - (p. 3036) : objectif du Gouvernement de stabilisation du chômage et de maintien de la compétitivité internationale - Notion de guerre économique utilisée par M. Jacques Delors - Niveau du chômage - Optimisme des hypothèses économiques et financières sur lesquelles se fonde le budget - Taux de croissance prévu - (p. 3037) : relance par la consommation et risque d'augmentation des importations - Déficit budgétaire initial prévu pour 1982 et dépassement inévitable - Politique des salaires - Effets négatifs de la politique de nationalisation - Congrès de Valence du parti socialiste : danger de radicalisation - Réforme fiscale et maîtrise nécessaire de l'évolution des prélèvements obligatoires ; critique de la taxe professionnelle et historique de l'adoption de cette taxe - Confiance nécessaire des forces productives : chefs d'entreprises, cadres, épargnants ; exemple de la

République fédérale d'Allemagne - (p. 3038) : réforme de la taxe professionnelle - Impôt sur le patrimoine : double emploi avec la taxation du foncier et des actifs professionnels dans la fiscalité locale ; taxation des valeurs mobilières et nécessité de capitaux pour le financement de l'industrie ; incitation aux placements en or - Incitation nécessaire à l'épargne : exemple de la politique des socialistes allemands - Réforme nécessaire de l'imposition des plus-values - Impôt chômage - Plafonnement du quotient familial - Impôt sur la fortune et taxation de l'outil de travail ; différences avec l'impôt allemand - Incohérence de la taxation des entreprises et de l'exonération des oeuvres d'art - Incidences sur la situation des petites et moyennes entreprises (PME) - Concurrence internationale dans l'industrie automobile et caractère regrettable du relèvement de la vignette et de l'indexation du prix de l'essence - (p. 3039) : dépenses prévues par le projet de loi de finances pour 1982 : dépenses ordinaires civiles et dépenses en capital - Création de postes de fonctionnaires et alourdissement des dépenses de fonctionnement - Montant du déficit budgétaire et problèmes de financement : création monétaire et inflation - Recettes du budget : augmentation de la pression fiscale ; prévisions de croissance économique - Relèvement des tranches du barème de l'impôt sur le revenu - Augmentation de la fiscalité indirecte - Volonté de rupture du Gouvernement : remise en cause de la rigueur de la politique économique et budgétaire du précédent gouvernement - Adaptation nécessaire de la France au marché international et danger de l'augmentation des prélèvements improductifs - Modification nécessaire du projet.

*Discussion des articles de la première partie :*

(24 novembre 1981) - **Art. 2** (p. 3060) : son amendement n° 382 : substitution de la taxe sur la transmission du patrimoine et de la surtaxe sur la fortune de l'héritier ou du donataire aux droits de mutation par décès et aux droits de donation ; devenu sans objet - **Art. 3** (p. 3072) : soutient l'amendement n° 436 de M. René Tomasini (exclusion de la valeur de la résidence principale de l'assiette de l'impôt) (p. 3074) : son amendement n° 385 : taxation et défense de la situation de famille des couples mariés ; retiré

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1981) - **Art. 3** (p. 3097) : son amendement n° 291 déposé avec M. Maurice Blin, rapporteur général qui le soutient : élévation du seuil concernant les biens industriels et professionnels susceptibles d'être imposés au titre de l'impôt sur le patrimoine ; adopté - (p. 3100) : soutient l'amendement n° 384 de M. René Tomasini (extension aux restaurateurs des dispositions prévues en faveur des propriétaires et négociants concernant les stocks) - (p. 3106) : se déclare favorable à l'amendement n° 293 de M. Maurice Blin, rapporteur général (1° exonération totale de l'impôt sur le patrimoine des immeubles classés monuments historiques ouverts au public, 2° exonération à 50 % des mêmes immeubles dans le cas où seuls les parcs et jardins sont ouverts au public) - **Art. 4** (p. 3116) : son amendement n° 387 : remplacement du mot nécessaire par le mot affecté pour donner la définition des biens professionnels ; retiré - (p. 3120) : son amendement n° 388 : remplacement du critère de nécessité par celui d'affectation pour l'appréciation de la qualité des biens professionnels ; retiré - (p. 3126) : se déclare favorable à l'amendement n° 81 de M. Roland du Luart (prise en compte comme biens professionnels des parts de groupements fonciers agricoles, GFA) - (p. 3128) : son amendement n° 296 déposé avec M. Maurice Blin, rapporteur général : prise en compte comme biens professionnels des parts détenues dans un groupement forestier ; adopté - **Art. 5** (p. 3135) : son amendement n° 298, déposé avec M. Maurice Blin, rapporteur général : non prise en compte dans le patrimoine de l'usufruitier pour le calcul de l'impôt sur la fortune des biens ayant fait l'objet d'un don ou legs à l'Etat, aux départements, aux communes et aux établissements publics nationaux à caractère administratif ; adopté - **Art. 6** (p. 3138) : soutient l'amendement n° 397 de M. René Tomasini (non mise en recouvrement des impôts inférieurs à 1000 F).

**Suite de la discussion** - (26 novembre 1981) - **Art. 7** (p. 3152) : son amendement n° 439, soutenu par M. Marc Bécam : prise en compte des sommes de formation du personnel pour déduction du montant des impôts ; retiré - Son amendement n° 398, soutenu par M. Marc Bécam : déduction fiscale et calcul de l'excédent d'investissements sur la valeur moyenne des deux ou trois derniers exercices ; retiré - (p. 3153) : son amendement n° 399, soutenu par M. Marc Bécam : dirigeants des sociétés mères et prise en compte de l'excédent d'investissements par consolidation des éléments servant de base au calcul ; adopté - (p. 3154) : encouragements à l'investissement humain et déduction fiscale pour la formation professionnelle - **Après l'art. 7** (p. 3156) : son amendement n° 442 : déductibilité de l'impôt sur la fortune des taxes payées sur le patrimoine ; adopté - **Art. 8** (p. 3158) : son amendement n° 445 : décès du contribuable et déduction des droits de succession des sommes versées au titre de l'impôt sur le patrimoine ; retiré - **Art. 9** (p. 3159) : son amendement n° 409, soutenu par M. Roland du Luart : impôt sur le patrimoine et abattement pour les parts des groupements forestiers et des groupements fonciers agricoles ; adopté - **Art. 2 (suite)** (p. 3169) : qualité du travail sénatorial ; absence de concertation véritable avec le Gouvernement - Impôt sur la fortune et prise en compte des impératifs économiques ; protection de l'outil de travail industriel ou agricole - Amendements sénatoriaux et prise en compte d'une justice fiscale familiale - Caractère hâtif du projet gouvernemental - Exclusion, par le Gouvernement du champ d'application de l'impôt, des oeuvres d'art et des stocks de vin - (p. 3170) : importance de la propriété privée - Vote favorable sur l'article 2 - **Art. 11** (p. 3183) : son amendement n° 476 soutenu par M. François Collet : suppression des dispositions de cet article augmentant le taux de la TVA sur la nourriture pour les animaux familiers ; création d'une taxe à l'importation sur les automobiles provenant de pays autres que ceux de la CEE ; réservé, puis non retenu dans le vote demandé par le Gouvernement en application de l'article 42 du règlement du Sénat.

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Art. 14** (p. 3214) : ses amendements, soutenus par M. Michel Chauty, n° 474 : exonération de la taxation des frais généraux pour les entreprises déficitaires ; retiré ; n° 469 : diminution du montant du prélèvement exceptionnel pour les entreprises exportatrices ; retiré ; et n° 473 : estimation des frais généraux en fonction du chiffre d'affaires des entreprises et notamment de la part du chiffre d'affaires réalisée à l'exportation ; retiré - **Art. 18 bis** (p. 3238) : son amendement n° 456, soutenu par M. Michel Chauty : extension aux entreprises de transport du bénéfice du contingent annuel de carburant détaxé institué au profit des chauffeurs de taxi ; retiré - **Art. 20** (p. 3241) : son amendement n° 337, déposé avec M. Paul Seramy, qui le soutient : liberté d'option pour les publications non quotidiennes entre l'assujettissement à la TVA sur les ventes au taux de 4 % et l'exonération de cette taxe avec maintien de la taxe sur les salaires ; contrepartie financière dans le relèvement de la taxe sur les films pornographiques ; adopté.

#### Deuxième partie :

**Industrie** - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - (p. 3441) : examen de ce budget au regard de l'industrie textile - Sa qualité de rapporteur de la commission sénatoriale d'enquête sur les difficultés actuelles de l'industrie textile et d'habillement - Diminution des crédits en faveur des petites et moyennes industries (PMI) - Petites et moyennes entreprises (PME) et PMI indispensables à l'essor industriel - Problème des importations et défense des intérêts nationaux - Clause de sauvegarde et limitation des importations pendant une durée minimale de quatre ans - Reconquête indispensable du marché intérieur - Signature de contrats de solidarité spécifiques avec les entreprises du textile - Réduction des charges sociales - Subordination par l'Etat de l'allègement des charges à un accroissement ou à un maintien des effectifs - Nécessité de limiter la pénétration du marché

textile français à 40 % - (p. 3442) : cas des établissements Jules Marchal et de l'entreprise Montefibre, actuellement en difficultés - Nécessité de réunir les dirigeants italiens et français de Montefibre et d'établir un contrat afin d'assurer le maintien de cette entreprise moderne - Nécessité d'une industrie prospère génératrice de richesse et d'emploi - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 3445) : inflation et importance du déficit de la balance commerciale - Accords de protection de l'industrie textile négociés par le passé - Adoption de quelques plans textiles ayant pour but de moderniser l'industrie textile - (p. 3446) : impossibilité de laisser dire que rien n'a été fait dans le passé en faveur du textile - Exprime sa réserve sur le vote du budget de l'industrie.

**Agriculture** - (7 décembre 1981) - (p. 3827) : importance de l'agriculture pour l'équilibre de la balance commerciale de la France - Problème de l'agriculture en zone de montagne : insuffisance des crédits prévus pour 1982 - Insuffisance des crédits destinés aux indemnités spéciales dans les zones agricoles défavorisées - (p. 3828) : non actualisation de l'indemnité spéciale de montagne - Simple reconduction de l'aide à la mécanisation agricole ; suppression de la détaxation des carburants agricoles - Prêts bonifiés à la montagne ; prêts spéciaux de modernisation ; prêts pour les bâtiments d'élevage - Situation de l'enseignement agricole privé ; engagement pris par le Gouvernement après le vote sur la loi de l'enseignement agricole privé, dite loi Guerneur ; insuffisance des crédits prévus pour 1982 ; report du reliquat de 1981 ; subventions de fonctionnement de l'enseignement agricole public et stagnation des crédits destinés à l'enseignement privé - Son amendement déposé sur ce sujet - **Examen des crédits** - *Etat B* (p. 3838) : son amendement n° 512 : réduction des crédits du titre IV : suppression des crédits afférents à la mise en place de l'office des vins ; rétablissement à due concurrence de crédits pour l'enseignement agricole privé ; adopté - Caractère prématuré de l'inscription de crédits relative à la mise en place de l'office des vins en l'absence de textes qui lui donneraient une existence juridique - Devoir des pouvoirs publics de tenir les engagements contenus dans la loi du 28 juillet 1978 relative à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles.

**Comptes spéciaux du Trésor** - (11 décembre 1981) - Rapporteur spécial (p. 4090) : importance des comptes spéciaux du Trésor par les masses financières engagées ; réduction progressive du nombre des comptes spéciaux - (p. 4091) : saine gestion des finances publiques et suppression souhaitable de comptes spéciaux ; exemple de la suppression du Fonds spécial d'investissement routier (FSIR) - Création d'un nouveau compte « Fonds pour la participation des pays en développement aux ressources des grands fonds marins » et suppression souhaitable du Fonds de soutien aux hydrocarbures - Réforme, annoncée par le ministre, du Fonds de développement économique et social (FDES) et rôle de ce fonds dans les circuits de financement ; tradition du contrôle parlementaire sur l'usage des fonds publics et présence souhaitable des rapporteurs des comptes spéciaux du Trésor au Conseil supérieur du FDES - Financement des entreprises publiques : prêts et dotations en capital - Compte « gestion des titres de sociétés d'économie mixte appartenant à l'Etat » - (p. 4092) : observations de la commission des finances sur le cas de la régie Renault : dotations de capital de l'Etat à la régie ; financement des investissements ; montant comparé des impôts payés par les sociétés Peugeot, Citroën ou Talbot - Gestion financière de la régie Renault et installation en Suisse de sa filiale Renault finances - Robotique et politique de l'emploi - Décision de la commission des finances de s'en remettre à la sagesse du Sénat pour l'appréciation des crédits - **Examen des crédits** - **Art. 52** (p. 4095) : compte de consolidation des dettes commerciales de pays étrangers : rôle d'intermédiaire de la Banque française du commerce extérieur (BFCE) et information du Parlement.

**Articles non rattachés à l'examen des crédits** - (12 décembre 1981) - **Art. 83** (p. 4174) : son amendement

n° 522 soutenu par M. Raymond Brun : composition de la commission départementale de conciliation et remplacement des titulaires désignés par la chambre de commerce par un expert appartenant à la profession ; adopté.

**PONTILLON (Robert)**, sénateur des Hauts-de-Seine (S).

Chargé d'une mission temporaire auprès du Premier ministre, le 26 mai 1981 (2 juillet 1981) (p. 778).

Fin de mission le 26 novembre 1981 (30 novembre 1981) (p. 3362).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

#### DÉPÔTS

*Participation au rapport d'information fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur les activités des institutions des Communautés européennes entre le 1<sup>er</sup> novembre 1980 et le 30 avril 1981 en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les Communautés européennes [n° 286 (80-81)] (2 juillet 1981).*

#### QUESTIONS

*Questions orales avec débat :*

n° 477 (2 avril 1981) (p. 418) à M. le ministre de l'éducation : langues étrangères - Caducité le 21 mai 1981 (2 juillet 1981) (p. 778).

**PORTIER (Henri)**, sénateur de l'Aube (apparenté au groupe RPR)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

**POUDONSON (Roger)**, sénateur du Pas-de-Calais (UCDP)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

#### DÉPÔTS

*Rapport d'information fait, avec plusieurs de ses collègues, au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée au Maroc du 17 au 24 septembre 1980 [n° 281 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 avril 1981, JO Débats du 2 juillet 1981).*

*Rapport fait, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 251 (80-81)] autorisant l'approbation d'un Accord conclu entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine sur l'établissement de postes*

*consulaires [n° 295 (80-81)] (2 juillet 1981) - Traités et conventions.*

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République populaire de Chine sur l'établissement de postes consulaires [n° 251 (80-81)] - (8 juillet 1981) - Rapporteur - Discussion générale (p. 828) :** installation de postes consulaires à Shanghai et à Marseille - Respect de la convention de Vienne - Liberté des personnels et assistance en cas d'arrestation.

- **Projet de loi portant amnistie [n° 304 (80-81)] - (21 juillet 1981) - Art. 11 (p. 974) :** votera contre l'alinéa de cet article relatif à la possibilité, pour le Président de la République, d'accorder une amnistie à des personnes qui se sont distinguées d'une manière exceptionnelle.

- **Projet de loi portant abolition de la peine de mort [n° 385 (80-81)]**

**Suite de la discussion - (29 septembre 1981) - Discussion générale (p. 1721) :** sa participation à des activités en faveur du reclassement et de la réinsertion des condamnés - **Projet d'abolition de la peine de mort et risque d'incitation pour les victimes ou leur famille à la vengeance personnelle - Terrorisme international et danger pour la société ; risque de récidive - Bonnes intentions du projet et danger de faire plus de victimes qu'il n'y avait de condamnés.**

- **Projet de loi de nationalisation [n° 36 (81-82)]**

**Suite de la discussion - (21 novembre 1981) - Discussion générale (p. 2977) :** rappelle les propos de M. François Mitterrand candidat aux élections législatives du 10 novembre 1946 sur son opposition à la création d'emplois de fonctionnaire et la substitution de l'Etat à l'initiative privée - Arguments gouvernementaux, politiques, économiques et sociaux en faveur des nationalisations - Choix économique et analyse marxiste de la lutte des classes - Nationalisations et caractère irréversible du socialisme français - Caractère mythique et moral du phénomène de nationalisation - Primeur des considérations philosophiques sur les réalités concrètes - Absence de prise en compte de l'interdépendance de notre économie avec l'Europe et le monde - Contradiction entre un socialisme à la française et le maintien d'une économie ouverte - Menaces sur l'avenir économique français - Encensement du rôle économique de l'Etat ; nationalisation et accroissement du poids économique de cet Etat - (p. 2978) : monopole étatique de la distribution du crédit - Différence de nature des nationalisations avec celles de 1946 - Importance du secteur public et isolement européen de la France - Frein au dynamisme industriel français - Contrôle de l'économie et importance des moyens réglementaires existants - Coût financier des nationalisations - Opposition entre groupes nationalisés et petites et moyennes entreprises - Propriété étatique et rigidité face à la concurrence - Choix économiques et pari sur leur respect par une planification rigide et une mainmise étatique - Chômage et nationalisation - Risque d'un système de pénurie à la polonaise - Relance économique et alourdissement de la fiscalité - Absence d'une politique industrielle - Découragement de l'épargne française et étrangère - Pluralisme économique et pluralisme d'expression - Opposition aux nationalisations des experts économiques et du patronat ; création d'un climat de suspicion - Désorganisation économique et administrative de la France - Alourdissement des charges des petites et moyennes entreprises - (p. 2979) : doute sur la reprise de la consommation.

- **Projet de loi approuvant le Plan intérimaire pour 1982 et 1983 [n° 118 (81-82)] - (22 décembre 1981) - Discussion générale (p. 4528) :** évolution de la planification souple « à la française » - Planification et crise de l'énergie - Absence de rôle créateur du plan - Plan intérimaire et absence de

moyens chiffrés - Objectifs réalistes et irréalistes défendus par le plan intérimaire ; lutte contre l'inflation, le chômage ; solidarité nationale ; semaine de 35 heures - Absence de réflexions prospectives sur le devenir économique et social français - Importance de l'environnement international - Elaboration du plan et absence de concertation - Caractère de plate-forme politique - Politique gouvernementale et augmentation du chômage - (p. 4529) : embarras devant les conclusions de la commission Bloch-Lainé et caractère de plate-forme électorale du plan intérimaire - Secteur public et lieu d'innovation sociale et d'octroi de nouveaux droits aux travailleurs - Contradictions de la politique gouvernementale ; priorité au secteur public et aux petites et moyennes entreprises ; politique contractuelle et renforcement du rôle de l'Etat - Remise en cause de la loi Royer et contestation du quotient familial - Remise en cause de la composition majoritairement rurale des conseils généraux - Prochaine réforme de la méthodologie du Gouvernement ; démocratisation et décentralisation - Sort réservé aux travaux d'élaboration du VIII<sup>e</sup> Plan - Crise économique et mobilisation nécessaire des Français - Caractère irréaliste de la politique gouvernementale - Vote favorable du groupe UCDP sur la question préalable - (p. 4539) : résorption du chômage - Référence aux événements de Pologne ; achat de gaz à l'URSS ; participation de ministres communistes au Gouvernement - (p. 4540) : révision de la politique extérieure.

- **Fait personnel** (22 décembre 1981) - (p. 4545) : mis en cause par M. Gérard Ehlers, confirme l'attitude de solidarité avec la Pologne, et note la position du parti communiste et de la Confédération générale du travail (CGT)

**POUILLE (Richard)**, sénateur de la Meurthe-et-Moselle (UREI)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du deuxième projet de loi de finances rectificative pour 1981 (27 octobre 1981) (p. 2202).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (28 octobre 1981) (p. 2230).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de nationalisation (25 novembre 1981) (p. 3117).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi approuvant le plan intérimaire pour 1982 et 1983 (22 décembre 1981) (p. 4544).

#### DÉPÔTS

Avis présenté, au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Environnement [n° 60, tome XVII (81-82)] (23 novembre 1981).

#### QUESTIONS

*Questions orales avec débat :*

n° 42 (31 juillet 1981) (p. 1318) à M. le Premier ministre : centrales nucléaires (conséquences de la construction de la

centrale nucléaire de Cattenom) - Retirée le 23 septembre 1981 (p. 1606).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au prix du livre - Deuxième lecture** [n° 344 (80-81)] - (31 juillet 1981) - Art. 1 (p. 1309) : se déclare défavorable à l'amendement n° 3 de M. Jacques Carat, rapporteur (prix unique et possibilité d'ajout du coût du transport) - Après l'art. 4 (p. 1312) : se déclare défavorable à l'amendement n° 13 de M. Jacques Carat, rapporteur (publicité sans limitation de lieu pour les soldes et limitation pour la remise de 5 %).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 19 (81-82)] - (22 octobre 1981) - Rapporteur pour avis - Discussion générale (p. 2090) : crise sidérurgique mondiale et situation de la sidérurgie française - Réduction des effectifs de travailleurs - Productivité - Concurrence étrangère - Solde positif du commerce extérieur - Perte d'exploitation des sociétés sidérurgiques Usinor et Sacilor - Prêts spéciaux du Fonds de développement économique et social (FDES) - Nécessité de la nationalisation pour la sauvegarde de la sidérurgie française - Efforts de recherche et de formation professionnelle - Mission scientifique Audibert - Problème des filiales de la sidérurgie : cas de la fabrication des aciers spéciaux à Pompey - Restructuration de la sidérurgie et environnement régional - Efforts de la région Lorraine et nécessité de la solidarité nationale - (p. 2091) : plans régionaux de sauvegarde et de développement.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

Suite de la discussion - (5 novembre 1981) - Titre I (suite) - Après l'art. 3 (p. 2475) : son amendement n° I-5 soutenu par M. Jean-François Pintat : substitution du représentant de l'Etat dans le département au maire dans l'exercice de ses fonctions en cas de carence grave et répétée ; retiré.

Suite de la discussion - (18 novembre 1981) - Titre II - Art. 34 (suite) (p. 2789) : son amendement de coordination n° II-4, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : interventions économiques des départements ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Discussion des articles de la première partie :*

(25 novembre 1981) - Art. 4 (p. 3119) : se déclare favorable à l'amendement n° 133 de M. Francis Palmero (impôt sur le patrimoine : prise en compte comme biens professionnels des actions détenues indirectement).

*Deuxième partie :*

**Environnement** - (30 novembre 1981) - Rapporteur pour avis (p. 3367) : historique de la création du ministère de l'environnement - Poursuite en 1982 d'une bonne politique de l'environnement et indépendance du ministère - Importance de la législation - Travaux de la Commission interministérielle pour la lutte contre les infractions en matière d'environnement - Loi d'orientation et applicabilité des textes concernant la lutte contre le bruit - Décentralisation - Implantation de l'Agence de l'air - Principe « pollueur-payeur » et financement de la politique de l'environnement - Prévention, recherche et participation aux frais de dépollution à l'échelon industriel, agricole ou des collectivités locales - Politiques française et européenne de défense de l'environnement - Dépollution du Rhin - Décentralisation à l'échelon des collectivités locales - (p. 3368) : charte de l'environnement et ressources des collectivités - Elaboration de contrats entre les régions, et entre les collectivités et l'Etat - Renforcement des effectifs des délégations régionales à l'architecture et à l'environnement - Efficacité de la cellule environnement - Parcs régionaux et participation de l'Etat - Fonds d'intervention

pour la qualité de la vie (FIQV) - Récupération des déchets ménagers; expérience du district urbain de Nancy - Aide aux associations; absence de critère d'octroi de ces subventions et de contrôle de leur utilisation - Information et formation des citoyens sur les problèmes d'environnement - Avis favorable de la commission des affaires économiques.

**Urbanisme et logement** - (6 décembre 1981) - **Examen des crédits** - **Après l'art. 92** (p. 3767) : soutient l'amendement n° 524 de M. Richard Pouille (garantie d'emprunt et dispense pour l'établissement public foncier de la métropole lorraine par référence aux règles s'appliquant à l'établissement public de la Basse-Seine).

- **Projet de loi relatif à la modération des loyers** [n° 83 (81-82)] - (15 décembre 1981) - **Après l'art. 3** (p. 4248) : montant minimum des travaux d'économies d'énergie; référence à un coût moyen ou à un coût par m<sup>2</sup> de surface habitable - Sur l'amendement n° 35 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis (logements du secteur libre et des sociétés d'économie mixte non conventionnés et augmentation des loyers à la condition de la réalisation de travaux d'économies d'énergie au moins égale à 2000 F), accepte le sous-amendement n° 45 de M. Paul Pillet, rapporteur (estimation du coût des travaux à au moins 50 F le m<sup>2</sup> de surface habitable).

**PREVOTEAU (Maurice)**, sénateur de la Marne (UCDP)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

#### DÉPÔTS

*Avis* présenté, au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Commerce extérieur** [n° 60, tome IX (81-82)] (23 novembre 1981).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Deuxième partie :*

**Commerce extérieur** - (10 décembre 1981) - Rapporteur pour avis - (p. 3990) : commerce extérieur et projet de plan intérimaire - Croissance du taux de pénétration du marché intérieur; reconquête du marché intérieur et compatibilité avec les engagements internationaux du General agreement on tariffs and trade (GATT) ou des clauses de sauvegarde de la CEE; maintien d'une économie ouverte et risque de mesures de rétorsion; exemple des ventes d'Airbus à l'Inde ou de cognac à Hong Kong - Exportation et performances inégales de nos secteurs industriels; exemple de l'agro-alimentaire ou de l'automobile - Exportations et incorporation de valeur ajoutée; exemple du sucre - (p. 3991) : automobiles étrangères et augmentation du taux de pénétration - Protectionnisme et analyse des dispositifs français; comparaison avec l'étranger et création d'une

cellule spéciale à la direction des relations économiques extérieures - Négociation internationale et nécessité d'une fermeté française; accord multifibres - Fin de la participation de la France au crédit à l'exportation de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) - Contrôle des changes et absence de pénalisation des sociétés de commerce extérieur français - Droit commercial et adaptation pour la conclusion de contrats internationaux - Régionalisation des services de promotion des exportations; exportations et petites et moyennes entreprises (PME) - Meilleure connaissance statistique de l'endettement des pays de l'Est - Menaces sur le commerce extérieur - Caractère satisfaisant du projet de budget et proposition d'adoption.

**PUECH (Jean)**, sénateur de l'Aveyron (UREI)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

#### QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 54 (JO Débats 9 juillet 1981) (p. 837) à M. le ministre de la défense : armée (conséquences de la renonciation à l'agrandissement du camp du Larzac).

*Questions orales avec débat :*

n° 29 (16 juillet 1981) (p. 932) à Mme le ministre de l'agriculture : exploitants agricoles (rémunération des agriculteurs).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (29 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 2309) : décentralisation et révision de la carte cantonale - Décentralisation et importance pour la vie quotidienne - Complexité de la réforme - Caractère précipité du projet - Absence de consultation des élus - Caractère de proposition de résolution et non de texte de loi du projet - Suppression d'une tutelle administrative qui n'existait plus guère - Renforcement des tutelles en les déplaçant - (p. 2310) : tutelle financière et technique - Volonté de suppression de la taxe d'habitation et de la taxe professionnelle - Transfert d'impôts nationaux - Tutelles techniques et code de prescriptions techniques - Projet et renforcement du pouvoir étatique - Isolement des maires face à l'administration; rôle de la Cour de discipline budgétaire - Identité de compétence pour les collectivités locales et risques de concurrence; pouvoir d'intervention économique - Intervention économique et planification - Nationalisation et étatisation - Décentralisation et renforcement de la bureaucratie - Qualité des lois de 1871 et 1884 et pérennité des institutions créées.



## Q

**QUESTIAUX (Nicole), ministre d'Etat, ministre de la solidarité nationale** (nommée le 22 mai 1981 dans le gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 23 mai 1981, p. 1630].

Puis **ministre de la solidarité nationale** (nommée le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1786].

## DÉPÔTS

*Projet de loi* modifiant la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, relative au contrat d'association en ce qui concerne les associations dirigées en droit ou en fait par des étrangers [n° 365 (80-81)] (10 septembre 1981).

*Projet de loi* relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [n° 366 (80-81)] (10 septembre 1981).

*Projet de loi* modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière [n° 367 (80-81)] (10 septembre 1981).

## RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 22 de M. Jean Cauchon : **handicapés** (procédure en vigueur concernant l'appareillage des handicapés) (9 juillet 1981) (p. 866, 867).

n° 15 de M. Roger Boileau : **handicapés** (bilan de l'application de la loi d'orientation en faveur des handicapés) (9 octobre 1981) (p. 1928, 1929).

n° 16 de M. Roger Boileau : **pensions de retraite** (montant des retraites au cours des prochaines décennies) (9 octobre 1981) (p. 1930, 1931).

n° 33 de M. Francis Palmero : **handicapés** (pouvoir d'achat des prestations servies aux handicapés) (9 octobre 1981) (p. 1931).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France** [n° 366 (80-81)] - (22 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1559, 1560) : politique de l'immigration solidarité ; dignité - Ampleur du phénomène migratoire - France, terre d'accueil - Domination d'une partie du monde par l'autre - Conséquences de l'immigration pour le pays d'origine - Composition de la population immigrée en France - Nouveaux rapports internationaux : dialogue nord-sud - Situation antérieure : précarité de la situation des immigrés ; racisme - Egalité des devoirs et des droits : expression ; concertation ; insertion sociale - Racisme : convention internationale ; loi de 1972 (p. 1561) : nécessité d'une action solidaire - Statut des immigrés : régularisation exceptionnelle des sans-papiers et suspension des expulsions ; circulaires du ministère de l'intérieur du 6 juillet et 7 août 1981 - Abrogation des dispositions du Gouvernement précédent - Droits fondamentaux des étrangers : fin des expulsions de mineurs, de jeunes de la seconde génération et réforme de la procédure d'expulsion - Droits civils : droit au mariage, au séjour et au travail : cas des conjoints et des jeunes - Nouvelles règles de naturalisation - Droit d'expression et d'association - Action de la commission de la main d'oeuvre étrangère et concertation au niveau local - Insertion sociale des travailleurs étrangers et de leurs enfants - Action du secrétariat d'Etat aux immigrés ; contrats d'agglomération - (p. 1562) : rôle de la collectivité ; offices de migrants ; fonction de coordonnateur départemental à l'immigration - Accueil et logement des travailleurs immigrés ; scolarisa-

tion : zones d'éducation prioritaires - Politique d'animation et d'expression culturelle : liberté d'expression et droit d'association - Nouvelle politique vis-à-vis des pays d'origine : dialogue pays riches et pays pauvres - Impossibilité d'accueil de nouveaux travailleurs immigrés ; circulaire du 5 août 81 sur les contrôles aux frontières - Fin de l'aide au retour et réinsertion des travailleurs migrants dans leur pays d'origine - Conditions d'entrée et de séjour des étrangers ; abrogation de la loi Bonnet ; insuffisance d'un retour à l'ordonnance du 2 novembre 1945 ; conditions d'expulsion des étrangers en situation irrégulière ou menaçant gravement l'ordre public ; amélioration des libertés et des garanties - Répression du travail clandestin, non régularisé avant le 31 décembre 1981 - (p. 1563) : protection du droit du travail - Droit d'association ; suppression du régime d'autorisation et de surveillance envers les associations étrangères et abrogation du titre IV de la loi de 1901 - Décret - loi de 1939 - Limitation de la liberté d'association des étrangers : non compromission de la situation diplomatique de la France - Présentation du premier projet de loi - Ordonnance du 2 novembre 1945 : conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers ; création de l'office national d'immigration - Différences entre la situation des étrangers et des immigrés - Histoire de la politique d'immigration et de la situation des étrangers de 1945 à nos jours - Loi du 10 janvier 1980 et banalisation de l'expulsion - Orientations nouvelles : règles de garantie des droits et maîtrise du flux migratoire - (p. 1564) : expulsion, mesures de sûreté à l'encontre des étrangers en situation irrégulière ; politique de coopération avec les pays d'immigration ; limitation de l'immigration sauvage - Procédures d'entrée en France : décret en conseil d'Etat pour les documents nécessaires - Rôle de l'autorité judiciaire - Refoulement et restriction du champ d'application de l'expulsion : menaces graves à l'ordre public ; condamnation à un an-ferme d'emprisonnement ; décision conjointe du ministère de l'intérieur et de la commission d'expulsion - Exclusion de l'expulsion des mineurs, de ceux qui ont passé leur jeunesse en France ou y vivent depuis longtemps - Compétence administrative en matière d'expulsion - Droits et garanties de procédure envers les étrangers vivant en France depuis plus d'un an - Cas d'urgence absolue et pouvoirs du ministre de l'intérieur - Mesures de sûreté à l'égard des étrangers en situation irrégulière ; garde à vue, contrôle judiciaire et renforcement des droits de la défense - Droits civils : dispositions discriminatoires, autorisation préalable à mariage ; possibilité de déchoir un résident privilégié de son statut - **Art. 1** (p. 1573) : accepte l'amendement n° 1 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (non présentation systématique par un étranger de garanties de rapatriement) - (p. 1574) : s'oppose à l'amendement n° 41 de M. Jacques Larché (refus de l'accès du territoire français à tout étranger constituant une menace pour l'ordre public) - Accepte l'amendement n° 25 rédactionnel de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt - (p. 1575) : accepte l'amendement n° 28 de M. Charles Lederman (possibilité pour un étranger après un refus d'entrée de s'adresser à un conseil de son choix) - **Après l'art. 1** : accepte l'amendement n° 2 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (problème du regroupement familial) - **Art. 2** : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (augmentation de l'amende pour immigration clandestine) - (p. 1576) : accepte l'amendement n° 4 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (prise en compte de la situation familiale des détenus et de tous éléments utiles sur les conditions du séjour lors du refoulement à la frontière) - (p. 1577) : accepte l'amendement n° 5 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (récidive à défaut de régularisation de la situation en cas d'immigration clandestine), sous réserve de l'adoption du sous-amendement n° 29 de M. Charles Lederman (suppression de la notion de récidive) - (p. 1578) : accepte l'amendement rédactionnel n° 6 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 27 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression de l'interdiction de territoire obligatoire en cas de récidive) - **Art. 3** (p. 1580) : s'oppose aux amendements

n° 30 de M. Charles Lederman (possibilité d'expulsion en cas de condamnation à deux ans d'emprisonnement ferme) et n° 7 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (possibilité d'expulsion d'un étranger condamné à six mois d'emprisonnement ferme) - (p. 1581) : accepte l'amendement rédactionnel n° 8 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur - Accepte l'amendement n° 9 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (plus grande indépendance de la commission d'expulsion vis-à-vis du préfet) - (p. 1582) : s'oppose à l'amendement n° 31 de M. Charles Lederman (adjonction d'un conseiller général et d'un conseiller municipal au sein de la commission) - S'oppose à l'amendement n° 10 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (possibilité de huis clos lors des débats de la commission en cas de danger pour l'ordre public ou les moeurs) - (p. 1583) : s'oppose à l'amendement n° 32 de M. Charles Lederman (élargissement des possibilités d'avis donnés par la commission) - Accepte l'amendement n° 33 de M. Charles Lederman (exclusion de l'expulsion des mineurs de 18 ans et moins) - S'oppose à l'amendement n° 11 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (justification de leur résidence pour les étrangers résidant en France depuis l'âge de 10 ans - (p. 1584) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (justification de la résidence habituelle en France d'un étranger - S'oppose à l'amendement n° 34 de M. Charles Lederman (exclusion de l'expulsion des étrangers résidant en France depuis plus de 10 ans) - Accepte l'amendement n° 26 de M. Edgar Tailhades soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (exclusion de l'expulsion quand le conjoint est de nationalité française et qu'il est père ou mère d'enfants français mineurs) - (p. 1585) : sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 47 de M. Marcel Rudloff (exclusion de l'expulsion de l'étranger dont le conjoint est de nationalité française et qui subvient normalement aux besoins de sa famille) - Accepte l'amendement n° 35 de M. Charles Lederman (exclusion de l'expulsion d'un étranger titulaire d'une rente accident du travail) - Art. 5 (p. 1586) : sur l'amendement n° 13 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (possibilité de maintien administratif par décision écrite motivée du préfet), s'oppose au sous-amendement n° 37 de M. Charles Lederman (maintien administratif en cas de nécessité absolue) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 14 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur - (p. 1587) : s'oppose à l'amendement n° 38 de M. Charles Lederman (intervention d'un interprète pour informer un étranger de ses droits) - (p. 1588) : s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (obligation pour le président du tribunal de statuer par ordonnance après audition de l'intéressé) - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 39 de M. Charles Lederman (audition de l'intéressé en présence de son conseil ou après avoir averti le conseil) - S'oppose à l'amendement n° 16 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (durée du maintien administratif maximum à 6 jours à compter de l'ordonnance du président du tribunal) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 17 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur - (p. 1589) : accepte l'amendement n° 18 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (tenue d'un registre des étrangers étant ou ayant été en état de maintien administratif) - Accepte l'amendement n° 19 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (pouvoirs du procureur de la République) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 20 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur - Accepte l'amendement n° 21 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (mentions du registre de maintien administratif) - Art. 6 : accepte l'amendement n° 22 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (cas des départements d'outre-mer) - Art. 7 (p. 1590) : accepte l'amendement n° 23 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (abrogation de la loi du 10 janvier 1980 à l'exception des articles 2, 4 et 10) - Après l'art. 7 : accepte l'amendement n° 24 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (non incarcération des étrangers en instance d'expulsion dans des établissements pénitentiaires).

*Deuxième lecture* [n° 405 (80-81)] - (6 octobre 1981) - Art. 1 (p. 1855) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (suppression de la réserve relative aux conventions internationales) - (p. 1856) :

accepte l'amendement n° 2 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (précisions sur les motifs de refus d'accès au territoire français) - Accepte l'amendement n° 3 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (décret en Conseil d'Etat pour la fixation des autorités administratives pouvant opposer un refus d'entrée) - Accepte l'amendement n° 4 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (maintien administratif et application des garanties prévues à l'article 35 bis) - Art. 1 *ter* (p. 1857) : dépôt par le Gouvernement d'amendements en séance justifié par des problèmes techniques de coordination - Art. 2 : son amendement n° 21 : sanctions en cas de violation d'une interdiction du territoire ; adopté - Son amendement n° 17 : conduite à la frontière et modification des références à l'article 25 énumérant les catégories non expulsables ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 5 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (conduite à la frontière et suppression de la référence à l'interdiction du territoire) - (p. 1858) : accepte l'amendement n° 6 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (délai laissé à l'étranger pour la régularisation de sa situation et suppression de l'injonction faite à l'administration par la juridiction saisie) - (p. 1860) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (action en justice intentée par l'étranger contre son employeur en vertu des dispositions du code du travail, et sursis à statuer de la juridiction saisie pour le délit d'entrée ou de séjour irrégulier sur le territoire) - Son amendement n° 18 : cas de l'étranger en situation irrégulière qui allègue une relation de travail et consultation de l'inspection du travail ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 22 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (cas de l'étranger en situation irrégulière qui allègue une relation de travail, et sursis à statuer de la juridiction compétente après consultation de l'inspection du travail) - Son amendement n° 19 : possibilité, et non obligation pour la juridiction, en cas de récidive, de prononcer l'interdiction du territoire français pour une durée maximale d'un an ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

#### *Deuxième partie :*

**Solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale** - (10 décembre 1981) - (p. 4005) : solidarité nationale et ampleur des compétences ministérielles concernées - Importance des inégalités sociales quant aux revenus, aux patrimoines, à l'accès à l'école ou aux soins médicaux - Croissance économique et accentuation des inégalités - Crise économique et conséquences sociales - Solidarité et emploi ; âge de la retraite et contrat de solidarité - Programme pour la sécurité sociale ; revalorisation des allocations et amélioration de la couverture des risques ; couverture des droits des chômeurs, petite retraite et pension de reversion - Financement et mise à contribution de toutes les parties prenantes - Réforme du financement et du fonctionnement de la sécurité sociale au printemps 1982 - Solidarité et immigration ; statut des foyers, droit d'association et identité culturelle - Importance de la concertation engagée - (p. 4006) : table ronde de la santé organisée en novembre 1981 - Abrogation des ordonnances de 1967 et participation des assurés aux conseils d'administration des caisses de sécurité sociale - Renouveau de la vie associative - Sécurité sociale : amélioration de la qualité d'information ; contrôle parlementaire sur les comptes et réduction de l'hétérogénéité des sources - Action sociale et relance économique ; revalorisation des prestations et contrats d'agglomération - Complémentarité des actions du ministère de la santé et de la solidarité nationale - Maîtrise des dépenses de santé - Réalisme du programme d'action sociale gouvernemental - Assiette du prélèvement des cotisations sociales - Système d'abaissement de l'âge de la retraite - Décentralisation et solidarité nationale - Progression de la dotation commune à la solidarité nationale, à la santé et au travail - Progression des crédits spécifiques du ministère de la solidarité ; effectifs concernés - Augmentation des crédits d'intervention sociale ; maisons familiales de vacances ; foyers de jeunes travailleurs et association d'action sociale, centres sociaux, lutte contre la toxicomanie, action de

« guidance » parentale et campagnes d'information et de sensibilisation pour les handicapés - Accroissement de la dotation pour l'équipement social; transformation des hospices - Solidarité nationale et lutte contre le chômage; création d'emplois - (p. 4007): renforcement de l'administration sociale - Augmentation des crédits de fonctionnement - Création d'emplois dans les services extérieurs des affaires sanitaires et sociales - Réforme de l'École nationale de la santé publique - Action sociale et élargissement des compétences des collectivités locales - Information du Parlement - (p. 4034): augmentation des crédits et priorité donnée à la solidarité nationale - Diminution des crédits d'aide médicale et généralisation progressive de l'assurance-maladie - Intervention sociale menée par les collectivités locales; handicapés; réflexion d'ensemble à mener - Diminution des crédits de paiement pour l'équipement social et maintien des autorisations de programme - Complexité des structures ministérielles et qualité de la collaboration - Utilité sociale des créations d'emplois d'utilité collective - (p. 4035): développement des emplois de coordination pour les personnes âgées - Expérience des auxiliaires de vie pour les handicapés - Jeunes et familles; emploi d'animateurs de centre social - Sécurité sociale et financement assis sur les salaires; modification possible de cette assiette - Liquidation du contentieux des charges indues - Sécurité sociale et base du financement de l'Etat - Limitation du dé plafonnement des cotisations pour les entreprises - Récupération des dettes patronales: amélioration de l'efficacité des formalités de sécurité sociale - Contribution exceptionnelle sur les salaires - Aligement des cotisations des non salariés - Effort d'économie et augmentation des allocations familiales et du minimum vieillesse - Retraités « d'avant la loi Boulin » - Amélioration des pensions de reversion - Protection sociale et association du mouvement mutualiste; abrogation du ticket modérateur d'ordre public; suppression des abattements tarifaires imposés aux centres de santé et aux dispensaires - Protection sociale des Français expatriés; mauvaise organisation de l'assurance volontaire et sous-information.

- **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale** [n° 124 (81-82)] - (18 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4372): adoption par le Gouvernement le 10 novembre d'un programme d'action pour la sécurité sociale - Poursuite de l'amélioration des prestations sociales - Réforme des prestations familiales; revalorisation du minimum vieillesse et de l'allocation aux adultes handicapés - Mesures de financement prévues répartissant équitablement l'effort entre les parties prenantes - (p. 4373): projet de loi et mesures législatives nécessaires à la mise en oeuvre de ce programme - Rétablissement des droits sociaux des chômeurs non indemnisés - Proposition d'abrogation du ticket modérateur d'ordre public - Plafond des cotisations de sécurité sociale et périodicité du relèvement - Déplafonnement de l'assurance veuvage - Institution d'une cotisation d'assurance maladie sur les revenus de remplacement - Amélioration du minimum vieillesse porté à 2000 F par mois pour une personne seule et à 3700 F pour un couple - (p. 4375): accord avec Mme Marie-Claude Beaudeau concernant l'amélioration de la santé des français grâce aux mesures prises en faveur de la sécurité sociale - Absence du traitement des problèmes de sécurité sociale uniquement sur le plan financier - Amélioration des prestations familiales et du minimum vieillesse grâce en partie au 1 % sur les salaires - **Art. 1**: chômeurs inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi couverts pour l'invalidité avant la loi de 1979 - (p. 4376): perte de ce droit après 1979 - Restitution de ce droit et mesures à prendre pour préserver les droits des intéressés pour la période intermédiaire 1980-1981 - **Après l'art. 1** (p. 4376): demande le retrait de l'amendement n° 7 de M. Pierre Louvot (couverture sociale des chômeurs non indemnisés et des travailleurs indépendants privés d'emploi) - **Art. 4** (p. 4378): accepte l'amendement n° 1 de M. Louis Boyer, rapporteur (fixation par décret et à intervalles non inférieurs au semestre de la périodicité du plafond applicable aux cotisations d'assurance vieillesse); sur cet

amendement, accepte le sous-amendement n° 14 de M. Charles Bonifay (fixation de la périodicité du plafond applicable aux cotisations d'assurance vieillesse non supérieure à l'année) et oppose l'article 40 de la Constitution au sous-amendement n° 15 de M. Jean Béranger (première année d'application de la modification de la périodicité de la revalorisation du plafond de la sécurité sociale) - (p. 4379): demande le retrait de l'amendement n° 2 de M. Louis Boyer, rapporteur (suppression des deux derniers alinéas de l'article relatifs au déplafonnement des cotisations d'assurance veuvage) - Demande le retrait de l'amendement n° 9 de M. André Rabineau (bénéfice de l'allocation de veuvage pour certains conjoints survivants d'adultes handicapés) - (p. 4380): demande le retrait de l'amendement n° 11 de M. André Rabineau (entrée en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1982 de l'assurance veuvage en faveur des conjoints survivants du régime des non salariés agricoles) - **Art. 5**: accepte l'amendement n° 3 de M. Louis Boyer, rapporteur (couverture des dépenses de maladie, de maternité, d'invalidité et de décès) - (p. 4381): s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Louis Boyer, rapporteur (exclusion du principe de la double cotisation pour les allocataires de la garantie de ressources démission) - S'oppose à l'amendement n° 5 de M. Louis Boyer, rapporteur (unicité des seuils d'exonération des cotisations d'assurance maladie des chômeurs et des retraités) - **Art. 7** (p. 4382): s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Louis Boyer, rapporteur (suppression de l'article relatif à la variation de l'allocation supplémentaire en fonction de la situation matrimoniale des intéressés) - **Après l'art. 8**: demande le retrait de l'amendement n° 8 de M. Louis Virapoullé (suppression de la condition d'activité pour l'attribution des prestations familiales dans les départements d'outre-mer) - (p. 4383): demande le retrait de l'amendement n° 10 de M. Jacques Bialski, soutenu par M. Charles Bonifay (réduction des formalités administratives pour l'attribution des prestations familiales) - (p. 4384): accepte l'amendement n° 12 de M. Louis Boyer, rapporteur (prise en charge par l'assurance maladie des exploitants agricoles des suites d'accidents survenus à un ancien assuré d'un régime obligatoire d'assurance maladie devenu exploitant agricole) - Oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 13 de M. Louis Boyer, rapporteur (bénéfice de la couverture de leurs soins pour tous les pensionnés cotisant à l'assurance maladie).

- **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social** [n° 115 (81-82)] - (21 décembre 1981) - **Question préalable** (p. 4479): attention portée par le pays au débat en cours - Lutte contre le chômage engagée par le Gouvernement - Consultation des partenaires sociaux - Aspirations des Français et responsabilité collective du Gouvernement et du Parlement - Aménagement de la durée du travail - Plan intermédiaire et politique économique - Politique industrielle - Compétitivité - Aspiration profonde des travailleurs à l'abaissement de l'âge de la retraite; statistiques sur l'inégalité devant la retraite - Demande le rejet de la motion n° 1 de M. François Collet, rapporteur, tendant à opposer la question préalable.

**Nouvelle lecture** [n° 155 (81-82)] - (22 décembre 1981) - **Question préalable** (p. 4530): s'oppose à la motion n° 1 de M. François Collet, rapporteur (décision du Sénat de ne pas poursuivre la délibération sur le texte en discussion).

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés** - **Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 153 (81-82)] - (22 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4531): donne son accord au texte de la commission mixte paritaire.

**QUILLIOT (Roger)**, sénateur du Puy-de-Dôme (S) - Puis *ministre du logement* (nommé le 22 mai 1981 dans le gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 23 mai 1981, p. 1630] - Puis *ministre de l'urbanisme et du logement* (nommé le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1787] - Cessation de son mandat sénatorial le 23 juillet 1981 (24 juillet 1981) (p. 1105) - Réélu sénateur le 27 septembre 1981 (28 septembre 1981) (p. 1662) - Cessation de son mandat sénatorial le 27 octobre 1981 (28 octobre 1981) (p. 2224).

En tant que sénateur

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

En tant que ministre de l'urbanisme et du logement

## DÉPÔTS

*Projet de loi* donnant force de loi à la première partie (législative) du code de la construction et de l'habitation [n° 383 (80-81)] (22 septembre 1981).

*Projet de loi* portant validation d'inscriptions d'étudiants en seconde année des unités pédagogiques d'architecture [n° 90 (81-82)] (2 décembre 1981).

## RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 4 de M. Paul Séramy : *plan d'occupation des sols (POS)* (procédure de révision des POS) (9 juillet 1981) (p. 861, 862).

n° 20 de M. Jean Cauchon : *énergie solaire* (utilisation de l'énergie solaire) (9 juillet 1981) (p. 862 et suivantes).

n° 14 de M. François Dubanchet : *logement* (gestion de l'aide personnalisée au logement) (27 octobre 1981) (p. 2179).

n° 18 de M. Raymond Bouvier : *architectes* (condition d'obtention du titre d'agréé en architecture) (27 octobre 1981) (p. 2180).

n° 24 de M. Auguste Chupin : *logement* (aide à l'accession à la propriété) (27 octobre 1981) (p. 2182, 2183).

n° 83 de M. Edouard Le Jeune : *logement* (mesures en faveur du logement) (27 octobre 1981) (p. 2183 et suivantes).

n° 85 de M. Jean Cauchon : *logement* (accession à la propriété de fonctionnaires occupant un logement de fonction) (27 octobre 1981) (p. 2185).

n° 96 de M. Kléber Malécot : *logement* (aide à l'accession à la propriété) (27 octobre 1981) (p. 2185, 2186).

## INTERVENTIONS

- *Déclaration de politique générale du Gouvernement sur son programme d'indépendance énergétique* - (7 octobre 1981) - Lit à la tribune du Sénat le texte de la déclaration préparée par M. Pierre Mauroy, Premier ministre - (p. 1892 à 1895).

- *S'associe à l'hommage rendu par M. le Président du Sénat à la mémoire de M. Gustave Héon, sénateur de l'Eure* (27 octobre 1981) (p. 2179).

- *Questions orales avec débat jointes : politique du Gouvernement en matière d'urbanisme et de logement* - (27

octobre 1981) - (p. 2193) : *priorité nationale du logement* - Relèvement de l'allocation logement, de l'aide personnalisée au logement (APL) - Généralisation du dispositif d'aide aux familles en difficulté ; rôle de certaines caisses d'allocations familiales ou primaires d'assurance maladie - Limitation des hausses de loyers - Importance économique du secteur du bâtiment ; déblocage du Fonds d'action conjoncturelle et construction de logements - Consommation des crédits et évaluation des besoins - Primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (PALULOS) - Préférences des français : accession à la propriété et centre des villes - Confusion nécessaire entre l'enveloppe budgétaire et le programme de logements - Rejet de la sous-estimation systématique des montants moyens unitaires des prêts - Programmes physiques et programmes réels - Liberté de choix entre la propriété et la location - Problème financier pour l'accession à la propriété - (p. 2194) : lutte contre la ségrégation et amélioration des mécanismes d'aide à la surcharge foncière ; cas des constructions de logements sociaux dans les centres-villes - Programme de construction et soutien économique au bâtiment ; consommation des crédits - Renforcement de l'aide à la pierre ; prêts locatifs aidés et prêts d'accession à la propriété - Intervention des petites et moyennes entreprises dans le secteur de la réhabilitation - Non application des règles du marché financier au logement - Mission spéciale concernant le marché parisien et caractéristiques particulières de ce marché - Logement et solidarité - Financement du logement et encouragement à l'épargne - « Désolvabilisation » des accédants ; relèvement de l'APL et adaptation des caractéristiques des prêts - Modification des formules d'amortissement et réduction de la durée des prêts - Augmentation des charges mensuelles et recours aux annuités progressives - Etude sur la possibilité de prêt réduit au cours des premières années - Nombre et taux des prêts conventionnés - (p. 2195) : limitation de l'augmentation des taux d'intérêts des prêts d'accession à la propriété - Majoration de l'aide personnalisée du taux des prêts locatifs - Prêts octroyés par les employeurs, les collectivités locales et les caisses d'allocations familiales - Caractère limité du « 1 % patronal » - Répartition différentielle des charges de remboursement et risque de désolvabilisation - Participation des entreprises à l'effort de construction et nouvelles modalités de distribution du « 0,9 % patronal » - Construction de logements et importance de la décentralisation - Projet de loi sur les rapports bailleurs-locataires ; prise en compte des conclusions de la commission Delmon - Congé abusif donné au locataire - Limitation et non blocage de la hausse des loyers et répercussions sur la construction - Passage d'un bail à un autre et hausse abusive de loyer - Charges locatives ; problème de l'application de la tarification domestique au chauffage au gaz dans les HLM - Conventionnement et suppression du blocage de la loi de 1977 - (p. 2196) : retour à la notion de « conventionnement » et définition de nouvelles modalités - PALULOS - Groupe de travail sur la réforme des aides personnelles au logement - Responsabilités des organismes d'HLM - Urbanisme ; équilibre villes-campagnes ; villes et reconquête de nouveaux espaces publics - Fonctionnement du Fonds d'aménagement urbain et déviation dans l'utilisation des crédits - Dégradation de l'habitat ancien et moderne ; cité des Minguettes - Dégradation de l'habitat et risque d'explosion sociale - Politique des documents d'urbanisme ; désengagement des directions de l'équipement - Décentralisation de la procédure de permis de construire - Changement des méthodes du ministère de l'urbanisme et du logement - Avenir des directions départementales de l'équipement - (p. 2197) : relance de la planification urbaine - Orientation de l'urbanisme et responsabilité des régions et des départements ; conseils d'architecture et d'urbanisme - Réforme foncière : modernisation de la taxation du foncier, renforcement de la politique foncière des collectivités publiques et développement de l'urbanisme opérationnel - Collectivités locales et maîtrise du coût des sols ; « municipalisation des sols » - Réaménagement de la fiscalité foncière - Suppression de l'impôt sur les plus-values foncières - Accroissement exorbitant du coût des sols.

– **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Urbanisme et logement** - (6 décembre 1981) - (p. 3749, 3750) : rappelle le débat du 27 octobre 1981 : séance de questions orales sur le logement - Qualité des rapports sur ce projet de budget - (p. 3760) : qualité du débat sénatorial - Evolution dramatique du secteur du bâtiment, en particulier pour les logements sociaux - Mesures gouvernementales de relance ; Fonds d'action conjoncturelle, collectif budgétaire, mise en chantier de logement et crédits supplémentaires pour les primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (PALULOS) - (p. 3761) : maintien d'emplois dans le secteur artisanal - Mesures sociales ; relèvement de l'allocation logement et de l'aide personnalisée au logement (APL) - Mise en place d'une aide temporaire pour les familles en difficulté - Objectif prioritaire de la stabilisation des effectifs et des activités - Augmentation des crédits pour les logements sociaux aidés - Bâtiment et nécessité du caractère durable de l'effort entrepris ; petites et moyennes entreprises - Prêts locatifs aidés (PLA) ; relèvement de leur taux et taux de rémunération du livret A des caisses d'épargne ; prélèvement sur les dotations budgétaires des prêts d'accession à la propriété (PAP) pour le maintien du taux des PLA - Majoration du taux de PLA de 0,32 % - PAP ; équilibre entre locatif et propriété - Soutien à l'emploi et accession à la propriété - Majoration du taux des PAP - Limitation de cette hausse et solvabilisation des accédants - (p. 3762) : solution de l'allègement des premières annuités de remboursement, de l'utilisation du 1 % patronal pour le remboursement des intérêts ou des remboursements anticipés - Modalités d'attribution des prêts conventionnés ; revalorisation des prix plafonds des constructions - Politique de diminution du taux des prêts conventionnés ; concertation avec le ministre de l'économie et les organismes bancaires et mutualistes - Maintien de la Caisse des dépôts dans le financement des PAP - Recherche d'une maîtrise de l'ensemble de ces PAP ; rôle de la commission départementale d'attribution - Maintien des organismes d'HLM dans le secteur du logement social - Prêts aidés et consommation rapide des crédits - Baisse d'activité du bâtiment et construction de locaux industriels ; prévision d'une croissance pour le logement et la rénovation - Inertie du secteur du logement ; nécessité d'une continuité - Premier trimestre 1982 et attente des prix de référence pour les entreprises de construction - Qualité des résultats à l'exportation ; exemple de l'Arabie saoudite et du Nigeria - Politique de l'énergie dans l'habitat ; énergies nouvelles - (p. 3763) : intervention de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) - Conventionnement ; opérations de réhabilitation des HLM sans conventionnement et abrogation du décret du 19 février 1981 ; suppression de la cotisation au Fonds national de l'habitat (FNH) - Assises pour l'avenir des quartiers d'habitat social - Modalités de discussion des conventions et passage dans le système de l'APL ; politique locale de l'habitat - Unification nécessaire des aides personnelles et réforme de la loi de 1977 - Mise en place d'un groupe de travail sur le secteur des HLM - Difficultés financières et sociales des organismes d'HLM ; mise en place du Fonds d'aide aux locataires en difficulté et absence de motivation des organismes sociaux ; rôle des caisses d'allocations familiales ou des caisses primaires d'assurance maladie ; aides aux organismes d'HLM et compensation des défaillances des locataires - Mission Dubedout sur la dégradation et la ségrégation dans les grands ensembles ; rôle du Fonds d'aménagement urbain (FAU) - Réhabilitation et formule habitat et vie sociale (HVS) - Difficultés financières et prêt du Fonds de garantie de la caisse des prêts HLM - Hausse moyenne des loyers HLM pour 1981 - (p. 3764) : construction et concertation entre les organismes nationaux et locaux d'HLM - Projet de loi sur la modération des loyers - Validité de l'indice et du coût de la construction - Modération de la hausse des loyers et budget des organismes d'HLM - Passage de la location à l'accession à la propriété ; rapport Darnault ; autorisation

de la vente de logements d'HLM - Urbanisme et budget de transition - Aménagement du territoire et protection des sites et des espaces - Reconquête de la ville - Moyens donnés aux architectes des Bâtiments de France - Décentralisation et responsabilité des élus en matière d'urbanisme ; établissement des POS et décisions d'urbanisme opérationnel - Octroi des permis de construire par les communes - Relance de la planification urbaine intercommunale - Elaboration et utilisation des schémas directeurs d'aménagement urbain (SDAU) ; concertation avec les collectivités locales et leurs élus - Notions de « pays » - (p. 3765) : cartes communales et planification rurale - Protection de la montagne ; décision du comité des unités touristiques nouvelles (UTN) - Réforme de la fiscalité des sols bâtis et non bâtis ; taxation du foncier et prise en compte de la valeur réelle ; objectif de l'assouplissement du marché - Réduction des crédits pour les espaces verts ; fin d'une politique de saupoudrage et redéploiement de ces crédits - FAU ; centralisation excessive de la procédure et problème de consommation des crédits - Recentrage de l'activité du FAU ; mise en place d'une Commission nationale de concertation ; régionalisation des aides et instruction des dossiers par une commission régionale - FAU et habitat rural - Architecture et volonté de suppression du contrôle architectural ; rôle des services de l'équipement - Valorisation de la profession d'architecte - Suppression de l'ordre des architectes - (p. 3766) : problème des agrées en architecture ; mesures conservatoires - Logement et importance de l'environnement économique et des réactions psychologiques - Logement et investissement - Politique d'équilibre entre les entreprises, entre le locatif et la propriété et en matière d'urbanisme - Examen des crédits - Après l'art. 92 (p. 3767) : accepte l'amendement n° 524 de M. Richard Pouille soutenu par M. Philippe de Bourgoing (garantie emprunt et dispense pour l'établissement public foncier de la métropole lorraine par référence aux règles s'appliquant à l'établissement public de la Basse-Seine).

– **Projet de loi supprimant le caractère obligatoire de la consultation des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement [n° 84 (81-82)]** - (14 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4215) : limitation du nombre de conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) - Absence de CAUE dans seize départements et inapplicabilité de la loi - Obligation de reporter l'obligation de consultation - Colloque des CAUE à Avignon et opposition à l'obligation de consultation - Acceptation d'une mission de formation et d'information - Texte mettant fin à une anomalie et définissant la mission des CAUE - **Après l'art. 1** (p. 4216) : demande le retrait de l'amendement n° 1 de M. Lucien Delmas, soutenu par M. Félix Ciccolini (extension du bénéfice de l'exemption du recours à un architecte aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics).

– **S'associe à l'hommage rendu par le Président du Sénat à M. Pierre Labonde, sénateur de l'Aube (15 décembre 1981)** (p. 4232).

– **Projet de loi relatif à la modération des loyers [n° 83 (81-82)]** - (15 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4232) : limitation des hausses de loyers et lutte contre l'inflation - Problème important pour les catégories les plus modestes - Attente des locataires - Mesures gouvernementales déjà prises : augmentation des crédits budgétaires du logement, revalorisation de l'aide personnalisée au logement, de l'allocation logement ; réforme du conventionnement et création de fonds locaux de prévention des impayés - Caractère limité dans le temps du projet de loi - Prise en compte de la spécificité du logement et de ses enjeux propres ; modération des loyers HLM et respect des principes fondamentaux du logement social ; différenciation entre les organismes et suivi des consignes de modération données en juin 1981 - Difficultés financières des organismes HLM et possibilités de dérogation ; lien entre les notions de « travaux » et de « loyers modérés » - Logement du secteur privé et limitation de l'évolution des loyers à 80 % de la

variation de l'indice du coût de la construction de l'INSEE ; critère identique retenu dans le projet de loi relatif aux droits et obligations des bailleurs et locataires - Logement aidé et détachement du loyer d'une partie des dépenses de gardiennage et d'entretien - (p. 4233) : intégration des dispositions sur la modération dans le cadre du projet de loi sur les rapports propriétaires et locataires - Sérénité des débats parlementaires et répercussions sur les investisseurs éventuels - Droit de l'habitat et respect de l'investissement locatif - Reprise d'un appartement par son propriétaire ; caractère « sérieux et légitime » du motif de vente - Marché des logements locatifs et avantages concédés aux locataires - Prise en compte des intérêts des investisseurs et du caractère social du logement - Art. 1 (p. 4237) : projet de loi et inclusion des locaux à usage professionnel - S'oppose aux amendements n° 15 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis (fixation du 1<sup>er</sup> décembre au 31 mai 1982 de la période de modération des loyers) et n° 1 de M. Paul Pillet, rapporteur (fixation du 1<sup>er</sup> octobre 1981 au 30 juin 1982 de la période de modération des loyers) - (p. 4239) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis (modération des loyers et suppression des dispositions concernant le changement ou non de locataire pour les nouvelles locations) ainsi qu'à son amendement n° 18 (non-application des dispositions du projet aux locaux vacants par décision de police ou volonté du précédent preneur) - (p. 4240) : s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis (application des dispositions du projet aux locaux accessoires dépendant ou non du local principal) - S'en remet à la sagesse du Sénat sur les amendements de forme de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis n° 20 et n° 21 - Accepte l'amendement n° 2 de M. Paul Pillet, rapporteur (travaux d'amélioration et fixation libre du montant du loyer initial) - (p. 4241) : accepte l'amendement n° 23 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis (exclusion des dispositions de la loi des loyers des logements meublés loués par un professionnel) - (p. 4242) : accepte les amendements de M. Paul Pillet, rapporteur, n° 3 (suppression des dispositions de cet article excluant du projet la part initiale des logements-foyers) et n° 4 (exclusion des dispositions de la loi de la part initiale de la redevance assimilable aux loyers des logements-foyers) - Art. 2 (p. 4243) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Paul Pillet, rapporteur (loyer des logements HLM et système de majoration prenant en compte le rythme annuel d'augmentation du loyer ; fixation d'un taux pivot à 13,6 %) et accepte l'amendement n° 24 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis (système de modération de la hausse des loyers HLM et prise en compte de la date du 30 novembre 1981 comme référence) - (p. 4244) : s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis (non-application du texte aux loyers HLM inférieurs à la moyenne du montant minimum des loyers et aux logements où ont été effectués des travaux d'amélioration ou d'économie d'énergie) - Art. 2 bis (p. 4245) : accepte l'amendement n° 6 de M. Paul Pillet, rapporteur (règles de majoration des loyers des logements soumis à la réglementation du Crédit foncier de France ou de la Caisse centrale de coopération économique) ainsi que l'amendement n° 27 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis (logements soumis à la réglementation du Crédit foncier de France ou de la Caisse centrale de coopération économique et hausse du loyer dans la limite de la variation de l'indice du coût de la construction) - Accepte également l'amendement n° 28 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis (reconduction du bail d'un logement soumis à la réglementation du Crédit foncier de France ou de la Caisse centrale de coopération économique et possibilité de majoration) ; sur cet amendement, son sous-amendement n° 41 : reconduction du bail ou nouvelle location ; retiré et repris par M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis - Accepte l'amendement de coordination n° 29 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis - Art. 3 (p. 4246) : accepte l'amendement n° 8 de M. Paul Pillet, rapporteur (limitation à 80 % de la variation de l'indice du coût de la construction des loyers du secteur libre dans le délai

d'application de la présente loi) - Accepte l'amendement n° 9 de M. Paul Pillet, rapporteur, identique à l'amendement n° 32 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis (absence de référence pour la hausse des loyers du secteur libre ; limite à 80 % de la variation du dernier indice publié par l'INSEE) - (p. 4247) : s'oppose aux amendements de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis, n° 33 (reconduction du contrat et fixation d'une limite au nouveau loyer égale au dernier loyer du précédent contrat) et n° 34 (règles pour la hausse des loyers du secteur libre et non-application aux locaux d'habitation ou à usage mixte vacants depuis plus d'un an) - Après l'art. 3 (p. 4248) : accepte l'amendement n° 35 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis (logements du secteur libre et des sociétés d'économie mixte non conventionnés et augmentation des loyers à la condition de la réalisation de travaux d'économies d'énergie au moins égale à 2000 F) ; sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 45 de M. Paul Pillet, rapporteur (estimation du coût des travaux à au moins 50 F le m<sup>2</sup> de surface habitable) ; sur le même amendement, ses sous-amendements n° 42 : reconduction du bail ou nouvelle location et hausse du loyer ; adopté, n° 43 : communication de la facture des travaux et révision ou fixation du nouveau loyer ; adopté ; et n° 44 : non-application de ces dispositions aux locaux d'habitation ou à usage mixte vacants depuis plus d'un an ; devenu sans objet - Art. 1 (suite) (p. 4249) : accepte l'amendement de coordination n° 16, précédemment réservé, de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis - Art. 3 (suite) : accepte l'amendement n° 31, précédemment réservé, de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis (principe de l'augmentation des loyers de secteur libre) - Art. 4 : accepte l'amendement n° 36 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis (expiration de la date d'application de la loi et interdiction des mesures de rattrapage pour l'ensemble des loyers soumis à limitation) - Art. 4 bis (p. 4250) : à propos des locaux commerciaux et de la fixation en cas de renouvellement pour 1982 du coefficient de hausse, s'oppose aux amendements n° 39 de M. Louis Souvet et n° 37 de M. Robert Laucournet, rapporteur pour avis - Art. 5 (p. 4251) : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Paul Pillet, rapporteur (suppression de cet article prévoyant la répression des infractions à la présente loi) - Art. 6 : remise en cause partielle des dispositions du décret du 15 septembre 1980 et inclusion des frais de nettoyage des immeubles dans la liste des charges récupérables sur les locataires - Transfert sur le locataire de charges déjà incluses dans les loyers - Art. 7 (p. 4252) : son amendement n° 40 : principe des charges récupérables dans le secteur HLM et non-application aux logements régis par le chapitre III de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 ; devenu sans objet - S'oppose aux amendements de M. Paul Pillet, rapporteur, n° 46 (principe des charges récupérables dans le secteur HLM et non-application aux logements régis par le chapitre III de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948, et à ceux dont le loyer est réglementé par le Crédit foncier de France ou la Caisse centrale de coopération économique, qu'ils soient conventionnés ou non) et n° 47 (suppression de dispositions de cet article pour coordination) ainsi qu'à l'amendement n° 38 de M. Jacques Carat (régime des charges récupérables dans le secteur HLM et application aux logements des sociétés d'économie mixte conventionnés dans le cadre de la loi du 3 janvier 1977) - Après l'art. 7 (p. 4253) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Michel Charasse, soutenu par M. Jacques Carat (non-application de la présente loi aux immeubles donnés en location à l'Etat par les collectivités locales).

- **Projet de loi portant validation d'inscriptions d'étudiants en seconde année des unités pédagogiques d'architecture [n° 90 (81-82)] - (15 décembre 1981) - Discussion générale (p. 4255) :** note du ministre de l'équipement et dérogation à certaines dispositions des décrets de 1978 sur l'admission des étudiants en 2<sup>e</sup> année - Inscriptions des étudiants étrangers et dépassement du délai de 3 ans pour effectuer le premier cycle d'études ; avis du Conseil d'Etat sur la nécessité de ratification de ces mesures par le Parlement - Conditions d'admission dérogatoires et responsabilité de chaque unité pédagogique - Etudiants étrangers et

importance des échanges en matière architecturale - Révision nécessaire du décret du 8 mars 1978 pour la rentrée de l'automne 1982 - (p. 4256) : concertation au sein des unités pédagogiques d'architecture et au Conseil supérieur de l'enseignement de l'architecture ; sélection, contenu pédagogique des études, statuts des enseignants et des non-enseignants et des écoles d'architecture - **Art. unique** : son amendement n° 1 : validation des inscriptions des étudiants étrangers et de la dérogation à la règle du délai maximum de 3 années pour effectuer le premier cycle d'études ; adopté - **Intitulé** : son amendement n° 2 : de forme ; « **Projet de loi portant validation d'inscription d'étudiants dans les unités pédagogiques d'architecture** » ; adopté.

- **Projet de loi relatif à la modération des loyers - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 83 (81-82)] - (18 décembre 1981) - Discussion générale (p. 4385) : travail remarquable de la commission mixte paritaire et prise en compte des observations du Sénat - Quatre amendements du Gouvernement dont deux de forme - Art. 1** : son amendement n° 4 : application des dispositions du projet de loi à compter du 7 octobre 1981 ; adopté - (p. 4386) : son amendement de forme n° 1 ; adopté - **Art. 2** : son amendement de coordination n° 3 ; adopté - **Art. 7 (p. 4387) : son amendement n° 2 : charges de gardiennage non récupérables sur le locataire en ce qui concerne les organismes d'HLM et les logements des sociétés d'économie mixte ou financées par le crédit foncier ; adopté.**

## R

**RABINEAU (André)**, sénateur de l'Allier (UCDP)

## NOMINATIONS

– Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière (2 octobre 1981) (p. 1814).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (11 décembre 1981) (p. 4072).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (18 décembre 1981) (p. 4384).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (21 décembre 1981) (p. 4480).

## INTERVENTIONS

– **Projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière [n° 367 (80-81)]** - (23 septembre 1981) - **Art. 3** (p. 1615) : accepte au nom de la commission des affaires sociales la modification de l'amendement n° 4 de M. Gérard Roujas, rapporteur (possibilité pour le conseil de prud'hommes d'ordonner par provision le versement de l'indemnité forfaitaire) - (p. 1616) : s'oppose au nom de la commission des affaires sociales à l'amendement n° 1 de MM. Louis Souvet et Henri Belcour (paiement de l'indemnité forfaitaire subordonné à une condition d'ancienneté minimale).

*Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 7 (81-82)]* - (6 octobre 1981) - Vice-président de la commission des affaires sociales - **Art. 3** (p. 1883) : décision unanime prise par la commission mixte paritaire sur le texte adopté - S'oppose à l'amendement n° 1 de M. François Autain, secrétaire d'Etat (suppression de la restriction, introduite par la commission mixte paritaire, subordonnant la responsabilité solidaire du donneur d'ouvrage à la preuve qu'il savait que le travail serait effectué par un entrepreneur clandestin).

– **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (10 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 8** (p. 2564) : son amendement n° I-381, soutenu par M. Paul Séramy : droit de saisine, par une personne privée, de la chambre régionale des comptes et inscription sur le rôle des contributions directes ; devenu sans objet.

– **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (26 novembre 1981) - **Art. 11** (p. 3180) : son amendement n° 108, soutenu par M. Paul Pillet : indexation sur la hausse des prix du plafonnement de la demi-part de réduction d'impôt sur le revenu ; retiré au profit de l'amendement n° 163 de M. François Collet.

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Art. 14** (p. 3221) : son amendement n° 180, soutenu par M. Adolphe Chauvin : taxation des frais généraux ; déductibilité pour le calcul de l'assiette de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés ; retiré.

*Deuxième partie :*

**Urbanisme et logement** - (6 décembre 1981) - (p. 3760) : questions orales sur le logement et séance du 27 octobre 1981 - Hausse importante des crédits budgétaires - Abandon de la maîtrise des financements ; progression faible des logements aidés et augmentation rapide des crédits ; élévation des taux d'intérêt - Taux des prêts pratiqués et difficulté de l'épargne publique - Augmentation du nombre des prêts pour l'accession à la propriété ; incidence des taux d'intérêt et du montant des mensualités - Importance économique du bâtiment et programmes de construction ; collectif budgétaire de juillet 1981 - Effet des décisions gouvernementales et situation de l'industrie du bâtiment.

**Agriculture** - (7 décembre 1981) - (p. 3830) : diminution du revenu agricole et inquiétude des agriculteurs à la veille de la conférence annuelle - Priorité donnée dans le budget aux capacités d'intervention publique - Situation des producteurs de bovins et d'ovins ; entrée en vigueur du plan pluri-annuel de l'élevage : développement de la filière viande - Annonce de la création d'offices par produit et compatibilité avec la liberté individuelle des exploitants - Principe de prix différenciés accompagnés de quanta et inadaptation au secteur de l'élevage - Problème de l'installation des jeunes agriculteurs - (p. 3831) : formation agricole ; insuffisance de la revalorisation des subventions de fonctionnement de l'enseignement agricole public.

– **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale [n° 124 (81-82)]** - (18 décembre 1981) - **Art. 4** (p. 4379) : son amendement n° 9 : bénéfice de l'allocation de veuvage pour certains conjoints survivants d'adultes handicapés ; retiré - Son amendement n° 11 : entrée en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1982 de l'assurance veuvage en faveur des conjoints survivants du régime des non salariés agricoles ; retiré.

**RALITE (Jack)**, ministre de la santé (nommé le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1786]

## RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 104 de M. Maurice Janetti : **hôpitaux** (acquisition par le centre hospitalier de Toulon d'un « scanographe universel à corps entier ») (13 novembre 1981) (p. 2630 à 2632).

n° 105 de M. Jean Colin : **médecine** (conséquences de la création de centres de santé dans l'Essonne) (13 novembre 1981) (p. 2632 à 2634).

n° 107 de M. Francis Palmero : **hôpitaux** (équipement des établissements hospitaliers) (13 novembre 1981) (p. 2634 à 2637).

n° 116 de M. Adrien Gouteyron : **santé publique** (mesures de prévention en matière médicale) (13 novembre 1981) (p. 2636 à 2638).

n° 131 de Mme Rolande Perlican : **hôpitaux** (application des dispositions de la loi portant amnistie dans certains hôpitaux parisiens) (13 novembre 1981) (p. 2640, 2641).



n° 132 de Mme Rolande Perlican : **hôpitaux**. (situation de certains hôpitaux parisiens) (13 novembre 1981) (p. 2641 à 2643).

n° 133 de Mme Rolande Perlican : **hôpitaux** (situation du personnel de l'hôpital Cochin) (13 novembre 1981) (p. 2641 à 2643).

n° 148 de M. Francis Palmero : **hôpitaux** (suppression du secteur privé dans les hôpitaux) (13 novembre 1981) (p. 2638 à 2640).

n° 150 de M. Raymond Dumont : **médecine** (développement d'une médecine préventive) (13 novembre 1981) (p. 2643 à 2645).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

### Deuxième partie :

**Solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale** - (10 décembre 1981) - (p. 3999) : auditions devant la commission des affaires sociales et conclusions du « Tour de France de la santé » - Séance du 13 novembre 1981 sur les questions orales relatives à la santé - Table ronde des professionnels de la santé du 24 novembre 1981 ; définition d'un « alphabet santé » : « I » comme inégalités, « P » comme prévention, « Q » comme qualité des soins, « C » comme complémentarité des structures, « B » comme biomédicale, « M » comme médicament, « N » comme nouvelle coopération internationale, « R » comme recherche, « D » comme décentralisation, et « L » comme liberté - Augmentation des effectifs de la santé scolaire et critères d'attribution aux départements - (p. 4000) : prise en compte du nombre d'élèves en section d'éducation spécialisée (SES), en classes préprofessionnelles de niveau (CPPN), en classes préparatoires à l'apprentissage (CPA) et en lycées d'enseignement professionnel (LEP) ; exemple du département du Nord - Réduction des inégalités et mission confiée à Mme Sylvie Leroux - Augmentation des crédits de prévention ; création de quatre conseils régionaux de promotion de la santé - Augmentation des dotations aux formations initiales ; stages pour les pharmaciens ; augmentations des bourses para-médicales, rémunération des infirmières stagiaires et gratuité des études dans les écoles para-médicales publiques - Formation continue - Réforme des études médicales et mise à parité des généralistes et spécialistes - Place de l'hôpital dans le système de santé ; transformation des hôpitaux psychiatriques ; mission du docteur Demay - Complémentarité entre structures privées et structures publiques : référence aux hôpitaux généraux remédicalisés ; concertation avec les fédérations des professionnels - Création d'emplois et conditions de travail : temps de travail du « linge de nuit » - Attachement au pluralisme des formes d'exercice pour l'exercice libéral et salarié, les généralistes et les spécialistes, la médecine ambulatoire et l'hôpital, le centre hospitalier ou l'hôpital général - Biomédical et attribution supplémentaire de scanographe ; reconquête du marché intérieur et hôpital de Langon - Relance des industries biomédicales ; Compagnie générale de radiologie (CGR) et relance des petites et moyennes entreprises ; fabricants et constructeurs des industries médico-chirurgicales (FACOMED) ; mission du professeur Fowiecz - Politique du médicament - Fiches de transparence - Développement des industries de principe actif et de l'industrie des génériques ; mission du professeur Damgoumau sur la pharmacologie clinique - (p. 4001) : négociation avec le syndicat national de l'industrie de la pharmacie (SNIP) sur les rapports publicité et recherche - Coopération et réponse aux besoins de l'Afrique ; annulation de l'accord créant l'Association de coopération pour le développement de l'Afrique (ACDA) - Aide aux pays en difficulté ; Liban ; hôpitaux envoyés au peuple sahraoui ; mission à Grenade ; réponses aux demandes du gouvernement polonais et égyptien - Augmentation des crédits à l'Institut Pasteur et à l'Institut national de la

santé et de la recherche médicale (INSERM) ; mission sur les besoins de la recherche en santé publique ; épidémiologie - Décentralisation de la santé ; pouvoirs des conseils d'administration des hôpitaux présidés par les maires et annulation des circulaires centralisatrices - Travailleurs et liberté de la santé - Suppression du secteur privé à l'hôpital public et suivi des recommandations de la Cour des comptes pour 1980, de la Direction générale de l'assistance sanitaire et sociale de 1976, de la recommandation du Conseil d'Etat de 1980 - Circulaire sur les droits démocratiques des personnels hospitaliers - Ampleur de la concertation engagée par le ministère - Préparation d'une charte de la santé : prévention et santé publique, soins ambulatoires, médicaments et biomédical, réforme des structures hospitalières - Maîtrise des dépenses de santé ; rapport du Conseil national du patronat français (CNPFP) sur l'entretien de la force de travail - Suppression de la couverture sociale des chômeurs de longue durée et rétablissement depuis le 10 mai 1981 - Proximité de la santé et de la culture - (p. 4024) : modalités de désignation des chefs de clinique ; propos tenus par le professeur Debré - (p. 4030) : critiques formulées contre la politique gouvernementale et droit pour les sénateurs à une réponse - Suppression du secteur privé hospitalier - Origine de la création du secteur privé hospitalier et volonté de regrouper l'ensemble du corps médical dans l'hôpital ; recréation progressive d'une ségrégation à l'intérieur de l'hôpital ; rapport de la délégation de l'inspection générale de la santé et de la Cour des comptes - (p. 4031) : légèreté des mesures de contrôle prises par l'ancien gouvernement ; avis du Conseil d'Etat - Médecine à deux vitesses et comparaisons avec l'enseignement universitaire ou l'existence de deux classes sur la SNCF - Corps médical de la maternité de Port-Royal et soutien à une consultation publique personnalisée - Secteur privé hospitalier et remboursement de la sécurité sociale - Suppression du secteur privé hospitalier et engagement de M. François Mitterrand, candidat à la présidence de la République - Concertation engagée avec les médecins - Suppression des consultations privées ; couverture sociale et retraite ; octroi d'un droit à donner des consultations dans le service public ; organisation de consultations personnelles publiques - Suppression des consultations et octroi d'un délai aux médecins - Possibilité d'une suppression du droit à consultation privée par extinction - Grève des médecins et étonnement quant à l'absence de grève face à la politique du précédent gouvernement - (p. 4032) : élection des chefs de service - Maintien de l'indemnité hospitalière - Suppression du secteur privé hospitalier et négociations en cours ; annonce du calendrier fin décembre ou début janvier - Défense de la médecine généraliste ; attitude de la Confédération des syndicats médicaux français - Mesures gouvernementales prises en faveur des médecins généralistes : prévention, prime d'installation, formation médicale, association à l'urgence et à la recherche - Qualité de l'acquis de la médecine généraliste ; médecine libérale ou médecine de groupe - Médecine sociale et centres de santé intégrés - Maintien des cliniques privées confessionnelles - Centre de santé Paul Paret à Marseille - Création par le précédent gouvernement d'un internat qualifiant avec rémunération et responsabilité et d'un statut de « résidents » pour les futurs généralistes : mise au même niveau des généralistes et création de la spécialité de généraliste - (p. 4033) : politique thermique et programmation d'une réunion à Luchon avec la Fédération française de thermalisme ; développement des stations en fonction des ressources en eau - Qualité de l'eau et développement traditionnel ; moindre qualité et réhabilitation en vue d'activités sociales de prévention - Problème spécifique de Vichy - Psychiatrie et hospitalisation ; développement de la psychiatrie de secteur - Maternités de Lure et de Luxeuil - Création de postes dans la médecine scolaire ; réunion d'un groupe de réflexion ; groupe spécifique sur la santé dentaire - Médecine du travail - Qualité du système français de santé et persistance d'une inégalité dans les soins ; exemple des ouvrières de la Lainière de Roubaix - (p. 4034) : problème de personnel de l'hôpital d'Ussel ;

modification des réglementations et réunion des présidents des commissions médicales consultatives - Création de nouvelles structures hospitalières à Béziers - Cliniques privées - Attribution de scanographes au secteur public ; prise en compte du critère de la géographie médicale - Attribution des équipements lourds et groupe de travail avec quatre fédérations du secteur privé - Scanographe et radiologie - Etre le ministre du droit à la santé des Français - **Examen des crédits - Etat B** (p. 4037) : achat de matériel français par les hôpitaux - (p. 4038) : abandon de la filière française - Implantation des scanographes - Reconquête du marché national et action des ministres - Carte d'implantation des scanographes ; négociation avec l'industrie biomédicale et les fédérations privées et publiques de l'hospitalisation.

**RAPUZZI (Irma)**, sénateur des Bouches-du-Rhône (S)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1981 (24 juillet 1981) (p. 1157).

#### DÉPÔTS

*Rapport spécial* fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Transports - I. Section commune - III. Transports intérieurs : transports terrestres** [n° 58, annexe 32 (81-82)] (23 novembre 1981).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)] - (28 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 2248) : loi de 1972 portant création des régions et disposition de l'article 4 relative aux délégations de pouvoirs, évoquée par M. *Pierre Schiélé* - Nécessité d'aller plus loin et réactions favorables au projet de la part des fonctionnaires municipaux et des élus locaux.

**Suite de la discussion** - (4 novembre 1981) - **Avant l'art. 1** (p. 2416) : circonstances de l'entretien qu'elle a eu avec M. *Michel Giraud*, rapporteur de la commission des lois, à propos de la visite du président du Sénat et du président de la commission chez le ministre de l'intérieur.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

#### *Deuxième partie :*

**Transports** - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - Rapporteur spécial (Section commune et transports terrestres) (p. 3390) : volonté du Gouvernement de mettre en oeuvre une politique nouvelle des transports - Importance du ministère des transports et budget sincère - Respect des contraintes des obligations antérieures - Cas de la Société nationale des chemins de fer français (SNCF) et de la Régie autonome des transports parisiens (RATP) - Budget de transition et amorce des nouvelles orientations soumises au Parlement en 1982 sous forme d'un projet de loi d'orientation relatif à la politique des transports - Rapport de la commission Kahn - Volonté d'une promotion des transports en commun - Succès du train à grande vitesse (TGV) - (p. 3391) : réouverture possible de quatre lignes ferroviaires - Effort d'investissement en faveur des transports en commun de province - Avis favorable au nom de la commission des finances à l'adoption du budget des transports.

**RAUSCH (Jean-Marie)**, sénateur de la Moselle (UCDP)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à abaisser la durée du travail pour certaines catégories de travailleurs manuels [n° 308 (80-81)] (15 juillet 1981).

*Avis* présenté, au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Postes et télécommunications** [n° 60, tome XXI (81-82)] (23 novembre 1981).

#### QUESTIONS

##### *Questions orales sans débat :*

n° 76 (JO Débats 22 juillet 1981) (p. 986) à M. le ministre de l'économie : **valeurs mobilières** (mesures pour éviter la chute de la Bourse de Paris).

n° 77 (JO Débats 22 juillet 1981) (p. 986) à M. le ministre de l'éducation nationale : **enseignement** (mesures pour pallier les difficultés scolaires des jeunes).

##### *Questions orales avec débat :*

n° 2 (JO Débats 12 juin 1981) (p. 737) à M. le ministre de la recherche : **recherche scientifique** (politique gouvernementale dans le domaine de la recherche) - Caducité le 22 juin 1981 - Reprise le 2 juillet 1981 (p. 778).

n° 44 (31 juillet 1981) (p. 1318) à M. le ministre chargé de l'énergie : **centrales nucléaires** (arrêt de la construction de la centrale nucléaire de Cattenom).

#### INTERVENTIONS

- **Questions orales avec débat jointes : politique énergétique** - (2 octobre 1981) - (p. 1826) : diversification et plan énergétique national - Dépérissement des régions de vieille tradition industrielle ; cas de la Lorraine et de la Moselle - Politique d'aménagement du territoire et volonté de rééquilibrage économique des régions - Décentralisation et risque d'apparition de nouveaux déséquilibres - Opposition au gel des tranches trois et quatre de la centrale de Cattenom - (p. 1827) : répercussions sur les emplois permanents et temporaires - Proximité d'une centrale et tarifs électriques préférentiels - Relance de la production du charbon lorrain - Production nucléaire et révision en baisse des objectifs du plan Giraud ; place laissée au charbon et coût de cette énergie - Appel à l'extérieur pour la moitié du charbon consommé - Nucléaire et absence d'incidence sur la balance commerciale - Abandon par le Gouvernement de trois tranches nucléaires sur les neuf prévues - Région lorraine et département de la Moselle ; importance de Cattenom.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

##### *Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Art. 40** (p. 3286) : son amendement n° 215, soutenu par M. *Adolphe Chauvin* ; suppression du prélèvement sur l'excédent d'exploitation du budget annexe des postes et télécommunications ; retiré.

##### *Deuxième partie :*

**Industrie** - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - (p. 3432) : dégradation de l'industrie au cours des six derniers mois - Méfiance des

milieux économiques envers la politique du Gouvernement - Déclarations intempestives et contradictoires de la part de membres du Gouvernement - Impôt sur les grandes fortunes et taxation de l'outil de travail à partir de deux millions de francs - Absence d'investissement et d'embauche en 1982 - (p. 3433) : initiative du Gouvernement cause d'un échec économique - Absence d'une doctrine industrielle réfléchie - Augmentation du nombre de faillites - Absence d'intérêt en faveur de la recherche dans l'industrie ; cas de certains secteurs en grande difficulté - Avantage espéré par le Gouvernement des récentes nationalisations - Inquiétude au sein de la population de la région lorraine - Lenteur dans l'élaboration du plan textile annoncé par le Gouvernement - Problème de la réduction du programme nucléaire - Perspective de production des bassins charbonniers - (p. 3434) : absence de doctrine socialiste en matière industrielle.

Postes et télécommunications - (4 décembre 1981) - Rapporteur pour avis (p. 3633) : conséquences de la politique gouvernementale - Progression des dépenses nettes de fonctionnement - Déficit prévisionnel de la poste - Augmentation de la rémunération des livrets de caisse d'épargne (CNE) - Versement au budget général d'une partie des excédents des télécommunications et solidarité interministérielle ; caractère exceptionnel - Télématique : nouveaux produits ; Télétel ; risque de relâchement des investissements - Nombre des lignes téléphoniques et satisfaction des demandes des usagers - (p. 3634) : qualité des transmissions ; rénovation des installations anciennes ; fin de la tendance à la baisse des investissements pour les télécommunications - Augmentation de la taxe de base téléphonique et action contre l'endettement des télécommunications ; revalorisation régulière des tarifs publics - Ralentissement des investissements publics et répercussion sur les activités des entreprises ; gain de productivité et situation de suremploi - Projet d'installation de la société canadienne Mitel dans les Vosges - Télématique : installation de terminaux annuaires électroniques dans les bureaux de poste ; équipement des ménages ; invasion de matériels importés d'extrême-orient ; financement de la politique du Gouvernement ; fabrication de fibres optiques ; information du Parlement - Stagnation en valeur des crédits d'investissement consacrés aux télécommunications et à la recherche - S'en remet à la sagesse du Sénat sur le budget annexe des PTT.

Articles non rattachés à l'examen des crédits - (12 décembre 1981) - In fine (p. 4179) : son amendement n° 544, soutenu par M. Louis Jung : montant maximum des sommes versées annuellement par l'entreprise à chaque bénéficiaire ; retiré.

RAYBAUD (Joseph), sénateur des Alpes-Maritimes (GD)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

Vice-président de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du deuxième projet de loi de finances rectificative pour 1981 (27 octobre 1981) (p. 2202).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du troisième projet de loi de finances rectificative pour 1981 (17 décembre 1981) (p. 4353).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du quatrième projet de loi de finances rectificative pour 1981 (21 décembre 1981) (p. 4488).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à modifier l'article 9 de la loi du 10 août 1871 [n° 212 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980, JO Débats 2 avril 1981) - **Conseils généraux.**

*Participation au rapport d'information* fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur les activités des institutions des Communautés européennes entre le 1<sup>er</sup> novembre 1980 et le 30 avril 1981 en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les Communautés européennes [n° 286 (80-81)] (2 juillet 1981).

*Avis* présenté, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 371 (80-81)] relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 34 (81-82)] (22 octobre 1981) - **Collectivités locales.**

*Rapport spécial* fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Intérieur et décentralisation** [n° 58, annexe 16 (81-82)] (23 novembre 1981).

*Participation au rapport d'information* fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur les activités des institutions des communautés européennes, entre le 1<sup>er</sup> mai 1981 et le 31 octobre 1981, en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979, portant création de délégations parlementaires pour les Communautés européennes [n° 89 (81-82)] (2 décembre 1981).

## QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 59 (JO Débats 10 juillet 1981) (p. 872) à M. le ministre chargé du budget : **hôtels et restaurants** (hôtels de luxe : conséquences du relèvement de la TVA).

n° 60 (JO Débats 10 juillet 1981) (p. 873) à M. le ministre de l'intérieur : **pollution (eau)** (action des collectivités locales en matière d'assainissement : crédits).

n° 61 (JO Débats 10 juillet 1981) (p. 873) à M. le ministre de l'intérieur : **police** (Nice et Cannes : accroissement de l'effectif des policiers permanents).

n° 62 (JO Débats 10 juillet 1981) (p. 873) à M. le ministre de l'intérieur : **forêts** (renforcement des moyens de lutte contre les incendies de forêts).

n° 161 (JO Débats 28 novembre 1981) (p. 3292) à M. le ministre des transports : **sécurité routière** (conditions de roulage sur un tronçon de la RN 202).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume de Norvège en vue d'éviter les doubles impositions, de prévenir l'évasion fiscale et d'établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune** [n° 299 (80-81)] - (15 juillet 1981) - Rapporteur, en remplacement de M. Yves Durand - **Discussion générale** (p. 887) : convention franco norvégienne de 1953 et évolution des législations internes et de la pratique fiscale internationale ; modèle de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) - Plateau continental et eaux territoriales - Définition du bénéfice imputable à l'établissement stable - Exonération d'impôt à la source sur les intérêts des crédits et prêts à l'exportation - Transferts de technologie - Zone de Frigg - Activité des compagnies pétrolières françaises - Utilisation de la langue française pour la rédaction de cet accord - Urgence de la ratification - Position favorable de la commission des finances.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant modifiant la convention du 27 novembre 1964 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Japon tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu [n° 298 (80-81)]** - (15 juillet 1981) - Rapporteur, en remplacement de M. Yves Durand - **Discussion générale** (p. 888) : convention franco japonaise de 1964 et évolution des législations internes et de la pratique fiscale internationale ; modèle de l'OCDE - Notion de résident - Transfert de l'impôt fiscal aux actionnaires étrangers - Exonération des intérêts des crédits et prêts à l'exportation - Relations commerciales entre la France et le Japon - (p. 889) : échanges culturels franco japonais - Position favorable de la commission des finances.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]** - (28 octobre 1981) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 2233) : rend hommage à *Lionel de Tinguy*, rapporteur du projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales - Dispositions du projet en examen - Suppression du contrôle *a priori* et principe de la libre administration des collectivités locales - Transfert de l'exécutif au président du conseil général et du conseil régional - Liberté d'engagement des dépenses - Organisation du contrôle juridictionnel - Transfert du contrôle de la comptabilité du secteur public local de la compétence de la Cour des Comptes à celle des chambres régionales - (p. 2234) : compétence des chambres régionales des comptes - Procédure de contrôle *a posteriori* et insuffisance des garanties d'efficacité - Addition des délais requis et lenteur de la procédure - Lourdeur du système : inquiétude des élus quant à leur responsabilité personnelle - Droit de réquisition - Compétence comparée de la Cour des Comptes et des chambres régionales des comptes et moyens donnés aux juridictions - Risque de développement de nouvelles tutelles - (p. 2235) : agences techniques départementales - Transformation de la région en collectivité territoriale : élargissement de compétences et ressources nouvelles ; compétences d'attribution ; extension de ses compétences en matière d'intervention économique et de planification - Augmentation des dépenses régionales et problème du plafond des ressources - Régionalisation du plan et problème de coordination ; risque de conflit entre la région et les collectivités territoriales de dimensions inférieures - Coordination des investissements publics locaux dans la région et création d'un comité à cet effet - (p. 2236) : absence de mécanisme d'arbitrage - Modalités de transformation de l'établissement public régional en collectivité territoriale ; préalable du transfert de ressources de l'Etat aux régions - Problème de la création des services de la région : chambre régionale des comptes ; assitants de vérification - Risque d'augmentation de la pression fiscale - Développement des compétences des collectivités locales et transfert de ressources nouvelles - Allègements de charges prévus au chapitre III du titre IV - Dotation culturelle ; dotation pour le logement des instituteurs ; suppression des contingents de police ; dotation justice - Modifications au projet proposées par la commission des finances - (p. 2237) : création d'une dotation globale d'équipement (DGE) - Importance de la réforme et difficultés d'application.

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1981) - Rapporteur pour avis - **Titre I (suite)** - **Art. 3** (p. 2462) : son amendement n° I-59 : limitation de la transmission à la chambre régionale des comptes des comptes administratifs des communes importantes ; devenu sans objet - Son amendement n° I-60 : contrôle administratif du représentant de l'Etat pour les délibérations relatives au budget des avances, emprunts, garanties d'emprunts et marchés ; caractère exécutoire de plein droit des délibérations dans un délai de quinze jours ; devenu sans objet - (p. 2463) : son amendement n° I-61 : saisine du tribunal administratif par le représentant de l'Etat dans le département dans les deux mois après notification et information préalable du maire ; adopté - **Art. 5 A** (p. 2490) : son amendement n° I-63, soutenu par M. Jacques Descours-Desacres : suppression

des dispositions de cet article sur l'intervention de la chambre régionale des comptes au stade de l'établissement des documents budgétaires ; devenu sans objet - (p. 2491) : son amendement n° I-64, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : détermination du budget de la commune dans un délai de 15 jours après la communication des documents utiles à l'établissement du budget ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (6 novembre 1981) - Rapporteur pour avis - **Titre I (suite)** - **Art. 5** (p. 2530) : son amendement n° I-66, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : modification de la définition de la notion d'équilibre réel du budget communal ; retiré - (p. 2534) : ses amendements de coordination n° I-69 et I-70, soutenus par M. Jacques Descours Desacres ; retirés - (p. 2535) : sur l'amendement n° I-102 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression du contrôle *a priori* sur la nouvelle délibération du conseil municipal), son sous-amendement n° I-68 soutenu par M. Jacques Descours Desacres : deuxième délibération : rectification du budget initial et non budget supplémentaire ; repris dans l'amendement n° I-102 de M. Michel Giraud, rapporteur.

**Suite de la discussion** - (10 novembre 1981) - Rapporteur pour avis - **Titre I (suite)** - **Art. 6** (p. 2555) : déclare applicable l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° I-104 de M. Michel Giraud, rapporteur (déficit égal ou supérieur à 10 % des ressources pour les communes de moins de 20000 habitants et à 5 % pour les autres ; intervention de la chambre régionale des comptes et possibilité d'emprunt exceptionnel) - Son amendement n° I-71 identique à l'amendement n° I-230 de M. Georges Berchet soutenu par M. Charles Beaupetit : déficit égal ou supérieur à 10 % des ressources et intervention de la chambre régionale des comptes ; devenu sans objet - **Art. 8** (p. 2563) : son amendement n° I-72 : compétence du représentant de l'Etat pour le contrôle de la légalité des dispositions budgétaires ; devenu sans objet - (p. 2564) : son amendement n° I-73 : mise en demeure du représentant de l'Etat et inscription de la dépense au budget de la commune ; caractère exécutoire du budget modifié ; devenu sans objet - **Art. 9** (p. 2565) : son amendement n° I-74 : comptable de la commune et production des comptes devant la chambre régionale des comptes ; décision par voie de jugements ; adopté.

**Suite de la discussion** - (12 novembre 1981) - Rapporteur pour avis - **Titre I (suite)** - **Art. 10** (p. 2576) : son amendement n° I-75 : rôle d'arbitre de la chambre régionale des comptes ; fixation par décret des pièces justificatives que le comptable peut exiger ; adopté - **Titre II - Art. 18 septies** (p. 2615) : son amendement n° II-24, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : création d'une agence technique départementale subordonnée à la majorité qualifiée des deux tiers du conseil général ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (13 novembre 1981) - Rapporteur pour avis - **Titre I - Art. 14 (suite)** (p. 2651) : son amendement n° I-77, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : suppression de la notion d'avis motivé de la chambre régionale des comptes sur le budget voté ; retiré.

**Suite de la discussion** - (16 novembre 1981) - Rapporteur pour avis - **Titre II (suite)** - **Art. 38** (p. 2694) : son amendement n° II-32, soutenu par M. Jacques Descours Desacres et identique à l'amendement n° II-74 de M. Michel Giraud, rapporteur : conditions d'assujettissement des comptables à la chambre régionale des comptes ; retiré.

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - Rapporteur pour avis - **Titre I - Art. 4 (suite)** (p. 2767) : son amendement n° I-62 : intervention économique communale et limitation au domaine immobilier ou foncier ; retiré le 18 novembre 1981.

**Suite de la discussion** - (18 novembre 1981) - Rapporteur pour avis - **Titre II - Art. 34 (suite)** (p. 2789) : son amendement de coordination n° II-28 ; retiré - **Titre III**

(suite) - Après l'art. 48 bis (p. 2804) : sur l'amendement n° III-64 de M. Michel Giraud, rapporteur (participation des régions au capital des sociétés de développement régional et des sociétés de financement interrégionales), son sous-amendement n° III-32 : plafond à la prise de participation d'une région dans le capital de ces sociétés ; adopté.

Suite de la discussion - (19 novembre 1981) - Rapporteur pour avis - Titre IV - Art. 56 bis (p. 2859) : son amendement n° IV-17 : mise à la disposition des chambres régionales des comptes d'agents des services extérieurs du Trésor et possibilité de détachement d'autres agents de l'Etat ou des collectivités territoriales auprès des chambres régionales ; rejeté - Art. 57 (p. 2860) : son amendement n° IV-19 : alignement des pouvoirs des chambres régionales des comptes sur ceux de la Cour des comptes ; adopté - Art. 58 bis (p. 2862) : sur l'amendement n° IV-56 de M. Michel Giraud, rapporteur (calendrier prévisionnel des chambres régionales des comptes), son sous-amendement n° IV-29 : création de chambres interrégionales des comptes ; adopté - Art. 63 (p. 2867) : déclare applicable l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° IV-14 de M. Pierre Schiélé (prise en charge des dépenses de police par l'Etat dans les communes ne disposant pas d'une police d'Etat) - Titre V (nouveau) après l'art. 65 (suite) (p. 2875) : son amendement n° I-57, précédemment réservé : accroissement des charges résultant d'un transfert de compétences et transfert de ressources ; retiré - (p. 2877) : son amendement n° V-28 : dotation en justice dès 1982 et compensation des charges inscrites aux budgets locaux pour cette même année ; adopté - (p. 2878) : son amendement n° V-22 : dotation globale d'équipement aux communes et subventions d'investissements aux collectivités locales pour des opérations d'aménagement du territoire ou des actions d'intérêt national ; adopté - (p. 2879) : son amendement n° V-23 : progression de la dotation globale d'équipement ; adopté - Son amendement n° V-24 : montant comparé supérieur de la dotation globale d'équipement par rapport aux subventions spécifiques d'investissements ; adopté - (p. 2880) : son amendement n° V-25 : répartition de la dotation globale d'équipement entre les communes ; adopté - (p. 2881) : son amendement n° V-26 : inscription de la dotation globale d'équipement à la section d'investissement du budget communal ou du budget de l'organisme de coopération qui en bénéficie sans affectation particulière ; adopté - Son amendement n° V-27 : conditions d'emploi de la dotation globale d'équipement ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

#### Deuxième partie :

Intérieur et décentralisation - (9 décembre 1981) - Rapporteur spécial - (p. 3941) : progression appréciable de ce budget, mais faible par rapport à l'an dernier - Prédominance des dépenses de police - (p. 3942) : progression de 17,9 % des concours de l'Etat aux collectivités locales pour 1982 - Motifs de satisfaction concernant les dotations allouées aux réseaux urbains, au fonds de compensation pour la TVA et aux constructions publiques - Insuffisance des subventions pour la voirie locale - Demande d'une amélioration de ces crédits au nom de la commission - Dotation globale de fonctionnement (DGF) pour 1982 fixée à 51,85 milliards de francs ; en augmentation de 13,18 % ; modalités de calcul de la DGF - (p. 3943) : rapport du Gouvernement sur le fonctionnement de la DGF témoignant de son action efficace au service des collectivités locales - Nette priorité en faveur de la police nationale - Effort important en matière de recrutement - Modernisation du matériel, développement des moyens modernes de transmission, amélioration de l'armement - Augmentation des crédits en faveur de la sécurité civile - Majoration des dotations affectées au groupement aérien pour la lutte contre les incendies de forêt - Acquisition de trois nouveaux Canadair et deux DC-6 bombardiers d'eau - Efficacité des services de la sécurité civile et lutte contre les feux de forêts - Lacunes concernant les moyens de protection des populations civiles

en cas de conflit nucléaire dénoncé par M. Edouard Bonnefous - Insuffisance des dotations les concernant - Absence de moyens nouveaux pour les personnels de préfecture en 1982 - Renforcement des effectifs des tribunaux administratifs et rattachement éventuel au ministère de la justice - Au nom de la commission des finances, propose l'adoption des crédits du budget de l'intérieur et de la décentralisation et de l'article 61 de la loi de finances - Examen des crédits - Etat B (p. 3962) : s'oppose à l'amendement n° 529 de M. François Collet, soutenu par M. Adrien Gouteyron (réduction des crédits du titre III : intégration progressive des primes de risques dans le traitement soumis à retenue pour la pension des policiers).

**REGNAULT (René), sénateur des Côtes-du-Nord (S)**

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.
- Est nommé membre suppléant du comité consultatif du fond national des abattoirs (21 juillet 1981) (p. 950).
- Est nommé membre suppléant de la commission nationale d'urbanisme commercial (17 septembre 1981) (p. 1547).
- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (28 octobre 1981) (p. 2230).

#### QUESTIONS

##### Questions orales avec débat :

- n° 83 (9 décembre 1981) (p. 3964) à M. le ministre de l'éducation nationale : médecine scolaire (situation du service social de santé scolaire).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 310 (80-81)]**

Suite de la discussion - (24 juillet 1981) - Art. 10 (p. 1142) : difficultés des lycées d'enseignement professionnel et nécessité de création de postes - Art. 11 (p. 1143) : création du ministère de la mer - Mécontentement justifié du milieu marinier - Pêche artisanale et hauturière - (p. 1144) : crédits nouveaux du ministère de la mer - Caractère ponctuel des mesures prises - Nécessité d'une réforme globale après concertation - Mesures en faveur du transport aérien, la météorologie et la protection civile - Souhaite la fin du démantèlement du réseau de la SNCF - Crédibilité des lignes aériennes intérieures - Liaison Bretagne-Normandie - R.N. 12.

- **Projet de loi sur l'exploration et l'exploitation des ressources minérales des grands fonds marins [n° 384 (80-81)] - (8 octobre 1981) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 1913) : volonté du Gouvernement de pratiquer une réelle politique de la mer.**

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 19 (81-82)] - (22 octobre 1981) - Discussion générale (p. 2095) : nationalisation proposée des deux sociétés sidérurgiques Usinor et Sacilor - Crise sidérurgique mondiale ; concurrence des pays en voie de développement ; diminution des consommations intérieures - Insuffisance de l'effort français de recherche et d'innovation - Diminution de la production nationale - Utilisation insuffisante des capacités de production - Baisse des prix - Modernisation et suppressions d'emplois - Conséquence pour les régions concernées - Politique européenne et française en matière**

d'industrie sidérurgique au cours des dernières années : plan Davignon de 1977 et effort d'organisation du marché européen ; prêts du Fonds de développement économique et social (FDES) ; réduction d'effectifs et plan social - Régime de quota de production imposé par la commission des communautés européennes en 1980 - Convention du 29 juillet 1966 entre l'Etat et la sidérurgie et modernisation insuffisante ; mauvaise utilisation des fonds publics - Dispositions du projet : conversion des prêts du FDES en actions des sociétés Usinor et Sacilor - (p. 2096) : table ronde annoncée par le Premier ministre - Précision nécessaire sur la politique industrielle du Gouvernement - Rôle du plan intérimaire et du futur plan quinquennal - Soutien nécessaire au Gouvernement - Nationalisation et protection des intérêts des petits porteurs - Droits et garanties des travailleurs - Confiance des socialistes dans l'action du Gouvernement.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

Suite de la discussion - (5 novembre 1981) - Titre I (suite) - Après l'art. 4 (p. 2481) : son amendement n° I-142 : création par les syndicats de communes de services d'assistance juridique, technique ou financière ; réservé jusqu'au chapitre II du titre III bis.

Suite de la discussion - (12 novembre 1981) - Titre II - Art. 18 septies (p. 2614) : son amendement n° II-144, soutenu par M. Franck Sérusclat : nouvelle rédaction de cet article pour étendre aux communes et aux établissements publics intercommunaux la possibilité de créer des agences techniques départementales ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de nationalisation [n° 36 (81-82)]**

Suite de la discussion - (23 novembre 1981) - Discussion générale (p. 2995) : place du projet de nationalisation dans le projet global de la nouvelle majorité - Pouvoir politique et pouvoir économique - Crise économique et problème de l'emploi ; nécessité de la planification et de l'aménagement du territoire - Méfaits de l'économie libérale et coût social des décisions prises au cours des dernières années - (p. 2996) : stratégie industrielle et rôle d'entraînement du secteur public - Accès des travailleurs à la gestion des entreprises nationalisées - Nationalisation du crédit ; contrats de plan ; moyens financiers nécessaires aux petites et moyennes entreprises (PME) - Etatisation ou nationalisation - Composition du conseil d'administration des entreprises nationalisées - Rôle du plan ; planification démocratique - Restructurations : exemple du secteur bancaire - Rôle des nationalisations dans la politique de l'emploi et du développement social - (p. 2997) : définition de droits nouveaux pour les travailleurs : participation au conseil d'administration ; rôle des comités d'entreprises ; consultation des organisations syndicales - Exemple de la Régie Renault : accords de 1955 et innovations sociales : garantie de ressources ; mensualisation ; congés payés ; travail à mi-temps - Niveau des salaires - Projet de loi ultérieur sur l'organisation et la démocratisation du secteur public - Audition des organisations syndicales par la commission spéciale, évoquée par M. Jean Chérioux, rapporteur - Collège des salariés - Démocratie dans l'entreprise - (p. 2998) : aspirations des travailleurs - Actionnariat salarié - Duperie de la loi sur l'intéressement - Modalités envisagées d'indemnisation et hausse des cours de la Bourse - Spéculation boursière, évoquée par M. Etienne Dailly, preuve du niveau correct d'indemnisation prévu - Représentation des cadres - (p. 2999) : absence de représentation spécifique des cadres au conseil d'administration, évoquée par M. Jean Chérioux, et adhésion des cadres au syndicat de leur choix - Cohérence du projet de Gouvernement : nationalisations ; décentralisation ; planification - Soutien du groupe socialiste à l'action du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

Deuxième partie :

Transports - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - (p. 3405) : politique du nouveau Gouvernement en faveur des transports publics, des transports collectifs de voyageurs, de la modernisation et de l'extension du réseau routier - Abandon des routes nationales ces dernières années et effort de rattrapage nécessaire - Nécessité d'achever le plan routier de la Bretagne - Déclin du réseau secondaire de la Société nationale des chemins de fer français (SNCF) - Réouverture de certaines lignes secondaires - Place importante du réseau ferré en matière d'aménagement planifié du territoire - (p. 3406) : annonce d'une desserte de la Bretagne par le train à grande vitesse (TGV) - Mauvaises conditions de fonctionnement dans le domaine de l'aviation civile des lignes de troisième niveau, opportunité d'une étude de ce problème - Elaboration en cours d'un projet de loi d'orientation concernant les transports intérieurs - Soutien du groupe socialiste sur ce projet.

Plan et aménagement du territoire - (2 décembre 1981) (p. 3508) : création d'un ministère regroupant l'aménagement du territoire, l'économie sociale et le Commissariat général du plan - Atomisation des autorités et multiplication des mécanismes et dispositifs ; exclusion des élus et absence de cohérence - Crise économique et accroissement des disparités régionales - (p. 3509) : nouvelle stratégie de développement et concertation ; coordination entre les initiatives publiques ou privées et planification - Importance de la recherche et de la formation - Loi sur la décentralisation - Planification et conditions du succès économique ; articulation avec les plans régionaux et solidarité nationale - Réformes institutionnelles et attribution d'une autorité réelle et déterminante à la région - Renouveau économique et plan intérimaire de 2 ans - Création du ministère du plan et cohérence de la politique gouvernementale - Elaboration du plan quinquennal - Accroissement des crédits, notamment à la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) ; primes de développement régional et Fonds d'aide à la décentralisation - Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire (FIAT) et plan du Grand Sud-Ouest - Faible croissance des crédits du Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) - Conservatoire du littoral et aménagement des espaces acquis - Crédits du Commissariat général du plan et accroissement de ses effectifs - Renforcement des moyens du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) - Importance de l'économie sociale ; poids économique du mutualisme et de la coopération - (p. 3510) : relance et adaptation de l'économie sociale - Mission essentielle et significative de la planification - Souhait d'un abondement des crédits du FIDAR - Crainte de l'exclusion de la France du Fonds européen de développement régional (FEDER) - Crise économique et importance de la planification - Décentralisation, nationalisation, planification et promotion d'une société nouvelle - Vote favorable du groupe socialiste sur ce projet de budget.

Services du Premier ministre (suite) - I. Services généraux (suite) : Services divers rattachés - Fonction publique - Formation professionnelle - Droits de la femme - (3 décembre 1981) - (p. 3539) : projet de loi de décentralisation et incidence sur le statut des agents des collectivités locales ; création d'une fonction publique locale autonome ; revalorisation de la formation et des rémunérations des agents des collectivités locales ; droits et garanties - Formation professionnelle : lutte contre le chômage et rôle de la formation professionnelle - Formation initiale : formation à temps plein ; apprentissage - Prise en compte des perspectives industrielles économiques et sociales du pays ; spécificités locales et régionales - Formation des représentants syndicaux - Plan « Avenir jeunes » : crédits de rémunération des stagiaires ; rapport Schwartz - (p. 3540) : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) - Apprentissage - Formation continue des artisans - Ecoles d'apprentissage maritime : cas de l'école du Trioux - Centres de formation professionnelle pour adultes - Enseignement technique public - Abrogation de la loi Legendre sur l'alternance - Centres de formation d'apprentis (CFA) et statut de leurs

personnels - Vote favorable du groupe socialiste sur ce budget.

**Intérieur et décentralisation** - (9 décembre 1981) - (p. 3951) : période de régression économique et accroissement des inégalités - Aménagement en matière d'aide aux équipements des collectivités locales - Souhait d'une mise en place rapide dans le cadre institutionnel de la réforme sur les droits et les libertés des collectivités territoriales - Attente de la parution du projet de loi complémentaire à cette transformation - Projet de budget et nouvelle orientation du Gouvernement de la gauche - Hausse mesurée des crédits de fonctionnement - Subvention d'équipement traduisant un renversement de la tendance du gouvernement précédent - (p. 3952) : ensemble des concours de l'Etat aux collectivités locales s'élevant à 100 milliards de francs pour 1982 - Augmentation de 15,2 % de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Absence d'ajustement de la DGF en 1982 - Nécessité pour le Gouvernement d'apporter un complément - Augmentation des ressources des collectivités locales pour 1982 par diverses mesures résultant de la loi de décentralisation - Insatisfaction de l'assiette de référence de la DGF - Augmentation de 25 % des subventions d'équipement concernant l'assainissement et de 47 % pour les constructions publiques - Faible concours apporté à la voirie communale - Rôle des communes et des départements en matière d'instruction des dossiers, comme en matière financière, s'agissant de la loi sur les compétences - Nécessité d'une réforme fiscale - Injustice de la taxe d'habitation et inadaptation de la taxe professionnelle - Difficultés rencontrées par les collectivités locales pour financer leurs investissements - Etude par le Gouvernement d'une réorientation de la politique des prêts - Au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'adoption du budget de l'intérieur et de la décentralisation.

**Mer** - (11 décembre 1981) - (p. 4067) : création du ministère de la mer et progression des crédits - Difficultés des ports français et détournements de trafic - Crédits de paiement pour les ports maritimes et la flotte de commerce - Cabotage - Crédits des pêches maritimes et des cultures marines - Dotation en faveur de la pêche artisanale - Aide au carburant - Aquaculture : lutte contre l'épidémie survenue en ostréiculture - Sécurité de la navigation en Manche et prévention - Crédits de la Société nationale de sauvetage en mer - Ecoles d'apprentissage maritime : école du Trieux - Salaires forfaitaires et salaires réels des marins : rapport Dufour - Concertation du Gouvernement avec les armateurs et les syndicats - Contribution de la France à l'élaboration d'un droit international de la mer - (p. 4068) : vote favorable du groupe socialiste.

- **Projet de loi approuvant le Plan intérimaire pour 1982 et 1983** [n° 118 (81-82)] - (22 décembre 1981) - **Question préalable** (p. 4541) : opposition à la motion n° 1 de M. Jacques Braconnier, rapporteur (décision du Sénat de ne pas poursuivre la délibération sur le texte en discussion) - Participation des régions au débat sur le plan intérimaire - (p. 4542) : causes structurelles et conjoncturelles de la crise : libéralisme économique ; ralentissement de l'évolution du produit intérieur brut - Volonté de changement : relance de l'économie ; réduction des inégalités ; réformes structurelles économiques, sociale et culturelle ; planification et coordination - Cohérence du projet de plan intérimaire - Plan quinquennal à venir : réforme sur les droits et libertés des communes, des départements et des régions ; nationalisations - Objectifs et moyens du Gouvernement et de la majorité parlementaire - Démocratie politique, économique et sociale - Droits des travailleurs - Relance des investissements et importance du secteur public élargi - Crise structurelle de secteurs entiers de l'industrie et reconversion - Création d'emplois - Immobilisation des forces économiques et sociales - Planification décentralisée - Esprit d'entreprise : reconquête du marché intérieur - Réforme fiscale - Environnement économique - Solidarité et temps de travail - Réduction des inégalités sexistes - Association des régions, des collectivités locales et des

groupes socio-professionnels à l'élaboration du futur plan quinquennal - Relance de la consommation intérieure - (p. 4543) : cas de la Bretagne : agriculture et énergie ; dépendance de l'agriculture ; recherche et promotion des énergies nouvelles ; ressources de la mer - Logements neufs et habitat ancien ; logements sociaux ; insuffisance de main d'oeuvre qualifiée ; taux d'intérêt - Poursuite des grands équipements structurants : désenclavement des régions par route, par fer, par eau ou par air - Achèvement du plan routier breton et abondement de l'enveloppe pour 1982 - Electrification du réseau SNCF et projet de train à grande vitesse (TGV) - Pouvoirs publics et développement des régions - France urbaine et rurale - Attitude d'opposition systématique de la majorité sénatoriale - Relance des petites et moyennes entreprises (PME) et des petites et moyennes industries (PMI) - Nouvelle citoyenneté dans l'entreprise et la cité - Développement de l'économie sociale : coopération ; mutualisme - Opposition à la question préalable - (p. 4544) : inutilité de la fonction du Sénat - Volonté d'accomplissement d'un travail de législateur par le groupe socialiste - Défense de la France.

**REPIQUET (Georges)**, sénateur de la Réunion (RPR)

#### NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires étrangères.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (29 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 2274) : projet gouvernemental et avenir institutionnel de notre pays - Lacunes du projet et incertitude gouvernementale - Trahison des Français d'outre-mer ; absence de garantie de maintien du statut départemental outre-mer et compromission de l'unité institutionnelle du pays et de l'égalité des Français - Confusion entre décentralisation administrative et politique - Décentralisation politique et conception fédérative de l'Etat ; importance des pouvoirs dans les départements d'outre-mer d'une assemblée unique regroupant le conseil général et le conseil régional : rupture de l'unité politique de notre pays - (p. 2275) : mise en cause de la solidité des liens unissant les départements d'outre-mer à la métropole - Incertitude sur le redécoupage cantonal dans la perspective d'un prochain renouvellement des conseils généraux - Attachement des populations d'outre-mer au statut départemental.

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 3** (p. 2461) : soutient l'amendement n° I-296 de M. Christian de La Malène (nullité des actes des autorités municipales, contrevenant à la loi et saisine de la juridiction administrative par le délégué du Gouvernement, trois conseillers municipaux ou cinquante électeurs de la commune ; sursis à exécution de la délibération ou l'arrêt en cas de saisine).

**Suite de la discussion** - (6 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 5** (p. 2534) : soutient l'amendement n° I-47 de M. René Tomasini (exercice par le représentant de l'Etat de tous les pouvoirs dévolus au conseil municipal en matière fiscale et budgétaire) - (p. 2536) : soutient l'amendement n° I-318 de M. François Collet (ouverture du recours aux citoyens).

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Art. 14** (p. 3218) : soutient l'amendement n° 471 de M. Paul

Malassagne (taxation des frais généraux : suppression des frais de congrès et manifestations assimilées et précisions relatives aux frais de croisières).

*Deuxième partie :*

**Relations extérieures** - (3 décembre 1981) - (p. 3569) : changement politique en France et incidence éventuelle sur la politique étrangère : intérêts fondamentaux du pays - Nouvelle dénomination du ministère - Budget de transition : créations d'emplois ; renforcement de la sécurité des postes français à l'étranger ; assassinat de M. Louis Delamare, ambassadeur de France au Liban - Budget de la coopération : aide au développement et notamment aux pays les moins avancés (PMA) ; action bilatérale et aide multilatérale ; programmes internationaux - Insuffisance des crédits d'action culturelle, scientifique et technique à l'étranger ; coopération avec la télévision tunisienne ; émissions radiophoniques ou télévisées françaises à l'étranger - Emetteur de Guyane - (p. 3570) : inadaptation du projet de loi de finances pour 1982 à la situation économique de la France ; incertitude de la politique extérieure - Vote du groupe UREI contre ce budget.

**RIBES (Pierre)**, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion (nommé le 5 novembre 1980 dans le gouvernement Barre) (JO Lois et décrets 6 novembre 1980, p. 2582)

**RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT**

n° 10 de M. Pierre Salvi : radiodiffusion et télévision (réglementation de l'utilisation de la « Citizen Band » (3 avril 1981) (p. 498, 499).

**RIGOU (Michel)**, sénateur de la Charente-Maritime (GD-SRG)

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des affaires économiques.

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière** [n° 367 (80-81)] - (23 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1610) : nullité du contrat de travail d'un étranger en situation irrégulière - Pérennisation de la clandestinité - Transformation de l'infraction en délit - Amélioration de la protection des travailleurs étrangers - Fin de la situation précaire des immigrés - Lutte contre le travail clandestin - Immigrés déclarés et cotisant à la sécurité sociale et à l'assurance chômage - (p. 1611) : preuve de son ancienneté pour un travailleur clandestin - Utilité d'une inscription obligatoire d'embauche pour le salarié immigré - Emploi d'étrangers en situation irrégulière et concurrence déloyale pour les entreprises - Position favorable de la formation des radicaux de gauche - Projet réaliste et moralisateur.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 3** (p. 2461) : soutient l'amendement n° I-192 de M. Jean Béranger (réduction du délai de notification des décisions des autorités municipales et du délai de saisine du tribunal administratif) - (p. 2469) : soutient l'amendement

n° I-193 de MM. Jean Béranger et André Jouany (fixation du délai de saisine du tribunal administratif à deux mois).

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - **Titre III - Art. 45 bis** (p. 2756) : soutient l'amendement n° III-215 de M. Jean Béranger, identique aux amendements n° III-55 de M. Michel Giraud, rapporteur et n° III-216 de M. Paul Girod (suppression de cet article concernant l'application de la loi à la région Corse) - **Titre I - Art. 4 (suite)** (p. 2769) : soutient l'amendement n° I-195 de M. Jean Béranger (interventions économiques communales et limitation à 10 % des ressources fiscales directes des subventions concernées et à 25 % de la dette pour les garanties d'emprunts) - Soutient l'amendement n° I-406 de M. France Léchenault (limitation à 5 % des recettes fiscales du montant des engagements financiers communaux faits pour interventions économiques ; interventions et possibilité d'expertise financière) - (p. 2770) : soutient l'amendement n° I-407 de M. France Léchenault (interventions économiques et fixation de la quotité des recettes fiscales concernées ; possibilité d'expertise financière) - (p. 2771) : soutient l'amendement n° I-408 de M. France Léchenault (contraction d'un emprunt, obtention d'une caution ou garantie communale et intervention de la chambre régionale des comptes).

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Discussion des articles de la première partie :*

(24 novembre 1981) - **Art. 3** (p. 3066) : soutient l'amendement n° 237 de M. Josy Moinet (déductions fiscales pour les handicapés).

**Suite de la discussion** - (26 novembre 1981) - **Art. 12** (p. 3195) : son amendement n° 242 déposé avec M. Josy Moinet : substitution au prélèvement sur les provisions techniques des assurances d'une taxe sur les conventions d'assurance ; retiré.

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Art. 14** (p. 3217) : taxation des frais généraux : importance des congrès et réunions pour le mouvement coopératif et mutualiste - Se prononce contre la taxation de tels frais - **Après l'art. 18** (p. 3236, 3237) : ses amendements déposés avec M. Josy Moinet, n° 245 (non application de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers aux carburants utilisés par les services de transports interurbains et scolaires de voyageurs par autocar), et n° 243 (non application de cette taxe aux carburants utilisés par les services de transports scolaires) - Incitation aux transports collectifs et économies d'énergie - Coût des transports scolaires pour l'Etat, les collectivités et les familles - **Art. 25 ter** (p. 3258) : son amendement n° 379 : réduction des droits indirects sur les alcools pour les petits producteurs et prise en compte de la seule superficie exploitée en vignes ; retiré - (p. 3259) : son amendement n° 380 : taxation des alcools : diminution des droits pour les petits producteurs et augmentation de la surface admise pour les producteurs qui utilisent de la main d'oeuvre permanente ; contrepartie financière dans l'augmentation du droit de timbre sur les chèques non barrés ; adopté - (p. 3260) : son amendement n° 378 : rappel des avantages consentis aux groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC) ; retiré - **Seconde délibération - Art. 25 ter** (p. 3288) : intervient sur l'amendement n° 498 de M. Laurent Fabius, ministre (suppression des dispositions adoptées à cet article, relatives à la définition des petits producteurs susceptibles de bénéficier de taux réduits des droits sur les alcools) - **Explication de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 3291) : vote de la formation des sénateurs radicaux de gauche contre la première partie du projet de loi de finances partiellement vidée de son contenu.

*Deuxième partie :*

**Environnement** - (30 novembre 1981) - (p. 3371) : environnement et dialogue ; lutte contre le gaspillage et recyclage des déchets ; économies d'énergie et développement des



énergies nouvelles et renouvelables - Politique de l'emploi - Politique de l'eau et de l'assainissement; projet d'aménagement de la Charente et assainissement du bassin Marennes-Oléron - Développement de l'assistance technique aux collectivités et mise en place d'un maximum de réseaux d'assainissement par lagunage - Egalisation des tarifs de l'eau et mise en place d'un groupe de travail - Lutte contre le bruit; sensibilisation de l'opinion et renforcement des moyens techniques de surveillance - (p. 3372): nomination d'un « monsieur bruit » - Sauvegarde du littoral et surveillance du milieu marin; lutte contre la pollution des navires et procédure contre les pavillons de complaisance - Récupération et valorisation des déchets; multiplication des contrats des départements avec l'Agence nationale pour la récupération des déchets (ANRED) - Qualité de l'air et rôle de l'Agence de l'air; référence à l'accident de Seveso - Confiance des sénateurs radicaux de gauche.

**Transports** - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3420): projet de loi de budget des transports et expression de la politique nouvelle voulue par le pays - Au nom de la formation des sénateurs radicaux de gauche, vote favorable sur ce budget.

**Industrie** - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - (p. 3431): orientation du budget de l'industrie pour 1982: emploi, reconquête du marché intérieur et indépendance dans le secteur des matières premières et énergétiques - (p. 3432): problèmes relatifs à l'aide aux petites et moyennes industries (PMI) et aux petites et moyennes entreprises (PME) - Souhait d'une aide rapide aux entreprises en difficulté assortie d'un plan sévère de redressement - Allongement des délais de paiement des entreprises nationalisées en faveur des entreprises sous-traitantes - Augmentation des crédits mis à la disposition de l'Agence pour les économies d'énergie - Volonté du Gouvernement d'améliorer son indépendance énergétique - Budget moteur du nouveau développement industriel, objectif déterminant pour l'emploi - Vote favorable de la formation des sénateurs radicaux de gauche sur ce budget.

**Agriculture** - (7 décembre 1981) - (p. 3823): projet de budget de l'agriculture pour 1982: créations d'emplois - Recherche agronomique: transfert de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) sous la tutelle du ministère de la recherche - Enseignement agricole: créations d'emplois; crédits de bourses et de transports scolaires - Subventions d'investissement: remembrement, aménagements fonciers; hydraulique et plan du grand Sud-Ouest - Dotation aux jeunes agriculteurs - Crédits alloués à l'indemnité viagère de départ - Financement partiel de cette aide par les excédents du Crédit agricole - Attente par les sénateurs radicaux de gauche de réponses propres à satisfaire les aspirations des agriculteurs.

**Mer** - (11 décembre 1981) - (p. 4060): création du ministère de la mer et réalisation du voeu exprimé en 1980 par les sénateurs radicaux de gauche - Crédits destinés aux ports maritimes - Construction d'ouvrages de protection - Protection et aménagement du littoral - Observations sur le choix des sites retenus pour l'aménagement de dépôts d'hydrocarbures récupérés; cas des bassins ostréicoles et conchylicoles - Recherche et innovation: création du Fonds d'intervention et d'action maritime (FIAM); Institut scientifique et technique des pêches maritimes (ISTPM) et Centre national pour l'exploitation des océans (CNEXO); prospection sous-marine - Organisation du marché de la pêche maritime: plan pluriannuel; droits de pêche - Culture marine: assainissement des zones littorales; cas du bassin ostréicole de Marennes Oléron; aquaculture - Projet de construction d'un établissement conchylicole à la Tremblade - (p. 4061): signalisation maritime et ports - Vote favorable des sénateurs radicaux de gauche sur ce budget.

**Articles non rattachés à l'examen des crédits** - (12 décembre 1981) - **Art. 69** (p. 4157): son amendement n° 490, soutenu par M. Emile Didier: extension du régime fiscal des publications périodiques inscrites à la commission

paritaire des publications et agences de presse à la presse des associations; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 141 (81-82)] - (21 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4444): examen par le Sénat du budget de l'agriculture et réunion de la conférence annuelle agricole - (p. 4445): réforme de structures et aide sélective aux agriculteurs: exclusion du bénéfice de l'aide pour les exploitations les plus importantes, en fonction du chiffre d'affaires; problème des moyennes exploitations: prise en compte nécessaire de la main d'oeuvre employée - Prélèvement sur les excédents de gestion de la Caisse nationale de Crédit agricole: prêts bonifiés supplémentaires - Participation du budget de l'Etat et solidarité nationale - Amorce d'une nouvelle politique: développement de l'agriculture; dialogue et concertation - Vote favorable des sénateurs radicaux de gauche sur ce collectif.

- **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social** [n° 115 (81-82)] - (21 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4469): contrat proposé par le Gouvernement au Parlement - Place du dispositif social dans la politique gouvernementale: politique économique de relance de l'activité et lutte contre le chômage - Réduction du temps de travail et création d'emplois - Lutte contre le travail précaire: emploi temporaire et contrats à durée déterminée - Travail à temps partiel - Réduction du temps de travail et contrats de solidarité; création d'emplois - Abaissement de l'âge de la retraite: régime de base et régimes complémentaires - Cumul entre retraite et emploi; cas des militaires de carrière - Chèque vacances - Adoption éventuelle de la question préalable et renonciation par le Sénat à son droit d'amendement - Confiance au Gouvernement et vote du projet de loi par la formation des sénateurs radicaux de gauche.

**RIGOUT (Marcel)**, ministre de la formation professionnelle (nommé le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1787]

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Deuxième partie:*

**Services du Premier ministre (suite) - I. Services généraux (suite): Services divers rattachés - Fonction publique - Formation professionnelle - Droits de la femme** - (3 décembre 1981) - (p. 3532): importance de la formation professionnelle dans la bataille pour l'emploi - Retard accumulé au cours des dernières années - Mesures d'urgence nécessaires: insuffisance de la formation des jeunes et marginalisation d'un grand nombre d'entre eux; rapport Schwartz - Plan « Avenir jeunes » - Formules nouvelles de formation: alternance - Rémunération des stagiaires: indexation sur l'évolution du salaire minimum de croissance (SMIC) - Mesures à long terme: concertation et négociation avec les partenaires sociaux pour l'élaboration de la politique de formation professionnelle - Droits nouveaux pour les travailleurs et leurs représentants: formation syndicale - Contrôle de l'utilisation des fonds de la formation professionnelle - Augmentation des crédits de l'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) - Formation professionnelle des femmes - (p. 3533): concertation avec le ministère des droits de la femme - Budget de relance - (p. 3543): statut des personnels des centres de formation d'apprentis, évoqué par M. René Régnault - Résultats du plan « Avenir jeunes » - Stages de qualification et d'insertion professionnelle - Formation continue des artisans, également évoquée par M. René Régnault - Problème de la formation agricole, abordé par M. René Tinant: durée des stages portée de 200

à 800 heures - Formation initiale et formation continue - Secteur public, semi-public ou privé - Amélioration de la formation dispensée dans les maisons familiales - Insertion et qualification professionnelle des jeunes, évoquées par M. Robert Guillaume, rapporteur spécial, et Mme Brigitte Gros, rapporteur pour avis: rôle de l'enseignement technique; lycées d'enseignement professionnel; rapport Schwartz; marginalisation de certains jeunes - Rôle d'un système d'alternance et participation nécessaire des partenaires sociaux - Conventions avec les entreprises, objectif d'efficacité dès la rentrée 1982 - Projet de loi d'orientation et d'habilitation - (p. 3544): nécessité de l'information et de la décentralisation; insertion des jeunes et multiplicité des ministères concernés - Rapport Schwartz - Questions posées par M. Robert Guillaume et Mme Brigitte Gros sur la régionalisation: attention du Sénat aux problèmes des collectivités locales; régionalisation des crédits de la formation professionnelle; groupes de réflexion réunis à l'initiative du ministre - Rôle des comités départementaux et régionaux de la formation professionnelle - Loi de 1971 sur la formation professionnelle continue: cotisation des entreprises et objectif de 2% - Contrôle des fonds publics de formation professionnelle et gestion paritaire - Adéquation de la formation aux besoins économiques du pays - Mutations technologiques: machines outils, robotique - Orientations du plan intérimaire - Formation générale et formation professionnelle; préparation de l'avenir du pays - (p. 3545): question posée par M. Dominique Pado sur un transfert de crédits de la formation professionnelle, publié dans le *Journal officiel* du 2 décembre: ajustement entre les crédits délégués aux régions et les crédits affectés à la Délégation à la formation professionnelle - Moyens réduits de ce ministère.

RINCHET (Roger), sénateur de la Savoie (S)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

#### DÉPÔTS

*Avis* présenté, au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Aménagement du territoire [n° 60, tome X (81-82)] (23 novembre 1981).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie:*

**Plan et aménagement du territoire - (2 décembre 1981) -** Rapporteur pour avis (Aménagement du territoire) (p. 3505): augmentation considérable des crédits, tant en dépenses de fonctionnement qu'en dépenses d'investissements; nouvelle répartition des compétences gouvernementales et création d'un ministère du plan - Maintien des crédits des primes de développement régional au budget des charges communes - Qualité du choix d'une structure gouvernementale unique - Complémentarité de la planification et de l'aménagement du territoire - Administrations de mission rattachées au plan; Commissariat général du plan; Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) et Secrétariat central des villes nouvelles - Projet de loi sur la décentralisation et changement dans la méthodologie et les instruments de la politique nationale d'aménagement du territoire - Bilan sur l'évolution économique des régions et la politique de localisation d'activités - Crise économique et développement

régional; réduction des disparités - Crise économique et sort des régions, notamment industrialisées - Amélioration nécessaire de la connaissance statistique régionale; exemple des salaires et des migrations - Décentralisation; progression des surfaces agréées dans la région parisienne et critères du choix des zones d'activité éligibles du Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire (FIAT) - Interventions du FIAT et schémas régionaux de zones d'activités - Décentralisation tertiaire et DATAR; association bureaux-provinces - Fonds de décentralisation administrative - Diversification et multiplication des aides à la localisation; primes de développement régional, primes de localisation d'activités tertiaires et primes de localisation d'activités ou de recherche; aides spéciales rurales - Aides spécifiques à la reconversion et disparition du Fonds spécial d'adaptation industrielle (FSAI) - Réforme des aides au développement régional et comité interministériel d'aménagement du territoire; primes régionales à l'emploi et primes d'aménagement du territoire; nouvelle carte des aides - (p. 3506): importance des aides au développement régional inscrites au budget des charges communes - Projet de loi sur la décentralisation et intervention économique des collectivités locales et des régions; réaménagement nécessaire des aides à la localisation; exemple de la prime spéciale d'équipement hôtelier - Modalités des réformes et contrôle parlementaire sur le budget de l'Etat - Aménagement du territoire et moyens de communication - Régions et revitalisation par les grands chantiers - Aménagement du territoire et politique contractuelle; importance pour les zones dites « sensibles » - Décentralisation et allègement du Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR); travaux du comité interministériel de développement et d'aménagement rural (CIDAR) - Avis favorable à l'adoption de ces crédits.

**Articles non rattachés à l'examen des crédits - (12 décembre 1981) - Art. 71 (p. 4160):** son amendement n° 513: protection des logements touristiques banalisés, mis à la disposition d'un organisme de gestion hôtelière ou para-hôtelière; retiré.

ROBERT (Guy), sénateur de la Vienne (UCDP).

Démissionnaire à compter du 20 mai 1981 (2 juillet 1981) (p. 777).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* modifiant l'article 968 du Code civil interdisant les testaments conjonctifs [n° 242 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès verbal de la séance du 20 décembre 1980, JO Débats 2 avril 1981) - Successions.

ROBERT (Paul), sénateur du Cantal (GD)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (18 décembre 1981) (p. 4384).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec M. Georges Mouly, tendant à instituer une dispense de service national au profit des jeunes chefs d'exploitation exerçant la profession d'agriculteur à titre principal [n° 50 (81-82)] (13 novembre 1981).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 310 (80-81)]

Suite de la discussion - (23 juillet 1981) - **Art. 1<sup>er</sup> ter** (p. 1084) : son amendement n° 80 : maintien du taux préférentiel d'imposition des donations-partages à concurrence de 3 000 000 F ; retiré au profit de l'amendement n° 91 de M. Maurice Blin, rapporteur général - (p. 1087, 1088) : relèvement du seuil d'exonération des droits de succession et utilité des donations-partages - (p. 1092) : difficultés pratiques en cas de rétroactivité pour les services de l'enregistrement et coutume de l'applicabilité de la loi un jour après l'arrivée du *Journal officiel*.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

Suite de la discussion - (12 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 10** (p. 2580) : soutient l'amendement n° I-18 de Mme Brigitte Gros (suppression du dernier alinéa relatif à l'engagement de responsabilité de l'ordonnateur en cas de réquisition) - (p. 2581) : compétence des agents du Trésor ; cas de tracasseries administratives et mesures nécessaires pour y mettre fin.

Suite de la discussion - (16 novembre 1981) - **Titre II (suite)** - **Art. 44** (p. 2701) : problème de l'aide financière de la commune à une entreprise en difficultés et inquiétude des petites communes rurales.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Discussion des articles de la première partie :*

(24 novembre 1981) - **Art. 2** (p. 3062) : son amendement n° 235 : révision annuelle du montant de l'impôt dans le cadre du projet de loi de finances ; retiré

Suite de la discussion - (25 novembre 1981) - **Art. 3** (p. 3096) : son amendement n° 234, soutenu par M. Jacques Moutet : prévision annuelle des montants dans le cadre du projet de loi de finances ; retiré - (p. 3102) : son amendement n° 236 : exonération à 50 % des immeubles classés monuments historiques ouverts au public pour le calcul de l'impôt sur le patrimoine ; retiré en faveur de l'amendement n° 293 de M. Maurice Blin, rapporteur général (1° exonération totale de l'impôt sur le patrimoine des immeubles classés monuments historiques ouverts au public ; 2° exonération à 50 % des mêmes immeubles dans le cas où seuls les parcs et jardins sont ouverts au public).

Suite de la discussion - (27 novembre 1981) - **Art. 20** (p. 3243) : sur l'amendement n° 325 de M. Robert Schwint, soutenu par M. Georges Dagonia, au nom de la commission des affaires sociales (taux de la TVA de 2,10 % pour les publications syndicales ou corporatives et assimilées), soutient le sous-amendement n° 431 de M. René Touzet (application du même taux privilégié de la TVA pour les publications des associations d'anciens combattants).

*Deuxième partie :*

**Prestations sociales agricoles** - (7 décembre 1981) - (p. 3781) : financement du budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) et part assurés par la profession agricole ; désengagement de l'Etat - Pénalisation de certaines zones de montagne ; exemple du département du Cantal : diminution du nombre des exploitations, actualisation du revenu cadastral ; gonflement du résultat brut d'exploitation (RBE) par la prise en compte des aides

économiques - Difficulté de recouvrement des cotisations - Plafonnement nécessaire du coefficient de revalorisation des revenus cadastraux - Péréquation nécessaire des cotisations de gestion - Baisse constante du revenu agricole et augmentation nécessaire de la contribution de l'Etat.

- **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 147 (81-82)] - (19 décembre 1981) - En remplacement de M. Louis Boyer, rapporteur - **Discussion générale** (p. 4428) : concordance de vues entre les assemblées - Amélioration de la loi sur l'assurance veuvage et déplafonnement de la cotisation due par les assurés - Application pratique de l'exonération de la cotisation d'assurance maladie due par les chômeurs indemnisés par l'utilisation du critère de l'exonération fiscale ; difficultés d'application de l'exonération des cotisations d'assurance maladie dues par les retraités - Revalorisation du plafond des cotisations de sécurité sociale ; déplafonnement des cotisations d'assurance veuvage - (p. 4429) : cotisations d'assurance maladie sur les allocations familiales et les allocations chômage ; notion de cotisation d'assurance maladie ; maternité invalidité décès ; suppression du seuil d'exonération fiscale - Régime des exploitants agricoles et prise en charge par l'assurance maladie des conséquences d'un accident pour un assuré affilié à un autre régime obligatoire.

ROBINI (Victor), sénateur des Alpes-Maritimes (GD)

## NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires sociales.

ROCARD (Michel), *ministre d'Etat, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire* (nommé le 22 mai 1981 dans le gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 23 mai 1981, p. 1630].

Nommé de nouveau *ministre d'Etat, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire*, le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy [JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1786]

## DÉPÔTS

*Projet de loi* érigeant en commune l'ensemble urbain du Vaudreuil [n° 355 (80-81)] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 31 juillet 1981, JO Débats du 8 septembre 1981) - Villes nouvelles.

## RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 10 de M. Kléber Malécot : aménagement du territoire (Loiret : mesures en faveur des installations industrielles) (9 juillet 1981) (p. 867, 868).

n° 144 de M. Guy Schmaus : région parisienne (emplois industriels en Ile de France) (19 décembre 1981) (p. 4406, 4407).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi érigeant en commune l'ensemble urbain du Vaudreuil** [n° 355 (80-81)] - (8 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1376) : s'associe à l'émotion du Sénat après les décès de MM. Paul Mistral, sénateur de l'Isère, et Charles Naveau, ancien sénateur - Ouverture de la session extraordinaire - **Projet de loi en discussion** - **Erection en**

commune de l'ensemble urbain du Vaudreuil, comme mesure de démocratie; élection des conseillers municipaux - Décentralisation - Engagement pris par François Mitterrand pendant sa campagne électorale - Simplification administrative et retour au droit commun; fin de la mission Languedoc Roussillon - Maintien des dispositions financières spécifiques applicables à l'ensemble urbain - Choix du nom par le conseil municipal - Coopération intercommunale - Statut des villes nouvelles et réforme nécessaire de la loi du 10 juillet 1970, dite « loi Boscher » - Accord du Gouvernement sur l'amendement de la commission - Art. 3 (p. 1378): accepte l'amendement n° 1 de M. Jacques Eberhard, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article relatif au maintien des dispositions financières: références au code des communes; fixation de la date d'achèvement des opérations de construction et d'aménagement).

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Plan et aménagement du territoire - (2 décembre 1981) (p. 3497):** budget de renouveau et d'anticipation sur le changement - Progression des crédits du Commissariat général du plan et de l'aménagement du territoire - (p. 3498): renouveau de la planification et de l'aménagement du territoire - Liaison entre planification et aménagement du territoire - Solidarité nationale au niveau des régions et des catégories sociales - Développement économique plus autonome et endogène - Cohérence dans les grands choix économiques - Développement du secteur économie sociale - Préparation du plan intérimaire de 2 ans; importance de la concertation engagée - Préparation du plan quinquennal 1984-1988; instrument de réalisation des choix économiques du septennat - Caractère démocratique: procédures décentralisées et contractuelles d'élaboration et d'exécution - Réunion d'une commission méthodologique sur le système actuel de planification - Dépôt d'un projet de loi sur les nouvelles orientations de la planification - Association du Parlement au suivi et à l'exécution du plan - Rapport conjoint du ministre du plan et du budget annexé à la loi de finances - Création d'une commission du suivi auprès du commissaire au plan - Articulation plan et Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR); plans régionaux - Association des régions à la planification régionale - Régions défavorisées et mécanismes de péréquation - Loi de décentralisation et planification - (p. 3499): réforme des aides au développement régional - Orientation des investissements vers les régions rurales ou les bassins industriels en déclin - Primes régionales à l'emploi; financement sur ressources régionales et attribution par le président du conseil régional - Décentralisation de l'attribution de la prime d'aménagement du territoire; attribution aux régions de dotations de crédits d'Etat; prise de décision au niveau national pour les interventions stratégiques; établissement d'une carte des zones primables et concertation avec les régions; publicité et clarté des critères d'attribution; prise en compte des règles communautaires; revalorisation du montant de cette prime - Contrôle parlementaire sur la politique d'aménagement du territoire; travaux du comité interministériel d'aménagement du territoire et consultation du dossier général d'information établi par ce comité; établissement d'une répartition géographique des crédits budgétaires - Mise en place d'un système d'analyse de l'évolution des économies régionales et d'évaluation des résultats; rôle des organismes d'études d'aménagement des aires métropolitaines (OREAM) - Progression spectaculaire des crédits de l'aménagement du territoire; crédits de la DATAR, des missions interministérielles d'aménagement touristique, du Conservatoire du littoral et de la restructuration des zones minières; crédits de décentralisation administrative - Budget des charges communes et primes au développement régional - (p. 3500): Fonds d'aide à la décentralisation - Augmentation exceptionnelle des crédits du Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire (FIAT); plan Grand Sud-Ouest et renforcement de la solidarité dans ces

régions - Protection du littoral français et Conservatoire du littoral - Aides au développement régional - Fonds de décentralisation administrative - Restructuration des zones minières - Développement des zones rurales et rôle des régions soutenues par le Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR); contractualisation de cette politique de développement rural - Augmentation des crédits de la DATAR - Créations d'emplois au Conservatoire du littoral - Rapport de la Cour des comptes et irrégularité de la situation de nombreux agents des organismes territoriaux de la DATAR, des commissariats à la rénovation rurale; régularisation de ces situations - Création de la Délégation interministérielle à l'économie sociale et interlocuteur public pour les coopératives, mutuelles et associations; maintien d'une tutelle administrative et technique - Poids économique du secteur social - Caractère léger de la structure de la délégation interministérielle; dotation d'une enveloppe de crédits d'études et créations d'emplois - (p. 3501): délégation interministérielle et caractère complémentaire de son action - Création d'un secteur économique marchand en dehors de la notion d'accumulation du profit - Secteur privé, secteur public et secteur de la libre entreprise collective - Caractère ambitieux de la politique d'aménagement du territoire, de la planification et de l'économie sociale - (p. 3512); ressources du Centre de recherche et de documentation sur la consommation (CREDOC): crédits budgétaires et contrats - (p. 3513): importance de l'économie sociale; exemple de la Fédération française de la mutualité - Relations collectives - Revitalisation économique et création ou sauvetage d'entreprises - Croissance des crédits du FIDAR; diminution des crédits de paiement et report de crédits de l'année précédente; augmentation des autorisations de programme; prélèvement pour le financement du ministère des droits de la femme avec condition d'utilisation en zone rurale - Relation entre propension à la faillite et comptabilité tenue par l'épouse du chef d'entreprise; création de cours de gestion et de comptabilité - Discussion du plan intérimaire au Parlement - Indépendance du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) vis à vis du Commissariat général du plan; spécificité de ce centre; contrôle de la hausse des crédits « autres rémunérations » - Imbrication entre plan national et plans régionaux; absence de « soviétisation de la planification française » - (p. 3514): encouragements au développement autocentré ayant pour origine chaque région; rôle subsidiaire de l'action étatique - Développement économique et levée d'obstacles administratifs et fiscaux; diversité des administrations concernées - Refus d'une systématisation du « parachutage » de crédits, des subventions et d'équipements - Octroi des aides et qualité du taux marginal - Décentralisation et libération des capacités d'initiatives - Décentralisation et solidarité nationale; correction des handicaps et refus d'un égalitarisme absolu; rôle des cartes d'aides et des primes - Solidarité nationale et respect de la concurrence entre les collectivités locales dans les choix d'implantation économique - Création du ministère regroupant le plan, l'aménagement du territoire et l'économie sociale; « territorialisation » de la planification française - Amélioration de la connaissance statistique; renforcement de l'association « bureaux-provinces » - Réforme de la carte des aides: puzzles stratégico-politico-électoral; publicité des critères d'élaboration - Niveau du chômage et situation économique réelle d'une région; pondération de différents critères - (p. 3515): conditions d'utilisation de la prime régionale à l'emploi; régionalisation du FIDAR - Inégalité infra-régionale et responsabilité de la région - Etudes sur la conversion des primes en bonifications; avis de la direction du Trésor - Zones sensibles - Plan intérimaire - Articulation plan national et plans régionaux; rapport de la commission méthodologique du plan; choix entre une intervention minimale ou maximale de l'Etat - Cohérence entre plans régionaux et plan national; contenu des contrats et responsabilité du ministère - Politique de la montagne et commission d'enquête parlementaire à l'Assemblée nationale; taux bonifié pour l'installation des jeunes agriculteurs et réunion

prochaine d'un comité interministériel ; importance de la polyactivité et modifications législatives ou réglementaires - Région parisienne et augmentation de la redevance en fonction du coût de la construction - (p. 3516) : suppression de la redevance industrielle en région d'Ile-de-France - Risque d'une désindustrialisation de cette région - Non-applicabilité de la redevance « bureaux » dans les villes nouvelles et son maintien à Paris - Décentralisation d'exécution et absence de décentralisation des sièges sociaux et des centres de commandement et de recherche - Centralisation excessive des centres de décision à Paris et maintien de la redevance hors les villes nouvelles - Secteurs de pointe à développer et nécessité d'un tertiaire d'accompagnement ; localisation dans les zones les plus favorisées - Politique spécifique de l'Etat vis à vis de grandes unités économiques, industrielles ou de services - Villes nouvelles et nécessité de l'application du droit commun après la période d'installation ; possibilité d'un régime transitoire - Application du droit commun financier et nécessité d'un équilibre des ressources - Aménagement du territoire et maintien de l'agrément en région parisienne ; octroi automatique en dessous de 100 emplois - (p. 3517) : agrément et importance du nombre de réponses favorables - Simplification des mécanismes d'aides - Economie sociale ; suppression de contraintes législatives ou réglementaires comme le plafond nominal du montant maximal d'une part de coopérateur et la possibilité d'insertion dans la vie industrielle - Crises d'entreprises et création d'une coopérative ; nécessité d'un droit de préemption sur le capital existant - Formation nécessaire des cadres et des administrateurs - Effort d'information sur le mouvement coopératif - Délégation à l'économie sociale - Croissance des crédits du FIDAR - Réorientation de la politique d'aide européenne ; rôle du Fonds européen de développement régional (FEDER) - Volonté du FEDER de limiter l'aide aux zones les plus pauvres en niveau absolu ; existence de déséquilibres nationaux et risque d'une action limitée à un prélèvement d'impôts - Politique agricole et inconvénients de la suppression de « l'aide ou correction des inégalités régionales » - Passage d'une politique du simple remboursement des aides du gouvernement français à une action complémentaire à celle de l'aide régionale nationale - Plan intérimaire et schémas directeurs d'aménagement du territoire par modes de transport ; problèmes breton et du Massif central ; route Centre Europe-Atlantique - (p. 3518) : compétences de la Délégation interministérielle à l'économie sociale pour les organismes à but non lucratif privés fournissant des biens ou des services ; absence de prise en charge globale des associations ; maintien des tutelles techniques - Associations et compétence du ministère du temps libre ; taxe sur les salaires, régime fiscal des associations, des dons et des cotisations - Problème économique de l'Alsace et suppression de la carte des aides ; situation de la vallée des Vosges et primes régionales à l'emploi - Contrats de plan entre l'Etat et l'Alsace - Régionalisation des contrats de pays ; prise en compte de la population, pondérée par des critères d'emploi - Régionalisation des fonds du FIDAR ; globalisation de l'aide et responsabilité des régions pour les déséquilibres infra-régionaux et l'animation du milieu rural ; clefs de répartition entre les régions - Planification par branche.

- **Projet de loi approuvant le Plan intérimaire pour 1982 et 1983 [n° 118 (81-82)]** - (22 décembre 1981) - Discussion générale (p. 4496) : rôle et stratégie du plan intérimaire : décentralisation ; extension du secteur public - Volonté de changement et besoin de sécurité - Planification efficace et démocratique - Importance des travaux préparatoires de la commission et avis du conseil économique et social - (p. 4497) : croissance et réduction des injustices économiques et sociales - Dialogue - Planification : liberté des choix particuliers et volonté collective - Prise en compte de la politique culturelle, du temps libre et de la vie quotidienne - Engagements internationaux et coopération ; accords de co-développement avec le tiers monde - Crédibilité de l'impératif de planification et démocratisation du contrôle ; association du Parlement à une commission du suivi - Application du plan et contrats de plan - Planification et

décentralisation ; niveaux national, régional et local - (p. 4498) : contrats entre l'Etat et les régions - Plan et volonté, non contrainte - Création d'emplois et lutte contre le chômage - Croissance et relance de la consommation populaire ; reprise de l'investissement industriel - Economies d'énergie et énergies nouvelles - Reconquête du marché intérieur ; filière bois, papier, carton et machine-outil - Partage du travail, des revenus, des responsabilités ; droits des travailleurs - Mobilisation des moyens de la puissance publique et extension du service public - Industrie française et concurrence des pays industrialisés ; responsabilité des gouvernements précédents - (p. 4499) : dialogue et constitution de comités tripartites - Structures d'aide aux entreprises en difficultés et efforts publics - Stratégie de développement industriel ; économie ouverte ; politique de la science et de la technologie ; politique volontariste de développement productif ; prise en charge collective par l'ensemble des partenaires concernés - Reconquête du marché intérieur - Valorisation des points forts de l'économie nationale ; filière agro-alimentaire ; bois ; ameublement ; cuir ; industries du loisir et du tourisme ; télématique et robotique ; agriculture : politique agricole ; priorité à l'accroissement du nombre des exploitations performantes ; gestion des marchés - (p. 4500) : aides à l'investissement collectif de production ; aides à l'investissement individuel ; domaine foncier et politique plus stricte en matière de communes - Renouveau de la solidarité et transferts sociaux ; prestations familiales ; partage des responsabilités de la gestion de l'appareil des transferts sociaux et démocratisation de la sécurité sociale - Croissance et lutte contre la crise - Effort de la France et démocratie industrielle - (p. 4528, 4529) : persistance de l'augmentation du chômage et caractère d'inertie de toutes les décisions économiques - (p. 4534) : prise de position du Sénat sur la question préalable - Travail des fonctionnaires des assemblées parlementaires - Liaison entre le plan et le budget - Opposition idéologique au plan intérimaire plus qu'à ses objectifs - (p. 4535) : plan et engagement gouvernemental - Appartenance des départements d'outre-mer (DOM) à la République française - Rejet des prédictions alarmistes - Bilan des gouvernements précédents : refus de priorité à l'emploi ; vieillissement de l'appareil productif ; inflation et déficit des échéances extérieures ; affaiblissement de la compétitivité ; inadaptation structurelle de la société - Aggravation de la crise économique par le blocage de la négociation française ; atout technologiques ; chômage ; second choc pétrolier ; référence au rapport de la commission Bloch-Lainé - Bataille pour l'emploi - (p. 4536) : croissance de la consommation et de l'investissement ; consommation des ménages ; volonté de reconquête du marché intérieur et poursuite de l'effort d'exportation ; refus du repli protectionniste ; exemple de l'industrie automobile ; meilleur partage de la durée du travail ; maîtrise de l'évolution des salaires ; maintien de l'augmentation de la durée d'utilisation des équipements ; réduction de la durée du travail et négociation sociale - Position de Force ouvrière (FO) et vote du rapport du Conseil économique et social (CES) - Cohérence monétaire et financière du plan intérimaire - Maîtrise de l'inflation - Mesures contre la spéculation foncière - Assainissement de la sécurité sociale - (p. 4537) : élévation des prélèvements obligatoires - Recherche de la stabilisation de la charge des impôts et des cotisations sociales pesant sur les entreprises - Déplafonnement et prise en compte des petites et moyennes entreprises (PME) - Politique de rééquilibrage entre les entreprises - Stabilisation des charges fiscales et sociales - Augmentation des moyens affectés aux prêts participatifs et allègement du coût des crédits à moyen et long terme - Comparaison du coût global de la main d'oeuvre en coût total horaire entre les différents pays de la Communauté économique européenne (CEE) et de l'Amérique du nord - Excès de la charge financière - Industrie française et excès d'endettement - Faiblesse de l'incitation au placement direct de l'épargne vers l'investissement - Déficit budgétaire et politique dynamique des finances publiques - Taux d'inflation - (p. 4538) : déficit budgétaire de la CEE - Croissance - Infériorité de la

structure des dépenses traditionnelles - Solidarité nationale et politique sociale - Emploi - Décentralisation et développement - Système éducatif: zones d'éducation prioritaires; amélioration de l'enseignement technique; développement des écoles maternelles et scolarisation des enfants de 2 ans - Reconquête du marché intérieur et promotion des exportations - (p. 4539): croissance et consommation - Programme d'économies d'énergie - Statut des Français de l'étranger; écoles françaises à l'étranger et bourses d'études; principe de la gratuité de l'enseignement public; protection sociale des Français de l'étranger; statut fiscal - (p. 4540): unité de la politique intérieure française - Mouvement communiste international et recherche de la dignité de l'homme - Militantisme et démocratie - Séparation entre les hommes qui combattent aux côtés du monde du travail, socialistes ou communistes, et les autres - Absence de division profonde gouvernementale et référence aux événements de Pologne - Rôle des centrales syndicales ouvrières françaises et défense de l'emploi - Cohérence politique, économique et sociale de ce plan intérimaire - **Question préalable** (p. 4544): relations entre l'appartenance politique, le tempérament et le refus de délibérer - Harmonisation du plan et du budget - Importance des travaux des deux assemblées législatives - Politique des transports - Qualité de la fonction législative du Sénat - Opposition du Gouvernement à la motion n° 1 de M. Jacques Braconnier, rapporteur (décision du Sénat de ne pas poursuivre la délibération sur le texte en discussion).

- **Evènements de Pologne** - (22 décembre 1981) - (p. 4518): manifestations à l'Opéra de Paris de solidarité des artistes français avec le peuple polonais - (p. 4519): demande d'association par la pensée avec cette manifestation de solidarité.

- **Projet de loi approuvant le Plan intérimaire pour 1982 et 1983 - Nouvelle lecture [n° 165 (81-82)]** - (23 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4565, 4566): modification du texte par l'Assemblée nationale; commerce; aménagement du territoire - **Art. 1** (p. 4567): s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Jacques Braconnier, rapporteur (suppression de cet article sur l'approbation du plan intérimaire pour les années 1982 et 1983) - **Art. 2** (p. 4568): s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Jacques Braconnier, rapporteur (suppression de cet article sur la signature de contrats de plan entre l'Etat et les régions ou les entreprises) - **Art. 3**: s'oppose à l'amendement de M. Jacques Braconnier, rapporteur (suppression de cet article sur la présentation d'un rapport relatif à l'articulation entre les options du plan intérimaire et les moyens budgétaires et à la surveillance de l'exécution du plan intérimaire par une commission) - **Art. 4**: s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Jacques Braconnier, rapporteur (suppression de cet article sur l'apport d'aides directes ou indirectes à des entreprises par des collectivités territoriales et leurs groupements ou les régions).

**ROMANI (Roger), sénateur de Paris (RPR)**

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie (30 juillet 1981) (p. 1268).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 3** (p. 2471): son amendement n° I-298: suspension à exécution lors de la saisine du tribunal administratif; rejeté - **Après l'art. 3** (p. 2477): son amendement n° I-305: caractère exécutoire des délibérations des conseils municipaux, portant sur les surtaxes locales temporaires ou les droits de port perçus au profit des communautés après un délai de deux mois; retiré - **Après l'art. 4** (p. 2482): soutient l'amendement n° I-315 de M. Jacques Braconnier (constitution de commissions extra-municipales par les conseils municipaux).

**Suite de la discussion** - (6 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 5** (p. 2528): soutient l'amendement n° I-316 de M. Christian Poncelet (restauration de l'autorité budgétaire dans le rétablissement de l'équilibre lorsque le budget communal n'est pas voté en équilibre réel).

**Suite de la discussion** - (12 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Après l'art. 12** (p. 2588): soutient l'amendement n° I-329 de M. Paul Kauss (maintien des dispositions du code des communes relatives à la nullité de plein droit de certaines délibérations) - **Art. 13** (p. 2590): dispositions initiales de l'article 13 dans le projet de loi du Gouvernement - Amendement voté à l'Assemblée nationale soumettant l'application de la loi sur la décentralisation au vote d'une loi spécifique pour Paris - Considérations invoquées à l'encontre d'un statut de droit commun pour Paris: cas de l'Opéra, des transports parisiens et des pompiers - Evolution de Paris vers un régime de droit commun; loi de 1975 - (p. 2591): rétablissement souhaitable des dispositions de l'article 13 dans le texte du projet de loi déposé à l'Assemblée nationale - **Titre II - Art. 18** (p. 2609): soutient l'amendement n° II-282 de M. Michel Maurice-Bokanowski (suppression de l'alinéa prévoyant dans chaque département une convention entre le représentant de l'Etat et le conseil général, fixant la liste des services de la préfecture transférés au département) - **Art. 21** (p. 2618): son amendement n° II-301: suppression du premier alinéa de cet article, fixant la dénomination de commissaire de la République; devenu sans objet - Soutient l'amendement n° II-296 de M. Michel Caldaguès (relations entre le délégué du Gouvernement et le conseil général) - Soutient l'amendement n° II-303 de M. François Collet (détermination ultérieure des compétences du commissaire de la République) - (p. 2619): soutient l'amendement n° II-304 de M. Louis Souvet (création auprès du préfet d'un préfet adjoint) - Soutient l'amendement n° II-298 de M. Jean Chérioux (appellation de délégué du Gouvernement substituée à celle de commissaire de la République).

**Suite de la discussion** - (13 novembre 1981) - **Titre II (suite)** - **Art. 23** (p. 2657): soutient les amendements de M. Michel Chauty n° II-310 (réunion du conseil général à la demande de la majorité des membres du bureau) et n° II-311 (réunion du conseil général à la demande de la moitié de ses membres).

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - **Titre III - Art. 45** (p. 2752): son amendement n° III-181, soutenu par M. Marc Bécam: administration de la région dans le cadre des lois républicaines; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (18 novembre 1981) - **Titre III (suite)** - **Art. 50** (p. 2811): son amendement n° III-202, soutenu par M. Marc Bécam: délégation du conseil régional à son bureau sur un ordre du jour et pour une durée déterminée; devenu sans objet - **Titre II - Art. 18 quater (suite)** (p. 2824): son amendement n° II-291, soutenu par M. François Collet, et identique à l'amendement n° II-50 de M. Michel Giraud, rapporteur: suppression de cet article relatif à la coordination des services dans le département; retiré.

**Suite de la discussion** - (19 novembre 1981) - **Titre VI (nouveau) après l'art. 65 (suite)** (p. 2882): se déclare favorable aux amendements de M. Gaston Defferre, ministre, n° IV-158 (suppression de la tutelle à Paris), n° IV-159 (statut de l'emploi de la commune de Paris),

n° IV-160 (dispositions relatives à la chambre régionale des comptes, à l'allègement de la tutelle technique et des charges financières, aux dotations spéciales culturelles, aux instituteurs, à la justice, et à la police d'Etat pour Paris) et n° IV-161 (modalité d'application du régime de droit commun).

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés [n° 91 (81-82)]** - (19 décembre 1981) - Discussion générale (p. 4413) : permanence du problème des rapatriés depuis vingt ans - Possibilité d'aménagement ou de remise des prêts pour les exploitations en difficulté - Nécessité de s'appuyer sur les principes du droit commun liés à l'expropriation - Remise des prêts et durée maximale de trente ans - Principe de l'annulation définitive de la dette du rapatrié - Imprécisions du texte sur la suspension des poursuites engagées à raison des prêts - Conditions subjectives d'appréciation de la commission d'aménagement des prêts ; prise en compte d'un « niveau de ve suffisant » - Indemnisation des meubles meublants - Attente d'une véritable loi d'indemnisation - Principe d'un droit à indemnisation immédiate et complète ; fixation à l'avance de la somme concernée et remise de titres amortissables ; droit commun en matière de preuves et d'évaluation et prise en compte de la dépréciation monétaire - **Art. 11** (p. 4422) : soutient l'amendement n° 18 de M. René Tomasini (principe de la limitation de l'octroi de l'indemnité pour les meubles meublants sur la base de la perception d'une indemnité générale inférieure à 200.000 francs) - Se déclare favorable à l'amendement n° 21 de M. Roland Courteau (indemnité pour perte de meubles meublants et exclusion des bénéficiaires de la loi de 1970 sur le droit à indemnisation pour la perte des meubles meublants d'usage courant et familial).

**ROSETTE (Marcel)**, sénateur du Val-de-Marne (C)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]** - (28 octobre 1981) - Discussion générale (p. 2238) : soutien au Gouvernement dans sa lutte contre le centralisme - Suppression des tutelles - Aménagement urbain - Exode rural - (p. 2239) : finances locales - Maîtrise de l'emploi - Décentralisation et démocratisation de la vie sociale - Rôle des collectivités territoriales en matière économique : défense de l'emploi - Budget de fonctionnement des collectivités locales et création d'emplois publics ; budget d'investissement et réalisation d'équipements - Rôle des communes en matière sociale - Décentralisation et rôle des collectivités locales dans le domaine politique : démocratie directe et autogestion : vie associative - Unité nationale et décentralisation - Election des assemblées locales au suffrage universel - Répartition des compétences - Rôle principal de la communes - (p. 2240) : rôle des agences techniques départementales et respect de l'autonomie communale - Décentralisation et démocratie - Soutien du groupe communiste au projet du Gouvernement.

**ROUDY (Yvette)**, ministre délégué auprès du Premier ministre, ministre des droits de la femme (nommée le 22 mai 1981 dans le gouvernement Mauroy [JO Lois et décrets 23 mai 1981, p. 1630]).

Nommée de nouveau ministre délégué auprès du Premier ministre, ministre des droits de la femme, le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy [JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1786]

## DÉPÔTS

*Projet de loi* modifiant l'article 7 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires [n° 24 (81-82)] (15 octobre 1981).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Services du Premier ministre (suite) - I. Services généraux (suite) : Services divers rattachés - Fonction publique - Formation professionnelle - Droits de la femme** - (3 décembre 1981) - (p. 3528) : changement politique et nouvelles structures : ministère des droits de la femme ; secrétariat d'Etat à la famille - Droit des femmes à l'emploi et à la formation : lutte contre le chômage ; marginalisation et sous-emploi des femmes dans la production - (p. 3529) : suppression des limitations d'emplois liées au sexe dans la fonction publique - **Projet de loi sur l'égalité dans l'emploi - Formation professionnelle - Plan « Avenir jeunes » : stages et emplois contrat formation - Cas des femmes seules chefs de famille - Droit des femmes à disposer de leur corps : récente campagne d'information sur la contraception ; objectif de réduction du nombre des interruptions volontaires de grossesse (IVG) - Accueil des femmes victimes de violences dans les commissariats de police - Commission interministérielle sur la réinsertion sociale des prostituées - Droits propres des femmes : couverture sociale et retraite ; cas des familles mono-parentales - Recouvrement des pensions alimentaires des femmes divorcées - Cas des épouses d'artisans et des agricultrices - Réforme du régime matrimonial et du régime fiscal ; groupe interministériel - (p. 3530) : changement des comportements et mutations culturelles nécessaires - (p. 3542) : espoir du soutien actif du Sénat à l'effort gouvernemental en faveur des droits de la femme.**

- **Projet de loi modifiant l'article 7 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires [n° 24 (81-82)]** - (15 décembre 1981) - Discussion générale (p. 4256) : suppression des dispositions du statut général des fonctionnaires établissant des distinctions entre hommes et femmes - Administration et recrutement des femmes : XIXe siècle, 1936 et affirmation du principe d'égalité des sexes ; recours intenté par demoiselle Bobard ; statuts de 1946 et 1959 posant le principe d'égalité avec possibilité de dérogation ; modification de l'article 7 du statut en 1975 et maintien de cette possibilité de dérogation - Corps de fonctionnaires dérogatoires - (p. 4257) : principe d'égalité et dispositions de l'article 3 de la convention de l'Organisation des Nations Unies (ONU) du 31 mars 1953 sur les droits politiques de la femme ; ratification par la France en 1957 et publication en août 1975 ; comportement public et privé de l'Etat français - Directive européenne du 9 février 1976 relative au principe de l'égalité entre hommes et femmes ; application absolue des délais donnés aux Etats membres ; non-application par la France et blâme, sous forme d'avis, en date du 25 avril 1981 de la part de la commission des Communautés européennes ; arguments et dispositifs de cet avis - Principe de la mixité totale dans les secteurs privé et public en matière d'embauche, de salaire et de déroulement de carrière - Mesures progressives pour les corps des policiers et des

douaniers ; état de la mixité actuelle dans ces corps - Mesures prises par les ministères des PTT et de la justice - Corps des instituteurs et forte proportion des femmes ; résultats du dernier concours externe organisé dans les Vosges - Quotas et concours séparés : préservation de l'ordre établi - Mesures proposées et réduction de 22 à 15 des corps à recrutements distincts - (p. 4258) : maintien à titre provisoire de certaines dérogations.

**ROUJAS (Gérard)**, sénateur de la Haute-Garonne (S)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière (2 octobre 1981) (p. 1814).

## DÉPÔTS

*Rapport* fait au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de loi [n° 367 (80-81)] modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière [n° 380 (80-81)] (17 septembre 1981).

*Rapport* fait au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de loi [n° 399 (80-81)] modifié par l'Assemblée nationale, modifiant diverses dispositions du Code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière [n° 402 (80-81)] (30 septembre 1981).

*Rapport* fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière [n° 7 (81-82)] (6 octobre 1981).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière [n° 367 (80-81)]** - (23 septembre 1981) - Rapporteur - Discussion générale (p. 1608) : modification des dispositions du code du travail - Renforcement de la répression contre les employeurs qui utilisent des travailleurs étrangers en situation irrégulière - Amélioration de la protection des étrangers clandestins - Opération de régularisation des « sans papiers » - Exonérations pour les contrats de travail d'au moins un an - Main d'œuvre clandestine utilisée principalement par les travaux publics, l'agriculture et l'hôtellerie - Atteinte à la dignité des travailleurs étrangers - Jeu de la concurrence faussé - Transfert de charges des employeurs à la collectivité - Répression nécessaire des employeurs - Consécration légale de la relation de travail entre l'employeur en infraction et son salarié étranger clandestin - Obligations des employeurs en infraction : conditions de travail, paiement des salaires et des accessoires, prise en compte de l'ancienneté - Création d'une indemnité forfaitaire égale à un mois de salaire en cas de rupture de la relation de travail - (p. 1609) : service de contrôle renforcé et adapté, nécessaire pour le respect des dispositions du projet - Position favorable de la commission des affaires sociales - Art. 1 (p. 1612) : accepte l'amendement n° 6 de MM. Pierre Vallon et Jacques Mossion (atténuation des peines applicables aux employeurs de bonne foi) - Art. 3 (p. 1614) : son amendement n° 3 : limitation des indemnités du code

de travail auxquelles se substitue l'indemnité forfaitaire ; adopté - Son amendement n° 4 : possibilité pour le conseil de prud'hommes d'ordonner par provision le versement de l'indemnité forfaitaire ; adopté - Son amendement n° 5 : possibilité pour le salarié de demander une indemnité supplémentaire pour tout préjudice ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 1 de MM. Louis Souvet et Henri Belcour (paiement de l'indemnité forfaitaire subordonné à une condition d'ancienneté minimale).

*Deuxième lecture [n° 399 (80-81)]* - (30 septembre 1981) - Rapporteur - Discussion générale (p. 1774, 1775) : sanctions pénales encourues par l'employeur utilisant une main d'œuvre étrangère en situation irrégulière : accroissement de la rigueur des peines pour les travailleurs en infraction décidé par l'Assemblée nationale ; cas de la récidive - Institution de peines accessoires : confiscation des outils de travail et du produit du travail - Représentation en justice de l'étranger clandestin par une organisation syndicale - Légalisation de la dispense de l'autorisation de travail pour les réfugiés politiques - Employeurs agricoles et clandestins étrangers - Entrée en vigueur de la loi : 1<sup>er</sup> juillet 1982 pour les sanctions pénales, date de la promulgation de la loi pour les garanties des travailleurs étrangers clandestins licenciés - Introduction d'amendements par la commission des affaires sociales - Demande l'adoption de l'ensemble du projet de loi - Art. 1 A : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 6 de M. François Autain, secrétaire d'Etat - Art. 1 (p. 1776) : son amendement n° 1 : suppression de la possibilité offerte au tribunal de prononcer la fermeture de l'entreprise en cas de récidive ; adopté - Art. 2 (p. 1778) : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 4 de M. Marcel Daunay (confiscation de tout ou partie du matériel de l'entreprise exclusivement en cas de récidive) - Art. 3 (p. 1779) : accepte l'amendement n° 5 de M. François Autain, secrétaire d'Etat (suppression de la référence L.122-3-2 sur la rupture abusive du contrat de travail à durée déterminée, l'octroi de dommages et intérêts entraînant souvent le recours au juge) - Art. 3 ter : son amendement n° 2 : suppression de cet article visant à élargir devant les juridictions pénales le droit pour les associations de se constituer partie civile ; adopté - Art. 4 : son amendement n° 3 : entrée en vigueur des articles 1 et 2 de la loi à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1982 ; adopté.

*Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 7 (81-82)]* - (6 octobre 1981) - Rapporteur - Discussion générale (p. 1882) : rédaction adoptée par la commission mixte paritaire à l'article 3 : responsabilité solidaire du donneur d'ouvrage avec son sous-traitant et avec l'entrepreneur clandestin et nécessité de faire la preuve qu'il savait que le travail serait effectué irrégulièrement : protection du donneur d'ouvrage de bonne foi - Rédaction de compromis adoptée par la commission mixte paritaire à l'article 3 ter : droit pour les associations de saisir les syndicats qui se constitueront partie civile.

- **Question orale avec débat : industrie aérospatiale** - (13 octobre 1981) - (p. 1946) : réussite industrielle et économique de la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS) - SNIAS et expérimentation sociale - Disparition du cumul d'une retraite de haut niveau et d'un emploi - Politique sociale de la SNIAS ; cite le témoignage d'un stagiaire au service du personnel, M. Francis Lafontan - Problème du statut des dirigeants des entreprises nationalisées : fonctionnaires ou agents du Gouvernement - (p. 1947) : nécessité d'une politique sociale nouvelle.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Agriculture** - (7 décembre 1981) - (p. 3817) : reconquête du marché intérieur ; marché des oléo-protéagineux : soja : grains, tourteaux ; élevage et alimentation du bétail - Pays exportateurs de soja : Etats-Unis, Brésil - Autres protéines : colza, tournesol, pois - Développement de la production du soja dans le grand Sud-Ouest - (p. 3818) : drainage et irrigation ; recherche ; prix - Incitations nécessaires au



développement de la culture du soja et des protéagineux dans le Sud-Ouest et le Midi Pyrénées.

**ROUJON (Jules)**, sénateur de la Lozère (UREI)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

#### DÉPÔTS

Avis présenté, au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Aménagement rural [n° 60, tome II (81-82)] (23 novembre 1981).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Discussion des articles de la première partie :*

(25 novembre 1981) - **Art. 3** (p. 3101) : son amendement n° 61, soutenu par M. Pierre Sallenave : impôt sur le patrimoine : exonération à 50 % des immeubles classés monuments historiques et à 100 % lorsqu'ils sont accessibles au public ; retiré.

*Deuxième partie :*

**Agriculture** - (7 décembre 1981) - Rapporteur pour avis (Aménagement rural) - (p. 3798) : incidence de l'adoption du projet de loi de décentralisation : transfert de responsabilité de l'Etat aux collectivités locales ; aménagement du territoire - Coopération intercommunale et risque de création de nouvelles tutelles - Rôle du Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) - Décentralisation à l'échelon régional de la politique d'aménagement du territoire et risque de dispersion de l'effort - Solidarité - Dotation du FIDAR et évolution par rapport à 1981 - Réforme de la procédure des plans d'aménagement rural : création d'un financement spécifique - Crédits des services publics ruraux : eau et assainissement ; électrification rurale - Plan intérimaire - (p. 3799) : insuffisance des dotations budgétaires destinées à l'aménagement rural et financement supplémentaire nécessaire ; décision de la commission des affaires économiques de s'en remettre à la sagesse du Sénat pour l'appréciation de ces crédits.

**ROUVIERE (André)**, sénateur du Gard (S)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

#### QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 90 (JO Débats 1<sup>er</sup> août 1981) (p. 1319) à M. le ministre de la santé : mineurs (travailleurs de la mine) (houillères des Cévennes : révision d'un décret de mise à la retraite d'office par anticipation).

n° 168 (JO Débats 13 décembre 1981) (p. 4199) à M. le ministre de l'éducation nationale : instituteurs (formation pédagogique des maîtres).

**RUDLOFF (Marcel)**, sénateur du Bas-Rhin (UCDP).

Chargé d'une mission temporaire auprès du Premier ministre, le 21 janvier 1981 (2 avril 1981) (p. 418).

Fin de mission le 20 mai 1981 (2 juillet 1981) (p. 778).

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie (30 juillet 1981) (p. 1268).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers (13 octobre 1981) (p. 1943).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (11 décembre 1981) (p. 4072).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modération des loyers (15 décembre 1981) (p. 4254).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (21 décembre 1981) (p. 4480).

#### DÉPÔTS

*Rapport* fait au nom de la commission des lois sur le projet de loi [n° 304 (80-81)] portant amnistie [n° 309 (80-81)] (16 juillet 1981).

*Rapport* fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie [n° 343 (80-81)] (31 juillet 1981).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant amnistie [n° 304 (80-81)]** - (21 juillet 1981) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 942) : clémence traditionnelle des nouveaux chefs d'Etat et participation du Parlement à ce droit par les lois d'amnistie - Amnistie réelle et amnistie au quantum - (p. 943) : nature de l'amnistie - Amnistie et réhabilitation - Amnistie et anticipation de réformes du code pénal - Condition pénitentiaire - Inconvénients de l'amnistie : arbitraire de la date ; exclusions - Respect de l'indépendance de l'autorité judiciaire et intrusion du législatif - Exemple de l'antinomie avec les mesures de sursis probatoire - Effets et limites de l'amnistie - Etrangers en situation irrégulière - Infractions au code de l'urbanisme - Absence d'effet sur les restitutions ; non reconstitution de carrière - Poursuite des actions civiles en réparation - Elévation du seuil de l'amnistie au quantum à 6 mois d'emprisonnement ferme - Grâce présidentielle du 14 juillet - (p. 944) : suspension du permis de conduire - Obligation de paiement préalable des amendes supérieures à 5 000 F - Amendements de la commission des lois : suppression de certaines exclusions ; législation du travail ; banqueroutes frauduleuse - Risque d'arbitraire ; incohérences ; augmentation du seuil de l'amnistie pour les condamnations à emprisonnement avec sursis simple - Régime de la mise à l'épreuve - Séquelles de la guerre

d'Algérie et reconstitution de carrière - (p. 945) : sérénité et consensus - Position de la commission des lois favorable au projet modifié par ses amendements - **Art. 2** (p. 953) : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Guy Petit (suppression de cet article, énumérant les délits et infractions amnistiés) - (p. 954) : s'oppose à l'amendement n° 68 de M. Charles Lederman (extension de l'amnistie aux activités syndicales et revendicatives) - (p. 955) : s'oppose à l'amendement n° 87 de M. Pierre Vallon (extension de l'amnistie aux infractions à l'ordonnance du 30 juin 1945 relative aux prix) - Son amendement n° 15 : suppression de l'exclusion relative aux délits de fraude et de corruption électorale ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 38 de M. Jean Colin (extension aux infractions commises à l'occasion des élections législatives des 14 et 21 juin 1981) - Tradition de l'amnistie et date de l'avènement du nouveau président de la République - (p. 956) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Félix Ciccolini (extension à tous les délits commis par voie de presse) - Accepte l'amendement n° 5 de M. Félix Ciccolini (report au chapitre V de l'exclusion des délits d'apologie des crimes de guerre et des crimes et délits de collaboration avec l'ennemi) - Son amendement n° 16 : extension du champ d'application aux atteintes au monopole de la radio-diffusion ; adopté - (p. 957) : s'oppose à l'amendement n° 67 de Mme Cécile Goldet (extension de l'amnistie aux délits relatifs aux actes d'homosexualité), et, sur cet amendement, au sous-amendement n° 92 et M. Robert Badinter, ministre (extension de l'amnistie aux délits relatifs aux actes d'homosexualité : limitation aux attentats à la pudeur sans violence) - Problème de principe des lois d'amnistie et prochaine dépenalisation évoquée par le ministre - Accepte l'amendement n° 6 de M. Félix Ciccolini (exclusion du bénéfice de l'amnistie des délits en matière de police des étrangers) - (p. 958) : s'oppose à l'amendement n° 88 de M. Pierre Vallon (extension de l'amnistie aux infractions formelles en matière de droit des sociétés) - **Après l'art. 2** (p. 959) : à propos de l'amendement n° 56 de M. Francis Palmero (extension du bénéfice de l'amnistie aux personnes condamnées ou sanctionnées à l'occasion des événements d'Algérie ; reconstitution de carrière des fonctionnaires civils et militaires), évoque les amendements déposés par la commission des lois après l'article 26 et tendant à effacer les dernières séquelles du conflit issu des événements d'Algérie ; reconstitution de carrière - **Art. 3** (p. 960) : s'oppose à l'amendement n° 48 de M. François Collet (exclusion du bénéfice de l'amnistie des délits de désertion les plus graves) - **Art. 4** (p. 961) : s'oppose à l'amendement n° 59 de M. Henri Caillaud (statut des objecteurs de conscience et régularisation de leur situation) - **Art. 6** (p. 962) : demande la réserve des amendements n° 80 de M. Robert Badinter, ministre, et n° 7 de M. Félix Ciccolini (amnistie et jugements par défaut) ; jusqu'à la discussion de l'amendement n° 82 de M. Robert Badinter - Son amendement n° 17 : amnistie au quantum et élévation du seuil de 1 an à 15 mois pour les condamnations avec sursis simple ; adopté - (p. 963) : son amendement n° 18 : élévation du seuil de l'amnistie de 1 an à 15 mois pour les condamnations avec application du sursis avec mise à l'épreuve ; adopté - Son amendement n° 19 : élévation du seuil de 1 an à 15 mois pour les condamnations partiellement assorties du sursis simple ou avec mise à l'épreuve ; adopté - Son amendement n° 20 : sursis à l'amnistie pour les peines avec mise à l'épreuve jusqu'à réparation des dommages causés ; réservé, puis adopté (p. 968) - (p. 964) : s'oppose à l'amendement n° 49 de M. François Collet (suspension des effets de l'amnistie pendant une période probatoire pour les condamnés à des peines de trois à six mois) - **Art. 7** : demande la réserve de l'amendement n° 81 de M. Robert Badinter, ministre (amnistie et jugements par défaut) - **Art. 9** (p. 969) : son amendement n° 22 : extension de l'amnistie aux mesures éducatives en faveur des mineurs ; retiré - **Après l'art. 9** (p. 970) : accepte l'amendement n° 82 de M. Robert Badinter, ministre (extension du champ d'application de l'amnistie aux jugements par défaut, par itératif défaut et aux jugements réputés contradictoires, sans nécessité de signification) - Accepte l'amendement de coordination n° 80

de M. Robert Badinter, ministre (amnistie et jugements par défaut) - **Art. 7 (suite)** : accepte l'amendement de coordination n° 81, précédemment réservé, de M. Robert Badinter, ministre (amnistie et jugements par défaut) - **Art. 11** (p. 971) : s'oppose à l'amendement n° 60 de M. Henri Caillaud (possibilité d'amnistie du Président de la République pour les personnes âgées de moins de 23 ans) - (p. 972) : s'oppose à l'amendement n° 42 de M. Guy Petit (possibilité d'amnistie du Président de la République pour des personnes qui se sont distinguées d'une manière exceptionnelle, dans quelque domaine que ce soit) - (p. 973) : pouvoirs exceptionnels ainsi conférés au Président de la République et restrictions nécessaires - **Art. 13** (p. 975) : s'oppose à l'amendement n° 70 de M. Charles Lederman (amnistie pour les élèves et étudiants et réintégration dans les établissements universitaires et scolaires) - Principe de l'amnistie : suppression de l'infraction pénale, mais absence de régularisation de la situation administrative, exceptions prévues en cas de nécessité - **Après l'art. 13** : accepte l'amendement n° 71 de M. Charles Lederman (amnistie pour les personnels de la navigation aérienne) - **Art. 14** (p. 976) : son amendement n° 23 : amnistie des sanctions disciplinaires : suspension de l'exécution de la sanction pendant la durée du règlement de la contestation relative à l'amnistie, sauf exception ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 24 - Sur cet amendement n° 23, s'oppose au sous-amendement n° 85 de M. Robert Badinter, ministre (absence de caractère suspensif du recours contentieux ; modification des conditions de l'exception) - (p. 977) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Félix Ciccolini (bénéfice de l'amnistie, si l'autorité n'a pas statué définitivement dans un délai de trois mois) - (p. 978) : accepte la réserve jusqu'après l'article 24 de l'article 14 et des amendements qui s'y rattachent - **Art. 15** : son amendement rédactionnel n° 24 ; adopté - (p. 979) : s'oppose aux amendements n° 9 de M. Félix Ciccolini, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt et n° 50 de M. François Collet relatifs aux exceptions du bénéfice de l'amnistie pour les mesures administratives concernant le permis de conduire en cas de conduite en état d'ivresse et homicide ou blessures involontaires - **Après l'art. 15** (p. 980) : s'oppose à l'amendement n° 79 de M. Louis de la Forest (cessation des poursuites engagées par certaines caisses d'assurance maladie et d'assurance vieillesse à l'égard de commerçants et artisans pour retard dans le paiement des cotisations) - **Art. 16** (p. 981) : son amendement n° 25 : addition de la référence à l'article 2-1°, relatif aux délits passibles seulement d'une peine d'amende, dans l'alinéa traitant du paiement préalable de l'amende ; retiré - Accepte l'amendement n° 10 de M. Félix Ciccolini (suppression de la référence à l'article 1er, relatif aux contraventions de police, dans l'alinéa traitant du paiement préalable de l'amende) - **Art. 17** : son amendement de forme n° 26 : rectification d'une erreur matérielle ; adopté - **Art. 19** (p. 982) : son amendement n° 27 : possibilité de reconstitution de carrière ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 72 de M. Charles Lederman (réintégration de droit et reconstitution de carrière pour les personnes licenciées ou révoquées pour des faits commis à l'occasion de conflits du travail, d'activités syndicales et revendicatives) - **Rapports de droit privé** - (p. 983) : accepte l'amendement n° 3 de M. Jacques Thyraud (modification des règles de liquidation des pensions pour les fonctionnaires réintégrés) - **Art. 20** : estime sans objet l'amendement n° 58 de M. Jacques Thyraud (non application de l'amnistie aux jugements ordonnant réparation du dommage causé) - **Art. 22** (p. 984) : son amendement n° 43 : sanctions en cas de référence à une condamnation à une sanction amnistiée ; expédition de jugements amnistiés et mention de l'amnistie ; amnistie et publication de jugements en matière de diffamation ou de dénonciation calomnieuse ; adopté - **Art. 23** : son amendement n° 28 : absence d'effet de l'amnistie sur les mesures de déchéance paternelle et d'autorité parentale ; adopté.

**Suite de la discussion** - (22 juillet 1981) - Rapporteur - **Après l'art. 23** (p. 1002) : accepte la demande de réserve de l'amendement n° 73 de M. Charles Lederman jusqu'après l'examen de l'article 24 (conditions d'exclusion de l'armée

pour les faits relatifs à la guerre d'Indochine) - **Art. 24** (p. 1005) : s'oppose aux amendements identiques n° 44 et 57 de MM. Guy Petit et Jean-Marie Girault (suppression de cet article concernant les exclusions du bénéfice de la loi d'amnistie) - Mécanisme des lois d'amnistie et impossibilité d'empêcher toute exclusion - **Après l'art. 23 (suite)** (p. 1009) : accepte l'amendement n° 73, précédemment réservé, de M. Charles Lederman (exclusion de l'armée pour les faits relatifs à la guerre d'Indochine) - **Art. 14 (suite)** : son amendement n° 23, précédemment réservé : amnistie des sanctions disciplinaires : suspension de l'exécution de la sanction pendant la durée du règlement de la contestation relative à l'amnistie, sauf exception ; adopté - Sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 85, précédemment réservé, de M. Robert Badinter, ministre (absence de caractère suspensif du recours contentieux ; modification des conditions de l'exception) - **Avant l'art. 25** (p. 1010) : accepte l'amendement n° 84 de M. Robert Badinter, ministre (réhabilitation de droit pour les décisions de faillite faites en application de la loi du 1<sup>er</sup> janvier 1968) - **Art. 26** : son amendement n° 35 : retrait du sommier de police technique des fiches relatives aux questions d'amnistie ; adopté - **Après l'art. 26** (p. 1010) : accepte l'amendement n° 64 de M. Henri Caillavet (retrait de tous les fichiers des infractions à la circulation amnistiées par la présente loi) - (p. 1011) : accepte l'amendement n° 65 de M. Henri Caillavet (chèques émis avant le 22 mai 1981 et retrait du fichier central des chèques des interdictions bancaires) - **Intitulé du chapitre VI (suite)** (p. 1012) : sur l'amendement n° 83, précédemment réservé, de M. Robert Badinter, ministre (de forme : « dispositions particulières relatives à la réhabilitation et au casier judiciaire »), son sous-amendement n° 94 : référence à tous fichiers portant mention de condamnations pénales ; adopté - **Après l'art. 26** (p. 1013) : son amendement n° 37 : événements d'Algérie et amnistie avec possibilité de reconstitution de carrière ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution.

- **Projet de loi portant suppression de la Cour de sûreté de l'Etat [n° 312 (80-81)]** - (28 juillet 1981) - **Art. 1** (p. 1183) : création de la Cour de sûreté de l'Etat par le Parlement - Vote en faveur de sa suppression et absence de désaveu de son activité.

- **Projet de loi portant amnistie - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 343 (80-81)]** - (31 juillet 1981) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1292) : texte en première lecture devant le Sénat et modifications apportées - Amnistie au quantum des peines d'emprisonnement jusqu'à 15 mois avec application du sursis - Amnistie et exclusion de l'abandon de navires - Amnistie et suspension de l'exécution des sanctions disciplinaires - Extension de l'amnistie au quantum aux condamnations par défaut ou itératif défaut - Rétablissement par l'Assemblée nationale des infractions exclues du bénéfice de la loi - Amnistie et réparation des dommages causés - Délits de fraude électorale - Extension de l'amnistie à l'avortement - Exclusion de l'amnistie des délits de pollution et sur l'organisation de la presse - Sanctions professionnelles et réintégration des travailleurs - Commission mixte paritaire et volonté de dialogue - Modifications adoptées par la commission mixte paritaire : rejet de l'exception de fraude électorale, des délits d'apologie de crimes de guerre et des infractions relatives à la discrimination ; conditions d'application de l'amnistie à la législation de l'avortement - Sanctions disciplinaires professionnelles et droit à réintégration ; pouvoirs publics et relations de droit privé - (p. 1293) : protection administrative des salariés protégés - Risques liés à la réintégration : inconstitutionnalité ; renouvellement forcé d'un contrat de droit privé et immixtion de l'autorité administrative - Licenciement d'un salarié protégé pour l'exercice de son mandat ou de sa fonction ; demande de réintégration et réponse de l'employeur ; décision si nécessaire du conseil des prud'hommes en référé - Garanties des salariés réintégrés - Maintien des relations de droit privé entre patrons et ouvriers - Absence de contentieux administratif dans les relations patron-inspecteur du travail - Rejet de la proposition sénatoriale

de toutes les exclusions de la loi d'amnistie - Exclusion de la loi d'amnistie des infractions récentes à caractère économique et financier - (p. 1294) : limitation de l'exclusion des délits économiques du bénéfice de l'amnistie - Amnistie et délit d'ingérence - **Art. 12 bis** (p. 1298) : travailleurs protégés et intervention classique de la puissance publique - Caractère de sanction du licenciement ; jurisprudence de la Cour de cassation - (p. 1299) : amnistie du blâme, de l'avertissement et du licenciement.

- **Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France [n° 366 (80-81)]** - (22 septembre 1981) - **Art. 2** (p. 1578) : sur l'amendement n° 6 rédactionnel de M. Charles de Cuttoli, rapporteur, se déclare défavorable au sous-amendement n° 27 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression de l'interdiction de territoire obligatoire en cas de récidive) - **Art. 3** (p. 1580) : se déclare favorable à l'amendement n° 7 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (possibilité d'expulsion d'un étranger condamné à six mois d'emprisonnement ferme) - (p. 1584) : se déclare défavorable à l'amendement n° 26 de M. Edgar Tailhades, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt (exclusion de l'expulsion quand le conjoint est de nationalité française et qu'il est père ou mère d'enfants français mineurs) - Sur cet amendement, son sous-amendement n° 47 : exclusion de l'expulsion de l'étranger dont le conjoint est de nationalité française et qui subvient normalement aux besoins de sa famille ; adopté.

- **Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d'association en ce qui concerne les associations dirigées en droit ou en fait par des étrangers [n° 365 (80-81)]** - (22 septembre 1981). **Art. 1** (p. 1597) : se déclare défavorable à l'article 1 concernant les associations portant atteinte à la situation diplomatique de la France.

- **Projet de loi portant abolition de la peine de mort [n° 385 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (29 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1716) : sa position personnelle contre la peine de mort et ses motivations - Absence d'exemplarité ; souvenir d'une exécution ; caractère irréparable de la mort - (p. 1717) : arguments cités dans le débat et souci d'éviter tout manichéisme politique - Exemples de pays étrangers et refus de considérer l'abolition de la peine de mort comme critère de la démocratie - Problème des erreurs judiciaires - Regrette la précipitation du projet : absence de peine de remplacement incompressible - Diminution progressive du nombre des exécutions capitales et fin du caractère dissuasif de la peine de mort - Réforme pénale de 1978 et institution des périodes de sûreté - Suggère la création d'une « peine indéterminée » - Mise en liberté et risque de récidive - Respect nécessaire des victimes et de leur famille - (p. 1718) : solidarité nécessaire avec la victime - Nécessité de dispositions légales complémentaires - Humilité nécessaire en matière de législation pénale.

- **Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France - Deuxième lecture [n° 405 (80-81)]** - (6 octobre 1981) - **Art. 3** (p. 1865) : se déclare favorable à l'amendement n° 9 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (énumération des catégories d'étrangers qui ne peuvent être ni reconduits à la frontière, ni expulsés, et justification obligatoire de la durée de résidence en France) - (p. 1866) : sur l'amendement n° 10 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (catégories d'étrangers « non expulsables » : étranger marié à un conjoint français et durée du mariage ; étranger parent d'enfant français), se déclare opposé au sous-amendement n° 15 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (possibilité d'expulsion d'un étranger parent d'enfant français dans le seul cas de déchéance de l'autorité parentale) - Caractère exceptionnel de la mesure de déchéance de l'autorité parentale ; critère préférable de la condamnation pour abandon de famille.

- **Projet de loi relatif à la mise en harmonie du droit des sociétés commerciales avec la deuxième directive adoptée**

par le conseil des Communautés européennes le 13 décembre 1976 [n° 352 (80-81)] - (14 octobre 1981) - Après l'art. 8 (p. 1988) : se déclare favorable à l'amendement n° 40 de M. Etienne Dailly, rapporteur (pouvoirs en blanc : possibilité d'utilisation par le conseil d'administration pour adopter ou rejeter une résolution présentée à l'assemblée générale) et, sur cet amendement, opposé au sous-amendement n° 45 de M. Robert Badinter, ministre (suppression de la disposition de l'amendement relative à la présentation des formules de procuration; mention du directoire substituée à celle du conseil de surveillance) - Art. 14 (p. 1997) : se déclare favorable à l'amendement n° 25 de M. Etienne Dailly, rapporteur (suppression du pouvoir de suspension de la commission des opérations de bourse).

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (4 novembre 1981) - Titre I. - Art. 2 (p. 2420) : suppression prévue par l'article 2 de la tutelle administrative et dispositions du projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales, adopté en première lecture par le Sénat.

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1981) - Titre I - Après l'art. 2 (suite) (p. 2454) : se déclare défavorable à l'amendement n° I-262 de M. Paul Jargot, soutenu par M. James Marson (exercice collégial des responsabilités publiques au sein de la municipalité) - Art. 3 (p. 2459) : exécution immédiate des délibérations et droits du représentant de l'Etat - (p. 2475) : se déclare défavorable à l'amendement n° I-152 de M. Paul Malassagne (obligation pour le tribunal administratif après un sursis à exécution, de statuer sur ce point dans le mois suivant l'enregistrement).

**Suite de la discussion** - (12 novembre 1981) - Titre I (suite) - Après l'art. 13 bis (p. 2598) : son amendement n° I-277 : conditions d'application des dispositions du titre I aux communes des départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin; adopté - Existence en Alsace et en Moselle d'un droit local communal. Maintien nécessaire de certaines dispositions particulières - Harmonisation souhaitable - Procédure de redressement budgétaire - Suppression de la tutelle et mention du préfet, de l'autorité de surveillance, ou de l'autorité supérieure - Maintien nécessaire des droits en vigueur des communes d'Alsace et de Moselle - - Titre II - Art. 17 (p. 2606) : se déclare favorable aux amendements n° II-230 de M. Alfred Gérin, soutenu par M. Paul Pillet (bureau du conseil général; membres supplémentaires dans les départements de plus de 1 million d'habitants), et n° II-231 de M. Kléber Malécot, également soutenu par M. Paul Pillet (délégation du président à tout membre du bureau) - (p. 2611) : votera l'amendement n° II-47 de M. Michel Giraud, rapporteur (rôle du président du conseil général comme organe exécutif du département).

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - Titre II bis (nouveau) après l'art. 44 (suite) (p. 2739) : se déclare favorable à l'amendement n° II bis-30 de M. Michel Giraud, rapporteur (intitulé; « Chapitre V nouveau - Culture ») - Titre III - Art. 45 (p. 2752) : son amendement n° III-134 : composition du conseil régional; participation pour moitié des parlementaires et des présidents des conseils généraux; devenu sans objet - Son amendement n° III-135 : principe constitutionnel de la représentation des collectivités territoriales régionales au Sénat; devenu sans objet - (p. 2754) : son amendement n° III-139 : possibilité de coopération interrégionale; devenu sans objet - Art. 47 bis (p. 2759) : soutient l'amendement n° III-49 de M. Daniel Hoeffel (fixation par la loi des catégories représentées au conseil économique et social) - Art. 48 (p. 2762) : son amendement n° III-154 : fixation à 5 % du budget régional de la participation aux dépenses de fonctionnement des équipements régionaux; devenu sans objet - Soutient l'amendement n° III-155 de M. Daniel Hoeffel (intervention économique et sociale et avis du comité économique et social) - Soutient l'amendement n° III-158 de M. Jean

Francou (principe et modalités d'élaboration du plan régional).

**Suite de la discussion** - (18 novembre 1981) - Titre II - Art. 34 (suite) (p. 2789) : soutient l'amendement n° II-262 de M. Marcel Daunay (limitation des garanties d'emprunt données à une entreprise) - Titre III (suite) - Art. 49 (p. 2808) : son amendement n° III-144 : suppression de la disposition prévoyant une possibilité pour le préfet d'aviser le président du conseil régional qu'il ne déférera pas au tribunal administratif un acte des autorités régionales; devenu sans objet - Titre III bis (nouveau) après l'art. 55 (p. 2820) : sur l'amendement n° III bis-5 de M. Michel Giraud, rapporteur (transfert au département des services de la préfecture nécessaires à la préparation et à l'exécution des délibérations du conseil général), soutient l'amendement n° III bis-51 de M. Henri Goetschy (transfert à la collectivité départementale du secrétariat général de la préfecture) - (p. 2821) : sur l'amendement n° III bis-6 de M. Michel Giraud, rapporteur (transfert au département des services départementaux de l'équipement et d'une part des services de la direction départementale de l'action sanitaire et sociale, son sous-amendement n° III bis-52, soutenu par M. Henri Goetschy : transfert au département d'une part des services de la direction départementale de l'agriculture; adopté).

**Suite de la discussion** - (19 novembre 1981) - Titre III bis (nouveau) après l'art. 55 (suite) (p. 2844) : se déclare favorable à l'amendement n° III bis-23 de M. Michel Giraud, rapporteur (caractère de gratuité de l'engagement local au niveau municipal, départemental ou régional) - Titre IV - Art. 56 bis (p. 2858) : sur la carrière des magistrats appelés à siéger dans les chambres régionales des comptes et les possibilités d'intégration dans le corps des magistrats de la chambre régionale des comptes, ses amendements n° IV-115 et IV-116; retirés - Après l'art. 64 bis (p. 2867) : son amendement n° IV-157 : contribution de l'Etat au paiement des frais entraînés par l'exécution des mesures de sûreté; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Discussion des articles de la première partie :*

(24 novembre 1981) - Après l'art. 2 (p. 3070) : se déclare favorable à l'amendement n° 287 de M. Maurice Blin, rapporteur général (fixation du plafond d'imposition) - Art. 3 (p. 3076) : se déclare favorable à l'amendement n° 288 de M. Maurice Blin, rapporteur général (assimilation des cas de concubinage notoire aux couples légitimes pour le calcul de l'assiette de l'impôt)

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1981) - Art. 3 (p. 3096) : soutient l'amendement n° 121 de M. Auguste Chupin (exclusion des biens professionnels définis à l'article 4 pour le calcul de l'impôt) - (p. 3097) : soutient l'amendement n° 356 de M. Louis Virapoullé (prise en compte d'un abattement proportionnel au pourcentage du chiffre d'affaires réalisé à l'exportation pour le calcul de l'impôt concernant les biens professionnels) - (p. 3110) : soutient l'amendement n° 373 de M. Louis Virapoullé (estimation des meubles meublants pour le calcul de l'impôt sur le patrimoine) - (p. 3111) : soutient l'amendement n° 374 de M. Louis Virapoullé (exclusion de l'assiette de l'impôt des intérêts des dépôts dans les caisses d'épargne dans la limite des sommes exonérées d'impôt sur le revenu) - Soutient l'amendement n° 375 de M. Louis Virapoullé (non prise en compte des titres d'emprunts et des obligations de l'Etat et des collectivités locales pour le calcul de l'impôt) - Soutient l'amendement n° 406 de M. Louis Virapoullé (prise en compte à la moitié de leur valeur des titres d'emprunts des obligations de l'Etat et des collectivités locales pour le calcul de l'impôt) - Art. 5 (p. 3130) : soutient l'amendement n° 141 de M. Raymond Poirier : (non prise en compte de l'indemnisation d'un préjudice moral ou corporel pour le calcul de l'impôt sur le patrimoine).

**Suite de la discussion** - (26 novembre 1981) - **Art. 7** (p. 3151) : soutient l'amendement n° 152 de M. Francis Palmero identique aux amendements n° 221 de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. Jacques Descours Desacres et n° 268 de M. Jean-Pierre Cantegrit, soutenu par M. René Touzet (montant de l'impôt et déduction du montant de l'investissement net en biens professionnels amortissables réalisés par l'entreprise et ses filiales) - **Après Art. 7** (p. 3157) : soutient l'amendement n° 451 de M. Paul Séramy (monuments classés ou inscrits et déduction du montant des biens ou sommes consacrés à l'entretien et à la rénovation) - **Art. 9** (p. 3160) : soutient l'amendement n° 321 de M. Louis Virapoullé (évaluation du patrimoine et contestation de l'administration fiscale; estimation de l'administration et valeur de promesse d'achat) - **Art. 11** (p. 3177) : son amendement n° 160 : adhésion des chefs d'entreprises aux centres de gestion agréés et bénéfice de l'abattement réservé aux salariés quel que soit leur chiffre d'affaires; retiré - (p. 3178) : soutient l'amendement n° 166 de M. Jean Cauchon (centres de gestion agréés et relèvement des limites du chiffre d'affaires pour l'octroi d'abattements fiscaux) - Se déclare favorable à l'amendement n° 448 de M. René Tomasini, soutenu par M. François Collet (centre de gestion agréés et relèvement de la limite de la déduction fiscale attachée au salaire du conjoint) - (p. 3180) : soutient les amendements de M. Jean Cauchon n° 109 (hausse du plafonnement de la demi-part de réduction d'impôt sur le revenu) et n° 98 identique à l'amendement n° 449 de M. René Tomasini soutenu par M. Michel Chauty (non application du plafonnement de la réduction d'une demi-part d'impôt aux demi-parts additionnelles attribuées aux enfants invalides) - **Après Art. 11** (p. 3190) : ses amendements soutenus par M. Paul Pillet n° 167 : agrément des centres de gestion des artisans; abaissement du seuil minimal du nombre d'adhésions après trois années d'existence pour le maintien de l'agrément; retiré et n° 168 : déduction du bénéfice imposable de l'entreprise du salaire du conjoint participant à l'exercice de la profession; retiré - (p. 3191) : son amendement n° 171, soutenu par M. Pierre Ceccaldi-Pavard : réévaluation de l'abattement octroyé aux adhérents des associations agréées des professions libérales; adopté.

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Art. 14** (p. 3220) : son amendement n° 263, soutenu par M. Adolphe Chauvin : taxation des frais généraux : multiplication des seuils d'imposition dans le cas de sociétés civiles professionnelles ou d'associations agréées; retiré - **Après Art. 22** (p. 3250) : son amendement n° 202, soutenu par M. Francis Palmero : application du taux réduit de la TVA aux opérations d'entretien et de réparations; retiré.

#### Deuxième partie :

**Recherche et technologie** - (2 décembre 1981) - (p. 3476) : importance de la Recherche - Recherche fondamentale et recherche appliquée - Faible mobilité des chercheurs publics - Modification des structures de la recherche et importance du budget; installation du ministère à l'École polytechnique - (p. 3477) : unification de la politique de la recherche et interdépendance avec les autres politiques économique et sociale - Recherche et mise sur pied d'un plan intérimaire de 2 ans et d'un plan quinquennal ou quadriennal - Intensification du recrutement - Faiblesse des ressources régionales - Assises régionales de Strasbourg : pôle de photonique, « synchrotron » européen - Collectivités locales régionales et participation à l'effort de recherche.

**Plan et aménagement du territoire** - (2 décembre 1981) (p. 3511) : mise en place de réformes et résultats escomptés; nécessité d'un bilan - Nouvelle répartition des aides régionales et prise en compte des difficultés du département du Bas-Rhin - Contentieux entre l'Alsace et la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) - (p. 3512) : Alsace et solidarité nationale.

**Justice** - (8 décembre 1981) - (p. 3858, 3859) : politique judiciaire - Délinquance juvénile et abaissement de l'âge des jeunes délinquants; éducation surveillée et absence de

coordination; concertation avec le système scolaire - Fonctionnement des juridictions d'exception en matière civile, sans l'intervention d'un juge; échevinage; tribunaux de commerce et conseils de prud'hommes; intervention des magistrats au niveau de la peine; compétence d'un juge unique assisté d'assesseurs et allègement de la charge des tribunaux collégiaux en matière civile - Présence des juges et droits des individus - Prestige de l'autorité judiciaire.

**Articles non rattachés à l'examen des crédits** - (12 décembre 1981) - **Art. 69** (p. 4156) : son amendement n° 534 : extension du bénéfice de la possibilité de déduction aux associations de bienfaisance de la loi de 1933; retiré - (p. 4158) : son amendement n° 535 : possibilité pour les organismes sans but lucratif d'application d'un taux unique de la taxe sur les salaires; retiré - **Après Art. 71** (p. 4162) : son amendement n° 537 : assimilation des organisations professionnelles artisanales aux syndicats agricoles; retiré.

- **Projet de loi relatif à la modération des loyers** [n° 83 (81-82)] - (15 décembre 1981) - **Art. 1** (p. 4242) : modération de la part « loyer » des dépenses des logements-foyers; non-prise en compte des éléments étrangers au loyer - **Art. 2 bis** (p. 4245) : renouvellement des baux dû à l'abandon du preneur ou par décision de justice - **Art. 5** (p. 4251) : se déclare favorable à l'amendement n° 11 de M. Paul Pillet, rapporteur (suppression de cet article prévoyant la répression des infractions à la présente loi) - Qualification de l'infraction pénale et nécessité d'un procès civil préalable - Sanctions et application d'une loi temporaire.

- **Projet de loi modifiant l'article 7 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires** [n° 24 (81-82)] - (15 décembre 1981) - **Art. unique** (p. 4261) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de Mme Cécile Goldet, rapporteur (article 7 du statut général des fonctionnaires et affirmation du principe d'égalité à l'exclusion de toute référence aux dérogations réservées à l'article 18 bis) - Caractère évident des seules exceptions à l'égalité maintenues par le texte; cas des épreuves physiques et des recrutements distincts.

- **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social** [n° 115 (81-82)] - (21 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4469) : complexité du droit social et de la législation du travail - Tentation offerte par les dispositions de l'article 38 de la Constitution - (p. 4470) : critiques de forme au projet en examen : dispositions relevant du pouvoir réglementaire; problèmes prévisibles d'interprétation et de recours - Critique de fond : réduction de la durée légale du travail et négociation entre les partenaires sociaux - Contrats de solidarité : prise en charge par l'Etat des cotisations sociales - Travail à temps partiel et législation sur les contrats à durée déterminée - Abaissement de l'âge de la retraite - Education et formation professionnelle et compétence réglementaire - Problème de principe posé par le texte : refus par le Sénat de la procédure des ordonnances en 1967 - Mesures sociales du Front Populaire soumises au Parlement par Léon Blum en 1936 - Refus par le Sénat d'un dessaisissement de ses pouvoirs - (p. 4471) : autre solution possible du dépôt devant le Parlement d'un projet de loi d'orientation; exemple de l'abaissement de l'âge de la retraite ou des contrats de solidarité - Procédure de ratification par le Parlement et absence de contrôle de conformité - Refus par le Sénat d'une délégation de pouvoirs - **Question préalable** (p. 4478) : lecture de citations et déclarations de sénateurs socialistes sur la procédure de l'article 38 de la Constitution en 1967.

**RUET (Roland)**, sénateur de l'Ain (UREI) - *Secrétaire du Sénat*

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

## DÉPÔTS

*Avis* présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Education physique et sportive [n° 59, tome IX (81-82)] (23 novembre 1981).

*Avis* présenté au nom de la commission des affaires culturelles sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Jeunesse et sports [n° 59, tome X (81-82)] (23 novembre 1981).

*Rapport d'information* fait, avec MM. Léon Eeckhoutte et Paul Séramy, au nom de la commission des affaires culturelles, à la suite d'une mission effectuée du 18 février au 6 mars 1981 au Pérou et au Brésil, ayant pour objet d'étudier la situation des relations culturelles de la France avec ces pays [n° 162 (81-82)] (23 décembre 1981).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)] - (28 octobre 1981) - Rapporteur pour avis - Discussion générale (p. 2237) : saisine pour avis de la commission des affaires culturelles sur les deux points de la dotation culturelle et de l'indemnité de logement des instituteurs - Insuffisance de la politique culturelle de l'Etat; rapports de MM. Michel Miroudot et Jacques Carat - Désengagement progressif de l'Etat en matière culturelle et déséquilibre entre Paris et le reste de la France - Exemple des crédits du théâtre - Décentralisation culturelle - (p. 2238) : dispositions de l'article 61 relatives à la création d'une dotation culturelle pour les collectivités : crédits prévus et répartition - Fonds d'action culturelle - Dispositions de l'article 62 relatives au logement de fonction des instituteurs : amendement adopté par le Sénat en 1980 : péréquation entre les communes, sans transfert de charges sur l'Etat; dotation spéciale et concours particulier de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Système proposé par le projet et caractère provisoire - Problème de la répartition de l'indemnité entre les communes - Proposition de la commission des affaires culturelles de subordonner le vote sur l'article 62 à l'adoption des deux amendements de M. Michel Giraud, rapporteur de la commission des lois.

Suite de la discussion - (18 novembre 1981) - Titre II - Art. 18 bis (suite) (p. 2823) : son amendement n° II-13, soutenu par M. Guy de La Verpillière : disposition directe du président du conseil général sur les services extérieurs de l'Etat; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Deuxième partie :*

**Education nationale** - (5 décembre 1981) - Rapporteur pour avis (Education physique et sportive) (p. 3665) : intégration des 24.454 professeurs d'éducation physique dans le ministère de l'éducation nationale en janvier prochain - Sport universitaire relevant du ministère de l'éducation nationale et sport universitaire international sous l'autorité du ministre de la jeunesse et des sports - Insuffisance des crédits et absence de crédits prévus pour les équipements - Conditions de recrutement des professeurs d'éducation physique - Situation des professeurs adjoints d'éducation physique - Non respect des 5 heures d'éducation

physique par semaine prévues dans les écoles primaires - Absence de formation initiale pour enseigner l'éducation physique et sportive des instituteurs - Effets bénéfiques du plan de relance conçu pour l'enseignement secondaire au début de 1978 - Rétablissement d'un forfait hebdomadaire de 3 heures pour l'Union nationale du sport scolaire et nécessité d'une augmentation du nombre des enseignants - Trop faible augmentation du « franc élève » - (p. 3666) : absence de professeurs d'éducation physique dans l'enseignement supérieur : 1 pour 2380 étudiants et faiblesse du nombre d'étudiants pratiquant un sport - Souhait d'une généralisation de la contrainte de la pratique d'un sport dans les universités - Souhait d'une épreuve d'éducation physique obligatoire pour obtenir le baccalauréat - Crédits insuffisants pour une disparition de « l'analphabétisme physique » - Absence de crédits pour une amélioration des équipements sportifs - Au nom de la commission des affaires culturelles, accepte avec de fortes réserves, les prévisions budgétaires concernant l'éducation physique et sportive.

**Temps libre** - (6 décembre 1981) - Rapporteur pour avis (Jeunesse et sports) (p. 3720) : efficacité et instabilité de la structure ministérielle ; création du ministère du temps libre - Tutelle au ministère de l'éducation nationale des professeurs d'éducation physique, du sport universitaire et des unités de recherche - Spécificité des problèmes et autonomie de la jeunesse et des sports - Caractère interministériel du ministère du temps libre - Jeunesse et crise économique ; chômage des jeunes filles - Rééquilibrage des crédits en faveur de la jeunesse - Augmentation des crédits pour les centres d'information de Paris et les dix-sept centres régionaux d'information de Paris - Adaptation à la jeunesse des programmes de la télévision ; délinquance juvénile, drogue - Ouverture de l'école sur le monde extérieur - Programme de loisirs quotidiens sur les lieux de vie - Centres de vacances ; fréquentations, formation des animateurs - Conseillers techniques et pédagogiques et Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaires (FONJEP) - Développement de la vie associative - Offices franco-allemand et franco-québécois ; importance des échanges internationaux - Augmentation de la dotation du sport et des activités physiques ; part dans le budget général et objectif du 1 % - (p. 3721) : augmentation des dépenses de personnels et des interventions publiques - Faiblesse de l'accroissement des moyens destinés aux fédérations et aux clubs ; contribution des collectivités locales - Augmentation de la dotation au Fonds national pour le développement du sport (FNDS) ; prélèvement sur les enjeux du loto et du PMU ; contribution de ce fonds aux centres d'éducation physique et sportive et d'éducation populaire (CREPS) de Nancy et de Houlgate ; non budgétisation des ressources de ce fonds - Sport de haut niveau et publicité - Obtention du brevet d'aptitude physique - Fréquentation importante des classes à option sportive - Augmentation des dotations pour la section « sport-études » et des dotations pour la jeunesse et stabilité pour les activités sportives ; menaces sur le FNDS - Proposition d'adoption de ce budget.

**Rappel au règlement** - (9 décembre 1981) - (p. 3943) : concernant le budget de la jeunesse et des sports : au nom de la commission des affaires culturelles, confirmation de la phrase prononcée par le ministre du temps libre dans le cadre de ses responsabilités gouvernementales devant la commission, relative au Fonds national pour le développement du sport - (p. 3944) : preuve figurant aux archives de la commission des affaires culturelles.

## S

**SALLENAVE (Pierre)**, sénateur des Pyrénées-Atlantiques (UREI)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.
- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière (2 octobre 1981) (p. 1814).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (4 novembre 1981) - **Titre I. - Art. 2** (p. 2421) : soutient l'amendement n° I-14 de M. Guy Petit (possibilité du maire de consulter le représentant de l'Etat dans son département ; délai de réponse) - Inquiétude des maires ruraux devant la suppression de la tutelle administrative.

**Suite de la discussion** - (18 novembre 1981) - **Titre III (suite) - Art. 48 ter** (p. 2805) : soutient l'amendement n° III-94 de M. Guy Petit (suppression de cet article relatif à l'institution, dans chaque région, d'un comité des prêts composé en majorité d'élus régionaux, départementaux et communaux).

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Discussion des articles de la première partie :*

(24 novembre 1981) - **Art. 3** (p. 3074) : son amendement n° 58 : taxation et défense de la situation de famille des couples mariés ; devenu sans objet

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1981) - **Art. 3** (p. 3101) : soutient l'amendement n° 61 de M. Jules Roujon (impôt sur le patrimoine : exonération à 50 % des immeubles classés monuments historiques et à 100 % lorsqu'ils sont accessibles au public).

*Deuxième partie :*

**Environnement** - (30 novembre 1981) - (p. 3369) : cas du parc national des Pyrénées occidentales et inquiétudes des élus locaux - Historique de ce parc : réticences des élus montagnards ; avantages substantiels promis à la zone périphérique et réalisation des équipements essentiels ; diminution des crédits pour les zones périphériques des parcs régionaux ; zones de rénovation rurale ; apparition du fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) et dégradation de la situation des communes de la zone périphérique ; rôle de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) et grief de mauvaise utilisation des crédits propres par la zone périphérique - (p. 3370) : financement des projets présentés par les communes de la zone périphérique : conformité au schéma d'orientation des Pyrénées et au schéma d'aménagement de leurs propres zones - Mécontentement des élus et nécessité d'aides spécifiques et de crédits normaux - Dangers de la régionalisation - Respect par l'Etat des engagements pris.

**Transports** - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - (p. 3407) : cas de la fermeture de la ligne ferroviaire transpyrénéenne Pau Saragosse - Refus du rétablissement de cette ligne par la

Société nationale des chemins de fer français (SNCF) - (p. 3408) : situation déplorable des relations ferroviaires et routières entre Pau et Bayonne.

**SALVI (Pierre)**, sénateur du Val d'Oise (UCDP)

## NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des lois.

## DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à instituer le congé spécial dans la fonction publique [n° 283 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 avril 1981, JO Débats du 2 juillet 1981) - **Fonctionnaires et agents publics.**

*Proposition de loi* déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à instaurer des horaires personnalisés dans la fonction publique [n° 284 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 avril 1981, JO Débats 2 juillet 1981) - **Fonctionnaires et agents publics.**

*Avis présenté*, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Intérieur [n° 63, tome I (81-82)] (23 novembre 1981).

## QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 10 (JO Débats 8 octobre 1980) (p. 498) à M. le ministre de la culture et de la communication : radiodiffusion et télévision (réglementation de l'utilisation de la « Citizen Band ») - Réponse de M. Pierre Ribes, secrétaire d'Etat aux postes (3 avril 1981) (p. 498,499).

n° 104 (JO Débats 5 mars 1981) (p. 282) à M. le Premier ministre : fonctionnaires (situation du corps des attachés d'administration centrale) - Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement (3 avril 1981) (p. 510 et suivantes).

n° 36 (JO Débats 3 juillet 1981) (p. 785) à M. le ministre des relations extérieures : politique extérieure (représentation de la France aux obsèques du Cardinal Wyszynski, primat de Pologne) - Réponse de M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures (9 juillet 1981) (p. 856, 857).

n° 39 (JO Débats 3 juillet 1981) (p. 785) à M. le Premier ministre : élections (infraction au code électoral durant la campagne précédant les élections législatives) - Réponse de M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur (9 juillet 1981) (p. 861).

n° 72 (JO Débats 16 juillet 1981) (p. 890) à M. le ministre du commerce extérieur : politique extérieure (rapports économiques de la France avec le Mexique).

n° 114 (JO Débats 9 octobre 1981) (p. 1915) à M. le ministre de la communication : presse (conséquence pour la presse du monopole d'un syndicat).

n° 135 (JO Débats 24 octobre 1981) (p. 2159) à M. le ministre des relations extérieures : archives (rétrocession au gouvernement algérien d'archives).

n° 170 (JO Débats 18 décembre 1981) (p. 4354) à M. le ministre chargé de la fonction publique : pensions de retraite (non rétroactivité de certaines lois sociales).

n° 171 (JO Débats 18 décembre 1981) (p. 4354) à M. le ministre chargé de la fonction publique : **fonctionnaires** (situation des attachés d'administration centrale).

*Questions orales avec débat :*

n° 479 (2 avril 1981) (p. 418) à M. le Premier ministre : **politique extérieure** (conséquences des initiatives de la Libye au Tchad et politique de la France en Afrique) - Caducité le 21 mai 1981 (2 juillet 1981) (p. 778).

n° 5 (JO Débats 12 juin 1981) (p. 737) à M. le ministre chargé de la fonction publique : **fonction publique** (politique gouvernementale en matière de fonction publique) - Caducité le 22 juin 1981 - Reprise le 2 juillet 1981 (p. 778).

n° 80 (3 décembre 1981) (p. 3466) à M. le ministre chargé de la fonction publique : **fonctionnaires** (malaise du corps des administrateurs civils).

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945 sur le Conseil d'Etat [n° 372 (80-81)]** - (14 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 1977) : création de référendaires au Conseil d'Etat, détachés pour cinq ans de leur administration d'origine, et précisions nécessaires : conservation de l'ancienneté ; indices de traitement ; prise en compte pour la retraite - Accord du groupe UCDP sur les conclusions de la commission des lois quant à la nécessité de l'accord du Conseil d'Etat sur les recrutements prévus.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (30 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 2356) : trois regrets : non consultation des élus locaux à la base ; mise à l'écart du travail accompli par le Sénat sur le précédent projet ayant le même objectif ; brièveté du temps imparti pour examiner ce texte - Partisan d'une réelle décentralisation - Quatre points indissociables : compétence de chaque collectivité ; répartition des ressources de chacune d'elle ; statut des personnels ; statut des élus locaux - Plusieurs dangers : rivalité département région ; politisation intensive des assemblées locales ; interventions économiques des collectivités locales ; risques pour le département et la commune - (p. 2357) : actuellement préfet davantage conseiller que tuteur - Crainte de l'accentuation de la tutelle des services techniques - Maire défavorable à l'institution d'une Cour de discipline budgétaire - Risque de voir s'instaurer au niveau des responsabilités communales un certain professionnalisme politique et priver la démocratie locale de ses plus fidèles serviteurs - Nécessité d'une modification constitutionnelle pour transformer la région en collectivité territoriale - Article 24 de la Constitution : « Le Sénat est élu au suffrage indirect, il assure la représentation des collectivités territoriales de la République » - Problème de la représentation des régions dans la Haute assemblée - Modification éventuelle de la composition du Sénat - (p. 2357) : attente d'une réponse aux dangers que comporte le texte en son état actuel avant de porter un jugement définitif.

**Suite de la discussion** - (12 novembre 1981) - **Titre II - Art. 17** (p. 2605) : son amendement n° II-228, soutenu par M. Paul Pillet : composition du bureau : président et membres du conseil général ; retiré - **Art. 21** (p. 2619) : son amendement de coordination n° II-42, soutenu par M. Pierre Schiélé, et identique aux amendements n° II-135 de M. Paul Girod et n° II-141 de M. Jacques Descours Desacres ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (13 novembre 1981) - **Titre II (suite)** - **Art. 24** (p. 2659) : son amendement n° II-249, soutenu par M. Louis Virapoullé : remplacement d'un membre du bureau décédé dans un délai de 15 jours par un

nouveau membre élu ; retiré - **Art. 29** (p. 2664) : son amendement n° II-256, soutenu par M. Adolphe Chauvin : information du Parlement en cas de dissolution du conseil général par une communication motivée ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Discussion des articles de la première partie :*

(25 novembre 1981) - **Art. 3** (p. 3103) : son amendement n° 125 : impôt sur le patrimoine : exonération des immeubles classés monuments historiques ou faisant partie du patrimoine national ; retiré.

**Suite de la discussion** - (26 novembre 1981) - **Art. 11** (p. 3185) : ses amendements, soutenus par M. Paul Pillet n° 164 : application aux pensions de retraite et d'invalidité des déductions fiscales relatives aux frais inhérents à la fonction ou à l'emploi ; retiré ; et n° 165 suppression des dispositions du code général des impôts instituant un abattement de 10 % pour l'imposition des pensions et retraites ; compensation de recettes ; retiré.

*Deuxième partie :*

**Services du Premier ministre (suite) - I. Services généraux (suite) : Services divers rattachés - Fonction publique - Formation professionnelle - Droits de la femme** - (3 décembre 1981) - (p. 3537) : intervient sur les crédits de la fonction publique - Situation des fonctionnaires de catégorie A : difficultés de carrière des administrateurs civils ; mobilité ; grands corps de l'Etat - Suggestions présentées par l'Association générale des administrateurs civils : création d'un grade d'administrateur général - (p. 3538) : création d'un conseil de direction du corps des administrateurs civils, organisme de concertation - Situation des attachés d'administration centrale et difficulté à faire carrière dans le cadre des administrateurs civils - Préoccupation quant à une éventuelle politisation de la fonction publique - Situation des retraités civils et militaires : taux de réversion des pensions servies aux veuves des anciens fonctionnaires de l'Etat et des collectivités locales ; mensualisation des pensions ; amendement déposé à cet égard - Intégration de l'indemnité de résidence au traitement soumis à retenue ; rétroactivité souhaitable de plusieurs lois sociales.

**Intérieur et décentralisation** - (9 décembre 1981) - Rapporteur pour avis (Intérieur) (p. 3944) : progression de 16,2 % des crédits de paiement - Diminution de l'importance relative de ce budget par rapport à l'ensemble du budget de l'Etat - Effort en faveur de la sécurité - Renforcement des effectifs de police - Création d'emplois de conseiller de tribunal administratif - Insuffisance des efforts en faveur des collectivités locales malgré un progrès sensible en matière d'assainissement - Légère régression de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Progression des subventions de fonctionnement due aux allègements des charges proposées par le projet de loi relatif aux droits, libertés et responsabilités des communes, des départements, des régions et des territoires d'outre-mer (TOM), allègements prévus par le précédent gouvernement pour une année - (p. 3945) : durée d'exonération de l'impôt foncier ramenée à 21 et 12 ans par l'Assemblée nationale - Alourdissement des tâches des tribunaux administratifs depuis leur création en 1953 - Réforme de la décentralisation et accroissement du contentieux des tribunaux administratifs - Nécessité d'établir pour l'avenir un plan de recrutement permettant la mise en place dans chaque tribunal du nombre de chambres nécessaires - Augmentation des affaires jugées annuellement - Insuffisance des créations d'emplois dans les tribunaux administratifs - Décret du 17 juin 1980 et suppression de l'intervention obligatoire du commissaire du Gouvernement devant les tribunaux administratifs - Problème du rattachement des tribunaux administratifs au ministère de la justice - Nécessité d'accroître les crédits budgétaires accordés au ministère de la justice lors du transfert - Sécurité des citoyens indispensable à la paix publique - Sentiment



d'inquiétude devant le développement de formes violentes de délinquance - (p. 3946) : cause objective du sentiment d'insécurité - Progression de 19,5 % des crédits de la police nationale et de 27 % de l'ensemble des dépenses de l'Etat - Effort en faveur des personnels de police - Nombreuses créations d'emplois - Atténuation de cette mesure par la réduction de la durée hebdomadaire de travail dans la fonction publique - Insuffisance des créations d'emplois en faveur des policiers en civil - Insuffisance des effectifs de la police de l'air et des frontières, compte tenu des tâches accrues confiées à ces personnels ; contrôle de l'immigration ; lutte contre le terrorisme international - Montée du terrorisme international et amélioration des relations nécessaires avec les services de police internationaux - Mesures positives prises en matière de formation initiale et de formation continue en faveur des personnels de police - Nécessité d'un matériel adapté et moderne : élaboration d'un plan quadriennal et début d'exécution - (p. 3947) : progression des crédits en faveur des moyens de transmission - Insuffisance des armes mises à la disposition des policiers en qualité et en nombre - Insuffisance de l'augmentation des crédits d'aménagement et d'entretien des locaux de police - Nécessité d'une meilleure répartition dans les villes et les banlieues des nouvelles constructions de commissariats et de postes de police - Révision complète sur le plan national de la répartition des forces de gendarmerie et des forces de police - Souhait de la réalisation de diverses mesures sociales au profit des personnels de police : problème de la pension de reversion des veuves de policiers morts en service ; mensualisation des retraites des fonctionnaires ; problème de la parité entre la situation des personnels de police et celle des personnels militaires - Nécessité de donner à l'opinion publique une image de la police au service de la sécurité des citoyens - Fléchissement dans la progression de la DGF et déception dans les communes et dans les départements - Inquiétude devant les importantes lacunes de ce budget au moment de l'adoption par le Sénat du projet de loi de décentralisation - Satisfaction concernant le renoncement à l'informatisation des titres nationaux d'identité - (p. 3948) : au nom de la commission des lois, s'en remet à la sagesse du Sénat en ce qui concerne la progression du budget de l'intérieur et de la décentralisation.

**SAUVAGE (Jean)**, sénateur du Maine-et-Loire (UCDP)

## NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires culturelles.
- Est nommé membre du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (7 avril 1981) (p. 540).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980, modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 14 et 15 de ladite loi (1<sup>er</sup> octobre 1981) (p. 1805).

## DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Enseignements supérieurs [n° 59, tome VI (1981-1982)] (23 novembre 1981).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi**

**d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 14 et 15 de ladite loi [n° 379 (80-81)] - (30 septembre 1981) - Discussion générale (p. 1760) : défense de la loi du 21 juillet 1980 et opposition au projet de loi du Gouvernement - Inquiétudes quant à l'avenir de l'université française ; récupération politique de l'université ; absence de justification de la précipitation ; fin de l'état de grâce - Absence de réelle concertation - Historique de l'élaboration de la loi Sauvage et rôle du Sénat - Aspects négatifs de la loi de 1968 : politisation - Conférence des présidents d'université de Créteil en 1980 et demande d'une réforme de la composition des conseils d'université - Représentation étudiante : abaissement du seuil du quorum de 50 à 25 q - Limitation à deux du nombre des mandats des présidents d'université - Importance de l'université en tant que lieu d'expression pluraliste - (p. 1761) : référence aux rapports de la commission des affaires culturelles du Sénat de décembre 1979 et de juin 1980 : respect de la participation et de l'autonomie : autonomie intellectuelle, pédagogique, financière, et institutionnelle - Minorité des enseignants titulaires dans les conseils et impossibilité d'accomplissement de leur mission - Participation et prise en compte des responsabilités des différentes catégories d'hommes - Constitutionnalité de la loi de 1980 - Avenir de l'université : dégradation de l'image du système de formation supérieure aux yeux de l'opinion publique française et étrangère - Participation de l'UNEF à des élections étudiantes et volonté d'instauration d'un nouveau rapport de forces - Proposition de modification du projet gouvernemental par la commission des affaires culturelles du Sénat - Absence de concertation - (p. 1762) : nombreuses oppositions au projet gouvernemental : opposition à la cessation des fonctions des présidents d'université et directeurs d'UER élus après le 1<sup>er</sup> juillet 1980 - Eligibilité des étudiants étrangers ; situation des exilés et des réfugiés politiques - Absence d'autonomie et choix des personnalités extérieures des conseils par un décret d'application - Avenir de l'université française - Avant l'art. 1 (p. 1767) : soutient l'amendement n° 16 de M. Pierre Vallon (participation de droit des professeurs membres de l'Institut et des académies nationales aux conseils de l'établissement public et de l'unité d'enseignement et de recherche).**

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

## Deuxième partie :

**Education nationale - (5 décembre 1981) - Rapporteur pour avis (Enseignements supérieurs) (p. 3667) : réserves sur l'opportunité d'un regroupement de la gestion des enseignements supérieurs avec celle de l'enseignement primaire et secondaire au sein d'un ministère unique de l'éducation nationale - Tutelle du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) assurée par le ministère de la recherche et de la technologie - Bibliothèque nationale dépendante du ministère de la culture - Rattachement de l'éducation physique et sportive universitaire à l'éducation nationale - Progression du budget de l'éducation nationale inférieure à l'ensemble du budget de l'Etat - Augmentation des crédits de soutien des programmes de recherche et des crédits de fonctionnement matériel - Faiblesse des crédits affectés aux bourses et prêts d'honneur - (p. 3668) : nécessité d'un réexamen du système d'attribution des bourses et efficacité dans la perspective d'une démocratisation de l'enseignement supérieur - Absence d'attribution de locaux aux jeunes universités - Crédits affectés à l'enseignement privé catholique inférieurs à ceux de l'enseignement supérieur public - Création de 2.600 emplois - Texte du Gouvernement à l'automne 1982 sur la nouvelle politique universitaire - Mesures conservatoires concernant les études médicales, les conditions d'accueil des étudiants étrangers, les bibliothèques universitaires et l'emploi universitaire - (p. 3669) : urgence de la création d'une université dans les territoires du Pacifique - Absence de nouveauté de ce budget, hormis les mesures touchant aux personnels - Regrets de la commission de n'avoir pas été saisie officiellement du rapport de M. Quermonne - Proposition du rapport Fréville, base de départ pour la**

réaction du projet de loi à venir sur l'organisation de l'enseignement supérieur - Avis favorable de la commission des affaires culturelles sur le budget de l'éducation nationale.

**SAVARY (Alain), ministre de l'éducation nationale** (nommé le 22 mai 1981 dans le gouvernement Mauroy) [JO Lois et décrets 23 mai 1981, p. 1630].

Nommé de nouveau *ministre de l'éducation nationale* le 23 juin 1981 dans le deuxième gouvernement Mauroy [JO Lois et décrets 24 juin 1981, p. 1786]

## RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 73 de M. Raymond Dumont : écoles normales (avenir des écoles normales d'Arras) (30 octobre 1981) (p. 2326, 2327).

n° 118 de M. Philippe Madrelle : informatique (installation d'un ordinateur bi-processeur à Bordeaux I) (30 octobre 1981) (p. 2327 et suivantes).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 14 et 15 de ladite loi [n° 379 (80-81)] - (30 septembre 1981) - Discussion générale (p. 1751) :** volonté nationale d'un enseignement supérieur et d'une recherche universitaire de qualité - Loi du 12 novembre 1968 : organisation et fonctionnement des universités et établissements publics à caractère scientifique et culturel - Nécessité d'une révision : examen par le Parlement d'un bilan général des enseignements supérieurs et de la recherche universitaire à la fin de 1982 - Rôle des universités : formation d'enseignants ; problème de l'explosion universitaire - Formation initiale, formation continue, recherche - Démocratisation de l'accès à la culture - Politique de décentralisation : ouverture à la vie des régions ; renforcement de l'autonomie universitaire ; construction d'une carte universitaire - (p. 1752) : politique de concertation - Rôle des universités sur le plan international : accueil des étudiants étrangers - Autonomie et démocratie de l'action universitaire : négociation de contrats Etat université et programmes d'action pluriannuels ; organisation des relations internes au sein de l'université - Modes de gouvernement des établissements publics à caractère scientifique et culturel : moyens et structures - Situation des enseignants : recrutement - Statut de l'étudiant - Abrogation de la loi du 21 juillet 1980 - Importance accordée par le Gouvernement aux problèmes universitaires ; crise profonde de l'enseignement universitaire - Insuffisance de la loi de finances pour 1981 - (p. 1753) : inadéquation de la législation de 1968 : pluridisciplinarité, autonomie, participation - Aggravation de la situation par les Gouvernements suivants : exemple de la loi du 21 juillet 1980 tentative de restauration des vieilles facultés antérieures à 1968 - Projets du Gouvernement : abrogation de la loi Sauvage ; premier pas vers une réforme globale du statut des établissements d'enseignement supérieur ; annulation des modifications statutaires imposées ; fin du mandat des membres des conseils, directeurs des UER, présidents des universités élus sur le fondement de cette loi - Opération de retour en arrière - Problème du quorum étudiant : diminution du nombre des représentants des étudiants au delà d'un certain taux d'abstentionnisme ; abolition du quorum - Construction d'un enseignement de qualité - (p. 1765, 1766) : mise en cause de la précipitation de l'action du Gouvernement et volonté d'amélioration de la rentrée universitaire - Vie matérielle et morale des universités - Concertation du Gouvernement avec des

organisations syndicales ; saisine de la commission permanente du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche - Ouverture de l'université aux préoccupations politiques - Suppression du quorum étudiant - Responsabilisation des étudiants - Conditions des élections : information et démocratie - Rôle du Gouvernement pour la nomination des personnalités extérieures dans les conseils d'université - Fin du mandat des présidents d'université élus après le 1<sup>er</sup> juillet 1980 et risque de décalage entre les présidents et les conseils élus dans un contexte différent - Préparation d'une nouvelle loi sur les enseignements supérieurs - (p. 1767) : dépôt d'un projet de loi dès octobre 1982 - Refus des amendements mettant en cause les statuts des universités compromettant le calendrier fixé - **Avant l'art. 1 :** s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Jean Sauvage (participation de droit des professeurs membres de l'Institut et des académies nationales aux conseils de l'établissement public et de l'unité d'enseignement et de recherche) - **Art. 1 (p. 1768) :** s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Jacques Habert, rapporteur (composition des conseils d'université et participation des personnes extérieures ; détermination des programmes et des crédits de recherche ; composition des collèges électoraux d'enseignants, de chercheurs et d'étudiants) - **Art. 2 (p. 1769) :** s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Jacques Habert, rapporteur (interdiction des inscriptions électorales multiples, rétablissement du quorum prévu dans la loi de 1968 pour toutes les catégories d'électeurs dans le cadre des conseils d'université et d'UER) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 3 de M. Jacques Habert, rapporteur - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 4 de M. Jacques Habert, rapporteur - (p. 1770) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Jacques Habert, rapporteur (éligibilité des étudiants étrangers ressortissants de pays avec lesquels existent des accords de réciprocité) - S'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement rédactionnel n° 6 de M. Jacques Habert, rapporteur - **Après l'art. 2 (p. 1771) :** s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 7 de M. Jacques Habert, rapporteur (rôle, durée du mandat et grade du président d'un établissement et du directeur d'une unité d'enseignement) Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 17 de M. Michel Miroudot (rééligibilité immédiate une fois du président d'un établissement) - **Art. 3 :** s'oppose à l'amendement de coordination n° 8 de M. Jacques Habert, rapporteur - **Art. 4 :** s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Jacques Habert, rapporteur (adaptation des statuts des conseils d'université en fonction des dispositions de la présente loi) - S'oppose à l'amendement rédactionnel n° 10 de M. Jacques Habert, rapporteur - **Art. 5 (p. 1772) :** s'oppose l'amendement n° 11 de M. Jacques Habert, rapporteur (maintien en fonctions des présidents d'université élus avant et après le 1<sup>er</sup> juillet 1980) - Accepte l'amendement de coordination n° 12 de M. Jacques Habert, rapporteur - **Art. 6 :** s'oppose à l'amendement n° 13 de M. Jacques Habert, rapporteur (suppression de cet article sur l'application des dispositions statutaires aux conseils d'université et la possibilité de réélection de ceux-ci dans les trois mois après l'adoption du nouveau statut) - **Art. 6 bis (p. 1773) :** s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Jacques Habert, rapporteur (suppression de l'énumération des catégories appelées à siéger en tant que personnalités extérieures au sein des conseils) - **Intitulé :** s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Jacques Habert, rapporteur (de forme ; « **Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980, modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 portant modification des articles 13, 14 et 15 de ladite loi** »).

**Deuxième lecture [n° 406 (80-81)] - (1<sup>er</sup> octobre 1981) - Discussion générale (p. 1800) :** texte du projet initial rétabli par le Gouvernement au cours de la deuxième lecture à l'Assemblée nationale - **Art. 1 (p. 1801) :** s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Jacques Habert rapporteur (représentation de chaque catégorie dans des proportions à l'intérieur d'une fourchette pour la composition des conseils d'université et d'unité d'enseignement et de recherche,

UER) - Art. 2 (p. 1802) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Jacques Habert rapporteur (rétablissement du quorum prévu dans la loi de 1968 et généralisation à toutes les catégories d'électeurs pour les conseils d'université et les conseils d'UER) - S'oppose à l'amendement rédactionnel n° 3 de M. Jacques Habert, rapporteur - S'oppose à l'amendement n° 4 de M. Jacques Habert, rapporteur (éligibilité pour les seuls étudiants étrangers ressortissants de pays avec lesquels existent des accords de réciprocité) - Art. 2 bis : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Jacques Habert, rapporteur (rééligibilité immédiate des présidents) - Art. 3 : accepte l'amendement n° 6 de M. Jacques Habert, rapporteur (suppression de l'article 3 pour coordination) - Art. 4 (p. 1803) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Jacques Habert, rapporteur (fixation du programme d'application de la loi et rôle des conseils actuellement en fonction) - S'oppose à l'amendement rédactionnel n° 8 de M. Jacques Habert, rapporteur - Art. 5 : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Jacques Habert, rapporteur (accomplissement de leur mandat jusqu'à expiration pour tous les présidents d'universités et directeurs d'UER régulièrement élus) - S'oppose à l'amendement n° 10 de M. Jacques Habert, rapporteur (suppression du deuxième alinéa de cet article concernant les présidents maintenus en poste et ceux qui seraient exclus) - Art. 6 : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Jacques Habert, rapporteur (suppression de l'article 6 concernant le calendrier d'application déjà précisé à l'article 4) - Art. 6 bis (p. 1804) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Jacques Habert, rapporteur (suppression de cet article concernant la détermination par décret des catégories de personnalités extérieures appelées à siéger dans les conseils d'universités). - Intitulé : s'oppose à l'amendement n° 13 de M. Jacques Habert, rapporteur (de forme : « projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14, 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 13, 14 et 15 de ladite loi ») - Sur l'ensemble : urgence du projet, nécessité de calendrier, large concertation et refonte en octobre 1982 du système des enseignements supérieurs et du rôle des universités. Proposition du gouvernement, choix politique. Conciliation possible lors de l'examen futur de l'ensemble du problème.

*Nouvelle lecture* [n° 409 (80-81)] - (2 octobre 1981) - Discussion générale (p. 1843) : rétablissement par l'Assemblée nationale du projet gouvernemental - Demande l'adoption de ce texte par le Sénat - Art. 1 : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Jacques Habert, rapporteur (conseils d'universités et répartition des différentes catégories ; prépondérance aux professeurs ; maîtres de conférences et maîtres-assistants).

- Question orale avec débat : rôle de l'audiovisuel dans le système éducatif - (6 octobre 1981) - (p. 1879, 1880) : arrêt momentané du programme d'action pour le développement de l'audiovisuel dans l'éducation élaboré par le précédent gouvernement : aménagement et remaniement nécessaires de ce plan - Projets du Gouvernement à cet égard et large concertation - Nouvelle définition nécessaire des rapports entre les sociétés de programme de radiodiffusion et de télévision et l'éducation nationale : fonction éducative de l'audiovisuel et mission de service public - Programmes spécialisés de radio et de télévision et exemple de la BBC - Expérience du Centre national de documentation pédagogique (CNDP) et des universités dans la conception et la fabrication de tels programmes - Formation nécessaire des élèves à la compréhension du langage audiovisuel ; expériences déjà réalisées - Utilisation du matériel pédagogique : diapositives, films ; informatique ; télématique - Préparation par le Gouvernement d'un plan audiovisuel : retard d'équipement pris au cours des dernières années : magnétoscopes, téléviseurs couleur, matériel sonore - (p. 1881) : effort essentiel de formation initiale et de formation continue de tout le personnel éducatif : enseignants, chefs d'établissement, inspecteurs - Prise en compte des réflexions faites au cours du présent débat.

## - Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]

### Deuxième partie :

Education nationale - (5 décembre 1981) - (p. 3657) : formation des jeunes et des adultes et réduction de l'inégalité devant le savoir - Rôle dynamique de l'éducation nationale au sein de la société - Nécessité de définir les étapes d'une mutation à moyen terme - Rôle de l'éducation nationale dans la lutte contre le chômage - Nécessité d'éviter la sortie précoce de jeunes gens sans formation complète et rôle des lycées d'enseignement professionnel (LEP) - Programme de lutte contre le chômage du Gouvernement pour les jeunes de 16 à 18 ans : certificat d'aptitude professionnelle (CAP) et brevet d'études professionnelles (BEP) - Nécessité d'une politique d'investissements pour transformer les LEP - Reconstruction obligatoire pour une rénovation de l'enseignement technique - Modification des contenus de formation et adaptation aux technologies nouvelles - Développement d'une pédagogie active et ouverte sur l'extérieur - Nécessité d'accorder aux établissements les moyens de fonctionnement leur permettant de remplir leur mission - (p. 3658) : participation de l'enseignement supérieur aux actions de formation continue des jeunes et des adultes déjà sur le marché du travail - Amélioration de la qualité de notre enseignement et développement de notre capacité de recherche - Reprise amorcée du recrutement des enseignants du supérieur - Taux supérieur de scolarisation universitaire des autres pays industrialisés - Nouvelle loi d'orientation de l'enseignement supérieur en préparation - Souci d'éviter les spécialisations précoces et orientation des élèves le plus tard possible - Apport de l'éducation nationale à la lutte contre le chômage et facteur de réduction des inégalités - Relation entre les taux d'échec, d'abandon scolaire et l'environnement socio-économique - Elaboration de programmes d'éducation prioritaires - Lutte contre les inégalités, préoccupation de tous les établissements scolaires et universitaires - Augmentation des crédits destinés aux bourses scolaires et universitaires - Création de postes dans l'enseignement pré-élémentaire - Nécessité d'une réduction des effectifs des classes maternelles - Nécessité d'une formation des enseignants adaptée à la grande diversité des élèves - Problème de la répartition des emplois sur le territoire et de la gestion des personnels - (p. 3659) : fortes disparités entre les académies - Réduction des inégalités parmi les personnels - Revalorisation matérielle des enseignants en commençant par les instituteurs - Importance de l'auxiliaire - Problème du réemploi de ces personnels - Négociations en cours pour les maîtres auxiliaires et les vacataires de l'enseignement supérieur - Volonté d'intégration des personnels administratifs, techniciens, ouvriers et de service dans la communauté éducative - Importance du nombre de postes de personnels non enseignants créés dans ce budget - Incitation à un dialogue entre les parents et les enseignants - Mise au point des textes créant les conseils d'établissement mettant en oeuvre la gestion tripartite de l'éducation nationale - Développement de l'autonomie et de la responsabilité des établissements favorisés par la décentralisation de l'appareil éducatif - Mise en place d'un grand service public laïc de l'éducation nationale annoncé par le Président de la République - Nécessité d'une participation accrue des universités au développement régional - Rôle important sur la scène internationale des universités de notre pays accueillant des étudiants étrangers, nouant des accords de coopération et développant un enseignement et une recherche de qualité - Rôle important de l'éducation nationale dans la politique de coopération et d'échanges de la France au sein de la communauté internationale - Service à l'étranger, notamment pour les enseignants du supérieur étape normale et particulièrement enrichissante de leur carrière - Consultations et temps nécessaire à la conduite du changement - Nécessité d'emplois et de crédits - Satisfaction partielle par la loi de finances rectificative de juillet dernier et par les crédits de ce budget - Demande l'adoption de ce budget et la participation à l'oeuvre de rénovation progressive et profonde du système éducatif nécessaire au pays -

(p. 3669) : plan de résorption de l'auxiliarat après discussion avec les organisations syndicales et s'accompagnant de la mise en place d'un système de remplacement efficace, en réponse au problème de l'auxiliarat évoqué par M. *Gérard Delfau* - Remplacements assurés progressivement par des titulaires - Absence d'intention d'une création d'un corps spécifique assurant les remplacements - Taux de scolarisation des jeunes entre 16 et 18 ans inférieur en France à ceux des pays développés - Nombreux jeunes parvenant sur le marché du travail sans formation professionnelle réelle - Coordination entre l'éducation nationale et la formation professionnelle - Ancienneté du parc des établissements de l'éducation nationale et efforts d'entretien nécessaires afin de ralentir le vieillissement et d'étaler l'effort de construction - Elaboration d'un programme pluriannuel de construction - (p. 3670) : problème de la répartition des responsabilités entre l'Etat et les collectivités locales - Incohérence du système actuel - Solution de ce problème dans la loi de décentralisation - Crédits supplémentaires en faveur des bourses et problème de la démocratisation de l'enseignement - Choix d'un recrutement par concours d'un personnel suivant une formation préférable au recrutement hâtif et massif d'auxiliaires en réponse à l'absence de politique globale de recrutement évoquée par M. *Paul Séramy* - Politique des zones d'action prioritaire - Héritage du passé - Ambition d'ouvrir l'université sur le monde extérieur et insertion dans le milieu socio-économique régional - Importance de la cohérence évoquée par M. *René Chazelle* entre les actions du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et de la mission de la recherche et de la direction de l'enseignement supérieur - (p. 3671) : mise en place d'un comité de coordination - Examen approfondi en relation avec le ministre d'Etat de la recherche et de la technologie, le ministre des relations extérieures et le ministre de la coopération, des problèmes des grands établissements et des établissements français à l'étranger - Réforme nécessaire de ces établissements prestigieux et rajeunissement de leurs statuts - Insertion insuffisante dans la communauté scientifique française des écoles françaises à l'étranger - Cas particulier du Muséum d'histoire naturelle - Examen détaillé de la situation et proposition de réforme - Travaux scientifiques du Collège de France au plus haut niveau de la compétition internationale - Absence de directive de répartition pour l'attribution des crédits de fonctionnement au Collège de France - Travaux importants entrepris depuis 1977 - Problèmes de l'éducation physique et sportive évoqués par M. *Roland Ruet* - Croissement des effectifs d'enseignants de 6 % - Nouvelles épreuves en 1982 pour le concours du certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive (CAPEPS) - Souhait d'un développement de l'éducation physique et sportive dans l'enseignement supérieur - Problème de la réunification du ministère des universités à celui de l'éducation évoqué par M. *Jean Sauvage* - (p. 3672) : application des lois et conventions en ce qui concerne le problème de l'enseignement privé dans le supérieur - Commission animée par M. *Jeantet* et préparation de la prochaine loi d'orientation de l'éducation - Décret instituant un nouveau régime pour les étudiants étrangers, en cours de signature - Problème de la cohérence dans les carrières universitaires - Rapport *Quermonne* adressé aux présidents des commissions - Objectif commun avec M. *Léon Eeckhoutte* concernant la lutte contre l'échec scolaire - Souci de l'aspect qualitatif des emplois - Augmentation des postes aussi bien dans le domaine de l'enseignement technique que dans celui de l'enseignement général - Pourcentage des crédits traduisant une volonté de redressement de la part du Gouvernement - Devoir du Gouvernement de préparer la loi en concertation avec les institutions compétentes et notamment le Parlement - Nécessité d'une première concertation avec les parents d'élèves et avec les syndicats - Affirmation de ne pas mettre le Sénat devant le fait accompli - (p. 3691) : application du système des zones d'éducation prioritaires au département de la Réunion, en réponse à M. *Louis Virapoullé*, après concertation locale avec les représentants élus - Création d'une mission sur les conditions de l'enseignement dans les

collèges - Aucune création de grade envisagée concernant les directeurs d'école - Impossibilité de décharger complètement les directeurs d'écoles maternelles et primaires ayant 5 classes et plus - Attachement du Gouvernement, en réponse à M. *Georges Mouly*, intervenant au nom de M. *Jacques Moutet*, à la mise en oeuvre d'une véritable politique en faveur des langues et cultures régionales - Habilitation accordée aux universités de Rennes et de Brest pour la langue celtique - Amplification en 1981-1982 des réalisations de l'année précédente et mise à l'étude des dispositions qui pourront être prises pour 1982-1983 - (p. 3692) : possibilité de poursuivre ou de commencer dès l'année 1981-1982, un enseignement de langues et cultures régionales à titre d'option de seconde ou de troisième langue vivante - Problème difficile de l'enseignement privé dans le 1<sup>er</sup> degré public et dans le second degré dans le territoire de Wallis-et-Futuna, évoqué par M. *Sosefo Makapé Papilio* et modifications tenant compte de la situation particulière et des servitudes liées aux distances et au problème des bourses - Réponse plus complète dans les prochains jours - Problème du taux moyen du « franc élève » pour les installations sportives évoqué par M. *Jules Faigt* et mesures nouvelles de 7 millions de F faisant passer le taux moyen de 13,39 F en 1981 à 15,06 F en 1982, première étape indispensable de la revalorisation de ce crédit - Responsabilité des transports scolaires incombant aux organisateurs sous la surveillance administrative du ministère des transports en réponse à la question évoquée par M. *Marc Boeuf* - 40.000 véhicules circulant chaque jour - Recherche d'une amélioration en liaison avec le ministre des transports et les associations de parents d'élèves - Problème du développement des capacités d'accueil des lycées d'enseignement professionnel et accueil de 20.000 élèves supplémentaires dès la rentrée 1982 au titre du plan de lutte contre le chômage des jeunes - Non remise en cause de la polyvalence de l'instituteur en réponse à la question évoquée par M. *Franck Sérusclat* sur les conditions de l'amélioration de l'intervention pédagogique dès l'école maternelle - Problème de l'auxiliarat évoqué par M. *Michel Miroudot* : héritage de 50.000 auxiliaires dans l'enseignement du second degré - Elaboration d'un plan et mise en place d'une organisation du remplacement - Volume des créations d'emplois dans le budget 1982 - Régularisations d'emplois et créations nettes d'emplois - Comparaisons objectives - (p. 3693) : premiers recrutements importants depuis 5 ans dans les universités : 1.540 en 1982 - Aucune décision à ce jour sur les carrières et sur les modalités de recrutement des nouveaux enseignants - Intérêt égal pour nos universités de la part des professeurs étrangers - Problème de la réforme des études médicales - Entrée en vigueur de la réforme du 3<sup>e</sup> cycle des études médicales prévue pour 1983 par la loi du 6 juillet 1979 reportée d'un an - Projet de décret et projets d'arrêtés en cours d'élaboration afin de préciser les modalités transitoires tendant à préserver les droits des étudiants - Croissement de 6,5 % du nombre d'étudiants dans les universités - Augmentation importante des crédits de fonctionnement ordinaires et crédits de recherche effectivement consacrés à la recherche - Relations excellentes avec le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et volonté de travailler dans la meilleure intelligence possible - Problème de l'abrogation de la loi dite « loi Sauvage » évoqué par M. *Jacques Habert* - Décision qui s'impose à tous du Conseil constitutionnel et non avis - Publication prochaine des textes concernant les étudiants étrangers - Maintien du doctorat d'université - Programme de réorganisation du secteur des relations internationales en cours d'élaboration - Difficulté de dissocier les divers enseignements dans les rapports avec les pays étrangers - Augmentation de 30 % des crédits des bourses accordées aux familles françaises expatriées - (p. 3694) : volonté du Gouvernement d'améliorer la situation difficile des familles françaises vivant à l'étranger - Important problème des dépenses de fonctionnement des établissements évoqué par M. *Gérard Delfau* - Importante augmentation des dépenses énergétiques absorbant une grande part des crédits supplémentaires destinés au fonctionnement des lycées et collèges - Importance du

problème des collègues et rapport de M. Legrand après une large consultation de tous ceux qui sont concernés - Attente des conclusions de ce rapport - Problème de l'enseignement privé et des déclarations du candidat à la présidence de la République - Début des consultations dès la fin de ce mois - Effort accompli par la majorité et attente de la consultation sur la base des propositions gouvernementales - Situation résultant du malthusianisme pratiqué par les gouvernements précédents depuis quelques années - Redressement de la situation de l'éducation nationale nécessitant une action persévérante et dynamique - Problème des assistants et des vacataires évoqué par Mme *Hélène Luc* - Aucune suppression d'emploi pour les assistants - (p. 3695) : préparation de propositions à présenter dans le cadre général de la réorganisation des enseignements supérieurs - Situation intolérable des vacataires - Titularisation de 400 vacataires sur 1400 et préservation de la qualité - Fin des travaux du Conseil supérieur des corps universitaires en janvier - Problèmes de la jeunesse nécessitant une mobilisation permanente et constante - Souhait d'une aide du Sénat par son expérience, par ses conseils et par ses votes - Examen des crédits - Art. 87 bis (p. 3697) : nécessité d'une équité par rapport aux assistants et aux maîtres assistants en fonction interdisant de nommer par priorité des vacataires à des emplois de maître assistant ou de professeur - Impossibilité de prendre l'engagement immédiat concernant la mensualisation - Préparation par le ministère de la fonction publique d'un texte sur la titularisation des non titulaires - Concertation avec les organisations syndicales et application de la réglementation relative à la protection sociale des agents non titulaires de l'Etat à tous les vacataires n'exerçant pas une autre activité par ailleurs - Demande le retrait de l'amendement n° 523 de Mme Danielle Bidard, soutenu par M. James Marson (réservation à l'intégration des vacataires et autres enseignants exerçant sans emploi budgétaire, d'une partie des emplois créés par la présente loi).

SCHIELE (Pierre), sénateur du Haut-Rhin (UCDP)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.
- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers (13 octobre 1981) (p. 1943).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à favoriser l'évolution des structures industrielles et commerciales et à assurer une meilleure protection des salariés et des ayants droit d'une entreprise ou d'un établissement en difficulté [n° 347 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 31 juillet 1981, JO Débats du 8 septembre 1981).

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le quatrième alinéa de l'article 18 de la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972 portant création et organisation des régions [n° 348 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 31 juillet 1981, J.O. Débats du 8 septembre 1981).

*Proposition de loi constitutionnelle* modifiant et complétant les articles 21, 34, 37 et 72 de la Constitution [n° 378 (80-81)] (17 septembre 1981).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)] - (28

octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 2246) : caractère déconcertant du projet en examen - Absence de prise en compte du débat mené en 1979 et 1980 au Sénat sur le projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales - Absence de concertation - Débat théorique sur la décentralisation et réalité de cette notion : exemple de la charte culturelle signée avec l'Etat et les départements par la région Alsace : relais culturels régionaux et associations des usagers ; contrat de confiance - Clarification nécessaire des compétences - (p. 2247) : suppression du contrôle *a priori* et consultation nécessaire du commissaire de la République ; délai d'exécution de la décision - Budget des comptes administratifs : intervention des chambres régionales des comptes - Maintien de la tutelle de fait - Transfert du pouvoir exécutif départemental et régional du préfet à l'assemblée élue et absence de précisions quant à la répartition des services départementaux et régionaux avec ceux de l'Etat - Statut de la fonction publique locale - Intervention économique des collectivités locales - Problème constitutionnel évoqué par le rapporteur - Proposition de loi sur la décentralisation de l'Etat, autrefois déposée par M. Gaston Defferre, député - Définition et pouvoirs de la région - (p. 2248) : loi de 1972 sur la création des régions et dispositions de l'article 4 relatives aux délégations de pouvoirs - Ses interventions répétées en faveur de la délégation de nouveaux pouvoirs et de nouveaux moyens aux régions - Contentieux ouvert avec le ministre de l'intérieur - Résultats de la consultation dans son département - Article 34 de la Constitution et définition du domaine de la loi en ce qui concerne les collectivités territoriales - Répartition des pouvoirs entre les différentes collectivités locales - (p. 2249) : insuffisance du projet et inopportunité.

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1981) - **Titre I** - *Après l'art. 2 (suite)* (p. 2452) : se déclare défavorable à l'amendement n° 1-260 de M. Bernard-Michel Hugo, soutenu par M. Jean Ooghe (droit d'audience par le conseil municipal des représentants d'une association locale ou des habitants de la commune) - **Art. 3** (p. 2469) : soutient l'amendement n° I-350 de MM. Roger Boileau et Raymond Bouvier (fixation du délai de saisine du tribunal administratif à deux mois).

**Suite de la discussion** - (6 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 5** (p. 2532) : soutient l'amendement n° I-372 de M. Claude Mont (fonctionnement et pouvoirs de la chambre régionale des comptes dans le rétablissement de l'équilibre lorsque le budget communal n'est pas voté en équilibre réel) - (p. 2534) : soutient l'amendement n° I-373 de M. Raymond Poirier (budget réglé et rendu exécutoire par le représentant de l'Etat dans le département).

**Suite de la discussion** - (10 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 6** (p. 2557) : soutient l'amendement n° I-379 de M. Raymond Bouvier (redressement d'un budget communal et information motivée aux assemblées départementale et régionale) - **Art. 7** (p. 2561) : se déclare favorable, ainsi que son groupe, à l'amendement n° I-106 de M. Michel Giraud, rapporteur (difficultés financières exceptionnelles et principe de l'octroi de subventions exceptionnelles par le représentant de l'Etat).

**Suite de la discussion** - (12 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - *Après l'art. 13 bis* (p. 2599) : se déclare favorable à l'amendement n° I-277 de M. Marcel Rudloff (conditions d'application des dispositions du titre I aux communes des départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin) - **Titre II** - *Avant l'art. 17* (p. 2604) : son amendement n° II-226 : création dans chaque département d'un syndicat de communes pour le personnel ; réservé jusqu'après la discussion de l'article 55 - **Art. 18 septies** (p. 2615) : soutient les amendements n° II-240 de M. Claude Mont (extension aux communes et aux établissements publics intercommunaux de la possibilité de création d'une agence technique départementale) et n° II-241 de M. Yves Le Cozannet (recrutement par concours du personnel de l'agence technique départementale) - **Art. 21** : (p. 2619) : soutient l'amendement de coordination n° II-42 de M.

Pierre Salvi, identique aux amendements n° II-135 de M. Paul Girod, et n° II-141, de M. Jacques Descours Desacres.

**Suite de la discussion** - (13 novembre 1981) - **Rappel au règlement** (p. 2645) : trop grande célérité des débats - Application de l'article 40 de la Constitution : raisons de son invocation par le Gouvernement et explication des amendements par leurs auteurs - **Titre I - Art. 14 (suite)** (p. 2651) : soutient l'amendement n° I-392, de M. Alphonse Arzel (suspension des maire et adjoints après avis du Conseil d'Etat) - **Titre II (suite) - Art. 27** (p. 2662) : son amendement n° II-253, soutenu par M. Louis Virapoullé : mise à la disposition du public de relevés des décisions du conseil général ; retiré.

**Suite de la discussion** - (16 novembre 1981) - **Titre II bis (nouveau) après l'art. 44** (p. 2713) : se déclare favorable à l'amendement n° II bis-8 de M. Michel Giraud, rapporteur (« Chapitre II nouveau - Police ») - (p. 2714) : se déclare favorable à l'amendement n° II bis-10 de M. Michel Giraud, rapporteur (précisions concernant les responsabilités de l'Etat et les pouvoirs du maire en matière de police) - (p. 2719) : se déclare favorable au nom du groupe de l'UCDP à l'amendement n° II bis-12 de M. Michel Giraud, rapporteur (Intitulé de chapitre : « Chapitre III nouveau - Action sociale et santé »).

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - **Titre II bis (nouveau) après l'art. 44 (suite)** (p. 2734) : utilisation abusive de l'article 40 de la Constitution - Demande des précisions sur un projet gouvernemental relatif au transfert des charges et des compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales - Se déclare favorable, ainsi que le groupe UCDP, à l'amendement n° II bis-21 de M. Michel Giraud, rapporteur (fixation par une loi ultérieure des règles régissant l'exercice des compétences sociales reconnues à l'Etat et aux collectivités locales) - (p. 2736) : position favorable du groupe UCDP sur l'amendement n° II bis-23 de M. Michel Giraud, rapporteur (intitulé : « Chapitre IV nouveau - Education ») - **Titre III - Art. 45** (p. 2752) : soutient l'amendement n° III-133 de M. Jean Franco (suppression des dispositions de cet article érigeant la région en collectivité territoriale) - (p. 2754) : soutient l'amendement n° III-138 de M. Claude Mont (suppression des dispositions de cet article relatives à l'affirmation de l'intégrité du territoire national).

**Suite de la discussion** - (18 novembre 1981) - **Titre III (suite) - Art. 48 bis** (p. 2803) : sur l'amendement n° III-62 de M. Michel Giraud, rapporteur (participation de la région à l'élaboration du plan national ; plan régional ; coordination des investissements publics locaux dans la région), soutient le sous-amendement n° III-157 de M. Claude Mont (suppression, dans l'alinéa relatif au plan régional, de la référence aux « normes et critères fixés par la loi ») - **Art. 49** (p. 2809) : son amendement n° III-160, identique à l'amendement n° III-161 de M. Raymond Poirier : réduction de trois à un mois du délai laissé au tribunal administratif pour statuer sur les délibérations des autorités régionales relatives aux marchés ; devenu sans objet - **Art. 51** (p. 2812) : son amendement n° III-147 : délégation du président du conseil régional aux seuls vice-présidents et autres membres du bureau ; retiré - **Titre III bis (nouveau) après l'art. 55 (suite)** (p. 2824, 2825) : intervient sur les problèmes du personnel communal : unité du service public dans le pays - Garantie fondamentale statutaire de l'ensemble des fonctionnaires du service public et distinction entre statuts spéciaux - Fonctionnaires départementaux et communaux - Distinction du grade et de la fonction - Organisation des carrières - Cadre d'emploi - Notion de recrutement par voie de concours et concours sur titres - Nomination aux postes et liste d'aptitude - Compétence du chef de l'exécutif municipal ou départemental pour la nomination aux emplois - Formation initiale et formation professionnelle.

**Suite de la discussion** - (19 novembre 1981) - **Titre IV - Art. 63** (p. 2866) : son amendement n° IV-14 : prise en charge des dépenses de police par l'Etat dans les communes

ne disposant pas d'une police d'Etat : irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - **Titre V (nouveau) après l'art. 65 (suite)** (p. 2880) : soutient l'amendement n° IV-10, précédemment réservé, de M. Henri Goetschy (taux de rémunération des disponibilités des collectivités territoriales déposées pendant plus de trois mois au Trésor public) - **Titre I - Avant l'art. 1 (suite)** (p. 2883) : son amendement n° I-333, précédemment réservé : entrée en vigueur de la loi après la promulgation de toutes les lois prévues par ses dispositions ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Art. 20** (p. 3241) : son amendement n° 197, soutenu par M. Francis Palmero : liberté d'option pour les publications non quotidiennes entre l'assujettissement à la TVA sur les ventes au taux de 4 % et l'exonération de cette taxe avec maintien de la taxe sur les salaires ; irrecevable aux termes de l'article 40 de la Constitution - **Art. 36** (p. 3273) : son amendement n° 212, soutenu par M. Adolphe Chauvin : création d'un prélèvement exceptionnel supplémentaire au profit des collectivités locales pour assurer à la dotation globale de fonctionnement (DGF) une augmentation équivalente à celle des recettes de l'Etat ; retiré.

SCHLEITER (François), sénateur de la Meuse (UREI)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Est nommé de nouveau membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes (14 octobre 1981) (p. 1973).

SCHMAUS (Guy), sénateur des Hauts-de-Seine (C)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

#### QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 90 (JO Débats 29 janvier 1981) (p. 113) à M. le ministre de la jeunesse : sports (subvention attribuée à la fédération sportive et gymnique du travail) - Caducité le 21 mai 1981.

n° 92 (JO Débats 29 janvier 1981) (p. 113) à M. le ministre de l'éducation : stupéfiants (lutte contre la drogue) - Caducité le 21 mai 1981.

n° 105 (JO Débats 5 mars 1981) (p. 282) à M. le ministre de la culture : imprimerie (situation d'une imprimerie) - Caducité le 21 mai 1981.

n° 123 (JO Débats 16 avril 1981) (p. 555) à M. le ministre de la jeunesse : éducation physique et sportive (enseignement de l'éducation physique et sportive dans les lycées d'enseignement professionnel) - Caducité le 21 mai 1981.

n° 117 (JO Débats 14 octobre 1981) (p. 1954) à M. le ministre de l'industrie : **automobiles** (développement de l'industrie automobile en Ile-de-France).

n° 144 (JO Débats 5 novembre 1981) (p. 2427) à M. le ministre du plan et de l'aménagement du territoire : **région parisienne** (emplois industriels en Ile-de-France) - Réponse de M. Michel Rocard, ministre du plan et de l'aménagement du territoire (19 décembre 1981) (p. 4406, 4407).

#### Questions orales avec débat :

n° 65 (30 septembre 1981) (p. 1774) à M. le ministre de l'industrie : **automobiles** (sauvegarde et développement de l'industrie automobile en Ile-de-France) - Discutée le 23 octobre 1981 (débat commun) (p. 2149 et suivantes).

## INTERVENTIONS

- **Questions orales avec débat jointes : difficultés de l'industrie textile** - (20 octobre 1981) - (p. 2058) : secteur de la machine à coudre industrielle et familiale ; licenciements dans la société Singer et redéploiement en Amérique du Sud, en Afrique et en Asie - Opposition du personnel de Clichy au licenciement - Importation de machines japonaises.

- **Questions orales avec débat jointes : situation de l'industrie automobile** - (23 octobre 1981) - (p. 2153) : entretien entre le ministre et une délégation de la CGT - Chute des immatriculations ; augmentation du chômage et régression du pouvoir d'achat - (p. 2154) : progression de la pénétration des voitures étrangères ; cas de Peugeot-Talbot - Fusion Peugeot-Talbot et appauvrissement de la gamme du groupe Peugeot - Voitures étrangères et amélioration du rapport qualité-prix - Pression japonaise sur les marchés européens - Responsabilités des constructeurs - Importance de la fiscalité sur l'automobile - Coût des assurances, des réparations et des péages - Progression des importations et déséquilibre de la balance commerciale ; implantation de constructeurs étrangers en France - Marché de la moto et domination japonaise - Développement de l'industrie automobile et santé du marché national - Renégociation des accords entre la régie Renault, Peugeot et différents Etats et entreprises étrangères - Région Ile de France et désengagement du groupe Peugeot-Citroën - Plan gouvernemental de lutte contre le chômage : relance de la croissance et nouveau partage du travail - Nécessité d'un examen du dossier Peugeot-Ile de France - Nouveaux modèles et maintien des unités de production de la région parisienne - Relance de la machine-outil et création d'un pôle automobile sur les automatismes et la robotique - Formation professionnelle et formation continue - Réduction du temps de travail - Reconquête du marché national - Accords de coopération internationale - (p. 2155) : recherche du profit et fermeture d'usines Citroën dans la région parisienne.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

Suite de la discussion - (17 novembre 1981) - **Titre III - Art. 47** (p. 2757) : son amendement n° III-98, soutenu par M. Jean Garcia : commissaire de la République et pouvoirs d'instruction et d'exécution des affaires régionales ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

#### Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (27 novembre 1981) - **Art. 22** (p. 3246) : son amendement n° 43, soutenu par M. Pierre Gamboa : tarif de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur : maintien de la taxe pour les véhicules de moins de 8 CV et augmentation progressive à due concurrence pour les véhicules de plus de 8 CV ; retiré.

#### Deuxième partie :

**Services du Premier ministre - I - Services généraux - Information** - (30 novembre 1981) - (p. 3339) : emprise de grands groupes financiers sur l'information ; concentration des sociétés de presse ; chômage des journalistes et responsabilité du pouvoir giscardien - Information et liberté d'expression - Aide aux journaux d'opinion à faibles ressources publicitaires - Taux de TVA pour la presse sociale - Création d'une commission spéciale et examen du problème des aides publiques à la presse écrite - Avenir de la Société nationale des entreprises de presse (SNEP) : plan d'investissement et création d'emplois nouveaux - Défense de la presse d'opinion, symbole de pluralisme et de démocratie.

**Industrie** - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - (p. 3436) : cas des Câbles de Lyon, filiale à 100 % de la Compagnie générale électrique (CGE) et de la société allemande Cable Metal.

**Education nationale** - (5 décembre 1981) - (p. 3683) : retard important de l'éducation physique et sportive considérée comme une discipline mineure - Satisfaction du rattachement de l'éducation physique et sportive et de ses enseignants au ministère de l'éducation nationale - Nombreuses créations de postes d'enseignants - Rétablissement de la 3<sup>e</sup> heure d'éducation sportive - Education physique et sportive à l'école primaire et rôle dans le développement psychomoteur de l'enfant - Planification des créations de postes et nécessité d'établir un plan pluriannuel de recrutement - Insuffisance des crédits de fonctionnement des établissements secondaires face à l'augmentation des postes - Nécessité d'un relèvement du « franc élève » - Faiblesse des installations sportives - Vote favorable sur ce budget au nom du groupe communiste.

**Temps libre** - (6 décembre 1981) - (p. 3725) : augmentation des crédits au tourisme associatif ; réduction des inégalités et loisirs populaires - Répartition des aides aux associations - Démocratisation des loisirs ; plein emploi des équipements, étalement des vacances et développement des classes de neige, de mer, de montagne et de campagne - Participation des travailleurs, notamment manuels, à la vie associative - Sport de masse et sport de haut niveau - Sport, phénomène social majeur ; lourdeur de l'héritage et luttes contre le « plan Soisson » ; comité pour le doublement du budget ; rôle des syndicats d'entreprises - Accès à la pratique du sport ; école primaire et entreprises - Rattachement de l'éducation physique et sportive à l'éducation nationale - Ecole primaire et apprentissage systématique de la natation - (p. 3726) : entreprise et démocratisation du sport ; conditions de vie et de travail et conséquences néfastes sur la pratique sportive - Epanouissement et sport - Rôle pilote du secteur public nationalisé ; concertation avec les travailleurs ; exemple des PTT - Importance du mouvement sportif ; objectif du doublement de la ligne budgétaire « aide au mouvement sportif » - Rôle social et bénévolat. Statut de l'athlète de haut niveau ; carrières sportives et devenir social - Développement de la recherche universitaire sur le sport ; médecine sportive - Diminution progressive des crédits de paiement affectés aux équipements - Fonctionnement des équipements onéreux ; piscines - Objectif du doublement des crédits d'équipement ; qualités des équipements légers - Présentation du programme communiste du sport devant le conseil régional d'Ile de France - Accueil par la France des Jeux olympiques - Création d'un Conseil supérieur des activités physiques et sportives - Rôle précieux des offices municipaux des sports - Caractère du budget de transition et vote favorable.

SCHMITT (Robert), sénateur de la Moselle (UREI)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions

restant en discussion du projet de loi de finances pour 1982 (14 décembre 1981) (p. 4214).

## DÉPÔTS

*Rapport spécial* fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Relations extérieures - II. Coopération [n°58, annexe 24 (81-82)] (23 novembre 1981).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Discussion des articles de la première partie :*

Suite de la discussion - (26 novembre 1981) - Art. 11 (p. 3183) : son amendement n° 13, soutenu par M. Philippe de Bourgoing : majoration de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance ; retiré.

*Deuxième partie :*

**Industrie** - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - (p. 3434) : projet de nationalisation et mesure exacte des objectifs de la politique industrielle du Gouvernement - Bonnes intentions et incohérences - Limitation de notre économie : importations incompressibles et ressources nationales limitées - Nécessité d'un choix entre les secteurs à croissance durable et les autres secteurs d'activité - Stagnation de l'investissement et détérioration des marges des entreprises - Fiscalité et accroissement des difficultés des entreprises - Taxation de l'outil de travail - Importance des subventions aux Charbonnages de France - Coût élevé de l'énergie électrique provenant des centrales thermiques - Energie nucléaire nécessaire au bilan énergétique du pays - (p. 3435) : incision du Gouvernement concernant la construction de la centrale nucléaire de Cattenom et conséquences pour la population de la Lorraine - Problème des centrales surgénératrices - Conséquences d'un manque d'énergie électrique pour soutenir la croissance économique de la France - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3446) : réalisation de la troisième et de la quatrième tranches de Cattenom - Se déclare favorable à l'adoption du budget de l'industrie à la suite de la réponse du ministre.

**Commerce et artisanat** - (2 décembre 1981) - (p. 3488, 3489) : faiblesse des crédits et de leur majoration - Budget de régression - Opposition du Gouvernement à la libre entreprise - Création de délégations régionales au commerce et à l'artisanat ; obstacles administratifs et politiques - Diminution des crédits de la prime d'embauche du premier salarié - Suppression de l'aide spéciale compensatrice pour les commerçants et artisans âgés. - Urbanisme commercial et modification de la loi Royer ; régression inquiétante du petit commerce urbain - Harmonisation des régimes social et fiscal avec ceux des salariés - Encouragement à la mobilité des fonds de commerce - Entreprises commerciales et artisanales et lutte contre le chômage - Vote défavorable du groupe de l'UREI.

**Relations extérieures** - (3 décembre 1981) - Rapporteur spécial (Coopération) (p. 3557) : nouvelles orientations définies en matière de coopération et de développement et insuffisance des dotations budgétaires - (p. 3558) : aide bilatérale et aide multilatérale au développement ; aide aux pays les moins avancés (PMA) - Elargissement du champ de la coopération ; maintien de la priorité à l'Afrique ; Etats francophones et anglophones - Subventions à l'Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer (ORSTOM) et au Groupement d'études et de recherches pour le développement de l'agronomie tropicale (GERDAT) - Priorités du budget : assistance technique : rémunération des coopérants ; coût des emplois créés dans les missions de coopération et les centres culturels - Suppression de la

politique de globalisation : participation financière des Etats d'accueil à la rémunération des coopérants - Coopération culturelle : bourses ; actions culturelles - Crédits du Fonds d'aide et de coopération (FAC) - Prêts de la Caisse centrale de coopération économique - (p. 3559) : action concertée pour le développement de l'Afrique - Concours directs aux Etats : aide à l'équilibre budgétaire des Etats africains en difficulté - Caractère contestable des prévisions - Suggestion de la commission des finances de la création d'une commission parlementaire mixte chargée de contrôler l'utilisation des concours financiers aux Etats - Souhait d'un élargissement des compétences du ministère à l'ensemble de l'aide de la France au développement - Approbation des objectifs de la politique de coopération.

**Articles non rattachés à l'examen des crédits** - (12 décembre 1981) - Art. 74 bis (p. 4162) : son amendement n° 551, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : publicité par panneaux, affiches et déclaration du nom des bénéficiaires en cas de versement supérieur à 3000 F ; adopté.

**SCHUMANN (Maurice)**, sénateur du Nord (RPR) - *Vice-président du Sénat*

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

## QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 78 (JO Débats 23 novembre 1980) (p. 5173) à M. le ministre du commerce extérieur : textiles (déséquilibre de la balance du commerce extérieur) - Réponse de M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture (3 avril 1981) (p. 514 et suivantes).

n° 3 (JO Débats 12 juin 1981) (p. 738) à M. le Premier ministre : textiles (accroissement du pouvoir d'achat et situation du textile français).

*Questions orales avec débat :*

n° 59 (24 septembre 1981) (p. 1633) à M. le ministre de l'industrie : textiles (allègement des charges pesant sur l'industrie textile) - Discutée le 20 octobre 1981 (débat commun) (p. 2042 et suivantes).

## INTERVENTIONS

**En tant que président de séance**

- Clôture de la session de droit (16 juillet 1981) (p. 932).

- Ouverture de la première session extraordinaire de 1980-1981 - (21 juillet 1981) - (p. 939) : rappelle le décret du Président de la République portant convocation du Parlement en session extraordinaire pour le 17 juillet 1981 - Donne acte à M. Jacques Mossion de ses observations sur la modification du décret de convocation - Election le 19 juillet 1981 de M. René Monory comme sénateur de la Vienne, en remplacement de M. Guy Robert, démissionnaire.

- Communication - (30 juillet 1981) - (p. 1268) : annonce la vacance du siège de M. Jean-Paul Hammann (Bas-Rhin).

- Communications - (28 septembre 1981) - (p. 1662) : annonce l'élection de MM. William Chervy, sénateur de la Creuse, Roger Quilliot, sénateur du Puy-de-Dôme, Daniel



*Hoeffel*, sénateur du Bas-Rhin et de Mme *Geneviève Le Bellegou-Béguin*, sénateur du Var.

– Décès de M. *Gustave Héon*, sénateur de l'Eure, et remplacement de M. Héon par M. *Henri Collard* (29 septembre 1981) (p. 1700).

– Communication (13 octobre 1981) - (p. 1943) : annonce le remplacement de M. *Baudouin de Hautecloque*, décédé, par M. *Henri Collette*, en qualité de sénateur du Pas-de-Calais.

– **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

Suite de la discussion - (4 novembre 1981) - Avant l'art. 1 (p. 2412) : dispositions de l'article 48, paragraphe 3, du règlement du Sénat sur la recevabilité des amendements, invoquées par le ministre d'Etat, et demande de réserve de l'article 1 et de l'article additionnel avant l'article 1, présentée par le rapporteur de la commission - (p. 2414) : portée de la demande de réserve présentée par le rapporteur de la commission - (p. 2418) : date limite de dépôt des amendements fixée par la conférence des présidents - (p. 2424) : dispositions de l'article 50 du règlement du Sénat sur la possibilité pour la conférence des présidents de fixer un délai limite pour le dépôt des amendements.

– Remplacement de M. *Pierre Labonde*, décédé, par M. *Bernard Laurent*, en qualité de sénateur de l'Aube (23 novembre 1981) (p. 3041).

– Convocation du Parlement en session extraordinaire (19 décembre 1981) (p. 4429).

– Ouverture de la première session extraordinaire de 1981-1982 (21 décembre 1981) (p. 4434).

– Evénements de Pologne (21 décembre 1981) (p. 4439) : participation du Sénat à l'émotion du peuple français.

#### En tant que sénateur

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 310 (80-81)]

Suite de la discussion - (23 juillet 1981) - Art. 1 (p. 1078) : se déclare favorable à l'amendement n° 90 de M. *Maurice Blin*, rapporteur général (exonération de la surtaxation pour les revenus exceptionnels définis à l'article 163 du code général des impôts et pour les revenus liés à une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique) - Effort de solidarité et revenus disponibles - Fraude fiscale - Situation des entreprises individuelles.

– **Projet de loi relatif au prix du livre** [n° 318 (80-81)] - (29 juillet 1981) - Art. 3 (p. 1245) : se déclare favorable à l'amendement n° 36 de M. *Roland Grimaldi*, rapporteur pour avis (ventes par courtage, abonnement ou correspondance et point de départ du délai d'application du prix unique ; dépôt légal ou date d'importation).

– **Questions orales avec débat jointes : difficultés de l'industrie textile** - (20 octobre 1981) - (p. 2050) : qualité du travail accompli par la commission d'enquête sénatoriale - Demande la mise en oeuvre d'une action immédiate et globale pour sauver les textiles - Nécessité d'une position ferme de la France à Bruxelles et lors du renouvellement de l'arrangement multifibres - Arrangement multifibres et participation des pays en voie de développement aux fruits de l'expansion du marché du textile ; baisse de la production et de la consommation et application de la règle de la proportionnalité ; abaissement des contingents d'importation - Problème du taux de pénétration des importations étrangères ; politique des Etats-Unis - (p. 2051) : politique sociale néo-colonialiste pratiquée dans les pays en voie de développement - Aide aux pays en voie de développement et respect des recommandations du Bureau international du travail (BIT) - Limitation des importations textiles et négociation du troisième arrangement multifibres - Néces-

sité de certaines mesures unilatérales ; dénonciation des accords bilatéraux conclus pour le deuxième arrangement multifibres - Dégradation du commerce extérieur et article 19 du GATT - Compétitivité et allègement des charges sociales - (p. 2058, 2059) : unanimité sur les conclusions de la commission d'enquête sénatoriale - Application de la clause de sauvegarde pour les filés de coton grecs - Pression des importations de produits sensibles et niveaux de consommation ; application de la règle de proportionnalité - Fermeté dans la négociation du troisième accord multifibres ; difficulté européenne pour l'industrie textile ; exemple de la Grande-Bretagne - Recours à l'article 19 du GATT - Lien entre abaissement de la durée du travail et utilisation des machines - Prêt bonifié du Trésor - Revalorisation du SMIC - Recrutement et formation des jeunes - Industrie de main d'oeuvre et importance des charges sociales - Réduction des importations - Plan de redressement et concertation.

– **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Discussion des articles de la première partie :*

(24 novembre 1981) - Après l'art. 2 (p. 3069) : son amendement n° 57, soutenu par M. *Michel Caldaguès* : fixation du plafond d'imposition ; adopté.

*Deuxième partie :*

**Agriculture** - (7 décembre 1981) - (p. 3810, 3811) : précisions nécessaires sur la création d'offices par produit ; avenir du comité interprofessionnel de la pomme de terre - Politique agricole commune et régime de prix différenciés pour le blé, l'orge et le lait - Diminution du revenu agricole et réforme nécessaire de la fiscalité : manque d'information sur le rapport du comité d'études fiscales constitué en 1980 après l'adoption de la loi d'orientation agricole : régime du bénéfice réel et problème d'adaptation à l'élevage ; inconvénient du régime du forfait collectif - Précisions nécessaires sur les orientations du Gouvernement en matière de refonte de la fiscalité agricole.

– **Projet de loi approuvant le Plan intérimaire pour 1982 et 1983** - *Nouvelle lecture* [n° 165 (81-82)] - (23 décembre 1981) - *Discussion générale* (p. 4566) : défense de l'industrie textile ; inquiétude face à la reconduction de l'accord multifibres ; globalisation des importations ; clause de dénonciation des futurs accords bilatéraux ; révision immédiate des accords bilatéraux - Investissement et emploi - Taux de pénétration des importations textiles.

**SCHWINT (Robert)**, sénateur du Doubs (S)

#### NOMINATIONS

– Président de la commission des affaires sociales.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière (2 octobre 1981) (p. 1814).

Est nommé membre du conseil supérieur de la coopération (20 novembre 1981) (p. 2936).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (18 décembre 1981) (p. 4384).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec M. *Félix Ciccolini* et des membres du groupe socialiste et apparentés, ouvrant droit

à pension de réversion du régime d'assurance vieillesse aux personnes ayant vécu maritalement avec un assuré social [n° 215 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980, JO Débats 2 avril 1981).

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974, donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1<sup>er</sup> janvier 1952 et le 2 juillet 1962 [n° 247 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès verbal de la séance du 20 décembre 1980, JO Débats 2 avril 1981) - Anciens combattants.

*Rapport fait au nom de la commission des affaires sociales* sur 1°) la proposition de loi [n° 227 (78-79)] de M. Fernand Lefort et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1<sup>er</sup> janvier 1952 et le 2 juillet 1962; 2°) la proposition de loi [n° 115 (80-81)] de M. Marcel Lucotte et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1<sup>er</sup> janvier 1952 et le 2 juillet 1962; 3°) la proposition de loi [n° 247 (80-81)] de M. Robert Schwint et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1<sup>er</sup> janvier 1952 et le 2 juillet 1962; 4°) la proposition de loi [n° 248 (80-81)] de M. Jean Béranger et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1<sup>er</sup> janvier 1952 et le 2 juillet 1962; 5°) la proposition de loi [n° 253 (80-81)] de M. Pierre Bouneau et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1<sup>er</sup> janvier 1952 et le 2 juillet 1962 [n° 260 (80-81)] (2 avril 1981) - Anciens combattants.

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à l'abaissement de l'âge de la retraite des anciens combattants titulaires d'une pension militaire d'invalidité ou de victime de guerre [n° 270 (80-81)] (3 avril 1981).

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à porter à deux ans le délai imparti aux ressortissants du régime des pensions civiles et militaires de retraite pour contester les modalités de liquidation de leur pension [n° 271 (80-81)] (3 avril 1981).

*Avis présenté*, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 310 (80-81)] adopté par l'Assemblée nationale [n° 313 (80-81)] (21 juillet 1981).

## QUESTIONS

### Questions orales avec débat :

n° 489 (2 avril 1981) (p. 419) à M. le ministre de l'industrie : emploi (situation de l'emploi en Franche-Comté) - Caducité le 21 mai 1981 (2 juillet 1981) (p. 778).

n° 500 (JO Débats 16 avril 1981) (p. 555) à M. le ministre de la santé : médecine (enseignement) (concours de l'internat des hôpitaux de Paris) - Caducité le 21 mai 1981 (2 juillet 1981) (p. 778).

n° 34 (21 juillet 1981) (p. 985) à Mme le ministre de la solidarité nationale : famille (politique familiale).

## INTERVENTIONS

- Conférence des Présidents - (2 avril 1981) - (p. 422) : minceur de l'ordre du jour proposé au Sénat jusqu'à

l'ouverture de la campagne électorale le 10 avril 1981; demande l'inscription du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre financier (DDOF). Importance du DDOF; système du ticket modérateur et problème de l'emploi. Légèreté de l'ordre du jour et place laissée au Parlement, et au Sénat en particulier, dans les institutions.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 310 (80-81)] - (22 juillet 1981) - Président et rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 1023) : caractère homogène du collectif - Approbation sur la nature et l'ampleur des dispositions sociales - Solidarité nationale et revalorisation des revenus, directs ou indirects des personnes les plus défavorisées et des familles; relance de l'activité par la consommation - Coût des mesures sociales et prise en charge par l'Etat - Revalorisation du SMIC, du minimum vieillesse, de l'allocation aux adultes handicapés, des allocations familiales et de l'ensemble des prestations - Politique d'aide au logement - Relèvement de la pension d'invalidité à taux plein pour le régime agricole - (p. 1024) : rapport constant et conclusions de la commission tripartite - Prise en compte des petites et moyennes entreprises et mise à la charge de l'Etat de l'augmentation du SMIC - Déficit prévisible de la sécurité sociale et réforme de son financement - Augmentation du chômage et situation de l'assurance-chômage - Majoration de la subvention au régime de l'UNEDIC et réforme de son système de financement - Indemnisation des « fin de droits » - Reconduction de la convention sociale de la sidérurgie - Indemnisation du chômage partiel - Reconduction du pacte pour l'emploi, nécessité de réformer la formation professionnelle et étude de M. Bertrand Schwartz - Création d'emplois publics, hôpitaux et services sociaux - Développement des contrats emploi-formation et renforcement du fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale - Avis favorable à l'adoption des crédits sociaux du collectif.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (4 novembre 1981) - **Rappel au règlement** (p. 2414) : intervient sur la demande de réserve de l'article 1, présentée par le rapporteur de la commission des lois.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

### Discussion des articles de la première partie :

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Art. 20** (p. 3242) : son amendement n° 325, déposé au nom de la commission des affaires sociales et soutenu par M. Georges Dagonia : taux de la TVA de 2,10 % pour les publications syndicales ou corporatives et assimilées; retiré.

### Deuxième partie :

**Commerce et artisanat** - (2 décembre 1981) - **Examen des crédits - Etat C** (p. 3496) : avis favorable des commissions des finances et des affaires économiques et volonté d'une majorité des sénateurs de repousser les crédits de ce budget.

**Solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale** - (10 décembre 1981) - (p. 4029) : bilan social; rapport Bloch-Lainé et ouvrage de Mme Catherine Blum-Girardot, intitulé « Les Tableaux de la solidarité » - Importance des concertations engagées par les différents ministres - Mesures gouvernementales prises au mois de juin - Plan intérimaire et chapitre consacré à la solidarité et à la protection sociale - Solidarité et projet de loi relatif à la législation par ordonnances - Législation par ordonnances dans le domaine social et compétence de la commission des affaires sociales - (p. 4030) : discussion du projet de loi relatif à la législation par ordonnances; qualité des débats à mener; évoque un amendement déposé à l'Assemblée nationale.

- **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social** [n° 115 (81-82)] - (21 décembre

1981) - Président de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 4450) : protestation de M. *Jean-Pierre Cantegrit*, président de la commission spéciale, contre les conditions d'examen de ce projet, et regret du recours à la procédure de la commission spéciale : manœuvre politique - (p. 4459) : dessaisissement de la commission des affaires sociales pour l'examen de ce projet et création d'une commission spéciale : manœuvre politique d'opposition au Gouvernement - Lettre des présidents des groupes de la majorité au président du Sénat - (p. 4460) : conflit de compétence entre deux commissions et création d'une commission spéciale - Contenu du projet : lutte pour l'emploi : relance économique et partage du travail - Réduction de la durée du travail : durée moyenne hebdomadaire ; durée légale ; accord national interprofessionnel du 17 juillet 1981 - Institution du chèque vacances - Travail à temps partiel - Travail temporaire et contrats à durée déterminée - Abaissement de l'âge de la retraite ; coordination avec le système actuel de garantie de ressources à soixante ans - Modification des dispositions relatives aux pensions et retraites des agents de l'Etat ; cessation anticipée d'activité pour les agents des collectivités locales dans le cadre des contrats de solidarité ; fonctionnement d'un fonds de pré-retraite selon les règles de la garantie de ressources - Limitation du cumul entre emploi et retraite - Contrats de solidarité ; récent dépôt d'un projet de loi à cet égard à l'Assemblée nationale - (p. 4461) : formation professionnelle des jeunes ; rapport Schwartz - Recours à la procédure d'ordonnance prévu par l'article 38 de la Constitution : urgence des mesures envisagées - Critiques relatives au coût de ces mesures et économies prévisibles sur l'indemnisation du chômage - Vote favorable du groupe socialiste - **Question préalable** (p. 4477) : intervient contre la motion n° 1 de M. François Collet, rapporteur, tendant à opposer la question préalable - Argumentation de M. *François Collet* en faveur du refus de la confiance au Gouvernement et risque pour le Sénat de s'installer dans l'opposition systématique et l'isolement - Regrette le refus du Sénat d'engager le débat de fond sur chacun des articles - Prétendue avancée sociale des vingt dernières années, évoquée par M. *François Collet* et inefficacité de certaines mesures : exemples du congé parental, de l'assurance veuvage, de la retraite anticipée des travailleurs manuels - Législation des accidents du travail et exclusion des accidents de trajet - (p. 4478) : action en faveur des personnes âgées - Travail intérimaire, travail à durée déterminée et travail à temps partiel - Refus par l'actuelle majorité sénatoriale de voter la question préalable au cours des années précédentes - Cite d'anciennes déclarations de sénateurs de la majorité sénatoriale motivant leur refus de voter la question préalable - Problème prioritaire de l'emploi - (p. 4479) : choix de société - Engagements pris devant les Français - Attitude du Sénat devant l'opinion publique.

**SEMPE (Abel)**, sénateur du Gers (apparenté au groupe GD)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères ; en démissionne (2 juillet 1981) (p. 779).

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles (2 juillet 1981) (p. 779).

**SERAMY (Paul)**, sénateur de la Seine-et-Marne (UCDP)

#### NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (14 octobre 1981) (p. 1973).

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (1<sup>er</sup> octobre 1981) (p. 1799).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980, modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 14 et 15 de ladite loi (1<sup>er</sup> octobre 1981) (p. 1805).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à l'attribution de bonifications annuelles pour le calcul de la retraite des sapeurs-pompiers professionnels [n° 69 (80-81)] (4 novembre 1980) - Retirée le 22 janvier 1981.

*Avis* présenté au nom de la commission des affaires culturelles sur le projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 310 (80-81)] adopté par l'Assemblée nationale [n° 314 (80-81)] (21 juillet 1981).

*Avis* présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Enseignement scolaire [n° 59, tome IV (1981-1982)] (23 novembre 1981).

*Proposition de loi* portant adaptation du statut des agglomérations nouvelles [n° 64 (81-82)] (24 novembre 1981) - Villes nouvelles.

*Proposition de loi* portant adaptation du statut de l'agglomération nouvelle de Melun-Sénart [n° 95 (81-82)] (5 décembre 1981) - Villes nouvelles.

*Rapport d'information* fait, avec MM. Léon Eckhoutte et Roland Ruet, au nom de la commission des affaires culturelles, à la suite d'une mission effectuée du 18 février au 6 mars 1981 au Pérou et au Brésil, ayant pour objet d'étudier la situation des relations culturelles de la France avec ces pays [n° 162 (81-82)] (23 décembre 1981).

#### QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 124 (JO Débats 16 avril 1981) (p. 555) à M. le ministre de l'environnement : **plan d'occupation des sols (POS)** (allègement de la procédure de révisions des POS) - Caducité le 21 mai 1981.

n° 4 (JO Débats 12 juin 1981) (p. 738) à M. le ministre de l'environnement : **plan d'occupation des sols (POS)** (procédure de révision des POS) - Réponse de M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement (9 juillet 1981) (p. 861, 862).

n° 44 (JO Débats 3 juillet 1981) (p. 786) à M. le ministre de l'éducation nationale : **diplômes** (consigne discriminatoire d'un certain syndicat en matière de diplômes).

n° 94 (JO Débats 20 août 1981) (p. 1327) à M. le ministre chargé de l'énergie : **centrales nucléaires** (construction de la centrale de Nogent-sur-Seine).

*Questions orales avec débat :*

n° 11 (JO Débats 20 juin 1981) (p. 753) à M. le ministre de l'agriculture : **animaux** (organisation de l'élevage des chevaux et lutte contre certaines pratiques de leur abattage)

- Caducité le 22 juin 1981 - Reprise le 2 juillet 1981 (p. 778).

n° 54 (22 septembre 1981) (p. 1559) à M. le ministre chargé de l'énergie : centrales nucléaires (construction de la centrale électronucléaire de Nogent-sur-Seine : suites envisagées par le Gouvernement).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 310 (80-81)] - (22 juillet 1981) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 1025) : modicité du budget de la culture - Création d'emplois dans l'éducation et fin de la politique de redéploiement - Importance de la dotation à l'enseignement secondaire ; postes aux concours du CAPES et de l'agrégation - Recrutement d'élèves PEGC et de maîtres pour les établissements privés sous contrat - Recrutement et baisse de la démographie ; départs massifs à la retraite à l'horizon 2000 - Recrutement et qualité de l'enseignement - Stages des jeunes professeurs - Politique de titularisation des instituteurs remplaçants et d'intégration des maîtres auxiliaires ; fin de l'auxiliariat - Hostilité au recrutement de nouveaux professeurs de collège ; observations faites par la Cour des comptes - Amélioration des crédits de fonctionnement des établissements d'enseignement - (p. 1026) : aide sociale aux familles : frais de fonctionnement des internats et demi-pensions et transports scolaires - Choix entre l'aide directe et l'aide indirecte aux familles - Stabilisation des effectifs d'étudiants et modicité des créations d'emplois dans l'université ; problème de l'évolution des carrières - Création de postes de professeurs d'éducation physique ; complément d'heures supplémentaires - Participation des enseignants à l'animation et à l'encadrement des associations sportives - Création de postes de conseillers techniques et pédagogiques - Augmentation des crédits de paiement pour les installations de l'Etat et majoration des autorisations de programme pour les subventions d'équipement aux collectivités - Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire et majoration de la subvention - Avis favorable aux crédits culturels.

**Suite de la discussion** - (24 juillet 1981) - **Art. 10** (p. 1140) : son amendement n° 87 : réduction des crédits du titre III concernant l'éducation ; adopté - Protestation contre la suppression de 50 postes d'élèves des écoles normales supérieures dans le budget 1981 - Suppression du recrutement pour les postes d'élèves PEGC et qualité de l'enseignement.

- **Projet de loi relatif au prix du livre** [n° 318 (80-81)] - (29 juillet 1981) - **Discussion générale** (p. 1212) : prix conseillé, bouc-émissaire de la crise - Modalités de préparation du texte - Contradiction entre le désir de développement de la lecture et le monopole des éditeurs - Menaces sur les grands magasins de distribution : exemple de la FNAC - Développement de la création littéraire et protection de la petite librairie traditionnelle - Liberté des prix et menace sur la culture française - Grandes surfaces et élargissement de la diffusion du livre - (p. 1213) : compétence du ministère de la culture pour l'exportation du livre français - Absence de politique cohérente - Problème de l'expansion du livre français à l'étranger - Action du fonds culturel du livre - Retrait des éditeurs français du marché international - Rôle de la francophonie - Révision nécessaire des modalités d'action.

- **Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 14 et 15 de ladite loi** [n° 379 (80-81)] - (30 septembre 1981) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 1773) : vote du texte par le groupe de l'union centriste des démocrates de progrès - Opposition des conseils et prééminence des professeurs de rang magistral - Maintien des principes de la loi de 1968 et

défense des mobiles de la loi de 1980 - Absence de désir d'ouverture de la part du Gouvernement - Rôle du Sénat, bastion de la résistance républicaine.

- **Questions orales avec débat jointes : politique énergétique** - (2 octobre 1981) - (p. 1824) : caractère hâtif de la décision gouvernementale - Importance des énergies nouvelles - Nucléaire : indépendance et progrès industriel - Caractère écologique de l'énergie nucléaire - Répercussions économiques et financières de l'implantation de la centrale de Nogent-sur-Seine - Centrales nucléaires et conséquences sur les finances locales - Centrale de Nogent ; rééquilibrage du bilan énergétique régional et réanimation économique - Répercussions sur les entreprises locales et développement de l'emploi - (p. 1825) : proximité d'une centrale et tarif électrique préférentiel ; chauffage par récupération de vapeur - Conséquences économiques et financières de l'abandon du projet - Nuisances apportées par une centrale thermique à charbon - Questions sur l'aboutissement du projet.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 3** (p. 2463) : son amendement n° I-345 : fixation du délai de saisine du tribunal administratif à un mois ; retiré - **Art. 5 A** (p. 2486) : sur l'amendement n° I-196 de M. Michel Giraud, rapporteur (possibilité de mise en recouvrement des recettes et d'engagement des dépenses de la section de fonctionnement par le maire, dans la limite de celles inscrites au budget primitif de l'année précédente en cas de non adoption du budget de la commune avant le 1<sup>er</sup> janvier), son sous-amendement n° I-370 : engagement des recettes et des dépenses de fonctionnement en cas de non adoption du budget avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice dans la limite de celles portées au budget primitif ; adopté - **Après l'art. 3** (p. 2480) : son amendement n° I-355 : caractère urgent d'un acte contesté bénéficiant d'un sursis à exécuter et procédure en matière de référé de l'article R-102 du code des tribunaux administratifs ; retiré.

**Suite de la discussion** - (10 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 8** (p. 2564) : soutient l'amendement n° I-381 de M. André Rabineau (droit de saisine, par une personne privée, de la chambre régionale des comptes et inscription sur le rôle des contributions directes).

**Suite de la discussion** - (12 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 10** (p. 2576) : soutient l'amendement n° I-384 de M. Alfred Gérin (modalités d'exercice du droit de réquisition par le maire du comptable communal) - (p. 2580) : son amendement n° I-386, identique aux amendements n° I-18 de Mme Brigitte Gros, soutenu par M. Paul Robert et n° I-385 de M. Alfred Gérin, soutenu par M. François Dubanchet : suppression du dernier alinéa relatif à l'engagement de la responsabilité de l'ordonnateur en cas de réquisition ; devenu sans objet - Droit de réquisition et responsabilité personnelle du maire ou responsabilité de la commune.

**Suite de la discussion** - (13 novembre 1981) - **Titre II (suite)** - **Après l'art. 26** (p. 2661) : soutient l'amendement n° II-251 de M. Claude Mont (respect par le conseil général des règles légales dans le cadre de ses compétences).

**Suite de la discussion** - (16 novembre 1981) - **Titre II (suite)** - **Art. 40** (p. 2697) : soutient l'amendement n° II-22 de M. Henri Goetschy (individualisation des dépenses relatives à l'aide sociale) - **Avant l'art. 44** (p. 2699) : soutient l'amendement n° II-111 de M. Henri Goetschy (participation des présidents des conseils généraux concernés aux commissions créées par des accords internationaux et chargées des questions transfrontalières).

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - **Titre II bis (nouveau)** après l'art. 44 (suite) (p. 2735) : se déclare favorable, ainsi que le groupe UCDP, à l'amendement n° II bis-23 de M. Michel Giraud, rapporteur (intitulé : « Chapitre IV nouveau - Education ») - Répartition des

charges d'enseignement ; problème des établissements couvrant un secteur supérieur à celui de la commune-siège ; exemple des collèges et des lycées - Départements et niveau de péréquation des charges de construction et d'entretien - Problème du transfert des bourses nationales aux départements.

**- Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Discussion des articles de la première partie :*

(24 novembre 1981) - **Art. 3** (p. 3072) : son amendement n° 127 : exclusion de l'assiette de l'impôt de la valeur de la résidence principale ; retiré

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1981) - **Art. 3** (p. 3100) : son amendement n° 119 : prise en compte à leur valeur comptable des stocks de vin et d'alcool pour le calcul de l'impôt sur le capital ; devenu sans objet - (p. 3103) : son amendement n° 450 : exonération totale de l'impôt sur le patrimoine des monuments historiques ; retiré en faveur de l'amendement n° 293 de M. Maurice Blin, rapporteur général - (p. 3114) : son amendement n° 126 : exclusion du calcul de la valeur du patrimoine des biens à usage des sports équestres ; retiré - **Art. 5** (p. 3134) : se déclare favorable à l'amendement n° 297 de MM. Maurice Blin, rapporteur général, et Christian Poncelet (prise en compte des biens grevés d'un usufruit dans le patrimoine du nu-propiétaire pour le calcul de l'impôt sur le patrimoine).

**Suite de la discussion** - (26 novembre 1981) - **Après l'art. 7** (p. 3157) : son amendement n° 451, soutenu par M. Marcel Rudloff : monuments classés ou inscrits et déduction du montant des biens des sommes consacrées à l'entretien et à la rénovation ; retiré.

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Art. 13** (p. 3208) : son amendement n° 173, soutenu par M. Daniel Millaud : suppression de cet article relatif à la diminution des taux des déductions forfaitaires applicables aux revenus fonciers ; rejeté - **Art. 14** (p. 3214) : son amendement n° 181 : suppression de la taxation des frais généraux des entreprises en ce qu'elle concerne les frais de restaurant ; adopté - **Art. 19** (p. 3239) : son amendement n° 265 : exonération de la TVA pour les soins dispensés par les vétérinaires aux gros animaux domestiques et pour les sociétés de protection animale ; retiré - **Art. 20** (p. 3241) : régime fiscal de la presse institué par la loi du 29 décembre 1976 : assujettissement à la TVA - Régime transitoire.

*Deuxième partie :*

**Relations extérieures** - (3 décembre 1981) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3586) : rapport Rigaud commandé par M. Jean François-Poncet : importance de la présence française dans le monde et moyens d'intervention - Inquiétude devant l'annonce de certaines restructurations : intégration de la sous-direction des affaires culturelles de la coopération dans la direction générale du ministère des affaires extérieures.

**Education nationale** - (5 décembre 1981) - Rapporteur pour avis (Enseignements scolaires) (p. 3663) : nécessité pour une nation démocratique désirant maintenir sa place dans le monde de mobiliser tous les efforts de ceux qui se consacrent à l'enseignement et à la recherche - Consensus sur la reconnaissance de la crise du système éducatif - Conscience de l'abîme séparant les moyens des besoins - Budget d'attente et absence de solutions aux problèmes de fonds du système éducatif - 16.000 créations d'emplois inscrites au budget 1982 - (p. 3664) : absence de politique globale du recrutement - Primauté de la qualité des enseignants sur la quantité - Importance de l'aptitude pédagogique pour assurer convenablement un enseignement de masse - Nécessité d'assurer un renouvellement régulier des cadres et une harmonisation des statuts des multiples catégories d'enseignants - Hausse importante pour les enseignements pré-scolaires, l'enseignement spécial du

premier degré et les lycées d'enseignement professionnel - Satisfaction face à l'augmentation de la dotation concernant l'entretien des établissements - Nécessité d'un inventaire du parc immobilier à tous les degrés de l'enseignement - Incohérence et indigence de l'aide sociale - Progression des crédits prévue pour les transports scolaires, ainsi que ceux destinés aux manuels scolaires - Insuffisance des crédits de bourses - Politique contradictoire de l'aide sociale liée au système éducatif - Pratique du saupoudrage des crédits et absence d'un pacte social - Absence de mise en place d'actions cohérentes et efficaces, multiplicité des intervenants - Nécessité de la mise en place d'une politique de la famille sous l'égide du nouveau ministre de la solidarité nationale - Répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités locales dans le cadre du projet de loi de décentralisation - Budget d'attente et absence d'un début de solution significatif aux grands problèmes de l'éducation nationale - (p. 3665) : études sur certains problèmes : mission de M. de Peretti sur les problèmes de la formation des maîtres ; mission de M. Legrand sur l'enseignement dans les collèges.

**SERUSCLAT (Franck)**, sénateur du Rhône (S).

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de la santé, le 15 décembre 1981 (15 décembre 1981) (p. 4254).

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des lois.

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (11 décembre 1981) (p. 4072).

**QUESTIONS**

*Questions orales avec débat :*

n° 478 (2 avril 1981) (p. 418) à M. le ministre du travail : stations-services (gérants libres de stations services) - Caducité le 21 mai 1981 (2 juillet 1981) (p. 778).

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi relatif au droit d'action du ministère public dans les procédures collectives d'apurement du passif des entreprises [n° 357 (80-81)]** - (8 septembre 1981) - **Art. 1** (p. 1382) : opposition du groupe socialiste à l'amendement n° 1 de M. Jacques Thyraud, rapporteur (saisine du tribunal par le procureur de la République et convocation préalable du débiteur).

- **Projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion - Deuxième lecture [n° 368 (80-81)]** - (28 septembre 1981) - **Art. 1** (p. 1689) : se déclare défavorable à l'amendement n° 1 de M. Charles Pasqua, rapporteur (octroi aux collectivités territoriales de dérogations au monopole de la radiodiffusion sonore en modulation de fréquence) - (p. 1692) : se déclare favorable à l'amendement n° 9 de M. Charles Pasqua, rapporteur (principe et contenu du cahier des charges avec possibilité de clauses particulières ; droit de perception de ressources publicitaires pour les radios associatives) - Défense de la conception d'une radio associative ou politique.

- **Projet de loi portant abolition de la peine de mort [n° 385 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (30 septembre 1981) - **Art. 1** (p. 1745) : se déclare défavorable à l'amendement n° 3 de M. Edgar Faure (maintien de la peine de mort pour les

crimes prévus par l'ancien article 233 et l'article 355 du code pénal).

– **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)] - (28 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 2255) : libéralisme et socialisme - Révolution de 1789 et progrès des droits et libertés pour les citoyens et pour les collectivités qu'ils forment - Acquis de 1936 - (p. 2256) : projet global de la gauche : planification ; nationalisations - Résistances au changement - Obstacles de procédure - Argument de l'inconstitutionnalité - Rapport présenté par M. *Michel Giraud* au nom de la commission des lois et caractère évident de contre-projet - Référence invoquée par M. *Marc Bécarn* au précédent débat sur le projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales - Dispositions de l'article 34 de la Constitution et domaine de la loi et du règlement - Dispositions du projet : tutelles administrative et technique et tutelle politique de fait ; déconcentration et décentralisation - Principe de la libre administration des collectivités locales fixé par le code communal et l'article 72 de la Constitution - (p. 2257) : vote sur les principes préalable à la détermination des modalités ; exemple du principe de l'élection au suffrage universel, adopté en 1848, ou de l'abolition de la peine de mort - Rôle du commissaire de la République - Transfert de l'exécutif départemental au président du conseil général - Innovation de la transformation de la région en collectivité territoriale ; planification nationale et régionale - Déconcentration : suppression de la tutelle financière et contrôle de la chambre régionale des comptes - Contrôle des responsabilités et compétence de la Cour de discipline budgétaire et du tribunal administratif - Prétendue inquiétude des élus locaux - Confiance en l'homme - Absence de précipitation dans le débat - Respect des engagements du candidat à l'élection présidentielle - Contribution au progrès des droits et des libertés humaines.

**Suite de la discussion** - (4 novembre 1981) - **Avant l'art. 1** (p. 2414) : travaux de la commission des lois et caractère de contre-projet de ses propositions - Intervient contre la demande de réserve de l'article 1er de l'article additionnel avant l'article 1, présentée par le rapporteur de la commission des lois.

**Suite de la discussion** - (12 novembre 1981) - **Titre II - Art. 18** (p. 2611) : vote du groupe socialiste contre l'amendement n° II-47 de M. *Michel Giraud*, rapporteur (rôle du président du conseil général comme organe exécutif du département) - **Art. 18 septies** (p. 2614) : soutient l'amendement n° II-144 de M. *René Régnauld* (nouvelle rédaction de cet article pour étendre aux communes et aux établissements publics intercommunaux la possibilité de créer des agences techniques départementales) - **Art. 21** (p. 2619) : soutient l'amendement n° II-145 de M. *Louis Perrein* (énumération des collaborateurs du commissaire de la République).

– **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Deuxième partie :*

**Education nationale** - (5 décembre 1981) - (p. 3685) : priorité à la lutte contre les inégalités - (p. 3686) : exigence, dès l'âge de deux ans, d'une ouverture pluridisciplinaire - Nécessité de privilégier l'enseignement pré-élémentaire et l'enseignement primaire - Insuffisance des crédits concernant la scolarisation des enfants de 2 à 3 ans - Retard plus important en milieu rural - Insuffisance des créations de postes en faveur des maternelles - Création des « doublettes » à la rentrée 1981 - Augmentation de 22 % du budget de l'enseignement privé - Nécessité d'ouvrir la discussion pour connaître les grandes lignes de l'évolution vers un grand service public unifié et laïc - Responsabilité de la définition d'une philosophie et d'une laïcité nouvelle facilitant l'avènement de la nouvelle citoyenneté.

**Intérieur et décentralisation** - (9 décembre 1981) - (p. 3955) : nouvelle définition institutionnelle des droits et

libertés des communes, des départements et des régions décidée par le Gouvernement en 1981 - (p. 3956) : déception concernant le montant réel de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Nécessité d'un versement rapide des dotations aux petites communes - Compte tenu de la situation, recours aux subventions dans ce budget - Meilleur budget que l'on puisse établir en fonction de la démarche de décentralisation - Nécessité d'une réforme fiscale - Problème des laboratoires de police et de la titularisation des personnels de ces laboratoires - Se déclare favorable, au nom du groupe socialiste, au budget de l'intérieur et de la décentralisation.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 141 (81-82)] - (21 décembre 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4487) : rejet des articles par le Sénat et texte vidé de son sens - Dégradation du revenu agricole - Organisation des marchés - Manifestations des agriculteurs suscitées par des oppositions politiques - Soutien tardif au Crédit agricole et à la mutualité - Vote négatif sur le projet ainsi modifié.

– **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social** [n° 115 (81-82)] - (21 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4464) : poursuite par le Gouvernement de l'élan amorcé par *Léon Blum* : loisir et liberté de l'homme - Opposition traditionnelle de la droite à toute déduction du temps de travail - Attente des Français et urgence des mesures annoncées - Respect de la Constitution - Crise économique et crise sociale - (p. 4465) : vote du groupe socialiste favorable au texte du Gouvernement.

**SOLDANI (Edouard)**, sénateur du Var (S)

#### NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

**SORDEL (Michel)**, sénateur de la Côte-d'Or (UREI)

#### NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Est nommé membre du conseil supérieur de la coopération (20 novembre 1981) (p. 2936).

#### DÉPÔTS

*Rapport* fait au nom de la commission des affaires économiques sur le projet de loi [n° 158 (80-81)] adopté par l'Assemblée nationale, modifiant et complétant diverses dispositions du Code rural relatives à la lutte contre les maladies des animaux et à leur protection [n° 269 (80-81)] (2 avril 1981).

*Avis* présenté, au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - *Agriculture* [n° 60, tome I (81-82)] (23 novembre 1981).

#### QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 45 (JO Débats 9 juillet 1981) (p. 836) à M<sup>me</sup> le ministre de l'agriculture : céréales (garantie des prix des céréales).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant ou complétant diverses dispositions du code rural relatives à la lutte contre les maladies des animaux et à leur protection** [n° 158 (80-81)] - (8 juillet 1981) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 831) : code rural et problème de prophylaxie et de lutte contre les épizooties - Protection des animaux et loi du 16 juillet 1976 - Reconnaissance de la compétence des techniciens des services vétérinaires - Moyens d'intervention accordés à ces agents ; visite des locaux ; habitations privées et véhicules automobiles - Caractère privatif des voitures particulières - Contrôles de nuit - **Art. 1 bis** (p. 832) : son amendement n° 1 : contrôle vétérinaire et présence d'un officier ou d'un agent de police judiciaire en uniforme ; retiré - **Art. 3** (p. 833) : son amendement n° 2 : contrôle vétérinaire sur les véhicules « à usage professionnel » ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Deuxième partie :*

**Agriculture** - (7 décembre 1981) - Rapporteur pour avis - (p. 3795) : invitation des rapporteurs à la conférence annuelle et regret que cette conférence ait lieu après l'examen du budget par les assemblées ; collectif budgétaire - Vote en 1980 de la loi d'orientation agricole - Précédentes lois d'orientation de 1960 et 1962 - Inquiétude de la commission des affaires économiques quant à l'évolution de la politique agricole commune : récent sommet européen de Londres - Suppression des montants compensatoires monétaires ; principe de la préférence communautaire ; intervention de M. André Chandernagor lors de l'examen des crédits des relations extérieures et des affaires européennes - Elaboration souhaitable d'une solution de compromis - (p. 3796) : évolution du budget de l'agriculture par rapport à 1981 - Dispositions relatives à l'agriculture dans la discussion des articles de la première partie de la loi de finances - Suppression du secrétariat d'Etat chargé des industries agricoles et alimentaires - Transfert de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) au ministère de la recherche - Transfert du service de la répression des fraudes au ministère de la consommation - Désengagement du Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) - Créations d'emplois et titularisations - Prestations sociales agricoles : revenu cadastral et résultat brut d'exploitation (RBE) - Charge des prêts bonifiés dans le budget - Crédits affectés aux calamités agricoles - Suites données aux programmes retraçant l'évolution des actions du ministère de l'agriculture : programme n° 4 « adaptation de l'appareil de production agricole » - Dotation d'installation aux jeunes agriculteurs ; cas des zones de montagne ; plafond de superficie ; suppression souhaitable de cette mesure discriminatoire et prise en compte de la superficie minimum d'installation (SMI) - (p. 3797) : mise en place du répertoire de la valeur des terres agricoles - Crédits des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) et préparation de la création d'un office foncier - Rôle des groupements fonciers agricoles (GFA) ; intervention des sociétés civiles de placement immobilier (SCPI) prévue par la loi d'orientation - Remembrement et hydraulique agricole ; drainage ; transfert de crédits sur les régions et les départements ; possibilité d'emprunt - Financement de la politique agricole commune : prix européens et prix mondiaux ; coût des productions américaines ; offices par produit : création prévue d'un office des vins et d'un office des fruits et légumes ; organisation interprofessionnelle - Précédent de l'office du blé - (p. 3798) : politique nécessaire d'amélioration du revenu agricole - Décision de la commission des affaires économiques de s'en remettre à la sagesse du Sénat pour l'appréciation de ce projet de budget.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 104 (81-82)] - (17 décembre 1981) - **Art. 20** (p. 4351) : son amendement n° 3 : limitation de la rémunération des parts

des coopératives agricoles et de leurs unions au niveau de celles des dépôts sur les livrets de caisse d'épargne ; adopté.

**SOUCARET (Raymond)**, sénateur du Lot-et-Garonne (rattaché administrativement au groupe GD).

Devient sénateur le 3 janvier 1981 en remplacement de M. Jacques Bordeneuve, décédé (2 avril 1981) (p. 418)

## NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires culturelles (16 juillet 1981) (p. 932).

**SOUVET (Louis)**, sénateur du Doubs (rattaché administrativement au groupe RPR)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

## QUESTIONS

*Questions orales avec débat :*

n° 482 (2 avril 1981) (p. 419) à M. le ministre de la santé : **emploi** (emploi en Franche-Comté) - Caducité le 21 mai 1981 (2 juillet 1981) (p. 778).

n° 1 (JO Débats 12 juin 1981) (p. 737) à M. le ministre de l'industrie : **emploi** (situation des industries automobile et horlogère en Franche-Comté) - Caducité le 22 juin - Reprise le 2 juillet 1981 (p. 778) - Discutée le 23 octobre 1981 (débat commun) (p. 2148 et suivantes).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 310 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (24 juillet 1981) - **Art. 7** (p. 1122) : taxe sur les aéronefs et seuil retenu - Coûts de l'aviation commerciale - Augmentation des charges des entreprises - Utilisation d'hélicoptères civils - **Art. 8** (p. 1134) : hausse du carburant et aggravation du chômage dans l'automobile - Automobile et « vache à lait » fiscale - Hausse du carburant et aide aux entreprises en difficultés - (p. 1135) : dotation en capital à Renault - Achat de Dodge et soutien à Peugeot - Soutient l'amendement n° 71 de M. Christian Poncelet (suppression de cet article prévoyant le relèvement du taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers).

- **Projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière** [n° 367 (80-81)] - (23 septembre 1981) - **Art. 3** (p. 1614) : son amendement n° 1 déposé avec M. Henri Belcour qui le soutient : paiement de l'indemnité forfaitaire subordonnée à une condition d'ancienneté minimale ; rejeté.

- **Projet de loi portant abolition de la peine de mort** [n° 385 (80-81)] - (28 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1683) : peine capitale et équilibre social - Notion de sanction et élimination du délinquant - Criminels nés, aliénés et d'habitude - Absence d'un courant général en faveur de l'abolition - Cas de la gravité des crimes - Absence d'exemplarité de la détention à perpétuité - Sécurité du personnel pénitentiaire - Aggressions collectives et maintien du droit sur la vie des soldats - (p. 1684) : pathologie des criminels et absence du sens des responsa-

bilités - Opposition de la majorité des Français à l'abolition - Politisation du débat.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 19 (81-82)] - (22 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 2102) : réussite de la nationalisation de Renault invoquée par M. Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie, et comparaison entre l'industrie automobile nationalisée et celle du secteur privé : montant de l'impôt sur les sociétés versé à l'Etat par la société Peugeot, de 1970 à 1979 ; sommes versées par l'Etat à la régie Renault, pendant le même temps, sous forme de prises de participation - Montant comparé des bénéfices des deux entreprises de 1975 à 1979 et de leur *cash-flow* - Financement conjoint de la piste d'essai de Belchamp - Votera contre le projet.

- **Questions orales avec débat jointes : situation de l'industrie automobile** - (23 octobre 1981) - (p. 2149) : situation de l'emploi en Franche-Comté et chômage - Fermeture de l'usine de la Sodetal à Devecey - Phénomène général des méventes : baisse de la production française et augmentation des immatriculations de voitures étrangères - Situation de l'emploi au centre de production de Peugeot à Sochaux ; lancement du plan de pré-retraite - Compétitivité et productivité du Japon : Nissan et Toyota - Exportations Américaines vers l'Europe - Accord de la régie nationale des usines Renault et de la SA Peugeot - Avenir : construction de « plates-formes de base » pour les pays industrialisés et finition des montages dans les différents pays - Restructuration des usines - Efforts des sous-traitants et des fournisseurs de la filière automobile - (p. 2150) : plan d'aide à l'industrie automobile et à l'automobiliste - Charges et contraintes de l'automobiliste ; collectif budgétaire de 1981 et projet de loi de finances de 1982 - Conséquences d'une augmentation constante du coût de l'utilisation d'une voiture - Politique des transports ; complémentarité des transports individuels et des transports en commun - Alourdissement des charges pesant sur l'industrie - Situation de Peugeot - Industrie horlogère et concurrence internationale : cas de Hong-Kong - Licenciements et entreprises en difficultés - Fédération de la profession ; rôle des pouvoirs publics par le biais du Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) - Problèmes du textile, de l'industrie métallurgique, du cycle et de la papeterie - (p. 2151) : industries mécaniques et fabrication des casseroles émaillées ou inoxydables ; cas de Japy Marne - Exportations et environnement international ; situation de Peugeot et d'Alsthom Atlantique en Afrique - Agriculture ; baisse du revenu de l'agriculteur ; nécessité d'une aide - Tourisme ; rôle du FIDAR - Atouts de la Franche-Comté - Encouragements à l'artisanat ; élaboration d'un système d'aides décentralisées - Industrie du bio-gaz - Non primabilité du Doubs et de la Franche-Comté - Mesures du Gouvernement et de la DATAR en faveur de l'emploi en Franche-Comté - (p. 2156) : situation des horlogers - Financement de l'industrie automobile ; stratégie divergente de Renault et de Peugeot - Remise faite aux fonctionnaires sur les voitures Renault - (p. 2157) : péage - Vignette des voitures de petite cylindrée - TVA - Voitures d'occasion et paiement d'une vignette ; comparaison avec les motos - Négociation quadripartite sur le dossier Peugeot-Citroën-Ille de France - Fédération des industries horlogères - Concentration des taxes parafiscales sur les entreprises de recherche - Absence dans l'industrie du quartz numérique ; nécessité de ne pas rater la révolution de l'affichage - Difficulté de continger l'entrée de l'automobile en France et nécessité de surveiller les importations - Accroissement de la compétitivité de notre industrie automobile - Progrès social et progrès technique.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (29 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 2282) : décentralisation et cas de la commune - Loi du 31 décembre 1970 sur la gestion et les libertés communales, et quasi suppression de la tutelle - Absence de contrôle préalable de légalité des délibérations et arrêtés,

et risques pour les personnes et les biens - Démocratisation du recours devant le juge et nécessaire contrôle de légalité des actes des assemblées locales - Nombreuses lacunes du projet - Octroi d'aides financières aux entreprises en difficulté par les collectivités locales et absence de garanties pour les finances communales - Responsabilité des élus devant la Cour de discipline budgétaire ; suppression de la séparation entre les ordonnateurs et les élus - Conseil des élus et inefficacité des agences techniques départementales - Formation des maires - Méfiance face aux moyens de la décentralisation.

**Suite de la discussion** - (12 novembre 1981) - **Titre II - Art. 16** (p. 2602) : son amendement n° II-274, soutenu par M. Marc Bécam : répartition des fonctions administratives à l'échelon départemental, entre le représentant de l'Etat et le conseil général ; retiré - **Art. 21** (p. 2618) : son amendement n° II-299, soutenu par M. Christian de La Malène, et identique aux amendements n° II-134 de M. Paul Girod et n° II-140 de M. Jacques Descours Desacres : appellation de préfet substituée à celle de commissaire de la République ; devenu sans objet - (p. 2619) : son amendement n° II-304, soutenu par M. Roger Romani : création auprès du préfet d'un préfet adjoint ; devenu sans objet - Son amendement de coordination n° II-300, soutenu par M. Charles Pasqua ; devenu sans objet - Son amendement n° II-305, soutenu par M. Christian de La Malène : mention des fonctions des sous-préfets ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - **Titre I - Art. 4 (suite)** (p. 2771) : son amendement n° I-404 : interventions économiques communales et fixation d'un plafond à 3 % des ressources ordinaires dont 2 en aides financières ; retiré le 18 novembre 1981.

**Suite de la discussion** - (18 novembre 1981) - **Titre III (suite) - Art. 51** (p. 2813) : soutient l'amendement n° III-208 de M. Bernard-Charles Hugo (audition du représentant de l'Etat dans la région, à sa demande, par le conseil régional).

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Discussion des articles de la première partie :*

(24 novembre 1981) - **Art. 3** (p. 3075) : sur la taxation des couples mariés, soutient les amendements de M. Michel Giraud n° 275 et n° 276.

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Après l'art. 29** (p. 3269) : son amendement n° 464, soutenu par M. François Collet : report au 1<sup>er</sup> janvier 1983 de l'assujettissement à la TVA des établissements de formation professionnelle ; retiré.

*Deuxième partie :*

**Industrie** - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - (p. 3437) : transformation de l'environnement économique depuis cinq ans - Interruption de la forte croissance - Taxation de l'outil de travail par le Gouvernement - Importance des charges sociales frappant l'outil de production - Respect de la concurrence par l'Etat et cas de Léroy-Sommer - (p. 3438) : taxation de l'outil de travail en contradiction avec les engagements du Président de la République - Economie d'assistance : accroissement des charges, augmentation des subventions, « déresponsabilisation » des agents économiques et affaiblissement de l'économie - Budget porteur d'incohérences - Abandon partiel de la politique de production - Coût important de la promotion du charbon - Effort en faveur de la géothermie - Promotion et exploitation de la biomasse - (p. 3439) : danger de décrochage technologique par rapport aux grands pays industrialisés - Nécessité d'un effort considérable de la communauté nationale.

**Agriculture** - (7 décembre 1981) - (p. 3825) : annonce de la création d'offices fonciers et remise en cause de la législation sur le droit de propriété en milieu rural ; subventions aux sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) et extension de leurs compéten-



ces : location de terres aux jeunes agriculteurs ; préparation d'une loi d'aménagement de l'espace rural - Lacunes de ce budget quant au statut des agricultrices - Activité professionnelle de l'épouse d'agriculteur sur l'exploitation ; statut de co-responsabilité reconnu par la loi d'orientation agricole de 1980 - Cotisation au régime d'assurance vieillesse ; absence de droit à la retraite complémentaire ou à une pension d'invalidité - Fixation des prix agricoles pour 1982 - (p. 3826) : insuffisance des crédits affectés à l'indemnité viagère de départ - Prêts aux jeunes agriculteurs : augmentation des taux d'intérêt et diminution de la durée de remboursement - Suppression du secrétariat d'Etat aux industries agro-alimentaires ; menace sur l'enseignement agricole ; transfert du service de la répression des fraudes et séparation éventuelle des forêts - Importance d'une action d'ensemble sur la filière agro-alimentaire pour la promotion des exportations - Nécessité de la compétitivité.

- **Projet de loi relatif à la modération des loyers** [n° 83 (81-82)] - (15 décembre 1981) - **Art. 4 bis** (p. 4250) : son amendement n° 39 : locaux commerciaux et fixation en cas de renouvellement pour 1982 du coefficient de hausse ; rejeté.

- **Projet de loi de nationalisation - Nouvelle lecture** [n° 93 (81-82)] - (16 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4300) : argument toujours invoqué de l'efficacité de la régie Renault et qualité de la production des entreprises privées : avions Marcel Dassault ; fabrication de locomotives par une entreprise de Franche-Comté.

- **Projet de loi approuvant le Plan intérimaire pour 1982 et 1983** [n° 118 (81-82)] - (22 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4526) : plan intérimaire et réponse à la crise économique - Caractère tardif de la mise à disposition du document relatif à ce plan - Méthode d'élaboration des VIe, VIIe, et VIIIe plans ; élaboration du VIIe plan et consultation des élus régionaux et des représentants socio-professionnels - Conseil central de planification et déconcentration d'une masse considérable de crédits étatiques sur les élus régionaux - Procédure d'individualisation des « contrats de pays » - Régionalisation et loi de 1972 - Projet gouvernemental et réduction du rôle des comités économiques et sociaux - Bilan contenu dans le plan intérimaire et prise en compte des seuls points négatifs du travail de la commission Bloch-Lainé - Difficultés économiques et impact de la crise mondiale ; facture pétrolière - Difficulté de la mise en place d'une politique des revenus - Contradictions des propositions gouvernementales et absence de sélection ou de hiérarchisation des objectifs ; place des collectivités locales ; dilemme relance-inflation ; financement de la protection sociale et entreprises - Bataille pour l'emploi et rôle des collectivités locales - Propos du ministre sur le peu d'efficacité du département en matière économique - Relance de la consommation et augmentation des importations ; dopage éphémère de l'économie française - Alourdissement des cotisations salariales et sort des entreprises - (p. 4527) : amélioration des remboursements dans la lunetterie et les soins dentaires - Entreprises et impôt sur la fortune - Partage du travail et rôle de l'entreprise ; création nécessaire d'un nouvel esprit dans l'entreprise ; cas des laboratoires Cervier à Orléans - Consensus social et gain de productivité - Réduction de la durée hebdomadaire du travail et maintien du salaire - Lien irréaliste entre gain de productivité et abaissement de la durée du travail - Absence de moyens concrets prévus par le plan - Oubli de l'agriculture et de l'industrie agro-alimentaire - Plan intérimaire et catéchisme d'une nouvelle religion.

**SPENALE (Georges)**, sénateur du Tarn (S)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

Vice-président de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

#### DÉPÔTS

*Rapport d'information* établi au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur les activités des institutions des Communautés européennes entre le 1<sup>er</sup> novembre 1980 et le 30 avril 1981 en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les Communautés européennes [n° 286 (80-81)] (2 juillet 1981).

*Rapport d'information* fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur les activités des institutions des Communautés européennes entre le 1<sup>er</sup> mai 1981 et le 31 octobre 1981 en application de la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 portant création de délégations parlementaires pour les Communautés européennes [n° 89 (81-82)] (2 décembre 1981).

#### QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 112 (JO Débats 3 avril 1981) (p. 441) à M. le ministre du budget : créances (impositions des plus-values : situation d'un créancier adjudicataire des biens d'un débiteur) - Caducité le 21 mai 1981.

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés** [n° 91 (81-82)] - (19 décembre 1981) - **Art. 2** (p. 4416) : son amendement n° 7, soutenu par M. Louis Perrein : bénéfice de l'aménagement ou de la remise des prêts aux rapatriés ayant cédé leur exploitation et ne disposant pas de ressources suffisantes ; adopté.

**SPLINGARD (Raymond)**, sénateur du Pas-de-Calais (S).

Devient sénateur le 22 juin 1981 en remplacement de M. Marcel Wacheux, élu député (8 juillet 1981) (p. 814).

#### NOMINATIONS

- Est nommé membre de la commission des affaires culturelles (8 juillet 1981) (p. 836) ; en démissionne (10 septembre 1981) (p. 1430).

Est nommé membre de la commission des affaires économiques (10 septembre 1981) (p. 1432).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Deuxième partie :*

**Mer** - (11 décembre 1981) - (p. 4064) : création du ministère de la mer - Crise de la pêche française - Accès aux zones de pêche autour du Royaume-Uni - Renouvellement de la flotte de pêche du quartier de Boulogne sur Mer - Subvention au maintien de la flotte de pêche et à l'emploi - Construction navale : coût d'un navire de pêche industrielle - Problème des armateurs : prix du carburant - (p. 4065) : hommage aux marins-pêcheurs ; fluctuation des cours du poisson et instabilité du salaire - Plan de rattrapage des pensions maritimes - Travaux nécessaires à l'extension du port de Boulogne - Vote favorable sur ce budget.

**STIRN (Olivier)**, *secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères* (nommé le 6 avril 1978 dans le gouvernement Barre) [JO Lois et décrets 7 avril 1978, p. 1571]

#### RÉPONSES AUX QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 101 de M. Henri Caillavet : **élection du Président de la République** (vote des Français de l'étranger) (3 avril 1981) (p. 512,513).

#### INTERVENTIONS

– **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires telle que modifiée par le protocole de 1978** [n° 13 (80-81)] - (7 avril 1981) - Discussion générale (p. 530) : pollution de la mer par les hydrocarbures et insuffisance de la convention de 1954 - Dispositions de la nouvelle convention adoptée en 1973 et difficultés d'application - Zonés spéciales - Répression des infractions - Processus d'entrée en vigueur - (p. 531) : problème des pavillons de complaisance, évoqué par MM. *Edouard Bonnefous et Antoine Andrieux*, rapporteur - Retard des travaux de pompage du Tanio, évoqué par M. *André Morice* ; indemnisation des dommages.

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention des Nations unies sur le transport de marchandises par mer** [n° 145 (80-81)] - (7 avril 1981) - Discussion générale (p. 533) : conférence convoquée par l'Organisation des Nations Unies en 1978 et modification de la convention de 1924 - Présomption de responsabilité du transporteur ; champ d'application ; Limitation de responsabilité - Compétence - Droit maritime et droit terrestre - Concertation européenne.

– **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière économique, monétaire et financière,**

**de l'accord de coopération monétaire et de la Convention relative aux conditions du concours militaire technique français, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale islamique des Comores** [n° 155 (80-81)] - (7 avril 1981) - Discussion générale (commune avec le projet n° 153 (p. 536) : ensemble d'accords passés entre le gouvernement des Comores - Accord de type classique - Coopération culturelle évoquée par M. *Jacques Habert* - Liens entre la France et les Comores ; changement de régime intervenu en 1978 - Rétablissement des institutions politiques et des structures administratives, et concours demandé à la France - Respect de la souveraineté des Comores.

– **Projet de loi autorisant l'approbation de la Convention relative au concours en personnel apporté par la République française au fonctionnement des services publics de la République fédérale islamique des Comores, ensemble quatre Annexes et deux protocoles signée à Paris le 10 novembre 1978** [n° 153 (80-81)] - (7 avril 1981) - Discussion générale (commune avec le projet n° 155) (p. 536).

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention de sécurité sociale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume de Suède (ensemble un protocole)** [n° 203 (80-81)] - (7 avril 1981) - Discussion générale (p. 537) : disparité des régimes sociaux français et suédois - Chômage - Assurance maladie et maternité - Nombre des bénéficiaires.

– **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention internationale du travail n° 111 concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession** [n° 177 (80-81)] - (7 avril 1981) - Discussion générale (p. 539) : dispositions de la convention - Notion de discrimination - Champ d'application : cas des travailleurs étrangers et des naturalisés - Suppression récente dans le droit français des incapacités pour l'accès aux fonctions publiques et à la magistrature.

## T

**TAILHADES (Edgar)**, sénateur du Gard (S)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

## DÉPÔTS

Avis présenté, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Justice [n° 63, tome II (81-82)] (23 novembre 1981).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 310 (80-81)]

Suite de la discussion - (23 juillet 1981) - **Discussion générale** (p. 1058) : crédits du ministère de la justice - Création d'emplois : administration pénitentiaire, éducation surveillée, juridiction prud'homale - Besoin d'une réforme des conseils de prud'hommes, des effectifs de prison et du nombre de magistrats - Volonté de changement et action efficace du gouvernement dans le domaine de la justice.

- **Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France** [n° 366 (80-81)] - (22 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1569) : rétablissement de la justice envers les travailleurs immigrés - Arrêt de l'immigration en 1974 et crise économique - Droit des étrangers dans le pacte international relatif aux droits civils, économiques et sociaux promulgué en France en février 1981 - Conséquences de la loi du 10 janvier 1980 dite « loi Bonnet » - (p. 1570) : garanties contre l'arbitraire : garanties judiciaires à l'égard de l'étranger en situation irrégulière ; octroi par le tribunal d'un délai de régularisation de 3 mois à l'étranger non reconduit à la frontière ; composition impartiale de la commission d'expulsion ; procédure équitable : aide judiciaire, débat public devant la commission ; obligation d'une intervention des autorités judiciaires après 24 heures de détention - Protection particulière à l'égard de certains étrangers : exclusion de l'expulsion des mineurs étrangers et personnes entrées en France avant l'âge de 10 ans ou y vivant depuis plus de 20 ans - Désir d'extension de cette protection aux parents étrangers d'enfants mineurs français résidant en France, par le groupe socialiste - Instauration d'un droit non discriminatoire entre Français et étrangers : suppression de l'autorisation préalable au mariage d'un étranger - Proposition de loi pour une sécurité administrative des travailleurs immigrés du groupe socialiste de 1978 - Dignité des populations immigrées vivant en France - **Art. 1** (p. 1574) : son amendement rédactionnel n° 25, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; adopté - **Art. 2** (p. 1578) : sur l'amendement n° 6 rédactionnel de M. Charles de Cuttoli, rapporteur, son sous-amendement n° 27, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de l'interdiction de territoire obligatoire en cas de récidive ; rejeté - **Art. 3** (p. 1584) : son amendement n° 26, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : exclusion de l'expulsion quand le conjoint est de nationalité française et qu'il est père ou mère d'enfants français mineurs ; adopté.

- **Projet de loi portant abolition de la peine de mort** [n° 385 (80-81)]

Suite de la discussion - (29 septembre 1981) - **Question préalable** (p. 1727) : intervient contre la motion n° 1 de M. Max Lejeune tendant à opposer la question préalable

(décision du Sénat de ne pas poursuivre la délibération sur le texte en discussion) - Moyens dilatoires employés par certains et crainte des responsabilités - Inopportunité toujours invoquée de l'abolition de la peine de mort - Droit de punir reconnu à la société, et droit de tout homme à la vie - Débat décevant de la commission des lois sur ce projet - Dispositions de la Constitution et expression de la voie du peuple par ses représentants élus - (p. 1728) : inconstitutionnalité d'un recours au référendum sur un tel problème - Caractère parlementaire du régime de la Ve République et délimitation précise du domaine du référendum - Proposition de loi constitutionnelle déposée par M. Jean Cluzel - Danger pour le Parlement de renoncer à ses prérogatives - Mandat représentatif des élus - Recours au référendum demandé par les partisans du maintien de la peine de mort - Attachement du Sénat aux principes constitutionnels - (p. 1729) : tradition de la France en marche vers le progrès.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Deuxième partie :*

Justice - (8 décembre 1981) - Rapporteur pour avis (p. 3857) : défense des libertés et justice - Place de l'autorité judiciaire et équilibre des pouvoirs ; humanisme ; amélioration de l'accès à la justice ; prévention de la délinquance : renforcement des effectifs des éducateurs ; action des comités de probation et des associations ; réinsertion des détenus ; rôle des magistrats et des fonctionnaires - Gestion des juridictions à la charge des collectivités - Avenir de la profession d'avocat - Politique de l'éducation surveillée - Rôle du juge des enfants - Travaux de la commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) : tâches de gestion et rôle d'information ; audience internationale - (p. 3858) : créations d'emplois : éducation surveillée ; administration pénitentiaire ; budget d'équipement et construction du palais de justice de Bobigny - Services judiciaires : création de postes ; plan de résorption des vacances ; primauté au recrutement par l'École nationale de la magistrature - Accès des citoyens à la justice et aide judiciaire ; institution d'un système d'indexation ; aide judiciaire et problèmes de l'avocat - Administration pénitentiaire : détention ; secours aux délinquants - Solutions alternatives à la détention : système de « jours amendes » ; régime de travail utilitaire - Justice et plan ; aide aux victimes d'actes de délinquance ; réinsertion des détenus et règlement des contentieux de la vie quotidienne - Rôle du juge des enfants - Efficace fonctionnement des services de la justice - Demande l'approbation du projet de budget - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3868) : convergence de préoccupations de la commission des lois avec l'amendement n° 528 de M. Pierre Carous (réduction des crédits du titre III : intégration de la prime de risques dans le traitement des gardiens de prison).

**TAITTINGER (Pierre-Christian)**, sénateur de Paris (UREI) - *Vice-président du Sénat*

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (28 octobre 1981) (p. 2230).

## INTERVENTIONS

En tant que président de séance

- **Communications** - (24 juillet 1981) - (p. 1105) : annonce la cessation des mandats de MM *Anicet Le Pors* (Hauts de Seine) et *Raymond Courrière* (Aude) et leur remplacement

par Mme *Monique Midy* et M. *Pierre Bastié* - Vacance du siège de M. *Roger Quilliot* (Puy de Dôme).

- Décès de M. *Lionel de Tinguy*, sénateur de la Vendée (10 septembre 1981) (p. 1430).

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

Suite de la discussion - (13 novembre 1981) - **Rappel au règlement** (p. 2645, 2646) : stricte application du règlement en cas de demande d'application de l'article 40 de la Constitution par le Gouvernement et absence de discussion.

- **Communication** (2 décembre 1981) (p. 3466) : annonce le décès de M. *Maurice Carrier*, ancien sénateur

#### En tant que sénateur

- **Projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion [n° 368 (80-81)]** - (16 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1491) : certaines inquiétudes - (p. 1492) : présentation d'une loi d'attente - Manque de sagesse de répondre à l'anarchie par la précipitation - Pratique de la répression après le vote du texte - Exige un grand débat d'ensemble - Texte à caractère très équivoque - Instauration d'un régime discrétionnaire - Restriction de la liberté par rapport à l'anarchie actuelle - Inconvénients de l'attribution des dérogations par l'exécutif - Risque de choix politiques - Solution d'un organisme comprenant des représentants du Parlement et des collectivités territoriales - Dérogations précaires et révocables - Motif de révocation des dérogations - Précisions concernant le contrôle technique de Télédiffusion de France (TDF) - Diffusion d'un programme propre à chaque station sans précision de durée - Non suppression de possibilités d'échange entre radios locales - Rayon d'émission en fonction des caractéristiques démographiques et géographiques - (p. 1493) : contrôle et vérification par l'autorité administrative - Emprise de TDF sur les radios locales - Progrès de la technologie dans le domaine des émetteurs - Limitation des dérogations aux personnes physiques et morales de droit privé - Contradiction avec les grands projets de décentralisation - Le pluralisme, ardent et permanente obligation - Attachement du groupe UREI à la liberté et au pluralisme - **Art. 1 : Art. 3-1 de la loi du 3 juillet 1972** (p. 1496) : sur l'amendement n° 3 de M. *Charles Pasqua*, rapporteur (nouvelle rédaction de cet article : caractère précaire et révocable des dérogations ; autorisation des radios municipales), son sous-amendement n° 40 : précisions sur les cas de révocation de dérogation ; retiré.

Suite de la discussion - (17 septembre 1981) - **Art. 1 (suite) : Art. 3-2 de la loi du 3 juillet 1972** (p. 1527) : son amendement n° 36 : limitation à la moitié des émissions de la part obligatoire de programme propre à chaque station ; retiré.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

Suite de la discussion - (29 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 2294) : utilité du débat parlementaire - Importance de la réforme envisagée ; transformation des structures de notre vie quotidienne - Excès de la centralisation administrative - Défense de leurs prérogatives par les administrations centrales - (p. 2295) : complexité croissante des procédures - Insuffisance des moyens des collectivités locales - Caractère indissociable des facteurs de liberté, de pouvoirs et de ressources des collectivités locales - Prudence dans le traitement des dossiers ; exemple britannique - **Projet de loi et renvoi à des textes ultérieurs** pour les problèmes de compétences et de ressources - Possibilité de suppression du ministère de la culture et du temps libre - Choix de l'accroissement des pouvoirs des conseils généraux et régionaux - Constitution de 1946 et exécutif départemental - Rôle de la commission départementale - (p. 2296) : excès et réserves sur le projet - Mesures de déconcentration financière sous la Ve Républi-

que ; subventions d'investissement, dotation globale de fonctionnement, remboursement de la TVA, règle des avances par douzièmes et transfert de charges à l'Etat - Problème de l'annulation des décisions par le tribunal administratif ou la chambre régionale des comptes ; encombrement des juridictions et risques de paralysie - (p. 2297) : contrôle des élus et de l'utilisation des finances locales - Accroissement des moyens des juridictions - Accroissement des pouvoirs d'intervention économique des collectivités territoriales ; compatibilité avec la concentration des moyens économiques et financiers de l'Etat - Pouvoir des collectivités locales pour les entreprises en difficultés ; exemple de Saint-Etienne et de Manufrance - Formation et premier emploi ; rôle de la région - Application du statut de droit commun à Paris - (p. 2298) : réintroduction dans le projet des dispositions concernant la ville de Paris - Qualité des statuts de 1975 - Grandes villes et création d'une tutelle « de taupe ».

Suite de la discussion - (12 novembre 1981) - **Titre I (suite) - Art. 13** (p. 2592) : son amendement n° I-245 : rétablissement de cet article dans une rédaction rendant applicables les dispositions du titre I à la ville de Paris sous réserve des dispositions du code des communes relatives aux attributions du préfet de police ; retiré au profit de l'amendement analogue n° I-119 de M. *Michel Giraud*, rapporteur.

Suite de la discussion - (16 novembre 1981) - **Titre II (suite) - Art. 44** (p. 2705) : son amendement n° II-137 : régime administratif de la ville de Paris ; réservé.

- **Projet de loi de nationalisation [n° 36 (81-82)]**

Suite de la discussion - (21 novembre 1981) - **Discussion générale** (p. 2965) : transformation de la société française et sortie de la crise économique - Valeur économique des nationalisations et plus-value industrielle - Distorsion entre les thèmes politiques et les contraintes économiques - Absence de véritable politique industrielle - Accroissement des charges sociales et du taux de pénétration des produits étrangers et développement prioritaire des secteurs en croissance - Caractère diffus de la politique gouvernementale et perte d'efficacité et de compétitivité - Nationalisation et argument du caractère monopolistique des groupes concernés et de leur caractère de service public - (p. 2966) : motifs différents évoqués par le projet de loi : carence d'investissements de l'industrie privée et perte du facteur concurrentiel - Coût financier de la nationalisation ; budget de l'Etat et réduction des capacités d'autofinancement des groupes - Perte d'emplois industriels : résultats positifs dans les secteurs nucléaire, aéronautique et téléphonique - Nationalisation de groupes stratégiques et méconnaissance des conditions de compétitivité et de concurrence - Monopole et loi de la concurrence européenne et mondiale - Absence de nationalisation des grands groupes internationaux présents en France - Nationalisations et rançon du succès économique - Programme de nationalisations en 1972 et renforcement du contrôle étatique sur l'économie ; 1980 et réponse à la crise - Entreprises privées et faiblesse des investissements ; investissements et financement sur les bénéfices après impôts ; privilèges financiers fiscaux accordés aux entreprises publiques - Octroi de 5% des crédits bonifiés de l'Etat aux entreprises privées - Faible productivité des investissements publics ; rapport investissements-valeur ajoutée ; rapport de M. *Michel Charzat* - Importance des investissements des grands groupes nationalisables - Nationalisation du crédit et importance actuelle du contrôle de l'Etat - (p. 2967) : contrôle de la création monétaire et existence d'instruments efficaces - Nationalisation du crédit et prise en compte des critères gouvernementaux pour la distribution du crédit - Nationalisations et étatisation ; caractère flou de la planification actuelle - Nationalisation et rôle d'entraînement des groupes publics ; faiblesse de la productivité des investissements publics - Nationalisation : diminution de l'autofinancement et suppression de l'accès au marché boursier - Risque d'un délabrement de la gestion et de la structure financière des groupes - Avenir des contrats d'entreprise signés avec l'Etat ; exemple du contrat Air

France - Nomination des présidents aux conseils d'administration - Intégration des groupes nationalisés dans une stratégie économique d'ensemble - Risque de bureaucratie - Dogmatisme des nationalisations et inefficacité économique ; exemples anglais et italien.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

**Suite de la discussion générale** - (24 novembre 1981) - (p. 3048) : politique budgétaire : objectifs et moyens du projet de budget pour 1982 ; investissement ; emploi ; fiscalité - Epargne populaire et inflation ; nationalisation bancaire - Consommation des ménages et lancement d'emprunts obligataires à fort rendement ; Stratégie de l'investissement productif et ponction de la fiscalité ; « prélèvement étatique » et prélèvement extraordinaire annuel - (p. 3049) : impôt sur le patrimoine familial ; définition de l'inflation en tant qu'impôt sur le capital - Atteinte à l'esprit d'entreprise et à l'énergie des français.

*Discussion des articles de la première partie :*

(24 novembre 1981) - **Art. 3** (p. 3072) : son amendement n° 60 soutenu par M. Philippe de Bourgoing : réduction de la valeur de l'habitation principale lors du calcul de l'assiette de l'impôt ; adopté.

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Après l'art. 27** (p. 3264) : soutient, au nom de la commission des affaires culturelles, les amendements de M. Jacques Carat n° 338 (extension aux spectacles de cirques ou de revues de l'abattement de base d'imposition de la TVA assise sur les recettes réalisées aux entrées des premières représentations des spectacles dramatiques, lyriques ou musicaux ou chorégraphiques), n° 339 (possibilité pour les communautés urbaines et les collectivités locales d'exonérer de la taxe professionnelle, dans la limite de 50 %, les entreprises de spectacles présentant un intérêt culturel) et n° 340 (exonération de la TVA pour certains spectacles de bienfaisance et non assujettissement à la taxe sur les salaires).

*Deuxième partie :*

**Culture** - (8 décembre 1981) - (p. 3886) : importance du patrimoine culturel de la France ; avenir de la politique culturelle : pression de l'Etat et art officiel ou liberté de la création - Ministère de la culture au service de l'art et de la création - Progression du budget : création et patrimoine.

**Solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale** - (10 décembre 1981) - (p. 4025) : « socialisme à la française » et domaine de la santé - Qualité de la médecine française et non plus simplement parisienne - Suppression du secteur privé hospitalier et déclenchement d'une grève des médecins ; cas de la Belgique - Place mineure du secteur privé dans l'ensemble hospitalier ; nombre de médecins, de lits et de malades concernés ; existence de certains abus dénoncés par la Cour des comptes et l'inspection générale des affaires sociales - Secteur privé hospitalier et respect du libre choix par le malade de son médecin - Service privé et qualité de l'hôpital public - (p. 4026) : entrée en vigueur de la mesure de suppression du secteur privé hospitalier et choix idéologique - Centres de santé intégrés et risque d'une suppression du dialogue médecins malades ; création d'une « médecine de série » - Exemple de la nationalisation de la médecine anglaise - Attachement des Français au libre choix de leur médecin et à la consultation individuelle - Politique gouvernementale et hostilité des médecins - Réforme des études médicales ; suppression de la sélection et de l'internat ; fin du *numerus clausus* et risque de fonctionnarisation - Caractère essentiel de la prévention ; délaissement de la médecine curative et fonctionnarisation de la médecine - Recherche et rôle important de la pharmacologie privée - Risque d'une marginalisation des médecins.

**Articles non rattachés à l'examen des crédits** - (12 décembre 1981) - **Art. 66** (p. 4145) : son amendement

n° 546 : suppression de cet article relatif à la subordination de l'aide fiscale à l'investissement à l'augmentation des effectifs de l'entreprise ; devenu sans objet.

**TAJAN (Pierre)**, sénateur du Tarn-et-Garonne (GD-SRG)

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des affaires économiques.

**QUESTIONS**

*Questions orales avec débat :*

n° 19 (8 juillet 1981) (p. 824) à Mme le ministre de l'agriculture : **produits agricoles** (augmentation du prix des produits agricoles).

**TARCY (Raymond)**, sénateur de la Guyane (apparenté au groupe S)

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des lois.

**INTERVENTIONS**

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Départements et territoires d'outre-mer** - (9 décembre 1981) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3938) : absence de la citation de la Guyane parmi les départements d'outre-mer (DOM) par M. Edmond Valcin - Existence d'importantes différences de niveaux de vie - Abandon par la métropole du système fondé sur l'assistance et promotion du développement économique et social - Accroissement de la liberté et des responsabilités des élus dans le cadre du projet de décentralisation - Nécessité de développer l'appareil productif et d'assurer la parité sociale - Faiblesse des crédits du secrétariat d'Etat consacrés aux DOM et aux territoires d'outre-mer (TOM) - Augmentation de 19,6 % des dépenses civiles consacrées en 1982 aux DOM - Guyane le plus important des DOM, par sa superficie et dernier par sa population ; exploitation insuffisante des possibilités de développement économique - Plan de développement décidé en 1975 et tentative de promotion de l'activité du bois - Echec de l'exploitation forestière - Exportation de 120.000 m<sup>3</sup> de bois sous forme de grumes et importation de mobilier - Absence d'une politique de transformation permettant de donner du travail à une partie des chômeurs - Nécessité d'une réorganisation rationnelle de l'exploitation de la forêt guyanaise - Inexistence de l'agriculture guyanaise - (p. 3939) : mise sur pied d'un plan de développement consacré à la pêche artisanale ; nécessité d'une aide financière exceptionnelle pour la formation professionnelle et l'assistance technique.

**TARDY (Fernand)**, sénateur des Alpes-de-Haute-Provence (S)

**NOMINATIONS**

- Membre de la commission des affaires économiques.

## QUESTIONS

*Questions orales avec débat :*

n° 72 (14 octobre 1981) (p. 1973) à Mme le ministre de l'agriculture : exploitants agricoles (allègement des charges sociales des exploitants agricoles des régions défavorisées).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]***Deuxième partie :*

**Agriculture** - (7 décembre 1981) - (p. 3802) : importance de l'agriculture dans l'économie française - Diminution du nombre des exploitations agricoles et mouvement de concentration - Lois d'orientation agricoles de 1960 et 1962 - Progrès technique - Coût croissant des consommations intermédiaires et réduction de la valeur ajoutée - Stagnation ou baisse des revenus agricoles - (p. 3803) : réforme nécessaire de la politique agricole française : politique des prix ; aide aux zones sensibles - Machinisme agricole et secteur agro-industriel - Politique de recherche et de formation des hommes - Transfert au le ministère de la recherche des crédits de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) ; transfert au ministère du plan des crédits hydrauliques du plan du grand Sud-Ouest - Priorités de ce budget : créations d'emplois ; organisation des marchés agricoles ; offices par produit ; dotation aux jeunes agriculteurs ; crédits des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) pour la location de terres - Enseignement agricole public - Aide aux revenus - Inquiétudes suscitées par ce budget : hydraulique agricole ; subvention au budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) ; relèvement des taux des prêts bonifiés - Soutien du groupe socialiste à l'action du Gouvernement.

**TEULADE (René)**, Rapporteur du Conseil économique et social

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi approuvant le Plan intérimaire pour 1982 et 1983 [n° 118 (81-82)]** - (22 décembre 1981) - Rapporteur du Conseil économique et social - **Discussion générale** (p. 4500) : vote d'un avis par le Conseil économique et social (CES) ; réserves et observations - Evolution de la notion de planification - Plan de redressement stratégique et sélectif - Emploi et solidarité nationale ; adaptation de l'appareil productif - Reprise de l'activité : progression du taux de croissance et amélioration de la situation de l'emploi - Processus mondial de récession ; réduction des dépenses d'énergie - Reconquête du marché intérieur - Développement des exportations - Energie : modification du comportement des particuliers et des collectivités - Exportations et investissements à l'étranger - Compétitivité de l'industrie et croissance - Extension du service public - Développement des équipements d'infrastructure - Insuffisance des mesures sectorielles - Développement des prêts participatifs et des emprunts obligataires - (p. 4501) : situation du bâtiment, des travaux et du commerce ; réforme de la procédure de faillite - Appel des entreprises au marché financier - Stabilisation de la charge des impôts et des cotisations sociales sur les entreprises - Système de protection sociale et difficultés de financement ; compensations entre les différents régimes - Santé : prévention et information sanitaire - Hausse des prix : blocage temporaire de certaines marges commerciales et de certains prix ; concertation ; opposition du CES à une politique autoritaire des revenus - Dialogue et information : consultations périodiques au Commissariat général du plan - Relance et inflation ; stabilité du franc - Chômage et partage du travail

- Maintien des capacités de production ; adaptation de l'offre à la demande d'emploi - Formation professionnelle et réforme de l'éducation de base - Rapporés entre l'Etat et les régions ; répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales - Faiblesse d'indications statistiques - Absence de quantification des objectifs - Cohérence du plan - en termes de comptabilité économique - Aspects sociaux : analyse et propositions pour le futur plan quinquennal - (p. 4502) : emploi et solidarité nationale - Réduction des inégalités - Industrie française - Croissance économique et percée sociale - Emploi et inflation - Reprise économique dans certains secteurs industriels.

**THYRAUD (Jacques)**, sénateur du Loir-et-Cher (UREI)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

## DÉPÔTS

*Rapport* fait au nom de la commission des lois sur le projet de loi [n° 315 (80-81)] adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la Cour de cassation [n° 316 (80-81)] (23 juillet 1981) - **Justice**.

*Rapport* fait au nom de la commission des lois sur le projet de loi [n° 335 (80-81)], adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la Cour de cassation [n° 336 (80-81)] (29 juillet 1981) - **Justice**.

*Rapport* fait au nom de la commission des lois sur le projet de loi [n° 357 (80-81)] relatif au droit d'action du ministère public dans les procédures collectives d'apurement du passif des entreprises [n° 360 (80-81)] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 31 juillet 1981, JO Débats du 8 septembre 1981).

*Rapport* fait au nom de la commission des lois sur le projet de loi [(n° 386 (80-81)] modifié par l'Assemblée nationale, relatif au droit d'action du ministère public dans les procédures collectives d'apurement du passif des entreprises [(n° 388 (80-81)] (23 septembre 1981).

## QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 167 (JO Débats 11 décembre 1981) (p. 4043) à M. le ministre de l'économie : sociétés (sauvegarde des sociétés d'audit françaises).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant amnistie [n° 304 (80-81)]** - (21 juillet 1981) - **Art. 19** (p. 983) : son amendement n° 3 : modification des règles de liquidation des pensions pour les fonctionnaires réintégrés ; adopté - **Art. 20** : son amendement n° 58 : non application de l'amnistie aux jugements ordonnant réparation du dommage causé ; retiré.

- **Projet de loi relatif à la Cour de cassation [n° 315 (80-81)]** - (24 juillet 1981) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1125) : importance de la Cour de cassation pour la régulation du droit et la discipline des cours d'appel et des tribunaux - Augmentation du nombre de pourvois - (p. 1126) : rôle de la Cour de cassation vis à vis de la loi et du justiciable - Réduction du quorum d'audience - Problème de la plénitude de pouvoirs en formation restreinte et loi de 1979 - Etablissement de la formation restreinte de rejet ; attitude des avocats au conseil - Caractère partiel de la réforme proposée - Informatisation

- Proposition d'adoption du texte - **Art. 1** (p. 1127) : son amendement n° 1 : suppression des dispositions de cet article concernant le renvoi d'affaires devant la chambre en formation plénière ; adopté - **Art. 2** (p. 1128) : son amendement n° 2 : suppression de cet article concernant le renvoi devant la formation restreinte de l'affaire par le premier président ou le président de la chambre concernée ; adopté - **Après l'art. 2** (p. 1131) : son amendement n° 3 : pourvoi en cassation et suppression de l'obligation de conciliation ; adopté - Sur cet amendement accepte le sous-amendement n° 4 d'harmonisation de M. Robert Badinter, ministre.

- **Projet de loi relatif au droit d'action du ministère public dans les procédures collectives d'apurement du passif des entreprises** [n° 357 (80-81)] - (8 septembre 1981) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1380) : évolution des procédures collectives d'apurement du passif des entreprises en difficulté et intervention croissante des pouvoirs publics - Procédures de règlement judiciaire et de suspension provisoire des poursuites ; maintien souhaitable de l'activité économique et de l'emploi - Pouvoirs du ministère public : droit de communication ; action par voie incidente ; contrôle des auxiliaires de justice - Dispositions du projet et droits nouveaux accordés au ministère public : ouverture de la procédure et action aux diverses phases - Egalité nécessaire des droits des parties - Complexité de la procédure de règlement judiciaire et problème des sanctions - Droits nouveaux du ministère public et évolution vers un rôle de coordination et de concertation - Position favorable de la commission des lois sur le projet - **Art. 1** : son amendement n° 1 : saisine du tribunal par le procureur de la République et convocation préalable du débiteur ; rejeté - (p. 1381) : moyens d'investigation du procureur de la République - Procédure de règlement judiciaire et assignation du débiteur - (p. 1382) : sur l'amendement n° 1, s'oppose au sous-amendement n° 16 de M. Lionel de Tinguy (saisine du tribunal par le procureur de la République et « audition » préalable du débiteur) - **Art. 2** (p. 1383) : son amendement n° 2 : convocation des seuls héritiers « connus » ; adopté - **Art. 3** : son amendement n° 3 : conditions de désignation par le tribunal d'un administrateur provisoire ; possibilité ou non pour cet administrateur de déposer des offres de concordat ; adopté - (p. 1384) : sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 11 de M. Paul Girod (appel de la désignation d'un administrateur et exécution provisoire) - **Art. 4** : son amendement n° 4 : possibilité pour le débiteur, les créanciers, ou le procureur de la République de demander le remplacement d'un ou plusieurs syndics et procédure unique de saisine du juge commissaire ; adopté - **Art. 5** : son amendement n° 5 : suppression de cet article relatif à la possibilité pour le tribunal, dans la procédure de règlement judiciaire, de subordonner l'homologation du concordat à certaines conditions : remplacement de dirigeants sociaux ou cession de leurs parts, privation du droit de vote ; rejeté - (p. 1385) : clause de réserve de propriété - Dispositions de la loi de 1967 sur la faillite personnelle - (p. 1386) : sur l'amendement n° 10 de M. Paul Girod (nouvelle rédaction de cet article : exercice par le tribunal de la possibilité de subordonner à l'avance l'homologation du concordat au remplacement d'un ou plusieurs dirigeants sociaux ou à la cession de leurs parts, dans le seul cas où la survie de l'entreprise le requiert), son sous-amendement n° 17 : application de cette possibilité de remplacement aux seuls dirigeants sociaux, à l'exclusion des débiteurs ; adopté - S'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 10 - **Art. 12** (par priorité) (p. 1387) : son amendement n° 9 : suspension provisoire des poursuites et conditions dans lesquelles le tribunal peut subordonner l'admission du plan à certaines conditions : remplacement de dirigeants sociaux ou cession de leurs parts ; privation du droit de vote ; adopté - (p. 1388) : sur cet amendement, accepte le sous-amendement n° 15 de M. Robert Badinter, ministre (possibilité pour le tribunal d'exercer cette faculté dans le seul cas où la survie de l'entreprise le requiert ; possibilité de caducité du plan en cas d'inexécution) - **Après l'art. 5** : accepte l'amendement n° 14 de M. Paul Girod (pratique des ventes à forfait en matière de procédure collective et possibilité pour le procureur de la République de présenter

au tribunal un recours, mais non de faire appel) - Maintien de l'emploi et utilité des cessions à forfait - (p. 1389) : égalité des droits des parties - Longueur du délai d'appel et conséquences sur la procédure - Sauvegarde des entreprises - **Avant l'art. 6** : accepte l'amendement n° 12 de M. Paul Girod (audition du procureur de la République et du débiteur préalable à la décision du tribunal autorisant le syndic à traiter à forfait) - **Art. 6** (p. 1390) : son amendement n° 6, identique à l'amendement n° 13 de M. Paul Girod : suppression de la faculté d'appel des jugements autorisant le syndic à traiter à forfait des actifs du débiteur ; adopté - (p. 1391) : réduction des délais d'appel et recours à la procédure abrégée de l'article 915 du code de procédure civile, évoqué par le garde des sceaux - Droit d'appel du ministère public et droit de veto - Intérêts des créanciers et des salariés - Son amendement n° 7 : droit d'appel du ministère public limité à la décision d'« ouverture » du règlement judiciaire ou de la liquidation des biens ; adopté.

*Deuxième lecture* [n° 386 (80-81)] - (30 septembre 1981) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1749) : intérêt des cessions à forfait ; ouverture d'un droit d'appel du ministère public en première lecture et rapidité des délais - Convergences avec la commission des lois de l'Assemblée nationale - Nécessité de contrôle du ministère public - Instauration d'un délai d'appel à partir du jugement lui-même - Nécessité d'un jugement rapide - Sauvegarde des avantages de la cession à forfait - **Art. 6** (p. 1750) : son amendement n° 1 : force de chose jugée de la décision autorisant le syndic à traiter à forfait les actifs du débiteur lorsque la cour d'appel n'a pas statué au fond dans les 40 jours après le jugement ; adopté.

TINANT (René), sénateur des Ardennes (UCDP)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion (1<sup>er</sup> octobre 1981) (p. 1799).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980, modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 14 et 15 de ladite loi (1<sup>er</sup> octobre 1981) (p. 1805).

## DÉPÔTS

*Avis* présenté au nom de la commission des affaires culturelles sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Enseignement et recherche agricoles [n° 59, tome V (81-82)] (23 novembre 1981).

## QUESTIONS

*Questions orales avec débat :*

n° 3 (JO Débats 12 juin 1981) (p. 737) à Mme le ministre de l'agriculture : enseignement agricole (politique gouvernementale en matière d'enseignement agricole) - Caducité le 22 juin 1981 - Reprise le 2 juillet 1981 (p. 778) - Discutée le 6 novembre 1981 (débat commun) (p. 2515 et suivantes).

## INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant abolition de la peine de mort [n° 385 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (29 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1721, 1722) : donne lecture de la lettre d'une famille amie dont le fils a été assassiné : droit à la vie de l'assassin ou de ses victimes - Libération éventuelle du coupable et tentation pour cette famille de se faire justice - Sécurité des citoyens - Matraquage des thèses abolitionnistes à la télévision - Votera contre le projet.

– **Questions orales avec débat jointes : enseignement et formation agricoles, politique forestière, politique vitivinicole** - (6 novembre 1981) - (p. 2515) : politique du Gouvernement en matière d'enseignement et de formation agricoles - Deux textes fondamentaux : loi du 2 août 1960 et décret du 21 mai 1961 - Précisions apportées par la loi d'orientation agricole du 4 juillet 1980 - Transfert éventuel de la tutelle vers le ministère de l'éducation nationale - Nécessité pour l'agriculteur actuel d'une formation complète combinant culture générale et haut niveau technologique - Faiblesse des niveaux moyens de qualification des exploitants agricoles français - Renforcement du caractère technologique de l'enseignement technique agricole - (p. 2516) : faiblesse des effectifs dans l'enseignement supérieur agricole - L'enseignement agricole doit être adapté aux exigences actuelles - Insuffisance des places disponibles dans l'enseignement supérieur agricole au regard de la demande - Inquiétudes devant le changement de tutelle des organismes de recherche - Formation continue, maillon essentiel de la chaîne du progrès - Importance des effectifs de l'enseignement privé agricole - Stagnation des dotations affectées à l'enseignement privé pour 1982 - Budget de 1982 abondé de 51 millions de francs économisés sur les exercices précédents : détournement de fonds - Distorsion dans l'aide accordée aux classes reconnues par rapport aux classes agréées - Intérêt de l'enseignement en alternance - Problème des filières féminines de l'enseignement agricole privé - Nécessité d'assurer des moyens décents à cet enseignement - (p. 2518) : question à titre personnel - Non acceptation de l'accusation contre le précédent ministre - Crédits votés et inscrits au budget de 1981 - Avances consenties aux établissements privés permettant de payer le personnel enseignant - Sans crédits d'avance, risque de fermeture d'un certain nombre d'établissements - (p. 2521) : au nom de M. Rémi Herment - Mesures proposées pour faciliter la mobilisation des bois - Création d'une structure ministérielle propre à la forêt - (p. 2522) : mesures d'encouragement du Gouvernement au développement de la production forestière et créations d'emplois dans les zones rurales - Orientation actuelle donnée au fonds forestier national - Utilisation énergétique de certains produits forestiers rentables - Mise en oeuvre d'aide aux investissements et des recherches technologiques.

– **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Discussion des articles de la première partie :*

(25 novembre 1981) - **Art. 4** (p. 3123) : son amendement n° 129, soutenu par M. Francis Palmero, identique à l'amendement n° 62 de M. Philippe de Bourgoing, soutenu par M. Jacques Descours Desacres : impôt sur le patrimoine : extension du régime prévu pour les biens professionnels à l'ensemble des biens ruraux loués par un bail écrit, enregistré, sous réserve de conformité au statut du fermage ; retiré.

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Après l'art. 25** (p. 3256) : soutient l'amendement n° 208 de M. Marcel Daunay (rétablissement du privilège fiscal des bouilleurs de cru).

*Deuxième partie :*

**Services du Premier ministre (suite) - I. Services généraux (suite) : Services divers rattachés - Fonction publique -**

**Formation professionnelle - Droits de la femme** - (3 décembre 1981) - (p. 3540) : loi du 16 juillet 1971 sur la formation professionnelle continue et développement de cette formation en agriculture : stages de formation complémentaire dits « de 200 heures » et formations de 800 heures conduisant au brevet professionnel agricole (BPA) - Formation initiale en agriculture : maisons familiales rurales.

**Temps libre** - (6 décembre 1981) - (p. 3734) : rappelle son intervention à propos d'une aide apportée aux joueurs d'échecs - Absence de champions français d'échecs dans les classes mondiales - Action sur le plan scolaire.

**Agriculture** - (7 décembre 1981) - Rapporteur pour avis (Enseignement et formation agricoles) - (p. 3800) : stagnation et régression des crédits de l'enseignement agricole - Projet du nouveau gouvernement d'en transférer la tutelle à l'éducation nationale et de redéfinir l'aide apportée par l'Etat à l'enseignement agricole privé - Rôle fondamental de l'enseignement agricole dans la progression de l'agriculture depuis vingt ans - (p. 3801) : dessaisissement du ministère de l'agriculture : rattachement de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) au ministère de la recherche scientifique - Montant du budget de l'enseignement et de la formation agricoles et comparaison avec 1981 : dépenses ordinaires ; dépenses en capital ; autorisations de programme ; crédits de paiement ; crédits de fonctionnement ; créations d'emplois - Inquiétude en matière d'aide à l'enseignement agricole privé : loi du 28 juillet 1978 et objectif de parité avec l'enseignement public ; évolution comparée des crédits inscrits au budget du ministère de l'éducation nationale pour l'enseignement privé - Artifice comptable : prise en compte du reliquat de l'exercice 1981 ; causes du retard dans la consommation des crédits ; procédure d'agrément - Stagnation des crédits de bourses et de transports scolaires - (p. 3802) : crédits d'aide sociale - Annonce du transfert de la tutelle de l'enseignement agricole vers le ministère de l'éducation nationale - Projets de loi en préparation : formation professionnelle, réforme de l'enseignement supérieur, et incidence sur l'enseignement agricole - Au nom de la commission des affaires culturelles, demande au Sénat de rejeter les crédits de l'enseignement et de la formation agricoles.

**TINGUY (Lionel de)**, sénateur de la Vendée (UCDP).

**Décédé le 9 septembre 1981** (10 septembre 1981) (p. 1430) - Eloge funèbre (6 octobre 1981) (p. 1861).

## NOMINATIONS

– Membre de la commission des lois.

– Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie (30 juillet 1981) (p. 1268).

## INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant amnistie [n° 304 (80-81)]** - (21 juillet 1981) - **Art. 11** (p. 973) : demande sur cet article un vote par division - Anomalie de la possibilité prévue d'amnistie du Président de la République pour des personnes qui se sont distinguées d'une manière exceptionnelle - **Art. 14** (p. 978) : se déclare défavorable à l'amendement n° 23 de M. Marcel Rudloff, rapporteur (amnistie des sanctions disciplinaires : suspension de l'exécution de la sanction pendant la durée du règlement de la contestation relative à l'amnistie, sauf exception) - Règles du droit administratif : absence de caractère suspensif du recours contentieux.



– **Projet de loi portant suppression de la Cour de sûreté de l'Etat** [n° 312 (80-81)] - (28 juillet 1981) - Art. 1 (p. 1182) : soutient l'amendement n° 2 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, rapporteur (divulgarion de secrets de la défense nationale et dessaisissement de la juridiction d'instruction ou de jugement par la chambre criminelle à la demande du procureur général de la Cour de cassation) - (p. 1183) : procureur de la République et instructions ministérielles - Secrets de défense nationale et contrôle de la Cour de cassation - Explication de vote sur l'ensemble (p. 1186) : évoque le contexte entourant la volonté de suppression de la Cour de sûreté de l'Etat - Petit nombre d'affaires jugées par la cour - Qualités de la Cour de cassation - Amnistie et reprise du texte de 1974 - Comptes-rendus donnés par la radiodiffusion et la télévision - Efficacité du fonctionnement de la Cour de sûreté de l'Etat - (p. 1187) : respect de la Constitution et du caractère un et indivisible de la République - Juridictions d'exception ou juridictions spécialisées - Circonstances exceptionnelles et arrêt Canal ; maintien des garanties essentielles de la défense - Abstention d'une partie du groupe de l'UCDP et vote favorable pour l'autre.

– **Projet de loi relatif au prix du livre** [n° 318 (80-81)] - (29 juillet 1981) - Art. 2 (p. 1227) : associations de parents d'élèves et gestion des établissements scolaires.

– **Projet de loi portant amnistie - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 343 (80-81)] - (31 juillet 1981) - Art. 12 bis (p. 1296) : pouvoir régalién de sanction attribué à l'employeur - Amnistie des sanctions prononcées par un employeur ; compétence de l'inspection du travail et éventuellement du tribunal administratif - Salariés protégés et procédure complète de licenciement - (p. 1297) : définition de licenciement « en relation avec la fonction » - Caractère de rapport de droit privé du licenciement - Absence du caractère de sanction - Problème de la réintégration et intervention de l'inspection du travail ; appréciation juridique et économique de la situation - Réintégration des salariés protégés et législation de classe ; risque d'une résurgence de difficultés sociales.

– **Projet de loi relatif au droit d'action du ministère public dans les procédures collectives d'apurement du passif des entreprises** [n° 357 (80-81)] - (8 septembre 1981) - Art. 1 (p. 1381) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de M. Jacques Thyraud, rapporteur (saisine du tribunal par le procureur de la République et convocation préalable du débiteur) - Droits de la puissance publique et droits des créanciers - (p. 1382) : sur l'amendement n° 1, son sous-amendement n° 16 : saisine du tribunal par le procureur de la République et « audition » préalable du débiteur ; rejeté.

TOMASINI (René), sénateur de l'Eure (RPR)

## NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

– Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du deuxième projet de loi de finances rectificative pour 1981 (27 octobre 1981) (p. 2202).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (28 octobre 1981) (p. 2230).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de nationalisation (25 novembre 1981) (p. 3117).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions

restant en discussion du troisième projet de loi de finances rectificative pour 1981 (17 décembre 1981) (p. 4353).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés (19 décembre 1981) (p. 4428).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi*, tendant à admettre la possibilité d'affecter les dotations provenant du fonds de compensation de la TVA au paiement des intérêts des emprunts souscrits pour investissement [n° 235 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980, JO Débats 2 avril 1981) - **Collectivités locales**.

*Proposition de loi* tendant à élargir le champ d'application de l'indemnisation des Français d'Outre-mer dépossédés de leurs biens [n° 241 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980, JO Débats 2 avril 1981) - **Rapatriés**.

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à améliorer l'intégration des fonctionnaires ayant servi outre-mer [n° 397 (80-81)] (28 septembre 1981).

*Rapport fait au nom de la commission des finances*, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 19 (81-82)], adopté par l'Assemblée nationale [n° 32 (81-82)] (20 octobre 1981).

*Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1981* [n° 42 (81-82)] (28 octobre 1981).

*Rapport fait au nom de la commission des finances*, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 47 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture [n° 48 (81-82)] (5 novembre 1981).

*Rapport spécial fait*, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Anciens combattants** [n° 58, annexe 3 (81-82)] (23 novembre 1981).

*Rapport spécial fait*, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Industrie** [n° 58, annexe 14 (81-82)] (23 novembre 1981).

## QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 155 (JO Débats 19 novembre 1981) (p. 2829) à M. le ministre de la justice : **Justice (organisation de la)** (mesures pour combattre la lenteur de la justice civile).

n° 169 (JO Débats 17 décembre 1981) (p. 4309) à M. le Premier ministre : **Gouvernement** (situation en Pologne : prise de position des membres du Gouvernement).

*Questions orales avec débat :*

n° 55 (22 septembre 1981) (p. 1559) à M. le ministre de l'urbanisme et du logement : **logement** (aide aux ménagères en vue de l'acquisition de leur logement : utilisation de certains fonds sociaux) - Discutée le 27 octobre 1981 (débat commun) (p. 2187 et suivantes).

## INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant abolition de la peine de mort** [n° 385 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (29 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1710) : aspect faussement idéologique du débat - Controverse sur l'effet dissuasif de la peine de mort - Exemple de divers pays étrangers - Influence des circonstances : exemple du crime d'incendie de récolte institué en 1791 - Risque de voir substituer à la peine de mort un plus grand nombre de victimes de la justice privée - Hostilité personnelle à l'abolition de la peine de mort.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 19 (81-82)] - (22 octobre 1981) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2087, 2088) : ampleur du projet et justifications avancées par le Gouvernement - Maintien de l'autonomie des deux groupes Usinor et Sacilor - Caractère hâtif du projet - Crise structurelle de la sidérurgie des pays occidentaux - Saturation du marché de l'acier - Choc pétrolier - Diminution des effectifs totaux de salariés de la sidérurgie française depuis 1974 - Lorraine ; Nord - Médiocrité de la productivité et concurrence étrangère - Soutiens successifs de l'Etat à la sidérurgie depuis 1966 ; prêts du Fonds de développement économique et social (FDES) ; Caisse d'amortissement pour l'acier - Montant de la dette - Rôle des sociétés financières - Concurrence américaine - (p. 2089) : pertes d'exploitation - Justifications de la nationalisation invoquées par le gouvernement - Modalités : conversion en actions des prêts antérieurement consentis par le FDES - Incidence sur le budget de l'Etat : charges communes ; compte spécial du Trésor « Prêts à la Caisse d'amortissement pour l'acier » - Crise internationale de la sidérurgie et autres solutions possibles pour la sidérurgie française : nécessité d'un plan industriel d'ensemble ; sauvegarde de l'emploi ; solutions préconisées par les responsables de la sidérurgie - Table ronde annoncée par le Gouvernement - (p. 2090) : danger de la nationalisation proposée par le texte en examen - Décision de la commission des finances de s'en remettre à la sagesse du Sénat.

- **Questions orales avec débat jointes : politique du Gouvernement en matière d'urbanisme et de logement** - (27 octobre 1981) - (p. 2190) : priorité pour l'accèsion à la propriété - Relance de l'activité du bâtiment - Développement de la solidarité - Qualité de la réglementation actuelle destinée à faciliter l'accèsion à la propriété - Révision des seules modalités d'application ; évolution des marchés financiers - Taux d'intérêt et loi sur l'accèsion à la propriété - Accès à la propriété des plus défavorisés - (p. 2191) : prêts immobiliers et augmentation des mensualités de remboursement ; maintien des taux d'intérêt et diminution des premières annuités ; inflation - Masse importante des fonds sociaux et atténuation de l'aide au financement par l'étalement dans le temps ; raccourcissement d'utilisation des aides et resolvabilisation des titulaires de prêts - Bâtiment et résorption du chômage.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)] - (28 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 2243) : amélioration de la situation des collectivités locales depuis 1958 ; allègement de la tutelle ; loi du 31 décembre 1970 - Amélioration des finances locales ; loi du 10 janvier 1980 sur la fiscalité directe locale - Urbanisation - Coopération intercommunale - Débat sur le projet de loi pour le développement des responsabilités des collectivités locales - Régionalisation : loi du 5 juillet 1972 - (p. 2244) : lacunes du projet en examen - Renvoi à des textes ultérieurs - Eléments positifs du texte : suppression de la tutelle ; risque d'arbitraire - Allègement des charges des collectivités locales : articles 61, 62 et 63 : dotation culturelle ; logement des instituteurs ; fonctionnement de la police et de la justice - Répartition des compétences ; exemple de l'élargissement des possibilités d'intervention en matière économique et sociale - Risque de conflits de compétences et de tutelle politique - (p. 2245) : agences techniques départementales : risque de politisation de la vie locale - Lacunes et omissions du projet : vocation économique élargie des collectivités locales et absence de moyens financiers ; situation des élus locaux ; fonction publique locale - (p. 2246) : modification

de l'équilibre des pouvoirs au sein de l'Etat et tentative de socialisation de la société française - Congrès de Valence du parti socialiste - Opposition du groupe RPR.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** - **Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 42 (81-82)] - (4 novembre 1981) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2404) : rejet par le Sénat en première lecture des quatre articles du projet - Décision de la commission mixte paritaire d'adopter le texte dans la rédaction de l'Assemblée nationale.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (4 novembre 1981) - **Titre I** - **Après l'art. 2** (p. 2422, 2423) : son amendement n° I-37, soutenu par M. Christian Poncelet : autorité du représentant de l'Etat dans le département en matière d'hygiène et de sécurité ; retiré.

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Après l'art. 3** (p. 2475) : son amendement n° I-41 : pouvoirs du représentant de l'Etat et demande de seconde lecture au conseil municipal tenant compte des observations formulées ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion** - (6 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 5** (p. 2534) : son amendement n° I-47, soutenu par M. Georges Repiquet : exercice par le représentant de l'Etat de tous les pouvoirs dévolus au conseil municipal en matière fiscale et budgétaire ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** - **Nouvelle lecture** [n° 47 (81-82)] - (6 novembre 1981) - **Art. 1** (p. 2537) : son amendement n° 1, soutenu par M. Maurice Blin, rapporteur général : suppression de cet article relatif à la conversion des prêts consentis par le Fonds de développement économique et social, FDES, aux sociétés Usinor et Sacilor en actions de ces sociétés ; adopté - **Art. 2** : son amendement n° 2 : suppression de l'article 2 relatif à l'exécution des opérations budgétaires découlant de la nationalisation d'Usinor et de Sacilor ; adopté - **Art. 3** : son amendement n° 3 : suppression de l'article 3 relatif à l'exécution des opérations budgétaires découlant de la nationalisation d'Usinor et de Sacilor ; adopté - **Art. 4** : son amendement n° 4 : suppression de l'article 4 relatif à la fixation par les lois de finances des conditions d'exécution des opérations budgétaires découlant de la loi de nationalisation ; adopté.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (12 novembre 1981) - **Titre II** - **Après l'art. 17** (p. 2607) : son amendement n° II-279, soutenu par M. Charles Pasqua : incompatibilité du mandat de président du conseil général, avec une fonction gouvernementale ; retiré.

**Suite de la discussion** - (17 novembre 1981) - **Titre I** - **Art. 4 (suite)** (p. 2770) : son amendement n° I-44, soutenu par M. Jean Amelin : intervention économique communale et respect de la liberté du commerce et de l'industrie ; retiré le 18 novembre 1981.

**Suite de la discussion** - (18 novembre 1981) - **Titre III (suite)** - **Art. 49** (p. 2807) : son amendement n° III-222, soutenu par M. Marc Bécam : caractère exécutoire de plein droit des délibérations et arrêtés des autorités régionales et clarification des modalités de saisine du tribunal administratif ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de nationalisation** [n° 36 (81-82)] - (20 novembre 1981) - **Discussion générale** (p. 2937) : nationalisations : question politique - Majorité des Français favorable - Nationalisations inutiles et inopportunes ; nouvelle étape vers l'étatisation de la société - (p. 2938) : moins bons résultats en France des entreprises privées - Cas de Renault malgré une aide importante de l'Etat - Résultats plus mauvais dans le monde des entreprises

d'Etat par rapport aux entreprises privées - Cas de dénationalisations des partenaires industriels de la France en Europe - Risque d'affaiblissement à l'étranger et de diminution de la capacité de conquête des marchés extérieurs - Evocation de l'affaire Paribas et part de responsabilités du Gouvernement ; absence de réglementation - Absence de nécessité publique de nationalisation - Disparition de la responsabilité financière et de la notion de risque - Rôle de plus en plus important du plan - Non respect du principe d'égalité - Banques étrangères exclues du champ de la nationalisation - (p. 2939) : absence de justification économique, risque d'étatisation et menace pour les libertés fondamentales - Impact considérable des nationalisations sur le fonctionnement de la société - Avantage donné aux monopoles par le biais de l'étatisation - Risque d'une division accrue de la France - Au nom du groupe RPR, propose d'adopter la question préalable.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Discussion des articles de la première partie :*

(24 novembre 1981) - **Art. 3** (p. 3072) : son amendement n° 436 ; soutenu par M. Christian Poncelet : exclusion de l'assiette de l'impôt de la valeur de la résidence principale ; retiré

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1981) - **Art. 3** (p. 3100) : son amendement n° 384, soutenu par M. Christian Poncelet : extension aux restaurateurs des dispositions prévues en faveur des propriétaires et négociants concernant les stocks ; retiré - **Art. 6** (p. 3138) : son amendement n° 397, soutenu par M. Christian Poncelet : impôt sur le patrimoine : non mise en recouvrement des impôts inférieurs à 1000 F ; adopté.

**Suite de la discussion** - (26 novembre 1981) - **Art. 7** (p. 3152) : son amendement n° 440, soutenu par M. Marc Bécam : prise en compte des travaux d'amélioration de la forêt comme excédent des dépenses d'investissement ; retiré - (p. 3153) : son amendement n° 441, soutenu par M. Marc Bécam : déduction de l'impôt sur les immeubles locatifs des sommes investies dans l'acquisition et la construction de logements ; retiré - **Art. 8** (p. 3158) : son amendement n° 446 : évaluation du patrimoine et calcul de l'impôt ; déduction des frais nécessités pour recours à des conseils juridiques ou fiscaux ; retiré - **Art. 11** (p. 3178) : son amendement n° 448 soutenu par M. François Collet : centres de gestion agréés et relèvement de la limite de la déduction fiscale attachée au salaire du conjoint ; retiré - (p. 3180) : son amendement n° 449, soutenu par M. Michel Chauty, identique à l'amendement n° 93 de M. Jean Cauchon, soutenu par M. Marcel Rudloff : non application du plafonnement de la réduction d'une demi-part d'impôt aux demi-parts additionnelles attribuées aux enfants invalides ; adopté - **Art. 12** (p. 3195) : son amendement n° 465, soutenu par M. François Collet : non application de la majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu de 1981 aux retraités et veuves de retraités ; retiré.

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Art. 14** (p. 3220) : son amendement n° 472, soutenu par M. Michel Chauty : taxation des frais généraux : exonération des entreprises qui réalisent plus de 25 % de leur chiffre d'affaires à l'exportation ; retiré - (p. 3221) : son amendement n° 466, soutenu par M. Michel Chauty : taxation des frais généraux : modulation du taux de la taxe selon le montant des dépenses engagées ; retiré - (p. 3222) : son amendement n° 468, soutenu par M. Michel Chauty : rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur l'application de la taxation de certains frais généraux et sur ses conséquences ; retiré - **Art. 18** (p. 3231) : son amendement n° 453, soutenu par M. Michel Chauty : suppression de la TVA sur les produits alimentaires de première nécessité ; compensation par la taxation à due concurrence de l'importation de motocycles des pays autres que ceux de la CEE ; retiré - **Art. 18 bis** (p. 3238) : son amendement n° 455, soutenu par M. Michel Chauty : extension aux agriculteurs du bénéfice du contingent annuel

de carburant détaxé institué au profit des chauffeurs de taxis ; retiré - Son amendement n° 454 : augmentation du contingent annuel de carburant détaxé institué au profit des chauffeurs de taxis ; retiré - **Art. 22** (p. 3246) : son amendement n° 460, soutenu par M. Jean Chérioux : taxe différentielle sur les véhicules à moteur : suppression de la taxe pour les véhicules d'une puissance inférieure ou égale à 4 CV ; contrepartie financière dans une taxe à l'importation sur le matériel photo en provenance des pays autres que ceux de la CEE ; rejeté - (p. 3248) : son amendement n° 461, soutenu par M. Jean Chérioux : taxe différentielle sur les véhicules à moteur : atténuation du prix pour les familles nombreuses ; retiré.

*Deuxième partie :*

**Anciens combattants** - (30 novembre 1981) - Rapporteur spécial (p. 3346, 3347) : continuité avec la politique du gouvernement précédent - Examen par la commission des finances des moyens des services et interventions publiques de l'action sociale et des pensions de guerre et d'invalidité - Commission de l'information historique pour la paix : double emploi avec des institutions similaires ; démission néfaste aux intérêts de la France - Progression des crédits pour les manifestations de caractère national ; fête du 8 mai - Abandon du projet de commémoration du 19 mars 1962 - Action sociale et pensions : faible augmentation des frais de fonctionnement du service public ; mesures de revalorisation et de rénovation des locaux : Institution nationale des invalides - Politique d'informatisation du ministère - Aides en faveur de l'Office national des anciens combattants ; dépenses médicales ; appareillage et rééducation ; création de nouveaux centres ; rééducation professionnelle - Problème des emplois réservés et droit à l'emploi - (p. 3348) : application du rapport constant : travaux de la commission tripartite et fixation du terme du rattrapage à 1984 - Mesures catégorielles : absence d'améliorations pour les veuves, les orphelins et les ascendants - Preuve de la participation individuelle à une action de combat pour les anciens combattants d'Afrique du Nord - Incorporés de force dans l'armée allemande : accord franco-allemand du 31 mars 1981 ; versement par le gouvernement de l'Allemagne fédérale d'une réparation à la fondation « Entente franco-allemande » ; exclusion de certaines catégories de victimes de l'annexion - Décentralisation et avis de la commission départementale pour l'attribution des cartes de combattant - Satisfaction de la totalité des demandes de Légion d'Honneur pour les anciens combattants de 1914-1918 - Avis favorable de la commission des finances sous réserve de l'adoption de son amendement sur la suppression des crédits supplémentaires au titre des manifestations de caractère national.

**Industrie** - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - Rapporteur spécial (p. 3424) : traduction des orientations de la politique industrielle du nouveau gouvernement - Motivations particulières évoquées lors du débat sur les nationalisations - Souci de préserver à notre pays une industrie compétitive et créatrice d'emplois, d'encouragement des efforts créateurs et de reconquête de notre marché intérieur - « Intérêt national » dans le respect de l'indépendance nationale - Absence de réponse du ministre de l'industrie au questionnaire portant sur les projets de nationalisation d'entreprises industrielles - Efforts en faveur d'une indépendance énergétique et un approvisionnement régulier en matières premières - Progression des moyens accordés au financement de la politique des matières premières - Grave préoccupation : l'avenir de la politique de l'énergie - Priorité au développement de la production nationale de charbon, accentuation de la politique d'économie d'énergie, problème des énergies nouvelles, la géothermie - Part de l'énergie nucléaire dans le bilan énergétique national - Réduction du rythme de construction des tranches du programme nucléaire et conséquences pour notre énergie - Maintien de la production totale de l'énergie au niveau de 232 millions de tonnes équivalent pétrole en 1990 - (p. 3425) : ralentissement du programme nucléaire et limitation de la croissance - Nécessité de restaurer la

compétitivité de nos entreprises - Trois conditions impératives : dégagement des profits pour réaliser des investissements ; accroissement des gains de productivité ; choix d'une stratégie industrielle pour orienter les investissements - Importance des petites et moyennes industries (PMI) dans la création d'emplois industriels depuis 1976 et mesures de financement en leur faveur décidées par le conseil des ministres du 17 juin dernier - Choix d'une option différente par la nationalisation des grands groupes industriels - (p. 3426) : réduction des crédits en faveur des petites et moyennes entreprises (PME) en contradiction avec les engagements pris en juin - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'adoption du budget de l'industrie pour 1982 et de l'article 88 du projet de loi de finances fixant les redevances dues au titre du contrôle de sûreté des installations nucléaires de base - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3447) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 503 de M. Marcel Lucotte, rapporteur pour avis (réduction des crédits du titre IV : subvention accordée aux Houillères nationales).

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés [n° 91 (81-82)]** - (19 décembre 1981) - Art. 11 (p. 4422) : son amendement n° 18, soutenu par M. Roger Romani : principe de la limitation de l'octroi de l'indemnité pour les meubles meublants sur la base de la perception d'une indemnité générale inférieure à 200.000 francs ; devenu sans objet.

**TORRE (Henri)**, sénateur de l'Ardèche (apparenté au groupe UREI)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.
- Est nommé membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles (7 avril 1981) (p. 540).

#### DÉPÔTS

*Rapport spécial* fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Environnement** [n° 58, annexe 13 (81-82)] (23 novembre 1981).

*Rapport spécial* fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Prestations sociales agricoles** [n° 58, annexe 41 (81-82)] (23 novembre 1981).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Deuxième partie :*

**Environnement** - (30 novembre 1981) - Rapporteur spécial (p. 3365) : création d'emplois ; aides aux associations ; amélioration des études d'impact - Continuité du budget - Répartition des compétences entre les différents services publics - Caractère interministériel et décentralisé de la politique de l'environnement - Insuffisance des moyens mis à la disposition du ministère pour exercer les compétences qui lui sont dévolues ; exemple de la gestion des eaux, de l'inspection des établissements classés et du Conservatoire du littoral - (p. 3366) : absence d'attributions essentielles en matière de protection et d'environnement et responsabilités inutiles - Demande d'explicitation de la présentation des documents budgétaires - Priorités de ce budget : aide aux associations ; garantie des conditions d'un usage rigoureux et équitable des fonds publics - Utilisation du Fonds d'intervention pour la qualité de la vie (FIQV) ; aide

aux parcs régionaux - Points faibles du budget : développement de technologies propres et prévention de la pollution des eaux continentales et marines - Promotion de l'économie et de l'écologie - Valorisation des déchets - Pêche fluviale - Technologies propres : création d'emplois et développement des exportations - Contribution limitée des entreprises au financement et à la protection de l'environnement - (p. 3367) : péréquation des prix de l'eau : disparités de prix et conditions géographiques ; emprunts et mise à la disposition des collectivités locales de moyens financiers normaux - Avis favorable de la commission des finances.

**Prestations sociales agricoles** - (7 décembre 1981) - Rapporteur spécial - (p. 3778) : montant du budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) - Aspects positifs : répercussion des mesures d'ordre général intervenues en juillet 1981 ; mesures spécifiques du régime agricole : amélioration des retraites proportionnelles ; pension d'invalidité ; congé de maternité - Problème de la charge financière du BAPSA ; Fonds national de solidarité (FNS) ; augmentation des cotisations - Dépenses d'assurance maladie - Stagnation des crédits d'adduction d'eau et d'électrification rurale - Augmentation de la compensation démographique - Déficit budgétaire pour 1982 - Réforme de l'assiette des cotisations : revenu cadastral et résultat brut d'exploitation (RBE) - Position de la commission des finances favorable à l'adoption des crédits du BAPSA.

**TOUZET (René)**, sénateur de l'Indre (Président délégué du groupe GD, puis président de ce groupe)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.
- Est nommé membre suppléant du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles (7 avril 1981) (p. 540).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale (18 décembre 1981) (p. 4384).

#### QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 141 (JO Débats 31 octobre 1981) (p. 2358) à M. le ministre de l'intérieur : **permis de conduire** (communes rurales : conduite des tracteurs avec remorque).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (29 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 2276) : décentralisation et dispositions concernant les communes - Acceptation par les maires de la tutelle préfectorale mais refus de la tutelle des services techniques et de la tutelle financière - Indépendance du maire et suppression de la tutelle financière - Diminution de la progression de la dotation globale de fonctionnement dans le projet de loi de finances de 1982 et augmentation de la progression des crédits pour les interventions spécifiques - Réforme privilégiant les communes importantes et appréhension des maires de petites communes face à ces nouvelles responsabilités - Remplacement des tutelles existantes par celles des élus à l'échelon supérieur - (p. 2277) : remplacement d'une tutelle administrative par une tutelle politique - Intervention en matière économique

et sociale - Définition des compétences de chaque collectivité territoriale - Pouvoirs de la région.

**Suite de la discussion** - (5 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Art. 3** (p. 2464) : son amendement n° I-214 : information du maire par le commissaire de la République quinze jours après la notification, possibilité de modification de la décision du maire pendant vingt jours et nouvelle information du maire par le représentant de l'Etat pendant dix jours après la seconde notification ; retiré - (p. 2466) : sur l'amendement n° I-61 de M. Joseph Raybaud, rapporteur, pour avis (saisine du tribunal administratif par le représentant de l'Etat dans le département dans les deux mois après la notification et information préalable du maire), son sous-amendement n° I-417 : information du maire par le représentant de l'Etat 20 jours après notification et délai de saisine du tribunal administratif de vingt jours ; adopté - **Après l'art. 3** (p. 2478) : son amendement n° I-217 : sursis à exécution lors du recours devant le tribunal administratif et compensation par l'Etat approuvée par la chambre régionale des comptes ; retiré.

**Suite de la discussion** - (18 novembre 1981) - **Titre II - Art. 18 bis (suite)** (p. 2823) : soutient l'amendement n° II-124 de M. Paul Girod (régime transitoire jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi).

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (26 novembre 1981) - **Art. 7** (p. 3152) : soutient l'amendement n° 268 de M. Jean-Pierre Cantegrit identique aux amendements n° 152 de M. Francis Palmero, soutenu par M. Marcel Rudloff et n° 221 de M. Jean-François Pintat, soutenu par M. Jacques Descours Desacres (montant de l'impôt et déduction du montant de l'investissement net en biens professionnels amortissables réalisés par l'entreprise et ses filiales).

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Art. 20** (p. 3243) : sur l'amendement n° 325 de M. Robert Schwint, soutenu par M. Georges Dagonia, au nom de la commission des affaires sociales (taux de la TVA de 2,10 % pour les publications syndicales ou corporatives et assimilées), son sous-amendement n° 431, soutenu par M. Paul Robert : application du même taux privilégié de la TVA pour les publications des associations d'anciens combattants ; devenu sans objet.

*Deuxième partie :*

**Anciens combattants** - (30 novembre 1981) - (p. 3355, 3356) : rôle de la commission tripartite et amorçe d'une mise en oeuvre de l'accord de rattrapage sur le rapport constant - Progression du budget - Inquiétudes face à un projet administratif de transfert des responsabilités relatives à l'appareillage des handicapés - Rapport constant et fixation d'un calendrier de ce rattrapage - Prise en compte de l'intégration de l'indemnité de résidence - Commémoration du 8 mai, jour férié et information des enfants des écoles ; aide matérielle et financière aux communes - Mission de la Commission historique pour la paix - Mesures catégorielles : proportionnalité des pensions ; revalorisation des pensions de veuve, d'orphelin et d'ascendant : règles de cumul - Combattants d'Afrique du Nord : liberté pour les associations de choisir la date de commémoration ; simplification des conditions d'attribution de la carte d'ancien combattant ; attribution du bénéfice de la campagne double - Rentes viagères ; révision annuelle - Satisfactions des demandes de Légion d'Honneur des anciens combattants de 1914-1918 - (p. 3357) : vote du budget par le groupe de la gauche démocratique - Souhait d'un maintien d'une structure tripartite ; examen du solde du contentieux et établissement du calendrier.

**Transports** - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - (p. 3406) : faiblesse du montant des crédits alloués au développement de l'infrastructure routière, et diminution du volume des travaux à

réaliser - Cas du département de l'Indre et de la route nationale 20 et de l'A 71 - Orientation de la politique routière du Gouvernement dans le VIII<sup>e</sup> Plan favorable aux liaisons rapides - Nécessité de travaux urgents sur les deux routes transversales du département - Progression de la subvention inférieure à la progression du coût des travaux.

**Articles non rattachés à l'examen des crédits** - (12 décembre 1981) - **Après l'art. 67** (p. 4155) : se déclare favorable à l'amendement n° 574 de M. Laurent Fabius, ministre (augmentation des limites du chiffre d'affaires définissant le champ d'application du régime simplifié d'imposition).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 104 (81-82)]** - (17 décembre 1981) - **Art. 8** (p. 4341) : se déclare favorable à l'amendement n° 4 de M. Maurice Blin, rapporteur général (suppression de cet article sur l'extension des privilèges du Trésor à l'ensemble des pénalités fiscales et l'application de la procédure d'avis à tiers détenteur pour l'ensemble des impôts et des pénalités d'assiette et de recouvrement).

**TRAVERT (René)**, sénateur de la Manche (UREI)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

**TREILLE (Georges)**, sénateur des Deux-Sèvres (rattaché administrativement au groupe UCDP)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière (2 octobre 1981) (p. 1814).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec M. Jean Cauchon, tendant à modifier l'article L. 121-4 du Code des assurances [n° 277 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 7 avril 1981, JO Débats 2 juillet 1981).

#### QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 84 (JO Débats 24 juillet 1981) (p. 1095) à Mme le ministre de la solidarité nationale : veuves (institution d'un capital-décès en faveur de certaines veuves).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 42 (81-82)]** - (4 novembre 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2406) : financement par l'Etat des pertes d'exploitation - Exemples étrangers - Vote du groupe UCDP contre le projet.

## V

VADEPIED (Raoul), sénateur de la Mayenne (UCDP)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

VALADE (Jacques), sénateur de la Gironde (RPR)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (28 octobre 1981) (p. 2230).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi tendant à permettre la déduction du revenu imposable des dépenses engagées pour l'emploi du personnel de maison [n° 76 (81-82)] (26 novembre 1981) - Impôt sur le revenu.*

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 14 et 15 de ladite loi [n° 379 (80-81)] - (30 septembre 1981) - Discussion générale (p. 1759) : modifications apportées à la loi de 1968 : amélioration du fonctionnement, de l'efficacité et du rayonnement des universités grâce à la loi Sauvage - Retour à la loi de 1968 : suppression du quorum étudiant - Retour en arrière - Propositions de la commission des affaires culturelles : renforcement du poids des enseignants ; rôle et représentation des différentes catégories d'enseignants dans les conseils ; représentation des étudiants ; maintien de la notion de quorum ; renouvellement des mandats des présidents d'universités ; maintien en fonction des présidents d'université élus avant ou après le 1<sup>er</sup> juillet 1980 - Défense des intérêts des universités ou politisation des débats - (p. 1760) : mandarinat politique - Crainte d'un affaiblissement de l'université française - Opposition du groupe RPR au texte du Gouvernement qui soutient les amendements de la commission des affaires culturelles.**

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

*Suite de la discussion - (17 novembre 1981) - Titre III - Art. 48 (p. 2763) : son amendement n° III-192 : intervention économique régionale et accord préalable du département et de la commune ; devenu sans objet.*

VALCIN (Edmond), sénateur de la Martinique (RPR)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France - Deuxième lecture [n° 405 (80-81)] - (6 octobre 1981) - Art. 6 (p. 1871) : sur l'amendement n° 14 de M. Charles de Cuttoli, rapporteur (énumération des motifs administratifs pour lesquels le ministre de l'intérieur pourra, à titre transitoire, pendant une durée de 5 ans, dans les départements d'outre-mer, décider la conduite à la frontière pour entrée ou séjour irrégulier), son sous-amendement n° 23 : suppression de la mention de durée maximale de 5 ans de cette mesure ; rejeté.**

- **Question orale avec débat : développement économique et progrès social de la Martinique - (30 octobre 1981) (p. 2341) : rencontre traditionnelle entre les parlementaires des départements d'outre-mer et leurs représentants au Gouvernement - Importance du taux de chômage et de la cherté de la vie - Chute importante de la production de sucre martiniquais - Nécessité de prendre des mesures afin de permettre la lutte sur le terrain économique en raison de l'absence de plan à la Martinique - Concertation nécessaire entre la Martinique et la Guadeloupe - Absence de problèmes politiques - Effort nécessaire pour diminuer le coût de la vie - Importance de la différence de prix entre la France et la Martinique - Nécessité pour mener une politique de rattrapage, d'accorder un pourcentage du budget suffisant - Spécificité identique à celle des autres départements - Disparition de la notion de distance avec les progrès réalisés par les moyens de locomotion - (p. 2342) : présence française à la Martinique depuis 346 ans - Volonté de ne pas être des assistés - Monument aux morts, preuve incontestable du patriotisme martiniquais - Attachement à être politiquement aligné sur la politique métropolitaine - Danger pour la Martinique de posséder une seule assemblée - Danger d'un changement de statut et souhait ardent pour que la Martinique reste française.**

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

*Suite de la discussion - (30 octobre 1981) - Discussion générale (p. 2347) : s'associe aux propos de M. Louis Virapoullé concernant la situation dramatique des départements d'outre-mer - Débat sur la décentralisation, grande affaire du septennat - Aspect technique du projet amendé ou complété par les spécialistes de la Haute assemblée - Reprise en tout état de cause du texte initial à l'Assemblée nationale grâce à une écrasante majorité - (p. 2347) : tendance des grandes nations appelées à jouer un rôle important de renforcer leurs pouvoirs personnels plutôt que de les partager - (p. 2348) : décentralisation évoquée en France depuis le 18<sup>e</sup> siècle - Adoption par le Sénat en 1980 d'un projet de loi pour le développement des responsabilités locales - Décentralisation, réforme nécessaire et importante méritant une approche sérieuse - Réduction du poids des organismes parisiens, objectif lucide et généreux - Opposition à une décentralisation destinée à créer des exécutifs locaux - Absence d'un texte précis et complet - Inquiétude face à la réduction au strict minimum de la durée des travaux du Sénat - Précipitation contrastant avec la durée des pouvoirs détenus par la majorité actuelle - Vitesse d'examen du projet, et risque de nuire à la qualité - Seul un Etat fort peut décentraliser et conserver son autorité - Association des mesures de décentralisation et de déconcentration - Danger du fait des spécificités des départements d'outre-mer de déboucher sur une sécession à terme - Absence d'allusion aux départements d'outre-mer dans le projet gouvernemental - Espoir de l'application du droit commun - Dépôt d'un amendement dans ce sens à l'Assemblée nationale - Remise en cause par un amendement gouvernemental - Renvoi à des textes ultérieurs - Position de la gauche martiniquaise qui prône l'indépendance immédiate confortée - Départementalistes martiniquais majoritaires au conseil régional et au conseil général - L'opposition locale ne peut imposer sa loi - Votes successifs, valeur de référendum sur l'attachement à la départementalisation - (p. 2349) : coexistence possible du*

conseil général et du conseil régional - Prerogatives et moyens différents - Revendication d'une pleine légitimité française - Tous les représentants de la République française concernés par les problèmes économiques sociaux de la Martinique - Sentiment de la condamnation de son département.

**Suite de la discussion** - (16 novembre 1981) - **Titre II bis (nouveau)** après l'art. 44 (p. 2716) : se déclare favorable à l'amendement n° I-410 de M. Louis Virapoullé (consultation obligatoire du maire d'une commune en cas d'assignation à résidence sur son territoire).

**Suite de la discussion** - (18 novembre 1981) - **Titre III (suite)** - **Art. 50** (p. 2810) : son amendement n° III-199 : élection par le conseil régional, dans son sein, d'une commission permanente ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

#### *Deuxième partie :*

**Anciens combattants** - (30 novembre 1981) - (p. 3352) : amélioration du budget de 1982 - Commission historique pour la paix et action éducative et culturelle - Augmentation des moyens des services ; crédits pour les interventions diverses et les fêtes nationales - Retraites, pensions et indemnités et rattrapage des conclusions du rapport constant ; insuffisance de cette progression et inquiétudes du monde combattant ; fixation d'un échéancier - Reconnaissance du 8 mai comme fête nationale et fériée - (p. 3353) : attribution de 1000 croix de la Légion d'Honneur aux combattants de la Grande Guerre - Commémoration de la cessation de la pseudo-guerre franco-algérienne : opposition à la date du 19 mars et à la liberté de choix laissée aux associations - Problème de cartes et de campagnes pour les anciens combattants d'Algérie - Commission historique de la paix et danger de laxisme - Mensuralisation de la retraite - Cotisations sociales payées par les poly-pensionnés - Droits des veuves et pensions de reversion - Non rétroactivité des lois - Abattement fiscal - Prise en compte de l'indemnité de résidence pour le calcul de la retraite - Inopportunité du transfert des archives d'Aix-en-Provence à l'Algérie avant un délai de plus de 30 ans - Construction de la maison des anciens combattants à la Martinique - (p. 3354) : opposition au budget.

**Temps libre** - (6 décembre 1981) - (p. 3734) : crise économique et maintien de l'importance du tourisme français - Création du ministère du temps libre ; autorité d'un secrétariat d'Etat sur la section tourisme - Augmentation importante des crédits du budget du tourisme ; créations d'emplois, développement des villages-vacances, des hébergements polyvalents, du camping et des parcs résidentiels de tourisme social - Importance économique du tourisme et faible part des crédits dans le budget de l'Etat - Tourisme social et tourisme commercial - Atouts touristiques des Antilles ; amélioration de la situation économique et tourisme ; exemple de l'île de la Barbade - (p. 3735) : baisse de l'activité touristique martiniquaise ; composition de la clientèle et augmentation de la durée moyenne de séjour - Développement du tourisme antillais et levée d'obstacles financiers et administratifs ; concertation interministérielle - Prix de la liaison aérienne organisée par Air-France - Application de la loi sur la protection du littoral - Coût de la vie ; petite et grande hôtellerie ; politique d'investissements et levée des obstacles administratifs - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3747) : politique en faveur des départements d'outre-mer ; qualité de l'héritage.

**Justice** - (8 décembre 1981) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3870) : loi d'amnistie ; suppression de la Cour de sûreté de l'Etat et des tribunaux permanents des forces armées - Bienveillance envers les criminels et les condamnés et concertation avec le ministère de l'intérieur - Prise en compte des victimes - Opposition au budget du ministère.

**Culture** - (8 décembre 1981) - (p. 3883) : progression du budget de la culture - Fonctionnement des musées et

situation des personnels - Musées de France : accès à la culture ; gratuité de l'entrée au Louvre le dimanche et fermeture de nombreuses salles ; nécessité de mesures en faveur du nombre, du traitement et des obligations de service des gardiens ; augmentation des traitements des conservateurs de musée - Conservatoire national supérieur de musique : musée d'instruments anciens et vol de pièces de grande valeur - (p. 3884) : abandon du projet de transfert du musée à l'hôtel de Beauvais ; acquisition par l'Etat d'une part importante de la collection personnelle de Mme de Chambure, ancien conservateur du musée - Interprétation de l'Opéra baroque : reconstitution de spectacles exécutés dans les conditions de jadis ; salles de 800 places - Martinique : identification du problème culturel de la Martinique à celui de la France ; langue créole.

**Départements et territoires d'outre-mer** - (9 décembre 1981) - (p. 3929) : présentation fragmentaire du budget des départements d'outre-mer (DOM) et des territoires d'outre-mer (TOM) et difficultés pour circonscrire le budget dans son état global - Régression du budget en francs constants - Nécessité d'un effort budgétaire en faveur des DOM-TOM - (p. 3930) : problème de la décentralisation - Colonisation de la Martinique en 1635 devenue département à part entière par la loi du 19 mars 1946 - Deux assemblées : assemblée régionale et assemblée départementale - Article 1<sup>er</sup> du projet de loi de décentralisation et promulgation de loi ultérieurement pour les DOM - Absence de concertation avec les élus, absence d'un redécoupage et d'élections cantonales dans les DOM comme dans la métropole - Angoisse face à l'avenir de la Martinique - Souhait d'une position attentive du Gouvernement envers les populations des DOM - (p. 3931) : interrogation sur l'éventualité d'élections cantonales en mars prochain à la Martinique - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3939) : intervention au nom de la Martinique - Absence d'explications sur le contenu des prochaines lois sur les DOM-TOM - Crainte de se retrouver dans une position irréversible - Inquiétude devant le risque d'identification du projet avec le projet socialiste de 1979 - Absence d'élections cantonales en mars dans les DOM.

VALLIN (Camille), sénateur du Rhône (C)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

- Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1981 (24 juillet 1981) (p. 1157).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du troisième projet de loi de finances rectificative pour 1981 (17 décembre 1981) (p. 4353).

#### DÉPÔTS

*Rapport spécial* fait, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Mer - Marine marchande** [n° 58, annexe 18(81-82)] (23 novembre 1981).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981 [n° 310 (80-81)]** - (22 juillet 1981) - **Discussion générale** (p. 1042) : caractère urgent et nécessaire des mesures prises ; lourdeur du bilan - Baisse de la production industrielle française et politique économique tournée vers les multinationales - Nationalisation et mesures conservatoires envers certains

groupes - Coût social et financier du chômage - (p. 1043) : nécessité de stopper les licenciements - Situation des chômeurs arrivant en fin d'indemnisation - Création d'emplois publics : éducation nationale, hôpitaux, postes - Création d'emplois d'initiative locale - Finances des collectivités locales ; réformes nécessaires ; augmentation immédiate de la dotation globale de fonctionnement - Crédits à la formation professionnelle et à l'emploi des jeunes - Logements sociaux - Aide aux familles d'enfants scolarisés, aux retraités, aux invalides - Relèvement du SMIC et application par le patronat - Apurement de la gestion précédente et sous-évaluation des dépenses - Sur-taxation des hauts revenus, des superprofits des banques et des compagnies pétrolières - Augmentation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers ; réexamen de l'ensemble de la fiscalité pétrolière - Approbation concernant le régime fiscal des donations-partages - (p. 1044) : rupture avec les errements du passé - Soutien des sénateurs communistes.

**Suite de la discussion** - (23 juillet 1981) - **Art. 1** (p. 1079) : vote favorable du groupe communiste sur l'article 1, relatif à la majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu - **Art. 1 bis** (p. 1081) : se déclare opposé à l'amendement n° 18 de M. Maurice Blin, rapporteur général (suppression de cet article relatif à un prélèvement exceptionnel de 10 % de l'impôt dû pour 1980, sur les entreprises de travail temporaire).

**Suite de la discussion** - (24 juillet 1981) - **Art. 5** (p. 1119) : majoration justifiée, en fonction de la clientèle, du taux de la TVA sur les hôtels de luxe - **Art. 6** (p. 1122) : se déclare défavorable aux amendements identiques n° 37 de M. Jean-François Pintat et n° 76 de M. Bernard Legrand (suppression de cet article prévoyant la suppression de la vignette sur les motocyclettes de grosse cylindrée) - **Art. 8** (p. 1135) : augmentation constante du prix de l'essence - Préférence pour une taxation des filiales en France des compagnies pétrolières - Réforme générale de la fiscalité pétrolière - Se déclare défavorable à l'amendement n° 71 de M. Christian Poncelet, soutenu par M. Louis Souvet (suppression de cet article prévoyant le relèvement du taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1154) : refus par le Sénat des mesures fiscales proposées par le Gouvernement - Surimposition des hauts revenus, des sociétés pétrolières et des banques - Maintien par le Sénat de la politique de l'ancienne majorité - (p. 1155) : attitude du Sénat et vote de l'opinion publique le 10 mai 1981 - Déformation du projet et vote défavorable du groupe communiste.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (4 novembre 1981) - **Titre I** - **Avant l'art. 2** (p. 2419) : son amendement n° I-259, soutenu par M. Paul Jargot : liberté d'association des communes ; réservé jusqu'à l'examen du titre IV..

**Suite de la discussion** - (10 novembre 1981) - **Titre I (suite)** - **Après l'art. 6** (p. 2558) : soutient l'amendement n° I-270 de M. James Marson (suppression des dispositions du code des communes portant obligation au maire de se retirer au moment de la discussion et du vote du compte administratif le concernant) - **Art. 7** (p. 2560) : se déclare défavorable à l'amendement n° I-106 de M. Michel Giraud, rapporteur (difficultés financières exceptionnelles et principe de l'octroi de subventions exceptionnelles par le représentant de l'Etat) - Procédure d'attribution de ces subventions - (p. 2561) : projet pour le développement des responsabilités des collectivités locales : suppression des subventions d'équilibre et octroi de prêts aux communes en difficulté. Lourdeur des prêts octroyés aux communes et accroissement des difficultés. Subventions exceptionnelles et existence d'une commission spéciale ; avis de la chambre régionale des comptes.

- **Projet de loi de nationalisation** [n° 36 (81-82)]

**Suite de la discussion** - (23 novembre 1981) - **Discussion générale** (p. 3001) : attaques du grand patronat contre le

projet de nationalisation et responsabilité dans la liquidation de secteurs entiers de l'économie ; chômage - Supériorité du secteur public - Exemple du groupe Rhône-Poulenc et son plan textile : démantèlement des usines textiles en France et développement des filiales étrangères ; chute de la production nationale et investissements au Brésil - Nécessité de la nationalisation - (p. 3002) : nationalisation de Rhône-Poulenc et redémarrage des usines du groupe en France : procédé Novacore - Processus identique pour les autres activités du groupe - Cas de l'institut Mérieux, filiale de Rhône-Poulenc - Nationalisations, condition d'une nouvelle croissance.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

**Suite de la discussion générale** - (24 novembre 1981) - (p. 3049) : démocratisation de la fiscalité : solidarité et justice fiscale - Lutte contre les inégalités : impôt sur les grandes fortunes ; lutte contre la fraude fiscale - Augmentation des dépenses à caractère social - Croissance et relance économique - Attitude de l'opposition - Réduction de l'efficacité du projet par l'Assemblée nationale - Plafonnement fiscal des rémunérations versées aux dirigeants ; modification du régime des sociétés mères et des filiales et lutte contre l'évasion fiscale - (p. 3050) : diminution de l'écart entre l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur le revenu - Exonération des petits contribuables - Impôt sur le revenu et rétablissement de la tranche de 65 % - Opposition à l'utilisation abusive de la fiscalité indirecte - Relance de la consommation populaire - Solidarité et justice sociale.

*Discussion des articles de la première partie :*

(24 novembre 1981) - **Avant l'art. 2** (p. 3058) : se déclare défavorable à l'amendement n° 284 de M. Maurice Blin, rapporteur général (intitulé ; « I - Impôt sur le patrimoine »)

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1981) - **Art. 4** (p. 3119) : soutient l'amendement n° 24 de M. Pierre Gamboa (rétablissement du critère de participation majoritaire dans une société pour bénéficier de la franchise relative aux biens professionnels) - **Art. 6** (p. 3137) : soutient l'amendement n° 25 de M. Pierre Gamboa (adjonction d'une tranche supplémentaire dans le barème d'imposition sur le patrimoine).

**Suite de la discussion** - (26 novembre 1981) - **Après l'art. 10** (p. 3171) : son amendement n° 27, soutenu par M. Paul Jargot : établissement d'une étude gouvernementale pour la création d'un impôt sur le capital des sociétés en fonction de leur actif net réévalué ; retiré - **Art. 11** (p. 3174) : son amendement n° 28, soutenu par M. Paul Jargot : barème de l'impôt sur le revenu et établissement d'une tranche d'imposition à 65 % ; rejeté.

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Après l'art. 19** (p. 3240) : son amendement n° 42, soutenu par M. Pierre Gamboa : abaissement du seuil du versement transports en commun ; retiré - **Après l'art. 31** (p. 3270) : son amendement n° 47, soutenu par M. Pierre Gamboa : exonération de la taxe sur les salaires pour les hôpitaux, hospices et maisons de retraites ; remboursement de la TVA sur les dépenses d'investissements des établissements hospitaliers publics ; contrepartie financière dans l'abrogation des dispositions fiscales relatives à la provision pour risques ; retiré.

*Deuxième partie :*

**Mer** - (11 décembre 1981) - Rapporteur spécial (marine marchande) (p. 4054) : création du ministère de la mer et volonté de renouveau ; augmentation des crédits - Elargissement des missions confiées au ministère : mission interministérielle de la mer ; comité interministériel ; établissements spécialisés de recherche ; création d'un Fonds d'intervention et d'action maritime (FIAM) - Crédits de prévention et de protection de l'espace maritime : police, signalisation maritime - Centres régionaux opérationnels de



surveillance (CROSS) - Activités de surveillance et de police - Sauvetage - Dotation de la société nationale de sauvetage en mer - (p. 4055) : protection et aménagement du littoral - Actions de prévention et de détection; catastrophes de l'*Amoco Cadiz*, du *Boehlen* et du *Tanio* - Développement nécessaire de la flotte de commerce; part du pavillon français dans les échanges mondiaux effectués par voie maritime - Echec du plan de croissance de l'armement français - Distorsions de concurrence; pavillons de complaisance - Construction nécessaire de navires économiques - Accords envisagés avec les armateurs - Prochaine réunion à Paris d'une conférence européenne - Plan de redressement de la Compagnie générale maritime (CGM) - Chantiers navals: évolution des commandes - Plan de charges des principaux chantiers - Consolidation des structures des chantiers navals et créations d'emplois - Industrie française des pêches maritimes - (p. 4056) : aide au carburant et aux innovations techniques - Réorganisation des circuits de distribution - Politique européenne de la pêche - Négociations de Bruxelles - Situation des gens de mer: rétablissement de la direction des gens de mer; subvention à l'Etablissement national des invalides de la marine (ENIM); rattrapage du retard des retraites; commission tripartite sur la revalorisation des pensions - Position de la commission des finances favorable à l'adoption du projet de budget de la mer.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 104 (81-82)] - (17 décembre 1981) - **Art. 12** (p. 4346) : révision des valeurs locatives des locaux industriels et coefficient de majoration - Réforme de la fiscalité locale - Suppression de la taxe d'habitation et modalités de remplacement; création d'un impôt local additionnel à l'impôt sur le revenu ou maintien d'une taxe modulée - Révision de la taxe professionnelle; opposition à un remplacement par des points de TVA; emploi; maintien du rendement de cette taxe professionnelle; démocratisation et prise en compte du bénéfice brut - (p. 4347) : montant de la dotation globale de fonctionnement (DGF); taux de l'inflation et difficultés des communes; mauvaise répartition de la DGF et demande d'information sur les intentions du Gouvernement; prise en compte du potentiel fiscal; augmentation du montant de la DGF.

VALLON (Pierre), sénateur du Rhône (UCDP)

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980, modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 14 et 15 de ladite loi (1<sup>er</sup> octobre 1981) (p. 1805).

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi de nationalisation (28 octobre 1981) (p. 2230).

#### DÉPÔTS

*Proposition de loi* tendant à supprimer la **taxe différentielle** sur les véhicules à moteur de moins de 6 CV fiscaux [n° 351 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 31 juillet 1981, JO Débats du 8 septembre 1981).

#### QUESTIONS

*Questions orales sans débat :*

n° 93 [JO Débats 12 février 1981] (p. 189) à M. le ministre chargé des réformes administratives : **entreprises** (entrepris-

ses : allègement des procédures administratives) - Réponse de M. Jacques Limouzy, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement (3 avril 1981) (p. 499 et suivantes).

n° 11 [JO Débats 20 juin 1981] (p. 754) à Mme le ministre de l'agriculture : **céréales** (importation de produits de substitution des céréales dans la CEE) - Réponse de Mme Edith Cresson, ministre de l'agriculture (9 octobre 1981) (p. 1923, 1924, 1925).

n° 40 [JO Débats 3 juillet 1981] (p. 785) à M. le ministre du temps libre : **vacances** (maintien du système d'étalement des vacances).

n° 71 [JO Débats 16 juillet 1981] (p. 890) à M. le ministre de l'industrie : **entreprises** (allègement des procédures administratives applicables aux entreprises) - Réponse de M. Edmond Hervé, ministre chargé de l'énergie (23 octobre 1981) (p. 2145).

n° 95 [JO Débats 20 août 1981] (p. 1328) à M. le ministre des transports : **autoroutes** (péage sur les autoroutes).

*Questions orales avec débat :*

n° 12 [JO Débats 20 juin 1981] (p. 753) à M. le ministre des transports : **voies navigables** (projet de liaison fluviale Rhin-Rhône) - Caducité le 22 juin 1981 - Reprise le 2 juillet 1981 (p. 778).

n° 14 (2 juillet 1981) (p. 778) à M. le ministre de l'industrie : **automobiles** (situation de l'industrie automobile) - Discutée le 23 octobre 1981 (débat commun) (p. 2148 et suivantes).

n° 15 (2 juillet 1981) (p. 779) à M. le ministre du temps libre : **tourisme** (développement des activités touristiques).

n° 21 (8 juillet 1981) (p. 824) à M. le ministre de l'industrie : **textile** (politique gouvernementale envisagée pour l'industrie textile) - Discutée le 20 octobre 1981 (débat commun) (p. 2042 et suivantes).

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant amnistie** [n° 304 (80-81)] - (21 juillet 1981) - **Art. 2** (p. 955) : son amendement n° 87 : extension de l'amnistie aux infractions à l'ordonnance du 30 juin 1945 relative aux prix; retiré - (p. 958) : son amendement n° 88 : extension de l'amnistie aux infractions formelles en matière de droit des sociétés; rejeté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1981** [n° 310 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (23 juillet 1981) - **Art. 1** (p. 1075) : soutient les amendements de M. Auguste Chupin n° 43 (rétablissement de la déduction de l'avoir fiscal), n° 42 (application de la majoration aux revenus personnels des chefs d'entreprises individuelles et non à la part des bénéfices réinvestis dans l'entreprise) et n° 44 (non application de la majoration lorsque le seuil est dépassé, en raison de l'imposition d'une plus-value mobilière provenant de l'aliénation du fonds de commerce ou de l'entreprise qui constituait l'instrument de travail).

**Suite de la discussion** - (24 juillet 1981) - **Art. 5** (p. 1112) : son amendement n° 11 soutenu par M. Daniel Millaud identique à l'amendement n° 17 de M. Paul Girod : application au taux intermédiaire de la TVA sur les hôtels de luxe; retiré - (p. 1113) : son amendement n° 29 soutenu par M. Daniel Millaud : application au 1<sup>er</sup> janvier 1982 du taux intermédiaire de la TVA sur les hôtels de luxe; retiré - (p. 1116) : son amendement n° 30 déposé avec M. Daniel Millaud qui le soutient : application aux étrangers du taux réduit de TVA; rejeté.

- **Projet de loi relatif au prix du livre** [n° 318 (80-81)] - (29 juillet 1981) - **Art. 3** (p. 1242) : son amendement n° 8

déposé avec M. Charles Zwickert et identique à l'amendement n° 26 de M. Jean-Pierre Fourcade : suppression de cet article concernant la non application au bout de neuf mois du système du prix unique du livre diffusé par courtage, abonnement ou correspondance ; rejeté.

- **Projet de loi modifiant diverses dispositions du code du travail relatives à l'emploi de travailleurs étrangers en situation irrégulière** [n° 367 (80-81)] - (23 septembre 1981) - Art. 1 (p. 1612) : son amendement n° 6 déposé avec M. Jacques Mossion qui le soutient : atténuation des peines applicables aux employeurs de bonne foi ; adopté - Art. 3 (p. 1614) : son amendement n° 7 déposé avec M. Jacques Mossion : suppression de l'indemnité forfaitaire pour le salaire qui a fourni de faux renseignements ; retiré.

- **Projet de loi portant abolition de la peine de mort** [n° 385 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (29 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1703) : droit de tout homme à la vie - Peine de mort et instinct de vengeance - Absence d'exemplarité de cette peine - Risque de récidive et nécessité d'une peine incompressible - Sondages d'opinion favorables au maintien de la peine de mort et devoir de l'homme politique - Chômage et violence et insécurité de la population - Sérénité nécessaire des parlementaires - Votera le projet d'abolition de la peine de mort.

- **Projet de loi portant abrogation de la loi n° 80-564 du 21 juillet 1980 modifiant les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 et portant modification des articles 14 et 15 de ladite loi** [n° 379 (80-81)] - (30 septembre 1981) - Avant l'art. 1 (p. 1767) : son amendement n° 16, soutenu par M. Jean Sauvage : participation de droit des professeurs membres de l'Institut et des académies nationales aux conseils de l'établissement public et de l'unité d'enseignement et de recherche ; rejeté.

- **Question orale avec débat : développement des activités touristiques** - (6 octobre 1981) - (p. 1873) : relative stagnation du tourisme en France en 1981 - Dégradation de la marge commerciale - Efforts des professionnels du tourisme pour développer le tourisme en France - Mauvais résultats dans l'hôtellerie, la restauration et le tourisme d'accueil - Refus de la direction du tourisme de transmettre sa note de conjoncture - Inflation, fléchissement de l'activité économique et crise du tourisme - Majoration de la TVA sur les hôtels 4 étoiles et menace pour l'emploi - (p. 1874) : suggère l'exonération de la TVA pour les clients étrangers - Sa qualité de président du groupe sur le tourisme au Sénat - Impôt sur la fortune et risques de répercussions pour le tourisme - Projet de loi de finances pour 1982 et annonce de la taxation des frais généraux des entreprises : freinage des déplacements professionnels et diminution du chiffre d'affaires des agences de voyage - Tourisme social et tourisme professionnel - Exportation du tourisme français : activités du groupement d'intérêt économique « Bienvenue France » ; rôle des comités régionaux du tourisme - Activités des banques dans la vente des voyages et des séjours - Soutien nécessaire au tourisme français.

- **Questions orales avec débat jointes : difficultés de l'industrie textile** - (20 octobre 1981) - (p. 2043) : rappelle sa qualité de président de la commission d'enquête sur les difficultés de l'industrie textile et de l'habillement - Conclusions de la commission et nouvelle politique du Gouvernement - Mesures d'urgence en faveur de l'industrie de l'habillement : coût d'arrêt aux importations ; quotas de l'accord multifibres n° 2 ; renforcement du contrôle douanier et fermeture temporaire des frontières - Choc psychologique nécessaire - Réduction des charges pesant sur les entreprises et concurrence des pays industriels - Négociation du troisième accord multifibres ; mise en oeuvre des différentes clauses de sauvegarde et réduction des délais - Avenir du plan textile - Diminution de la consommation textile des ménages - Ralentissement permanent de la production - Dégradation progressive du solde commercial, notamment

sur les produits finis en provenance des pays sous développés - Réduction de la durée du travail et chômage partiel - Licenciements à Rhône-Poulenc-Textiles et à Boussac Saint-Frères - Incertitude sur la reprise de l'industrie textile - (p. 2044) : importance économique de cette industrie - Risque de disparition de la filière textile française, d'une dépendance pour nos approvisionnements - Crise du textile et répercussions sur la construction mécanique, le bâtiment ou le commerce - Campagne nationale de défense et de promotion du textile français - Elaboration d'un plan de relance - Allègement des charges sociales et financières des entreprises - Compensation de la revalorisation du SMIC et suppression de la taxe professionnelle - Situation de trésorerie ; encadrement du crédit et taux d'intérêt ; action des comités départementaux de financement des entreprises (CODEFI) - Fonds de roulement des entreprises et concours bancaires - Délais de paiement et durée de l'escompte - Amélioration des procédures du Comité d'orientation pour les industries stratégiques (CODIS) et du Comité interministériel pour le développement des investissements et du soutien de l'emploi (CIDISE) - Rentabilité des investissements et réglementation de la durée du travail - Promotion de la recherche des innovations - Réduction du taux de pénétration sur le marché intérieur ; reprise de la consommation - Cautions financières à l'importation et lutte contre la fraude - (p. 2045) : négociation d'un troisième accord multifibres plus contraignant - Accentuation de la dégradation dans les échanges avec les pays sous-développés - Mesures de sauvegarde et recours à l'article 19 du GATT ; taxes à l'importation - Renforcement de la compétitivité et mesures gouvernementales sur le plan social - Recours au chômage partiel - Nationalisation de Rhône-Poulenc-Textile - Sort du Groupe Boussac Saint-Frères.

- **Questions orales avec débat jointes : situation de l'industrie automobile** - (23 octobre 1981) - (p. 2151) : civilisation de l'automobile ; outil de travail et de loisir - Instabilité du marché ; emploi ; diminution de la production et des exportations ; augmentation des importations de véhicules neufs - Concurrence internationale et pénétration des véhicules étrangers - (p. 2152) : accroissement des charges pesant sur l'automobiliste - Situation de la régie Renault et du groupe Peugeot SA - Importance de l'emploi dans l'industrie automobile - Industrie automobile et recettes fiscales - Recettes et dépenses de l'Etat - Situation du marché automobile ; développement de la multimotorisation ; danger de la pénétration japonaise en Europe et auto-limitation de la part des exportateurs japonais - Productivité de l'industrie automobile européenne et française - Normalisation des relations commerciales France Communauté économique européenne et Japon ; implantation des constructeurs français au Japon - Recherche, création et innovation - Rôle du Gouvernement - (p. 2153) : instauration de nouveaux rapports sociaux dans les entreprises de production ; intéressement des personnels aux améliorations techniques ; aménagement des méthodes et du temps de travail ; développement des automatismes - Evolution du prix des véhicules automobiles ; crédits et réduction des taux d'intérêt - Fiscalité : TVA, taxe différentielle, péage, taxe sur les assurances, fiscalisation sur l'essence - Répercussions de la crise économique dans le secteur de l'automobile et attente d'une action du Gouvernement.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions** [n° 371 (80-81)]

**Suite de la discussion** - (13 novembre 1981) - **Titre I - Art. 14 (suite)** (p. 2650) : sur l'amendement n° I-211 précédemment réservé de M. Gaston Defferre, ministre (abrogation des dispositions du code des communes concernant les pouvoirs de tutelle sur les actes des autorités communales, la démission d'office d'un conseiller municipal ; cas particulier de Paris), son sous-amendement n° I-422, soutenu par M. Adolphe Chauvin : fixation par décret en Conseil d'Etat des dispositions applicables au modèle de cahier des charges type ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]***Discussion des articles de la première partie :*

(24 novembre 1981) - **Art. 2** (p. 3061) : son amendement n° 112 ; soutenu par M. Jacques Moission : report au 1<sup>er</sup> janvier 1983 de la mise en application de l'impôt sur la fortune ; devenu sans objet - **Art. 3** (p. 3066) : son amendement n° 120, soutenu par M. Francis Palmero : exclusion du calcul de l'assiette de l'impôt de l'indemnisation des français rapatriés d'outre-mer ; retiré

**Suite de la discussion** - (25 novembre 1981) - **Art. 4** (p. 3122) : son amendement n° 134, soutenu par M. Paul Pillet : impôt sur le patrimoine : prise en compte comme biens professionnels des actions détenues par les salariés au sein de leur entreprise ; retiré.

**Suite de la discussion** - (26 novembre 1981) - **Après l'art. 11** (p. 3191) : son amendement n° 170, soutenu par M. Paul Pillet : principe et modalités d'application de la création du titre-vacances ; compensation de recettes ; retiré.

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Art. 18** (p. 3232) : son amendement n° 190, soutenu par M. Marcel Lemaire : suppression de cet article relatif au montant et à l'indexation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers ; retiré - **Art. 22** (p. 3249) : son amendement n° 201, soutenu par M. Francis Palmero : taxe différentielle sur les véhicules à moteur : rétablissement de la taxation des motocyclettes ; adopté.

*Deuxième partie :*

**Articles non rattachés à l'examen des crédits** - (12 décembre 1981) - **Art. 71** (p. 4160) : son amendement n° 536, soutenu par M. Adolphe Chauvin : suppression de cet article sur la fiscalité frappant les locations d'immeubles meublés, non professionnels ; retiré - **Art. 77** (p. 4172) : son amendement n° 538, soutenu par M. Paul Pillet : relèvement du seuil à partir duquel s'applique l'obligation de paiement par chèque des achats de bijoux et objets d'art ; adopté.

**VARLET (Jean)**, sénateur du Nord (S)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

**VERILLON (Maurice)**, sénateur de la Drôme (S) jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1980 - N'était pas candidat aux élections sénatoriales du 28 septembre 1980

## DÉPÔTS

*Rapport d'information* fait au nom de la commission des affaires culturelles, à la suite de la mission effectuée du 7 au 13 juillet 1980 par une délégation de cette commission en République italienne et au Saint-Siège apostolique, chargée d'étudier la situation de l'école française de l'Académie de France et des Pieux établissements de France à Rome [n° 353 (80-81)] (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 31 juillet 1981, JO Débats du 8 septembre 1981).

**VIDAL (Marcel)**, sénateur de l'Hérault (S)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]***Deuxième partie :*

**Urbanisme et logement** - (6 décembre 1981) - (p. 3757) : projet de budget et politique de relance et d'amélioration de la situation de l'emploi - Amélioration de l'habitat rural - (p. 3758) : rôle du Fonds d'aménagement urbain (FAU) ; réforme de son fonctionnement et lutte contre la ségrégation sociale et pour la réhabilitation de l'habitat ; réhabilitation de l'habitat rural - Priorité à l'amélioration de l'habitat rural ; implantation de logements sociaux et association habitat et aménagement - Habitat rural et intervention des collectivités territoriales - Urbanisme et logement et lutte contre la crise.

**Agriculture** - (7 décembre 1981) - (p. 3811) : aspects positifs du budget : augmentation des crédits de recherche ; effort en faveur de l'installation des jeunes agriculteurs ; autorisation donnée aux sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) de louer des terres aux agriculteurs - Inquiétudes suscitées : équipements publics ruraux : programme d'électrification rurale ; eau et assainissement ; hydraulique agricole - Installation du futur office des vins ; création éventuelle d'offices de fruits et légumes - Avenir du Crédit agricole et rôle dans le développement de l'espace rural - Diminution du montant annuel des prêts bonifiés - (p. 3812) : coût pour les communes rurales des prêts non bonifiés en cas d'absence de subvention de l'Etat - Rôle du Crédit agricole dans la politique de décentralisation - Soutien à l'action du Gouvernement.

**Culture** - (8 décembre 1981) - (p. 3884) : droit à la culture pour tous - Décentralisation : dotation culturelle régionale ; collaboration entre élus et fonctionnaires ; diversification des directions régionales - Sauvegarde du patrimoine local et nécessité d'un renforcement des crédits - Animation culturelle - (p. 3885) : multiplication des bibliobus ; enrichissement des collections des bibliothèques municipales - Problèmes : restauration des orgues et financement ; création d'activités liées à la musique et à l'emploi ; formation de jeunes ; fabrication de pianos en France et reconquête du marché intérieur - Restitution au peuple de sa culture - Vote favorable.

**VIRAPOULLE (Louis)**, sénateur de la Réunion (UCDP)

## NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des lois.

Secrétaire de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

- Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modération des loyers (15 décembre 1981) (p. 4254).

## DÉPÔTS

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier les articles 552 et 411 du code de procédure pénale [n° 334 (80-81)] (29 juillet 1981).

*Avis* présenté, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)], adopté par l'Assemblée nationale - Départements d'outre-mer [n° 63, tome III (81-82)] (23 novembre 1981).

## QUESTIONS

*Questions orales avec débat :*

n° 48 (10 septembre 1981) (p. 1432) à M. le secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer : **départements d'outre-mer (DOM)** (développement économique et social du département de la Réunion) - Discutée le 30 octobre 1981 (p. 2332 et suivantes).

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant amnistie [n° 304 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (22 juillet 1981) - **Art. 24** (p. 1004) : déclare le groupe UCDP favorable aux amendements identiques n° 44 et 57 de MM. Guy Petit et Jean-Marie Girault (suppression de cet article concernant les exclusions du bénéfice de la loi d'amnistie).

- **Projet de loi portant abolition de la peine de mort [n° 385 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (29 septembre 1981) - **Discussion générale** (p. 1710) : débat ininterrompu en France depuis deux siècles sur la peine de mort - Sécurité et liberté des Français - Sort des condamnés et sort des victimes - (p. 1711) : diminution progressive du nombre des exécutions capitales - France, terre de progrès - Protection des citoyens - Prise en compte nécessaire de l'opinion publique par le Parlement - Votera le projet d'abolition de la peine de mort, mais insiste sur la nécessité d'une peine de substitution - Efficacité nécessaire du système pénal - (p. 1712) : réparation du préjudice subi par les victimes - Principe indispensable de l'incompressibilité des peines - Respect des parents des victimes.

- **Question orale avec débat : développement des activités touristiques** - (6 octobre 1981) - (p. 1874) : tourisme à la Réunion - Handicap de la distance et du coût des tarifs aériens - Efforts du précédent gouvernement à la Réunion - Capacité hôtelière de l'île et développement encore nécessaire - (p. 1875) : tourisme social : village vacances familles (VVF) de Saint-Pierre - Développement nécessaire des marchés potentiels ; insuffisance du coefficient de remplissage des nouveaux hôtels - Assouplissement souhaitable du système du GIT (*group inclusive-tour*) - Equipement de la ville de Saint-Denis permettant l'organisation de congrès - Projet de chèque vacances et développement du tourisme outre-mer - Nécessité pour les compagnies aériennes d'Europe occidentale d'atterrir sur l'aéroport de Gillot - Coopération nécessaire entre la Réunion, l'île Maurice et les Seychelles - Rôle de la langue française - Respect des plans de financement mis en place par le précédent gouvernement.

- **Projet de loi sur l'exploration et l'exploitation des ressources minérales des grands fonds marins [n° 384 (80-81)]** - (8 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 1908) : difficultés économiques internationales - Nombreux troubles au Moyen Orient depuis le 6 octobre 1973 - Nécessité pour protéger notre économie de découvrir de nouvelles ressources - Projet prémices d'une politique de la mer ambitieuse et courageuse - Malgré de nombreuses réussites de la technique française, retard dans le domaine de l'exploitation des ressources des grands fonds marins - Totale dépendance pétrolière de notre pays et nécessité de l'utilisation des ressources minérales des grands fonds marins - Ressources considérables en matières premières - Technologie de pointe et législation, conditions nécessaires mais insuffisantes pour l'utilisation des ressources nouvelles - (p. 1909) : utilité d'une politique d'information - Ministère de la mer disposant de moyens financiers suffisants - Rôle des départements d'outre-mer dans l'exploitation des grands fonds marins - Présence de nodules polymétalliques dans l'Océan Indien - Souhait d'une exploitation raisonnable par la France des ressources importantes de l'Océan Indien et retombées pour la Réunion.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion** - (29 octobre 1981) - **Discussion générale** (p. 2312) : décentralisation et concertation - Prise en compte de l'outre-mer - Caractère insupportable de la centralisation parisienne - Pluralisme et démocratie - Prise en compte des différences et renforcement des pouvoirs des collectivités locales - Immixtion permanente de l'Etat et paralysie des initiatives - Bureaucratie et gaspillage des deniers publics - Soutien du groupe de l'union centriste à l'idée de décentralisation - Inquiétude des départements d'outre-mer et précipitation d'élaboration dans la réforme envisagée - Politisation de la réforme - Creuset social et racial dans le département de la Réunion - (p. 2313) : attachement de la Réunion à la France - Réussite de la réforme et maintien de l'unité nationale - Stimulation de l'économie d'outre-mer - Bienfait pour la Réunion de la départementalisation - Constitution de 1946 et de 1958 et attachement de la Réunion à la France - Parité entre la métropole et les départements d'outre-mer (DOM) - Statut départemental de droit commun de la Réunion - Globalité et identité de la réforme pour la métropole et les DOM ; recrutement de l'assemblée départementale - Vie des départements et participation de toutes les forces politiques - Colonisation et départements et territoires d'outre-mer - (p. 2314) : engagements à prendre par le Gouvernement : élection des conseillers généraux des DOM sur la base du scrutin cantonal ; élargissement du pouvoir de décision de l'assemblée départementale et maintien du système régional - Qualité des réalisations économiques et sociales en outre-mer - Rappelle les propos de députés martiniquais et réunionnais sur leur attachement à la France - Confiance de la Réunion dans les délibérations du Sénat ; extension à la Réunion et aux DOM des lois métropolitaines - (p. 2315) : qualité des travaux de la commission des lois.

- **Question orale avec débat : développement économique et progrès social de la Réunion** - (30 octobre 1981) - (p. 2332) : désir de l'application intégrale du droit français - Climat d'inquiétude à la Réunion dans l'attente de connaître les intentions politiques du Gouvernement - Sort du conseil général et du conseil régional actuels - (p. 2333) : réserver à la Réunion une institution politique différente de celle de la métropole, synonyme d'une politique de régression - Maintien de toutes les institutions - République une et indivisible - Respect de la volonté des Réunionnais - Réunion, département à part entière - Amélioration de la situation économique et problème de l'emploi - Autonomistes et nécessité d'une activité sur place pour tous les Réunionnais - Nombreux Réunionnais vivant en Métropole, contribuant à l'activité de la nation - Crédits du Gouvernement souhaités pour l'amélioration des conditions de cette mobilité - Relance d'un certain nombre de grands travaux : construction de logements sociaux - Nécessité de mettre en place un plan quinquennal dans le domaine de la politique du logement social - Suite des grands travaux dans le domaine de la recherche, de l'énergie, de l'infrastructure - Transformation de la bagasse en électricité ; possibilité pour la Réunion de produire une quote-part de son carburant - Nécessité d'une infrastructure portuaire pour l'essor économique de la Réunion - Soutien financier de l'Etat dans les prochains budgets - Participation de la Communauté économique européenne à un programme global de développement de la Réunion - (p. 2334) : opération intégrée de développement (OID) ou programme de développement intégré (PDI) - Grandes difficultés de la pêche côtière : pêche artisanale - Situation de la pêche industrielle : expédition des îles Kerguelen - Création de toute une activité de services - Problème de la canne à sucre - Deux cyclones dévastateurs - Dégradation du pouvoir d'achat des planteurs de canne à sucre - Fin du plan de modernisation de l'économie sucrière - Nécessité de l'élaboration d'un second plan - Cas de l'aide accordée aux agriculteurs italiens - Problème de l'approvisionnement de la Réunion en engrais - Coût élevé de l'engrais à la Réunion - (p. 2335) : connaissance des problèmes du département - Etat sanitaire de l'île de la Réunion

semblable à celui de la métropole - Dispositions du Gouvernement maintenant la « loi Bonnet » pour les départements d'outre-mer - Risque d'envahissement par les populations des îles voisines - Similitude des catégories d'actifs à la Réunion, avec la métropole - Situation des logements identique à celle de la métropole - Bons résultats de l'enseignement et de l'université dans le département de la Réunion - Problème de formation des maîtres à l'échelon national - (p. 2339) : souhait d'une connaissance rapide de la position exacte du Gouvernement - Entière indépendance politique personnelle - Défense des plus faibles - Nécessité d'une lutte contre les réalisateurs de profits incommensurables - Lutte pour préserver les institutions de la Réunion.

- **Projet de loi relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions [n° 371 (80-81)]**

**Suite de la discussion - (5 novembre 1981) - Titre I - Après l'art. 2 (suite) (p. 2455) :** son amendement n° I-410 : consultation du maire en cas d'assignation à résidence sur le territoire d'une commune ; réservé jusqu'au chapitre II bis - Son amendement n° I-411 : recours à la force publique du maire ; réservé jusqu'au chapitre II bis - **Art. 3 (p. 2473, 2474) :** problème du délai en matière de droit administratif et procédure d'urgence devant le Conseil d'Etat.

**Suite de la discussion - (10 novembre 1981) - Titre I (suite) - Art. 6 (p. 2558) :** se déclare favorable à l'amendement n° I-269 de M. Jacques Eberhard (chambre régionale des comptes et possibilité d'audition pour le maire ou son représentant).

**Suite de la discussion - (12 novembre 1981) - Titre I (suite) - Art. 10 (p. 2582) :** droit de réquisition par le maire du compte communal, et affichage en mairie demandé par l'amendement n° I-183 de M. Marcel Lucotte - Tracasseries administratives évoquées par M. Paul Robert - Valeur juridique de l'obligation d'affichage en mairie de l'arrêté de réquisition, proposée par l'amendement n° I-183, de M. Marcel Lucotte - **Après l'art. 13 (p. 2595) :** son amendement n° I-412 : application intégrale des dispositions du titre I aux communes des départements d'outre-mer ; adopté - Attachement des départements d'outre-mer à la métropole.

**Suite de la discussion - (13 novembre 1981) - Titre II (suite) - Art. 24 (p. 2659) :** soutient l'amendement n° II-249 de M. Pierre Salvi (remplacement d'un membre du bureau décédé dans un délai de 15 jours par un nouveau membre élu) - **Art. 27 (p. 2662) :** soutient l'amendement n° II-253 de M. Pierre Schiélé (mise à la disposition du public de relevés des décisions du conseil général) - (p. 2666) : extrême gravité de la décision de dissolution du conseil général - (p. 2668) : convocation du nouveau conseil général par le doyen d'âge.

**Suite de la discussion - (16 novembre 1981) - Titre II (suite) - Art. 40 (p. 2698) :** se déclare opposé à l'amendement n° II-117 de M. Gaston Defferre, ministre (attributions du commissaire de la République et des maires : service départemental d'incendie) - **Avant l'art. 44 (p. 2700) :** son amendement n° II-330 : maintien du conseil général dans les départements d'outre-mer et bénéfice des nouvelles attributions prévues par la présente loi ; adopté - **Titre II bis (nouveau) après l'art. 44 (p. 2714) :** se déclare favorable à l'amendement n° II bis-10 de M. Michel Giraud, rapporteur (précisions concernant les responsabilités de l'Etat et les pouvoirs du maire en matière de police) - (p. 2716) : son amendement n° I-140 : consultation obligatoire du maire d'une commune en cas d'assignation à résidence sur son territoire ; adopté - Son amendement n° I-411 : possibilité pour le maire de requérir lui-même la force publique ; retiré.

**Suite de la discussion - (17 novembre 1981) - Titre III - Art. 45 (p. 2752) :** son amendement n° III-109 : caractère de collectivité territoriale des régions ne comprenant qu'un seul département ; devenu sans objet - Situation délicate des départements d'outre-mer - (p. 2754) : son amendement n° III-110 : adaptation des dispositions de cette loi aux régions mono-départementales ; devenu sans objet.

**Suite de la discussion - (19 novembre 1981) - Titre I - Art. 1 (suite) (p. 2884) :** sur l'amendement n° I-83 de M. Michel Giraud, rapporteur (suppression de cet article sur la libre administration des collectivités locales et la répartition des compétences et des ressources), défense des intérêts des départements d'outre-mer.

- **Projet de loi de nationalisation [n° 36 (81-82)] - (20 novembre 1981) - Discussion générale (p. 2929) :** certaines forces syndicales responsables de l'échec, dans beaucoup de domaines, de l'industrie française.

**Suite de la discussion - (23 novembre 1981) - Discussion générale (p. 2988) :** courage du Sénat dans la défense de la démocratie - Nécessité de la concertation - Gravité de la situation économique de la France - Inquiétude des Français - Problèmes posés par le texte au regard du droit international - (p. 2989) : indemnisation des actionnaires - Droit de propriété - Prise en compte de l'érosion monétaire - Conventions et traités ; droit communautaire - Crédibilité de la France - Refus par la Chine d'un contrat portant sur trois centrales atomiques - Visite en France de Mme Gandhi et absence de contrat signé - Dispositions du Traité de Rome - Convention américaine du 25 novembre 1959 sur l'indemnisation en cas de nationalisation - Méfiance des Etats du Golfe persique - Crise dans le secteur du tourisme - (p. 2990) : lutte des classes et division des Français - Centralisation des moyens de production entre les mains de l'Etat - Caractère inacceptable de la discrimination dans ce projet entre le territoire européen de la France et celui des départements d'outre-mer - Inquiétude devant le risque d'isolement de la France.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Discussion des articles de la première partie :*

(24 novembre 1981) - **Art. 1 (p. 3056, 3057) :** politique budgétaire : relance, lutte contre le chômage, justice fiscale - Satisfactions des besoins et ressources du pays - Cohésion nationale et législation fiscale - Mise en place d'une commission de révision du code fiscal - Unité et solidarité nationale en faveur des populations de métropole ou d'outre-mer - Relance à l'intérieur et compétitivité à l'extérieur - Accroissement des charges supportées par les salariés et les entreprises - Prise en charge de la protection sociale des français par l'ensemble des citoyens ; instauration d'une taxe sur la consommation appelée « la taxe valeur ajoutée sécurité sociale » - Technique de pointe et paix sociale - Défense de la liberté - **Art. 2 (p. 3061) :** son amendement n° 371 : fixation d'un seuil d'exonération en cas de mutation ou de succession ; devenu sans objet - Son amendement n° 322 : exclusion du champ d'application de l'impôt sur la fortune de la valeur de la résidence principale ; retiré - (p. 3062) : son amendement n° 372 : possibilité d'imposition séparée pour les personnes mariées, quel que soit leur régime matrimonial ; réservé jusqu'à l'article 3 - **Après l'art. 2 (p. 3070) :** se déclare favorable à l'amendement n° 287 de M. Maurice Blin, rapporteur général (fixation du plafond d'imposition) - **Art. 2 (suite) (p. 3074) :** son amendement n° 372, précédemment réservé : possibilité d'imposition séparée pour les personnes mariées, quel que soit leur régime matrimonial ; devenu sans objet

**Suite de la discussion - (25 novembre 1981) - Art. 3 (p. 3097) :** son amendement n° 356, soutenu par M. Marcel Rudloff : prise en compte d'un abattement proportionnel au pourcentage du chiffre d'affaires réalisé à l'exportation pour le calcul de l'impôt concernant les biens professionnels ; retiré - (p. 3110) : son amendement n° 373, soutenu par M. Marcel Rudloff : estimation des meubles meublants pour le calcul de l'impôt sur le patrimoine ; rejeté - (p. 3111) : son amendement n° 374, soutenu par M. Marcel Rudloff : exclusion de l'assiette de l'impôt des intérêts des dépôts dans les caisses d'épargne dans la limite des sommes exonérées d'impôt sur le revenu ; adopté - Son amendement n° 375, soutenu par M. Marcel Rudloff : non prise en compte des titres d'emprunts et des obligations de l'Etat et des collectivités locales pour le calcul de l'impôt ; retiré -

Son amendement n° 406 soutenu par M. Marcel Rudloff : prise en compte à la moitié de leur valeur des titres d'emprunts des obligations de l'Etat et des collectivités locales pour le calcul de l'impôt ; retiré.

**Suite de la discussion** - (26 novembre 1981) - **Art. 9** (p. 3160) : son amendement n° 321, soutenu par M. Marcel Rudloff : évaluation du patrimoine et contestation de l'administration fiscale ; estimation de l'administration et valeur de promesse d'achat ; retiré - **Après l'art. 11** (p. 3193) : se déclare favorable à l'amendement n° 424 de M. Paul Girod (conjoints percevant un revenu et déduction des dépenses de frais de garde pour les enfants à charge de moins de trois ans ; création d'une taxe différentielle sur les motocyclettes) - Importance du nombre des motos japonaises.

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Art. 14** (p. 3222) : son amendement n° 345, soutenu par M. Adolphe Chauvin : diminution du taux de l'impôt sur les sociétés ; retiré - **Art. 22** (p. 3249) : se déclare favorable à l'amendement n° 201 de M. Pierre Vallon, soutenu par M. Francis Palmero (taxe différentielle sur les véhicules à moteur : rétablissement de la taxation des motocyclettes) - Principe de l'égalité devant la loi - Solidarité nationale - **Art. 27** (p. 3262) : intervient sur la disposition de cet article tendant à réduire le délai d'exonération d'impôt pour les sociétés ayant des activités industrielles dans les départements d'outre-mer - Difficultés du développement industriel de ces départements - (p. 3263) : réduction du délai d'exonération et nécessité d'un agrément - Demande de vote par division sur cet article.

#### *Deuxième partie :*

**Radiodiffusion télévision française** - (30 novembre 1981) (p. 3324) : communication : promesses du Gouvernement et réalité - Rôle de la télévision ; importation de films américains - Amélioration des programmes et de la création : défense de la grande musique et de la culture - Augmentation des redevances et pression fiscale - Epuration - (p. 3325) : danger d'instauration de l'anarchie, de l'incompétence et de la médiocrité - Formation des professionnels de la télévision - Cas des départements d'outre-mer : chaînes de télévision et publicité ; augmentation des productions locales - Défense d'une télévision pour tous les Français.

**Transports** - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - (p. 3414) : problème du transport aérien entre le département de la Réunion et la métropole - Augmentation des tarifs de 13 % - Désenclavement de la Réunion et autorisation d'atterrir sur l'aéroport de Gillot à Saint-Denis-de-la-Réunion formulée par la compagnie *China-Airlines* - Problème de l'aide personnalisée et du retour à la Réunion des 50.000 réunionnais se trouvant en métropole.

**Industrie** - (1<sup>er</sup> décembre 1981) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3446) : situation difficile des entreprises - Absence de confiance - Nécessité de regarder les réalités en face - Nécessité pour les Français de payer le coût de la protection sociale.

**Recherche et technologie** - (2 décembre 1981) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3483) : caractère ambitieux du programme gouvernemental - (p. 3484) : importance des blocages administratifs et financiers - Espace vital européen de la recherche.

**Commerce et artisanat** - (2 décembre 1981) - **Examen des crédits - Etat C** (p. 3495) : réunion et importance de l'artisanat - (p. 3496) : handicap de la distance et coût des matières premières.

**Services du Premier ministre (suite) - I. Services généraux (suite) : Services divers rattachés - Fonction publique - Formation professionnelle - Droits de la femme** - (3 décembre 1981) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3546, 3547) : à propos des crédits du titre III, intervient sur la fonction publique : rôle des fonctionnaires dans la bataille

sociale et économique de la France - Hauteur de leur mission et nécessité de la sauvegarde de la liberté et de la démocratie.

**Education nationale** - (5 décembre 1981) - (p. 3673) : nécessité d'une lutte contre les échecs scolaires dans le département de la Réunion - Souhait du bénéfice de l'application du système dit « zone d'éducation prioritaire » - Développement de l'enseignement technique adapté à la zone géographique de la Réunion et meilleure coordination entre le vice-recteur et le directeur de l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes - Insuffisance des créations de postes de professeurs d'enseignement général de collège - Respect de la règle de la décharge totale à partir de 5 classes pour les directeurs d'école - Principe de l'égalité de tous les enseignements devant l'investissement - Nécessité d'accorder de véritables subventions à l'enseignement privé - (p. 3674) : inégalité des crédits affectés à la formation des maîtres du privé par rapport à l'enseignement public et non respect des dispositions de la loi de 1977 - Inquiétudes de l'enseignement privé devant l'intention de mettre en place un grand service public laïc et unifié d'éducation nationale - Droit essentiel des parents de choisir en toute liberté le type d'enseignement qui convient le mieux pour leurs enfants - Nécessité d'un développement des moyens audio-visuels - Encouragement au travail manuel et à la connaissance des techniques nouvelles pour tous les Français - Système éducatif tenant compte du contexte international et national, des consciences et des convictions de toutes les familles - Attachement à la promotion pour tous.

**Temps libre** - (6 décembre 1981) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3746) : promotion du tourisme en faveur des plus défavorisés - Intensification des échanges entre les jeunes - Développement du loisir social et du sport de masse - Difficultés particulières des départements d'outre-mer - Industrie hôtelière et mesures fiscales gouvernementales : taxation des grands hôtels, des frais généraux et blocage des prix - Loisir social et tourisme commercial.

**Agriculture** - (7 décembre 1981) - (p. 3829) : agriculture des départements d'outre-mer : cas de l'île de la Réunion - Modernisation de la production dans ce département et succès de la réforme foncière : rôle du Crédit agricole et de la société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) - Sauvegarde nécessaire de cet outil de production - Dégradation du pouvoir d'achat des agriculteurs au cours de l'année 1981 - Absence de participation des agriculteurs d'outre-mer à la conférence annuelle de Maignon - Nécessité d'une politique de rattrapage - Aspirations des agriculteurs de France et d'outre-mer.

**Justice** - (8 décembre 1981) - (p. 3863) : sécurité et droits des Français - Impression de malaise à travers le pays - (p. 3864) : modernisation du droit - Juridictions répressives et publicité des débats - Cour d'assises et second degré de juridiction ; juridiction d'appel - Absence de changement réel - Sécurité des magistrats et assassinat des juges Renaud et Michel - Divorce entre le pays judiciaire et le pays réel - Défense de la liberté des magistrats - Inquisition envers les infractions fiscales et financières - Justice, équité et vérité - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3871) : dialogue entre le Gouvernement et le Parlement - Inquiétude du pays - Culpabilisation des forces productives - Emprisonnement et protection de la société - Défense des victimes.

**Culture** - (8 décembre 1981) - (p. 3888) : liberté de la culture - Relations entre l'art et la religion - Notion d'accès à la culture - Sauvegarde du patrimoine artistique - Absence de changement de la programmation de la radio et de la télévision - Défense du pluralisme - Entretien du patrimoine culturel national et bilan confus - Fabrication d'instruments de musique et importations - Vie culturelle de la Réunion : lien avec les Français de la métropole - (p. 3889) : culture et unité ; coût du livre ; rareté des écoles de musique ; absence de théâtre - Action du Gouvernement en faveur de ces départements - Culture et communication au service de l'intérêt général.

**Départements et territoires d'outre-mer** - (9 décembre 1981) - Rapporteur pour avis (Départements d'outre-mer) (p. 3916) : mesures prises par le secrétaire d'Etat déjà en préparation sous le Gouvernement précédent - Inquiétude dans les départements d'outre-mer (DOM) concernant une éventuelle indépendance - Faiblesse des subventions au Fonds d'investissements des départements d'outre-mer (FIDOM) - Hausse de 25 % du budget de l'Etat et de 15 % de celui des DOM - (p. 3917) : budget stagnant, impossibilité de conduire dans les DOM des actions prioritaires pour combler les retards - Déception des agriculteurs de la Réunion face à la prétendue augmentation de 50 % de l'aide sociale - Dégradation de la production sucrière - Souhait d'une accélération du processus de l'intégration législative dans tous les domaines - Intolérable discrimination dans le domaine social - Débat au Sénat sur la décentralisation et conséquences pour les départements et territoires d'outre-mer, collectivités intégrantes de la République française dont l'existence est consacrée par l'article 72 de la Constitution de 1958 - Création d'une assemblée unique et politique de déviation ou de mutation contraire à la Constitution de 1958 - Souhait d'une politique d'harmonisation et non de différenciation - Nécessité d'une politique d'épanouissement dans la concertation - (p. 3918) : spécificité et originalité des DOM - Différence entre les régions françaises, mais collectivités fondamentales de la République - Habitants des DOM, Français à part entière - Politique théorique - Demande de changements - Gardiens de l'unité de la République - Au nom de la commission des lois, s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'adoption du budget des DOM - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3939) : manifestation à la Réunion - Vote des DOM dans les mêmes conditions de forme et de fond que les départements métropolitains depuis la loi du 19 mars 1946 - Eventualité d'une dissolution du conseil général et absence de réponse du Gouvernement sur ce point - Non respect de la Constitution et vote défavorable du budget des DOM-TOM - (p. 3940) : budget de l'intérieur et décentralisation.

**Intérieur et décentralisation** - (9 décembre 1981) - (p. 3958) : mission d'assurer la sécurité des Français et de donner aux collectivités locales les moyens d'agir au mieux des intérêts des concitoyens - Favorable à la création de 6.000 emplois supplémentaires de policiers en uniforme - Absence de création d'emplois de policiers en civil - Absence de crédits dans le budget concernant la formation et l'information des personnels de police - Compétence en matière de sûreté et d'ordre public du commissaire de la République appelé à remplacer le préfet dans la réforme envisagée concernant les départements d'outre-mer (DOM) - Inquiétude face à la diminution des subventions de l'Etat en faveur des collectivités locales et de la faible progression de la dotation globale de fonctionnement (DGF) - Stagnation des subventions des autres ministères - Progression moins rapide des concours de l'Etat aux collectivités locales par rapport à l'ensemble du budget - Souhait d'un effort de la Caisse de crédit agricole en faveur des prêts bonifiés accordés aux collectivités - Souhait d'un relèvement du plafond du livret A de caisse d'épargne.

**Commerce extérieur** - (10 décembre 1981) - **Examen des crédits** (p. 3997) : entreprises et charges sociales et fiscales - Atténuation du poids des impôts directs - Compétitivité des produits français - Création de la « taxe valeur ajoutée sécurité sociale » - Vote favorable sur ce projet de budget.

**Mer** - (11 décembre 1981) - (p. 4068) : difficultés de l'armement en France ; renouvellement nécessaire et activité des chantiers navals - Ports des départements d'outre-mer et ports métropolitains - Exploitation des grands fonds marins : travaux du Comité d'études pétrolières marines (CEPM) - Pêche au thon et au requin par les Coréens et les Formosans dans l'océan Indien - Difficultés des pêcheurs côtiers de la Réunion - Construction du port de la Réunion et recours à une entreprise hollandaise pour les travaux de dragage - Concours du ministère français de la défense - Précision nécessaire sur un éventuel transfert dans l'océan Indien du centre d'expérimentation atomique du Pacifique.

**Articles non rattachés à l'examen des crédits** - (12 décembre 1981) - Art. 66 (p. 4144) : augmentation du déficit par rapport au budget de 1981 ; augmentation des dépenses publiques ; accroissement des prélèvements obligatoires - Charges supplémentaires pour les entreprises ; impôt sur les grandes fortunes ; taxes sur les frais généraux ; taxes sur les véhicules de société ; restriction de l'aide fiscale à l'investissement - Risque pour la compétitivité de l'industrie et la situation de l'emploi industriel - Relance à l'intérieur et compétitivité à l'extérieur - (p. 4149) : se déclare favorable à l'amendement n° 554 de M. Maurice Blin, rapporteur général (aide fiscale à l'investissement en cas de non diminution du nombre moyen de salariés de l'entreprise) ; sur cet amendement, se déclare favorable au sous-amendement n° 564 de M. Jacques Mossion, soutenu par M. Adolphe Chauvin (déduction fiscale sans clauses restrictives pour les entreprises du secteur des transports routiers).

- **Proposition de loi tendant à modifier l'article 108 du code pénal et à abroger les articles 184, alinéa 3, et 314 du même code [n° 75 (81-82)]** - (15 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4229) : conditions de vote de la loi du 8 juin 1970 dite loi « anti-casseurs » - Application de la loi et liberté d'appréciation des magistrats - Loi « anti-casseurs » et protection de la police - Evénements en Pologne et caractère dérisoire des dispositions de la loi « anti-casseurs » - (p. 4230) : France, terre de liberté - Exceptions aux principes fondamentaux du droit apportées par la loi : responsabilité collective et atteinte au principe de la solidarité - Absence de condamnation de la loi de 1970 et vote favorable.

- **Projet de loi relatif à la modération des loyers [n° 83 (81-82)]** - (15 décembre 1981) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4253) : Location et maîtrise de l'inflation - Projet de loi et perte de confiance dans le secteur du bâtiment ; blocage des loyers et risques de déséquilibre ; menaces sur les épargnants - Protection des droits des locataires et des propriétaires.

- **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la sécurité sociale [n° 124 (81-82)]** - (18 décembre 1981) - **Après l'art. 8** (p. 4382) : son amendement n° 8 : suppression de la condition d'activité pour l'attribution des prestations familiales dans les départements d'outre-mer ; retiré.

**VIRON (Hector), sénateur du Nord (C)**

## NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires sociales.

- Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social (11 décembre 1981) (p. 4072).

## DÉPÔTS

*Proposition de résolution* déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le Règlement du Sénat [n° 218 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980, JO Débats 2 avril 1981) - **Règlement des Assemblées parlementaires.**

*Proposition de loi* déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à créer une allocation complémentaire pour certains chômeurs âgés de plus de cinquante-cinq ans dans l'attente de percevoir la garantie de ressources [n° 226 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980, JO Débats 2 avril 1981) - **Chômage.**

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative au **travail temporaire** et au contrat à durée déterminée [n°228 (80-81)] (rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1980, JO Débats 2 avril 1981).

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à fixer à soixante ans pour les hommes et à cinquante cinq ans pour les femmes et les travailleurs des métiers pénibles et insalubres l'âge auquel ils pourront bénéficier de la retraite à taux plein [n° 13 (81-82)] (9 octobre-1981) - **Assurance vieillesse : régime général.**

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à élargir les conditions d'attribution de la médaille d'honneur du travail [n° 14 (81-82)] (9 octobre 1981) - **Décorations.**

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues tendant à étendre le bénéfice des dispositions de l'article 11 de la loi de finances rectificative n° 73-1128 du 21 décembre 1973 à l'ensemble des travailleurs des mines, minières et carrières ayant fait l'objet d'une mesure de conversion [n° 15 (81-82)] (9 octobre 1981).

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à l'amélioration des prestations sociales minières [n° 16 (81-82)] (9 octobre 1981) - **Mines et carrières.**

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, portant amélioration des retraites minières [n° 17 (81-82)] (9 octobre 1981) - **Mines et carrières.**

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à étendre le bénéfice de la majoration de deux ans de la durée d'assurance vieillesse par enfant aux ayants-droits du régime minier [n° 18 (81-82)] (9 octobre 1981) - **Mines et carrières.**

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à l'organisation de la sécurité sociale dans les mines [n° 27 (81-82)] (20 octobre 1981) - **Accidents du travail et maladies professionnelles.**

*Proposition de loi*, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à garantir le relogement des salariés contraints de quitter l'emploi au titre duquel ils bénéficiaient d'un logement fourni par l'employeur [n° 28 (81-82)] (20 octobre 1981).

## QUESTIONS

### *Questions orales avec débat :*

n° 53 (17 septembre 1981) (p. 1547) à M. le ministre chargé de l'énergie: **charbon** (relance de la production charbonnière).

n° 73 (14 octobre 1981) (p. 1973) à M. le ministre de l'industrie textiles (politique textile du Gouvernement) - Discutée le 20 octobre 1981 (débat commun) (p. 2043 et suivantes).

## INTERVENTIONS

- **Questions orales avec débat jointes : politique énergétique** - (2 octobre 1981) - (p. 1823) : choix d'une croissance forte et d'une réduction progressive des importations notamment pétrolières - Politique de récession minière des gouvernants précédents ; gaspillage et déséquilibre économique régional - Conférence mondiale de l'énergie de 1977 et demande de relance de la production du charbon - Diminution constante de notre production charbonnière - Accord sur le principe d'un recours accru au charbon et sur le programme pluri-annuel de prospection - Diminution des importations de charbon - Priorité au charbon français - Statut du mineur et amélioration des conditions de travail - Programme d'embauche des houillères du Nord Pas-de-Calais -

**Gazéification - Coût du kilowatt - heure charbon ; conséquences de la politique de récession - Importance de l'exploitation charbonnière nationale pour la vie économique régionale - Importance des réserves françaises - Charbon et indépendance énergétique industrielle française - Plan de développement de la production charbonnière - Arrêt immédiat des fermetures de puits - (p. 1824) : maintien des installations - Solution des problèmes du personnel minier - Elaboration du projet de relance de la production charbonnière - Suspension des mesures de liquidation - Propositions concrètes pour les houillères du Nord Pas-de-Calais - Révision des conditions de travail des mineurs - Démocratisation de la direction de la gestion des houillères et élargissement des libertés syndicales.**

- **Questions orales avec débat jointes : difficultés de l'industrie textile** - (20 octobre 1981) - (p. 2051) : situation de l'industrie textile dans le Nord - Caractère néfaste de la politique menée jusqu'à maintenant - Qualité du rapport de la commission sénatoriale d'enquête sur le textile ; désaccord sur ses conclusions : absence de mise en cause de la politique menée par le gouvernement précédent - Importance économique de l'industrie textile - (p. 2052) : baisse du pouvoir d'achat et affaiblissement de l'industrie textile ; baisse de la consommation intérieure - Importance du taux de pénétration du marché intérieur ; rôle joué par les sociétés de vente par correspondance - Importations et investissements français à l'étranger - Accord multifibres et défense du marché intérieur - Croissance des importations et croissance de la consommation intérieure - Constitution du groupe Agache Willot et manoeuvres financières ; règlement judiciaire et sauvetage de l'emploi - Investissements et relance du groupe - Conditions de travail et droits nouveaux aux travailleurs - Reconquête du marché intérieur - Protection du marché français - Développement des investissements - Accords internationaux et prise en compte de la situation française - Maintien de l'emploi et amélioration des conditions de travail.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

### *Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (26 novembre 1981) - **Après l'art. 11** (p. 3188) : son amendement n° 33 soutenu par M. Pierre Gamboa : demandeurs d'emploi et possibilité du report du paiement de leur impôt jusqu'à la reprise d'activités ; compensation de recettes ; retiré.

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Après l'art. 18** (p. 3234) : son amendement n° 40, soutenu par M. Raymond Dumont : exonération de la TVA sur les livraisons gratuites de charbon consenties aux mineurs par les houillères nationales ; contrepartie financière dans la fiscalité des assurances ; retiré.

### *Deuxième partie :*

**Services du Premier ministre (suite) - I. Services généraux (suite) : Services divers rattachés - Fonction publique - Formation professionnelle - Droits de la femme** - (3 décembre 1981) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 3545) : appréciation positive sur les crédits de ce budget et notamment du titre III : augmentation des moyens consacrés à la formation professionnelle - Bilan décevant des pactes pour l'emploi : emplois précaires ; déqualification - Rémunération des stagiaires : indexation sur l'évolution du salaire minimum de croissance (SMIC) - Rôle des agences pour l'emploi - Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) - Rôle des comités d'entreprises - Accès des ouvriers et des employés à la formation permanente - Centre pour handicapés de la caisse d'assurance maladie de Lille.

**Solidarité nationale - II - Santé, solidarité nationale** - (10 décembre 1981) - (p. 4029) : projet de loi relatif à la législation par ordonnances ; problèmes sociaux et dessaisissement de la commission des affaires sociales sénatoriale au profit d'une commission spéciale - Elève une protestation au nom du groupe communiste.



- **Projet de loi d'orientation autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre social [n° 115 (81-82)] - (21 décembre 1981) - Discussion générale (p. 4465) :** s'associe à la protestation du président de la commission des affaires sociales relative au dessaisissement de cette commission, malgré son voeu unanime d'être saisie sur le fond de ce projet ; création d'une commission spéciale comme manoeuvre polique d'opposition au Gouvernement - Recours aux ordonnances et différence avec la situation de 1967 - Attente par les Français du volet social de la politique du Gouvernement et urgence des mesures annoncées - Vote du groupe communiste contre la question préalable - Obstruction systématique de l'ancienne majorité face à la politique du changement - (p. 4466) : politique économique de relance et lutte contre le chômage - Réduction du temps de travail et abaissement de l'âge de la retraite et créations d'emplois - Objectif de trente cinq heures hebdomadaires pour 1985 - Cas des travaux pénibles - Institution de la cinquième équipe dans la sidérurgie - Généralisation de la cinquième semaine de congés payés : maintien des avantages acquis - Travail à temps partiel et prise en compte des effectifs ainsi employés pour l'application des droits syndicaux dans l'entreprise - Législation sur le travail temporaire ; profits des sociétés d'intérim ; rôle des agences pour l'emploi - Contrats à durée déterminée et précarité de l'emploi - Abaissement de l'âge de la retraite : retraite à taux plein à soixante ans - (p. 4467) : cas des travaux pénibles - Problème du cumul entre retraite et emploi - Contrats de solidarité : prise en charge par l'Etat de cotisations de sécurité sociale et garantie d'emploi par les entreprises - Formation professionnelle des jeunes de seize à dix-huit ans - Relance économique et reconquête du marché intérieur - Nouvelle politique de l'emploi.

**VOILQUIN (Albert), sénateur des Vosges (UREI)**

#### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Est nommé de nouveau membre de cette commission (14 octobre 1981) (p. 1973).

- Est nommé membre du conseil permanent du service militaire (2 juillet 1981) (p. 782).

#### DÉPÔTS

*Rapport* fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi [n° 255 (80-81)] autorisant l'adhésion au protocole à la convention du 19 mai 1956 relative au contrat de transport international de marchandises par route (CMR) [n° 307 (80-81)] (9 juillet 1981) - **Traités et conventions.**

*Rapport* fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi [n° 321 (80-81)] autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique allemande relatif au statut et aux modalités de fonctionnement des centres culturels institués par l'accord de coopération culturelle conclu entre eux [(n° 325 (80-81)] (24 juillet 1981) - **Traités et conventions.**

*Avis* présenté, au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1982 [(n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - **Défense, section air [(n° 61, tome VII (81-82) (23 novembre 1981).**

#### INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'adhésion au protocole à la convention du 19 mai 1956 relative au contrat de transport international de marchandises par route (CMR) [n° 255 (80-81)] - (15 juillet 1981) - Rapporteur - Discussion générale (p. 886) :** transport international de marchandises et indemnité en cas de perte ou d'avarie de marchandises transportées - Réforme du système monétaire international et substitution du droit de tirage spécial au franc-or comme unité de compte - Position favorable de la commission des affaires étrangères.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République démocratique allemande relatif au statut et aux modalités de fonctionnement des centres culturels institués par l'accord de coopération culturelle conclu entre eux [n° 321 (80-81)] - (28 juillet 1981) - Rapporteur - Discussion générale (p. 1194) :** application de l'accord de 1980 sur la coopération culturelle franco-allemande, absence de ratification par le Parlement de cet accord : non engagement financier de l'Etat - Promotion des valeurs de chacun des deux pays - Statut des personnels dirigeants et autres - Centre culturel français à Berlin et est-allemand à Paris.

- **Projet de loi portant abolition de la peine de mort [n° 385 (80-81)]**

**Suite de la discussion - (29 septembre 1981) - Discussion générale (p. 1716) :** se félicite de la liberté de vote laissée aux membres du groupe UREI - Respect de la diversité des opinions - Caractère précipité de ce débat et absence de campagne d'information de l'opinion - Inopportunité - Manque de confiance des Français dans leur justice et efficacité nécessaire du système pénal - Cas d'un crime commis dans son département par un récidiviste - Argument de la responsabilité de la société - Défense des institutions républicaines et menaces du terrorisme - Protection nécessaire de la société - Caractère prématuré de la décision d'abolition.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion - (27 novembre 1981) - Art. 15 (p. 3225) :** son amendement n° 69, soutenu par M. Frédéric Wirth : exonération du prélèvement exceptionnel sur les banques et établissements de crédit pour les caisses de crédit mutuel ; retiré.

*Deuxième partie :*

**Défense - (4 décembre 1981) - Rapporteur pour avis (Section air) (p. 3608) :** budget de l'armée et continuité des actions entreprises depuis six ans - Modernisation des forces : matériels aériens et équipement de guerre électronique ; munitions et infrastructures - Insuffisance en matière de commande d'avions de combat - Stabilité des personnels : amélioration de la condition des militaires ; mesures en faveur des appelés du contingent et des cadres ; augmentation des droits budgétaires ; revalorisation de diverses primes ; disparition des inégalités entre les personnels civil ou militaire - Activité aérienne : entraînement des pilotes de combat, formation de jeunes, et mission de transport - Consommation de carburant ; entretien programmé des matériels - Etudes sur l'aviation : progression des crédits de paiement et des autorisations de programme - Programmes Mirage 2000 et 4000 - (p. 3609) : maintien en service du Mirage 3 - Environnement : armements munitions ; infrastructures ; stock de munitions de combat - Dispersion des avions dans les abris ; protection anti-aérienne et camouflage - Avis favorable de la commission des affaires étrangères pour les crédits de la section Air du budget de la défense - (p. 3616) : en son nom propre, hommage rendu à la mémoire de Joël Le Theule, ancien ministre de la défense - Efforts du Gouvernement envers la défense -

Service national et solidarité nationale ; refus du neutralisme - Force de dissuasion française ; stratégie et évolution des menaces et des technologies - Continuité du budget de la défense - Indépendance de la force de dissuasion nucléaire stratégique - Notion de service différencié - (p. 3617) : aspects positifs de la bombe à neutrons : évolution des techniques ; efficacité de cette arme ; chantage politico-stratégique - Situation de la gendarmerie : garantie de la légalité républicaine ; renforcement des effectifs de la gendarmerie ; parité police-gendarmerie et exemple des indemnités de sujétions spéciales ; nomination d'un général de corps d'armée et demande de nomination d'un général de division par région militaire - Droit au travail des militaires : problème du chômage ; pension proportionnelle et nécessité d'une seconde carrière pour les retraités militaires ; solidarité nationale - (p. 3618) : service national : défense des forces classiques et maintien de la conscription : protection des forces nucléaires - Efficacité, effectifs et coût du service national ; durée de l'instruction de base ; entretien des matériels ; amélioration de la rémunération

des appelés ; brassage social ; maintien d'un service d'un an ; cas des objecteurs de conscience et opposition à la proposition de Mme le ministre délégué de la jeunesse et des sports : action d'animation dans les associations d'éducation populaire pour les objecteurs de conscience ; attribution de permissions ; hostilité à une armée de métier - Armée de l'air et retard du programme Mirage 2000 - Ralentissement de l'effort sur la politique de défense depuis 1975 - Abstention de la majeure partie du groupe des Républicains et des Indépendants dans le vote des crédits du budget et avis personnel favorable.

Articles non rattachés à l'examen des crédits - (12 décembre 1981) - Art. 77 (p. 4171) : son amendement n° 559 : suppression de cet article sur l'obligation de paiement par chèque des achats de bijoux, d'objets d'art, ou d'antiquité de plus de 5000 F, et l'établissement par les sociétés d'assurances d'une liste annuelle des personnes ayant assuré de tels objets pour un montant supérieur ou égal à 100 000 F ; retiré.

## W

**WACHEUX (Marcel)**, sénateur du Pas-de-Calais.

Devient sénateur le 23 avril 1981 en remplacement de M. Bernard Chochoy, décédé (2 juillet 1981) (p. 777).

Elu député le 21 juin 1981 (2 juillet 1981) (p. 777).

**WIRTH (Frédéric)**, sénateur des Français établis hors de France (UREI)

## NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

## INTERVENTIONS

- **Projet de loi de nationalisation [n° 36 (81-82)]**

Suite de la discussion - (23 novembre 1981) - **Discussion générale** (p. 2999) : implications internationales du projet de nationalisation - Réactions perçues à l'étranger par les Français établis hors de France - Réactions des industriels français à l'étranger : inquiétude devant la nationalisation de cinq grands groupes industriels largement implantés à l'étranger : Pechiney-Ugine-Kuhlmann ; Thomson-Brandt ; Saint-Gobain ; cas des succursales implantées en République fédérale d'Allemagne : sociétés de droit allemand - Imbroglis juridiques et contentieux internationaux prévisibles - (p. 3000) : inquiétude sur l'évolution des stratégies industrielles des groupes nationalisés ; sentiment d'insécurité ; risque de fuite des cadres - Effet négatif des nationalisations sur la productivité et la compétitivité - Qualité du réseau bancaire français à l'étranger ; apport pour la balance des paiements ; gestion des trois grandes banques nationales ; inquiétude devant les nouvelles nationalisations - Risque de bureaucratisation ; effet prévisible de la planification ; restructuration bancaire ; fuite des cadres - Réactions des pays d'accueil, partenaires commerciaux et industriels de la France : inquiétude de cette clientèle ; exemple des entreprises allemandes, clientes de la Société générale alsacienne de banques - Fermetures de comptes déjà intervenues - (p. 3001) : situation préoccupante des échanges extérieurs de la France avec les grands pays occidentaux - Atteinte à la crédibilité de la France et à la confiance de l'étranger - Risque d'isolement du pays.

- **Projet de loi de finances pour 1982 [n° 57 (81-82)]**

*Discussion des articles de la première partie :*

(24 novembre 1981) - **Art. 2** (p. 3061) : son amendement n° 341 soutenu par M. Philippe de Bourgoing : actualisation des conventions fiscales ; adopté.

Suite de la discussion - (26 novembre 1981) - **Art. 9** (p. 3163) : nécessité d'éviter une double imposition des Français non domiciliés en France en ce qui concerne l'impôt sur les grandes fortunes.

Suite de la discussion - (27 novembre 1981) - **Art. 14** (p. 3221) : soutient les amendements n° 259 et n° 260 de M. Charles de Cuttoli (taxation des frais généraux : exonération ou diminution de la taxe pour les entreprises exportatrices) - **Art. 15** (p. 3225) : soutient l'amendement n° 69 de M. Albert Voilquin (exonération du prélèvement exceptionnel sur les banques et établissements de crédit pour les caisses de crédit mutuel).

*Deuxième partie :*

**Commerce extérieur** - (10 décembre 1981) - (p. 3992, 3993) : maintien du déficit de nos échanges extérieurs ; perméabilité aux produits étrangers ; croissance du taux de pénétration pour le secteur industriel - Mise en place d'une politique industrielle et reconquête du marché intérieur ; amélioration de la compétitivité des entreprises - Surveillance de la qualité et des quantités d'importation - Etude comparée de compétitivité citée par M. René Monory et le Forum européen du management ; difficulté de la reconquête d'une compétitivité mondiale pour la France - Dégradation de la formation brute de capital fixe des entreprises françaises - Politique sociale fiscale et budgétaire et fragilisation des structures des entreprises ; Coût de production et charges sociales - Entreprises familiales et impôt sur le patrimoine - Statut fiscal personnel du chef d'entreprise - Taxation des frais généraux et coûts d'exploitation - Inefficacité de la déductibilité fiscale des investissements ; conditions de la création nette d'emplois - Cherté du crédit - Relance intérieure et pouvoir d'achat - Entreprises et perte de confiance ; nationalisation anti-économique du crédit - (p. 3994) : extension incontrôlée du pouvoir syndical - Progrès du commerce extérieur français et fragilité ; contraintes extérieures - Impératifs du marché libéral et mondialiste.

- **Projet de loi approuvant le Plan intérimaire pour 1982 et 1983 [n° 118 (81-82)]** - (22 décembre 1981) - **Discussion générale** (p. 4519) : échanges extérieurs et plan intérimaire ; place modeste du commerce extérieur dans ce plan et caractère hâtif de son élaboration - Déséquilibre permanent de notre commerce extérieur ; dégradation du taux de couverture de l'équipement ménager, de l'agro-alimentaire et de l'automobile - (p. 4520) : hausse des faillites - Mesures contre la perméabilité de notre économie aux produits étrangers ; avis du Conseil économique et social sur le textile et mise en place d'un système de surveillance renforcé - Reconquête du marché intérieur ; problème de la fragilité et de la compétitivité de notre appareil économique - Autarcie et libre-échange ; propos de M. Georges Sarre à l'Assemblée nationale - Stagnation des exportations et augmentation des importations ; compétitivité des entreprises ; effets de l'accroissement des charges sociales et fiscales ; coût du crédit et maintien du franc au sein du système monétaire européen - Inflation et alourdissement des coûts de revient - Stagnation des investissements et demande mondiale ; prévisions en baisse des produits intérieurs bruts des nations industrielles occidentales ; irréalisme du taux de croissance prévu par le plan intérimaire - Statut des Français expatriés travaillant pour nos exportations ; mesures nécessaires en faveur de leur départ et de leur installation à l'étranger ; maintien de la couverture sociale et des avantages sociaux acquis en France - Groupe d'étude dirigé par M. André Bettencourt - (p. 4521). propositions du groupe de travail de M. Jean-Emile Vié - Education des Français de l'étranger et augmentation des subventions des écoles françaises de l'étranger ; montant des bourses d'études et principe de la gratuité de l'enseignement des enfants français de l'étranger - Cohérence du système de protection sociale ; loi de décembre 1976 sur les travailleurs salariés hors de la Communauté économique européenne (CEE) ; protection contre le risque maladie des travailleurs français non salariés et des pensionnés hors CEE et loi du 27 juin 1980 - Importance des cotisations sociales et gestion excédentaire de la caisse de sécurité sociale des Français de l'étranger - Statut fiscal des résidences françaises des Français expatriés ; caractère de résidence secondaire et retrait des avantages fiscaux liés à la résidence principale à l'exclusion de la loi sur les plus-values ; cas des fonctionnaires et agents de l'Etat - Problèmes restant en suspens - Importance du nombre de voitures étrangères, notamment allemandes, immatriculées en France - Excédent de la balance commerciale allemande ; taux de chômage et d'inflation et importance du niveau d'endettement public - Signes de fragilité de l'économie allemande et caractère solide de ses bases économiques - Plan intérimaire et

absence de garantie du maintien de la position économique internationale française.

## Y

YVON (Joseph), sénateur du Morbihan (UCDP)

### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.
- Est nommé membre du conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine (21 juillet 1981) (p. 950).

### DÉPÔTS

*Rapport* fait au nom de la commission des affaires économiques sur le projet de loi [(n° 356 (80-81)] modifiant la loi n° 61-1262 du 24 novembre 1961 relatif à la police des épaves maritimes [(n° 25 (81-82)] (15 octobre 1981) - Mers et littoral.

*Avis* présenté, au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1982 [(n° 57 (81-82)] adopté par l'Assemblée nationale - Marine marchande [(n° 60, tome XX (81-82)] (23 novembre 1981).

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Discussion des articles de la première partie :*

**Suite de la discussion** - (27 novembre 1981) - **Art. 14** (p. 3218) : son amendement n° 187 : taxation des frais généraux : exonération des frais afférents aux croisières maritimes relatives à des congrès et effectuées par des compagnies françaises ; devenu sans objet - Compagnie des croisières Paquet et Compagnie nationale maritime Corse-Méditerranée - Souvenir de l'émotion ressentie en France lors du désarmement du paquebot France.

*Deuxième partie :*

**Mer** - (11 décembre 1981) - Rapporteur pour avis (marine marchande) (p. 4057) : création du ministère de la mer et augmentation des crédits - Plans de relance et de développement de la flotte marchande mis en oeuvre par le précédent Gouvernement - Projet de budget pour 1982 : plan intérimaire de 2 ans de consolidation et d'expansion de la flotte de commerce ; problème de la compétitivité de la flotte marchande française - Difficultés des armateurs français ; aide à l'investissement - Taxe professionnelle - Plan de redressement de la Compagnie générale maritime (CGM) - (p. 4058) : activités de la SNCF sur le trafic Trans Manche - Concertation avec la société Bretagne

Angleterre Irlande (BAI) - Constructions navales : qualité des chantiers navals français ; nécessité de la compétitivité et construction de navires simples et de taille moyenne - Opération de consolidation des structures par le regroupement des chantiers - Pêches maritimes ; diminution des charges d'exploitation : aide au carburant ; aide sélective pour la sauvegarde de la pêche hauturière - Accès aux zones de pêche et répartition des quotas ; négociations de Bruxelles - Organisation des marchés de la pêche et politique européenne - Avis unanime de la commission des affaires économiques en faveur de l'adoption de ce projet de budget.

## Z

ZWICKERT (Charles), sénateur du Haut-Rhin (UCDP)

### NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

### INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au prix du livre** [n° 318 (80-81)] - (29 juillet 1981) - **Art. 3** (p. 1242) : son amendement n° 8 déposé avec M. Pierre Vallon qui le soutient, et identique à l'amendement n° 26 de M. Jean-Pierre Fourcade : suppression de cet article concernant la non application au bout de neuf mois du système du prix unique du livre diffusé par courtage, abonnement ou correspondance : rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 1982** [n° 57 (81-82)]

*Deuxième partie :*

**Agriculture** - (7 décembre 1981) - (p. 3831) : création annoncée de l'office des vins et opposition des viticulteurs intéressés à la prise en compte de l'appellation d'origine Alsace dans un tel office - Dotation d'installation des jeunes agriculteurs ; hausse des taux d'intérêt des prêts bonifiés du Crédit agricole - Crédits d'équipement : plan du grand Sud-Ouest ; insuffisance des crédits destinés au remembrement et à l'hydraulique ; besoins de l'Alsace en ce domaine - Problème de l'enseignement agricole privé : stagnation des crédits de fonctionnement - Inquiétude de l'enseignement agricole public quant à un éventuel rattachement au ministère de l'éducation - Impôt sur les fortunes et exclusion nécessaire des stocks de vin et d'alcool ; détaxation des carburants agricoles, particulièrement en zone de montagne - Fiscalité agricole : régime du bénéfice réel simplifié et indexation nécessaire du seuil - Vote sur ce budget subordonné aux réponses attendues - **Examen des crédits** - **Après l'art. 86** (p. 3839) : son amendement n° 483, déposé avec M. Daniel Hoeffel : abrogation d'un article du code forestier : rôle de l'Office national des forêts ; retiré.